

ABEL CHATELAIN


**LES MIGRANTS TEMPORAIRES
EN FRANCE
DE 1800 A 1914**

OUVRAGE PUBLIE AVEC LE CONCOURS DU C.N.R.S



PUBLICATIONS DE L'UNIVERSITE DE LILLE III

S.P. 18 — 59650 Villeneuve-d'Ascq



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
Kahle/Austin Foundation

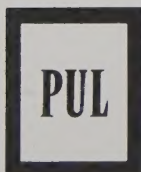
**LES MIGRANTS TEMPORAIRES
EN FRANCE
DE 1800 A 1914**

ABEL CHATELAIN
PROFESSEUR AGREGÉ
ATTACHE DE RECHERCHES AU C.N.R.S.

LES MIGRANTS TEMPORAIRES EN FRANCE DE 1800 A 1914

HISTOIRE ECONOMIQUE ET SOCIALE DES MIGRANTS TEMPORAIRES
DES CAMPAGNES FRANCAISES
AU XIX^e SIECLE ET AU DEBUT DU XX^e SIECLE

OUVRAGE PUBLIE AVEC LE CONCOURS DU C.N.R.S.



PUBLICATIONS DE L'UNIVERSITE DE LILLE III
S.P. 18 — 59650 Villeneuve-d'Ascq

UNIVERSITE DE LILLE III

LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE

100, rue de la Liberté - 59655 VILLENEUVE D'ASCQ

LES MIGRANTS TEMPORAIRES

EN FRANCE

DE 1880 A 1914

UNIVERSITE DE LILLE III

LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE

100, rue de la Liberté - 59655 VILLENEUVE D'ASCQ

© UNIVERSITE DE LILLE III
ISBN 2-85939-056-1



TROISIEME PARTIE

**LES MIGRATIONS TEMPORAIRES FORTEMENT DEVELOPPEES
OU NEES AVEC LES PROGRES
DE LA CIVILISATION INDUSTRIELLE ET URBAINE
DU XIXe SIECLE**

CHAPITRE PREMIER

LES FACTEURS NOUVEAUX DE DEVELOPPEMENT OU DE DECLenchement DES MIGRATIONS TEMPORAIRES

Comme nous l'avons déjà maintes fois constaté précédemment, les migrations temporaires des ruraux ont été assez développées avant 1789. Mais elles étaient surtout le fait de certaines régions montagneuses les plus déshéritées comme l'Auvergne ou la Savoie, ou bien la conséquence d'un besoin de main-d'œuvre saisonnière pour protéger les récoltes et conduisant à une sorte d'entraide inter-régionale. Or, dans ce phénomène migratoire d'Ancien Régime économique et social, le déséquilibre est certain : les migrants temporaires ruraux se portent presque essentiellement vers les campagnes et fort peu vers les villes. Les déplacements en masse intéressent les moissons, les vendanges, les travaux pénibles de la vie rurale. Les contingents qui se rendent à la ville sont beaucoup plus restreints car les villes importantes sont encore peu nombreuses et mettent souvent des obstacles à cet « envahissement » temporaire des ruraux. Ainsi, avant 1789, les échanges se font surtout entre campagnes et relativement assez peu entre campagnes et villes. Nous sommes bien dans un ancien régime démographique des migrations.

Entre le XVIII^e siècle et le XIX^e siècle, une période assez longue sert de transition et même de coupure, dans les phénomènes de migrations : Révolution et Premier Empire ont très fortement dérangé les déplacements. Les événements révolutionnaires, en troublant l'économie et la société urbaine, ont très souvent éloigné provisoirement les migrants traditionnels et ceux-ci ont cherché dans les campagnes les ressources qu'ils ne trouvaient plus dans les villes. En effet, une partie de l'aristocratie et de la bourgeoisie qui faisaient vivre les migrants temporaires font alors défaut. D'autre part, la misère devenant intense dans les villes, les ruraux fréquentant les milieux citadins cessent leurs déplacements pendant un temps plus ou moins long pour éviter la vie urbaine devenue difficile. La migration temporaire permet ainsi une adaptation aux événements et se transforme selon les circonstances. Le Premier Empire, en apportant sécurité et prospérité, aurait pu être une période d'intenses migrations temporaires. Or, nous constatons par les rapports officiels que la reprise a été limitée et souvent assez faible. Il faut alors faire intervenir les causes militaires pour mieux comprendre l'évolution des phénomènes. Beaucoup de ruraux sont aux armées et ceux qui refusent de servir préfèrent se cacher dans les campagnes, plus que dans les villes où la surveillance administrative et policière est souvent mieux organisée. Une migration temporaire clandestine rurale se développe certainement, mais alors elle devient difficile à suivre.

Lorsque la paix revient en France, en 1815, les anciennes migrations temporaires des ruraux reprennent normalement puisque les conditions économiques et sociales des campagnes et des villes n'ont guère évolué depuis 1789, malgré les événements politiques importants. Ce n'est que

progressivement et lentement que de nouveaux facteurs vont apparaître à partir de 1815 pour développer fortement certaines migrations anciennes et en faire naître de nouvelles. La paix, l'accroissement de la population, les progrès inégaux selon les domaines économiques, le développement et l'attrait des villes, de nouvelles mentalités sont autant de raisons pour expliquer la progression des migrations temporaires jusque vers le milieu du XIX^e siècle. Les conditions ne sont pas encore réalisées pour passer des migrations courtes, surtout saisonnières, aux migrations plus longues, particulièrement pluriannuelles ou viagères, en attendant les migrations définitives qui se développeront plus tardivement dans la seconde moitié du XIX^e siècle et au XX^e siècle.

Mais un fait est certain pour la première moitié du XIX^e siècle : les migrants temporaires se rendent de plus en plus dans les villes. Les courants de migrants temporaires, traditionnellement prédominants dans les campagnes françaises, sont maintenant fortement concurrencés par les courants de migrations temporaires dans les milieux urbains ou industriels. La ville s'impose à l'esprit du migrant temporaire rural ; elle l'attire pour des raisons économiques et psychologiques. C'est une sorte de long apprentissage de la vie urbaine que fait le rural dans ses séjours successifs dans les cités françaises et ce n'est qu'après une accoutumance progressive qu'il pensera à mieux profiter des avantages de la ville et allonger ses séjours. Mais le rural français est méfiant et prudent. Il n'abandonnera pas facilement le milieu rural qu'il a connu dès sa naissance et dont il voit les avantages. Aussi, la migration temporaire sera tenace au cours du siècle. Ainsi, en orientant ses déplacements vers la ville, le rural cherchera à profiter le plus possible et aussi longtemps qu'il le pourra à la fois, des bénéfices de la ville et des avantages de la campagne. Ce genre de vie mixte est alors celui de la sécurité prudente et de l'attente dans un choix tardif.

Entre la fin de l'Ancien Régime et le milieu du XIX^e siècle, un monde nouveau finit par s'édifier sur lequel le migrant temporaire rural s'interroge. Ce dernier semble moins sensible à la naissance de la grande industrie qu'au développement urbain renforcé par la construction des chemins de fer. Le père de Martin Nadaud, migrant maçon limousin avait d'abord travaillé en province avant de « monter » à Paris. Le fils, lui aussi migrant temporaire maçon, ne connaîtra que la capitale. Deux générations, deux manières de considérer les migrations. Le père n'a connu que les déplacements saisonniers. Le fils passera de la migration saisonnière à la migration pluriannuelle, pour terminer avec la migration viagère. Le père n'a jamais pensé que sa femme puisse l'accompagner. Le fils appelle sa femme à Paris. Tous ces changements sont symboliques et marquent bien la période 1789-1850.

I — LES CAUSES ECONOMIQUES : LA VILLE EST DE PLUS EN PLUS ATTRACTIVE

10) LES VILLES CROISSENT ET OFFRENT AUX MIGRANTS TEMPORAIRES DES ACTIVITES VARIEES.

A — Ce sont surtout les grandes agglomérations qui attirent.

Au lendemain des guerres de la Révolution et du Premier Empire, on assiste à un essor démographique remarquable, dans les bassins et les plaines riches comme dans les montagnes pauvres. La très forte natalité dans les communes rurales va faire croître la population jusqu'à une sorte de saturation et cela jusque vers le milieu du XIXe siècle. Le mouvement naturel de 1816 à 1850 donne sans cesse des excédents importants¹ : 1816-1820 : 198.100 (excédent annuel moyen des naissances sur les décès), 1821-1825 : + 206.600, 1826-1830 : + 161.100, 1831-1835 : + 118.000, 1836-1840 : + 159.600, 1841-1845 : + 190.000, 1846-1850 : + 101.300. Ces remarquables excédents annuels n'ont été affaiblis que certaines années par des crises économiques (1817, 1832, 1847) ou par des épidémies (1832, 1834, 1847, 1849). Or, il s'agit là d'excédents annuels portant sur toute la population française ; ces excédents seraient plus significatifs encore si l'on ne retenait que la population rurale et les taux alors beaucoup plus élevés. Les taux correspondants aux excédents ci-dessus montrent la vitalité d'alors : 1816-1820 : + 66 pour 10.000 habitants, 1821-1825 : + 67, 1826-1830 : + 50, 1831-1835 : + 36, 1836-1840 : + 47, 1841-1845 : + 54, 1846-1850 : + 28. Tout cela explique pourquoi la population française a passé de 28,2 millions d'habitants en 1801 à 36,4 millions en 1851, soit un accroissement d'environ 30 %.

Mais dans chaque village, que faire de cette population ? Dans les bassins et les plaines, les solutions au problème du surpeuplement étaient plus faciles à trouver : méthodes pour accroître les rendements agricoles, développement des petites industries et du travail à domicile. Pour les régions montagneuses ou les bas-pays au sol ingrat, le surpeuplement devenait alors un très grave problème que ne pouvaient guère résoudre le développement de l'élevage (produits médiocres et guère d'acheteurs urbains) et les activités secondaires sédentaires (artisanat et industries difficiles à créer par manque de matières premières et de capitaux et absence de transports aisés). La solution traditionnelle des migrations temporaires, surtout saisonnières, était alors pour beaucoup de ruraux montagnards, la seule possible, la seule rentable, la seule qui permettait de profiter des biens fonciers possédés tout en tirant des revenus de la ville, considérée de plus en plus comme la seule vraie source de richesses. Il faut d'ailleurs ajouter un fait essentiel : au lendemain de la Révolution, l'habitude de l'acquisition de terres est maintenant bien développée. La migration temporaire permettra d'obtenir le précieux numéraire qui a trop longtemps manqué dans les campagnes et ce numéraire servira à l'acquisition de lopins de terre. La soif de terre, que l'on retrouve chez la plupart des paysans d'alors, est particulièrement vive chez les migrants temporaires.

Les villes françaises, lieux d'attraction de plus en plus marqués des migrants temporaires et des migrants définitifs, n'ont cessé de croître au cours du XIXe siècle et au début du XXe. C'est là un fait démographique majeur, essentiel pour comprendre les phénomènes complexes des migrations intérieures françaises, et comme l'a écrit Albert Demangeon ², « la marque originale de la civilisation moderne ». Le taux de population urbaine, en France, a passé de 21 % en 1790 à 24,4 % en 1846, et atteint 44,2 % en 1911. Le progrès est encore faible dans la première moitié du XIXe siècle (1790-1846 : 3,4 %) en 56 ans, car les nombreux migrants temporaires ruraux qui fréquentent les cités ne sont pas généralement recensés en ville. Il est très net dans la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe siècle (1846-1911 : + 19,8 %) en 65 ans ; nous sommes dans la période de l'intense « exode rural » où se mêlent cette fois migrants temporaires qui ont allongé leurs migrations (migrants pluriannuels et migrants voyageurs) et qui sont désormais toujours recensés en ville et les migrants définitifs de plus en plus nombreux. Le contraste est ainsi très marqué entre la première moitié du XIXe siècle (1790-1846 : progrès moyen annuel de la population urbaine : 0,06 %) et la seconde moitié (1846-1911 : progrès annuel moyen : 0,3 %). Vers la fin du siècle, les contingents de population d'origine rurale deviennent considérables : en dix ans, de 1896 à 1906, la population urbaine gagne 1.414.000 personnes et dans ce total l'excédent de l'immigration sur l'émigration atteint 1.325.000 (89.000 seulement pour l'excédent des naissances sur les décès).

Des nuances doivent pourtant être établies dans cette attraction des villes. Ce sont surtout les grandes villes qui retiennent l'attention des migrants temporaires. Ils savent fort bien qu'ils pourront en général y exercer des activités variées, changer d'occupation si les gains d'une première activité sont trop faibles, qu'ils peuvent compter sur l'aisance d'une population surtout bourgeoise qui demande beaucoup de services. Aussi, les villes petites et moyennes ont peu attiré les migrants temporaires et n'ont guère grandi ; certaines même ont vu décroître leur population et ont déchu. Au XIXe siècle, les migrants temporaires montagnards savoyards ne feront pas de séjours valables à Annecy ou Chambéry, mais ils gagneront rapidement Lyon ou Paris, là où les services demandés sont nombreux et où l'argent abonde. Il en sera de même pour « l'Auvergnat » du Puy-de-Dôme, du Cantal ou de l'Aveyron ; Rodez, Aurillac et même Clermont-Ferrand sont trop petites villes pour y faire des migrations temporaires rentables.

Les grandes différences entre les salaires nominaux des grandes villes et ceux des régions rurales et des petites villes expliquent en grande partie l'attrait de plus en plus marqué des agglomérations importantes. L'économiste et philanthrope éclairé, le baron Charles Dupin, lors d'une de ses leçons ³ au Conservatoire des Arts et Métiers en 1839, mettait en relief le salaire moyen du manœuvre dans les grandes villes (Paris, Bordeaux, Marseille, Rouen) : plus de 2 francs par jour, alors que ce salaire était plus de trois fois moindre en Auvergne : 0,60 franc.

De même, un sous-préfet du Second Empire (celui de l'arrondissement de Clamecy, dans la Nièvre) insistait sur les causes de migrations temporaires de certains de ses administrés ⁴. En 1859, les différences de salaires étaient un

élément essentiel. Dans la commune de Clamecy, 150 flotteurs ou tailleurs de pierre migrent durant la belle saison ; 120 se rendent à Paris ou dans les environs de la capitale. Ils ne gagnent que 1,50 à 3,50 francs chez eux en hiver (par jour). S'ils se rendent dans d'autres départements, pendant le reste de l'année, ils ne gagnent guère plus (2,50 à 3,50 francs). Par contre, Paris offre des gains très supérieurs : 4 à 5 francs. Le sous-préfet Marlière précise que les différences de salaire sont encore plus marquées pour les petites communes rurales. Ainsi Teigny (309 habitants ; 48 migrants temporaires dont 45 pour Paris et sa banlieue) voit ses journaliers payés l'hiver chez eux 1,25 à 1,75 francs par jour, gagner 3,50 francs comme jardinier pendant la belle saison, dans l'agglomération parisienne. Mais certains jardiniers et des tailleurs de pierre atteignent le salaire quotidien de 5 francs. Malgré ces différences de salaire, la migration reste saisonnière car les travailleurs du Nivernais tiennent à revenir chaque hiver dans leur pays où ils ont famille et quelques biens (maisons, lopins de terre). A cette date de 1859, les migrations temporaires de longue durée (pluriannuelles, viagères) et les migrations définitives sont encore assez rares dans ce département de la Nièvre.

Certes, les dépenses des travailleurs saisonniers sont plus importantes en ville. Mais lorsque l'on connaît la mentalité de ces migrants (sobriété, esprit d'économie), on peut penser qu'il y a peu de différence entre salaire nominal et salaire réel. Les sommes rapportées en fin de campagne sont généralement très importantes parce que Paris a été choisi comme lieu de migration. On explique ainsi pourquoi la capitale a été préférée. En 1859, sur 1990 migrants hommes de l'arrondissement de Clamecy, 1502 ont choisi la région parisienne (Paris et environs), soit 75 %. La grande ville est plus recherchée que les villes plus proches. Le travail y est assuré pour une longue période et généralement d'une manière continue. Beaucoup de ces migrants auraient pu faire les travaux agricoles (surtout moissons) de la Beauce et de la Brie. Mais les salaires y sont plus bas, les tâches plus pénibles et la durée d'occupations plus courte avec des temps d'inactivité. On comprend alors les plaintes des exploitants agricoles, lors de l'enquête de 1866, contre les hauts salaires offerts dans les grandes villes aux migrants temporaires ruraux. La concurrence, dans le domaine des salaires et du travail, joue en faveur des grosses agglomérations.

B — Les femmes, souvent plus que les hommes sont attirées par les villes.

Avant le XIX^e siècle, les femmes ne sont que fort peu entraînées dans les courants de migrations temporaires. Quand elles le sont, il s'agit très souvent de migrations de courte durée et de faible distance. Elles partent généralement en groupes, accompagnées du mari, du père, de frères, de parents ou de voisins et d'amis. La migration a pour but les travaux agricoles et surtout de récoltes (moissons, vendanges, comme nous l'avons déjà vu) et plus rarement des activités non agricoles (domesticité, mendicité, prostitution, aide artisanale ou industrielle). Du point de vue géographique, cette participation des femmes est très inégale. Elle semble plus marquée dans les Alpes que dans le Massif Central. Les femmes de Savoie se rendent à Lyon, parfois à Paris. Celles des Alpes du sud vont dans la Basse-Provence. Mais dans le Massif Central, avant le XIX^e siècle, la femme est plus prudente, plus

hésitante à quitter son foyer. C'est dans le Sud du Massif Central (Aveyron, Lozère, Ardèche) que les migrations féminines en direction des bas-pays du Languedoc et de la vallée du Rhône apparaissent le mieux, mais avec d'assez faibles contingents. Par contre, en Limousin, en Auvergne et dans le Velay, il est d'usage que la femme soit la gardienne presque permanente du foyer. On peut parler de mentalités, de comportements, de préjugés. En Savoie ou en Haute-Provence, il est mieux admis que la femme puisse prendre part aux migrations temporaires. Par contre, en Corse ou en Bretagne, il n'en est nullement question. La femme court trop de risques pour se livrer à des déplacements comportant trop d'imprévus et souvent trop peu d'organisation et de sécurité. Le recrutement de domestiques dans les villes se fait alors dans un rayon très limité, à faible distance. Les parents ou les tuteurs ne sont jamais loin et peuvent rappeler et recevoir facilement la migrante temporaire si les circonstances l'exigent.

Au début du XIXe siècle, les rapports des préfets du Premier Empire parlent fort peu des migrations féminines. Faut-il admettre que ces migrations ne les intéressent guère et que le labeur féminin est jugé secondaire ? Nous verrons que plus tard, sous le Second Empire, un sous-préfet de la Nièvre (Marlière, déjà cité) néglige de faire le décompte des migrations féminines. En fait, pour des raisons économiques et militaires, les préfets du Premier Empire ne voient que les migrations masculines ; les autres ne sont que curiosité. L'imprécision des termes employés (« vendangeurs » désignant sans doute hommes et femmes) ne permet pas toujours de constater si les femmes prennent part aux migrations. Si l'on s'en tient aux renseignements les plus sûrs (femmes nettement mentionnées dans les migrations), le nombre de départements intéressés par les migrations féminines sous le Premier Empire est assez faible : 13 signalent la présence de femmes dans les contingents en déplacement pour les travaux agricoles (Dans la France septentrionale : Vosges, Côte-d'Or, Yonne, Indre-et-Loire ; dans les Alpes : Haute-Savoie, Isère, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Vaucluse ; dans le Sud-Ouest : Lot-et-Garonne, Tarn, Aude, Ariège), 7 font état de migrations féminines non agricoles (Moselle, Haute-Marne, Savoie, Haute-Savoie, Isère, Hautes-Alpes, Basses-Alpes) ; 4 départements connaissent l'une et l'autre migration (Haute-Savoie, Isère, Hautes-Alpes, Basses-Alpes). Il est bien certain que d'autres départements seraient à ajouter à cette liste des 20 départements (moins du quart des départements français) par suite de l'imprécision des rapports des préfets ou par l'utilisation des autres sources. Ainsi, P. Marres⁵, pour le XVIIIe siècle note des migrations de jeunes filles de la Lozère qui vont faire, l'hiver, la cueillette des feuilles de mûriers et des olives dans le Bas-Languedoc (Hérault). Néanmoins, encore au début du XIXe siècle, les migrations féminines sont relativement peu développées et peu importantes par rapport à celles des hommes.

Au cours du XIXe siècle, les femmes et plus particulièrement les jeunes filles semblent rompre avec la tradition et prennent une part de plus en plus grande aux migrations temporaires, puis aux migrations définitives ; leurs contingents finiront même par l'emporter sur celui des hommes. Elles apporteront des effectifs importants dans les migrations provoquées par les travaux agricoles. Nous les avons vues très nombreuses aux vendanges de

Bourgogne ou du Bas-Languedoc. Mais les travaux des champs sont pénibles pour la femme. Celle-ci, quand elle doit ou quand elle désire migrer, préfère la ville où les occupations temporaires s'offrent aussi nombreuses pour la femme que pour l'homme. L'essentiel a été de vaincre les préjugés, de ne plus tenir compte des difficultés familiales (opposition des parents pour la jeune fille qui veut partir), de profiter des aides possibles (compatriotes ayant déjà l'expérience de la migration dans telle ville). Entre le début du XIXe siècle et le début du siècle suivant, la situation démographique est renversée dans le domaine des migrations ; les hommes l'emportaient au début du XIXe siècle ; les femmes deviennent les plus nombreuses, particulièrement dans les grandes villes, au commencement du XXe siècle (recensement de 1911) ⁶.

Les témoignages de cette évolution démographique sont très nombreux dès la première moitié du XIXe siècle. Le migrant temporaire creusois Martin Nadaud, maçon à Paris, a insisté dans ses Mémoires sur le début de la migration féminine des femmes de maçons qui rejoignent leurs maris à Paris : « A ce moment (mariage de Nadaud en 1839), cette abominable habitude de se marier pour ne pas vivre avec sa femme était à peu près générale. A quoi tenait-elle ? à la peur qu'on avait de ne pas pouvoir vivre à deux, sur le modique salaire de l'ouvrier de mon temps. Aujourd'hui (l'ouvrage a paru en 1895) que les salaires ont plus que doublé, cette crainte n'existe plus et les Creuses ont raison de vouloir suivre leurs maris. D'ailleurs, bien qu'élevées pour le dur travail des champs, ces jeunes femmes sorties de notre laborieuse et énergique race gauloise apprennent facilement à tout âge des métiers qui exigent de l'habileté et de l'intelligence ». Et Martin Nadaud de dire sa propre expérience « (en 1846) je me trouvais si heureux que j'écrivis à ma femme que son martyrologe allait cesser et qu'elle eut à se préparer pour venir me rejoindre. On sait en effet, qu'alors le Creusois et sa femme vivaient chacun de leur côté. La joie de cette digne femme fut bien grande. Nous avions été séparés en quelque sorte pendant sept ans ; elle avait eu la patience de toutes les femmes de sa condition » ⁷. La raison du salaire insuffisant du maçon pour expliquer le manque de migration des femmes et des ménages de la Creuse ne nous paraît pas assez valable, car la femme peut avoir son propre salaire à Paris, lequel vient s'ajouter à celui du mari. En réalité, nous voyons apparaître vers la fin de la Monarchie de juillet un changement de mentalité dans les campagnes limousines et marchoises : le préjugé de la femme rivée au foyer pour entretenir les biens commence à s'atténuer fortement. C'est une nouvelle ère qui apparaît ; elle peut conduire à des migrations temporaires de plus longue durée (pluriannuelles ou viagères) ou à la migration définitive. Une période de plusieurs siècles, reposant sur des migrations saisonnières bien rythmées, semble s'achever bientôt. L'enquête agricole de 1852, par ses statistiques sur les migrations temporaires des aides agricoles paraît démontrer que le phénomène des migrations féminines en Limousin était faible (8,3 % des départs pour l'ensemble de la Province ; 9,3 % pour la Creuse, c'est-à-dire moins d'une femme migrante pour plus de 9 hommes et cela seulement pour les activités agricoles). La seconde moitié du XIXe siècle allait montrer une évolution très rapide de ces migrations féminines.

Ce n'est d'ailleurs pas seulement dans les campagnes qu'on assiste à des changements dans les phénomènes de migrations ; les grandes villes notent

aussi au même moment un afflux de travailleurs « nomades », terme usuel de l'administration de l'époque pour désigner ce que nous appelons les migrants temporaires. Un observateur lyonnais⁸ le précise en 1842 : « (A Lyon), les recensements faits en 1825 donnaient plus de 135.000 habitants ; en 1840 : 190.000. Cette augmentation rapide a porté principalement sur la classe industrielle ; les ouvriers de toute espèce ont envahi nos murs ; la population flottante a presque triplé, nous avons dû ressentir dès lors plus vivement ses mauvais effets. Cette population se compose de sujets jeunes pour la plupart, et non mariés ; elle est fixée par la dernière statistique à près de 90.000 sujets ; les filles surpassent les garçons dans la proportion de 6 à 5 ». C'est un médecin qui écrit ; il insiste sur les aspects médicaux et moraux. Quinze ans plus tard, en 1857, il reprend ses observations et note bien l'évolution en faveur des migrations féminines : « L'énorme population flottante (120 à 130.000 individus de l'un ou de l'autre sexe) constitue les forces vives, agissantes du commerce et de l'industrie ; ces sujets, pour la plupart, sont dans la force de l'âge et célibataires. Cette ville est devenue, pour les pays voisins, le rendez-vous sinon unique, du moins principal de tous les esprits inquiets, ou mécontents de leur sort, de tous ceux qui abandonnent la campagne pour demander à la ville des moyens d'existence moins pénibles, qu'ils espèrent aussi plus certains. Dans ces recrues quotidiennes, les femmes sont plus nombreuses d'un quart environ : la majeure partie se consacre aux travaux d'aiguille et à l'industrie de la soie. ». Dans ces deux textes, on sent très bien que l'arrivée massive de ruraux a surpris les citoyens déjà fixés depuis un certain temps ; ces derniers ne considèrent pas ces ruraux comme des migrants définitifs et le terme de « population flottante » est commode pour désigner ceux qui n'ont pas encore choisi leur type de migration. Beaucoup désirent rester des migrants temporaires car ils ne sont pas certains de la sécurité offerte par les villes ; conserver de nombreux contacts avec les milieux ruraux d'origine est une garantie. Selon les circonstances, ces migrants resteront des temporaires ou deviendront des citoyens définitifs. Or, aucun recensement ne peut dégager ces nuances et les catégories de migrants ; mais ces aspects existent alors et ne peuvent être négligés car ils sont essentiels.

Les migrants temporaires ruraux ne sont d'ailleurs pas arrivés massivement dans les villes pendant les mêmes périodes. Il semble bien que l'on puisse établir des phases, variables selon les villes d'accueil. Dans un premier temps, la ville reçoit les migrants souvent définitifs des bas-pays voisins et simultanément les migrants temporaires des régions plus lointaines généralement montagneuses. Dans un second temps, les migrants temporaires arrivent massivement, avec un afflux croissant de femmes et un allongement de la migration temporaire qui peut déjà se transformer en migration définitive. Enfin, tardivement apparaissent les migrations de population restées jusqu'alors assez casanières, telles celles de l'Ouest de la France. Ce schéma se dégage pour Paris, mais peut être retenu aussi pour d'autres villes françaises.

Finalement, lorsqu'en 1911, on procède à un dénombrement assez poussé pour connaître plus exactement les lieux d'origine (lieux de naissance) des hommes et des femmes (mais en séparant bien les sexes dans les données statistiques), avec des précisions sur les activités professionnelles, on constate alors le rôle des migrations temporaires anciennes et l'importance des

migrations féminines prioritaires. L'examen de l'attraction de certaines villes permettra de mettre ces caractères en relief.

20) LES ZONES D'ATTRACTION SE FORMENT AUTOUR DES VILLES DE PROVINCE, PLUS PARTICULIEREMENT AUTOUR DE LYON ET DE MARSEILLE.

Si la petite ville a pu être souvent considérée comme une première étape, un point de relais avant d'atteindre la grande ville, ce schéma est avant tout celui du chemin suivi par le migrant définitif, mais guère celui du migrant temporaire qui, lui, recherche immédiatement les gains plus assurés dans les agglomérations très peuplées. Ainsi, en même temps que Paris, les villes les plus importantes de province ont connu cet afflux des migrants temporaires ruraux au XIXe siècle.

Massif Central, Alpes et Pyrénées étant traditionnellement les régions d'où partent ces migrants, il était normal que les cités importantes situées à proximité de ces montagnes deviennent fortement attractives. Lyon, Marseille, Toulouse ont connu, tout comme Paris, l'arrivée régulière de migrants plus ou moins nombreux.

A — L'attraction de Lyon.

— *Une fréquentation déjà ancienne.*

Lyon était la mieux placée géographiquement pour recevoir les montagnards venus de Savoie, du Dauphiné, de la Haute-Provence, du Limousin, de l'Auvergne, du Velay et de zones plus ou moins lointaines⁹. Sa zone d'attraction est déjà ancienne, mais les effectifs ont varié selon les circonstances. Pourtant, la population de la ville officiellement recensée n'a cessé de croître : 101.000 habitants en 1802, 177.000 en 1841, 342.000 en 1876, 438.000 en 1891 et 523.000 en 1911¹⁰. Dans la ville même, sans tenir compte de la banlieue, la population lyonnaise a plus que quintuplé. Les dénombremments de 1891 et de 1911, mêlant sédentaires anciennement établis, migrants temporaires traditionnels et nouveaux et migrants définitifs récents, donnent, malgré leur contenu fort composite, une image des grands courants migratoires qui ont irrigué la grande cité rhodanienne. En 1891, les 13 départements qui s'étendent complètement ou partiellement dans le Massif Central ont donné au département du Rhône 97.338 originaires (d'après le lieu de naissance des recensés — Haute-Vienne, Corrèze, Creuse, Allier, Puy-de-Dôme, Cantal, Saône-et-Loire, Loire, Haute-Loire, Ardèche, Gard, Lozère, Aveyron). A l'Est du Rhône et de la Saône, les 10 départements qui s'étendent complètement ou partiellement sur les montagnes du Jura et des Alpes apportent au département du Rhône 134.876 originaires (Doubs, Jura, Ain, Haute-Savoie, Savoie, Isère, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Drôme, Vaucluse). En 1911, le Massif Central donne 139.317 originaires et Jura-Alpes 148.474. Les régions situées à l'Est de l'axe Rhône-Saône ont d'abord le plus apporté, puis au début du XXe siècle, il y a tendance vers une sorte d'équilibre entre les montagnes de l'Ouest et celles de l'Est. Mais en 1911 on constate que les migrations féminines sont très nettement prépondérantes. Le Massif-Central donne 65.823 hommes et 73.504 femmes et Jura-Alpes 66.811 hommes et 80.763 femmes. Les femmes venues des régions orientales sont nettement plus nombreuses ; elles constituent un contingent qui l'emporte de

beaucoup sur celui des hommes. Particulièrement dans le Massif Central, Lyon doit compter avec la concurrence parisienne pour les migrations féminines ; la cité rhodanienne ne l'emporte que dans la Loire et l'Ardèche. A l'Est du Rhône, Lyon a une nette priorité sur Marseille dans les Alpes du Nord (Haute-Savoie, Savoie, Isère, Drôme) pour attirer la population féminine.

a) Les apports variés et étendus du Massif Central.

— *Les limousins bâtisseurs.*

Les témoignages sont assez abondants sur les allées et venues des migrants temporaires ruraux à Lyon. Pour construire les nombreux immeubles nécessaires au logement d'une population sans cesse croissante, il a fallu demander aux Limousins et plus particulièrement aux Creusois d'augmenter considérablement les effectifs de travailleurs du Bâtiment. Martin Nadaud ¹¹, qui n'a jamais travaillé à Lyon a pourtant donné d'utiles renseignements sur les troupes de maçons limousins gagnant régulièrement les rives du Rhône. Entre 1830 et 1840, Lyon a cependant une mauvaise renommée dans le monde des maçons ; les maisons y sont très hautes et les accidents mortels fréquents. Est-ce dans ce dernier détail une des raisons des coalitions et de la surveillance policière ¹² ? Ces faits ne ralentissent pourtant pas les migrations des travailleurs du Bâtiment car l'on sait très bien dans la Creuse que le maçon « lyonnais » de retour chez lui rapportera plus que le maçon « parisien » ; à Lyon, le migrant est sobre, économe et sérieux. Cette cause explique peut-être l'attrait de la cité rhodanienne où plus d'un Creusois a fini par s'établir et a vu prospérer ses affaires. Francis Bussière nous a donné d'utiles renseignements sur ces migrations entre la Creuse et Lyon, vers le milieu du XIX^e siècle, avant la construction des lignes ferrées du Massif Central ¹³ : « Les jeunes suivaient généralement la voie des aînés, des voisins, des parents, des amis : tel village ne comptait que des Lyonnais... Les renseignements transmis sur la plus ou moins grande facilité de trouver du bon travail bien payé, décidaient parfois de l'orientation et même du changement de direction. Certains émigrants cessaient par exemple de se rendre à Paris pour aller à Lyon où ils étaient plus sûrs de s'embaucher... Très souvent intervenait l'influence personnelle d'un grand marchois, comme il en existe tant dans notre pays, qui avait réussi... jusqu'à devenir un entrepreneur notoire, autour duquel se pressaient ses parents, ses amis, ses voisins ; tous lui donnant spontanément leur confiance dans ses qualités pour leur assurer un travail régulier... ». L'auteur nous fait connaître la route suivie pendant quatre ou cinq jours de marches avec des étapes de 18 à 20 lieues (Felletin, Crocq, Saint-Avit-d'Auvergne, Pontaumur, Pontgibaud, Clermont, Pont-du-Château, Lezoux, Thiers, Chabreloche, Noirétable, Feurs, Sainte-Foy-l'Argentière, Yzeron, Lyon) : « Nos maçons avaient dans chaque localité leurs auberges attitrées où fidèlement ils s'arrêtaient : ils se rendaient « chez la mère ». Chaque groupe avait un trésorier ou fourrier-payeur, généralement le plus débrouillard, le meilleur marcheur. Au départ, 10 ou 11 francs par homme, pour le voyage, lui sont donnés et il part devant. On était bien traité pour des sommes très modiques. On coupait les routes par des sentiers ou à travers champs. Quand les groupes se retrouvaient, on formait

alors de vraies bandes. On marchait généralement d'un pas inégal, à la file indienne, par petits groupes. Il y avait toujours des musiciens, les « chabretaires »... ».

Cette organisation et cette vie collectives ont beaucoup contribué à entretenir les migrations temporaires ; elles ont apporté une cohésion, une solidarité, une mentalité collective de groupe. Arrivés à Lyon, la vie en « garnis », le travail en commun, l'usage du patois, les retours bien organisés à l'avance ; tout cela contribuait à éviter les séjours trop prolongés conduisant aux migrations définitives. Et Francis Bussière, bien renseigné par de vieux maçons migrants de la seconde moitié du XIX^e siècle, ajoutait : « L'émigrant songeait au retour périodique : quand il ne le faisait pas c'était mauvais signe : la ville l'avait détourné !... Ces exceptions étaient connues, décriées, sévèrement jugées par l'opinion, méprisées et tenues à l'écart... Cette sévérité des mœurs avait une répercussion profonde sur les foyers, sur l'éducation des enfants... ». En 1859, Bandy de Nalèche ¹⁴ pense que 6.000 migrants-maçons travaillaient alors à Lyon.

Vers la fin du XIX^e siècle, l'attraction de Lyon n'a pas faibli ; un inspecteur primaire de la Haute-Vienne, Perchaud ¹⁵, écrivait en 1917 sur cette situation : « Parmi les villes, il en est une qui les (les maçons) attirait surtout, c'était Lyon, beaucoup plus connu que Paris dont on se défiait comme d'un lieu de perdition... Lyon n'était pas très éloigné, jadis, on s'y rendait à pied en moins d'une semaine. Là se trouvait pour tous les émigrants la ville par excellence. Dans cette préférence persistante, il faut voir une preuve de l'influence très ancienne de Lyon sur une bonne moitié de la France ; cette grande cité avait un rayonnement intense ; c'était vraiment une seconde capitale que Paris n'a détronée que peu à peu. Lyon est peuplé de familles, souvent très en vue, dont l'origine et le nom sont limousins. Aujourd'hui (l'ouvrage a paru en 1917), Lyon a conservé une clientèle invinciblement fidèle : on la trouve sur les collines du plateau de Gentioux, vers Beaumont, Nedde, Peyrat-le-Château, Eymoutiers ».

En 1911, les trois départements limousins (Haute-Vienne, Corrèze, Creuse) avaient 10.829 originaires recensés officiellement dans le département du Rhône (5.844 hommes et 4.985 femmes). Il est impossible de savoir si tous les migrants temporaires ont été dénombrés ¹⁶ car à Lyon il est fréquent de constater postérieurement au recensement des oublis importants dans les « garnis » où logent de nombreux maçons. Dans cette masse de plus de 10.000 Limousins d'origine, il doit se trouver de nombreux migrants temporaires (alors surtout migrants pluriannuels et migrants voyageurs qui retournent définitivement au village pour profiter de la retraite. Il est à noter que les femmes ont suivi les hommes dans leurs déplacements (femmes de maçons dirigeant les auberges, les pensions et les « garnis » fréquentés par les travailleurs du Bâtiment, mais aussi de très nombreuses domestiques ou bonnes aidant à la tenue de ces établissements). Pourtant, parmi les 4.985 femmes recensées, 2.948 ne travaillent pas (sans profession) ; cette majorité de femmes est souvent constituée des épouses de maçons qui se consacrent à élever les enfants de la famille, car la migration a été familiale à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle. Nous reviendrons sur ces problèmes des migrants limousins à propos de l'analyse des industries du Bâtiment et des

travaux publics.

— *La progression régulière des Auvergnats.*

Si la colonie limousine de Lyon se maintient, mais stagne (10.590 originaires en 1891 et 10.829 en 1911), celle d'Auvergne (Puy-de-Dôme, Cantal et nous y ajoutons aussi l'Aveyron qui procure également des Auvergnats) semble avoir progressé régulièrement jusqu'à 1914. Nous rencontrons encore là des travailleurs du Bâtiment que donne plus particulièrement la Combraille auvergnate ; témoin ce jeune garçon à peine âgé de 14 ans qui part pour Lyon en 1867 et dont les Archives du Puy-de-Dôme ont conservé le livret ¹⁷. Mais les gros bataillons d'« Auvergnats » font des métiers très divers ; l'esprit d'adaptation leur a permis finalement de bien réussir dans la cité très commerçante des bords du Rhône. Sous le Premier Empire, on ne signale que des petits métiers comme les décrotteurs ou les ramoneurs, parfois aussi des mendiants ou « piqueurs » de la région de Saint-Jean-des-Ollières ¹⁸. Il faut remarquer que le métier de porteur d'eau, grande spécialité des Auvergnats de Paris ne semble pas exister à Lyon où les sources, les puits et la proximité du Rhône et de la Saône rendent plus facile le ravitaillement en eau. Au cours du XIX^e siècle non seulement les migrations auvergnates se développent à Lyon, mais elles s'améliorent du point de vue social : des petits métiers besogneux ou des gagne-petit, on passe à des activités plus lucratives. Les ramoneurs se chargeront d'entretenir les cheminées en bon état et de vendre des appareils de chauffage ; progressivement ils organiseront des entreprises de fumisterie, puis plus tard ils se chargeront des installations de chauffage central. Le travail manuel est d'ailleurs souvent doublé d'un commerce ; il s'agit de gagner sur deux plans ¹⁹. La même évolution apparaît pour le chiffonnier auvergnat : le simple ramasseur de chiffons pour les moulins à papier d'Auvergne devient un commerçant en gros des déchets de tissus, très abondants dans l'agglomération lyonnaise. L'ancien portefaix s'installe comme brocanteur dans un petit local qu'il loue d'abord avant d'acheter une boutique. La même évolution apparaît pour le chaudronnier qui finira par ne posséder qu'un commerce. On assiste ainsi parfois à un changement complet d'activité si les circonstances le permettent ; certains migrants auvergnats s'orienteront vers le travail et le commerce de la soie. Mais cette migration auvergnate a dû compter avec les crises et avec la mentalité lyonnaise du commerçant sédentaire assez fermé dans une sorte de clan où il est difficile d'être admis. Il y a des échecs et cela contribue à maintenir la mentalité collective des migrations temporaires ; ces dernières permettent toujours de revenir au village d'origine en cas de difficultés, en attendant de repartir ailleurs pour tenter sa chance. Les Archives départementales du Puy-de-Dôme ont conservé des traces de ces échecs ²⁰ : En 1873, un jeune homme de Sauvagnat, employé régulièrement à Lyon depuis 1868, quitte cette ville en avril pour l'Aube sans doute afin d'y trouver du travail, puis revient en juin à Lyon, d'où les autorités, l'hiver venu, doivent le faire rapatrier chez lui à leurs frais. Les échecs n'ont pourtant pas empêché le développement de la colonie auvergnate dans la cité rhodanienne puisque Victor Turquan ²¹ en 1896 constate qu'un « très notable courant se dirige par la trouée de Saint-Etienne vers Lyon, où une colonie importante d'Auvergnats se trouve établie ». Les

deux recensements de 1891 et de 1911 permettent d'ailleurs de constater le progrès assez tardif (si on compare l'évolution à celle des Limousins) : 9.111 « Auvergnats » dans le Rhône en 1891 (Puy-de-Dôme : 5.735 ; Cantal : 2.333 ; Aveyron : 1.043), 10.275 en 1911, c'est-à-dire presque autant que les Limousins (Puy-de-Dôme : 7.749 ; Cantal : 1.462 ; Aveyron : 1.064). A cette date, il y a presque équilibre entre hommes (5.289) et femmes (4.986) ; ce qui s'explique assez bien dans des migrations familiales vivant du commerce dans lequel la femme tient une place importante.

– *L'arrivée plus tardive des Cévenols.*

La troisième région du Massif Central bénéficiant de l'attraction lyonnaise est constituée par les départements plus proches du Couloir rhodanien (Loire, Haute-Loire, Ardèche, Lozère et Gard). En fait, il s'agit là de la partie essentielle qui a conduit à la formation de la région lyonnaise du travail de la soierie, après les émeutes ouvrières de Lyon (1831 et 1834). Cette vaste zone connaissait ses migrations temporaires propres, dirigées vers le Bas-Languedoc et le Bas-Rhône, et relativement peu vers Lyon. Mais le travail pour la fabrique lyonnaise, dans des usines locales assez dispersées était un frein aux migrations temporaires vers Lyon, puisque l'on trouvait activités industrielles et gains sur place. Cependant, de très nombreuses relations s'établissent entre ces départements et la cité rhodanienne qui procure le travail. Le jour où l'industrie de la soie est touchée par une crise et ce moment arrivera vers 1857 avec la maladie du ver à soie²², les populations rurales regardent vers Lyon pour trouver les secours et commencent des migrations, tantôt temporaires, tantôt définitives. Le travail de la soierie a été un apprentissage dans les tâches délicates et l'on espère bien trouver à Lyon même des activités industrielles qui permettront de survivre. Beaucoup de jeunes filles sont ainsi parties avec l'espoir que la migration conserverait son caractère temporaire jusqu'au moment où les usines locales de l'Ardèche ou de la Haute-Loire pourraient reprendre leur activité. N'oublions pas non plus que d'autres relations avec Lyon avaient été établies, celles des nourrices et des nourrissons en particulier ne sont pas négligeables. On plaçait en effet des enfants de l'Assistance publique et des nourrissons lyonnais dans les montagnes de la bordure orientale du Massif Central et plus particulièrement en Ardèche. Les allées et venues des nourrices ont ainsi créé des courants de migrations temporaires et cela a conduit parfois au placement de bonnes, anciennes nourrices, dans les familles lyonnaises. Aussi, vers la fin du XIXe siècle et au début du XXe, les montagnards du Sud-Est du Massif Central sont nombreux à vivre temporairement ou définitivement à Lyon. Au recensement de 1891, le département du Rhône dénombre 58.294 originaires de cette région (Loire : 32.874 ; Haute-Loire : 5.579 ; Ardèche : 16.483 ; Lozère : 793 ; Gard : 2.565). En 1911, l'accroissement devient considérable puisque l'effectif passe à 83.864 (Loire : 49.641 ; Haute-Loire : 7.887 ; Ardèche : 21.974 ; Lozère : 947 ; Gard : 3.415). Les femmes sont nettement prioritaires (44.742 femmes contre 39.122 hommes) ; cela s'explique aisément par les migrations des ouvrières du textile et des nombreuses bonnes, particulièrement ardéchoises. Comparées aux migrations limousines et auvergnates, les migrations du Sud-Est du Massif-Central constituent bien une

migration de masse avec une majorité féminine ; cela répond nettement au caractère que nous avons cherché à mettre en relief et que nous allons encore retrouver pour les Alpes et leurs avant-pays.

b) Les Alpes du Nord : grande zone de recrutement.

Les Alpes françaises et plus particulièrement les Alpes du Nord sont certainement une des grandes zones de recrutement des migrants temporaires qui fréquentent Lyon au XIX^e siècle. Il y a certes des traditions anciennes et nous avons déjà noté les courants avant le XIX^e siècle. Mais désormais les circonstances favorisent ces déplacements d'hommes et surtout de femmes. Il faut pourtant aussi noter que la concurrence parisienne y est très forte. Paris, malgré l'éloignement, offre sans doute plus de ressources et des activités plus variées que Lyon. Genève, pour les pays septentrionaux de la Savoie, exerce aussi une certaine concurrence dont Lyon peut sentir les effets.

— *Une gamme plus variée d'activités.*

A la différence du Massif Central qui procure à la cité rhodanienne des travailleurs encore très libres du Bâtiment, des artisans, des colporteurs-marchands et assez tardivement des ouvriers d'ateliers et d'usines, les Alpes donnent à Lyon des migrants temporaires qui très tôt forment un prolétariat souvent misérable, à côté duquel apparaissent une masse de gagne-deniers, de domestiques, de colporteurs et aussi des migrants qui ont « bien réussi » dans les affaires ou dans les professions libérales ; ces derniers étant souvent originaires des gros bourgs ou de petites villes des pays ruraux. Cette différence entre originaires du Massif Central qui se laissent plus difficilement prolétarianiser et originaires des Alpes qui ne semblent pas toujours résister à cette prolétarianisation peut s'expliquer par le passé. Au XVIII^e siècle, Lyon a recruté pour ses ateliers de la soie, tout un personnel d'aides temporaires dans les pays situés à l'Est de la ville : Bas-Dauphiné, Bugey, Savoie et le courant, même affaibli sous la Révolution et le Premier Empire, a repris après 1815 pour s'amplifier. Les migrants acceptent plus facilement que les Creusois ou les Auvergnats des tâches industrielles qui conduisent à la suppression de l'indépendance et à l'exploitation.

Pour mesurer l'appel de l'agglomération lyonnaise dans ses ateliers, il suffit de retenir la situation au début de la Monarchie de juillet : les 8.000 chefs d'ateliers, au service des 750 fabricants de tissus en soie, emploient 30.000 compagnons ouvriers en soie. Cela sans compter les apprentis et d'autres ouvriers auxiliaires (déviders, ourdisseurs, liseurs, plieurs, teinturiers, etc.). Tout ce monde vit et travaille dans les quartiers Saint-Georges, de la Guillotière, des Brotteaux, mais surtout dans une commune de banlieue d'alors, sur le plateau et les pentes de la Croix-Rousse où d'immenses et hautes « casernes » de six étages ont été construites pour mieux recevoir la lumière indispensable au travail délicat. Or, plus de la moitié des compagnons ou ouvriers en soie sont encore des ruraux migrants temporaires classés officiellement dans la « population flottante », comme nous l'avons noté plus haut. Les événements politiques auxquels ils participent, comme dans l'affaire des « Voraces » (avril 1848) ont obligé l'historien à mieux mesurer leur importance ²³. Ainsi, P. Guichonnet, à

propos de cette affaire, estime à 10.000 le nombre des ouvriers en soie qui sont des migrants temporaires savoyards faisant de longs séjours (migrations en général pluriannuelles) très variables selon la conjoncture économique et les crises. Or, cela fait le tiers des compagnons employés aux métiers ; les autres provenant de régions plus proches de Lyon (Bugey, Bas-Dauphiné). Pour la Savoie, H. Onde ²⁴ estime à 50.000 le nombre des migrants temporaires savoyards vers 1848. Ainsi, un cinquième de ces migrants vivaient dans l'agglomération lyonnaise au milieu du XIXe siècle. On est assez mal renseigné sur le nombre de femmes appartenant à la catégorie des migrants temporaires et travaillant à Lyon dans les ateliers de la soierie. Sans doute, depuis l'utilisation du métier Jacquart, les aides féminines ont beaucoup diminué. Mais d'autres emplois industriels en ont reçues. Cependant durant la première moitié du XIXe siècle, des obstacles ont pu gêner ou contrecarrer le développement de migrations temporaires féminines. Après les soulèvements lyonnais de 1831 et de 1834, la fabrique lyonnaise de la soierie crée et disperse les usines dans les milieux ruraux autour de Lyon (Sud-Est du Massif Central, Bas-Dauphiné particulièrement) et emploie sur place de nombreuses femmes qui ne gagneront pas ainsi la ville de la soie. D'autre part, si la Savoie, alors terre étrangère ne reçoit guère d'usines, l'administration sarde devient très sévère pour les migrations de femmes. Néanmoins, en dépit de la surveillance et des formalités, beaucoup de femmes prennent la route de Lyon et par crainte des difficultés pour faire des migrations fréquentes, elles allongent leurs séjours et là encore la migration saisonnière fait de plus en plus place à une migration pluriannuelle. Les voyages sont souvent longs et pénibles. Les femmes sont parfois transportées en voiture. Mais généralement, les migrants se déplacent à date fixe et en troupe, avec des marches interminables et des privations. Pour aller de la Tarentaise à Lyon, il faut cinq jours (Moûtiers, Saint-Pierre d'Albigny, Chambéry, La Tour-du-Pin, Lyon) ; à l'arrivée, les migrants se regroupaient par spécialités et par lieux d'origine ²⁵.

— *Les zones savoyardes de recrutement*

En Savoie, toutes les régions n'ont pas donné également des migrants temporaires à Lyon. P. Guichonnet a recherché plus particulièrement les zones de recrutement ²⁶. L'avant-pays savoyard et les cluses ont toujours eu des contingents importants, mais les statistiques montrent aussi que Lyon vient au second rang après Paris, tandis que la lutte est plus égale avec Genève. On retiendra plus particulièrement que dans la cluse d'Arve, sous le Consulat et le Premier Empire, « Lyon attire tout ce qui a échappé à l'emprise de Genève »..., « la fabrique lyonnaise, comme en Genevois, recrute des ouvriers, alors que le montagnard, sauf l'horloger, ne va jamais à l'usine ». Ce même chercheur ajoute : « Il part des frappeurs de gaze, des fabricants de mousseline, des chapeliers, des dévideuses et des bobineuses de soie, des apprentis imprimeurs sur estoffes, des horlogers pour Lyon (via Genève pour le plus grand nombre) ». Ces données, valables pour la première moitié du XIXe siècle, montrent la variété des activités industrielles des migrants, mais aussi les grandes différences de comportement : ceux des bas-pays n'hésitent pas à aller à l'atelier et à se spécialiser, ceux de la montagne sont beaucoup

plus indépendants et préfèrent encore souvent les occupations de service ou le colportage.

En dehors des ateliers et des usines, Lyon offre aux migrants temporaires alpins de très nombreuses activités. Les zones les plus élevées de la Savoie, le Haut-Dauphiné et les Alpes du Sud deviennent alors des régions de recrutement. Trois sortes d'activités ont fini par constituer des spécialités alpines à Lyon : le colportage qui peut conduire au petit commerce et parfois au grand négoce, les multiples « services » urbains demandés par une bourgeoisie aisée, enfin la domesticité féminine.

Lyon a toujours été un grand carrefour commercial et les avantages de ce fait économique apparaissent plus particulièrement sous le Premier Empire avec le blocus continental et le développement du roulage. Les colporteurs alpins sortis des Préalpes de Savoie, de Tarentaise, de l'Oisans, des Hautes-Alpes du sud, savent qu'ils pourront facilement se ravitailler à Lyon, y écouler même une partie de leurs articles, y louer un local ou une boutique. Les objets vendus sont d'une très grande variété, depuis les produits des Alpes (fromages, plantes et graines, quincaillerie et vaisselle de bois des Bauges, etc...) jusqu'aux articles achetés hors des Alpes comme les étoffes ou les lunettes. Les villes et plus particulièrement dans le Sud-Est, Lyon, constituent un milieu où les colporteurs peuvent montrer leur habileté dans la concurrence. Beaucoup ont fini par bien réussir. La Savoie et le Dauphiné donneront à Lyon de grands négociants²⁷. Les chercheurs savoyards ont, comme M. Bruchet ou Albrier, bien mis en relief les réussites remarquables.

Les multiples « services » urbains sont aussi très recherchés par les Alpins et plus particulièrement par les Savoyards qui, à Lyon, à la différence de Paris, ont beaucoup moins à subir la concurrence auvergnate. La bourgeoisie lyonnaise, petite et grande, sait qu'elle peut être servie à bon marché et compter sur l'honnêteté et la fidélité des Savoyards besogneux. C'est une véritable armée de journaliers, de décrotteurs, de commissionnaires, de scieurs de bois, de frotteurs, de rémouleurs, de ramoneurs, de cochers, etc... qui sillonne les rues de Lyon, dont les membres arrivent et partent saisonnièrement et se relaient. Maurienne et Tarentaise ont ainsi procuré de multiples serviteurs collectifs au fur et à mesure que s'accroissait la population et que les affaires développaient la classe bourgeoise. Quand certaines activités finirent par disparaître, il devint indispensable de trouver de nouvelles occupations ; les migrants de Saint-Sorlin et de Saint-Jean-d'Arves (Maurienne) choisirent par exemple d'être garçons de café ou de restaurant. Quand il y avait trop de migrants recherchant les « services », on assistait alors à de véritables mutations ; les jeunes gens d'Albiez-le-Jeune (Maurienne) sont devenus des ouvriers de la banlieue lyonnaise dès la fin du XIX^e siècle²⁸. Pour les jeunes filles qui ne choisissent pas l'atelier de soierie ou qui l'abandonnent, la domesticité dans une famille bourgeoise est considérée souvent comme la meilleure solution. Certaines familles lyonnaises ont fréquemment plusieurs domestiques (femme de chambre, cuisinière, bonne d'enfants, bonne à tout faire) et les salaires sont très bas car les offres de ruraux sont nombreuses. Cette activité s'accorde encore fort bien avec le rythme des migrations saisonnières. Des jeunes filles montagnardes cherchent à se placer en automne, pour la mauvaise saison

lorsque les travaux des champs ne les retiennent pas au village. Le but, très souvent, est de constituer une petite dot pour un mariage éventuel. Cette offre pour la mauvaise saison convient à certaines familles qui ne séjournent à la ville qu'une partie de l'année ; l'été ou la plus grande partie de la belle saison les voit revenir à la campagne où elles trouvent facilement à se faire servir. Des bourgeois lyonnais engagent d'ailleurs souvent des ruraux qui les servent dans leurs résidences secondaires ; les bonnes suivent alors le rythme saisonnier des déplacements des maîtres. Mais au cours du XIXe siècle, une habitude est prise par la société bourgeoise lyonnaise : engager des domestiques honnêtes, dévouées et fidèles, originaires de Savoie. Ainsi, cette province alpestre a donné beaucoup plus de bonnes que les autres régions souvent plus proches de Lyon²⁹. Les séjours touristiques des Lyonnais en Savoie au cours du XIXe siècle et au début du XXe ont pu contribuer aussi à faciliter le recrutement des domestiques savoyardes. Progressivement, au cours du XIXe siècle, la migration des bonnes savoyardes s'allonge et de saisonnière, elle devient pluriannuelle. Le recrutement se fait un peu partout en Savoie, mais plus particulièrement dans les montagnes de l'intérieur (Massifs centraux, Tarentaise, Maurienne) où l'instruction a été très faible pour les femmes pendant longtemps, ce qui les conduit à accepter des tâches manuelles. Notons aussi que Lyon, pour les jeunes Savoyardes, est une ville plus proche du village d'origine que Paris où vont beaucoup d'hommes ; les relations de famille ou de village sont ainsi mieux maintenues et contribuent à faire survivre les migrations temporaires.

– *Savoyards et Dauphinois ont beaucoup apporté*

Ce sont encore les recensements de 1891 et de 1911 qui permettent le mieux de mettre en relief l'attraction de l'agglomération lyonnaise sur les populations des départements alpestres. En 1891, les Savoyards d'origine sont 21.128 dans le Rhône (13.293 pour la Savoie, soit 20 % des originaires du département émigrés en France ; 7.835 pour la Haute-Savoie, soit 17,2 %), les Dauphinois des Alpes du Nord : 64.645 (Isère : 57.118, soit 53,7 % des originaires ; Drôme : 7.527, soit 14,7 %), les Alpains du Sud : 6.132 (Hautes-Alpes : 2.296, soit 8,6 % des originaires ; Basses-Alpes : 1.482, soit 5 % ; Vaucluse : 2.354, soit 5,2 %). Il est bien certain que le Bas-Dauphiné a apporté plus que la Savoie, de là le gonflement de l'Isère, limitrophe du département du Rhône. La Savoie tient la tête des régions proprement alpestres. En 1911, cette province fait des progrès marqués dans l'apport de migrants : accroissement de 3.916 alors que le Dauphiné s'en tient à 1.125. A cette date, le Rhône dénombre 25.044 Savoyards d'origine (16.052 pour la Savoie, soit 21,9 % des originaires émigrés ; 8.982 pour la Haute-Savoie, soit 18,7 %), 65.770 Dauphinois (51.884 pour l'Isère, soit 48 % des originaires émigrés ; 13.886 pour la Drôme, soit 20 %), 5.658 Alpains du Sud (2.385 pour les Hautes-Alpes, soit 7,6 % des originaires émigrés ; 674 pour les Basses-Alpes, soit 1,9 % ; 2.599 pour le Vaucluse, soit 5,3 %). Ainsi, la Savoie est la région des Alpes qui voit s'accroître le plus son contingent de migrants dans le Rhône, si on le compare au Dauphiné et aux Alpes du Sud. Ces dernières sont en recul et regardent de plus en plus vers les villes du Midi méditerranéen et surtout vers Marseille.

Mais pour 1911, nous pouvons mesurer l'importance des migrations féminines en direction de Lyon. Sauf pour le Vaucluse, tous les autres départements envoient dans le Rhône une majorité de femmes : 58,3 % en Haute-Savoie (5.351 femmes et 2.731 hommes), 56,5 % en Savoie (9.085 femmes et 6.967 hommes), 53 % dans l'Isère (27.499 femmes et 24.385 hommes), 52,4 % dans la Drôme (7.274 femmes et 6.612 hommes) ; 51,5 % dans les Hautes-Alpes (1.228 femmes et 1.157 hommes) 50,2 % dans les Basses-Alpes (339 femmes et 335 hommes). Notons que cette priorité des femmes ne cesse de baisser du Nord au Sud ; les femmes migrant vers le Rhône deviennent minoritaires dans le Vaucluse : 48,7 % (1.267 femmes et 1.332 hommes). La province de Savoie, par ces migrations, temporaires ou définitives de femmes qui choisissent Lyon, se distingue nettement dans les Alpes françaises. Mais le problème des migrations féminines dans le Rhône peut être encore approfondi par l'examen du taux de femmes immigrées exerçant une profession. Les premières places reviennent encore aux deux départements savoyards (Haute-Savoie : 58,3 % ; Savoie : 57,5 % ; Hautes-Alpes : 51,8 %). Cela semble ainsi confirmer la présence de nombreuses domestiques venues de Savoie et encore ces statistiques ne tiennent pas compte des femmes mariées, souvent anciennes bonnes, qui travaillent partiellement hors de chez elles en « faisant des ménages » (femmes déclarées alors en général sans profession). Toutes ces données statistiques dégagées du recensement de 1911 permettent de constater combien les migrations féminines alpestres ont compté pour l'agglomération lyonnaise.

— Les migrations limitées et tardives des Monts du Jura

La dernière région à analyser pour l'apport de migrants temporaires au centre attractif lyonnais est celle des montagnes jurassiennes et de leur avant-pays. Il s'agit des trois départements : Ain, Jura et Doubs. Notons d'abord que ces montagnes ont connu beaucoup moins les migrations temporaires que les Alpes ou le Massif Central par suite du développement des nombreuses activités artisanales de type familial. Pourtant des contacts étaient établis entre les Monts du Jura et Lyon : les Grandvalliers, migrants temporaires rouliers, ont assuré une partie du trafic de la cité rhodanienne avant la construction des chemins de fer et les nourrices du Bugey (Ain) fréquentaient la ville, soit pour se louer, soit pour prendre en charge des nourrissons et des enfants assistés élevés ensuite dans les montagnes. Mais il ne semble pas que les Monts du Jura aient donné de gros contingents de migrants temporaires à Lyon ; les séjours de ceux-ci étant souvent très limités. Les migrants jurassiens allaient généralement dans d'autres directions (Est particulièrement). L'agglomération lyonnaise a attiré d'une manière assez massive très tardivement, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, et les migrations qui en résultent ne sont plus saisonnières, mais pluriannuelles, viagères ou même définitives. En 1891, les originaires des trois départements jurassiens sont 42.941 dans le département du Rhône (Ain : 34.937, soit 51,2 % des originaires du département émigrés en France ; Jura : 5.942, soit 10,1 % ; Doubs : 2.062, soit 3,8 %). L'attraction semble donc diminuer rapidement en s'éloignant de Lyon. Mais les progrès sont très marqués entre

1891 et 1911 : l'accroissement est de 9,071 migrants (52,012 originaires dénombrés en 1911). La grande inégalité subsiste entre les trois départements ; Ain : 41.173 (50,3 % des originaires émigrés) ; Jura : 8.149 (11,7 %) ; Doubs : 2.690 (4 %). Là aussi, comme dans les Alpes voisines, les migrations de femmes vers Lyon dominent ; Ain : 54,9 % (22.630 femmes et 18.543 hommes), Jura : 56,1 % (4.627 femmes et 3.522 hommes), Doubs : 54,3 % (1.463 femmes et 1.227 hommes). Ces taux sont assez voisins de ceux de la province de Savoie. Si l'on calcule les taux des femmes ayant une profession par rapport à l'ensemble des femmes originaires immigrées dans le Rhône, on constate que les deux départements les plus proches de Lyon ont des taux supérieurs à 50 % ; Ain : 52,3 % (11.843 avec profession, 10.787 sans profession), Jura : 54,5 % (2.524 et 2.103), Doubs : 44,4 % (650 et 813). Il semble se dégager une sorte de loi : plus on est près de l'agglomération et plus les femmes l'emportent sur les hommes dans les migrations et d'autre part plus on est près de l'agglomération et plus les femmes émigrées ont une profession. Faut-il conclure que beaucoup de celles-ci sont des célibataires et des bonnes en particulier ?

Nous avons beaucoup insisté sur l'attraction lyonnaise car nous avons là une ville-type du Sud-Est pour le rassemblement des migrants temporaires ; le meilleur exemple après Paris. D'autres villes, autour du Massif Central seraient aussi à analyser. Nous ne pourrions apporter que quelques données sur certaines d'entre elles.

B – L'attraction de Marseille

a) Les Alpes du Sud pourvoyeuses de migrants

Marseille semble avoir moins attiré que Lyon, car les migrants temporaires français doivent compter avec les étrangers ; un phénomène de concurrence intervient. D'autre part, la zone d'attraction est beaucoup plus limitée ; les migrants viennent presque essentiellement des Alpes du Sud. Pourtant la croissance de la population municipale est comparable à celle de Lyon ; elle a quintuplé en un siècle : 1801 : 111.130 habitants ; 1821 : 109.000 ; 1851 : 195.252 ; 1911 : 550.000. La grande poussée se place dans la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe. Que pouvaient trouver les migrants temporaires dans ce port ?

– *Les Gavots dans la vie urbaine provençale*

Les activités sont encore très limitées dans la première moitié du XIXe siècle. Les Alpains du Sud descendent en grand nombre dans la Basse-Provence durant la mauvaise saison ; ces « Gavots » emmènent souvent avec eux famille et troupeau et doivent donc rester dans les communes rurales. Aussi, les migrants temporaires montagnards qui fréquentent les villes constituent des troupes assez peu nombreuses et très variables selon les années. Durant la mauvaise saison, Marseille reçoit des hommes qui offrent leurs services et ces activités que le préfet des Bouches-du-Rhône décrit sous le Premier Empire sont les mêmes que l'on rencontre à Paris ou à Lyon : décrotteurs, c'est-à-dire circeurs de chaussures, aiguiseurs (venus surtout des Hautes-Alpes), chaudronniers et fondeurs d'étain (originaires de l'Auvergne). Mais il n'est pas question de porteurs d'eau sous le Premier Empire. Certains « commerces »

sont difficiles à classer car ils se confondent avec des activités équivoques ou ils sont très voisins de la mendicité ; c'est le cas des colporteurs et des ramoneurs. Pourtant un commerce ambulant, typiquement lié aux villes de Provence, semble avoir tenu une très grande place dans les rues de Marseille et de Toulon si l'on en croit les ouvrages descriptifs se rapportant à cette première moitié du XIX^e siècle³⁰.

Les marchands de fromages, migrants hivernaux montagnards, sont les plus remarquables, ainsi que les marchands de petite «quincaillerie» de bois fabriquée au village. Voici les témoignages de Letuaire se rapportant au premier quart du XIX^e siècle. «Le fromage était jadis (fin du XVIII^e siècle et début XIX^e siècle) vendu surtout par des hommes descendus de la montagne, *leis gavouas*, qui allaient par les rues de Toulon criant : *Oou bouan fromagi* ! Ces gens-là avaient des clients attirés auxquels ils vendaient un excellent fromage, connu sous le nom de *fromage bleu*. Leur clientèle se composait de bourgeois et de boutiquiers qui leur achetaient des fromages entiers pour toute la saison d'hiver. A leur retour, les gavots retrouvaient toujours leurs clients, même s'ils avaient changé de domicile. Après leur tournée en ville (...), les gavots allaient s'installer le long du ruisseau de la rue des orfèvres, ruisseau qui passait alors au milieu de la rue et là, debout, leur panier déposé devant eux à terre et éclairé à l'aide d'un bout de chandelle de suif, ils attendaient la pratique. D'autres s'installaient au haut de cette même rue sur la petite place dite «*Place dei pouarcs*». Les gavots vendaient de l'excellent fromage et se montraient fort honnêtes sur la question du poids. Les épiciers et les marchands de comestibles ne vendaient guère que le fromage dit *gruel* ou gruyère».

Ce premier texte intéresse Toulon, mais il est aussi valable pour Marseille. Les détails nous montrent la place des migrants temporaires dans la vie alimentaire des villes, les mentalités et les contacts. Le second texte du même auteur Letuaire (cahiers publiés après sa mort)³¹, apporte aussi beaucoup de renseignements utiles :

«Les hommes qui parcouraient les rues de la ville en criant *Eis fus ! eis cuyeros* étaient généralement des habitants de la montagne. On les désignait communément par le nom de *gavouas* ou *gavots*. Ils descendaient de leur pays, Basses-Alpes et Hautes-Alpes, pour venir vendre à Toulon des fuseaux, des cueillères et autres objets en bois nécessaires à un ménage et qu'ils confectionnaient dans leur village pendant la belle saison. Ils apparaissaient dans les rues dès le début de l'hiver (...). Quelles misères ne faisait-on pas à ces pauvres diables à causes de leur accoutrement qui nous paraissait bizarre. Le gamin (...) trouvait une victime toute désignée dans ce *gavoua* à la physionomie béate et bonasse qui s'en allait coiffé d'un large feutre affectant la forme d'un chapeau monté qu'il posait sur sa chevelure aux longues mèches désordonnées, qui retombaient sur son front, et qu'il nouait en arrière en une queue assez raide, retenue au moyen d'un ruban de serge rouge. Il portait une veste en drap commun, de couleur verte, formant par derrière une espèce de queue carrée de la dimension de celle des soldats d'artillerie. Cette veste, dont les manches courtes s'arrêtaient à mi-chemin entre le coude et le poignet, s'ouvrait sur un gilet de même étoffe, ouvert lui-même sur la chemise de rude toile écrue, presque rousse. La culotte, verte comme le reste, se complétait soit de guêtres du même drap, soit de bas de laine brune, retenus au-dessus du genou

par une jarrettière rouge. D'énormes chaussures de campagnard complétaient le bizarre accoutrement de ces lézards».

« Le *gavoua* portait sa marchandise dans deux corbeilles qu'il tenait à la main et passait quelques échantillons dans les boutonniers percées aux revers de sa veste. Ces honnêtes industriels joignaient à la vente des ustensiles en bois celle des images de sainteté, estampes communes grossièrement enluminées. Leur quartier général était le bord du trottoir de l'église cathédrale. Plus tard, de petits bazars ambulants leur firent concurrence et ils devinrent de plus en plus rares. Ces gavots à qui leur toilette et leur nourriture coûtaient fort peu, savaient en général lire et écrire ; et quand ils regagnaient leurs montagnes ils emportaient toujours un certain pécule (...). La farce des gamins de Toulon consistait à leur tirer la queue et à renverser leur marchandise».

Ainsi à Toulon comme à Marseille, les migrants temporaires montagnards étaient des Gavots ou Gavouets et c'est Régis de Colombière³², dans son ouvrage « Les cris de Marseille » relatant des faits de la première moitié du XIXe siècle, qui en donne une définition. On appelait Gavots « Les Savoyards, les Hauts-Alpins et les Bas-Alpins, et ceux qui descendent des montagnes du Gévaudan ; enfin tout individu à la mine naïve, au visage joufflu et coloré, et dont les vêtements sont grossiers (cette dernière condition est même essentielle pour être Gavots) ».

Les Gavots alpins, particulièrement les marchands ambulants de fromages étaient l'objet de moqueries à Marseille comme à Toulon, de la part des enfants mais aussi des adultes comme le précise Régis de Colombière pour Marseille :

« Les Gavots étaient les jouets des gens de la basse classe et de bien des personnes d'une classe supérieure. Ces montagnards s'y prêtaient merveilleusement par leur bonhomie et leur incrédulité. Impossible de dire la millième partie des tours qu'on leur a joués. Ils étaient l'objet de grandes risées le jour des Rameaux lorsqu'ils allaient au quartier des Chartreux prendre leur part de pois-chiches qui, on le leur faisait croire, étaient distribués gratis ce jour-là. Nous ne répéterons pas ce qui a été dit si souvent à l'occasion de cette mystification dont on voit encore (1868) quelques restes et qui est l'occasion de rixes sérieuses, et tout cela avec plus ou moins de cérémonie et force horions (...). Ces braves gens ne se fâchaient jamais ; occupés à leurs travaux, on s'évertuait à les mystifier de toutes les manières. Plaisamment, on traitait de poltronnerie, la simplicité et la bonhomie de ces honnêtes travailleurs et on leur débitait sur un ton d'un sérieux affecté : « Les Gavots de la montagne — Balayent les araignées, — Les araignées tombent — Les Gavots se cachent » (traduction du texte dit en dialecte) ».

Ces textes traduisent la vie quotidienne des villes de Provence à laquelle les migrants temporaires alpins participaient économiquement et moralement ; nous avons là un bel exemple de contacts entre campagnes et villes avant que les grandes cités se réveillent et développent leur attraction, encore limitée dans le Midi avant le milieu du XIXe siècle.

— La place des filles domestiques

Mais ces villes, et particulièrement Marseille et Toulon, ont recruté facilement dans les Alpes, les bonnes qui se livraient aux migrations temporaires de mauvaise saison. Le faible salaire demandé ou proposé

permettait à beaucoup de familles de se faire aider très facilement. Un texte de 1846, dont l'auteur est Noyon ³³ chef de division à la préfecture du Var, nous précise pourquoi les bonnes venues des Alpes sont si demandées :

« La troisième classe (celle des migrants saisonniers) est formée des paysans des montagnes septentrionales du Var, et de celles des Basses-Alpes. La rigueur du climat n'y permettant qu'une culture, celle des grains, des familles entières de cultivateurs, hommes, femmes et enfants, en descendent (...) pour y obtenir du travail. (...) Les domestiques femelles sont presque universellement chargées du service intérieur. Elles ont subi le sort des fortunes. La plupart des familles qui, sous l'Ancien Régime, vivaient de leurs revenus, en avaient ordinairement deux, quelquefois trois ; elles se sont réduites à une seule. Chez les petits marchands, au contraire, et chez les artisans, la fille de la maison remplissait les fonctions domestiques au-dehors et au-dedans ; aujourd'hui que le luxe est descendu avec l'aisance dans cette classe, presque chaque feu a sa servante ; les taux de leur salaire, dans les villes, est en général de 10-13 francs par mois, et dans les campagnes, de 90 à 100 francs par an ». Naturellement, il s'agit de domestiques logées et nourries. On constate que les villes, par le salaire, offre plus d'avantages que la campagne.

b) La concurrence ancienne des migrants temporaires étrangers

Les migrants temporaires montagnards, dans les villes de Provence, doivent aussi compter avec les concurrents d'origine étrangère et plus particulièrement italienne. A ce sujet, les préfets et les services de police exercent une surveillance constante ³⁴. En 1817, les préfets reçoivent des circulaires qui intéressent les départements du Midi méditerranéen :

— *Les migrants mendiants piémontais*

« La correspondance de plusieurs préfets me fait connaître, Monsieur, qu'un abus très nuisible souvent réprimé et qu'on n'a pas pu parvenir encore à détruire entièrement, se reproduit aujourd'hui avec plus d'intensité que jamais. Il s'agit des quêteurs et mendiants étrangers vulgairement connus en Italie sous la dénomination de *Batti-birbe* et pour la plupart originaires des communes de Borzonasca et Sopra la Groce, dans l'Etat de Gênes. L'on sait que ces individus, extrêmement adroits, parcourent toute l'Europe en quête : ils sont pourvus de certificats en différentes langues, et souvent de faux papiers à l'aide desquels ils trompent la vigilance des autorités locales. Ils emploient toutes sortes de moyens pour exciter la commisération publique. Tantôt ce sont des moines qui disent quêter pour leur couvent ou pour le rachat des captifs ; tantôt des particuliers qui prétendent avoir été ruinés par un naufrage ou par un incendie ; d'autres allèguent pour but de leurs courses l'accomplissement d'un vœu, d'un pèlerinage, etc... Les courses de ces vagabonds ont pour résultat de faire passer annuellement dans leur pays des sommes assez considérables ».

Ces circulaires de février et de juin 1817 montrent que les migrants temporaires mendiants étrangers sont comparables, par les moyens employés, aux migrants temporaires mendiants français de l'Auvergne (Communes du Puy-de-Dôme qui entourent Saint-Jean-des-Ollières, plus particulièrement

Saint-Dier)³⁵, du Jura (« tuneurs » de Brétigny, dans le Doubs)³⁶, de l'Ariège (Massat)³⁷. Certes, si des Alpains, migrants temporaires, pratiquaient aussi la mendicité, ils manquaient d'habileté et les documents d'alors montrent qu'ils sont généralement assez peu nombreux à exercer cette activité ; Noyon³⁸, chef de division à la préfecture du Var, note à leur sujet en 1846 :

« M. Fauchet porte à 1.100 les mendiants qui existaient en l'an IX dans le département. Si d'une part, l'autorité parvenait à en interdire l'entrée aux étrangers et à en expulser ceux qui s'y sont introduits ; si d'autre part, on obligeait les communes à secourir leurs pauvres, ce qui ne serait que la rigoureuse application des règles de la justice ; ce nombre qui, du reste, n'est pas élevé, serait incontestablement diminué ».

Notons que cet administrateur ne se rend guère compte des faibles ressources des communes d'où sont originaires les migrants mendiants alpins. Mais on admet que généralement ces mendiants français sont assez peu nombreux dans le Midi provençal. D'ailleurs, dans les villes, la surveillance peut être plus efficace. Il faut pourtant signaler que dans les années difficiles de la première moitié du XIX^e siècle, les mendiants apparaissent beaucoup plus nombreux. C'est le cas de 1817³⁹ :

« ... La mendicité s'est multipliée ; il a fallu la tolérance et se contenter de punir les délits qu'elle occasionne. L'habitude de mendier, la certitude de trouver des secours, ont fait perdre à une partie du peuple le goût du travail. Pour quitter un pays très pauvre, des familles entières sont allées à de grandes distances, chercher des contrées plus favorisées. Ces désordres ont amené le vagabondage, source d'une infinité de délits et de crimes (....). Il faut chercher à procurer de l'ouvrage aux mendiants valides... ».

Les migrants temporaires alpins dans les villes du Midi ne sont pas les seuls à être concurrencés par des étrangers, surtout Italiens. Vers 1840, les plaintes sont aussi très nombreuses dans les Bouches-du-Rhône contre les chaudronniers calabrais et napolitains⁴⁰.

— Les migrants napolitains surveillés

« Les trois départements qui composent ce ressort (Cour Royale d'Aix) sont continuellement parcourus par des chaudronniers venus de Naples ou de Calabre. Ces individus sillonnent sur tous les points notre territoire avec armes ou instruments ; pouvant s'en servir au besoin. Ils arrivent en France par bandes de trois ou quatre personnes et quelquefois plus. Chaque bande est composée d'un maître et de plusieurs ouvriers ou bien de deux ou trois associés ; mais assez habituellement de jeunes garçons de 14, 15, 16 ans font aussi partie de ces bandes. Le maître et quelques uns de ces ouvriers sont porteurs de passeports. Mais d'une part ces passeports rédigés en italien et par conséquent indéchiffrables pour les dix-neuf vingtièmes des officiers de police ne sont ordinairement visés que dans la première ville frontière et dans une ou deux résidences les plus considérables où les étrangers se sont quelques temps arrêtés. De telle sorte qu'il est à peu près impossible de suivre leurs traces ou de les retrouver sur le sol français ». Particulièrement dans les Bouches-du-Rhône et à Marseille, une surveillance est exercée car les délits sont nombreux (vois avec menaces d'armes). On demande la délivrance

limitée de passeports français et l'usage du livret. Mais aussi, on intervient auprès du Ministre des Affaires françaises afin que les autorités de Naples usent de leur autorité envers ces migrants temporaires considérés comme dangereux.

Ainsi, dès la première moitié du XIX^e siècle se dessine déjà une évolution qui va se développer très amplement vers la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e : l'arrivée massive de migrants sud-alpins et de migrants étrangers, particulièrement italiens, les deux catégories étant mises en concurrence. Il y a dans ces courants de migrations temporaires une préfiguration de la formation de la population marseillaise. Mais il faudra attendre des conditions plus favorables pour un développement intense ; elles viendront avec l'accroissement du trafic maritime qui fera de Marseille un grand port attractif pour les populations montagnardes et méditerranéennes. Cela apparaîtra nettement dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

— *Crises et rythmes de migrations*

Quelques indices de l'attraction de la main-d'œuvre dans le port sont signalés dès le Premier Empire. Dans son rapport du 8 mai 1810 ⁴¹ le préfet des Bouches-du-Rhône montre l'importance du port de Marseille pour les migrants temporaires ruraux des Alpes qui cherchent du travail durant la mauvaise saison :

« Le commerce de Marseille, lorsqu'il est dans son activité ordinaire, attire à lui non seulement une partie de la population du département, mais même celle des départements environnants. Cette transmigration est encouragée par le haut prix du travail, par la facilité de s'en procurer, par le peu de peine et de frais que coûte un apprentissage pour des travaux qui exigent en général plus de force que d'adresse et dans lesquels on acquiert une prompte expérience. »

Mais malheureusement pour les montagnards migrants saisonniers, ils ne peuvent toujours compter sur un travail assuré car il y a des crises. Le marasme est signalé dans ce même rapport du préfet : « La stagnation du commerce a fait refluer cette population dans la campagne, et une grande partie de nos ouvriers sont retournés dans leurs communes reprendre leurs premières occupations ». Les migrations temporaires de montagnards ont donc un gros avantage pour Marseille ; c'est de renvoyer les travailleurs à d'autres occupations quand le chômage sévit. Cette grande souplesse ne se retrouve pas lorsqu'il s'agit de migrants définitifs qui doivent trouver dans la ville-même des moyens de vie.

C — Le développement des migrations à partir du Second Empire

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'attraction marseillaise s'intensifie au fur et à mesure que le port se développe, qu'apparaissent des industries liées au trafic. L'accroissement de la population oblige aussi à demander aux départements voisins plus de personnes attachées aux « services » ; le secteur tertiaire finit par occuper une grande place.

— *Les taux très élevés en Corse et dans les Alpes*

Le premier recensement pouvant nous donner les lieux de naissance des migrants français est celui de 1891. On s'aperçoit alors que la zone

d'attraction est relativement limitée, surtout si on la compare à celle de Lyon. En fait, cinq départements seulement donnent chacun des effectifs supérieurs à 10.000 migrants recensés dans les Bouches-du-Rhône (Corse : 24.504 ; Vaucluse : 17.832 ; Var : 16.534 ; Gard : 12.376 ; Basses-Alpes : 11.479). Trois autres départements apportent chacun entre 5.000 et 10.000 migrants (Hautes-Alpes : 9.885 ; Alpes-Maritimes : 8.687 ; Ardèche : 5.927). Il est naturellement difficile de connaître la part des migrants temporaires et celle des migrants définitifs dans ces effectifs. Mais les Alpains donnent encore certainement des migrants saisonniers et des migrants pluriannuels, tandis que les nombreux Corses sont généralement des migrants viagers. Les taux de migrants attirés dans les Bouches-du-Rhône, par rapport aux émigrés de chaque département recensés en France, sont eux aussi très variés : 54,1 % en Corse, 43,6 % dans le Var, 40,1 % dans les Alpes-Maritimes, 39,8 % dans le Vaucluse, 38,8 % dans les Basses-Alpes, 37,3 % dans les Hautes-Alpes, 23,9 % dans le Gard et 6,6 % dans l'Ardèche ; la Drôme (4.118 originaires ; 8 %) subit aussi une certaine attraction de Marseille.

A partir du milieu du siècle, l'attraction marseillaise sur les migrants des départements voisins a été mieux marquée. Sans doute, la construction des lignes ferrées (Avignon-Marseille : 1849 ; Marseille-Toulon : 1859) donne au port une plus grande activité. Mais les migrants temporaires montagnards qui viennent y chercher du travail (chargement et déchargement des navires et des wagons) seront déçus. Les porteurs sédentaires du port de Marseille ont commis des violences (rails arrachés et dispersés) pour obtenir le monopole ; l'administration a fini par céder et a établi le privilège en leur faveur⁴². Les migrants temporaires ont néanmoins assez d'occupations car les grands travaux portuaires et urbains de Marseille exigent des effectifs considérables de main-d'œuvre au moment où la construction des lignes ferrées constitue une redoutable concurrence dans l'engagement des travailleurs. L'enrichissement de Marseille est aussi un élément qui va contribuer au développement des migrations : on demande beaucoup d'aides pour le commerce, les industries naissantes liées aux activités portuaires comme la savonnerie, pour les services de la bourgeoisie. Si les Corses, migrants viagers, ont fourni des armées de fonctionnaires (douaniers, agents de police, employés des chemins de fer et du port, etc...), les Alpains ont eu des activités beaucoup plus variées. Si l'on consulte les enquêtes faites dans les communes de départ et que R. Blanchard dans sa grande synthèse sur les Alpes occidentales signale souvent, on constate la plus grande imprécision sur les travaux accomplis ; on se contente d'affirmer que « les jeunes gens et les jeunes filles sont allés chercher du travail à Marseille ». Peut-être est-ce là aussi le signe qu'au départ ces migrants ne savaient pas toujours quelles possibilités de travail ils allaient trouver ; ils devaient souvent changer d'activités. A propos de Toulon (et cela est aussi vrai pour Marseille), R. Blanchard, reproduisant des témoignages oraux, affirme au sujet des migrants qui descendent des Préalpes de Grasse⁴³ : « M.J.- B. Gaignebet nous a communiqué sur les séjours d'hiver des montagnards, les « Gavots », à Toulon, de savoureux détails ; c'étaient des portefaix de blé, fort nombreux, à l'occasion, pompiers, souvent garçons d'abattoir ; gens robustes et laborieux, durs à la fatigue, illettrés, vêtus de bure, âpres au gain et fort économes : d'un

avare, le Provençal dit que c'est un gavot. Soleilhas, dont Toulon était déjà comme la colonie au XVIII^e siècle, a fourni avec la Rochette une bonne trentaine d'ouvriers du port vers 1900 ; mais toute la montagne, et même le pays de Forcalquier, y envoyaient des hommes. Ainsi, il paraît incontestable, que la migration d'hiver avait gardé faveur dans les Préalpes de Grasse au XIX^e siècle ». Pour les jeunes filles, c'est la domesticité qui offre le plus d'emplois et même d'avantages (logement, nourriture obtenus sans avoir à s'en soucier ; gains modestes mais toujours mis de côté pour ces personnes très économes). L'enquête de 1866 apporte beaucoup de renseignements à ce sujet ⁴⁴.

— La zone de recrutement s'élargit

Les migrations d'abord saisonnières risquent d'ailleurs de s'allonger pour mieux bénéficier des avantages de la migration ; de pluriannuelles, elles deviennent assez facilement viagères ou même définitives. Lorsqu'en 1921 paraîtra l'Encyclopédie départementale des Bouches-du-Rhône ⁴⁵, on reconnaîtra les qualités de cette domesticité : « Les pauvres départements des Alpes envoient des domestiques estimés pour leur peu d'exigences et leur conscience au travail ». Mais les tâches artisanales, le travail en usine, le petit commerce de détail sont autant de possibilités intéressantes pour les migrants alpins qui savent toujours s'adapter aux circonstances. La même Encyclopédie des Bouches-du-Rhône que nous venons de citer, parle aussi de la présence d'« un grand nombre d'ouvriers dans les usines ; parmi ceux-ci il en est qui viennent passer l'hiver à Marseille et retournent l'été dans les hautes vallées, à l'époque de la fenaison et des moissons. Mais beaucoup de ces montagnards intelligents et actifs, cherchent la fortune dans le commerce. Ceux du Queyras, par exemple, sont spécialisés dans la vente des fromages et des salaisons. Quelques uns ont pris rang parmi les négociants et même ont réalisé de grosses fortunes. Si les statistiques étaient plus précises, on constaterait sans doute que ce sont encore des montagnards qu'envoient la Drôme, l'Ardèche, le Gard et l'Hérault. Beaucoup d'employés et de domestiques, hommes ou femmes, se recrutent dans leurs vallées alpines ou cévenoles ». Marseille et les villes du Midi méditerranéen attireront les filles domestiques de régions bien plus lointaines ; vers 1885 des jeunes filles de la région d'Aix (Ariège) viendront se placer pour plusieurs années puis retourneront au pays natal pour s'y marier et vivre une vie paysanne ⁴⁶. Les rapports des préfets du Premier Empire signalaient déjà les migrations temporaires des charcutiers : « Plusieurs (Alpins) viennent aider nos charcutiers pour la préparation des viandes salées, et partent à la fin d'avril ou dans les premiers jours de mai, lorsque la fonte des neiges leur permet de cultiver leurs terres » ⁴⁷. Ces paysans devenus temporairement aides-charcutiers ont continué leurs migrations saisonnières durant tout le XIX^e siècle et jusqu'à nos jours. Margot-Duclos, en 1905 ⁴⁸, signale une zone de recrutement massif (Embrunais et plus particulièrement Châteauroux-les-Alpes où 140-180 jeunes gens et hommes adultes migrent chaque hiver). Mais ce n'est pas seulement la ville traditionnelle (Marseille ou Toulon) qui attire ces spécialistes du commerce alimentaire ; avec le développement de la Côte-d'Azur, ce sont toutes les zones littorales urbanisées et dès lors les perspectives de profits

deviennent remarquables. Les migrants saisonniers verront alors les avantages de transformer les anciennes migrations saisonnières en migrations temporaires de plus longues durées (pluriannuelles, viagères) et s'ils finissent par s'installer à leur propre compte, ils passeront souvent à la migration définitive. Marchands ambulants de fromages, aides-charcutiers, jadis modestes migrants temporaires montagnards, sont devenus de riches commerçants des villes du Littoral méditerranéen ⁴⁹.

Progrès et nuances de l'attraction urbaine des villes des Côtes méditerranéennes peuvent être mieux saisis et dégagés si l'on examine les résultats du recensement assez précis de 1911. Les départements qui ont le plus apporté aux Bouches-du-Rhône entre 1891 et 1911 sont surtout ceux des zones montagneuses voisines (Alpes et Sud-Est du Massif Central) : Gard (12.376 originaires en 1891, 16.807 en 1911 ; progrès : 4.431), Ardèche (5.927 en 1891, 9.682 en 1911, progrès : 3.755), Lozère (468 en 1891, 2.170 en 1911, progrès : 1.702), Isère (1.900 en 1891, 5.040 en 1911, progrès : 3.140), Drôme (4.118 en 1891, 7.178 en 1911, progrès : 3.060), Basses-Alpes (11.479 en 1891, 13.031 en 1911 , progrès : 1.552), Hautes-Alpes (9.885 en 1891, 11.360 en 1911 ; progrès : 1.475), Savoie (1.395 en 1891, 2.457 en 1911, progrès : 1.062). Par contre, les départements les plus voisins, s'ils ont encore un très grand nombre d'originaires dans les Bouches-du-Rhône, ne font relativement que peu de progrès dans l'apport d'immigrants ou même très souvent reculent car deux éléments interviennent qui dérangent fortement les courants anciens de migrations : l'attraction de la Côte d'Azur très urbanisée, l'apport grandissant des immigrants étrangers. Ainsi, l'apport dans les Bouches-du-Rhône est encore un peu accru pour le Var qui doit donner des montagnards (16.534 originaires en 1891, 18.789 en 1911, progrès : 2.255) et beaucoup moins pour le Vaucluse (17.832 en 1891, 18.151 en 1911, progrès : 319). Deux départements sont très nettement en recul : les Alpes-Maritimes (8.687 originaires dans les Bouches-du-Rhône en 1891, seulement 6.764 en 1911, recul : 1.923), la Corse (24.504 en 1891 ; 22.099 en 1911, recul : 2.405). Non seulement les Alpes-Maritimes gardent maintenant leur population au moment où se développe la Côte d'Azur, mais ce département exerce une très forte attraction sur les régions voisines qui avaient pris l'habitude de diriger leurs migrants sur Marseille. En 1911, sur les 80.374 Français originaires des autres départements mais recensés dans les Alpes-Maritimes, 28.555, soit 35 %, viennent des départements proches (Var : 8.616 ; Bouches-du-Rhône : 6.779 ; Corse : 3.629 ; Basses-Alpes : 3.404 ; Gard : 2.133 ; Vaucluse : 1.824 ; Ardèche : 1.476 ; Hautes-Alpes : 696). Ce taux de 35 % doit représenter surtout des migrants venus chercher du travail ; le reste étant constitué de migrants plus lointains désirant se reposer sur la Côte d'Azur.

— *La concurrence étrangère s'intensifie*

Ainsi, Marseille à la veille de la première guerre mondiale n'attire plus autant les migrants (temporaires ou définitifs) des régions voisines. Les Bouches-du-Rhône ont alors 205.205 Français nés dans les autres départements ; sur ce nombre, 57 % (116.683) sont originaires des huit départements voisins qui apportent le plus (Corse : 22.099, Var : 18.789,

Vaucluse : 18.151, Gard : 16.807, Basses-Alpes : 13.031, Hautes-Alpes : 11.360, Ardèche : 9.682, Alpes-Maritimes : 6.764). Mais à côté des 205.205 Français nés en France (hors des Bouches-du-Rhône), il y a alors une masse d'immigrants étrangers qui ne cesse de croître et ceux-ci sont souvent des migrants temporaires (en 1911 : 137.223 étrangers légaux, 14.270 naturalisés, soit 151.493 étrangers d'origine ⁵⁰). Ainsi, les étrangers sont plus nombreux que les migrants des départements voisins qui ont donné au XIX^e siècle les apports les plus importants.

Dans notre analyse de Marseille, comme dans celle de Lyon, nous avons cherché à marquer l'attraction urbaine sur les migrants temporaires. Sans doute, il devient difficile de distinguer dans les masses en déplacement, ce qui est temporaire et ce qui devient définitif. Les catégories de migrants sont très mêlées. Mais plus on avance dans la période, plus les migrants français abandonnent les migrations temporaires pour les migrations définitives, tandis que les étrangers très souvent restent fidèles aux migrations temporaires.

– *Les migrations féminines finissent par être prioritaires*

Mais à Marseille comme à Lyon, on constate de plus en plus que les migrations féminines montagnardes l'emportent sur les migrations masculines. En 1911, les taux de femmes dans les originaires recensés dans les Bouches-du-Rhône varient de 50 % à 57 % : Hautes-Alpes : 57 % (6.483 femmes sur 11.360 originaires), Basses-Alpes : 56,6 % (7.385 sur 13.031), Lozère : 55,5 % (1.206 sur 2.170), Drôme : 55,4 % (3.978 sur 7.178), Ardèche : 53 % (5.134 sur 9.682), Isère : 52,7 % (2.660 sur 5.040), Vaucluse : 51,6 % (9.367 sur 18.151), Var : 51,4 % (9.663 sur 18.789). On constate que les deux derniers départements, les plus proches, ont déjà des taux plus faibles. Les migrations féminines ne l'emportent plus pour le Gard, les Alpes-Maritimes et la Corse ; dans ce dernier département le taux tombe à 47,9 % (10.593 femmes sur 22.099 originaires recensés dans les Bouches-du-Rhône). On peut ainsi mieux constater les nuances entre la Corse (Les migrations féminines sont peu considérées dans l'île du point de vue moral ; une certaine dignité empêche souvent de se placer comme domestique) et les montagnes du continent (Alpes et Massif Central sont encore des régions de recrutement de domestiques). D'ailleurs les statistiques sur les femmes ayant une profession et sur celles qui n'en ont pas, sont fort intéressantes à examiner : on peut opposer les immigrées corse (30,6 % des femmes seulement ont une profession, soit 3.251 sur 10.593) aux immigrées descendues des Hautes-Alpes (46,6 % ont une profession, soit 3.006 sur 6.483) ou de la Lozère (44,8 %, soit 541 sur 1.206). Dans les Bouches-du-Rhône, nous sommes pourtant loin d'atteindre les taux constatés dans le Rhône à propos des Savoyardes immigrées ayant une profession (58,3 % pour la Haute-Savoie, 57,5 % pour la Savoie). D'ailleurs, les villes du Midi méditerranéen semblent appeler de plus en plus des migrantes temporaires d'origine étrangère ; ces dernières remplaceront peu à peu les femmes venues des montagnes proches, particulièrement dans les services domestiques. Ainsi, avant 1914, de nombreuses nourrices italiennes affluent à Toulon ; elles y font plusieurs séjours et elles sont très estimées et recherchées. Certaines devenues servantes finissent par faire de plus longs

séjours ⁵¹.

Lyon, Marseille, Toulon étaient des villes situées à proximité des montagnes ; elles pouvaient, par leurs activités, attirer les migrants temporaires du Massif Central et des Alpes et même de l'étranger, particulièrement d'Italie. La position géographique et les conditions historiques ont joué ici à plein. Aussi avons-nous cru devoir insister sur l'attraction de ces villes. Cette attraction semble avoir été beaucoup moins importante ou plus limitée pour Montpellier, Toulouse ou Bordeaux. Le cas de Toulouse, entre Massif Central et Pyrénées et proche de l'Espagne, est sans doute le plus intéressant du Sud-Ouest.

c) L'attraction très limitée de Toulouse.

Entre 1801 et 1911, Toulouse a triplé ses effectifs de population et a pu jouer un rôle relativement attractif pour les migrants temporaires des régions montagneuses voisines. On suit les progrès inégaux enregistrés par les recensements : 50.171 habitants en 1801, 59.630 en 1831, 93.379 en 1851, 124.852 en 1872, 149.841 en 1901, 154.749 en 1911. Ces progrès ont été surtout marqués sous la Monarchie de Juillet et sous le Second Empire. Il y a une sorte de tassement vers la fin du XIXe siècle et au début du XXe. Or, les migrants temporaires ont-ils fréquenté Toulouse qui, n'ayant guère d'industrie, ne pouvait offrir que des activités commerciales et des « services » ?

— *Place des migrants ariégeois*

Le département de l'Ariège, un des plus déshérités des Pyrénées, a donné beaucoup de migrants temporaires dans des activités très diverses et pourrait être comparé à la Savoie ou à l'Auvergne. Toulouse en a bénéficié puisque l'on signale ⁵² l'arrivée régulière d'hommes de peine, de portefaix. Ceux-ci, que l'on appelle les « parés », sont originaires des vallées (Arac, Garbet) ; la région d'Aix en a aussi fourni. Il s'agit de migrations hivernales. Le petit commerce des fruits et des légumes avec voiturettes (les « baladeuses ») a été aussi une spécialité des migrants temporaires ariégeois qui exerçaient leur activité du mois d'octobre au mois de juin (particulièrement pour les originaires de Massat). La migration a fini par s'allonger, mais est restée souvent temporaire. Ces Ariégeois constituaient au moins le quart de ces petits détaillants vendant légumes et fruits au Capitole ou sur les boulevards de Toulouse. Il est difficile de mesurer l'attraction de cette ville sur les femmes de l'Ariège et de savoir si la domesticité urbaine a été recrutée parmi elles. Michel Chevalier cite les nourrices de Bethmale qui se rendent à Toulouse, particulièrement vers la fin du XIXe siècle, à la suite d'une mode du Second Empire qui faisait rechercher les nourrices en costume pittoresque. Il s'agit d'ailleurs très souvent de filles-mères qui désirent se constituer une dot. Mais lorsque Michel Chevalier parle de bonnes, il constate que celles originaires de la région d'Aix préfèrent se placer dans les villes du littoral méditerranéen (vers 1885) alors que les domestiques-hommes vont temporairement à Bordeaux.

— *La concurrence de Paris dans l'attraction toulousaine*

Toujours est-il que Toulouse n'a cessé de se développer par immigration, sans que nous puissions connaître exactement les apports précis

des départements voisins durant la plus grande partie du XIX^e siècle⁵³. Pendant la période 1801-1856, la population de la ville progresse de 52.973 habitants, mais en réalité l'excédent de l'immigration a été de 62.000 personnes, soit 119 % de la population de 1801, ce qui fait une moyenne annuelle de 1.107. Le recensement de 1891 permet de mieux dégager les courants de migrations. Mais c'est celui de 1911 qui est le plus précis. Or, à cette date, la Haute-Garonne dénombre des effectifs importants venus seulement de quelques départements voisins : Ariège : 22.521 originaires ; Tarn : 13.400 ; Gers : 8.574 ; Tarn-et-Garonne : 7.048 ; Aude : 5.703 ; Hautes-Pyrénées : 4.551 ; Aveyron : 2.467 ; Lot : 2.233. Sur ces huit départements, fort peu envoient des migrations temporaires. L'Ariège, qui tient la tête fait exception et l'on peut sans doute constater qu'en 1911 de nombreux recensés venus de ce département sont des migrants temporaires de longue durée (pluriannuels ou viagers). Un fait est surprenant et qui prouve bien que l'attrait des migrants temporaires exercé par Toulouse reste faible, c'est le peu de migrants originaires de l'Aveyron. Or, ce département est traditionnellement un gros fournisseur de migrants temporaires, mais il préfère les envoyer sur Paris (31.066 originaires ; 9.752 en Seine-Banlieue ; 2.062 en Seine-et-Oise), ou dans l'Hérault (22.931), le Gard (2.560) et les Bouches-du-Rhône (3.086). Ainsi, l'Ariège est certainement le département qui a le plus de contacts avec Toulouse par ses migrants temporaires. Mais là, comme dans les courants migratoires entre la Savoie et Lyon, les migrations féminines tiennent une très grande place : 11.707 femmes originaires sur les 22.521 personnes recensées en Haute-Garonne et nées dans l'Ariège, soit un taux de 51,9 %. Ici, les immigrées ariègeaises qui ont une profession ne l'emportent pas sur celles déclarées sans profession (5.278 contre 6.429) ; le taux est de 45 % assez voisin de celui constaté pour les immigrées des Hautes-Alpes dans les Bouches-du-Rhône (46,6 %). Sans doute faut-il voir dans ce taux relativement fort, la présence de nombreuses femmes domestiques à Toulouse. La place de l'Ariège dans les apports de Toulouse a toujours été essentielle : ce département donnait 21 % des immigrants français en Haute-Garonne en 1872⁵⁴ et il en fournit 24,8 % en 1911. L'apport des Ariègeais tend donc à se développer encore à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e.

Si Toulouse et les villes situées entre le Massif Central et l'Atlantique n'attirent que relativement peu les migrants temporaires, à la différence des villes placées à l'Est de ce massif, il n'en est pas de même de Paris qui est devenu le pôle attractif par excellence des migrants de maintes régions françaises proches ou lointaines. Comme nous l'avons déjà constaté, cette attraction n'est pas nouvelle lorsque commence le XIX^e siècle. Mais elle va désormais se développer avec une vigueur accrue et prendre des proportions jamais atteintes. Plus que Lyon, Marseille et le littoral urbanisé de la Côte d'Azur, l'agglomération parisienne devient au cours du XIX^e siècle et au début du XX^e le milieu urbain le plus riche en ressources pour faire naître et développer des migrations temporaires, pour les adapter et les allonger, pour en tirer le plus d'avantages possible. Une sorte de fascination de Paris va jouer à travers la France rurale ; les régions qui avaient déjà amorcé des courants migratoires vont les développer et d'autres s'y joindront.

30) PARIS DEVIENT LA VILLE ATTRACTIVE PAR EXCELLENCE POUR LA PLUPART DES REGIONS RURALES FRANÇAISES DE MIGRANTS TEMPORAIRES.

A — Un phénomène de grande intensité

L'attraction de l'agglomération parisienne sur les populations de province au XIXe siècle a déjà fait l'objet de nombreuses analyses. Mais, sans doute à cause du manque de nuances des statistiques officielles, on a généralement considéré les migrants venus à Paris comme des migrants définitifs⁵⁵. Certains historiens comme Louis Chevalier font une place très limitée aux migrants temporaires, d'autres comme Charles H. Pouthas n'en parlent pas et semblent vouloir les ignorer. Seuls, certains historiens de province, attachés aux régions de départ de ces migrants, ont insisté sur l'importance quantitative et qualitative des migrations temporaires en direction de l'agglomération parisienne. Ce phénomène d'une grande intensité est certainement à l'origine du peuplement de la capitale et il a laissé de nombreuses traces jusqu'à nos jours. Malgré des travaux de détail, le problème est à étudier dans son ensemble. La synthèse rapide que nous cherchons à faire ici sera complétée par des analyses plus poussées comme celle que nous ferons à propos des travailleurs du Bâtiment et des travaux publics.

Si les migrants temporaires ont déjà été attirés par la capitale avant le XIXe siècle et plus particulièrement au XVIIIe siècle, c'est qu'ils y trouvaient une forte concentration de population qui avait des besoins et qu'il fallait servir. Or, avec le XIXe siècle, la concentration des habitants s'accroît considérablement et l'ancien réflexe rural et provincial de profiter de cette foule de consommateurs joue à plein. Aussi convient-il d'abord de bien noter cet accroissement.

— *Comparaison avec les attractions de Lyon et de Marseille*

Au moment où commence le XIXe siècle, Paris est cinq fois plus peuplé que Marseille ou Lyon. On comprend mieux alors le mirage que la ville peut exercer sur les migrants temporaires qui ne tiennent guère compte des distances à parcourir, car les longues marches fatigantes ne sont que chose secondaire à côté des gains espérés. En 1801, Paris a 547.736 habitants. Pendant la première moitié du XIXe siècle, la population a presque doublé : 774.338 en 1831, 1.053.897 en 1846, 1.053.262 en 1851. Mais on peut se poser la question de savoir comment ont été faits les dénombrements dans cette période de tâtonnements administratifs sur les méthodes de recensements. La population dite « flottante » a pu conduire à d'énormes erreurs dont on ne tient guère compte. Que l'on pense aux nombreuses catégories de la population mouvante : non seulement nos migrants temporaires, mais aussi cette aristocratie et ces nombreux bourgeois qui ont double résidence (à Paris durant la mauvaise saison, hors de la ville et souvent en province pendant la belle saison). On ne sait trop quelle est la résidence principale et quelle est la secondaire et finalement où ils sont recensés. Il se peut d'ailleurs qu'au fur et à mesure que l'on avance dans le siècle, le séjour parisien s'allonge et dès lors que le recensement à Paris finisse par s'imposer. Cette considération ajoutée à l'amélioration des méthodes de dénombrement

a pu contribuer beaucoup à accroître le montant de la population. Les mêmes problèmes se posent aussi pour les nombreux nourrissons, enfants de ménages parisiens mais qui sont élevés dans les départements autour de Paris. En ce qui concerne les migrants temporaires, les recensements n'ont qu'une prise très partielle sur eux. Que l'on songe aux difficultés actuelles pour dénombrer étrangers et nord-africains. Le migrant saisonnier, s'il est présent à Paris au moment du recensement, cherche à échapper aux opérations de dénombrement car il ne se considère pas chez lui, dans sa commune où il doit être déclaré. Pour les migrants pluriannuels et voyageurs, on peut retenir une meilleure acceptation du recensement à Paris, bien que la mentalité d'appartenir à une autre commune reste très vive. Que l'on pense aux Creusois allant voter dans leur commune en 1848, car ils ne se considèrent pas comme Parisiens. Tous ces éléments doivent donc conduire l'historien-démographe à une très grande prudence quand il utilise des données statistiques officielles de la première moitié du XIX^e siècle. La population « mouvante » (migrants temporaires travailleurs, bourgeois aux résidences et aux séjours encore mal définis, nourrissons de ménages parisiens élevés hors de Paris) conduit à considérer des marges d'erreurs dans les données successives de la population de la capitale.

A partir du milieu du XIX^e siècle, Paris s'étend et les annexions des communes de la proche banlieue sous le Second Empire, ne sont qu'une étape. Il convient donc de retenir l'agglomération rassemblée dans le département de la Seine. Ce département avait 631.585 habitants en 1801, 1.422.065 en 1851, 2.220.060 en 1872, 3.669.930 en 1901, 4.154.042 en 1911. Puis au fur et à mesure de l'extension, c'est la région parisienne (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne) qui attire. Or, celle-ci a 2.239.695 personnes en 1851, 4.735.580 en 1901 et 5.331.220 en 1911.

Entre 1801 et 1911, le taux d'augmentation de la Seine est de 657 % et celui de la Région parisienne de 238 %. Mais il faut établir des nuances. Entre 1801 et 1851, la ville de Paris a un taux d'accroissement de 92 % et le département de la Seine de 125 %. (Pour la France entière 31 %). Entre 1851 et 1901, ce taux d'augmentation est de 157 % (1.053.000 en 1851 et 2.714.000 en 1901) pour Paris, de 158 % pour la Seine, 111 % pour la Région parisienne (Province : 5 %).

Ces divers taux d'accroissement, qu'on pourrait aussi appeler des taux d'attraction, doivent être comparés à ceux de Lyon et de Marseille si l'on veut comprendre la force d'attraction de la capitale. Entre 1801 et 1911, le taux d'accroissement de Lyon a été de 417 % et celui du département du Rhône de 206 % (Paris : 428 % ; Seine : 657 %). Pour la période 1801-1851, le taux d'accroissement de Lyon a été de 75 % (Paris : 92 %) et celui du Rhône de 98 % (Seine : 125 %). Entre 1851 et 1901, il est de 158 % à Lyon (Paris : 157 %) et de 46 % dans le Rhône (Seine : 157 %). Ainsi, la force d'attraction de l'agglomération parisienne est généralement beaucoup plus grande que celle de Lyon, sauf pendant la seconde moitié du XIX^e siècle où les deux villes (sans banlieue) sont à égalité ; mais la banlieue compte beaucoup à ce moment dans l'attraction des agglomérations pour retenir ces taux de villes.

Pour la période 1801-1911, Marseille a un taux d'accroissement de 400 % et le département des Bouches-du-Rhône de 182 %. Dans la première

moitié du XIX^e siècle (1801-1851) les taux sont respectivement de 75 % (Marseille) et de 50 % (Bouches-du-Rhône). Dans la seconde moitié du siècle, les taux deviennent 151 % (Marseille) et 71 % (Bouches-du-Rhône). Tous ces taux sont inférieurs à ceux de l'agglomération parisienne et généralement à ceux de l'agglomération lyonnaise.

Ainsi, la capitale, par l'examen des accroissements successifs de population au cours du XIX^e siècle et au début du XX^e se dégage très nettement des autres grandes agglomérations. C'est donc la ville attractive par excellence, aussi bien pour les migrants temporaires que pour les migrants définitifs, tous mêlés finalement dans les résultats des dénombrements. L'avance que Paris avait déjà au début du XIX^e siècle a donc encore été accentuée dans les périodes suivantes.

— *Utilisation prudente des statistiques*

Sans doute peut-on faire remarquer que les accroissements successifs sont dus à deux causes possibles : le mouvement naturel (quand la natalité l'emporte sur la mortalité) et l'immigration. Or, pour une grande partie du XIX^e siècle, il est impossible de connaître exactement l'importance de l'une ou l'autre cause à Paris. Quelle valeur accorder aux données statistiques de Bertillon partant du dépouillement des actes de décès en 1833 ⁵⁶ ? Il obtient les taux suivants : 50 % des Parisiens sont nés à Paris, 2 % dans le reste de la Seine, 41 % dans les départements, 4 % à l'étranger. Or, les migrants temporaires qui fournissent une grande part des ouvriers de Paris (nous le verrons plus loin), font leurs « campagnes » plus ou moins longues entre les âges 15 ans-50 ans. Sauf par accident et quelquefois par maladie (en 1832 beaucoup ont fui Paris pour éviter le choléra), la grande majorité des migrants temporaires fréquentant la capitale ne meurt pas à Paris, mais va terminer ses jours dans la commune d'origine, après la cinquantaine. Aussi, la population active des migrants temporaires (ayant vécu et travaillé trente à trente-cinq ans à Paris) n'apparaît guère dans les statistiques établies par Bertillon en 1833 et malheureusement utilisées par des historiens du XX^e siècle. Les statistiques de Bertillon pour 1833 sont donc complètement faussées par les migrations temporaires si l'on veut avoir une idée de l'origine de la population parisienne. Elles représentent seulement la population parisienne au-delà de 50 ans et qui est beaucoup plus sédentaire.

C'est à partir du recensement de 1861 que l'on peut avoir des renseignements relativement précis sur l'origine (lieux de naissance) des Parisiens. A cette date, beaucoup de migrants saisonniers sont devenus des migrants pluriannuels, viagers ou définitifs et dès lors un grand nombre sont recensés comme Parisiens. Les taux obtenus montrent l'importance de l'attraction parisienne : 36,10 % sont nés à Paris, 58,65 % sont nés dans les départements, 5,92 % sont d'origine étrangère. Ainsi, deux Parisiens sur trois sont des migrants qui ont été attirés par la capitale, migrants temporaires et migrants définitifs étant difficiles à distinguer, mais les catégories coexistent.

Après avoir montré l'attraction démographique de l'agglomération parisienne, il convient de savoir s'il est possible de connaître quantitativement les migrations temporaires.

B – L'attraction est difficile à suivre quantitativement

Nous savons que les migrations sont toujours difficiles à chiffrer et cela est encore beaucoup plus vrai pour les migrations qui s'exercent en milieu urbain. Plus que les migrations définitives, les migrations temporaires, par leur instabilité, leurs changements fréquents deviennent difficiles à saisir. Dans le milieu parisien, très complexe et toujours mouvant, la tâche des recenseurs ou des enquêteurs est des plus malaisées. Pourtant malgré les difficultés, des statistiques, des estimations ont été obtenues, venues des autorités parisiennes, mais aussi très souvent des départements de départ des migrants temporaires qui gagnent régulièrement l'agglomération parisienne.

– *Les données statistiques incomplètes du Premier Empire à Paris*

Sous le Premier Empire, les rapports préfectoraux sur les migrations d'ouvriers en direction de la capitale sont très inégaux pour les renseignements statistiques. Le département de la Seine⁵⁷, d'après les rapports du préfet de police Dubois en 1807, reçoit une masse d'immigrés de tous les métiers et cet afflux est tel qu'il y a impossibilité d'un recensement sérieux. Ainsi les services préfectoraux semblent débordés et reconnaissent une certaine incapacité. Pourtant quelques précisions sont données : 1.500 portefaix et commissionnaires de diverses origines (Picards, Savoyards, Limousins, Auvergnats, Haut-Gascons), 200 raccommodeurs de souliers (Lorrains), 350 ramoneurs inscrits (Savoyards, Auvergnats) plus un grand nombre d'enfants apprentis. Quand on sait, d'après les documents savoyards, qu'un chef-ramoneur est toujours accompagné d'une troupe d'enfants (de huit à dix, généralement), on peut estimer à 3.000 au moins les effectifs des migrants temporaires ramoneurs. Dans ce même rapport sur les migrations ouvrières, de très nombreuses catégories sont citées (tailleurs de pierre, maçons, charpentiers, chaudronniers, raccommodeurs de faïences, marchands de peaux, brocanteurs, vanniers ou marchands de paniers, ouvriers et marchands d'objets sculptés, tailleurs d'habits, etc...), mais il n'y a pas d'indication d'effectifs. Pour juger de l'importance des activités nous devons nous reporter au rapport de la même année 1807 donnant les « statistiques des ouvriers de Paris pour ce qui concerne les arts mécaniques »⁵⁸. Nous savons ainsi que les travailleurs du Bâtiment et des grands travaux tiennent une grande place dans la population active de la capitale. Sauf pour les serruriers et les menuisiers, catégories qui ne quittent guère Paris, les autres ouvriers sont en très grand nombre des migrants temporaires de province, comme le prouvera la crise de 1811 (retours des migrants dans leur lieu d'origine). Les diverses catégories du Bâtiment et des grands travaux se répartissent ainsi : maçons (5.315), paveurs (427) et terrassiers (1.200) viennent surtout du Limousin, soit 6.942 travailleurs ; tailleurs de pierre (1.784), charpentiers (1.855) et couvreurs (880) sont en général originaires de Normandie, soit 4.519 personnes ; vitriers (325), scieurs de long (216), plombiers (140), carreleurs (153), plâtriers (55) sont recrutés aussi dans diverses provinces françaises et parmi les Italiens, soit 883 ouvriers. L'effectif total de cette industrie est de 12.344. L'activité du Bâtiment et des grands travaux est une de celles qui attirent alors le plus de travailleurs migrants temporaires car Paris commence à se transformer, mais la guerre et les

incertitudes du lendemain ne permettent pas d'occuper une main-d'œuvre permanente. Il est beaucoup plus difficile d'obtenir des statistiques sur les autres catégories de migrants temporaires que nous avons citées plus haut. Georges Mauco ⁵⁹ estime à 20.000 le nombre de ces travailleurs (Bâtiment et autres activités) qui viennent régulièrement à Paris. Ces résultats nous paraissent beaucoup trop faibles car ni les administrateurs du Premier Empire, ni G. Mauco n'ont tenu compte de migrants temporaires qui ne sont pas classés parmi les ouvriers : porteurs d'eau et marchands-détaillants de vin (deux catégories venues régulièrement d'Auvergne et des régions voisines), domestiques hommes et femmes (valets, femmes de chambre, cuisinières et nourrices sur lieu, généralement recrutés dans les pays plus proches de Paris : du Morvan au Maine et à la Normandie). Combien sont-ils alors ? Il est bien difficile de le dire. Mais la Statistique de 1807 (utilisée plus haut pour le Bâtiment) fait état de 3.623 marchands de vin (sans compter leur famille). L'effectif de 20.000 porteurs d'eau avancé par Mercier avant la Révolution était sans doute forcé. La multiplication des fontaines à travers Paris sous le Premier Empire a facilité la tâche, mais d'autre part la population a fortement augmenté. En 1835, Caffé ⁶⁰, dans « le Nouveau Tableau de Paris au XIXe siècle », parle de 3.700 porteurs d'eau pour distribuer 7 litres d'eau par jour et par personne (plus de 800.000 habitants alors, soit 1.600 litres par jour pour chaque porteur d'eau). Entre les chiffres de Mercier (trop forts) et ceux de Caffé (trop faibles), il est difficile de choisir des effectifs qui approchent de la vérité. Mais marchands de vin, porteurs d'eau, domesticité (dont nous ignorons l'importance) doivent certainement représenter plus de quinze mille personnes dont la plupart ne sont pas des migrants saisonniers, mais des migrants pluriannuels.

Ainsi, d'après les estimations possibles c'est entre 30.000 et 40.000 que l'on peut fixer l'effectif des migrants temporaires faisant partie de la population active de la capitale. Nous ne comptons pas ici les migrants temporaires mendiants et ceux qui n'ont pas de profession avouée (prostitution par exemple) ⁶¹.

— Les précisions des préfets de province

Ces données ne paraissent pas exagérées si l'on examine les rapports des préfets qui considèrent que Paris dans ce début du XIXe siècle est le plus gros centre d'attraction pour les migrants temporaires. Les préfets de la Creuse ont fait deux enquêtes, l'une en 1810, l'autre en 1814 et ils arrivent au même résultat : 13.217 migrants temporaires dont 10.857 pour les industries du Bâtiment et des grands travaux (9.333 maçons). Paris en reçoit la plus grande partie quand la demande se fait sentir. Sur 266 communes du département, 27 seulement n'envoient pas de travailleurs. Et le préfet pense qu'il est au-dessous de la vérité : « On présume un nombre de partant de 18.000... Beaucoup d'adultes s'expatrient sans passeport ». Vers la fin de l'Empire, il y a beaucoup de départs clandestins du fait de la conscription que les jeunes hommes veulent éviter ⁶². Dans l'Auvergne voisine, les migrants temporaires officiellement déclarés sont encore plus nombreux que dans la Creuse et le Limousin : 25.000 (16.000 dans le Puy-de-Dôme et 8.000 dans le Cantal ; 1.200 dans l'arrondissement de Brioude faisant partie de la Haute-Loire).

Beaucoup de ces migrants gagnent traditionnellement la capitale qu'ils connaissent bien, comme nous l'avons vu pour le XVIII^e siècle : porteurs d'eau, commissionnaires, ramoneurs, portefaix, chaudronniers, décrotteurs, maçons, terrassiers, mendiants, etc... Des enfants accompagnent certaines catégories de migrants comme les ramoneurs et les chaudronniers. Des ménages sont marchands-détaillants de vin ; ils hébergent souvent les porteurs d'eau et d'autres migrants temporaires auvergnats dont la colonie se maintient solidement à Paris. Là encore la conscription redoutée a poussé à fuir temporairement les départements d'origine et a développé les migrations ⁶³. La Normandie est une autre région importante qui procure à la capitale des travailleurs appartenant à divers secteurs. Le Bâtiment et les grands travaux viennent en tête : 1.300 originaires du Calvados (1.100 tailleurs de pierre, 200 manœuvres et des couvreurs), 800 de la Manche (650 tailleurs de pierre, maçons, manœuvres ; 100 paveurs ; 50 couvreurs), 500 de l'Orne (200 tailleurs de pierre, maçons et manœuvres de l'arrondissement d'Argentan et 300 maçons de celui de Domfront), soit en tout 2.600 travailleurs pour les chantiers parisiens. Mais les préfets affirment qu'il ne s'agit là que d'un effectif minimal ; celui de l'Orne souligne la grande variabilité des départs des migrants par suite des problèmes militaires (11.090 en 1802 ; 2.650 en 1808). Nous apprenons aussi que des catégories de migrants, non indiquées par les autorités de la Seine, fréquentent chaque année Paris : 500 jardiniers et marchands de légumes (250 de l'arrondissement d'Alençon et 250 de celui d'Argentan), des porteurs d'eau, mais aussi des voituriers ⁶⁴. A propos des migrants temporaires voituriers migrants dans la capitale, la Nièvre se distingue très nettement (120 bouviers-voituriers pour le charroi et le ravitaillement de Paris), mais il convient d'y ajouter pour ce même département des bouviers conducteurs de troupeaux pour Sceaux et Poissy, des conducteurs de bascules de poisson (bateaux-viviers pour le poisson d'eau douce) ⁶⁵. Ni les autorités de Paris, ni celles de la Nièvre et de l'Yonne, ne parlent des migrants conducteurs de trains de bois (après flottage) indispensables pour le ravitaillement en combustible de la Capitale. Rien non plus des nourrices, déjà très recherchées, du Morvan, pour les familles et les œuvres d'assistance parisiennes. Beaucoup d'autres départements français seraient à citer pour l'envoi de migrants temporaires à Paris : l'Aveyron (100 porteurs et commissionnaires), la Corrèze (maçons et chaudronniers), l'Indre (150 maçons), la Mayenne (2.500 colporteurs et ouvriers), la Meuse (3.000 savetiers, émouleurs et raccommodeurs), le Léman (petits métiers et colporteurs), les départements de l'Ourthe et de Jemmapes dans les Flandres (très nombreux tailleurs d'habits), etc... Certains départements n'ont pas laissé de traces dans les archives ; ainsi, le Jura qui envoie à Paris de nombreux migrants temporaires rouliers (les Grandvalliers).

Malgré les difficultés rencontrées pour obtenir des statistiques, il faut reconnaître que le bilan est relativement important sous le Premier Empire : les migrants temporaires constituent à Paris une partie trop oubliée de la population active ; la vie économique et sociale quotidienne parisienne en dépend grandement.

Après 1815, la paix revenue, une assez longue période commence qui verra se développer très largement les migrations temporaires en direction de la capitale. A ce propos, Louis Chevalier ⁶⁶ a écrit : « Les quatre premières décades du XIXe siècle : les migrations saisonnières semblent avoir pendant cette époque une importance plus grande que l'émigration définitive ».

Malheureusement, pour la période 1815-1850, nous n'avons pas d'enquête nationale permettant de mesurer cette ampleur des migrations temporaires en France et de constater la place tenue par l'agglomération parisienne dans les divers courants migratoires. Nous disposons pourtant de statistiques parisiennes non négligeables, d'enquêtes locales en province et d'observations de contemporains.

La préfecture de police de Paris suit avec attention les déplacements et les activités de certains migrants temporaires pour des raisons économiques (possibilités de main-d'œuvre), sociales (entassement dans certains quartiers) et politiques (propagande, grèves, participation aux manifestations de l'opposition au régime en place). Pourtant si les ouvriers temporaires sont plus particulièrement surveillés (visas des livrets ouvriers et des passeports intérieurs, relevés des mouvements dans les maisons garnies, demandes d'emplois par les ouvriers et les possibilités d'embauches sur les « marchés d'hommes » de la place de Grève devenue après 1830 place de l'Hôtel-de-Ville, de la place du Châtelet et de la Tour Saint-Jacques, d'autres catégories de migrants temporaires, considérées comme non ouvrières, n'attirent pas l'attention de la police et dès lors nous ne disposons que de statistiques très partielles. C'est ainsi que les Bulletins quotidiens de Paris (Préfectures de Police), fort utiles aujourd'hui pour les historiens, ne renseignent qu'en partie sur les migrants temporaires fréquentant la capitale.

— Valeur relativement limitée des Statistiques de la Préfecture de Police

Ce sont les Bulletins publiés sous la Monarchie de Juillet qui paraissent les plus intéressants à retenir, malgré leurs défauts ⁶⁷. Les maisons garnies ou maisons de logeurs, à la différence des hôtels garnis pour voyageurs de passage, abritent des effectifs considérables de migrants temporaires (saisonniers, pluriannuels, viagers ; célibataires, mais aussi gens mariés qui ont laissé femmes et enfants en province). Naturellement, pour les statistiques sur les effectifs d'ouvriers logés dans ces maisons garnies, il faut tenir compte des saisons. Voici néanmoins une intéressante progression durant la Monarchie de Juillet :

- 31 décembre 1831 : 15.602 ouvriers logés (12.676 occupés, 2.926 sans ouvrage).
- 1er août 1835 : 29.350 ouvriers logés (28.370 occupés, 980 sans ouvrage).
- 22 décembre 1836 : 33.255 ouvriers logés
- 22 décembre 1837 : 33.429 ouvriers logés
- 22 décembre 1838 : 37.538 ouvriers logés
- 8 mai 1842 : 40.439 ouvriers logés

Or, qui logent dans ces maisons garnies ? Une partie seulement des migrants temporaires. On trouve rassemblés dans les chambrées de nombreux travailleurs de l'industrie du Bâtiment et des grands travaux, mais certains se fatiguent de cette vie collective et préfèrent louer une chambre à deux ou trois, comme le précise Martin Nadaud dans ses Mémoires ⁶⁸. Ainsi, même les travailleurs de l'industrie du Bâtiment qui ont la vieille habitude des

chambrées, cherchent à s'en échapper. Pour d'autres catégories c'est encore plus net : les Savoyards n'aiment pas la vie en chambrées ; ils s'organisent entre eux en louant un local vide qu'ils aménagent eux-mêmes et progressivement. De nombreux migrants temporaires ne peuvent donc être dénombrés dans les maisons garnies car ils logent chez des personnes considérées comme des particuliers (porteurs d'eau auvergnats vivant chez un compatriote marchand de vin ou de charbon et de bois de chauffage ; domestiques privés). On ne peut considérer les statistiques de la préfecture de police sur les maisons garnies que comme un minimum ; les migrants temporaires sont en fait deux fois plus nombreux au moins.

Cependant, on peut noter l'accroissement régulier du nombre des ouvriers logés dans les maisons meublées pendant la plus grande partie de la Monarchie de Juillet. Entre 1831 et 1842, malgré les crises, on passe de 15.600 à 40.500 ; l'effectif n'est pas loin d'être triplé. Durant cette période, les migrants sont encore presque essentiellement des hommes et ceux-ci font des migrations temporaires très variées si l'on retient la durée des temps de séjour : migrations saisonnières traditionnelles encore fréquentes, mais se transformant de plus en plus en migrations pluriannuelles ou viagères.

Un contemporain⁶⁹ écrivant sur « la condition des ouvriers de Paris » en 1841, fait un tableau statistique très nuancé, même si les chiffres qu'il rassemble sont discutables. Il souligne d'abord les difficultés rencontrées : « Malgré la surveillance la plus active et les fréquents recensements, il serait assez difficile à l'autorité de présenter un tableau bien exact des ouvriers que renferme Paris, à cause des perpétuelles variations qu'il éprouve : néanmoins il existe plusieurs manières de supputer le nombre d'ouvriers des diverses catégories ». Il distingue alors la partie flottante (30.000 : chiffres bien faibles et il ne pense qu'aux ouvriers du Bâtiment), la partie domiciliée : 75.000 (25.000 garçons célibataires, 50.000 mariés ou vivant avec des femmes), les familles ouvrières (50.000 mariés et 100.000 enfants dont plus de la moitié ne peut encore travailler), la partie des services privés : 50.000 (portiers et leur famille, domestiques des deux sexes, commissionnaires), les ouvrières en chambre ou à la journée : 30.000 (blanchisseuses, couturières). En ajoutant les petites catégories, cet auteur totalise 350.000 ouvriers. Mais il est bien certain que les migrants temporaires ne sont pas tous compris dans la catégorie flottante et qu'on en trouve beaucoup dans les domiciliés, les services et les ouvrières en chambres. Encore faudrait-il ajouter des catégories non ouvrières, comme nous l'avons déjà souligné, les commerçants (brocanteurs, colporteurs, etc...) et les mendiants (déguisés ou non).

— Les difficultés pour avoir un recensement précis

Que les sources de documentation sur les migrants temporaires séjournant à Paris soient officielles (Préfecture de Police, recensements) ou privées, on constate toujours pour la période 1815-1846, à la fois un accroissement rapide des provinciaux fréquentant la capitale et une très grande complexité des catégories de migrants. Dès 1817 et à chaque recensement, on a cherché à distinguer la population sédentaire, la population « flottante » (les migrants temporaires) et la population de passage (voyageurs). Mais malgré les précautions prises, les résultats restent très

équivoques⁷⁰. Ainsi en 1817, les migrants temporaires sont nettement séparés des voyageurs de passage, mais on les considère comme habitants de Paris : « Il était indispensable de distinguer les hôtels garnis proprement dits, des maisons de logeurs où se trouve une partie de la population formée d'ouvriers que l'on peut regarder comme habitants et que l'on a recensé nominativement » ; les voyageurs de passage étant recensés collectivement. Lors de la publication des recherches statistiques sur la ville de Paris, en 1829 (tome IV), le chef du bureau de statistique, Villot, pense qu'il est nécessaire de distinguer la population sédentaire et les « populations variables et mobiles qui affluent accidentellement dans la capitale, en sorte que le mouvement extérieur doit avoir une importance très considérable ». C'est reconnaître là toute la complexité créée par les migrations temporaires que les recensements ne peuvent guère saisir. La remarque faite en 1860 (tome VI de ces mêmes recherches statistiques) à propos des recensements de 1841 et de 1846, dates de migrations importantes, est significative aussi : « Il serait très difficile et peut-être même impossible de préciser la part contributive des diverses causes auxquelles est dû l'accroissement de Paris ; le flux et le reflux de cette mer humaine laissent peu de traces dans la composition des vagues qui s'y succèdent sans cesse ». Une constatation s'impose : les migrants temporaires tiennent une très grande place dans la population active de Paris durant la première moitié du XIXe siècle, mais il est impossible d'en préciser exactement les effectifs à des dates données (lors des recensements). Ces difficultés sont comparables à celles rencontrées au XXe siècle pour les Nord-Africains séjournant temporairement en France.

Ces effectifs sont d'ailleurs très variables d'une année à l'autre car de nombreuses causes interviennent : périodes de prospérité suivies de crises économiques, construction d'immeubles et grands travaux urbains à certains moments, surveillance administrative et policière freinant ou détournant les migrations, reflux des migrants devant les dangers d'une épidémie, etc... Martin Nadaud a vécu à Paris ces périodes caractéristiques : En 1832, c'est la fuite à l'annonce de l'épidémie de choléra : « J'arrivai un soir au garni et j'y trouvai un grand nombre de nos amis qui se sauvaient dans la Creuse... ». En 1833-1834, c'est la crise et le chômage : « J'ai vu, pendant les soixante ans que j'ai habité Paris ou Londres, les ouvriers du bâtiment supporter de bien douloureuses crises, mais aucune excepté celle de 1848 ne saurait être comparée à celle de 1833 et 1834... Non, il n'y a pas de tourments pareils, d'ennui plus accablant pour l'ouvrier, que ceux qu'il ressent dans ces grandes et puissantes crises. Il part le matin en quête de travail ; le soir en rentrant dans son garni, après avoir battu les pavés de la grande ville, dans tous les sens, (...) il revient sa poche vide et rompu par la fatigue. Il sent qu'il va se retrouver dans le même cas, le lendemain. Son anxiété, loin de diminuer, augmente par ce fait qu'il ne peut prévoir si la fatalité qui le poursuit, sera de longue ou de courte durée »⁷¹. Par ce texte, on comprend mieux alors le comportement du migrant temporaire qui, à la différence du sédentaire migrant définitif, peut trouver les solutions par le retour au village d'origine ou par une nouvelle migration dans une autre ville ou dans une région rurale épargnée par la crise.

– *Le Second Empire : Appel intense des migrants temporaires*

Après la grande crise de chômage de 1848 qui devait éloigner de Paris, provisoirement, une partie des migrants temporaires, le Second Empire apparaît comme la période la plus importante dans l'attrait de la capitale.

Pour mieux mesurer l'importance prise par l'agglomération parisienne chez les migrants temporaires de province, il suffit de comparer les deux enquêtes faites par la Chambre de Commerce de Paris en 1847-1848 et en 1860 ⁷². La crise de chômage de 1848 s'est traduite par le retour en province d'une grande partie des migrants temporaires. L'industrie du Bâtiment peut servir d'industrie-clef : 41.603 ouvriers employés en 1847, 26.791 en 1848 ; la diminution est de l'ordre de 35 %. Mais il faut noter que cette enquête n'est en réalité qu'une sorte de sondage ; elle ne porte que sur les entrepreneurs domiciliés à l'intérieur de la ville, à l'exclusion de ceux, très nombreux qui travaillent à Paris, mais résident hors du mur d'enceinte. La même enquête ajoute : « Dans les industries du bâtiment, les affaires ont baissé de 74 % pour les maçons ; de 72 % pour les charpentiers, de 65 % pour les menuisiers ». Lorsque la Chambre de Commerce dresse le tableau des ouvriers sédentaires et des ouvriers temporaires, elle oppose les 334.389 de la première catégorie aux 8.141 de la seconde. Or, deux remarques sont à faire : en 1848 la plupart des migrants saisonniers sont retournés en province à la suite de la crise et beaucoup étaient des nouveaux venus attirés par les travaux de fortification de Paris ; mais d'autre part la faiblesse de l'effectif de la seconde catégorie s'explique aussi par le fait que les migrants pluriannuels et voyageurs, qui fréquentent l'agglomération parisienne depuis longtemps (cas du maçon Martin Nadaud depuis 18 ans : 1830-1848), sont alors considérés comme des sédentaires. Les enquêteurs ne recherchent nullement les nuances. D'ailleurs les réserves faites lors de l'enquête prouvent que l'on n'a guère d'informations, chez les entrepreneurs, sur le rythme de vie que mènent les ouvriers : « Tout porte à penser que les déclarations sont restées même incomplètes, quant au nombre des travailleurs qui appartiennent à la population mobile. Le mode d'embauchage sur une place publique, pour les ouvriers qui tiennent au bâtiment, fait que souvent les entrepreneurs restent dans l'ignorance du véritable lieu habituel du domicile de ceux qu'ils emploient. Dans les industries du vêtement également, chez les tailleurs et les cordonniers, des ouvriers supplémentaires sont pris dans les moments de presse, et les patrons ne trouvent aucun intérêt à s'enquérir du plus ou moins de durée de leur domicile à Paris ».

Les économistes de 1848 ne semblent d'ailleurs guère s'arrêter sur les problèmes que pose la présence des migrants temporaires et ils ne savent pas ce que représentent ceux-ci, si l'on en juge par le rapport d'Horace Say, président de la Chambre de Commerce de Paris en 1848 et chargé de diriger l'enquête sur l'industrie parisienne dont nous venons de parler ⁷³. Il écrit en effet : « Les conditions favorables dans lesquelles s'exerce le travail à Paris, et l'attrait du séjour d'une grande ville, y font affluer des ouvriers de tous les points de la France et même de l'étranger. Quelques uns de ces ouvriers viennent y faire un séjour passager ; ils cherchent à recueillir des salaires avec l'espoir de remporter des épargnes, ils n'ont point avec eux de famille ; ils appartiennent à la population mobile ». Horace Say semble bien ignorer que

des milliers de Creusois (et non « quelques uns ») laissent leur famille au pays et viennent à Paris pour pouvoir « remporter des épargnes » ; il les classe d'ailleurs, pour la plupart, dans la catégorie des ouvriers sédentaires.

— *Les statistiques de la Chambre de Commerce en 1860*

Sous le Second Empire, lors de l'Enquête de 1860, les hommes chargés par la Chambre de Commerce, de rassembler les renseignements paraissent suivre les mêmes directives assez équivoques de 1848. Sur 416.811 ouvriers recensés à Paris, il n'y aurait que 10.789 « ouvriers mobiles », soit 2,5 %. Pour les ouvriers de l'industrie du bâtiment, le taux serait plus élevé ; ainsi pour les maçons, on a dénombré 7.236 « mobiles » sur 31.676 travailleurs, soit 22,8 %. Or, cette industrie recevrait la plus grande partie des « mobiles » : 7.236 sur les 10.789 (67 %). Mais que valent ces données statistiques, en pensant aux remarques faites par les enquêteurs en 1848 et en rappelant les observations que nous avons pu faire à leur sujet ? Il suffit d'ailleurs de reprendre d'autres renseignements de cette enquête de 1860 pour avoir des doutes sur l'exactitude des statistiques concernant les migrations temporaires. Ainsi, les industries du bâtiment (second rang après les industries du vêtement, pour les effectifs employés) font vivre 71.242 travailleurs (dont 31.676 maçons) ; 41 % (29.026) logent dans des maisons garnies et 59 % dans leurs meubles (41.117). Mais si l'on considère les 416.811 ouvriers de Paris, on constate que 74.609 logent dans des garnis, soit 17,9 %. Les travailleurs de l'industrie du bâtiment sont donc les meilleurs clients des logeurs de garnis (29.026 sur 74.609 ouvriers parisiens vivant dans ces maisons garnies) : 38,8 %. La très forte proportion d'ouvriers du bâtiment dans les garnis (41 %) et le taux relativement élevé d'ouvriers parisiens de toutes les industries (17,9 %) semblent prouver que le nombre de migrants temporaires dans la capitale est encore élevé et qu'on ne peut se contenter du pourcentage très faible donné pour les « ouvriers mobiles » (2,5 %). Cela d'autant plus que beaucoup de migrants temporaires sont déjà « dans leurs meubles », comme nous l'avons vu pour les Savoyards qui n'aiment pas les chambrées ou pour certains maçons creusois qui ont appelé leur femme auprès d'eux. Notons que rien n'est dit (c'était en dehors de l'enquête) pour les migrants du commerce et des services.

La situation de 1860 comparée à celle de 1848 montre que l'attrait de la capitale n'a cessé d'augmenter ; l'industrie du bâtiment, très caractéristique pour suivre les migrants temporaires, employait 26.791 travailleurs en 1848 et 71.242 en 1860. Pour les grands travaux d'urbanisme (de 1852 à 1863 : 8.260 maisons démolies, 24.947 reconstruites⁷⁴, il a fallu rassembler beaucoup de monde sur les chantiers et comme il s'agit d'une activité exceptionnelle, seuls les migrants temporaires pouvaient apporter leur aide. La souplesse de leur emploi permet de les renvoyer en temps de crise et de les libérer aisément lorsque des travaux sont terminés.

— *Les statistiques des départements de départ*

Mais pour mesurer l'importance des effectifs de migrants temporaires à l'œuvre, il ne suffit pas de s'en tenir aux statistiques des enquêteurs parisiens, il devient indispensable de connaître les données des régions de province

pourvoyeuses d'hommes.

En 1860, l'enquête n'a pas seulement lieu à Paris, mais dans la Creuse où elle semble faite beaucoup plus sérieusement, par commune et par emploi ; il s'agit d'une enquête préfectorale ⁷⁵. Or, ce département voit partir alors 28.447 migrants temporaires, dont 27.437 sont employés dans le bâtiment et les grands travaux. L'attraction de Paris n'a cessé de se développer, car on sait que les salaires y sont plus élevés qu'en province et que les emplois y sont plus assurés. On estime au moins aux trois-quarts des partants l'effectif creusois que reçoit l'agglomération parisienne. Il s'agit de migrants temporaires qui reviennent chaque hiver ou tous les deux ou trois ans. Cette troupe de plus de 20.000 travailleurs du bâtiment, « ouvriers mobiles » (selon l'expression des enquêteurs de la Chambre de Commerce de Paris), constitue un effectif trois fois plus fort que celui donné dans les résultats de l'enquête parisienne (7.236 « ouvriers mobiles » du bâtiment). A la troupe creusoise, il faudrait ajouter celles venues de la Haute-Vienne, de la Corrèze, du Puy-de-Dôme, de Normandie et des autres départements français. La prise de conscience de l'importance des migrants temporaires travaillant dans la capitale est certainement plus grande en province que chez les administrateurs, les économistes et les employeurs parisiens. L'origine et les migrations des travailleurs embauchés sont pour ces derniers des problèmes très secondaires qui ne les intéressent guère.

— *Les mutations professionnelles de migrants*

La période du Second Empire est non seulement la période de l'attraction la plus intense, mais aussi celle des mutations professionnelles des migrants temporaires ; ce qui rend encore plus complexe la composition des colonies provinciales vivant à Paris. On assiste en effet à une ascension sociale des migrants temporaires en même temps que s'allonge la durée des migrations. Ainsi, les plus habiles des compagnons maçons originaires du Limousin ou de la Marche, cherchent à profiter des circonstances favorables de la situation économique pour s'établir à leur propre compte, en banlieue ou même à Paris. De nombreux petits entrepreneurs du bâtiment sont des maçons de la veille ; ils ont su rassembler autour d'eux des équipes de compatriotes connus pour leur travail et leur expérience. C'est ce que des Creusois appellent la « forme patriarcale de l'entreprise marchoise » ⁷⁶ :

« Très souvent intervenait l'influence personnelle d'un grand marchois, comme il en existe tant dans notre pays, qui avait réussi, tel un soldat sorti des rangs, à franchir tous les grades de sa profession et à se hausser, par ses mérites, jusqu'à devenir un entrepreneur notoire, autour duquel se pressaient ses parents, ses amis, des voisins ; tous lui donnant spontanément leur confiance dans ses qualités pour lui assurer un travail régulier et leur estime de sa supériorité acquise, de ses talents de chef d'entreprise ; celui-ci leur rendant en attachement et sollicitude ce qu'il en recevait en dévouement ».

Vers la fin du Second Empire, parmi les 40.000 Creusois d'origine, quelques uns ont réussi à percer, à faire cette ascension sociale. Ceux-là surtout, à cause de leurs entreprises, seront mieux retenus à Paris ; ils deviendront souvent des migrants viagers. Puis, âgés, ils regagneront le village d'origine dans une maison plus confortable qu'autrefois, après avoir cédé

l'entreprise à un parent ou à un ami.

Les mêmes mutations se constatent sous le Second Empire chez les migrants temporaires auvergnats fréquentant Paris ⁷⁷. Nous sommes dans la période où les porteurs d'eau doivent changer d'activité par suite de la reconstruction des immeubles et des installations de conduites d'eau dans les étages. Sans doute, les moins fortunés de ces porteurs d'eau deviennent des livreurs et porteurs de charbon. Les plus aisés, grâce à leurs économies laborieusement accumulées, achètent une boutique pour devenir marchands de vin et en même temps marchands de charbon ou cordonniers réparateurs de chaussures. Ces « bougnats » ont ainsi changé d'occupation en doublant leur activité. Mais ils restent presque toujours des migrants temporaires qui ne perdent pas le contact avec le village d'origine ; migrants pluriannuels ou voyageurs, ils retourneront définitivement en Auvergne après avoir cédé leur charge ou leur fonds à un parent ou à un ami. A partir du Second Empire, les nouveaux venus d'Auvergne, devant la disparition prochaine des porteurs d'eau, doivent choisir une autre voie. Ils profitent des grands travaux d'urbanisme pour se faire engager dans les tâches les plus pénibles ; avec leurs économies, ils s'installeront à leur propre compte :

« Les hommes débutent ordinairement comme hommes de peine ou terrassiers. Dès qu'ils ont amassé la somme nécessaire, ils entreprennent un petit commerce, et deviennent ainsi brocanteurs, marchands de vins, fruitiers. Les femmes aident généralement leur mari. Elles ne reculent d'ailleurs devant aucune fatigue : si elles n'ont pas une boutique à tenir, elles s'occupent aux menus travaux de diverses industries, et au besoin, se font portuses de pain ou marchandes de lait, au seuil de quelque grande porte cochère ».

Ces Auvergnats dont parle Busseuil sont venus du Cantal. Selon Durif et Joanne, ils sont 10.000 à quitter leur village, chaque automne, à la fin du Second Empire : « Entraînés par leur esprit d'initiative, ils recherchent les grands centres de population, et d'ouvriers qu'ils étaient deviennent commerçants ».

Ce que nous constatons pour les Limousins et les Auvergnats, nous le retrouvons aussi pour des migrants temporaires très prolétariés comme les Savoyards ⁷⁸ ; ceux de Tarentaise, après l'annexion de la Savoie en 1860, réussissent très bien dans certaines spécialités : « Ce sont surtout des jeunes qui émigrent à Paris ; certains réussissent comme ouvriers dans l'industrie des ouvrages d'art imitant les bronzes. Les plus habiles se transforment en petits patrons, et finissent par être à la tête de maisons importantes. Au fur et à mesure que l'industrie se développait et exigeait une main-d'œuvre plus nombreuse, on écrivait au village pour demander de nouveaux ouvriers ». Ce sont des entreprises de famille que les fils ou les gendres reprennent tandis que les migrants temporaires se retirent au village dans des maisons confortables.

Certes, tous les migrants temporaires n'ont pas réussi à faire cette ascension sociale et le plus grand nombre est resté dans des activités très modestes et plus particulièrement dans les fonctions de service. Mais la réussite de certains a créé dans plusieurs pays une véritable émulation qui accroît sans cesse cette attraction vers la capitale. Aussi, dans la seconde moitié du XIXe siècle, de nouvelles régions françaises qui n'avaient guère

l'habitude jusque là d'envoyer des migrants temporaires dans la capitale, suivent le mouvement et participent assez tardivement aux courants de migrations. C'est avec la construction de voies ferrées à travers le Massif Central, en direction de Paris, que les migrants de l'Aveyron et de la Lozère, jusqu'alors attirés vers le Midi, regardent désormais vers la capitale où ils réussiront souvent fort bien, imitant en cela leurs voisins les Auvergnats ⁷⁹. L'Ouest de la France et plus particulièrement la Bretagne, sera la dernière région à participer aux courants de migrations temporaires en direction de l'agglomération parisienne.

— *France du Sud et France du Nord dans les migrations*

Plus on approche de la fin du XIXe siècle, plus l'attraction de la capitale se fait sentir. Tous les départements français finiront par envoyer dans l'agglomération parisienne des contingents plus ou moins importants. Mais il convient de bien nuancer les courants. Dans la France septentrionale, au nord de la Loire, du Morvan et du Jura, les migrations temporaires en direction des villes et plus particulièrement de Paris, ont toujours été rares et faibles ; on ne connaît en fait que des migrants définitifs dont la plupart viennent se fixer dans la capitale. Par contre, dans la France méridionale (au sud de la ligne que nous venons de tracer) celle des montagnes, les courants de migrations se présentent tout différemment ; ils sont anciens, complexes et leur caractère essentiel est de reposer sur des déplacements temporaires. Il y a bien deux mentalités de migrants ; celle du Nord très casanière pendant longtemps et celle du Sud beaucoup plus évoluée car elle a été façonnée par de multiples contacts depuis des siècles. Les deux courants, les deux mentalités se retrouvent à Paris au cours du XIXe siècle. On s'explique mieux alors les caractères des diverses migrations qui aboutissent dans la capitale durant la première moitié de ce XIXe siècle ; les migrants de la France septentrionale veulent se fixer définitivement tandis que ceux de la France méridionale désirent simplement encore profiter des avantages de leurs traditionnelles migrations temporaires. Mais au contact des migrants septentrionaux, les migrants temporaires des montagnes françaises ont fini par comprendre quels bénéfices ils pouvaient aussi tirer de migrations de plus longue durée. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, on assiste très nettement au passage de la migration saisonnière aux migrations pluriannuelles et viagères. Pour un certain nombre, d'ailleurs, la migration définitive est préférée ; cette dernière finira par l'emporter au XXe siècle.

Cette évolution rapide des migrations temporaires dans la seconde moitié du XIXe siècle a fort bien été saisie par des contemporains. Dans un mémoire à l'Académie de Clermont-Ferrand, en 1883, Busseuil ⁸⁰, analysant l'émigration en Auvergne, écrivait à propos des Auvergnats séjournant à Paris :

« Pour ce qui est de l'esprit de retour qui anime tout le monde au départ, la jeunesse l'a bientôt perdu. Le chef de famille avait fait ses calculs ; il devait revenir dans tant d'années, et voilà qu'au terme fixé par lui, il trouve chez ses enfants une résistance tellement opiniâtre qu'il est très souvent incapable de la surmonter. Au surplus, il se console d'être retenu au-delà du temps qu'il s'était proposé, en pensant qu'il s'enrichira davantage et en

conservant l'espérance illusoire de revenir plus tard au pays ».

C — Le dénombrement de 1891 : premières données précises sur les originaires

Cette complexité des migrations provinciales à Paris à la fin du XIX^e siècle ne peut être oubliée lorsque l'on examine les résultats du premier recensement français sérieusement fait pour connaître les départements de naissance des habitants de chaque département. En 1891, l'agglomération parisienne est non seulement le creuset le plus important où viennent se mêler les provinciaux de tous les départements, mais c'est aussi le lieu de contact des différentes catégories de migrants : définitifs et temporaires (saisonniers, pluriannuels, voyageurs) ⁸¹.

Au sud de la ligne entre France septentrionale et France méridionale (Loire en aval d'Orléans, ligne du coude d'Orléans à la trouée de Belfort), les départements qui ont le plus envoyé de migrants dans l'agglomération parisienne (Seine et Seine-et-Oise) sont généralement ceux des régions traditionnellement pourvoyeuses de migrants temporaires. Le Massif Central et ses bordures septentrionales, la province de Savoie et les montagnes jurassiennes se distinguent très nettement entre des zones qui regardent beaucoup moins vers l'agglomération parisienne (Pyrénées, Aquitaine, Poitou d'une part ; Sud-Est rhodanien et méditerranéen d'autre part, très fortement attiré vers Lyon et Marseille).

En 1891, le Massif Central et ses bordures septentrionales sont bien représentés dans la population de l'agglomération parisienne et l'attrait de Lyon souvent plus proche n'est pas une concurrence redoutable ⁸². Si nous examinons les effectifs, nous constatons leur importance : deux départements ont chacun plus de 30.000 originaires dans la capitale (Nièvre : 44.531 ; Creuse : 30.861) et trois entre 20.000 et 30.000 (Cantal : 29.999 ; Aveyron : 27.704 ; Puy-de-Dôme : 25.539). Les deux départements berrichons, dont les migrations temporaires s'apparentaient souvent et de plus en plus aux régions voisines (travailleurs du bâtiment comme dans le Limousin et la Combraille auvergnate) viennent s'y ajouter (Cher : 26.390 ; Indre : 22.006). Si les autres départements du Massif Central ne peuvent fournir des effectifs aussi importants, c'est souvent qu'ils ne sont pas assez peuplés. Mais certains ont encore de 10.000 à 20.000 originaires chacun dans l'agglomération parisienne (Corrèze : 17.940 ; Haute-Vienne : 16.950 ; Allier : 15.705 ; Loire : 10.977). Si l'on retient les quatorze départements (en y ajoutant la Haute-Loire, la Lozère et l'Ardèche) du Massif Central et de ses bordures septentrionales, c'est un total de 291.745 originaires recensés en 1891. La Nièvre a donné plus que l'Eure-et-Loir proche de Paris et la Creuse plus que l'Eure. Cela ne peut s'expliquer que par les anciens courants de migrations temporaires qui n'ont cessé de se développer.

Et que dire de cette Savoie, plus proche de Lyon que de Paris ? Les deux départements savoyards ont 36.307 originaires dans l'agglomération parisienne (Seine et Seine-et-Oise) et seulement 21.128 dans le Rhône. On mesure mieux ainsi, la force d'attraction de la capitale et l'importance des anciennes migrations temporaires qui ont préparé et amplifié le complexe courant démographique.

Les taux de migrants de chaque département recensés dans l'agglomération parisienne (par rapport aux originaires recensés en France hors du département) font sans doute mieux comprendre encore cette force d'attraction de la capitale. Dans le Massif Central ce taux atteint 42,9 % dans le Cantal ; ainsi plus de 4 personnes sur 10 qui ont quitté ce département, temporairement ou définitivement, vivent dans la Seine ou en Seine-et-Oise. Les taux sont encore très élevés (entre 30 % et 40 %) pour plusieurs départements : 37,4 % dans la Creuse, 33,8 % dans l'Aveyron, 31,7 % dans le Puy-de-Dôme, 31,5 % dans la Haute-Vienne. Les deux départements de la Savoie viennent se ranger dans cette catégorie : 35,3 % pour la Haute-Savoie et 30,5 % pour la Savoie. Or, tous ces départements avaient des taux qui ne dépassaient pas 20 % lorsqu'il s'agissait des originaires recensés dans le Rhône. L'agglomération parisienne exerce donc bien une sorte de primauté lorsqu'il s'agit de départements assez éloignés, mais qui connaissaient depuis assez longtemps des migrations temporaires. En 1891, le taux du Cantal est très nettement supérieur à ceux de certains départements proches de Paris comme la Somme, l'Aisne ou l'Eure. Mais c'est encore bien plus marqué pour la Nièvre où près de la moitié des personnes recensées hors du département vivent dans l'agglomération parisienne (47,4 %).

D — Le dénombrement de 1911 : précisions et nuances

Vingt ans après, en 1911, on peut constater que le Massif Central et ses bordures septentrionales ont accru fortement mais inégalement leurs contingents recensés dans la Seine et dans la Seine-et-Oise ⁸³. Ce sont alors les départements situés dans les parties ouest et sud du Massif Central qui voient augmenter le plus leurs apports.

— *Les migrations anciennes du Massif Central et de Savoie*

La Corrèze a 43.685 de ses originaires dans l'agglomération parisienne ; depuis 1891 l'accroissement est de 25.745 migrants, soit 143,5 %. Elle est suivie par la Haute-Vienne (30.955 ; + 14.005 ; + 82,6 %), la Lozère (11.091 ; + 4.391 ; + 73,5 %), l'Aveyron (42.880 ; + 15.176 ; + 54,7 %) et la Haute-Loire (11.986 ; + 4.014 ; + 50,3 %). Les départements méridionaux du Massif Central ayant commencé leurs migrations temporaires vers Paris beaucoup plus tardivement que l'Auvergne ou la Nièvre, les développent seulement d'une manière intense à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Mais les 14 départements que nous avons considérés (Massif Central et bordures septentrionales) accroissent tous leurs contingents dans la capitale ; le contingent total est de 456.041 originaires recensés et le progrès de 164.296, soit 56,3 % en vingt ans. L'attraction de Paris est tellement forte qu'un département très industrialisé comme la Loire, qui aurait pu procurer du travail aux migrants temporaires traditionnels, continue à envoyer dans la capitale un contingent en progrès (13.509 en 1911 ; + 2.532 ; + 23 %).

Pourtant, la province de Savoie qui envoie le gros de ses migrants dans l'agglomération parisienne, ne suit pas les progrès du Massif Central au début du XX^e siècle. Il y a ralentissement et même stagnation : l'augmentation n'est que 10,5 % dans le département de la Savoie (22.350 originaires ; + 2.124) et tombe à 1,7 % en Haute-Savoie (16.370 originaires ; + 289). Les migrations

temporaires dans cette région sont maintenant fortement contrariées par le développement industriel et touristique qui retient les Savoyards par les offres d'emplois.

L'analyse des effectifs ne permet pas toujours de saisir l'évolution et il est nécessaire de s'arrêter aussi sur les taux d'originaires (taux de recensés de chaque département dans l'agglomération parisienne, par rapport aux émigrés en France de chacun des départements). Entre 1891 et 1911, tous ces taux sont en augmentation dans le Massif Central, sauf pour la Loire et l'Ardèche proches de l'agglomération lyonnaise et qui semblent subir de plus en plus l'attraction de celle-ci. Cela prouve que la capitale exerce une primauté grandissante dans le Centre de la France où les migrants sont de plus en plus nombreux à participer aux déplacements traditionnels. Les taux les plus marqués d'accroissement des originaires sont constatés dans le Limousin. La Corrèze a 42,2 % de ses originaires émigrés dans l'agglomération parisienne (en 1891 : 28,7 % ; taux d'augmentation : 13,5 %, le plus élevé du Massif Central). La Creuse vient ensuite (37,4 % en 1891 ; 47,7 % en 1911 ; taux d'accroissement : 10,3 %), suivie par la Haute-Vienne (31,5 % en 1891 ; 37,7 % en 1911 ; taux d'augmentation : 6,2 %). Il est curieux que les deux départements voisins de bordure limousine aient des taux comparables : Cher (36,2 % ; 45,3 % ; + 9,1 %) et Indre (36,4 % ; 41,6 % ; + 5,2 %). Pour ces cinq départements, des problèmes se posent : a-t-on affaire à un véritable accroissement ou bien n'est-ce pas là le résultat de la transformation des migrations saisonnières des travailleurs du bâtiment en migrations de plus longue durée (pluriannuelles, viagères, définitives), lesquelles conduisent plus sûrement au recensement dans l'agglomération parisienne et non plus dans le département d'origine ? Les apports féminins de plus en plus intenses et souvent légèrement majoritaires ont-ils eu une influence sur cet accroissement (Corrèze : 51,5 % de femmes parmi les originaires recensés dans l'agglomération parisienne ; Creuse : 50,9 % ; Haute-Vienne : 49,9 % ; Indre : 51,3 % ; Cher : 51,8 %) ?

Comme nous pouvons le constater, les taux d'originaires de la partie Ouest du Massif Central sont élevés en 1911 ; presque tous se situent entre 40 % et 50 %. Mais le département qui tient alors la tête est le Cantal : 52,6 % de ses originaires émigrés vivent dans la capitale. Il est d'ailleurs suivi de très près par la Nièvre (52,4 %). La plupart des départements du Massif Central ont des taux d'originaires plus élevés que ceux de départements très voisins de Paris (Aisne : 36,4 % ; Eure : 37,8 %). L'agglomération parisienne est devenue l'indispensable ressource des migrants temporaires ou définitifs du plateau central.

Pourtant, les femmes sont très inégalement représentées dans les migrations. Elles sont généralement majoritaires dans les parties occidentales et septentrionales du Massif Central (Creuse : 50,9 % ; Haute-Vienne : 49,9 % ; Corrèze : 51,5 % ; Nièvre : 53,5 % ; Allier : 52,3 % ; Puy-de-Dôme : 54,3 %), assez proches de Paris. Mais plus on s'éloigne de la capitale et plus les femmes deviennent minoritaires (Cantal : 49,6 % ; Aveyron : 47,8 % ; Lozère : 43,7 % ; Haute-Loire : 43,4 % ; Ardèche : 44,4 % ; Loire : 48,5 %). La femme et surtout la jeune fille semblent hésiter à migrer dans une ville lointaine comme Paris. Dans le Sud-Est du Massif Central, elle paraît préférer Lyon,

très proche ; le retour au lieu d'origine sera alors plus facile.

Les résultats du recensement de 1911 sont beaucoup plus complets que les précédents et permettent de constater quelle proportion de femmes ont une activité professionnelle parmi les originaires recensées. Pour la presque totalité des départements du plateau central (seule exception : l'Ardèche), cette proportion se situe entre 50 % et 60 % (Lozère : 59,4 % ; Aveyron : 58,9 % ; Cantal : 57 % ; Puy-de-Dôme : 56,6 % ; Nièvre : 56,5 % ; Allier : 55,5 % ; Corrèze : 54,8 % ; Haute-Vienne : 54 % ; Haute-Loire : 52,5 % ; Creuse : 51,2 % ; Loire : 50,6 %). C'est dire que la plus grande partie des femmes qui migrent le font pour travailler. Encore faudrait-il ajouter les femmes mariées, non portées dans la population active, et qui se livrent à un travail à mi-temps rarement déclaré (femmes de ménage, couture à domicile, etc...). Dans les statistiques très détaillées sur les genres d'activité des originaires recensées dans l'agglomération parisienne, nous constatons un grand nombre de femmes du Massif Central employées dans la domesticité, ou comme débitantes, restauratrices, hôtelières et cuisinières⁸⁴. Ainsi l'Aveyron en 1911 est représenté dans la Seine par 3.410 débitantes, restauratrices et hôtelières (Paris seulement : 2.800), 1.984 domestiques (Paris : 1.577), 877 cuisinières (Paris : 734) ; ce sont les activités les plus recherchées pour les originaires de ce département. Le Cantal suit la même orientation, mais avec des effectifs plus faibles : 1.780 débitantes, restauratrices et hôtelières (Paris : 1.520), 1.921 domestiques (Paris : 1.522), 597 cuisinières (Paris : 502). La préférence des mêmes professions apparaît aussi plus particulièrement pour l'Allier, la Corrèze, la Haute-Vienne, la Lozère, la Nièvre ; tandis que les originaires du Puy-de-Dôme ou de la Loire ont déjà des activités beaucoup plus variées. Les jeunes filles du Massif Central doivent compter avec la concurrence relativement récente des Bretonnes qui sont de plus en plus nombreuses dans la domesticité.

Mais si les migrations venues du plateau central sont caractéristiques, d'autres régions apparaissent aussi comme très originales. Ce sont des provinces d'anciennes migrations comme la Savoie ou des pays nouveaux-venus dans les courants migratoires comme la Bretagne ou la Corse.

La Savoie, nous l'avons vu plus haut, semble envoyer beaucoup moins de ses habitants dans l'agglomération parisienne en 1911. Mais malgré une certaine stagnation (originaires de Savoie en 1891 : 30,5 %, en 1911 : 30,5 % ; de Haute-Savoie : en 1891 : 35,3 %, en 1911 : 34,1 %), il y a une tendance à l'équilibre entre hommes et femmes (Haute-Savoie : 50,1 % de femmes ; en Savoie : 47,7 %). Le caractère certainement le plus remarquable apparaît à propos de l'activité des femmes ; les deux départements savoyards ont des taux de femmes actives très élevés (61,8 % pour chaque département). Et l'on constate encore là combien la domesticité tient de place. Ces taux de femmes originaires de Savoie et exerçant une profession, sont beaucoup plus élevés dans l'agglomération parisienne que dans l'agglomération lyonnaise (57,5 % pour la Savoie, 58,3 % pour la Haute-Savoie) bien que les femmes y soient proportionnellement moins nombreuses que les hommes.

— *Des migrations en progression : celles de Bretagne et de Corse*

La Bretagne, réputée très casanière pendant la plus grande partie du

XIXe siècle, a fini par apporter des contingents de plus en plus importants dans les migrations temporaires ou définitives qui alimentent la capitale à la fin du XIXe siècle et au début du XXe. Tandis que les Bretons (hommes célibataires, mais aussi hommes mariés accompagnés de leurs femmes) prenaient part aux migrations temporaires provoquées par la culture de la betterave sucrière dans le Bassin parisien, les jeunes Bretonnes étaient plutôt attirées par l'agglomération parisienne où elles occupaient des emplois ne demandant guère d'apprentissage (domesticité particulièrement).

En 1891 les cinq départements bretons ont donné 109.351 originaires à la Seine et à la Seine-et-Oise ; la migration est encore limitée. En 1911, le nombre des recensés passe à 198.453 et l'accroissement en vingt ans est de 89.102, soit 81,5 %. Cette augmentation est d'ailleurs assez inégale. Le Morbihan arrive très largement en tête (36.466 recensés en 1911 ; + 20.635 ; + 130,3 % par rapport à 1891), suivi par le Finistère (31.029 ; + 14.878 ; + 92,1 %), l'Ille-et-Vilaine (39.126 ; + 17.613 ; + 81,8 %), la Loire-Inférieure pourtant bien développée économiquement (31.339 ; + 13.433 ; + 75 %) et les Côtes-du-Nord (60.493 ; + 22.543 ; + 59,4 %). Ce dernier département, bien qu'en fin de classement pour l'accroissement des migrants, a pourtant en 1911 l'effectif le plus considérable dans l'agglomération parisienne parmi les départements bretons ; les migrations massives vers la région parisienne semblent avoir commencé beaucoup plus tôt. Les migrants bretons, avant tout d'origine rurale, ont été attirés d'abord par l'Anjou et la Basse-Seine ; mais c'est Paris finalement qui leur offre les plus grandes possibilités d'occupations.

Au début du XXe siècle, l'abbé Cadic⁸⁵, étudiant l'émigration bretonne vers Paris, mettait en relief le rôle des touristes parisiens venus l'été en Bretagne tandis que le retour périodique des migrants bretons vivant à Paris contribuait beaucoup à développer ce courant né plus tardivement en Bretagne que dans les autres provinces françaises. En 1901, il écrivait : « C'est une mode, depuis quelques années, de voyager en Bretagne. C'est une mode aussi de s'en revenir avec une domestique bretonne. Elles sont si naïves, les jeunes filles de là-bas, elles s'engagent à si bon compte... On n'a d'ailleurs que le choix. Il semble que les maisons religieuses elles-mêmes prennent à tâche de former leurs orphelines comme une prime à l'exportation. Au retour à Paris, l'enthousiasme se refroidit bien vite. Au sixième, là-haut, où elle loge, la jeune fille ne tarde pas à se laisser endoctriner par ses compagnes ; elle apprend qu'elles sont mieux rétribuées, qu'il dépend d'elle de gagner davantage. Un beau jour elle s'en va, tel l'oiseau passager, et ses maîtres restent là avec le triste regret de l'avoir amenée. C'est une pauvre cliente de plus des bureaux de placement ; hélas ! trop souvent une nouvelle victime jetée en pâture au vice ». En 1912, le journal des catholiques bretons de Paris, « La Paroisse bretonne de Paris » publiait un rapport sur l'émigration bretonne, sujet discuté dans un congrès à Vannes ; Mgr. Gibier y affirmait que les prêtres et les religieuses étaient devenus des « racleurs » pour entretenir les courants de migrations⁸⁶. Reconnaissons pourtant que beaucoup de jeunes Bretonnes se plaçaient temporairement à Paris avec l'intention de se constituer une dot pour faciliter un mariage avec retour au pays d'origine ou pour épouser un Breton aussi migrant. Nous retrouvons là un motif qui a joué en Savoie ou

dans le Massif Central. Le Massif Armoricaïn de l'ouest de la France, bien que n'étant pas une montagne, a fini par sa pauvreté et son surpeuplement, par se comporter, mais plus tardivement, comme les vieux pays de migrations temporaires : Alpes, Massif Central et Pyrénées.

— *Les migrations féminines sont majoritaires pour la Bretagne*

Dans les troupes de migrants bretons attirés par l'agglomération parisienne, les femmes tiennent la première place avec des taux rarement atteints en France. Sur les 39.126 originaires de l'Ille-et-Vilaine recensés en 1911 dans la Seine et la Seine-et-Oise, 22.245 sont des femmes, soit 56,8 %. Les taux des autres départements bretons sont encore remarquables : 56,3 % pour le Morbihan, 55,3 % pour les Côtes-du-Nord, 54,1 % pour le Finistère et 51,6 % pour la Loire-Inférieure. Les migrations féminines bretonnes sont beaucoup plus prononcées que celles du Massif Central. Pourtant la femme bretonne était connue dans la première moitié du XIXe siècle pour son esprit casanier, sa réticence à s'éloigner de sa région. Les rapides changements dans le comportement sont-ils dus à la confiance mise dans les ecclésiastiques qui ont souvent joué un grand rôle comme agents de migrations ?

Cependant les taux d'originaires bretons recensés dans l'agglomération parisienne (par rapport aux émigrés de chaque département, recensés en France) sont très souvent inférieurs à ceux que nous avons constatés dans le Massif Central. Le taux le plus remarquable est celui des Côtes-du-Nord, 42 %, alors que le Cantal a 52,6 % de ses originaires émigrés vivant dans la capitale. Les autres taux des départements bretons varient entre 30 % et 36 % (35,6 % pour l'Ille-et-Vilaine ; 35,5 % pour le Morbihan ; 30,8 % pour le Finistère ; 30,5 % pour la Loire-Inférieure). Il est vrai que les migrations bretonnes, plus tardives que les autres migrations régionales françaises, n'ont pas encore atteint leur plein développement à la veille de la première guerre mondiale. Nous sommes dans une phase de montée démographique, de besoin de migrations et cela plus particulièrement pour les femmes de l'Ouest qui cherchent du travail. Nous venons de constater que les femmes étaient majoritaires dans les effectifs arrivant dans l'agglomération parisienne, mais un autre caractère apparaît encore plus nettement en 1911 : les taux de Bretonnes appartenant à la population active sont les plus élevés que l'on enregistre pour les originaires des départements français.

Plus encore que les Savoyardes, les Bretonnes venues dans l'agglomération parisienne ont une activité professionnelle. Le record est battu par le Morbihan : 65,4 % des femmes originaires font partie de la population active (Savoie et Haute-Savoie : chacun 61,8 %). Les autres départements ont encore des taux élevés : 61,7 % pour l'Ille-et-Vilaine ; 59,2 % pour les Côtes-du-Nord ; 57 % pour la Loire-Inférieure ; 56,9 % pour le Finistère). Mais si la Savoyarde peut sortir de la domesticité par suite de la possession d'une instruction élémentaire ou d'une habileté manuelle (couture particulièrement), il n'en est pas de même de la Bretonne très souvent presque illettrée. Si l'on compare les données statistiques de 1911 dans la Seine, on constate que les gros contingents de domesticité (domestiques et cuisinières) sont le fait de départements bretons (Haute-Savoie : 1.919 ; Savoie : 2.294 ; Côtes-du-Nord : 7.278 ; Morbihan : 6.206 ; Ille-et-Vilaine : 4.596 ; Finistère :

4.930 ; Loire-Inférieure : 2.440). Les cinq départements bretons fournissent à la Seine 25.450 domestiques et cuisinières, sans tenir compte des Bretonnes mariées, non déclarées dans les activités professionnelles et qui font des ménages à temps partiel. Or les taux de femmes bretonnes appartenant à la domesticité dans la population active pour la Seine sont remarquables. Le Morbihan a un taux de 52,8 % (6.206 domestiques et cuisinières sur une population féminine active originaire de ce département, de 11.746 personnes). Pour ce même département, le taux passe à 62,6 % si l'on retient aussi des emplois très voisins de la domesticité (journalières et concierges) ; soit près de deux femmes actives sur trois. Les taux sont respectivement de 59,8 % et de 70,3 % pour le Finistère, de 49,2 % et de 63,4 % pour les Côtes-du-Nord, de 38 % et de 49,4 % pour l'Ille-et-Vilaine, enfin de 22,5 % et de 39,1 % pour la Loire-Inférieure. Ainsi, la domesticité pour Paris est de plus en plus importante en Bretagne en allant de l'est vers l'ouest ; c'est-à-dire en s'éloignant de la capitale. C'est le phénomène inverse de celui que nous avons constaté pour le Massif Central.

– *Les caractères propres des migrations corses*

Très différentes se présentent les migrations des Corses dans l'agglomération parisienne. Il s'agit surtout de migrations pluriannuelles ou viagères qui intéressent plus particulièrement les hommes, et lorsque les femmes y participent, elles ne font guère partie de la population active. On peut donc bien mettre en relief les différences de comportement des migrants bretons et corses, tous deux ayant commencé tardivement des déplacements importants vers la capitale.

En 1891, on ne recense que 4.844 Corses dans la Seine et la Seine-et-Oise (24.504 dans les Bouches-du-Rhône) ; cela ne représente que 10,7 % des Corses émigrés en France. En vingt ans le progrès a été assez marqué, puisque l'on dénombre 7.478 Corses en 1911 (accroissement de 2.634, soit + 54,3 %), alors que dans les Bouches-du-Rhône les effectifs ont diminué (22.099 ; – 2.405). La colonie corse dans l'agglomération parisienne représente 14,1 % des émigrés de l'île en France. Sur les 4.447 Corses (hommes) des 2 départements ayant une profession, 1.362 recensés dans la Seine appartiennent à des services publics ou administratifs, Bureau, P.T.T., Enseignement. Quant aux femmes actives (2.555), elles ne représentent que 34,1 % des originaires recensés dans l'agglomération parisienne ; c'est un des plus faibles taux des départements. Et la même faiblesse est constatée pour les femmes corses qui ont une profession (1.035, soit 40,5 %), nous sommes loin des taux enregistrés pour la Bretagne ou la Savoie. Les emplois féminins occupés y sont très variés, mais les fonctionnaires et les employées dominent.

Nous avons retenu l'attraction de Paris sur des régions anciennes de migrations temporaires, tels le Massif Central et la Savoie, mais aussi sur des régions longtemps peu intéressées par la capitale (ainsi la Bretagne et la Corse). Sans doute, pourrait-on ajouter d'autres exemples prouvant combien l'attraction de la région parisienne n'a cessé de grandir au cours du XIXe siècle et au début du XXe. Il faut pourtant noter que des provinces n'ont donné que des migrants définitifs.

NOTES – TROISIEME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

I - LES CAUSES ECONOMIQUES : LA VILLE EST DE PLUS EN PLUS ATTRACTIVE.

- 1 REINHARD (M.), ARMENGAUD (A.) et DUPAQUIER (J.) (157), p. 333.
- 2 Albert DEMANGEON : *La France économique et humaine* (83), vol. I, p. 40.
- 3 Cité par E. LEVASSEUR : *Histoire des classes ouvrières*. (140), Tome II, p. 255.
- 4 A. MARLIERE (787), p. 56 et suivantes.
- 5 P. MARRES (789), p. 400 et A.D. ; HERAULT, B. Ordinaires. Aniane, 392.
- 6 Statistique Générale de la France : Résultats... 1911 (10), Tome I , 4^o partie.
- 7 M. NADAUD (801), 3^o édition, 1948, p. 154 et 161.
- 8 F.F.A. POTTON (451), 1842, p. 12-13 ; (451 bis), 1857, p. 436-461.
- 9 A. CHATELAIN (423).
- 10 Cf. M. ZIMMERMANN : Lyon, étude géographique (in « Lyon et la Région Lyonnaise », Lyon 1913), p. 142.
- 11 Martin NADAUD (801), p. 70-71, 117-118 de la troisième édition (1948).
- 12 A.N. BB, 18/1479 (23 avril 1850).
- 13 Francis BUSSIERE (727), p. 137-172.
- 14 BANDY DE NALECHE (708), p. 64.
- 15 J.B. PERCHAUD (808), p. 79.
- 16 A. CHATELAIN (427), p. 93, A.D. Rhône : M 96 (Lettre du 29 Oct. 1876).
- 17 A.D. du Puy-de-Dôme : M. 0327.
- 18 A.N. : F 20/435 (Puy-de-Dôme ; A. CHATELAIN (424), p. 39 ; A. ACHARD (694), p. 163.
- 19 L. GACHON (765), p. 411 ; A. DURAND (753), p. 399.
- 20 A.D. du Puy-de-Dôme : M. 327.
- 21 V. TURQUAN (170), 3^o partie de l'article, p. 408.
- 22 P. BOZON (725), p. 178 et 194.
- 23 Paul GUICHONNET (590), p. 6.
- 24 Henri ONDE : *La Savoie* (Paris, Bourrelrier, 1946, 64 p.), p. 11. (634) p. 297.
- 25 H. ONDE (634), p. 317-319.

- 26 P. GUICHONNET (587), p. 513 (carte), p. 517 (carte), p. 520, 522, 523, 525 ; (588), p. 19, 20.
- 27 Cf. A. ALLIX (534), A. ALLIX et C. ROBERT-MULLER (538), BRUCHET (557, 558), MIQUET (623, 631), A. ALBRIER (533).
- 28 R. BLANCHARD (545), tome II, p. 158, 329, 332, 333, 338, 666-668, 671-672.
- 29 De nombreux renseignements nous ont été donnés par Justin Godard, député du Rhône, ancien ministre, historien de la société lyonnaise (souvenirs personnels et souvenirs de bourgeois lyonnais du XIXe siècle qu'il a bien connus). L'examen des listes nominatives de recensement (A.D. Rhône : M 82-M 92, depuis 1836) est instructif pour mesurer l'importance de la domesticité.
- 30 Cf. Arnold Van GENNEP (659), Tome I, p. 31-32, tome II, 274. Il reprend les documents de LETUAIRE (392) pour Toulon et il cite REGIS de la COLOMBIERE pour Marseille.
Pour les villes du Midi provençal, voir aussi J. VIDALENC (409).
- 31 LETUAIRE a vécu de 1796 à 1884 ; les cahiers ont été publiés en 1914.
- 32 Régis de COLOMBIERE : (Les cris de Marseille), p. 64-67, cité par A. Van GENNEP (659), tome I, p. 32.
- 33 NOYON (398), p. 195.
- 34 A.N. : B.B. 18/972. Ministre de la police générale aux préfets ; police administrative, Midi, no 41.066 (février 1817). Circulaire du Ministre de la Justice aux préfets (25 juin 1917). Procureur général (Cour Royale d'Aix) au Ministre de la Justice (19 juillet 1817).
- 35 A. ACHARD (694).
- 36 L. GERMAIN (686).
- 37 M. CHEVALIER (498) et MAUREILLE (515).
- 38 NOYON (398), p. 195.
- 39 A.N. : B.B. 18/972. Circulaire du Ministre de l'Intérieur aux préfets (28 juin 1817).
- 40 A.N. : B.B. 18/1381 (Février-Avril 1840).
- 41 A.N. : F. 20/434.
- 42 On trouvera d'utiles renseignements dans P. Larousse : *Grand Dictionnaire Universel, du XIXe siècle*, tome 12, p. 1464-1465 : porteur.
- 43 R. BLANCHARD (545) tome IV, p. 511.
- 44 Enquête 1866, 2^o série (Enquêtes départementales), 24^o circonscription ; p. 114, 141, 183, 188, 190, 191, 201, 466, 471.
- 45 P. MASSON (394), p. 195-196 du tome 13.
- 46 Cf. CHEVALIER (498), p. 739.
- 47 A.N. : F. 20/434 (Bouches-du-Rhône ; 8 mai 1810).
- 48 MARGOT-DUCLOS (613), p. 771.

- 49 Voir les cartes A. CHATELAIN (70).
- 50 Cf. A. CHATELAIN (373) p. 24-25.
- 51 Cf. M. SERRE (403), p. 649.
- 52 M. CHEVALIER (498), p. 675, 679, 686, 736.
- 53 J. COPPOLANI (348), p. 128-129 ; p. 199-200 ; p. 285-289.
- 54 Cf. M.T. PLEGAT (363).
- 55 Cf. POUTHAS (155), p. 143-174 ; L. CHEVALIER (212).
- 56 L.A. BERTILLON : *Recherches statistiques sur la ville de Paris* (1844, tableau 119). Données utilisées par POUTHAS (155), p. 164 et CHEVALIER (212), p. 45 et 164. Voir nos critiques plus développées : A. CHATELAIN (210).
- 57 Aux enquêtes de 1807-1812 (A.N. : F. 20/435 (Seine).), il faut ajouter le rapport de mai 1807 (A.N. : F. 12/502) : *Statistiques des ouvriers de Paris pour ce qui concerne les arts mécaniques*, l'Etat de 1815 (A.N. : A.F. IV 1935) reproduit par J. TULARD (241) p. 88, 89. Ce dernier auteur pense que l'augmentation de la population parisienne entre 1801 et 1817 (160.000 habitants), est due à la fixation à Paris des migrants temporaires. Nous pensons que cette fixation est prématurée. L'apport des départements autour de Paris est plus valable.
- 58 A.N. : F. 12/502 et G. VAUTHIER (243), p. 431-433.
- 59 G. MAUCO (144), p. 29.
- 60 P.L.B. CAFFE (203), p. 362. L'auteur est chef de clinique à l'Hôtel-Dieu.
- 61 Cette estimation minimale est aussi celle de J. TULARD (241), p. 90 et de A. CHABERT : *Essai sur le Mouvement des revenus et de l'activité économique en France de 1798 à 1820* (Paris, 1949, 490 p) p. 162.
- 62 A.N. : F. 20/434 (Creuse) et M.-A. CARRON (730), p. 296-298 et 313.
- 63 A.N. : F. 20/434 (Cantal et Haute-Loire), 435 (Puy-de-Dôme) et ARBOS (699) (700).
- 64 A.N. : F. 20/434 (Calvados et Manche), F. 20/435 (Orne). Aussi DESCAMPS (217), p. 85.
- 65 A.N. : F. 20/434 (Nièvre).
- 66 L. CHEVALIER (72), p. 393.
- 67 A.N. : F. 7/3.884-3.893 (de 1830 à 1845) et J. TULARD (242), p. 124-165.
- 68 Cf. M. NADAUD (801), p. 95 de la première édition.
- 69, DURAND (220), p. 232-234.
- 70 Cf. *Recherches statistiques sur la Ville de Paris et le département de la Seine* (6 vol., 1821-1860). Citations dans vol. IV (publié en 1829) et vol. VI (1860).
- 71 M. NADAUD (801), 1^o édition, p. 61-62 et p. 81.
- 72 Chambre de Commerce de Paris : *Enquête 1847-1848* (206), p. 40-41, 48 et *enquête 1860* (207), p. 4-5, 87-122.

73 Horace SAY (206 bis), p. 315.

74 Cf. *Le Moniteur* du 14 février 1865, p. 142.

75 A.D. Creuse : série M : Emigration (B 13-M I à B 13-M 3) et M.A. CARRON (730), p. 299.

76 F. BUSSIERE et J. PAUFIQUE (727), p. 152. L'évolution des effectifs de migrants temporaires creusois (40.000 fin Second Empire), p. 149-150.

77 Cf. DURIF (754), p. 90 ; A. JOANNE (115), p. 417 et surtout B. BUSSEUIL (726), citation p. 70.

Sur la diminution progressive des porteurs d'eau : JACQUEMET (230).

78 BORLET (553), p. 32-33.

79 Cf. G. BOSCARY (714), p. 177-178 ; MEYNIER (795), p. 334 et Réforme sociale, 1913, I, p. 421.

80 B. BUSSEUIL (726), p. 70.

81 Statistique Générale de la France (6), p. 481-495.

82 Voir A. CHATELAIN (70) et cartes publiées dans Annales de Démographie historique de 1971.

83 Statistique Générale de la France (10), p. 29-119.

84 Statistique Générale de la France (10), p. 100-111 (population active dans la Seine).

85 CADIC (201).

86 Cité par l'Abbé Elie GAUTIER (465), p. 149 du volume « Un siècle d'indigence ».

Conclusion : La ville finira par absorber la plupart des migrants temporaires.

Ainsi la progression urbaine du XIXe siècle aura été d'abord une aubaine pour les migrants temporaires ruraux : des activités multiples et variées, des gains beaucoup plus assurés qu'autrefois, des possibilités de faire venir les femmes dans les milieux urbains, des exemples nombreux d'ascension sociale, une sorte de prestige et d'admiration pour les ruraux qui ont fini par bien réussir en ville. On comprend mieux alors pourquoi les migrants temporaires ayant le choix entre des déplacements dans les campagnes et des séjours dans les agglomérations urbaines ont préféré finalement cette dernière alternative.

Pourtant la ville aura eu une conséquence sur les migrations temporaires, c'est d'en marquer l'évolution vers une durée d'absence sans cesse allongée. La migration saisonnière semblait idéale dans les siècles précédents ; elle était adaptée au rythme climatique des montagnes, aux travaux sédentaires intermittents et périodiques des activités agricoles. Elle permettait de retrouver la famille et les propriétés sans une trop longue absence. Mais avec le XIXe siècle, les occupations urbaines changent tout. Le travail à la ville, qu'il soit commercial, artisanal ou de service, est de plus en plus exigeant et prenant. On ne peut plus se contenter d'activités saisonnières. Il faut maintenant un autre rythme pour répondre aux offres d'emplois et ne pas perdre les bonnes places. Aussi, de saisonnière, la migration devient de plus en plus pluriannuelle, puis viagère. Ainsi, non seulement la ville a fini par imposer sa marque aux rythmes des migrations temporaires, mais elle a transformé la mentalité du migrant. Celui-ci, vers la fin du XIXe siècle et au début du XXe, ne considère plus l'activité rurale héritée des ancêtres comme la première et l'essentielle. Pour lui, c'est le travail urbain qui compte le plus ; celui qui donne les revenus indispensables pour vivre et finalement pour se retirer dans le pays d'origine. Le vieux rural, routier saisonnier, a fait place au retraité longuement modelé par la ville et qui retrouve la vie rurale pour profiter de ses avantages.

Les exemples de Lyon, Marseille et surtout Paris, illustrent bien cet appel des villes au XIXe siècle. L'homme s'est d'abord laissé gagner par ce milieu urbain. Mais progressivement la femme, l'être traditionnellement rive au foyer, suit le courant de la migration et finira même par fournir l'élément prédominant. L'évolution vers des migrations sans cesse allongées aurait pu se poursuivre au XXe siècle. Mais la guerre 1914-1918 a précipité l'évolution vers la migration définitive. La ville finira par absorber la plupart des migrants temporaires.

Constater les phénomènes est la première démarche. Elle doit être suivie d'une seconde qui est la recherche des facteurs d'intervention.

II - LES AUTRES CAUSES AGISSANT INEGALEMENT : POLITIQUES, LEGISLATIVES ET PSYCHOLOGIQUES.

10) LA POLITIQUE DE CERTAINS GOUVERNEMENTS PAR DES INITIATIVES ET UNE LEGISLATION DEFAVORABLES AUX REGIONS RURALES PROVOQUE DE NOUVELLES MIGRATIONS.

Si la ville, avec tout ce qu'elle représente de possibilités de travail et de gains pour le rural, a été un facteur essentiel de migrations, il ne faut pas oublier que d'autres causes interviennent pour déclencher et développer les courants de déplacements humains. L'action gouvernementale, volontairement ou non, est un facteur que certains ruraux sédentaires ont fort bien vu lors de certaines enquêtes du Second Empire. En fait cette action existe presque dans toutes les périodes de notre analyse, mais elle est plus ou moins intense et elle prend des formes variées, parfois très apparentes et à d'autres moments des aspects cachés. Les domaines où migrations et action gouvernementale sont étroitement liées peuvent être mis en relief : l'armée, les grands travaux publics et surtout urbains, la fonction publique et la législation du travail non agricole.

A) Les lois militaires et les engagements militaires à l'origine de certaines migrations temporaires.

L'armée, déjà sous l'Ancien Régime, repose sur un recrutement surtout rural, par des moyens les plus divers, et il provoque en fait des migrations temporaires dans certaines régions particulièrement. A partir de la Révolution, tous les régimes politiques ont contribué à développer ces migrations temporaires à caractère militaire. Si les mercenaires étrangers ont été en général éliminés, le recrutement français a été très intensifié et devient parfois très complexe au cours du XIXe siècle. Par les lois sur l'armée, l'Etat a une grande part de responsabilité dans l'accroissement des effectifs de ruraux migrants devenus militaires. On peut invoquer les nécessités dues aux guerres, mais d'autres facteurs interviennent : les conquêtes coloniales, le désir des classes sociales urbaines (surtout la bourgeoisie) d'échapper aux contraintes militaires et de reporter sur les milieux ruraux les charges et les dangers des obligations militaires. Si le XIXe siècle est en grande partie le siècle de la domination bourgeoise, il est aussi, dans le domaine militaire, le siècle du remplacement et de l'engagement volontaire dans l'armée.

Chronologiquement, on constate une succession de systèmes de recrutement qui aboutissent finalement à prélever dans certaines régions françaises des contingents importants de migrants ruraux servant à constituer l'armée ¹ : Au début de la Révolution, la loi du 16 décembre 1789 maintient d'abord un recrutement par enrôlement volontaire à prix d'argent. Puis avec le décret du 24 février 1793, le principe de la réquisition permet le recrutement des jeunes célibataires, en même temps que l'engagement volontaire. Avec la loi dite de « Jourdan » (10 fructidor an VI, 1798) le principe de la conscription peut atteindre toutes les classes sociales, mais particulièrement les catégories rurales. Pourtant, avec les insoumissions et les

désertions pendant le Consulat et l'Empire, on constate que certaines régions sont réfractaires aux obligations militaires², tandis que d'autres continuent à fournir d'importants contingents comme par le passé lorsque le recrutement reposait sur les enrôlements. La loi Gouvion-Saint-Cyr (1818) admet le principe du remplacement. Mais c'est la loi de 1832 qui reconnaît la pleine liberté du commerce concernant les remplaçants ; ce trafic, important pour les migrations de ruraux, est en quelque sorte légalisé. L'Etat bourgeois de la Monarchie de Juillet a donc fait beaucoup pour développer les migrations de caractère militaire des ruraux de certaines régions. Nous sommes au moment où les citadins tendent à échapper aux contraintes militaires tandis que les milieux ruraux les subissent, par misère ou par un curieux comportement. Ce système fonctionnera de 1832 à 1855, moment où la « Caisse de la dotation de l'Armée » permettra de supprimer le remplacement et de développer le nouveau procédé des rengagements d'anciens militaires. Durant un temps très court (1868-1872), le remplacement libre réapparaît. La loi de 1872 le fait disparaître définitivement. Celle-ci inaugure l'engagement conditionnel d'un an, avec versement d'une somme à l'Etat. Les engagements volontaires se développent dans certaines régions marquées par les anciennes migrations de caractère militaire, tandis que le service militaire oblige les ruraux à commencer des migrations qui ouvrent de nouveaux et dangereux horizons pouvant conduire à l'exode rural.

On voit ainsi que l'évolution du rôle de l'Etat a été variée et complexe. En fait, trois systèmes essentiels ont été employés selon les périodes : l'engagement volontaire qui touche certains individus appartenant souvent à des régions bien déterminées, et qui passent contrat avec l'Etat, le remplacement qui devient un véritable marchandage entre des individus et des trafiquants d'hommes tandis que l'Etat libéral laisse faire, enfin l'obligation du service militaire pour tous.

Le remplacement³ est à l'origine des migrations rurales les plus curieuses dans certaines régions. Les entrepreneurs de remplacement agissent dans des milieux qu'ils connaissent bien pour leurs traditions portées vers les activités militaires. Les régions de volontaires, de remplaçants et d'encadrement militaire sont dans les provinces de l'Est (Lorraine, Alsace, Franche-Comté), puis en Bretagne, en Corse et dans certains secteurs pyrénéens. Les provinces ou pays-frontières de comportement favorable à l'armée peuvent être opposés aux régions intérieures qui n'aiment guère les activités et obligations militaires. Dans ce domaine, Auvergnats et Limousins (pourtant très habitués aux migrations temporaires) sont très différents des Alsaciens, des Lorrains et des Corses. Les agents de remplacement, comme l'Etat, auront donc une tendance à agir fortement dans les régions favorables pour recruter et à accentuer les migrations militaires.

En Lorraine et en Alsace, dès le début du XIXe siècle, l'ancien remplacement militaire pour les milices retrouve d'abord un certain succès lorsque le Consulat le rétablit par une loi de l'an VIII. Même si un préfet de la Meurthe, Marquis⁴, en l'an XIII, paraît vouloir atténuer le comportement, la mentalité n'est guère changée : « Le goût pour la vie militaire paraît cependant s'altérer depuis quelques années ; les levées de conscrits s'y font avec plus de peine, et les remplacements deviennent moins faciles. Sans doute

les circonstances terribles d'une guerre de dix années n'ont pas pu contribuer à ralentir cette ardeur martiale ; mais le besoin de bras qu'éprouvent l'agriculture et les professions utiles, et l'augmentation du prix du travail, ont, je crois, influé aussi sur ce changement de dispositions ». En fait, ce ralentissement du recrutement des remplaçants ne dure qu'un temps et après l'Empire, les départs pour l'armée sont très nombreux. Sous la Monarchie de Juillet après la loi militaire de 1832, les agences de remplacements fournissent aux départements de l'intérieur (surtout en Picardie, Normandie, Orléanais et Bourgogne) d'importants contingents de remplaçants alsaciens ou lorrains. A Compiègne ⁵, entre 1830 et 1846, sur 14 actes de remplacement conservés, 2 font état de remplaçants alsaciens ou lorrains. Cet attrait des emplois militaires inquiètent d'ailleurs les ruraux sédentaires des deux provinces de l'Est, qui ne manquent pas d'exprimer leur mécontentement lors des enquêtes officielles. Dans le Bas-Rhin, on reproche à l'Etat sa politique militaire néfaste à l'agriculture qui manque de travailleurs. Dans le canton de Wissembourg, en 1848 ⁶, on demande des réformes législatives et l'on insiste sur la complexité des problèmes : « La réforme des lois fiscales et administratives du code forestier, l'encouragement au progrès et la création de débouchés par des traités de commerce pourraient faciliter le développement de l'agriculture et de la viticulture et empêcheraient peut-être que le remplacement militaire auquel l'Alsace fournit un contingent si considérable, n'enlève à l'agriculture les bras les plus vigoureux et les mieux exercés ». Lors de cette même enquête de 1848, le canton d'Erstein signale que « beaucoup de jeunes gens s'engagent comme remplaçants ». Celui de Marckolsheim insiste sur l'exploitation des marchands de remplaçants : « La cause qui enlève le plus de bras aux travaux de l'agriculture est l'usage très répandu parmi les jeunes gens de s'engager comme remplaçants. Les intrigues des juifs qui s'occupent de ces engagements sont à la fois préjudiciables aux cultivateurs qu'elles privent de leurs meilleurs domestiques et à la moralité de ceux qu'ils recrutent par l'appât des excès et de la débauche. Il serait urgent, soit d'interdire entièrement le remplacement, soit tout au moins de le régulariser par l'intervention de l'Etat ». Ce sont surtout les cantons montagnards, forestiers et pauvres qui connaissent le remplacement militaire dénoncé par les commissions d'enquêtes. Dans l'arrondissement de Sélestat (Bas-Rhin), « la misère du Val de Villé est devenue quasi proverbiale » ⁷. Comment s'étonner alors que le département du Bas-Rhin tienne la tête du classement (sans la Corse) pour la période 1824-1826 : 13 % des remplacés sont pourvus par lui ⁸.

Les entreprises commerciales organisées pour trouver des remplaçants finissent par avoir de 2.000 à 3.000 agents sous la Monarchie de Juillet. Ces derniers agissent particulièrement dans les régions déjà citées ; ils ont de nombreuses relations dans les conseils municipaux et dans les conseils de révision. Leur gros souci est de bien connaître les jeunes gens recrutés et d'empêcher la désertion éventuelle. Les déserteurs sont d'ailleurs rapidement repérés grâce au réseau d'agents. Cela d'autant plus que les trois-cinquièmes des remplaçants proviennent de six départements de l'Est (Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle, Haute-Saône, Doubs, Jura) et que cette concentration régionale permet une meilleure surveillance ⁹. Les entreprises commerciales

de remplacement établissent les liaisons entre régions de remplaçants et régions de remplacés. Particulièrement dans le Bassin parisien riche (Normandie, Picardie, pays de la Loire) les deux-tiers des appelés se font remplacer. Il faut agir rapidement car il y a peu de temps entre le tirage au sort (sept ans de service à partir de 1832 pour les mauvais numéros) et le conseil de révision à qui le remplaçant doit être présenté. Aussi le rôle des « marchands d'hommes » est essentiel car ils ont toujours des remplaçants à offrir immédiatement.

Certes, ces ruraux migrants temporaires remplaçants sont très mal considérés, bien qu'ils viennent en aide aux gens aisés peu portés vers les obligations ou les activités militaires. Ils sont généralement recrutés parmi les classes sociales les plus déshéritées : domestiques et ouvriers agricoles n'ayant guère de biens propres, très petits propriétaires espérant accroître leurs lopins de terre, fils de propriétaires plus aisés mais déconsidérés par leur conduite, etc... La bourgeoisie, la grande presse, la littérature, les hommes politiques n'ont pas été tendres pour ces « vendus » et pour ceux qui trafiquent sur ces hommes. L'opposition accable le régime qui laisse faire un tel commerce ou qui le légalise. Avec les remplaçants, nous sommes au dernier degré de l'échelle sociale et l'on parle de « bétail humain ». On va jusqu'à comparer cette catégorie masculine à la prostitution féminine¹⁰. Les trafiquants deviennent des « marchands de chair humaine » (Balzac : *La Vendetta*) ; ils font la « traite des Blancs » (Prince Louis-Napoléon Bonaparte, futur Napoléon III), comme d'autres font la « traite des Blanches ». Une véritable contagion apparaît dans les villes et les campagnes : des appelés malchanceux de toutes les classes sociales veulent payer des remplaçants pour se libérer du service militaire. On cite des ouvriers des villes qui imitent les bourgeois, des paysans qui n'hésitent pas à s'endetter ou à accroître leurs dettes pour éviter les contraintes militaires. Aussi les demandes de remplaçants sont très nombreuses et les affaires des agents de remplacement sont prospères. Mais les usuriers en ont largement profité aussi dans les campagnes. Il suffit de se reporter aux Mémoires de Martin Nadaud pour s'en rendre compte¹¹. Ce paysan-maçon migrant, dont la famille était déjà très endettée, est effrayé par la crainte d'une augmentation des dettes par suite du tirage d'un mauvais numéro. Mais s'il trouve un moyen gratuit d'échapper au service militaire, il faut reconnaître que plus d'un maçon limousin préfère travailler beaucoup à Paris pour payer un remplaçant, car les obligations militaires sont très mal vues dans les provinces du Massif Central.

Si Michelet s'attendrit sur le comportement de l'Alsacien migrant remplaçant, il n'est pas suivi par d'autres écrivains : « Cette terre, où l'homme a si longtemps déposé le meilleur de l'homme... Il l'aime ; pour l'acquérir, il consent à tout, même à ne plus la voir ; il émigre, il s'éloigne, s'il le faut, soutenu de cette pensée et de ce souvenir... L'Alsacien, pour avoir de la terre dans sept ans, vend sa vie, va mourir en Afrique » (*Le peuple*, 1846). Si Thiers a vraiment écrit sur le remplacement une appréciation intéressée, on doit reconnaître que le fossé est très marqué entre les catégories sociales françaises : « Un bienfait qui fait tomber périodiquement 30 millions des mains de ceux qui possèdent dans les familles de ceux qui ne possèdent pas, qui ouvre chaque année un débouché où se précipitent 16 à 18.000

prolétaires sans ouvrage » 12.

Pour Pierre Larousse 13, écrivant au début de la Troisième République, les remplaçants sont des migrants ruraux guère sympathiques. « La répugnance que l'on avait pour eux était fondée. Des documents officiels témoignent que les hôpitaux et les prisons regorgeaient de remplaçants. Les compagnies de discipline en étaient en grande partie composées. En 1832, le nombre des prévenus mis en jugement appartenait, dans la proportion de plus d'un tiers, à la classe des remplaçants ». Si l'on paraît plus exigeant sur le physique et la conduite du remplaçant après 1832, les résultats sont loin d'être bons : « Les compagnies qui firent la traite des blancs, se chargèrent de fournir des remplaçants moyennant une somme débattue avec les jeunes conscrits. Cherchant des hommes au meilleur marché possible, elles ramassaient tout ce qu'elles trouvaient de vagabonds, de débauchés, de paresseux, et avaient recours à toutes sortes de ruses pour cacher les infirmités et les défauts physiques de ces hommes. Il en résultait d'une part que très souvent, au bout d'un certain temps, les infirmités des vendus reparaissaient et qu'il fallait les réformer ; de l'autre, qu'un quart de l'armée se composait d'hommes pour la plupart tarés, indisciplinés, portant dans les corps des germes de corruption et méprisés de leurs camarades ».

Pierre Larousse reproduit aussi plusieurs jugements de députés intervenant sous la Monarchie de Juillet et pendant la Seconde République. En 1843, le député de l'Aisne Vivien cherche à analyser et à comprendre le comportement du migrant remplaçant : « Il est prouvé qu'en grande partie l'indiscipline des remplaçants tient au mécontentement des actes d'exaction dont ils ont été victimes, ou aux habitudes de débauche que leur fait contracter un capital chèrement acheté et obtenu tout à coup à la suite de longues et dures privations... Les compagnies de remplacement s'emparent des hommes qu'elles veulent exploiter, se chargent, pendant tout le temps nécessaire aux formalités administratives, de les loger, de les nourrir, et leur donnent souvent, en peu de jours, les plus détestables vices. Les devoirs militaires ne sont plus pour eux qu'un intolérable fardeau dont ils cherchent à oublier les ennuis dans l'ivrognerie et le libertinage ».

En 1849 (le 21 avril), le député du Bas-Rhin et officier Maximilien-Prosper Foy, dénonce à la Constituante la tactique des compagnies de remplacement dans son département où il y a de nombreuses victimes : « Les compagnies attirent dans les grandes villes les hommes qui doivent servir de remplaçants, et là, au prix de quelques sommes d'argent, elles surexcitent leurs passions, elles les corrompent déjà par cette surexcitation, et, poussant cette corruption aussi loin qu'elles le peuvent, elles les amènent à un état d'énervement tel, qu'ils n'ont plus assez de liberté de jugement pour débattre le prix des engagements et alors elles les payent à vil prix ».

Devant le scandale passé, P. Larousse, dans un discours à la Constituante, insiste sur la véritable escroquerie des compagnies de remplacement et sur le coupable laisser-faire de l'Etat : « Un chiffre donnera l'idée des bénéfices scandaleux obtenus par les compagnies ou les agents de remplacement. Sur 42 millions environ payés par les familles, 18 seulement arrivaient entre les mains des remplaçants. La différence devenait la proie des

intermédiaires. Aussi ce système entretenait entre les familles et les remplaçants une industrie mal famée, qui s'exerçait à dépouiller les uns de la rançon payée par les autres ».

Quand le système du remplacement disparaît, les agents cherchent à continuer leur exploitation en travaillant pour le compte de compagnies d'émigration vers l'Amérique, comme cela a été étudié en Savoie pour la période du Second Empire et du début de la Troisième République ¹⁴.

Le système de l'engagement volontaire passé directement avec l'Etat valait-il mieux ? On supprime certains aspects criants d'exploitation abusive, mais l'Etat pousse aux migrations rurales, car les régions de recrutement militaire s'étendent. Si les pays de l'Est ont facilement accepté le recrutement par des compagnies ou des agents de remplacement, il n'en est pas de même de certaines régions qui ont gardé une sorte de dignité. Ainsi, les Corses, depuis longtemps habitués aux métiers militaires, ne veulent pas être considérés comme des « vendus » passant contrat avec des compagnies commerciales privées trafiquant du « bétail humain ». La dignité des Corses, que l'on retrouve aussi dans le refus d'être domestiques privés, conduit souvent à refuser le système du remplacement et à accepter l'engagement volontaire passé directement avec l'Etat. La nuance dans les comportements doit être soulignée. Aussi à partir de 1855, les Corses s'engagent en plus grand nombre dans l'armée et surtout dans l'armée coloniale où l'avancement et les avantages matériels leur paraissent plus intéressants. Sans doute la différence de contrat n'est pas seule à intervenir et il faut tenir compte du développement de l'instruction en Corse (ce qui permet d'espérer un avancement plus rapide pour devenir sous-officier ou même officier), du surpeuplement dû à la forte natalité, des crises économiques. Nous verrons par la suite (à propos des migrations viagères) que les sédentaires corse* sont très nombreux à se plaindre de l'insuffisance des bras dans l'agriculture du fait des nombreux départs des engagés militaires. Les rapports d'enquête de 1866 sont instructifs dans ce domaine ¹⁵. Mais sous la Troisième République, l'Etat n'a cessé de faire appel aux Corses, pour les troupes coloniales particulièrement ; il a ainsi accentué un comportement pro-militariste et développé très fortement les migrations temporaires ou définitives, qui ont contribué à réduire le peuplement de l'île. Lors de l'enquête de 1912 sur les salaires agricoles, la réponse à propos de l'exode rural exprime bien le sentiment de la responsabilité de l'Etat dans l'exploitation d'une mentalité particulière : « La cause principale (de l'exode rural) provient de la loi sur le recrutement de l'armée. Beaucoup de jeunes gens des campagnes, arrivés à l'âge de 18 ans, contractent des engagements de longue durée dans l'infanterie coloniale, avec l'intention de faire carrière, ou des engagements de quatre ans pour avoir ensuite le droit de solliciter un emploi, leur service militaire terminé » ¹⁶.

Si les troupes coloniales exercent un certain attrait, les armées métropolitaines, malgré la loi de 1855 sur les engagements volontaires, ne réussissent pas toujours à transformer les migrants ruraux et à les élever. On remarque ¹⁷, sous le Second Empire, que les troupes ont encore peu d'instruction : « La plupart (des soldats) sont peu instruits ; beaucoup n'ont aucune instruction. Parmi les conscrits de la classe 1863, un quart à peu près

ne savaient pas lire ; un peu plus d'un cinquième seulement (22 %) en 1868... Ceux qui savent lire et écrire ont chance de devenir sous-officiers, sergents-majors, si, en outre, ils savent compter. Les autres ne sont plus que des machines à obéir... Le jour qu'on les libère, certains sont embarrassés de leur liberté. Ils en rejettent le fardeau et ils rengagent. D'autres, plus instruits, travailleurs, devenus ambitieux, ont aspiré à être officiers et le sont devenus. Les officiers sortis du rang sont nombreux dans l'armée d'alors ». Ainsi, en dehors des engagés, les longs temps de service conduisent à une sorte de déracinement des conscrits d'origine rurale : les sept ans jusqu'en 1868, puis les cinq ans ensuite jusqu'en 1889, constituent des périodes pendant lesquelles le désœuvrement devient dangereux. Certains ruraux perdent ainsi le goût du travail des champs et comme de nombreuses casernes sont dans les villes ou à proximité, ils prennent contact avec la vie urbaine qu'ils trouvent plus facile et plus profitable que la vie campagnarde. Le double choix se présente à la fin du service légal : le rengagement dans l'armée ou une activité en ville. Ainsi, le service militaire, qui devait amener d'abord une migration temporaire pluri-annuelle, est dès lors à l'origine d'une migration de longue durée : viagère, sinon définitive.

La migration n'existe pas seulement pour ceux qui acceptent et profitent des lois militaires, elle apparaît aussi pour ceux qui les refusent. Déjà, sous le Premier Empire, les effectifs de migrants temporaires du Massif Central (Auvergne et Limousin particulièrement) se sont fortement accrus par des apports de déserteurs et d'insoumis vivant en sédentaires pendant la période de paix. Au cours du XIX^e siècle, l'hostilité systématique au service militaire conduit les montagnards des Basses-Pyrénées à gagner l'Amérique pour des migrations de très longue durée. En 1866 le canton de Sauveterre note un phénomène traditionnel : « Le désir d'échapper au recrutement est pour quelque chose dans l'éloignement d'un certain nombre de jeunes gens. Les émigrations continuent journellement ; des agents parcourent les campagnes pour provoquer les paysans à s'embarquer et leur offrent des facilités pour payer leur passage »¹⁸. Ainsi, comme nous l'avons déjà vu pour la Savoie, les compagnies ou les agents qui gagnaient sur le remplacement militaire avant la loi de 1855, cherchent désormais à exploiter des comportements d'hostilité au service obligatoire en faisant miroiter des gains importants dans le Nouveau Monde. Auparavant, aides de l'Etat, maintenant dangereux pour l'armée, ces agents exploitent des ruraux ont certainement contribué beaucoup à développer les migrations et à les élargir. Devant le danger des migrations nuisibles à l'armée et aux communes rurales, des commissions d'enquêtes n'hésitent pas à demander à l'Etat de changer sa politique militaire et de favoriser certaines catégories de la population rurale. Déjà en 1848, les cantons de Tarbes (Hautes-Pyrénées) ne voyaient qu'une solution : « Pour arrêter l'émigration..., on voudrait des exemptions du service militaire accordées à un certain nombre d'ouvriers agricoles par canton »¹⁹.

De toute manière, dans les Pyrénées occidentales, les importantes migrations sont contemporaines des lois militaires instituant de longues périodes de service militaire et lorsque vers la fin du XIX^e siècle, cette durée faiblit, l'habitude des migrations est désormais bien prise et les départs se poursuivent. Th. Lefebvre²⁰ remarque que « dans les Pyrénées atlantiques

françaises l'émigration eut souvent, au temps du service militaire de 7 ans, le caractère d'une désertion anticipée : encore en 1884, dans tel canton de la vallée de la Nive, on vit 4 conscrits sur 18 se présenter au conseil de révision. Cette tendance à la désertion, favorisée par les habitudes d'indépendance dont avaient joui de tout temps les habitants des deux versants de cette partie de la chaîne pyrénéenne, s'exagérait naturellement chaque fois qu'une guerre éclatait... Si l'émigration a diminué depuis la fin du XIXe siècle, cela tient d'abord à ce que le service militaire, ayant eu sa durée progressivement réduite, apparut aux habitants des Pyrénées atlantiques orientales comme une éventualité moins détestable qu'autrefois : à chaque réduction de la durée du service militaire français correspondit une diminution de l'émigration ». Il y a pourtant des exceptions ; certains villages ont toujours la répugnance pour le service militaire à la veille de 1914.

Les statistiques sont difficiles à établir, du fait des départs clandestins par l'Espagne. De 1832 à 1891, 79.262 passeports ont été délivrés, presque tous pour l'Amérique²¹. De 1866 à 1872, le département des Basses-Pyrénées a diminué de plus de 10.000 personnes ; or, 9.500 passeports ont été délivrés²². Th. Lefebvre²³ précise que « tel agent d'émigration qui expédiait de Tardets vers Bordeaux 50 jeunes gens par mois entre 1885 et 1890 et plus encore avant cette période, n'en envoyait plus que 10 à 15 par mois vers 1913 ». Sans doute, à cause de cette hostilité au service militaire et de la politique gouvernementale au sujet de celui-ci, l'émigration et l'exode ont commencé plus tôt dans les Basses-Pyrénées que dans les autres départements. Dès la Monarchie de Juillet les pertes sont importantes : l'ancien consul général Barrère faisant une enquête constate 10.547 départs entre 1831 et 1841 pour les deux seuls arrondissements de Bayonne et de Mauléon et plusieurs cantons perdent ainsi rapidement un dixième de leur population (le canton de Saint-Etienne perd 1 385 habitants sur 13 471)²⁴. Mais les migrations les plus importantes du pays basque se placeraient après la crise économique de 1846 et se prolongeraient sous le Second Empire par suite des nombreuses guerres et des obligations militaires (1846-1872).

Consciemment ou inconsciemment, l'Etat a donc contribué à l'exode rural par sa législation, son trop grand libéralisme envers les compagnies et les agents de remplacement militaire, ses faveurs aux classes bourgeoises et citadines redoutant les obligations de la conscription, sa faible surveillance des agences d'émigration profitant de l'insoumission. Finalement, les ruraux constituent les gros bataillons des « vendus », des engagés et rengagés, des insoumis émigrants du XIXe siècle.

B) Les grands travaux surtout urbains sont soutenus par l'Etat.

Si, chronologiquement, la législation militaire intervient la première pour déclencher des migrations rurales avec l'initiative de l'Etat, les grands travaux publics plus tardifs ont contribué encore beaucoup plus à provoquer l'exode. Les effets de la législation militaire apparaissent surtout dans certaines régions limitées en nombre, tandis que ceux des grands travaux ordonnés par l'Etat intéressent une très grande partie de la France.

C'est particulièrement à partir de la Monarchie de Juillet que les travaux publics attirent les ruraux en grand nombre, car il s'agit de construire

des routes, des canaux, des lignes ferrées, des fortifications militaires et de reconstruire des quartiers urbains tandis que les périphéries des villes ne cessent de s'étendre. L'Etat est désormais le promoteur et le responsable des travaux publics. Son rôle, dans ce domaine de la construction est capital. Mais en un temps où les campagnes stagnent ou commencent à faiblir, où les villes prennent de plus en plus d'importance, l'Etat finit par faire un choix dangereux dans le domaine démographique. Sous le Second Empire, l'Etat favorise très nettement les villes aux dépens des campagnes. Cette orientation se poursuivra sous la Troisième République. La plus grande partie des sommes consacrées aux grands travaux vont aux villes et surtout aux grandes villes. Paris est particulièrement choyée. Au lieu de freiner les travaux urbains, de chercher à maintenir une sorte d'équilibre entre villes et campagnes en s'efforçant de moderniser les régions rurales, l'Etat accentue volontairement les progrès urbains et provoque ainsi un appel intense des ruraux vers les villes où le travail et les hauts salaires attirent. La responsabilité des régimes de la seconde moitié du XIXe siècle est grande dans l'évolution démographique qui fait passer une partie de la population rurale dans les agglomérations urbaines. La centralisation politique, administrative, économique, intellectuelle dans certaines villes importantes et surtout à Paris correspond à une mentalité ; on est loin de l'idée de l'urbanisation des campagnes qui se développera au cours du XXe siècle.

Pourtant des ruraux ont jeté des cris d'alarme. Lors de l'enquête ordonnée par le décret du 25 mai 1848 sur la question du travail agricole et industriel, des ruraux font le parallèle entre les offres et les possibilités de travail dans les villes et dans les campagnes. En Haute-Saône, dans un département particulièrement déshérité, on insiste sur les différences entre les conditions de travail ; la ville a les avantages essentiels avec des salaires élevés et des tâches régulières et moins pénibles. Le canton de Villersexel met en relief le contraste : « Les travailleurs de la campagne émigrent vers les villes parce qu'ils y gagnent davantage, y ont un travail plus suivi et moins pénible. En effet, les journaliers à la campagne ne gagnent que 1 F à 1,50 F par jour, terme moyen, et manquent encore souvent de journées ». Or, à Paris, d'après l'enquête de la Chambre de Commerce (1847-1848), le manoeuvre de l'industrie du bâtiment (qui fait un travail semblable à celui du journalier agricole) gagne alors 2,50 F par jour. Ce même canton de Villersexel espère beaucoup dans les travaux publics des campagnes et surtout dans ceux de la construction des lignes ferrées, mais est-ce suffisant si on les compare aux travaux urbains : « On ne peut donner de l'ouvrage à tous les bras que par les grands travaux publics, parmi lesquels la prompte exécution des chemins de fer doit être mise au premier rang » ? Les chantiers ferroviaires, très mobiles, risquent d'entraîner l'ouvrier rural loin de chez lui et de le déraciner, s'il n'a pas l'habitude des migrations saisonnières qui le ramènent régulièrement dans sa commune.

Lors de cette enquête de 1848, une solution plus logique est donnée par le département de la Meuse (lui aussi très pauvre). Le canton de Dun regrette que les fortifications de Paris, décidées lors de la crise de 1840, aient attiré trop de ruraux. Pour lui, il faut une sorte de décentralisation des travaux publics, une « dissémination », de façon à laisser les ouvriers dans leur propre

région. Cette dispersion pourrait alors atténuer les différences de salaires ²⁶. Il est assez curieux de noter que les cantons ruraux ne voient que certains travaux publics pour occuper la main-d'œuvre locale ou régionale (routes, parfois lignes ferrées), mais ne cherchent pas à imiter les grandes villes où l'on veut distribuer l'eau dans les maisons par des canalisations. Pourtant beaucoup de communes rurales auraient besoin (et la possibilité) d'avoir des adductions d'eau potable.

Les cris d'alarme des ruraux se font bien plus entendre sous le Second Empire. Avant que l'enquête de 1866 n'apporte de nombreuses plaintes contre les travaux dispendieux et trop luxueux des villes et de Paris surtout, des brochures s'en prennent à l'Etat qui mène une politique injuste envers les campagnes et qui favorise les migrations des travailleurs ruraux. En 1859 paraît un ouvrage assez virulent contre le régime qui ne pense qu'à développer et moderniser les villes ; son auteur est un député du Nord : Jules Brame ²⁷. Il recherche les multiples causes de l'émigration des campagnes françaises et il dénonce à la fois l'absentéisme de la bourgeoisie rurale et les fautes de l'Etat : système de l'organisation de l'armée, travaux dans les grandes villes, défaut d'assistance dans les campagnes, défaut de crédit agricole, instruction insuffisante et mal adaptée, régime commercial défavorable aux agriculteurs, etc...

A propos des grands travaux dans les villes, le ton paraît violent en un moment de régime politique autoritaire : « Nous appelons industrie improductive, celle qui aurait pour résultat de nous faire vivre dans des palais, de nous couvrir d'or et de nous laisser mourir de faim ; de faire éclore à chaque pas ces constructions innombrables, ces embellissements merveilleux qu'on élève en peu de mois, quand il fallait autrefois des siècles pour les achever. C'est, dit-on, la gloire de notre époque, mais c'est aussi la folie du moment ». Non seulement les constructions urbaines trop luxueuses sont dénoncées, mais on insiste sur les conséquences démographiques très graves qui apparaissent pour la France rurale. L'auteur fait preuve de réalisme sur l'évolution sociale : « Non seulement ces gigantesques travaux exigent un plus grand nombre d'ouvriers, ils ajoutent encore à l'attraction qu'exercent les grandes villes sur les habitants des campagnes par le salaire et les dissipations qu'elles leur offrent. Ces travaux absorbent les ressources du présent, grèvent l'avenir, augmentent chaque année le budget de l'Etat et celui des grandes villes ; ils empêchent qu'on puisse verser dans les communes rurales, en encouragement à l'agriculture, toutes les sages économies qu'il serait possible de réaliser ». On ne peut mieux marquer le fossé qui se creuse entre le monde rural défavorisé et le monde urbain comblé de faveurs. On a beaucoup parlé en histoire, des destructions faites par Haussmann à Paris, mais on n'a guère insisté sur ce premier grand ébranlement de société rurale française avec l'exode généralisé vers les villes. Le gouvernement du Second Empire, par des travaux urbains, a accentué une évolution amorcée mais qui pouvait être freinée et étalée sur une longue période. Le député Brame montre, en effet tout ce qui aurait dû être fait pour les campagnes. Car il ne s'agit pas seulement de doser les constructions dans les villes, il faut aussi aider les ruraux dans leurs communes trop délaissées. Sans doute, serait-il nécessaire de redresser et d'améliorer chemins et routes. Mais il y a beaucoup

plus à faire pour retenir les ruraux chez eux : « construire et assainir des fontaines », salles d'asile, écoles gratuites, cours industriels, hôpitaux, hospices, etc... C'est « le défaut d'assistance dans les campagnes » et les multiples secours existant en ville qui servent de motif à l'ouvrier de la campagne pour gagner la ville. Mais pour ce député du Nord, l'Etat n'est pas seul à choisir une politique en faveur des villes ; il s'en prend aussi à la bourgeoisie : « Les divers gouvernements qui se sont succédés depuis un demi-siècle, n'ont rien fait pour mettre obstacle à l'absentéisme (de la bourgeoisie rurale). L'appauvrissement des campagnes a été la conséquence de la retraite des grands propriétaires, que les fils des cultivateurs suivirent en leur apportant dans les villes leurs bras et leur intelligence... Les possesseurs du sol touchent leurs fermages, jouissent des plaisirs de la villégiature... L'automne arrivé, ils rentrent à la ville où ils dépensent la presque totalité des revenus d'une terre sur laquelle ils ne semblent vouloir se poser que comme l'abeille sur la fleur ». Bourgeois et Etat agissent dans le même sens : enlever aux campagnes hommes et argent. Si les bourgeois attirent en villes domestiques et travailleurs ruraux, l'Etat y recrute aussi son armée : « Ce qui est pire que la guerre, c'est la permanence des grandes armées, qui se recrutent sans cesse dans les campagnes, les mettent en coupe réglée, en pompent la sève et deviennent une cause incessante de dépopulation... Ce n'est pas dans les villes, mais au milieu de nos campagnes que l'on trouve ces robustes cultivateurs, auxquels on donne la préférence pour remplacer les congédiés et maintenir en grande partie l'effectif de l'armée ».

Etat et bourgeoisie consacrent à la ville et surtout à Paris d'énormes capitaux que les grands travaux et les constructions absorbent en grande partie. C'est encore le député Brame, dans l'ouvrage déjà utilisé, qui met en relief des données statistiques de l'époque : « Il résulte du travail administratif exécuté en vertu de l'article 2 de la loi du 27 avril 1850, que le revenu des immeubles de la France peut être évalué à 2.643.365.716 F et M. Esquirou de Parieu, président de Section au Conseil d'Etat, dans son livre sur les impôts généraux, estime à 3.137.000.000 F les revenus mobiliers du pays. Les immenses revenus de la fortune immobilière et mobilière se dépensent en majeure partie dans les grandes villes et sur les 2.500.000.000 F que la terre donne à ses possesseurs, il reste à peine une moitié dans les campagnes, moitié qui représente le bénéfice des petits cultivateurs et qui est employée, non comme superflu, mais comme le strict nécessaire à leur nourriture et à leur entretien. En effet, tout se tient et se lie ici-bas. Lorsque l'ouvrier quitte les campagnes, c'est le travail qui émigre, mais lorsque les propriétaires s'en vont pour toujours à la ville, c'est le capital qui disparaît ».

Ainsi, le problème du rôle de l'Etat dans le développement des villes est complexe. Il y a le rôle direct par les apports dans l'urbanisme et dans les constructions officielles. Mais il y a aussi un rôle plus difficile à saisir, c'est l'encouragement donné à la bourgeoisie d'investir dans les immeubles urbains et dans les entreprises industrielles et commerciales des villes. Le régime du Second Empire, malgré quelques travaux dans certaines régions rurales, contribue grandement à accélérer le grand exode des campagnards : les anciens migrants temporaires cherchent à prolonger leurs séjours dans les villes pour mieux profiter des avantages inespérés, tandis que les anciens

sédentaires, inquiets pour leur avenir, commencent à émigrer en grand nombre (migrations viagères et migrations définitives) pour occuper des emplois créés. « Quand le bâtiment va, tout va » dit le dicton populaire rapporté par Martin Nadaud dans la période qui précède le Second Empire. Or à partir de 1852, la construction urbaine bat son plein pour une longue période et les autres affaires économiques suivent le mouvement d'expansion et de prospérité. Mais le contraste est frappant entre l'euphorie urbaine et économique et le lamentable et dangereux exode des ruraux victimes des comportements de l'Etat et de la bourgeoisie. Paris, sous le Second Empire, s'accroît régulièrement de plus de 30.000 habitants en moyenne par an. Mais l'on construit tellement et avec un tel luxe pour l'époque que beaucoup d'immeubles neufs demeurent vides²⁸. Le malaise de l'accumulation et de l'inadaptation de la population immigrée continue à créer une sorte de maladie sociale que Louis Chevalier a mis en relief pour le premier demi-siècle, mais qui se prolonge²⁹.

C — Le développement des fonctions publiques et la législation sur le travail accentuent les différences entre les conditions des travailleurs ruraux et celles des travailleurs urbains et industriels.

Le rôle de l'Etat dans les migrations accrues des ruraux vers les villes ne se fait pas seulement sentir par le développement de l'armée et par les faveurs accordées aux grandes agglomérations urbaines, il intervient également pour recruter un effectif de plus en plus considérable de serviteurs de l'Etat et des administrations départementales et municipales. Des employés des services publics, comme ceux des chemins de fer, peuvent y être ajoutés. Le fonctionnaire, au sens le plus large, est un terme qui a pris une grande valeur au cours du XIXe siècle et le rural, au fur et à mesure du développement de l'instruction élémentaire, a recherché un emploi administratif qui lui procure un avenir assuré par un traitement régulièrement perçu et par une pension de retraite. Pendant la première moitié du XIXe siècle, le migrant rural, temporaire ou définitif, ne peut guère choisir que des activités des secteurs primaire ou secondaire qui reposent sur un travail manuel. Il ne peut généralement passer dans le secteur tertiaire que pour des activités de domesticité ou du commerce. Or, la nouvelle chance du futur migrant rural est de pouvoir ajouter un facteur qui permet d'élargir son choix : l'instruction devient le moyen le plus sûr de passer dans le secteur tertiaire. C'est dans la seconde moitié du XIXe siècle que les effets de l'école publique se font sentir. En exigeant un certain niveau d'instruction pour entrer dans la fonction publique, l'Etat a créé une sorte d'émulation et une sélection. Pour beaucoup de ruraux d'alors, être fonctionnaire est une promotion sociale. Comment s'étonner alors que l'école et le fonctionnarisme sont très vite accusés d'être les grands responsables de la désertion des campagnes.

Sur le plan de la recherche quantitative, il est difficile de connaître le nombre des personnes employées en France, pour une grande partie du XIXe siècle, dans les services publics administratifs. Aussi les analyses d'historiens sur les fonctionnaires manquent. Le premier recensement français s'intéressant aux professions est celui de 1851. Mais deux difficultés apparaissent pour utiliser les résultats : les états récapitulatifs reposent sur une

nomenclature des professions peu diversifiée et ainsi l'on voit mêlés fonctionnaires et professions libérales³⁰ ; d'autre part il est impossible de connaître l'origine rural d'un fonctionnaire sur les listes nominatives conservées puisqu'on ne demande pas encore le lieu de naissance. En 1866, il y a un progrès : c'est le premier recensement donnant des précisions sur la composition de la population active. Mais il faut attendre 1872, avec l'indication du lieu de naissance du recensé (question pas toujours posée dans tous les départements), pour connaître l'origine géographique des fonctionnaires.

Or, au dernier recensement du Second Empire, il y a 323.000 fonctionnaires³¹. Les services publics administratifs ont 17 personnes sur 1000 actives (armée exclue) en 1866. C'est un peu moins que la catégorie des professions libérales (20 pour 1000)³². Pourtant, le nombre des fonctionnaires s'est fortement accru avec le Second Empire qui désire une administration suffisante pour répondre à toutes les tâches nouvelles du régime. Au début de la Troisième République, la proportion des personnes employées dans les services publics ne cesse d'augmenter : de 17 pour 1000 personnes actives (en 1866), on passe à 25 en 1896 et 26 en 1906. Pour les mêmes dates, les professions libérales ne progressent que de 20 (1866) à 22 (1896) et à 23 (1906), tandis que les services domestiques faiblissent : 77 (1866) et 46 (1896 et 1906)³².

L'attrait des populations rurales pour les emplois publics est donc un phénomène qui se développe, bien que les statistiques officielles des ministères soient peu sûres et rares. D'après les renseignements réunis par Block et Turquan³³, la progression au cours du XIXe siècle serait régulière : 208.593 emplois en 1846, 224.645 en 1858, 236.441 en 1873, 415.671 en 1896. Cela sans tenir compte des emplois dans les administrations départementales et municipales qu'un rapport de la Chambre des députés précisait en 1886 : 8.677 pour les départements et 247.943 pour les communes, soit 256.620 emplois³⁴. Mais les données recueillies par Turquan sont beaucoup plus faibles : en 1873 : 12.889 pour la ville de Paris ; en 1896 : 9.000 pour les départements et 118.000 pour les communes³⁵. Quant aux employés des chemins de fer, que l'opinion assimile aux fonctionnaires, ils étaient plus de 80.000 vers la fin de l'Empire³⁶. Les statistiques de P. Sorlin³⁷ donnent des effectifs beaucoup plus considérables, mais on ne sait les catégories qui entrent dans cet ensemble des fonctionnaires : 600.000 au milieu du XIXe siècle, 700.000 à la fin du Second Empire et 1.300.000 en 1914 ; ces chiffres paraissent beaucoup trop élevés.

Sans doute, des emplois n'ont guère conduit à des migrations de ruraux : cantonniers et postiers travaillent souvent dans leur pays. Mais pour la plupart, il y a migration et l'on recherche la petite ville, puis la grande. Les femmes sont entraînées dans le mouvement, particulièrement dans certaines fonctions. Vers la fin du XIXe siècle³⁸, 53.196 sont dans l'Enseignement (44 % des effectifs de l'Instruction publique), 16.849 dans les manufactures dépendant du Ministère des finances (80 % des effectifs), 5.253 dans les Postes et Télégraphes (8 % de l'effectif). Mais elles sont aussi nombreuses dans l'administration de l'assistance publique. Les lois scolaires et les réformes fiscales obligent à un recrutement plus intense au moment où l'instruction

commence à se développer dans les milieux ruraux. Depuis 1853, le régime des retraites a été précisé et cette pension de retraite, avec la stabilité de l'emploi, est un facteur attractif, mais qui conduit aux migrations viagères ou définitives.

Assez tôt dans le XIXe siècle, on constate que des migrants saisonniers traditionnels saisissent les occasions pour passer dans la fonction publique et transformer leur ancienne migration en migration de longue durée. L'exemple des Hauts-Alpins est significatif de l'évolution des comportements avec des conditions nouvelles offertes par l'Etat. La loi Guizot (1833) organise l'enseignement primaire public et crée des Ecoles Normales d'instituteurs. Or, dans le Sud-Est, des jeunes gens hauts-alpins du Briançonnais, préparés à faire les migrations saisonnières des migrants-instituteurs, changent leur orientation, tentent le concours d'entrée à l'Ecole Normale de Privas (sans doute l'Ardèche manque de candidats), font leurs années d'études, sortent avec le brevet supérieur et enseignent dans le département de l'Ardèche où ils deviennent ainsi fonctionnaires³⁹. Certes, cette migration ne se fait pas de la campagne vers la ville, mais d'un milieu rural vers un autre. Mais le passage, de la migration saisonnière à la migration de longue durée et de l'état incertain du migrant-instituteur-domestique à la fonction publique, est caractéristique du changement de mentalité et du désir d'ascension sociale.

Si d'anciens migrants saisonniers sont capables d'opérer cette mutation à la faveur de lois nouvelles, des sédentaires peuvent les suivre et commencer des migrations de longue durée dans la fonction publique. Les exemples sont nombreux dans le quart sud-ouest de la France, avec le développement de l'instruction et la création d'emplois plus nombreux dans l'administration des finances et dans celle des postes et télégraphes. Jeunes gens et jeunes filles commencent alors des migrations pluri-annuelles ou viagères vers la moitié septentrionale de la France où les fonctions publiques les appellent. Nous analyserons plus en détail ce phénomène à propos des migrations viagères.

Des cartes peuvent être dressées sur l'origine géographique des fonctionnaires recensés dans le département de la Seine au début du XXe siècle. En 1901⁴⁰, ce sont souvent des départements déshérités et éloignés de la capitale qui donnent les plus forts contingents d'hommes immigrés : Haute-Saône (1136) et Yonne (956) arrivent en tête, avant la Seine-et-Oise (914), puis viennent la Nièvre (912), la Corrèze (785), le Doubs (782), le Nord (758), la Seine-et-Marne (679), la Meuse (638), l'Aisne (633). Le recrutement se fait surtout dans le quart Nord-Est (limité par des lignes allant de l'Indre au Nord et de l'Indre au Jura), secteur où l'instruction est plus développée au XIXe siècle. Mais une seconde zone apparaît : le Centre (Limousin, Auvergne, Périgord, Rouergue). En 1911⁴¹, le classement est légèrement modifié : Seine-et-Oise (1584), Nièvre (1482), Yonne (1478), Corrèze (1439), Haute-Saône (1327), Nord (1310), Aveyron (1189), Lot (1128), Corse (1118), Seine-et-Marne (1089), Doubs (1078), Saône-et-Loire (1037), Haute-Garonne (1004). On retrouve les mêmes départements pauvres éloignés de Paris, mais avec des apports nouveaux. La carte met en relief trois zones ayant des effectifs départementaux supérieurs à 700 hommes originaires. Une grande région couvre le quart Nord-Est (du Cher au Nord et du Cher au Jura ; sauf Marne et Aube). Une région Centre-Sud-Ouest tend à

se former et à se développer (du Puy-de-Dôme à la Haute-Garonne et de la Dordogne à l'Aveyron). Une troisième région s'amorce dans l'Ouest breton-normand (Côtes-du-Nord, Ile-et-Vilaine, Manche). La Corse, pays des migrants militaires, devient de plus en plus le pays des migrants fonctionnaires.

Ainsi, en développant le fonctionnarisme au XIXe siècle et au début du XXe siècle, les différents régimes politiques ont provoqué de nouvelles migrations ou ont parfois transformé les anciennes. Mais des nuances régionales apparaissent en ce qui concerne l'attrait administratif de l'agglomération parisienne. Des régions paraissent assez indifférentes à cet attrait : Provence, Alpes, Aquitaine au sud de la Garonne, Basse Loire. D'autres, au contraire, voient dans les fonctions publiques un moyen essentiel pour assurer des ressources et permettre aux migrants de vivre.

Le fonctionnarisme, très critiqué par certaines catégories sociales riches, peut présenter de bons et mauvais côtés ; s'il procure des moyens de vivre à des classes rurales qui cherchent ainsi une promotion sociale, il contribue aussi à développer l'exode rural de certaines régions. L'Etat a été alors rendu responsable des départs plus ou moins importants pour satisfaire le recrutement de ses propres administrations. Mais on l'a aussi accusé d'avoir, par une législation différentielle défavorable aux paysans, creusé un fossé entre les milieux urbains et les milieux ruraux. La législation du travail, avant 1914, protège les employés et les ouvriers du commerce et de l'industrie, mais guère ceux de l'agriculture. L'écart est tel qu'il devient un facteur de migrations.

C'est sous la Troisième République qu'une discrimination est nettement faite dans le monde du travail. Les divers gouvernements, ne voulant pas mécontenter les grands propriétaires et les grands exploitants agricoles, évitent de faire appliquer les lois sociales ouvrières dans le domaine agricole. Le plus bel exemple est donné par la loi sur les accidents du travail de 1898. Celle-ci prévoyait une rente égale aux deux tiers du salaire annuel en cas d'incapacité absolue et permanente et une indemnité égale à la moitié du salaire en cas d'incapacité temporaire. Les patrons, sur qui pèsent les nouvelles charges, pouvaient contracter des assurances. Or, dès 1889, la Société des Agriculteurs de France crée une commission qui examine un projet de loi très timide sur les accidents du travail et proteste contre son vote éventuel en faisant valoir la ruine possible de « cinq millions de petits cultivateurs »⁴². Lorsque la première loi passe pour être d'abord appliquée dans les activités les plus dangereuses : mines, usines, constructions (1898), le patronat rural parvient à faire retarder l'application à l'agriculture jusqu'au lendemain de la première Guerre Mondiale (1922-1924). Or, les ouvriers de l'agriculture vivant près des villes et des régions industrielles peuvent facilement constater les différences de conditions dans le travail et tirer la conclusion qu'ils sont lésés et délaissés. Bien d'autres aspects montrent encore les attitudes des gouvernants envers les classes laborieuses des champs : repos hebdomadaire obligatoire dans l'industrie et le commerce (loi de 1906) mais non dans l'agriculture, limitation de la durée journalière du travail (loi Millerand-Colliard de 1900) non applicable à l'ouvrier agricole, aucun contrôle prévu par l'inspection du travail sur l'hygiène du couchage des

domestiques agricoles (à l'étable ou dans l'écurie et sur la paille). Les travailleurs agricoles se découragent de lutter pour améliorer leurs conditions par le syndicalisme et les grèves, car ils sont dispersés, peu éduqués et peu préparés et surveillés facilement par des patrons qui les renvoient au moindre mouvement. Pour Augé-Laribé, « l'exode rural est une forme de la grève, permanente et individuelle. Plus exactement, il la remplace »⁴³ ; l'ouvrier agricole s'échappe pour transformer une condition mauvaise et qui n'évolue guère, par la faute des patrons et de l'Etat. Au moment où le livret ouvrier (pour l'industrie) est définitivement aboli (1890), des exploitants agricoles sont encore à le réclamer pour leurs travailleurs. On ne peut mieux marquer le fossé qui sépare les milieux urbains et les milieux agricoles que les gouvernants ménagent. Les migrations des ouvriers agricoles sont sans doute complexes et de nombreux facteurs interviennent, mais l'évolution insignifiante ou trop lente des conditions de vie et de travail dans les exploitations est pour beaucoup dans les départs. L'Etat laisse faire et n'est guère poussé à agir avant 1914. C'est le moment du grand exode rural, car il n'est nullement question de l'équivalence entre les salaires agricoles et les salaires industriels, de la limitation de la journée de travail pour les ouvriers des champs, de l'application de la loi sur les accidents du travail, de l'interdiction du couchage sur la paille, de la création d'un service d'inspection du travail sous contrôle ministériel⁴⁴.

Comment s'étonner alors que les ouvriers agricoles ou leurs enfants recherchent les emplois les plus modestes, mais plus sûrs, mieux payés et moins pénibles ? En 1913, plus de 100.000 travailleurs entretiennent les chemins vicinaux ; ce sont très souvent des migrants, ouvriers agricoles et paysans pauvres, qui gagnent 1.000 F assurés par an et cette somme est plus importante que celle offerte par les exploitants agricoles⁴⁵. Le cantonnier devient ainsi une sorte de symbole de la revanche de l'ouvrier agricole contre un patron qui se refuse à suivre l'évolution sociale. La mutation professionnelle accompagne la migration géographique. L'Etat a favorisé cette mutation et cette migration, mais en même temps, par son laisser-faire dans les milieux paysans, il pousse aussi à l'exode vers la ville.

2°) LA NAISSANCE PROGRESSIVE D'UNE PSYCHOLOGIE RURALE EN FAVEUR DES DEPARTS.

Dans l'intense mouvement de migrations rurales qui se développe en France pendant le XIXe siècle et le début du XXe, les facteurs économiques ont joué pleinement et en priorité. Nous venons de constater que les facteurs politiques sont aussi intervenus, mais inégalement et d'une manière moins marquée. Il est un autre facteur, beaucoup plus difficile à déterminer, qui prend de plus en plus de place dans notre période : le facteur psychologique. Moins apparent, semble-t-il, lorsque les migrations étaient masculines avant tout, ce facteur devient important lorsque les migrations féminines tendent à l'emporter.

Mais le problème des causes de migrations nouvelles n'est pas simple. Les causes psychologiques et morales des déplacements de ruraux reposent très souvent sur des conditions matérielles de la campagne et de la ville ; les

premières étant répulsives et les secondes attractives. C'est alors qu'interviennent les conditions d'habitat, d'alimentation, de travail, de relations sociales, de sécurité pour l'avenir, de loisirs, de culture intellectuelle, etc... Vaste domaine de recherche qu'on ne peut qu'esquisser pour marquer le passage des migrations temporaires vers les migrations de longue durée, tandis que naissent et se développent les migrations d'exode des anciennes populations rurales sédentaires.

Quand le rural ou la femme rurale a connu la ville à la suite des migrations temporaires, la comparaison entre le milieu de départ et le milieu d'accueil conduit presque inévitablement à un nouveau comportement psychologique et à un changement de mentalité. Pour la jeune fille rurale venue à la ville comme domestique dans une famille bourgeoise vivant dans un certain confort, la maison rurale du village n'est alors qu'un pauvre habitat misérable et sommaire. On a souvent dit ⁴⁶ avec quel mépris les nourrices ou les domestiques du Morvan servant à Paris parlaient de la vieille chaumière malsaine de leur famille ; elles préféraient vivre longtemps dans la capitale pour économiser et faire construire au village une maison plus confortable. Même dégoût de la vie rurale pour la domestique bretonne venue servir à la ville et qui revoit encore les chemins creux boueux difficiles pour parvenir à la ferme, la pièce unique de la chaumière avec son sol de terre battue et son manque d'aération et de lumière, l'absence d'hygiène et la promiscuité de l'habitat ⁴⁷. Le paysan français du XIXe siècle, en maintenant sa mentalité traditionnelle qui le conduit à placer ses économies dans l'acquisition de terre et non dans l'amélioration de l'habitat, est en partie responsable des différences entre la chaumière du village et la maison urbaine.

Même transformation du comportement psychologique du migrant rural à propos de l'alimentation. On sait combien le jeune Martin Nadaud ⁴⁸, sous la Monarchie de Juillet, a été frappé, lors de son arrivée dans la capitale, par la différence de nourriture entre les villages creusois et Paris. Au lieu des traditionnels laitages, navets et pommes de terre, c'est une alimentation variée et solide avec la consommation de viande chaque jour pour le travailleur de l'industrie du bâtiment. En 1859, le sous-préfet Marlière ⁴⁹ de Clamecy (Nièvre) note combien le régime alimentaire urbain a joué dans les facteurs de migration favorables à la ville : « Le régime de vie est en outre bien différent : de la viande, du vin ou de la bière composent l'ordinaire de leur repas (ruraux émigrés à Paris), dans les fermes, ils ne consomment que des végétaux et ne boivent du vin que fort rarement ». A propos de la Bretagne du XIXe siècle et du début du XXe, l'Abbé E. Gautier ⁵⁰ a rassemblé de nombreux témoignages montrant la nourriture grossière et insuffisante des ruraux. Les émigrés bretons reconnaissent que ce facteur a joué dans le choix d'une vie nouvelle en ville ou dans une autre région riche.

Les conditions de travail paraissent encore plus dures pour la femme rurale que pour l'homme et si la jeune fille quitte le village pour la ville, c'est d'abord pour échapper à une longueur excessive de la journée de travail qui épuise et qui ne laisse guère de liberté et de détente. La femme doit en effet s'occuper du travail intérieur de la ferme, du ménage, de la nourriture, des enfants, des lessives et parfois de certains travaux des champs. Cette polyvalence conduit souvent à un véritable servage et la réaction

psychologique est inévitable dès que la femme rurale séjourne un peu en ville et constate les différences de vie laborieuse. Les épouses de migrants saisonniers, tels les maçons limousins, ont des vies encore bien plus pénibles du fait de l'absence temporaire des maris et l'on comprend leur désir d'aller vivre aussi dans les villes. Un changement de mentalité s'opère ainsi dans les milieux ruraux, aussi bien chez les hommes que chez les femmes. Sous la Monarchie de Juillet, le maçon migrant Martin Nadaud⁵¹ admet très vite cette migration des femmes pour échapper à la dure existence paysanne : « Aujourd'hui que les salaires ont plus que doublé, cette crainte (de ne pouvoir vivre à deux à Paris) n'existe plus et les Creusoises ont raison de vouloir suivre leurs maris. D'ailleurs bien qu'élevées pour le dur travail des champs, ces jeunes femmes sorties de notre laborieuse et énergique race gauloise apprennent facilement à tout âge des métiers qui exigent de l'habileté et de l'intelligence ».

La vie d'isolement rural de certaines campagnes pèse de plus en plus pour les ruraux qui ont connu la ville (jeune fille placée temporairement, jeunes gens ayant accompli leur service militaire). Le besoin de relations sociales, de contacts humains semble grandir au cours du XIXe siècle. Ce phénomène psychologique pousse les ruraux à rechercher les milieux urbains et à vivre dans les gros bourgs et les villes. Les chemins de fer n'ont pénétré que dans certains secteurs géographiques et beaucoup de campagnes françaises continuent à être isolées, très loin d'une gare et d'une agglomération urbaine. La vie d'isolement apparaît particulièrement dans les montagnes et certaines régions de bocage comme l'Ouest. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, les ruraux des Préalpes du Sud (Basses-Alpes, Var, Alpes-Maritimes) partent massivement parce que les lignes ferrées sont rares en montagne et l'isolement n'a pas que des conséquences économiques, il a aussi des effets psychologiques : les ruraux se sentent comme abandonnés, alors que les villes de la Basse-Provence ne cessent de se développer. Le besoin de relations sociales (que ne peut plus donner la montagne par suite du dépeuplement trop intense) vient s'ajouter au besoin économique pour accroître les départs. Jules Blache⁵², à propos des montagnes de la Grande Chartreuse et du Vercors, notait « la tendance à désertifier les habitations écartées, ou les groupes écartés d'habitations, ou les communes trop étriquées et isolées par le relief et la forêt ». C'est souligner les effets psychologiques de l'isolement, mieux ressenti au XIXe siècle par les jeunes gens qui abandonnent la vieille mentalité de résignation.

Non seulement les jeunes ruraux ont un comportement plus sociable, mais ils demandent aussi plus de sécurité pour l'avenir. Pour cela, ils ne se contenteront pas de migrations saisonnières offrant des ressources temporaires et souvent incertaines. Ils recherchent des emplois plus stables, pour une longue durée de la vie active. Dès lors, la migration viagère est préférable à la migration saisonnière. Ils trouveront une garantie dans un emploi assuré par l'Etat et ainsi la fonction publique répond à leur désir de continuité, de gain assuré, de vieillesse protégée par une pension de retraite. Dans les Causses du département de la Lozère⁵³, Marres ne peut que constater cette évolution psychologique : les fils de ceux qui faisaient les migrations temporaires dans les plaines du Bas-Languedoc pour en tirer le plus

de ressources possible, sont devenus fonctionnaires, car les traitements, l'autorité conférée et la pension de retraite sont des éléments appréciés par ces montagnards.

La recherche des loisirs variés est aussi un facteur de départ qui peut compter pour une jeunesse trop maintenue au village ou dans le pays rural. Le sous-préfet Marlière (Nièvre) ⁵⁴, en 1859, note combien la ville retient par ses distractions : « Les campagnes ne conservent plus que les jeunes gens peu intelligents, sans aptitudes pour les arts mécaniques ou les occupations de bureau. Dès qu'ils ont un pied dans les villes, ils ne reviennent qu'à regret à la vie des champs. Ils trouvent dans les centres peuplés, des spectacles, des plaisirs, des distractions de toute espèce, et l'existence à la campagne leur paraît monotone ».

Le désir d'ascension sociale pour une culture intellectuelle seule possible à la ville, pour lui et pour ses enfants, pousse le rural à migrer pour ne pas végéter dans un milieu social réduit et immobile. L'exemple d'un Martin Nadaud cherchant à s'instruire par tous les moyens dans le Paris de la Monarchie de Juillet montre assez bien que le migrant le plus modeste et le plus ignorant peut sortir de sa condition première défavorable. Mais combien de parents migrent pour faire instruire leurs enfants et leur faciliter ainsi le passage dans des activités plus recherchées et plus difficiles ? Les cas sont fréquents dans la seconde moitié du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, surtout parmi les artisans ruraux qui veulent trouver un moyen d'éviter les conséquences de la crise de l'artisanat.

Certes, le problème des causes psychologiques de l'accroissement et de la transformation des migrations rurales est difficile à analyser tant sont complexes et liées entre elles les diverses causes de migrations. De même, il est malaisé de savoir si certaines causes qui paraissent parfois secondaires ne l'emportent pas dans des régions bien déterminées. La plupart des observateurs et des chercheurs s'accordent à mettre au premier plan les causes économiques ⁵⁵. Mais les divergences apparaissent pour le rôle des facteurs secondaires. Ainsi, P. Merlin met en doute, à propos des Alpes du Sud, les causes psychologiques de départs comme « l'appel exercé par les professions « urbaines » des secteurs secondaires et tertiaires ». Des causes occasionnelles, comme le service militaire ouvrant de nouveaux horizons aux ruraux, doivent être analysées avec prudence. Il en est de même de l'attrait du confort (alimentaire et dans l'habitat) exercé par les villes. Sans doute faut-il tenir compte des mentalités régionales, d'ailleurs très différentes selon les sexes et les âges. Aussi le problème des facteurs de migrations rurales sera encore longtemps discuté sans pouvoir établir nettement l'importance de chacune des causes. Les migrations temporaires nées avant le XIX^e siècle paraissent avoir eu des causes moins diverses et moins complexes. Mais les nouveaux facteurs qui apparaissent au cours du XIX^e siècle, non seulement transforment les migrations anciennes et font naître de nouveaux déplacements, mais rendent très complexe l'analyse. Faut-il alors s'étonner de la difficulté d'entreprendre une étude poussée des migrations françaises et de l'exode rural aux XIX^e et XX^e siècles ? Ce sont toutes les relations campagnes-villes qui interviennent dans ces échanges humains qui tendent pendant une longue période à se faire à sens unique.

NOTES — TROISIEME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

II - LES AUTRES CAUSES AGISSANT INEGALEMENT : POLITIQUES, LEGISLATIVES ET PSYCHOLOGIQUES

- 1 Une esquisse de cette évolution de l'armée française : A. BALLUE : in *La grande Encyclopédie* (fin XIXe siècle), tome 3, p. 1000-1003. (101).
- 2 Nous l'avons souligné à propos du Massif Central sous le Premier Empire : A. CHATELAIN (71).
- 3 Voir particulièrement P. LAROUSSE (125), tome 13, p. 930-931 ; NURIA SALES DE BOHIGAS (34) ; B. SCHNAPPER (163).
- 4 MARQUIS, préfet : *Mémoire statistique du département de la Meurthe* (An XIII, Paris, 232 p.), p. 135.
- 5 A.D. Oise : série R. (Actes de remplacement pour le service militaire) et Jeannine SREDNIAVA : Compiègne sous la Monarchie de Juillet (*Mémoire Maitrise*, 1968, Paris).
- 6 A.N. : C. 963 (Bas-Rhin) (Enquête décret 25 mai 1848). In « Etudes de la Région Parisienne » à paraître.
- 7 P. LEUILLIOT : *L'artisanat en Alsace dans la première partie du XIXe siècle* (in : VIII colloque d'histoire sur l'artisanat, Aix-en-Provence, 1965), p. 52.
- 8 NURIA SALES DE BOHIGAS, art. cité, p. 343.
- 9 Id ⁰, p. 342 et Arch. Vincennes : suppl. Préval, 1960. E. 24 (A. Noailles : observations sur le nouveau projet de recrutement).
- 10 Nombreuses appréciations dans NURIA SALES DE BOHIGAS, art. cité, p. 346-347.
- 11 M. NADAUD (801), p. 132 et suiv.
- 12 Cf. « Le Constitutionnel » du 11 sept. 1848 ; aussi discours de Thiers du 21 oct. 1848 reproduit dans divers journaux, dont « La Presse ». Analyse dans N. SALES DE BOHIGAS art. cité, p. 346.
- 13 P. LAROUSSE (125), tome 13, p. 930.
- 14 DECHAVASSINE (Chanoine) : *Rôle des agences d'émigration dans l'exode savoyard au XIXe siècle* (Actes du 85^o Congrès National des Soc. savantes, Chambéry, Annecy, 1960, section Histoire moderne et contemp., Paris, 1961), p. 475-489.
- 15 Enquête de 1866, vol. 28 des enquêtes départementales ; particulièrement p. 139, 153.
- 16 Enquête de 1912 sur les salaires agricoles, p. 109.
- 17 Maurice ALLEM : *La vie quotidienne sous le Second Empire* (Paris, 1948, 287 p.), p. 133.
- 18 Enquête de 1866, vol. 17 des enquêtes départementales, p. 204.
- 19 A.N. : C. 963 (Hautes-Pyrénées ; enquête décret du 25 mai 1848).

- 20 T. LEFEBVRE (511), p. 699.
- 21 L. ETCHEVERRY (505), p. 1092-1099.
- 22 PLANTE (517), p. 359-360.
- 23 T. LEFEBVRE (511), p. 698.
- 24 E. BARRERE : *Emigration (basque) à Montévidéo et à Buenos-Ayres* (Pay, 1842, 51 p.) et A. CHATELAIN (55).
- 25 C. 954 (Hautes-Saône).
- 26 A.N. : C. 959 (Meuse).
- 27 J. BRAME (41), p. 66-68, 77-79, 93-105.
- 28 Les données statistiques de M. ALLEM : *La vie quotidienne sous le Second Empire* (Paris 1948) sont trop faibles (p. 21). L'accroissement annuel atteint même 35.000 à 40.000.
- 29 L. CHEVALIER (211), p. 190 et suiv. Voir aussi : J. ROUGERIE : *Paris libre 1871* (Paris, 1971, 286 p.), p. 9-19.
- 30 Cf. C.H. POUTHAS (155), p. 185.
- 31 M. REINHARD, A. ARMENGAUD, J. DUPAQUIER (157), 3^o éd., p. 345.
- 32 A. LANDRY : *Traité de démographie* (Paris, 1945, 651 p.), p. 151.
- 33 V. TURQUAN (171), p. 490 et 501, *Réforme sociale*, 1er Oct. 1898.
- 34 Rapport Ballue (Chambre des députés, 1886, n^o 1314), cité par la Grande Encyclopédie, tome 17, p. 707 (101).
- 35 V. TURQUAN (171), p. 490.
- 36 P. LAROUSSE (125), tome 8, p. 550.
- 37 P. SORLIN (166), p. 91.
- 38 TURQUAN (171) p. 687.
- 39 E. REYNIER (650), p. 109-112. Voir aussi l'évolution des Causseards : P. MARRES (789) p. 408.
- 40 Statistique générale de la France : *Album graphique*, recensement 1901, p. 198. (9).
- 41 Nous avons calculé les effectifs à partir des données du tome I, 4^o partie, p. 108-109 (mais enseignement public et privé ont été mêlés).
- 42 AUGÉ-LARIBÉ (22), p. 112.
- 43 AUGÉ-LARIBÉ (22), p. 102.
- 44 Sur la condition des ouvriers agricoles maraîchers des environs de Paris : A. HODÉE : *Les jardiniers et les jardins* (Paris, 1928, 460 p.), p. 290 et 307.
- 45 P. SORLIN (166), p. 93.

- 46 Voir particulièrement LEVAINVILLE (781), p. 277-278.
- 47 E. GAUTIER (465) a beaucoup insisté sur l'habitat breton, p. 23-87 (Dure existence).
- 48 M. NADAUD (801), p. 53.
- 49 MARLIERE (787), p. 57.
- 50 E. GAUTIER (465), p. 88-110, du volume « La dure existence des paysans et des paysannes ».
- 51 M. NADAUD (801), p. 234.
- 52 J. BLACHE (544), p. 411.
- 53 P. MARRES (789), p. 408.
- 54 MARLIERE (787), p. 57.
- 55 Voir à ce sujet l'étude générale de CLEMENT et VIEILLE (78), p. 73 et suiv. Pour les analyses régionales : P. MERLIN (621), p. 436-437. J.P. MOREAU (301), p. 135-137. P. MERLIN (146) a cherché à rassembler les diverses causes de l'exode rural et à marquer leur valeur. Même si on ne partage pas les points de vue de l'auteur sur cette inégale valeur et sur l'évolution générale de cet exode rural, les idées sont intéressantes.

III - UN PROBLEME DIFFICILE A RESOUDRE : LE ROLE DES MOYENS DE TRANSPORT DANS L'ACCENTUATION OU DANS LE DECLENCHEMENT DES MIGRATIONS.

En dehors des causes économiques, politiques et psychologiques, une cause technique a parfois été mise au premier plan pour expliquer le fort développement des migrations françaises rurales à partir du milieu du XIX^e siècle : l'influence des chemins de fer et d'une manière plus générale, des moyens de transport .

Certains observateurs ou chercheurs ont cru devoir accuser le chemin de fer de tous les méfaits : ils ont surtout servi les villes et les agglomérations établies le long des lignes ferrées et ont contribué fortement à transformer les anciennes migrations temporaires en migrations de longue durée tandis que l'exode rural ne cessait de progresser. Par contre, d'autres chercheurs ont considéré que cette influence avait été exagérée et que le rôle des moyens de transport devait trouver place dans les causes secondaires de l'exode rural ¹.

Là encore les nuances régionales sont très diverses et le rail a agi dans des milieux ruraux présentant des conditions économiques, sociales et psychologiques très différentes. Deux cas opposés peuvent être pris comme exemples. En Creuse, les migrations traditionnelles vers Paris, Lyon et d'autres villes ou régions françaises se faisaient à pied et les transports par véhicules sur routes étaient trop coûteux et trop peu nombreux pour être utilisés. Quand le rail peut être utilisé, le migrant creusois n'hésite pas à s'en servir pour ses déplacements car il économise temps et fatigue et la dépense est possible puisque les salaires sont plus élevés. Mais les facilités de déplacements apportés par les chemins de fer rendent surtout service aux femmes et aux familles rurales de la Creuse qui peuvent désormais rejoindre des maris et des parents, sans fatigue et sans trop de dépenses. Ainsi, dans ce premier cas, le rail est un facteur de la transformation de l'ancienne migration temporaire masculine en une migration familiale de longue durée. On peut dire qu'il a conduit à l'exode rural. Dans un second cas, celui de l'Artois-Nord Picardie, il est au contraire un frein à l'exode rural car il permet aux populations rurales de faire des migrations quotidiennes ou hebdomadaires pour se rendre dans le bassin houiller assez proche et y trouver travail et moyens d'existence. La vie rurale continue pour ces migrants malgré les nombreuses crises dues aux transformations économiques ; le rail paraît alors être un sauveur ².

Mais il faut pourtant convenir que le rail a été en France, à la différence des autres pays comme la Belgique, un facteur de dépeuplement par les migrations de longue durée. Les migrations quotidiennes ou hebdomadaires du travail pour les ruraux ont été très limitées avant 1914. L'exode a commencé dans les campagnes françaises avant la construction intense du réseau ferré (ainsi pour les départements normands, Orne et Manche, pour les départements montagnards, Basses-Alpes et Hautes-Alpes, la chute commence dans la période 1836-1846). Mais les grands départs suivent souvent la fin de la construction des grandes lignes.

Nous avons fait une analyse particulière de l'influence du rail pour une

des plus importantes lignes ferrées françaises (Paris-Menton), sur une assez longue période (1866-1936) en établissant des zones parallèles à la ligne (communes groupées dans chaque zone par rapport à la gare la plus proche, avec distances routières de 5, 10, 15, plus de 15 km) ³. Le résultat obtenu est assez curieux. La population des communes-gares a fortement augmenté : 120 % (sans compter les grandes villes, Paris, Lyon, Marseille et leurs banlieues). Mais le gain de population n'est pas égal pour toutes les communes-gares : la moitié d'entre elles sont en déficit, sauf dans la section Marseille-Menton. La ligne a donc été un aimant pour les populations rurales d'alentour, mais certaines communes-gares seulement en ont été les bénéficiaires. La zone proche de la ligne (moins de 5 km d'une gare) a mieux résisté au dépeuplement que les zones plus éloignées. Mais c'est généralement la zone (5-10 km) qui connaît le plus grand exode, parfois la zone (10-15 km). Ces deux dernières zones semblent avoir donné aux communes-gares et aux trois grandes villes de la ligne, une grande partie de leurs migrants. Par contre, au-delà de 15 km, l'exode existe, mais il est plus faible et l'attraction du rail paraît plus limitée. Ainsi apparaissent des nuances variées dont l'interprétation est délicate, car le rail n'est pas seul à intervenir ; d'autres facteurs ont certainement joué, parfois d'une manière intense selon les périodes.

Dans le Massif Central, divers chercheurs ont fait des sondages pour la période qui nous intéresse : fin XIXe siècle et début du XXe siècle. Etudiant les Limagnes avergnates du Sud et leurs bordures montagneuses, L. Gachon ⁴, tire cette conclusion : « Pour l'ensemble du territoire, le taux décadaire d'émigration est quatre fois plus fort avant la venue du rail qu'après... Contrairement à ce qu'on pourrait penser, l'introduction d'un moyen commode de déplacement, le chemin de fer, loin de provoquer de plus nombreux exodes, a coïncidé avec un ralentissement très sensible des départs. Le détail des taux dans les unités démographiques montre, que la Margeride et la Rivière d'Allier ont vu, seules, leur émigration augmenter après la venue du chemin de fer. Soit sous sa forme définitive, soit sous ses formes temporaires, l'émigration est un phénomène ancien. Elle est apparue aux populations prolifiques et pauvres de l'Auvergne, comme un remède normal au surpeuplement ». Mais le rail n'intervient pas seul et le problème se complique si l'on tient compte des phénomènes de natalité et de mortalité : « De la fin du Second Empire à la guerre de 1914, entre les deux faits constatés, usage d'un nouveau moyen de transport et diminution de l'émigration, il est vraisemblable qu'il y a eu plutôt relation de concomitance que relation de cause à effet. La mortalité étant devenue plus forte que la natalité, le chiffre de la population diminue progressivement ; les familles ayant moins d'enfants, un moins grand nombre de jeunes sont obligés, faute de terre à travailler, de quitter le pays ».

Pour une région plus méridionale du Massif Central (zone de contact des départements du Cantal, de l'Aveyron et de la Lozère, avec lacune de rail importante entre lignes ferrées), R. Caralp fait une analyse pour la période 1886-1931). Elle arrive à des conclusions très nuancées : le rail a été bénéfique pour les villes et les bourgs possédant une gare, mais la désertion a été accélérée pour des communes proches tandis que les communes plus

lointaines, sans beaucoup profiter du rail, faiblissaient normalement comme auparavant ⁵. Néanmoins, cet auteur pense que pour la plus grande partie du Massif Central, le chemin de fer, aussitôt après sa construction, a eu des effets bienfaisants du point de vue démographique : « Les cas de freinage à la dépopulation ou d'augmentation dans les premières années qui suivent l'apparition des lignes ferrées se retrouvent d'ailleurs pour l'ensemble de la population de la plupart des départements ».

Analysant la dépopulation dans un champ limité comme le Cantal, de 1881 à 1921, André Meynier parvient aux mêmes conclusions que celles de R. Caralp pour le secteur de contact Aveyron-Cantal-Lozère. La baisse de population a été réduite de moitié dans les communes-gares, par rapport aux localités non desservies. Ainsi, le rail serait un frein à la dépopulation des régions rurales, sans pouvoir arrêter cette dépopulation. La légende du rail, agent de dépeuplement, doit être combattue pour cet auteur ⁶.

Quelle conclusion tirer de ces recherches minutieuses et difficiles ? Il est certain que dans un pays aussi varié que la France, des nuances doivent être nettement établies. Le rail, par les possibilités d'écoulement des produits et par la création d'entreprises industrielles et commerciales nouvelles, par les facilités de déplacements de main-d'œuvre grâce aux migrations quotidiennes ou hebdomadaires, a été bénéfique pour la plupart des communes-gares. Mais la masse des communes rurales non desservies ont eu à souffrir du nouveau mode de transport, car la vie économique traditionnelle des campagnes a été perturbée : les artisans ruraux ont dû subir la concurrence des produits sortis des usines, les paysans sédentaires et routiniers ont senti la concurrence des produits agricoles venus des régions riches, des pays d'outre-mer ou de l'étranger, les paysans-migrants temporaires ont dû choisir entre l'activité agricole et l'activité urbaine. Généralement, il y a eu baisse de revenu pour les ruraux sédentaires. Aussi, devant ces effets économiques du rail, beaucoup ont vu dans le départ une solution au problème des revenus. Finalement, l'exode rural de la plupart des régions paraît lié au développement des chemins de fer. Le gros inconvénient du rail pour les populations rurales, c'est son manque de souplesse, sa trop grande fixité. Il ne dessert que certaines zones et les autres sont désavantagées. Le complément de routes, à partir des gares, ne suffit pas pour satisfaire les populations, car sur ces routes, au XIXe siècle, il y manque un moyen de transport rapide, individuel et souple, c'est-à-dire pouvant permettre d'aller partout, sans faire de différence entre communes-gares et communes isolées. Or, vers la fin du XIXe siècle, à partir de 1890, la bicyclette montre combien un modeste moyen de transport individuel peut rendre de service au travailleur rural qui cherche à travailler dans une entreprise éloignée de sa commune. La bicyclette, seule ou associée au transport ferroviaire, permet beaucoup mieux les migrations quotidiennes de travail. Durant la période de 1890-1914, on entrevoit, avec elle, de nouvelles possibilités pour freiner l'exode rural. Ces possibilités ne cesseront de grandir avec l'emploi de l'automobile individuelle et meilleur marché au cours du XXe siècle. Ainsi, en comparant les services rendus aux populations rurales par le rail, la bicyclette et l'automobile, on constate que le premier moyen de transport a souvent été défavorable en contribuant à dépeupler les campagnes, tandis que les deux autres ont permis d'élargir l'horizon de travail

des ruraux, de les mettre plus directement en liaison avec les agglomérations, sans pour autant les entraîner dans l'exode. L'automobile atténue les différences entre vie urbaine et vie rurale. Aussi peut-elle être, dans une certaine mesure, un remède à la désertion des populations des campagnes. Avec elle, une nouvelle période peut commencer dans l'histoire des migrations rurales françaises.

NOTES — TROISIEME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

III - UN PROBLEME DIFFICILE A RESOUDRE : LE ROLE DES MOYENS DE TRANSPORT DANS L'ACCENTUATION OU DANS LE DECLENCHEMENT DES MIGRATIONS.

1 R. CAPOT-REY (47), p. 258, est très net : « Le chemin de fer, fourrier de la désertion des campagnes ». Par contre, l'exagération est soulignée par P. MERLIN (621), p. 437.

2 Cf. DEMANGEON (273), p. 410-412. Même influence du rail sur les campagnes normandes autour de Rouen : J. LEVAINVILLE (296), p. 229-231.

3 A. CHATELAIN (57).

4 L. GACHON (765), p. 277-279.

5 R. CARALP (729), p. 369-375.

6 A. MEYNIER : *Les routes entre Aurillac et Mauriac* (Rev. de la Haute-Auvergne, 1933).

CHAPITRE SECOND

LES NOUVELLES MIGRATIONS AGRICOLES

Nous avons vu que les migrations temporaires de cultures traditionnelles ne se sont vraiment développées que pour les céréales et la vigne. Les fenaïsons n'ont jamais réussi à créer de grands déplacements car on peut échelonner beaucoup plus dans le temps la récolte des fourrages. Mais le blé et la vigne, surtout au moment des moissons et des vendanges, ont déterminé des « migrations de presse », selon l'expression employée dans certaines régions ; l'exigence était ici impérative si l'on voulait protéger et sauver la récolte. Aussi constate-t-on au cours du XIX^e siècle des migrations temporaires de masses, d'une ampleur et d'une régularité remarquables. Cependant pour les céréales, les migrations saisonnières ont cessé au XX^e siècle, tandis qu'elles se poursuivaient pour les vendanges.

Mais les exigences de main-d'œuvre en des périodes déterminées n'apparaissent pas seulement pour des cultures traditionnelles ; elles se font sentir aussi au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle pour des cultures nouvelles comme la betterave à sucre ou pour des productions intensives répondant aux demandes énormes des agglomérations urbaines et des régions industrielles qui sentent le besoin accru d'une consommation de légumes et de fruits. Aussi, le travail minutieux et délicat du soin apporté aux plantations et aux récoltes ne peut être confié à une machine. Le travail manuel l'emporte encore pour démarier les plants de betterave à sucre, pour cueillir petits pois, haricots et fruits et pour ramasser les pommes de terre. L'exode rural a raréfié la main-d'œuvre sédentaire rurale dès le milieu du XIX^e siècle. La nécessité d'appeler des équipes venues des autres régions et des villes apparaît de plus en plus dans les zones spécialisées. Les migrations saisonnières que l'on pouvait croire moribondes ou agonisantes retrouvaient leur raison d'être et reprenaient vigueur. Les moyens de transport rapides allaient faciliter les déplacements ; moins de fatigues et gains de temps devenaient des avantages appréciables. Un autre stimulant intervenait aussi : des salaires plus élevés puisqu'on demandait l'aide pour des productions très rentables et d'un prix de vente assez haut.

Ces nouvelles migrations de cultures et de récoltes étaient dans la dépendance de la civilisation urbaine et industrielle. La moindre crise ou des goûts très changeants pouvaient les faire évoluer ou les compromettre. De plus en plus la conjoncture, favorable ou défavorable, intervenait. Nous ne retrouvons pas toujours dans ces nouvelles migrations temporaires agricoles la permanence presque assurée des migrations traditionnelles que l'on pouvait observer dans la première moitié du XIX^e siècle pour les moissons et les vendanges. Les circonstances pèsent désormais sur les déplacements temporaires de main-d'œuvre agricole.

I — LES MIGRATIONS POUR LES CULTURES INDUSTRIELLES

Dans l'agriculture française du XIX^e siècle, deux caractères essentiels apparaissent : les révolutions culturales et une relative spécialisation non seulement par régions mais par petits pays. Ces deux caractères entraînent des changements considérables dans le rythme du travail agricole ; à partir du moment où il y a introduction de cultures industrielles et de nouvelles méthodes dans le travail de la terre, on constate des périodes de « presse » ou de « crue de travail » selon l'expression de Jean Brunhes¹ et les migrations temporaires de travailleurs deviennent nécessaires.

Dans la culture traditionnelle, le paysan français a diversifié ses productions et selon son expression il est indispensable de « faire un peu de tout ». La conséquence est importante pour le rythme du travail : les cultures choisies permettent de bien échelonner les tâches au cours de la partie active de l'année agricole. Le travail est régulier et sauf pour certaines récoltes (moissons, vendanges), la main-d'œuvre familiale et locale suffit. Cela explique le peu de variété des migrations traditionnelles agricoles ; céréales et vignes ont presque seules déclenché des déplacements saisonniers.

Dans la culture industrielle, l'exploitant est un spéculateur qui cherche de gros rendements pour vendre et gagner. Il choisit donc ses productions selon le climat, le sol et le marché. Il apporte surtout beaucoup de soins aux façons culturales : choix des plants, élimination des mauvaises herbes, binages fréquents, sarclages, récoltes triées minutieusement. Toutes ces opérations se font à la main à des moments précis et demandent beaucoup d'aides venus de l'extérieur car les étendues à traiter sont toujours considérables et la main-d'œuvre familiale et locale ne suffirait pas. Dans la culture industrielle, le choix des productions est relativement restreint et répond aux assolements ; trois ou quatre plantes peuvent suffire. Mais ce choix n'est pas fait une fois pour toutes ; il peut varier dans le temps selon la conjoncture et par conséquent faire évoluer les migrations temporaires de main-d'œuvre. Jean Brunhes, en bon observateur des phénomènes du travail, affirmait : « l'histoire agricole est bien plus rapidement changeante qu'on l'imagine fréquemment ; le régime du travail s'est trouvé maintes fois modifié »².

Ainsi, on peut opposer non seulement les caractères des agricultures des XVIII^e et XIX^e siècles, mais aussi les types de migrations temporaires liées à l'agriculture de chacun de ces deux siècles : déplacements presque essentiellement de récoltes pour l'agriculture traditionnelle du XVIII^e siècle et du début du XIX^e siècle, déplacements de façons culturales et de récoltes pour l'agriculture industrielle de la seconde moitié du XIX^e siècle et du XX^e siècle. Les migrations dès lors s'allongent au cours de l'année ou se multiplient selon les moments ; elles deviennent aussi plus complexes et plus fragiles qu'autrefois.

Pour mettre en relief le rythme complexe des travaux agricoles et l'intervention de la main-d'œuvre saisonnière dans le Nord de la France, Jean Brunhes a concrétisé par un graphique l'emploi de la main-d'œuvre sédentaire et nomade selon les différents mois de l'année³. La courbe du travail s'élève plus ou moins suivant les tâches à accomplir dans les champs ; quatre étages sont prévus : la main-d'œuvre locale est en partie inoccupée (généralement

l'hiver), emploi normal de la main-d'œuvre rurale locale (journées de 8 à 10 heures), emploi intensif de la main-d'œuvre rurale locale (journées de 10 à 15 heures), appel indispensable de main-d'œuvre saisonnière. L'application de cette méthode a été faite pour deux pays très voisins de la région du Nord de la France : la campagne autour de Lille et la Flandre maritime au début du XXe siècle. La première courbe (campagne autour de Lille) nous montre l'intervention des saisonniers à deux moments de l'année agricole : juillet-août (migration traditionnelle pour les moissons) et octobre-novembre (migration de culture industrielle pour l'arrachage des betteraves). La seconde courbe (Flandre maritime) fait apparaître une intervention beaucoup plus grande des saisonniers : mars-avril (sarclage et binage pour les cultures industrielles) et juillet-novembre (moissons traditionnelles, arrachage-lin, sciage-betterave ou récolte des graines de betterave, arrachage-betterave). Cette « course du travail rural », selon l'expression de Jean Brunhes, ne peut être organisée qu'avec l'aide de professionnels de la main-d'œuvre. Tout un vocabulaire les désigne au début du XXe siècle dans le Nord : « les meneurs de bandes », « les chefs de bandes », « les bandeniers », « les chefs de brigades », « les piqueurs », etc... Ces entrepreneurs de main-d'œuvre traitent directement avec les exploitants agricoles et discutent du prix du travail à accomplir ; dès lors les cultivateurs ne s'occupent plus de ce personnel saisonnier et ne s'intéresseront qu'aux résultats. Or, le chef de bande, à la différence du simple chef de moissonneurs, doit recruter un personnel polyvalent, c'est-à-dire apte à toutes les tâches. Il lui faut non seulement une connaissance des hommes, mais aussi des possibilités de recrutement dans des régions voisines ou plus ou moins lointaines (chômage de catégories professionnelles mi-agricoles mi-industrielles, main-d'œuvre agricole plus facile à engager dans les périodes de ralentissement du travail des champs). Et Jean Brunhes de nous donner les précisions suivantes : « Dans la Flandre maritime, riche et peuplée, ils font appel, pour les envoyer travailler dans les grandes « hofstedes » (fermes) de l'intérieur, aux familles de pêcheurs, si nombreuses dans leurs petites maisons des dunes ; les plaines de la craie autour de Lens reçoivent leurs « bandes » du « Houtland » (pays au bois, dans la Flandre intérieure), où les travaux sont en retard ; la « Plaine » à l'Est de Lille attire du Hainaut les « Hennuyers », dirigés par un « piqueur ». Toutes ces bandes sont essentiellement saisonnières et liées au régime même du travail ».

Sans doute, les graphiques de Jean Brunhes pour la région du Nord au début du XXe siècle pourraient être complétés par des graphiques montrant le rythme du travail agricole et l'intervention des saisonniers pendant une durée plus longue. Ainsi, en Brie, au lieu de deux saisons d'appel de migrants, nous constatons une seule période, mais très longue : mai-décembre (démariage des betteraves en mai, binage en juin, moissons traditionnelles en juillet-août, sarclage des betteraves en juillet-août, arrachage des betteraves en septembre-novembre, aide aux râperies et distilleries-sucreries en octobre-décembre).

Dans cet apport de main-d'œuvre des « crues du travail » agricole, nous constatons parfois l'aide temporaire des non-agriculteurs. Déjà, dans la Flandre, Jean Brunhes avait noté les migrations des pêcheurs de la côte. Mais bien d'autres exemples apparaissent au cours du XIXe siècle et au début du

XXe siècle, particulièrement l'emploi des ouvriers d'ateliers et d'usines. En Normandie, comme en Picardie et dans le Nord, il y a cette alternance du travail agricole et du travail industriel : « dans la région de Caen, le personnel des mines se trouve à certains moments de l'année réduit de 40 et même de 60 pour 100 par l'appel de main-d'œuvre que déterminent l'importance et l'urgence des travaux de la campagne »⁴. Ce transfert régulier et provisoire de main-d'œuvre d'un secteur économique à un autre paraît normal pour les travailleurs et les économistes du XIXe siècle ; cela à tel point que Karl Marx reprendra l'idée en 1847 lorsqu'il écrit son « Manifeste communiste » : « Combinaison du travail agricole et du travail industriel ; mesures tendant à faire graduellement disparaître la distinction entre ville et campagne », tel est l'un des principes prévus pour les pays les plus avancés dans le domaine économique⁵.

Pourtant les cultures industrielles n'ont réussi à se développer en France que dans certaines régions favorisées et les migrations temporaires complexes qui en résultent n'apparaissent que dans des zones limitées. Toutes les cultures industrielles n'ont pas pris la même importance ; l'une est devenue prédominante et doit servir de type pour mener l'analyse, c'est celle de la betterave sucrière. D'autres cultures comme la chicorée, le lin et le houblon sont restées relativement secondaires et cependant des déplacements de main-d'œuvre, limités sans doute, sont liés à ces productions. Toutes les cultures industrielles n'ont pas conduit aux migrations temporaires ; celle du tabac est caractéristique à cet égard et demeure la culture du petit exploitant sédentaire qui se passe de main-d'œuvre extérieure. Même réduites à quelques cultures et quelques régions, les migrations temporaires d'activité agricole industrielle ne peuvent être négligées.

1°) AVANT LE XIXe SIECLE, LES RARES CULTURES INDUSTRIELLES AVAIENT PARFOIS ENTRAINE DES MIGRATIONS TEMPORAIRES.

Les paysans d'Ancien Régime ont cherché à produire des plantes pouvant procurer des matières premières à l'industrie ; ils y ont même été encouragés et c'était pour eux un moyen d'obtenir le précieux numéraire qu'ils recherchaient. Or, la gamme de ces productions agricoles a toujours été limitée et quelques régions privilégiées pouvaient en profiter. Rares aussi étaient les cultures industrielles provoquant des déplacements de main-d'œuvre saisonnière. Nous avons vu que la culture du murier et la sériciculture ont conduit très tôt à des migrations de récoltes, mais comme cette activité est étroitement liée à une activité déjà marginale de l'agriculture, nous avons analysé ces migrations temporaires avec celles de l'artisanat agricole. Des plantes textiles comme le chanvre et le lin ont pu donner lieu à des déplacements pour le travail purement agricole, mais ils sont mal connus. Une plante tinctoriale a par contre provoqué des migrations temporaires sur lesquelles il convient de s'arrêter, c'est la garance.

a) Un exemple de migrations pour la culture du chanvre dans la région de la moyenne Garonne, XVIIIe siècle.

Au XVIIe siècle le chanvre s'étend de plus en plus dans les pays de la moyenne Garonne et particulièrement dans les grandes vallées humides :

partie inférieure du Lot en aval de Villeneuve-sur-Lot, zone riveraine de la Garonne d'Agen au-delà de Marmande (jusqu'à Sainte-Bazille). Mais cette extension reste pourtant limitée et n'occupe que des sédentaires qui voient dans le chanvre une plante nettoiyante pour lutter contre les mauvaises herbes et pour obtenir des cordes et un peu de textile. Mais tout change au XVIII^e siècle par suite de l'intervention de deux facteurs déterminants : en 1720 l'Etat interdit la culture du tabac en France pour faciliter les plantations de Louisiane et la moyenne Garonne cherche à compenser ses pertes en développant la culture du chanvre ; d'autre part la manufacture de cordes et de toile à voile d'Agen prend de l'importance et assure un débouché pour les cultivateurs. Désormais, pendant trois-quarts de siècle, c'est la grande prospérité du chanvre avec de beaux bénéfices. Les paysans sédentaires ne suffisent plus pour fournir la main-d'œuvre. Un appel à l'extérieur est indispensable et des migrations saisonnières locales et interrégionales naissent et se développent 6.

Les migrants temporaires arrivent dans les plaines de la moyenne Garonne en août et repartent en octobre. Ils ne s'occupent que d'une opération : l'arrachage et prennent part au travail le plus intense de la fin de l'été et du début de l'automne. A la différence de ce que l'on constate dans le Massif Central, le Jura et les Alpes, ces migrants ne sont pas occupés au travail plus artisanal de rouissage et de teillage-peignage. Ces dernières tâches sont réservées aux bâteliers de la Garonne lorsque les eaux basses du fleuve apportent du chômage au début de l'automne.

Les migrants arracheurs de chanvre viennent des côteaux qui bordent les vallées et des Landes très déshéritées alors. Sans doute en faisant les déplacements dans les vallées de la Garonne et du Lot profitent-ils d'une période de ralentissement dans leurs propres travaux. A l'automne, ils ne pourraient apporter autant d'aide car les vendanges et la cueillette des fruits, dans leur propre région ou dans les régions voisines, demandent aussi beaucoup de monde. Il est curieux de constater que cette migration saisonnière des arracheurs de chanvre n'a pas pour but de gagner du numéraire que recherchent tant les peigneurs de chanvre montagnards qui vont dans les plaines en automne et en hiver. En effet, les travailleurs venus des côteaux de l'Agenais et des Landes sont encore payés en nature, comme pour beaucoup de travaux agricoles traditionnels. Les propriétaires de chanvrières n'ont pas à déboursier de l'argent ; ils remettent aux migrants la onzième partie de la récolte. Ainsi, sans avoir de chanvrières, les paysans des côteaux et des Landes font tout de même leur provision de chanvre.

Dans cet exemple de migration temporaire de culture industrielle sous l'Ancien Régime, nous ne voyons pas les caractères mis en relief pour les cultures industrielles développées au XIX^e siècle. Les travailleurs saisonniers ne font que la récolte d'une matière première textile. Cette migration de récolte est comparable à celles des moissons et des vendanges. Ici, pas de migration pour les façons culturales (binages, sarclages). La migration reste simple.

Or, cette migration aquitaine n'a pas survécu à l'Ancien Régime ; elle s'est éteinte à la fin du XVIII^e siècle. Elle était trop liée à des circonstances politiques et économiques particulières. La Révolution de 1789 fait

disparaître la manufacture de toiles d'Agen. La ruine de la marine marchande sous le Premier Empire vient ajouter au désastre. Le chanvre se vendant difficilement, les agriculteurs reviennent peu à peu à la culture du tabac qui prend à nouveau sa place dans les assolements. Tout le problème de la main-d'œuvre est posé ; les migrants arracheurs de chanvre deviennent inutiles à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle. La fin des déplacements saisonniers est la conséquence des événements révolutionnaires.

b) Les migrations de la culture de la garance dans le Comtat se sont prolongées au XIX^e siècle mais elles semblent complexes dès le XVIII^e siècle.

La garance, autre culture industrielle, aurait pu réussir aussi dans la moyenne Garonne où elle avait été introduite au XVII^e siècle, mais elle a finalement échoué au XVIII^e siècle par suite de la forte concurrence du Comtat⁷. Cette dernière région fait fortune avec la garance et cela grâce à l'aide apportée par les migrants montagnards descendus des Alpes et du Massif Central.

Cette plante tinctoriale a bien réussi dans la région d'Avignon dans les sols de paluds au XVIII^e siècle ; il s'agit de « terres anciennement recouvertes de marécages, engraisées de détritus organiques... éminemment propres à la culture de la garance... ; elles fournissent presque toutes les racines rouges tandis que les autres natures de terres produisent des racines rosées »⁸. La zone-type de la garance est la plaine de Lapalud (aujourd'hui dans le Vaucluse, canton de Bollène, au bord du Rhône et à la limite du département de la Drôme). Le gouvernement royal, comme les administrateurs du Comtat, s'y intéresse et cherche à répandre la culture en Basse-Provence. Dans une lettre adressée aux cultivateurs provençaux, l'Intendant Bertin écrit le 17 mai 1778 : « Le climat de la Provence ne peut que favoriser infiniment la culture d'une plante qui ne croît nulle part aussi belle que dans les pays chauds. M. le Marquis de Seytres-Caumont en a monté une grande culture »⁹. Or, pendant la fin du XVIII^e siècle, la culture de la garance fut seulement entreprise par de riches propriétaires qui pouvaient payer une main-d'œuvre coûteuse et attendre trois ans avant de pouvoir bénéficier de la récolte (la racine n'est rentable qu'à la troisième année). Il s'agissait de défoncer et de défricher des terres jusqu'alors incultes ou presque, de multiplier les binages et les sarclages durant la première année de culture et de trouver une main-d'œuvre qui fera un arrachage difficile et délicat au bout de trois ans de soins¹⁰. Cette main-d'œuvre ne pouvait se recruter complètement sur place ; il devenait indispensable de faire appel aux montagnards robustes et toujours prêts aux travaux les plus rudes. Cela d'autant plus que la culture se répandit rapidement au début du XIX^e siècle comme le souligne Maxime de Pazzis en 1808 : « L'introduction de la garance a été pour ce pays un des plus grands bienfaits. Après avoir eu un peu de peine à être adoptée, cette culture a vaincu tous les préjugés et est devenue presque générale... Cette culture a rendu un autre service très essentiel : celui de faire défricher et de mettre en valeur beaucoup de terres incultes... Les grands avantages, en effet, qu'on trouva pendant quelques-unes des dernières années à la culture de la garance, avaient tellement tourné tous les esprits vers ce mode d'exploitation des terres, que l'on cherchait de tout côté et à tout prix des champs nouveaux

pour y semer de la garance. Chacun semblait craindre de n'être plus à temps de faire fortune de cette manière » 11.

Pour tous ces travaux, Comtat et Basse-Provence avaient un avantage que les observateurs contemporains et les historiens n'ont guère mis en relief : la proximité des montagnes pauvres et surpeuplées habituées aux migrations temporaires, car c'est elles seules qui pouvaient fournir les travailleurs indispensables. Mais il est curieux de constater que sur les lieux de travail on ne fasse guère mention des migrants temporaires montagnards tant, sans doute, il paraît normal de les voir venir et de les employer ; c'est une habitude qu'il n'y a pas lieu de signaler. Il faut alors aller dans les pays de départ des travailleurs saisonniers pour saisir le rythme des déplacements et les tâches accomplies.

Deux régions montagneuses ont envoyé régulièrement des équipes de main-d'œuvre pour la culture de la garance : les Préalpes du Sud et les Cévennes. Raoul Blanchard 12 nous fait connaître d'une manière très précise la participation des habitants des Monts du Vaucluse et des Baronnies, dans les parties élevées des départements du Vaucluse et de la Drôme, mais aussi de ceux de la haute vallée de l'Aygues, dans les Hautes-Alpes. Ainsi Moydans et Ribeyret (canton de Rosans, Hautes-Alpes) sont des communes de recrutement pour l'arrachage des racines de garance aussi bien que le canton de Séderon (Drôme, à la limite des départements du Vaucluse, des Basses et des Hautes-Alpes. En fait, toutes les parties montagneuses situées entre la Durance en aval de Sisteron et la haute vallée de la Drôme sont intéressées par les migrations temporaires pour la culture de la Garance ; cela depuis la fin du XVIII^e siècle jusque vers 1870, moment où la garance ne trouve plus preneur du fait de la concurrence des colorants synthétiques tirés des goudrons de houille. Mais si l'arrachage tient une grande place dans les déplacements qui s'effectuent entre les mois d'août et d'octobre, il ne faut pas oublier que le besoin de grosse main-d'œuvre se fait aussi sentir dans les plaines rhodanienne du Comtat et en Basse-Provence pour la préparation des sols à défricher et à ameublir et pour les façons culturales (binages et sarclages). Or, les nombreux défricheurs, piocheurs, terrassiers et autres travailleurs de force qui descendent des montagnes surtout pendant la mauvaise saison offrent leurs services pour les tâches les plus diverses (vignes, plantations d'oliviers et cultures de garance). Il n'y a pas là de spécialisation et l'on comprend fort bien que Raoul Blanchard, s'il précise les migrations d'arrachage de la garance, ne croit pas devoir souligner particulièrement les autres déplacements saisonniers de main-d'œuvre qui ont pour but la préparation des terrains et les façons culturales qui intéressent aussi cette même garance. Au départ, le migrant montagnard ne sait pas toujours quels genres de travaux il aura à exécuter durant la mauvaise saison ; il acceptera toutes les tâches rudes qui se présenteront. Il n'en est pas de même pour l'arrachage ; là il part avec l'idée d'accomplir une tâche bien précise. Ainsi, on peut donc considérer qu'il y a pour la garance deux sortes de migrations de travail, deux « crues » : en mauvaise saison (hiver) et au début du printemps partent les défricheurs-bineurs-sarclers ; à la fin de l'été et au début de l'automne (août-octobre) c'est le moment des arracheurs. Il n'est pas dit que ce soit d'ailleurs les mêmes hommes, car les montagnards doivent prendre le temps d'exécuter leurs

propres travaux sur leurs biens.

En hiver, les montagnards sont nombreux à être candidats au départ pour les bas-pays car c'est la longue période de chômage forcé. Aussi, ce n'est pas seulement la zone des Préalpes qui peut fournir des travailleurs, mais également la région intérieure. Le département des Hautes-Alpes, comme la Drôme, le Vaucluse et les Basses-Alpes, a donné des hommes capables de faire toutes les besognes agricoles les plus pénibles ; lors de l'enquête du Premier Empire sur les migrations temporaires on place ces travailleurs dans la catégorie des cultivateurs-migrants. Tous les arrondissements des Hautes-Alpes en procurent : 191 dans celui de Gap, 144 dans celui d'Embrun, 134 dans celui de Briançon ; soit 469 pour tout le département. Ils se dirigent certainement vers les cultures les plus rémunératrices et la garance du Vaucluse et de la Basse-Provence compte beaucoup pour les attirer car le travail de défrichement et de préparation est bien payé. Les migrations d'hiver pour la garance ont une aire de recrutement beaucoup plus étendue que celles de fin d'été pour l'arrachage.

Les Alpains, dans certaines besognes intéressant la garance, trouvent d'ailleurs des concurrents venus des montagnes situées à l'Ouest du Rhône¹³. Les Cévenols prennent part à l'arrachage de la garance en Comtat dès le mois d'août. Ils se servent d'une longue bêche car il faut atteindre jusqu'à 60 centimètres pour dégager les racines sans les abîmer. Il ne semble pas que les montagnards des Cévennes et du Haut-Vivarais aient pratiqué des migrations d'hiver pour se rendre dans les régions de défrichement et sarclage en vue de la culture de la garance ; les déplacements hivernaux sont très réduits pour les habitants des montagnes de bordure sud-orientale du Massif Central et pour la mauvaise saison la préférence va aux mines et aux usines.

Ainsi, entre la fin du XVIII^e siècle et 1870, la garance a été la culture industrielle la plus représentative pour entretenir des courants de migrations temporaires. Elle annonce la culture de la betterave sucrière qui va se développer dans la France septentrionale. Mais elle demande des travaux plus durs car les terres du Comtat et de la Basse-Provence doivent être minutieusement défrichées et ameublies : « La culture est dispendieuse dans ce département, dit de Pazzis à propos du Vaucluse, la terre doit être retournée à une grande profondeur, parfaitement purgée de chiendent, et rendue très meuble. Pour cela les cultures au lichen et à la bêche sont les seules praticables. C'est aussi avec le lichen qu'on arrache la garance, puisqu'il faut creuser à cinq ou six décimètres de profondeur. Quelquefois, les agriculteurs ont essayé d'employer la charrue pour cette opération, mais il a fallu y renoncer »¹⁴. Le travail à la main et les migrations saisonnières restent ainsi indispensables. Le maximum de culture et de production se place en 1862 (22 millions de kg) : le Vaucluse a 13.503 hectares, les Bouches-du-Rhône 3.735, les départements voisins 750 à 1.500¹⁵.

Parmi ces derniers l'on remarque la Drôme, les Basses-Alpes, le Gard et l'Hérault. Par contre, l'étendue est beaucoup plus faible dans le Var ou l'Ardèche (inférieure à 500 hectares). Au fur et à mesure de l'extension de la culture de la garance, le problème de la main-d'œuvre et des migrations temporaires s'est compliqué. Ainsi, en 1848¹⁶ le canton de Buis (dans la Drôme) ne fournit pas seulement des travailleurs au Vaucluse, mais aussi aux

Bouches-du-Rhône. Même dans le Bas-Languedoc, la garance a fait naître de petites migrations locales comme le signale l'enquête de 1848 ¹⁷ : le canton de Bagnols précise que « l'industrie offre peu de ressources aux hommes généralement occupés aux travaux des champs ; il y a surabondance de travailleurs pendant neuf mois de l'année et environ 300 à 400 du canton vont pendant trois mois chercher du travail dans les contrées où l'on cultive la garance ». Il en est de même pour les cantons de Pont-Saint-Esprit et de Rémoulins ; dans le premier, une « grande quantité de cultivateurs » traversent le Rhône pour apporter de l'aide au moment de l'arrachage des garances. Sans doute, les récoltes de vendanges raccourcissent les migrations en septembre. Les exploitants cultivant la garance doivent maintenir des gains élevés s'ils ne veulent pas voir partir dans les vignobles languedociens une partie des migrants saisonniers.

Or, en pleine prospérité, la culture de la garance et les déplacements qui lui sont liés, cessent rapidement vers 1870. Les progrès de la chimie viennent détruire une organisation que l'on pensait durable. On mesure là, la fragilité des cultures industrielles et des horizons de travail pour les montagnards et pour certains paysans bas-languedociens voisins du Vaucluse. Décidément, le Midi de la France n'était guère encouragé à tenter des expériences de cultures industrielles et pourtant il y avait dans celles-ci une possibilité de fournir aux migrants temporaires des montagnes des travaux saisonniers et bien rémunérés. Un horizon de travail leur échappait ; raison de plus pour passer des migrations temporaires aux migrations viagères ou définitives.

2^o) AU XIX^e SIECLE LA BETTERAVE SUCRIERE A FINI PAR S'IMPLANTER EN DONNANT UNE VIGUEUR NOUVELLE AUX MIGRATIONS SAISONNIERES.

Au XIX^e siècle et au début du XX^e le contraste est très net entre une France méridionale qui a de grandes possibilités de main-d'œuvre temporaire mais qui n'a pas réussi à avoir une culture industrielle solide et durable, et une France septentrionale où la culture de la betterave industrielle va s'implanter fortement mais où le problème de la main-d'œuvre saisonnière indispensable va sans cesse se poser comme le problème essentiel, parfois difficile à résoudre. Non seulement cette nouvelle culture industrielle obligera à puiser dans les réserves de main-d'œuvre rurale française (Région du Nord, Bretagne), mais aussi à faire appel aux travailleurs agricoles étrangers, voisins (Belges) ou lointains (Polonais). Au cours du XIX^e siècle l'évolution des migrations temporaires betteravières suit celle de la culture de la betterave industrielle. De grandes périodes peuvent être distinguées en tenant compte des progrès de la chimie et de la technique, mais aussi de la législation fiscale et de la conjoncture économique internationale ¹⁸.

A) Pendant la première moitié du XIX^e siècle : progrès très lents et inégaux de la culture betteravière et faibles déplacements de main-d'œuvre saisonnière.

Avant 1823, la culture betteravière et l'industrie sucrière née de cette culture n'apparaissent que comme des essais, des expériences encore incertaines et il n'est nullement question de faire des déplacements de

main-d'œuvre car les étendues cultivées sont faibles et dispersées. Les tentatives du Premier Empire, grâce aux créations de Chaptal, Mathieu de Dombasle et Crespel, ont été sauvées du désastre après 1815. Les champs de betteraves et les usines ont survécu avec une production très stationnaire qui rend l'avenir incertain.

a) L'invention de 1823 provoque la multiplication des sucreries et fait naître des migrations.

En 1823 on commence à remplacer l'ancien procédé (utilisation du lait et du sang) pour clarifier et purifier les sirops de sucre. La nouvelle invention consiste à employer le noir animal, ou comme l'on dit alors le « charbon animal » ou le « charbon animalisé ». Le nouveau procédé eut tellement de succès par les avantages obtenus que les fabriques de sucre se multiplièrent en quelques années. On comptait 100 usines en 1829 et 436 en 1836 ¹⁹. Autour de chacune des usines les cultivateurs s'empressent d'augmenter les étendues cultivées en betteraves sucrières et comme la plante est exigeante en soins manuels (binages, sarclages, éclaircissage des plants, arrachages, nettoyages), il faut réunir d'importantes équipes de travailleurs saisonniers et certains déplacements de main-d'œuvre commencent dans les régions les plus propices. La production de sucre indigène s'élevait à 1.500 tonnes en 1826 ; elle passe à 4.380 tonnes en 1829 et à 49.000 tonnes en 1836. Le progrès est considérable ; la production de 1826 a été multipliée par 33 en dix ans. Mais il y a encore une grande incertitude sur la spécialisation régionale. La recherche de plantes industrielles rentables et très rémunératrices a souvent été le souci de certains exploitants désirant obtenir de l'argent liquide. Des cultivateurs pensaient qu'il suffisait d'avoir de bons sols et de la main-d'œuvre saisonnière abondante ; ils n'avaient pas tenu compte de facteurs industriels propres à l'usine, qui fonctionne bien avec du charbon de terre bon marché et produit à proximité.

En 1836, non seulement la France tient la première place dans l'art d'extraire le sucre de betterave, mais les usines et les champs de betteraves sont très dispersés dans toutes les régions de plaine. Le désir de supprimer la jachère pousse les cultivateurs à choisir des cultures industrielles pour pratiquer l'alternance des diverses plantes. Déjà à la fin du XVIII^e siècle, la Flandre, qui ne connaissait plus la jachère, recherchait des cultures variées avec production intensive ; cette région avait désormais l'habitude des binages et des sarclages répétés qu'une main-d'œuvre abondante disponible à certains moments pouvait exécuter. Au besoin on faisait appel aux travailleurs de la côte et de l'intérieur, ainsi que de Belgique. Lorsque l'industriel Crespel-Dellisse, né à Lille en 1789 et créateur à Arras en 1810 de la première fabrique française de sucre de betterave, fit développer dans le département du Nord la nouvelle culture de la betterave sucrière, il n'eut pas de mal à la faire accepter. Elle vint s'ajouter à la gamme des cultures et concurrencer avantageusement les plantes industrielles plus anciennes : lin, œillette, navette, colza, tabac et houblon. Très vite, la betterave sucrière s'étendit et passa dans l'Artois et le Cambrésis, puis dans le Bassin parisien et les autres régions d'altitude peu élevée de France. Les mérites de la nouvelle plante dans l'assolement lui permettent de trouver place un peu partout ; elle accroît la

richesse du sol, elle oblige à le tenir propre, elle fait l'éducation des cultivateurs dans la culture intensive, elle accroît les rendements et les bénéfices ; elle développe l'élevage par l'utilisation des feuilles et des pulpes. Mais pour ce qui nous intéresse plus particulièrement, elle fait vivre non seulement les familles des producteurs, elle procure des salaires d'appoint à maintes populations qui font les migrations et cela avant et après la moisson. Très tôt la betterave industrielle pouvait être considérée comme la plante industrielle providentielle, pour les régions productrices comme pour les régions voisines.

b) La législation fiscale de 1837 et de 1834 favorisa la concentration de la culture betteravière et des migrations temporaires dans les régions septentrionales.

Déjà une loi de 1816 avait frappé le sucre colonial d'une taxe, laquelle avait favorisé le développement de la culture betteravière. Mais la loi du 18 juillet 1837 porte un rude coup à certaines régions françaises qui ont tenté l'expérience de la production de sucre indigène ; elle crée un impôt de 15 F. par 100 kg de sucre brut. Désormais seules peuvent subsister les régions de culture betteravière qui se trouvent à proximité du combustible bon marché et qui disposent d'une main-d'œuvre abondante et peu exigeante pour le salaire.

Entre 1836 et 1838, le nombre de fabriques tombe de 436 à 270 et la production de 49.000 tonnes à 39.200 tonnes. Ainsi, 166 fabriques disparaissent et avec elles l'espoir de faire des migrations temporaires pour des populations besogneuses. La concentration dans certaines régions favorisées conduit à construire des usines plus importantes recevant la production de champs toujours plus étendus. Aussi la région du Nord est une des mieux placées pour le développement : charbon sur place, migrations saisonnières nombreuses et faciles de Français et de Belges, habitude ancienne des cultures industrielles intensives. La région du Nord peut donc aisément supporter l'impôt et y gagne même car la production abandonnée ailleurs est reportée chez elle. Les impôts nouveaux de 1843 et surtout de 1874 (73 F. par 100 kg) jouent dans le même sens.

Désormais, la moitié septentrionale de la France, et plus particulièrement la Flandre et le Bassin parisien, se spécialise dans la production de betteraves sucrières. Plusieurs facteurs favorables sont à noter : établissement de canaux et de lignes ferrées qui rendent le charbon moins coûteux, perfectionnement par un meilleur emploi de la vapeur des machines servant à l'extraction du jus, réserves de main-d'œuvre saisonnière venue de l'Ouest, du Nord et de Belgique. Un point noir pourtant en ce qui concerne la main-d'œuvre : la concurrence des chantiers de construction des chemins de fer qui offrent des salaires plus élevés. Mais les migrations de moissons ont établi des courants et la culture betteravière en profitera : les Camberlots et les Belges seront désormais attirés par la double activité : les travaux de la betterave et les moissons. La migration saisonnière s'allonge et les salaires sont assurés pour une période de plusieurs mois et non plus pour quelques semaines. La production de sucre de betterave a passé de 39.200 tonnes à 202.000 tonnes de 1838 à 1852, soit cinq fois plus en 14 ans. Mais il est

difficile de connaître les effectifs de main-d'œuvre temporaire déplacés saisonnièrement car les migrations ont lieu à la fois pour les moissons et pour les divers travaux de la culture de la betterave.

L'exemple du département du Nord est significatif des difficultés rencontrées pour avoir des précisions sur les migrations de travailleurs agricoles au cours d'une année. Lors de l'enquête de 1852²⁰, 20.652 personnes (12.340 hommes et 8.312 femmes) se sont déplacées d'un arrondissement à un autre ou sont venues de régions situées hors du département, pour prendre part aux moissons ou aux opérations similaires. Mais l'enquête agricole de 1852 précise aussi qu'en temps ordinaire (en dehors de la moisson) il arrive dans les arrondissements du département du Nord 9.458 travailleurs (5.752 hommes et 3.706 femmes). Faut-il voir dans ce dernier effectif les migrants employés aux diverses opérations de la culture de la betterave et des autres cultures industrielles moins importantes pour les travailleurs saisonniers ? Dans ce cas, l'effectif serait presque la moitié de celui appelé pour les moissons. N'oublions pas que les femmes sont aussi employées pour les binages, les démariages et au moment de l'arrachage pour couper les feuilles au collet de la racine. Mais combien de travailleurs betteraviers sont compris dans les effectifs de migrants pour la moisson ? Combien de migrants-moissonneurs prennent part aussi à certaines opérations intéressant les betteraves ? Les statistiques manquent de précision sur les diverses catégories : migrants faisant uniquement la moisson, ceux travaillant uniquement aux soins et à l'arrachage des betteraves, enfin les polyvalents s'occupant des deux opérations (céréales et betteraves). Il arrive même que dans certains cantons on préfère les migrants aux sédentaires et par suite des déplacements de main-d'œuvre il y a alors trop de travailleurs agricoles. Cette curieuse situation est signalée dès l'enquête de 1848 dans le canton d'Hondschoote : « On constate un excédent de main-d'œuvre à cause des étrangers qui viennent travailler dans l'agriculture du canton »²¹.

Il est assez curieux de constater que dans le département voisin du Nord, le Pas-de-Calais, la culture betteravière n'a pas encore réussi à s'implanter fortement au milieu du XIX^e siècle. En 1852, 3.632 migrants-moissonneurs (2.004 hommes et 1.624 femmes) se déplacent pour les moissons. Mais en dehors de ces dernières, il n'est appelé que 1.043 migrants pour les travaux agricoles (713 hommes et 330 femmes). Or, nous savons par l'enquête sur le travail de 1848 que les ouvriers d'industrie sont aussi employés sur place à certains moments et que cette main-d'œuvre sédentaire occasionnelle freine fortement l'arrivée et l'emploi des migrants temporaires originaires des autres régions françaises ou de Belgique. La réponse du canton de Bertincourt (au sud-est du Pas-de-Calais, à la limite du Nord et de la Somme) le prouve, en même temps qu'elle montre encore une prédominance des anciennes cultures industrielles sur la betterave : « L'agriculture occupe ses ouvriers de ferme toute l'année mais elle a recours pendant six mois au moins de l'année pour ses sarclages de colza, d'œillette, de cameline, de lin et pour les plantations de colza, pour ses travaux d'ensemencement et de moisson, non seulement de tous les ouvriers journaliers mais encore au tiers de tous les ouvriers industriels du canton »²². Dans le canton de Saint-Pol, toujours en 1848, on souhaite le développement

des migrations temporaires pour les gros travaux de cultures industrielles pendant l'été : « Un plus grand nombre d'ouvriers pourrait être employé aux travaux agricoles mais seulement pendant deux mois d'été ».

Dans le Bassin parisien, en 1848, on pense que la culture de la betterave sucrière est importante pour les problèmes de population et particulièrement de migrations. Le canton de Coudray (Oise)²³ voit dans cette culture industrielle le moyen d'arrêter l'émigration vers les villes et surtout vers Paris. Mais les départements situés à l'Est de la capitale souhaitent des migrations saisonnières de main-d'œuvre car la population agricole sédentaire ne suffirait certainement pas pour pratiquer la nouvelle culture. On pense d'ailleurs beaucoup plus au problème de la main-d'œuvre qu'à celui du combustible pour les usines. En Seine-et-Marne²⁴, l'arrondissement de Meaux après avoir constaté l'insuffisance du nombre de travailleurs au moment de la moisson, observe que « la bonté du sol permettrait la culture du colza et d'autres plantes sarclées. Mais les bras manqueraient ». Et c'est une opinion très semblable qu'émettent les rapporteurs du canton de Dammartin-en-Goële : « La bonne nature du sol permettrait de cultiver avec succès le colza et autres plantes qui exigent du sarclage, mais la population locale n'est pas assez nombreuse pour ce genre de culture qui n'occuperait qu'une petite partie de l'année la population étrangère qu'on appellerait. Ce même canton se prononce d'ailleurs contre l'emploi de la population des villes, non habituée à ces travaux agricoles. Dans la Champagne voisine, les mêmes craintes sur le recrutement de la main-d'œuvre apparaissent aussi. Dans le canton de Sainte-Ménéhould (Marne)²⁵, « l'on a recours aux départements voisins que pour le temps des moissons ; cependant si la culture des plantes sarclées prenait plus de développement, il n'y aurait pas assez de bras. Les ouvriers des industries sont impropres aux travaux des champs et leur immixtion avec ceux de la campagne produirait un mauvais effet sur les mœurs ». Ainsi l'on préfère, après la révolution de 1848, la venue pour les cultures industrielles de migrants saisonniers agricoles lointains, plutôt que d'employer des ouvriers d'usines dont on se méfie.

Jusqu'à 1852, les déplacements de travailleurs agricoles pour les cultures industrielles ont été faibles à l'Est de Paris. Ainsi en Seine-et-Marne, bien que 500 hectares de betteraves sucrières soient cultivés à Réau dès 1812 et que des sucreries s'ouvrent à Seine-Port (en aval de Melun), à Nanteau-sur-Lunain (canton de Nemours) et à Melun (en 1835), les conditions ne sont pas encore rassemblées pour permettre un véritable appel de main-d'œuvre saisonnière²⁶. C'est dans la période suivante que la betterave sucrière détermine les grands courants de migrations temporaires.

B) Pendant la seconde moitié du XIXe siècle, progrès rapides de la betterave industrielle malgré les crises, et importants déplacements de main-d'œuvre temporaire.

A partir du Second Empire, au moment où pourtant l'exode rural prend de l'ampleur et raréfie la main-d'œuvre, la betterave industrielle ne cesse de s'étendre en surface et devient une culture très rentable. Il ne s'agit plus seulement de la betterave sucrière, il s'y ajoute la betterave de distillerie pour obtenir de l'alcool. Les producteurs ont donc désormais deux sortes d'usines

pour écouler leurs betteraves industrielles (terme de plus en plus employé). Aussi cette culture tend à éliminer les autres cultures industrielles et prend nettement la première place dans les grandes régions agricoles de la moitié septentrionale de la France. De 1850 à 1880, c'est la prospérité des producteurs et les migrations s'organisent.

a) Jusque vers 1880, la betterave industrielle très rentable permet de supporter l'augmentation des salaires des migrants saisonniers.

Si l'on compare les opinions émises par les exploitants agricoles du Bassin parisien lors de l'enquête de 1866 à celles que nous avons notées en 1848, nous constatons nettement une grande différence. En 1848, il y avait espoir d'extension de la culture betteravière et désir d'appel de main-d'œuvre saisonnière. En 1866, cette culture est maintenant bien adoptée mais il y a plainte d'une insuffisance de travailleurs temporaires que l'on voudrait toujours plus nombreux et soumis au rythme des travaux agricoles et industriels des campagnes.

L'enquête agricole de 1862 permet de bien mesurer les progrès des étendues cultivées. Pour la France entière, il y avait 57.663 hectares de betteraves industrielles en 1840, 111.360 ha en 1852 et 136.492 en 1862. Cette surface passe à 240.465 ha en 1882.

Mais la répartition régionale permet de mieux voir quelles sont les zones d'appel de la main-d'œuvre saisonnière. En 1862, les départements betteraviers sont au nord de Paris et plus particulièrement dans les Flandres, l'Artois et la Picardie : Nord (30.723 ha), Aisne (30.127 ha), Pas-de-Calais (19.085 ha), Somme (12.517 ha) et Oise (11.076 ha). Ces cinq départements septentrionaux rassemblent donc 103.528 hectares, soit les trois-quarts de l'étendue cultivée en France. La part du centre du Bassin Parisien et du secteur oriental est en progrès mais beaucoup plus faible : Seine-et-Marne (5.713 ha), Seine-et-Oise (5.094 ha), Ardennes (1.235 ha), Marne (1.069 ha), Seine-Inférieure (780 ha), Eure-et-Loir (610 ha), Aube (506 ha), Eure (452 ha), Yonne (437 ha) ; au total : 15.896 ha.

Pour exécuter les travaux saisonniers quelle main-d'œuvre temporaire a-t-on employée ? Dans les départements au nord de Paris, on reconnaît que le problème est devenu grave. Dans la Somme ²⁷, « les plantes industrielles exigent une main-d'œuvre considérable » et cela au moment où l'exode vers les villes s'accroît, où « l'industrie et les entreprises de travaux publics détournent des champs un grand nombre d'ouvriers ». Mais dans des cantons picards qui employaient autrefois des artisans ruraux ou des ouvriers d'ateliers industriels pour la moisson, il n'est pas toujours possible de procéder de même, car les travaux, beaucoup plus délicats, ont une longue durée : les métiers artisanaux ou industriels seraient alors négligés pendant plusieurs mois. Pourtant, lors des crises, des artisans deviennent ouvriers agricoles permanents. Mais cela ne suffit pas. La seule solution valable est d'avoir recours aux migrants saisonniers, comme pour les moissons. Les déplacements se font encore parfois sur une distance relativement faible puisque le canton de Poix reçoit tous les ans des travailleurs de l'Artois venus pour le binage des betteraves ; cela vers 1866. Mais il est certain que des Belges employés pour les moissons sont aussi recrutés pour les cultures industrielles. Avant 1880, le

problème de la main-d'œuvre est d'ailleurs très complexe dans le Cambrésis (sud du département du Nord), dans le Pas-de-Calais et les parties septentrionales du département de la Somme²⁸. La main-d'œuvre locale (surtout les ouvriers à domicile comme les tisseurs) est abondante ; elle fournit un appoint considérable lors des gros travaux de binage et d'arrachage. Hommes, femmes, enfants y prennent part dans des tâches appropriées à leurs forces et à leur résistance. Les Belges employés dans certaines grosses fermes ont souvent donné l'exemple du travail et ont montré la manière de procéder, mais devant une telle abondance de main-d'œuvre ils ont préféré pousser leurs migrations temporaires vers le sud où leurs offres de service sont beaucoup plus recherchés. En effet, le sud de la Picardie (Oise et Aisne) et le centre du Bassin parisien (de chaque côté des vallées de la Seine et de la Marne) ont beaucoup moins de main-d'œuvre pour développer les cultures industrielles comme la betterave et il devient alors indispensable de faire appel aux migrants saisonniers. Les Belges ont donné l'exemple et ils seront vite suivis par les populations rurales du Cambrésis, du nord de la Picardie (les « Camberlots ») qui rencontreront dans les départements autour de Paris des contingents de Bas-Bourguignons et de Bretons.

Aussi en 1866, le ton des exploitants agricoles est-il différent dans la Somme et dans l'Oise ? Dans le premier département, on redoute surtout l'exode vers les villes qui réduirait fortement la main-d'œuvre rurale disponible ; les travaux et les salaires apportés par la betterave sucrière peuvent freiner cet exode : « On peut combattre l'exode vers les villes par la création et le développement des cultures industrielles qui procurent des salaires continus et plus élevés ». Dans l'Oise, l'insuffisance de main-d'œuvre explique l'hésitation des exploitants à étendre les cultures industrielles car ils ne sont pas toujours certains d'avoir l'aide des migrants saisonniers : « Dans le département de l'Oise, le personnel agricole est reconnu insuffisant, surtout aux époques de sarclage et de moisson, de telle sorte que, sur plusieurs points du département, les récoltes ont été plusieurs fois compromises faute de bras et que quelques grands cultivateurs ont dû, à leur grand regret, éliminer de leurs cultures les plantes sarclées »²⁹. Cette insuffisance de main-d'œuvre et de migrations temporaires de travailleurs explique sans doute en partie les étendues plus faibles de betteraves industrielles dans l'Oise, par rapport aux départements plus septentrionaux, en 1862. Par contre, l'Aisne, bien placée pour les superficies betteravières, fait appel aux migrants saisonniers belges pour les sarclages, démariages et arrachages et aux migrants pluri-annuels bourguignons comme bouviers (labours et transports, surtout pour les betteraves). Un cultivateur de Crépy (canton de Laon), gros producteur de betteraves sucrières, répond aux enquêteurs de 1866 : « Les ouvriers sont rares et je dois recourir aux ouvriers belges ». Un autre cultivateur, de Cuiry-Housse (canton d'Oulchy-le-Château, dans le sud du département), qui attache beaucoup d'importance pour la culture betteravière aux bouviers et aux bœufs (gros effectifs d'animaux de travail et de conducteurs pour les façons aratoires et pour les transports) répond de son côté³⁰ : « Je manque parfois de charretiers et de conducteurs de bœufs et je suis obligé de recourir à des journaliers pour combler le vide ; ces derniers surtout sont plus difficiles à remplacer et ce sont des Bourguignons qui viennent se placer comme

bouviens dans nos fermes ». En effet, comme le remarque Henri Hitier, à propos de la culture des plantes industrielles au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle ³¹, la main-d'œuvre et surtout la main-d'œuvre temporaire a des aspects très divers. A côté des saisonniers il y a les migrants pluri-annuels : domestiques, bouviens, charretiers, etc... qui s'engagent à l'année et qui ne retournent pas chez eux avant une période de plusieurs années. Parmi eux, à l'est de Paris, sont de nombreux Bourguignons. Mais bientôt, les Belges et les Bretons feront de même, capables d'exécuter toutes les tâches qui intéressent la betterave industrielle : sarclage, démariage, binage, arrachage, labours et transports. Notons qu'entre les deux catégories de migrants, il y a des différences de salaires : les saisonniers sont payés à la tâche et les migrants pluri-annuels au mois. Aussi beaucoup de Belges préfèrent rester des saisonniers à la tâche car ils accumulent beaucoup plus de gains et ils peuvent retourner chez eux après quelques mois.

Sous le Second Empire, la nécessité d'un appel de contingents importants de travailleurs migrants temporaires est devenue impérieuse dans certains départements qui ont de faibles densités de population rurale. Le cas le plus typique est certainement celui de la Seine-et-Marne. A la culture de la betterave sucrière, on a ajouté celle de la betterave de distillerie. Cela s'explique par les circonstances économiques très favorables aux gros fermiers de la Brie ³². A partir de 1852 la crise de l'oïdium diminue considérablement la production de vin et par conséquent d'alcool dans le Midi. Les prix de l'hectolitre d'alcool montent rapidement : 55-60 F. en 1852, 110-128 F. en 1853, plus de 200 F. en 1854. Or, les recherches de Champenois de 1852 pour obtenir de l'alcool autrement qu'à partir du vin aboutissent. La production française d'alcool de betterave passe en quelques années de 500 hectolitres à 300.000 (1852-1857). Les fermiers de Seine-et-Marne ont développé la distillerie à côté de leurs grosses fermes car il était plus facile de construire cette distillerie (moins de capitaux) que d'installer une sucrerie qui demandait des fonds importants et une organisation minutieuse pour l'alimenter en matière première. D'ailleurs, les sucreries importantes qui avaient commencé dans le Nord de la France et qui progressivement avaient gagné la Picardie, étaient encore en nombre limité en Seine-et-Marne ³³. La distillerie attachée à la ferme était donc un moyen plus sûr de profiter des avantages de la culture betteravière et c'est ce nouvel aspect qui devait conduire l'exploitant agricole à un appel plus massif de main-d'œuvre temporaire indispensable (saisonnière et pluriannuelle). Même si après 1857, les prix élevés de l'alcool ne sont pas maintenus par suite de la concurrence due au traitement des mélasses et à l'obtention d'alcool de grains, la culture de la betterave de distillerie est intéressante (en 1880, la production française d'alcool de betterave s'élève à 430.000 hectolitres). On mesure par ces faits combien des migrations temporaires de travailleurs agricoles aidant aux cultures industrielles peuvent dépendre de circonstances économiques, de crises, de recherches scientifiques et techniques dans l'industrie chimique. Les migrations en Seine-et-Marne progressent avec l'oïdium dans le Midi et la forte demande d'alcool dans l'industrie chimique.

Aussi, lors de l'enquête de 1866 en Seine-et-Marne, le rapport général et certains rapports cantonaux insistent sur le bienfait des migrations

temporaires ³⁴ : « En présence des causes qui dépeuplent les campagnes et surtout de l'émigration, qui contribue le plus à les appauvrir, on est naturellement amené à se demander comment peuvent encore s'exercer toutes les opérations de la culture à l'époque des grands travaux. Cela serait impossible dans la Seine-et-Marne s'il n'y arrivait chaque année, des troupes d'ouvrier nomades, venant de la Flandre, de la Bourgogne, de la Bretagne, qui offrent leurs bras pour remplacer ceux qui manquent » (rapport général départemental). On constate ainsi que les migrations temporaires deviennent un remède inespéré pour atténuer les effets de l'exode rural en un pays de faible densité de population. Mais s'il y a des plaintes locales : « On manque de bras dans les grands travaux, à l'époque du binage des betteraves » (commune de Grisy-Suisnes, canton de Brie-Comte-Robert), on observe en général une certaine satisfaction avec l'arrivée régulière des travailleurs migrants : « Les ouvriers n'ont pas manqué dans les grandes fermes, parce que, d'une part, le grand cultivateur a, surtout par suite des distilleries, de l'ouvrage pour toute l'année, d'autre part, il mande des ouvriers étrangers, belges par exemple, non seulement pendant la moisson, mais pendant les autres saisons ; certains travaux de distillerie par exemple, ne sont point faits par les ouvriers du pays qui ne consentent qu'à tourner ou fermer les robinets » (commune de Champdeuil, canton de Mormant). On remarque par cette dernière appréciation combien les migrants temporaires, avant 1880, sont considérés comme plus souples et plus estimés que les travailleurs sédentaires. L'examen des listes nominatives de recensement de 1872 et de 1876 (les seules du XIX^e siècle permettant de constater l'origine géographique des recensés par le lieu de naissance) montre que dans de nombreuses communes rurales de Seine-et-Marne, des travailleurs agricoles non seulement bourguignons, mais belges, restent à demeure pendant toute l'année et peuvent être considérés comme des migrants au moins pluriannuels ³⁵. Dans la commune de Saint-Germain-Laxis (canton de Melun-Nord), en 1876, on note la présence de cinq migrants engagés à l'année et venus de l'Yonne, de la Nièvre et de la Saône-et-Loire (trois bouviers de 20, 26 et 52 ans ; 2 journaliers de 16 et 30 ans). Mais à côté de ces Français, il y a aussi cinq Belges : 22, 26, 30, 47 et 51 ans ; sauf un vacher, les autres sont employés à tous les travaux pendant toute l'année. Certains de ces Belges sont déjà âgés et cela permet de penser qu'ils ont fait des migrations saisonnières avant de devenir migrants pluriannuels. L'évolution vers les migrations de longue durée apparaît nettement lorsque ces Belges épousent des Françaises, comme c'est le cas de deux des recensés. Ainsi, avec le développement de la culture industrielle betteravière, les villages de Seine-et-Marne attirent des catégories de migrants d'origine variée et dont les déplacements ne sont pas de même type. Malheureusement, si nous pouvons dénombrer les migrants pluri-annuels lors des recensements de la population, il n'est pas possible de connaître les effectifs de saisonniers-betteraviers car dans cette période 1850-1880 les déplacements sont encore anarchiques, très variables et les tâches à accomplir multiples (fauchaisons des fourrages, moissons, travaux pour les cultures industrielles, etc...).

En allant vers l'Est, le besoin de migrants agricoles se fait sentir comme autour de Paris. Dans le Nord de la Champagne, c'est encore en Belgique et

dans le Nord de la France que l'on cherche à recruter la main-d'œuvre indispensable pour les plantes industrielles. En 1866, à Eclý (canton de Château-Porcien, Ardennes), la culture de la betterave est faite par des travailleurs venus du Nord, « ils sont logés et nourris en cantine, payés 90 F. l'ha et se font des journées de 4 à 4,50 F. ». A Saint-Germainmont (canton d'Asfeld, Ardennes), ce sont aussi des « ouvriers du Nord que nous trouvons très facilement et que nous payons au même prix depuis trois ou quatre ans », pour le blé, les betteraves et les oléagineux. Mais à la sucrerie d'Attigny (arrondissement de Vouziers, Ardennes), les saisonniers du Nord n'ont servi que d'éducateurs : « J'ai fait venir des ouvriers du Nord qui ont formé des ouvriers du pays ; ceux-ci sont seuls employés maintenant ». Cependant, la nécessité d'appeler des migrants temporaires est souvent affirmée, surtout quand l'industrie locale fait une concurrence : « La main-d'œuvre a augmenté ; le pays est essentiellement industriel ; nous n'avons plus que les ouvriers belges » (Mohon, canton de Mézières). Comme autour de Paris, il ne s'agit pas seulement de saisonniers qui travaillent à la tâche ; des migrants temporaires domestiques, assez instables d'ailleurs, offrent leurs services : « Nous employons des domestiques belges, mais au bout de six mois, ils nous quittent facilement » (Haraucourt, canton de Raucourt-et-Flaba)³⁶. Pendant le troisième quart du XIX^e siècle, avec les cultures industrielles un phénomène démographique essentiel paraît se dessiner dans le Bassin parisien³⁷ les migrants saisonniers et pluriannuels viennent combler les vides laissés par les ouvriers agricoles sédentaires longtemps relativement stables et que les villes ou les régions industrielles ont fini par attirer. Le vide n'est d'ailleurs que partiellement comblé pour beaucoup de communes rurales et si les migrants temporaires ont permis le développement de cultures industrielles exigeantes en main-d'œuvre, ils ne constituent pourtant pas une solution pour repeupler les villages et les fermes, car le caractère temporaire des séjours rend les effectifs instables et fragiles.

Les progrès de la culture betteravière entre 1862 et 1882 (dates des enquêtes agricoles) ont été tels que de grandes zones d'appel de migrants temporaires se constituent ; la crise de 1880 ne dérange guère la répartition géographique. Les superficies à travailler (en l'absence de statistiques précises sur les migrants-betteraviers) permettent de saisir les courants de main-d'œuvre. Le département du Nord a progressé de 49 % (30.723 hectares en 1862 ; 45.785 en 1882), le Pas-de-Calais de 87 % (19.085 ha en 1862 ; 35.849 ha en 1882), l'Aisne de 72 % (30.127 ha en 1862 ; 51.919 ha en 1882), la Somme de 171 % (12.517 ha et 33.994 ha), l'Oise de 116 % (11.076 ha et 23.942 ha), la Seine-et-Marne de 112 % (5.713 ha et 12.125 ha), l'Eure de 753 % (452 ha et 3.858 ha), l'Eure-et-Loir de 207 % (610 ha et 1.875 ha), le Loiret de 1480 % (104 ha et 1.648 ha), la Marne de 116 % (1.069 ha et 2.317 ha), les Ardennes de 307 % (1.235 ha et 5.008 ha). Si l'on met à part la Seine-et-Oise (5.094 ha et 6.280 ha, progrès seulement de 23 % par suite des cultures de légumes pour Paris), les départements autour de la capitale et à l'Est ont accru considérablement leurs cultures betteravières. Or, à la différence des départements du Nord et de la Picardie, ceux du centre du Bassin parisien ne peuvent pas compter sur l'aide saisonnière des artisans et des ouvriers industriels sédentaires ; ils sont donc obligés de rechercher les

migrants saisonniers et pluriannuels : Belges, Bretons, Bourguignons et Nivernais.

Sans doute, les exploitants betteraviers ont dû accepter des salaires plus élevés que demandaient les migrants agricoles. La betterave dans le Bassin parisien est très rentable, tout comme la vigne sous le Second Empire dans le Bas-Languedoc. Si l'on veut attirer les travailleurs saisonniers et pluriannuels des régions voisines, il est indispensable de ne pas reculer devant la hausse des salaires ; cela d'autant plus que les villes et les régions industrielles offrent des gains élevés. En 1882 ³⁸, les salaires agricoles masculins d'été les plus forts apparaissent dans les départements qui ont fait le plus de progrès dans la culture betteravière : on donne 4 F. au moins, par jour, au travailleur non nourri (4,15 F. dans la Marne ; 4,09 F. en Seine-et-Oise ; 4 F. en Seine-et-Marne), alors que le Breton des Côtes-du-Nord ne gagne chez lui que 1,72 F., l'ouvrier agricole du Nord 2,48 F. et celui du Pas-de-Calais 2,64 F.

b) Malgré la crise de 1880 et la concurrence internationale, la culture betteravière française progresse toujours et les migrations temporaires restent essentielles (1880-1905).

Après une trentaine d'années de prospérité (1850-1880), les planteurs de betteraves du Nord et du Bassin parisien voyaient leur situation changer brusquement pendant la campagne 1879-1880. La production de sucre s'était élevée à 451.000 tonnes en 1874-1875 et tombait à 278.000 tonnes en 1879-1880. Sur le plan international la France passait du premier au quatrième rang, après l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Russie, devenus des concurrents redoutables. Malgré une loi du 19 juillet 1880, réduisant la taxe sur les sucres (40 F. au lieu de 73 F. pour 100 kg), la concurrence étrangère continue et les prix ne cessent de baisser (67,50 F. le quintal en 1881 ; 39 F. en 1886). Cette conjoncture internationale risque de décourager les producteurs et de faire disparaître les migrations temporaires de travailleurs betteraviers, lentement organisées et parfois fragiles. La crise économique des sucres pouvait conduire à une crise démographique et sociale très grave pour certaines régions françaises et belges. Si des saisonniers étaient détournés vers les villes et les régions industrielles, pourraient-ils revenir à l'agriculture lorsque la crise serait terminée ? La crise de 1880 touchait non seulement la betterave industrielle, mais aussi le blé qui subissait la concurrence internationale. La chute du prix du blé pouvait réduire les emblavures et par conséquent les migrations temporaires de moisson, là où elles existaient encore après l'introduction des machines. Mais comme les migrations saisonnières betteravières et celles des moissons étaient souvent associées et complémentaires, on perçoit alors le danger que peuvent courir les travailleurs migrants dans cette crise de 1880 ³⁹.

Les remèdes ont demandé plusieurs années de transformations : développer la culture de betteraves riches en sucre et moderniser les sucreries en employant le procédé par diffusion. La loi de 1884, en percevant l'impôt sur la quantité de betteraves ayant obligatoirement une densité en sucre déterminée, poussait les fabricants à n'accepter que des betteraves riches. Beaucoup d'usines vétustes et traitant des betteraves pauvres doivent fermer. Il y a donc une sorte de reclassement des régions productrices et une véritable

reconversion pour parvenir à l'adaptation des cultures et des usines. Les migrations de travailleurs, sans trop souffrir de ces changements, sont dirigées sur les zones qui adoptent rapidement les méthodes nouvelles. Si la région du Nord cultive de moins grandes surfaces de betteraves, par contre la Picardie et les départements autour de Paris profitent largement des progrès. La tendance, déjà amorcée dans la période précédente (1850-1880), pour les Belges et les Camberlots à descendre de plus en plus vers le sud et à se répandre dans le Bassin parisien s'accroît.

La crise de 1880 se développe jusque vers 1886, moment des plus grandes difficultés, puis la reprise est lente dans les années suivantes. Mais en 1896, l'Allemagne et l'Autriche inaugurent le système des primes à l'exportation et la concurrence peut présenter de nouveaux dangers pour la culture betteravière française. Une nouvelle crise est évitée par l'emploi de la même méthode ; en 1897, la France adopte le système des primes à l'exportation. Ainsi, la reconversion des cultures betteravières et des sucreries françaises a pu s'opérer progressivement et les résultats sont encourageants lorsque commence le XX^e siècle. Si l'on compare la rentabilité d'un hectare de betteraves en 1885 et en 1899, on constate qu'elle a fortement augmenté ; cet hectare rapporte 239 francs de plus en 1899, bien qu'il y ait une dépense supplémentaire de 180 francs ⁴⁰. Malgré les frais engagés par les exploitants agricoles, la culture industrielle se développe et des équipes de travailleurs migrants sont sans cesse demandées. Depuis la mévente des blés, la betterave apparaît comme la plante qui peut sauver la situation de l'agriculture du Bassin parisien. Aussi, les exploitants de cette région attachent une grande importance aux déplacements réguliers de main-d'œuvre indispensable non seulement pour les travaux saisonniers de la ferme et de l'usine, mais aussi pour toutes les tâches qui se rapportent aux champs sans cesse améliorés.

La convention internationale de 1903 inaugure une ère de production plus régulière, puisqu'elle tend à empêcher les luttes et la concurrence sur le marché international. Les surfaces cultivées en betteraves industrielles paraissent se stabiliser et l'on peut désormais mieux prévoir les contingents de main-d'œuvre nécessaires aux travaux.

La répartition géographique des cultures a sensiblement évolué entre 1882 et 1902, période de difficultés dues aux circonstances internationales économiques. De 240.465 hectares en 1882 (22 départements dépassent les 500 ha), la superficie cultivée en betteraves industrielles passe à 252.592 ha en 1902 et 260.000 ha en 1905 ⁴¹. A cette dernière date, 41 départements s'intéressent à la culture. Mais en 1902, la Picardie est très nettement la grande région productrice qui attire les gros contingents de travailleurs temporaires. Par contre la région du Nord est en recul ou stagne. Des départements du centre du Bassin parisien ont fait des progrès grâce à l'aide des migrants temporaires.

La région du Nord a le plus subi les conséquences de la crise. Le département du Nord a fortement réduit les surfaces cultivées en betterave : 45.785 en 1882 et seulement 38.780 ha en 1902. Pour le Pas-de-Calais, les superficies ont été à peu près maintenues : 35.849 ha en 1882 ; 35.215 ha en 1902. Mais sur le plan de la main-d'œuvre migrante, le recul de la culture ne se fait guère sentir et l'on peut même affirmer que la crise de 1880 a fait

déplacer beaucoup plus de Belges qu'autrefois. En effet, dans le sud du département du Nord, le Cambrésis délaisse en partie la culture de la betterave (et cela peut expliquer la diminution des surfaces betteravières du département) pour se tourner vers la chicorée. Depuis longtemps cette plante est cultivée pour obtenir le « faux café » consommé dans la Région du Nord. Mais avant la crise de 1880, « c'est de Belgique que nos industries de Cambrai, principal centre des usines à chicorée, devaient faire venir leur matière première »⁴². Des droits de douane élevés sont établis et ralentissent considérablement les importations. Les surfaces cultivées en Belgique tombent de 12.756 hectares en 1895 à 7.538 ha en 1901. Ce que perd la Belgique est gagné par le Cambrésis, qui trouve dans la culture de la chicorée une compensation à la crise de la betterave à sucre. Mais comme il s'agit d'une plante qui réclame de nombreux soins saisonniers (sarclage, binage, éclaircissage, démariage, arrachage) rappelant ceux de la betterave, des Belges sont appelés. Ces ouvriers migrants introduisent leurs méthodes de culture et font profiter les exploitants du Cambrésis de leur expérience. Des équipes finissent par venir régulièrement de Belgique pour aider les travailleurs sédentaires de la région de Cambrai. C'est surtout au moment de l'arrachage que les saisonniers belges deviennent indispensables, car « un bon ouvrier n'arrache à la main que deux ares et demi par jour »⁴². Le prix de cet arrachage est très élevé dans le Nord de la France (par hectare : 170 F, dont 120 F, pour l'arrachage proprement dit et 30 F, pour le décolletage), mais la bonne vente du produit permet de continuer à employer les saisonniers belges. Nous avons donc un bel exemple du remplacement d'une culture industrielle par une autre, mais en accentuant les migrations temporaires de spécialistes. Les Camberlots, qui font pourtant des migrations betteravières et de moisson vers les départements du Bassin parisien, ont préféré laisser aux Belges certains travaux pénibles et délicats de la chicorée. La Belgique, qui avait perdu sur le plan commercial, a pu retrouver une partie de ses gains par les migrations temporaires de ses ouvriers agricoles. Ceux-ci sont d'ailleurs aussi réclamés dans les Flandres françaises pour le travail très pénible des séchoirs de chicorée. C'est plus particulièrement la spécialité des Flamands belges de Roulers qui vont dans la Flandre maritime française : « Tous les hivers, depuis une cinquantaine d'années (l'enquête est publiée en 1906), on les voit se diriger vers la plaine, vers les touraillies du Calaisis et de Dunkerque⁴³. Au début du XXe siècle, à Loon (canton de Gravelines, Nord), ils arrivent 70 ; la migration temporaire a d'ailleurs conduit à la migration de longue durée puisque 80 se sont établis.

La Picardie a beaucoup développé ses cultures betteravières entre 1882 et 1902 ; aussi le problème de la main-d'œuvre et des migrations temporaires se pose. La superficie cultivée de la province a passé de 109.855 hectares en 1882 à 124.880 ha en 1902, soit un progrès de 13 % malgré la crise, alors que la Région du Nord recule de 9 % durant la même période. La Picardie en 1902 renferme la moitié de la surface cultivée en betterave à sucre en France (49,4 %). Or, les trois départements picards ont également progressé : la Somme passe de 33.994 ha (1882) à 37.336 ha (1902), l'Aisne de 51.919 ha à 57.047 ha (toujours premier département français), l'Oise de 23.942 ha à 30.497 ha. Bien qu'ayant à sa disposition une main-d'œuvre artisanale et

industrielle sédentaire répandue dans les campagnes et pouvant apporter une aide saisonnière très utile, le problème des migrants saisonniers s'est aussi posé en Picardie pendant toute la période. C'est en effet le moment où les surfaces cultivées en betterave augmentent alors que l'exode rural est devenu intense. Mais à l'intérieur de cette Picardie, il est indispensable de mettre en relief certaines nuances.

Les différences sont assez marquées entre les départements en ce qui concerne l'appel de main-d'œuvre. La Somme, qui avait beaucoup d'artisans et de ménagers (tout petit exploitant ayant quelques parcelles de terre et qui offre son travail par échange pour permettre la culture de ses biens à l'aide d'animaux empruntés) pendant la première moitié du XIX^e siècle ⁴⁴, voit sans doute diminuer rapidement ces catégories qui apportent encore une aide saisonnière lors des grands travaux de moisson et de la culture betteravière. Ce département a donc beaucoup moins besoin des contingents belges et camberlots ; aussi les effectifs de migrants agricoles sont certainement plus réduits que dans l'Oise ou l'Aisne. C'est sans doute en pensant à la Somme que Demangeon, au début du XX^e siècle, écrit ⁴⁵ : « Il est étonnant que la vitalité des industries rurales n'ait pas souffert davantage du mouvement de concentration... Les métiers campagnards ont conservé une forte position... Ce phénomène a plusieurs causes. La plus puissante semble avoir été la culture de la betterave qui maintient sur place auprès des exploitations et des sucreries une multitude de bras. A peine la betterave lève-t-elle que sur cette terre plantureuse apparaissent à ses côtés les mauvaises herbes qui menacent de l'étouffer ; à ce moment, beaucoup de tisseurs avec leurs femmes et leurs enfants sortent aux champs pour sarcler... De ferme en ferme, les sarcleurs trouvent de l'ouvrage pour plusieurs semaines. Parfois, les sarclages se répètent, puis survient, après la moisson des blés, l'arrachage des betteraves... Les hommes les arrachent de la terre compacte et lourde ; les femmes coupent leurs feuilles au niveau du collet rose et les entassent par monceaux... ». Mais lors de ses enquêtes, Demangeon ne constate pas seulement l'aide saisonnière des artisans (qu'on devrait plutôt appeler « artisans-travailleurs agricoles ») et des ménagers (véritable « petits propriétaires-artisans-ouvriers agricoles », selon les moments), mais aussi, plus limitée, des migrants belges : « Cette immigration d'étrangers ne vient en aide qu'à la grande culture privée de bras par l'exode rural. Mais cette arrivée d'étrangers n'affecte pas la masse paysanne ; elle se superpose à elle comme un courant plus léger de la surface, sans y pénétrer, sans s'y confondre. Toutes ces plaines de moyenne et de petite culture ne lui offrent pas l'occasion d'attérir définitivement ; elles ne s'ouvrent que sur les points où l'étendue des exploitations laisse de l'espace libre ; aussi les équipes d'aôterons belges qui s'y arrêtent ne forment qu'une faible dérivation du courant plus large qui va s'épandre sur les grandes fermes du Vexin, de la Brie et de la Beauce ». Notons que Demangeon ne peut donner de statistiques précises sur les effectifs de migrants saisonniers occupés par la culture betteravière.

Dans le département de l'Oise, la dépopulation a été rapide et le tissage familial disparaît au moment où les surfaces cultivées en betterave sucrière s'étendent considérablement ; de là une plus grande nécessité de migrations temporaires de main-d'œuvre ⁴⁶. Au début du XX^e siècle, Th. Leroux,

professeur d'agriculture de l'Oise, insiste sur la dépopulation des cantons les plus ruraux du département entre 1851 et 1901. La perte est du tiers et même de moitié pour certaines communes. Jamais la culture de la betterave industrielle n'aurait été possible sans les migrations temporaires agricoles : « La disette de main-d'œuvre a même forcé les cultivateurs à renoncer à certaines pratiques recommandables, comme le sarclage des céréales et des lins, la confection de moyettes à la récolte, etc..., et si les plantes industrielles ont pu se maintenir et se développer, ce n'est que grâce à l'immigration périodique de travailleurs étrangers. Cette invasion se renouvelle chaque année. On voit ainsi arriver vers le 15 mai de nombreuses bandes de Belges et d'ouvriers du Nord et du Pas-de-Calais (les Camberlots). Ces équipes sont dirigées par un chef qui traite avec les patrons, qui reçoit et qui distribue les salaires. Elles binent les betteraves et les pommes de terre, exécutent parfois les fanages ; quelques-unes vont faire, en Beauce ou en Brie, une première moisson en juillet et toutes se retrouvent en août dans l'Oise pour couper les céréales que leur laisse la lieuse ; jusqu'au 20 septembre, elles font les battages à la machine et arrachent ensuite les racines et les tubercules ; vers le 15 novembre, elles repartent au pays, sauf celles qui sont embauchées dans les sucreries et qui ne retournent chez elles qu'en fin de fabrication, vers la mi-décembre ». On aperçoit ainsi toute la place tenue par les migrants temporaires dans l'agriculture de l'Oise : activités du secteur primaire pour quatre cultures (betteraves, pommes de terre, fourrages, moissons) et participation au secteur secondaire (battages à la machine, sucreries). Les six mois de travail intense représentent une somme de labeur considérable qu'il faudrait exprimer en heures pour comparer l'importance de l'activité des sédentaires à celle des migrants. Malheureusement, nous ne disposons pas de statistiques suffisantes pour mener cette comparaison. Nous savons pourtant par les déclarations réglementaires (mais il y a des négligences) qu'on peut estimer en moyenne à 7.500 le nombre de Belges qui viennent chaque année travailler dans l'Oise pendant les premières années du XXe siècle. Si l'on ajoute les 4.000 Camberlots qui les accompagnent, on arrive à un contingent de 11.000 à 12.000 travailleurs saisonniers. Cela sans tenir compte des migrants pluriannuels engagés à l'année : domestiques bretons et vachers suisses particulièrement.

Dans l'Aisne, devenu le premier département français pour la production de sucre (25 % en 1875 ; premier rang conservé jusqu'en 1914), la crise de 1880-1886 a failli compromettre la culture de la betterave sucrière et déranger les migrations temporaires liées à cette plante. Un véritable découragement des exploitants apparaît : en 1882, 650 grandes fermes dans des terres très fertiles ne trouvaient pas preneurs ; en 1884, 840 étaient dénombrées⁴⁷. La chute des prix du blé et des betteraves explique ce découragement. L'exode des ouvriers agricoles sédentaires dans les villes et les régions industrielles laissait un vide important lorsque commencent la reprise et le développement des cultures industrielles. Aussi, après la crise, les anciennes migrations temporaires des Belges et des Camberlots sont favorisées ; c'est le seul moyen pour assurer des contingents de travailleurs saisonniers. Les grands courants de migrations ne passent pas à travers la Picardie occidentale, mais desservent la Picardie orientale (Aisne parti-

culièrement) pour aboutir dans les départements situés autour de Paris (la Seine-et-Marne en recevant de gros contingents).

Au début du XXe siècle, le centre du Bassin parisien ne cultive pas des étendues de betteraves industrielles aussi grandes qu'en Picardie ou dans la Région du Nord. Mais partout les progrès sont marqués depuis 1882 ; les départements situés à l'Ouest et au Sud de la capitale ont suivi le mouvement et bénéficié des migrations de main-d'œuvre belge et bretonne. La Seine-Inférieure passe de 912 hectares (en 1882) à 4.582 ha (en 1902), le Loiret de 1.648 ha à 4.271 ha, le Calvados non producteur en 1882 parvient à 1.054 ha en 1902. La Seine-et-Marne reste le département le plus betteravier du centre du Bassin parisien (12.125 ha en 1882 ; 13.131 ha en 1902). Les neuf départements situés de chaque côté de la Seine et de la Marne (Calvados, Seine-Inférieure, Eure, Eure-et-Loir, Seine-et-Oise, Loiret, Yonne, Ardennes, Marne) rassemblent une surface betteravière de 38.867 hectares ⁴⁸. Or, dans ces départements le besoin de main-d'œuvre saisonnière et pluriannuelle est très grand et c'est particulièrement là que se portent les Belges, les Camberlots et les Bretons, car les salaires sont élevés.

La Seine-et-Marne est un bon exemple d'analyse pour le début du XXe siècle. Les statistiques dressées à partir des déclarations réglementaires faites en juillet ne donnent qu'un minimum des effectifs de migrants saisonniers étrangers employés car il faut tenir compte des négligences et des oublis volontaires ou non. Au début de juillet 1896, 11.896 étrangers travaillent saisonnièrement dans les champs en Seine-et-Marne ; 8.575 sont Belges, soit 72 % ⁴⁹. Ces migrants sont bineurs-moissonneurs et il s'y ajoute certainement des petits contingents de migrants temporaires français des régions voisines. Lors de ses enquêtes sur les populations rurales en 1888, Baudrillart ⁵⁰ signalait des bineurs-moissonneurs champenois dans l'arrondissement de Coulommiers. Des Bourguignons doivent aussi apporter leur aide dans l'arrondissement de Provins et des Bretons dans le sud du département. Une lente diminution des Belges apparaît dans les années suivantes : 8.299 en juillet 1897 et 7.676 en 1902. Sans doute, des migrants saisonniers belges assez âgés cessent leurs déplacements et ne sont pas remplacés par de jeunes travailleurs, attirés par d'autres activités mieux rémunérées. Mais aussi, des plaintes (nous les verrons plus en détail par la suite) des exploitants agricoles de Seine-et-Marne commencent à se faire sentir et l'on cherche à remplacer les Belges par d'autres migrants. Les travaux de culture de la betterave sont très pénibles ; aussi les migrations sont devenues de plus en plus masculines. En juillet 1902, sur 7.676 Belges, on note la présence de 6.223 hommes (soit 81 %), de 605 femmes et de 347 enfants. A l'intérieur du département de Seine-et-Marne, la répartition géographique est très inégale. La partie occidentale et particulièrement la Brie française, pays de grandes fermes betteravières, appelle surtout les migrants saisonniers belges. Cela ressort nettement des recensements de juillet 1897 et de juillet 1902. A la première date, sur 8.299 Belges déclarés, 3.542 (42 %) travaillent dans l'arrondissement de Meaux, 2.704 (32 %) dans celui de Melun ; les deux arrondissements groupant les trois-quarts de l'effectif et le reste du département seulement un quart (2.053). A la seconde date, il y a peu de changement après cinq ans : sur 7.675 saisonniers, 3.375 (43 %) sont dans l'arrondissement de Meaux, 2.451

(31 %) dans celui de Melun, 1.849 (26 %) dans les autres arrondissements. Mais comme nous l'avions déjà remarqué pour la période 1850-1880, des Belges viennent rejoindre les Bourguignons et les Nivernais et se transforment en migrants pluriannuels et s'ils se marient avec des Françaises, la migration peut être de longue durée. Il est difficile de connaître l'effectif de ces migrants pluriannuels, dits « permanents » par opposition aux saisonniers, car dans les statistiques des étrangers se trouvent des agriculteurs propriétaires, fermiers et ouvriers agricoles.

Si la Région du Nord, la Picardie et de nombreux départements du Bassin parisien ont pu profiter largement des avantages apportés par la culture industrielle betteravière, cela n'est pas dû seulement à certains facteurs physiques (qualité des sols, proximité du charbon transporté facilement par voie d'eau, etc...), mais aussi à des facteurs humains parmi lesquels la main-d'œuvre saisonnière migrante est essentielle. Ce dernier facteur, d'autres régions plus méridionales ont cherché à en profiter aussi. Les pays de la Loire, certains départements de plaines situées en bordure du Massif central ou des Alpes ont plus ou moins tenté de développer la culture de la betterave ; elle représentait pour eux cette plante industrielle bénéfique qui pouvait donner des bénéfices plus sûrs que les cultures traditionnelles. Les statistiques agricoles de 1862 montrent dans la plupart des départements situés dans la moitié méridionale de la France des étendues, faibles sans doute mais significatives, réservées à la betterave à sucre. Qu'une crise survienne et une véritable sélection s'opère. Quelques pays seulement réussissent à conserver leurs champs de culture betteravière. Mais il est assez surprenant de constater l'appel de Belges spécialistes dans des départements du Massif Central ou de la lisière alpine ; ces Flamands sont souvent en contact avec de rudes migrants temporaires montagnards qui se présentent toujours pour les travaux les plus pénibles.

L'exemple des plaines de Limagne dans le Massif Central est assez curieux. Dans l'Allier, c'est l'échec : 512 hectares en 1862, 5 ha seulement en 1882. Par contre dans la riche Limagne du Puy-de-Dôme, les surfaces cultivées sont à peu près maintenues : 3.146 ha en 1862, 2.767 ha en 1882 et 2.346 ha en 1902⁵¹. Rien ici des grands champs de la Région du Nord ou du Bassin parisien, mais de petites parcelles appartenant à de modestes cultivateurs. L'introduction de la betterave sucrière a demandé plus de soins et de travail et les aides saisonniers sont très recherchés. Lors de l'enquête de 1866, on remarquait déjà : « Le manque de bras ne provient pas dans la Limagne de l'émigration ; l'extension des cultures industrielles exigeant plus de travaux est la cause de la rareté des ouvriers »⁵². Naturellement, comme cela se produisait déjà pour les fenaisons et les moissons, on pense utiliser les contingents de montagnards habitués aux migrations saisonnières traditionnelles. Mais très vite on s'est rendu compte que le problème de main-d'œuvre était plus difficile à résoudre. La betterave est exigeante : démarriage et binages doivent se faire à des époques précises et nécessitent un assez long travail ; cela au moment où les montagnards sont retenus chez eux par leurs propres travaux de printemps. Il n'y a pas place dans le calendrier agricole montagnard pour une migration saisonnière assez longue dans la Limagne voisine. Au début de la culture, des ouvriers temporaires avaient

d'abord offrent leurs services, mais très vite ils se sont raréfiés. C'est alors qu'on a imité les exploitants agricoles du Bassin parisien en faisant venir des Belges expérimentés et rudes à la tâche⁵³. Ainsi, dans cette culture de la betterave, on finit par distinguer deux sortes de migration : les migrations des Belges au printemps pour le démariage et les binages et les migrations des montagnards en automne pour l'arrachage et les travaux de sucrerie. Au début du XXe siècle, les Belges ne sont pas nourris. Comme dans le Bassin parisien, ils travaillent à la tâche. Ils se contentent d'une vie matérielle guère organisée : nourriture très frugale préparée par eux-mêmes, coucher dans les granges. C'est la migration temporaire la plus primitive, avec un seul but : rapporter le plus d'argent possible. L'origine des déplacements semble bien être due à l'initiative de la Société des sucreries de Bourdon qui a d'abord employé les Belges dans ses deux fermes, puis en a distribués parmi les agriculteurs qui se livrent à la culture betteravière. Les effectifs ont souvent été réduits à une centaine de travailleurs migrants. Sans doute des ouvriers agricoles français, migrants ou non, apportaient aussi leur aide. Mais les Belges ont toujours été très recherchés pour leurs qualités : habileté, endurance, sobriété, travail rapide à la tâche, rémunération établie d'avance (80 francs pour un hectare exigeant trois façons : le démariage et deux binages)⁵⁴. La deuxième migration saisonnière, celle des montagnards, en automne, a pour but l'arrachage et surtout le travail industriel dans la sucrerie. Cette main-d'œuvre forme un contingent d'un millier d'hommes qui se trouvent libres à la morte saison, très précoce en montagne. Ils viennent généralement de l'extrémité orientale des Monts du Forez : cantons de Courpière (particulièrement La Renaudie et Vellore) et d'Ollières (surtout Le Brugeron). Pendant les trois mois de migration, les montagnards ont généralement un logement plus confortable que celui des Belges (il est vrai que nous sommes à la mauvaise saison) ; ils logent en dortoir à proximité de la sucrerie⁵⁵. Avec l'introduction de la betterave sucrière, l'Auvergne, pourtant pays de migrants temporaires, a fini par recevoir des migrants saisonniers agricoles venus de loin ; cette arrivée des Belges est un signe des caractères nouveaux des migrations temporaires. A côté de la grosse main-d'œuvre agricole, des spécialistes expérimentés sont aussi recherchés.

Ces derniers aspects apparaissent aussi dans les plaines de la Saône et du Rhône moyen où des Belges et des montagnards viennent cultiver les betteraves sucrières. Mais les surfaces cultivées ont beaucoup varié et sont très inégales. Dans les plaines de la Saône, la Côte d'Or s'est intéressée à la production betteravière plus que la Saône-et-Loire ; les superficies dans le premier département sont de 2.263 ha en 1862, 3.084 ha en 1882 et de 899 en 1902 ; dans le second département elles passent de 1.541 ha en 1862 à 603 ha en 1882 et à 398 ha en 1902. Au sud de Lyon, en 1862, l'Isère (594 ha) et la Drôme (656 ha) semblent s'intéresser à la nouvelle plante industrielle, mais finalement c'est la crise de la garance (après 1875) qui conduit les départements du Bas-Rhône à tenter leur chance ; en 1902, la Drôme a 1.210 ha, le Vaucluse 986 ha, l'Ardèche 275 ha et le Gard 1.151 ha. Ces surfaces sont modestes, mais entretiennent cependant des courants de migrations saisonnières.

En Côte-d'Or, comme pour la vigne, les cultures betteravières posent de

graves problèmes de main-d'œuvre. Traditionnellement, les exploitants agricoles font appel aux régions voisines : pays de l'arrière côte viticole et des plateaux bourguignons, Morvan et Jura ; mais ces migrants saisonniers ne sont pas toujours préparés à certains travaux délicats de la betterave. Aussi Belges et Camberlots ont été demandés dès qu'il s'agissait d'assurer une production de betteraves riches et rentables. C'est surtout dans les secteurs géographiques spécialisés (pays de Genlis et Val de Saône) qu'ils ont été employés. L'introduction des « Camberlots » ou « Picards », termes employés sans nuance par les paysans bourguignons, s'est opérée entre 1888 et 1900. Les effectifs paraissent avoir été relativement limités et proportionnés aux surfaces à travailler : 300 au plus semble-t-il ; la plupart étant originaires de la Somme. Les conditions, acceptées par les exploitants, paraissent plus exigeantes que dans le Bassin parisien : frais de voyage payés, logement et chauffage assurés, petit jardin pour les légumes frais, salaires à la tâche (120 francs par hectare pour quatre binages, démariage, arrachage à la main, mise en tas). L'exploitant agricole constate ainsi que les salaires versés aux migrants lointains pour six à sept mois de travail sont inférieurs à ceux que demandent les travailleurs locaux, mais les nombreuses charges (avantages accordés en dehors du salaire) rétablissent en fait une égalité de rémunération. Aussi, après 1900, les « Picards » sont de moins en moins engagés et les exploitants agricoles des plaines de la Saône se contentent des migrants saisonniers locaux ou des régions voisines, même si le travail doit être surveillé car il est moins bien exécuté⁵⁶. En même temps que les « Picards » sont employés des Belges, dans la plaine de Genlis mais aussi autour de Montbard. Ils semblent même apparaître plus tôt, vers 1875 ; à ce moment betteraves et moissons les occupent. A partir de 1900, les effectifs diminuent, comme pour les « Picards ». Lors de l'enquête de 1912, le nombre des migrants saisonniers belges et picards est devenu très faible ; une centaine de travailleurs⁵⁷. Les exploitants bourguignons paraissent déçus par la main-d'œuvre temporaire et ils prétendent que les meilleurs ouvriers agricoles restent dans le Bassin parisien, aux environs de Paris où les salaires sont plus élevés. Notons que déjà à propos des migrants de vendanges les plaintes bourguignonnes étaient plus nombreuses qu'ailleurs ; il semble y avoir en Côte-d'Or un comportement assez méfiant, sinon hostile, envers les migrants temporaires agricoles.

Ce comportement n'apparaît pas dans les basses plaines rhodaniennes où les migrants saisonniers de la garance, après la crise de cette dernière vers 1875, sont devenus les migrants saisonniers de la betterave sucrière. De même, des migrants montagnards, surtout ardéchois, qui s'occupaient de l'élevage du ver à soie se sont transformés en migrants démarieurs de betteraves au printemps quand a commencé la décadence de la sériciculture pendant la seconde moitié du XIXe siècle⁵⁸. Comme nous l'avons vu pour la Limagne auvergnate, la culture betteravière est exigeante et les divers travaux comme le démariage et les binages ne correspondent pas toujours avec les moments de liberté dans les activités économiques des populations montagnardes ; cela d'autant plus que les opérations betteravières sont souvent longues et absorbantes. Aussi, ce ne sont pas toujours les mêmes migrants qui font tous les travaux dans les mêmes champs. Ainsi, les montagnards descendus du Vivarais et des Cévennes se chargent des démariages et de l'arrachage, mais

beaucoup plus rarement des binages. Le Cévenol et plus particulièrement les hommes du canton de Burzet (arrondissement de Largentière, Ardèche), dans la région des Serres, sont des migrants saisonniers spécialisés dans le démariage des betteraves⁵⁹. Ils font une première migration en mai-juin, au service des gros propriétaires des plaines rhodaniennes et dauphinoises. Ils commencent alors leurs minutieux travaux dans le Vaucluse (région d'Orange et remontent progressivement vers le Nord en séjournant selon les besoins dans les secteurs agricoles de Bollène, Saint-Vallier (Drôme), du Bas-Dauphiné et même parfois de l'Ain. Seuls des hommes endurcis et de robustes jeunes gens peuvent supporter les fatigues de cette migration laborieuse. Par les sucreries et les distilleries qui ont passé des contrats avec des exploitants agricoles et qui fournissent la graine ou par les agents régionaux de ces usines, les travailleurs migrants savent avec précision dans quels pays ils doivent se rendre. Il y a là une organisation qui permet de dire que les migrations betteravières sont déjà des migrations dirigées. Comme dans la France septentrionale, le travail est fait à forfait à l'hectare et il est convenu que les migrants sont logés et nourris. La seconde migration se place en octobre-novembre, après les vendanges ; elle a pour but l'arrachage des betteraves dans les mêmes régions, du Comtat au Bas-Dauphiné. La remontée se fait aussi du Midi vers le Nord, mais les effectifs sont moins nombreux que pour la migration de démariage car il y a abondance de travailleurs sédentaires rhodaniens et de migrants saisonniers descendus des Alpes. Dans les deux migrations, des équipes de quatre (en moyenne) se constituent. Les montagnards ardéchois apportent plus rarement leur aide aux distilleries et aux sucreries ; quelques-uns pourtant s'embauchent à la sucrerie d'Orange. Ainsi, sans accomplir toutes les tâches qui intéressent la betterave, les migrants du Vivarais offrent un bel exemple d'adaptation aux cultures industrielles nouvelles. Il faut dire pourtant qu'ils ont été éduqués vers 1900 par des moniteurs belges recrutés, en petit nombre (jusqu'en 1914), par les distilleries et sucreries dauphinoises. La vingtaine de Belges appelés dans le Bas-Dauphiné ne pouvaient guère faire concurrence aux montagnards ardéchois ; ils faisaient aussi deux migrations saisonnières : mai-juillet (démariage et binages) et septembre-novembre (arrachage et parfois travaux de distillerie)⁶⁰. Il est assez curieux que les documents et les enquêtes ne parlent pas des travailleurs employés pour les binages indispensables. Cette opération, moins urgente que le démariage, est-elle affaire des ouvriers sédentaires ou bien des migrants alpins souvent à la recherche de travaux rudes mais peu spécialisés ?

Toujours est-il que les migrants saisonniers betteraviers ardéchois paraissent bien être les seuls dans la moitié méridionale de la France à s'être adaptés aux travaux délicats des cultures industrielles modernes (comme le démariage des betteraves) et à avoir acquis une réputation comparable à celle des Belges. Pourquoi alors leurs migrations se sont-elles limitées aux plaines rhodaniennes et dauphinoises ? Ils auraient certainement bien réussi ailleurs, dans les plaines de la Saône, en Limagne auvergnate ou même dans le Bassin parisien. On peut expliquer leurs migrations temporaires limitées par plusieurs causes valables : leur ère de déplacement est ancienne et ils s'en tiennent à la tradition, leurs travaux sur leurs biens fonds ne leur permettent guère de s'éloigner, enfin l'exode rural bat son plein à la fin du XIXe siècle et au début

du XXe siècle et les effectifs de migrants saisonniers diminuent ; d'ailleurs certains de ces montagnards migrants, devenus plus aisés par les gains acquis durant leurs migrations, finissent par s'installer dans des exploitations des plaines rhodaniennes ou dauphinoises, comme fermiers ou même petits propriétaires ⁶¹. La culture betteravière a ainsi contribué à transformer les migrations temporaires en migrations définitives.

La période 1880-1902 apparaît donc comme très importante pour l'évolution des migrations temporaires liées à la culture de la betterave industrielle. Quatre régions ont permis de recruter la main-d'œuvre saisonnière : la Belgique, le Nord de la France (les « Camberlots »), la Bretagne et secondairement le Vivarais. Ce sont elles qui ont rendu possible le développement, malgré les crises. Il convient donc de s'arrêter plus longuement sur chaque migration betteravière importante, de mieux connaître le recrutement, l'organisation, les problèmes particuliers. Mais auparavant il faudrait aussi mesurer la grande place de cette betterave dans les cultures industrielles, car si d'autres plantes sont cultivées à la même époque pour ravitailler les usines, elles ne sont que secondaires et n'entraînent que très peu de déplacements de main-d'œuvre. Nous avons déjà signalé la place de la chicorée industrielle dans le département du Nord avec les migrations des Belges spécialistes. D'autres cultures, de production limitée, peuvent être aussi retenues.

C) Parmi les autres cultures industrielles françaises, aucune n'a entraîné de migrations temporaires aussi importantes que celles de la betterave industrielle.

Des cultures industrielles anciennes comme le chanvre et la garance, que nous avons déjà examinées ont pu déterminer des migrations temporaires de main-d'œuvre. D'autres seraient aussi à retenir pour la moitié septentrionale de la France, comme celles du colza et du lin. Dès avant le XIXe siècle, les plantes oléagineuses et textiles tiennent une grande place dans les activités agricoles de la Région du Nord et du Bassin parisien. En Picardie, on soigne particulièrement le colza et il faut une main-d'œuvre abondante pour le sarclage. Ce sont généralement les ouvriers cultivateurs-tisserands qui font de courtes migrations et apportent leur aide en abandonnant provisoirement leurs métiers à tisser familiaux ⁶². Le déclin du colza et des migrations saisonnières qui lui étaient liées s'explique par l'introduction des graines oléagineuses importées et qui ont fait baisser les prix considérablement tandis que les nouveaux modes d'éclairage concurrençaient l'emploi de la lampe à huile ⁶³. Aussi, dans certaines régions on a abandonné les sarclages des colzas qui demandaient trop de frais de main-d'œuvre et l'on a préféré employer les migrants saisonniers à la culture de la betterave industrielle plus rentable. Pourtant certains départements, en 1866, signalent que des Belges et des migrants du Nord sont employés aux travaux saisonniers des oléagineux en même temps qu'à ceux des blés et de la betterave ; c'est le cas de l'Ardennes ⁶⁴. Néanmoins, au début du XXe siècle ⁶⁵, bien qu'il y ait encore en France 35.000 hectares de superficie cultivée en colza (1902 : Seine-Inférieure : 8.636 ha ; Eure : 2.931 ha), les déplacements de main-d'œuvre pour cette culture ne sont plus signalés.

La culture du lin a été plus tenace et les migrations temporaires nécessaires aux travaux de cette plante industrielle ont duré localement pendant tout le XIXe siècle et se poursuivent au début du XXe siècle. Dans le département du Nord, les saisonniers belges sont en effet indispensables pour l'arrachage des lins⁶⁶. Mais beaucoup font aussi des déplacements pour assurer le sarclage de cette plante textile qui demande toujours des soins attentifs pendant sa croissance⁶⁷. Ce ne sont pas seulement des Belges qui sont spécialisés dans les travaux agricoles du lin, des équipes de Flamands français se livrent aussi à des migrations locales à l'intérieur du département du Nord et vont même loin dans les régions françaises de l'Ouest ; en Perche, l'arrachage du lin est confié à des « brigades » venues de Flines-lès-Raches (canton de Douai-nord)⁶⁸. Il s'agit d'un travail très pénible ; c'est le mieux rétribué parmi les tâches exécutées par les migrants saisonniers. Au début du XXe siècle, alors que l'arrachage des betteraves est payé en moyenne 60-70 francs l'hectare, celui du lin atteint 80 francs. Mais le sarclage du lin (45 francs en moyenne par hectare), s'il est mieux rétribué que le binage des pommes de terre (15-20 F.) reste une tâche inférieure au démariage-binage des betteraves (50-60 francs en moyenne par hectare)⁶⁹. On comprend mieux alors que les Belges et les Flamands français aient préféré les cultures betteravières et que les producteurs de lin aient manqué de main-d'œuvre ; c'est là une cause essentielle du recul du lin.

Parmi les cultures industrielles développées au XIXe siècle, il en est une, secondaire sans doute, qui a provoqué parfois des migrations saisonnières : le houblon. Cette plante ne s'est guère étendue en dehors des régions frontières du Nord et de l'Est : Flandre, Alsace et Côte-d'Or ; « plante de civilisation envahissante, venant des régions extérieures », dit Jean Brunhes⁷⁰ qui ajoute : « Elle réclame beaucoup de soins et de travail ; c'est une des plantes où le travail de l'homme joue le plus grand rôle : aussi ne la cultive-t-on que dans les pays à main-d'œuvre abondante ». Ce géographe du travail aurait pu ajouter que la main-d'œuvre sédentaire ne suffit pas, surtout pour la récolte, et qu'il est indispensable d'engager des migrants saisonniers. Cet emploi des migrants est surtout remarquable à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, lorsque des régions rurales auparavant très peuplées ont vu la main-d'œuvre locale faiblir par suite de l'exode rural. En fait, le houblon est devenu « la vigne du Nord » (l'expression est de Hitier⁷¹) et comme la vigne, la récolte n'attend pas et exige une masse d'ouvriers dont beaucoup sont des migrants temporaires. En 1902, la France a 2.716 hectares de houblonnières dont l'essentiel se trouve dans trois départements : la Côte-d'Or (978 ha), le Nord (961 ha) et la Meurthe-et-Moselle (582 ha)⁷¹. En Côte-d'Or⁷², les houblonnières apparaissent dès 1833 dans la plaine au nord de Dijon avec des plants importés d'Alsace. Mais ce n'est qu'après 1871 et la perte de l'Alsace que la culture s'étend (400 ha en 1875 ; 1.000 ha en 1885) ; c'est alors une culture familiale sur de petites parcelles soignées et limitées car on ne veut pas appeler de main-d'œuvre extérieure en dehors de la récolte. Les migrants saisonniers n'apparaissent donc dans les houblonnières bourguignonnes que pendant deux semaines (en général, du 25 août au 10 septembre). Ce sont généralement des journaliers des pays voisins, venus dans des migrations de courte distance (quelques dizaines de kilomètres) pour travailler surtout aux

cultures betteravières et qui aident à cueillir le houblon entre deux opérations betteravières (dernier binage et début de l'arrachage) et après la moisson ⁷³. Les communes où l'attraction est la plus grande (et variable selon la récolte) sont dans le canton de Mirebeau (Beire-le-Châtel de Bèze) et dans celui d'Is-sur-Tille (Gemeaux). Dans le département du Nord, comme en Côte-d'Or, c'est aussi pour le temps de la récolte que les travailleurs saisonniers sont appelés. Mais il s'agit ici de Belges flamands habitués à la cueillette. Il faudrait ajouter les travailleurs dits « permanents », en fait engagés à l'année et qui sont de véritables migrants pluriannuels d'origine belge et apportant leur aide aux nombreux soins qu'exigent les houblonnières. Comme nous l'avons déjà vu pour la chicorée, les migrants belges ont été de véritables éducateurs pour apprendre aux exploitants français du Nord les multiples façons de traiter les houblonnières et les procédés de séchage après récolte. Pour le canton de Bailleul ⁷⁴ (sur la frontière belge), la cueillette du houblon est le plus gros travail de l'année ; il est même considéré comme plus important que la moisson. Les migrants saisonniers belges sont alors indispensables pour mener toutes les opérations qui se déroulent en trois semaines, jours et nuits, sans relâche ; période de septembre qu'on appelle en pays flamand le « hommkeeyte ». Il s'agit de détacher les fils de fer des perches soutenant les tiges ; celles-ci tombées permettent de cueillir les cônes de houblon qui sont transportés dans un séchoir spécial. Briques et charbon ont été préalablement fabriqués pour obtenir un feu doux et égal de 35°. Le séchage est une opération qui compte autant que la cueillette. Le tout se termine par une fête du houblon et de la bière (le « hommopap »). Dans les cantons flamands frontaliers (Steenvoorde, Bailleul), où les relations sont très nombreuses avec la Flandre belge voisine (certains villages ont même le droit de porter leur houblon pour la vente dans le centre renommé de Poperinghe), les tâcherons migrants belges nombreux et donnant satisfaction, sont considérés alors comme faisant partie de la communauté ⁷⁵. Ces déplacements de population et ces relations humaines, dans le travail et dans les fêtes, contribuent certainement à rendre plus solides et plus vivaces les liens entre les ruraux domiciliés de chaque côté de la frontière.

C'est encore dans une région frontière, mais à l'autre extrémité de la France, dans l'ancien Comté de Nice et en Provence qu'une culture industrielle, pour obtenir des parfums, a entraîné également des migrations temporaires de Français et d'étrangers. Il s'agit ici non seulement de cultures de fleurs mais aussi d'arboriculture qui, au moment des floraisons, exigent d'importants contingents de main-d'œuvre saisonnière et provoquent des déplacements rythmés des populations des montagnes voisines, véritable réservoir de travailleurs temporaires. Cultures industrielles pour les parfumeries (que nous devons séparer des cultures de fleurs à couper) et migrations saisonnières sont certainement très anciennes au XVIII^e siècle déjà, au temps d'A. Young, la région de Grasse vivait de la vente des parfums à l'Europe. Au fur et à mesure du développement et de l'extension de la culture, il a fallu faire appel à des migrants alpins de plus en plus éloignés. Cette main-d'œuvre est composée d'hommes qui séjournent sur le littoral de l'automne au printemps pour préparer les terrains (défonçages) et entretenir les plantations (travail souvent à la bêche), mais aussi de femmes et d'enfants

qui font les cueillettes de fleurs en diverses saisons : hiver, surtout au printemps et parfois en été ⁷⁶. Jusque vers le milieu du XIX^e siècle, les régions de recrutement sont assez variées : Préalpes orientales françaises, arrière montagneux du Comté de Nice et de la Ligurie. Puis de plus en plus les Italiens l'emportent et prédominent nettement au début du XX^e siècle. Les caractères des exploitations et des cultures permettent de mieux expliquer les types de migrations. Pas de grandes exploitations, mais de moyennes ou petites exploitations familiales cultivant des variétés de plantes à parfum qui donnent des floraisons échelonnées dans les diverses saisons (violettes, fleurs d'oranger, cassiers, tubéreuses, roses, jasmins, etc...). La récolte se fait à la main et les opérations sont très longues (une femme ramasse en moyenne 3 kg de fleurs de jacin par jour et il faut 8.000 à 10.000 fleurs pour faire un kilogramme ; récolte qui a lieu de juillet à début octobre) ⁷⁷. La demande de main-d'œuvre devient considérable pour certaines cueillettes ; ainsi au début du XX^e siècle pour la fleur d'oranger, l'opération s'effectue en trois semaines et demande pour les Alpes-Maritimes l'aide de plus de 8.000 ouvrières migrantes temporaires (en plus des membres de l'exploitation familiale et des travailleurs sédentaires) pour une production de 2.500.000 kg de fleurs ⁷⁸. Au XIX^e siècle, la partie orientale des Préalpes de Grasse est une importante région de recrutement ⁷⁹. Les femmes, les filles et même des hommes partent pour un mois ou un mois et demi en mai pour « faire la fleur d'oranger ». De nombreuses communes fournissent d'importants contingents ; elles sont dans quatre cantons des Alpes-maritimes : Coursegoules (Bézaudun, Cipières, Conségudes, Coursegoules, Les Ferres, Gréolières), Saint-Auban (Collongues, Les Mujouls, Sallagriffon), Roquesteron (Guébris, Pierrefeu, Revest, Saint-Antonin, Sigale, Toudon, Tourette-du-Château) et Puget-Théniers (Ascros) ; des communes des Basses-Alpes apportent aussi quelques effectifs : La Rochette et Saint-Pierre (canton d'Entrevaux). Ces troupes migrantes se rendent dans le bas-pays des fleurs à parfum ; quatre cantons les reçoivent : Grasse, Le Bar, Antibes (Vallauris), Vence (Gattières, Saint-Jeannet, Vence). Dans ses minutieuses enquêtes auprès des anciens migrants, Raoul Blanchard a cherché à connaître la période des abandons ; les premiers datent de 1880, mais deviennent intenses au début du XX^e siècle (vers 1905-1910). C'est le moment des grands départs définitifs et les jeunes rurales ne prennent plus le relais des anciennes migrantes vieilles et fatiguées. En 1905, dans le canton de Vence, migrants français et italiens sont mêlés pendant trois mois (hiver-printemps) et font leurs déplacements temporaires non pas seulement pour la cueillette des fleurs, mais aussi pour aider à la récolte des olives : « Ce n'est guère qu'au moment de la plus forte cueillette des violettes, de la fleur d'oranger et des olives, c'est-à-dire en hiver et au printemps qu'il arrive de la partie montagneuse du département, et même de l'autre côté des Alpes, quelques troupes de femmes et d'enfants, qui séjournent seulement deux ou trois mois à Vence et retournent dans leur pays à la belle saison » ⁸⁰.

Au début du XX^e siècle, l'évolution des migrations temporaires pour les cultures florales industrielles est rapide : la population d'origine italienne l'emporte presque complètement ⁸¹. Lors de l'enquête de 1912 sur les salaires agricoles, on précise dans les Alpes-Maritimes que, « par suite du développement des cultures florales et industrielles, la main-d'œuvre nomade

italienne est de plus en plus recherchée et le nombre n'en fait qu'augmenter ». Dans les 3.200 établissements floraux et horticoles, 18.000 ouvriers sont occupés sur place. Les enquêteurs précisent que l'évolution est accélérée ; la migration saisonnière devient pour beaucoup une migration pluriannuelle et même parfois une migration définitive par l'acquisition de propriétés foncières « On est satisfait de ses services (à propos de la main-d'œuvre italienne nomade) pour tout ce qui n'exige pas de délicatesse et d'habileté. Grâce à elle il n'y a pas de crise de main-d'œuvre à proprement parler. Les prix qu'elle exige sont plus élevés qu'il y a quelques années, mais ils n'ont encore rien d'excessif. C'est parmi ces ouvriers nomades que se recrutent les journaliers agricoles qui se fixent dans le pays et dont beaucoup d'entre eux, à force de travail et de privations, parviennent à acquérir un petit coin de terre. C'est encore parmi eux que se recrutent la majeure partie des métayers »⁸¹. C'est au moment des récoltes que se présentent de grosses difficultés ; même en restant aux mains des moyens et petits exploitants familiaux, les cultures de plantes à parfum nécessitent un homme et deux femmes en permanence par hectare et un grand nombre d'aides temporaires pour la récolte, surtout lorsqu'il s'agit de fleurs d'oranger, de jasmin et de tubéreuse. Avant 1914, de nombreuses familles italiennes viennent de la province de Coni, pour trois mois, faire la récolte de jasmin (juillet, août et septembre)⁸².

Ainsi, dans la plupart des cultures industrielles que nous venons d'analyser, le travail manuel délicat est indispensable et ne peut guère être remplacé par des machines, qu'il s'agisse du démariage des betteraves et des chicorées ou de la cueillette du houblon et des fleurs à parfum. Les profits tirés de ces cultures permettent d'ailleurs de faire de grosses dépenses de main-d'œuvre saisonnière qu'il faut appeler de régions plus ou moins lointaines. Mais jamais ces cultures n'auraient pu se développer et se maintenir si elles n'avaient eu à leur disposition des contingents encore disponibles de population pauvre et besogneuse à la recherche de travail et de ressources complémentaires pour vivre dans leur pays. C'est le déséquilibre entre régions riches pratiquant les cultures industrielles et les régions de population nombreuse et de faible revenu qui explique la formation de courants de migrations temporaires nouvelles, alors que les anciens courants s'atténuent ou disparaissent.

3°) AU DEBUT DU XX^e SIECLE : LES COURANTS DE MIGRATIONS TEMPORAIRES FRANÇAISES POUR LES CULTURES INDUSTRIELLES S'EPUISENT ET L'ON CHERCHE A DIVERSIFIER LES COURANTS DE MAIN-D'OEUVRE ETRANGERE.

Au cours du XIX^e siècle, la plupart des nouvelles cultures industrielles ou les anciennes cultures qui ont été renouvelées et intensifiées, n'ont réussi à se développer que grâce aux apports de main-d'œuvre temporaire. Que serait devenue la culture de la betterave industrielle si au mois de mai les migrants saisonniers spécialistes du démariage avaient fait défaut ? Les récoltes auraient été perdues et les exploitants agricoles de la Région du Nord et du Bassin parisien auraient certainement abandonné cette culture industrielle dans les années suivantes. Le même problème de main-d'œuvre

temporaire et de récolte compromise apparaît aussi dans le Midi provençal lorsque se développent les plantes à parfums des Alpes-Maritimes et du Var. C'est parce que les cultivateurs de plateau de Vaucluse (au pied du Mont-Ventoux) pouvaient compter sur la main-d'œuvre saisonnière des montagnards préalpins et des Italiens qu'ils ont, à partir de 1890 mais surtout au début du XXe siècle, commencé à remplacer les champs de céréales par des champs de lavande. Le ramassage par des migrants saisonniers est coûteux alors (1.500 francs par hectare chaque année), mais la culture est rentable.⁸³ La nouvelle production agricole a pu être continuée, comme celle des plantes à parfums dans les Alpes-Maritimes, parce que la main-d'œuvre temporaire italienne a pu assurer le relais de la main-d'œuvre saisonnière française montagnarde qui fait de plus en plus défaut à la veille de 1914.⁸⁴

Mais il ne s'agit pas seulement de produire des matières agricoles industrielles, nouvelles et rentables grâce à l'aide des migrants saisonniers indispensables ; on a reconnu que les nouvelles cultures amélioreraient toutes les productions agricoles par des assolements bien compris et que l'arrivée régulière des travailleurs saisonniers était un bien pour l'agriculture en général. Deux témoignages du début du XXe siècle⁸⁵ attestent cette grande importance de la culture betteravière et des migrations de travailleurs betteraviers. Un professeur de l'Institut agronomique, Henri Hitier affirme : « La culture de la betterave à sucre, loin d'appauvrir le sol, l'enrichit au contraire, ne cesse d'en accroître la fertilité, conséquence des labours profonds, des fumures et des engrais abondants, des binages et des sarclages répétés qu'exige la betterave à sucre pour développer d'une façon complète ses différents organes ». Un des meilleurs agriculteurs briards (que cite Hitier) précise de son côté : « Aussi longtemps que la culture de la betterave ne me coûtera pas, dût-elle ne me rien rapporter, je continuerai à la faire, tant sont grands les avantages de cette culture pour les récoltes de céréales et de fourrages qui lui succèdent dans l'assolement ». Pour les céréales et les fourrages, à la veille de 1914, les machines remplacent souvent les migrants saisonniers, mais il n'en est pas de même pour la betterave sucrière ; tout le système cultural des exploitations de cultures intensives de la Région du Nord et du Bassin parisien repose sur la présence périodique des travailleurs venus de régions plus ou moins lointaines pour sans cesse ameubler la terre productrice.

Un problème de main-d'œuvre se pose donc au début du XXe siècle : malgré l'exode rural intense (migrants définitifs et migrants voyageurs vers les villes et les zones industrielles) pendant la seconde moitié du XIXe siècle et malgré l'introduction des machines agricoles, la population employée dans l'activité agricole (sédentaires et migrants temporaires) entre 1900 et 1914 n'est-elle pas plus nombreuse que celle du début du Second Empire lorsque l'agriculture intensive n'était encore qu'à ses débuts ? Les paysans ne cessent de se plaindre du manque de main-d'œuvre ; cela parce qu'ils demandent sans relâche de nouveaux travailleurs pour une culture plus exigeante. Pour comparer la situation du travail agricole fourni en 1900-1914 à celle de 1852, il faudrait convertir en heures de travail, le labeur apporté par les sédentaires et par les temporaires dans les deux moments. Les statistiques insuffisantes ne permettent pas un tel calcul. Mais nous pensons que les travailleurs des

champs au début du XXe siècle fournissent autant, sinon, plus, d'heures de travail qu'au milieu du XIXe siècle. Les effets de l'exode rural ont été en grande partie corrigés par l'apport bienfaisant des migrations temporaires agricoles ⁸⁶.

L'apport temporaire de main-d'œuvre aux cultures industrielles est d'ailleurs le fait de certaines populations besogneuses dont le niveau de vie et les revenus sont assez bas pour accepter de faire des déplacements saisonniers ou de plus longue durée. Les Français sont de moins en moins nombreux dans ces migrations temporaires de travailleurs agricoles ; la relève est faite progressivement et souvent rapidement par des étrangers. Les Belges ont donné l'exemple très tôt, mais des Italiens et des Polonais les suivent dès avant 1914. Les années qui ont précédé la première guerre mondiale sont essentielles pour saisir l'évolution des migrations temporaires dans les activités agricoles de cultures industrielles intensives. Les ruraux français qui pratiquaient encore les migrations saisonnières agricoles considèrent qu'ils ont mieux à faire ; beaucoup préfèrent offrir leurs services temporaires à l'industrie, comme les Picards et les paysans de l'Artois qui vont aux mines du Pas-de-Calais. Mais le phénomène de migration temporaire continue.

a) Les Belges, à partir des migrations de moisson, sont les migrants temporaires betteraviers les plus importants du XIXe siècle et les mieux organisés au début du XXe siècle.

De tous les migrants temporaires qui ont procuré des contingents importants aux travaux de cultures industrielles, les Belges sont certainement ceux qui tiennent la première place. Aussi, devons-nous leur réserver une analyse particulière qui permettra de mieux saisir le rôle d'une migration temporaire étrangère dans l'économie agricole française. Mais avec les Belges nous verrons mieux aussi l'évolution qui permet le passage des migrations de moissons aux migrations betteravières. Sans la culture de la betterave industrielle, la migration temporaire belge en France aurait pris fin au cours de la seconde moitié du XIXe siècle avec la concurrence des moissonneuses mécaniques. Sans doute de nombreux Flamands belges seraient allés grossir les contingents importants de mineurs flamands et wallons dans les bassins houillers de Wallonie. La culture de la betterave s'est développée assez tôt en France pour éviter qu'un vide apparaisse entre le moment des migrations déclinantes pour les moissons et le début du besoin de main-d'œuvre saisonnière pour les cultures industrielles.

Le moment décisif pour la continuation des migrations temporaires belges en France a été le Second Empire. Avant 1852, les Belges viennent pour faire les moissons. Sous le Second Empire ils commencent à ajouter aux travaux de moissons les multiples tâches réclamées par la betterave sucrière. Or, on ne peut comprendre l'afflux belge sans parler de la situation économique et sociale qui règne dans les Flandres belges au milieu du XIXe siècle. Le paysan flamand est très souvent un très petit cultivateur ; petites terres et pauvres gens obligés de rechercher des ressources complémentaires dans le tissage du lin. Comme le met en relief Albert Demangeon⁸⁷, «long-temps tout le travail du lin, aussi bien la filature et le tissage que le rouissage et le teillage, s'accomplit dans les campagnes ; la filature et le tissage occupaient

encore en 1843 près de 330.000 ruraux belges, dont plus des deux tiers en Flandre ». Mais la catastrophe éclate en 1846 et oblige à développer la migration temporaire ancienne. La crise de 1846 est un événement très dure pour les ruraux flamands ; la concurrence des machines anglaises et l'avènement du coton ont condamné le métier à main et le travail industriel à domicile et désormais presque toute la production s'effectue dans les usines urbaines. Les paysans flamands, pour obtenir les ressources complémentaires de l'agriculture ont le choix entre deux solutions qui permettent de conserver les lopins de terre : les migrations quotidiennes vers les usines urbaines voisines ou les migrations saisonnières vers la France. Beaucoup ont préféré les migrations saisonnières en France car ils ne quittaient pas les activités agricoles et ils pouvaient encore séjourner de longs mois en Belgique, dans leur famille restée dans la maison rurale et entretenir leurs champs qui continuaient à produire. Les migrations temporaires sont le grand remède dans la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe siècle, car les densités de population sont excessives : 272 habitants au km² dans la Flandre occidentale au début du XXe siècle, 375 dans la Flandre orientale et 327 dans le Hainaut ; 310 pour toute la Flandre avec des maxima de 400 dans les arrondissements d'Alost et de Courtrai ⁸⁸.

Les courants de migrations temporaires n'ont cessé de grossir depuis le milieu du XIXe siècle jusque vers 1900, pour s'affaiblir ensuite. Les estimations sont difficiles à faire car si le gros des effectifs est constitué de migrants saisonniers on constate aussi des migrants pluriannuels et des migrants de longue durée (viagers ou définitifs). Ces derniers deviennent plus nombreux au début du XXe siècle et c'est ce qui explique en partie les chiffres plus faibles à la veille de la Première Guerre Mondiale, car pour ceux qui séjournent longtemps en France, le comptage ne se fait plus à la frontière. D'après Albert Demangeon et E. Vandervelde ⁸⁹, les estimations sont de 50.000 travailleurs agricoles vers 1900 et de 35.000 vers 1910. La grande poussée se situe dans le dernier quart du XIXe siècle. Ces données statistiques représentent le mouvement aux frontières.

Il est aussi difficile de connaître la répartition dans les départements français. Il y a pourtant une loi française du 8 août 1893 ⁹⁰ prescrivant l'inscription sur un registre d'immatriculation à la mairie de la commune de séjour ; cette inscription doit se faire dans les huit jours qui suivent l'arrivée de l'étranger et l'obligation en est faite à ceux qui exercent une profession agricole, industrielle ou commerciale. Outre qu'il est difficile de distinguer entre ces activités, les intéressés négligent l'inscription ou en font plusieurs dans les communes successives qui leur fournissent du travail. On voit donc ici la difficulté d'utiliser ces statistiques. Nous avons pourtant déjà noté la présence de 8.299 saisonniers belges en juillet 1897 en Seine-et-Marne et de 7.676 dans ce même département en juillet 1902 ⁹¹. Dans l'Oise, au début du XXe siècle c'est un effectif moyen de 7.500 saisonniers belges ⁹². Les contingents sont surtout importants dans le centre du Bassin parisien, mais s'étendent beaucoup plus loin que les courants belges pour les simples moissons ; ils atteignent vers le sud les Charentes, le Puy-de-Dôme et l'Isère. Il est vrai que pour ces départements extrêmes les Belges betteraviers sont avant tout des moniteurs, en nombre réduits, chargés de former d'autres migrants

temporaires français.

Plusieurs problèmes se posent au sujet de ces migrants betteraviers belges : le gouvernement belge est-il favorable ? Comment se fait le recrutement et l'organisation de la migration ? Comment s'opère le travail ? Quelle vie mènent les migrants ? Salaires et économies sont-ils importants ? Existe-t-il des organismes de défense contre les employeurs ?

Les deux gros obstacles de la migration temporaire au départ est l'isolement du travailleur et la langue flamande, seule parlée par la plupart des saisonniers. Aussi est-il indispensable de voir sortir de la masse, des organisateurs-interprètes qui vont servir de recruteurs, de guides, et d'intermédiaires entre les ouvriers migrants et les employeurs français. Ainsi, dès le départ, il y a une organisation et des migrations dirigées. Les chefs d'équipes ou de «gangs», appelés aussi «ploegmeesters», ont une expérience, des relations avec les régions de travail, une connaissance du milieu flamand des travailleurs agricoles et possèdent une certaine habitude de la langue française. Dans une région déterminée des Flandres, ils savent qu'ils pourront recruter facilement une « bande » de migrants saisonniers et ceux-ci se fient complètement à leur chef. En fait, la migration belge dépend beaucoup de ces hommes qui ont été jugés très diversement par leurs contemporains belges ou français. Pour le militant socialiste belge Vandervelde ⁹³ écrivant en 1903, les chefs de gangs sont d'ordinaire des personnages peu recommandables, « tout ce qu'il y a de plus vil et de plus pervers dans la basse classe ». Il considère que les migrants temporaires belges, « juifs errants du capitalisme... sont odieusement exploités par les intermédiaires qui les embauchent et les dirigent ». Et pour appuyer son jugement défavorable, il cite une lettre qu'il a reçue du gouverneur belge de la Flandre occidentale et datée du 10 août 1898 : « Beaucoup d'ouvriers de ma région émigrent en France. Dans un grand nombre de communes, on les voit partir par bandes, à la belle saison. Ces ouvriers sont raccolés par des chefs d'équipe (ploegmeesters) qui les conduisent jusque dans le Midi, pour faire la récolte, fabriquer des briques et arracher les betteraves. Les inconvénients de ces émigrations ont été signalés, lors de l'enquête agricole de 1885 et subsistent toujours ». Mais du côté français, il y a eu des réactions contre ces jugements jugés exagérés. En 1908, au Congrès sur « La désertion des campagnes » (Paris) et en 1909 dans la « Réforme Sociale » (disciples de Le Play), Henri de Boissieu ⁹⁴ s'élève contre le chef socialiste belge : « les renseignements que j'ai puisés aux meilleures sources me permettent de contester l'assertion du leader socialiste. Les chefs de bandes, qui tous mettent la main à la besogne, profitent simplement de leur connaissance du français et de leur ascendance sur leurs camarades pour réclamer des fermiers qui les emploient une éternelle supplémentaire de 40 à 100 sous. Serait-ce là du sweating ? ». Il est vrai que nous avons là un aspect des luttes politiques entre socialistes et libéraux à la fin du XIXe siècle et au début du XXe.

Malgré les critiques, le gouvernement belge ne voit pas d'un mauvais œil cette migration temporaire vers la France. C'est une des moins mauvaises solutions au surpeuplement des Flandres, avec les migrations quotidiennes et hebdomadaires vers les villes industrielles belges ou françaises et les migrations dans le bassin houiller subardennais ; il préfère cette solution aux départs en

Amérique car la migration temporaire en France rapporte. D'après Henri de Boissieu, chaque migrant rapporte à l'automne de 600 à 1000 francs et certaines communes flamandes tirent de France de 75.000 à 100.000 francs⁹⁵. Aussi, le gouvernement belge accorde-t-il aux migrants saisonniers des tarifs très réduits sur le voyage en chemin de fer jusqu'à la frontière.

En France, les courants de migrations et les lieux de séjours pour le travail saisonnier peuvent varier pour une même bande. Cette bande est peu nombreuse lorsqu'il s'agit de Wallons (deux ou trois hommes) venus du nord du Hainaut. Elle devient beaucoup plus fournie (cinq à quarante hommes) avec le recrutement dans les Flandres. Les chefs de gangs ont parfois préparé la migration dans le plus petit détail ; par lettre, ils savent où conduire leurs travailleurs car l'employeur a pris soin d'entretenir une correspondance s'il est satisfait des services rendus durant les années précédentes. Autrement, les chefs de gangs savent qu'ils trouveront à la frontière des cafés ou des bureaux qui les dirigeront vers les zones de travail. Même au-delà de la frontière, dans les villes flamandes françaises, les agences de placement ne manquent pas. A Lille, elles sont nombreuses à proximité de la gare. Dès la construction des lignes ferrées, les déplacements se font en train et par groupes. Mais si parmi les travailleurs il y a des hommes de tous les âges (15 à 60 ans), les rythmes de départs et de migrations sont très complexes. Le « Franchman » tient compte des activités sur ses biens propres (où il laisse généralement sa famille) et des possibilités de gains en France. Aussi, les départs sont encore peu nombreux en mars, grossissent en mai et atteignent leur maximum en juillet. Mai est le mois des démariages et des binages des betteraves industrielles. Juillet voit ajouter au travail betteravier celui des moissons. Voici les statistiques apportées par Raoul Blanchard⁹⁶, pour 1898 : 692 migrants pour la première semaine de mars, 3.846 pour la seconde ; 27.200 durant la seconde quinzaine de mai ; 40.176 au total pendant la seconde quinzaine de juillet. Ainsi, la migration ne cesse de grossir entre mars et juillet. Les contingents atteignent 50.000 au début du XXe siècle. De nombreuses bandes reviennent chaque année dans la même région et parfois dans la même ferme. On peut distinguer trois moments dans la migration : démariages et binages des betteraves en mai et juin, moissons en juillet-août, arrachage des betteraves et travaux de sucreries en septembre-décembre. Dès l'arrivée de l'équipe dans l'exploitation agricole, le chef de gang discute des conditions du contrat de travail. Le contrat oral a été admis pendant longtemps. Mais peu à peu, dès la fin du XIXe siècle, le contrat écrit rédigé suivant un modèle établi d'avance est admis. Aussitôt démariages et binages commencent et se poursuivent jusqu'au début des moissons. Quand les céréales sont mûres pour la moisson, les équipes de bineurs se réunissent aux bandes de migrants moissonneurs qui viennent d'arriver. Tous se déplacent selon l'état d'avancement de la maturation des céréales : plaines autour de Paris, Beauce et Brie, puis les régions plus septentrionales de la Picardie et de l'Artois. Il y a souvent une période creuse entre les moissons successives et le début de l'arrachage des betteraves ; elle est alors occupée diversement. Certains migrants rentrent en Belgique chez eux pour revoir leur famille et faire quelques travaux sur leurs biens fonds ; ils repartiront en octobre pour l'arrachage des betteraves ou pour travailler dans une sucrerie. D'autres restent toujours en France et

trouvent quelques tâches à exécuter : travaux divers dans les fermes, meules à couvrir, premiers battages des grains ; eux aussi se rendront dans l'exploitation où on les a engagés pour l'arrachage des betteraves. Les derniers à rentrer en Belgique sont les migrants employés dans les sucreries ⁹⁷.

Le travail des migrants betteraviers belges est toujours à la tâche. Très durs au labeur, ils fournissaient un travail extraordinaire, surtout dans la période des moissons où ils commençaient à 3 heures du matin pour terminer à 9 heures du soir. Certains se dépensaient jusqu'à l'épuisement et ils avaient dans les fermes la réputation de l'ouvrier acharné pour gagner et économiser. Les exploitants agricoles cherchaient d'ailleurs à employer chaque année les mêmes hommes et Raoul Blanchard constatait au début du XXe siècle que les travailleurs migrants se succédaient de père en fils dans la même ferme ; preuve que l'on appréciait le travail de ces aides temporaires. Pourtant entre 1900 et 1914, des fermiers du centre du Bassin parisien commencent à se plaindre des changements constatés dans la manière d'agir des Belges : le travail à la tâche conduit à des négligences et à un labeur bâclé, la plus grande consommation de cidre et même de vin rend le migrant moins endurant et moins souple ⁹⁸.

La vie matérielle des Belges, pendant leur migration est très inconfortable. Au départ, le bagage est simple : un bissac bleu de grosse toile à matelas dans lequel on place linge de corps et vêtements de travail. La casquette plate permet de reconnaître le « Franchman ». Sur le lieu de travail, les migrants saisonniers belges se contentent « de logements infects dans des granges ou cambuses qui ne rappellent guère les belles casernes saxonnes » ⁹⁹. Le contraste est surprenant entre la propreté flamande bien connue et l'hébergement sommaire et sans hygiène ni confort que les exploitants agricoles français offrent aux travailleurs saisonniers. Couchant sur la paille durant des mois, ils n'entretiennent leurs forces qu'avec une mauvaise nourriture qu'ils préparent eux-mêmes et dont la base est constituée de pommes de terre. Pour les aider à la préparation des repas, des femmes accompagnent parfois les équipes. Le seul repos qu'ils s'accordent est le dimanche après-midi. Dans les exploitations betteravières et céréalières, les migrants belges vivent isolés de la population française et forment une communauté temporaire à part que l'on considère comme étrangère.

Aussi les populations rurales du Bassin parisien n'aiment guère les migrants saisonniers belges. Ils sont d'abord considérés comme des concurrents trop souples et trop soumis aux patrons. Les ouvriers agricoles jugent que ces étrangers sont mieux payés qu'eux-mêmes ils les jalouent fréquemment. Les moqueries et le mépris apparaissent souvent dans les fermes et les villages. Le pauvre accoutrement des Belges est l'objet de risées ; on les appelle les « clouftjes » (sabots), « injure où tient l'immense mépris de l'homme en souliers pour celui qui marche pieds-nus, tenant ses sabots à la main de crainte de les user », dit Raoul Blanchard ¹⁰⁰. Mais d'autres injures montrent le mépris : les « quarante-deux sous » (taxe de passage payée à la frontière par les migrants), « les boyaux rouges » (allusion à la grosse consommation de pommes de terre par les Flamands, ce qui permet la comparaison avec les porcs), « les cochons noirs », « les Popols », etc... Faut-il s'étonner alors des rixes entre ouvriers agricoles français et migrants

belges ? Pourtant les conflits sont rares entre les Belges eux-mêmes chez les betteraviers et nous n'avons pas dans le Bassin parisien l'atmosphère qui règne chez les migrants temporaires belges houblonniers du Nord de la France ou de la Flandre belge que décrit R. Blanchard au début du XXe siècle : « Très pauvres, ils partaient à pied, cheminaient par bandes, chantant le long des routes au son d'un accordéon. Pendant trois semaines à un mois que dure la cueillette du houblon le pays vit dans la terreur ; les batailles sont fréquentes entre les houblonniers qui vivent pêle-mêle dans les granges » 100.

Malgré les difficultés, les migrants temporaires belges obtiennent les résultats escomptés : salaires relativement élevés et économies substantielles rapportées en fin de campagne. Deux facteurs ont permis aux travailleurs betteraviers belges d'obtenir des gains élevés : le travail à la tâche et la migration poussée le plus possible vers le sud (Bassin parisien et au-delà) où les exploitants agricoles accordent des rémunérations plus élevées. On a beaucoup discuté à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle sur la valeur du travail à la tâche ou « aux pièces » 101. Des avantages apparaissent pour l'exploitant agricole comme pour le travailleur : pour le premier, c'est un moyen commode de résoudre le problème des « périodes de pointe » quand il y a insuffisance de main-d'œuvre ou pénurie, pour le second c'est la meilleure manière d'obtenir des gains élevés en forçant la journée de travail à l'extrême. Henri Hitier 102 en 1909, considère que ce système est une application à l'agriculture des méthodes de l'usine : « Le travail à la tâche est une organisation du travail de façon à en obtenir le maximum de rendement et pour cela, il a été aussi généralisé que possible. Il y a pour conséquence tout un ensemble de faits qui rapprochent ces fermes de l'usine, qui donnent à l'agriculture de ces pays un caractère industriel très accentué, et il n'est donc pas étonnant que le problème de la main-d'œuvre s'y pose dans des conditions très analogues à celles où le même problème se pose aujourd'hui dans l'industrie et à l'usine ». Les économistes agricoles affirment ainsi que le travail à la tâche dans l'agriculture est une des marques de l'industrialisation de l'agriculture 103. Henri Hitier, en 1909, montre la grande importance des migrants temporaires, surtout belges, dans une exploitation agricole de l'Ile-de-France qui adopte le travail à la tâche 104. Dans une ferme de 225 hectares, 60 ha sont consacrés à la betterave, 80 ha au blé, 40 ha à l'avoine, 25 ha à la luzerne ; une petite distillerie est annexée. Or, 47 travailleurs sont employés : 22 « permanents » et 25 saisonniers. Dans les « permanents », il y a des migrants pluriannuels engagés à l'année par contrat renouvelable : un commis, un chauffeur-mécanicien, un charron-forgeron, un berger, deux charretiers, huit bouviers, deux garçons de ferme, six hommes employés au battage. Les 25 migrants saisonniers belges employés de mai à novembre travaillent à la tâche pour le démariage et les binages de betteraves, pour la moisson et pour l'arrachage des betteraves. Le coût de la main-d'œuvre peut s'élever à 60.000 francs par an. Mais alors que les bouviers et les charretiers sont payés au mois (100 francs par mois, soupe et légumes frais à midi, gratification supplémentaire annuelle de 100 francs), les saisonniers belges parviennent à se faire des journées de 7 francs pour les binages, de 13,75 francs pour la moisson, de 5,50 francs pour l'arrachage des betteraves. L'auteur cite l'exemple de Belges qui sont restés à la ferme toute l'année et

qui ont gagné 1809 francs par homme, soit 6 francs en moyenne par jour ouvrable. Il n'est donc pas surprenant qu'un Belge migrant saisonnier, après six mois d'absence, rapporte chez lui 1000 francs d'économies, car il dépense peu en France ¹⁰⁵. Cela permettra à la famille de passer l'hiver, souvent saison de chômage inquiétant dans les Flandres belges ¹⁰⁶.

Cependant au début du XXe siècle un malaise apparaît chez les migrants belges et parmi les exploitants agricoles français ; il se traduit par la création d'organismes de défense chez les ouvriers temporaires et par un comportement de méfiance dans le monde agricole français. A la fin du XIXe siècle, des plaintes s'élèvent déjà en Flandre au sujet d'agriculteurs français peu scrupuleux qui profitent de l'ignorance de la langue française chez les migrants et du manque d'organisation de défense pour bernier les travailleurs saisonniers. Des décisions de tribunaux viennent mettre en relief les dangers que courent les migrants belges ¹⁰⁷. En 1900, les catholiques flamands prennent la défense de leurs compatriotes et le « Comité de protection des émigrés de la Flandre orientale » est créé, avec la présidence d'honneur de l'évêque de Gand, tandis que la présidence effective revient à un député gantois (Maenhaut). La Flandre occidentale a aussi un Comité de défense, mais séparé. Dès le départ ces organismes ont des couleurs religieuses et politiques qui devaient amener la méfiance des employeurs français. Au début le Comité de la Flandre orientale se propose de défendre les migrants dans tous les domaines, religieux, moral et matériel. Puis devant les difficultés rencontrées, l'institution primitive se scinde en trois organismes spécialisés ; le Comité primitif s'en tient aux intérêts religieux, mais aussi moraux. Les intérêts matériels passent aux mutuelles professionnelles (entr'aide et secours) et au syndicat de défense. Cependant, la spécialisation n'est pas complète car il arrive très souvent qu'un prêtre flamand parcourant les campagnes françaises pour visiter les migrants belges défende les intérêts matériels d'un travailleur saisonnier contre un fermier et accompagne son compatriote devant le juge de paix pour tenter une conciliation. Le rôle du syndicat est de pousser les affaires difficiles jusqu'à leur terme avec l'aide d'avocats. Le lien est d'ailleurs étroit entre les associations belges de Paris (il y a 30.000 Belges dans la capitale au début du XXe siècle) et les organismes créés pour les migrants temporaires belges ; des prêtres (particulièrement l'abbé Seyssens) assurent la liaison et sont aussi en relation avec la légation belge à Paris qui les emploie comme interprètes. On constate ainsi l'ampleur de l'organisation, dont l'initiative et la direction sont très nettement catholiques flamandes ¹⁰⁸.

Les exploitants agricoles français ont réagi à leur manière devant une évolution qui leur paraissait dangereuse. L'intervention de prêtres étrangers dans une région très déchristianisée comme la Brie ne pouvaient amener que de l'hostilité. Dans une période agitée, par suite de l'action des syndicats d'ouvriers agricoles français et de grèves dans certains milieux laborieux des campagnes, la formation et l'activité de syndicats de défense des migrants temporaires étrangers poussaient les cultivateurs-employeurs à rechercher des solutions nouvelles au grave problème de la main-d'œuvre. Cela d'autant plus que le syndicat des migrants belges voulait imposer un contrat-type de travail et demandait des logements sains et dotés d'un minimum de confort. Si les fermiers ne réussissaient pas à remplacer les Belges par des Français

(Camberlots ou Bretons), ils envisageaient de faire appel à des populations lointaines qui avaient fait leurs preuves en Allemagne (les migrants polonais) ou bien ils seraient obligés d'employer des machines perfectionnées, sinon satisfaisantes. A ce propos, nous avons le témoignage de De Boissieu (1908) : « On a prétendu devant moi (je n'affirme rien quant à l'exactitude du fait) que le Comité de protection et les institutions annexes, défendant les droits des Belges travaillant en France, dépassaient parfois le but. J'ai même entendu ajouter que certaines prétentions exagérées du Comité n'avaient pas été étrangères à un changement qui s'est produit dans quelques fermes : la substitution à la main-d'œuvre flamande, dans la limite du possible, des machines agricoles, mais surtout de la main-d'œuvre polonaise et bretonne. De fait, aux environs de Lieusaint (Seine-et-Marne), par exemple, en plusieurs exploitations, les Polonais ont remplacé les Flamands ».

Ainsi, à la veille de 1914, les migrants temporaires belges qui avaient commencé leurs déplacements dès le Premier Empire pour faire les moissons en France, ont finalement dans la seconde moitié du XIX^e siècle transformé leurs migrations. Celles-ci se sont allongées sur plusieurs mois pour mieux profiter des avantages apportés par la culture betteravière. Le maximum des effectifs apparaît vers 1900. L'affaiblissement qui se fait sentir par la suite a sans doute des causes multiples qui tiennent à la Flandre et à la France, mais on ne peut omettre semble-t-il les facteurs politiques, religieux et syndicaux que nous venons d'examiner. On mesure ainsi la complexité de l'évolution d'une migration temporaire importante pour l'économie rurale française et pour la société paysanne qui a reçu progressivement des apports nouveaux par la transformation des migrants saisonniers en migrants de longue durée (pluriannuels, viagers ou définitifs) ¹⁰⁹. Beaucoup de campagnes de la Région du Nord et du Bassin Parisien voient au cours de XIX^e et XX^e siècles leur peuplement se renouveler rapidement ; elles deviennent des « terres de passage » dans le domaine démographique ; Belges, Camberlots, Bretons, Bourguignons, Nivernais et Polonais s'y trouvent en contact.

b) Les Camberlots et les Picards ont fait des migrations betteravières moins importantes que celles des Belges et elles semblent plus fragiles.

Les populations rurales du nord de la France (région de Cambrai et Picardie) ont commencé plus tardivement que les Belges leurs migrations temporaires en direction du centre du Bassin Parisien. Comme les paysans des Flandres belges, les ménagers (mi-ouvrier agricole, mi-artisan-tisserand) ont souffert de la naissance de la grande industrie textile, mais ils ont d'abord profité des possibilités de travail dans leur propre région, avant de commencer des migrations temporaires plus ou moins lointaines. Les ménagers sont devenus ouvriers agricoles en prenant la place de ceux qui partaient pour la ville ; d'autres ont offert leurs services pendant la belle saison aux exploitations agricoles qui développaient les cultures industrielles et particulièrement la betterave sucrière, alors qu'auparavant ils n'apportaient leur aide qu'au moment de la moisson. Ces mutations et ces travaux ont donc retardé le déclenchement des migrations temporaires et c'est seulement dans la seconde moitié du XIX^e siècle que les Camberlots puis les Picards suivent les Belges dans leur descente vers le sud. Lors de l'enquête de 1866, il est

surtout question de migrants belges dans le centre du Bassin parisien et plus rarement de migrants venus du département du Nord. Le développement de la betterave sucrière, en assurant une durée de migration plus longue et des gains plus importants a compté beaucoup plus que la moisson assez rapidement faite. Ainsi, les cultures industrielles valaient la peine d'un déplacement. Mais pourtant les effectifs paraissent avoir été relativement limités par rapport à ceux des Belges. Cela peut ici s'expliquer par une sorte de concurrence entre deux types de migration temporaire : la saisonnière d'activité agricole et la migration hebdomadaire ou quotidienne dans les bassins houillers voisins ¹¹⁰, c'est-à-dire d'activité industrielle.

Il convient de bien préciser de quel milieu viennent les migrants temporaires appelés Camberlots ou Cambrelots (selon Jean Brunhes ¹¹¹) et Picards ; des équivoques et des erreurs apparaissant au début du XXe siècle. De Jussieu, en 1908, et Gaillard, en 1912 ¹¹², affirment que ce sont des artisans ou des ouvriers d'industrie, qui ne « sont cultivateurs qu'en émigration ; chez eux ils sont tisserands ». Que des travailleurs d'industrie, non agriculteurs se soient introduits dans les effectifs, la chose est possible, mais le gros de la troupe vient d'un milieu « paysan-artisan » qui a des contacts avec la terre grâce à la possession d'une chaumière, d'un jardin et de quelques lopins de terre et grâce aussi à l'aide apportée aux exploitants agricoles plus importants du voisinage. Ces « paysans-artisans » ont sans doute un métier à tisser dont ils vivent surtout à la mauvaise saison, mais ils ont une mentalité et un comportement de paysan car ils achètent des lopins de terre quand ils le peuvent et surtout avec les économies obtenues par les migrations temporaires. Ces ruraux ont commencé très tardivement des migrations saisonnières parce qu'ils avaient les ressources complémentaires d'une industrie familiale qui a permis d'éviter les déplacements temporaires pendant des siècles. Sans cette ressource d'appoint, ils auraient fait comme les Bas-Bourguignons qui ont tiré des migrations de moisson et d'autres types de migrations temporaires des gains non négligeables. En 1905, Albert Demangeon et plus tard (après la Première Guerre Mondiale), Jean Brunhes ¹¹³ ont mis en relief le fond paysan des migrants temporaires camberlots et picards.

Demangeon distingue deux types de migrants paysans-tisserands dans le Cambrésis au début du XXe siècle : « l'habitant ne possède que sa chaumière et un carré de choux, de poireaux et de pommes de terre, et alors il les laisse pendant la belle saison ; il se loue comme travailleur agricole jusque dans la Brie et la Beauce ; il en rapporte le pécule qui assurera l'existence de sa famille pendant l'hiver et qui, peut-être préservé à force de privations, permettra d'agrandir le jardin et d'acheter un champ ». Après ce premier type, un second qui fait des migrations locales : « l'habitant de la chaumière possède un morceau de terre qu'il cultive ; alors il demeure auprès de son champ, il le cultive et le moissonne, puis il cherche à s'occuper jusqu'à l'hiver dans les briqueries et les sucreries ». Le premier fait donc sa migration du printemps à l'automne et le second de la fin de l'été jusqu'au début de l'hiver. Mais ces deux sortes de migrants temporaires, après avoir passé dans les champs la plus grande partie de l'année, retrouvent le métier que la grande industrie n'a pas encore réussi à tuer : « L'hiver venu, tout le monde s'enferme

dans l'étroit atelier, dans la cave humide ». Mais une évolution se dessina dès le début du XXe siècle ; on tend à abrégé les travaux dans les sucreries (moins de deux mois et demi) par l'emploi de tous les travailleurs disponibles (10.000 dans le Nord, 4.500 dans le Pas-de-Calais, 6.000 dans la Somme, 11.000 dans l'Aisne, 4.000 dans l'Oise ; soit l'effectif considérable de 35.500 travailleurs temporaires pour les deux régions du Nord et de la Picardie). Dès lors des ouvriers de la seconde catégorie passent dans la première et font les migrations betteravières plus lointaines des « Camberlots » : « Des bandes s'abattent dans la Champagne, l'Ile-de-France et même l'Orléanais et se louent dans les grandes fermes pour la durée des travaux agricoles. Leur engagement expiré, ils reviennent au village et rentrent dans leurs caves auprès des métiers à tisser. Leur émigration n'est jamais définitive, car leur métier et leur maison forment un capital qui ne peut se transporter ».

Pourtant, des nuances sont notées par J. Brunhes concernant les migrations de Camberlots ; certains ne peuvent faire que les moissons car ils doivent exécuter leurs propres travaux dans leurs champs ; ce sont les « aotérons ». Ils sont plus particulièrement nombreux dans certaines communes : Avesnes-lès-Aubert (canton de Carnières, département du Nord), Villers-Outréau (canton de Clary, Nord), Lécuse (canton d'Arleux, près de Douai). Ainsi, les migrations betteravières ne peuvent être faites par tous les Camberlots migrants.

Des différences apparaissent si l'on compare les migrations betteravières des Camberlots et des Picards à celles des Belges ¹¹⁴. Il s'agit non plus d'une migration masculine, mais d'une véritable migration familiale comprenant hommes, femmes et enfants. Après avoir fait les déplacements à pied avec hardes et outils sur l'épaule, les bandes ont fini par utiliser le train pour se rendre à Laon, Meaux ou Reims. Les migrants laissent aux vieillards et aux jeunes enfants la garde du foyer et des biens et en cela cette migration rappelle celles qu'on a pu observer dans les villages alpins, auvergnats ou pyrénéens. Pour le travail, c'est le même acharnement et les mêmes longues journées que l'on a pu noter pour les Belges. Mais il y a division des tâches. Dans la moisson, les hommes fauchent et les femmes ramassent et lient. Lors de l'arrachage des betteraves, les hommes dégagent les racines et les femmes et les enfants coupent les feuilles et les entassent. Le travail est alors plus rapidement fait et le pécule s'accroît plus vite.

Les migrations betteravières des Camberlots et des Picards ont une zone géographique moins étendue que celle des Belges. Lors de l'enquête de 1912, ils ne sont pas signalés en Normandie et dans l'Ouest alors que les Belges sont présents jusqu'en Ile-et-Vilaine. Ils ne descendent pas au-delà du Berry, tandis que les Belges sont appelés en Limousin et en Auvergne. Ils sont plus appréciés que les Belges en Côte-d'Or, mais ne vont pas comme eux dans le Bas-Dauphiné. Peut-être peut-on expliquer ces déplacements plus limités par le caractère familial de la migration ; des hommes seuls sont plus faciles à loger et les femmes et les enfants ne veulent pas trop s'éloigner de leur foyer. Les bandes de migrants camberlots ou picards ont surtout été recherchées par les exploitations agricoles moyennes dans lesquelles les arrangements se font plus facilement entre familles sédentaires d'agriculteurs et familles migrantes ¹¹⁵. Par contre, les Belges sont plutôt engagés par les grands

exploitants agricoles qui aiment avoir affaire avec un responsable de l'équipe.

Si les Camberlots et les Picards ont suivi partiellement les Belges dans leurs trajets et leurs régions de travail, il faut aussi noter qu'ils les ont imités dans la manière de défendre leurs intérêts. Dans les deux cas l'initiative est catholique. En 1900, les catholiques flamands belges veulent aider et protéger leurs compatriotes migrants temporaires. En 1904 les catholiques de la région de Cambrai font de même pour les Camberlots. Sous le nom de « Les émigrants du Nord de la France » une association est créée avec le patronage de prêtres et de juristes¹¹⁶. Lors de la première grande réunion des délégués des groupes communaux à Cambrai le 27 novembre 1905, le but est précisé¹¹⁷ : « Grouper tous les ouvriers agricoles, bineurs, rasettiers, ratisseurs, faucheurs, moissonneurs, arracheurs de betteraves, cueilleurs de fruits, etc... qui quittent chaque année le Cambrésis, l'Artois, le Douaisis, pour exécuter en Champagne, dans l'Ile-de-France, en Beauce, etc... différents travaux des champs que les cultivateurs de ces régions n'arrivent pas à faire seuls ou avec la main-d'œuvre du pays ». Les organisateurs reconnaissent l'influence belge : « L'association n'est que l'adaptation à nos lois et à nos mœurs françaises et la reproduction de l'œuvre belge des « Aouïeux » du diocèse de Tournai et des Gildes flamandes des « Franschmans » des diocèses de Bruges et de Gand ». Pourtant, des différences apparaissent : il n'est pas question de syndicat de défense (le terme peut effrayer alors certains catholiques et des employeurs), mais on organise un « bureau de juristes » chargés de la défense des migrants. Il existe aussi une « Caisse de secours » ou mutuelle, une organisation religieuse avec aumôniers ou missionnaires et surtout un journal (« L'Echo du Peuple ») qui permettent d'établir des liens entre migrants et entre migrants et communes d'origine. Tous les villages et bourgs de migrants temporaires n'ont pas répondu à l'appel car il y a des méfiances envers les ecclésiastiques qui ont pris l'initiative de l'organisation ; cela d'autant plus que les curés des paroisses ont parfois exercé des pressions sur les familles de migrants. Au bureau central de Cambrai, on note la présence d'un notaire (président), de trois avocats (vice-présidents), d'un ancien receveur de l'Enregistrement, de deux publicistes et de trois ecclésiastiques (parmi lesquels l'abbé François, missionnaire du travail agricole). Dès 1905, le bureau des juristes intervient auprès de certains fermiers peu scrupuleux de l'Aisne et les font céder. Un contrat de travail est mis au point et appliqué (étendue à cultiver, nourriture, boisson, prix, acomptes, logement avec lits, frais de voyage, obligation de l'employeur en cas de maladie ou d'indisposition, etc...). Il est approuvé par le Musée Social de Paris et par l'Association des Agriculteurs de France. Mais des difficultés naissent car on se heurte aux habitudes régionales et à la méfiance des exploitants agricoles. Les migrants temporaires craignent un nouveau comportement des employeurs et gardent souvent le silence pour ne pas perdre les possibilités de travail et de gains. L'application des mesures est finalement très inégale. Un malaise apparaît chez les employeurs et chez les migrants.

Quels effectifs forment ces Camberlots et Picards migrants à la veille de 1914 ? Il est bien difficile d'avoir des statistiques car il n'y a pas de passage aux frontières ni de recensement à partir des déclarations obligatoires (mal appliqué il est vrai) comme pour les Belges. L'association « Les Emigrants du

Nord de la France » dit atteindre 7.000 personnes (hommes, femmes et enfants), vers 1910 ¹¹⁸. Cela ne représente qu'une petite partie de la migration, car le département de l'Oise à lui seul en occupe 4.000 vers 1909 ¹¹⁹. Au départ, 3.000 quittent à chaque printemps les cantons de Cambrai-Est et de Carnières (Nord) ¹²⁰ pour les travaux betteraviers de l'Est de la France (pays annexés compris). Une seule commune comme Avesnes-le-Sec (canton de Bouchain, arrondissement de Valenciennes) en fournit 300 (sur 1875 habitants). Mais les effectifs sont très variables ; dans la commune de Bouvignies (1352 habitants en 1906 ; canton de Marchiennes, arrondissement de Douai), on constate 138 départs en 1898 et 21 en 1907 ¹²⁰. Selon les auteurs contemporains, on affirme que la migration temporaire se développe tandis que pour d'autres elle faiblit ; ces impressions reposent sans doute sur les données locales très changeantes. La vie incertaine des familles migrantes rend assurément les déplacements fragiles et l'on sent très bien que l'avenir des courants migratoires peut être compromis par des circonstances imprévisibles. Si les migrations belges ont continué après la Première Guerre Mondiale, celles des Camberlots et des Picards ont été fortement compromises avec la dispersion des familles, les pertes de guerre, l'arrêt brutal des déplacements, les offres d'emplois dans les activités minières et industrielles de la Région du Nord qui manque de main-d'œuvre.

D'après les descriptions d'Ardouin-Dumazet ¹²¹ on a l'impression que les migrations temporaires familiales des Camberlots et des Picards sont devenues des migrations de la misère, des migrations d'attente qui ne pourront encore durer longtemps et que les intéressés finiront par trouver une meilleure solution au problème de leur indigence. Ardouin-Dumazet va jusqu'à les comparer aux partants pour l'Amérique : « Ces bandes d'hommes, de femmes et d'enfants en bas âge avaient l'aspect de ces longues colonnes d'émigrants qu'on voit dans les chemins de fer allemands, se rendant à Anvers, à Brême ou au Havre pour gagner le Nouveau Monde. Mêmes visages fatigués, même allure morne ». L'auteur les appelle « les hirondelles de la glèbe » ; au printemps ils quittent des caves humides et malsaines où « ils gagnaient à peine un franc par jour, juste de quoi avoir le feu et la chandelle ». Même vie de misère dans les granges du Bassin parisien : « au matin, dès que le jour commence à poindre, hommes et femmes s'en vont aux champs... Pendant ce temps, ceux des enfants laissés à la grange se « débrouillent » tout seuls. L'aîné de la bande doit lever les plus petits, leur faire une toilette sommaire, leur donner à déjeuner. Puis tous les mioches s'en vont ensemble dans le champ ou travaillent le père et la mère et prennent leur part du sarclage. La nuit venue, une couche de paille sert de lit à la famille ». Caves l'hiver, granges l'été, cette vie instable paraît un état transitoire entre celui de l'ancien paysan-artisan industriel ruiné par la grande usine textile et celui du futur mineur ou l'ouvrier de la grande industrie. Attaché à sa maison, à son lopin de terre, le migrant temporaire a préféré les déplacements saisonniers avec une existence au grand air, aux déplacements quotidiens ou hebdomadaires vers les mines et les usines malsaines. Mais ces dernières l'appelleront tôt ou tard.

c) Les Bretons ont commencé tardivement des migrations betteravières relativement localisées mais passent assez rapidement à d'autres migrations.

Tout aussi tardif et instable que celui des Camberlots et des Picards, apparaît aussi le besoin des Bretons de se livrer à des migrations saisonnières pour aider aux travaux des cultures industrielles. Lors de l'Enquête du Premier Empire sur les migrations temporaires, Nord, Pas-de-Calais et Somme paraissent avoir des populations rurales casanières qui ne font guère que des migrations locales ou régionales, il en est de même en Bretagne. Puis dans la seconde moitié du XIXe siècle, les Bretons sont sortis temporairement de leur province ; ils ont suivi les Bas-Normands et les gens du Perche pour aller travailler dans les exploitations du Sud-Ouest du Bassin parisien, comme les Camberlots et les Picards ont marché sur les traces des migrants saisonniers belges. Mais le facteur de déclenchement des courants migratoires ne semble pas le même en Bretagne qu'en Cambrésis et en Picardie. Le Breton n'abandonne pas un métier à tisser menacé de ruine et une cave malsaine ; il veut échapper au chômage dû au surpeuplement et au manque d'activité industrielle et il profite des nouvelles communications.

Lors de l'enquête de 1866, il n'est encore question que de migrations saisonnières, bretonnes pour la moisson ; c'est plus tard que l'appel se fera pour les cultures betteravières, bien que quelques exploitants agricoles de la Haute-Normandie aient pensé dès le milieu du XIXe siècle à employer la réserve de main-d'œuvre bretonne pour se lancer dans les cultures industrielles rentables¹²². Pourtant si les migrants temporaires ont bien réussi pour les fenaisons et les moissons, il faut admettre que le succès a été plus difficile à obtenir pour les travaux délicats de la betterave, les Bretons ont trouvé dans le Bassin parisien une rude concurrence avec les Belges et les Camberlots qui les ont souvent précédés dans maints pays du Sud-Ouest du Bassin parisien. Les Belges viendront même offrir leurs services en Bretagne, puisque l'Ille-et-Vilaine en reçoit au début du XXe siècle alors que les ouvriers saisonniers de la province ne demandent qu'à être employés¹²³.

L'ouvrier saisonnier breton est un gros travailleur, acharné et dur à la peine ; il accepte les grosses tâches et se porte dans les régions de hauts salaires. Comme à l'intérieur de la Bretagne, la petite propriété est relativement peu répandue, ce travailleur est beaucoup moins tenu par ses biens propres et peut consacrer toute la belle saison à la migration temporaire, tels les métiviers des lisières armoricaines qui s'engagent en Anjou pour tous les travaux agricoles. Aussi, les enquêteurs (et c'est le cas de Camille Vallaux en 1905)¹²⁴ parlent souvent de domestiques agricoles qui s'engagent pour la belle saison en Beauce ou en Haute-Normandie, sans faire remarquer qu'il s'agit en fait de migrants saisonniers chargés surtout des travaux de la betterave, des foins, des moissons et qui s'absentent de Bretagne du mois de mai au mois de novembre.

La Basse-Bretagne est au début du XXe siècle la région la plus importante de la péninsule pour le recrutement des migrants temporaires de belle saison¹²⁵. Il s'agit surtout des zones intérieures situées sur les limites des trois départements du Finistère, du Morbihan et des Côtes-du-Nord. Mais c'est le Nord-Ouest du département du Morbihan (autour de Guéméné) que les départs sont les plus nombreux. Dans certains cantons (Le Fouët,

Guéméné, Pontivy, etc...) les effectifs pouvaient prélever jusqu'à 30 % des ouvriers agricoles. Nous sommes dans une région particulièrement pauvre (massif granitique) et renfermant une grande masse de prolétaires. La migration est d'abord masculine et ces travailleurs ont fait l'expérience des fenaisons et des moissons avant de commencer les travaux de la betterave. La progression dans le Bassin parisien s'est effectuée très lentement en Normandie comme dans les pays situés entre la Seine et la Loire. Finalement c'est dans l'Eure, la Seine-et-Oise et dans la Beauce que les migrants saisonniers bretons finiront par trouver des exploitations agricoles qui les occuperont. Les déplacements ont d'ailleurs été facilités par la gratuité accordée par les compagnies de chemins de fer pour le voyage de retour. Mais les différences de salaires entre la Basse-Bretagne intérieure et les plaines du centre et du Sud-Ouest du Bassin parisien sont tellement importantes (du simple au double) que le mouvement de migration temporaire a fini par s'étendre à de nombreux cantons bretons de l'intérieur. Vers 1905, une grande zone de recrutement apparaît, constituant un grand triangle limité par des côtés allant de Briec (Finistère) à Locminé (Morbihan) et à La Roche Derrien (Côte-du-Nord). Selon les cantons on se dirige soit vers la Beauce ou la Seine-et-Oise, soit vers la Normandie ¹²⁶.

Dans les régions de travail, les migrants bretons, sans doute par suite de l'exemple belge, exécutent la besogne à la tâche, et c'est là une méthode qui permet d'accroître les gains et qui conduit à une activité acharnée. Si les Belges, sont souvent plus estimés que les Bretons pour les travaux betteraviers, il faut noter pourtant que ces derniers sont jugés beaucoup plus souples et beaucoup plus sociales. Aussi, dans les engagements, les préférences vont aux migrants bretons et de saisonniers qu'ils étaient pendant plusieurs années, ils deviennent souvent migrants pluriannuels, viagers ou définitifs. Cette évolution est particulièrement observée dans le département de l'Eure. Aussi A. Souchon ¹²⁷, en 1914 à propos de la crise de la main-d'œuvre agricole en France, pense que le courant breton, représenté sous toutes ses formes, est le plus intéressant : « On ne peut préciser un chiffre. Mais le courant d'émigration temporaire est considérable, plus important de tous ceux de notre pays ».

Dans le département caractéristique de l'Eure, les Bretons ont été appelés par les exploitants agricoles, malgré l'aide déjà ancienne des Belges, pour remplacer les paysans sédentaires attirés vers les zones industrielles. Dans le Vexin normand, ¹²⁸ ces indigènes paysans ont émigré vers les filatures de la vallée de l'Andelle et au fur et à mesure de leurs départs, des sarcleurs et bineurs bretons ont été engagés saisonnièrement pour les travaux betteraviers. Pour permettre la venue régulière des Bretons, les exploitants agricoles ont un curieux comportement que décrivent les enquêteurs de 1912 : « Nous connaissons des agriculteurs qui émettent l'idée, que s'ils trouvaient assez de moissonneurs tâcherons nomades, ils n'emploieraient pas de machines. Beaucoup font attention à faire exécuter une certaine partie du travail de la moisson à leurs bineurs nomades, afin de les voir revenir l'année suivante ¹²⁹ ». Ainsi, la nécessité des travaux betteraviers par des manuels migrants saisonniers oblige à ne pas moderniser complètement la moisson ; la betterave passe donc avant le blé et les Bretons sont alors assurés d'un travail

continu pendant plusieurs mois et d'un gain relativement important. Par ce comportement des exploitants agricoles de l'Eure, on mesure l'attachement aux migrants temporaires venus de Bretagne. Les salaires sont toujours payés à l'hectare pour trois binages et l'ouvrier est nourri et reçoit aussi généralement de la boisson (cidre). On peut remarquer que les rémunérations varient parfois du simple au double : 45 francs l'hectare à Baux-de-Breteuil, canton de Breteuil (arrondissement d'Evreux) et 80 francs à Gisay (canton de Beaumesnil, arrondissement de Bernay) ; les prix plus élevés apparaissent lorsque les migrants travailleurs se déplacent souvent entre les six ou sept petites exploitations avec lesquelles ils ont pris un engagement. Dans l'Eure avant 1914, les Belges n'allongent pas leurs migrations et ne se fixent pas. Par contre, les Bretons ont une tendance à devenir migrants pluriannuels. Mais en fait cette nouvelle migration temporaire correspond à une période d'attente, d'observation pour choisir une seconde activité dans une usine voisine en faisant souvent des migrations quotidiennes, puisque cet ancien travailleur saisonnier habite généralement une maison rurale, a un jardin sinon un lopin de terre ; le tout souvent loué en attendant un achat éventuel. Ce que le Breton ne trouvait pas chez lui, usine et salaire relativement élevé, indépendance et possibilité d'acquisition de biens modestes, il peut désormais profiter d'avantages dans un milieu économique et social nouveau. Ainsi, la migration saisonnière de départ pour la culture betteravière conduit à des migrations de longue durée et assure un renouvellement du peuplement dans la région d'accueil. Cette évolution des migrations est accompagnée souvent d'une mutation professionnelle.

L'enquête de 1912 met bien en relief ce phénomène démographique dans l'Eure : « Les Belges ne se fixent pas dans la région. Il n'en est pas de même pour les Bretons et c'est fort heureux, car dans certaines communes du Vexin, à l'heure actuelle, le quart, le tiers ou la moitié de la population ouvrière est d'origine armoricaine ». Il arrive même que dans certains hameaux, comme à Senneville (rive droite de la Seine, avant l'embouchure de l'Andelle, entre Vatteville et Flipou), les trois quarts du personnel soient bretons. Et les enquêteurs de l'Eure ajoutent : « Cette fixation n'est souvent que temporaire si dans la contrée il y a quelques usines. Après avoir occupé la petite maison louée en prenant part pendant un ou deux ans aux travaux agricoles de l'endroit, le Breton se fait embaucher dans l'usine voisine, Navarre, Evreux, Bray, Rugles, etc... Dès à présent, Bray compte 10 % de Bretons dans le personnel. La main-d'œuvre nomade va en augmentant par suite de la dépopulation (425.000 habitants en 1845 ; 330.000 en 1906) ». Les migrations temporaires ont ainsi atténué le phénomène de dépopulation : « On peut même se demander de combien plus rapide aurait été cette dépopulation indigène sans l'immigration des ménages bretons auxquels il vient d'être fait allusion ».

Lors du recensement de la population de 1911¹³⁰, les originaires de Basse-Bretagne sont relativement nombreux dans les deux départements betteraviers de l'Eure et de l'Eure-et-Loir. Sans tenir compte des saisonniers, non compris dans le dénombrement, l'Eure a 7.402 recensés nés dans les trois départements des Côtes-du-Nord (5.334 dont 4.449 actifs, soit 83 %) du Morbihan (1.233 dont 1.052 actifs, soit 85 %) et du Finistère (835 dont 663

actifs, soit 79 %) ; le taux total des actifs atteint 83 %. Il s'agit donc bien d'une population laborieuse et ces données statistiques comprennent hommes et femmes. Dans l'Eure-et-Loir, les effectifs sont plus faibles : 3.669 nés dans les trois départements bas-bretons : Côtes-du-Nord (2.427 dont 2.026 actifs, soit 83 %), Morbihan (713 dont 597 actifs, soit 83 %), Finistère (529 dont 413 actifs, soit 78 %) et le taux des actifs nés en Basse-Bretagne est de 82 %. Mais en cette date du 1911 beaucoup de migrants bretons ont déjà échappé à l'agriculture.

d) Les exploitants agricoles des grandes cultures industrielles cherchent à renouveler les migrants temporaires dont ils ne peuvent se passer.

A la veille de 1914, les exploitants agricoles des grandes cultures industrielles de la Région du Nord et du Bassin parisien se trouvent dans une situation assez embarrassante. Ils cherchent à ne plus engager les migrants belges auxquels ils reprochent l'ivrognerie, la brutalité et les contraintes nées des associations de défense syndicale. Ils ne peuvent guère compter non plus, là où ils arrivaient, sur les Bretons qui se maintiennent parfois difficilement dans l'activité agricole. Ils ont donc envisagé deux solutions possibles, mais imparfaites.

La première solution est l'emploi des machines. Celles-ci se répandent de plus en plus pour les moissons et dans ce domaine, les migrations saisonnières sont sur le point de disparaître. Or, la recherche des machines pour les travaux betteraviers est déjà ancienne, mais les résultats sont loin de donner satisfaction. Il est bien difficile d'inventer des machines pour l'opération de démariage qui repose sur un choix de plants vigoureux et disposant entre eux d'espace calculé ; seul l'homme d'expérience peut faire cette opération. Par contre, pour les binages, la machine peut déjà faire un travail partiel entre les rangées de betteraves, mais le travailleur manuel doit nécessairement intervenir proche des plants fragiles pour les traiter avec ménagement. La seule opération où les progrès mécaniques sont très nets dès la fin du XIXe siècle est l'arrachage.

En 1895, un concours international d'arracheuses mécaniques de betteraves s'est tenu à Cambrai et a montré des réalisations pratiques déjà bien mises au point et pouvant fortement réduire l'intervention des migrants travailleurs saisonniers ¹³¹. R. Ringelmann, directeur de la Station d'essais de machines agricoles, dans son rapport sur ce concours reconnaît l'effort dans la recherche et la valeur des réalisations. Les constructeurs de machines sont déjà nombreux en France, dans l'Oise (à Bresles et à Liancourt), dans l'Aisne (à Bohain), dans le Pas-de-Calais (à Bucquoy et Billy-Berclau) dans le Nord (au Cateau), mais aussi à l'étranger : Belgique (à Ligny) et Allemagne (Halle-sur-Saale). Les meilleures machines capables de faire concurrence aux migrants saisonniers, sont certainement celles de l'Oise : les deux arracheuses à fourches de Liancourt (Bajac) et de Bresles (Amiot et Bariat). On évite que la betterave soit blessée ou meurtrie car les fabricants de sucre refusent des betteraves pourrissant facilement. Le succès des arracheuses a été tel, au début du XXe siècle, que des spécialistes mettent en relief les avantages de la machine sur le travail uniquement manuel ¹³². Le directeur du laboratoire de la Société d'agriculture de Meaux (Seine-et-Marne), Duclos, soutient après de

nombreuses observations dans les champs, que l'arrachage mécanique est préférable à l'arrachage à la main : « Arrachées à la main et mises en tas, les betteraves perdent très vite une certaine quantité de sucre, car de nouvelles feuilles poussent au collet. Les betteraves soulevées par les arracheuses mécaniques peuvent être laissées en terre ; on constate alors un enrichissement lent et progressif et les variations atmosphériques n'exercent pas dans ces conditions une action marquée sur la densité ».

A partir du moment où les arracheuses mécaniques sont de plus en plus employées, les migrants saisonniers betteraviers peuvent craindre de voir leur période de migration fortement réduite et les déplacements perdre de leur intérêt, car les gains rapportés de la campagne betteravière seront très affaiblis. Mais s'il y a un danger pour les migrants temporaires, il y en a un aussi pour les exploitants agricoles qui verront venir de moins en moins de travailleurs saisonniers ; ceux-ci chercheront des activités plus rémunératrices. L'énervement et la méfiance, les grèves qui apparaissent au début du XXe siècle sont peut-être les conséquences de cette évolution des migrations saisonnières betteravières. Les rapports entre Belges et exploitants agricoles se gâtent très souvent. Dans l'Oise en 1909, on leur reproche de donner l'exemple du travail bâclé aux travailleurs sédentaires : « Préoccupés avant tout d'abattre beaucoup d'ouvrage, ils le sabotent volontiers et exigent une surveillance constante de l'employeur. Ils ont même, sous ce rapport exercé une influence néfaste sur nos ouvriers indigènes qui, plus soucieux autrefois de la tâche bien faite, se laissent aller maintenant à la négliger »¹³³. En 1914, un ingénieur agronome G. Coupau¹³⁴ porte un jugement très sévère sur les migrants travailleurs saisonniers : « Depuis plusieurs années, déjà, dans les pays de cultures intensives, comme le Nord et la zone parisienne, les ouvriers étrangers à la région, bretons et belges, ont suppléé l'élément indigène insuffisant. Mais cette ressource n'a été qu'un palliatif momentané et, devant des besoins croissants, les exigences ont augmenté ; les patrons ont dû céder et, cependant, les ouvriers, malgré les avantages très réels qu'ils ont obtenus, n'en sont pas devenus, pour cela plus dociles... La main-d'œuvre temporaire, composée surtout d'émigrants, ne vaut pas mieux que la main-d'œuvre sédentaire, et les prétextes qu'elle invoque pour mal exécuter, ou même pour abandonner le travail, sont plus que futiles et révèlent un état d'esprit regrettable et une tension suraiguë des rapports entre employeurs et employés. Quelques améliorations qu'ils aient obtenues, comme salaires, nourriture ou logement, ces nomades, sentant qu'on a besoin d'eux ne cherchent qu'à nuire à leurs employeurs ». Cet ingénieur agronome donne alors des exemples très précis à propos des Belges migrants travaillant dans l'Oise : « Dans une grande ferme de l'Oise, l'agriculteur, désirant activer le démarrage des betteraves qui était un peu en retard, avait fait passer dans quelques champs, perpendiculairement aux lignes, une houe à cheval qui avait enlevé les trois quarts des plants à supprimer, bien qu'il n'eut pas eu un seul instant l'intention de diminuer de quoi que ce fut le prix convenu à l'avance avec les équipes de Belges qui devaient faire le travail entièrement à bras ; ces ouvriers l'ont récompensé en « sabotant » les champs ainsi traités, craignant sans doute que, si cette pratique se généralisait, les propriétaires voulussent traiter désormais à des prix inférieurs. Cependant, cette préparation préalable

du démariage constituerait presque le seul moyen de continuer la culture de la betterave par les procédés actuels, avec les équipes insuffisantes dont on dispose aujourd'hui et qu'on se disputera de plus en plus ».

La crainte de voir la machine remplacer la main-d'œuvre saisonnière dans les cultures industrielles les plus délicates conduit les migrants temporaires belges à des gestes qui montrent la nette hostilité des travailleurs et une situation devenue très difficile. Le même ingénieur Coupau, que nous venons de citer, relate encore un événement significatif qui s'est déroulé dans une exploitation de l'Oise, à l'automne 1912 : « Un important propriétaire de l'Oise, connu pour la bienveillance avec laquelle il traite son personnel, fut abandonné brusquement par ses Belges, en pleine période d'arrachage des betteraves, sous prétexte que les champs ayant été labourés à la vapeur, l'extraction et surtout le secouage des racines étaient plus difficiles. Un semblable motif, pardonnez-moi l'expression, ne tient pas debout ; néanmoins les équipes partirent et le malheureux propriétaire mit trois semaines à en retrouver d'autres. Comme il fait partie d'une société de labourage à vapeur dont les autres membres ont souffert eux aussi, du mauvais vouloir des ouvriers temporaires, cette société étudie en ce moment le moyen d'adapter le matériel de labourage à l'arrachage des betteraves. Franchement, ce seront bien les ouvriers qui se seront privés eux-mêmes de travail » 135.

Cette réaction en chaîne des travailleurs migrants et des exploitants agricoles, dans cette question du machinisme dans la grande culture industrielle, permet de constater l'évolution des comportements des uns et des autres. Des cultivateurs sont décidés à se passer des migrants saisonniers belges et à adopter des machines, même mauvaises, comme l'affirme encore Coupau au Congrès des ingénieurs agronomes de Paris en 1913 : « Les propriétaires sont tellement las d'avoir à subir les prétentions injustifiées des équipes, nomades ou non, qui font les travaux de la betterave, qu'ils réclament à grands cris des démarieuses mécaniques. L'un d'eux, lauréat de la prime d'honneur de la grande culture, m'ayant demandé, un jour si ces machines étaient au point, je lui répliquai qu'elles ne seraient jamais bonnes puisque, dans le travail de démariage, il convient de laisser subsister les plans vigoureux, de tâcher de remédier aux manques, c'est-à-dire aux vides causés par la destruction ou par le défaut de germination de certaines graines, en un mot de faire œuvre d'intelligence ce dont la machine, avec ses mouvements périodiques et brutaux, est complètement incapable. Mais il me répondit : « Cela m'est indifférent, si mauvaise que soit la machine, elle travaillera toujours mieux que mes Belges ».

D'après ces longues citations et d'autres considérations que nous avons apportées précédemment, on peut donc retenir de multiples raisons du mécontentement des exploitants agricoles envers les migrants temporaires belges : ivrognerie et brutalité, travail trop souvent négligé ou bâclé, départs brusqués au milieu des opérations à accomplir, aide et encouragement pour des réclamations et des exigences que des associations soutiennent, etc... Dans les dix années qui ont précédé la guerre de 1914-1918, les cultivateurs betteraviers de la moitié septentrionale de la France doivent résoudre le difficile problème du travail agricole : machines ou organisation de nouvelles migrations de travailleurs plus dociles sont les deux seuls remèdes possibles. Ce

sont deux agronomes de l'Oise qui posent le problème, en redoutant l'avenir ¹³⁶ : « On eut récemment la velléité de protéger la main-d'œuvre du pays par des impôts ou d'autres mesures prises contre l'immigration. Il est de toute justice de placer nos travailleurs sur un pied d'égalité vis-à-vis de leurs collègues étrangers, mais on n'entravera pas l'arrivée des Belges, par la raison qu'ils sont indispensables ; si on leur fermait la frontière, il faudrait, le lendemain, renoncer à toute culture industrielle ou intensive du sol et on entrevoit les conséquences désastreuses d'une telle éventualité sur la richesse publique ».

Pendant que certains exploitants agricoles envisagent l'emploi de machines pour remplacer la main-d'œuvre migrante saisonnière, d'autres voient une solution dans l'appel de migrants temporaires polonais. Mais il ne s'agit pas là d'une migration temporaire anarchique, laissée à l'initiative de quelques individus. Pour la première fois, on parle de migrations temporaires organisées et dirigées. L'exemple de l'Allemagne utilisant des contingents importants de migrants saisonniers betteraviers recrutés dans la partie de la Pologne annexée à la Prusse, a dû conduire des agriculteurs français à faire un essai d'emploi de main-d'œuvre ¹³⁷. A la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, la Pologne est une pépinière de migrants saisonniers : 500.000 à 600.000 travailleurs apportent chaque année leur aide temporaire aux grandes exploitations agricoles allemandes qui offrent des salaires relativement importants et des conditions d'hébergement strictement organisées (habitation-caserne avec dortoirs séparés selon les catégories : ménages, garçons, filles et surveillance rigoureuse). Mais les exploitants français réussiront-ils à amorcer et à consolider un courant de migration suffisant ?

Le début des migrations polonaises agricoles en France date de 1907 et l'expérience se poursuit de 1907 à 1914 avec des résultats très incertains ¹³⁸. L'initiative revient à la Société d'agriculture de Nancy, ville qui a d'anciennes relations avec la Pologne. Le président de cette société entre en relation avec un député polonais de Galicie venu en France ; cela en 1906. Dès l'année suivante un convoi de 400 migrants temporaires arrive en Lorraine ; hommes et femmes sont répartis dans les campagnes de la Meurthe-et-Moselle et de la Meuse par les soins des syndicats agricoles. Après ce premier essai du printemps 1907, un second est organisé au printemps 1908 : le contingent est doublé puisqu'il atteint 800 personnes. Mais si les déplacements et la répartition sont organisés, il n'en est pas de même des tâches à accomplir et des conditions de vie et dans ces domaines, nous sommes loin de la méthode allemande. Les migrants sont occupés à des travaux agricoles très divers et une partie seulement se trouve engagée pour des cultures à caractère industriel (culture des choux pour les fabriques de choucroute et culture de plantes sarclées). Les migrants temporaires polonais, dépayés et ignorant la langue française, demandaient à être embauchés par équipes, assez importantes (au moins cinq ou six travailleurs). Un contrat-type a été établi entre la société polonaise d'émigration et la Société d'agriculture de Nancy ; il sera souvent pris pour modèle lorsque les migrations s'étendront à partir de la Lorraine. Les conditions d'engagement sont très différentes de celles admises jusqu'alors pour les Belges : pas de travail à la tâche, salaires en complément de la nourriture et du logement (annuels : 300 F. pour les femmes,

300-350 F. pour les jeunes gens, 400 F. pour les hommes adultes ; mensuels : calculés sur les salaires journaliers ; journaliers : 1 F-1.50 F. pour les femmes et 2 F.-2,25 F. pour les hommes). Les obligations des employeurs sont désormais nombreuses : nourriture assurée, véritable logement suffisamment meublé avec le nécessaire pour la toilette, assurance contractée pour les accidents et la maladie, payement du voyage aller et de la moitié du voyage retour, respect des jours fériés et des fêtes chômées.

De la Lorraine, les migrants temporaires polonais ont passé en Bourgogne et dans le centre du Bassin parisien, par les mêmes procédés de recrutement, mais pas toujours par le même type d'intermédiaires français. Ce sont surtout les exploitants agricoles betteraviers qui les recherchent pour éliminer progressivement les Belges devenus indésirables dans certaines zones de grandes cultures industrielles. Entre 1908 et 1910, on signale les premiers contingents de migrants temporaires polonais dans les départements de la Seine-et-Marne, de l'Oise et de l'Eure¹³⁹. L'extension est rapide puisque dans la période 1910-1912, 6.000 travailleurs migrent temporairement en France, dans 40 départements, plus particulièrement dans quatre régions : Lorraine, Champagne Bourgogne, et autour de Paris¹⁴⁰. La Société d'émigration de la Galicie fait surtout le recrutement dans cette province ; son but est double : détourner de l'Allemagne vers la France une partie du courant des migrants temporaires agricoles et aider et protéger ces travailleurs dans les régions d'accueil. Or, avant 1914, cette migration a des causes polonaises qui semblent assurer un recrutement durable : le surpeuplement et la misère. Mais les facteurs de longue durée paraissent assez fragiles du côté français.

En effet, les enquêtes officielles et les jugements des agronomes, avant 1914, parlent souvent de résultats incertains lorsqu'il s'agit des migrations temporaires de travailleurs agricoles polonais. Deux enquêtes officielles, celle de 1910 sur le recrutement et la vie des Polonais venus en France durant les dernières années et celle sur les salaires agricoles de 1912, apportent beaucoup sur les difficultés rencontrées.

L'enquête de 1910 est faite par le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale, à la suite d'informations très diverses et souvent inquiétantes parvenues au Ministère. Le questionnaire qui est transmis aux maires comprend 16 questions qui abordent un grand nombre de problèmes : procédés de recrutement, exploitation commerciale des intermédiaires et agents douteux, types de migrations et de contrats, travaux exécutés et salaires, effectifs, comportements des migrants, des employeurs, des ouvriers français et de la population rurale, adaptation des Polonais. Le dépouillement du dossier de l'enquête en Seine-et-Marne¹⁴¹, département type de grands exploitants devenus généralement hostiles aux Belges, est fort instructif pour jeter un peu de lumière sur une migration temporaire naissante et difficile. Au printemps 1910, 192 travailleurs polonais sont engagés dans le département (48 pour la belle saison, dont 6 femmes ; 144 pour l'année, dont 12 femmes). L'effectif est encore faible et montre la prudence des cultivateurs. La migration est presque encore essentiellement masculine ; c'est une sorte d'avant-garde de prospection. En fait, la distinction entre migration saisonnière et migration annuelle ou même pluriannuelle est assez illusoire,

puisqu'il y aura de multiples désertions. Travailleurs et employeurs constatent très vite que des intermédiaires douteux cherchent à tirer d'importants bénéfices dans les opérations de migration ; le seul remède est de passer par l'organisation syndicale agricole. Au travail, les migrants polonais sont diversement appréciés ; cependant la plupart sont très utilisables. Les exigences des contrats (sur le logement et la nourriture particulièrement) gênent les exploitants agricoles. Mais ce sont surtout les nombreuses désertions, souvent peu de temps après l'arrivée du migrant et de nuit, qui donnent à la migration un caractère décevant et douteux pour l'avenir. Les ouvriers agricoles sédentaires d'abord méfiants envers ces migrants temporaires qui pouvaient faire baisser les salaires, sont devenus indifférents et n'ont pas aidé les nouveaux venus pour une adaptation plus rapide. Généralement la population rurale est restée sur la réserve. Dépayés, souvent isolés, en très petits groupes, les Polonais ne se sentaient pas dans un milieu favorable. Presque pas de ménages pouvant permettre une vie plus supportable. Aussi, les renouvellements de contrats pendant les premières années de cette nouvelle migration temporaire sont rares. On comprend alors l'attitude du sous-préfet de Coulommiers, très sceptique sur le succès de cet essai de main-d'œuvre, il écrit au préfet de Melun le 18 janvier 1911 : « Pour que ces ouvriers se fixent dans nos pays, il faudrait qu'ils forment des cités, comme dans les grandes fermes silésiennes, des groupes, des colonies, mais la propriété, surtout dans notre contrée, n'est pas encore assez concentrée et nos fermes briardes n'emploient pas suffisamment d'ouvriers à demeure pour que le mouvement d'immigration s'étende de façon à craindre pour les travailleurs autochtones ». Cette manière allemande de concevoir l'organisation des migrations temporaires ne semble pas avoir la faveur des exploitants agricoles briards.

L'enquête de 1912, sur les salaires agricoles, après l'enquête spécialement faite sur les Polonais pendant l'hiver 1910-1911 apporte des détails qui aggravent encore les mauvais côtés de la migration. Les cultivateurs insistent sur les défauts des travailleurs engagés : mauvais caractère, paresse, ivresse, manque d'effort pour comprendre la langue française et les explications sur le travail à accomplir. Or, les Allemands ont toujours fait ressortir les qualités des migrants temporaires polonais : discipline, courage, endurance, sobriété, esprit d'économie. Il est vrai qu'ils sont employés en troupes compactes et surveillées. Mais il faut admettre que même organisées et dirigées, les migrations vers la France, présentent des défauts importants : manque de contrôle et de sélection des candidats, trop peu de ménages, les célibataires acceptés sont le rebus car les meilleurs continuent leurs migrations traditionnelles vers l'Allemagne. Les Polonais de retour dans leur pays rapportent de très mauvaises impressions sur les exploitants agricoles français ; ces jugements défavorables sont alors répandus en Pologne par les agents de recrutement allemands. Une véritable concurrence apparaît entre France et Allemagne. Mais si un syndicat de la main-d'œuvre agricole polonaise en France est créé en 1910 pour organiser une migration plus sérieuse, avec convoyeurs et contrats-types à faire respecter par les travailleurs et les employeurs, l'action a été très lente et les premiers résultats n'apparaissent qu'à la veille de la déclaration de guerre¹⁴². En 1913, le

contingent de migrants agricoles polonais est de 20.000. En fait, c'est la Première Guerre Mondiale qui va apporter les circonstances les plus favorables à une véritable migration : remplacement des ouvriers agricoles français disparus, indépendance polonaise qui conduit à délaisser le travail saisonnier en Allemagne, arrivée en France de nombreux jeunes ménages ruraux polonais formant des groupes compacts pour éviter le dépaysement. Le succès des migrations polonaises sera très net dans l'après-guerre ; les difficultés de l'avant-guerre ne permettaient guère de prévoir une telle évolution. Dans les migrations temporaires et les migrations de longue durée et même définitives, les Polonais ont donc réussi à prendre le relais des Belges. Les grandes cultures industrielles, surtout betteravières, n'ont donc pas trop souffert du problème de main-d'œuvre, parfois inquiétant.

4°) EN CONCLUSION : LES MIGRATIONS TEMPORAIRES POUR LES GRANDES CULTURES INDUSTRIELLES ONT ETE ALIMENTEES DIFFICILEMENT EN UN TEMPS D'EXODE RURAL INTENSE VERS LES VILLES ET N'ONT PU SUBSISTER QU'AVEC L'AIDE ETRANGERE.

De toutes les cultures industrielles essayées en France au cours des XVIIIe et XIXe siècles, une seule a vraiment réussi : la betterave sucrière et à alcool. Elle a fait la fortune des grandes régions agricoles de la moitié septentrionale de la France. Mais sa valeur n'est pas seulement due aux produits obtenus ; elle se trouve aussi et surtout dans l'amélioration des sols qui va profiter aux autres cultures, céréalières et fourragères. Pour maintenir la production sucrière et l'amélioration des terres, les migrations saisonnières sont une nécessité que les machines les plus perfectionnées ne peuvent remplacer. Les migrations de moissons ont pu disparaître avec l'intervention des moissonneuses-lieuses. Les migrations betteravières ne redoutent que fort peu les machines avant 1914. Si ces dernières migrations temporaires viennent à manquer ou disparaissent c'est la catastrophe pour les régions françaises les plus riches qui risquent de perdre une grande partie de leur valeur. Or ces migrations si recherchées des exploitants betteraviers se développent dans la période du plus intense exode rural vers les villes, c'est-à-dire du milieu du XIXe siècle au milieu du XXe siècle. La concurrence entre les deux types de migrations montre une inégalité ; les possibilités de gains dans les villes sont plus grandes pour les travailleurs que dans les exploitations agricoles les plus riches. Aussi, les spécialistes des travaux saisonniers betteraviers sont rares et s'échappent rapidement du milieu agricole : Belges, Camberlots et Picards, Bretons, Polonais même ne sont que des migrants temporaires souvent provisoires qui regardent vers les villes et attendent leur moment pour venir se joindre aux contingents massifs d'immigrants ruraux déjà installés dans les diverses activités urbaines.

Aussi, les exploitants agricoles betteraviers, avant 1914, ont vécu dangereusement, toujours dans la crainte de voir tarir des migrations saisonnières bien fragiles et difficiles à renouveler. Or, ces migrations temporaires conduisaient souvent aux migrations définitives rurales et assuraient une partie du peuplement des campagnes. Que vont devenir les villages sans cet apport ?

NOTES — TROISIEME PARTIE

CHAPITRE SECOND

I - LES MIGRATIONS POUR LES CULTURES INDUSTRIELLES

- 1 J. BRUNHES (43), tome II, p. 422.
- 2 Id^o, p. 423.
- 3 Jean BRUNHES (43) tome II, les cinq graphiques (deux avec les saisonniers, trois sans les saisonniers) des pages 418-419. Citation p. 416.
- 4 Observation de LEVAINVILLE rapportée par J. BRUNHES (43) tome II, p. 416, note I.
- 5 Karl MARX : *Le manifeste communiste* (1848) p. 64 des textes de K. MARX choisis et annotés par Jean KANAPA (Paris, Ed. Sociales, 1966).
- 6 DEFFONTAINES (349) p. 233-234.
- 7 DEFFONTAINES (349) p. 238.
- 8 P. LAROUSSE : *Grand Dictionnaire Universel* (Paris, 1866-1875), tome XIII, p. 1000-1003. Voir aussi : A. LARBALETRIER : *Garance* (La Grande Encyclopédie, 1885-1902), tome 18, p. 463-464.
- 9 A.D. Bouches-du-Rhône : C, 2358.
- 10 P. GEORGE (383) p. 381 et 385-386.
- 11 M. DE PAZZIS (400) p. 276.
- 12 R. BLANCHARD (545) tome IV, p. 513.
- 13 BOZON (724) p. 141 ; BOYER (722) p. 582.
- 14 PAZZIS (400) p. 277.
- 15 J. BRUNHES (43) tome II, p. 476, carte 205.
- 16 A.N. : C.951 (Drôme).
- 17 A.N. : C.953 (Gard).
- 18 Voir surtout Henri HITIER (109) p. 9-27 ; HELIOT : *Le sucre de betterave en France de 1800 à 1900* (220 p., Paris,); A. LARBALETRIER et A. MALPEAUX : *Culture de la betterave en France* (Rev. générale des sciences, 1896, p. 633-650 et 675-683).
- 19 Ch. BIVORT : *Annuaire du commerce et de l'industrie du sucre*.
- 20 Enquête agricole de 1852 (1) tome I p. 396 et tome II, p. 332. Il faudrait ajouter les saisonniers employés dans les usines comme les sucreries. En 1848, 1425 Belges travaillent (oct. janv.) dans les sucreries autour de Roubaix-Tourcoing.
Cf. LASSERRE, La situation des ouvriers de l'industrie textile dans la région lilloise sous la Monarchie de Juillet, Lausanne 1952 et LENTACKER (321) p. 9.
- 21 A.N. : C. 960 (Nord). Les Belges sarclent, binent et arrachent les betteraves.

- Cf. LENTACKER (321) p. 9-10.
- 22 A.N. : C.961 (Pas-de-Calais).
- 23 A.N. : C.961 (Oise).
- 24 A.N. : C.965 (Seine-et-Marne).
- 25 A.N. : C.958 (Marne).
- 26 P. MARECHAL : *Brie et Gâtinais* (Paris, 1947, 102 p.), p. 96 et Ph. BERNARD : *Economie et sociologie de la Seine-et-Marne (1850-1950)* (Paris, 1953, 304 p.) p. 110.
- 27 *Enquête 1866*, Somme (vol. 4 des enquêtes départementales), p. 8-9, 138, 164.
- 28 A. DEMANGEON (273) p. 302-304.
- 29 *Enquête de 1866*, Somme (vol. 4 des enquêtes départ.), p. 164 et Oise (Id^o), p. 50. L'opinion émise dans l'Oise se retrouve dans la Seine-Inférieure (Id^o) p. 85 ; les ouvriers tisseurs à domicile n'aident plus aux travaux agricoles.
- 30 *Enquête de 1852* (Aisne) (vol. 5 des enquêtes départ.) p. 298.
- 31 HITIER (109) p. 6
- 32 HITIER (109) p. 168-169.
- 33 BRUNET (254), p. 321-322.
- 34 *Enquête de 1866*, Seine-et-Marne (vol. 6 des enquêtes départ.) p. 89, 576, 583.
- 35 A.D. Seine-et-Marne : Série M., listes nominatives de recensement, 1872 et 1876.
- 36 *Enquête de 1866*, Ardennes (vol. 12 des enquêtes départ.) p. 210, 245, 247, 272.
- 37 H. DE BOISSIEU (35) p. 352.
- 38 Ministère de l'Agriculture. Statistique agricole de la France : *Résultats généraux de l'enquête décennale de 1882* (Nancy 1887), tableaux statistiques p. 183-185. Pour les superficies cultivées en betterave en 1882, p. 59.
- 39 HITIER (109) p. 14-19 ; BRUNET (254), p. 328-330 ; DEMANGEON (273), p. 225, 233.
- 40 L. MARTIN : *Les progrès de la culture de la betterave et de la fabrication du sucre (1885-1900)* (Bull. Soc. Agric. Senlis, Oise ; n^o 227, mars 1901).
- 41 HITIER (109) p. 26-28.
- 42 HITIER (109) p. 434-440.
- 43 R. BLANCHARD (314) p. 513. L'ouvrage est publié en 1906, mais les enquêtes ont été faites dans les années précédentes.
- 44 PINCHEMEL (306) p. 86.
- 45 DEMANGEON (273) p. 302-303 et 417.
- 46 Th. LEROUX et LENGLEN (295) p. 446-471.

Voir aussi un exemple communal : THIBAUT André : *Etude démographique d'un village picard : Choqueuse-les-Besnards* (Oise) (Bull. Soc. Etudes hist. et géog : Région parisienne, oct. 1954 p. 28-35). Le canton de Crèvecœur, entre 1861 et 1881, perd 500 métiers de tissage et 1300 personnes.

47 SAINT-VALLIER (Comte de) : *Discours sur la crise agricole dans le département de l'Aisne* (Sénat, 29 février 1884, journal officiel : 1er mars 1884) et CREVEAUX (260) p. 9.

48 HITIER (109) p. 28.

49 A. HUGUES : *Statistique du mouvement de population de Seine-et-Marne, 1800-1896* (Melun, 1897, 57 p.), id^o pour la période 1896-1902 (Melun, 1902, 32 p.). Aussi CHATELAIN (257) p. 162.

50 H. BAUDRILLART (26) tome II, p. 598.

51 Pour les statistiques : Enquêtes agricoles et HITIER (109) p. 28.

52 Enquête de 1866, Puy-de-Dôme (vol. 9 des enquêtes départem.) p. 273.

53 Max. DERRUAU (748), p. 261. La rareté de la main-d'œuvre a restreint la culture betteravière en Limagne. Cf. ARBOS (698) p. 212.

54 Enquête de 1912, sur les salaires agricoles, p. 328.

55 Max. DERRUAU (748) p. 261. Certains migrants viennent aussi des Monts-Dore et de la chaîne des Puys (Enquête 1912, p. 331).

56 G. MARTIN et P. MARTENOT (446) p. 514.

57 Enquête sur les salaires agricoles de 1912, p. 124 et suiv.

58 A. BOYER (722) p. 589.

59 E. REYNIER (821) p. 172 et A. BOYER (722) p. 587 et 598.

60 Enquête sur les salaires de 1912, p. 209.

61 A. BOYER (722) p. 604.

62 A. DEMANGEON (273) p. 302 et 406.

63 HITIER (109) p. 326.

64 Enquête de 1866, Ardennes, vol. 12, des enquêtes départem. p. 247.

65 HITIER (109) p. 326.

66 VANDAMME (324) p. 90.

67 Enquête 1912, p. 292 et VEZIN et VANDAMME (323) p. 322. Aussi HITIER (109) p. 369.

68 J. BRUNHES (43) tome I, p. 607.

69 CAILLARD (46) p. 75

70 J. BRUNHES (43) tome I, p. 469-470.

- 71 HITIER (109) p. 470.
- 72 CHABOT (421) p. 146-147.
- 73 Enquête de 1912 sur les salaires, p. 124.
- 74 J. BRUNHES (43) p. 470 et enquête de 1912, p. 292. Aussi JOPPE (318) p. 33.
- 75 Outre J. BRUNHES (43) p. 470, voir VEZIN et VANDAMME (323) p. 322 et *l'enquête de 1912*, p. 292 et suiv. En Lorraine, la cueillette est défectueuse par suite du manque de main-d'œuvre : Cf. Enquête de 1929 : Monographie agricole de Meurthe et Moselle, p. 104.
- 76 Documentation fragmentaire et éparse dans J. GREC (385) p. 308, D. FAUCHER (93), tome I, p. 300 ; *Enquête sur les salaires de 1912*, p. 37 et suiv. et celle de 1929 vol. Alpes-Maritimes, p. 83.
- 77 *Enquête agricole de 1929* : Monographie des Alpes-Maritimes (1937, 400 p.) p. 101.
- 78 *Enquête sur les salaires agricoles de 1912*, p. 37.
- 79 R. BLANCHARD (545), tome IV, p. 512.
- 80 J. GREC (385) p. 308. Aussi ARDOUIN-DUMAZET (19) vol. 12 (1897), p. 285-286.
- 81 *Enquête sur les salaires agricoles de 1912*, p. 37 et suiv.
- 82 *Enquête agricole de 1929* : Monographie des Alpes-Maritimes ouvr. cité, p. 102.
- 83 P. GEORGE (383) p. 408.
- 84 *Enquête de 1912* sur les salaires agricoles, p. 26 ; Il s'agit surtout de la région de Forcalquier-Reillanne.
- 85 HITIER (109) p. 2-3.
- 86 Dans sa thèse sur la Picardie et les régions voisines, A. DEMANGEON (273) a beaucoup insisté sur l'aide apporté au travail agricole par les non-agricoles locaux et par les migrants temporaires. PINCHEMEL (306) qui ne parle pas de ces migrants temporaires, met pourtant en relief la forte augmentation de la population agricole active entre 1836 et 1911 (p. 92 et 100).
- 87 Albert DEMANGEON : *Géographie Universelle : Belgique, Pays-Bas, Luxembourg* (Paris, A. Colin, 1927, 250 p.) p. 105. Voir aussi : E. RONSE : *L'émigration saisonnière belge* (Gand, 1913), RUTTEN : *La population belge depuis 1830* (Louvain, 1895), X : *Les industries à domicile en Belgique* (Bruxelles, 1899-1904, 7 vol.), H. DEMAÏN : *Les migrations ouvrières à travers la Belgique* (Louvain, 1919). C. JACQUEMYNS : Histoire de la crise économique des Flandres (1845-1850) Mem. Ac. Roy, Belgique, 1929) DUC PETIAUX (E) *Causes du paupérisme dans les Flandres et moyens d'y remédier* (Cf. Rev. Ac. des Sciences mor. et pol., 1851 et Journal des économistes, 15 mars 1851).
- 88 A. DEMANGEON (83 bis), p. 101 et 139.
- 89 A. DEMANGEON (83 bis) p. 101, VANDERVELDE (172) p. 36 et 176 ; BLANCHARD (314) pour 1898, donne 40.176 (p. 515). L'enquête officielle belge de 1897 précise 51.000 Cf. CHOLEAU (460) p. 573, en 1912.
- 90 Voir G. MARTIN et P. MARTENOT (446) p. 43 et VANDERVELDE (172) p. 169.

- 91 A. HUGUES (293) pour les deux dates.
- 92 Th. LEROUX et LENGLEN (295) p. 469.
- 93 VANDERVELDE (172) p. 182.
- 94 DE BOISSIEU (35) p. 344-345. D'après CHOLEAU (460) p. 574, qui écrit en 1912 le piqueur ou chef de bande retient 5 à 10 francs par hectare et un franc par jour et par homme pour la nourriture des migrants.
- 95 DE BOISSIEU (35) p. 345.
- 96 BLANCHARD (314) p. 515. Voir aussi DE BOISSIEU (35) p. 343-344.
- 97 VANDERVELDE (172) p. 180.
- 98 R. BLANCHARD (314) p. 516 ; DE BOISSIEU (35) p. 345 et A.D. de Seine-et-Marne : 13 M (Enquête sur l'introduction de la main-d'œuvre polonaise, 1909-1910). Aussi A. CHATELAIN (258) et LEROUX et LENGLEN (295) p. 470.
- 99 DE BOISSIEU (35) p. 345.
- 100 R. BLANCHARD (314) p. 512-513 et DE BOISSIEU (35) p. 342.
H. HITIER (109) p. 326-327, examinant le problème de l'habitat des migrants belges dans les fermes autour de Paris, cite le cas d'un grand propriétaire de Seine-et-Marne (Cf. rapport Ch. VOITELIER, dans « Bull. Soc. Agric. de Meaux, 15 oct. 1908) qui améliore le logement des ouvriers agricoles, mais sépare nettement les migrants saisonniers des travailleurs sédentaires.
- 101 Jules MILHAU et Roger MONTAGNE : *L'agriculture aujourd'hui et demain* (Paris, 1961, 378 p.).
- 102 HITIER (109) p. 320.
- 103 Surtout LECOUTEUX et SOUCHON.
- 104 HITIER (109) p. 321.
- 105 DE BOISSIEU (35) p. 345. D'après CHOLEAU (460) p. 574, en 1912, les Belges emportent plus de 20 millions de francs de salaires.
- 106 VANDERVELDE (172) p. 181.
- 107 DE BOISSIEU (35) p. 346.
- 108 DE BOISSIEU (35) p. 346-347.
- 109 CHATELAIN (257)
- 110 DEMANGEON (273) p. 298, 303 et 410-411.
- 111 J. BRUNHES (43) p. 607 du tome II.
- 112 DE BOISSIEU (35) p. 350 et CAILLARD (46) p. 50.
- 113 A. DEMANGEON (273) p. 298 et 303 (pour les citations qui suivent) et J. BRUNHES (43) p. 607 du tome II.
- 114 DE BOISSIEU (35) p. 350 et CAILLARD (46) p. 50 et suiv.

- 115 CAILLARD (46) p. 150.
- 116 A. JOPPE (318) p. 127 et suiv. et CAILLARD (46) p. 50.
- 117 J. FRANÇOIS (317) p. 2 et suiv. Le type de contrat est reproduit par JOPPE (318) p. 128-129.
- 118 JOPPE (318) p. 276.
- 119 LEROUX et LENGLEN (295) p. 469.
- 120 JOPPE (318) p. 35.
- 121 ARDOUIN-DUMAZET (19) p. 230-235, 19^o série : Région du Nord, II (1899).
- 122 SION (310) p. 460.
- 123 *Enquête de 1912*, sur les salaires, p. 199, De BOISSIEU (35) p. 350 et CAILLARD (46) p. 47 commettent une erreur en affirmant que le Breton a toujours et de "tout temps" cherché du travail au loin. Les migrations temporaires sont très locales à l'intérieur de la Bretagne. Cf. *Enquête Premier Empire* et VALLAUX (482).
- 124 VALLAUX (482) p. 275.
- 125 GAUTIER (466) p. 332 ; VALLAUX (482) p. 276 avec une carte montrant les lieux de recrutement et les régions attractives.
- 126 Cette zone triangulaire est aussi valable pour les migrations de fenaison et de moisson.
- 127 SOUCHON (168) p. 48.
- 128 SION (310) p. 460.
- 129 *Enquête de 1912*, p. 150-155.
- 130 Statistique Générale de la France : *Résultats statistiques du recensement... 5 mars 1911* (Paris 1917, tome I, Quatrième partie, p. 58-59).
- 131 R. RINGELMANN : *Rapport sur le Concours international d'arracheurs de betteraves de Cambrai* (Bull. Ministère Agriculture, 1896, 5 p.) et Max. RINGELMANN : *Le matériel agricole à l'exposition de 1900* (la mécanique à l'Exposition de 1900, 14^o livraison, 1901, 224 p.) Voir aussi : A. LARBALETRIER et A. MALPEAUX : *Culture de la betterave en France* (Rev. Gén. des Sciences, 1896, p. 633-650 et 675-683), p. 644.
- 132 HITIER (109) p. 159-161 ; pour les observations de Duclos, p. 161.
- 133 Th. LEROUX et LENGLEN (295) p. 470-471.
- 134 G. COUPAN (79) p. 12-15.
- 135 G. COUPAN (79) p. 15.
- 136 LEROUX et LENGLEN (295) p. 471.
- 137 H. DE BOISSIEU (35) p. 336-338 ; G. MAUCO (189) p. 62 ; KAUTSKY (121) p. 287-288.
- 138 RAFLIN (Numa) : *Le placement et l'immigration des ouvriers polonais en France*

(Rapport présenté au Ministre du Travail en 1911 et publié en annexe, p. 487 de l'Enquête sur les salaires agricoles de 1912). Nombreux renseignements dans l'organe de la Société d'agriculture de Nancy : « Le Bon Cultivateur lorrain » (1907 et année suiv.). Voir bibliogr. A. CHATELAIN (258) p. 30.

139 A.D. Seine-et-Marne : 13 M (Enquête sur l'immigration agricole polonaise, 1910). Enquête sur les salaires de 1912, p. 43 (Ardenne), 53 (Aube), 124 (Côte d'Or), 224 (Loir et Cher), 418 (Seine-et-Oise), 417 (Seine-et-Marne), 486 (Yonne).

140 SOUCHON (168) p. 53. Aussi J. HITIER, in « Rev. d'Econ. Polit. » 1911, p. 90 et suiv. ; Mademoiselle ZAMOYSKA, in « Bull. Soc. des Agric. de France », juil. 1910, p. 223.

141 A.D. Seine-et-Marne : 13 M (déjà cité) et A. CHATELAIN (258).

142 MAUCO (189) p. 62-63. Aussi Bull. de la Soc. des Agriculteurs de France, 15 juil. 1910, p. 226, sur l'examen des comportements des exploitants français et des responsables polonais. Une Société de Protection des ouvriers polonais en France a été fondée par la Comtesse Zamoyska ; cette dernière joue un rôle important entre les migrants et les employeurs.

II — LES MIGRATIONS POUR LES CULTURES DELICATES SPECULATIVES (SURTOUT FRUITS ET LEGUMES)

Les productions de fruits et de légumes en France ont donné lieu à des migrations temporaires bien avant le XIXe siècle. Mais comme les cultures industrielles, elles ont été très renouvelées par la demande urbaine et par les grandes possibilités de transports rapides. Aussi, les migrations temporaires liées aux fruits et légumes produits dans la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe siècle sont différentes de celles du XVIIIe siècle et du début du XIXe siècle. En effet, des déplacements traditionnels existaient depuis longtemps pour les récoltes de fruits qui n'exigeaient pas un ramassage rapide : châtaignes, olives, amandes, etc... Mais les nouvelles productions de fruits et de légumes destinés à la vente dans les villes donnent des produits très périssables qu'il faut cueillir et ramasser très rapidement. Le problème de la main-d'œuvre temporaire à employer est d'autant plus grave à résoudre que les récoltes sont très variables et très inégales, que les productions se développent en un temps de grand exode vers les villes et que la surproduction des bonnes années conduit à un abaissement des prix de vente, parfois jusqu'à un effroulement qui fait hésiter les producteurs à engager de la main-d'œuvre supplémentaire et saisonnière. Les productions fruitières et légumières deviennent donc parfois très fragiles et les migrations temporaires qui en découlent sont souvent incertaines, très variables pour les effectifs et pour les durées.

On pourrait penser que les migrations temporaires déclenchées par les productions fruitières et légumières ressemblent aux migrations viticoles. La comparaison entre les deux types de déplacements n'est que partielle : même urgence des travaux de récoltes pour un produit très périssable, besoin d'effectifs importants pour une rapide cueillette. Pourtant, les migrations liées aux fruits et aux légumes n'ont jamais eu l'ampleur et la continuité des migrations provoquées par la vigne. Le vin est un produit toujours demandé et qui peut se conserver. Il n'en est pas de même des fruits et des légumes même si l'on emploie des moyens divers d'utilisation et de conservation.

Les migrations liées aux fruits et aux légumes sont souvent plus complexes que les migrations provoquées par les cultures industrielles ou par la vigne. Il peut y avoir des déplacements saisonniers pour des opérations de caractère purement agricole : bêchage et jardinage demandant beaucoup de soins, taille des arbres fruitiers par de véritables spécialistes, cueillette et ramassage. Mais la production entraîne aussi des migrations temporaires de type commercial (producteurs allant vendre parfois très loin leurs légumes et leurs fruits) ou de type industriel (déplacement pour la conserverie ou pour la transformation des produits dans des usines).

10) AVANT LA CONSTRUCTION DES CHEMINS DE FER, DES MIGRATIONS TEMPORAIRES LOCALES, REGIONALES OU INTER-REGIONALES APPARAISSENT POUR LES RECOLTES, LA CULTURE ET LA VENTE DIRECTE DES LEGUMES ET DES FRUITS.

Il semble bien que ce sont les déplacements pour la cueillette de

certain fruits qui aient donné les migrations les plus anciennement connues dans le domaine des productions fruitières qui nous intéresse. Les autres activités (culture, soins, vente) paraissent plus tardives et sont déjà liées au développement des villes en voie d'accroissement. Mais il est curieux de constater qu'il y a une sorte de distribution régionale des types de migrations fruitières et légumières. Le Sud-Est méditerranéen offre le meilleur exemple de déplacements saisonniers pour les récoltes. La région parisienne et les pays d'alentour ont connu les migrations de bêcheurs-jardiniers. L'ouest, pour sortir de son isolement dû aux insuffisantes communications, a vu dans les déplacements pour la vente directe des légumes, un moyen de créer de nouvelles ressources.

A) Les exemples de migrations saisonnières de récoltes fruitières dans le Sud-Est méditerranéen.

Deux cultures fruitières ont tenu une grande place dans le Sud-Est parce qu'elles procuraient des produits alimentaires considérés souvent comme essentiels dans des pays peu favorisés par la nature : l'olivier et la châtaignier. La première de ces cultures est sans doute prédominante dans les plaines et sur les côtes de la région méditerranéenne, mais l'olivier remonte sur les bordures méridionales du Massif Central et des Alpes et tient encore une place non négligeable dans une partie du couloir rhodanien ; l'huile fournie est donc très souvent considérée comme un produit essentiel de l'agriculture et on n'hésite pas alors à payer une main-d'œuvre temporaire migrante pour mieux assurer la récolte. La seconde culture, le châtaignier, est beaucoup plus localisé (Vivarais, Cévennes, Maures) mais la châtaigne est le complément indispensable des récoltes céréalières incertaines et insuffisantes ; de là le prix qu'on attache à la récolte et l'accueil que l'on fait aux aides, migrants saisonniers. Pour les deux cultures, le gros travail de gaulage et de ramassage se place à un moment favorable pour le recrutement de la main-d'œuvre ; l'automne (pour la châtaigne) et l'hiver (pour l'olive) sont des périodes de morte-saison et de déplacements pour les montagnards besogneux des Alpes du Sud, des parties méridionales du Massif central et des Pyrénées proches de la zone méditerranéenne.

a) Les déplacements saisonniers massifs pour la récolte des olives.

Les oliveraies se sont surtout développées pendant les temps modernes car l'huile compte autant que le vin dans l'alimentation méditerranéenne. Les terres les plus caillouteuses peuvent recevoir l'olivier. Aussi, vers le milieu du XVIII^e siècle ¹, le Bas-Languedoc produit non seulement de grosses quantités pour ses besoins alimentaires, mais vend de l'huile dans le Massif Central et jusqu'en Angleterre et en Allemagne. La Provence, malgré les méfaits du mistral étend ses cultures. Mais les encouragements officiels ne parviennent pas, vers la fin du XVIII^e siècle et dans la première moitié du XIX^e siècle, à éviter la concurrence de la vigne et du mûrier. Néanmoins, les olivettes gagnent encore du terrain dans les lisières préalpines ². Dans les Préalpes de Nice, l'apogée se place entre 1810 et 1830. En 1846 Noyon, dans sa Statistique du Var, affirme que la vigne recule devant l'olivier et que les olivettes se vendent six fois plus chères qu'un siècle plus tôt. La poussée des

olivettes est encore confirmée dans l'enquête de 1866. Toute cette évolution de la culture de l'olivier est à l'origine des déplacements massifs qui s'organisent dans les temps modernes et qui se poursuivent au XIXe siècle à partir des montagnes. Aussi, on comprend mieux l'affirmation de Raoul Blanchard, à propos des Préalpes du Sud au XIXe siècle : « En décembre et janvier, les régions productrices d'oliviers s'animent depuis des siècles de l'afflux de montagnards qui viennent aider aux récoltes des olives » ³.

Mais si les courants de migrations sont bien établis, il est plus difficile de chiffrer les effectifs de travailleurs. Pour les Alpes du Sud, la descente des montagnards est nettement établie pour plusieurs secteurs géographiques. Dans le sud du département de la Drôme, la région de Nyons a des olivettes qui attirent les habitants de la vallée de l'Aygues et des petites vallées affluentes ; cela jusqu'à Rosans (Basses-Alpes) à quarante kilomètres de distance. Mais les montagnes situées au nord de Nyons (cantons de La Motte-Chalançon et de Dieulefit) sont aussi des zones de recrutement pour ce premier secteur. Un second secteur se situe plus au sud, entre Le Buis-les-Baronnies (Drôme) et Malaucène (Vaucluse) ; il reçoit l'aide des montagnards du canton de Séderon, à une quarantaine de kilomètres aussi de distance. Le troisième secteur est celui d'Apt (Vaucluse) ; les migrants viennent alors du canton de Sault éloigné de 35 à 40 kilomètres. Le quatrième secteur est beaucoup plus à l'Est, de Draguignan à Grasse ; l'aide est apportée par les cantons de Saint-Auban (Alpes-Maritimes) et d'Entrevaux (Basses-Alpes) et les distances deviennent considérables (60 à 90 kilomètres). Le cinquième secteur de bordure alpine se situe près du littoral de Nice qui est ravitaillé en main-d'œuvre saisonnière par les villages placés au Nord et au Nord-Ouest du département des Alpes-Maritimes (vallées de la Vésubie, de la Tinée et du Haut-Var) : les parcours sont alors de 60 à 80 kilomètres. En dehors de ces cinq secteurs de bordure alpine, il faut aussi retenir l'attraction de la Basse-Provence, avec des déplacements qui dépassent les cent kilomètres ; ainsi, les montagnards du Haut-Verdon (cantons de Colmars et de Saint-André-les-Alpes, Basses-Alpes) descendent au-delà de Draguignan ⁴.

Comment sont organisées ces équipes de travailleurs ? L'enquête du Premier Empire renseigne beaucoup moins que les documents de la seconde moitié du XVIIIe siècle ou que ceux postérieurs à 1815. Les migrations étant souvent très locales, les préfets du Premier Empire ne leur ont guère prêté attention. Le préfet de la Drôme signale pourtant que l'arrondissement de Nyons reçoit des habitants du Vaucluse pour la cueillette des olives, mais ne dit rien des importants effectifs venus des montagnes mêmes du département. Une précision est apportée par le Vaucluse, pays de recrutement : il s'agit de migrations féminines. Par contre, les Alpes-Maritimes disent recevoir 300 Piémontais pour cette cueillette ⁵.

Les documents de la seconde moitié du XVIIIe siècle sont beaucoup plus précis pour le Comté de Nice, comme pour les pays voisins de la Provence ⁶. Dans cette dernière province, la Révision des feux de 1774 montre des migrations familiales qui commencent en automne et qui s'étendent sur plusieurs mois, avec des activités diverses et successives. Ainsi, à Beauvezer (actuellement du canton de Colmars, Basses-Alpes, dans la haute vallée du Verdon), « les hommes pour travailler la terre, les femmes pour les

vendanges et les olives » ; telles sont les tâches de chacun pendant l'hiver tandis que seuls les vieillards et les jeunes enfants sont restés au village. Il ne s'agit donc pas d'une migration faite spécialement pour la cueillette des olives, mais celle-ci tient cependant une très grande place dans la période de déplacement. Si la Basse-Provence attire les montagnards de Haute-Provence, la zone littorale niçoise joue le même rôle pour les parties élevées du Comté de Nice, comme le précise le rapport de l'Intendant-Général Joanni à la suite de l'enquête administrative 1750-1754. Mais les départs saisonniers sont plus tardifs, généralement fin octobre ; il n'est pas question de vendanges, mais de garder le troupeau, de piocher (pour les hommes) et de cueillir les olives (pour les femmes). Trois zones de départs apparaissent dans l'enquête : la haute vallée de la Tinée, la haute vallée de la Roya et les Préalpes de Grasse. Les trois villages de l'actuel canton de Saint-Etienne-de-Tinée sont à une forte altitude (900-1500 mètres) et ont vers 1754 environ 4.000 habitants dont 1.500 migrants l'hiver, soit 37 %. Le plus élevé est Saint-Dalmas-le-Selvage (1.500 mètres) : « La majeure partie des familles du lieu part sur la fin octobre », dit l'enquête. Même affirmation dans le village le plus bas, à Isola (900 mètres) « une bonne partie des habitants émigre ». La plus grosse agglomération, Saint-Etienne-de-Tinée (à 1.150 mètres) avec 2.300 personnes, lâche à l'automne 500 migrants. Mais si l'on descend la vallée, des villages procurent encore des effectifs importants : à Roure (Canton actuel de Saint-Sauveur) et à Beuil (Canton de Guillaumes), le tiers des habitants sont des migrants ; à Saint-Sauveur et à Rimplas (même canton de Saint-Sauveur), « une bonne partie des particuliers s'absente l'hiver ». Dans la haute vallée de la Roya, les deux agglomérations de Brigue, et de Tende vivent en grande partie du travail accompli dans les olivettes du littoral. On précise pour Brigue : « Un tiers des habitants s'absente, partie vers la marine, garder les bêtes à laine et chèvres, partie pour ramasser des olives dans le Comté et le Pays de Gênes ». A Tende : « En hiver, partie des habitants se porte dans la région maritime, tant du royaume (de Piémont) que de l'Etat de Gênes et la Principauté de Monaco, à subsister de leur travail manuel et à ramasser des olives ». Dans les Préalpes de Grasse, où des villages appartiennent au Comté de Nice, l'enquête de 1753 mentionne une intense migration hivernale dans ce pays pauvre (surtout les cantons actuels de Saint-Auban et de Roquesteron) : la moitié de la population de Sigale et d'Aiglun part régulièrement, le tiers de celle de Tourrette-Revest.

Au XIX^e siècle, un autre document nous renseigne sur ces migrations saisonnières des montagnards vers les olivettes : l'enquête de Fodéré de 1803 et publiée en 1821 ⁷. Le phénomène semble alors général dans les communes les plus septentrionales du département des Alpes-Maritimes : « Il n'est, en effet, aucune commune sise au nord et au nord-ouest où il n'y ait chaque année un nombre donné de propriétaires, les moins aisés, qui quittent leurs foyers, hommes, femmes et enfants, pour aller dans le plat pays passer l'hiver et faire quelques gains pour retourner chez eux à la belle saison... Une grande partie de ces émigrants est employée dans les campagnes de Nice, de Menton, Vintimille et San Remo à la cueillette des olives... »

Pendant toute la première moitié du XIX^e siècle, on constate que l'olivier est la principale ressource des deux départements (actuels) du Var et

des Alpes-Maritimes et cela malgré l'irrégularité des récoltes (intempéries et maladies des arbres). En 1849, les taux de surface occupée par les olivettes sont parfois considérables et l'on comprend le grand besoin de main-d'œuvre temporaire pour assurer la récolte : 74 % des terres cultivées et des jachères à Touët de l'Escarène, 56 % à Eze, 53 % à Trinité Victor, 52 % à Tourrette de Levens ; ces communes sont situées au nord ou au nord-est de Nice. Dans les Préalpes de Nice, 23 communes ont des olivettes qui occupent plus de 35 % du territoire cultivable. En 1852, beaucoup de maires précisent que « la récolte essentielle est l'huile » ; c'est « le soutien de la population ». On pourrait facilement ajouter que c'est aussi l'aide indispensable pour les migrants montagnards⁸. En 1848, comme déjà avant le XIXe siècle, Noyon note dans sa statistique du département du Var⁹, à propos des Préalpes de Grasse, « dès que le soleil déclinant abandonne leur climat aux frimats et aux neiges, ils reviennent cueillir les raisins et successivement la châtaigne et l'olive et partager avec les paysans du Midi tous les travaux de l'hiver. A la fin d'avril, hommes et femmes retournent dans leur pays natal ».

Cette migration saisonnière des olivettes s'est rapidement affaiblie dans la seconde moitié du XIXe siècle. Déjà en 1848, le canton de Vence¹⁰ affirme avoir besoin de plus de travailleurs pour la récolte des olives et il faut alors avoir recours d'une manière plus intense aux montagnards piémontais. C'est là sans doute un signe d'affaiblissement des migrations hivernales des montagnards français ; ceux-ci transforment leurs migrations saisonnières en migrations de longue durée et un exode rural plus marqué se fait sentir. La longue période des migrations temporaires a fait connaître les avantages que l'on peut tirer d'un littoral riche et qui ne cesse de développer son économie. Lors de l'enquête de 1866¹¹, le maire de Castellar (canton de Menton) fait une constatation qui montre la concurrence de la ville pour l'attraction de la main-d'œuvre : « Depuis le moment où les salaires ont pris des proportions considérables, on remarque une certaine tendance à l'émigration vers la ville ». Le premier développement des villes touristiques de la Côte-d'Azur surtout pour les grands travaux et l'industrie du Bâtiment, a contribué à affaiblir les migrations saisonnières pour les olivettes et cet affaiblissement est plus marqué dans les Alpes-Maritimes qu'en Provence. Pourtant, la haute-vallée de la Tinée et les communes les plus pauvres des Préalpes de Grasse ont continué des déplacements traditionnels. Mais au début du XXe siècle, le gros des troupes vient d'Italie, comme le précisent nettement les enquêteurs de 1912 dans les Alpes-Maritimes : « En année de récolte d'olives, le personnel habituel est insuffisant dans la région moyenne. Ce serait même au cas de régénération de la culture de l'olivier, une difficulté sérieuse. Une récolte moyenne de 100.000 hl d'olives nécessite la présence en hiver d'au moins 5.000 à 6.000 ouvriers nomades ». Les troupes de migrants, formées surtout de femmes et d'enfants, viennent alors en grande partie d'Italie. Le gain individuel est de 1,50 F par jour pour un travail qui est fait à la tâche. Les groupes de saisonniers couchent dans les granges. La récolte des olives ne suffirait pas à elle seule à attirer tant de migrants saisonniers si une grande partie de ceux-ci n'avaient pas la possibilité de prolonger leur séjour pour la cueillette des fleurs à parfum. Dans le département voisin du Var, ce sont aussi des appels de main-d'œuvre italienne qui permettent de continuer encore

une culture (pourtant très réduite) des oliviers. Sur le littoral, de Bandol à Hyères, les contingents de migrants saisonniers italiens augmentent chaque année. Dans la région d'Hyères, presque toutes les femmes employées viennent de la partie méridionale des Alpes piémontaises (région de Coni et de Vinadio). Là aussi, les déplacements d'hiver conduisent à des migrations de longue durée. Dans l'intérieur (vallée de l'Argens et région de Draguignan), la main-d'œuvre italienne saisonnière pour la cueillette des olives (après avoir fait les vendanges) est devenue indispensable à la veille de 1914. Par contre, au début du XXe siècle, il n'y a plus guère de saisonniers employés aux olivettes dans le Vaucluse et la Drôme ; les enquêteurs de 1912 le précisent bien : « La main-d'œuvre nomade vient de l'Ardèche (dans la Drôme)... Elle ne paraît pas dans la région de l'olivier ¹² ».

A la veille de la Première Guerre Mondiale, après deux siècles au moins de déplacements rythmés par la récolte des olives, les montagnards des Préalpes du Sud ont pratiquement cessé leurs migrations des olivettes. Sans doute le relais a été assuré par les montagnards italiens et surtout piémontais, mais là aussi il y a rapidement un affaiblissement. Deux facteurs interviennent pour expliquer cette décadence ; l'abandon progressif de la culture de l'olivier dans beaucoup de régions par suite de la mévente des produits ; la forte concurrence pour la main-d'œuvre par suite de la demande pour d'autres cultures (maraîchères, florales) ou pour les villes. Lors de l'enquête de 1912, les arrondissements de Brignoles et de Draguignan, dans le Var, disent ne pouvoir lutter contre la décadence : « la récolte des olives (canton de Callas particulièrement) demande une main-d'œuvre nomade : 400 à 500 Italiens viennent chaque année et donnent de bons résultats. Mais beaucoup d'oliviers ont été négligés durant ces dernières années par suite de la mévente. La production a diminué et le nombre d'Italiens venant faire la cueillette a également baissé ».

Il est d'ailleurs assez curieux de constater les différences d'évolution des migrations saisonnières pour les olivettes à l'Est et à l'Ouest du Rhône. En Provence, et dans le comté de Nice, ces migrations se sont prolongées jusqu'au début du XXe siècle, alors que dans le Bas-Languedoc et dans le Roussillon elles ont disparu très tôt. Nous avons vu que le Bas-Languedoc était gros producteur d'olives au XVIIIe siècle. Dans le Lodévois, c'était un revenu essentiel ; les Causses et les Cévennes fournissaient alors une main-d'œuvre féminine pour la récolte. Des jeunes filles étaient engagées du commencement de décembre aux fêtes de Pâques ¹³. Il s'agit souvent de filles de journaliers et de tisserands venues des Causses et des vallons qui les séparent. Or, sous le Premier Empire et au cours du XIXe siècle il n'est plus question de migrations féminines pour les olivettes ; seuls les hommes sont appelés à la cueillette et aux moulins à huile dans les Pyrénées-Orientales. Par contre, les châtaignes semblent avoir provoqué plus de migrations saisonnières à l'Ouest du Rhône qu'à l'Est.

b) Les déplacements saisonniers limités pour la récolte des châtaignes.

Pour le Sud-Est du Massif Central, Cévennes particulièrement la châtaigne est un produit important. Mais les migrations pour aider à la récolte ne se font guère sur de grandes distances. La raison paraît être dans

l'organisation même de la récolte. Dans beaucoup de régions productrices de châtaignes, le ramassage était réservé d'abord aux sédentaires pauvres. Après les gros travaux agricoles, en novembre, commençait ce travail payé en nature par le propriétaire des châtaigniers ; la moitié de la récolte ramassée par les pauvres leur revenait ¹⁴. Aussi, en Limousin et en Auvergne, il n'y avait guère place pour des migrations de ramassage. Dans les régions méridionales du Massif Central, les habitudes sont différentes et l'enquête du Premier Empire ne manque pas de signaler le fait. Le préfet de la Lozère note le départ de travailleurs de l'arrondissement de Mende qui vont ramasser les châtaignes dans les parties élevées de l'Hérault et du Gard. Mais certainement le département le plus intéressé par ces migrations d'automne est l'Ardèche. Or, si le préfet ne dit rien à ce propos, c'est que les déplacements sont très limités à l'intérieur du département. Ainsi, les gens de la basse vallée de l'Eyrieu (canton de La Voulte) montent s'embaucher sur le plateau du canton de Vernoux, tandis que les montagnards des Monts du Vivarais descendent dans les vallées des Boutières (région septentrionale du département de l'Ardèche). Mais la moyenne Cévennes, autour de Jaujac (canton de Thueyts, à l'Ouest d'Aubenas) est un autre centre d'attraction pour les migrants ramasseurs de châtaignes et pour les « batteurs de châtaigniers », descendus des plateaux plus ou moins éloignés. Les effectifs sont très difficiles à chiffrer car ils dépendent non seulement de l'importance de la récolte, mais aussi de la main-d'œuvre locale qui offre ses services en tenant compte des autres travaux. La récolte des châtaignes a néanmoins mis en contact des ruraux venus de pays très différents ; les montagnards travaillaient souvent avec des paysans originaires des bas pays ¹⁵.

A l'Est du Rhône, en Provence et dans le Comté de Nice, les déplacements pour aider à la récolte des châtaignes n'ont pas le même caractère que dans les régions méridionales du Massif Central. Il ne s'agit pas de migrations spécialement provoquées par une seule opération de récoltes. On se déplace pour de multiples travaux successifs, de l'automne au printemps : vendanges, ramassage des châtaignes puis des olives. La seconde récolte vient heureusement s'intercaler entre les deux autres, mais elle est très souvent secondaire car le châtaignier est généralement beaucoup moins répandu que la vigne ou l'olivier. Dans les régions de départ des migrants (Alpes du Sud et montagnes en arrière de Nice), on parle rarement du ramassage des châtaignes comme but des déplacements mais dans les pays d'accueil cette activité est souvent indiquée. Ainsi, Noyon ¹⁶, en 1848, note la descente des montagnards des Préalpes de Grasse vers la Basse-Provence pour les vendanges, suivies du ramassage des châtaignes et des olives. En cette même année de 1848, lors de l'enquête sur les conditions du travail ¹⁷, le canton de Collobrières (Var), en plein massif des Maures, précise que « des bras étrangers » peuvent trouver « quelques ressources » pendant la récolte des châtaignes. Une vingtaine d'années plus tard, lors de l'enquête de 1866, le Comice agricole de l'arrondissement de Toulon ¹⁸ signale l'emploi d'ouvriers nomades (Bas-Alpins, Piémontais) pour la récolte des châtaignes, après les vendanges et avant la cueillette des olives. Le profit est sans doute mince, mais la nourriture est assurée.

Comme pour les migrations dans les olivettes, les déplacements dans les

châtaigneraies se sont rapidement affaiblis au cours de la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe siècle. Les dernières traces laissées dans les documents se trouvent dans l'enquête de 1912, sur les salaires agricoles¹⁹. Sur les 3.000 à 4.000 migrants temporaires descendus des montagnes de Lozère, de Haute-Loire et de l'Ardèche, beaucoup se contentent de faire les fenaisons (juin-juillet) dans les zones de moyenne altitude de l'Ardèche, mais aussi un certain nombre s'absentent du mois de juin au mois de novembre pour se déplacer et exercer quatre activités successives. En six mois, ils font les fenaisons et l'écorçage des chênes (juin-juillet) dans l'Ardèche, puis la levée du sel dans les marais salants de la côte méditerranéenne (juillet-août) et au retour, la vendange (septembre-octobre) et la récolte des châtaignes en Ardèche (octobre-novembre). Ce rythme de vie laborieuse a duré jusqu'à 1914 et finalement a été dérangé et arrêté par la guerre et par de nouvelles techniques (faucheuses mécaniques, abandon du tan naturel pour les cuirs). Mais en ce qui concerne les châtaigniers, les récoltes ont été très gravement compromises par un fléau : la maladie de « l'ancre » qui atteint les racines²⁰.

Ainsi, oliviers et châtaigniers, ces deux arbres fruitiers des plaines, des collines et des bordures montagneuses méditerranéennes ont contribué pendant plusieurs siècles à provoquer des déplacements saisonniers plus ou moins importants. Les migrations des olivettes ont été surtout féminines en Provence et dans l'ancien Comté de Nice, mais les hommes venus des régions élevées des Pyrénées-Orientales, de l'Aude et de l'Ariège, les alimentent en Roussillon²¹. Par contre, pour les déplacements en direction des châtaigneraies, les femmes n'y prennent part qu'occasionnellement et cette activité de ramassage des châtaignes, particulièrement en Vivarais paraît réservée aux hommes dans des migrations variées, de courte ou de longue distance. Ces types de migrations saisonnières n'apportaient que de faibles gains en numéraire et s'il n'y avait eu que les olives et les châtaignes pour procurer des ressources, les déplacements auraient vite disparu. Mais presque toujours cueillettes et ramassages se trouvaient inclus dans tout un cycle d'activités échelonnées dans le temps. L'intérêt de telles migrations de récoltes fruitières est certainement d'avoir habitué les familles montagnardes et surtout les femmes à prendre contact avec les bas pays plus privilégiés. Cela est particulièrement vrai pour les Préalpes. A partir du milieu du XIXe siècle, ces modestes migrations aux profits trop faibles ont paru insignifiantes à côté des migrations plus lucratives vers les villes du littoral. Dès lors, les migrations temporaires traditionnelles ouvrent la voie aux migrations de longue durée, généralement définitives. Le frein à l'exode montagnard, exercé par ces migrations de récoltes fruitières, a été bien fragile avant ce milieu du XIXe siècle.

B) Les exemples du Bassin parisien et de ses bordures pour les migrations de jardiniers-maraîchers.

Si les migrations temporaires de récoltes fruitières du Sud-Est méditerranéen appartiennent encore aux migrations les plus traditionnelles entre milieux ruraux, il n'en est pas de même des migrations de jardiniers-maraîchers qui fréquentent les banlieues urbaines. Il s'agit ici de déplacements de caractère plus moderne et entièrement liés au

développement des villes. Nous passons donc à un nouveau stade de l'évolution démographique, qui trouvera son plein épanouissement au XIXe siècle et au XXe siècle.

Les cultures spécialisées de légumes, de fruits et d'arbres ont commencé très tôt dans la banlieue parisienne, dès la fin du Moyen-Age. Mais du point de vue de la main-d'œuvre, les migrations saisonnières semblent très tardives, sans doute au XVIIIe siècle. Auparavant, la main-d'œuvre familiale et des salariés sédentaires suffisent pour une production qui reste encore limitée. L'enquête du Premier Empire sur les migrations périodiques n'apporte que très peu d'éléments sur les migrants saisonniers qui viennent aider aux cultures spécialisées et très soignées de la banlieue parisienne très proche de la ville ²². S'il est question de travaux de fenaison, de moisson et de vendange, on parle plus rarement de jardins, de cultures légumières et fruitières. Les préfets et leurs subordonnés de la Seine, de la Seine-et-Oise et de la Seine-et-Marne font le silence sur les déplacements de migrants jardiniers-maraîchers, dont nous avons connaissance par d'autres préfets de province. La Normandie, relativement proche de la capitale, est une région de recrutement. Dans son rapport du 13 octobre 1808, le préfet de l'Orne signale les départs de migrants dans deux arrondissements. Dans celui d'Argentan, 250 hommes vont jardiner à Paris et dans sa banlieue de mars à octobre, c'est-à-dire pour faire les bêchages, soigner les cultures et aider aux récoltes les plus urgentes. Dans celui d'Alençon, les activités des migrants paraissent plus complexes : « 150 ouvriers se dirigent sur Paris où ils se livrent à la culture des jardins et à la vente des légumes, depuis le 15 mars jusqu'au 15 septembre ». Les renseignements paraissent assez équivoques : s'agit-il de deux catégories de migrants (l'une se livrant strictement au jardinage, l'autre vivant du commerce des légumes) ou d'une seule qui serait bi-valente (ouvriers de jardinage aidant aussi leurs employeurs dans la vente des produits) ? Ce même préfet de l'Orne signale pour l'arrondissement de Domfront le départ de « revendeurs de légumes » pour Paris ; comme on n'indique pas de migrants-jardiniers pour cet arrondissement, il paraît donc bien exister deux catégories différentes de migrants saisonniers dans le département (ouvriers jardiniers ; « revendeurs de légumes ») ²³.

Dans cette première moitié du XIXe siècle, ce n'est pas seulement la Basse-Normandie qui est la région de recrutement des migrants-jardiniers pour Paris et sa banlieue ; d'autres pays comme la Basse-Bourgogne et le Nivernais sont aussi fournisseurs. Au cours du siècle on constate même que cette partie sud-est du Bassin parisien devient la zone essentielle qui envoie de la main-d'œuvre saisonnière ou pluriannuelle aux maraîchers de la région parisienne.

D'après une enquête faite à Deuil (canton de Montmorency, alors dans la Seine-et-Oise), les migrants bas-bourguignons auraient commencé à se déplacer vers 1825-1830 et seraient surtout originaires de deux cantons de l'Yonne : Noyers et Coulanges-sur-Yonne. Dans ce dernier canton, quatre communes ont été particulièrement intéressées par le jardinage de la banlieue parisienne : Crain, Festigny, Lucy-sur-Yonne et Trucy-sur-Yonne ²⁴. Mais déjà avant 1825, les migrants-jardiniers de l'Yonne sont connus à Paris ²⁵. Ces migrants appartiennent généralement à des milieux ruraux très modestes :

très petits propriétaires fonciers qui ne peuvent vivre de leurs terres et dont l'horizon de travail est limité dans leur pays car la grande propriété domine avec de nombreux domestiques. Les seuls moyens pour obtenir des ressources suffisantes sont les travaux saisonniers dans les bois (pour le flottage et le ravalement de Paris) et la migration saisonnière. On a prétendu²⁶ que l'emploi de la faux pour les moissons avait libéré beaucoup de migrants moissonneurs bas-bourguignons qui venaient en Brie et aux environs de Paris et qui se sont transformés en migrants-jardiniers. Aucune preuve n'est apportée à cette mutation et cela paraît difficile car les migrants moissonneurs ne pouvaient quitter leurs villages que pendant un temps très limité (quinze jours à trois semaines) et revenaient rapidement pour leurs propres travaux. Or, les migrants-jardiniers font une plus longue migration (plusieurs mois, généralement de mars à octobre). Nous pensons plutôt qu'il s'agit de très petits propriétaires prenant part au flottage du bois pour Paris et qui ont été très touchés par la crise qui commence dès la fin du XVIII^e siècle (affaiblissement des ventes de bois pour Paris). Les nombreuses relations avec la capitale, grâce aux migrations saisonnières des conducteurs de trains de bois, permettent de se faire engager sur les chantiers des entrepôts de bois de Paris et de sa banlieue (surtout Charenton) ; du chantier, il est facile de passer aux jardins des maraîchers, de se faire engager chaque année et de créer ainsi une nouvelle migration saisonnière. L'abondance des migrants bas-bourguignons, des cantons les plus proches du Morvan sur les chantiers parisiens montrent bien le désir de rechercher des ressources tirées d'un séjour assez long (au moins plusieurs mois). Les migrants moissonneurs venus de l'Yonne ne sont pas des mêmes régions (ils sont des vignobles) que les migrants jardiniers (régions plus élevées, avec de grandes propriétés et forêts).

Au cours du XIX^e siècle, la migration saisonnière du début tend à se transformer et à s'allonger. Elle devient pluriannuelle ou viagère et cela pour des raisons qui tiennent du pays d'origine et à la région d'accueil. Dans les communes de départ, l'accroissement de la population dû à une forte natalité durant la première moitié du XIX^e siècle, oblige beaucoup d'hommes à faire les migrations. Si l'absence dure plusieurs années, les recensements enregistrent le phénomène d'exode rural. Ainsi, plusieurs communes du canton de Coulanges-sur-Yonne sont particulièrement touchées : de 1801 à 1851, Coulanges compte 185 départs de migrants de longue durée (retours non saisonniers), Lucy-sur-Yonne 175 et Marry-sur-Yonne 100. C'est surtout entre 1826 et 1851 qu'on assiste à l'exode intense (le mouvement a triplé par rapport au premier quart de siècle). Le flottage des bois ne paraît plus assez intéressant et l'on préfère le jardinage dans la banlieue parisienne. Ce sont des journaliers et des petits cultivateurs qui constituent le gros des troupes migrantes. Le phénomène de migration gagne peu à peu d'autres cantons de l'Auxerrois et du Tonnerrois. Après les départs masculins ce sont des départs de ménages. Ces ménages cherchent à épargner pour acheter des lopins de terre dans la région d'accueil et de travail. Ces propriétés ne les fixent pas toujours définitivement puisque beaucoup de ménages, arrivés à l'âge de la retraite, reviennent au pays natal où ils ont conservé une maison et où ils finissent leurs jours. Ils vendent leurs biens du pays d'accueil à des compatriotes migrants jardiniers qui ont aussi fait quelques économies. Parfois ces biens sont remis aux enfants du ménage qui a d'abord fait la migration. Il arrive aussi que la propriété soit exploitée en fermage par des

migrants bas-bourguignons. Ainsi, les formes varient beaucoup pour la transmission du bien acquis pendant la migration temporaire. Il ne faut donc pas s'étonner de trouver dans de nombreux villages de l'Yonne des migrants voyageurs, anciens jardiniers de la banlieue parisienne. Cette forme viagère de la migration rurale en bordure de la grande ville est fréquente au XIX^e siècle et s'est continuée pendant tout le XX^e siècle ; elle permet de profiter de la grande ville, tout en conservant un genre de vie assez voisin du genre de vie rural 27.

A la fin du XIX^e siècle, Urbain Guérin a étudié de très près cette migration des Bas-Bourguignons à Deuil (Seine-et-Oise, canton de Montmorency) 28 : « Il y a cinquante ou soixante ans (l'auteur écrit en 1885), un père de famille, accompagné de sa femme, quitta son pays (Trucy-sur-Yonne) et vint aux environs de Paris, entre Deuil et Montmorency. Il se loua comme jardinier, vers le mois de mars, et à l'hiver il revint muni d'un petit pécule. L'ayant peu à peu augmenté, il acheta une propriété de médiocre étendue sur laquelle il planta des vignes et à laquelle il fit donner en son absence les soins nécessaires. Cet exemple entraîna ses compatriotes ; ils se décidèrent pendant la belle saison à aller à Deuil, espérant y amasser une modeste aisance. Dans la commune de Trucy, l'émigration annuelle emmène depuis vingt ans de 40 à 50 individus, dont un tiers de ménages. Des jeunes filles sont parmi les migrants et partent comme domestiques pour les travaux agricoles. Des hommes vivant chez eux travaillent à la journée ou à la tâche pour le compte de plusieurs cultivateurs. Ceux-ci engagent autant que possible les mêmes travailleurs chaque année. Les journaliers préfèrent maintenant le travail à la tâche, qui leur donne l'indépendance de chef de métier... ». Une étape de plus est accomplie lorsque le migrant achète de la terre dans le pays d'accueil : « D'autres émigrants placent leurs économies à Deuil même. Ils louent ou achètent, s'ils sont plus fortunés, quelques morceaux de terre et les cultivent eux-mêmes, tout en travaillant à la tâche sur les terres d'autrui. Le dimanche est spécialement réservé à leur exploitation... La majorité des émigrants revient passer l'hiver dans l'Yonne. Toutefois le nombre de ceux qui se fixent à Deuil d'une manière définitive augmente chaque année. Ils achètent, dans ce dernier cas, une petite propriété, lorsqu'ils ne peuvent plus suffire à leurs travaux de journaliers et à leurs travaux de propriétaires, ils appellent leurs parents, qui dans ce cas, vendent la propriété du pays natal ou s'adressent à d'autres compatriotes ». Ainsi, à côté des migrants saisonniers, des migrants pluriannuels ou voyageurs, il y a aussi des migrants définitifs.

L'exemple de Deuil se retrouve dans de nombreuses communes de la banlieue maraîchère de Paris. Les arboriculteurs de Montreuil engagent aussi saisonnièrement et pour l'année de nombreux Bas-Bourguignons habitués aux cultures délicates de la vigne et des arbres fruitiers. Certains, là aussi, finissent par devenir des migrants définitifs et s'intègrent au milieu local 29. Mais certainement, vers la fin du XIX^e siècle, la crise du phylloxéra qui ruine le vignoble bas-bourguignon a pour conséquence la multiplication des départs dans l'Yonne ; 85 % de vignoble est emporté entre 1888 et 1896 et une

centaine de communes sont fortement touchées. Les migrations saisonnières, pluriannuelles, viagères ou définitives dans la banlieue maraîchère parisienne en plein développement, paraissent les seules solutions à la crise ³⁰. Cependant, au début du XXe siècle, il y a une sorte d'épuisement ou de tarissement de la main-d'œuvre venue de l'Yonne et les Bretons tendent de plus en plus à remplacer les Bas-Bourguignons dans les cultures de la banlieue de Paris ³¹.

Malgré le travail très pénible durant la migration, l'activité des jardiniers-maraîchers paraît intéressante par les salaires et les possibilités d'ascension sociale ; aussi les migrations pour la banlieue maraîchère ont toujours été entretenues par un recrutement régulier et d'origine géographique variée et variable. Vers 1845, les migrants-jardiniers gagnent par mois de la belle saison 30 à 32 F (logement et nourriture assurés en sus), il s'y ajoute le « prêt » du dimanche (2 à 2,50 F par dimanche), car le travail est intense et souvent urgent et les moments de repos sont rares. Pour les migrants qui restent l'hiver, les salaires mensuels sont moins élevés : 18 à 20 F (et 2 F par dimanche pour le « prêt »). Le migrant saisonnier de belle saison est moins entraîné au cabaret dans la banlieue maraîchère que le maçon à Paris et peut plus facilement faire des économies. Dans la dernière partie du Second Empire (1860-1870) les salaires moyens mensuels sont plus élevés : 60 F l'été et 40 F l'hiver. En 1900, ces salaires parviennent à 80 F et 50-60 F. L'atmosphère de travail et de vie quotidienne est considérée comme bonne ; patrons et ouvriers migrants vivent tous ensemble et règlent leurs rapports pour le mieux. Ainsi, après 1870, l'esprit d'indépendance se traduit par la suppression du repas du dimanche soir (lequel était auparavant payé par le travailleur) et par la généralisation du salaire au mois comprenant tous les gains (logement et nourriture étant toujours assurés). Les ouvriers maraîchers vers 1900, vivent mieux que la plupart des ouvriers de la région parisienne ³².

Au cours du XIXe siècle, les Bas-Bourguignons ne sont pas les seuls à profiter des avantages des migrations pour le jardinage et le maraîchage de la banlieue parisienne. Les Nivernais dans les cantons de la Nièvre prolongeant ceux de l'Yonne, ont fait aussi les mêmes déplacements saisonniers ou périodiques, sans qu'on puisse affirmer si les seconds ont précédé ou suivi les premiers. Sans doute l'origine du courant migratoire est le même : les migrants-jardiniers ont profité des anciennes migrations des transporteurs de bois (sur l'Yonne et la Seine) qui ravitaillaient la capitale. Nous sommes assez bien renseignés sur les migrants de l'arrondissement de Clamecy (le plus voisin de l'Yonne), pendant la période du Second Empire ³³.

Tous les cantons de l'arrondissement fournissent au recrutement des migrants, que l'on désigne tantôt sous la qualification de jardiniers, tantôt sous celle de journaliers (ce terme est réservé à la culture, tandis que ceux de manœuvres ou de terrassiers sont liés au Bâtiment et aux grands travaux publics). D'après une statistique de 1859, sur 60 communes qui connaissent des migrants temporaires (l'arrondissement a 93 communes), 43 notent les départs réguliers de jardiniers (28) et de journaliers (15). Il s'agit donc bien d'une migration essentielle reposant sur une activité préférée et qui doit avoir déjà un passé ancien. Le canton qui paraît être le plus attiré par le jardinage-maraîchage de la banlieue parisienne est celui de Tannay ; sur 20

communes, 18 ont des migrants et toutes ces dernières communes mettent au premier plan le jardinage et parfois secondairement d'autres rares activités (fumistes, tailleurs de pierre, terrassiers). Pour l'ensemble du canton, 560 migrants vont travailler pendant toute la belle saison dans la banlieue parisienne, les plus gros effectifs sortent de Nuars (567 habitants au recensement de 1856) : 140 migrants et de Neuffontaines (702 habitants), 60 migrants. Dans leur commune de départ ces migrants saisonniers sont considérés comme journaliers. Les remarques des maires sont d'ailleurs significatives sur les raisons des déplacements. A Amazy, « Les plus malheureux vont travailler aux environs de Paris pendant la bonne saison ». A Dirol « les habitants sont très laborieux, économes et de bonnes mœurs ; les plus nécessiteux vont travailler à Paris, la plupart de ces émigrants reviennent passer l'hiver dans leurs foyers ». A Neuffontaines, « les habitants sont généralement pauvres ; ils n'ont aucune industrie et le sol est si mauvais que l'agriculture y est en souffrance » ; le tiers des hommes adultes migre. Beaucoup de journaliers de l'arrondissement de Clamecy servent en hiver dans les bois comme manœuvres pour préparer le bois de flottage et se trouvent ainsi en relation avec tout ce monde des transporteurs de l'Yonne qui fréquente Paris ; aussi est-il aisé de trouver de l'emploi chez les jardiniers de la banlieue parisienne par l'intermédiaire des chantiers établis le long de la Seine, près de Paris. Comment les journaliers ne se laisseraient-ils pas tenter par les salaires offerts par les maraîchers parisiens quand on sait que les gains quotidiens dans la commune de départ sont de 1,75 à 2,50 F et de 2,50 à 3,50 F dans la banlieue parisienne ? Sans doute, les salaires sont parfois plus élevés dans l'industrie du Bâtiment et dans les chantiers du commerce du bois où l'on rencontre aussi des migrants temporaires du Nivernais, mais l'activité chez les maraîchers est plus proche de celle des communes d'origine des travailleurs et l'atmosphère malgré le gros travail (bêchage, arrosage, ramassage), est préférée, comme cela apparaît nettement dans les statistiques communales de l'arrondissement de Clamecy.

Ainsi, pendant la plus grande partie du XIXe siècle, les maraîchers de la banlieue parisienne ont reçu l'aide de migrants temporaires venus d'abord de Basse-Normandie, puis de l'Yonne et de la Nièvre. Mais ce sont ces deux départements qui ont fourni les contingents les plus importants, car le recrutement normand s'est vite tari. Vers la fin du XIXe siècle, les migrants bas-bourguignons et nivernais paraissent moins s'orienter vers les activités maraîchères et une sorte de relais est alors assuré par les migrants-jardiniers bretons. Indépendamment de ces courants importants, il faut aussi noter l'arrivée de migrants picards, flamands et belges. De Saint-Saulieu (canton de Boves, Somme ; près d'Amiens), une trentaine de femmes partent se louer pour la belle saison chez les maraîchers des environs de Paris et rapportent chacune 500 à 600 F d'économies au début du XXe siècle³⁴. Les communes maraîchères de la banlieue parisienne finissent par recevoir et abriter des migrants d'origine provinciale très diverse³⁵. Mais cependant des groupements apparaissent ; ainsi les bas-bourguignons et les nivernais travaillent près des rives de la Seine en amont de Paris et dans les exploitations situées à l'Est et au Nord de la capitale, particulièrement à Montreuil, à Gennevilliers et dans la vallée de Montmorency.

Les Bretons par contre, ont d'abord été engagés dans la banlieue ouest et lors de ses enquêtes au début du XXe siècle, Ardouin-Dumazet ³⁶ les a rencontrés très nombreux dans le canton de Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise) particulièrement à Montesson et à Croissy-sur-Seine. C'est dans le dernier quart du XIXe siècle qu'ils commencent à travailler nombreux dans les exploitations maraîchères de la banlieue parisienne. Sans doute le recrutement s'est opéré de deux manières : directement à partir des zones maraîchères bretonnes où la main-d'œuvre est surabondante, mais aussi par l'attraction de migrants-betteraviers venus travailler dans les grandes fermes de Seine-et-Oise. En 1892, la statistique agricole montrait les grandes différences de salaires moyens de la Bretagne et des autres régions françaises, particulièrement de la Région parisienne : l'ouvrier maraîcher du Finistère recevait quotidiennement 2,04 F, celui des Côtes-du-Nord 1,71 F, celui du Morbihan 1,90 tandis que la moyenne française atteignait 2,57 F ³⁷. Or, en 1885, à Deuil (Seine-et-Oise) ³⁸ l'ouvrier maraîcher (nourri) employé à la journée recevait 3,50 F et 80 F s'il était engagé au mois (nourri et logé). Les différences de salaires ont dû jouer beaucoup pour les Bretons commençant des migrations saisonnières lucratives et souvent vite transformées en migrations pluriannuelles ou viagères. Dans les exploitations maraîchères de la banlieue parisienne, là où deux domestiques sont employés toute l'année, il faut ajouter 5 à 8 ouvriers migrants saisonniers pendant la belle saison, soit quatre fois plus de saisonniers que de permanents (cas de Croissy-sur-Seine, Seine-et-Oise ; cité par Ardouin-Dumazet). Si les Bas-Bourguignons et les Nivernais pouvaient être engagés indifféremment dans les exploitations légumières et dans les exploitations arboricoles, il n'en est pas de même pour les Bretons qui n'ont guère de préparation pour les soins délicats à apporter aux arbres ³⁹. Ces Bretons spécialisés dans la culture des légumes ont une tendance à se grouper très nombreux dans certaines communes. Ardouin-Dumazet a noté les caractères particuliers de la colonie bretonne de Montesson : « La population ne saurait suffire au travail intensif exigé par une telle étendue de culture maraîchère, elle doit avoir recours à la main-d'œuvre du dehors, les Bretons lui apportent leurs bras vigoureux. Il y a là une colonie qui donne un caractère particulier au village. Ces ouvriers vivent sobrement, bien que l'eau-de-vie entre pour une part excessive dans leurs besoins. A côté de l'alcool, il faut placer le tabac à chiquer. Beaucoup d'entre eux se priveraient de pain pour avoir un morceau de carotte de tabac ou de rôle. Un chiffre suffira pour faire connaître à quel degré cette passion sévit : le bureau de tabac de Montesson a vendu l'an dernier 420 kg de tabac à chiquer. Chaque soir, après le travail, les ouvriers bretons se réunissent devant l'église, achètent en commun une barre de « carotte de Morlaix », se la partagent et commencent leur mastication. Ce n'est pas une des scènes les moins curieuses de la vie rurale aux environs de Paris ».

La plupart des Bretons occupés saisonnièrement chez les maraîchers de la banlieue parisienne au début du XXe siècle sont originaires, non pas toujours des zones littorales maraîchères de la Bretagne (dont la population est trop absorbée par les cultures délicates d'exportation ou par la vente des productions — migrations saisonnières des marchands d'oignons vers l'Angleterre) mais des zones intérieures bretonnes. Il s'agit très souvent

d'ouvriers agricoles qui ont commencé par faire des migrations de moisson et de culture de betteraves en Normandie, en Beauce et aux environs de Paris. Mais ils ont vu l'avantage des migrations dans les exploitations maraîchères : durée plus longue de la migration de belle saison (de mars à novembre), travail souvent moins pénible et plus régulier, gains intéressants, nourriture assurée, vie plus agréable et contacts avec le patron dans les exploitations maraîchères, alors que dans les grandes fermes, on constate l'isolement et l'indifférence. Beaucoup de migrants viennent de la région de Morlaix (surtout du canton de Lanmeur), du Trégorois (canton de La Roche-Derrien), des régions pauvres de l'intérieur (cantons de Belle-Isle-en-Terre, de Bourbriac, de Quintin, dans les Côtes-du-Nord ; du Faouët, dans le Morbihan, de Briec, dans le Finistère ⁴⁰. Les migrations se poursuivront après la Première Guerre Mondiale, mais elles perdront de plus en plus la forme saisonnière du début pour devenir pluriannuelles, viagères ou même définitives ⁴¹.

Ainsi, les migrations temporaires de jardiniers-maraîchers, dans les banlieues urbaines se sont développées progressivement au fur et à mesure de l'accroissement des villes et de la demande de plus en plus grande de légumes et de fruits. Bas-Normands, Bas-Bourguignons, Nivernais, Picards, Flamands et Bretons en ont successivement profité. Le développement le plus intense paraît se placer dans la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe siècle. Mais déjà la concurrence des régions spécialisées de primeurs et les moyens de transports plus rapides et mieux adaptés pour la conservation des denrées périssables interviennent et ralentissent le recrutement des ouvriers-jardiniers migrants. Les petites exploitations maraîchères de la banlieue parisienne, par une meilleure distribution des productions et du travail, cherchent à se passer des aides engagés pour la belle saison. La culture fruitière fait appel plus longtemps aux migrants et l'on voit beaucoup de Bretons passer des exploitations légumières aux exploitations fruitières, après un certain temps d'apprentissage.

C) Les exemples des régions de l'Ouest pour les migrations temporaires de producteurs-vendeurs.

Si les Bretons ont fait tardivement les migrations de jardiniers-maraîchers, il faut constater pourtant qu'il ont commencé beaucoup plus tôt de curieuses migrations de vendeurs de légumes, seul moyen pendant une certaine période d'écouler avantageusement une partie de leurs productions. Ces Bretons ont d'ailleurs été devancés dans ces sortes de déplacements par leurs voisins les Bas-Normands et les Manceaux.

Lors de l'enquête du Premier Empire sur les migrations périodiques, deux départements de l'Ouest ont signalé des migrations saisonnières de vendeurs de légumes à Paris : l'Orne et la Mayenne. Le préfet de l'Orne précise que les migrants saisonniers (absence du 15 mars au 15 septembre) de l'arrondissement d'Alençon « se livrent à la culture des jardins et à la vente des légumes ». On peut se demander si les migrants jardiniers travaillant saisonnièrement dans la banlieue parisienne n'ont pas fait l'apprentissage de la vente en portant aux halles ou sur les marchés parisiens la récolte de leur patron. Pour les migrants de l'arrondissement de Domfront fréquentant

régulièrement Paris, il s'agit bien de « revendeurs de légumes », donc de véritables commerçants migrants temporaires. Dans la Mayenne, ces déplacements se sont poursuivis au cours du XIXe siècle. En 1865, encore, les habitants du canton de Couptrain, partent à Paris comme marchands des quatre-saisons ⁴².

Mais la migration saisonnière d'été se transforme peu à peu en migration de plus longue durée, comme nous l'avons déjà noté pour les migrants revendeurs de Carrouges (Orne), canton voisin.

Existe-t-il une relation entre ces migrations de vendeurs de légumes de l'Orne et de la Mayenne et celles qui apparaissent plus tardivement en Bretagne septentrionale ? Rien ne permet de l'affirmer, faute de documents actuellement connus. Mais des Bretons fréquentant la Basse-Normandie et le Maine ont très bien pu répandre l'idée de la vente des légumes bretons dans la capitale ; cela avant l'utilisation des transports ferroviaires.

Déjà dans la première moitié du XIXe siècle, les producteurs de légumes de la région de Saint-Paul-de-Léon (Nord - Finistère) prennent de plus en plus l'habitude de se déplacer à travers la Bretagne pour vendre leurs productions surabondantes et faire concurrence aux autres producteurs bretons : « Les habitants de Roscoff cultivent la terre la plus riche, la plus féconde ; elle produit une incroyable quantité de légumes de toute espèce, qui naissent en plein champ ; oignons, choux, navets, panais, choux-fleurs, asperges, artichauts. Il en part dix ou douze charretées pour Brest tous les jours ; des charges de chevaux se rendent en outre à Morlaix, à Landivisiau, à Lesneven, à Landerneau. J'ai vu souvent dans les marchés de Lorient et de Quimperlé, une concurrence établie entre les jardiniers du pays et les légumiers de Roscoff, qui malgré le long voyage qu'ils avaient fait et les frais du retour, donnaient au même prix, et même à meilleur marché, leurs denrées » ⁴³. L'enquête du Premier Empire ne dit mot sur cette migration saisonnière des producteurs-vendeurs de légumes qui se fait au-delà des limites du Finistère et qui existait déjà sous la Révolution, en 1794-1795.

Cette première tentative des migrations de vente est donc partie de l'expérience des marchés locaux et l'on peut se demander si le colportage des autres régions françaises n'a pas eu les mêmes débuts. Après cette première phase de migrations limitées et timides, les Roscovites tentent des déplacements plus lointains et hors de la Bretagne ⁴⁴. Ils se dirigent vers la Normandie, le Maine et la Région parisienne, en cherchant à vendre leurs produits chargés sur leurs charrettes. Selon les occasions, le long des routes et sur les marchés, l'écoulement des légumes bretons se faisait plus ou moins rapidement. Après la vente totale, le Roscovite rentrait chez lui et chaque fois enrichissait son expérience de vendeur. Les plus entreprenants gagnaient directement, par petites étapes, la Région parisienne et la capitale où ils étaient assurés de vendre leur production à meilleur compte. Ainsi est née progressivement, durant la première moitié du XIXe siècle, cette curieuse migration de « 150 lieues », conduisant le Roscovite à Paris ; c'est vers 1830 que ce premier migrant-vendeur et roulier serait parvenu dans la capitale, « véritable tour de force pour un paysan casanier ». Peu à peu une petite colonie bretonne de vendeurs s'installe près des halles de Paris. Le migrant roscovite, déjà connu au XVIIIe siècle dans les petites villes bretonnes où l'on

remarquait sa présence par son costume original (habit de serge blanche, large ceinture de laine rouge, grand gilet vert avec manches bleu clair, le tout bien serré à la taille), fréquente de plus en plus les villes bretonnes et celles situées sur le chemin de la capitale ; il y développe son intelligence, son expérience commerciale, prend des initiatives et devient un agent très actif pour répandre les habitudes françaises dans le milieu breton encore très fermé. Lorsque les lignes ferrées seront construites en Bretagne (seulement dans la seconde moitié du XIX^e siècle), les contacts par les migrations temporaires des producteurs-vendeurs de légumes se multiplieront.

Des migrations temporaires des Roscovites producteurs-vendeurs de légumes sont nées, sans doute, par esprit d'imitation, les migrations saisonnières des vendeurs d'oignons. Les déplacements présentent deux formes différentes à partir de deux régions distinctes. Les producteurs d'oignons de la région de Saint-Pol-de-Léon se transforment en migrants saisonniers marchands d'oignons en Angleterre⁴⁵. Plus tard de nouveaux producteurs d'oignons apparaissent dans les Côtes-du-Nord et font des migrations de vente en France (Normandie particulièrement)⁴⁶.

Comment expliquer le passage de la vente de légumes à la vente d'oignons ? Deux raisons paraissent intervenir. Les oignons ne sont pas une denrée considérée comme périssable ; ils peuvent se conserver assez facilement et être transportés très loin, à la différence des légumes frais, toujours fragiles. Une autre raison intervient aussi et sur laquelle Camille Vallaux insiste beaucoup : « L'ouvrier maraîcher (gagne) 2,04 dans le Finistère..., il est au bas de l'échelle. Il est victime de conditions de travail primitives, où aucun machinisme ne compense l'avisement de la main-d'œuvre trop abondante ; en agriculture, quand l'homme n'a que ses bras, quelque travail qu'il fasse, il ne vaut pas cher. Pour un si minime salaire, le journalier de Saint-Pol fait un travail de 18 heures, à 5 ou 6 km de chez lui. Il est toujours nourri par l'employeur, mais on ne lui donne que peu de viande et peu de vin... L'afflux d'argent amené à Saint-Pol de Roscoff par l'active production des primeurs passe par-dessus la tête des journaliers agricoles qui n'en profitent ni dans leurs salaires, ni dans leur travail ». L'ouvrier maraîcher jusqu'alors sédentaire, a un moyen de sortir de sa condition en se faisant migrant saisonnier vendeur d'oignons. « Tout autre est la condition des « Roscovites », voyageurs et vendeurs à l'étranger. Spécialisés dans un négoce particulier, qui est la vente des oignons, les Roscovites migrants et industriels en tirent des profits notables, en comparaison des maigres salaires des journaliers. Aussi l'émigration temporaire roscovite fait-elle maintenant (l'enquête est de 1905) tache d'huile autour de Roscoff et de Saint-Pol et même beaucoup plus loin ; le préjugé qui régnait autrefois chez les cultivateurs sur les « garçons de l'Angleterre » disparaît peu à peu, et les fils de cultivateurs eux-mêmes, n'hésitent pas à s'engager dans les compagnies roscovites ».

Au début du XX^e siècle (vers 1905), les « compagnies » (groupements de migrants comprenant chacun une vingtaine de vendeurs) se forment au milieu de juillet, et s'embarquent pour l'Angleterre. La migration est prévue pour six mois, c'est-à-dire pour la seconde moitié de l'année. Le nombre de migrants est alors de 1200 à 1300 (1273 en 1902, 1200 en 1905) et celui des « compagnies » de 60 à 70. En 1902, 67 « compagnies » ont été constituées et la plus fournie a atteint 42 vendeurs. Un chef responsable est placé à la tête

de chaque « compagnie ». Sur les 1200 personnes recrutées en 1905, 400 (le tiers) appartenaient à la commune de Roscoff. Les deux-tiers venaient des autres communes du canton de Saint-Pol-de-Léon (7 communes) et même des parties élevées de l'intérieur (Montagne d'Arrée), car le paysan de la montagne est parfois plus attiré par cette migration que celui des régions basses. Au départ, chaque « compagnie » emporte de grosses quantités d'oignons à vendre ; le bénéfice escompté est considérable puisque les prix sont doublés au-delà de la Manche (7,50 F les 100 kg à Roscoff, 15 F en Angleterre). Les migrants sont de tous les âges (de 12 à 60 ans). Les salaires sont très variables selon l'âge et l'expérience (de 10 à 100 F par mois). On exige beaucoup de travail (vente dans la journée et le soir préparation des paquets à vendre le lendemain) et des qualités pour le commerce (intelligence et souplesse, connaissance élémentaire de l'anglais). Le retour, en décembre ou en janvier a lieu régulièrement car il n'est pas question d'un déracinement. Le temps de la migration temporaire (juillet-janvier) correspond à la période de ralentissement des travaux agricoles sur les terres bretonnes ; hiver et printemps sont occupés aux grosses tâches des préparations et des soins en vue de la récolte prochaine.

Si la migration des vendeurs d'oignons en Angleterre est bien établie au début du XX^e siècle, elle s'est développée progressivement au cours du XIX^e siècle et surtout après 1850. L'initiateur serait un Roscovite nommé Henri Ollivier⁴⁷ ; né en 1808 à Roscoff, il fait d'abord une première expérience de vente en France, par la route (Rennes, Paris), puis une seconde par voie d'eau (Morlaix, Le Havre) enfin une troisième en Angleterre. Il profite alors des conditions très favorables (grand essor industriel, nécessité pour l'Angleterre d'acheter à l'extérieur des produits alimentaires par suite de la transformation du régime de la propriété et du développement du système des « enclosures »). Les expéditions d'oignons en Angleterre paraissent les plus faciles à faire et les plus intéressantes. L'initiative d'Henri Ollivier a été exploitée par ses compatriotes et la migration des vendeurs d'oignons durera presque un siècle (jusqu'à la veille de la Seconde Guerre Mondiale)⁴⁸.

La vie des migrants en Angleterre prend des formes très particulières. Généralement, chaque « compagnie » affrète un voilier, puis plus tard un bateau à vapeur ; les chargements d'oignons tiennent une place considérable. Ils fréquentent plus particulièrement les côtes méridionales de l'Angleterre et celles du Pays de Galles. Le port d'arrivée est souvent Portsmouth. Mais beaucoup de migrants roscovites préfèrent aller directement dans les ports gallois car il y a similitude de langues ; les Gallois comprennent le breton du pays de Léon. Beaucoup de migrants apprennent l'anglais et le parlent même mieux que le français (qu'ils ont seulement pratiqué durant leur service militaire). Le marchand d'oignons breton devient un personnage familier des villes galloises ; les oignons sont présentés nattés et pendus le long de grandes perches, les clients finissent par les appeler les « briseurs de sonnettes ». Parfois le migrant producteur-vendeur devient un véritable marchand ; quand la récolte bretonne ne suffit pas, les migrants vont acheter des oignons écossais et les revendent aux Gallois et aux Anglais. Mais les oignons bretons, de meilleure qualité, sont vendus plus chers que les oignons écossais. Ainsi les opérations commerciales ont fini par s'étendre non seulement sur la côte

méridionale de la Grande-Bretagne mais aussi et surtout sur toute la côte occidentale. Une véritable caste de migrants-marchands se forme peu à peu, défendant jalousement son secteur de vente. Le retour s'effectue par le service régulier des bateaux à vapeur de Southampton à Saint-Malo ou à Saint-Brieuc. Non seulement des objets-souvenirs sont rapportés dans le pays de Léon, mais des habitudes sont prises peu à peu (consommation de thé, salons à l'anglaise, décoration avec des gravures anglaises, etc...). Camille Vallaux⁴⁹, au début du XXe siècle tire une conclusion qui montre que la migration temporaire est salutaire pour les ouvriers agricoles bretons ; non seulement elle leur apporte des ressources appréciables, mais elle les transforme intellectuellement et moralement : « Le même homme, n'ayant que ses bras pour travailler qui, comme producteur ne gagnera qu'un salaire de famine, trouvera à faire les échanges, de plus forts salaires et une vie plus variée, meilleure en somme et plus heureuse. Le groupe de Saint-Pol-Roscoff nous montre à la fois un prolétariat agricole qui ne parvient pas à vivre de la production intensive du pays, et une classe trafiquante qui prospère avec ses oignons et ses primeurs ».

Plus limité a été le développement de la migration des producteurs-vendeurs d'oignons dans les Côtes-du-Nord. Ayant sans doute comme le succès des Roscovites, les habitants d'Yffiniac et de Languieux (deux communes du canton de Saint-Brieuc sud, en bordure de mer), vers 1860, entreprirent aussi la culture des oignons pour la vente directe et ambulante. L'activité ancienne fut alors abandonnée (travail aux salines dans la baie de Saint-Brieuc) et les bénéfices tirés de la culture et de la vente des oignons furent assez considérables pour maintenir un courant de migration, non pas outre-Manche, mais en Normandie. La récolte se fait ici à la fin de l'été et par conséquent les nouveaux migrants ne peuvent arriver qu'après les vendeurs bretons ; la Grande-Bretagne risque d'être alors moins intéressante. Aussi, les Bretons d'Yffiniac et de Languieux ont préféré un autre secteur géographique pour la vente de leur production. La migration ne commence qu'à l'automne : « La population d'Yffiniac écoule elle-même une grande partie de cette récolte... Chaque cultivateur, remplissant une charrette, part en tournée de colportage pour trois ou quatre mois à partir du 1er septembre. De proche en proche et tout le long du chemin, il livre sa marchandise, laissant à sa famille restée au foyer le soin de le réapprovisionner par chemin de fer. Les contrées desservies de cette manière comprennent la Normandie et la Beauce : Cherbourg, Caen, Chartres, sont les points extrêmes. Sur le lieu de la récolte, l'oignon vaut 10 F les 100 kg (l'étude a paru en 1919) ; il est vendu, ainsi transporté de 20 à 25 F en année moyenne »⁵⁰. Cette migration temporaire limitée dans le temps et dans l'espace risque de disparaître très vite au lendemain de la Première Guerre Mondiale, car un commerçant en gros de Saint-Brieuc a réussi à acheter la plus grande partie de la récolte d'oignons des deux communes ; il l'écoule en France, à Jersey-Guernesey et en Angleterre. Le grand commerçant intermédiaire professionnel est venu interrompre les déplacements saisonniers des producteurs-migrants, mais les pertes humaines de la Première Guerre Mondiale et les besoins d'achats massifs de produits durant le conflit ont certainement contribué à accélérer l'évolution des migrations temporaires vers un affaiblissement.

Si la vente des oignons a déterminé une migration temporaire originale, la vente des primeurs et des fraises en a provoqué une autre, mais plus tardive et souvent plus complexe car il s'agit de produits périssables. Nous avons vu que les tentatives de migrations de vente de légumes bretons le long des routes conduisant à Paris et en Normandie ont toujours été difficiles au début du XIX^e siècle, car le migrant producteur-vendeur ne pouvait conserver longtemps ses produits dans un état de fraîcheur indispensable pour une bonne vente. Aussi, il faut attendre le développement des chemins de fer et des bateaux à vapeur pour arriver à une meilleure organisation des migrations saisonnières de vente de légumes et de fraises. On comprend mieux alors pourquoi la vente des oignons a été d'abord plus développée que celles des autres productions périssables bretonnes. Les grandes migrations temporaires pour la vente de l'oignon datent du milieu du XIX^e siècle⁵¹, celles de la vente des pommes de terre nouvelles de 1870, celles des ventes d'artichauts et de choux-fleurs de 1880-1885, celles des ventes de fraises de Plougastel-Daoulas de la fin du siècle.

Indépendamment de la vente des oignons, il existe aussi dans le canton de Saint-Pol-de-Léon au début du XX^e siècle une vente de primeurs bien organisée qui entraîne une migration saisonnière relativement importante⁵². Il s'agit d'une migration de printemps et du début de l'été ; trois facteurs apparaissent dans l'organisation méthodique : l'envoi régulier et rapide des productions du pays de Léon, le transport par bateaux à vapeur, la réception et la vente en Angleterre par des Bretons migrants bien rétribués. Des expéditions se font aussi en direction de la Basse-Seine et en direction de Paris (par voie ferrée) où une colonie bretonne sert d'intermédiaire. Il n'y a donc pas que les habitants des pays pauvres qui se livrent aux migrations temporaires, ceux des pays riches, comme le Léon, ont fini par trouver dans les migrations saisonnières de vente un moyen de mieux profiter de leurs richesses agricoles. Trois légumes ont tout particulièrement été des produits de vente : le chou-fleur, l'artichaut, et la pomme de terre nouvelle. Le prix élevé dans les premières semaines de production permet des gains importants, s'il y a des conditions d'expédition, de transport et de vente très rapides avec la présence de migrants saisonniers sur les lieux d'écoulement. Sans arriver aux coopératives de production et de vente, les Bretons du pays de Léon ont su utiliser tous les avantages commerciaux des migrations saisonnières des producteurs-vendeurs. Plus tardivement, les producteurs de fraises de Plougastel-Daoulas ont pu aussi employer les mêmes méthodes. La culture du fraisier du Chili rapporte beaucoup, mais la récolte massive doit être rapidement écoulée. Après les villes bretonnes et Paris, les producteurs ont vu dans le marché anglais et surtout londonien un moyen d'éviter les crises de mévente ; les migrants saisonniers envoyés outre-Manche sont prélevés sur la main-d'œuvre du canton de Daoulas, tandis que l'on fait appel aux femmes des cantons environnants pour la cueillette. A la veille de la Première Guerre Mondiale, une centaine de migrants-vendeurs séjournent dans les ports sud de l'Angleterre et à Londres durant un mois. Un syndicat de producteurs, constitué en 1906, a 209 adhérents en 1908 et expédie 448.000 kg de fruits ; son existence est importante pour le maintien des migrants saisonniers outre-Manche. Ainsi, à partir des déplacements anciens des vendeurs

d'oignons, les migrations temporaires ont fait boule de neige et l'on a vu successivement les migrants vendeurs de primeurs et les migrants vendeurs de fraises. Mais dans ces courants de migrations de producteurs-vendeurs, une partie seulement de la Bretagne littorale apporte sa contribution. La zone s'étendant des abords de la rade de Brest à la baie de Saint-Brieuc. Les côtes méridionales bretonnes sont restées à l'écart de la contagion, d'ailleurs fort limitée.

Tous les exemples que nous venons d'analyser permettent d'affirmer que les productions de légumes et de fruits ont déclenché des migrations temporaires avant l'utilisation des moyens de transports modernes (chemins de fer et bateaux à vapeur). Les récoltes de fruits du Sud-Est (olives, châtaignes), les travaux saisonniers des jardiniers-maraîchers de la Région parisienne, les ventes organisées par les producteurs de légumes de la Bretagne sont autant de facteurs variés qui conduisent des ruraux aux déplacements plus ou moins lointains⁵³ Régions pauvres (ainsi les Préalpes du Sud) et régions riches (ainsi le pays de Léon) ont été intéressées par ces migrations et le développement du réseau ferré ou des lignes de bateaux à vapeur a souvent contribué à augmenter l'importance des déplacements.

Mais à côté de ces migrations plus ou moins anciennes et parfois rajeunies, il en est de plus récentes, très liées celles-là à la civilisation urbaine. Il s'agit des déplacements provoqués par la consommation sans cesse grandissante de fruits et de légumes par les villes et les régions industrialisées. Ces productions massives exigent parfois des soins particuliers, mais surtout une énorme main-d'œuvre pour les récoltes. Comme il s'agit de denrées très périssables, il est indispensable de rassembler rapidement et souvent pour une période très brève d'énormes contingents de travailleurs. Le problème de main-d'œuvre devient alors capital et les conditions ne sont pas toujours favorables à un bon recrutement, tandis que la mécanisation n'offre que très peu de secours. Nous retrouvons, à propos des fruits et légumes les mêmes difficultés rencontrées pour les vendanges.

Aussi, devons-nous étudier à part les migrations des travailleurs appelés pour les soins et les récoltes des productions développées avec l'utilisation du rail et pour répondre à la consommation urbaine massive. Notons cependant que la documentation dans ce domaine est loin d'être suffisante.

2°) LES TRANSPORTS FERROVIAIRES ET LA FORTE DEMANDE DE LEGUMES ET DE FRUITS POUR LES VILLES SONT A L'ORIGINE DE MIGRATIONS TEMPORAIRES POUR UNE RECOLTE RAPIDEMENT FAITE.

Croissance rapide des villes et des régions industrielles et développement du réseau ferré sont deux phénomènes parallèles et étroitement solidaires. La ville a besoin du rail pour sa vie alimentaire et demande de plus en plus des denrées variées, des produits frais et souvent périssables. La consommation de légumes et de fruits s'est fortement accrue au cours du XIXe siècle et au début du XXe siècle. Pour répondre à la demande, des régions et des zones agricoles se spécialisent et peuvent accroître leurs bénéfices. Mais le problème de la main-d'œuvre se pose : l'emploi est très inégal au cours de l'année et la cueillette ou le ramassage exige des armées de travailleurs. Or, il faut un

recrutement rapide si le producteur veut profiter des prix de vente élevés des premiers produits arrivés sur les marchés. La migration temporaire doit désormais être calculée, c'est-à-dire se produire à un moment précis et avec des effectifs suffisants ; elle doit aussi être bien rémunérée, car la main-d'œuvre rurale risque d'être de plus en plus rare par suite de l'exode rural. Aussi deux situations peuvent se présenter : la région productrice est éloignée des villes attractives et profite encore d'effectifs de migrants temporaires ruraux, la région fait déjà partie d'une banlieue urbaine et doit rechercher des travailleurs originaires de milieux très divers.

A) Les migrations saisonnières de ruraux appelés dans des régions spécialisées assez éloignées des grandes villes.

Plusieurs régions françaises spécialisées au XIX^e siècle dans la production de primeurs ou de fruits ont bénéficié de certains avantages dans le domaine de la main-d'œuvre. Elles se trouvent à proximité de zones montagneuses, pays pauvres ou étrangers où sont encore des réserves de main-d'œuvre et elles sont assez éloignées des grandes agglomérations ou des pays industriels pour ne pas subir une redoutable concurrence dans l'emploi de travailleurs. Tels par exemples le Roussillon (main-d'œuvre des Pyrénées et d'Espagne), les bassins et plaines du Bas-Rhône (aides descendus des Préalpes et de la bordure sud-est du Massif Central), les pays de la Moyenne-Garonne (travailleurs venus des plateaux voisins et d'Espagne), les bordures littorales du Massif Armoricain (ruraux de l'intérieur ou des pays pauvres). Il s'agit souvent de migrations très locales, de courte distance et de courte durée et qui échappent facilement aux enquêteurs ; la documentation dans ce domaine est alors fragmentaire et sommaire. Quelques exemples permettent pourtant de saisir ces phénomènes de déplacements saisonniers de main-d'œuvre.

a) Les exemples bretons

Nous venons d'examiner les migrations temporaires bretonnes des producteurs-vendeurs ; elles apparaissent les premières en date. Mais il existe aussi des migrations de travailleurs qui n'offrent que leurs bras, surtout au moment des récoltes. L'exemple le plus connu est certainement celui des arracheurs de pommes de terre attirés par Jersey de la fin mai au début juillet (six semaines).

Les îles anglo-normandes, Jersey et Guernesey, ont vu dans la production de la pomme de terre (primeur qui doit arriver très tôt sur les marchés anglais pour profiter des prix élevés durant une courte période) un moyen d'accroître leurs ressources. Mais il est indispensable d'avoir à sa disposition, au moment opportun, des contingents de main-d'œuvre habile et entraînée. C'est de la Bretagne septentrionale qu'arrivent les migrants saisonniers. La zone de recrutement forme un vaste triangle dont les sommets seraient à Plestin-les-Grèves (Côtes-du-Nord, à la limite du Finistère sur la côte) à Etables (Côtes-du-Nord, sur la baie de Saint-Brieuc) et à Pontivy (Morbihan). Près de la côte, des pays sont gros fournisseurs : Trégorrois, Lannionais, Goello (vers 1905, le canton de Perros-Guirec a 200 migrants ouvriers agricoles). A l'intérieur, le massif de Duault à Quintin, au sud de Guingamp, est une réserve de main-d'œuvre. Les routes en direction des deux

ports d'embarquement (Tréguen et Sain-Brieuc) ont certainement favorisé la migration saisonnière ⁵⁴. Il s'agit souvent d'une véritable migration familiale puisque des hommes, des femmes et des enfants y prennent part, en formant des groupes de travail sous la conduite d'un chef d'équipe responsable. Selon les années, les départs commencent entre la fin du mois d'avril et la fin du mois de mai ; les retours s'échelonnent selon l'importance de la récolte (fin juin, début juillet). Cette migration de courte durée (un mois et demi en moyenne, au lieu des trois mois pour les fenaisons et les moissons en Normandie, et en Beauce) a un gros avantage : elle permet le retour assez tôt pour faire les travaux de récolte (fenaison et moisson) dans les Côtes-du-Nord. Mais la migration est très pénible : « Payés à la tâche, ils sont astreints à un dur labeur qui va souvent de 3 heures du matin à 10 heures du soir, se nourrissent mal, de confiture et de pain, et couchent d'ordinaire dehors ou dans les granges. Ils rentrent épuisés pour les travaux de récolte dans les Côtes-du-Nord » ⁵⁵. Si certains migrants gaspillent leurs gains dans la consommation de boissons à Jersey, la plupart reviennent avec 150 à 200 F et considèrent que les déplacements sont aussi intéressants que ceux de Normandie ou de Beauce (durée double et 300 à 400 F rapportés). À côté des migrants saisonniers bretons fréquentant Jersey se trouvent des migrants temporaires normands ; ce sont des ouvriers agricoles du Cotentin et de l'Avranchin qui s'embarquent à Carteret ou à Granville. La plupart travaillent à l'arrachage des pommes de terre primes, mais certains sont employés aux chargements des bateaux pour l'exportation vers l'Angleterre ⁵⁶. Ainsi le transport facile des saisonniers par mer a donné lieu à une migration de récolte qui intéresse Normands et Bretons. Mais néanmoins c'est plus particulièrement par des moyens de transport terrestres que les déplacements temporaires prennent de l'importance (en direction de la Normandie et du Bassin parisien ; fenaisons moissons, betteraves, maraîchages).

À l'intérieur de la Bretagne, les migrations pour les primeurs et les légumes sont assez limitées. Au début du XX^e siècle, quatre zones maraîchères sont développées sur le littoral : dans le Trégorrois (Lézardrieux), autour de Saint-Pol-de-Léon, autour de Plougastel, autour de Pont-l'Abbé. Or, ce sont surtout les zones septentrionales qui attirent : tout le centre pauvre de la Bretagne fournit au Léon, au Trégorrois et même à la région malouine, des ouvriers saisonniers pour la récolte des primeurs et des pommes de terre ⁵⁷. Ce sont des parcours de 50 à 80 km que font les Bretons de l'intérieur pour parvenir sur les lieux de travail. Migrations de courte distance qui permettent aux saisonniers de regagner facilement leurs communes d'origine et d'alterner les travaux sur quelques lopins personnels et les tâches plus rémunératrices du littoral. Les journaliers du pays de Léon, les pentyers, font des migrations très courtes (5 à 10 km) pour se louer aux maraîchers venus au marché aux hommes de Saint-Pol-de-Léon (2-4 heures du matin l'été ; 4-5 heures l'hiver) ; cela pour un salaire très faible (1,20 F par jour en 1897 et en 1904 ; moyenne pour l'ouvrier maraîcher du Finistère en 1892 : 2,04 F), car la main-d'œuvre est trop abondante et l'ouvrier ne sait guère se défendre ⁵⁸. Ce sont aussi des migrations féminines de courte distance que l'on constate pour la récolte des fraises et des petits pois dans le secteur de Plougastel-Daoulas ; des ouvrières saisonnières viennent de l'intérieur (10 à 15 km au plus) mais aussi des

environs de Pontivy et de Guern (Morbihan) ⁵⁹. Aux usines de conserves du littoral (particulièrement à Douarnenez) pour les produits de la pêche et pour les légumes, des femmes de l'intérieur viennent aussi temporairement travailler avec les femmes et les filles des pêcheurs. Il faut néanmoins constater qu'au début du XXe siècle, s'il existe des migrations saisonnières liées aux productions de primeurs et de légumes, les déplacements sont très limités en étendue et en effectifs (sauf pour Jersey), car le littoral breton a encore une main-d'œuvre surabondante et les gains des migrants qui ne quittent pas la Bretagne sont trop bas ; beaucoup d'ouvriers préfèrent aller travailler en Normandie et en Beauce où les grandes cultures payent mieux. Après guerre, des femmes suivront le mouvement ⁶⁰.

b) Les exemples de la Basse vallée du Rhône :

A la différence de la Bretagne où les migrations de récoltes sont relativement récentes, la basse vallée du Rhône se trouve dans une zone qui connaît des déplacements traditionnels depuis des siècles et les nouvelles cultures fruitières, légumières et maraîchères pouvaient encore bénéficier de courants de migrations.

Cependant, les cultures intensives pour les fruits et les légumes ont commencé assez tard, dans la seconde moitié du XIXe siècle, après la crise du phylloxéra et au moment où les transports ferroviaires deviennent plus rapides et permettent une vente plus certaine de denrées alimentaires fragiles et périssables. La construction de la ligne Paris-Lyon-Méditerranée est complètement achevée en 1864. Vers 1865, la région d'Avignon (Châteaurenard, Barbentane) commence des expéditions de légumes et de fruits pour Marseille, Lyon, Saint-Etienne et même Paris. Mais ce sont surtout les crises des ressources traditionnelles (vigne, garance, vers à soie, olive) qui conduisent aux productions nouvelles de fruits et de primeurs et les migrations de main-d'œuvre temporaire en subissent les conséquences. Vers 1890, l'évolution est très marquée. Nous pouvons donc saisir à la fin du XIXe siècle et au début du XXe les déplacements saisonniers.

Le choix des cultures est dicté par des conditions physiques de sol et de climat (surtout la question du vent pour certains arbres fruitiers), mais aussi par des conditions d'apports de main-d'œuvre. L'exemple du cerisier est remarquable à ce sujet ⁶¹. Cet arbre fruitier a donné des vergers assez importants dans les plaines ardéchoises du Rhône moyen (particulièrement entre Tournon et La Voulte, en face de Valence) et autour de Montélimar. Mais au moment de la cueillette des fruits, le gros inconvénient apparaît : il faut brusquement faire appel à une main-d'œuvre très abondante. Or, les migrants de la montagne ne sont pas toujours libres ou sont appelés ailleurs. Le producteur en est alors réduit à chercher d'autres cultures fruitières n'ayant pas les mêmes exigences ; le pêcher a souvent été préféré pour cette question de main-d'œuvre disponible pour la récolte. Au début du XXe siècle, on a même vu de curieuses migrations de citadins venant faire la récolte du dimanche ; à Vernaison (Rhône) au sud de Lyon, dans les années d'abondance et de manque de main-d'œuvre salariée, des producteurs vendent la récolte d'un arbre à des Lyonnais venus passer le dimanche, ils font alors la récolte pour leur propre compte et pour leur plaisir ⁶².

Finalement, on constate que certaines productions ont provoqué des migrations saisonnières de récoltes ; parmi elles, la fraise et la tomate tiennent une place marquée. Mais presque toujours ce sont les femmes qui constituent l'essentiel des troupes en déplacement.

La culture de la fraise a pris un grand développement dans le Comtat et plus particulièrement sur les terres arrosées par le canal de Carpentras ; elle a rapidement développé des migrations saisonnières ⁶³. Dans un premier temps (de 1885 à 1900) les déplacements sont très locaux, puis ils touchent la population des Baronnie (sud-est du département de la Drôme) et des Basses-Alpes. Dans un second temps, c'est la population de l'Ardèche qui est attirée (1900-1914). La zone de culture s'étend entre Carpentras et Isle-sur-Sorgue ; la spécialisation est très accentuée. Mais les terres les plus arrosées sont très productrices (sur 2.550 hectares, 136 en 1900, puis progressivement 550 sont réservés aux fraises). La récolte peut atteindre 3 millions de kg de fruits, récoltés surtout en mai, début juin. Raoul Blanchard ⁶⁴, dans ses enquêtes n'a pas manqué de souligner l'importance de cette nouvelle spécialisation. « La fin de mai, avant le début des moissons, voit aussi s'effectuer la cueillette des fraises. Le développement pris par cette culture dans la plaine du Comtat à la fin du XIX^e siècle exige lors de la récolte une main-d'œuvre considérable, que les Préalpes n'ont pas manqué de fournir. Les Baronnie, favorisées par la proximité, ont particulièrement donné ; il n'est aucune de leurs unités régionales qui n'y ait largement participé, même la Méouge, la haute Eygues, l'Oule ; le canton de Séderon, vers 1920, déléguait en Vaucluse une centaine de femmes. Mais le Diois occidental autour de Bourdeaux, envoyait son contingent ; il en venait du haut Bochaîne, de la haute Drôme, de même les monts de Vaucluse, plusieurs communes du pays de Forcalquier et du plateau de Valensole. Cette migration aux fraises qui est récente puisque la culture ne s'est développée qu'à partir de 1882, est une des rares formes de déplacement saisonnier qui ait résisté au dépeuplement... » Ce n'est pas seulement une zone de recrutement formée par le Vaucluse, la Drôme et les Basses-Alpes. Au fur et à mesure du développement de la culture, on va jusqu'à faire appel aux montagnards haut-alpins ; des femmes et des jeunes filles de Salérans (canton de Ribiers) descendent elles aussi « aux fraises et aux primeurs » ⁶⁵. Sans doute, cette migration de fin de printemps pouvait remplacer la migration décadente de début d'été (celle de la moisson) pour les femmes qui n'avaient pas encore transformé leur migration temporaire en migration définitive. Car R. Blanchard a trouvé une certaine amertume chez ses interlocuteurs lors de ses enquêtes, à propos de ces déplacements qui jouaient un grand rôle pour faire connaître la vie et les avantages du bas pays riche et prospère : « La décision de la femme pèse très lourd en matière de transplantation » ⁶⁶.

Est-ce un certain affaiblissement des migrations saisonnières parties des Alpes pour le Comtat, qui conduit les producteurs vers 1900 à faire appel à des aides vivaroises ? Au début du siècle, le déclin de l'élevage du ver à soie libère beaucoup de main-d'œuvre dans le département de l'Ardèche. Pour ceux qui veulent encore éviter l'exode en ville, la migration saisonnière offre ses ressources limitées, mais souvent salutaires. Tandis que les hommes se dirigent chez les gros propriétaires des plaines rhodaniennes et dauphinoises

pour faire le démariage des betteraves, les femmes préférèrent les travaux pourtant pénibles de la récolte des fraises en Vaucluse. Les Ardéchoises finiront par fournir 60 % de la main-d'œuvre migrante employée pour cette récolte précieuse et rapide. Le travail accroupi déplaît aux hommes. Aussi, les troupes sont constituées surtout de femmes et de jeunes filles. Quelques rares jeunes garçons sont entraînés dans le courant et sont employés au transport des cageots. Le recrutement a été méthodiquement organisé (insertions dans la presse locale et régionale, liaisons entre les offices de main-d'œuvre de Carpentras et des petites villes et bourgs de l'Ardèche). Mais après les premiers engagements, le recrutement est grandement facilité : les producteurs du Vaucluse retiennent pour l'année suivante les travailleuses qui leur ont donné pleinement satisfaction ; ils chargent certaines cueilleuses habiles de jouer le rôle d'agent recruteur et de constituer des équipes solides. Quand le département de l'Ardèche ne suffit pas, une prospection est faite dans le Gard. Les équipes sont souvent appelées « colles », comme pour les migrations anciennes ; elles partent généralement des pays vivarois les plus isolés, particulièrement dans la Cévenne vivaroise ; ce sont les agglomérations les plus éloignées des usines de moulinage (qui font concurrence aux migrations saisonnières) qui fournissent le plus. Les hautes vallées du Tanargue (à l'ouest d'Aubenas) donnent certaines années les deux-tiers des migrantes, qui atteignent une moyenne de 400 personnes pour l'Ardèche. L'absence dure un mois environ et les séjours les plus importants sont dans les communes de Carpentras, Pernes, Sarrians, Monteux et l'Isle-sur-Sorgue. Le logement et la nourriture sont assurés par l'employeur ⁶⁷.

La production de tomates est beaucoup moins localisée que celle des fraises ; on la trouve dans les régions de légumes du Comtat et des Bouches-du-Rhône au nord et au sud de la Durance. Le grand moment de la récolte se place à la fin de l'été, avant le début des vendanges. Il ne semble pas que les populations des Préalpes aient fourni des contingents importants pour ce travail dans le Vaucluse. Par contre, des équipes descendent de la haute vallée de l'Ardèche pour aider aux récoltes de tomates pendant un mois ; cela avant la vendange. Mais les effectifs sont beaucoup plus faibles que ceux déplacés pour les fraises ; le quart seulement. Pour cette production la récolte peut être mieux échelonnée et souvent la main-d'œuvre locale suffit. Néanmoins, la forte demande des villes se fait sentir au début du XXe siècle, en même temps que l'on construit des usines de conserves ; aussi la basse vallée de la Durance, lors de l'enquête sur les salaires agricoles en 1912, n'a pas assez de travailleurs dans les moments de récoltes et d'expéditions. La zone maraîchère des Bouches-du-Rhône (surtout de Chateaurenard) déclare alors qu'elle « fait un large appel à la main-d'œuvre étrangère qui lui vient des départements voisins. Sans son secours, la région de Chateaurenard ne pourrait se livrer aux cultures maraîchères et fruitières qui font sa prospérité. Encore, les exploitants ne trouvent-ils pas, à toutes les époques de l'année autant de bras qu'il leur en faudrait. Il est à remarquer que la main-d'œuvre italienne, plus apte aux travaux de la grande culture, est beaucoup moins abondante dans cette région que dans celle d'Arles » ⁶⁸. Si des ruraux descendent encore des Préalpes (Basses-Alpes) dans la zone maraîchère des Bouches-du-Rhône, cela ne suffit pas, car l'exode rural a fait de gros vides dans

les communes préalpines. Aussi, les producteurs ont recours à toutes sortes de main-d'œuvre ; il arrive des équipes de jeunes filles venues des centres miniers du Gard (Alès, La Grand-Combe).

Les bassins et les plaines du bas Rhône (au sud de Saint-Vallier) et les parties inférieures des vallées affluentes du fleuve (comme la basse Durance) sont des zones de fruits et de primeurs, depuis les crises viticoles et séricicoles, et depuis le développement du rail ; aussi, sans toujours être appelées par une culture précise, de nombreuses populations rurales des montagnes voisines descendent pour une « saison » dans le bas-pays où la demande est presque toujours forte. Voici l'exemple de Saint-Laurent-du-Pape (Ardèche) dans la basse vallée de l'Eyrieux à proximité de La Voulte-sur-Rhône⁶⁹. Depuis 1880-1885 (après le phylloxéra et la crise de la sériciculture), la commune se lance dans de nouvelles cultures : cerisiers, pêcheurs, pois et haricots. Même si le pêcher finit par dominer, les autres productions ne sont pas négligées pour l'expédition, faite à la gare de Beauchatel (ligne Nîmes-Lyon), à 3,4 km avec des voitures à chevaux. Très vite, la main-d'œuvre saisonnière, descendue de la montagne voisine du 15 juin au 15 août surtout, forme un contingent d'une cinquantaine de personnes (autant que les ouvriers et domestiques agricoles permanents) ; les migrants temporaires sont originaires des hauteurs qui bordent la vallée moyenne de l'Eyrieux (communes de Gluiras, de Saint-Pierreville et de Beauvène ; à 40-50 km du lieu de travail). Certains finissent par se fixer comme ouvriers, domestiques ou métayers à Saint-Laurent. Ils sont employés (migrants et sédentaires) pour la cueillette des fruits, mais aussi pour ramasser les légumes. Aux 50 migrants saisonniers montagnards, il faut ajouter une vingtaine d'emballeuses venues de La Voulte-sur-Rhône (situé à 5 km). Dans cette commune de 1200 habitants à la veille de la première Guerre Mondiale, les migrations saisonnières tiennent donc une place non négligeable et cela est dû aux productions de fruits et de légumes. On peut constater ces déplacements saisonniers dans maints autres bourgs ou villages. Ainsi, sur la basse Durance, les communes bien arrosées autour de Manosque se sont spécialisées dans la culture de la pomme de terre ; au moment de l'arrachage, des saisonniers descendent pour un mois du plateau de Valensole et des gradins de Forcalquier et parmi eux se trouvent des filles de mineurs de Saint-Maime (canton de Forcalquier)⁷⁰.

Il est donc difficile de saisir tous les courants de déplacements entre les montagnes de bordure et les plaines, vallées et bassins du bas Rhône et de ses affluents vers 1914. Mais ces migrations saisonnières sont nombreuses ; elles prolongent dans le temps les anciennes migrations décadentes et mourantes. Elles ont ainsi permis aux nouvelles cultures délicates de se développer, en attendant qu'un apport plus important de main-d'œuvre étrangère (italienne ou espagnole) puisse prendre le relais.

c) Les exemples du Bassin aquitain.

Les pays de la moyenne Garonne (particulièrement de l'Agenais et le Bas-Quercy) sont devenus au XIX^e siècle des pays importants pour la production de fruits et de légumes. Mais le problème de la main-d'œuvre et des migrations temporaires, lié à cette production, ne se pose pas de la même manière dans cette zone du Bassin aquitain que dans l'Ouest breton ou dans

les bassins et plaines du bas Rhône. Les nuances sont ici plus difficiles à saisir, car il y a toujours une évolution rapide des déplacements temporaires par suite d'une adaptation constante du producteur aux circonstances économiques et aussi parce que ce producteur veut éviter le plus possible d'engager une main-d'œuvre temporaire ; il désire tout faire par lui-même en choisissant des cultures qui permettent un échelonnement des travaux au cours des saisons. Aussi, les migrations saisonnières pour les récoltes de fruits et des légumes seront parfois assez réduites. Mais pourtant, des courants ont été établis et se maintiennent ; les habitants des pays pauvres situés au nord et au sud de la moyenne Garonne apportent leur aide aux producteurs réticents de cette zone riche de l'Agenais et du Bas-Quercy. A côté des migrations locales ou régionales, on voit aussi des migrations temporaires de travailleurs venus de régions plus lointaines ou de l'étranger. La routine aquitaine et la diminution de la population rurale, par suite d'une insuffisante natalité, sont des facteurs importants, pour expliquer la formation de migrations temporaires indispensables.

Les déplacements temporaires peuvent surtout être observés entre 1880 et 1914. C'est la période où les parties les plus riches de l'Aquitaine veulent profiter des transports ferroviaires et du développement des villes, malgré la concurrence des autres régions plus spécialisées. Des cultures retiennent temporairement l'attention des producteurs et sont très poussées pour un temps. Ainsi, la tomate est de celle-là et entraîne la formation de migrations temporaires. Dans la région de Marmande (Lot-et-Garonne), la culture intensive de la tomate commence un peu après 1880 et atteint son maximum en 1905 ; à l'expédition s'ajoute la création d'usines de conserves (dès 1895, mais multiplication vers 1907). Certains domaines ont alors complètement misé sur la production de tomates (jusqu'à 80.000 pieds) et sont dirigés par des Espagnols de Catalogne ou des Baléares. Des migrations saisonnières sont organisées au moment de la taille et durant la période de la récolte (été et début de l'automne) ; il s'agit d'un personnel spécialisé venu des Baléares ou de Catalogne. Pour la récolte, on demande une grande expérience car le fruit est cueilli à peine mûr et un choix doit être fait pour permettre des cueillettes successives et échelonnées ⁷¹. Ces expériences secouent la routine des paysans aquitains. Mais leur souci est de ne pas être trop surchargés de besogne dans certaines périodes et de ne pas trop engager de main-d'œuvre saisonnière coûteuse. Aussi, dans la région de Villeneuve-sur-Lot on cultive peu la tomate qui donne trop de travail au moment où les pruniers en demandent beaucoup et on préfère la culture du haricot vert plus souple et moins exigeante pour le labeur. Dans cette région de Villeneuve-sur-Lot, les petits pois (avant les haricots) donnent des récoltes si abondantes au printemps qu'il faut faire appel à des jeunes filles du Causse du Quercy pour la cueillette.

Un autre exemple de culture tentée mais difficile à poursuivre sans l'organisation de migrations saisonnières de main-d'œuvre, est certainement celle de la fraise dont nous avons vu le succès en Bretagne et en Vaucluse. La culture de la fraise se répand bien autour de Montauban vers la fin du XIX^e siècle. Or le déclin commence rapidement au début du XX^e siècle car cette culture conduit à une cueillette très exigeante en main-d'œuvre et ce travail minutieux tombe au moment de la récolte très absorbante des fourrages, que

le paysan aquitain fidèle à la polyculture ne veut pas abandonner. Il aurait pu engager des équipes de migrants cueilleuses qu'auraient pu fournir les Causses du Quercy, mais il préfère aux cultures de fraises celles du melon dont il peut s'occuper plus tardivement. Comme le remarque très justement Pierre Deffontaines : « L'histoire des cultures de fruits et de légumes est très mouvementée (dans les pays de la moyenne Garonne). Le facteur stable du déterminisme physique intervient peu. C'est l'homme qui est le principal responsable... puis les questions de transports, de débouchés... Cela explique les disparitions rapides et les renaissances brusques »⁷². Mais si ce géographe n'oublie pas de citer des migrations saisonnières de main-d'œuvre liées aux productions successives, il ne met pas en relief le manque d'audace des paysans producteurs restés trop routiniers et qui ne savent pas profiter des déplacements d'une main-d'œuvre saisonnière relativement bon marché et qui pourrait procurer de gros bénéfices aux paysans qui sauraient conduire plusieurs récoltes en même temps.

Cela explique la localisation des deux grandes cultures de la moyenne Garonne, le prunier et le chasselas, qu'on se refuse à mener de front car il faudrait trop de migrants saisonniers. On choisit l'un ou l'autre, en limitant le plus possible l'emploi de migrants. La situation du début du XXe siècle est significative pour comprendre la mentalité paysanne : « L'extension du prunier d'ente s'arrête devant une autre culture conquérante, le chasselas ; le pays des serres se partage en deux domaines fruitiers : le sud, livré au chasselas, le nord, spécialisé dans la prune. Le ciselage du chasselas et le séchage de la prune se font aux mêmes époques et s'excluent l'un l'autre »⁷². Or, pour le « ciselage » du chasselas, travail minutieux pour « habiller » la grappe (élimination des parties qui présentent des défauts), on fait appel à de nombreuses femmes migrantes qui séjournent pendant deux mois et demi (15 août — fin octobre). A Port-Sainte-Marie (canton à 20 km en aval d'Agen) les femmes arrivent des Landes et des Pyrénées par bandes. Dans le Bas-Quercy, ce sont les pays pauvres du Haut-Quercy qui fournissent les équipes. Parfois, il s'y ajoute des ouvrières de Caussade (Tarn-et-Garonne) lorsque le travail industriel se ralentit en morte-saison des ateliers. La récolte de chasselas devient si importante au début du XXe siècle qu'il faut faire appel à de nouveaux contingents de migrants saisonnières originaires d'une large zone de recrutement qui couvre une grande part du Sud-Ouest, des montagnes pyrénéennes comprises aux plateaux du Haut-Quercy. Si des femmes sont appelées nombreuses à la belle saison, des hommes font aussi des migrations en hiver ; ils sont moins nombreux et leur travail repose sur la taille et la pose des échelas et des fils de fer. Le chasselas est donc à l'origine de déplacements temporaires relativement importants. Mais le prunier, malgré un gros travail de récolte et de séchage, ne semble pas avoir provoqué des migrations saisonnières remarquables. On signale pourtant des migrations masculines d'hiver : des hommes venus des plateaux situés au sud et au nord de la vallée de la Garonne se rendent dans les pays riches de l'Agenais pour y tailler les pruniers. A leur tour des spécialistes de l'Agenais séjournent dans le Bas-Quercy pour apprendre la taille des pruniers aux nouveaux producteurs, car la culture est relativement récente dans ce pays.

Ainsi, chasselas et pruniers tiennent une place importante dans les pays

de la Moyenne-Garonne, sans qu'on ait cherché à développer pleinement toutes les possibilités d'extension. La coexistence des deux cultures aurait été facilitée par les apports de main-d'œuvre des migrations temporaires. Mais les producteurs ne semblent pas vouloir organiser méthodiquement les déplacements des équipes. Une certaine routine gêne les progrès et limite ainsi l'accroissement des bénéfices. Rares sont les paysans qui cherchent à profiter complètement des réserves de main-d'œuvre rurale importantes que l'on trouve encore dans les pays pauvres du Sud-Ouest aquitain et pyrénéen au début du XXe siècle. Le problème économique et le problème démographique sont liés. Les activités agricoles, fruitières et maraîchères, sont déjà intenses et pourraient encore l'être beaucoup plus. Mais c'est aussi le moment où la population sédentaire décroît avec inquiétude. Il y a déséquilibre entre la densité des hommes et la densité de travail. Le problème du maintien et du développement de l'activité agricole est complexe en ce qui concerne la population : les sédentaires ne sont qu'un élément de l'évolution, l'autre facteur important est l'arrivée de migrants. Si les migrations saisonnières déjà amorcées avaient été plus intenses au début du XXe siècle, elles auraient contribué non seulement à l'enrichissement de la région d'accueil, mais elles auraient aussi pu maintenir le peuplement, car comme on le constate fréquemment durant cette période, les migrations temporaires se transforment assez rapidement en migrations de longue durée et très souvent en migrations définitives.

Lorsque l'enquête de 1912 sur les salaires agricoles a lieu, les solutions apportées aux problèmes économiques de la main-d'œuvre rurale et du repeuplement semblent diverses, mais elles donnent l'impression d'une certaine anarchie et d'un manque de méthode⁷³. On reconnaît l'augmentation de la « main-d'œuvre nomade » dans le Lot-et-Garonne, particulièrement dans la région de plaine où sont développées les cultures de primeurs. Mais au lieu de chercher à augmenter le recrutement dans des régions qui ont déjà donné de bons ouvriers, on fait appel à l'aide de populations les plus diverses et souvent peu préparées et peu aptes aux tâches délicates qu'on leur demande d'exécuter. Les courants anciens, c'est-à-dire remontant déjà à vingt ou trente ans, subsistent : Espagnols et populations pyrénéennes et aquitaines. Les travailleurs espagnols commencent à se fixer : « Au bout de peu de temps, séduits par les conditions avantageuses de la culture, ils se fixent définitivement dans le pays ». Mais les migrations temporaires subsistent pourtant : « aux environs d'Agen arrivent des ouvriers espagnols et pyrénéens, surtout des jeunes filles d'Arros (Val d'Aran), pour la belle saison ». Les courants nouveaux sont très anarchiques : Bordelais, Charentes, Vendée et Bretagne fournissent des contingents et des gens des villes côtoient des travailleurs ruraux les plus divers. Port-Sainte-Marie dit employer des ouvriers bordelais pour récolter les tomates et le chasselas. Le canton de Pressas, voisin du canton de Port-Sainte-Marie, a recours aux Bretons. Ailleurs, ce sont des Aveyronnais, des Charentais ou des Vendéens qui commencent à venir travailler temporairement en vue de devenir cultivateurs ou même propriétaires. Mais les plus modestes parmi les migrants, se plaignent des frais trop élevés de voyage et les ouvrières venues du Val d'Aran en avril n'hésitent pas à faire encore le trajet à pied, comme par le

passé. Producteurs et migrants se lamentent de ne pouvoir obtenir les réductions sur les tarifs de chemins de fer, comme en Beauce, d'avril à octobre ; les compagnies ferroviaires n'aident guère à résoudre les problèmes.

Ainsi, les pays de la Moyenne-Garonne nous donnent l'exemple d'une zone agricole riche, mais qui ne sait guère organiser les déplacements de main-d'œuvre pour maintenir ou développer cette richesse. Une sorte d'anarchie dans le recrutement des travailleurs apparaît au lieu de migrations dirigées et bien choisies. La région est à la veille d'une crise démographique et économique par suite d'attitudes paysannes routinières et timides.

d) Les exemples du Roussillon et de la Côte-d'Azur.

Tout autre est le problème de la main-d'œuvre et des migrations pour les cultures nouvelles dans les Pyrénées-Orientales, les Alpes-Maritimes et le Var. Nous sommes pourtant dans des régions frontières et longtemps gênées pour développer leur économie agricole. Mais ici, les migrations saisonnières ne suffisent pas ; il est indispensable d'allonger les migrations pour résoudre les problèmes et progresser.

Dans le Roussillon, les conditions humaines n'étaient pas aussi bonnes que les conditions physiques, avant l'apparition du rail, pour développer l'horticulture et les migrations saisonnières qui pouvaient naître ; manque de bonnes communications pour écouler les produits, éloignement des grands centres de consommation en France car la frontière faisait de la région une sorte de « bout du monde » esprit routinier des jardiniers et des expéditeurs. Là encore, c'est le chemin de fer qui a déclenché l'évolution vers le progrès. Entre 1857 et 1886, c'est l'organisation de la nouvelle production et des migrations temporaires, encore pyrénéennes. Mais vers la fin du siècle et au début du siècle suivant, les progrès sont tels qu'il faut surtout faire appel aux travailleurs espagnols dont les migrations se transforment rapidement.

Les trois moments des migrations du Roussillon sont caractéristiques de l'évolution. Avant l'utilisation des chemins de fer, les horticulteurs doivent faire des migrations saisonnières de vente : « C'est à dos d'hommes ou de bêtes que les gens d'Ille et d'Elne allaient vendre une partie de leurs produits dans les villages du Conflent et du Languedoc, dans ceux de la côte et des Aspres. Des chariots transportaient le reste à Perpignan et de là dans les départements voisins » ⁷⁴. Ces migrations ressemblent beaucoup à celles que nous avons notées pour le pays de Léon en Bretagne, autre « bout du monde » défavorisé pour exploiter ses richesses. Dans un second temps pendant lequel les communications ferroviaires et l'irrigation sont méthodiquement organisées, trois centres (Perpignan, Elne et Ille) prennent de l'importance pour les expéditions de produits et pour les migrants. La crise phylloxérique a certainement facilité le développement horticole. Nous avons vu que les montagnards pyrénéens français, dans des migrations saisonnières traditionnelles (faucheurs, moissonneurs, travailleurs des vignes et vendeurs, cueilleurs et presseurs d'olives, tondeurs de moutons, etc...) fréquentaient le bas pays roussillonnais ; cela pendant toute la première moitié du XIXe siècle. Avec la crise phylloxérique, tout paraît dérangé. Mais les nouvelles cultures fruitières et horticoles vont créer une sorte de relais en transformant les types de migrations. La migration saisonnière de courte

durée est insuffisante pour exécuter les multiples tâches exigées par la nouvelle orientation agricole du Roussillon. Il faut sans cesse allonger les séjours pour mieux profiter de l'offre d'emploi. Très souvent la migration pluriannuelle conduit à l'installation dans le Bas-Roussillon et une grande partie des montagnards migrants deviennent journaliers, domestiques horticoles, métayers ou petits propriétaires. Mais la source pyrénéenne est vite épuisée par cette fixation dans le bas pays. Dès lors la troisième étape commence vers la fin du XIX^e siècle : l'appel des Espagnols, surtout catalans. Mais le même processus apparaît très vite, bien qu'on reproche aux Espagnols leur manque d'adresse et de minutie : les migrations saisonnières deviennent rapidement des migrations pluriannuelles ou des migrations définitives. En effet, la culture maraîchère exige un labeur continu et de tous les instants, car les semis et les récoltes échelonnés se succèdent sans interruption et dans un rythme très accéléré. Il n'y a guère de ralentissement, sous un tel climat et l'hiver n'est que très peu marqué dans ce travail. Les producteurs du Roussillon ont mieux compris que ceux de la Moyenne-Garonne que les bénéfiques reposaient sur un emploi massif d'une main-d'œuvre temporaire ou devenue sédentaire par nécessité ⁷⁵. On s'étonne alors de voir un géographe enquêteur écrire en 1910 : « Aujourd'hui, seules les vendanges provoquent une immigration temporaire ». C'est ne voir que la migration saisonnière et oublier les migrations pluriannuelles et les migrations viagères ; les recensements quinquennaux ont fort bien enregistré ces dernières catégories de migrants temporaires comme les migrants définitifs (1896 : 10351 étrangers légaux et naturalisés, soit 4,7 % de la population totale ; 1911 : 15352, soit 7,1 %) ⁷⁶. Tout autant que les vignobles, les cultures fruitières et horticoles sont la cause essentielle de cette arrivée déjà importante d'étrangers avant 1914.

Le même phénomène démographique est constaté durant la même période pour les Alpes-Maritimes et le Var ou en arrière de la Côte-d'Azur en formation, les cultures maraîchères, fruitières et florales se développent avec intensité, entraînant des migrations remarquables.

Nous avons déjà étudié les migrations temporaires dans les Alpes-Maritimes, provoquées par les cultures industrielles pour la fabrication des parfums ; il n'y a dans cette activité qu'une partie de la main-d'œuvre montagnarde et souvent italienne qui vient travailler dans les nouvelles cultures. Les productions maraîchères, fruitières et florales (fleurs coupées et expédiées) attirent aussi des effectifs importants. Mais alors que les migrations pour les plantes à parfum restent généralement saisonnières, celles qui sont liées aux cultures horticoles sont de plus en plus longues et tendent vers une fixation plus ou moins définitive des personnes qui s'y livrent.

Comme dans le Roussillon, le littoral et l'arrière-pays niçois et varois ont connu d'abord une économie au développement très limité et reposant sur une aide saisonnière apportée par les montagnards. Avec le rail et les expéditions possibles de produits vers les villes françaises, les cultures délicates et intensives se sont implantées dans des secteurs favorables, mais très limités (petites vallées, plaines littorales comme celles qui s'étendent autour d'Hyères). Le recrutement montagnard français a été vite épuisé du fait du dépeuplement rapide des villages des Alpes-Maritimes et des Préalpes

provençales proches. Dès lors, les montagnards italiens ont joué ici le même rôle que les Espagnols dans le Roussillon. Ce sont eux qui, au début du XXe siècle, ont procuré les plus gros effectifs pour les migrations temporaires comme pour les migrations définitives. Le travail intensif au cours de l'année pour les semis sans cesse renouvelés, pour les soins et pour les récoltes, a poussé les travailleurs italiens à prolonger sans cesse leurs migrations qui au départ étaient saisonnières. Ainsi, la culture horticole a grandement favorisé une puissante immigration italienne et surtout piémontaise et ligurienne ; elle a joué le même rôle que l'industrie du Bâtiment et des grands travaux dans les villes de la Côte-d'Azur. Aussi, à la veille de la première Guerre Mondiale, les cultures légumières, fruitières et florales dépendent presque essentiellement des migrations des populations d'au-delà des Alpes : « Les cultivateurs de la région ne pourraient plus se passer des travailleurs piémontais. Ce sont d'excellents ouvriers, robustes et peu exigeants, qui ne reculent devant aucune besogne. Fuyant la misère de leurs villages surpeuplés du Piémont ou de la Lombardie, ils viennent en France, où ils vivent très simplement. Ils couchent dans quelque remise, mangent toute la semaine du riz, du pain, des pâtes et du fromage. Le dimanche, ils se réunissent entre eux dans certains cafés... Au bout d'un an ou deux, ils parlent le provençal, savent quelques mots de français et possèdent déjà de petites économies, car ils sont âpres au gain. Dès qu'ils ont amassé un peu d'argent, ils retournent au pays, se marient et ramènent leur femme en France » ⁷⁷. Ainsi, les cultures horticoles ont apporté une richesse aux sédentaires français et ont conduit aux migrations de main-d'œuvre en renouvelant partiellement la race.

En comparant le Roussillon et la Côte-d'Azur à la Moyenne-Garonne, on peut être surpris des différences d'évolution des migrations temporaires et du peuplement et pourtant les richesses agricoles et les possibilités de cultures intensives, maraîchères et fruitières sont partout présentes. Le succès des deux régions littorales et frontalières méditerranéennes contraste avec les résultats timides du centre de l'Aquitaine. On saisit mieux, par ces exemples, les différences des comportements des ruraux en face des migrations temporaires qui s'offrent aux producteurs. Les problèmes difficiles à résoudre en Moyenne-Garonne, nous les retrouvons souvent dans les banlieues maraîchères des villes qui se contentent de n'importe quelle main-d'œuvre temporaire sans chercher à organiser des déplacements méthodiques et utiles.

B) Les migrations anarchiques et souvent déficientes pour les récoltes dans les banlieues maraîchères des agglomérations urbaines.

Nous avons vu que les banlieues urbaines et plus particulièrement la banlieue parisienne, avaient attiré assez tôt des migrants-jardiniers saisonniers qui ont apporté une aide appréciable pour les travaux de la belle saison. Mais comme dans beaucoup de cultures intensives, la récolte de certains légumes et de certains fruits présente un caractère d'urgence et des migrations spéciales de récolte sont indispensables si les producteurs ne veulent pas perdre une partie de leurs productions et de leurs bénéfices. Or, ces migrations d'urgence sont très difficiles à organiser parce que très souvent la durée des travaux de récolte est courte et cette récolte arrive au moment où de multiples tâches mieux rémunérées pour une période plus longue se présentent.

Les exemples les plus typiques au XIXe siècle et au début du XXe sont ceux des fraises et des petits pois, produits fragiles qui ne peuvent guère attendre une récolte retardée. Des migrations sont organisées pour la cueillette des deux produits ; cela apparaît dans la Région parisienne à la fin du printemps. Vers les dernières années du XIXe siècle, les déplacements rapides de main-d'œuvre se font par train grâce aux contacts anciens entre jardiniers-maraîchers de la Région parisienne et migrants-jardiniers établis dans cette même région ou faisant encore des migrations de belle saison. Ainsi arrivent des équipes de femmes venues de la Mayenne, plus tardivement (début XXe siècle) du centre de la Bretagne ⁷⁸. Des femmes bretonnes avaient d'abord pris l'habitude de faire des migrations de récolte des fraises et des petits pois sur le littoral breton ; femmes de Pontivy et de Guern (du canton de Pontivy, Morbihan) prenant part à la cueillette des fraises à Plougastel (Finistère) ; femmes de Baud (canton du Morbihan) allant « aux petits pois sur le littoral méridional breton. Quand les relations ferroviaires furent rendues plus faciles et les contacts bien établis avec les jardiniers-maraîchers de la Région parisienne, la migration de cueillette changea de direction. Le canton de Pontivy commença alors à fournir des cueilleuses de fraises et de petits pois aux alentours de Paris ; elles rejoignaient ainsi pour une courte période les migrants-jardiniers bretons séjournant eux pour toute la belle saison ⁷⁹. Mais cette migration, même lorsqu'elle a pour but plusieurs récoltes successives, paraît difficile à maintenir, car le gain paraît trop faible pour un déplacement aussi important.

Aussi, les maraîchers de la banlieue parisienne en sont arrivés à une solution de fortune qui montre les difficultés de recruter une main-d'œuvre saisonnière de récolte urgente. Ils ont recours aux populations urbaines en chômage en faisant connaître les effectifs demandés aux divers offices de placement de main-d'œuvre. Dès lors, comme pour les vendanges au début du XXe siècle, cette migration saisonnière ne peut entraîner que des travailleurs douteux et que les producteurs doivent surveiller de très près. Il s'agit généralement d'une sorte de déchet de main-d'œuvre. Cette migration qui déplace quelques contingents du centre des villes vers la grande banlieue maraîchère est d'ailleurs insuffisante. Dans les moments de « presse » sur la demande des maraîchers, la Préfecture de police de Paris, par divers moyens de pressions et de menaces, dirige les « clochards » vers les lieux de travail. Cette migration saisonnière des « clochards » parisiens vers la grande banlieue maraîchère pour la récolte des petits pois représente le dernier degré des déplacements de main-d'œuvre et montre toutes les difficultés rencontrées par les producteurs pour faire leurs récoltes urgentes ⁸⁰. Ainsi, la ville de Paris possède une grande ferme de 300 hectares sur les terrains d'épandage d'Achères, 60 familles sédentaires y travaillent, mais il faut une centaine de saisonniers pour les récoltes qui se présentent avec un travail très inégal ⁸¹. Une partie de cette main-d'œuvre de récolte est fournie par des migrations locales : femmes des employés de chemins de fer des communes situées aux alentours d'Achères (surtout pour les récoltes de haricots verts en été) ⁸². Or, il ne faut pas oublier que de nombreux bretons, devenus employés de chemins de fer (parce que l'emploi est mieux assuré et mieux payé) ont commencé leurs migrations comme travailleurs jardiniers-maraîchers dans la région

d'Achères ou de Montesson et qu'ils ont conservé des relations avec les maraîchers et dès lors, ils procurent à ceux-ci des aides supplémentaires dans les moments de récoltes. Une ferme d'Achères qui emploie 14 ouvriers permanents a besoin de 25 cueilleuses en été. Des migrations locales se sont ainsi créées et sont comme une suite normale des anciennes migrations saisonnières ou pluriannuelles. Mais toutes les banlieues maraîchères de Paris n'ont pas cette ressource. Dans la banlieue septentrionale autour d'Ecouen, le recours aux « clochards » parisiens est de plus en plus employé. Leur migration s'étend successivement sur plusieurs communes au moment de la récolte des pois. Ils commencent généralement leur tournée par Sarcelles où la saison est plus précoce. Ces clochards s'abattent sur la commune et peuvent former une armée de 1000 à 1500 individus entre le 5 juin et le 10 juillet. Si cette main-d'œuvre n'est pas toujours de bonne qualité, elle présente néanmoins un avantage : la rapidité dans l'exécution du travail. Tel exploitant de 20 hectares engage une centaine de ces travailleurs migrants et le ramassage des petits pois est terminé en deux ou trois jours. Après Sarcelles, les « clochards » vont à Ecouen, Saint-Brice, et au Mesnil-Aubry. Les troupes de migrants occasionnels comprennent deux catégories : ceux qui viennent d'eux-mêmes sur les lieux de récolte à l'approche de la maturité et les indécis que le Service de la main-d'œuvre de la Seine (aidé par la Préfecture de Police) oblige à quitter la capitale. On ne peut employer cette main-d'œuvre saisonnière pour n'importe quelle récolte ; s'ils sont utilisés pour les petits pois, ils ne le sont pas pour des productions délicates ou qui demandent un choix (ainsi pour les choux-fleurs) ⁸³.

NOTES — TROISIEME PARTIE

CHAPITRE SECOND

II - LES MIGRATIONS POUR LES CULTURES DELICATES SPECULATIVES (SURTOUT FRUITS ET LEGUMES)

- 1 J. SION (404) p. 121.
- 2 NOYON (398) p. 600 ; *Enquête 1866*, Alpes-Maritimes (3) p. 487, R. BLANCHARD (545) p. 367-368 du tome IV.
- 3 R. BLANCHARD (545) p. 513 du tome IV.
- 4 R. BLANCHARD (545) p. 514 du tome IV et p. 393 du tome V.
- 5 A.N. F.20/434 (Drôme et Alpes-Maritimes) et 435 (Vaucluse).
- 6 Archives d'Etat de Turin : Rapport de l'Intendant-Général Joanni, 1753. Léon IMBERT (389), Gaston IMBERT (388), p. 82-86 ; R. BLANCHARD (545) p. 398, tome V.
- 7 FODERE (378) p. 241-243.
- 8 A.D. des Alpes-Maritimes ; fonds sarde : M. 322 et R. BLANCHARD (545) p. 368 tome IV.
- 9 NOYON (398) p. 196.
- 10 A.N. : C.967 (enquête 1848 sur les conditions du travail).
- 11 *Enquête 1866* ; vol. 23 des enquêtes départementales p. 466.
- 12 *Enquête de 1912* sur les salaires agricoles, p. 37 (Alpes-Maritimes) p. 147 (Drôme), p. 449-450 (Var).
- 13 A.D. de l'Hérault : B. Ordinaires, Aniane, 392 (déclarations de grossesse de filles migrantes louées pour la cueillette des olives, 1698 et 1736).
- 14 J. BRUNHES (43) p. 471 du tome II.
- 15 A.N. : F.20/434 (Lozère), pour le Premier Empire. Aussi : BOZON (724) p. 141 ; A. BOYER (722) p. 597.
- 16 NOYON (398) p. 196.
- 17 A.N. : C.967 (Var).
- 18 *Enquête de 1866* ; vol. 24 des enquêtes départementales, p. 361.
- 19 *Enquête de 1912* (11) p. 40.
- 20 J. BRUNHES (43) p. 471 du tome II.
- 21 M. CHEVALIER (498) p. 675 et 678. Aussi A.D. des Pyrénées Orientales M. 3123 (enquête de 1848) canton de Sournia.

- 22 A.N. : F.20/435 (Orne). Dans son inventaire insuffisant MAUCO (144) p. 61 ne signale que l'arrondissement d'Argentan et celui d'Alençon, avec des effectifs erronés. M. PHILIPPONNEAU (304) p. 218-219, transforme trop facilement les saisonniers pour les fenaïsons et les moissons en migrants-jardiniers ; cela sans aucune preuve.
- 23 Les revendeurs de légumes, migrants temporaires de l'Orne, surtout de Carrouges (N. W. Alençon) existent en 1866 et se transforment en migrants de longue durée. Cf. *Enquête 1866* (11) 2e vol. p. 33.
- 24 Urbain GUERIN (290) p. 268, aussi : *Réforme sociale* (1886, p. 49-51) ; J.P. MOREAU (301) p. 114.
- 25 J.P. MOREAU (30) p. 114 et L. CHEVALIER (212) p. 228, note b).
- 26 M. PHILIPPONNEAU (304) p. 218-219. Les migrations de moisson signalées par l'enquête du Premier Empire (sur les migrations périodiques) sont différentes des migrations de jardiniers. L'interprétation équivoque de l'auteur sur le lien entre les deux migrations est très douteuse.
- 27 J. TRICARD (311) p. 49-52 et 99. Sur l'importance des migrations viagères en Bourgogne au XXe siècle ; A. CHATELAIN (61) particulièrement la carte p. 191.
- 28 U. GUERIN (290) p. 269-270 et du même, dans *Réforme sociale* (1886) p. 49-51
- 29 M. PHILIPPONNEAU (304) p. 219.
- 30 J.P. MOREAU (301) p. 133.
- 31 ARDOUIN-DUMAZET (19) 320-321 de la 47e série. Aussi PEDELABORDE (303) p. 236-237.
- 32 J. CURE (271) p. 301-303.
- 33 MARLIERE (787) p. 56 et suiv. p. 131 et suiv.
- 34 A. DEMANGEON (273) p. 414.
- 35 M. PHILIPPONNEAU (324) p. 218-220 mêle dangereusement les migrants de grande culture et ceux des exploitations maraîchères. Voir aussi du même auteur (305) p. 205.
- 36 ARDOUIN-DUMAZET (19) p. 311 et 320-321 de la 47e série.
- 37 Cité par C. VALLAUX (482) p. 187.
- 38 U. GERIN (290) p. 269-270.
- 39 M. PHILIPPONNEAU (304) p. 220.
- 40 Voir à ce sujet l'intéressante carte des migrations dressée par C. VALLAUX (482) Planche IV.
- 41 Pour la première moitié du XXe siècle : Jean TRICARD : *La culture fruitière dans la région de Paris* (Thèse complémentaire de doctorat es-lettres, Paris, 1951, 150 p., in : *Mém. et Doc.*, tome II, Centre de doc. cartogr. et géogr. C.N.R.S.), p. 49-52-99-112, et P. PEDELABORDE (303) p. 236-237 et 262 et suiv.
- 42 SAUVAGE (Hippolyte) : *Histoire du canton de Couptrain* (Mayenne, 1865, 25 p.) p. 3.

- 43 CAMBRY (Jacques) : *Voyage dans le Finistère* (1ère édit. an VII), 2e édit. Brest, 1836, XIII, 480 p., p. 67) ou *Etat du département en 1794 et 1795*.
- 44 BAUDRILLART (26) p. 508 du vol. I, LE LANNOU (471) p. 174 du tome 2, RENE DUMONT : *voyage en France d'un agronome* (Paris 1951).
- 45 C. VALLAUX (482) p. 188-189 et renseignements aimablement communiqués par Henri DUBIEF (professeur de Première Supérieure au Lycée Henri IV, à Paris).
- 46 Ministère de la Guerre ; Comité d'Action économique de la Xe région : *Le développement des Côtes-du-Nord* (Saint-Brieuc, 1919, 304 p.) p. 194-195.
- 47 J. BRUNHES (43) p. 479 du tome I.
- 48 Nombreux renseignements fournis aussi par H. DUBIEF (professeur au Lycée Henri IV à Paris) à la suite d'enquêtes faites en Bretagne.
- 49 C. VALLAUX (482) p. 190.
- 50 Monographie du Ministère de la Guerre : *Le développement des Côtes-du-Nord*, ouvr. cité plus haut., p. 195.
- 51 J. BRUNHES (43) p. 479 du tome II. Mais LE LANNOU (471) p. 176 du tome II, soutient que le colportage des oignons en Angleterre par des Bretons remonte au XVIIIe siècle (gravures servant de documents). Les « Johnnies » sympathiques aux Anglais, auraient donc des contacts déjà anciens par leurs migrations saisonnières.
- 52 LE BAIL (469) p. 28-33 et 51-73.
- 53 Il est plus difficile d'expliquer les migrations temporaires des Ariègeois pour vendre fruits et légumes à Toulouse. Ils ne sont, sans doute, que des marchands saisonniers au service des producteurs des environs de Toulouse. Cf. CHEVALIER (498) p. 686.
- 54 C. VALLAUX (482) p. 277.
- 55 Min. Guerre : *Le développement écon. des Côtes-du-Nord* ouvr. cité p. 89.
- 56 J. CHOLEAU (461) p. 124-127.
- 57 J. CHOLEAU (460) p. 32.
- 58 C. VALLAUX (482) p. 169, 187, 247.
- 59 M. GAUTIER (466) p. 332.
- 60 Lors de l'enquête de 1929 (Monographie du Morbihan par Jean KUNTZ, 1937, 360 p., p. 258), des femmes migrent pour les récoltes (fraises, légumes) dans la région parisienne.
- 61 D. FAUCHER (432) p. 527.
- 62 Renseignements donnés par des cheminots retraités (Compagnie P.L.M.).
- 63 P. GEORGE (383) p. 493-494.
- 64 R. BLANCHARD (545) p. 512-513 du tome IV.
- 65 MARGOT-DUCLOT (613) p. 767.
- 66 R. BLANCHARD (545) p. 515 du tome IV.

- 67 A. BOYER (722) p. 585-586.
- 68 *Enquête 1912* (11) p. 70 et A. BOYER (722) p. 593.
- 69 P. GOURDOL : *Un modèle de culture fruitière dans la vallée du Rhône. Le pêcher à Saint-Laurent-du-Pape* (Etudes Rhodaniennes, Lyon, 1934, p. 47-77), p. 57, 67.
- 70 R. BLANCHARD (545) p. 513 du tome IV.
- 71 P. DEFFONTAINES (349) p. 187. Mais dans ce Marmandais, en dehors des récoltes, des migrations masculines sont les sarclages et les binages exécutés par des « lanusquets » venus des Landes Cf. BRUNHES (43) tome II, p. 607.
- 72 P. DEFFONTAINES (349) p. 202 et 197 pour les citations. L'instabilité dans le choix des cultures commerciales de légumes et de fruits conduit à l'instabilité des migrations saisonnières, de là, une sorte de découragement des migrants temporaires qui cherchent alors des occupations plus assurées dans les villes.
- 73 *Enquête 1912* (11) p. 246, et E. POTET : *L'émigration vendéenne dans le Bassin aquitain* (Annales de Géogr. 1912, p. 265-288).
- 74 Ph. ARBOS : *La plaine du Roussillon* (Annales de Géogr. 1910, p. 150-168), p. 165-168.
A. SIAU : *Rapport sur l'industrie maraîchère des Pyrénées-Orientales* (Bull. Soc. agric. sc. litt. Pyr.-Or. 1856, p. 198-222).
- 75 J. AZEAU (371) p. 20-21.
- 76 ARBOS (369) p. 168 ; Abel CHATELAIN : *Influence de l'apport étranger sur les densités de population du Midi méditerranéen* (Rev. Géogr. Lyon, 1946, p. 5-31).
- 77 Mlle M. FONCIN : *La culture et le commerce des fleurs et primeurs sur la Côte-d'Azur* (Annales de Géogr. 1916, p. 241-262) p. 260.
- 78 Ministère de la Guerre : *Le développement écon. des Côtes-du-Nord* ouvr. cité, p. 89 et KUNTZ (Morbihan) ouvr. cité p. 258 (467).
- 79 C. VALLAUX (482) p. 332.
- 80 PHILIPPONNEAU (304) p. 213.
- 81 PHILIPPONNEAU (305) p. 205.
- 82 P. PEDELABORDE (303) p. 281.
- 83 Paul RAISON : *Etude de la formation de quelques agglomérations de banlieue* (Bull. Soc. d'Etudes de la Région parisienne, janv. 1933, p. 6-14) p. 13.

EN CONCLUSION : MALGRE LEUR DIVERSITE ET LEUR TRES GRANDE UTILITE, LES MIGRATIONS TEMPORAIRES POUR LES FRUITS ET LES LEGUMES RESTENT TRES FRAGILES EN 1914.

Bien peu de migrations temporaires offrent une aussi grande diversité que les migrations liées aux fruits et aux légumes : travaux préparatoires, soins, récoltes, présentation du produit, transformation industrielle, transport et vente, sont autant d'occupations qui peuvent attirer les ruraux, producteurs ou non. Plus ou avance dans le XIXe siècle, et plus la demande est importante ; aussi bien pour les spécialistes que pour les non-spécialistes. Les avantages du travail manuel apparaissent très nettement. La machine ne peut faire concurrence aux migrants, particulièrement lorsqu'il s'agit de cueillette et de ramassage qui nécessitent un choix de produits fragiles et délicats.

Bien peu de migrations temporaires comme celles liées aux fruits et aux légumes ont mis en contact des milieux humains aussi divers. Les échanges de main-d'œuvre se font non seulement entre régions rurales françaises, mais encore entre des pays français et des pays étrangers et inversement. Les déplacements de travailleurs s'établissent aussi entre les campagnes et les villes (centres urbains pour la vente, banlieues urbaines pour des productions). Le courant inverse (de la ville vers les campagnes) intervient même dans certains cas. On assiste donc à un brassage temporaire de la population laborieuse, sans tenir compte des frontières.

Migrations très variées et d'une nécessité reconnue, on pourrait croire que ces déplacements de main-d'œuvre devraient se développer et prendre encore plus d'importance. Or, on constate au début du XXe siècle que les courants migratoires restent très fragiles lorsqu'il s'agit d'occupations saisonnières. Les courants sont beaucoup plus solides quand ils deviennent pluriannuels. Les migrations de récoltes fruitières et maraîchères, par leur rythme discontinu et souvent imprévisible, ne peuvent offrir que des gains incertains et insuffisants. Aussi, en un temps où les offres de travail plus assuré se présentent nombreuses, les ruraux à la recherche d'occupations iront aux emplois les mieux rémunérés et les plus permanents. Les migrations de récoltes fruitières et maraîchères ne payent pas et sont dès lors délaissées. Cet affaiblissement rapide de déplacements nés depuis peu inquiètent les producteurs à la veille de 1914 et l'on sent qu'une horticulture maraîchère ou fruitière trop spécialisée ne peut durer sans tenir compte du grave problème de la main-d'œuvre saisonnière. C'est tout une partie de l'agriculture française qui doit se reconvertir pour échelonner les récoltes en diversifiant les productions.

Migrations saisonnières fragiles, migrations pluriannuelles plus solides ; tels sont les aspects qui apparaissent de plus en plus dans les régions françaises qui ont trouvé dans la production des fruits et des légumes des ressources riches de profits et de promesses.

CHAPITRE TROISIEME

LES MIGRATIONS ESSENTIELLES DES RURAUX VERS LES VILLES

La civilisation au cours du XIXe siècle est de plus en plus une civilisation urbaine. La ville s'impose dans l'économie, dans la société et dans la manière de vivre. Les campagnes, avant le XIXe siècle, avaient encore une certaine indépendance économique et sociale ; elles pouvaient vivre de leur vie propre, parfois d'une manière autarcique. Désormais, au cours du XIXe siècle et plus ou moins tôt ou plus ou moins tard selon les régions, ces campagnes françaises vont regarder vers la ville. Elles en dépendent pour l'écoulement de leurs productions, pour l'achat de produits fabriqués, pour se procurer des ressources complémentaires et des emplois, pour recevoir le trop plein de population qui ne peut plus vivre des revenus de la terre et des activités rurales traditionnelles. Ce transfert de population des campagnes vers les agglomérations urbaines est un phénomène très complexe car les aspects en sont très variés et très variables. Certaines régions, de montagnes surtout et aussi parfois de plaine, ont réussi à prolonger les anciennes migrations temporaires capables de freiner et de retarder l'installation prolongée ou définitive à la ville. D'autres, au contraire, n'ont jamais connu ces migrations temporaires salutaires et ont vu leurs sédentaires déçus abandonner leurs activités artisanales et industrielles familiales décadentes pour gagner la ville ou la zone industrielle sans transition, sans faire une tentative d'activité migrante temporaire. Le Limousin, l'Auvergnat, le Savoyard sont gens habiles, souples, expérimentés, adaptables à toutes les circonstances ; l'appel des villes les plus modernes ne leur fait pas peur et ils sauront trouver l'emploi qui maintiendra la migration temporaire ou qui les retiendra très longtemps ou même définitivement dans le milieu urbain plein de promesses et qu'ils connaissent depuis déjà longtemps. Ces migrants traditionnels ont vu évoluer les villes et restent libres de leur choix pour l'avenir. Il n'en est pas de même pour les ruraux qui n'ont guère pratiqué les déplacements temporaires : Normands, Champenois, Briards ou Beaucerons. L'agglomération urbaine risque de les absorber bien plus rapidement que les précédents.

Aussi, dans une assez longue période de transition (première moitié du XIXe siècle et qui se prolonge parfois bien au-delà), on assiste à la venue dans les villes de migrants temporaires traditionnels et de migrants définitifs ; ces derniers finiront d'ailleurs par l'emporter dans la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe siècle. Les migrants temporaires, dans cette croissance urbaine, ne veulent-ils pas profiter d'abord de l'offre énorme qui se présente pour construire les immeubles et tous les organes urbains (bâtiments publics et privés), pour exécuter ces gigantesques travaux d'urbanisme. D'autres seront portés vers les activités artisanales ou industrielles de productions. Mais les services (transports, commerces de détail, domesticité, etc...) attireront aussi des masses de migrants partis des campagnes avec le désir d'un retour prochain.

I - LES MIGRATIONS DU BATIMENT ET DES GRANDS TRAVAUX PUBLICS

Nous avons déjà constaté que les migrants temporaires maçons, particulièrement venus du Limousin, tenaient une place relativement importante avant la Révolution à Paris et dans les grandes villes situées autour du Massif Central. Sans doute, la période révolutionnaire est marquée par un affaiblissement provisoire des migrations du Bâtiment ; les troubles politiques, la guerre, les incertitudes économiques expliquent en grande partie le ralentissement, bien que les paysans-maçons limousins désireraient gagner quelque argent dans les migrations temporaires pour l'acquisition de terres provenant des biens nationaux. Avec le Consulat et le Premier Empire, la tranquillité intérieure, la confiance dans le régime, la reprise des affaires et les grands travaux urbains entrepris à Paris et à Lyon permettraient de penser que les migrations temporaires des ruraux pour l'industrie du bâtiment vont reprendre normalement. C'est ne pas tenir compte de la conscription qui dérange fortement les déplacements ; les migrations sont tantôt accrues (il part le plus de monde possible pour se cacher hors du département d'origine et éviter les départs pour l'armée), tantôt affaiblies (les levées militaires prennent les hommes les plus jeunes et les plus actifs). Les courants de migrations traditionnelles sont aussi dérangés car le jeune migrant-maçon, insoumis ou déserteur, change souvent de ville ou de région pour se soustraire aux recherches, même s'il dispose de faux papiers d'identité¹. Malgré ces circonstances très particulières, l'enquête (même imparfaite) du Premier Empire sur les migrations périodiques des ouvriers (1807-1813)² sera précieuse pour faire le point des migrations temporaires de l'industrie du Bâtiment pendant les premières années du XIXe siècle, avant que ne commencent les débuts de la nouvelle civilisation industrielle et urbaine.

En fait, c'est seulement à partir de la Monarchie de Juillet que débute réellement la grande période d'appel des migrants, spécialistes et manœuvres, dans les villes qui démolissent, ordonnent leurs quartiers, reconstruisent et s'étendent. On les voit sur les chantiers de grands travaux non seulement proprement urbains, mais en province au service des villes et pour l'établissement de moyens de transport modernes (routes, chemins de fer, canaux, ports, etc...). Dès lors, le Limousin, grand pourvoyeur de main-d'œuvre temporaire pour le bâtiment et les grands travaux avant le XIXe siècle, ne peut plus répondre à la demande, bien qu'il fournisse de gros effectifs de travailleurs. Il faut donc faire appel à d'autres régions françaises et même à l'étranger. Les migrations temporaires se diversifient de plus en plus, géographiquement. Comme les métiers du bâtiment et des grands travaux restent très longtemps manuels et artisanaux et que les machines sont lentes à être employées, les effectifs de migrants ruraux pour les chantiers ne cessent de s'accroître³.

10) AU DEBUT DU XIXe SIECLE, LE MASSIF CENTRAL EST LA GRANDE REGION DE RECRUTEMENT DES MIGRANTS TEMPORAIRES TRAVAILLEURS DU BATIMENT ET DES GRANDS TRAVAUX POUR LA PLUPART DES REGIONS FRANÇAISES.

Sous le Consulat et surtout sous le Premier Empire, le gouvernement, pour des raisons de prestige, pour réduire le chômage et pour mieux faire admettre les principes autoritaires du régime, entreprend de grands travaux à Paris et en province ; des facteurs économiques et militaires viennent progressivement s'y ajouter ⁴. Or, pour les démolitions d'édifices anciens croulants, pour les vastes aménagements d'urbanisme et pour édifier les constructions nouvelles, il faut une masse énorme de travailleurs : grosse main-d'œuvre de terrassiers et de manœuvres, spécialistes de la pierre et de la maçonnerie. Les villes, comme Paris et Lyon, ne possèdent pas assez de contingents importants pour mener à bien et rapidement ces travaux et il en est généralement de même pour des constructions en pleine campagne (routes et canaux). En cette période de reprise économique, jamais les migrations temporaires de ruraux pour les activités du bâtiment et des grands travaux n'ont paru aussi nécessaires. Pourtant, dans les projets et dans les comptes rendus relatant les étapes de l'exécution de ces travaux il n'est guère question de problèmes de main-d'œuvre, de savoir où on pourra la trouver et d'où elle vient. Ainsi, le ministre de l'Intérieur Champagny ⁵, au début de l'année 1806, dans un long discours au Corps législatif, fait le bilan des réalisations obtenues dans cette politique des grands travaux, il insiste sur les aspects financiers, économiques, urbains, architecturaux ; mais il ne dit mot sur les masses de travailleurs qui se sont déplacées et à qui l'on doit les réalisations. La peine des modestes ne compte guère et si une enquête spéciale sur les migrations périodiques de travailleurs commence l'année suivante (en 1807), des raisons militaires et politiques autant qu'économiques n'y sont certainement pas étrangères.

D'après l'enquête officielle de 1807-1813 quelles sont les régions françaises qui fournissent la grosse main-d'œuvre migrante (terrassiers et manœuvres) et celles qui ont l'habitude de procurer des spécialistes très recherchés (tailleurs de pierre, maçons, charpentiers, couvreurs, etc...) ? Vers quelles régions et vers quelles villes se dirigent-ils et pour quels travaux ? Les insuffisances de l'enquête officielle peuvent parfois être remédiées par des informations administratives ou privées. Mais il reste bien des problèmes à résoudre et des vides à combler pour les chercheurs. Entre l'Etat qui établit des projets et passe des contrats et les masses de migrants travailleurs qui exécutent les tâches, il y a des entrepreneurs qui doivent nécessairement s'occuper des problèmes essentiels de main-d'œuvre. Or, ce sont ces intermédiaires qui pourraient nous renseigner, mais leurs archives manquent.

A) L'enquête du Premier Empire (1807-1813) montre un nombre relativement limité de départements pour le recrutement des spécialistes.

Les deux grandes catégories de travailleurs migrants temporaires pour l'industrie du bâtiment et des grands travaux publics, grosse main-d'œuvre (surtout terrassiers et manœuvres) et spécialistes (nombreuses variétés), sont très difficiles à analyser au début du XIX^e siècle. En effet, ces travailleurs migrants ne réservent pas toujours tout leur temps de déplacement aux activités industrielles sur lesquelles nous portons notre attention. Tel terrassier ou manœuvre passera facilement des grands travaux publics (routes, canaux, ports) aux tâches purement agricoles pour des particuliers

(défrichement, creusement des fossés, piochages, etc...). Son manque de spécialisation et la seule force physique intervenant, il se portera vers les offres de salaire élevées et d'un long travail assuré. Mais, dans cette économie encore très traditionnelle, il en est souvent de même pour des spécialistes de la construction : le maçon limousin travaillant dans les villages, les bourgs et les petites villes, alternera l'élévation des murs et les « fauchaisons » des seigles, des avoines et des fourrages comme on peut facilement le constater dans les campagnes briardes⁶. Ces remarques montrent que les phénomènes migratoires intéressant le bâtiment et les grands travaux publics sont complexes et fragiles. Pourtant, c'est encore à propos des spécialistes que l'analyse est la plus facile à mener.

a) Les vingt-huit départements de recrutement forment essentiellement trois zones très inégales.

Les départements de recrutement, au nombre de vingt-huit (moins du tiers des départements de la France actuelle), forment trois zones très inégales, en laissant de côté trois départements isolés (Nord, Moselle, Haute-Garonne)⁷. La plus grande zone s'étend de Lyon à la Gironde et comprend quinze départements, c'est-à-dire plus de la moitié des départements de recrutement. La seconde zone, celle de l'Ouest, est déjà beaucoup moins remarquable ; elle est à cheval sur la Bretagne, la Normandie et le Maine et comprend sept départements. La troisième zone, très réduite, se place dans les Alpes du Nord, en Savoie et en Dauphiné, avec trois départements.

La première grande zone centrale est assez curieusement constituée. Elle est formée d'une partie du Massif Central (les trois départements limousins : Haute-Vienne, Creuse et Corrèze ; les trois départements auvergnats : Puy-de-Dôme, Cantal, Haute-Loire ; la Loire et le Rhône), du nord du Bassin Aquitain (Charente, Dordogne, Gironde) et des marges de contact entre Massif Central, Bassin Parisien et Massif Armoricaïn (Deux-Sèvres, Vienne, Indre, Cher). Il est à remarquer que le sud du Massif Central, pourtant pauvre ne prend pas part à ce type de migration, ainsi que le Nord-Est du Massif (Allier, Nièvre et partie occidentale de la Saône-et-Loire). Par contre, certaines lisières du Bassin Aquitain et du Bassin Parisien (mais pas toujours les départements les plus pauvres comme le Lot) ont ajouté leurs contingents à ceux du Limousin qui a toujours donné le gros de l'armée des travailleurs migrants. Cette participation, dont on ne sait si elle est récente ou ancienne, peut s'expliquer par l'esprit d'imitation ; voyant passer régulièrement les migrants maçons limousins se rendant à leur région de travail et voyant les gains qu'ils rapportent, des ruraux des départements voisins ont voulu les imiter. Cette hypothèse demanderait des recherches pour la période qui a précédé le XIX^e siècle. D'ailleurs, ce sont souvent des cantons limitrophes du Limousin qui procurent les contingents les plus importants : ainsi, dans l'Indre, le canton de Saint-Benoît a 150 migrants temporaires maçons. Les préfets du Premier Empire de ces départements marginaux ne précisaient pas toujours eux-mêmes la présence de ces migrants de la construction dans leur département et c'est par les rapports des préfets des départements d'accueil que nous apprenons l'existence de ces travailleurs

nomades. Ainsi, en Gironde, rien n'est dit sur les départs périodiques de maçons et de tailleurs de pierre ; c'est le rapport rédigé dans les Landes (qui reçoit ces migrants) qui nous donne le renseignement. Les nombreux recoupements et les précisions apportées par les départements de départ et les départements d'accueil permettent seuls d'avoir des indications suffisantes, sinon complètes.

L'exemple de l'Auvergne est intéressant à analyser pour mesurer les difficultés rencontrées pour obtenir quelques précisions. Si l'on examine les rapports des trois préfets des départements auvergnats (nous y comprenons la Haute-Loire dont une partie se situe en Auvergne), on ne parle guère des migrants temporaires de la province, spécialisés dans les activités de la construction. Dans le long rapport du Cantal, c'est l'oubli total. Or, de nombreux préfets de départements d'accueil signalent l'emploi de migrants travailleurs du Bâtiment venus du Cantal (Charente-Inférieure, Indre, Loire, Rhône, Côte-d'Or, Loiret, Seine-et-Marne, Aisne, etc...). Sans doute, le préfet du Cantal juge cette activité comme secondaire et il préfère insister sur les activités essentielles de ses administrés : commerce ambulant, petits métiers comme ceux des chaudronniers, services comme les porteurs d'eau. Dans le Puy-de-Dôme, le préfet Ramond n'oublie pas les maçons des deux arrondissements de Riom et de Clermont-Ferrand ; ce sont les cantons de l'Ouest proches de la Creuse qui fournissent les plus gros contingents et particulièrement la Combraille auvergnate (surtout le canton de Pontaumur) ⁸. Dans cette Combraille, les migrations de maçons sont anciennes ⁹ ; en 1788, les aides-maçons partent dès l'âge de 12 ans à Landogne et l'Assemblée provinciale d'Auvergne, dans son enquête, estime que dans ce canton de Pontaumur, 10 % de la population forme l'effectif des migrants maçons. Mais dans certaines paroisses les taux sont très élevés : à Combraille, 69 migrants sur 73 hommes valides (soit 94 %), à Miremont, 110 sur 120 (soit 91 %), à Puy-Saint-Gulmier, 106 sur 120 (soit 88 %) et à Condat, 180 sur 300 (soit 60 %). L'Assemblée provinciale d'Auvergne de 1788 n'est pas très favorable à cette migration temporaire des maçons ; mais elle constate que cette pratique est une nécessité, car à Queuille (actuel canton de Manzat), « la jeunesse qui n'a pas de quoi vivre chez elle va à la maçonnerie, ou à la soie » ¹⁰. D'après Suzanne Delaspre ¹¹, les migrations de maçons dans la Combraille auvergnate apparaîtraient comme relativement récentes et se seraient développées dans la seconde moitié du XVIII^e siècle par suite de l'influence des régions voisines, la Marche et le Limousin. Cette nouvelle migration temporaire remplace alors de plus en plus des migrations traditionnelles (scieurs de long, pionniers, peigneurs de chanvre). Sans doute, la migration des maçons est plus lucrative et plus agréable, car elle se pratique durant la belle saison. Cependant elle oblige à changer non seulement le rythme annuel de vie, mais les activités ; dès lors, les maçons ne peuvent plus guère s'occuper de leurs terres, sauf dans la dernière partie de leur vie quand ils abandonnent définitivement la vie migrante pour rester toute l'année dans leur famille. Les exemples de changement d'activité dans la migration temporaire pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle ne manquent pas pour cette partie nord-ouest du Puy-de-Dôme. A Combraille (canton actuel de Pontaumur), en moins de trente ans la migration pour la construction est organisée et développée : 5

domestiques-migrants en 1760 et 80 hommes célibataires ou mariés vont « à la maçonnerie » ou « à la scie » en 1788¹². A Puy-Saint-Gulmier (même canton), aucun migrant temporaire vers 1770, mais plus de 100 (106 comme nous l'avons cité plus haut) en 1788¹³, 80 partent déjà en 1785 (maçons et scieurs de long et l'on peut passer facilement d'une activité à une autre)¹⁴. Le choix de l'activité dans l'industrie de la construction semble donc bien fait avant la Révolution et les migrants temporaires de la Combraille auvergnate ne changeront pas facilement de métiers au cours du XIX^e siècle car l'offre de travail et les gains sont relativement importants. Dans la partie de l'Auvergne la plus éloignée du Limousin, c'est-à-dire en Haute-Loire, le préfet ne se donne pas la peine de signaler les maçons parmi les migrants temporaires, car sans doute, là comme dans le Cantal, d'autres activités l'emportent de beaucoup et c'est le préfet du Loiret qui note leurs travaux. Il en est de même pour la Loire qui envoie des maçons dans la Nièvre : présence remarquée par le préfet de Nevers. Tandis que le Rhône, qui a pourtant besoin d'importants contingents de travailleurs pour les constructions, est fournisseur de migrants-tuiliers originaires de la commune de Loire (actuel canton de Condrieu). Tout cela compte assez peu à côté de la grande région de recrutement du Massif Central : le Limousin.

b) Le Limousin et particulièrement la Creuse est la grande région de départs des migrants maçons.

Parmi les départements qui fournissent les plus gros contingents de migrants temporaires, ceux du Limousin tiennent les premières places. Mais si l'on retient seulement les migrants travailleurs spécialisés dans la construction et les grands travaux, les départements de la Creuse, de la Haute-Vienne et de la Corrèze se placent de très loin en tête des départements français. Cependant les rapports ou les « Statistiques » (analyses publiées et reposant sur les données statistiques) sont de valeur très inégale et ne permettent pas toujours de comparer les diverses parties géographiques du Limousin. Les renseignements les plus détaillés et les plus précis sont certainement ceux de la Creuse. Par contre, la Corrèze et surtout la Haute-Vienne ont des administrateurs plus négligents ; ils ne se donnent pas la peine de pousser les enquêtes¹⁵.

La Creuse, lors de l'enquête sur les migrations périodiques (résultats de 1810), a 10.857 travailleurs de la construction et des travaux publics qui vont offrir leurs services hors du département : 9.333 maçons, 175 tailleurs de pierre, 459 couvreurs, 464 charpentiers, 336 tuiliers, 90 paveurs. Il faudrait aussi y ajouter les 2.092 scieurs de long qui préparent des matériaux qui souvent seront utilisés pour la construction. Ce qui fait alors un total de 12.949 travailleurs. Dans le premier cas c'est 82 % des migrants. Dans le second, c'est 97 %. Sur un total de 13.217 migrants n'y échappent que 268 peigneurs de chanvre et de laine. Jamais pour une aussi importante migration temporaire nous ne trouvons une spécialisation aussi poussée et c'est là un fait très ancien qui a donné aux travailleurs creusois une réputation telle qu'ils sont recherchés, appelés de très loin et très souvent engagés d'avance pour une « campagne » qui dure généralement du mois de mars au mois de novembre. Cette migration de belle saison qui, par suite de la nature des travaux, ne peut

être pratiquée qu'en dehors des moments de gel et de grands froids.

L'ancienneté de la migration des maçons creusois est attestée par de très nombreux documents. On a beaucoup parlé de la participation des travailleurs creusois au siège de La Rochelle, car l'œuvre a frappé les imaginations. Mais entre le XIII^e siècle et le XVIII^e siècle, des textes mettent en relief un courant permanent de déplacements. En 1892, on découvre en effet un document important : un certificat est délivré en 1287 par la prévôté de Paris à un tailleur de pierre de La Souterraine (Creuse) : Etienne de Bonneuil ; ce dernier doit partir en équipe avec quelques compagnons pour la Suède (construction de l'église d'Upsal) ¹⁶. Les anciens terriers, les contrats d'apprentissage avant départ, les rôles de taille, les contrats de mariage, les testaments, etc... mentionnent les migrations de maçons comme un fait normal, traditionnel. Au XVII^e siècle, les textes montrent comment se fait le recrutement et les associations et sans doute les mêmes procédés se maintiennent jusqu'au XIX^e siècle. Un exemple de 1607 : deux maçons s'associent pour la campagne de migration, l'un est de Vallière (canton de Felletin actuellement), l'autre est de Saint-Médard (canton de Chénérailles assez éloigné, que sépare le canton d'Aubusson) : « Le troisième jour du moy de mars mil six centz sept... Sçavoir d'aller travailler par ensemble et moytié gain au pays de Poitou dud art de masson l'année prochaine et partir mescredy prochain et payer du gain qu'ils feront par moytié trente neuf livres pour le loyer de deutz servants que ledict Jacob a louer et du surplus dudit Jacob en prandra dix livres et le surplus sera partaigé entre eutz et s'ils louent d'autres servants seront payer par moytié... et de supporter la nourriture et charges desd. servants par moytié » ¹⁷. Comme on peut le constater par ce texte, la migration est déjà organisée et dirigée ; elle repose sur une équipe. Un autre document, de 1647, montre que le contrat d'apprentissage est passé en bonne et due forme pour apprendre le métier pendant la durée de la migration. Or, le maître tailleur de pierre et l'apprenti sont de cantons assez éloignés l'un de l'autre (Pionnat, canton d'Ahun et Saint-Bard, canton du Crocq) ; cela peut s'expliquer par les nombreuses relations sociales établies durant les déplacements et les séjours. Le 23 avril 1647, le contrat est passé entre « personnellement estably Estienne Martin, maître tailleur de pierre du village de la Petite Baleyte, paroisse de Pyonnat, travaillant ordinairement en la ville de Paris (et) Louys Pilon, natif de la paroisse de Saint-Barq en Auvergne » (aujourd'hui dans la Creuse) ¹⁸, il est prévu que 35 livres seront payés au maître pour la nourriture et le blanchissage et cela jusqu'à « Noël prochain ».

Avant le XIX^e siècle, les migrants maçons de la Creuse fréquentaient autant l'étranger que la France ; mais cette dernière semble seule choisie au début du XIX^e siècle. En 1695, l'intendant de la généralité de Moulins et son subdélégué de Guéret rédigent un mémoire faisant connaître que 6.000 migrants se déplacent : « Comme ces pays sont mauvais et peu habitables, les habitants ont recours à l'industrie pour vivre. Presque tous ceux qui sont en état de travailler quittent leur pays au mois de mars et vont travailler en Espagne et dans toutes les provinces de ce Royaume, les uns comme manœuvres-maçons, les autres comme scieurs de bois au long et de bleds, laissant à leurs femmes et aux invalides le soin de faire leurs chétives moissons

et de nourrir leurs enfants »¹⁹. On remarquera que les activités des migrants sont encore variées au XVIII^e siècle et que le choix de la maçonnerie se fera progressivement. Mais sans doute les guerres de la Révolution et de l'Empire ont obligé les migrants à ne travailler qu'en France ; les migrations à l'étranger sont abandonnées.

Les raisons du développement de la migration et du choix des activités de la construction sont anciennes et encore valables au début du XIX^e siècle. La raison fondamentale est d'abord la pauvreté du sol qui ne peut nourrir toute la population et lorsque la natalité augmente, la surcharge devient excessive. En 1631, les assemblées de Guéret et d'Aubusson insistent sur cette pauvreté et sur la nécessité des migrations. Un texte de 1636 constate les déplacements comme un phénomène traditionnel : « La plus grande part des habitants sont contraints en sortir tous les ans pour se meller de massonnerie et y gagner leur vie en autre province de ce royaume, où ils sont vulgairement appelés limousins à cause du voisinage de ceste province du Limousin »²⁰. Mais la pauvreté des ressources locales n'explique pas tout. La raison, souvent évoquée aussi, est certainement le grand besoin de numéraire. La province n'a pas de bonnes communications et cela gêne la naissance et le développement d'activités artisanales, industrielles et commerciales. Il est difficile d'écouler vers l'extérieur les quelques productions agricoles valables, faute de routes. Aussi, bien peu d'argent rentrerait dans la province sans les migrations temporaires. Celles-ci ne sont pas du tout gênées par le manque de communications, car les travailleurs sortent et rentrent par de simples sentiers qu'ils connaissent bien. Ce besoin d'argent liquide est reconnu par les autorités, comme l'intendant Le Vayer en 1695²¹ : « Ils reviennent à la fin novembre et rapportent tout l'argent qu'ils ont gagné et amassé pendant l'été par leur travail et par leur économie, car ils ne vivent que de pain et d'eau et d'un peu de beurre et de fromage, et de l'argent qu'ils ont amassé ils payent leurs tailles et autres charges publiques à leur retour. On prétend qu'ils sortent tous les ans plus de 6 mille hommes et que leur industrie seule met cette province en état de soutenir les charges publiques ». En 1763, un texte anonyme sur la Marche²² vient encore souligner ce grand besoin de numéraire : « Le cultivateur paye plus de taille qu'il ne retire de son bien quand il veut l'affermier. Plusieurs quittent la charrue et deviennent maçons ; d'autres s'expatrient... ». Si l'activité artisanale ambulante de la construction a été choisie et apparaît de plus en plus préférée par le migrant temporaire, c'est qu'elle finit par rapporter des gains convenables. Mais le succès ne s'explique que par la résistance physique, l'habileté manuelle, le sérieux du travail, l'honnêteté des prix proposés pour exécuter les tâches demandées. La réputation du maçon limousin a conduit à une concentration de la migration sur des métiers de la construction et à un abandon des autres activités ambulantes moins rémunératrices. Lorsque l'enquête du Premier Empire a lieu, l'évolution est presque accomplie dans la Creuse, mais elle semble moins nette dans les deux autres départements limousins (Haute-Vienne et Corrèze) qui ont des migrations plus variées et parfois moins tenaces.

Dans la Haute-Vienne, nous disposons de la « Statistique » du préfet Texier-Olivier qui date de 1808, moment de la grande enquête sur les migrations périodiques ouvrières du Premier Empire (le dossier est absent

pour ce département important) ²³. Bien que les contingents de migrants temporaires paraissent inférieurs à ceux de la Creuse, ils sont encore remarquables : « Les Limousins sont accoutumés à des émigrations périodiques qui conduisent plusieurs d'entre eux, chaque année, dans les différentes contrées de la France. On connaît partout leur patience, leur sobriété et leur assiduité au travail. Il sort annuellement des parties montueuses des arrondissements de Limoges et de Bellac 8 à 9.000 maçons qui vont travailler dans les départements de la Seine, du Rhône et du Léman ». Nous verrons que les maçons de la Haute-Vienne sont presque aussi connus dans les départements que ceux de la Creuse. A propos des enquêtes sur les difficultés de la conscription, le même préfet Texier-Olivier confirme ses chiffres et même, en 1806, évalue à 10.000 le nombre de migrants temporaires absents ²⁴. Le phénomène est là aussi ancien que dans la Creuse ; au cours du XVIII^e siècle, la masse du courant s'est accrue, comme l'attestent les plaintes des cahiers de doléances ²⁵. Mais déjà au XV^e siècle, les travailleurs, comme ceux de la Marche, sont signalés en Espagne « pour y faire les œuvres de mains que l'Espagnol ne saurait faire à cause de la pesanteur de ses actions » ²⁶. Les activités de migrations devaient encore être diverses avant le XVIII^e siècle et c'est durant ce dernier siècle que quelques métiers sont plus précisément choisis : maçons, scieurs de long particulièrement. Au début du XIX^e siècle, le préfet Texier-Olivier met encore en relief une relative diversité des activités des migrants : « A l'exemple de leurs pères, qui s'expatrient annuellement pour aller travailler des métiers de maçons ou de scieurs de long, des jeunes gens sont partis à diverses époques... Des cultivateurs des arrondissements de Bellac et de Rochechouart abandonnent également leurs foyers pour aller couper les foins, et faire les vendanges dans les départements de la Charente, de la Charente-Inférieure, de la Vienne et de l'Indre... » ²⁷. Comme on le constate par ce texte, les habitudes migrantes existent dans la Haute-Vienne comme dans la Creuse. Bien que les migrations soient moins concentrées sur une catégorie d'activités (la Construction), la première place est pourtant occupée par les maçons. Aussi l'on s'étonne de voir affirmer pour 1815 que les habitants de la Haute-Vienne n'émigrent guère ²⁸. Les guerres du Premier Empire et la conscription ont même eu pour résultat de voir encore se développer un courant très ancien ²⁹ : « Les émigrations qui avaient lieu de temps immémorial, dans les parties montueuses des arrondissements de Bellac et de Limoges, se sont multipliées à l'infini. L'espoir de n'être pas connu dans des pays où il est difficile de constater l'identité d'un acte de naissance emprunté, qui fait paraître vieux ou plus jeune, celui qui en est porteur, a été la cause de ces émigrations excessives ». Ainsi, la migration est devenue « le seul moyen qu'aient employé les jeunes gens de cette classe (paysanne), pour échapper au service militaire... Un grand nombre s'est expatrié ».

Mais le préfet Texier-Olivier reconnaît que si la migration a des inconvénients militaires, elle a aussi des avantages économiques et sociaux : « Lorsque ces sortes d'émigrations étaient renfermées dans de justes bornes, elles étaient avantageuses aux contrées où elles étaient en usage ; elles y remplaçaient jusqu'à un certain point les manufactures et les établissements de commerce ; elles y versaient quelque numéraire qui suppléait aux

ressources locales et qui donnait la facilité de payer les charges publiques ; d'ailleurs il y restait toujours assez d'individus pour cultiver des montagnes sauvages et stériles ; il y en avait toujours trop pour consommer les produits de la culture. Mais le taux excessif auquel s'est élevé le salaire des ouvriers dans des départements plus riches que celui de la Haute-Vienne, l'appât d'un gain plus considérable, ont beaucoup trop multiplié les émigrations dont nous parlons »³⁰. Naturellement, le préfet responsable de la levée de la conscription voit dans l'augmentation des migrations des raisons jugées mauvaises, mais qui deviendraient bonnes dans une période de paix et de vie normale. Le migrant-maçon de la Haute-Vienne fait l'admiration du préfet pour sa fidélité au pays natal où il revient chaque hiver et où il se retire après une vie ambulante très active : « Cela n'empêche pas cependant que l'habitant de la Haute-Vienne, parcourant le monde pour gagner sa vie, n'affectionne constamment le pays de sa naissance ; les belles contrées, sur lesquelles il promène sa laborieuse industrie, lui font rarement oublier ses montagnes. Quelle que soit la distance à laquelle il s'éloigne, quelle que soit la fortune qu'il acquière dans d'autres pays, il conserve toujours pour le sien un attachement et une prédilection qui l'y ramènent tous les ans dans la saison des hivers ; alors il vient porter à sa famille le produit de ses épargnes et acquitter ses contributions. Si l'âge et l'affaiblissement de ses forces ne lui permettent plus de voyager, il reprend sans effort ses premières habitudes, et redevient cultivateur ; il se félicite chaque jour de ce que sa destinée lui a permis de venir terminer sa carrière dans les bras de ses enfants, et mêler sa cendre avec celle de ses pères ».

Pourtant ce migrant-maçon n'est pas toujours attaché à son village par une propriété foncière personnelle. Le préfet Texier-Olivier, pour lutter contre l'insoumission et la désertion militaire, ne peut saisir les biens des migrants car il s'agit de non-propriétaires, de fermiers et de métayers³¹ : « En général, les paysans du Limousin n'y sont pas propriétaires ; ils sont presque tous colons à part de fruit, changent presque annuellement de maître et d'exploitation, n'ont rien en propre et leur pauvreté est pour eux un prétexte comme un moyen de demeurer sourds à la voix de l'administration et de se jouer des amendes et des condamnations ». Ces remarques ont été écrites en 1806 ; d'autres, de 1809, sont encore plus précises³² : « Votre étonnement diminuera encore en apprenant que les cinq sixièmes au moins des habitants de la campagne ne sont pas propriétaires, qu'ils ne sont que cultivateurs à portion de fruits sur un terrain excessivement stérile, que le produit de leur travail suffisant à peine à les nourrir, ils ne peuvent presque jamais acquérir et que leur pauvreté, les faisant se jouer des condamnations à l'amende et des frais de garnison, loin de porter leurs enfants (qui sont migrants) à l'obéissance à la loi, ils emploient au contraire leur autorité à favoriser ou à faire naître leur résistance ». Si ces migrants-maçons ne sont pas propriétaires ruraux et si dans les années à venir ils ne font pas l'acquisition de biens fonciers avec les économies rapportées des migrations, on peut se demander quel sera leur comportement quand la civilisation urbaine et industrielle se développera : resteront-ils encore attachés à leur pays d'origine ou ne s'en détacheront-ils pas facilement ?

Dans la Corrèze, les mêmes aspects que dans la Haute-Vienne

apparaissent : migrations temporaires très variées avec une prédominance de maçons, mais les effectifs semblent ici beaucoup plus faibles que dans les deux autres départements limousins. Le rapport sur les migrations périodiques³³ n'indique que 1.700 départs, répartis dans les deux arrondissements élevés et pauvres de Tulle (700) et d'Ussel (1000) et à l'exclusion de l'arrondissement riche de Brive. Mais nous sommes déjà sur les limites de l'Auvergne et cela se traduit par des différences très marquées entre les deux arrondissements montagnards : celui de Tulle fournit surtout des maçons qui s'absentent pendant la belle saison et ce sont bien là dans des habitudes limousines ; par contre, beaucoup de migrants partant de l'arrondissement d'Ussel font des déplacements d'hiver en majorité et les activités sont beaucoup plus variées : scieurs de long, batteurs de grains, cardeurs de laine, cordonniers, fondeurs d'étain, chaudronniers, etc..., mais si les maçons ont moins de place que dans le reste du Limousin, ils sont néanmoins représentés, particulièrement dans les cantons les plus proches de la Creuse. Comme dans la Haute-Vienne, le préfet se plaint des jeunes migrants insoumis ou déserteurs : « les quatre-cinquièmes des conscrits appartiennent à des familles de métayers qui n'ont ni propriété ni domicile fixe »³⁴ ; « Ils vont dans les départements voisins ou éloignés travailler à la scie ou à la maçonnerie... ; cette émigration sera toujours funeste à la conscription du département »³⁵. Au XVIII^e siècle, le courant de migration s'était déjà développé comme l'attestent les cahiers de doléances d'Affieux (actuel canton de Treignac)³⁶. L'application de la conscription a pour résultat d'accroître provisoirement les départs du fait des insoumissions ; aussi, les statistiques fournies par le préfet de la Corrèze semblent faibles et doivent sans doute correspondre aux données anciennes. Les effectifs réels sont d'ailleurs difficiles à préciser pour ces migrants temporaires car non seulement ils cherchent à échapper à tous les contrôles, mais leurs parents sont des métayers qui changent très souvent de communes pour se soustraire aux contraintes et aux condamnations des autorités responsables de la conscription. Un texte de 1807 est très significatif³⁷ : « La population des communes rurales qui composent les cantons qui sont ingrats en conscription se compose généralement de familles de métayers presque annuellement remuantes et passagères ; cela leur est d'autant plus aisé que n'ayant ni meubles ni immeubles et qu'étant, en raison de la rareté des bras, réclamées à l'envie par les propriétaires étrangers, elles n'ont qu'à suivre le premier caprice qui les donne aux uns plutôt qu'aux autres et toujours aux nouveaux de préférence. De là ces listes de communes surchargées de jeunes gens qui en sont originaires et qui n'ont plus ni bien, ni parents, ni connaissances ; l'autorité incertaine sur la question de savoir s'ils sont ou non existants, s'ils rentreront ou non dans le lieu de leur naissance les maintient sur les tableaux... ».

Ainsi, dans ce vaste espace de l'ouest du Massif Central que l'on désigne généralement sous les noms de Marche et de Limousin, les nuances doivent être bien établies au début du XIX^e siècle dans le domaine de recrutement des travailleurs migrants du bâtiment, La Creuse apparaît comme le noyau central de la zone de départ, avec une auréole plus ou moins large qui s'étend sur la Combraille auvergnate, une grande partie des départements de la Corrèze et

de la Haute-Vienne et qui déborde sur les lisières méridionales du Bassin parisien (Berry et Poitou). Mais le recrutement paraît aussi plus assuré en Creuse qu'en Haute-Vienne ou qu'en Corrèze, car dans le premier département il y a beaucoup de migrants petits propriétaires ruraux dont les familles sont bien fixées au sol, tandis que dans les deux autres, la classe des métayers rend moins solide l'attachement à la région et à la migration temporaire ; beaucoup de fils de métayers voulant profiter des circonstances iront plus facilement travailler dans des usines rurales voisines (surtout en Haute-Vienne) ou s'installeront dans les villes anciennement fréquentées.

Aussi, les cantons-types de recrutement des migrants-maçons sont dans la Creuse. L'augmentation des départs a été nette au cours du XVIII^e siècle : 6.000 en 1695, 12.000 en 1763, 15.000 en 1768³⁸. Au début du XIX^e siècle, le contingent minimal estimé par l'administration préfectorale est de 13.217. Mais pour les uns l'affaiblissement s'explique par les prélèvements des militaires, pour d'autres, la peur de la conscription et le désir d'y échapper conduisent les jeunes ruraux à partir encore plus nombreux qu'autrefois en migration ; aussi les effectifs de travailleurs migrants dépasseraient de beaucoup les 15.000. Avec les 10.000 de la Haute-Vienne et les 2.000 de la Corrèze, la province du Limousin, vers 1810, aurait ainsi au moins 27.000 hommes sur les chantiers d'un grand nombre de départements. Les cantons de la Creuse les plus intéressés par les migrations temporaires sont topographiquement dans le sud-est du département (régions pauvres de la Combraille et du Plateau de Millevaches). Les deux cantons qui donnent, chacun, plus de 1.000 migrants sont ceux de La Courtine (1.069) et de Felletin (1.101). Mais si nous tenons compte, pour calculer des taux de migrants, de toute la population (recensement de 1806), nous retenons trois cantons ayant plus de 10 % : La Courtine (17,9 %), Gentioux (12,7 %) et Auzances (11,2 %). Les cantons situés à l'est et au sud d'Aubusson ont donc grand besoin des déplacements annuels pour vivre. Aussi, tenir compte de toute la population (et pas seulement des adultes hommes) pour le calcul des taux est ici normal ; un père de famille ayant nombreux enfants et vieux parents à charge est plus poussé à faire les migrations que tout autre pour subvenir aux besoins de la famille. Si les hommes adultes représentent une moyenne de 33 % (environ le tiers) de la population totale, le taux du canton de La Courtine avec 17,9 % indique que plus de la moitié des hommes actifs de 20 à 50 ans prennent part à la migration temporaire. C'est d'ailleurs dans ces cantons à forts départs que l'on rencontre des spécialisations dans les métiers de la construction.

c) La diversité des spécialistes du bâtiment dans les migrations temporaires du Massif Central et des autres régions françaises.

L'enquête du Premier Empire sur les migrations périodiques ne montre pas seulement l'aspect quantitatif des déplacements, elle s'arrête aussi sur les aspects qualitatifs en mettant en relief toute la diversité des activités intéressant la construction et les grands travaux publics. Nous voyons des migrants dans tous les métiers. Aussi bien pour la préparation des matériaux de base (pierre, brique, tuile, bois) que pour la mise en place et le finissage. L'artisanat s'est spécialisé et s'est organisé aussi minutieusement que dans une

ville de travailleurs sédentaires.

Pour les matériaux de base, les tailleurs de pierre, les carriers, les ardoisiers, les tuiliers, les briquetiers, les scieurs de long constituent un groupe important mais très dispersé. Là encore, ce ne sont pas toujours les préfets des départements de départ qui nous renseignent, mais plus souvent ceux des départements de travail. Ainsi, dans la grande zone du Massif Central et de ses bordures, les tailleurs de pierre, alors très recherchés pour la construction de beaux immeubles, sont recrutés dans les trois départements limousins, dans les deux départements auvergnats (Puy-de-Dôme et Cantal), dans le Poitou (Vienne et Deux-Sèvres) et même la Gironde, qui a pourtant grand besoin de ses tailleurs de pierre, en envoi dans les départements voisins. Mais une autre région française en a donné beaucoup et semble même plus spécialisée dans ce domaine que le Massif Central ; l'Ouest normand est vraiment le pays des migrants carriers et tailleurs de pierre. Nous sommes au contact des terrains anciens et des terrains récents ; granits et calcaires ont permis un bon apprentissage pour les ruraux de la Manche, de l'Orne et du Calvados, tandis que les villes du littoral, de la Basse-Seine et l'agglomération parisienne constituaient des centres proches pour l'exercice des talents. Mais si des ruraux bas-normands travaillent encore en sédentaires pour préparer des pierres servant ensuite dans les villes, on constate que le transport toujours difficile d'un matériau très lourd et encombrant comme la pierre, peut être évité. C'est alors le travailleur qui se déplace pour exercer ses talents le plus près possible des villes, dans les carrières ou les ateliers de banlieues urbaines. Et même lorsque les blocs de pierre sont transportés par un moyen plus facile et plus économique (par eau), ils ne sont que dégrossis et c'est sur le chantier de l'immeuble en construction que se fait la taille délicate et définitive. Si l'on compare deux départements comme le Calvados et la Creuse, on constate que le premier fournit au moins 1.100 tailleurs de pierre (950 pour Paris et 150 pour la Basse-Seine, mais il y a d'autres ports ou villes qui attirent), alors que le second ne recense au départ que 175 de cette spécialité (dont 100 du canton de Guéret et les autres des cantons situés au nord de cette ville). Ainsi, pour la taille des pierres de construction, la Basse-Normandie l'emporte nettement sur le Limousin. Cependant, ce sont très souvent d'anciens carriers limousins ou marchois qui ont préféré le métier de maçon à celui de tailleur de pierre et c'est sans doute ce choix qui explique les plus faibles contingents limousins. Néanmoins, une autre spécialité, assez voisine, celle de la taille des pavés, est restée assez vivace dans un canton creusois en 1810 (90 paveurs dans le canton de La Souterraine) et dans un autre canton de la Haute-Vienne : Saint-Sulpice-les-Feuilles. Dès le XVI^e siècle, le pavage généralisé dans les villes a orienté certains migrants limousins et marchois et la tradition s'est maintenue ³⁹. Tailleurs de pierre de Basse-Normandie et du Limousin, paveurs marchois se retrouvent d'ailleurs sur les mêmes chantiers, particulièrement parisiens. Il n'en est pas toujours de même des migrants venus d'une région alpine et qui font preuve de plus d'indépendance dans leurs déplacements : les travailleurs du Massif du Giffre (Faucigny, département du Léman, actuellement Haute-Savoie).

Cette troisième zone de recrutement des tailleurs de pierre, après les zones centrale et normande, est très limitée en étendue mais a joué un rôle

particulier en France et en Suisse ⁴⁰. Les résultats généraux de l'enquête du Premier Empire dans le département du Léman nous font connaître que l'arrondissement de Bonneville fournit annuellement 450 maçons et tailleurs de pierre. Mais la correspondance du sous-préfet de Bonneville nous apporte quelques détails plus précis. La spécialisation dans le travail de la pierre (taille et utilisation) est certainement très ancienne dans la vallée du Giffre ; elle est devenue solide et bien organisée en corporation au XVIII^e siècle. La migration temporaire se fait de Pâques à la Noël. La Société de compagnonnage, groupant tous les travailleurs du bâtiment, s'appelle « Les Trois Couronnés ». Le recrutement s'opère surtout dans deux centres importants : Taninges et Samoëns (deux chefs-lieux de cantons actuels de la Haute-Savoie). Les travailleurs sont certainement moins spécialisés qu'ailleurs, car ils doivent être selon les circonstances tailleurs de pierre ou maçons. Et ces circonstances sont devenues très difficiles pour eux pendant la période de la Révolution et de l'Empire. Les effectifs varient beaucoup d'une année à l'autre. Avant la Révolution française, ils avaient l'habitude de fréquenter la Savoie, Genève, la Bourgogne, l'Est de la France et la Suisse ; Lyon aussi les attirait. Mais les difficultés politiques ont dérangé cette migration temporaire. Le migrant s'était habitué à une zone géographique différente de celles des travailleurs du Massif Central et de l'Ouest normand. Un centre aussi actif que Genève n'est plus attractif sous le Premier Empire ; les chantiers cessent provisoirement. Alors d'anciens migrants doivent abandonner leurs déplacements traditionnels et ne s'occupent que de leurs cultures. D'autres acceptent d'aller travailler dans des régions nouvelles : Bassin parisien particulièrement. Mais en 1812, les jugements sont très pessimistes : « cette branche d'industrie baisse depuis vingt ans » dit Samoëns qui signale pourtant à ce moment le départ de 400 migrants. C'est dire que dans les périodes de paix et de prospérité les effectifs devaient être certainement considérables. Il y a là une zone de recrutement que l'on doit retenir. Une petite commune comme Morillon (canton de Samoëns) a 81 migrants tailleurs de pierre maçons en 1812. Aussi, non seulement les effectifs varient d'une année à l'autre, mais aussi d'une commune à l'autre.

Les migrants tuiliers-briquetiers constituent déjà une catégorie beaucoup plus rare, sauf dans la Région du Nord. Cela s'explique par diverses raisons : dans les campagnes, là où la pierre n'est pas utilisée, le pisé ou torchis domine ; la brique est coûteuse et seules les classes assez aisées des villes peuvent l'utiliser dans leurs constructions ; la tuile pour les couvertures ne remplace encore guère le chaume dans les villages, mais réussit mieux dans les villes. En dehors du département du Nord, trois départements seulement signalent le départ de migrants tuiliers-briquetiers : la Creuse (ils sont 336 en 1810, dont 265 recrutés dans le canton de Felletin et 62 dans celui d'Aubusson), la Corrèze (45, signalés par la Charente-Inférieure qui les emploie de mars à septembre) et le Rhône (12, originaires de Loire, canton actuel de Condrieu) ⁴¹. C'est un effectif assez faible : 393 au total. Le département du Nord, qui doit avoir de nombreux travailleurs sédentaires dans ce domaine, indique le départ périodique de briquetiers et de paveurs dans les départements voisins et en Belgique.

Pour confectionner les matériaux de base de la construction, les

spécialistes ruraux ont pu se déplacer plus ou moins nombreux. Mais à côté des carriers, tailleurs de pierre, paveurs, tuiliers et briquetiers, il faudrait aussi retenir certains scieurs de long que nous avons déjà étudiés à propos des migrations forestières. Ces derniers viennent aussi très nombreux du Massif Central et accompagnent souvent les autres travailleurs du bâtiment sur les chantiers des villes où ils préparent et adaptent les troncs d'arbres amenés de forêts plus ou moins lointaines. Pour le travail de l'ardoise, nous n'avons pas trouvé de migrants temporaires, ce qui ne signifie pas que des déplacements n'aient pas lieu, car les enquêtes faites dans l'Ouest pendant le Premier Empire paraissent bien faibles et les préfets semblent impuissants devant le silence des enquêteurs et des enquêtés.

De toutes les spécialités, celle qui prédomine de beaucoup dans les départements de recrutement est certainement la maçonnerie. Nous avons vu la forte proportion des maçons dont le contingent de travailleur de bâtiment qui part chaque année de la Creuse : 9.333 en 1810 sur les 12.949 spécialistes, soit 72 %. Il est vrai que les enfants sont emmenés très jeunes pour faire l'apprentissage et cela accroît les effectifs. Les enquêteurs de 1810 notent : « On présume un nombre de partants de 18.000. Cette certitude vient du fait qu'il part beaucoup... d'enfants de douze à treize ans ». En général, ces apprentis-maçons de douze à dix-huit ans n'ont guère de passeport et se déplacent sous la responsabilité de celui qui va leur apprendre le métier. Aussi, les statistiques dégagées des passeports ont une valeur douteuse. Le maçon est celui qui sait dresser des murs en ajustant des pierres et en utilisant de la terre ou du mortier comme liant. Il ne s'agit pas seulement de construire des maisons ou des immeubles, mais aussi des murs de clôture autour des domaines et le travail devient alors considérable et dure longtemps. Ces migrants-maçons ont en fait une spécialité principale (dresser les murs) et des activités secondaires se rapportant encore au bâtiment (tailleurs de pierre, couvreurs) ou lui étant même complètement étrangères (activités agricoles dans une région manquant de main-d'œuvre). Cette curieuse polyvalence mi-artisanale, mi-agricole, montre donc dans le migrant maçon creusois un travailleur de transition entre l'agriculture et l'industrie. Beaucoup de ces migrants séjournent d'ailleurs encore dans les campagnes françaises au début du XIXe siècle et sont des familiers des villages où ils reviennent régulièrement à chaque printemps. Ainsi, en Seine-et-Marne⁴², la plupart des communes rurales en reçoivent. A Aubepierre (canton de Mormant, en pleine Brie française), sur les 120 migrants temporaires que l'on emploie chaque année, 110 sont des « scieurs » de blé et séjournent 20 jours en moyenne (ils sont de l'Yonne, de l'Aube et même de la Haute-Marne), mais 10 à 12 sont des Limousins de la Creuse ou de la Haute-Vienne. Ces derniers restent sept mois (Avril-Novembre) : « Ils s'occupent à maçonner et à bâtir... hors le temps des fauchaisons des prés, luzernes et avoines ». Ils ne prennent donc pas part aux moissons proprement dites (blés) et les fauchaisons dans la commune ou dans les communes voisines plus ou moins lointaines sont des activités qui doivent rapporter plus que la maçonnerie. Il y a donc dans la campagne du migrant-maçon trois moments : maçonnerie (avril-juin), fauchaisons (juin-juillet), maçonnerie (août-novembre). La diversité des tâches est parfois encore plus grande, puisque certains migrants réparent les routes

(précision apportée par Melun). Le migrant-maçon limousin est donc bien un travailleur polyvalent de l'ancien régime économique, la spécialisation existe, mais elle est relative.

L'activité de maçon est pour le migrant temporaire du Premier Empire une occupation d'attente, en laissant possible un autre choix plus rémunérateur pour l'avenir. En effet, les gains du maçon limousin ou normand sont alors très moyens. Dans le Cher, les 900 maçons de la Creuse employés durant la belle saison gagnent chacun 1,75 F par jour, non nourris ; ils ont des salaires inférieurs à ceux des charpentiers-migrants venus aussi pour la Creuse (2 F. par jour) ou des tuiliers-migrants originaires du même département (2,25 F. par jour). La hiérarchie, par l'échelle des salaires est très nette pour ces migrants de belle saison, venus du même département et travaillant tous dans le même département d'accueil. Sans doute, les gains varient d'un département à un autre, mais la hiérarchie demeure. Dans le Rhône, le maçon-migrant gagne 2,25 F. à 2,50 F. par jour ; c'est plus que le pionnier-terrassier (1,50 F.) ou que le scieur de long (1,50 F. à 2 F.). Il y a certes, des activités privilégiées du bâtiment, dans des lieux de grands châteaux et de grandes demeures où les travaux sont très bien payés. Le sous-préfet de Fontainebleau signale que les 20 migrants tailleurs de pierre (catégorie supérieure à celle des maçons car le travail est plus délicat), venus du Calvados de mars à novembre, emportent 12.600 F. et chacun d'eux économise 3,50 F. par jour, tandis que les 380 maçons limousins se contentent chacun de 175 F. pour la campagne de 180 jours en moyenne (moins de 1 F. d'économie par jour)⁴³. Ainsi, le maçon migrant semble se placer dans la hiérarchie des travailleurs de l'industrie du bâtiment, entre le tailleur de pierre, le tuilier, le charpentier d'une part et le scieur de long, le pionnier-terrassier d'autre part.

Certains spécialistes de la construction paraissent encore rares au début du XIXe siècle : fort peu de migrants temporaires plâtriers ou vitriers. On signale pourtant l'arrivée de plâtriers piémontais et italiens dans les Pyrénées-Orientales et le Var et de vitriers de la Suisse italienne dans le Haut-Rhin, en Haute-Marne et en Côte-d'Or ; mais il s'agit déjà là d'étrangers. Peut-être, les migrants-maçons français, qui sont polyvalents, sont-ils occasionnellement plâtriers ou vitriers. Les serruriers-migrants, qui peuvent aussi être classés parmi les spécialistes de la construction, partent du Morbihan et sans doute aussi d'autres départements, car ils sont employés dans le Cher et le Haut-Rhin. Mais d'où viennent-ils ? Pour le département alsacien, il se peut que l'origine soit étrangère, allemande ou suisse, voire même autrichienne (Tyrol, Vorarlberg). Car dans de nombreuses spécialités de l'industrie du bâtiment la concurrence étrangère commence à se faire sentir dès le début du XIXe siècle.

A côté de toutes ces spécialités, principales ou secondaires, qui intéressent la construction des maisons rurales et des immeubles urbains, il en est qui tiennent une place particulière : celles des charpentiers et des couvreurs. Ces derniers métiers ont toujours été considérés comme essentiels car une bonne construction doit être entretenue et protégée par une bonne couverture. Ici, le travail est assuré beaucoup plus encore que dans les autres activités du bâtiment. Mais il souvent dangereux et le recrutement de la main-d'œuvre est plus difficile. Aussi, les sédentaires ont maintes fois cédé la place aux

travailleurs migrants. Cependant, le nombre de départements pour le recrutement de ces migrants charpentiers et couvreurs est beaucoup plus réduit que celui des départements fournisseurs de maçons. En 1810, les charpentiers et les couvreurs ont les mêmes effectifs dans la Creuse (464 et 459) et les cantons de départ sont à peu près identiques (7 cantons ont les deux catégories de travailleurs et 4 ne donnent que des charpentiers) ; le canton de Dun arrive en tête pour les charpentiers (212 sur le total de 464) et celui de Châtelus pour les couvreurs (178 pour un total départemental de 459). Mais dans le Massif Central, la Creuse n'est pas seule à fournir des charpentiers puisque le préfet de l'Indre signale l'emploi de 150 charpentiers venus du Puy-de-Dôme, du Cantal et de la Loire, tandis que l'Indre elle-même en envoie dans le Cher. Ces cinq départements forment une zone centrale pour le recrutement des migrants-charpentiers. Mais comme le remarque encore le préfet du Cher dans son rapport, il arrive souvent que ces charpentiers se transforment en maçons. Des maires des communes rurales de Seine-et-Marne (ainsi de La Chapelle-Iger et de Saint-Denis) signalent de leur côté que les maçons limousins employés se chargent aussi de couvrir les maisons en chaume⁴⁴. La zone de l'Ouest est formée aussi de cinq départements : les charpentiers viennent de l'Orne (arrondissement d'Argentan), de la Mayenne et du Morbihan tandis que les couvreurs sortent du Calvados, de la Manche et de la Mayenne. Sans doute, les Préfets du Premier Empire ont négligé de signaler des migrations locales traditionnelles et anciennes. Dans les Côtes-du-Nord, les couvreurs d'ardoises de La Roche-Derrien se déplacent à dix lieues à la ronde⁴⁵. Si la Bretagne emploie l'ardoise et le chaume, la Haute-Normandie plus riche ajoute la tuile. Le maire de Rouen, consulté lors de l'enquête de 1810⁴⁶, précise que malgré la crise de numéraire qui sévit pour les propriétaires, l'entretien des toitures oblige à introduire de Basse-Normandie une centaine de couvreurs en ardoises et en tuiles. A Elbeuf, ce sont 15 charpentiers et 5 couvreurs. Dans les cantons de Darnétal (6 charpentiers) et de Buchy (6 couvreurs), on fait appel à des migrants venus du canton d'Eu (Seine-Inférieure), de la Somme (canton de Novion) et de l'Oise. A Clères, les couvreurs en tuiles et en ardoises sont des migrants manceaux. Dans la région de Bolbec et du Havre, les couvreurs viennent du Calvados (des environs de Caen), une dizaine en moyenne. On constate ainsi combien divers sont les lieux d'origine des migrants charpentiers et couvreurs venant travailler temporairement dans la Seine-Inférieure ; les migrations sont locales et de faibles distances. Les trois départements de Seine-Inférieure, Oise et Somme, même s'ils apportent quelques contingents de migrants travailleurs du bâtiment ne peuvent pas constituer une zone de recrutement marquée ; les préfets des deux départements négligent d'ailleurs de noter les départs. Par contre, dans la troisième zone retenue pour la construction et les grands travaux publics, la zone savoyarde, les charpentiers et les couvreurs tiennent leur place, mais s'ils font des migrations lointaines nous ne sommes pas renseignés sur l'importance de leurs effectifs.

Dans cette fresque variée des migrants temporaires du bâtiment, les ruraux de certaines campagnes françaises ont apporté des contingents plus ou moins nombreux de travailleurs. Mais certainement, ces contingents sont

nettement insuffisants, puisqu'il y a place pour des spécialistes étrangers qui viennent compléter ou concurrencer les équipes françaises.

d) La concurrence précoce des migrants étrangers travailleurs du bâtiment originaires d'Italie ou de Suisse, plus particulièrement.

Les étrangers étaient déjà relativement nombreux sous l'Ancien Régime en France, mais c'était presque toujours une catégorie de migrants temporaires de qualité qui séjournaient dans les villes pour des activités commerciales ou artistiques. Quelques métiers modestes attiraient pourtant certains spécialistes comme les tailleurs d'habits allemands⁴⁷. Pour les industries de la construction et des grands travaux publics, il y a eu certainement une première pénétration avant 1789, mais les documents à son sujet sont rares; elle intéresse surtout le Sud-Est de la France avec l'arrivée des Piémontais et des Italiens.⁴⁸

Pendant la période du Consulat et du Premier Empire, une poussée plus nette de la main-d'œuvre étrangère se fait sentir dans les travaux de construction et à côté des manœuvres, des spécialistes tiennent déjà une place marquée. A ce sujet, les renseignements apparaissent à propos de l'établissement des routes alpines et lors de l'enquête sur les migrations périodiques d'ouvriers.

La main-d'œuvre piémontaise a été employée massivement pour construire les routes à travers les Alpes et particulièrement celle du col du Montcenis⁴⁹. Marcel Blanchard a bien mis en relief le rôle primordial des migrants temporaires italiens : tailleurs de pierre, maçons, terrassiers et tous les auxiliaires indispensables pour réparer les outils (forgerons et maréchaux ferrants) ou pour faire sauter les rochers (mineurs). Presque tous sont originaires de cette partie du Piémont située entre Turin et le Lac Majeur (pays de la Sésia et région de Biella)⁵⁰ ; ce sont de solides travailleurs endurants et acharnés au travail. Depuis fort longtemps, ils ont l'habitude de faire des migrations saisonnières de belle saison pour la construction et les grands travaux de l'Italie du Nord. Le recrutement est méthodique : sous la direction de chefs qui prennent les initiatives, les bandes partent des villages (situés dans les vallées qui débouchent sur la plaine du Pô) et les équipes vont s'embaucher au printemps dans les grands marchés d'hommes : Turin et Verceil (dans le Piémont), Milan (en Lombardie). Les entrepreneurs de main-d'œuvre temporaire fréquentent ces grandes réunions de travailleurs et choisissent leurs équipes. Ces migrants ont fait leurs preuves dans le passé (construction des canaux lombards et du port et des palais de Gènes; forteresses piémontaises alpines contre la France au XVIII^e siècle). Administrateurs et ingénieurs français du Consulat et de l'Empire, pendant leurs séjours dans l'Italie du Nord organisés par les représentants de Paris, ont appris à connaître la valeur d'une telle main-d'œuvre et vont s'en servir. Dans leurs rapports et leurs lettres, les ingénieurs ont apporté maints détails sur ces migrants temporaires italiens. Ils ne se doutaient pas qu'ils amorçaient un grand mouvement migratoire vers la France qui devait se développer au cours des XIX^e et XX^e siècles. Marcel Blanchard a souligné ce phénomène démographique, économique et social, capital pour notre pays : « De ce contact avec une direction étrangère allait résulter un fait qui n'est pas sans

valoir d'être mentionné ; une fois tombé le Grand Empire qui les avait familiarisés avec le service français, ces travailleurs, franchissant les Alpes et accentuant un mouvement déjà esquissé au siècle précédent, devaient de plus en plus nombreux venir comme mineurs vers nos carrières et maçons vers nos grandes villes, et introduire dans la population de certains milieux du Sud-Est français des éléments non négligeables de renouvellement et de croisement ».

Le séjour des migrants temporaires italiens sur le chantier de la route de Montcenis (1803-1805) est plein d'enseignement pour l'analyse des migrations de travailleurs de la construction et des grands travaux. Réunis en masse compacte (jusqu'à 3.000 ouvriers), ces migrants sont « peu policés, fort brutaux et très difficiles à manier ». Sans doute en serait-il autrement s'ils formaient des équipes isolées. Cette main-d'œuvre est instable et turbulente. Elle travaille dans des conditions difficiles et dangereuses (travail sans relâche sauf le dimanche, coucher sans grande protection contre le froid, nourriture peu variée reposant sur la polenta et le pain, nombreux tués du fait des mines et des éboulements). Elle est exploitée par les entrepreneurs et les sous-traitants (approvisionnement alimentaire vendu au prix fort aux ouvriers, petites sommes remises au cours des travaux, paiement des salaires en fin de campagne après retenues et pour garantir la qualité du travail, beaucoup de paiements en nature et un minimum de numéraire versé, connivence des sous-traitants avec des mercantis ambulants pour duper les ouvriers). Cette population de migrants temporaires italiens est au plus mal avec les sédentaires mauriennais et les administrateurs français du département du Mont-Blanc (la route en construction risque de diminuer les profits des villages montagnards et les villageois détestent les ouvriers, les exploitent, dénoncent les réfractaires militaires ; nombreuses rixes ; détachements militaires pour faire la police ; rattachement du plateau du Montcenis au département du Pô pour éviter les tracasseries de l'administration du département du Mont-Blanc). Pourtant, malgré toutes les difficultés (parmi lesquelles il faut ajouter les luttes entre entrepreneurs dauphinois et piémontais), les migrants temporaires italiens de la construction et des grands travaux prendront le chemin de la France. L'atelier de travail constitue une forme curieuse et originale : « La cellule active est ici l'atelier, petit groupe comportant les spécialités diverses, composé en général de gens du même village, venus faire la campagne ensemble, se connaissant, se serrant les coudes et tenant à travailler sous la direction de l'un d'entre eux. Ce dernier, que ce soit son habileté en affaires et son naturel entregent, ou son sens et son goût du commandement, ou sa malhonnêteté et son manque de scrupule qui l'aient hissé à ce poste, est responsable du groupe ; en contre-partie, sur l'activité de ses camarades, il prélève la dîme, puisque généralement il reprend à forfait et pour son compte, à un sous-traitant, une fraction de la partie des travaux que ce dernier tient déjà lui-même en sous-marché des premiers adjudicataires »⁵¹.

Ce ne sont pas seulement les travaux des routes alpines (où les migrants italiens sont déjà préférés aux migrants français des Alpes), mais aussi certaines activités dispersées de l'industrie du bâtiment à l'intérieur de la France, qui attirent les spécialistes italiens. Nous connaissons, par les rapports des préfets des départements d'accueil, certains aspects de cette concurrence.

Huit départements du Midi et du Sud-Est reçoivent l'aide des Italiens pour la construction ou l'entretien des bâtiments : les Alpes-Maritimes, le Var, les Pyrénées-Orientales, les Hautes-Alpes, la Drôme, l'Isère, la Savoie et la Haute-Loire⁵². Les tailleurs de pierre et les maçons sont 200 dans les Hautes-Alpes durant la belle saison ; ils remportent 10.000 F. Aux maçons s'ajoutent des plâtriers et des scieurs de long, venus dans les Alpes-Maritimes et dans le Var ; ils sont au moins 200 dans le premier département qui les voit repartir avec 16.000 F. d'économies à chaque campagne. Les 20 maçons que la Drôme emploie du printemps à l'automne sont très estimés ; ils sont laborieux et économes (350-400 F. d'économies par travailleur). Aux maçons italiens venant régulièrement dans l'Isère se joignent des tuiliers et en Savoie des paveurs⁵³. On est surpris de voir des migrants travailleurs transalpins jusqu'en Haute-Loire où leurs œuvres les font considérer comme des artistes : « Le département compte aussi quelques artistes et ouvriers étrangers, comme des plâtriers fournis ordinairement par le Piémont ». En ce début du XIXe siècle, il semble bien que le migrant plâtrier italien soit très apprécié puisqu'on le recherche jusque dans les Pyrénées-Orientales et en Haute-Loire et dans ce domaine le Limousin n'est guère préparé à lutter car on ne trouve pas encore cette spécialité parmi les Creusois. Les Italiens deviennent les spécialistes très habiles des beaux plafonds. Dans ce bilan, certainement très incomplet, des migrations temporaires des travailleurs italiens du bâtiment, il est curieux de ne pas constater la présence des transalpins à Marseille, alors qu'on les recherche dans les villes littorales des autres départements méditerranéens ; le préfet des Bouches-du-Rhône semble avoir fait un rapport très incomplet sur les migrations périodiques.

La Suisse, avec ses populations montagnardes sans cesse à la recherche de ressources complémentaires indispensables, procure aussi des travailleurs migrants temporaires. Des Alpes-Maritimes à la Haute-Marne, des préfets signalent leurs séjours périodiques. Ils sont maçons à Nice et dans les pays d'alentour. Ils servent comme plâtriers et maçons dans le Var. Sans doute, tous ces ouvriers sont originaires des pays alpins voisins de l'Italie du Nord et s'apparentent aux Piémontais et aux Lombards. On en voit aussi dans les Hautes-Alpes, dans l'Isère et en Haute-Savoie. Mais une spécialité apparaît nettement ; des vitriers ont réussi à se faire une bonne clientèle en Haute-Marne et dans les départements d'alentour : « Ce département (la Haute-Marne) est encore le rendez-vous par prédilection de six ou sept vitriers du canton de Bellizona (Suisse italienne). Ils se fixent ordinairement à Montigny et Varennes, bourgs de l'arrondissement de Langres, et de là ils se répandent dans presque tout le département. Leur séjour non interrompu y est ordinairement de deux ou trois ans, après lesquels ils vont passer un hiver auprès de leur famille. Quelquefois, ils ne reviennent plus, mais d'autres prennent leur place. Ils peuvent avoir de quitte chacun, par an, environ 500 F. »⁵⁴. Ainsi, ce petit groupe de migrants pluriannuels s'est constitué une zone de travail et le rapport du préfet de la Côte-d'Or ne manque pas de signaler leur passage régulier (canton d'Is-sur-Tille)⁵⁵.

Les pays germaniques envoient des migrants travailleurs du bâtiment et des grands travaux en Alsace et dans le nord de la Lorraine, mais la pénétration semble très limitée. Ainsi, dans le Haut-Rhin séjournent des

maçons et des vitriers venus du Tyrol et du Vorarlberg et des serruriers originaires d'Allemagne et de Suisse alémanique. Du département du Mont-Tonnerre (région de Mayence) partent régulièrement une soixantaine d'ouvriers spécialisés dans les travaux hydrauliques et qui se rendent dans le Bas-Rhin. Dans le département de la Moselle, l'arrondissement de Sarreguemines dit recevoir de plus en plus de jeunes compagnons tailleurs de pierre, maçons et charpentiers et ajoute : « On croit que le seul but de leur séjour en France est de se soustraire à la conscription de leur pays ». Ce facteur occasionnel ne risque-t-il pas de créer un courant de migration durable ?

Entre la Belgique et la région du Nord de la France, les échanges pour l'industrie du bâtiment et des grands travaux paraissent avoirs commencé très tôt, mais là aussi la pénétration n'est pas très étendue. Ce sont d'ailleurs les préfets de l'actuelle Belgique qui nous renseignent sur les déplacements. Le département de la Dyle (Bruxelles, Louvain, Nivelles) est une zone de recrutement pour les paveurs travaillant de mai à septembre dans notre département du Nord (alors que celui-ci fournit aussi des paveurs à la Belgique). Mais les échanges se font aussi pour les briquetiers et les tailleurs de pierre et c'est particulièrement l'arrondissement de Charleroi (département de Jemmapes) qui procure les plus gros contingents à chaque printemps : « Environ 600 à 700 ouvriers tailleurs de pierre, briquetiers et plafonneurs, sortent de leur foyer pour parcourir les départements du Pas-de-Calais et du Nord... Le tiers des briquetiers émigrants est constitué de garçons et de filles au-dessous de seize ans ». Ainsi, il s'agit ici et c'est un phénomène rare dans l'industrie du bâtiment, d'une migration à la fois masculine et féminine et certainement de gens très pauvres. Or, ce qui surprend, c'est de voir le préfet du Pas-de-Calais affirmer, lors de l'enquête sur les migrations périodiques, qu'il n'y a pas de migrations dans le département, sauf celles du Tour de France⁵⁶. Ce fait prouve le peu d'effort des préfets pour obtenir des informations. Dans le département voisin du Nord, on signale aussi le départ d'ouvriers briquetiers pour la Belgique, mais rien n'est dit sur ceux qui viennent régulièrement de Belgique. On peut aussi se demander où vont travailler les migrants maçons qui partent régulièrement du canton de Betzdorff (département des Forêts, arrondissement de Luxembourg) ; la région du Nord, la Champagne ou la Lorraine peuvent les recevoir.

De cet examen de l'apport étranger, on peut retenir que, sauf du côté de l'Espagne, les pays voisins (et parfois lointains comme l'Autriche) procurent déjà au début du XIX^e siècle des spécialistes dans des domaines très divers : maçons, tailleurs de pierre, briquetiers, paveurs, plâtriers, plafonneurs, charpentiers, serruriers, vitriers ; la gamme est déjà très large et ces étrangers, si le besoin s'en fait sentir sont prêts à pénétrer très loin vers l'intérieur de la France et particulièrement à Paris où les travaux sont nombreux. Mais derrière ces spécialistes, il y a aussi d'importants contingents de grosse main-d'œuvre pour les tâches les plus pénibles.

B) Les grandes réserves de grosse main-d'œuvre pour les travaux pénibles au début du XIX^e siècle sont dans la moitié méridionale de la France et particulièrement dans le Massif Central.

Nous avons déjà vu, à propos des grands travaux préparatoires de l'agriculture (défrichement, drainage, creusement de fossés, défonçage, etc...) que des migrants temporaires étaient appelés régulièrement dans certaines régions, particulièrement durant l'hiver. Il s'agissait d'une grosse main-d'œuvre, à qui on demandait force et endurance et peu de préparation. Ces terrassiers et défricheurs acceptaient toutes les tâches pénibles et même parfois dangereuses, comme ceux qui travaillaient dans les Dombes et mouraient en nombre du paludisme, fléau que signalait le préfet Bossi dans l'Ain⁵⁷. Mais si traditionnellement ces ruraux migrants se dirigeaient vers les gros travaux agricoles, il leur arrivait aussi d'accepter des tâches non-agricoles, pourvu que les salaires et les conditions de vie soient intéressantes. En fait, les terrassiers et les défricheurs pouvaient constamment devenir des manœuvres du bâtiment et des grands travaux publics.

Cela est si vrai que les préfets, dans leurs rapports sur les migrations périodiques, ajoutent très souvent des manœuvres aux spécialistes migrants de la construction. Les 70 terrassiers employés dans le Loiret (arrondissements : Pithiviers, Gien) viennent de la Creuse, de la Haute-Vienne et de la Haute-Loire, c'est-à-dire des mêmes départements qui procurent les 478 maçons ; en fait ce sont les manœuvres qui exécutent les grosses tâches que délaissent les maçons (creusement des fondations, transport de terre et de débris de pierre, déplacement de matériaux lourds, etc...). Dans l'arrondissement d'Argentan (Orne), les équipes de migrants du bâtiment comprennent toujours ces manœuvres qui accompagnent les spécialistes : « Les seconds (seconde catégorie de migrants), tailleurs de pierre, maçons, menuisiers, charpentiers ou simples manœuvres, vont faire ce qu'ils appellent la campagne, c'est-à-dire vont travailler dans les départements voisins et surtout dans les villes considérables pendant huit à neuf mois (mars-octobre) ». Ce sont souvent des ruraux peu doués pour apprendre une spécialité, mais aussi des gens sans ambition qui se contentent de peu et ne prennent pas d'initiatives.

Il arrive parfois que les migrants temporaires, manœuvres employés pour les grands travaux, comme les routes, soient préférés aux sédentaires exigeants et mal préparés aux rudes tâches. Le préfet du Cher écrit à propos des pionniers venus du Cantal et du Puy-de-Dôme et employés de novembre à avril : « Ils vivent durement, travaillent fortement... J'observais, au sujet de cette espèce d'ouvriers que, depuis deux ou trois ans, ils arrivent en moins grand nombre et qu'il y a quinze ans, il était beaucoup plus considérable ; circonstance qui influe essentiellement sur le mauvais état des routes dans le département du Cher. Comme les pionniers du Cantal et de la Loire travaillent beaucoup et avec intelligence, les adjudicataires leur donnaient des entreprises à des prix modérés. Aujourd'hui, on est obligé d'employer des gens du pays très chers et le travail est moins bien fait ».

Cependant le problème des migrants terrassiers-manœuvres est complexe. Trois aspects se présentent : les déplacements de belle saison avec les spécialistes du bâtiment, les déplacements de mauvaise saison pour l'exécution de grands travaux publics, les déplacements durant toute l'année avec des absences de très longue durée (plusieurs années) pour des travaux divers (destruction de quartiers urbains anciens, reconstruction ou

construction, grands travaux publics, etc...). Cette grosse main-d'œuvre d'origine rurale sort généralement de catégories très modestes ou pauvres : domestiques de fermes, journaliers, manouvriers, très petits propriétaires n'ayant pas assez de terres pour vivre. Aussi, tous ces travailleurs ne sont pas astreints à assurer des travaux agricoles imposés par les saisons sur leurs propres biens et par conséquent ils sont beaucoup plus libres de disposer de leur temps et de se mettre au service de ceux qui les payeront le mieux. Ils peuvent donc s'absenter en toutes saisons et pendant longtemps surtout s'ils sont célibataires. Il n'en est pas de même des moyens propriétaires ruraux qui doivent assurer leurs propres travaux agricoles pendant la belle saison ; ceux-là feront donc des migrations de mauvaise saison, durant le chômage hivernal, pour gagner quelque argent qui viendra un peu grossir leurs revenus agricoles souvent insuffisants. Il faut tenir compte aussi des données climatiques qui ont des répercussions sur les salaires et les gains : les travaux d'hiver sont gênés par les journées très courtes, le gel ou le froid, la pluie ou la neige. Aussi les migrations de belle saison rapportent beaucoup plus que les migrations hivernales et seront toujours préférées. Dans une famille de moyens propriétaires ruraux, si certains membres peuvent prendre part à ces migrations, les gains rapportés ne seront pas négligeables. C'est souvent par l'attrait de salaires relativement élevés dans les travaux publics, dans des tâches qui ne demandent pas d'apprentissage pour les ruraux, que la migration saisonnière naît et se développe. De cette migration temporaire, on passe facilement aux migrations de plus longue durée et le déracinement apparaît peu à peu. Le XIXe siècle a été celui des grands travaux publics (routes, canaux, ports, chemins de fer), mais aussi le siècle de l'évolution rapide des migrations traditionnelles saisonnières reposant sur les forces physiques paysannes.

Dans les rapports préfectoraux du Premier Empire, il n'est pas toujours aisé de distinguer les manœuvres qui ne recherchent que les travaux agricoles préparatoires et ceux qui se dirigent toujours vers les gros travaux non-agricoles intéressant bâtiments et aménagements publics ; certains migrants passent d'ailleurs facilement d'un milieu à un autre. Mais une carte peut montrer où sont en France, les grosses réserves de main-d'œuvre pour tâches pénibles que n'exécutent pas encore les machines. Les entrepreneurs ont donc la possibilité d'aller recruter tous les effectifs dont ils ont besoin. Mais certains travailleurs migrants préfèrent retourner dans les domaines agricoles qui les emploient traditionnellement et ne veulent pas risquer de perdre de bonnes places pour gagner plus dans des travaux publics très provisoires. Les comportements de chaque travailleur peuvent donc intervenir dans les problèmes de recrutement.

Des choix assez précis apparaissent dès le début du XIXe siècle. Dans la moitié septentrionale de la France, où ces migrants travailleurs-manœuvres sont moins nombreux que dans la moitié méridionale, on préfère les migrations de belle saison pour les industries du bâtiment et des grands travaux publics. Ainsi, la Moselle (surtout l'arrondissement de Thionville) envoie chaque année 200 manœuvres à Paris et ses environs pour aider les maçons dans leurs travaux. Nous avons vu que l'Orne fait de même. Sans doute, les 250 terrassiers occupés aux fortifications du Havre viennent des

départements normands⁵⁸. On retrouve encore des terrassiers normands aux grands travaux urbains de Napoléonville (Pontivy ; Morbihan), que signale le préfet du département breton. Par contre, dans la moitié méridionale de la France, les migrants de grosse main-d'œuvre sont plus nettement portés vers les aménagements en vue de l'agriculture : fossés, drainage, défrichement, défonçage profond, etc... Le Massif Central et plus particulièrement l'Auvergne, reste la grande région de recrutement pour les départements de bordure. Les Pyrénées centrales jouent le même rôle pour le sud de l'Aquitaine. Dans les Alpes, les migrants ne sont pas trop portés vers les travaux pénibles du bâtiment et des constructions publiques, malgré les salaires élevés offerts. Ils préfèrent souvent céder la place aux Italiens. Pourtant, dans les Alpes du Sud, les manœuvres apportent une aide à la Basse-Provence et aux pays du Bas-Rhône. Mais dans ces déplacements importants de grosse main-d'œuvre, on constate au début du XIXe siècle que les étrangers sont encore relativement peu nombreux. Ils ne sont pas signalés sur les frontières du Nord et de l'Est. On en rencontre dans le Sud-Est, venant d'Italie et dans le Sud-Ouest venant d'Espagne. Mais c'est peu à côté des spécialistes étrangers que nous avons notés précédemment. Sauf de rares exceptions (ainsi pour la route du Montcenis), la France se suffit en grosse main-d'œuvre. L'appel des manœuvres étrangers ne viendra qu'avec les travaux de construction des chemins de fer.

Si les migrations des terrassiers-manœuvres ont tenu une grande place dans la France de l'économie pré-industrielle, c'est que les grands travaux se font encore « à la chinoise », c'est-à-dire manuellement, avec pelles et brouettes et même dans les terrains accidentés, la terre est transportée à dos d'homme. Il faut donc de gros effectifs, en attendant l'invention de machines. Les entrepreneurs et les sous-traitants ont beau jeu dans l'emploi de ces armées de nécessiteux et de volontaires. Mais l'Etat et la bourgeoisie par des commandes importantes ont créé de véritables zones d'appel des migrants spécialistes et manœuvres.

C) Les zones d'appel de main-d'œuvre pour le bâtiment et les grands travaux restent encore limitées au début du XIXe siècle.

Dans les déplacements intenses, enchevêtrés et compliqués de cette main-d'œuvre qualifiée ou non que nous venons d'analyser, il est parfois difficile de mettre en relief les grands courants et les zones d'attraction. Pourtant des déplacements de masses laborieuses apparaissent.

Partis des trois zones françaises (Massif Central et ses bordures occidentales, Ouest normand-breton, Nord-Savoie) et de l'étranger, les migrants de la construction se dirigent principalement vers six zones d'appel : Paris et alentours, Seine-Inférieure, pays de la Loire moyenne, Littoral atlantique et Nord-Aquitaine, région Lyonnaise, Bourgogne. Il s'agit avant tout de régions possédant des villes actives et prospères (Paris, Rouen, Le Havre, Bordeaux, Lyon, Dijon) ou des pays riches par leurs productions agricoles (céréales de Brie et de Beauce, vignobles des pays de la Loire, des Charentes, du Bordelais, de la Bourgogne). Le numéraire abonde dans ces zones urbaines ou rurales et la bourgeoisie n'hésite pas à placer dans la construction de l'argent qui vient sans doute d'être consolidé, mais qui a été

dangereusement déprécié pendant la période révolutionnaire. Ajoutons à cela que l'Etat donne l'exemple et entreprend de grands travaux publics dans ces mêmes zones : reconstruction de quartiers (quartier Rivoli à Paris, quartier Bellecour à Lyon), aménagement de communications (ponts, canal Saint-Martin, bassin de la Villette), multiplication des fontaines parisiennes, fortification des ports (ainsi pour Le Havre), etc... Comment les migrants temporaires ne seraient-ils pas attirés par ces chantiers qui recherchent sans cesse de la main-d'œuvre et offrent des salaires relativement élevés par rapport à ceux des régions moins favorisées. D'ailleurs, la conscription et l'insuffisance des artisans sédentaires locaux rendent cet appel aux migrants temporaires indispensable.

Paris sous le Consulat et le Premier Empire a retrouvé la grande activité dans la construction que la ville avait déjà connue durant la seconde moitié du XVIII^e siècle avant la Révolution. La vente des biens nationaux d'origine ecclésiastique a eu pour première conséquence une sorte de remise en ordre urbaine et l'on a procédé à de nombreuses démolitions de bâtiments anciens et souvent croulants ; il a fallu pour cette première opération appeler de province des équipes importantes de grosse main-d'œuvre et surtout de manœuvres démolisseurs. En même temps, la reconstruction commence et les spécialistes du bâtiment (tailleurs de pierre, maçons, plâtriers, charpentiers et couvreurs, etc...) sont très recherchés. L'urbanisme prend de l'importance (nouvelles rues et places tracées et aménagées) ; terrassiers et paveurs ont de l'ouvrage assuré pour faire chaussées et trottoirs.

a) Paris devient le centre d'attraction le plus important pour les migrants du bâtiment et des grands travaux.

Nous connaissons bien les aspects du travail et de la vie ⁵⁹ des migrants dans la capitale sous le Premier Empire grâce à un document : le rapport du 30 mai 1807 adressé au Ministre de l'Intérieur par le préfet de police. A cette date, 24.148 ouvriers sont alors occupés dans le bâtiment. Mais nous ne savons pas ceux qui sont alors considérés comme sédentaires et ceux que l'on peut classer dans les migrants. Sans doute, la première place est tenue par les maçons (5.315), mais leur proportion par rapport à l'ensemble paraît relativement faible (un peu plus du cinquième). La seconde place revient aux menuisiers (4.383) et la troisième aux serruriers (4.231). Toutes les autres catégories ont des effectifs inférieurs à 2.000 travailleurs : 1.855 charpentiers, 1.784 tailleurs de pierre, 1.710 peintres, 1.200 terrassiers. Certaines descendent au-dessous de 1.000 : 880 couvreurs, 479 marbriers, 427 paveurs, 400 vidangeurs, 55 plâtriers, etc... Il semble bien qu'il y ait plus de spécialistes pour les aménagements intérieurs des maisons que pour la construction du gros œuvre, ce qui tendrait à prouver qu'une bonne partie des ouvriers sont occupés à l'entretien ou au rajeunissement de bâtiments anciens. Le gros œuvre intéresse 9.834 travailleurs (tailleurs de pierre, maçons, charpentiers, couvreurs). Les aménagements intérieurs des maisons donnent de l'emploi pour plus de 11.000 personnes. On peut être surpris par les effectifs réduits d'ouvriers occupés aux travaux d'urbanisme pour les rues et les places (terrassiers, paveurs) : 1.627 ouvriers. Mais on ne compte certainement pas les démolisseurs d'immeubles anciens ou les charretiers transporteurs de déblais ou de terre ; les statistiques paraissent incomplètes. Remarquons le petit

nombre de plâtriers (55).

Le rapport fournit des indications sur les origines départementales et nous pouvons voir là des renseignements sur les migrations temporaires : « La plupart des tailleurs de pierre sont domiciliés dans les départements du Calvados et de la Manche. Ils viennent à Paris, retournent dans leurs foyers et y portent le produit de leurs épargnes. Ceux des maçons que nous envoient les départements de la Creuse et de la Haute-Vienne sont également sages et de bonne conduite. Ils émigrent de leurs foyers et y retournent comme les tailleurs de pierre. Mais ceux qui résident à Paris sont assez mauvais sujets. L'hiver est pour eux une saison fatale, parce qu'ils sont désœuvrés. Ceux-ci sont assez enclins au vol, à l'exception cependant des appareilleurs et de ce qu'on appelle maître-compagnons ». Les données de la préfecture de police de Paris semblent bien correspondre à celles des préfets normands ; le Calvados à lui seul donne 950 tailleurs de pierre à Paris sur les 1.784 recensés officiellement, soit 53 %. Mais à la Manche et au Calvados, il faudrait ajouter l'Orne. Notons qu'une petite partie des effectifs de maçons limousins fréquente la capitale et que beaucoup de migrants préfèrent encore séjourner dans les villes de province et même dans les villages, comme le prouve l'enquête minutieuse faite en Seine-et-Marne⁶⁰. Les nuances entre les travailleurs que le préfet de police apporte, cachent en fait des types différents de migrations temporaires : les désœuvrés de l'hiver sont des migrants pluriannuels, souvent célibataires. On les considère comme des « résidents » puisqu'ils séjournent toute l'année et ne retournent chez eux que tous les deux ou trois ans. Pour la préfecture de police, les saisonniers (ceux qui viennent pour la belle saison) sont les seuls à être des migrants temporaires.

Le préfet de police s'attache plus aux aspects moraux qu'aux aspects économiques et les jugements qu'il porte permettent un classement sommaire : les bons et les mauvais sujets. Parmi les bons sont les charpentiers, les marbriers, les tailleurs de pierre et les maçons. Parmi les mauvais apparaissent les couvreurs, les serruriers, les menuisiers et les peintres. Voici quelques détails du « rapport moral » : « Rien de plus varié que le moral de ces différentes espèces d'ouvriers. Les tailleurs de pierre, charpentiers, marbriers sont en général honnêtes, sages, point ivrognes, point débauchés. Aussi fraternisent-ils peu avec les autres qu'ils regardent comme au-dessous d'eux ». Si les maçons constituent un milieu déjà très mêlé, formant transition entre les bons et les mauvais sujets, les catégories à surveiller se distinguent nettement : « Les couvreurs sont bien davantage (enclins au vol) ; il semble que la disposition à ce vice naisse de la profession même. Les serruriers offrent, pour la plupart, l'image de la grossièreté. Ils sont ivrognes, voleurs, débauchés et très difficiles à conduire ; mais dans ce tableau, on remarque une nuance à l'égard de ceux que l'émulation et l'amour-propre portent à bien faire. On voit des garçons serruriers étudier le dessin, l'architecture, les moyens de réduire et de travailler le fer. Leurs mœurs contrastent singulièrement avec la grossièreté des autres. Une démarcation assez analogue se fait remarquer parmi les menuisiers, mais les routiniers de cette espèce sont cependant moins grossiers que les serruriers. L'ivrognerie et la débauche sont les défauts dominants des peintres en bâtiment. Rien n'est plus étrange que le contraste de ces deux vices avec l'espèce de politesse

gauche et de fausse instruction qu'ils affectent. Les vitriers ont les mœurs douces, ils sont sages, moins inconstants sur le choix des maîtres, et fidèles ».

C'est à peine si le préfet de police mesure les dangers courus par tous ces travailleurs du bâtiment et des grands travaux publics : « Presque tous les ouvriers de cet ordre (du bâtiment) sont forts, sains et bien constitués, parce que leurs travaux s'exécutent en plein air et exigent un emploi assez considérable de force. Cependant les terrassiers et paveurs sont sujets à des déformations vertébrales ; les peintres à des coliques et entérites ; les maçons et plâtriers à des affections pulmonaires causées par l'inspiration du plâtre volatilisé et la manipulation des diverses espèces de chaux ; les vidangeurs aux asphyxies, aux ophtalmies et à une débilitation prompte de tous les organes ». En fait, les migrations temporaires sont salutaires, car les retours hivernaux dans les villages d'origine permettent non seulement un repos, mais aussi une sorte de désintoxication. Il semble bien d'ailleurs que les types de migrations (saisonnières ou pluriannuelles) soient dictés par le problème des intempéries saisonnières : à cause du gel qui rend difficile l'emploi de certains matériaux en hiver et à cause du froid qui paralyse le travail, les maçons sont particulièrement réduits à un chômage partiel ou total et le mieux pour eux est de rejoindre leur famille restée au village. Par contre, il n'en est pas de même pour les ouvriers qui s'occupent des aménagements intérieurs des maisons ou des réparations d'entretien (menuisiers, plâtriers, serruriers, etc...) ; Ils peuvent travailler en toutes saisons car ils sont beaucoup plus protégés des intempéries et dès lors passent plus facilement des migrations saisonnières aux migrations pluriannuelles. Les mêmes raisons expliquent pourquoi aux environs de Paris, dans les villages de Brie par exemple, les maçons ne séjournent pas l'hiver car ils ne sont employés que pour le gros œuvre (les murs) et ce sont les artisans sédentaires locaux qui se chargent des aménagements intérieurs en toutes saisons.

Pour le préfet de police le gros souci est le comportement de ce monde du bâtiment formé d'une masse de travailleurs qui ne se dissocie guère (les gens de mêmes villages vont à l'embauche ensemble sur la place de grève, fréquentent les mêmes marchands de vin et les mêmes chambrées, se réunissent sur les mêmes chantiers pour travailler). Les inquiétudes du préfet apparaissent nettement dans le rapport politique : « C'est parmi les ouvriers de cet ordre que les coalitions, les rassemblements sont les plus prompts à se former, les plus difficiles à se dissiper. La raison s'en trouve dans la réunion presque constante de plusieurs, même d'un grand nombre d'ouvriers sur un même point de travail. Un turbulent fait une proposition perturbatrice et, à l'instant, tous se font une sorte d'honneur d'y adhérer ». Depuis que le régime est devenu autoritaire, la surveillance de la préfecture de police a redoublé et les travailleurs du bâtiment sont les premiers touchés par les règlements stricts : l'obligation du livret ouvrier depuis la loi du 22 germinal an XI et de l'arrêté du 9 frimaire an XII (1^o décembre 1803)⁶¹ et la fixation de la journée de travail (ordonnance de police du 26 septembre 1806)⁶². En effet, « Tout ouvrier travaillant en qualité de compagnon ou de garçon devra se pourvoir d'un livret (article 1)... L'ouvrier sera tenu de faire inscrire le jour de son entrée sur le livret par le maître chez lequel il se propose de travailler (article 5) ». En 1806 est fixée la journée du maçon, du tailleur de pierre, du

couvreur, du paveur, du terrassier, du charpentier, etc... : du 1^{er} avril au 30 septembre, de 6 h. du matin à 7 h. du soir (repas : 9 h. à 10 h. et 2 h. à 3 h., soit une journée de onze heures de labeur ; en mauvaise saison, de 7 h. « au jour défaillant » (un repas : 10 h. à 11 h.), soit neuf à dix heures de travail. Une discipline militaire est imposée dans la capitale et cette contrainte éloigne de Paris certains migrants qui préfèrent séjourner dans les milieux ruraux moins exigeants : s'il y a 7.099 maçons et tailleurs de pierre à Paris, on dénombre 1.430 migrants limousins et normands des mêmes catégories en Seine-et-Marne.

D'après le préfet de police, les salaires offerts aux migrants temporaires du bâtiment venus travailler à Paris sont relativement élevés. C'est certainement une des raisons essentielles de l'attraction parisienne. Les maçons gagnent de 2 F. à 4 F. par jour (dans le Cher, les maçons limousins touchent 1,75 F. dans la belle saison), les couvreurs 2,50 F. à 3 F. (Cher : 1,75 F.), les charpentiers 2,50 F. à 4 F. (Cher : 2 F.). Les salaires les plus élevés sont ceux des tailleurs de pierre (de 3 F. à 7 F.), des serruriers (de 2,50 F. à 7 F.) et des peintres (de 2,50 F. à 6 F.). Les salaires les plus bas apparaissent pour les terrassiers (de 1,50 F. à 2,50 F.), mais un terrassier à Paris gagne autant qu'un migrant maçon dans le Cher. Il est vrai aussi qu'à Paris, tous ces travailleurs dépensent plus qu'en province et sont beaucoup plus entraînés à gaspiller. Pour le migrant sérieux et économe, Paris n'est pas un milieu favorable ; il risque d'y perdre une grande partie de ses gains.

Bien que le compagnonnage présente des dangers pour le préfet, il lui reconnaît de gros avantages pour les ouvriers du bâtiment : « C'est principalement parmi les ouvriers de cet ordre que s'est maintenue cette ancienne institution connue sous le nom de compagnons du devoir. Elle a souvent été prohibée et n'a jamais pu être détruite. Cette institution consiste en une sorte de syndicat secret donnant des lois aux ouvriers qui veulent s'y soumettre, et, pour prix de cette dépendance, leur donne aussi des secours quand ils en ont besoin. Elle favoriserait de fréquentes coalitions si elle n'était contenue par une grande surveillance ; mais aussi elle est d'une grande utilité pour les ouvriers malheureux. Elle a encore cela d'avantageux qu'elle repousse les hommes immoraux. Il est rare de voir un voleur ou un ouvrier sans conduite sous les lois du compagnon du devoir ». Au début du XIX^e siècle, le problème est de savoir si tous les migrants temporaires travaillant dans le bâtiment font partie du compagnonnage comme les ouvriers sédentaires. N'oublions pas que les migrants maçons de la Creuse sont des ruraux qui ont conservé une mentalité particulière ; ils ne pratiquent pas le tour de France des compagnons (cela ne leur paraît pas indispensable, puisqu'ils apprennent bien le métier avec des compatriotes expérimentés et qui ont voyagé dans leur vie de travailleur) et ils se tiennent à l'écart des luttes du compagnonnage⁶³. Pour eux, la solidarité régionale semble plus importante que l'entraide dans la profession. C'est la mentalité qu'a héritée Martin Nadaud de son père et de son grand père, migrants maçons eux aussi. Quand les crises apparaissent, le migrant a un recours que n'a pas le sédentaire des villes, c'est de rentrer et de rester chez lui, de vivre des quelques ressources que lui procurent ses petits biens ruraux et d'attendre des moments plus favorables pour reprendre la migration temporaire.

Mais les crises peuvent toucher plus facilement les migrants du bâtiment réfractaires à la conscription et qui ne peuvent retourner chez eux, ainsi que les migrants pluriannuels. Ceci apparaît assez nettement vers la fin du Premier Empire et le régime veille à atténuer les conséquences des crises. Des documents de 1813 prouvent que le gouvernement prête une attention particulière aux migrations des travailleurs de la construction : « Les ouvriers en bâtiment retournent dans leurs foyers ; mais n'y a-t-il pas à craindre leur mécontentement, leurs menées, si le pain, si tout est cher. Il y a lieu de ne pas perdre de vue les serruriers et les menuisiers, car ils ne quittent guère Paris. Il serait à propos de tenir la main à ce que les travaux de ces deux professions qui seront à exécuter l'année prochaine dans les constructions publiques, au Louvre par exemple, soient préparés dans les ateliers pendant l'hiver afin d'occuper ces ouvriers »⁶⁴. Ces directives de Napoléon 1er sont complétées par des lettres écrites par le Ministère de l'Intérieur de Montalivet des 18 et 24 décembre 1813 et adressées au préfet de police le baron Pasquier : « C'est par du travail et non par des aumônes que l'Empereur entend que l'on vienne au secours de la classe ouvrière. Sa Majesté s'étonne que, sur 21.000 ouvriers sans ouvrage, il s'en trouve 6 à 7.000 exerçant des professions pour lesquelles les administrations de la guerre et de la marine prétendent manquer de bras ; si les marchés passés ne suffisent pas, il faut doubler, tripler les commandes, en sorte que ces 6 à 7.000 hommes aient de l'ouvrage, et n'employer au canal (de l'Ourcq) que les ouvriers dont la guerre et la marine ne sauraient utiliser les travaux »⁶⁵.

Ainsi, l'agglomération parisienne sous le Premier Empire, apparaît comme un vaste chantier attractif pour les ruraux de province qui recherchent des occupations et des gains dans les industries de la construction. La nombreuse population laborieuse dite « flottante » est surtout formée de migrants saisonniers. Mais à la différence de ce que l'on peut constater dans la période suivante de la grande économie industrielle, les manœuvres et la grosse main-d'œuvre ne sont pas les seuls éléments à se déplacer sans cesse ; les spécialistes ont aussi l'habitude des migrations régulières. Dans les grands travaux parisiens, une part très importante de ruraux, pas seulement de ruraux d'origine mais de gens qui ne se considèrent nullement de la ville, apportent leur aide physique et leurs talents. Cette participation massive des ruraux dans les activités urbaines caractérise bien l'économie et la vie laborieuse de la période pré-industrielle. Ce sont les ruraux du Massif Central et de Normandie qui construisent Paris. Une sorte de liaison permanente est ainsi assurée entre la capitale et certaines provinces ; elle n'a pas besoin de bonnes communications car ces travailleurs migrants se déplacent par des chemins mal entretenus ou par des sentiers qu'ils connaissent bien. Les transferts de main-d'œuvre se font alors plus facilement que les transports de marchandises⁶⁶.

b) L'attraction de certaines régions et villes de province.

Hors de Paris, des villes de province attirent aussi les migrants temporaires de la construction, mais très inégalement. Quatre villes sont plus particulièrement attractives : Lyon, Dijon, Le Havre et Bordeaux. Par contre, des villes du Midi comme Marseille, Montpellier ou Toulouse n'apparaissent

guère dans les rapports des préfets.

L'agglomération lyonnaise est au début du XIX^e siècle la seconde cité de France. La ville, corsetée dans la « presqu'île » (entre le Rhône, la Saône, le confluent et les pentes du plateau de la Croix-Rousse), cherche à s'étendre dans les communes de banlieue (La Guillotière au-delà du Rhône, La Croix-Rousse, Vaise au Nord-Ouest). Les travaux ne manquent pas : drainage et aménagement des quartiers marécageux (Les Brotteaux, La Guillotière, Perrache), reconstruction du quartier Bellecour en partie démoli à la suite des événements révolutionnaires, élévation des immeubles pour compenser le manque d'espace dans le centre de la ville, etc... Les matériaux de construction sont amenés facilement par la Saône (carrières de Couzon, Mont d'Or) et par le Rhône (pierre et bois, de Seyssel, Yenne et Cordon, en amont de Lyon). La main-d'œuvre très variée du bâtiment, a du travail assuré lorsque les affaires lyonnaises sont prospères et c'est le cas sous le Premier Empire. Bien que la cité rhodanienne soit placée favorablement pour bénéficier du passage et du séjour prolongé des compagnons du Tour de France, elle demande et reçoit des effectifs importants venus particulièrement du Massif Central et de Savoie.

Si les travailleurs du bâtiment employés à Lyon sont parfois originaires du Massif du Giffre, dans le département du Léman (actuellement cantons de Taninges et de Samoëns, Haute-Savoie), leurs effectifs sont faibles à côté de ceux venus du Limousin et de l'Auvergne. Les maçons savoyards ont en effet pris l'habitude de travailler sur les chantiers genevois de construction, car Genève est très proche de leurs villages⁶⁷. Même avec l'affaiblissement des affaires à Genève sous le Premier Empire, ils n'ont pas réussi à détourner le courant de migration vers Lyon dont les chantiers sont occupés surtout par des Limousins. Le préfet du Rhône, dans son rapport du 13 septembre 1811, fournit des renseignements très précis sur les maçons migrants employés dans chaque commune. Nous savons ainsi que l'arrondissement de Lyon reçoit 181 travailleurs de cette catégorie. Mais malheureusement aucune statistique n'est apportée sur la ville elle-même. Deux communes de la proche banlieue (La Guillotière et La Croix-Rousse) estiment à 50 migrants-maçons pour chacune, l'effectif d'ouvriers employés à la belle saison. Pour Lyon, l'appel doit être considérable si l'on en juge par les rapports des préfets des départements de départ.⁶⁸ D'après la délivrance des passeports, le préfet de la Creuse place au second rang (après la Seine) le département du Rhône pour l'emploi des maçons et des tailleurs de pierre, des couvreurs prennent aussi la route de Lyon. Le flot limousin se grossit d'apports venus de la Haute-Vienne et de la Corrèze. Si nous ne pouvons obtenir des statistiques valables concernant le recrutement pour Lyon, nous connaissons néanmoins les cantons qui ont l'habitude de fournir des migrants spécialisés. Les maçons creusois sortent de la moitié sud-est du département (Bourganeuf, Pontarion, Royère, Boussac, Chambon, Châtelus, Jarnages, Aubusson, Auzances, Bellegarde, Chénérailles, Crocq, Felletin, Gentioux, Saint-Sulpice-les Champs ; soit 16 cantons sur 25). Les migrants charpentiers partant pour Lyon viennent d'un secteur géographique très limité, au Nord-Est du département (cantons de Boussac, Chambon, Châtelus et Jarnages). Ce sont d'ailleurs les mêmes cantons qui fournissent les couvreurs. Les tuiliers sont originaires des

environs d'Aubusson (cantons d'Aubusson, Chénérailles, Felletin). Ce bilan géographique montre toutes les liaisons entre les cantons de la Creuse et l'industrie du bâtiment de l'agglomération lyonnaise. La Combraille auvergnate vient ajouter aussi des maçons aux contingents limousins ; le préfet du Puy-de-Dôme précise que des maçons à destination de Lyon sortent des arrondissements de Riom et de Clermont (le canton d'Herment est plus particulièrement cité).

Mais l'agglomération lyonnaise a grand besoin aussi de grosse main-d'œuvre pour ses transformations d'urbanisme, en bordure du Rhône et de la Saône ; les migrants terrassiers sont nombreux à se présenter. Si les spécialistes du bâtiment proviennent de la moitié occidentale du Massif Central, les non-spécialistes que sont les terrassiers se recrutent plutôt dans la partie orientale, assez voisine du département du Rhône. La Haute-Loire est le plus important département de départ ; surtout l'arrondissement d'Yssingeaux (cantons de Bas, Saint-Didier, Monistrol et Montfaucon, tous situés au Nord-Est du département et relativement proches de Lyon) et celui du Puy (cantons de Loudes, Vorey et Fay-le-Froid). L'arrondissement de Riom, dans le Puy-de-Dôme vient ajouter quelques effectifs aux importantes troupes descendues du Velay.

Bien que l'agglomération lyonnaise offre des salaires inférieurs à ceux de Paris, elle retient cependant les migrants qui peuvent y faire plus facilement des économies. Ainsi, le maçon creusois gagne 2,50 F. par jour (Paris : 2 à 4 F.) et le terrassier 1,50 F. (Paris : 1,50 à 2,50 F.). Il faut aussi tenir compte des traditions ; ces courants de migrations sont déjà anciens et le fils, entraîné par le père, se dirige vers Lyon, par habitude, sans trop considérer la question du salaire. Des villages ont gardé les liens traditionnels avec Lyon, parce que les maçons de la même commune s'y retrouvent et n'y sont pas dépayés. Les registres de passeports du XVIII^e siècle pour les maçons de la Combraille auvergnate prouvent que Lyon était déjà très fréquenté et le courant s'est maintenu de génération en génération⁶⁹. La tradition est très forte dans les migrations du bâtiment et il faut des circonstances exceptionnelles pour provoquer des changements de courants. Grenoble attirait aussi les migrants-maçons du Massif Central au XVIII^e siècle⁶⁹ ; il n'en est plus question dans l'enquête du Premier Empire et les chantiers de construction semblent peu actifs comme à Genève⁷⁰. La guerre et le blocus continental ont favorisé Lyon ; roulage, soierie et enrichissement de la bourgeoisie ont permis de continuer l'urbanisme et les constructions.

Plus au nord, en Bourgogne, les villes et bourgs, prospères grâce à la viticulture, font un appel régulier aux migrants du bâtiment. Ceux-ci viennent des pays les plus divers : 850 maçons dénombrés en Côte-d'Or, arrivent de la Creuse, de la Haute-Vienne, de la Corrèze, de la Dordogne, du Puy-de-Dôme, du Cantal, mais aussi de l'Isère et du Mont-Blanc ; des charpentiers et des couvreurs venus aussi du Limousin ; des vitriers de Suisse ; des terrassiers d'Auvergne. Le département de la Côte-d'Or est particulièrement attractif⁷⁰ : Dijon occupe durant la belle saison 133 migrants-maçons, Beaune 90 et Nuits 80. La vente des vins permet une accumulation de numéraire, mais une partie de celui-ci passe finalement aux migrants temporaires ; dans la Côte-d'Or, la plus grande partie des 176.990 francs

emportés par les migrants revient au gros contingent de maçons. Ces derniers aiment fréquenter les riches plaines de la Saône ; ils sont 850 en Côte-d'Or et 500 en Saône-et-Loire, soit 1.350, qui sont mieux accueillis que les migrants vendangeurs. On leur doit souvent les belles demeures bourguignonnes.

Dans le Bassin Parisien, le contraste est très net entre l'Est et l'Ouest : Lorraine et Champagne n'attirent guère tandis que l'Ile-de-France, la Haute-Normandie et les pays de la Loire moyenne sont des régions de concentration de migrants de la construction. Les quatre départements autour de Paris, dont la richesse repose alors sur les céréales, apparaissent comme particulièrement attractifs : 1.430 tailleurs de pierre, maçons et terrassiers séjournent en Seine-et-Marne ; 850 des mêmes métiers fréquentent la Seine-et-Oise ; 828 sont dénombrés dans le Loiret et 300 en Eure-et-Loir ; le total atteint un contingent de 3.408 travailleurs. Comme dans la capitale, les villes, bourgs et villages des environs de Paris sont des lieux de rendez-vous des spécialistes du bâtiment : Limousins et Auvergnats y rencontrent les Bas-Normands et chacun œuvre selon ses talents depuis le maçon limousin élevant des « murs de terre » (en fait, murs de pierre avec un liant de terre du pays) jusqu'au tailleur de pierre normand très recherché pour les palais et les grandes résidences de Rambouillet, Versailles, Saint-Germain-en-Laye ou Fontainebleau. Tout ce monde du travail de la construction bénéficie du numéraire apporté de Paris par l'aristocratie et la bourgeoisie dans leurs résidences secondaires et par l'Etat qui entretient et agrandit les palais impériaux. Mais la plupart des migrants ouvriers ne restent pas en permanence sur leurs chantiers. Beaucoup parmi les maçons ont des contacts constants avec les ruraux sédentaires et aident aux fauchaisons des seigles, des avoines, des prés et des prairies artificielles (mais ils ne prennent pas part aux moissons des blés, alors sciés). L'activité des travailleurs du bâtiment est imprégné de vie paysanne ; le milieu rural est très recherché par certains migrants, eux-mêmes issus des campagnes.

Dans le reste du Bassin parisien, et surtout au Nord-Ouest, ce sont les grands travaux économiques et militaires qui ont provoqué une plus importante concentration de migrants temporaires. Ainsi, les maçons savoyards du Giffre (département du Léman), qui avaient l'habitude de travailler dans leur région (Savoie, Genève, Lyon), en Suisse et dans l'Est de la France, doivent chercher de nouveaux chantiers lointains pour éviter les difficultés apportées par les crises économiques nées de la Révolution. Dès 1801, un entrepreneur de travaux publics, Perret, originaire de Savoie (il est de Samoëns, bourg de maçons migrants, en Haute-Savoie actuelle), chargé du creusement du canal de Saint-Quentin (Aisne et Nord), recrute massivement sa main-d'œuvre dans son pays d'origine. Ainsi, une migration temporaire et sans doute provisoire, apparaît pour les maçons et autres travailleurs savoyards du bâtiment. En 1812, après une dizaine d'années de déplacements réguliers, il part encore des maçons savoyards pour l'Aisne⁷¹. Des migrants savoyards sont aussi signalés en 1811 sur les chantiers du Havre, aux côtés des ouvriers compagnons limousins et normands. Il s'agit ici de travaux dans le port et sur les routes, car le blocus continental a fortement réduit les possibilités de constructions privées. Aux travaux du port et des routes, il faut ajouter les fortifications militaires. Cela explique sans doute la forte

concentration de migrants en Seine-Inférieure. Mais Rouen et ses environs, par les bénéfices apportés grâce aux manufactures textiles, peuvent encore faire construire ; ils contribuent aussi à la concentration de migrants travailleurs ⁷².

Les pays de la Loire moyenne (du Loiret au Maine-et-Loire) et les départements atlantiques viticoles (Charentes, Gironde ; premiers pays viticoles de France) sont riches de leurs vins (comme la Bourgogne déjà signalée) et ont toujours eu le souci d'entretenir leurs ports et leurs quais d'embarquement indispensables pour la vente de leurs produits viticoles. Dès le XVIII^e siècle, les documents signalent les séjours des travailleurs limousins du bâtiment dans ces régions favorisées et riches en numéraires ; peut-être portaient-ils avec les scieurs de long et les charpentiers (pour la construction des bateaux) et les peigneurs de chanvre (cordages), attirés eux aussi par les ports ⁷³. Toujours est-il qu'au début du XIX^e siècle, les préfets ne manquent pas de signaler leurs séjours. La Charente-Inférieure reçoit des contingents importants de travailleurs pour les ports, les assèchements et les fortifications : 680 tailleurs de pierre et maçons venus des trois départements limousins (Creuse, Haute-Vienne et Corrèze), mais aussi du Poitou (Vienne, Deux-Sèvres et de l'Auvergne (Cantal) ; 150 terrassiers que fournissent la Vendée, la Dordogne, la Haute-Vienne et la Haute-Loire. Toutes ces migrations s'effectuent en belle saison.

Comme Lyon, Bordeaux est une ville riche et active qui a l'habitude d'occuper de nombreux migrants temporaires du bâtiment et de la construction. Les installations du port, l'urbanisme et les demeures de la bourgeoisie, les châteaux du vignoble sont autant de facteurs qui interviennent dans l'attraction. Le préfet de la Gironde précise la venue régulière de 200 paveurs de la Creuse et de 400 maçons de la Haute-Vienne et du Puy-de-Dôme, soit 600 travailleurs. Mais par les rapports et ouvrage de « Statistiques » des départements de départ, nous savons que la Creuse et la Corrèze envoient aussi de nombreux maçons. C'est donc tout le Limousin qui prend une part très active aux grands travaux de construction de Bordeaux et du Bordelais. Les nombreux travailleurs du vignoble font passer au second plan les migrations pour le port et la ville et certainement des troupes de terrassiers, charpentiers et couvreurs arrivent à Bordeaux et ne sont pas signalés par les statistiques.

Les données apportées par les préfets du Premier Empire sont en effet très inégales et plus ou moins précises. Aussi, les vides qui apparaissent sur les cartes des travailleurs-migrants de la construction au début du XIX^e siècle peuvent parfois provenir d'oublis. Certains préfets, nous l'avons déjà vu, craignent de pousser leurs recherches de peur de mécontenter ou d'inquiéter des populations que l'on veut ménager (ainsi en Bretagne). D'autres ne se donnent guère la peine d'apporter des précisions. Le préfet du Gard parle de maçons venus de différents départements et dont le nombre est difficile à connaître. Sont-ils originaires du Massif Central ? Nous sommes surpris de constater que dans tout le Midi languedocien et provençal, en dehors des Italiens et Piémontais déjà étudiés, on ne voit aucun migrant du bâtiment et des grands travaux. Les travailleurs sédentaires suffisent-ils ? Pourquoi alors les Italiens et Piémontais réussissent-ils à trouver du travail ? Comment se

fait-il que les Limousins, qui vont très loin vers le Nord (Seine-Inférieure et Ainse), ne soient pas attirés vers le Midi, où les villes sont nombreuses ? Pourquoi Bordeaux appelle les migrants du Massif Central et pas Toulouse, ni Montpellier ? Autre vide aussi, mais moins étendu, en Champagne et en Lorraine. Les travailleurs de la Moselle se rendent à Paris, mais en traversant la Champagne ils ne sont pas embauchés pour les grands travaux. Peut-être la non attraction des migrants français s'explique-t-elle par des salaires trop faibles, dont se contentent pourtant les Italiens ?

Ainsi, dans les premières années du XIX^e siècle, les migrations temporaires pour la construction intéressent des masses considérables de travailleurs ; plus de 25.000 dans le Limousin (en comptant les « clandestins », réfractaires à la conscription) et sans doute autant dans les autres zones de recrutement (Auvergne, Basse-Normandie, Haute-Savoie, etc...). Mais toutes les régions françaises ne profitent pas de cet apport de main-d'œuvre, en un temps où la guerre a raréfié les spécialistes et même la grosse main-d'œuvre. Nous assistons déjà à l'arrivée des migrants étrangers, surtout italiens, dont les effectifs ne cesseront de grossir.

NOTES - TROISIEME PARTIE - Chapitre III

I - LES MIGRATIONS DU BATIMENT ET DES GRANDS TRAVAUX PUBLICS

10) Au début du XIXe siècle, le Massif Central est la grande région de recrutement des migrants temporaires travailleurs du Bâtiment et des grands travaux pour la plupart des régions françaises.

1 A. CHATELAIN (71).

2 A.N. F.20/434-435 et les dossiers correspondant à l'enquête 1807-1813 et que des dépôts d'Archives départementales ont pu conserver. Aussi CHATELAIN (56).

3 A. CHATELAIN (64).

4 Il faut noter que les histoires économiques, comme celle d'H. SEE (165) ne font guère de place aux industries « volantes », non sédentaires, comme l'industrie du bâtiment et des grands travaux. Seuls comptent ateliers fixes et usines.

5 Cf. « Le Moniteur Universel », 6 mars 1806, p. 256 et sq.

6 A.D. Seine-et-Marne : 12 M (26).

7 Tous les rapports des préfets cités à la suite sont dans A.N. F.20/434-435.

8 P. ESTIENNE (757), p. 311 et suiv.

9 A.D. du Puy-de-Dôme : IV C.134 (Landogne) et IV C.93 et 104.

10 A.D. du Puy-de-Dôme : VI C.105, f. 6.

11 DELASPRE (742), p. 30-31.

12 A.D. du Puy-de-Dôme : IV C.131, f. 7.

13 A.D. du Puy-de-Dôme : IV C.93 et 104.

14 A.D. du Puy-de-Dôme : IV C.134, f. 32.

15 Dans le dossier des Archives Nationales sur l'enquête 1807-1812, le rapport sur la Haute-Vienne est absent. Mais pour ce département il y a la Statistique de L. TEXIER-OLIVIER (826). Voir aussi les dossiers sur la conscription : A.N. F.7/3590, 3591 et 3614.

16 Cf. MERLIER (794), p. 215.

17 A.D. de la Creuse : E.1244.

18 A.D. de la Creuse : E ; Notaires. Minutier déposé par Me Baret d'Auriolle, notaire à Ahun. Texte dans « Mémoire de la Soc. des Sc. Natur. et Archéo. de la Creuse », p. 300-301 du tome XXVII, fasc. 2 (1939-1940). Nombreux autres textes publiés par cette Société : tome XVI (1907-1908), p. 1-30 ; tome XXIII (1925-1927), p. 384.

19 A.D. de la Creuse : C.339. « Mémoire sur la généralité de Moulins », par Jacques LEVAYER, intendant, annoté par M. COUSTURIER de FOURNOUE, subdélégué à Cueret (782).

- 20 A.D. de la Creuse : H.223 (1582-XVIII^e siècle) ; Abbaye de N.-D. d'Aubepierre, transaction du 20 mars 1636. Voir aussi MERLIER (794), p. 216 et CARRON (730), p. 291.
- 21 LE VAYER (782), p. 12-13 et A.D. de la Creuse : C.339.
- 22 A.D. de la Creuse : C.360 (Observations sur la province de la Marche, 1763, anonyme). Autres remarques dans C.363 (manuscrit anonyme et non daté).
- 23 L. TEXIER-OLIVIER (826), p. 97.
- 24 A.N. F.7/3614 (rapport du 21 Brumaire an XIV).
- 25 A.D. de la Haute-Vienne : B.445.
- 26 Texte cité par LECLERC (in Bull. Soc. Archéol. du Limousin, 1890, p. 183).
- 27 TEXIER-OLIVIER (826), p. 71 et 98.
- 28 J. VIDALENC (174), p. 314 du tome I.
- 29 TEXIER-OLIVIER (826), p. 81.
- 30 TEXIER-OLIVIER (826), p. 97-98.
- 31 A.N. F.7/3614 (Rapport du 27 oct. 1806).
- 32 A.N. F.7/3614 (Lettre du 25 oct. 1810).
- 33 A.N. F.20/434 (Lettre du 20 mars 1809).
- 34 A.N. F.7/3590 (Lettre du 3 févr. 1810).
- 35 A.N. F.7/3590 (Rapport du 18 nov. 1809).
- 36 Cahiers de doléances d'Affleux et de Saint-Sornin-Lavolps (HUGUES in : Bull. Soc. Lettres Corrèze, 1888, p. 123, 553).
- 37 A.N. F.7/3590 (Rapport de 1807).
- 38 D'après LE VAYER (782) pour 1695 et A.D. de la Creuse (C.360 et C.361) pour 1763 et 1768. Voir aussi CARRON (730), p. 294.
- 39 J. BRUNHES (43), p. 552 du tome II.
- 40 A.D. de la Haute-Savoie : 15.L (7-15, 40, 44, 72). Voir aussi GUICHONNET (587), p. 506-509 ; M. BRUCHET : *L'émigration des Savoyards originaires du Faucigny au XVIII^e siècle* (Comité des Trav. hist. et sc., Bull. hist. et Philol., 1896, p. 815-831), Id^o : *Communication sur la situation du Faucigny au 18^e s., d'après des documents inédits* (Rev. Savoisienne, Annecy, 1896, p. 105-106).
- 41 D'après DUBUC (278), il faut y ajouter des départements normands.
- 42 A.D. de la Seine-et-Marne : 12 M (26).
- 43 A.D. de la Seine-et-Marne : 12 M (26) (Rapport du sous-préfet de Fontainebleau).
- 44 A.D. de la Seine-et-Marne : 12 M (26).
- 45 VALLAUX (482), p. 271.

- 46 DUBUC (278), p. 249. Cet auteur signale l'interdiction de la couverture de chaume depuis 1770 dans les villes et les bourgs de population agglomérée, à cause des incendies. Or, on manque d'artisans pour les nouvelles couvertures ; les migrants deviennent dès lors indispensables.
- 47 MATHOREZ (188), tome II, p. 102-144. Malheureusement, le tome sur les Italiens n'a pas paru. L'auteur ne s'attache guère à l'étude des migrants modestes.
- 48 VOVELLE (413), pour Marseille, reste bien imprécis.
- 49 M. BLANCHARD (30), plus particulièrement p. 254-269.
- 50 Des renseignements sur les migrations intérieures italiennes sont donnés par l'enquête du Premier Empire sur les migrations périodiques : A.N. F.20/435 (départements italiens). Sur l'état économique et social de ces populations migrantes : R. DAVICO : *Démographie et économie, ville et campagne en Piémont à l'époque française* (Annales de Démographie historique 1968, p. 139-164).
- 51 M. BLANCHARD (30), p. 256.
- 52 On peut se demander si les maçons italiens ne gagnent pas aussi la région parisienne. A la fin de la Seconde Restauration, vers 1827, STENDHAL, dans *Le Rouge et le Noir* (édit. La Pléiade, 1949, Romans et nouvelles, p. 222) note le passage traditionnel à travers la Franche-Comté, pour aller à Paris : « Ces maçons qui au printemps traversent les gorges du Jura pour gagner Paris ». Ils sont aussi occupés en Franche-Comté par les propriétaires.
- 53 Le dossier du département du Mont-Blanc (enquête sur les migrations périodiques de 1807-1813) est absent aux Archives Nationales, mais celui du département de la Savoie (A.N. F.20/435) fait connaître les départs de paveurs et de maçons pour la Savoie.
- 54 A.N. F.20/435 (Haute-Marne, lettre du 6 mars 1811).
- 55 A.N. F.20/434 (Côte-d'Or, rapport du 12 avril 1811). Les migrants vitriers du Tessin et des Grisons sont aussi très nombreux en Savoie : GUICHONNET (587), p. 528.
- 56 A.N. F.20/435 (Pas-de-Calais) et A.D. du Pas-de-Calais : M.1157. Aussi : P. BOUGARD : *Les sources de l'histoire démographique du département du Pas-de-Calais* (Commission d'Hist. écon. et Soc. de la Révol. franç., Paris, 1964, 128 p.), p. 113.
- 57 A.D. de l'Ain : M.86 (Matériaux de la Statistique. Premier Empire) et A.N. F.20/434 (Ain). Aussi BOSSI (671).
- 58 A.D. de la Seine-Maritime : M.(enquête de 1811) et DUBUC (278), p. 249.
- 59 A.N. F.12/502 (Rapport adressé par le préfet de police au Ministre de l'Intérieur ; 30 mai 1807). Voir texte intégral dans VAUTHIER (243).
- 60 A.D. de la Seine-et-Marne : 12 M (26) et A. CHATELAIN (56).
- 61 Cf. SCHMIDT (Ch.) : *Recueil des principaux textes législatifs et administratifs concernant l'industrie de 1788 à l'an XI* (Bull. Commission de Recherche et de Publication des documents relatifs à la vie écon. de la Révol., 1905), p. 405.
- 62 Cité par HUSSON (François) : *Artisans français* (Paris, 1903, 270 p.), 210-211.
- 63 Cf. P. LAROUSSE (125), tome X, p. 877.

64 Cité par VAUTHIER (243), p. 449.

65 Cité par DURAND (220), p. 113.

66 E. LEVASSEUR (140), dans son histoire des classes ouvrières (1789-1870), tome I, p. 508, ne met guère en relief ce caractère encore très rural de la main-d'œuvre de la construction, employée dans les villes.

67 GUICHONNET (587), p. 507 et suiv.

68 A. CHATELAIN (424) et A.N. F.20/435 (Rapport du 13 septembre 1811).

69 A.D. du Puy-de-Dôme : C.1715 (Registre des passeports). Aussi DELASPRE (742), p. 31. A.D. du Puy-de-Dôme : 4 C. 104 et C.5260. Egalement POITRINEAU (815), p. 19.

70 A.N. F.20/434 (Côte-d'Or) (Rapport du 12 avril 1811). Aussi : A. CHATELAIN (425).

71 GUICHONNET (587), p. 509.

72 DUBUC (278), p. 249.

73 DELASPRE (742).

20) LE DEVELOPPEMENT RAPIDE ET INTENSE DES MIGRATIONS TEMPORAIRES DE LA CONSTRUCTION ET L'ALLONGEMENT DES ABSENCES AU COURS DU XIX^e SIECLE.

De toutes les migrations temporaires laborieuses, les migrations de la construction sont certainement les plus complexes et les plus difficiles à analyser. Ces déplacements réguliers de main-d'œuvre ont largement bénéficié de la nouvelle civilisation industrielle et urbaine. Les effectifs n'ont cessé de se gonfler pour répondre à la demande toujours grandissante. Mais en même temps les migrations ont progressivement changé de caractère ; les migrations saisonnières longtemps prédominantes ne convenaient plus aux conditions nouvelles. Les déplacements temporaires des travailleurs d'origine rurale devaient nécessairement s'adapter et la durée de l'absence s'allonger. Sans doute trouvera-t-on encore à Paris, à la fin du XIX^e siècle ou au début du XX^e siècle, des Creusois venant offrir leurs services pour la belle saison, mais c'est là un type de migrant qui rappelle le passé et qui ne répond plus à la marche normale de l'industrie du bâtiment et des grands travaux, laquelle travaille maintenant toute l'année avec un matériel nouveau. Pourtant, même si des machines ont été inventées et introduites pour faciliter la construction, le labeur humain reste toujours essentiel et l'industrie du bâtiment garde encore un caractère artisanal ¹.

La difficulté de l'analyse provient aussi de la documentation très inégale et insuffisante dont dispose l'historien. Au départ et à l'arrivée des migrants, des informations peuvent être recueillies. Mais il manquera toujours les renseignements qu'un intermédiaire important aurait pu fournir ; l'entrepreneur n'a guère laissé de papiers et même si des archives étaient recueillies, répondraient-elles aux problèmes qui nous préoccupent ? L'entrepreneur ne se soucie guère de savoir d'où viennent les travailleurs et quelle vie ils mènent ; pour lui seules les qualités du labeur comptent. Il faut des difficultés sur les chantiers (grèves, conflits entre travailleurs, rixes, etc...) pour avoir quelques rapports de la gendarmerie ou de la police, plus rarement des ingénieurs (ainsi au Montcenis), et obtenir des informations sur les conditions de vie et de travail des ouvriers migrants et sur leurs comportements. Les enquêtes officielles, particulièrement au moment des crises, apportent des contributions utiles. Mais là encore il y a parfois des vides regrettables, comme l'absence de dossiers dans les Archives pour la Creuse, lors de l'Enquête importante ordonnée par le décret du 25 mai 1848 sur les conditions de travail des ouvriers². Heureusement, des écrits d'anciens maçons permettent de mieux saisir les problèmes qui préoccupent les travailleurs migrants ; les Mémoires de Martin Nadaud constituent un document essentiel et de grande valeur pour notre analyse ³.

A) Les causes du grand développement des migrations pour la construction et les grands travaux.

L'analyse de la situation de la main-d'œuvre migrante temporaire au début du XIX^e siècle a fait apparaître diverses causes de développement : l'urbanisme et les constructions publiques ou privées dans les villes, l'entretien et l'aménagement des voies de communication anciennes ou nouvelles (routes,

canaux, ports), les fortifications militaires autour des villes ou aux frontières, la transformation de régions insalubres et incultes, etc... Toutes ces causes seront encore valables au cours du XIXe siècle et au début du XXe, mais certaines prendront plus d'importance à la suite de circonstances nouvelles et de vote de lois. Une cause essentielle va provoquer un appel considérable de main-d'œuvre durant une grande partie de la période considérée : la construction du réseau ferré. Presque tous les régimes politiques vont être favorables aux grands travaux et prendre des initiatives ; parmi eux le Second Empire se distinguera tout particulièrement. Ainsi, les causes les plus diverses apparaissent et il est indispensable de les classer méthodiquement.

a) La nécessité de construire des routes plus solides avec l'intervention d'entrepreneurs recruteurs de main-d'œuvre et n'employant guère de machines.

Avant de développer la grande construction urbaine, on a d'abord porté l'effort en France sur la construction de routes ; c'est l'œuvre capitale de la période 1815-1848. Les statistiques sont éloquentes dans ce domaine : pour les routes royales entre Paris et les frontières terrestres et maritimes, les progrès sont réguliers ; en 1815 : 17.000 km, en 1824 : 33.536, en 1837 : 34.512, en 1847 : 35.400. Mais c'est l'état de ces routes qui a de l'importance ; la progression des longueurs utilisables prouve que des travaux sérieux ont été entrepris : en 1824 : 14.288 km, soit 42,6 % du réseau ; en 1837 : 24.716 soit 71,6 % ; en 1855 : 35.600, soit 98 %. Cependant, les grands travaux routiers ne sont pas seulement ceux des routes royales ; ils portent aussi sur le réseau rural (lois de 1824 et de 1836 qui distinguent les grandes communications et les chemins vicinaux). Que l'on pense à la main-d'œuvre nécessaire pour aménager 684.000 km ! Ainsi, dans le Pas-de-Calais, la longueur des routes est multipliée par vingt en un demi-siècle (180 km en 1800, 3.704 km en 1850). Or, une très grande partie des travaux est revenue aux migrants temporaires, puisque certaines populations rurales ne sont pas attirées par ce genre de tâches qui rappellent trop les corvées d'Ancien Régime ⁴.

Ajoutons aux travaux routiers, la construction délicate et coûteuse des ponts : ⁵ Le Premier Empire n'avait construit que 64 ponts (dans les limites de la France de 1814). La Restauration fait un premier progrès avec 180 ponts. Mais c'est la Monarchie de Juillet qui fait le plus gros effort avec 580 ponts. Il est vrai que le pont suspendu a été construit dès 1824 par l'ingénieur Seguin et l'appel de migrants temporaires a été moins grand pour ce type d'ouvrage. Mais très vite on se rendra compte que le pont suspendu ne peut supporter que des charges très limitées et qu'il faut aussi construire des ponts de pierre ⁶.

Ce double bilan de la route et des ponts nous conduit naturellement à examiner de plus près les problèmes des travaux et du recrutement de la main-d'œuvre temporaire indispensable ; ces problèmes n'ont guère retenu l'attention des historiens jusqu'à ce jour. Deux questions apparaissent prédominantes : les migrations de grosse main-d'œuvre pour les routes se sont beaucoup développées à la suite de la suppression des corvées à la fin du XVIIIe siècle et un intermédiaire commence à jouer un grand rôle pour le recrutement de cette main-d'œuvre, l'entrepreneur de travaux publics.

La corvée pour des travaux routiers tend à disparaître dès 1758 dans les généralités de Caen puis dans celle de Limoges ; le travail est alors confié à un entrepreneur qui paye une main-d'œuvre volontaire ⁷. Après bien des luttes entre partisans et adversaires de la corvée, le problème est définitivement réglé par l'édit royal de 1787 : conversion de la corvée en prestation en argent. Or, pour notre analyse, cet événement a une grande importance ; des ruraux de certaines régions vont désormais pouvoir offrir leurs services par des migrations temporaires et de nombreux terrassiers, casseurs de pierre, tailleurs de pierre et maçons commencent à multiplier leurs déplacements vers les chantiers provisoires. Ceux du Massif Central deviendront ainsi des spécialistes des travaux routiers et cela d'autant plus que des régions ont à souffrir d'une véritable pénurie de main-d'œuvre pour ce genre de tâche. Nous avons vu, d'après le rapport du préfet du Cher sous le Premier Empire, combien ces migrants temporaires étaient préférés à une main-d'œuvre locale n'apportant guère de soin à ces travaux. Les travailleurs polyvalents (maçons de « murs de terre » et constructeurs et réparateurs de routes) sont employés très loin de leur commune de résidence ; lors de l'enquête du Premier Empire sur les migrations périodiques, le maire de Melun (Seine-et-Marne) signale la présence d'une équipe de 30 hommes venus de la Haute-Vienne et de la Creuse, d'avril à novembre, pour toutes les opérations intéressant les routes qui rayonnent autour de la ville ⁸. Sans doute en 1816 le gouvernement de la Restauration décide la création d'une catégorie de « cantonniers à gages » pour l'entretien des routes. Mais ce corps spécialisé est nettement insuffisant et la construction de routes nouvelles nécessite le recrutement temporaire de travailleurs très nombreux ⁹.

Or si l'Etat met au point le corps des cantonniers (règlement de 1835, arrêté de 1852), il se décharge sur les entrepreneurs pour le recrutement et l'emploi des travailleurs temporaires, très souvent migrants saisonniers. Pourtant en 1811, on a cherché à séparer la fourniture des matériaux (par des entrepreneurs) et leur emploi dans les travaux routiers (confié aux cantonniers par des baux fixant la durée). Mais ce système complexe ne put durer car les cantonniers adjudicataires en économisant sur la main-d'œuvre s'opposaient aux ingénieurs. L'entrepreneur retrouve vite son rôle ; il est le fournisseur de matériaux et le responsable des travaux ; par conséquent le recrutement de la main-d'œuvre temporaire lui incombe. En fait, l'entrepreneur de travaux publics est autant, sinon plus, un homme d'affaires qu'un technicien. Un apprentissage technique est nécessaire, mais pour l'Académie française « la loi range l'entrepreneur dans la catégorie des commerçants » ¹⁰. On désigne ainsi celui qui s'engage envers l'Etat, le département ou la commune à exécuter pour une somme déterminée un travail à forfait. Cet entrepreneur connaît bien le marché de la main-d'œuvre ; il sait qu'il peut compter sur l'arrivée régulière de migrants temporaires nombreux, souvent peu exigeants et sérieux, et qui lui permettront d'avoir de gros bénéfices. Au besoin, il connaît les régions où il pourra recruter par l'intermédiaire d'agents dévoués et intéressés par l'opération. Le Massif Central et particulièrement l'Auvergne, le Velay et le Limousin sont les grandes régions de recrutement. Tant que les salaires resteront très bas et la main-d'œuvre abondante, l'entrepreneur n'est pas intéressé à développer le

machinisme. L'apparition du rouleau compresseur est tardive ; l'engin, tiré par des chevaux est seulement mis en usage en 1844 par Polonceau ¹¹. Ainsi pendant la presque totalité de la première moitié du XIXe siècle, les routes françaises ont été faites grâce à un travail manuel intense que les seuls sédentaires n'auraient pu fournir ¹².

b) Le développement des grandes villes et les travaux urbains publics et privés particulièrement à Paris provoquent un appel très intense de main-d'œuvre temporaire.

La modernisation des villes anciennes par un urbanisme progressivement élaboré et l'extension par la création de nouveaux quartiers et de nouvelles banlieues ont été des phénomènes très lents durant la première moitié du XIXe siècle. Destructures et reconstructions sont encore très timides sous le Premier Empire, la Restauration et la Monarchie de Juillet. Après une assez longue période de travaux limités et lentement menés, il y a comme un sursaut d'activité vers le milieu du XIXe siècle, sous le Second Empire. Or, c'est le moment où les travaux routiers en province se poursuivent et où les chantiers de construction de chemins de fer se multiplient. Ces trois sortes d'appel de main-d'œuvre temporaire (routes, villes, rail) vont en quelque sorte se concurrencer ; cela d'autant plus que les machines n'apportent qu'une aide très limitée aux divers travaux et que les opérations sont encore presque essentiellement manuelles. Par ses salaires plus élevés, la ville attire intensément les migrants et les plaintes des ruraux sont alors nombreuses.

Ce sont d'ailleurs surtout les cultivateurs qui se plaignent des grands travaux urbains et publics car ils éloignent les migrants des travaux agricoles auxquels ils apportaient leur participation. Même si des migrants étrangers viennent prendre la place des Français plus attirés vers les villes, cela ne suffit pas. Ainsi, en Seine-et-Oise, lors de l'Enquête de 1866, les exploitants agricoles expriment très clairement leur point de vue : « les déposants pensent que certains travaux publics pourraient sans inconvénient être suspendus pendant l'époque de la moisson, pour laisser à ce moment les bras libres. Ils suppléent à la rareté de la main-d'œuvre dans le pays en employant un grand nombre d'ouvriers étrangers. Cette année, les travaux de l'Exposition ont attiré beaucoup de bras qu'ils ont enlevés à la culture ¹³ ». Il ne s'agit pas seulement d'ouvriers du pays, mais aussi de migrants qui venaient traditionnellement offrir leurs services. D'autres plaintes se font entendre dans la Loire Inférieure : « Il ne vient pas d'ouvriers nomades en quantité notable. Autrefois, il venait des Bas-Bretons des Côtes-du-Nord et du Finistère, mais aujourd'hui ils se rendent de préférence, pendant la belle saison, dans les chantiers de travaux publics ¹⁴ ». Dans le département des Deux-Sèvres, le même phénomène de migrations temporaires pour les travaux publics est constaté comme en Bretagne : « les bras sont insuffisants ; à certains moments de l'année, les ouvriers agricoles quittent le pays pour aller travailler dans des chantiers où ils trouvent des salaires plus élevés », dit le maire de Saint-Romans-les-Melle (canton de Melle) ¹⁵. Ce n'est donc pas seulement le Massif Central qui procure la grosse main-d'œuvre pour les grands travaux publics et urbains, mais l'Ouest breton et poitevin. Quant aux exploitants agricoles du Puy-de-Dôme qui voient partir de plus en plus de migrants temporaires, terrassiers particulièrement, ils demandent qu'on fasse

cesser la cause nuisible aux campagnes : « Il faudrait faire cesser les travaux des villes, qui sont inutiles. Par villes, on entend Paris, toujours Paris » ¹⁶.

Paris en effet, est devenu un vaste chantier où les grands travaux reprennent presque à chaque belle saison, le migrant temporaire sans qualification précise est assuré d'y trouver de l'occupation. Sous la Monarchie de Juillet, les canalisations d'eau et de « gaz de ville » sont allongées, des fontaines édifiées, des rues nouvelles percées (comme la rue Rambuteau), les quais relevés, les boulevards aplanis, les places aménagées (comme la Concorde), les nouvelles fortifications élevées en quatre ans. Après la période de chômage de la Seconde République, les travaux reprennent avec ampleur sous le Second Empire : démolitions et grandes percées rectilignes de chaque côté de la Seine et jusque dans l'ancienne proche banlieue annexée où le travail d'urbanisme est énorme comme dans le vieux Paris à l'intérieur des boulevards (dits extérieurs). Pour moderniser la capitale, à l'exemple de Londres, que de travaux manuels : chaussées bombées, trottoirs généralisés, squares multipliés, places, parcs et bois aménagés, égouts et canalisations refaits, anciens palais et monuments dégagés des masures, ponts reconstruits et élargis, etc... ! Entre 1852, et 1863 8.260 maisons ont été démolies et à leur place sont élevées 24.947 immeubles nouveaux ¹⁷. Pour tout le Second Empire et pour le Paris de 1870 le bilan est remarquable ¹⁸ : au lieu des 24.404 maisons démolies, 74.597 nouvelles sont alors dénombrées. On a beaucoup parlé des architectes et des administrateurs qui ont préparé et surveillé ces transformations ; on oublie les dizaines de milliers de travailleurs qui se sont succédés par vagues venues de province pour accomplir les tâches les plus pénibles. C'est là qu'est surtout la population dite « flottante », la plus difficile à recenser. L'enquête de 1860 de la Chambre de Commerce de Paris établit un compte minutieux des travailleurs spécialisés des grands travaux et du bâtiment, mais pour la grosse main-d'œuvre, il est plus difficile d'avoir des données précises ¹⁹.

L'appel dans la capitale de tous ces travailleurs apparaît à certains contemporains comme une opération démographique très dangereuse. Un ouvrage d'un député du Nord est significatif, il montre l'inquiétude qui naît vers 1859 : « C'est cette industrie du bâtiment dans la capitale qu'il faut arrêter ou dont il faut, du moins, répartir les dépenses sur un certain nombre d'années, au lieu d'agir avec la précipitation de ces malades qui n'espèrent pas de lendemain... Est-il nécessaire de faire remarquer maintenant que lorsque des millions sont dépensés pour appeler l'air et la lumière dans les grandes villes comme on se plaît à le répéter, les habitants des villages peuvent à peine, malgré les démarches, obtenir quelques milliers de francs pour construire ou assainir une fontaine, pour payer leurs chemins de terre, pour rectifier le réseau de leurs routes vicinales... » ²⁰.

Ainsi plus que les travaux routiers, les opérations de transformations urbaines par les attraits de la ville et les plus hauts salaires, sont à l'origine de nombreux déplacements réguliers de main-d'œuvre qualifiée ou non. Ces sortes de migrations temporaires risquent, plus que d'autres de même catégorie mais restant dans le cadre provincial et rural, de se transformer rapidement en migrations de longue durée entraînant le déracinement. En fait, les migrations liées à la construction des lignes ferrées apparaissent, pour les ruraux, plus

utiles et moins dangereuses pour les populations des campagnes.

c) Les chantiers de construction des chemins de fer ont pris le relais des chantiers routiers mais ont agi avec une ampleur inconnue jusqu'alors.

Si les chantiers de construction de routes attirent la grosse main-d'œuvre migrante et des spécialistes du bâtiment pendant la première moitié du XIX^e siècle, les chantiers ferroviaires jouent le même rôle durant la seconde moitié de ce même siècle, avec un prolongement sur le début du XX^e siècle. Il s'agit ici d'un appel continu, intense et intéressant maintes régions en même temps. Plus que la construction intermittente des canaux dans la moitié septentrionale de la France ou des fortifications militaires dans l'Est après 1871, les lignes ferrées sont des lieux d'activité permanents bien que se déplaçant sans cesse.

La progression de la construction du réseau entre 1852 et 1914 permet de constater l'appel régulier des troupes de travailleurs migrants. En 1852, 2.000 km seulement de lignes sont terminées. En 1856, l'effort est déjà plus marqué : 6.500 km soit un millier de kilomètres en moyenne par an. En 1869, on atteint 17.000 km ; depuis 1856, la progression est de 10.500 km, avec une moyenne annuelle de 800 km. En 1914, 50.000 km sont construits, en comptant les lignes secondaires et départementales ; les 33.000 km qui s'ajoutent dans la période 1869-1914 montrent que la tâche a été menée à bien avec une moyenne annuelle à peine inférieure à la précédente : 700 km. Or, il faut tenir compte des difficultés du travail, très inégales selon les régions et selon les périodes. Jusque vers la fin du Second Empire, la construction des grandes lignes se fait en plaine et apparaît relativement aisée ; aussi la moyenne annuelle de progression est élevée. Après 1870, les travaux sont beaucoup plus durs, car beaucoup sont en montagne. Les travailleurs sont sans doute aidés par de nouvelles machines : la perforatrice mécanique (apparition en 1861 pour le tunnel du Fréjus dans les Alpes), l'air comprimé actionne des outils et facilite une aération des chantiers, tandis que la nouvelle force de la dynamite (1867) permet de faire sauter des blocs de rochers. La moyenne annuelle de progression des travaux baisse (de 1000 km dans la période 1852-1856 à 700 km après 1870), mais c'est encore remarquable quand on pense aux difficultés en montagne et aux nombreux travaux d'art (tunnels, viaducs, murs de soutènement, etc...) terrassiers et spécialistes du bâtiment ont, dans les travaux ferroviaires, un emploi assuré pour plus d'un demi-siècle et la migration temporaire est indispensable pour une telle œuvre ²¹.

L'exemple du Massif Central permet de mieux saisir l'importance de ces travaux pour la concentration de la main-d'œuvre²². Déjà, les intendants et les préfets s'étaient plaints des nombreux obstacles rencontrés pour construire les routes. Pour les chemins de fer, les problèmes à résoudre sont encore plus ardu : les multiples vallées profondes et les reliefs obligent à faire des viaducs, des remblais et des tunnels. R. Caralp a dressé des bilans remarquables pour certaines lignes : la ligne des Cévennes La Bastide-La Levade : 16 km de tunnels (au nombre de 47) pour 51 km celle des Causses (Joncels-Neussargues) a 31 tunnels formant 14 km de longueur couverte (sur un parcours de 218 km). Le même auteur a montré dans une carte

minutieusement établie, l'échelonnement des constructions de 1855 à 1914. Les milliers de travailleurs migrants occupés sur les chantiers progressivement déplacés viennent en grande partie du Massif Central, mais aussi du Piémont ²³. Ce qui prouve combien la main-d'œuvre temporaire migrante française ne suffit plus, car celle-ci est de plus en plus attirée par les travaux urbains en plein développement. Les Limousins et les Auvergnats, presque seuls employés auparavant dans leurs propres régions et dans les pays d'alentour, sont alors remplacés chez eux par des travailleurs étrangers, particulièrement italiens.

Ces migrants temporaires travailleurs italiens sont encore plus attirés par les grands travaux ferroviaires dans les Alpes où la nature présente beaucoup plus de difficultés et de problèmes ²⁴. Que l'on pense au tunnel du Fréjus, long de plus de 13 km et percé de 1857 à 1871 ! Premier grand tunnel alpin construit, les travaux ont avancé très lentement (2,6 mètres en moyenne par jour ; c'est la plus faible moyenne si on la compare à celles des autres tunnels alpins). Aussi, cela s'explique, en grande partie, par le travail presque purement manuel, surtout au début de la période de percée. C'est le plus coûteux des tunnels alpins par suite des armées de travailleurs qu'il a fallu employer temporairement (5.200 francs suisses par mètre de travaux ; le Gothard qui date de 1872-1881 : 4.500 F). La progression des contingents est très nette pendant les dix premières années de la percée : 500 ouvriers de 1857 à 1859, 800 puis 1.500 de 1860 à 1864, 3.000 de 1864 à 1868 ; encore 2.000 de 1868 à 1870 et 1.500 en 1871 ²⁵. Heureusement pour les entrepreneurs, comme pour la route voisine du Montcenis au début du siècle, le proche Piémont restait la grande région de recrutement, aussi bien pour la grosse main-d'œuvre que pour les spécialistes. Cette percée du Fréjus terminée, les migrants temporaires italiens pouvaient pénétrer de plus en plus nombreux en France où les chantiers de grands travaux cherchaient à recruter des ouvriers solides, endurcis et travailleurs. Les lignes ferrées des Alpes françaises, plus que toutes les autres, ont été faites grâce à l'aide des équipes nombreuses de migrants italiens que les entrepreneurs n'hésitaient pas à engager pour leurs qualités reconnues. Les matériaux évacués lors des percements des tunnels servent à faire de nombreux remblais ; les terrassiers ont alors une énorme tâche. Par suite des roches friables et des éboulements dangereux, il est indispensable de faire des murs de soutènement et des voûtes de tunnels et de galeries ; tailleurs de pierre et maçons sont très recherchés et les contingents recrutés en Italie reviennent régulièrement chaque année et prennent ainsi l'habitude de travailler dans les départements du Sud-Est français. Lorsque les chantiers ferroviaires ralentiront leur activité, des régions voisines des Alpes absorberont ces équipes de migrants ; Côte d'Azur et Région lyonnaise ont un grand besoin de travailleurs du bâtiment vers la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle.

B) L'augmentation progressive des départs de migrants dans les régions françaises de recrutement.

Après 1815, la paix revenue, les populations françaises migrantes retrouvent une tranquillité perdue depuis un quart de siècle. Malgré la conscription et à cause d'elle, la période du Consulat et du Premier Empire a

été celle de migrations temporaires nombreuses et enchevêtrées. Nous avons vu que les activités du bâtiment et des grands travaux en ont largement bénéficié. Mais on peut se demander si les jeunes migrants, voulant échapper aux contraintes militaires et suivant les terrassiers et les maçons limousins ou auvergnats, vont maintenant continuer leurs déplacements ou s'ils reviendront complètement à la vie sédentaire. Les gains plus substantiels de la migration ont pu décider maints jeunes hommes à poursuivre des occupations plus lucratives que les activités agricoles ou rurales peu rentables du Limousin ou de l'Auvergne. Cela d'autant plus que les familles rurales s'accroissent par suite d'une natalité très forte. Chaque famille, peu pourvue de terre et ne pouvant guère compter sur des activités locales non agricoles, doit en de nombreux pays pauvres, envoyer dans des régions plus favorisées les hommes jeunes. Ils rapporteront les gains de ces ressources indispensables, complémentaires pour certaines familles, essentielles pour d'autres.

La période qui commence après 1815 est celle des grands travaux publics utiles comme nous l'avons vu pour la route d'abord, pour les chemins de fer ensuite. Mais c'est aussi la période d'une bourgeoisie qui s'enrichit et qui ne se contente plus de passer la plus grande partie de sa vie dans des résidences campagnardes ou dans des domaines ruraux ; la vie agréable des villes, les affaires urbaines de plus en plus développées sont autant de prétextes ou de facteurs pour venir s'installer dans la grande ville. On n'abandonne pas complètement les demeures campagnardes, mais on fait désormais construire plus en ville que dans les villages. Et c'est là une cause essentielle pour les migrants du bâtiment de poursuivre leurs déplacements traditionnels et même de les accroître. Le migrant maçon suit le bourgeois rural qui migre à la ville. Mais à la différence de ce dernier, il ne s'y installera pas définitivement ou pour une longue durée. Le migrant travailleur est plus prudent ; il reviendra régulièrement dans son village tout en profitant des bénéfices réalisés par une bourgeoisie qui a donné, la première, l'exemple de la désertion et de l'exode. Profiter des travaux de l'Etat, profiter des bénéfices de la bourgeoisie désormais urbaine, ce sont là des mobiles qui ont joué, consciemment ou non, pour les migrants travailleurs de plus en plus nombreux des pays pauvres des montagnes, comme des plaines. C'est à peine, si les crises économiques ralentissent pour de courtes périodes l'augmentation progressive et régulière des départs. Grands travaux publics et constructions urbaines ont été des centres d'attraction essentiels durant la plus grande partie du XIXe siècle.

a) Pendant tout le XIXe siècle, la Creuse reste le département essentiel de recrutement de la main-d'œuvre migrante pour la construction.

Bien peu de départements ont une littérature aussi abondante sur les travailleurs migrants que le département de la Creuse et le contraste est marqué, dans cette documentation, avec les deux autres départements limousins, Haute-Vienne et Corrèze. Aussi sommes-nous bien renseignés sur les départs et les problèmes au cours du XIXe siècle.

La progression des départs de migrants est régulière. Elle apparaît nettement dans les données statistiques : de 15.000 sous le Premier Empire, l'effectif passe à 23.000 en 1825, d'après le secrétaire général de la préfecture

de la Creuse de Partouneaux qui rassemble les résultats d'une minutieuse enquête²⁶. Pendant la Monarchie de Juillet, la montée se fait encore nettement sentir : 24.000 en 1830 et 34.000 en 1848²⁷. Mais si le palier de la fin de la Restauration n'était guère marqué, celui de la Seconde République et même du Second Empire est beaucoup plus durable. En effet, l'enquête préfectorale de 1860 donne à nouveau un effectif de 34.000. Faut-il voir là une sorte de saturation de la migration ou plutôt une conséquence de la crise de chômage, très grave sous la Seconde République, et qui a impressionné les candidats au départ ? Certains auraient préféré vivre plus pauvrement en Creuse, plutôt que de courir le risque d'une vie encore plus difficile sur les chantiers urbains. Les départs des migrants seraient tombés de 34.000 en 1848 à 26.000 en 1851 et la reprise n'aurait été marquée qu'après 1855 (27.000 à cette date et 30.000 en 1856)²⁷. Si après le Second Empire la progression reprend d'une manière très intense, c'est que la famille accompagne de plus en plus le travailleur : 45.000 en 1880, 83.000 en 1891. Mais peut-être l'accroissement des effectifs de migrants vers la fin du siècle provient-il aussi de la plus grande précision due au recensements mieux organisés. Au début du XXe siècle, on assiste à un recul des effectifs : 78.000 en 1901 et 54.000 en 1911²⁸. Cela est dû au retour définitif des migrants travailleurs âgés, tandis que les ménages font des migrations de longue durée et leurs enfants nés hors de la Creuse ne sont plus considérés comme migrants.

Dans cette migration creusoise durant un siècle, combien de travailleurs aident à l'industrie du bâtiment et des grands travaux ? En 1825, d'après Partouneaux, sur 22.488 migrants dénombrés, 803 peigneurs de chanvre et de laine seulement n'ont pas de relation avec cette industrie de la construction. Il reste donc 21.685 ouvriers qui rejoignent régulièrement les chantiers, soit 96 % des partants (97 % en 1810). Sauf pour les scieurs de long en diminution (2.092 en 1810, 1847 en 1825) toutes les catégories voient leurs effectifs augmenter : maçons et manœuvres (9.333 en 1810, 13.425 en 1825), tailleurs et scieurs de pierre (175 en 1810, 1982 en 1825) charpentiers (464 en 1810, 1942 en 1825), couvreurs (459 en 1810, 944 en 1825) tuiliers (336 en 1810, 802 en 1825), paveurs (90 en 1810, 545 en 1825) maréchaux (90 en 1825) plâtriers (63 en 1825), mineurs (45 en 1825). Quelques remarques doivent être faites : en 1825, des manœuvres sont ajoutés aux maçons ; sans doute s'agit-il de « goujats » qui préparent le mortier, mais aussi de terrassiers. Des spécialités nouvelles apparaissent en 1825 : les mineurs (que nous avons vus pour les Italiens employés à la route du Montcenis) deviennent indispensables pour faire sauter les rochers dans la construction des routes ; les maréchaux ferrants sont aussi recrutés pour réparer les outils et ferrer les chevaux employés aux transports de matériaux. Mais alors qu'on ne parlait pas de plâtriers chez les Limousins en 1810 (cette activité existait chez les travailleurs originaires de l'Île-de-France et chez les Italiens) en 1825 les Creusois semblent apercevoir des avantages dans cette nouvelle spécialisation (travail à l'abri des intempéries, tâche délicate et bien rémunérée). Si beaucoup d'activités de la construction ont vu croître leurs effectifs, cela est dû certainement aussi au fait que la conscription ne gêne plus les départs et que l'on a plus de raison de cacher la migration.

L'évolution des effectifs se poursuit sous la Monarchie de Juillet et sous

le Second Empire. L'enquête préfectorale de 1860²⁹ est la plus détaillée du XIXe siècle ; elle permet de constater les changements intervenus depuis 1810 et 1825. Les migrants du bâtiment et des grands travaux partis de la Creuse sont alors 28.137 sur les 28.447 migrants dont on connaît l'activité (soit un taux de 98 % jamais atteint auparavant). Les maçons (et sans doute avec eux les apprentis et « goujats ») sont maintenant 20.272 (sans les terrassiers, classés à part) ; la catégorie a plus que doublé par rapport à 1810 et elle a augmenté de 51 % entre 1825 et 1860. On constate ainsi, la progression continue malgré la crise des années 48. La demande de maçons est donc très forte, surtout sous le Second Empire. En 1860, les migrants terrassiers creusois sont 1261 (c'est la première fois qu'on établit une statistique pour cette catégorie), cependant les gros effectifs ne viennent pas du Limousin, mais de l'Auvergne. Les tailleurs de pierre, comme les maçons sont très recherchés et leur nombre ne cesse de croître (2.292 ; 310 de plus sur l'effectif de 1825). Les tuiliers se maintiennent (802 en 1825 ; 842 en 1860). Mais la diminution est très nette pour plusieurs catégories, qui étaient pourtant en progrès entre 1810 et 1825 : les charpentiers (1.347 ; perte de 595 par rapport à 1825), les couvreurs (103 ; perte de 841), les paveurs (246 ; perte de 299), les scieurs de long (897 ; perte de 950 par rapport à 1825 et de 1.195 par rapport à 1810). On constate que certaines activités dangereuses sont presque abandonnées (les couvreurs) et d'autres délaissées car elles sont très pénibles ou concurrencées par les machines (les scieurs de long). Sans doute des couvreurs ou des scieurs de long ont passé dans d'autres activités (maçons, terrassiers). Il se peut aussi que des migrants soient devenus des sédentaires. Une nouvelle catégorie apparaît en 1860 pour les Creusois : les peintres en bâtiment (285), preuve que les Limousins savent s'adapter et multiplier leurs talents et leurs capacités. Des métiers pouvant être pratiqués en toutes saisons semblent de plus en plus préférés.

Après 1860, il est plus difficile de distinguer la place tenue par les ouvriers du bâtiment et des grands travaux dans les migrations de Creusois, tout au moins au départ. Les enquêtes officielles n'ont pas été poursuivies par les préfets de la Creuse et seulement des départements d'accueil comme la Seine nous fourniront des données statistiques au début du XXe siècle. Cependant, des enquêtes d'observateurs attentifs nous apportent des données fort utiles³⁰. Deux avocats limousins, l'un à Paris (Louis Bandy de Nalèche, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation), l'autre à Aubusson (Henry Clément, avocat à la Cour d'Aubusson), disciples de Le Play, ont cherché à établir des données statistiques.

Vers 1880, la migration est beaucoup diversifiée. Sur 40.000 partants, 5.000 sont des femmes. Près de la moitié des hommes sont des mineurs de moins de vingt ans. Le déséquilibre est maintenant très net : 35.000 migrants fréquentent la ville et seulement 5.000 la campagne. Dans cette dernière catégorie, deux activités peuvent encore être rattachées à la construction : les tuiliers et les scieurs de long (une autre reste agricole avec les domestiques migrants temporaires). A la ville vont les 25.000 maçons, limousinants et goujats, 3.000 tailleurs de pierre, 1.000 peintres en bâtiment, 1.500 de professions diverses rattachées à la construction (terrassiers, paveurs, rocailliers, menuisiers, charpentiers, couvreurs, forgerons). Mais certains

délaissent les tâches pénibles des grands travaux et du bâtiment pour des activités urbaines très diverses : 400 cochers, plusieurs centaines de peigneurs de chanvre, pelletiers, domestiques, etc... Parmi les 5.000 femmes, une majorité choisit la domesticité urbaine (domestiques de maison bourgeoise, cuisinières, lingères, etc...) et les 2.000 autres sont des épouses qui accompagnent les maris migrants ; certaines de celles-ci tiennent les garnis où sont logés les Limousins durant la période de « campagne ». Ainsi, la migration creusoise devenue intensive est en grande partie liée à la construction urbaine, directement ou indirectement. Rarement une migration départementale a été aussi spécialisée dans une activité. Cependant, à partir du moment où la femme est entraînée dans le courant migratoire, les occupations risquent d'être plus variées.

Ce ne sont pas seulement les effectifs et les spécialisations qui doivent retenir notre attention au départ des migrants ; ce sont aussi les cantons de recrutement de la Creuse. Depuis 1810, date de la première enquête qui s'arrête sur ce problème, jusqu'à 1860, une évolution apparaît nettement ³¹. Sous le Premier Empire, trois cantons avaient des taux de migrations (par rapport à population totale) supérieurs à 10 % (La Courtine, Gentioux, Auzances). En 1860, on en dénombre 15 sur 25. Le taux le plus élevé en 1810 atteignait 17,9 % ; en 1860 c'est 16,6 % (canton de La Courtine en 1810, de Bonnat en 1860, le premier au Sud-Est dans la montagne et le second au Nord, dans la partie basse). Mais en 1860, le calcul peut être fait à partir de la population active ; quatre cantons ont alors des taux très élevés : trois dans le Sud-Est très élevé et pauvre (57 % à Gentioux, 53 % à Auzances et 52 % à Bellegarde) et un dans la partie basse plus riche (Bonnat : 55 %). Il est vrai que les enfants partent très tôt dans certains cantons (parfois dès 10 ans à Bonnat, Royère et Bénévent, cantons souvent peu élevés et aisés). Ce qui semble compter pour développer les départs, c'est la forte densité rurale par rapport aux terres cultivables. Mais le facteur déterminant est la volonté de départ ; c'est particulièrement vrai pour des cantons relativement riches et possédant des petites industries qui devraient freiner les déplacements. L'homme aime migrer par habitude et s'il préfère l'absence temporaire c'est qu'il espère avoir des gains plus élevés et une vie moins monotone que dans sa commune, sans perdre tous les avantages du milieu rural limousin.

Un exemple permet de mieux comprendre la situation économique et le comportement sociologique. Le canton de La Souterraine (au Nord-Ouest du département, dans la partie basse) en 1825 ³² ne peut faire vivre normalement ses habitants. Il a 12.449 hectares de terres labourables et par défrichement, la surface peut augmenter d'un quart (15.561 ha au plus). L'assolement biennal pratiqué ne permet de compter que sur 7.780 ha et le revenu est faible (rendement : 14 hl de grain à l'ha, soit 108.928 hl ; à 10 F l'hl.) : 1.089.280 F pour 16.466 personnes. Pour une famille de quatre personnes, le revenu de la terre est de 264 F ; en ajoutant le produit de la vente des animaux (500 F), le revenu total annuel s'élève à 764 F. Les dépenses annuelles étant estimées à 300 F, il reste 464 F pour les quatre personnes et 116 F par individu. Ce faible gain oblige donc le père ou le fils aîné à faire la migration temporaire qui permettra de rapporter 300 à 350 F. La population du canton de La Souterraine ne cesse de croître pendant la

première moitié du XIXe siècle (11.751 habitants en 1806 ; 15.032 en 1864) et les effectifs de migrants ont augmenté, particulièrement sous la Monarchie de Juillet (1.265 en 1830 ; 1.601 en 1846).

C'est surtout pendant la seconde moitié du XIXe siècle que les migrations creusoises prennent une grande extension et se modifient. Dans ses *Mémoires*, Martin Nadaud ³³ a insisté sur les motifs de départ (insuffisance des revenus de la terre, dettes à éteindre, dots des filles à constituer, remboursement des part d'héritage aux puînés, frais de mariage, etc...) avant 1848, ces facteurs sont encore valables après cette date, mais il s'en ajoute d'autres que l'avocat marchois H. Clément ³⁴ d'Aubusson a mis en relief (agriculture méprisée, propriétés de plus en plus morcelées et difficiles à travailler, les filles fuient le village et acceptent la servilité urbaine, les chemins de fer facilitent les migrations familiales, etc...). Si les métiers du bâtiment ont toujours été préférés et le sont encore, c'est qu'ils permettent de gagner des salaires relativement élevés et de travailler et de vivre dans une collectivité creusoise. Dès le départ on sent le besoin de se grouper. Mais la manière d'organiser la migration des travailleurs du bâtiment est très différente, avant et après l'apparition des chemins de fer. Dans la première moitié du XIXe siècle, c'est le système traditionnel : « Quand les moyens de communication étaient moins rapides qu'aujourd'hui, les émigrants descendaient du 1er mars au 15 avril, des cantons de Gentieux et de La Courtine par troupes de 20 à 30 hommes. Ils se réunissaient et s'organisaient à Felletin. Là, ils prenaient un chef ; c'était un homme d'un certain âge qui avait acquis de l'expérience dans ses précédentes campagnes et qui était, ou un petit entrepreneur, ou un maître-compagnon. Il se chargeait des frais du voyage, de la nourriture, du logement et de l'entretien pendant tout le séjour dans la ville d'émigration et il payait à chacun une somme convenue d'avance qui allait, selon l'âge, l'aptitude, et l'habileté de l'ouvrier, de 100 à 300 F... L'ouvrier avait, pour toute la saison, un engagement permanent qui lui assurait un salaire fixe et ne l'exposait pas continuellement à être victime de la loi brutale de l'offre et de la demande. Le long voyage en commun créait entre les émigrants une sorte de solidarité amicale qui donnait comme un air du pays aux chantiers les plus lointains. Enfin les jeunes gens n'étant pas complètement livrés à eux-mêmes, leur conduite était forcément meilleure, d'autant mieux qu'ils ne touchaient leur salaire qu'au moment du retour et qu'ils n'avaient à dépenser, pendant toute la campagne, que des sommes insignifiantes » ³⁵. Cette organisation très ancienne de la migration du bâtiment a commencé à évoluer un peu avant l'apparition des chemins de fer, comme l'a signalé Martin Nadaud, mais le rail précipite les changements et les descriptions de H. Clément (fin du XIXe siècle) et d'Ardouin-Dumazet (début XXe siècle) nous montrent un monde rural nouveau de migrants. Les trains déplacent des masses ouvrières en quelques heures et l'organisation beaucoup plus libre du travail et de la vie de séjour se fait désormais dans la ville d'accueil ³⁵ : « Au lieu d'aller à Paris ou à Lyon en caravanes et de rester en route une douzaine de jours, on y va par fournées, on s'entasse dans les wagons de la Compagnie d'Orléans et on arrive à destination en quelques heures... C'est un spectacle véritablement curieux que d'aller aux gares de Felletin et d'Aubusson, voir cette immense cohue d'hommes qui bondent les

wagons et les égaient par les chansons du pays... Aujourd'hui tout se centralise, même l'émigration. Les points de réunion pour nos ouvriers sont Paris et Lyon, où ils se rendent dans la proportion de neuf-dixièmes. Cette centralisation excessive a un vice capital ; elle jette sur le pavé des grandes villes plus de 30.000 hommes qui, à certains moments de crise, peuvent devenir un péril pour la sécurité publique ; de plus, elle fait que le chômage frappe à la fois sur toute cette masse de travailleurs, alors qu'il serait moins sensible si nos émigrants étaient divisés en petits groupes et partagés entre un plus grand nombre de villes ». En Creuse, seuls échappent à ce nouveau système à la fin du XIXe siècle, les migrants-tuiliers des cantons de Gentioux et de Felletin, qui gagnent à pied et par bandes la région du Puy et de Saint-Etienne.

Nous venons d'examiner au départ les migrants du bâtiment d'un département caractéristique, mais d'autres pays ont apporté aussi leur contingent au recrutement. Bien que les documents soient moins abondants que pour la Creuse, nous pouvons cependant, les utiliser.

b) D'autres départements ont pourvu au recrutement des migrants mais très inégalement.

Pour apprécier l'importance du recrutement des migrants dans certains départements, il faudrait avoir une documentation assez large dans l'espace géographique et dans le temps. Nous avons vu, à propos du Limousin sous le Premier Empire, que les effectifs étaient presque aussi importants dans la Haute-Vienne que dans la Creuse mais que les renseignements sur le premier département restaient faibles pour mener une analyse ; ce qui a fait dire à des chercheurs que les migrations limousines hors de la Creuse étaient peu importantes. On constate même qu'une étude sur « la vie ouvrière dans la Haute-Vienne sous la Restauration »³⁶, passe sous silence les ouvriers maçons qui travaillaient hors du département. Cet exemple montre combien les migrations temporaires retiennent peu l'attention de certains historiens attachés aux recherches traditionnelles.

Au cours du XIXe siècle, le Limousin dans son ensemble a continué à envoyer hors de la province ses migrants du bâtiment. L'habitude constatée au début du siècle existe encore au début du XXe siècle. Pour la Haute-Vienne, Perchaud³⁷ signale des équipes de maçons, tailleurs de pierre et plâtriers recrutées dans la partie septentrionale du département proche de la Creuse : cantons de Châteauponsac et de Bessines dans l'arrondissement de Bellac. Mais c'est surtout dans la partie orientale, très montagneuse, que l'on peut constater avant 1914 les bandes les plus importantes ; elles sortent des cantons de Laurière (Bersac, Jabreilles, Laurière, Saint-Leger-la-Montagne) d'Ambazac (Les Billanges) et surtout d'Eymoutiers (Beaumont, Eymoutiers, Nedde, Peyrat-le-Château). A la suite d'une enquête faite vers 1910 Demangeon³⁸ constate aussi les départs dans la Montagne limousine s'étendant en Corrèze. Plusieurs cantons, non loin de la Creuse, forment une zone assez étendue de recrutement : ceux de Sornac (Chavanac, Millevaches, Peyrelevade) de Treignac (Veix), de Meymac (Péret), de Seilhac (Beaumont), de Corrèze (Chaumeil) et surtout de Bugeat (presque toutes les communes prennent part à la migration : Bonnefond, Bugeat, Grandsaigne, Lestards,

Murat, Pérols, Pradines, Tarnac, Toy-Viam, Viam). La grande différence entre la Creuse et les deux autres départements limousins, au début du XXe siècle, apparaît dans l'étendue du recrutement : limité à quelques cantons dans la Haute-Vienne et dans la Corrèze, ce recrutement existe encore dans tous les cantons du département marchois. Mais les mêmes habitudes de départ, de groupement de travail, de vie commune dans les lieux d'accueil, de solidarité, se retrouvent dans les trois départements limousins et aussi dans la Combraille auvergnate voisine. Pourtant, au cours du XIXe siècle et au début du XXe, les Limousins de la Haute-Vienne et de la Corrèze sont moins portés vers les grandes villes (Paris, Lyon) que les Marchois de la Creuse. On les voit encore, comme par le passé, dans d'autres départements et plus particulièrement en Champagne. Dans la Seine, en 1901³⁹, on dénombre pour les diverses activités de bâtiment, 8.668 ouvriers originaires de la Creuse et seulement 3.947 de la Haute-Vienne et 1.193 de la Corrèze. En 1911, les différences entre les effectifs sont un peu moins marquées : 8.808 pour la Creuse, 4.551 pour la Haute-Vienne et 2.373 pour la Corrèze, mais les activités recensées paraissent moins complètes qu'en 1901⁴⁰. La préférence de certains maçons corréziens pour les départements de province est exprimée en 1912⁴¹ ; Lacelle (canton de Treignac) fournit annuellement jusqu'à 350 maçons « qui s'éparpillent en divers points de la France ». On peut donc penser que les effectifs qui séjournent dans la Seine ne représentent qu'une partie des migrants de la Corrèze et de la Haute-Vienne. On s'étonne de voir Joanne, en 1892⁴², écrire que les Corréziens émigrent fort peu et qu'ils sont moins instruits et moins cultivés que les Creusois ; ce dernier trait pourrait s'expliquer par une moindre fréquentation des grandes villes pendant les migrations.

Mais depuis le début du XIXe siècle, ce sont surtout les départements situés entre le Limousin et l'agglomération parisienne qui semblent avoir accru fortement leurs effectifs de migrants travailleurs du bâtiment. Le Berry, déjà gagné aux migrations sous le Premier Empire, devient une province relativement importante pour le recrutement d'ouvriers spécialisés dans la construction. L'Orléanais, pays d'accueil de maçons limousins au début du XIXe siècle, est gagné à son tour et donnera des migrants à l'agglomération parisienne à la fin du même siècle et au début du XXe. Le Nivernais affirmait recevoir des maçons du Limousin et de l'Auvergne lors de l'enquête de 1807-1813 et au milieu du XIXe siècle des ouvriers de la Nièvre partent saisonnièrement pour Paris⁴³. L'importance de ces déplacements de main-d'œuvre apparaît dans le recensement de 1901. Les deux départements berrichons ont alors 2.945 migrants ouvriers du bâtiment dénombrés dans la Seine (Indre : 1.980 ; Cher : 965). Le Loiret en a 962 et la Nièvre 1.094. Les quatre départements du sud du Bassin parisien procurent donc à la Seine un effectif relativement important de 5.001 travailleurs ; c'est presque autant que l'apport des deux départements limousins Haute-Vienne et Corrèze (5.140). Mais les choix d'activité sont très divers ; ainsi les migrants de l'Indre préfèrent être maçons tandis que ceux du Cher, du Loiret et de la Nièvre ont des métiers moins rudes (peintures en bâtiment). En 1911, l'effectif des quatre départements est encore accru et passe à 5.862 (Indre : 2.087 ; Cher : 1.404 ; Loiret : 1.065 ; Nièvre : 1.306). Au cours du XIXe siècle, les migrants

du bâtiment originaires du Berry ne travaillent pas seulement à Paris ; on note aussi leur présence dans certaines petites villes de la Région parisienne comme Melun ⁴⁴. Lors du recensement de 1872 dans cette ville, on remarque grande rue Saint-Ambroise, n^o. 5 un logement tenu par un maçon creusois et sa femme (née aussi dans la Creuse). Ce ménage héberge 15 ouvriers maçons : 8 sont nés dans la Creuse (âges : de 16 à 48 ans), 4 dans l'Indre (âges : de 20 à 51 ans), 3 dans le Cher (âges : de 21 à 37 ans). On note que les Berrichons sont presque aussi nombreux que les Marchois et que les uns et les autres vivent ensemble. Pour ce même recensement à Melun, un autre logement (Rue du Château, n^o 9) fait apparaître l'importance des Berrichons, qui ont tendance à se grouper. Ce second logement est tenu par un marchand de vin originaire de l'Indre (sa femme est née dans l'Yonne) ; 14 ouvriers du bâtiment y sont hébergés : 9 maçons de l'Indre, 1 du Cher (donc 10 du Berry), 4 couvreurs (nés dans l'Orne, l'Indre-et-Loire, la Seine-et-Marne et l'Yonne). Comment expliquer cet accroissement progressif des migrants ouvriers du bâtiment originaires des départements situés entre le Limousin et l'agglomération parisienne ? Deux hypothèses peuvent être émises : ce sont des fils de Limousins établis dans ces départements et qui continuent les migrations traditionnelles ; des ouvriers sédentaires du sud du Bassin parisien ont imité les migrants limousins en faisant des déplacements pour accroître leurs gains. Des recherches plus poussées dans les listes de recensements permettraient peut-être de parvenir à plus de certitude.

Comme au début du XIX^e siècle, la région de l'Ouest et surtout la Basse-Normandie, continue après 1815 à être une zone de recrutement. Mais il semble bien qu'à la différence du Limousin et du Berry, les migrations saisonnières se transforment rapidement en migrations de longue durée et même en migrations définitives vers les villes. En 1834, à propos des couvreurs originaires de la Manche et du Calvados ⁴⁵, on constate que le quart seulement des 400 couvreurs parisiens continue à faire des migrations saisonnières (huit mois, d'avril à novembre) ; « les trois-quarts sont établis dans la capitale ». Vers la fin de la Monarchie de Juillet et sous la Seconde République, la condition des migrants tailleurs de pierre du Calvados devient plus difficile ⁴⁶. Ils sont généralement originaires d'une zone de carrières importantes (bande large de dix kilomètres entre Caen et Creully). Les cantons de Douvres et de Creully connaissent une véritable crise économique et de dépopulation ; les migrations temporaires traditionnelles ne suffisent plus ; elles se transforment en migrations de longue durée et parfois en migrations définitives dans la Région parisienne. En effet, la pierre de taille se vend moins en Normandie : l'exportation vers l'Angleterre ne cesse de baisser et on constate un ralentissement dans la construction des maisons. Des ouvriers carriers sédentaires pensent trouver un remède à la crise en venant grossir les équipes migrantes qui se dirigent régulièrement vers Paris où les salaires sont plus élevés. Mais les mentalités se transforment, on supporte plus difficilement la séparation dans les familles ouvrières et l'on désire que la femme vive constamment avec son mari. On fait valoir aussi que la migration saisonnière gêne le développement de la famille (moins d'enfants dans les ménages où le mari est absent pendant la plus grande partie de l'année). Aussi ce ne sont plus seulement les travailleurs qui partent, mais des familles

entières et cela pour de longues absences. Ce nouveau courant de migrations a pour conséquence une dépopulation assez marquée des villages. Après une période de prospérité démographique, on assiste à un revirement qui amorce le début de la chute ; les migrations saisonnières ne vidaient pas les communes, mais les migrations de longue durée deviennent dangereuses. Pour deux communes du canton de Creully (Revières et Villons-les-Buissons), entre 1841 et 1851, le nombre des tailleurs de pierre tombe de 85 à 72. Les migrations de longue durée finissent par épuiser le recrutement de la main-d'œuvre. Aussi, lorsqu'en 1901 on fait le dénombrement des originaires de province dans les activités du bâtiment pour le département de la Seine, on constate que les effectifs de l'Ouest sont faibles : Calvados : 515 (dont 100 tailleurs de pierre), Manche : 456 (dont 175 couvreurs), Orne : 428, Ille-et-Vilaine : 469. Pour ces quatre départements, qui ont beaucoup compté sous le Premier Empire dans les migrations du bâtiment, c'est une véritable décadence : 1.868 migrants seulement ; c'est moins que l'effectif recruté dans l'Indre (1.980). Là encore, les métiers pénibles (tailleurs de pierre, maçons) sont délaissés au profit des tâches plus faciles et mieux payées (peintres, vitriers). Le dénombrement de 1911 vient confirmer les données de 1901 (1973 travailleurs du bâtiment employés dans la Seine, pour les originaires des quatre départements de l'Ouest).

Comme dans l'Ouest normand où les migrations temporaires du bâtiment ont faibli dès le milieu du XIX^e siècle, la Haute-Savoie, après 1815, envoie de moins en moins ses maçons dans les régions françaises, mais pourvoit Genève de travailleurs de la construction pendant une grande partie du XIX^e siècle⁴⁷. Sous la Seconde Restauration, les maçons migrants savoyards du Massif du Giffre (Faucigny) retrouvent toute leur activité d'avant la Révolution. Tout en fréquentant encore la Bourgogne et l'Alsace, ils se dirigent de plus en plus vers Genève, ville traditionnelle d'accueil où le travail dans la construction reprend avec intensité après le Premier Empire. Genève est en effet trop proche pour ne pas profiter, comme ouvriers puis comme entrepreneurs, de cette industrie du bâtiment en pleine prospérité grâce à la bourgeoisie du canton. Pendant une partie du XIX^e siècle, les migrants maçons savoyards vont avoir à Genève un monopole, en attendant l'arrivée tardive des Italiens. Nous avons vu, à propos du Premier Empire, que ces maçons sont polyvalents et bien organisés en société de compagnonnage (Les Trois Couronnés) ; des tailleurs de pierre exploitent pour la cité de Calvin les belles carrières blanches de Meillerie, tandis que les appareilleurs, les maçons, les charpentiers et les couvreurs sont actifs sur les chantiers. En 1835, les trois-quarts des migrants du Giffre sont à Genève ; le reste séjournant à Lyon, Saint-Etienne, Blanzey, etc... Vers 1838, les chantiers genevois emploient 800 migrants de Taninges et 500 de Mieussy⁴⁸. Mais après 1850, il y a affaiblissement de la migration pour les travaux de construction car c'est le moment où les migrations saisonnières traditionnelles se transforment en migrations de longue durée. Les travailleurs ne reviennent plus l'hiver au village savoyard et sont occupés toute l'année. Beaucoup font une ascension sociale, ils deviennent contremaîtres ou entrepreneurs. Certains même développent leur instruction et s'établissent comme architectes. De nombreuses familles vivent alors à Genève dans une bonne aisance et ne

perdent pas le contact avec les communes d'origine où elles reviennent maintenant passer quelques mois d'été. À partir du moment où la migration cessait son rythme saisonnier, elle s'affaiblissait car les jeunes recrues pour les chantiers genevois ne pensaient qu'à se fixer à Genève et à y fonder une famille. Paris, qui a pourtant attiré beaucoup de savoyards dans des activités très diverses, n'a jamais réussi à accueillir les maçons du Giffre si recherchés à Genève ; les statistiques du début du XXe siècle sur les originaires de province dans l'industrie du bâtiment de la Seine montrent des effectifs savoyards très faibles (nés en Haute-Savoie : 125 en 1901 ; 158 en 1911).

Le schéma du recrutement de la main-d'œuvre pour les activités du bâtiment au cours du XIXe siècle et au début du XXe siècle se dégage progressivement et il est assez différent de celui tracé sous le Premier Empire : Le Limousin reste la première région des maçons migrants, Normandie et Savoie ont rapidement faibli, le Sud du Bassin parisien (Berry, Orléanais, Nivernais) a pris la relève. Mais un phénomène démographique apparaît en marge des migrations temporaires : des travailleurs sédentaires du bâtiment ont gagné la grande ville pour profiter des salaires élevés et s'y fixer ; il n'est pas question pour eux de migrations rythmées. Dans ce cas sont les ouvriers de divers départements. Le dénombrement des migrants par profession dans le département de la Seine en 1901 montre que le département du Nord a 986 originaires dans les activités de la construction. Sans doute les briquetiers étaient relativement nombreux dans la première moitié du siècle, mais ils ont cédé la place aux migrants belges. Les migrants du Nord, dans la Seine, sont presque toujours des sédentaires qui se fixent définitivement et qui recherchent des métiers moins pénibles et plus lucratifs (en 1901, 345 sur les 986 du bâtiment sont ouvriers peintres) ; en 1911, sur 1.344, 260 seulement sont tailleurs de pierre ou maçons). Beaucoup de travailleurs du bâtiment recensés dans la Seine en 1901 et en 1911 sont originaires des environs de Paris ; ce sont des artisans ruraux ou des ouvriers des carrières de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne et de l'Aisne qui ont été attirés définitivement dans la capitale par les salaires plus élevés que dans leur commune d'origine. En 1901, 4.917 venus des trois départements sont dénombrés dans la Seine (2.756 de la Seine-et-Oise, 1.330 de la Seine-et-Marne et 831 de l'Aisne). En 1911, le contingent passe à 6.144 (3.520 de Seine-et-Oise, 1.654 de Seine-et-Marne, 970 de l'Aisne). Or, dans ces effectifs, les tailleurs de pierre et les maçons tiennent une place relativement importante ; cela s'explique par l'apprentissage dans les carrières des communes d'origine⁴⁹.

Pour la grosse main-d'œuvre de l'industrie du bâtiment (manœuvres et terrassiers), le recrutement se fait de deux manières : les migrants traditionnels venus d'Auvergne continuent à offrir leurs services, mais les Bretons (qui ne font pas des migrations temporaires) fournissent des contingents de plus en plus importants. En 1901, deux départements du Massif Central restent essentiels pour constituer des équipes de terrassiers : le Puy-de-Dôme (sur les 1.295 originaires, dans la Seine, 507 n'ont guère de qualification) et la Haute-Loire (sur les 749, 567). En 1911, dans ce même département de la Seine, les Bretons l'emportent nettement pour le recrutement de manœuvres-terrassiers : 1.022 venus des Côtes-du-Nord, 1.227 du Morbihan, 1.130 du Finistère (soit 3.379 pour les trois départements

bretons), alors que les Auvergnats faiblissent : 1.005 du Puy-de-Dôme, 795 de la Haute-Loire, 362, du Cantal (soit en tout 2.162). Le manœuvre-terrassier breton, avant 1914, l'a donc emporté sur les chantiers parisiens du bâtiment 50.

Sur les 22.953 tailleurs de pierre et maçons, venus de province et employés dans la Seine en 1911, 11.294 sont nés dans le Limousin (soit presque la moitié), 2.647 sont originaires du sud du Bassin parisien (Indre, Cher, Loiret, Nièvre), 1.989 sortent des environs de Paris (Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Aisne). Quelques départements, comme sous le Premier Empire, continuent à fournir de petits contingents : Puy-de-Dôme (408), Cantal (208) Vienne (242). Mais près de 6.000 travailleurs ont été recrutés dans les autres départements. Il est curieux de constater que le Midi de la France, qui ne recevait guère de migrants français du bâtiment sous le Premier Empire, envoie au début du XXe siècle des travailleurs de la construction dans l'agglomération parisienne. Faut-il voir là un signe de la surabondance de main-d'œuvre sédentaire du bâtiment dans certains départements du Midi languedocien ou provençal ? Ou bien, les maçons et autres ouvriers sédentaires de la construction redoutent-ils la concurrence chez eux des migrants italiens qui acceptent des salaires inférieurs à ceux des sédentaires ? A moins que les travailleurs français du Midi soient attirés par les gains élevés de l'agglomération parisienne ? De toutes façons, ces ouvriers ne semblent pas faire des migrations saisonnières, ni périodiques.

Dans ce même début du XXe siècle, la concurrence des migrants étrangers, surtout italienne et belge, se fait sentir jusque dans l'agglomération parisienne. Déjà en 1886, les listes nominatives de recensements permettent de constater la présence de travailleurs belges dans les carrières des environs de Paris. En 1890, des entrepreneurs de ces mêmes carrières font appel à des migrants italiens 51. Encore relativement peu nombreux sur les chantiers parisiens de construction à la fin du XIXe siècle, les Italiens sont introduits plus massivement au début du XXe siècle par des entrepreneurs qui recherchent une main-d'œuvre peut-être moins habile, mais certainement plus docile 52. Toujours est-il qu'en 1911, les étrangers constituent 13,5 % des travailleurs du bâtiment, et du terrassement en France 53. Bien avant de gagner l'agglomération parisienne, les Italiens sont arrivés nombreux dans les villes du Sud-Est. Ainsi, en 1872, lors du recensement, on constate qu'à Lyon ils sont groupés par logements comme les migrants creusois. Le logement César (rue de l'Hôpital, Lyon 2e arrondissement) rassemble 12 Italiens de 19 à 32 ans, travaillant dans le bâtiment (surtout de plâtriers, mais aussi des menuisiers, serruriers, sculpteurs, ferblantiers) 54. A proximité de ce logement d'Italiens, des logements de maçons creusois hébergent de nombreux migrants temporaires : 19 au logement Montperoux (rue Bellecordière), 12 au logement Bordelais (rue Grolée). Cet exemple montre assez que le recrutement des travailleurs du bâtiment dans les villes est déjà très divers au début de la Troisième République. Il le sera bien plus au début du XXe siècle. Mais que les travailleurs soient français ou étrangers, la vie de labeur de tous ces ouvriers migrants a des caractères particuliers qui donnent au monde du bâtiment une grande originalité.

C) Le travail intense mais encore très artisanal et la vie quotidienne très particulière des migrants dans les grandes agglomérations urbaines.

Le XIXe siècle a été le siècle des grandes constructions urbaines et les constructions rurales subissent un ralentissement. Il y a donc une sorte de transfert de main-d'œuvre dans les villes aux dépens des campagnes. Mais la manière de construire, d'un milieu à l'autre, ne change guère, ce sont toujours les mêmes procédés artisanaux. L'industrie de la construction est parmi les activités industrielles celle qui évolue le plus lentement et qui exige encore le plus de main-d'œuvre. C'est sans doute, l'industrie urbaine du XIXe siècle qui a le plus conservé de liens avec la population rurale, par suite d'un recrutement sans cesse entretenu par des migrations temporaires rurales. Aussi, la vie laborieuse sur les chantiers a gardé de la simplicité des tâches de la campagne et la vie quotidienne, dans les chambrées, les garnis ou les logements : comme chez le marchand de vin, est proche de la vie rudimentaire et inconfortable du village.

a) Le travail à Paris ou à Lyon occupe l'essentiel de la journée du migrant.

Ce sont des maçons creusois ou des observateurs limousins qui nous ont laissé les meilleurs témoignages sur l'organisation du travail. Parmi eux, retenons les détails apportés par Martin Nadaud pour la première moitié du XIXe siècle et par l'avocat Henri Clément pour la seconde moitié.

L'apprentissage du métier se fait uniquement dans le groupe de migrants compatriotes qui a admis le novice et il n'est pas question de « Tour de France ». C'est une formation à la dure, dès le départ, et une éducation à la spartiate. Nadaud raconte, dans ses Mémoires, le premier voyage qu'il fit en 1830 de la Creuse à Paris : « Le plus ennuyeux pour nous, les jeunes, c'était de voir les vieux filer, sans pouvoir les suivre. Soumettre des enfants de 13 à 14 ans à de si dures épreuves me semblerait aujourd'hui (l'ouvrage a paru en 1895, trois ans avant la mort de l'auteur) de la dernière cruauté. Arrivés le soir à Issoudun, le quart d'entre nous était exténué de fatigue... Comme consolation, mon père me disait : « J'ai fait plus jeune que toi le voyage de la Vendée, et je ne pleurnichais pas, comme tu as l'air de le faire » ⁵⁵. Or, cet apprentissage commençait très tôt (dès l'âge de 10 ans, dans les cantons de Bénévent, Royère et Bonnat ⁵⁶) et durait plusieurs années ; il était variable selon les aptitudes des jeunes hommes. Après plusieurs jours de marche (étapes de 60 km et plus), l'apprenti arrivait sur le lieu de travail et devait servir durant neuf mois de campagne les maçons du groupe ; c'était le « goujat » dont les tâches étaient diverses : « traîner le sable » et la chaux nécessaire pour la fabrication du mortier, porter ce mortier, à chaque maçon, passer les petits moëllons et les briques, écraser le plâtre, etc... Le jeune Nadaud eut beaucoup à souffrir de cette dernière opération : « A cette époque (Monarchie de Juillet), le plâtre venait de la carrière, sans avoir été tamisé, il fallait le passer dans des tamis. Les morceaux qui restaient, on les étalait à terre, puis quand il y en avait une certaine quantité, les garçons prenaient en mains une lourde batte et les écrasaient. Ce travail qui nous faisait avaler de la poussière à pleins poumons, avait un autre désagrément : le maniement de cette batte m'abimait les mains ; je les eus bientôt couvertes de crevasses, à un point que j'en souffrais beaucoup. A cela il n'y avait rien à

faire » ⁵⁵ . Après trois ans, le jeune Nadaud devient compagnon ⁵⁷.

La recherche de travaux se fait alors de trois manières : l'embauchage sur la place de Grève (devant l'Hôtel-de-Ville de Paris) ou pour les peintres, près de la Tour Saint-Jacques, les relations personnelles avec les entrepreneurs (souvent des compatriotes), les engagements chez les logeurs ou les marchands de vin. La place de Grève est certainement le plus important marché de travail de France, mais elle finit par avoir mauvaise réputation pour certains maçons creusois (trop de marchands de vin alentour et Nadaud ne tardera pas à s'en éloigner) et pour le grand public bourgeois : « Dans les réunions sur un même point d'hommes en aussi grand nombre, n'ayant rien autre chose à faire que d'attendre qu'on leur offre un engagement, bien des occasions d'excitation mutuelle se présentent, et la place d'embauche est souvent, pour les hommes d'une conduite irrégulière, le point de départ pour des parties de plaisir » écrivent les enquêteurs de 1847-1848, au service de la Chambre de Commerce de Paris ⁵⁸. Aussi, comme Martin Nadaud, compagnon ou maître-compagnon, beaucoup de Creusois préfèrent s'adresser directement à un entrepreneur qu'ils connaissent bien et qui les mettra en relation avec divers chantiers. Ces relations jouent parfois aussi par l'intermédiaire des marchands de vin et des logeurs qui reçoivent la visite des entrepreneurs recruteurs de bons ouvriers. A Paris, les procédés d'embauchage paraissent d'ailleurs plus variés et plus complexes qu'à Lyon. Dans cette ville, la « mère » qui tient le « garni-pension » où logent les migrants du bâtiment, est souvent le meilleur intermédiaire entre l'entrepreneur et les travailleurs à la recherche d'occupations.

Les fatigues accumulées pendant les journées de travail ne proviennent pas seulement de la dureté des tâches (que les machines ne facilitent pas) et de la longueur de la journée de labeur, il faut y ajouter les longues marches pour se rendre sur les chantiers. Le maçon creusois en ville est comparable au paysan qui perd beaucoup de temps pour se rendre dans ses champs dispersés. En effet, nous verrons que les logements des ouvriers sont dans les maisons-taudis des centres des villes (à Paris, près de l'Hôtel-de-ville et sur la Montagne Sainte-Genève ; à Lyon, aux deux extrémités du pont de la Guillotière : près de l'Hôtel-Dieu et à la place du pont) et que les chantiers sont à la périphérie ou en banlieue. Matin et soir, c'est souvent plus de deux heures de marche à pied et de fatigue. Nadaud a gardé un mauvais souvenir de ces pénibles déplacements : « La rareté des bons chantiers m'obligea d'aller travailler à la barrière du Combat pour un nommé Méricot qui avait entrepris des fours à plâtre et des murs de soutènement pour prévenir des éboulements dans les carrières. Harassé par ces travaux exténuants et par le trajet que j'étais obligé de faire, pendant plus d'une heure et demie, matin et soir, le temps et la fatigue ne me permirent plus d'aller à l'école » ⁵⁹. Ainsi, le migrant creusois à Paris peine au moins pendant 14 heures par jour : 12 heures de travail et 2 heures de marche au moins ⁶⁰.

Les conditions de travail sont à la fois pénibles et dangereuses. Non seulement la journée de labeur est longue et le sommeil insuffisant (sur 24 heures : 14 heures de travail, 2 heures de marche, 2 heures et 1/2 de repas, 7 heures et 1/2 de sommeil, d'après le docteur Villard), mais les conditions physiques sont mauvaises : l'ouvrier est exposé à toutes les intempéries et

rarement protégé, les poussières de chaux, de plâtre et des démolitions créent une atmosphère nocive ; les accidents sont très fréquents. C'est surtout l'apprenti qui court des dangers, car il est plus manœuvre qu'apprenti ; on lui confie des occupations qui sont au-dessus de ses forces et il est corvéable à merci. Aussi, est-ce souvent des jeunes migrants qui sont accidentés ou malades. Martin Nadaud a raconté comment il en a fait la triste expérience ; deux accidents en 1832 et 1833, à l'âge de 17 et 18 ans ⁶¹. Mais ce ne sont pas les migrants maçons creusois qui ont le plus à souffrir ; les couvreurs, particulièrement normands, ont toujours eu le plus de victimes dues aux travaux dangereux⁶². A tel point que les sociétés de secours mutuels formées par les ouvriers de la capitale ont toujours refusé de recevoir les couvreurs, dont les blessures et les accidents fréquents risquaient de ruiner leurs caisses de secours. Aussi, les couvreurs ont dû former des caisses spéciales, uniquement réservées à cette profession : la première (Société du Petit Moulin) date de 1802 et la seconde (Société de la Montagne) apparaît en 1815. Mais leur succès est resté très limité ; en 1834, la première groupe 50 membres et la seconde 68, soit à peine 120 travailleurs sur les 400 de la profession à Paris. Les migrants courent donc de grands risques et des villes sont particulièrement redoutées des migrants à cause de la hauteur des immeubles ; Lyon est parmi celles-là ⁶³. En 1834 dans un rapport fait à la Société philanthropique de Paris, Descamps juge bien, à propos du couvreur, tous les dangers qui menacent les migrants du bâtiment : « Il s'expose chaque jour à tomber du haut d'un toit, à être tué raide sur le pavé, ou bien, ce qui est plus redoutable pour lui, à se briser les membres, à souffrir pendant le peu de jours qu'il lui est donné de vivre après la chute, ou encore à rester infirme, incapable de travailler, par conséquent dans la misère la plus profonde, lui et sa famille » ⁶⁴. Il est difficile de connaître le taux d'accidentés parmi les migrants. Des sondages dans les archives hospitalières permettraient peut-être plus de précision. Mais les dangers sont courus souvent pour un salaire assez bas.

Le problème des salaires est important ; c'est un des mobiles des déplacements. Mais nous avons déjà vu à propos du Premier Empire que ces salaires sont variables selon les régions et selon les milieux ; les villes offrent des gains plus élevés. Les rémunérations ont évolué dans le temps et les gains accrus poussent à la migration. Lorsque Martin Nadaud écrit ses Mémoires en 1895, il ne peut s'empêcher de comparer les salaires de la fin du siècle à ceux de ses débuts dans l'industrie du bâtiment en 1831 : « On nous donnait, rue du Coq Héron, 36 sous par jour, et 40 pendant les grandes journées. Les limousinants gagnaient 55 sous ou 3 F, les maçons 3,25 F ou 3,50 F. Ces chiffres nous permettront de suivre le mouvement des salaires à partir de cette époque jusqu'à nos jours et on verra que notre siècle est un des plus merveilleux de notre histoire, au point de vue de l'accroissement du bien-être parmi le peuple » ⁶⁵. On mesure par les salaires, la hiérarchie parmi les ouvriers de la construction : le compagnon (limousinant qui élève les murs) gagne 50 % de plus que l'apprenti (appelé aussi « garçon », « goujat » ; en fait un manœuvre) ; le maçon 30 % de plus que le limousinant. Nadaud nous dit qu'en 1837 il devient une sorte de chef de travaux ou contre-maître ayant la comptabilité de l'entrepreneur ; il gagne alors 4,25 F ⁶⁶. Les deux enquêtes

de la Chambre de Commerce permettent de suivre l'augmentation des salaires dans la capitale. En 1847, les « aides et servants des maçons » (en fait les apprentis) reçoivent 2,50 F, les Limousins 2,75 F à 3,50 F et les maçons proprement dits 4 à 5 F⁶⁷. En 1860, l'échelle des salaires s'établit de 2,50 à 6 F⁶⁸. A la même époque, Bandy de Nalèche⁶⁹, en 1859, précise que le manœuvre (l'apprenti ou « goujat ») reçoit 2,75 F, le limousin 3,75 F, le maçon (comme le tailleur de pierre, l'appareilleur et le poseur) 4,50 F, le maître-compagnon 6 F. Entre 1860 et 1885, les salaires semblent avoir beaucoup augmenté, ils ont presque doublé. Henri Clément⁷⁰ reproduisant le tableau des prix admis par la ville de Paris, vers 1885-1886 donne le salaire par heure ou par jour. Le garçon-maçon gagne alors 0,50 par heure, le limousin 6,75 par jour et le maçon (comme le tailleur de pierre) 0,80 par heure. En admettant une moyenne de dix heures de travail par jour de labeur, on constate que la hiérarchie des salaires est à peu près stable. Vers 1900⁷¹, le maçon se maintient à 8 F par jour, le limousin parvient à 7,50 F et le garçon-manœuvre perçoit 5,25 F. Pour 1906, E. Levasseur⁷² donne le tarif de deux catégories : 0,80 par heure pour le compagnon et 0,55 F pour le garçon. F. Borie⁷³ prenant la base de 100 pour 1806, établit la progression suivante pour le compagnon maçon : 148 en 1852, 188 en 1862, 193 en 1873, 252 en 1880, 271 en 1906 et 320 en 1913. Ainsi, les salaires des migrants maçons limousins ont plus que triplé en un siècle et l'on comprend mieux ainsi l'attrait de la migration vers l'agglomération parisienne avec le désir de profiter le plus possible de ces salaires jugés considérables, en allongeant sans cesse le temps de migration.

Si les maçons et les tailleurs de pierre constituent une part importante des travailleurs du bâtiment, il ne faut pas oublier d'examiner aussi les salaires des autres catégories. Ainsi, les couvreurs migrants, qui ont un métier beaucoup plus dangereux que celui des maçons, ont un salaire plus élevé. En 1834⁷⁴, ils gagnent de 4 F à 4,50 F par jour (alors que les maçons, à cette époque, perçoivent 3,50 au plus). Il est vrai aussi que le salaire est très variable et pas toujours assuré au cours de l'année : « Il augmente quelquefois après les orages ou les tourmentes atmosphériques qui endommagent la toiture d'une grande quantité de maisons. Néanmoins, comme les travaux courants ne suffisent pas toujours à employer tous les couvreurs, et qu'il y a, en outre, des saisons où ces travaux sont à peu près impraticables, il ne faut compter, pour chaque ouvrier, terme commun, qu'environ 200 journées de travail par an, ou 800 à 900 F de salaires ». Il est bien certain que le salaire annuel est plus intéressant pour l'historien que le salaire horaire ou le salaire quotidien. Le gain du couvreur ne semble pas s'être accru aussi rapidement que celui du maçon. En 1847⁷⁵, lors de l'enquête de la Chambre de Commerce, le couvreur gagne en moyenne 4,20 F (maçon : 3,35 F de moyenne et marges de 3 F à 5 F). Mais le métier se modifie et demande beaucoup plus de sédentaires que de migrants ; le couvreur devient en même temps plombier et la couverture de zinc se répand et exige moins de déplacement de matériaux. La charpentier, qui gagnait sous le Premier Empire un salaire journalier égal à celui du couvreur (2,50F à 3F)⁷⁶, gagne

beaucoup plus que lui sous le Second Empire : 5,50 F à 6 F ⁷⁷, mais il peut chômer durant quatre mois et ce repos forcé favorise la migration saisonnière. Paris attire d'ailleurs beaucoup les migrants charpentiers car la différence de salaire est importante avec la province : en 1864, l'heure est payée 0,60 F, c'est-à-dire le double de la rémunération payée à Tours, guère éloigné ⁷⁸. Le charpentier-migrant travaillant à Paris peut donc en huit mois gagner 1.350 F beaucoup plus que le maçon (1.150 F) ⁷⁹. Par contre, la situation s'est quelque peu gâtée pour les peintres en bâtiment. Sous le Premier Empire le salaire journalier était de 2 F à 6 F ; sous le Second Empire, il est stabilisé à 4,50 F-5 F, mais il faut tenir compte d'un long chômage de cinq mois si bien que le gain annuel n'atteint que 980 F ⁸⁰. Or, après le Second Empire, l'arrivée de nombreux migrants temporaires italiens et suisses fait baisser les salaires : vers 1885, 0,75 par heure (maçon : 0,80 F ; alors que celui-ci gagnait moins que le peintre dans la première moitié du siècle) ⁸¹.

En général, les salaires des migrants de la construction en province sont plus faibles que ceux offerts à Paris et cela explique l'attrait presque constant de la capitale. Nous venons de voir qu'à Tours l'heure de travail du charpentier en 1864 est payée la moitié de celle de Paris. Cette différence est confirmée par Borie ⁸² : « En province les salaires sont très variables. D'une façon générale, on peut les estimer à environ 50 % du taux de Paris ; mais il y avait des écarts considérables, puisqu'on pouvait noter, il n'y a pas encore 20 ans (écrit en 1924, donc les faits remontant à la période avant 1914), des taux horaires de 0,65 à Caen, contre 0,25 à Castres, pour la même catégorie d'ouvriers (du bâtiment) ». Ainsi, les différences n'existent pas seulement entre la capitale et la province, mais entre des villes de province. Cela pourrait peut-être expliquer pourquoi certaines régions du Midi ne sont guère fréquentées par les migrants limousins. Il est pourtant des exceptions : sous le Second Empire, le salaire journalier du maçon est à peu près le même au Havre et à Paris (4,50 F à 5 F) ⁸³, alors qu'à Lyon les salaires sont moins élevés ⁸⁴. Mais très souvent, avant de choisir sa ville ou sa région, le migrant réfléchit plus sur le montant des économies à rapporter que sur les possibilités de salaire journalier. Ainsi, le tuilier limousin qui se rend dans la région rurale du Velay comme mouleur, peut rapporter (vers 1870-1875) de 1200 F à 1500 F de sa campagne de huit mois, c'est-à-dire plus que le maçon limousin qui fréquente la capitale (1150 F) ⁸⁵. Les gains ne sont pas tout ; il y a aussi les dépenses faites pendant la migration.

Mais toutes ces données sur les salaires se rapportent à des périodes de travail normal ; or, il faut aussi compter avec les crises qui reviennent régulièrement. Martin Nadaud et les enquêteurs de 1847 à Paris n'ont pas oublié les durs moments de chômage. Mais celui-ci touche moins les migrants que les sédentaires, car ils ont toujours la possibilité de retourner dans leur village et dans leur petite exploitation dont les revenus modestes aideront à passer les mauvais moments. Par le système de la migration temporaire, non seulement le maçon a une sorte de sécurité sociale pour la vieillesse, mais aussi une « sécurité-chômage ». Naturellement le migrant cherche toujours à reculer le retour et vit de mauvais moments, comme Nadaud en 1834 ⁸⁶ : « Non, il n'y a pas de tourments pareils, d'ennuis plus accablants pour l'ouvrier, que ceux qu'il ressent dans ces grandes et puissantes crises. Il part le

matin en quête de travail ; le soir, en rentrant dans son garni, après avoir battu les pavés de la grande ville, dans tous les sens, vu des maîtres compagnons et payé des « canons » à Pierre et à Paul, il revient sa poche vide et rompu par la fatigue. Il sent qu'il va se retrouver dans le même cas, le lendemain. Son anxiété, loin de diminuer, augmente par ce fait qu'il ne peut prévoir si la fatalité qui le poursuit, sera de longue ou de courte durée ». Avant d'envisager un retour au village, Martin Nadaud accepte n'importe quel emploi dans l'industrie du bâtiment et redevient garçon-maçon, lui qui était fier d'être promu compagnon un an plus tôt. Les crises périodiques (celles de 1826-1827, de 1834, de 1840-1843, de 1846-1852) ont pour conséquence de ralentir le nombre de départs pour la migration et de provoquer des retours au village avec une plus grande intensité. Les salaires baissent pendant ces moments de crise car les migrants arrivés en ville acceptent facilement de faibles rémunérations pour échapper à la misère ; cette misère que traduit l'expression « battre les gravats » : « On dit qu'un ouvrier du bâtiment bat les gravats, quand il n'a pas le sou, ni pour aller à la gargote, ni pour boire un canon chez le marchand de vin, à l'heure du dîner. Le batteur de gravats se couche sur le plâtre, pendant les heures de repas, puis il mord son morceau de pain ou croque une pomme, s'il lui reste un sou, et boit de l'eau s'il a soif »⁸⁷ Dans ces périodes de crise, on ne constate pas que la misère ; l'hostilité des sédentaires parisiens contre les « étrangers (migrants temporaires de province comme ceux venus des nations voisines) se fait toujours sentir. Mais une sorte de solidarité joue entre travailleurs migrants venus d'une même province. Et c'est particulièrement vrai pour les Limousins qui logent dans les mêmes garnis ; logeurs et marchands de vin viennent en aide aux ouvriers compatriotes dans les périodes de difficultés. Aussi, la vie quotidienne du migrant hors du chantier a une grande importance pour comprendre les caractères encore très solidaires de ce monde du travail.

b) La vie quotidienne dans les garnis et chez les marchands de vin.

Pour les migrants temporaires de la construction séjournant dans les campagnes françaises, les problèmes de la vie quotidienne sont faciles à résoudre, car l'ouvrier d'origine rurale n'est pas exigeant. Il n'en est pas de même à la ville où des masses de travailleurs se réunissent et que l'administration et la police surveillent. Il faut une organisation et cela d'autant plus que les migrants ont beaucoup d'intérêt à se grouper, dans un double souci d'économies et de défense, mais aussi pour maintenir une mentalité régionale et pour trouver des appuis moraux. Le migrant isolé réussit difficilement dans son travail et le « mal du pays » peut mettre rapidement fin à ses déplacements.

Pour se rendre compte de l'importance de l'hébergement et de la vie collective pendant les séjours du migrant à Paris, il suffit de constater la place que Martin Nadaud réserve à ces problèmes dans ses Mémoires. En arrivant dans la capitale, le premier souci du migrant est de gagner le garni connu ou recommandé où il retrouvera des compatriotes et une hospitalité de village ; très souvent aussi une véritable affection familiale. Les noms donnés aux lieux d'hébergement des migrants sont très variables selon les villes. A Paris, le terme le plus employé est celui de Chambrée, à Lyon il est surtout

question de logement, tandis qu'à Marseille on parle de garnis. Mais le terme de chambrée semble être propre à Paris, car à 60 km de la capitale, à Melun, nous ne le retrouvons pas, dans cette dernière ville; ce sont généralement des marchands de vin qui louent quelques chambres et les recenseurs parlent de logements ou de garnis.

La Chambrée parisienne est une collectivité de migrants maçons limousins qui vit en dortoir. Elle rassemble des célibataires et des hommes mariés qui ont laissé leur femme au village. Le jeune Martin Nadaud, logé à quinze ans en 1830 dans une chambrée de la rue de la Tissanderie (près de l'Hôtel-de-Ville), nous en donne une description et en rend l'atmosphère : « Celle-ci (la logeuse) me conduisit au quatrième étage de cette maison, elle me montra mon lit et déposa mon petit paquet sur une planche, puis elle me présenta aux hommes de la chambrée en ayant soin de me dire qu'ils étaient tous bons enfants, ce qui était vrai, et qu'ils auraient soin de moi, ce qui était vrai encore, et que d'ailleurs c'était des gens de ma commune ou de Pontarion (chef-lieu de canton de la Creuse, très proche de Soubrebost, commune natale de Nadaud). Dans cette chambre, il y avait six lits et douze locataires. On y était tellement entassés les uns sur les autres qu'il ne restait qu'un passage de cinquante centimètres pour servir de couloir le long de cette chambre. Je ne tardai pas en effet à me familiariser avec mes camarades. Soir et matin, j'entendais bien des conversations de « bric et de broc », plus drôlatiques les unes que les autres, toujours insignifiantes quand elles n'étaient pas énervantes ou abrutissantes pour l'enfance »⁸⁸. Le jeune Nadaud, qui vient de coucher durant son voyage de migration dans des draps crasseux changés une fois par an, ne se plaint pas du manque de confort de ces chambres surpeuplées. Mais des écrivains de la Restauration nous ont donné des descriptions plus réalistes : « Sous une mansarde, dont le toit affaissé en plusieurs endroits, et tant bien que mal étayé de distance en distance par des poutres irrégulières, prouvait la vérité de l'adage : « Nul n'est plus mal chaussé que le cordonnier » ; deux files de lits très serrés entre eux occupaient une profondeur de dix toises ; des clous en guise de porte-manteaux suspendaient à une poutre en saillie, les vêtements des dormeurs. La muraille, jadis jaune-clair, et dont les deux lignes descendantes venaient former un triangle avec le plancher, était sillonnée par la noire fumée des chandelles et par des dessins grotesques... »⁸⁹. Ces logements misérables occupés par les migrants durant la première moitié du XIX^e siècle, nous les retrouvons dans la seconde moitié du même siècle.

Vers 1880, le docteur Villard⁹⁰ montre ces chambrées comme dangereuses pour la santé des migrants : « Nous y pénétrons (dans l'immeuble) par une allée étroite et profonde, qui est tellement obscure, qu'à chaque instant, on se heurte contre les murs qui suintent l'humidité comme des murs de cave. A chaque étage, nous trouvons un ou plusieurs garnis, qui se composent d'une salle commune où se réunissent les émigrants, et où ils font cuire la soupe, quand ils se conforment à l'usage ancien. Puis, sur le même palier, des suites de chambres, véritables dortoirs où couchent, deux à deux, une douzaine d'individus, dans des lits qui sont aussi rapprochés que possible. On voit qu'il y a là une mauvaise et défectueuse installation, car, avec un aussi grand nombre de personnes, l'air vicié rapidement, par suite des exhalaisons

de chacune d'elles. L'ouvrier qui est habitué, dans les montagnes de la Creuse, à un air vif et sain, respire pendant de longues heures un air empoisonné et saturé du miasme humain... et à la fin de la nuit, il se trouve dans un véritable foyer de peste qui ne peut qu'influer en mal sur son organisme et sa santé ». Nous verrons que les médecins voient là un des facteurs du développement de la tuberculose qui sévit chez les migrants maçons. Les logeurs sans pourtant exploiter leurs compatriotes, annoncent les « marchands de sommeil » du XXe siècle qui hébergeront des migrants africains ou méditerranéens.

Mais ce ne sont pas seulement les chambrées qui doivent retenir l'attention, ce sont aussi les maisons-taudis et les quartiers qui abritent les travailleurs migrants du bâtiment. Nadaud garde le silence sur les taudis ; à peine fait-il une allusion à ceux de la rue Mouffetard. Mais d'autres observateurs n'ont pas manqué d'insister sur les misérables quartiers parisiens où se groupent les Limousins : autour de l'Hôtel-de-Ville sur la rive droite, sur la Montagne Sainte-Geneviève, Saint-Marcel et Saint-Victor sur la rive gauche. Le docteur Villard, que nous venons déjà de citer, décrit ce quartier de la place Maubert avec ses « vieilles maisons noires, infectes et sales ; c'est là que demeurent nos compatriotes ». Le quartier de l'Hôtel-de-Ville a des maisons « aussi noires et aussi humides que celles de la rive gauche ». Les migrants vivent dans un décor de parias : « Les maisons où les Marchois logent en garnis sont les plus hideuses de ces quartiers ; on voit, en y entrant, qu'elles sont destinées à des gens qui, non seulement ne se préoccupent pas du confort mais qui n'ont aucune idée ni aucun désir des choses les plus nécessaires à la santé ». Avec les démolitions du Second Empire, on assiste à une certaine dispersion des migrants maçons ; beaucoup vont loger au-delà des barrières pour trouver les habitations à bon marché et pour être plus près des chantiers qui se développent sur la périphérie de la ville et en banlieue.

Au début du XXe siècle, des taudis du centre de Paris subsistent et de nouveaux quartiers de maçons migrants se sont organisés. Les frères Bonneff, en 1911 ⁹¹ constatent encore que « les quartiers de Paris retrouvent leurs hôtes fidèles ; les quatrième et cinquième arrondissements sont la résidence des Creusois célibataires ». Mais une évolution apparaît. Déjà Martin Nadaud, après quelques campagnes à Paris, avait quitté la chambrée en donnant les raisons : « pour échapper, les soirs, aux mauvaises fréquentations qui m'entraînaient de côté et d'autres » ⁹². Mais en louant une chambre, à deux, le maçon creusois futur député, pouvait mieux s'instruire : « Cette pensée (de quitter le garni) me souriait assez ; il y avait quelques temps déjà qu'elle m'était venue à l'esprit, car le désir de m'instruire ne m'avait jamais abandonné ». Cet esprit d'indépendance, de vie moins collective, est bien noté par les frères Bonneff, au début du XXe siècle : « Ils vivent moins en chambrées que jadis ; ils occupent de préférence un garni à trois ou à quatre et demeurent parfois plusieurs années sans retourner « chez eux »... ». Si la montagne Sainte-Geneviève et ses abords abritent moins de célibataires, ils logent avant 1914 beaucoup plus de ménages et de familles nombreuses dans des taudis jadis occupés par des chiffonniers. Bien que les frères Bonneff affirment que les ménages se fixent de préférence dans les arrondissements périphériques (XIIIe, XVe et XVIIe) : « Le XVe arrondissement est le centre

des Berrichons. Il y a des rues entières, la rue Guyot, le passage Cardinet (XVII^e arrondissement), occupées par les travailleurs de la maçonnerie », le quartier Mouffetard grouille de familles de maçons creusois. A ce sujet, nous avons le témoignage du médecin marchais Louis Bonnet qui les soigne vers 1908-1912⁹³. Il nous a longuement décrit ces taudis où se développent alcoolisme et tuberculose : « Les quartiers Saint-Médard et Mouffetard, Saint-Victor, la Montagne Sainte-Geneviève sont presque tout entiers peuplés d'originaires du plateau central... Ce sont toujours les mêmes vieilles maisons obscures et hautes du Paris d'avant les années révolutionnaires. Parfois d'antiques hôtels délabrés dans lesquels une rampe en chêne massif ou en fer forgé est le seul vestige d'une splendeur éteinte. Rue Lacépède, l'ancienne caserne des gardes françaises de Louis XV est bondée de ménages limousins et dans les larges escaliers qui virent passer les soldats élégants et poudrés du roi, grouillent des enfants au teint trop pâle... Et tout cela ne suffit pas encore à loger tous les milliers d'émigrants que fournissent nos deux provinces. Ils ont débordé sur la rive droite et sont allés s'entasser dans les antiques maisons de l'île Saint-Louis et du quartier des Célestins, de même dans le XIII^e, vers la Bièvre et les Gobelins. Si un soir il vous prend la fantaisie d'aller errer parmi ces rues, vous y retrouverez toute une saveur de terroir... Dans ces passages étroits et malsains, bordés de hautes maisons noires qui arrêtent l'air et le soleil, loge une population ouvrière d'une extraordinaire densité... »

Il ne suffit pas de noter les chambrées et les taudis, il convient aussi de voir vivre tous ces migrants limousins au XIX^e siècle, et au début du XX^e. Le but de la migration est de rapporter au pays d'origine le plus d'économies. Par conséquent, il ne faut pas gaspiller en ville pour un logement confortable (il n'est pas question de logements ouvriers construits dès le Second Empire, cela n'intéresse pas les migrants maçons), ni pour une nourriture trop chère. Des budgets ont été établis à différents moments : Le Play en 1849, Bandy de Nalèche en 1859, Clément en 1885⁹⁴. En 1849, le logement (y compris la soupe du soir) revient à 8 F par mois, la nourriture à 38 F, le blanchissage à 1,50 F, les outils à quelques francs, il reste à l'ouvrier déjà ancien 200 F d'économies par campagne. En 1859, le logement (avec la soupe, le blanchissage, l'éclairage et le chauffage) s'élève à 10 F par mois, la nourriture à 45 F, l'habillement et les outils 10 F, les récréations 5 F ; après cette dépense mensuelle de 70 F, le profit est de 110 F pour le maître-compagnon, de 65 F pour le maçon, le tailleur de pierre, l'appareilleur, le poseur et le peintre, de 42,50 F pour le limousin et le scieur de long et de 22,50 F pour le manoeuvre. En 1885, H. Clément a établi un budget très détaillé et précis : logement de 9 F par mois, nourriture de 90 F entretien de 3,50 F, vêtements de 141,50 F par an, outils de 5 F par an et dépenses diverses annuelles (de voyage, tabac, café, soins médicaux, cadeaux à la famille, etc...) de 189 F ; pour neuf mois de campagne les recettes s'élèvent à 1916 F, les dépenses à 1258 F et le bénéfice à 658 F. Il s'agit là d'un budget d'un compagnon maçon. La vie matérielle, réduite au strict nécessaire, permet donc normalement de rapporter des économies. Mais les détails observés sur cette vie montrent les privations et la misère.

Martin Nadaud a raconté cette vie pauvre des migrants de la Monarchie de Juillet⁹⁵ : « Il (le migrant économie et même avare) ne devait pas

dépenser plus de 14 à 15 francs par mois, non compris son garni, où on le couchait et où on lui trempait la soupe moyennant six francs par mois, et son pain qu'il prenait à la taille et qu'il réglait aussi tous les mois. Il en laissait chaque matin, un morceau sur une planche qui n'était pas époussetée tous les jours. L'hôtesse venait ramasser tous ces morceaux de pain dans son tablier, et sans savoir celui qui appartenait à Pierre ou à Paul, elle trempait ces 60 ou 80 écuelles, dès que l'eau de la grande marmite était chaude... La soupe, le soir, était quelquefois trempée une heure ou deux avant notre arrivée, cela dépendait de la distance qu'on avait à parcourir du chantier à la maison. Si elle était trop froide, si le pain avait bu le bouillon, le retardataire en réclamait, mais il n'y en avait pas toujours... » Pour le repas de la journée, selon le comportement du migrant, on allait à la gargote près du chantier, ou bien on mangeait des victuailles achetées chez le charcutier voisin. Et Martin Nadaud de raconter ce repas sommaire : « Le second morceau de pain (du matin), notre homme le mettait sous son bras, le grignotait en allant au chantier, puis déposait le reste au besoin dans un trou de boulin ou ailleurs. Il le prenait à neuf heures, pour aller dépenser 5 ou 7 sous à son déjeuner, selon qu'il prenait un bouillon ou qu'il n'en prenait pas. Si ce déjeuner était au complet, il conservait le petit morceau de viande qu'on lui servait le matin, pour le repas de deux heures, qu'il prenait assis sur le plâtre, ou dans quelque coin du chantier ». Il faut remarquer que ces migrants ruraux mangent mieux que la plupart des paysans de leurs communes d'origine car ils consomment un peu de viande chaque jour alors qu'à la campagne cette consommation est exceptionnelle. Mais les habitudes rurales d'une sous-alimentation ne sont pas abandonnées et Martin Nadaud nous raconte comment il lui a été difficile de s'habituer à consommer de la viande pendant les premières années de sa migration temporaire : « J'étais plus fort que la plupart des enfants de mon âge, mais je n'étais pas habitué à ce pénible et exténuant travail. Le soir, lorsque j'arrivais au garni, mon père qui ne fut jamais pour moi un ingrat, m'amenait à boire chopine chez le marchand de vin ; il faisait porter du pain et du fromage et il m'encourageait par toutes sortes de bonnes paroles. Ce qui l'ennuyait, c'est qu'il savait que je n'aimais pas la viande, et que je changeais, à la gargote, avec « Neuf heures » (surnom d'un migrant), mon morceau de viande pour des légumes. « Tu n'y tiendras pas, disait-il si tu continues ». C'est qu'en m'élevant chez nous, ma mère ne nous avait nourri que de soupe, de pain, de tourteaux, de pommes de terre et de bon laitage. Je me mis à manger à mes repas, pendant plus d'un an, au lieu de bœuf, du fromage d'Italie, que je trouvais chez les charcutiers. Je m'en rassasiai tant que, depuis, je n'en ai jamais goûté »⁹⁶. Des observateurs, des médecins se sont penchés sur la manière de se nourrir chez les migrants de la fin du XIX^e siècle et ils concluent que cette manière est mauvaise : trop de boissons alcoolisées, trop de viandes douteuses (parfois alors deux fois par jour)⁹⁷. Durant la plus grande partie du XIX^e siècle (jusque vers 1870) trois repas étaient faits dans la journée : « après avoir déjeuné, vers 9 ou 10 heures du matin, lequel déjeuner formait le principal repas de la journée, il faisait, à 2 heures de l'après-midi, le goûter qui se composait en général d'un morceau de pain et de fromage et d'un verre de vin » ; le troisième repas étant la soupe trempée du garni (que les migrants finiront par faire eux-mêmes). Vers la fin du siècle les habitudes

alimentaires changent. Le matin, très tôt, on « tue le ver » (mauvaise eau de vie). Puis, « vers 11 heures, a lieu le déjeuner qui se compose d'un potage avec un morceau de bœuf bouilli, d'un plat de légumes et d'un dessert... Le repas du soir est semblable au déjeuner, à cela près que le bœuf bouilli est remplacé par une portion c'est-à-dire par un morceau de viande assaisonné séparément ». Henri Clément considère que le migrant ne pense pas à prendre une nourriture substantielle qui réparera ses forces affaiblies par un rude labeur : « Avec son budget et son esprit d'économie, il ne peut aspirer ni à du vin pur, ni à de la viande de bonne qualité. Cette nourriture peut calmer la faim, mais elle est incapable de nourrir, au véritable sens du mot ». Le docteur Villard voit dans l'alimentation mauvaise et insuffisante une des causes du développement de la tuberculose (vers 1880). Trente ans plus tard, le docteur Louis Bonnet soutient la même idée ⁹⁸.

Mais durant les crises, la vie des migrants qui s'acharnent à rester dans les villes devient encore plus difficile. Nadaud, à propos de la crise de 1833-1834, parle de famine : « Cette place de Grève, dernier vestige de l'ancien marché aux esclaves de l'antiquité, était bondée d'hommes hâves et décharnés, mais s'accommodant sans trop de tristesse, de leur situation de meurt-de-faim » ⁹⁹. Mais la crise de 1848 a été très dure à supporter pour les migrants du bâtiment, comme le constatent les enquêteurs de la Chambre de Commerce de Paris : « Dans ces moments de chômage prolongé, cette vie réduite au plus strict nécessaire n'est plus une affaire de choix, et quand une crise est trop forte la misère devient complète ; le loueur du garni ne tarde pas à être aussi malheureux que ses hôtes. En 1848, on avait été forcé de faire argent de tout, les hardes étaient vendues, et dans certains garnis, un seul vêtement servait successivement à chacun de ceux qui allaient en quête de travail ; les autres ouvriers restaient couchés. On a même vu des hommes qui assuraient trouver à cela l'avantage de ne pas développer par l'exercice un appétit qu'ils n'auraient eu aucun moyen de satisfaire » ¹⁰⁰.

En période de vie normale, le garni, la chambrée, la gargote sont lieux de rassemblements et de discussions animées. Mais dans la vie parisienne du migrant, le marchand de vin tient une place essentielle pour des travailleurs qui, souvent, n'ont pas de foyer et de famille sur place. Tant que durent les migrations de Marchois et de Limousins, le marchand de vin est un personnage permanent ; il attire l'ouvrier pendant son travail, il le retient dans ses moments de repos, il dévore une grande partie des salaires et empêche la migration d'atteindre son but essentiel, il détruit les santés et apparaît finalement comme un facteur de la fin des déplacements temporaires des travailleurs du bâtiment. La dureté du métier et la vie collective ont sans doute favorisé cette fréquentation exagérée des marchands de vin. Mais l'habitude prise quand la famille ne se déplaçait pas encore vers la ville, s'est poursuivie au début du XXe siècle lorsque la migration devient familiale.

Toute la littérature se rapportant aux ouvriers migrants du bâtiment est remplie de faits liés aux marchands de vin. Dans le roman de mœurs populaires intitulé « Le maçon » paru en 1828, tous les actes du travailleur sont marqués par la présence du cabaret ¹⁰¹. Telle cette description des abords de l'Hôtel-de-Ville, au petit matin, quand commence l'embauchage des ouvriers : « Bien que les rues qui avoisinent la place de l'Hôtel-de-Ville soient

habitées par une classe laborieuse, le calme le plus profond y règne encore, alors qu'une population nombreuse s'agitant, criant, chantant, remplit depuis une heure l'espace qui sépare la rue Jean-de-l'Épine de l'Arcade Saint-Jean. Les cabarets sont envahis par les maçons et les manœuvres qui se succèdent sans interruption devant les comptoirs garnis de feuilles d'étain, et six heures n'ont pas encore sonné, que vingt fois les verres de chacun des cabaretiers ont passé dans les mains de vingt buveurs, sans que le garçon ait trouvé l'instant d'effacer par l'ablution les traces que les doigts crasseux ont imprimé sur leurs rainures ». Après l'embauchage, la vie sur le chantier est caractérisé par l'alternance du travail et la « pose » chez le marchand de vin le plus voisin. A peine arrivé à Paris en 1830, le jeune Martin Nadaud ¹⁰² fait la connaissance de ses futurs camarades de travail et c'est près de la place Saint-Sulpice qu'il « boit chopine ». C'est encore chez le marchand de vin tenant gargote, à la Chaussée d'Antin, qu'il fait connaissance, en prenant ses repas, des anciens soldats de l'Empire opposés à la Monarchie de Juillet. Mais rapidement il finira par constater les dangers de ce refuge qu'est le cabaret pour les migrants, la « goutte » du matin conduit à l'alcoolisme : « Dès que nous avions pris les matins nos effets de travail, il fallait aller boire la goutte, et souvent nous redoublions deux ou trois fois ». Mais pour la plupart de ces ouvriers ignorants qui ne peuvent lire les journaux, le marchand de vin offre un lieu de discussion et d'échange d'idées, comme le met en relief, sous la Monarchie de Juillet, Emile de la Bedollière ¹⁰³ : « Tandis que les manœuvres mangent modestement en plein air le morceau de charcuterie, ou l'angle de fromage de Brie, accompagné de l'énorme morceau de pain, que vous avez certainement remarqué sous leur bras, les compagnons maçons se rendent chez le marchand de vin le plus proche, qui, au moment du déjeuner, a eu l'attention de tremper la soupe, potage plantureux, flanqué de pommes de terre, de légumes, où la carotte tient un honorable rang, et dont le pain, fourni par les ouvriers, forme la base solide. Le tout est arrosé d'un ou deux litres selon le nombre des convives, et après ce repas où se traitent les affaires, où les nouvelles circulent, à la suite duquel le plus lettré lit le « canard » en vogue que le crieur public échange contre la pièce de 5 centimes, vulgairement un sou, chacun emploie le surplus de son loisir à son gré. La pipe en fait principalement les frais... »

A partir du milieu du XIX^e siècle, on semble lier le développement de l'alcoolisme à Paris, à l'accroissement du nombre de migrants dans l'industrie de la construction. En 1861, le docteur Issartier ¹⁰⁴ fait une étude sociale de l'alcoolisme et insiste sur le rôle néfaste du marchand de vin, sur cette « condamnation de l'ouvrier aux plaisirs forcés », sur le maçon qui boit « pour noyer le plâtre », sur les conséquences graves (statistiques sur le nombre d'aliénés enfermés). De nombreux médecins, parmi lesquels les Limousins compatriotes des maçons migrants, ne cessent de dénoncer le mal à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e.

Henri Clément et le docteur Villard, vers 1880-1885, dénoncent des habitudes qu'ils considèrent comme lamentables ¹⁰⁵ : « L'émigrant ne songe pas à prendre une nourriture substantielle qui réparera ses forces affaiblies par le rude labeur de la journée. Elle commence de bonne heure, cette journée, et l'ouvrier qui vient de se lever et qui est encore obligé de se conformer à un

usage malheureusement invétéré chez tous ceux qui travaillent en corps. Il rencontre ses camarades de chantier, et, tous ensemble, on va — histoire de « tuer le ver » — comme on dit — prendre une ou plusieurs tournées de mauvaise eau de vie ». Cet alcoolisme matinal est sans doute le plus grave pour l'exercice du métier. Déjà à la fin du Second Empire, Pierre Larousse signalait les nombreux accidents du travail dus à l'alcool ¹⁰⁶ : « l'état de maçon est en somme un état dangereux, qui exige du calme, du sang froid, une sobriété absolue. Le sang froid ne leur fait guère défaut ; mais la sobriété malheureusement, laisse à désirer. Beaucoup de cruels accidents qui désolent des familles entières ont leur première origine sur le comptoir d'un marchand de vin ». Ce ne sont pas seulement des cas de folie et des accidents qui marquent les séjours des migrants creusois ; pour le docteur Louis Bonnet, d'origine creusoise et médecin du service des tuberculeux à l'hôpital de la Pitié, la conséquence la plus grave de l'alcoolisme est le développement de la tuberculose parmi les migrants à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e ¹⁰⁷.

Les analyses du docteur Louis Bonnet en 1912 montrent, à propos du Cinquième arrondissement de Paris, comment l'alcoolisme a ruiné la santé des migrants, les familles creusoises transplantées à Paris, l'avenir des migrations et risque d'apporter la contagion dans les communes d'origine des travailleurs. La mortalité est alors considérable parmi les maçons creusois ; « j'estime que parmi notre population d'émigrants, 80 % des décès sont dus à la tuberculose », dit ce médecin qui a procédé à des visites médicales, pendant quatre ans (1908-1912). Or, la tuberculose trouve deux conditions favorables dans le milieu des migrants : les taudis et l'alcoolisme « L'alcool fait le lit de la tuberculose ». L'alcool fait gaspiller la plus grande partie des salaires et oblige femmes et enfants à travailler pour survivre dans des conditions difficiles. Et ce docteur a établi une statistique des marchands de boissons alcoolisées par rue, dans un quartier où dominent les maçons migrants : 75 dans la rue Mouffetard (pour 136 maisons, sur une longueur de 605 mètres), 14 dans la rue Lanneau (pour 15 maisons, sur 70 mètres), 23 dans la rue de Bièvre (pour 33 maisons, sur 155 mètres), etc... Après enquête, on constate que les maçons ont au moins sept fois l'occasion de consommer de l'alcool durant leur journée de travail, la dépense est de 3,50 F au moment où le salaire est de 8 à 10 F. par jour pour le compagnon maçon.

Nous venons d'analyser longuement la vie laborieuse et matérielle des migrants marchois et limousins à Paris, car les documents sont nombreux pour des effectifs qui ont toujours été considérables. Mais sommes-nous aussi bien informés sur les migrants temporaires de la construction venus des autres régions françaises et les renseignements pour d'autres villes attractives françaises sont-ils aussi abondants et variés ? Nous savons, par les enquêtes de la Chambre de Commerce de Paris, en 1847-1848 et en 1860, que la seconde région française, la Normandie, à fournir régulièrement des migrants du bâtiment, envoie des travailleurs qui mènent le même genre de vie que les originaires du Massif Central : les garnis, les chambrées, les cabarets sont connus des Bas-Normands, mais ils se regroupent généralement par pays. Il en est de même de certains étrangers comme les peintre-vitriers italiens ¹⁰⁸.

Le travail et la vie des migrants du bâtiment à Lyon présentent

quelques différences si on les compare à ceux de Paris. Dans ses *Mémoires*, Nadaud fait souvent allusion aux rivalités entre Creusois « parisiens » et Creusois « lyonnais » ; les seconds sont plus attachés au travail, plus économes et mènent une vie plus sévère pendant leurs séjours dans la cité rhodanienne. On peut se demander si la mentalité lyonnaise, laborieuse et économe n'a pas influencé les maçons venus de la Marche. Faut-il retenir aussi une influence morale ? Une appréciation d'un ancien maçon creusois « lyonnais » rapportée par Nadaud¹⁰⁹, tendrait à l'affirmer : « Les maçons de Paris gagnent de l'argent, mais ils le dépensent comme ils le gagnent. Ils ne se gênent pas non plus pour abandonner leurs femmes et vivre avec des coquines ». Toujours est-il que les migrants séjournant à Lyon ne vivent pas dans des garnis aux chambrées nombreuses. C'est une vie beaucoup plus familiale et ordonnée auprès de la « mère » et les dépenses au cabaret sont très réduites. Nous avons ainsi les témoignages de familles creusoises dont les membres ont fréquenté l'agglomération des bords du Rhône¹¹⁰ : « On descendait chez la « mère »... On était entre gens du même pays, de villages voisins. On se connaissait, on se soutenait. On se donnait des nouvelles. On parlait patois et exclusivement patois. La « mère », qu'on appelait aussi la « gourgande » était toujours la femme ou la veuve d'un « pays », d'un compagnon... Avant de trouver du travail, la « mère » faisait crédit tout le temps nécessaire. C'était la vie de pension de famille... La « mère » remplaçait la mère absente ». Mais la vie au travail était stricte : discipline, dignité, fierté de la profession, solidarité, probité. Hors du chantier, peu de distractions car il fallait économiser à tout prix ; le dimanche, on se contentait d'aller voir Guignol ou de consommer à Vaise, pour trois sous (15 centimes), « un assorti de légumes et de fruits » chez la « mère Dalard ». La plupart des migrants « économisaient à tout de bras et se privaient de tout plaisir ou presque, ne songeant qu'à apporter le plus d'argent possible au pays en fin de campagne... Pour y parvenir, rien ne leur coûtait : ni le dur travail, ni le logement malsain, ni la nourriture de médiocre qualité, ni la privation de tout plaisir ». Ainsi, à Lyon, le migrant gagnait un peu moins qu'à Paris, mais par la mentalité et par l'atmosphère qui régnaient dans la ville il était plus sûr de rapporter des économies substantielles.

Le cas lyonnais nous conduit en effet à mieux dégager la conduite des migrants maçons dans les villes. Alors que les travailleurs venus du Massif Central pour aider à la construction de la cité rhodanienne ne font guère parler d'eux, ceux qui se rendent à Paris sont beaucoup plus agités, violents, revendicatifs. Cette conduite à tendance révolutionnaire, a souvent inquiété les autorités et une surveillance assez stricte s'est exercée.

c) La conduite des migrants du bâtiment dans les villes et particulièrement à Paris a inquiété les autorités.

A Paris, pendant tout le XIX^e siècle, les migrants du bâtiment ont été considérés comme un monde agité et à surveiller. L'institution du livret ouvrier s'est surtout appliquée à eux et les garnis sont soumis à un contrôle strict. Dans le public bourgeois, on regarde les maçons comme un milieu violent et des travailleurs qui ont exprimé leur opinion — tel Martin Nadaud — admettent cet esprit turbulent et qui ne redoute pas d'employer la force.

D'ailleurs, dans les mouvements de grèves ou dans les événements révolutionnaires, on rencontre souvent au premier plan des ouvriers du bâtiment. Mais pourquoi ces manifestations apparaissent-elles à Paris et guère à Lyon ? Dans cette dernière ville, qui a connu aussi au XIXe siècle des révoltes et des organisations révolutionnaires, les Creusois migrants ne semblent pas avoir joué un rôle important dans les menées politiques ou syndicales, surtout à côté des migrants savoyards qui ont fait parler d'eux mais qui n'appartenaient pas à l'industrie du bâtiment.

Le migrant du bâtiment qui part pour faire sa campagne doit, légalement, être muni de deux pièces qui permettent de le suivre, de le contrôler et de le surveiller : le passeport intérieur et le livret ouvrier (qui apparaît dès 1781 sous l'Ancien Régime). Ce livret ouvrier, restauré sous le Consulat, doit être présenté à Paris à la Préfecture de Police et l'ouvrier ne peut trouver du travail sans le remettre à l'employeur. Pièce de surveillance policière, c'est aussi une pièce essentielle dans les relations entre travailleurs et entrepreneurs du bâtiment. Ce double rôle a été important dans la première moitié du XIXe siècle, puis on assiste à un affaiblissement progressif jusqu'à la disparition du livret (1890) ¹¹¹. Mais la surveillance policière ne s'exerce pas seulement par le moyen du livret, elle existe aussi dans les garnis où les logeurs doivent tenir des listes exactes et signaler les entrées et les sorties. Dès lors, le migrant se sent suivi dès son arrivée à Paris, sur les chantiers, dans son garni, dans les lieux d'embauche (Place de Grève, à la Tour Saint-Jacques ou au Châtelet), chez le marchand de vin. On comprend alors que Martin Nadaud dans ses Mémoires, parle de la Rousse (la Police) avec une grande méfiance ¹¹². Si les garnis n'étaient pas des lieux de discussions politiques, il n'en était pas de même chez le marchand de vin : « A ce moment, dit Nadaud, il n'entrait ni livres ni journaux dans nos garnis, on peut dire qu'on mangeait et qu'on dormait, sans jamais songer à la culture de l'esprit... ». Mais en quatre ans (1830-1834), le comportement a changé : « Tous les matins on me demandait dans la salle du marchand de vin, de lire à haute voix le « Populaire » de Cabet ».

La société bourgeoise parisienne de la première moitié du XIXe siècle ne voit donc pas sans inquiétude cette masse de migrants temporaires arrivant régulièrement de province pour chercher du travail, particulièrement dans l'industrie de la construction. En 1841, paraît un ouvrage anonyme (mais attribué à un certain Durand) qui montre cette inquiétude ¹¹³ : « Nous proposons que l'autorité municipale sollicite du gouvernement du roi une loi qui soumette l'ouvrier qui veut habiter Paris à des conditions qui ne puissent être transgressées... Il est reconnu par expérience qu'il est dangereux de réunir dans une grande ville, qui est le siège du gouvernement, une masse d'ouvriers qui n'est pas en rapport avec l'étendue des logements, ce qui fait que les hommes sont entassés d'une manière à engendrer des maladies contagieuses... En 1789, ces ouvriers arrivèrent en foule à Paris ; plus des trois-quarts furent envoyés aux armées et y moururent en grande partie. Pendant la Restauration, lorsque les travaux des entreprises particulières cessèrent, les Bourbons n'ayant pas la faculté de les faire tuer aux armées, un grand nombre de ces hommes s'est établi à Paris, et la Société est obligée de leur donner du travail ou des secours pour eux et leur progéniture, et pour compléter, voici les

fortifications qui seront une plus grande cause de déplacement... La population de cette grande ville se grossissait autrefois des personnes riches, de toute la France, ou, au moins, aisées, aujourd'hui... ce sont des ouvriers qui, ne trouvant pas de l'occupation, se dirigent sur Paris où ils ne devraient pas être reçus ». Mais après la peur des migrants temporaires et la peur de voir ces migrants temporaires se transformer en migrants définitifs, ce bourgeois parisien pense aux dangers politiques des déplacements de population : « Les mœurs de l'ouvrier restent simples à la campagne ; s'il souffre, comme il a de la religion, il se résigne à la volonté de Dieu ; il est bien rare que la pitié des hommes ne vienne pas à son aide dans son propre pays, où les familles se connaissent entre elles, où il existe encore ce patronage du riche au pauvre, inconnu depuis cinquante ans dans les grandes villes. Mais, arrivé à Paris, si l'aspect du luxe éveille en lui des besoins nouveaux qu'il était si heureux d'ignorer, sa démoralisation est prochaine ; c'est alors qu'il se croit misérable, qu'il est humilié, qu'il attribue ses souffrances à des causes politiques... L'ouvrier qui, à Paris, envie autre chose au-delà du travail... devient dangereux pour la tranquillité publique ; fut-il un bon sujet, il se trouve entraîné malgré lui par l'esprit de camaraderie ». D'autres ouvrages de la même époque font ressortir les bienfaits de la grande surveillance policière. En 1842, Emile de la Bédollière ¹¹⁴ reproduit sans doute une opinion bourgeoise très admise alors en ce qui concerne les migrants du bâtiment : « Dans un pays comme le nôtre, où la police veille avec une si touchante sollicitude sur tous les citoyens, vous devez bien penser qu'elle n'a rien négligé pour maintenir l'ordre, la soumission parmi cette vaste corporation des ouvriers en bâtiments, et pour être à même de vérifier à tout instant leur moralité. L'administration a donc multiplié les règlements, les ordonnances ; elle mesure les pas des compagnons, fixe leurs itinéraires, décide des salaires, de la durée du travail, etc... enfin, elle exige de tous un livret qui est, en quelque sorte, le compte-courant de la conduite et de la position du travailleur ». Un autre bourgeois de l'époque, A. Egron, dans son « Livre de l'ouvrier — ses devoirs envers la société, la famille et lui-même — », paru en 1844, va jusqu'à demander d'interdire l'entrée des migrants du bâtiment à Paris, si cette arrivée paraît nuisible aux Parisiens ¹¹⁵ : « Dès que tous les maçons de l'Auvergne ou du Limousin peuvent venir dans la capitale, et y arrivent, l'exercice de la maçonnerie devient impossible pour le Parisien, auquel l'ouvrage est enlevé... Lorsqu'un ouvrier de la province arrive à Paris, il va se présenter tout d'abord à la Préfecture de Police, où on lui donne un permis de séjour. Et bien ! Il n'y a qu'à ne pas lui donner ce permis, s'il est démontré par avance qu'il doit tourner à la ruine de l'ouvrier et au désavantage de la ville ». L'auteur réclame la création d'un Bureau Central de l'Emploi (qu'il dit déjà réalisée en Russie et en Allemagne), mais la proposition faite au Ministre de l'Intérieur, après les troubles ouvriers de 1840, n'a pas eu de réponse.

On a associé « classes laborieuses » et « classes dangereuses » ¹¹⁶, mais c'est surtout à propos des migrants du bâtiment que cette idée s'est implantée à Paris. On reproche aux ouvriers de la construction leur violence, leurs grèves et leurs idées politiques avancées. Martin Nadaud ne conteste pas ces reproches qui pour lui sont des besoins, des nécessités.

La violence, Nadaud ¹¹⁷ l'exprime en montrant ses formes diverses. Les

migrants sont des ruraux transplantés temporairement en milieu urbain et qui conservent leurs mœurs rustiques et quelque peu primitives d'hommes qui aiment se battre : « Tel était l'état des esprits et de certaines habitudes que si les ouvriers en partie de plaisir rentraient le soir, dans leurs garnis sans s'être donné de bonnes raclées, on disait qu'on ne s'était pas amusé. Il en était de ces batailles entre ouvriers, comme aujourd'hui des questions de duel, entre gens d'une certaine classe, qui se croiraient déshonorés s'ils refusaient à croiser le fer avec un provocateur quelconque ». La mentalité de ces migrants temporaires est encore celle du village « La liberté à laquelle nous aspirions et que les journaux nous promettaient tous les jours, exaltait nos tendances d'esprit, et comme nous avions peu d'instruction et peu d'éducation, à la moindre insulte, nous régimbions comme de vigoureux mulets, quand ils sont fouettés en plein champ. Nous nous disions qu'il fallait apprendre à châtier à la force du poignet, ceux qui avaient une si pauvre idée des mangeurs de châtaignes de Limoges et de la Creuse ». Ce qui différencie bien ces migrants temporaires des autres ouvriers sédentaires, c'est qu'ils ne cherchent pas querelles pour des questions de compagnonnage ¹¹⁸, mais pour des prétextes beaucoup plus simples : « Parmi nous — dit encore Nadaud —, Creusois, il y avait de petits clans, de mesquines rivalités de cantons et même de communes... Lorsque nous nous trouvions dans les mêmes chantiers, on commençait à se regarder en chien de faïence... C'était à qui mangerait l'autre et le « déchaufferait ». Alors commençait une de ces luttes où les patrons avaient tout le gain. Les deux adversaires travaillaient jusqu'à se tordre la chemise sur le dos, c'est-à-dire jusqu'à complet épuisement. La lutte terminée, si les deux rivaux avaient été aussi crânes l'un que l'autre, on allait boire un bon coup ». Cet esprit de lutte et de violence, qui choquait les bourgeois parisiens, apparaissait aussi dans le choix des loisirs : la boxe et le chausson (combat réglé, à coups de pied) dans des salles spécialisées. Avec la fréquentation des bals populaires, celle des luttes violentes était la grande distraction du dimanche.

La grève a très rarement retenu l'attention des migrants temporaires. Si l'on met à part les grèves des moissonneurs migrants sous la Révolution française, à propos de l'application du maximum des salaires, on ne trouve guère de mouvements de coalitions au XIX^e siècle chez les ruraux en déplacements saisonniers. Les travailleurs du bâtiment, venus des départements, sont donc des migrants à part qui prennent ici des habitudes de compagnons et d'ouvriers sédentaires des villes. Faut-il attribuer ce comportement au fait que ces migrants représentent une masse de travailleurs qui ont conscience de représenter une force et qui constituent un véritable groupe de pression. Ordinairement, les autres migrants temporaires ruraux sont isolés ou rassemblés dans de trop petites associations pour pouvoir agir sur un maître ou un patron. Quand commence le XIX^e siècle, il y a déjà une tradition des coalitions chez les migrants maçons de la Marche et du Limousin. Mais beaucoup de coalitions ont pour origine des conflits entre vieux maçons souvent sédentaires et jeunes migrants au sujet de salaires ¹¹⁹ comme le montrent les bulletins de police de la période de la Restauration. Les jeunes ouvriers migrants qui arrivent au printemps acceptent facilement des salaires assez bas et font concurrence aux maçons plus âgés et souvent

fixés dans l'agglomération parisienne ; dès lors des rixes puis des coalitions sont à craindre pour faire pression sur les jeunes travailleurs et sur les entrepreneurs, bien que les grèves soient interdites. Voici, par exemple ce procès décrit par le Bulletin de police du 23 mars 1821 : « Les rixes qui ont lieu depuis quelques jours entre ouvriers nouvellement arrivés et les anciens maçons prennent un caractère plus grave. Il s'en est encore élevé ce matin sur la place de Grève, et un de ces derniers, qui s'était porté à des voies de fait et qui de ses outils avait frappé à la figure et blessé son adversaire, a été arrêté. Les querelles qu'ils se font entre eux ont pour cause la facilité que mettent les nouveaux ouvriers à prendre de l'ouvrage à un prix de journée très modique, et il serait à craindre qu'il n'en résultât, une coalition de la part de ceux qui veulent les forcer à élever ces prix. Des mesures sont prises pour maintenir ces ouvriers, s'ils essayaient de se porter à quelques excès »¹²⁰. Ainsi, on peut constater que les migrations temporaires de travailleurs du bâtiment compliquent la situation des ouvriers sédentaires ou semi-sédentaires et que des coalitions apparaissent non pas seulement du fait des entrepreneurs, mais aussi du comportement des jeunes ruraux devenus migrants. On comprend mieux alors l'hostilité manifestée par des travailleurs « parisiens » contre leurs concurrents provinciaux ou étrangers.

Les migrants temporaires du bâtiment ont pourtant déclenché des grèves pour des augmentations de salaires, dont profiteraient jeunes et anciens. A propos de la coalition de 1840, où Martin Nadaud joua un rôle, nous sommes bien renseignés par ce dernier. Nous constatons l'intervention de la police et de la cavalerie contre les rassemblements, mais aussi l'approbation de la répression par le public bourgeois apeuré : « Il nous faut bien avouer qu'à cette époque, les ouvriers grévistes n'avaient pas seulement le gouvernement contre eux, mais aussi l'opinion publique, On nous agonisait d'injures ou plutôt de plaisanteries. On blâmait les ministres de n'avoir pas donné l'ordre de tirer dans le tas »¹²¹.

La méfiance envers les migrants temporaires du bâtiment travaillant à Paris ne vient pas seulement de leur violence et de leur participation aux grèves, elle résulte aussi de leurs idées politiques et souvent antireligieuses, républicaines d'abord puis socialistes. Les gouvernements successifs ont toujours prêté une grande attention aux opinions émises par ces migrants, qui pouvaient agir à Paris, puis en province par leurs déplacements réguliers. Le Bulletin de la Préfecture de Police du 16 octobre 1824¹²² met bien en relief cette attention : « Cette surveillance des ouvriers (du bâtiment) est essentielle, et nous en rendons compte journellement, parce que c'est le premier et ordinairement le rassemblement le plus nombreux de chaque jour, que c'est là où se manifestent aisément l'esprit et les idées populaires, que les agents y peuvent recueillir et les bruits de la veille et les projets du jour, parce que pendant longtemps, même depuis la Restauration, l'esprit de faction et d'anarchie turbulente y bravait l'autorité et les lois, parce qu'enfin la classe ouvrière dont les mouvements ne sont jamais indifférents dans une capitale, a pris aujourd'hui un tel accroissement que les seuls ouvriers en bâtiment réunis à Paris forment une partie considérable de la population, et, pour la plupart étrangers à Paris, exigent une surveillance attentive ».

Sous la Monarchie de Juillet, l'activité politique des migrants temporaires du bâtiment se développe. Nous avons vu plus haut le rôle grandissant des journaux lus à haute voix par les plus instruits des migrants dans les boutiques des marchands de vin et dans les gargotes fréquentées par

les maçons creusois et limousins. L'information est un premier pas, bientôt suivi par un second par l'entrée dans les sociétés secrètes républicaines (comme la « Société des droits de l'homme » qui recrute dans les boutiques des marchands de vin, par l'intermédiaire d'étudiants liés aux migrants, d'après Martin Nadaud ¹²³. Le troisième pas, la participation aux émeutes et révolutions, sera franchi plus tardivement, en 1848 (journées de juin) et en 1871 (Commune de Paris). Parmi les 2 771 Français « transportés de Juin » ¹²⁴, la Creuse se place aussitôt après les départements de la région parisienne pour l'origine des révolutionnaires, tandis que deux professions apparaissent surtout pour ces insurgés : les manœuvres-terrassiers (460 déportés) et les maçons et carriers (251 déportés). L'élection de Martin Nadaud comme député de la Creuse à l'Assemblée Législative de 1849 est une manifestation significative de l'activité politique des migrants temporaires marchois de Paris, lesquels désignent leur candidat et se font les guides politiques de leurs compatriotes restés au pays d'origine. L'influence républicaine et révolutionnaire dans la Creuse s'est faite par le canal des migrations ¹²⁵ et surtout des migrations vers Paris. Aussi, la Préfecture de Police de Paris, dans son Bulletin du 6 juin 1839, avait reconnu l'importance et les conséquences de la lecture des journaux d'opposition : « Les ouvriers jouiraient d'un grand bien-être sans leurs deux plus grands ennemis, la boisson et la lecture des journaux » ^{125 bis}. Les conséquences de cette activité politique des migrants sur les comportements des départements du Massif Central seront examinées par la suite, mais on peut affirmer qu'elles ont été importantes pour l'évolution des idées dans des régions rurales de montagnes qui paraissaient pourtant bien isolées.

Par l'industrie du bâtiment, Paris a donc procuré du travail et permis la pénétration des idées nouvelles. Les grands travaux de province n'ont pas eu une portée aussi grande.

D) Les migrations temporaires dispersées en province dans les chantiers des grands travaux où le travail et la vie matérielle sont sommairement organisés.

Si les grandes villes comme Paris et Lyon ont attiré beaucoup les migrants temporaires de la construction, c'est que les ruraux y trouvaient de multiples avantages : salaires plus élevés, offre d'emplois très variés, une certaine continuité dans un travail assez bien assuré, rassemblement de migrants de même origine géographique et se connaissant bien, vie matérielle et collective organisée, habitude de distractions urbaines et d'échange d'idées politiques et sociales.

Bien différentes sont les conditions de travail et de vie sur les chantiers de grands travaux publics en province : salaires plus faibles, offre limitée d'emplois pour certains travailleurs spécialisés, forte demande d'ouvriers peu qualifiés (manœuvres et terrassiers), rassemblement de migrants venus de régions très différentes et qui se trouvent mêlés dans le travail, migrants traditionnels en contact avec des migrants occasionnels n'ayant pas la même mentalité, vie matérielle trop sommairement organisée pour le logement et la nourriture, milieux ruraux souvent méfiants envers les ouvriers des chantiers, distractions difficiles à organiser, possibilités limitées de vie sociale et

politique.

Le contraste est très marqué pour les migrants de la construction : la ville attire, les chantiers provinciaux des grands travaux ne sont acceptés que comme un pis aller. Le comportement des migrants temporaires de la construction est souvent celui des ouvriers parisiens des ateliers nationaux au moment des journées de juin 1848 : travailler à Paris est acceptable, travailler sur les chantiers volants des grands travaux publics de province, presque toujours en pleine campagne isolée, est considéré comme une sorte de relégation. Aussi, sur ces chantiers des grands travaux viendront nombreux les ouvriers agricoles, jusqu'alors sédentaires, des régions d'alentour, les travailleurs étrangers, surtout piémontais et belges. Les migrants traditionnels ne représenteront qu'une partie de la masse des travailleurs employés.

Pour l'administration et pour la police parisienne, le comportement de juin 1848 est ancien : quand l'offre d'emploi devient trop faible dans l'industrie parisienne du bâtiment, il faut évacuer vers les chantiers des grands travaux de la province, les chômeurs et les éléments jugés dangereux pour l'ordre public. Ainsi, le Bulletin de la Préfecture de Police du 12 mai 1826 ¹²⁶ signale l'affichage sur la place de Grèves d'un avis pour inviter les ouvriers sans occupation à se faire embaucher à Châtillon-en-Bazois pour exécuter les travaux du canal du Nivernais.

Parmi les problèmes qui ont trait à la main-d'œuvre des grands travaux, ceux du recrutement, du travail et de la vie matérielle sont essentiels. Ils conditionnent presque toujours la bonne exécution des ouvrages prévus. Nous avons déjà vu, à propos du Premier Empire, que le rôle des entrepreneurs dans ces problèmes est plus important que celui des ingénieurs et des administrateurs.

a) Le recrutement de la main-d'œuvre pour les grands travaux est très divers et ne touche qu'une partie des migrants temporaires traditionnels.

Après 1815, la population rurale s'accroît régulièrement et il y a une sorte de surcharge de main-d'œuvre qui ne peut être employée pleinement qu'au moment des grands travaux agricoles, surtout de récoltes. Or, cela ne suffit pas à donner régulièrement du travail à ceux qui n'ont que leurs bras pour vivre. Il y a donc nécessité pour eux de se déplacer, à la recherche d'un travail, agricole ou non. Il ne s'agit pas, pour ces ouvriers de migrants traditionnels, mais de main-d'œuvre obligée de se déplacer et qui se fixerait assez facilement en un lieu si une occupation lui était assurée. Il s'agit bien là de nomades car le lieu de travail à atteindre n'est pas fixé d'avance comme pour le migrant temporaire. Or, ces nombreux ouvriers nomades, sous la Restauration, ne savent où se rendre car peu de grands travaux publics sont prévus. C'est ce qui explique alors que, finalement, ils sont attirés par Paris, en espérant que les occupations y seront plus nombreuses et les secours plus importants. La conséquence est qu'il y a beaucoup trop de main-d'œuvre dans la capitale et que les Bulletins de Police de la Restauration ne cessent de signaler cette arrivée massive d'ouvriers guère qualifiés, formés de manœuvres et de terrassiers. Le Ministre de l'Intérieur recommande aux maires et aux préfets de ne plus délivrer de passeports intérieurs ou de ne les accorder qu'à ceux qui sont assurés d'avoir du travail. Malgré ces recommandations, une

habitude a été prise, aussi bien par les migrants temporaires traditionnels que par les ouvriers nomades occasionnels de se rendre dans la capitale, quitte à se faire rapatrier en touchant des secours de route prévus.

Cette sorte d'anarchie dans la répartition de la main-d'œuvre mobile sous la Restauration paraît s'atténuer fortement sous la Monarchie de Juillet. Cette évolution s'explique en grande partie par les initiatives de l'Etat pour entreprendre de grands travaux (routes particulièrement). Une partie de la main-d'œuvre qui se rendait à Paris sous la Restauration a désormais quelque chance d'être employée sur les chantiers qui s'ouvrent en pleine campagne. Mais il n'est pas facile de convaincre un travailleur rural qui a réussi à trouver du travail à Paris et qui a pris goût à la vie urbaine. La tâche des entrepreneurs chargés de travaux en province devient difficile pour assurer le recrutement pour les chantiers. Ils offrent généralement des salaires bien supérieurs à ceux offerts dans l'agriculture, mais inférieurs aux salaires parisiens. Aussi, des ouvriers agricoles, des migrants terrassiers qui ne fréquentaient que la province se laissent gagner. Et quand cela ne suffit pas, il y a toujours la ressource d'appeler des équipes d'étrangers, belges ou italiens, moins exigeants sur les salaires et l'organisation de la vie matérielle. Les entrepreneurs finissent souvent par faire une organisation assez complexe : ils ont des agents recruteurs dans certaines régions et ils ont des sous-traitants pour accomplir le travail. Les agents recruteurs sont d'anciens ouvriers qui ont travaillé sur les chantiers ou même des ouvriers encore employés par l'entrepreneur ; tous connaissent bien les milieux ruraux où peut s'opérer le recrutement et sont intéressés par des primes pour faire engager de la nouvelle main-d'œuvre. Les sous-traitants sont des intermédiaires dans l'exécution des travaux ; ils sont responsables d'une partie de la tâche à entreprendre et ont leurs équipes à payer.

Ce système très complexe de recrutement et de formation des chantiers donne lieu à des abus, que les archives judiciaires nous révèlent. Ainsi, en avril 1841 ¹²⁷ des émeutes ouvrières éclatent sur les chantiers de la construction d'un canal dans le département de la Meuse. Près de 200 ouvriers du sous-traitant se révoltent contre l'entrepreneur à propos du non-paiement des salaires. En fait le sous-traitant a reçu l'argent, mais a fui (il sera arrêté après l'émeute). Or, l'entrepreneur est défendu par une centaine d'ouvriers qui lui sont attachés et qui s'opposent aux 200 ouvriers du sous-traitant en fuite. Parmi ces derniers le recrutement est très mêlé : des Meusiens et des Auvergnats, mais aussi des Belges, des Allemands et des Espagnols. Nous avons donc bien là une image des chantiers, avec leur organisation complexe et leur recrutement très varié. Le rapport au sujet de cette affaire contient des remarques intéressantes sur la mentalité du personnel employé : « Ces émeutes se présenteront, parce qu'on n'impose pas de conditions d'acceptation aux entrepreneurs principaux, qui sous-traitent avec des individus n'offrant aucune garantie, toujours insolvables, et déjà huit de ces traitants ont quitté les ateliers du Sieur Roussel, faisant banqueroute à leurs ouvriers, à leurs logeurs, bouchers, boulangers, etc... Ces immenses travaux du canal ne produisent pas autant d'argent dans le pays qu'on s'y attendait parce qu'un grand nombre de ces ouvriers, la plupart étrangers au département, s'en vont sans payer les logeurs, les boulangers, etc... Il faudrait donc imposer aux

entrepreneurs et aux sous-traitants, l'obligation de ne payer leurs ouvriers respectifs qu'autant qu'ils auraient acquis la certitude que ces derniers ont payé leurs logeurs, boulangers, etc... ». Par ce document, on peut constater que l'atmosphère qui règne dans certains chantiers n'est guère agréable et l'attrait doit être limité pour les migrants temporaires traditionnels qui ne sont pas sûrs d'être payés régulièrement et qui doivent vivre au milieu d'une population méfiante, sinon hostile, par suite des escroqueries toujours possibles. Sans doute, tous les chantiers ne ressemblent pas à celui du Canal en construction dans la Meuse, mais cet exemple est cependant caractéristique des méthodes employées.

Or, sous la Monarchie de Juillet, les travaux publics ont été multipliés : routes, canaux, début des constructions ferroviaires. La forte demande de main-d'œuvre conduit souvent à engager tous les travailleurs qui se présentent, sans pouvoir exiger des garanties. Quand ils le peuvent, les entrepreneurs recrutent d'abord dans la main-d'œuvre locale ou régionale disponible. Ainsi, lors du recensement de la population de 1846 dans le Maine-et-Loire, une correspondance nous apprend ¹²⁸ que pour construire la ligne ferrée Angers-Nantes, on a fait appel aux habitants des communes du Bocage angevin. Une de celles-ci, La Cornouaille fait savoir que beaucoup de ses domiciliés travaillent temporairement à Ingrandes, à une quinzaine de kilomètres, sur les chantiers des chemins de fer. Le maire d'Ingrandes, devant cet afflux momentané de population, ne sait pas trop où mettre dans le recensement, les terrassiers et les charretiers qui n'appartiennent pas normalement à sa commune. Aux Angevins, faisant des migrations de courte distance, viennent s'ajouter des Bretons habitués aux terrassements et aux travaux pénibles. Le déplacement progressif des chantiers pour la construction des chemins de fer et des routes conduit les travailleurs temporaires bretons à s'éloigner de plus en plus de leur province et à s'habituer aux déplacements saisonniers ou pluri-annuels dans la partie Sud-Ouest du Bassin parisien. En fait, les Bretons, pour les grands travaux de cette région, jouent le même rôle que les étrangers dans d'autres régions françaises plus proches des frontières terrestres ¹²⁹.

Pourtant, la grande région française pour le recrutement de la grosse main-d'œuvre des travaux publics reste bien le Massif Central, comme au début du siècle, lors de l'enquête du Premier Empire. L'enquête sur le travail, ordonnée par l'Assemblée Constituante (décret du 25 mai 1848), le précise. Les terrassiers auvergnats, migrants saisonniers connus pour leur endurance et leur force, viennent offrir leurs services aux entrepreneurs, surtout au moment de la crise de chômage qui suit la Révolution. Or, la réponse du canton de Pontaumur ¹³⁰ (Puy-de-Dôme) est assez curieuse : « Ces malheureux, soumis à la surveillance la plus rigoureuse, sont obligés sous peine de réduction de salaires de travailler 14 heures (ailleurs 12 heures) pendant la période d'été... et 9 heures durant celle d'hiver, sans y comprendre le temps nécessaire pour aller au lieu de travail et en revenir. Leur salaire est cependant inférieur à celui des journaliers et des ouvriers agricoles occupés par les particuliers. La moyenne de ce salaire, sans la nourriture, est de 1,25 F. en été et de 0,95 en hiver ». Ce texte appelle plusieurs remarques. Nous sommes en pleine crise économique et de chômage intense et dès lors les

salaires ont baissé et peuvent être inférieurs à ceux, déjà très bas, des ouvriers agricoles. Mais si les migrants acceptent de tels salaires et de telles conditions de travail, c'est qu'il est difficile alors de faire autrement. Les ruraux sédentaires, qui redoutent l'influence des chantiers de travaux publics ont naturellement tendance à brosser un tableau assez sombre des conditions de travail. Mais de toutes façons, les terrassiers auvergnats, en période normale, auront intérêt à retrouver leurs anciens employeurs où les conditions sont moins pénibles et la vie plus acceptable.

En cette année de chômage 1848, on peut pourtant être surpris par la manière de résoudre le problème de la main-d'œuvre dans les grands travaux et par la place que l'on réserve aux travailleurs migrants traditionnels. Dans le désir de procurer du travail à tout le monde, en un moment où l'emploi devient rare, on met en concurrence des ouvriers d'origines très diverses : travailleurs sédentaires de la région, migrants français de régions pauvres (Massif Central, Massif Armoricain), étrangers employés déjà avant la Révolution de 1848 et qui sont restés en France malgré les menaces, enfin ouvriers parisiens des Ateliers nationaux envoyés en province. Dans le cas de l'Anjou, que nous venons d'examiner pour 1846, il arrive, après les journées de juin 1848, toute une armée d'ouvriers ayant fait partie des Ateliers nationaux parisiens. Ils travaillent sur les chantiers du chemin de fer de Nantes et sont par conséquent en contact avec les migrants occasionnels angevins et bretons que nous avons déjà vus à l'œuvre. Ainsi, non seulement la main-d'œuvre devient très mêlée, mais entrepreneurs et sous-traitants veulent profiter de la situation très confuse pour exploiter travailleurs et Etat. Ch. Schmidt ¹³¹, qui s'est penché sur ce problème en tire des conclusions fort intéressantes : « L'expérience sociale fut déplorable. La clinique industrielle fut bien vite démontrée mauvaise. D'une part, des meneurs, des discoureurs de Paris agirent sur les cerveaux faibles. D'autre part, les sous-traitants chargés des travaux furent cupides et endettèrent les ouvriers ; les vêtements s'usaient et le préfet devait demander à Paris des pantalons pour les ouvriers dont les habits tombaient en loques et des souliers pour ces Parisiens qui ne pouvaient s'accoutumer aux sabots angevins, pour ces terrassiers d'occasion « à la fibre autrement délicate que celle des vrais terrassiers, bretons, belges ou auvergnats, qui travaillaient comme des ours à côté d'eux », au dire du préfet ».

Ces Belges, que nous trouvons sur les chantiers angevins, malgré l'hostilité née de la Révolution, nous les rencontrons encore sur d'autres chantiers du Bassin parisien. Ainsi, dans l'Aisne ¹³², à Charly-sur-Marne, en 1848, 77 Belges travaillent sur les chantiers du chemin de fer en construction à côté de 115 Français migrants, venus des autres régions ; la proportion d'étrangers parmi les travailleurs migrants est ici relativement forte : 40 %.

Cependant, dans les années 1848-1849, par suite de la crise de chômage et des événements politiques de juin 1848, les sédentaires ruraux n'aiment pas les travailleurs migrants, car ils viennent les concurrencer sur les chantiers et ils se méfient de leurs idées avancées. Dans la Meuse (canton de Dun) ¹³³, on pense qu'« il faudrait que les travaux publics fussent disséminés de manière à laisser chaque ouvrier dans sa province et que le prix des journées ne fut pas trop supérieur à celui des campagnes ». Ainsi, les ruraux admettent bien que

des travaux publics puissent employer provisoirement des ouvriers des campagnes, mais à condition que les migrations soient de très courte distance et que l'agriculture ne soit pas fortement concurrencée par des salaires trop élevés qu'elle ne peut elle-même offrir. Les ruraux craignent en effet que si les migrations temporaires se transforment en migrations de longue distance, il n'y ait attrait vers les villes, lesquelles absorberont alors les migrants. Ce même canton de Dun, dans la Meuse, ajoute d'ailleurs à son rapport cette remarque qui en dit long sur l'inquiétude des ruraux : « Les travaux des fortifications de Paris ont attiré beaucoup d'ouvriers de la campagne ».

Néanmoins, dans l'Est de la France, où vers 1848-1849, de nombreux chantiers de travaux publics ont été ouverts (canal de la Marne au Rhin, ligne ferrée), la main-d'œuvre est toujours très mêlée. Dans le canton de Lunéville¹³⁴, 200 ouvriers étrangers à la région sont employés à la construction du canal. Si ce département de la Meurthe ne peut donner toute la main-d'œuvre pour ce chantier du canal, un département voisin, celui des Vosges, est toujours prêt à en fournir. Le canton de Rambervilliers, lors de l'enquête de 1848, écrit en effet : « Trente émigrants ont travaillé pour le canal de la Marne au Rhin ou pour le chemin de fer. Tous ou presque sont maintenant rentrés »¹³⁵. Il s'agit donc bien de migrations temporaires à courte distance, et semble-t-il de migrations occasionnelles.

Les ruraux de certaines régions, dans les moments de crise économique comme celle de 1848, veulent se réserver les travaux de leur propre région et sont même poussés à employer la violence contre les migrants venus des autres régions. Le cas de la Picardie est très significatif des mentalités rurales¹³⁶ : « Les 17 ouvriers venant de Paris et dirigés par un conducteur des Ponts et Chaussées sont arrivés dans cette commune (Cappy, canton de Bray, département de la Somme). Ils devaient être employés sur la route nationale, à des travaux de terrassement. A la nouvelle de leur arrivée, un rassemblement de 400 à 500 personnes s'est aussitôt formé devant la maison du Sieur Durien, cabaretier, chez lequel ils étaient logés, en proférant des menaces et déclarant qu'ils allaient les jeter à l'eau s'ils ne partaient à l'instant. Le maire, assisté de la brigade de gendarmerie a fait d'inutiles efforts pour calmer les habitants. Toutes les remontrances, tous les efforts de l'autorité ont été inutiles et pour éviter des scènes plus graves, les 17 étrangers (à la région) ont pris le parti de se retirer à Bray. Ce départ a calmé les esprits... La population s'est laissée égarer par la crainte qu'inspirent dans les campagnes, les ouvriers étrangers et le désir de se réserver exclusivement le bénéfice des travaux qu'ils venaient exécuter. Généralement, le public les voit d'un très mauvais œil ». Cette affaire montre combien l'accueil réservé aux travailleurs migrants peut être très divers. Dans cette Picardie surpeuplée du milieu du XIX^e siècle où la crise artisanale et des petites industries familiales atteint des ruraux souvent très pauvres, on comprend la réaction devant l'arrivée de nouveaux venus dans le domaine de l'emploi. Les renseignements apportés par le Parquet de la Cour d'Amiens, dans les jours suivants, font mieux comprendre la situation difficile : « Le bruit s'est répandu bientôt qu'ils allaient exécuter les travaux à faire sur les routes nationales et que d'autres compagnies d'ouvriers devaient se joindre à eux. Cette nouvelle, vous le comprendrez sans peine, excita le mécontentement d'une population

pauvre et trouvant à peine dans les travaux commencés les ressources les plus indispensables et des moyens d'existence les plus assurés. Ce sentiment devint plus vif encore quand on sut que ces ouvriers étaient des insurgés de juin... ». L'affaire ne tourne pas cependant à l'avantage des sédentaires puisque finalement le représentant de l'Etat réussit à imposer les migrants travailleurs, mais leurs effectifs sont très limités : « Le sous-préfet de Péronne s'est rendu sur les lieux ; les ouvriers (migrants) ont été placés sans résistance active dans les ateliers qui leur ont été désignés. Les habitants les voient avec douleur achever des travaux sur lesquels ils comptaient... Ils sont irrités de voir que, même sans travailler, ces étrangers obtiennent une subvention de 75 centimes par jour... Dans toutes les localités voisines, l'arrivée de ces étrangers a causé la même irritation ». Et le magistrat de la Cour d'Amiens demande, pour une raison d'ordre public, que les étrangers à la région ne soient pas envoyés nombreux.

Les travailleurs migrants semblent mieux admis des sédentaires dans les bordures des massifs montagneux et des régions pauvres, car on avait déjà une certaine habitude de les voir venir et de les employer. Ainsi, aux abords du Massif Central, les chantiers pour la construction des lignes ferrées attirent temporairement les ruraux du Morvan et du Nivernais, comme les Limousins. Dans la Nièvre ¹³⁷, en 1848, le canton de Montsauche signale que si des ouvriers partent pour Paris, d'autres vont dans les ateliers des chemins de fer « parce que le prix de la journée est double ou triple de celui de la localité ». Dans le département de la Vienne ¹³⁸, le canton de Saint-Georges (au nord de Poitiers, sur la ligne Paris-Bordeaux) voit arriver un grand nombre de terrassiers employés sur la ligne ferrée en construction. Dans le département voisin de la Haute-Vienne ¹³⁹, le canton d'Ambazac (au Nord-Est de Limoges sur la ligne Paris-Toulouse), note l'emploi de 120 ouvriers du pays et de 30 étrangers (à la région) sur le chantier ferroviaire ; le Limousin a alors grand besoin de ces travaux car dans certains cantons (ainsi celui de Laurière), « les maçons sont réduits à la misère (du fait de la crise qui sévit) par la cessation des travaux ».

Ainsi, vers 1848-1850, on a nettement l'impression que la crise économique et le chômage qui l'accompagne ont permis de poser nettement le problème de l'emploi des ruraux sédentaires en surnombre dans les campagnes, en même temps que le problème de l'avenir des migrants temporaires ruraux. De partout on souhaite l'ouverture de chantiers locaux de travaux publics pour utiliser la main-d'œuvre rurale disponible. Dans l'Yonne (Canton de Quarré-les-Tombes : « L'émigration des travailleurs est annuelle et temporaire ; un sixième de la population mâle descend chaque année aux environs de Paris pour y travailler dans les granges, dans les carrières et dans les chantiers... Il est certain que ces mêmes hommes resteraient dans leurs communes si une sage entente des travaux publics pouvait leur offrir un salaire » ¹⁴⁰, comme dans les Hautes-Pyrénées (canton de Rabastens : demande de travaux publics pour améliorer les routes ¹⁴¹), on veut éviter les migrations temporaires plus ou moins lointaines et l'on pense qu'il est possible d'occuper la main-d'œuvre restée sédentaire, en décidant des travaux publics proportionnés aux effectifs de travailleurs. Mais certaines provinces n'expriment pas cet espoir et admettent les migrations temporaires pour les

grands chantiers publics à condition que l'agriculture n'en souffre pas ; la Bretagne, où les travailleurs ne sont guère spécialisés, est de celles-là. Ainsi le canton de Scaër, en 1848, dans le Finistère ¹⁴², admet les migrations temporaires à condition qu'elles soient mieux réglées : « Un moyen d'empêcher les émigrations serait de n'exécuter les travaux publics que du 1^{er} octobre au 1^{er} juin. On le considère même comme essentiel. Il est incontestable que pendant l'été les bras manquent à l'agriculture parce que les journaliers sont occupés aux travaux publics, et l'hiver, ils ne trouvent d'ouvrage nulle part et sont obligés de recourir à la mendicité ». Les rédacteurs de ce rapport ne se rendent pas compte que les grands travaux peuvent avancer surtout pendant la belle saison et sont fortement gênés l'hiver par les intempéries. Cette idée de la suspension des travaux publics durant les mois d'été est reprise par d'autres cantons, comme celui de Chateauneuf (Finistère).

Après la crise de 1848, le Second Empire apparaît comme une belle période de grands travaux (chemins de fer, canaux, routes, colonisation de régions insalubres et incultes, etc...) et du plein emploi de main-d'œuvre ; migrants temporaires traditionnels, migrants occasionnels, sédentaires, Français et étrangers, tous peuvent généralement être occupés sur les multiples chantiers.

Les archives, bien que très fragmentaires dans ce domaine, permettent pourtant de mesurer les effectifs. Avant 1852, il n'était généralement question que de quelques centaines d'ouvriers rassemblés sur chaque chantier. Après 1852, il s'agit de milliers d'hommes ; par conséquent de véritables armées de travailleurs. Ainsi, en 1855, dans le département de la Loire, sur les chantiers de construction ferroviaire du Grand Central, plus de 3.000 ouvriers sont employés dans deux communes de l'arrondissement de Roanne : « Chacun des deux chantiers de Lapacaudière et de Vendranges (la première commune est un chef-lieu de canton, la seconde fait partie du canton de Saint Symphorien-de-Lay) compte déjà de 600 à 800 ouvriers et leur nombre ne tardera pas à être doublé. Cette énorme agglomération d'individus, presque tous étrangers à la localité et même à la France, entraîne déjà de graves inconvénients » ¹⁴³. Il s'agit bien maintenant de masses prolétariennes, comparables à celles des grandes usines.

En 1856, un disciple de Le Play, E. Delbet ¹⁴⁴, fait une enquête particulière pour savoir d'où viennent ces « ouvriers nomades rassemblés pour les grands travaux ». Il précise d'abord que les grands rassemblements de travailleurs s'expliquent par la rapidité exigée des travaux : « Ces travaux (réseau ferré, canaux), inconnus aux générations précédentes ou terminés par elles dans de longs délais, ont dû s'achever de nos jours avec une extrême rapidité, et il a fallu pour atteindre ce résultat, rassembler un grand nombre d'ouvriers ». Cet enquêteur distingue deux sortes d'ouvriers : les spécialistes, généralement migrants traditionnels, et les manœuvres-terrassiers qui sont très mêlés. Des premiers, il fait ressortir les qualités : « Les uns, tels que les charpentiers et les maçons, pour lesquels un long apprentissage est indispensable, ont été empruntés à des corps d'état déjà constitués. Ceux-là ont apporté sur le théâtre de ces travaux des habitudes anciennes de race ou d'état, sauvegardées chez les premiers par l'institution du compagnonnage,

chez les seconds, venus en général du Nivernais ou du Limousin, par le désir de rapporter au pays le fruit de leurs épargnes. Ces maçons, d'ailleurs habitués à l'émigration, n'ont pas subi un déplacement anormal. Au lieu de venir dans les villes, ils se sont rendus sur les points où les appelaient les travaux, conservant partout leurs habitudes et leur manière de vivre ». Nous sommes loin, ici, de l'appréciation portée six ans plus tôt, au lendemain de la Révolution de 1848, sur les migrants maçons creusois par l'économiste Adolphe Blanqui : « Peuple nomade, peuple barbare, c'est tout un »¹⁴⁵. Remarquons que Delbet ne cite que les maçons migrants du Nivernais et du Limousin et ne dit rien de ceux des autres provinces habitués aux déplacements (Berry, Orléanais, Auvergne, etc...). Et les Nivernais semblent avoir une priorité par rapport aux Limousins.

Quant aux terrassiers et manœuvres des chantiers sous le Second Empire, Delbet ne paraît pas voir assez les grandes provinces de recrutement. Il est en effet surprenant que le Massif Central soit oublié : « A côté de ces ouvriers d'élite, peu nombreux relativement, il a fallu réunir toute une population de terrassiers, de mineurs et de manœuvres de toute espèce. Ces fonctions n'exigeant qu'une certaine vigueur physique, il est venu de tous côtés pour les remplir, des hommes habitués à la fatigue et entraînés loin de leur pays par l'appât d'un salaire plus élevé et l'espoir d'une situation meilleure. Certaines provinces, comme l'Alsace et les parties voisines de l'Allemagne, le Nord de la France et les Flandres d'un côté, la Savoie et les parties voisines du Piémont de l'autre, ont fourni un grand nombre de ces ouvriers ; mais de tous les points sont venus se joindre à ces contingents les travailleurs des villes ou des campagnes jetés hors de leur voie par une cause quelconque, les chômages industriels, les mépris d'une vie plus calme, le goût de la dépense et souvent aussi le besoin de fuir une mauvaise réputation ». Quelques réserves doivent être faites sur ce recrutement de main-d'œuvre. Si le département de la Moselle a l'habitude de fournir des manœuvres, l'Alsace par contre en a procuré beaucoup moins et préfère les métiers urbains similaires mais moins pénibles comme les balayeurs parisiens¹⁴⁶. Dans les Alpes, les métiers pénibles ont été très inégalement choisis par les migrants temporaires ; seule la partie méridionale semble avoir donné plus de terrassiers. Mais la région alpestre elle-même fait appel à la grosse main-d'œuvre piémontaise et italienne pour ses grands travaux. Ce ne sont pas les zones frontalières lorraine, alsacienne et alpestre qui peuvent fournir les plus gros contingents pour les chantiers alors très importants des chemins de fer. La région du centre de la France reste le grand réservoir de terrassiers et de manœuvres, comme par le passé.

L'exemple de grands chantiers vers la fin du Second Empire montre bien cette place importante de la grosse main-d'œuvre d'origine auvergnate. En 1868, lors de la construction de la ligne ferrée Brioude-Alais, 6.000 ouvriers sont rassemblés entre Villefort et Langogne (Lozère), dans des travaux difficiles : « Ces hommes presque tous nomades suivent les entreprises de cette nature. Si on les divise par nationalités, on peut compter 5.600 Français, originaires surtout des anciennes provinces de l'Auvergne et du Rouergue, 250 Espagnols, des Belges et une centaine de Piémontais »¹⁴⁷. Ces manœuvres de l'Auvergne, de la Haute-Loire, du Rouergue, nous allons les

retrouver sur la plupart des chantiers de construction des chemins de fer ou des autres travaux, car les entrepreneurs les connaissent bien pour leurs qualités. Mais il faut remarquer aussi que de nombreux entrepreneurs sont originaires du Massif Central (Limousin particulièrement) et qu'ils savent où recruter une main-d'œuvre qui offre ses services régulièrement. Pendant la grande période de construction du réseau ferré français, les migrants du Massif Central sont si demandés sur les chantiers qu'ils abandonnent des migrations temporaires anciennes ; les vigneron bas-languedociens se plaignent de ne plus voir venir les montagnards pour la période des vendanges ¹⁴⁸. De nombreux ruraux, migrants traditionnels ayant travaillé sur les chantiers, deviendront des employés modestes des compagnies de chemins de fer (gardiens de passage à niveau, hommes d'équipes pour l'entretien des voies ou pour la manutention, etc...) ; on les retrouve dans les petites gares rurales des régions d'origine ou dans d'autres pays et parfois dans les villes. Finalement, l'emploi sur les chantiers a parfois mis fin aux migrations temporaires et les « nomades » sont devenus des sédentaires, déracinés ou non ¹⁴⁹.

Quelle que soit l'origine du recrutement des travailleurs temporaires sur les chantiers, les problèmes du travail se sont posés et présentent des aspects intéressants car les conditions d'emploi sont très particulières.

b) Les conditions de travail sont souvent très dures et le marchandage et le paiement irrégulier des salaires conduisent à des conflits.

Il est difficile d'analyser dans le détail le travail des chantiers, faute d'une documentation suffisante. Les renseignements fragmentaires que l'on peut recueillir donnent pourtant une idée des difficultés rencontrées. Si généralement, seuls des hommes sont engagés dans ces pénibles travaux manuels, il arrive aussi que des jeunes filles et des femmes apportent leur participation. Le fait est rare, mais il est signalé par Delbet ¹⁵⁰ à propos des terrassements opérés dans les Landes, près de Bordeaux. Est-ce par insuffisance de main-d'œuvre masculine ou simplement par libéralisme d'un entrepreneur jugeant le résultat, sans s'attacher au sexe des exécutants du chantier ? Plus généralement, les travailleurs hommes cherchent à garantir la continuité de l'emploi sur un chantier et s'ils voient d'un assez mauvais œil la participation éventuelle des femmes, ils redoutent plus particulièrement l'intervention des machines qui pourraient agir pour réduire fortement les effectifs de main-d'œuvre. Cette lutte entre travailleurs et machines sur les chantiers apparaît nettement dès la Monarchie de Juillet. En 1843, lors de la construction de la ligne ferrée Paris-Lille, entre Clermont et Saint-Just-en-Chaussée, à Airon (actuellement canton de Clermont, Oise), des migrants belges s'opposent au déchargement d'une nouvelle machine qui faciliterait trop le travail ¹⁵¹ : « Une brigade d'ouvriers, belges pour la plupart, s'était opposé au déchargement d'une machine mue par la vapeur, au moyen de laquelle les terres sont détachées du sol, enlevées et déposées dans les wagons. Comme on déchargeait cette machine malgré l'opposition des ouvriers, M. Kokrane, l'un des propriétaires, a été sérieusement maltraité ; en même temps, quelques ouvriers armés de pioches ont tenté de briser la machine, qu'ils ne sont parvenus qu'à dégrader. D'autres, après avoir élevé au-dessus du sol un fort châssis en chêne, avaient placé au-dessous de la paille

et des éclats de bois et ils se disposaient à incendier la machine, lorsque la gendarmerie est arrivée sur les lieux ». L'affaire se termine par des arrestations et des condamnations à la prison.

Pourtant les plus nombreux conflits entre entrepreneurs et ouvriers migrants proviennent surtout des difficultés à propos des salaires. Les entrepreneurs et les sous-traitants payent souvent les travailleurs avec de longs retards. Or, certains ouvriers vivent au jour le jour et ne peuvent attendre. Des désordres apparaissent pour faire pression sur les responsables des entreprises. La justice doit alors intervenir et c'est grâce à ses rapports que nous pouvons saisir les nuances des conflits. Ainsi, en 1854, sur les chantiers ferroviaires de la ligne Bordeaux-Bayonne ¹⁵², des désordres graves apparaissent à la suite du retard dans le paiement des travailleurs. Le procureur général de la Cour de Bordeaux fait des recommandations en faveur des ouvriers : « Dans l'intérêt de l'ordre public et même dans celui des grands travaux qui s'exécutent, il serait désirable et facile de prévenir le retour de pareils faits, il suffirait que la Compagnie, en traitant avec les entrepreneurs, montrât un peu plus de sollicitude pour le sort des ouvriers que ceux-ci doivent employer. Il semble qu'elle pourrait se réserver un droit de surveillance sur l'exact paiement de leurs journées à la fin de chaque semaine, et ne livrer elle-même ses fonds qu'après justification satisfaisante à cet égard. Il y a lieu de penser que la Compagnie du chemin de fer du Midi n'est pas sans mériter quelques reproches dans cette affaire et comme elle a reçu de l'Etat une subvention considérable, l'Etat est bien en droit, sans doute, d'exiger d'elle qu'elle prenne des mesures de précaution, propres à éloigner tout ce qui peut troubler la tranquillité publique ». Voici un magistrat bien en avance sur son temps et qui désire une intervention très poussée de l'Etat dans les affaires économiques privées.

D'autres conflits prouvent que les retards de paiement de salaires sont fréquents et graves par leurs conséquences. Déjà sous la Monarchie de Juillet, lors de la construction de routes, ces retards apparaissent : en 1840, une coalition d'ouvriers engagés pour les travaux d'une route dans le canton d'Auzance (Creuse) est provoquée par un entrepreneur trop négligent pour l'acquittement des salaires ¹⁵³. En décembre 1843 et janvier 1844, des désordres ont lieu sur le chantier ferroviaire de Beaune (Côte-d'Or) ¹⁵⁴ : 60 ouvriers non payés depuis un mois forcent la porte du domicile de l'entrepreneur, lequel menace ses agresseurs d'un sabre. L'affaire se termine par quatre condamnations à la prison. Dans cette même Bourgogne, un autre conflit éclate en juin 1850 ¹⁵⁵, à propos aussi d'un retard de paiement en même temps que d'une demande d'augmentation de salaire, à Lézennes et à Pacy (canton d'Ancy-le-Franc, Yonne) où des « ouvriers-déblayeurs » achèvent deux tunnels ferroviaires ; la grève qui éclate conduit à deux arrestations. En décembre 1854 et janvier 1855, dans le Bas-Languedoc ¹⁵⁶, sur les chantiers de la ligne de chemin de fer Graissessac-Béziers, à la suite de la faillite d'une entreprise et de l'intervention de la Compagnie du chemin de fer, des grèves se développent pour obliger au paiement des salaires non encore acquittés. En 1862, à Régnv (canton de Saint-Symphorien-de-Lay, Loire) ¹⁵⁷, sur le chantier de construction du chemin de fer de Roanne à Tarare, des ouvriers envahissent le bureau de l'entreprise pour réclamer le

payement des salaires qui aurait dû être effectué en fin de mois. Devant les menaces graves, le maire de la commune intervient et nous apprenons qu'aux migrants lointains sont mêlés des ouvriers industriels de la région : « De telles agitations pouvant arrêter des travaux qui fournissent aux ouvriers chassés de nos manufactures de coton des moyens d'existence pendant la saison rigoureuse, il importait d'arrêter les premières tentatives ». Dans ce même rapport, il est fait mention d'une organisation défectueuse des chantiers : « La mauvaise organisation des travaux et les exigences des agents subalternes de la Compagnie sont, j'ai le regret de le dire, la première cause de ces scènes ». Sur le chantier de la ligne ferrée Grenoble-Valence, à Saint-Lattier (canton de Saint-Marcelin, Isère), en octobre-novembre 1863, mêmes scènes de violences de 250 terrassiers, manœuvres et maçons contre deux entrepreneurs qui tardent trop à les payer ¹⁵⁸ ; le résultat est trois condamnations à la prison pour les travailleurs. En 1867, sur le chantier de chemin de fer de Saint-Savinien (Charente-Inférieure) ¹⁵⁹, les ouvriers se plaignent de n'avoir pas été payés depuis deux mois et manifestent par des attroupements ; après intervention du maire et de la gendarmerie, l'entrepreneur est obligé de faire le versement. Le procureur impérial de la Cour de Poitiers, dans son rapport, met en relief « l'incurie de l'entrepreneur principal, surexcitant les ouvriers par le retard apporté au payement de leurs salaires ». Bien d'autres exemples pourraient être ajoutés. Ces faits montrent avec quelle liberté les entrepreneurs traitent les travailleurs migrants.

D'autres conflits et grèves ont lieu à propos d'augmentation de salaires. Retenons quelques exemples ayant trait aussi bien aux migrants spécialistes qu'aux nomades manœuvres et terrassiers. Ainsi, en 1839, sur les chantiers du chemin de fer d'Alès, des ouvriers tailleurs de pierre font une coalition pour être mieux payés ¹⁶⁰. En août 1841 et en février 1842, à Troussay (canton de Void, Meuse) ¹⁶¹, les ouvriers du canal se mettent en grève pour la même raison. Au début du Second Empire, des coalitions sont signalées sur de nombreux chantiers de chemins de fer : en mai 1853, près de Poitiers, à Ligugé (canton de Poitiers-sud, Vienne) ¹⁶² et en décembre 1853 à Villers-Rotin ¹⁶³, sur la ligne en construction Dijon-Besançon. Dans le premier cas, les ouvriers veulent obtenir de l'entreprise anglaise six sous de l'heure alors qu'ils ne gagnent que 5 sous 1/2. Ils sont soutenus par l'autorité municipale qui admet que six sous n'est pas exagéré car « les entrepreneurs gagneraient sur ce chantier près de 4.000 F., tous frais payés, par jour ». La résistance est organisée ; 300 travailleurs refusent de se rendre sur les chantiers et surveillent les autres ouvriers. Le surveillant anglais Thomas s'obstine à ne pas augmenter les salaires et parle de régler la « clique ». Des poursuites sont engagées contre les travailleurs.

Non seulement les ouvriers migrants doivent faire grève pour obtenir le payement de leurs salaires sans retard ou pour faire augmenter leurs gains, mais ils ont à supporter tous les dangers d'un travail souvent très périlleux. Les archives judiciaires font connaître des accidents. Ainsi, sur la ligne en construction Béziers-Graissessac, en 1855 ¹⁶⁴, deux ouvriers sont tués par un éboulement, puis deux Piémontais sont victimes d'une explosion de mine. On comprend mieux alors, l'hostilité des équipes envers les entrepreneurs peu soucieux de la sécurité ou d'assurer des salaires suffisants et payés

régulièrement.

Mais de tous ces faits, on doit retenir aussi que les chantiers, où les travailleurs sont très mêlés (migrants traditionnels, ruraux employés occasionnellement, chômeurs des villes et des usines des secteurs industriels ruraux, etc...), les influences se font certainement sentir dans les idées et dans les comportements. Tel migrant temporaire auvergnat, jadis lié au groupe de ses compatriotes durant ses déplacements et conservant une mentalité conservatrice, se trouve désormais dans un milieu très révolutionnaire. Il est alors entraîné dans les coalitions et dans les multiples conflits qui résultent des difficultés du travail. Une évolution des comportements des migrants traditionnels est certaine. Ces migrants, perdus dans une masse d'ouvriers, prennent beaucoup plus conscience d'appartenir à une classe de prolétaires exploités. Ces chantiers, agités par de graves problèmes du travail, sont au milieu de populations rurales sédentaires et traditionnalistes qui voient pour la première fois et sur le vif les conflits nés d'un labeur non-agricole. L'atmosphère qui règne dans les chantiers mobiles des grands travaux est donc souvent encore plus pénible que celle observée dans les villes ; migrants traditionnels et populations rurales sédentaires voisines de ces chantiers ont donc à supporter des spectacles qui leur permettent de juger de certains aspects de la nouvelle civilisation.

Non seulement la loi ne protège pas les travailleurs des chantiers contre les accidents et les maladies, mais même les lois votées en faveur des ouvriers ne sont pas appliquées. La population nomade laborieuse des grands travaux serait pourtant la première intéressée par le décret du 2 mars 1848 et l'arrêté du 21 mars 1848 sur le marchandage, les sous-entrepreneurs et les sous-traitants 165.

Le marchandage est une forme de louage qui existe dans l'industrie du bâtiment, particulièrement dans les villes, mais qui semble encore plus fréquente et plus dangereuse dans l'industrie des grands travaux exécutés en pleine région rurale. L'entrepreneur qui a pris en charge des travaux considérables passe des contrats avec des sous-entrepreneurs ou des sous-traitants qui se chargent chacun d'une partie de l'exécution. Nous avons déjà vu des formes du marchandage ou de la sous-traitance à propos des migrants travaillant à la route du Montcenis sous le Premier Empire et des ouvriers nomades creusant le canal de la Marne au Rhin (dans le département de la Meuse, en 1841). Généralement, le sous-traitant (appelé parfois tâcheron) se charge, moyennant un prix convenu à forfait, de faire exécuter sous ses ordres et sous sa responsabilité, une partie des travaux par des ouvriers travaillant avec lui. Or, ce sous-traitant est un intermédiaire entre l'entrepreneur et les ouvriers ; l'entrepreneur se décharge sur lui et les ouvriers sont exploités par ce personnage qui veut accroître son bénéfice. Cette forme de contrat, avant 1848, est souvent dénoncée comme conduisant à des abus. Aussi, la Révolution de 1848 décide de la faire disparaître. Cette suppression a une grande importance pour les migrants temporaires du bâtiment et des grands travaux publics, car c'est la possibilité de traiter directement avec l'entrepreneur et d'éviter en partie une exploitation du travail. Les migrants ouvriers des grands travaux publics dans les régions rurales sont toujours plus isolés que ceux des villes et le marchandage les atteignait plus facilement. Le

décret du 2 mars 1848 déclare en effet : « L'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs, ou marchandage est désormais aboli ». L'arrêté du 21 mars 1848 prévoit des sanctions sous forme d'amendes. Or, très vite, décret et arrêté sont oubliés, mais non abolis. Jusque vers la fin du XIX^e siècle, il n'en est plus question. Nous retrouvons même dans les archives judiciaires des rapports de magistrats qui parlent de sous-traitants comme une chose normale, alors que la loi interdit ces intermédiaires exploités du travail. Ainsi, lors des désordres de Saint-Lattier (Isère, chantier sur la ligne Grenoble-Valence) en 1863, on cite le « Sieur Ancion, sous-traitant »¹⁶⁶ qui se trouve parmi les responsables des travaux et qui n'ont pas encore payé les salaires dus. Près d'un demi-siècle après le décret de 1848, en 1897, un avocat cherche à remettre en vigueur l'application de la décision prise dans des circonstances révolutionnaires. Finalement, la Cour de Cassation prend un arrêt le 31 janvier 1901, qui en fait ne supprime pas le marchandage ; le contrat de marchandage est licite, seul l'abus qui en est fait (exploitation de l'ouvrier par le sous-traitant ou tâcheron) constitue un délit. Une nouvelle loi, en 1919, interdira cette exploitation des ouvriers.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les nombreux ouvriers migrants des grands travaux publics ont donc encore à souffrir de l'exploitation des sous-traitants qui cherchent à maintenir des salaires relativement bas par rapport à ceux des grandes villes. Aussi, les grèves pour des questions de salaires et de conditions de travail sont encore nombreuses et importantes, particulièrement dans la période d'agitation sociale 1882-1888. Une des plus marquées a été celle de septembre 1888 ; elle dure six semaines pour les 7.000 ouvriers nomades employés à la construction des voies ferrées sur la ligne Limoges-Brive. Les travailleurs migrants sont maintenant plus conscients de leurs forces et cherchent à utiliser les lois de défense ouvrière. C'est à l'occasion de cette grève que le dirigeant du « Parti ouvrier », Allemanne, soutenant les revendications des travailleurs nomades, emploie pour la première fois le terme de « cheminots » pour désigner les ouvriers constructeurs des lignes ferrées ; cela dans son journal « Le Parti ouvrier »¹⁶⁷. Le terme sera réservé plus tard aux employés des chemins de fer, lorsque le réseau sera achevé.

Au début du XX^e siècle, la méfiance ou l'hostilité envers les sous-traitants se maintient dans le monde ouvrier du bâtiment et des grands travaux, comme le montrent les écrits des frères Bonneff¹⁶⁸. En 1911, comme au siècle précédent, « le tâcheron, c'est un ancien ouvrier qui connaît bien son métier et mieux encore ceux qui l'exercent. Il s'en va trouver l'entrepreneur, lui offre d'exécuter à bas prix ses travaux... Il embauche les compagnons, le plus souvent des hommes habiles... Il impose aux ouvriers un travail intense. Il extrait de la machine humaine son maximum. Il paye un litre au compagnon pour qu'il finisse l'ouvrage avant l'heure. Le chômage succède au défilé des jours de folle besogne... Le syndicat pourchasse les tâcherons... Les petites sociétés, sous le manteau de la coopération, ressuscitent le tâcheronnat ». Ainsi, les frères Bonneff, dans leur littérature sur le monde ouvrier des grands travaux, vont jusqu'à se méfier des coopératives de production, dans lesquelles, ils croient retrouver des aspects de la sous-traitance. Mais d'autres méfiances et hostilités sont bien plus graves

sur les chantiers, particulièrement celles envers les étrangers.

c) Les chantiers des grands travaux sont particulièrement des lieux de luttes violentes entre migrants français et travailleurs étrangers.

Sous le Premier Empire, les migrants temporaires étrangers commencent à apparaître dans l'industrie du bâtiment, mais d'une manière isolée et par petits groupes. Au cours du XIX^e siècle, leur emploi s'étend dans cette activité et à la veille de 1914, ils tendent à remplacer de plus en plus les travailleurs français. L'évolution est identique pour les grands travaux et cela pose de graves problèmes de concurrence et de contacts avec les ouvriers français, migrants temporaires traditionnels et migrants occasionnels.

Après 1815, les conflits entre migrants de nationalités différentes sont très nombreux, car les Belges et les Italiens sont de plus en plus engagés sur les chantiers. Il est plus rare de constater des querelles avec les Espagnols. Cependant, ces derniers font parler d'eux en septembre-décembre 1841 aux travaux du canal d'Arles¹⁶⁹ ; une collision se produit entre ouvriers espagnols et travailleurs français.

Les Belges, déjà très employés comme migrants temporaires dans l'activité agricole, sont de plus en plus nombreux sur les chantiers de grands travaux dans la moitié septentrionale de la France. Mais très souvent les travailleurs français sont jaloux de voir les entrepreneurs préférer les migrants belges pour leurs qualités : force, endurance, expérience. Des violences apparaissent pour obliger les Belges à quitter les chantiers, ou bien des grèves éclatent dans les équipes françaises pour faire pression sur les entrepreneurs afin d'accorder l'égalité de salaire ou même d'éliminer les concurrents belges. L'année 1843 est particulièrement marquée dans la région du Nord : en mai, à Saint-Saulve (canton de Valenciennes-Nord, près de la frontière)¹⁷⁰, rixe grave sur le chantier de la ligne ferrée et la gendarmerie intervient pour empêcher les violences car les Français sont mécontents de la confiance accordée aux Belges par les entrepreneurs. En novembre-décembre de la même année, dans la même région, des événements semblables conduisent à des coalitions, particulièrement sur les chantiers autour de Douai et de Montigny¹⁷¹. Les difficultés économiques de la période révolutionnaire de 1848 ont amené une plus grande hostilité contre les travailleurs belges. Mais après cette période de chômage, le comportement des travailleurs français ne se modifie pas. Des événements de décembre 1851 dans le Nord le prouvent¹⁷² : « Le 21 courant, l'arrêté de M. le Préfet du Nord, en date du 13 de ce mois, qui oblige tous les étrangers à faire à la mairie de leur résidence les déclarations nécessaires pour régulariser leur position, avait été publié à Crespin (canton de Condé-sur-Escaut) et les ouvriers de cette commune croyant voir dans cette mesure l'intention d'expulser les Belges s'étaient réunis dans les rues... en criant « à bas les Belges »... Le lendemain, une cinquantaine de terrassiers sont devant la mairie et menacent le maire. Ils voulaient travailler à 1,50 F. au lieu de 1,25 F... et demandaient de chasser les Belges ».

Dans la moitié méridionale de la France et particulièrement dans le Sud-Est, les Piémontais et les Italiens travaillant sur les chantiers ne sont pas aimés et des conflits très violents sont aussi souvent signalés. En mars-mai

1847, sur le chantier ferroviaire de la ligne Tours-Bordeaux ¹⁷³, les ouvriers français obligent les Piémontais à quitter leur travail par des violences. En mars 1856 ¹⁷⁴, près de Roanne (Loire), « les ouvriers français employés aux travaux du chemin de fer de Rhône et Loire sur la commune de Ventranges s'étaient mis en grève et réunis en bandes séditieuses pour chasser les ouvriers piémontais... 200 à 300 ouvriers armés de bâtons se portent contre cinq Piémontais barricadés dans leurs chambres et qui sortent leurs couteaux... Les logeurs de Ventranges refusent de recevoir des Piémontais, dans la crainte de voir leurs maisons envahies et pillées... Les Piémontais eux-mêmes, effrayés, quitteront peut-être les chantiers de cette ligne... L'autorité croit regrettable que les ouvriers français parviennent à leur fin en chassant les Piémontais ». L'affaire est déjà ancienne, puisqu'en 1854 un groupe de 450 travailleurs français avait employé toutes sortes de vexations et fait pression pour le renvoi ou le départ volontaire de 60 Piémontais du chantier. Des faits semblables ont lieu dans cette même période (1856-1858) sur le chantier de Virieu-le-Grand (Ain) pour la construction de la ligne Lyon-Genève. Mais c'est plus particulièrement dans le Midi méditerranéen que les violences sont les plus graves et vont jusqu'au meurtre. En mai 1859 ¹⁷⁵, dans les Bouches-du-Rhône, à Cabries (canton de Gardanne) où des ouvriers travaillent à la construction d'un barrage, une rixe éclate entre Français et Piémontais ; un de ces derniers est tué. L'ivresse est d'ailleurs souvent à l'origine des violences, comme c'est encore le cas en juillet 1863 à Cagnes (Alpes-Maritimes) ¹⁷⁶ sur le chantier de la ligne de Nice. Mais on ne peut alors se passer des migrants piémontais sur les chantiers ferroviaires et leur présence entraîne de nombreux troubles qui apparaissent particulièrement en août-novembre 1867 et en mars-juillet 1868 sur la ligne en construction Brioude-Alès ; des migrants auvergnats très nombreux s'en prennent à des effectifs plus réduits de Piémontais. Dans de nombreuses régions françaises, les Piémontais sont pourtant demandés et recherchés pour leurs qualités. Ainsi, sur le chantier ferroviaire de Bidart (Basses-Pyrénées), en mars-mai 1863 ¹⁷⁷, lors de creusement de tunnels, on doit séparer ouvriers français et ouvriers piémontais dans des chantiers différents. Malgré ces précautions des rixes apparaissent qui opposent Français et Espagnols d'une part et Piémontais d'autre part. Gendarmerie, préfet et substitut se déplacent pour rétablir l'ordre, qui reste précaire. D'autres désordres sont encore signalés en 1867 dans les Basses-Alpes où 60 Piémontais sont employés depuis deux ans aux travaux d'endiguement de la rivière l'Ubaye ¹⁷⁸. Les entrepreneurs, sur les conseils des autorités judiciaires, doivent alors faire de véritables transferts de main-d'œuvre migrante d'une région à l'autre pour éviter des conflits et des violences et surtout pour permettre de terminer les travaux selon les dates prévues ¹⁷⁹ : « Les entrepreneurs sont tenus de finir leurs travaux d'ici au 1er mai 1869... L'entrepreneur Cuzin, qui a fait conduire les ouvriers piémontais à Aix, va porter sur les chantiers de Villefort (canton de Lozère, sur le chantier de la ligne Brioude-Alès) quelques milliers d'ouvriers d'origine française, en ce moment employés par lui dans d'autres entreprises du même genre. M. Cuzin s'attachera à modifier par l'adjonction de cet élément, la situation morale de l'ensemble ». Ce rapport du procureur général (24 mars 1868) peut être complété par des renseignements apportés dans un

rapport précédent (22 mars 1868) : « Depuis longtemps les terrassiers piémontais sont enrôlés pour l'exécution des travaux de ce genre (sur les chantiers de chemin de fer). Ils sont recrutés par quelques hommes qui sont en rapport avec les entrepreneurs et peuvent augmenter leur troupe selon l'importance des travaux. Ils se distinguent des autres ouvriers par leurs habitudes d'ordre et leur sobriété. Ils vivent en commun et ne fréquentent pas les cantines. Leur éloignement de la masse a donné naissance à une hostilité qui s'est bien souvent manifestée, et qui a trouvé une autre raison d'être dans l'influence que leur contingent peut avoir sur les salaires... Les difficultés de la tâche (sur les chantiers, avec respect de la date de fin des travaux d'après le cahier des charges) ont nécessité un plus grand nombre d'ouvriers et deux recruteurs piémontais appelaient du Piémont les contingents utiles. Ce fut ce qui détermina l'explosion des mécontentements. Les ouvriers (français), connaissant les obligations du cahier des charges et la date des livraisons de la voie, avaient probablement espéré une hausse des salaires, sans les secours que les entrepreneurs retiraient du Piémont... ».

Ce n'est pas seulement pour des problèmes de salaires et des conditions de travail que les conflits et les rixes éclatent entre les migrants temporaires français et les ouvriers étrangers. C'est aussi dans la vie de chaque jour près des chantiers ou chez l'habitant. Les luttes de compagnonnage de certaines corporations paraissent de plus en plus remplacées par des luttes entre travailleurs français et travailleurs étrangers. Cela d'autant plus que les offres d'emplois sont nombreuses sur les chantiers et que les Français cherchent des travaux moins pénibles et laissent la place aux étrangers, qui de ce fait deviennent parfois majoritaires et plus redoutables. Dès le XIX^e siècle, dans des montagnes qui procuraient de nombreux migrants temporaires, on voit travailler des Piémontais ; Alpes et Massif Central en donnent des exemples. La vie autour des chantiers est dérangée par la présence de milliers de migrants d'origines très diverses.

d) La vie difficile et troublée sur les chantiers ambulants au milieu de populations rurales méfiantes.

De la Monarchie de Juillet au début du XIX^e siècle, avec la construction des routes, des canaux et des chemins de fer, des chantiers de grands travaux viennent déranger la vie paisible des campagnes françaises. Ouvriers nomades et paysans sédentaires sont brutalement mis en contact et les rapports sont souvent difficiles.

D'abord comment vivent les travailleurs migrants ? On a dressé dernièrement ¹⁸¹ un tableau assez sombre de ces campements de nomades, qui se déplacent en même temps que les chantiers. Nous pensons qu'il convient de le nuancer. Tous les migrants ne mènent pas la vie qui nous est décrite : « Cette population est formée des paysans et des artisans ruinés par les crises économiques successives. Dès le début des grands travaux, ces hommes et aussi ces femmes (certains chantiers en occupent) sont soumis à des conditions de vie inhumaines : travail pénible, souvent dangereux, logement dans des baraquements démontables, nourriture servie par des cuisines roulantes. La promiscuité, l'absence d'hygiène exposent ces malheureux à la maladie ; leur organisation, voire leur division en groupes

reconstituant le village d'origine, de France, d'Italie, permettent aux entrepreneurs des travaux, sous-traitants des Compagnies, de les exploiter sans grands risques de révolte. La misère est générale parmi les ouvriers et les paysans pauvres, en cette fin de la Monarchie de Juillet ; celle qui frappe les constructeurs de voies ferrées se trouve aggravée par le fait qu'ils vivent en campements, se déplaçant au rythme de l'avancement des travaux : « des nomades » tel est le nom qu'ils reçoivent de ceux qui dans les villes et les villages, les craignent quelque peu ». Il y a en effet beaucoup à redire dans cette description, en partie inspirée par Delbet 182. Le terme de nomade qui a été employé par le disciple de Le Play, n'a pas toujours au XIX^e siècle le sens péjoratif que lui donne J. Jacquet ; c'est le sens administratif de personne en déplacement. D'autre part, Delbet a beaucoup plus nuancé sa description. Jacquet généralise la vie dans les baraquements et les cantines, alors qu'une partie seulement des travailleurs s'y trouve soumise.

En fait, il faut bien distinguer plusieurs types de vie, généralement selon les catégories de migrants. Les migrants temporaires traditionnels, qu'ils soient français ou étrangers, qu'ils soient ouvriers spécialisés (maçons, tailleurs de pierre, scieurs de long, charpentiers, etc...) ou travailleurs manœuvres-terrassiers, n'aiment pas généralement la vie trop collective et trop mêlée en baraquement et en cantine. Aussi, leur premier souci est de s'organiser par eux-mêmes, en louant chez l'habitant un local ou des chambres, pour mener une vie de petit groupe de compatriotes. Ces migrants temporaires traditionnels n'ont donc pas abandonné les habitudes de la migration dans les villes et ils recréent partiellement la vie des chambrées parisiennes ou des logements lyonnais. Par contre, les migrants occasionnels venus des villes (chômeurs sans tradition) ou des campagnes (ouvriers agricoles isolés des pays voisins, artisans ou ouvriers d'ateliers ruraux en décadence), n'ont d'autres ressources que de loger dans les baraques qu'on leur offre et de se nourrir dans les cantines où on les exploite.

Delbet 183 nous a décrit les migrants temporaires maçons sur les chantiers ferroviaires du Second Empire : « Les ouvriers intelligents et économes, les maçons en particulier, se mettent en demi-pension et achètent eux-mêmes les matières premières. Ils payent une somme modique, 12 ou 15 F. (par mois), moyennant laquelle le logeur les couche, prépare leurs aliments, fournissant le beurre et les condiments et se charge du blanchissage. Ce sont d'ordinaire des familles de paysans ». Ainsi, les échanges de services se font ici entre ruraux ; le migrant maçon retrouve des habitudes campagnardes connues et le paysan, sans exploiter, tire quelques ressources de son logement. Mais il arrive aussi, comme à Paris ou à Lyon, qu'une femme de maçon accompagne son mari dans ses migrations pour devenir logeuse de migrants en louant et en aménageant un local ; l'opération peut être parfois assez fructueuse, car les migrants temporaires traditionnels recherchent une telle organisation. Delbet a constaté cette manière de vivre durant ses enquêtes ; « quelquefois aussi, des ouvriers mariés entreprennent ces spéculations très fructueuses », dit-il.

Pour les non-organisés, nous retrouvons le système pratiqué pendant le Premier Empire sur le chantier de la construction du passage routier du Montcenis ; entrepreneurs, sous-traitants ou autres trafiquants se chargent de

profiter de la situation. Pour Delbet, décrivant le système fonctionnant sur le chantier de la ligne Bordeaux-Bayonne dans un pays difficile (les Landes), les entrepreneurs sont obligés de s'occuper de l'organisation de la vie matérielle des ouvriers s'ils veulent conserver leur main-d'œuvre et ne pas compromettre les travaux qu'ils ont pris en charge. Beaucoup de travailleurs engagés n'ont pas d'argent à l'arrivée et ne trouveraient pas à se loger chez l'habitant, même s'il y avait de la place, car ils ont mauvaise réputation. Aussi, l'entrepreneur doit se charger de construire des logements sommaires et faciles à déplacer ; il doit aussi s'entendre avec des cantiniers (commerçants-traiteurs plus ou moins qualifiés et plus ou moins honnêtes). D'après Delbet, l'entrepreneur a toujours de grosses dépenses pour le ravitaillement en vivres, car dans les Landes, les convois sont difficiles et coûteux. L'entrepreneur garantit 2 F. par jour et par homme (en 1856) aux cantiniers. C'est beaucoup pour les ouvriers qui gagnent relativement peu. Les salaires sont en effet très variables selon les régions. Ils sont payés à l'heure sur les chantiers et par conséquent plus ou moins élevés selon la saison. En mai 1853, à Ligugé (Vienne), l'heure de travail est payée de 25 à 30 centimes, soit moins de 3 F. pour une journée moyenne de 10 heures¹⁸⁴. En 1868, à Villefort (Lozère), l'heure du terrassier-mineur atteint 40 à 45 centimes¹⁸⁵, soit 4 F. à 4,50 F. par jour, mais les salaires se sont accrus durant le Second Empire. Or, sur le chantier des Landes que décrit Delbet, l'ouvrier pensionnaire des cantines n'a qu'un très faible bénéfice ; après avoir réglé son hébergement et sa nourriture, il lui reste à peine 1 F. pour ses autres dépenses. On comprend mieux alors que des migrants sérieux, sobres et économes, comme les travailleurs venus du Massif Central ou du Piémont, cherchent à échapper à cette exploitation des cantines et à leur atmosphère dangereuse.

Les migrants piémontais, généralement, ne fréquentent pas les cantines pour plusieurs raisons : les prix de pension sont trop élevés et ils ne pourraient pas faire des économies, les ouvriers français qui ne les aiment pas cherchent souvent querelle quand ils les voient consommer, enfin l'entraînement à la dépense est plus grand quand on prend l'habitude de venir à la cantine. Aussi, les ouvriers piémontais se groupent entre eux et à part, dans un local loué chez un habitant ou fourni par l'entrepreneur (souvent un baraquement) et ils préparent eux-mêmes une nourriture qui est celle du Piémont. Certains entrepreneurs veulent conserver leurs bons ouvriers piémontais et procurent alors des produits alimentaires à des prix inférieurs à ceux du petit commerce local, car les petits détaillants cherchent toujours à profiter de la venue massive de consommateurs. En 1868, à Villefort (Lozère)¹⁸⁶, sur le chantier de la ligne Brioude-Alès, les migrants piémontais gagnent beaucoup et réussissent à faire des économies importantes, selon le rapport du procureur général : « Le salaire actuel (mars 1868) se distribue par heure, il varie suivant l'habileté de l'ouvrier terrassier et mineur entre 40 et 45 centimes. On avait dit d'abord que les Piémontais travaillaient à des prix inférieurs ; c'est une erreur. Le prix varie suivant la valeur de l'ouvrier et non pas selon sa nationalité. Le mode de distribution par heure amène, avec la marche de la saison, une journée plus élevée. Elle sera portée de 3,50 F. à 4 F. et de 4 F. à 5 F. ». Plus on avance dans cette seconde moitié du XIX^e siècle et plus les Piémontais sont recrutés et employés, car les migrants temporaires

traditionnels français sont de plus en plus rares sur les chantiers puisque beaucoup deviennent employés des chemins de fer et sédentaires. Les Piémontais n'ont pas beaucoup de mal à concurrencer les autres travailleurs français peu qualifiés et à obtenir des salaires plus élevés.

Néanmoins, malgré les précautions prises par les Piémontais, la vie autour des chantiers est assez peu agréable. Les observations de Delbet et celles des procureurs généraux chargés de régler les conflits correspondent. En 1856, Delbet remarque la nécessité de doubler les brigades de gendarmerie ¹⁸⁷ : « Quelquefois, cependant, l'isolement n'est pas aussi absolu. On voit les ouvriers originaires d'une même province constituer des groupes où se retrouve un certain esprit d'unité ; les étrangers, surtout Piémontais, Allemands et Belges se rassemblent ainsi en famille, qui travaillent et vivent en commun, qui même soutiennent leurs intérêts collectifs menacés par d'autres groupes d'ouvriers. Assez souvent aussi certaines unions servent de points de départ pour des coalitions dont le but est de forcer les entrepreneurs à élever les salaires. Ces rivalités d'intérêt amènent des luttes quelquefois sanglantes et des désordres de cabarets si fréquents, qu'il faut presque toujours, dans le voisinage, doubler les brigades de gendarmerie ». Le plus bel exemple de troubles est certainement celui du chantier de Villefort (Lozère) en 1868 ¹⁸⁸. Il a fallu déplacer le préfet, le juge d'instruction, six brigades de gendarmerie et 200 hommes de troupe venus de Nîmes pour rétablir un ordre toujours précaire.

Le milieu social des chantiers est en effet très particulier. Il est surtout formé de célibataires ou d'hommes mariés qui se comportent en célibataires. Le lieu le plus important de rassemblement et de réunion, hors du chantier, est certainement le cabaret. Dans les campagnes, ce dernier compte encore plus qu'en ville, car les possibilités de loisirs ou de détente sont très limitées. Pour beaucoup de travailleurs nomades, l'argent est rapidement gaspillé et les jours de paye sont des jours d'ivresse, de débauche et de rixes. Aussi, des entrepreneurs ont abandonné le paiement des salaires à la fin de chaque semaine pour le reporter à la fin de chaque mois, afin de réduire le nombre de jours de débauche et souvent aussi de chômage, car des ouvriers sont incapables de reprendre normalement le travail après deux jours d'enivrement au cabaret.

Delbet ¹⁸⁹ s'attache à décrire cette catégorie sociale la plus basse des chantiers et qui ne cherche pas à s'organiser et à se discipliner : « Une réunion d'hommes ainsi composée (grosse main-d'œuvre formée de migrants occasionnels) ne présente guère de garantie d'ordre et de moralité. La plupart sont célibataires et n'ayant pas été initiés aux habitudes de prévoyance, ils dépensent presque toute la totalité de leur salaire dont ils pourraient épargner une partie... Les hommes mariés subissent l'entraînement et se livrent au concubinage... Aucun lien n'existe entre ces hommes grossiers... L'invincible attraction exercée par le cabaret sur ces ouvriers les rend incapables de travail dès qu'ils ont quelque argent. C'est à ce fait bien connu qu'est due, en partie, l'habitude prise par les entrepreneurs de ne payer qu'à la fin du mois au lieu de le faire chaque semaine. La conséquence est qu'il n'y a plus de célébration du dimanche, mais une fête de fin de mois qui dure en général deux jours et plus ». Pour le procureur général de la Lozère, en 1868, le système de

païement pourrait encore être modifié afin qu'il soit moins dangereux 190 : « Le payement s'effectue aujourd'hui par mois. On a trouvé ce système meilleur que celui qui se faisait à la semaine, parce qu'il n'y a ainsi qu'un lendemain de paie par mois au lieu de quatre. L'effet serait meilleur, à mon sens, si le païement était quotidien, mais cela peut présenter des difficultés insurmontables pour les entrepreneurs ». Mais ce même procureur reconnaît qu'il est difficile de redresser ces ouvriers nomades et qu'il faut se contenter de les surveiller : « Au dire des directeurs des travaux, les ouvriers employés sont complètement dégradés. Ce sont des hommes détachés de la famille et vicieux jusqu'à la moelle. Il serait nécessaire pour les contenir qu'il y eut une force armée permanente un peu plus importante, une brigade de gendarmerie de plus, au moins, et un commissaire spécial. L'autorité locale est très faible... ». Un renforcement de la police, c'est déjà ce que réclamait le responsable de l'ordre dans la Loire, en 1855, pour les chantiers ferroviaires du Grand Central 191 : « Il faut créer des commissariats de police pour remédier aux inconvénients qui résultent de la trop grande agglomération dans les communes de La Pacaudière et de Vendranges, d'ouvriers employés aux travaux du chemin de fer du Grand Central... Ces ouvriers, pour la plupart étrangers (au pays), commettent toutes espèces de désordres au préjudice des habitants... Les plaintes sont nombreuses pour rapines et vols et cela en plein jour, et avec la plus grande audace, insultant et menaçant les malheureux assez osés pour essayer de protéger leurs récoltes. Ils ont ainsi inspiré aux populations un véritable effroi qui, joint à la faiblesse et à l'inertie des autorités locales, favorise leurs méfaits. Cette situation, avec la cherté des subsistances et l'accroissement que va prendre encore cette population étrangère, peut d'un jour à l'autre présenter des dangers sérieux. On m'assure que beaucoup de ces maraudeurs ont des fusils et passent leurs journées à braconner ou à piller presque à main armée ».

Ainsi, ce n'est pas seulement le comportement des ouvriers nomades dans leur propre milieu social qu'il faut retenir, c'est aussi celui envers les populations sédentaires qui doivent les accueillir ou les supporter. Autant ces populations sont prêtes à recevoir les migrants temporaires traditionnels, sérieux et économes, autant, elles sont méfiantes, sinon hostiles, envers les autres catégories d'ouvriers. Mais les relations sociales ne peuvent être évitées, car les ruraux sédentaires des zones de chantiers tirent quelques revenus de cette masse de travailleurs. C'est encore Delbet 192 qui nous renseigne sur ces rapports sociaux : « Le voisinage de ces ouvriers est redouté des populations rurales, dans les pays surtout où leurs habitudes sont connues ; on a pu le constater spécialement aux environs de Reims, où depuis seize ans ils ont été rassemblés en grand nombre pour travailler aux canaux et aux chemins de fer. Partout, ils ont une réputation détestable ; cependant le désir du gain les fait accueillir dans tous les villages. Il s'établit donc entre les uns et les autres des rapports continuels nécessités par une vie en commun. Au point de vue pécuniaire, les paysans bien rétribués profitent de ces relations, à la condition pourtant d'être vigilants à se faire payer ». On constate en effet des départs brusqués d'ouvriers qui évitent de payer leurs dettes. Aussi, les entrepreneurs ont dû aussi intervenir dans ces relations entre sédentaires et nomades et apporter leur garantie aux ruraux fournisseurs ; le payement se fait

immédiatement ou en priorité les jours de paie. Mais, à la suite de divers méfaits, les paysans deviennent très prudents et continuent à vendre en évitant les pertes d'argent.

La présence de chantiers mobiles importants dans les régions rurales parfois très retardataires a eu des conséquences économiques et morales très diverses sur les populations sédentaires. Certains paysans, jusque là uniquement préoccupés des activités agricoles, constatent l'intérêt des ressources tirées des activités commerciales. Ce n'est plus le petit profit du marché local. Ils aperçoivent alors quels bénéfices peuvent apporter les ventes aux masses d'hommes rassemblés et aux villes en pleine croissance. Mais pour profiter de tels bénéfices, les migrations temporaires ne suffisent plus et il faudrait faire des migrations de longue durée. La psychologie paysanne est ébranlée et des comportements nouveaux apparaissent dans ce contact accidentel avec des travailleurs nomades. Ce sont ces changements que Delbet constate vers la fin du Second Empire : « On a pu remarquer que ces sortes de spéculations (vente de produits aux ouvriers par les paysans) ont développé, chez les plus intelligents d'entre eux, le goût du négoce et des entreprises commerciales ; habitués à n'obtenir de leurs travaux qu'un faible salaire et à attendre pendant une année entière les résultats de leurs cultures, ils ont été séduits par ces spéculations qui donnent à jour fixe et à termes peu éloignés des bénéfices en argent relativement considérables ».

Du point de vue moral, les migrations et les rassemblements de travailleurs d'origines diverses sur les chantiers ont été souvent dangereux et lamentables. Non seulement les jeunes paysannes ont eu à souffrir de la présence de nombreux célibataires de comportement douteux, mais comme il arrive souvent lorsqu'une masse d'ouvriers sans famille présente se trouve rassemblée, on assiste à des migrations de prostituées, avouées ou non, généralement venues des villes. Dès lors, les conséquences peuvent se faire sentir sur la santé des ouvriers et des sédentaires ruraux. Aux fatigues excessives du travail, au manque de confort et d'hygiène, à la nourriture souvent insuffisante et peu variée, aux intempérances dans les cabarets, aux intempéries (en montagne, travail dans la neige et sous la pluie) qui compromettent la santé, s'ajoutent les dangers de maladies contagieuses et particulièrement de maladies vénériennes.

En fidèle disciple de Le Play et qui ne néglige jamais le point de vue moral, Delbet met en relief certains aspects de l'évolution sociale et morale du milieu rural que connaissent les chantiers : « Sous le rapport moral, l'influence des ouvriers nomades dans les campagnes a été désastreuse ; partout sur leur passage, il y a eu des filles séduites et des ménages troublés... Les plus dangereux ne sont pas les ouvriers les plus grossiers... Les tailleurs de pierre, les charpentiers, qui, gagnant des salaires élevés, vivant d'ailleurs sans se mêler aux autres ouvriers et considérés comme d'une classe plus distinguée, disposent à ces différents titres de beaucoup de moyens de séduction. Les plus grossiers font venir des villes voisines des prostituées de la plus basse classe ». Et cet observateur du Second Empire insiste sur les nombreux scandales et les exemples de débauche qu'il a pu noter en Champagne : « On pourrait citer plus d'un village des environs de Reims où les habitudes de désordre et d'immoralité se sont développées encore depuis le départ des

ouvriers qui les y ont importées... Une des suites fréquentes du passage des ouvriers a été de donner lieu à des mariages entre les jeunes filles séduites et leurs séducteurs. Le plus souvent les nouvelles mariées ont quitté le pays pour suivre leurs maris... ». Mais l'enquête montre aussi que très fréquemment la jeune femme, abandonnée par son mari ouvrier nomade, revient au village après plusieurs années et trouve un asile dans sa famille. Si les ouvriers nomades finissent par se fixer, il leur reste toujours quelques caractères de la vie qu'ils ont menée : « Il est rare que ces hommes deviennent complètement rangés ; aussi continuent-ils à vivre un peu en dehors du reste de la population ; assez ordinairement même, ils sont désignés par un nom spécial qui rappelle leur origine. Ils continuent, par exemple, à porter les noms de « canalistes », de « chemins de fer », qu'on donne partout aux ouvriers nomades, selon le genre de travail qu'ils exécutent ». Nous voyons ainsi que les migrations temporaires occasionnelles, dues aux chantiers des grands travaux, ont parfois marqué les ruraux, dans une société campagnarde restée souvent jusqu'à cette époque assez casanière. Cette catégorie des migrants temporaires occasionnels est pourtant très différente de celle des migrants temporaires traditionnels, pour qui les déplacements rythmés depuis des générations font partie de la manière de vivre.

Presque toutes les régions rurales françaises connaissent au cours du XIXe siècle et au début du XXe siècle ces chantiers de routes, de canaux, de chemins de fer et ces travailleurs « étrangers » nomades. Il n'est pas facile aujourd'hui de mesurer les conséquences des contacts humains entre migrants et sédentaires. Mais il y a là des aspects démographiques et sociaux qui demanderaient des recherches plus approfondies. Les exemples relevés en Picardie, en Anjou, en Champagne, en Provence, en Languedoc, au cours de notre analyse, prouvent qu'il n'est pas besoin de migrer à la ville pour que le rural connaisse et subisse les conséquences de la nouvelle civilisation industrielle et urbaine. Delbet est un des rares observateurs à avoir saisi l'importance de ce phénomène : « Ainsi, dans les Vosges, au point où elles sont traversées à la fois par le canal de la Marne au Rhin et par le chemin de fer de Strasbourg, les habitudes et le caractère des montagnards ont subi de profonds changements. A une autre extrémité de la France, dans les Landes de Bordeaux, la moralité des habitants a été atteinte d'une manière plus grave : des jeunes filles et des femmes travaillant comme des hommes aux terrassements, passaient les nuits avec les ouvriers dans des baraquements provisoires, et vivaient avec eux dans un état voisin de la promiscuité ». Ces migrations temporaires d'hommes et de femmes aboutissent ici, en pleins pays ruraux, à créer des milieux sociaux comparables à ceux que l'on observe dans les banlieues urbaines. Les grands travaux pour créer des communications nouvelles dans les provinces françaises, par leurs conséquences, paraissent avoir eu autant d'importance sur les populations rurales que l'industrie du bâtiment dans les villes ; cette dernière attire aussi, nous l'avons vu, des armées de travailleurs temporaires et de toutes catégories. Mais ces deux activités de la construction, très voisines par la main-d'œuvre qu'elles emploient, ont fini par retenir pour une longue durée une grande partie des travailleurs temporaires attirés dans les chantiers. Dans une conjoncture économique généralement très favorable, la migration saisonnière ou

pluri-annuelle des premières décennies du XIX^e siècle risque de se transformer assez rapidement en migration viagère ou définitive. Le phénomène appelé sommairement « exode rural » a trouvé là un terrain favorable.

NOTES - TROISIEME PARTIE - Chapitre III

I - LES MIGRATIONS DU BATIMENT ET DES GRANDS TRAVAUX PUBLICS

20) Le développement rapide et intense des migrations temporaires de la construction et l'allongement des absences au cours du XIX^e siècle.

1 A. CHATELAIN (64) et (63).

2 Pas de dossier pour la Creuse aux A.N. C.943 - C.969, ni dans les collections des A.D. de la Creuse.

3 Pour les lettres écrites de Paris en 1826 par le maçon Léonard LAMONE, voir : R. CHATREIX (731), p. 110-111. Pour Martin NADAUD, voir la première édition des Mémoires (801).

4 M. CHEVALIER : *Statistique des Travaux publics sous la monarchie de 1830* (Journal des Economistes, oct, 1848) et Louis TRENARD : *De la route royale à l'âge d'or des diligences* (in : Les routes de France, Colloques, cahiers de civilisation, 1959) p. 100 à 132.

5 H. CAVAILLES (48), p. 200 et suiv.

6 Maurice DAUMAS (Sous la direction de) : *Histoire générale des Techniques* (tome III, L'expansion du machinisme, 1725-1740 à 1850-1860 ; Paris, 1968, 884 p. Voir p. 277).

7 H. CAVAILLES (48), p. 88 et 94.

8 A.D. de Seine-et-Marne : 12 M (26) (Commune de Melun, 1809).

9 Le tableau de J. VERNET (Louvre) : Construction d'un grand chemin (1775) donne une idée des tâches des travailleurs employés. (Voir reproduction dans TRENARD, art. cité).

10 Cf. LAROUSSE : *Grand Dictionnaire Universel du XIX^e siècle* (1866-1876), tome VII, p. 658.

11 DAUMAS, ouvr. cité, p. 262.

12 Sur l'apparition des entrepreneurs : FOHLEN et BEDARIDA (97), tome III, p. 65-67.

13 Enquête de 1866 (3), vol. 6, p. 792.

14 Id^o, vol. 7, p. 67.

15 Id^o, vol. 7, p. 398.

16 Id^o, vol. 9, p. 315.

17 « Le Moniteur », 14 février 1865, p. 142 et A.D. de la Seine : Coll. Lazare, tome IIIC, n^o 1782.

18 M. ALLEM (13), p. 21.

- 19 Chambre de Commerce de Paris : Enquête de 1860 (207).
- 20 Jules BRAME (41), p. 94 et 104-105.
- 21 Pierre DEVAUX : *Les grands travaux* (Paris, 1943, 128 p.), p. 10.
- 22 R. CARALP (729), p. 22 (carte d'ouverture des lignes), p. 104-107 (tableaux des travaux), p. 76 (travaux d'art).
- 23 A.N. BB.18/1548 (oct. - déc. 1855) et 1551 (mars 1856 - févr. 1858), à propos des désordres sur les chantiers, dans l'arrondissement de Roanne (Loire).
- 24 Cf. Pierre BRUNNER : *Les chemins de fer aux prises avec la nature alpestre* (Rev. de Géogr. Alpine, 1935, p. 448-612 et 678-844).
- 25 R. BLANCHARD (545), tome III, vol 1, p. 280 et PASQUAL : *Notice historique sur la percée du grand tunnel des Alpes. Commune des Fourneaux* (Trav. de la Soc. d'Histoire de Maurienne, 1^o série, V, 1881-1884, p. 81-92).
- 26 PARTOUNEAUX (807).
- 27 H. CLEMENT (733) et M.A. CARRON (730), p. 296-297.
- 28 Pour 1891, 1901 et 1911, Statistique générale de la France : Dénombrements.
- 29 A.D. de la Creuse : série M et particulièrement B.13 - M. 1 ; B. 13 - M. 2 ; B. 13 - M. 3 et CARRON (730), p. 299.
- 30 BANDY de NALECHE (708), p. 64 et suiv. et CLEMENT (733), p. 484-485 du vol. de 1885.
- 31 CARRON (730), p. 288-301, a dressé des tableaux statistiques par canton pour les deux enquêtes de 1810 et de 1860.
- 32 N.P. VALADEAU : *Le canton de La Souterraine* (Mém. Soc. des Sciences de la Creuse, VIII, 1893-1894, p. 172-216), p. 181.
- 33 M. NADAUD (801), 1^o édit., 72-73, 75-76, 78-79.
- 34 H. CLEMENT (733), p. 285-291 (en 1886).
- 35 H. CLEMENT (733), p. 486-487 (année 1886).
- 36 Pierre COUSTEIX : *La vie ouvrière de la Haute-Vienne sous la Restauration* (L'Information historique, 1952, p. 178-181). Déjà, A. D'ANGEVILLE : *Essai sur la statistique de la population française* (Bourg, 1836) classait la Creuse au 85^e rang des départements pour l'industrie, en oubliant les ouvriers du bâtiment (p. 178).
- 37 J.B. PERCHAUD (808), p. 79.
- 38 A. DEMANGEON (745), p. 254, note 2.
- 39 Statistique de la France : Recensement 1901, tome IV, p. 298-299.
- 40 Id^o, 1911, tome I, Quatrième partie, p. 102-105.
- 41 BOURGOIN, FOROT, PIFFAULT (719), p. 261.
- 42 JOANNE : *Dictionnaire géogr. et admin. de la France* (Paris, 1892), tome II, p. 1075.

- 43 MARLIERE (787), p. 56 et suiv.
- 44 A.D. Seine-et-Marne : 10 M. 235 (recensement de 1872 ; ville de Melun).
- 45 DESCAMPS (217), p. 84.
- 46 A.N. C.948 (Calvados ; enquête 1848) ; Annuaire du Calvados de 1852 (p. 495) ; journal : « Le Pilote » du 22 février 1845 ; G. DESERT (274), p. 259-260.
- 47 GUICHONNET (587), p. 509-510.
- 48 Luigi de BARTOLOMEIS : *Notizie topografiche e statistiche sugli Stati sardi* (Torino, Tipografia Chirio e Mina, 1840-1847, 2 vol. 280 et 712 p.), tome II, p. 242-43.
- 49 H. RAULIN : *Les carriers et les tailleurs de grès de la Région parisienne* (Arts et traditions populaires, juillet 1961, p. 193-249), p. 232 et suiv.
- 50 L. et M. BONNEFF (36), p. 66.
- 51 H. RAULIN, art. cité ; p. 233 (308).
- 52 L. et M. BONNEFF (36), p. 299. Pour les migrants briquetiers à Paris : M. BONNEFF (197 bis), p. 39-40.
- 53 MAUCO (189), p. 49.
- 54 A.D. Rhône : série M non classée, recensement 1872.
- 55 NADAUD (801), p. 33 et 51-52 de 1^o édit.
- 56 CARRON (730), p. 301, enquête de 1860.
- 57 E. de la BEDOLLIERE (231), p. 219, a beaucoup insisté sur le « despotisme » des compagnons-maçons envers les garçons-maçons.
- 58 Chambre de Commerce de Paris : Enquête de 1847-1848 (), p. 63.
- 59 NADAUD (801), p. 89 de la 1^o édit.
- 60 D'après H. CLEMENT (733), p. 356 (en 1886) et Docteur VILLARD (831).
- 61 NADAUD (801), p. 86 et 94 de la 3^o édit.
- 62 DESCAMPS (217), p. 81-84.
- 63 NADAUD (801), p. 95 de la 2^o édit.
- 64 DESCAMPS (217), p. 85.
- 65 NADAUD (801), p. 57 de la 1^o édit.
- 66 Id^o, p. 143.
- 67 Chambre de Commerce de Paris : Enquête 1847-1848, p. 50. Aussi LEVASSEUR (140), p. 255 du tome II.
- 68 Id^o pour l'enquête de 1860, p. 107.
- 69 BANDY de NALECHE (708), p. 78.

70 CLEMENT (733), p. 201.

71 BORIE (39), p. 149.

72 LEVASSEUR : Salariat et salaire.

73 BORIE (39), p. 149 et suiv.

74 DESCAMPS (217), p. 84.

75 Chambre de Commerce de Paris : Enquête de 1847, p. 94.

76 A.N. F.12/502 et VAUTHIER (243).

77 DUVEAU (90), p. 321.

78 A.N. BB.30/382 (Orléans, 2 juillet 1864).

79 DUVEAU (90), p. 321.

80 A.N. F.12/502 pour le Premier Empire ; DUVEAU (90), p. 321 pour le 2^{ème} Empire.

81 Enquête parlementaire : crise 1883-1884 (5), p. 44.

82 BORIE (39), p.

83 A.D. Seine-Maritime : M. Police générale, grèves (grèves des maçons du Havre, sept. 1818-1869).

84 CLEMENT (733), p. 203. A Lyon, taux de 1 F. au-dessous de celui de Paris, LEVASSEUR (140), p. 727, tome II.

85 DUVEAU (90), p. 321 et CLEMENT (733), p. 204.

86 NADAUD (801), p. 81 de la 1^o édit.

87 NADAUD (801), p. 86-87 de la 1^o édit.

88 NADAUD (801), p. 82 de la 3^o édit.

89 MASSON et BRUCKER (233), p. 34-35 de l'édit. de 1828 (tome I).

90 Cité par CLEMENT (733), p. 355.

91 L. et M. BONNEFF (36), p. 299.

92 NADAUD (801), p. 95 de la 1^o édit.

93 L. BONNET (199), p. 7-9 et A. CHATELAIN (209).

94 LE PLAY (133) : ouvriers européens, tome VI, p. 288-290 ; BANDY de NALECHE (708), p. 78 ; H. CLEMENT (733), p. 202-203.

95 NADAUD (801), p. 82-83 de la 3^o édit.

96 NADAUD (801), p. 53 de la 1^o édit.

97 CLEMENT (733), p. 488-489. Il rapporte aussi les opinions du docteur VILLARD, p. 356. Voir aussi la description d'un repas chez le marchand de vin, près d'un

chantier, sous la Monarchie de Juillet, par E. de la BEDOLLIÈRE (231), p. 222.

98 L. BONNET (199), p. 18 et CHATELAIN (209), p. 40.

99 NADAUD (801), p. 93 de la 3^o édit.

100 Chambre de Commerce de Paris : Enquête de 1847-1848, p. 64.

101 MASSON et BRUCKER (233), p. 18 du tome I (édit. de 1828).

102 NADAUD (801), voir particulièrement p. 76, 85 (3^o édit.), p. 145 (1^o édit.).

103 LA BEDOLLIÈRE (231), p. 222.

104 Docteur Ferdinand ISSARTIER : *De l'alcoolisme moderne. Etude sociale sur le poison à la mode en France* (Paris, 1861, 57 p.), particulièrement p. 13.

105 CLEMENT (733), p. 488.

106 LAROUSSE (125), p. 877 du tome X.

107 BONNET (199), p. 18 et 23-31. Aussi CHATELAIN (209), p. 41-43 et 44-45.

108 Chambre de Commerce de Paris : Enquête de 1847-1848, p. 100-103.

109 NADAUD (801), p. 117 de la 3^o édit.

110 BUISSIÈRE et PAUFIQUE (727), p. 164-168.

111 Voir sur le livret ouvrier : Marcel PLANIOL (*Grande Encyclopédie*, vol. 22, p. 371-372 ; 1896), G. DUVEAU (90), p. 233-235 ; G. BOURGIN : *Législation et administration du travail sous la Restauration* (Rev. polit. et parlem., 10 oct. 1910, p. 116-152).

112 NADAUD (801), p. 83 et 99 de la 3^o édit.

113 DURAND (220), p. 185-190.

114 LA BEDOLLIÈRE (231), p. 227.

115 EGRON (91), p. 86.

116 L. CHEVALIER (211), particulièrement p. 260, 455, 530, 534.

117 NADAUD (801), p. 82, 155 (1^o édit.), 97, 101-102 (3^o édit.).

118 Les maçons et surtout les migrants temporaires du Massif Central ne sont pas affiliés au compagnonnage. Cf. LAROUSSE (125), p. 877 du tome X.

119 Voir BOURGIN (40) pour la période 1815-1830 et TULARD (242) pour 1830-1848.

120 A.N. F.7/3875.

121 NADAUD (801), p. 134 (3^o édit.).

122 A.N. F.7/3878.

123 NADAUD (801), p. 99 de la 3^o édit.

- 124 LEVASSEUR (140), p. 392 du tome II.
- 125 CHATELAIN (58). 125 bis A.N. F.7/3890.
- 126 A.N. F.7/3880.
- 127 A.N. BB.18/1396 (Rapport du 27 avril 1841 ; Meuse, main-d'œuvre du canal).
- 128 A.D. du Maine-et-Loire : 51. M/10 (Correspondance à propos des recensements). Malheureusement, les Archives du Maine-et-Loire ne possèdent aucune liste nominative. Voir aussi CHATELAIN (458), p. 66.
- 129 Sur les migrants terrassiers bretons : A.D. Ille -et-Vilaine : 58 Ma² (livrets ouvriers 1857-1860).
- 130 A.N. C.962 (Puy-de-Dôme).
- 131 Ch. SCHMIDT : *Les ouvriers des ateliers nationaux au chemin de fer d'Orléans* (Rev. d'Hist. de la Rév. de 1848, tome XXIII, avril-déc. 1926, p. 781-787), p. 785. On signale parmi les ouvriers venus de Paris, des éléments douteux (vols, désertions, etc...).
- 132 A.N. C.943 (Aisne).
- 133 A.N. C.959 (Meuse).
- 134 A.N. C.959 (Meurthe).
- 135 A.N. C.969 (Vosges).
- 136 A.N. BB.18/1475 (Rapport du Parquet de la Cour d'Appel d'Amiens au Ministre de la Justice ; 30 janvier 1849). Un rapport du 3 février 1849 apporte des renseignements complémentaires sur cette affaire.
- 137 A.N. C.960 (Nièvre).
- 138 A.N. C.968 (Vienne).
- 139 A.N. C.968 (Haute-Vienne).
- 140 A.N. C.969 (Yonne).
- 141 A.N. C.963 (Hautes-Pyrénées).
- 142 A.N. C.952 (Finistère). Aussi dans le Morbihan (C.959), le canton de Rochefort signale des migrations pour les grands travaux (migrations temporaires), avec des salaires élevés.
- 143 A.N. BB.18/1548 (oct. - déc. 1855 ; Désordres commis dans le voisinage par les ouvriers étrangers des chantiers de chemin de fer établis dans l'arrondissement de Roanne).
- 144 DELBET (82), p. 100.
- 145 A. BLANQUI (32), p. 20, janv. 1851.
- 146 A. DELVAU (216), p. 10.
- 147 A.N. BB.18/1766 (Plus particulièrement rapport du Procureur général au Garde des Sceaux, 22 mars 1868).

- 148 CARALP (729), p. 396.
- 149 MARRES (789), p. 405, pour les migrants des Causses ; CARALP (729), p. 396-399, pour la région de Langogne (contacts Lozère, Ardèche et Haute-Loire).
- 150 DELBET (82), p. 104.
- 151 A.N. BB.18/1416 (Rapport d'octobre 1843 sur le chantier de la montagne du Reuil, commune d'Airon, arrondissement de Clermont, Oise).
- 152 A.N. BB.18/1527 (Janvier-avril 1854 : Désordres dans les ateliers du chemin de fer de Bordeaux à Bayonne).
- 153 A.N. BB.18/1384 (juin 1840).
- 154 A.N. BB.18/1418 (déc. 1843 - janv. 1844).
- 155 A.N. BB.18/1479.
- 156 A.N. BB.18/1537.
- 157 A.N. BB.18/1663.
- 158 A.N. BB.18/1681.
- 159 A.N. BB.18/1746.
- 160 A.N. BB.18/1262.
- 161 A.N. BB.18/1396.
- 162 A.N. BB.18/1519.
- 163 A.N. BB.18/1526.
- 164 A.N. BB.18/1537.
- 165 Voir les études générales très utiles sur cette question : Léon SAGNET : *Les travaux publics* (La Grande Encyclopédie, tome XXXI, p. 323-331, avec bibliogr.) ; E. BALLIMAN : *Les entreprises de travaux publics* (Thèse de Droit, 1900, 250 p. ; pour le marchandage) ; Emile DARDART : *Exécution des travaux publics* (Paris, 1901, 632 p.).
- 166 A.N. BB.18/1681.
- 167 Joseph JACQUET (Direction de) : *Les cheminots dans l'histoire sociale de la France* (Paris, édit. sociales, 1967, 318 p.), p. 49.
- 168 Léon et Maurice BONNEFF (36), p. 313-317.
- 169 A.N. BB.18/1397.
- 170 A.N. BB.18/1411.
- 171 A.N. BB.18/1417.
- 172 A.N. BB.18/1499.
- 173 A.N. BB.18/1451.

- 174 A.N. BB.18/1551. Aussi BB.18/1530 (avril-mai 1854 ; Saint-Martin-d'Estreaux).
- 175 A.N. BB.18/1595.
- 176 A.N. BB.18/1675.
- 177 A.N. BB.18/1670.
- 178 A.N. BB.18/1749 (Novembre 1867).
- 179 A.N. BB.18/1766 (Rapports du Procureur général au Garde des Sceaux, 22 mars et 26 mars 1868).
- 181 J. JACQUET (Direction de), ouvr. cité, p. 18. (113).
- 182 DELBET (82), p. 101-106.
- 183 DELBET (82), p. 106.
- 184 A.N. BB.18/1519.
- 185 A.N. BB.18/1766.
- 186 A.N. BB.18/1766 (rapport du 22 mars 1868).
- 187 DELBET (82), p. 101.
- 188 A.N. BB.18/1766 (rapport du 22 mars 1868).
- 189 DELBET (82), p. 101.
- 190 A.N. BB.18/1766 (rapport du 22 mars 1868).
- 191 A.N. BB.18/1548.
- 192 DELBET (82), p. 102.

30) AU DEBUT DU XX^e SIECLE, MIGRATION DE LONGUE DUREE AVEC DEPLACEMENT FAMILIAL ET EVOLUTION SOCIALE VARIEE SONT DES CARACTERES MARQUES DE LA MAIN-D'OEUVRE DES INDUSTRIES DE LA CONSTRUCTION.

Au début du XX^e siècle, après plusieurs décennies de constructions urbaines sans cesse multipliées et de grands travaux provinciaux pour établir des réseaux de communications, on assiste à une sorte de stabilisation des travailleurs. Les migrants d'origines rurales ont fini par comprendre l'intérêt d'un allongement de la durée des migrations ; cet allongement permettait seul de profiter pleinement des gains offerts sur les chantiers. Au lieu de partir pour neuf mois ou deux ou trois ans, le maçon ou le terrassier part désormais pour plusieurs années, pour la durée de la vie active ou définitivement. Mais le caractère de la migration est modifié car la famille est désormais entraînée dans ce déplacement d'un type nouveau. Les villes vont donc recevoir des familles de maçons, elles qui ne recevaient auparavant que des hommes célibataires ou des gens mariés vivant en célibataires. Mais le début du XX^e siècle voit aussi une transformation de la main-d'œuvre des chantiers de grands travaux. Les constructions de réseaux s'achèvent et particulièrement le réseau ferroviaire qui a attiré tant de travailleurs. Une sorte de stabilisation de la main-d'œuvre apparaît ici comme en ville ; les manœuvres-terrassiers français ont souvent trouvé un emploi correspondant à leurs forces et à leurs capacités dans les compagnies de chemins de fer. La famille du travailleur est appelée et il n'est plus question alors de faire des migrations saisonnières ou pluriannuelles. Les anciens migrants temporaires sont aussi devenus des migrants voyageurs ou définitifs, mais parfois fixés dans un milieu rural, le long des voies ferrées. Nous assistons au début du XX^e siècle au terme d'une évolution qui s'est esquissée déjà au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle.

A) Le passage de la migration de courte durée à la migration familiale de longue durée.

Déjà sous le Second Empire, de bons observateurs prévoient l'influence des chantiers du bâtiment et des grands travaux sur les migrations et la répartition de la population. En 1867, un des meilleurs observateurs des phénomènes démographiques et économiques, A. Legoyt ¹ (1815-1885), chef de division de la Statistique générale de la France et secrétaire perpétuel de la Société de Statistique de Paris (1860-1872), fait des remarques fort intéressantes sur le rôle des salaires des chantiers et sur la mentalité des migrants qui cherchent à échapper à leurs villages d'origine. Il s'agit ici des chantiers de province, mais ceux de Paris ont agi tout autant : « Les chemins de fer, tout d'abord, ont exercé, pendant la période de construction, sur la situation économique des communes rurales qu'occupaient leurs chantiers, une influence dont il importe de tenir compte quand on veut se faire une idée exacte des mobiles de l'émigration dans leur ordre successif. Nous voulons parler du chiffre élevé des salaires qu'ils ont donnés aux terrassiers recrutés dans la localité. Ces salaires, généralement supérieurs au double au moins à ceux de la culture, ont fait naître chez les ouvriers qui les recevaient, des

goûts, des habitudes de bien-être auxquels le retour à la vie rurale ne leur aurait pas permis de donner satisfaction. Ils ont dû ainsi quitter définitivement le village pour aller chercher, dans les villes ou sur d'autres chantiers, les moyens que l'industrie agricole, surtout avec son chômage prolongé de l'hiver, ne pouvait plus leur fournir, de continuer leur nouvelle existence ». Ainsi, les chantiers provisoires et sans cesse déplacés pour construire de nouveaux moyens de communications, sont venus chercher chez eux les ruraux en quête de travail et les ont entraînés ensuite loin de leurs communes d'origine. Jamais les chantiers urbains n'ont pu attirer autant de population laborieuse, car souvent des ruraux sédentaires et traditionalistes ne seraient pas allés de leur propre initiative en ville si des habitudes anciennes ne les y poussaient. Sans doute, l'utilisation des moyens de communications modernes comme le chemin de fer permettait aux femmes et aux enfants de rejoindre plus facilement et sans trop de fatigues les maris et les pères. Legoyt n'élargit sans doute pas assez les migrations lorsqu'il écrit : « Maintenant, il est certain que ce déplacement a été favorisé par la rapidité et le bon marché des transports, et que, grâce à ces facilités de locomotion, les émigrants ont pu se rendre même dans les centres industriels et commerciaux, ce qui leur eut été difficile avant l'établissement des chemins de fer ». Mais les familles en ont surtout bénéficié, car les hommes pouvaient aussi se déplacer à pied, contrairement à ce qu'affirme Legoyt.

Un sondage fait à Melun², dans les listes de recensement de 1872, permet de constater l'allongement des migrations temporaires et même une certaine stabilisation des travailleurs du bâtiment et des grands travaux, ouvriers originaires des régions traditionnelles de recrutement : Limousin, Basse-Normandie, Morvan. En effet, le premier recensement français permettant de relever le lieu de naissance des recensés nous apporte un tableau très varié. Alors qu'il existe encore des groupements de travailleurs migrants, célibataires ou mariés vivant en célibataires (logés, généralement chez un marchand de vin ou dans un garni tenu par la femme d'un compatriote), des ménages isolés apparaissent de plus en plus. C'est le signe d'un allongement de la migration temporaire. Dans ces ménages qui tendent à une certaine fixation, on remarque que le mari est originaire du Limousin, de la Basse-Normandie ou du Morvan, mais la femme peut avoir une origine géographique différente (beaucoup sont nées en Seine-et-Marne). On peut déduire des lieux de naissance que le mari a d'abord été migrant temporaire du bâtiment et qu'à Melun où il a travaillé, il a fini par trouver femme et s'est en quelque sorte fixé. Mais le lieu de naissance de chaque enfant de la famille et l'âge des enfants sont de précieuses indications pour préciser depuis combien de temps a commencé la stabilisation de l'ancien migrant temporaire.

Voici quelques exemples significatifs. Le maçon Jean Lavaud (49 ans), né à Guéret (Creuse) et sa femme Louise Deheurle (39 ans, giletière), née à Melun, ont trois filles nées à Melun (18, 11, 8 ans) ; la fixation est ici ancienne et durable (même domicile, quai Saint-Aspais, au recensement de 1876, comme à celui de 1872), le métier de la femme est une raison de plus pour la stabilisation. Un jeune ménage, dont le mari a une origine géographique différente, semble suivre la même voie : l'ouvrier maçon

Louis-Victor Hastain (26 ans), né dans le Calvados et sa femme Tocane (23 ans), née en Seine-et-Marne, habitent rue Jacques Amiot et ont une fille (2 ans), née en Seine-et-Marne. Même si la femme n'est pas née en Seine-et-Marne, la fixation à Melun peut apparaître : Rue Guy-Beaudoin, vivent le maçon Antoine Bataille (54 ans), né dans la Creuse, et sa femme (40 ans), née dans la Sarthe, avec leur fils Pierre (13 ans), né à Melun et apprenti serrurier ; le lieu de naissance du fils est une indication de la stabilisation et le choix d'un métier moins pénible montre l'évolution d'une génération à une autre. Cas presque identique dans la même rue : le charpentier François Péricat (43 ans), né dans la Creuse, et sa femme (41 ans), née dans l'Yonne, ont deux filles (14 et 13 ans), nées à Melun. Dans ces deux cas, il n'est nullement prouvé que les deux travailleurs migrants aient séjourné dans le département de naissance de leur femme et l'y aient connue ; le mariage a pu se faire à Melun où beaucoup de jeunes filles originaires de l'Yonne ou de la Sarthe sont domestiques. Mais le mariage d'un maçon limousin avec une compatriote n'empêche pas non plus une fixation à Melun : Rue de Bellecombe, le maçon Pierre Ballot (47 ans), né en Haute-Vienne et sa femme (42 ans), née aussi en Haute-Vienne, ont un fils de 15 ans, né en Seine-et-Marne. L'âge du migrant semble prouver parfois que la fixation à Melun est définitive : Place Notre-Dame, le maçon Léonard Audoin, né dans la Creuse, arrive à 69 ans et sa femme, née en Seine-et-Marne a 66 ans. Le fait aussi d'être propriétaire de sa maison (rue de l'Hôpital) est un facteur et un signe de fixation pour le maçon Pierre Margniau (58 ans), né en Haute-Vienne comme sa femme (52 ans), et ses deux enfants (24 et 27 ans), maçons, nés aussi en Haute-Vienne. Même le veuvage n'entraîne pas le retour au département d'origine : Rue Saint-Liesne, le maçon Beaujor (44 ans, veuf), né en Haute-Vienne, vit avec ses quatre enfants nés à Melun (15, 14, 12, 10 ans). On peut ainsi multiplier les exemples, très variés, du passage de la migration temporaire à la migration de longue durée. A Melun, en 1872, on dénombre pour le bâtiment 38 travailleurs célibataires (dont 34 nés hors de la Seine-et-Marne, 4 ne vivant pas en collectivité) et 22 mariés et nés hors du département. Parmi ces derniers, il y a un veuf et trois migrants qui n'ont pas leur famille avec eux. Dans les 18 ménages recensés, 8 ont la femme née en Seine-et-Marne (soit 44,4 %), 5 ont la femme née dans le même département que le mari (27,8 %) et 5 ont la femme née dans un autre département (27,8 %). Il semble bien que la femme entraîne le migrant temporaire à ne pas retourner dans sa région d'origine en allongeant la migration et en fixant le mari en ville. En 1872, les migrants célibataires ou mariés vivant en célibataires (41 sur 60 travailleurs) l'emportent encore de beaucoup, mais leur nombre diminue régulièrement par la suite, du fait de la mise en ménage d'un grand nombre, comme l'attestent diverses enquêtes du début du XXe siècle.

Une des enquêtes les plus intéressantes sur les familles de migrants limousins du bâtiment et des grands travaux est certainement celle du docteur Louis Bonnet³. Il s'agit de familles vivant dans les taudis du cinquième arrondissement parisien (quartier de la rue Mouffetard). Les hommes travaillent, mais gaspillent une grande partie de leurs salaires dans les boissons. Les femmes et les enfants doivent travailler pour survivre. L'alcoolisme et les taudis font de gros ravages par la tuberculose. Les enfants des maçons ont une

tendance à ne pas choisir les métiers trop fatigants des migrants. Dans ce quartier traditionnel des migrants maçons limousins, on a l'impression d'une véritable décadence de la migration laborieuse, d'une sorte d'inadaptation des familles rurales transplantées dans un milieu urbain tandis que les hommes se comportent encore en migrants qui seraient éloignés de leurs familles et qui vivraient en célibataires. Sans doute, tous les travailleurs de la construction venus de province ne suivent pas cet exemple et il est des catégories sérieuses et disciplinées. Bien qu'Ardouin-Dumazet ⁴, en 1903, décrive les migrations de Limousins comme par le passé, sans se rendre assez compte des déplacements familiaux, il pense que les Creusois économes dominent encore malgré la présence de migrants intempérants : « La plupart sont économes et consacrent l'argent rapporté à acheter des terres que les femmes font valoir. Mais la vie de Paris a eu un contre-coup sur les mœurs. Beaucoup de ces ouvriers mangent ou boivent leurs salaires ; on en voit qui n'ont même pas l'argent nécessaire au retour. Les malheureuses femmes doivent s'exténuer pour faire face aux frais du voyage et nourrir le paresseux qui va passer l'hiver à se chauffer sans être d'aucune utilité dans la maison ». Ce même observateur insiste sur les dangers courus par les jeunes migrants, exténués de fatigue, mal nourris, mal logés et veillés par la tuberculose : « Le mal de l'émigration c'est que, dans l'ensemble, il affaiblit la race. Les jeunes gens, surtout, paient un lourd tribut aux fatigues du métier de maçon et à l'absence totale d'hygiène dont ils sont victimes à Paris... Avant d'arriver au chantier, ils font une longue course d'une ou deux heures. De grand matin, ils prennent le petit verre. Le déjeuner a lieu dans des gargotes où les mets sont de digestion difficile : la soupe, le bœuf, du vin frelaté, voilà trop souvent le déjeuner de 9 heures que complète insuffisamment, à 2 heures, un goûter composé de pain, de fromage et d'un peu de vin. Le soir, on rentre dans le taudis appelé garni, où l'on s'entasse dans des pièces étroites et malsaines. Là se fait le dernier repas : un bouillon de légumes préparé par l'hôtesse et versé sur le pain apporté par l'ouvrier lui-même... Les intempéries du climat de Paris et surtout le manque d'air respirable dans les garnis où les Limousins s'entassent, joints à l'insuffisance de la nourriture, prédisposent les jeunes migrants à la tuberculose ». Dans cette description, Ardouin-Dumazet semble oublier le rôle important de l'alcoolisme.

D'après Ardouin-Dumazet, en 1901, 21.903 maçons seraient partis pour des migrations saisonnières ou pluriannuelles dans la partie occidentale du Massif Central (Limousin et pays de bordure ; dans l'Indre, l'Allier, le Puy-de-Dôme et le Cantal). Sur cet effectif, 13.919 sont originaires de la Creuse, soit 64 %. Mais dans ces chiffres, il n'est sans doute pas tenu compte des familles de travailleurs de la construction qui ont quitté la région d'origine depuis plusieurs années et qui, sans toujours se fixer définitivement à Paris, y vivent continuellement avec une stabilisation. Ce sont très souvent des migrants voyageurs.

Lors du recensement de la population de 1911 dans la Région parisienne (Seine et Seine-et-Oise), on pouvait constater d'ailleurs de grandes différences entre les trois départements limousins pour le recrutement des migrants du bâtiment et pour la proportion de femmes actives par rapport aux hommes actifs ⁵. La Creuse arrive en tête pour les effectifs et pour le

taux de travailleurs employés dans la construction : 15.145 sur les 17.642 hommes actifs nés dans la Creuse, soit 85,8 %. La Haute-Vienne se place au second rang avec des données plus faibles : 7.798 sur les 13.863 originaires, soit 56,2 %. La Corrèze est alors moins intéressée par les activités de la construction : 4.030 sur les 19.228 originaires, soit 20,9 %. Mais pour les taux de femmes actives par rapport aux hommes actifs (de chaque département d'origine), le classement est totalement différent. La Corrèze vient alors en tête : 12.079 femmes actives pour 19.228 hommes actifs dans la Région parisienne, soit 38,5 % de femmes dans la population active venue de Corrèze (62,7 % de femmes actives par rapport aux hommes actifs). La Haute-Vienne a la seconde place : 8.364 femmes actives pour 13.863 hommes actifs, soit 37,6 % (60,3 % par rapport aux hommes actifs). La Creuse a la plus faible proportion de femmes actives : 9.805 pour 17.642 hommes, soit 35,7 % (55,5 % par rapport aux hommes actifs). De ces données, on peut dire que les ménages ont surtout émigré dans la Corrèze et la Haute-Vienne et beaucoup moins dans la Creuse. Mais quel crédit accorder aux statistiques de ces recensements ? Henri Clément⁶, en 1886, affirmait que dans les communes de la Creuse, « on a l'habitude de comprendre, dans les recensements et sur les listes électorales, toute la population émigrante qui réside constamment à Paris ou à Lyon ». Ainsi, les migrants saisonniers ou même pluriannuels ne seraient pas comptés dans les communes d'accueil, mais seulement dans les communes de départ. Pour les autres migrants (de longue durée) et pour les ménages, le recensement dans le lieu de migration et de travail semble s'imposer.

Ainsi, au début du XX^e siècle, les effectifs limousins sont encore considérables dans les grandes villes qui ont besoin des spécialistes du bâtiment. Mais on assiste de plus en plus à une plus grande diversité dans le recrutement de la main-d'œuvre de la construction. Des régions françaises de travailleurs peu instruits et guère préparés à choisir des métiers spécialisés, fournissent encore des migrants terrassiers-manceuvres capables de s'élever dans les activités du bâtiment. Cependant, l'arrivée de plus en plus massive d'ouvriers étrangers fait une sérieuse concurrence aux équipes françaises.

Cette diversité de main-d'œuvre a été bien notée par les frères Bonneff en 1911⁷ : « Le Centre envoie des Limousins, des maçons. Des tailleurs de pierre aussi, comme le Morvan et la Normandie. La Gascogne, la région de Nantes délèguent des charpentiers ; l'Auvergne des puisatiers ; la Belgique des constructeurs de cheminées... Le terrassier représente bien l'ouvrier de France. Non l'artisan parisien que l'on rencontre par exemple dans l'industrie de la mécanique, mais l'ouvrier des campagnes. Il vient de Bretagne, d'Auvergne, de ces régions surpeuplées, où la terre ne nourrit plus son homme. Ses ancêtres sont des paysans qui n'ont jamais possédé de lopins, mais qui se sont loués dans les fermes comme garçons ou comme charretiers. Dès qu'il en a la force, il prend l'outil. Souvent fils de terrassier, il débute d'ordinaire à 16 ans, mais il y a parmi les apprentis, les « mousses », des gars qui font, à l'âge de 14 ans, leur première prestation, c'est-à-dire leur premier travail de terrasse... ». Si beaucoup de ces travailleurs restent dans leur état de prolétaires, certains pourtant finissent par s'élever socialement.

B) Les possibilités d'ascension sociale pour les migrants travailleurs du bâtiment et des grands travaux.

Le problème de l'ascension sociale des travailleurs de la construction urbaine et des grands travaux est difficile à étudier car la documentation est très fragmentaire et ne permet de dégager que quelques idées générales. Dans la hiérarchie des activités professionnelles, les niveaux sont assez bien marqués : au bas de l'échelle sont les travailleurs exécutants mais sans initiative, au-dessus se place l'ouvrier responsable d'un ouvrage mais pour lequel les questions financières sont étrangères, enfin le passage de l'état de travailleur à la fonction d'entrepreneur apparaît avec celui qu'on appelle « tâcheron » ou « marchandeur ». Ce dernier accepte en effet d'exécuter une partie d'un travail moyennant un prix convenu, mais il n'est en fait qu'un entrepreneur de main-d'œuvre puisqu'il cherche des ouvriers qui accepteront ses conditions et lui permettront de garder un certain bénéfice. Le véritable entrepreneur est le responsable de l'ensemble de la construction ; il doit avoir des réserves financières assez considérables car il fournit les matériaux et les travailleurs dont les salaires doivent être acquittés régulièrement. La catégorie des entrepreneurs est très variée car il y a des entrepreneurs de réparations ou d'entretien et des entrepreneurs de construction ou de création. Ces derniers se chargent d'élever des immeubles, parfois des quartiers entiers, d'établir une section de route ou de voie ferrée avec ouvrages d'art. Souvent les entrepreneurs sont des hommes d'affaires qui spéculent sur les terrains à bâtir.

Dans ses « Mémoires de Léonard », Martin Nadaud⁸ nous entretient beaucoup des entrepreneurs qu'il a connus ou servis et qu'il estime ou admire parfois. Nombreux sont ceux originaires de la Creuse, partis simples travailleurs ou disposant de quelques ressources pour faciliter leur établissement : « Dans le nombre des ouvriers que la Creuse envoya à Paris sous la Restauration, il se trouva des fils de paysans qui surent se distinguer comme constructeurs et architectes, et dont les noms méritent d'être rappelés au souvenir des hommes de nos jours ». Il cite Duphot, « vrai type creusois, fort et robuste..., il avait commencé par être un laborieux et intelligent ouvrier maçon. Comment s'y prit-il pour acquérir de si vastes terrains et gagner la confiance des banquiers et des architectes ? Nous l'ignorons ; mais on avouera bien qu'il lui fallut une présence d'esprit peu commune en même temps que beaucoup d'activité et d'intelligence. Duphot commença des rangées de maisons dans le bas des Champs-Élysées, la rue de Rivoli, la rue du Mont-Thabor, la rue Castiglione, la place Beauvau, la rue de Miromesnil ». Cet ancien ouvrier migrant habite alors une belle maison en plein centre de Paris (angle rue Royale et boulevard de la Madeleine) et son activité est telle qu'il établit comme entrepreneurs ses trois neveux (Georges Duphot, Dégrange, Delavallade) ; c'est donc une grande famille d'entrepreneurs-spéculateurs. Mais le passage de la classe laborieuse à la classe capitaliste ne fait pas oublier l'origine et Duphot paie toujours mieux ses ouvriers compatriotes que les autres entrepreneurs (25 à 50 centimes de plus par jour) ; aussi a-t-il les meilleurs travailleurs et les plus attachés. Nadaud cite encore Labouré, aussi ancien ouvrier creusois, un des entrepreneurs du Louvre ; Pierre Riffaud, ayant la meilleure réputation ; Lefaure, maçon creusois devenu l'entrepreneur

chargé de la transformation du quartier Saint-Georges et dont le fils sera député de la Creuse (1838-1881). D'autres Creusoïses, ces « parvenus de la truelle », se font encore connaître comme actifs et riches entrepreneurs : Puteaux qui a donné son nom vers 1840 à une rue du quartier des Batignolles où il a élevé beaucoup d'immeubles, Mazet qui après fortune faite à Paris dans l'entreprise du bâtiment revient dans la Creuse et développe l'élevage du mouton. Nadaud parle de ces maçons qui ont réussi avec une très grande fierté.

Mais pour quelques migrants qui ont fait une ascension sociale remarquable, combien ont abouti à une faillite dès leur première tentative ? Les dossiers de faillites des Archives de la Seine⁹ permettent d'avoir des exemples et de relever les causes d'insuccès : mauvaise organisation du crédit, difficultés dues aux modes de règlement des travaux du bâtiment, crise économique, intense spéculation sur la construction durant certaines périodes (ainsi, au temps d'Haussmann), manque d'expérience des entrepreneurs, etc...

Il faut pourtant noter que les travailleurs migrants limousins qui tentent ce passage progressif dans l'entreprise, le font avec prudence et souvent avec l'appui et l'expérience de compatriotes. Presque toujours ils transforment leurs migrations saisonnières ou pluriannuelles en migration de longue durée (viagères, définitives) car les affaires demandent une surveillance continue et une activité sans relâche.

L'exemple de l'entrepreneur creusoïse Blavy (1841-1927)¹⁰ montre que le succès est peut-être plus facile en province si le migrant sait profiter de circonstances favorables. Parti à 13 ans (1854) pour Lyon, il fait six campagnes comme maçon, période où il connaît bien le métier avant de se lancer dans l'entreprise. Dès 1861, il choisit une région favorable pour travailler à son compte : la région d'Arcachon, après l'établissement du chemin de fer, voit se multiplier les villas. Il obtient très vite la confiance, l'estime et constitue des équipes de migrants maçons très recherchées. Plus de 500 maisons sont ainsi élevées à Arcachon. Il fait la connaissance du financier et philanthrope Osiris (1828-1907) qui lui confie la restauration du château de la Malmaison et le pousse dans les entreprises des chemins de fer. En une quinzaine d'années (1880-1895), Blavy construit de nombreuses gares : Arcachon, Bordeaux, Hendaye, gares de petites stations (entre Tulle et Eygurande, entre Firminy et Annonay, entre Siorac et Gazoules, entre Saint-Flour et Saint-Chély). Il construit les hospices civils du Mans, la faculté des sciences de Rennes, le lycée de Dijon, des casernes à Eprenay, Verdun et Nancy, des casinos à Royan, Biarritz et Arcachon, des écoles, des égouts urbains, des ponts et viaducs, etc... Là aussi, l'entrepreneur lance dans les affaires de construction plusieurs membres de sa famille et ces relations familiales permettent d'assurer plus de continuité dans les entreprises. Finalement, l'ancien migrant maçon se retire dans la Creuse, à Bouffanges. La migration saisonnière du début s'est transformée en migration viagère.

Un autre exemple de réussite exceptionnelle et d'ascension sociale est celui d'un migrant de Saint-Pardoux (canton de Crocq, Creuse)¹¹. Il s'agit d'un travailleur parti de sa commune en 1890 pour être employé sur les chantiers de construction de chemin de fer (Charente, puis Rhône). Il devient assez rapidement chef de chantier à Neussargues (Cantal) puis à Tulle. Enfin

il organise une entreprise spécialisée dans les travaux de lignes ferroviaires (Saint-Etienne, Chalons-sur-Marne, Villeurbanne). Il finit par se fixer à Villeurbanne en 1921 et emploie 1.500 ouvriers répartis sur les chantiers des lignes de la compagnie P.L.M. Il devient même administrateur du Syndicat des entrepreneurs des travaux publics du P.L.M.

Comment expliquer cette ascension sociale qui paraît plus facile aux migrants creusois qu'au simple maçon sédentaire de régions aisées ? Le travailleur limousin du bâtiment a pour lui plusieurs facteurs favorables : non seulement il connaît bien les techniques du métier mais aussi les pratiques régionales de construction, du fait de ses nombreux déplacements ; il lui est plus facile de constituer des équipes d'ouvriers expérimentés puisqu'il appartient à une région de recrutement intense ; il n'hésite pas à se porter sur n'importe quel marché de la construction puisqu'il a l'habitude des migrations et qu'il n'est pas attaché à un secteur géographique ; une sorte de solidarité joue entre les travailleurs creusois dans les moments de difficulté. Appartenant aux populations du Massif Central qui ont le sens des affaires, l'artisan migrant limousin a su réunir ses qualités de technicien de l'industrie du bâtiment aux habitudes de marchandage et à l'esprit d'entreprise. Le maçon creusois sérieux et ambitieux suivra une filière devenue classique : s'il est parvenu à être chef de chantier, il lui est facile de repérer les bons ouvriers et de les entraîner dans l'entreprise qu'il cherche à organiser ; il arrive même qu'il prenne une partie de la clientèle de l'entreprise qui l'a d'abord occupé.

Toutes les régions françaises de recrutement des travailleurs migrants du bâtiment ont-elles donné également des entrepreneurs ? Il semble bien que la réussite soit plus fréquente en Limousin ou en Savoie (nous l'avons vu pour les migrants du Faucigny qui ont construit Genève et qui ont réussi à constituer une classe d'entrepreneurs dans la ville de Calvin) que dans l'Ouest de la France, Normandie et surtout Bretagne qui a commencé trop tardivement les migrations temporaires des grands travaux.

En Savoie, les anciens migrants maçons devenus entrepreneurs ne se contentent pas des activités de la construction et des grands travaux ; ils élargissent souvent leur horizon et s'intéressent aux autres domaines industriels. L'exemple de Perret¹² est assez caractéristique ; parti de Samoëns (chef-lieu du canton de Haute-Savoie), il se lance dans la grande entreprise pendant la période napoléonienne. Il réalise une belle fortune, particulièrement dans les travaux du Canal de Saint-Quentin pour lesquels il emploie des migrants savoyards du bâtiment. Mais aussi, par la suite, il s'intéresse aux houillères de Blanzy (Saône-et-Loire) dont il devient propriétaire et attire là aussi des migrants savoyards maçons et charpentiers pour aider à construire le centre industriel. Jusque vers 1880, moment où se fait dangereusement sentir la concurrence des migrants italiens du bâtiment, les maçons savoyards de la région de Samoëns peuvent espérer faire une ascension sociale que les anciens migrants savoyards ont bien préparée. En effet, les entrepreneurs établis hors de la Savoie entretiennent à Samoëns une fondation spéciale qui a pour but le fonctionnement d'une « école de maçons » ; durant deux mois d'hiver, on cherche à développer les qualités professionnelles et à élargir les connaissances qui permettront une élévation sociale (cours de dessin et de coupe)¹³. Aussi, ne faut-il pas être surpris de

trouver à Genève de nombreux entrepreneurs originaires de Savoie et parvenus à une situation cossue. D'autres migrants du bâtiment ouvrent d'importantes carrières pour les matériaux de construction (Villebois dans l'Ain ; Monnetier en Haute-Savoie, près du Salève et de Genève).

Plus rares sont les travailleurs de l'Ouest ayant fait une ascension sociale. On trouve pourtant des exemples dans la banlieue parisienne sous le Second Empire. En 1860 ¹⁴, le Conseil municipal d'Aubervilliers (majorité de propriétaires et d'industriels : 14 sur 20 membres) a un entrepreneur du bâtiment d'origine normande (un nommé Trouet, 41 ans, né dans le Calvados) ; avec ses 2.000 francs de revenu annuel, c'est le moins aisé des vingt membres du Conseil municipal.

Les listes nominatives de recensement de 1872 et de 1876, lorsqu'elles ont été bien établies et conservées, permettent parfois de constater l'importance des petits entrepreneurs originaires des régions de migrants temporaires. Ainsi en 1872, à Melun ¹⁵, deux exemples sont à retenir. Un entrepreneur de pavage, Moreau âgé de 59 ans, est établi dans le quartier Saint-Etienne, 7 rue Notre-Dame ; il est originaire du Limousin (né dans la Creuse) ainsi que sa famille (femme de 53 ans née en Haute-Vienne, ainsi que sa fille âgée de 21 ans). Le second exemple est celui d'un entrepreneur de terrassement : Juillard Annet, 45 ans, habite dans le quartier du Palais de Justice (56, rue du Palais de Justice) ; il est originaire de l'Auvergne (né dans le Puy-de-Dôme) et toute sa famille vient de cette province (sa femme 36 ans, ses deux enfants 13 et 10 ans, deux ouvriers célibataires et parents, tous sont nés dans le Puy-de-Dôme). On constate que la grande spécialité de chaque province a conduit la famille migrante à un établissement. Mais on ne peut savoir quel type de migration a été choisi (sans doute migration pluriannuelle ou migration viagère). Pour le second cas, l'emploi d'ouvriers migrants appartenant à la même famille montre non seulement une solidarité (qui existait déjà dans la migration saisonnière), mais comment le petit entrepreneur entretient son recrutement de main-d'œuvre en faisant appel aux réserves de travailleurs du pays d'origine. Sans doute, ces petites entreprises emploient d'autres travailleurs qui n'habitent pas avec l'employeur, mais les listes de recensement d'alors ne permettent pas de préciser ce point. Quatre ans après ce recensement de 1872, lors de l'opération de 1876, on ne constate plus la présence du premier entrepreneur (de pavage) à Melun ; il est vrai qu'il est âgé de plus de 60 ans. Par contre, le second entrepreneur (de terrassement) continue son activité avec sa famille, ce qui prouve une certaine stabilisation de la migration (nous le retrouvons dans le même quartier du Palais de Justice, mais 6 rue de Bourgogne).

Les divers exemples que nous avons cités montrent que le passage de l'état de travailleur migrant simple salarié à la situation indépendante d'entrepreneur est très variable selon les régions de départ et les pays d'accueil. Mais aussi, il faut tenir compte du niveau de l'entreprise. Si un certain nombre de migrants du bâtiment et des grands travaux parviennent à faire ce passage et à devenir petits entrepreneurs avec des fonds et une activité limitée, rares sont ceux qui peuvent être considérés comme de grands entrepreneurs. Une véritable hiérarchie apparaît dans l'ascension sociale qui s'opère à partir des chantiers. Au cours du XIXe siècle, les contrastes s'accroissent entre le petit entrepreneur qui occupe quelques ouvriers et les

grandes dynasties familiales dont parle Martin Nadaud et qui font travailler des centaines de travailleurs dirigés et surveillés par de nombreux intermédiaires responsables. Le phénomène de sélection durant la migration temporaire que l'on constate nettement dans les milieux limousin, auvergnat ou savoyard, nous le retrouvons au début du XXe siècle dans la colonie italienne, surtout piémontaise, qui tend à dominer dans les industries de la construction et des grands travaux : même recherche de l'ascension sociale et de l'indépendance, même manière d'agir pour trouver des fonds à partir d'économies accumulées, même recrutement des travailleurs parmi les compatriotes pour former l'entreprise la plus élémentaire.

NOTES - TROISIEME PARTIE - Chapitre III

I - LES MIGRATIONS DU BATIMENT ET DES GRANDS TRAVAUX PUBLICS

30) Au début du XXe siècle, migration de longue durée avec déplacement familial et évolution sociale variée sont des caractères marqués de la main-d'œuvre des industries de la construction.

1 A. LEGOYT (131), p. 93.

2 A.D. Seine-et-Marne : 10 M. 235 (recensement de 1872 : liste nominative de la ville de Melun).

3 L. BONNET (199) et A. CHATELAIN (209).

4 ARDOUIN-DUMAZET (19), citation p. 224-226.

5 Statistique Générale de la France : *Résultats... recensement 1911*, tome I, 4^o partie p. 88-91 et 102-105.

6 Henry CLEMENT (733), p. 286 (1886).

7 L. et M. BONNEFF (36), p. 66 et 297.

8 NADAUD (801), p. 110-114.

9 Cf. Michel FLEURY : *L'intérêt du fonds des faillites aux archives de la Seine comme source des études sur la mobilité sociale au XIXe siècle* (Bull. Soc. d'Hist. Moderne, janv.-Févr. 1955, p. 10-14).

10 BUSSIERE et PAUFIQUE (727), p. 187.

11 A. MERLIER (794), p. 233-234.

12 F. MIQUET : *Recherches sur les familles des émigrants savoyards fixés en France avant 1860* (Rev. Savoisienne, 1909-1910), p. 107-108 de 1910.

13 R. BLANCHARD (545), p. 87 du tome I.

14 A.D. de la Seine : DM. 5 (Liste du Conseil municipal d'Aubervilliers en 1860).

15 A.D. de Seine-et-Marne : 10 M. 235 (Liste nominative du recensement de 1872 pour la ville de Melun), id^o pour le recensement de 1876.

CONCLUSION : Au XX^e siècle, comme au XIX^e siècle, les migrations temporaires tiennent encore une place essentielle pour maintenir les activités des industries de la construction et des grands travaux.

L'analyse que nous venons de faire permet de dégager des faits essentiels sur les problèmes de main-d'œuvre recrutée pour construire les villes, les routes, les chemins de fer, pour exécuter les multiples travaux intéressant non seulement l'économie française, mais aussi la protection du territoire (défense contre les dangers naturels, défense militaire). Cette main-d'œuvre a été presque essentiellement rurale. Mais les travailleurs des campagnes n'ont apporté généralement leur aide que saisonnièrement ou périodiquement. C'est seulement tardivement que des catégories de ruraux ont consacré tout leur temps à cette activité de la construction et des grands travaux. Aussi les migrations temporaires sous toutes leurs formes interviennent constamment dans la formation des équipes de chantiers. Bien peu d'industries ont vécu de cette manière en comptant sur l'arrivée périodique de travailleurs sortis des villages et des bourgs. Cela s'explique en grande partie par le rythme saisonnier de la construction, par la nécessité d'employer une masse de grosse main-d'œuvre dont la principale qualité est la force physique, par le caractère encore très artisanal de l'activité des chantiers malgré la concentration de milliers de travailleurs en un même lieu. On a remarqué que la société rurale a fourni l'essentiel des armées françaises du XIX^e siècle. C'est vrai aussi de l'armée d'ouvriers rassemblés sur les multiples chantiers de construction urbaine ou de grands travaux. Le rural peut facilement devenir fantassin, mais aussi terrassier, manœuvre, aide-maçon et assez rapidement ouvrier semi-spécialisé du bâtiment et des travaux publics.

Or, toutes les régions rurales françaises ne sont pas également portées à satisfaire aux demandes de recrutement. Deux grandes régions (le Massif Central et l'Ouest armoricain) ont successivement été les réserves de main-d'œuvre dans lesquelles on a puisé pour répondre aux offres des entrepreneurs. Le Massif Central a été de beaucoup le principal pourvoyeur de tailleurs de pierre et de maçons limousins, de terrassiers auvergnats. L'Ouest armoricain, plus secondairement ou plus tardivement, a donné aussi des tailleurs de pierre et des maçons bas-normands, des terrassiers bretons. Malgré ces apports et ceux des autres régions françaises, on sent une insuffisance dès le début du XIX^e siècle, puis de plus en plus une véritable pénurie vers la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. La main-d'œuvre française doit être complétée par des contingents d'étrangers : Italiens, Suisses, Allemands, Belges sont venus, saisonnièrement ou périodiquement travailler sur les chantiers français. Là encore la comparaison avec l'armée vient à l'esprit ; les mercenaires étrangers ont tenu leur place dans les troupes françaises, les ouvriers étrangers d'origine rurale finiront par avoir une grande importance dans les chantiers de construction. Par delà les frontières, les mêmes caractères se retrouvent.

II - LES TRANSFORMATIONS PROGRESSIVES DES MIGRATIONS TEMPORAIRES DE L'ARTISANAT, DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES SERVICES.

Au cours de notre analyse, nous avons constaté que des migrations temporaires anciennes, largement développées avant le XIXe siècle, ont réussi à se maintenir encore très vivaces au cours du XIXe siècle et au début du XXe siècle. On peut opposer ainsi les déplacements de vendanges qui subsistent aux migrations de moissons qui se sont éteintes. Mais l'agriculture n'est pas la seule activité à suivre ces différences d'évolution. Les autres domaines économiques, qui connaissaient aussi des migrations temporaires variées, ont dû s'adapter aux conditions nouvelles. Des migrations anciennes ont fini par disparaître dans l'artisanat, le petit commerce et les divers services, tandis que d'autres continuaient une vie normale. Au cours du XIXe siècle, les campagnes françaises verront de plus en plus rarement le passage du ramoneur ou du colporteur, mais attendront avec curiosité la venue régulière du marchand-voiturier de toiles et de nouveautés. Les grandes villes assisteront à la disparition progressive des porteurs d'eau, des décrotteurs, des commissionnaires, des chaudronniers, mais apprécieront toujours les services rendus par l'aiguiseur, le marchand de charbon ou « bougnat », le marchand des quatre saisons, tous encore migrants temporaires. Certes de nombreux ruraux habitués aux déplacements saisonniers ont dû transformer leurs migrations anciennes pour maintenir leur activité ou pour profiter des nouveaux métiers. C'est cette évolution très lente qu'il nous faut suivre maintenant. Le passage de la migration saisonnière traditionnelle aux migrations de plus longue durée (pluriannuelles ou viagères) est un phénomène parfois difficile à saisir, faute de documents précis. Mais il s'est opéré au cours de la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe siècle.

Sans doute, dans cette évolution la migration saisonnière court des dangers car la ville risque d'absorber définitivement les ruraux qui trouvent de bonnes raisons pour ne plus revenir au village ou au bourg rural d'origine. C'est une sorte de lutte qui se trouve engagée ; la migration définitive dans la ville ou dans les zones industrielles urbanisées peut l'emporter sur les migrations temporaires. Dans cette période d'exode rural intense, les déplacements temporaires très affaiblis peuvent cependant encore freiner les départs définitifs. La migration saisonnière, auparavant moyen le plus sûr pour subsister au village devient alors inefficace. Les migrations pluriannuelles ou viagères, par un allongement de la migration saisonnière traditionnelle, permettent souvent de mieux freiner les départs définitifs. Mais déjà au XIXe siècle on envisage un remède nouveau au mal de l'exode rural : les migrations de courte durée, quotidiennes et surtout hebdomadaires, paraissent à certains un moyen de retenir plus sûrement la population jeune au village ou au bourg. Il s'agit alors d'organiser des déplacements limités pour mieux profiter des nouvelles entreprises industrielles ou commerciales qui ne peuvent se contenter des migrations saisonnières du passé.

10) LES MIGRANTS TEMPORAIRES ARTISANS OU PETITS COMMERÇANTS TENDENT DE PLUS EN PLUS A SE FIXER, PARTICULIEREMENT DANS LES VILLES, SANS ABANDONNER COMPLETEMENT LES DEPLACEMENTS PERIODIQUES.

Nous avons vu, en étudiant les migrants artisans et les migrants marchands, qu'il est souvent difficile de séparer l'activité artisanale de l'activité mercantile, car le migrant est presque toujours bi-valent : il fabrique ou répare, mais aussi, il vend pour remplacer les objets anciens et usagés et il vend des articles nouveaux pour profiter de l'attrait qu'ont les objets encore inconnus de la clientèle. Dans l'évolution des migrations temporaires vers une semi-fixation dans le milieu urbain, artisans et marchands suivent la même ligne de conduite. Ils ont hérité des parents ou des amis qui les ont formés au cours des nombreux déplacements, une expérience qu'ils ont enrichie eux-mêmes. Ils finissent par bien connaître certaines régions et certains milieux sociaux. Ils peuvent donc choisir la ville, le bourg actif où ils feront l'acquisition d'une boutique ou d'un magasin selon leurs économies et à partir de ce centre d'affaires, ils continueront à pratiquer de courtes migrations alentour, dans un secteur géographique limité. Cette semi-fixation des migrants repose sur de nombreux facteurs de réussite, puisque ces actifs et habiles ruraux d'origine réunissent de multiples possibilités de profits. Ils continuent non seulement à être à la fois artisans de réparation (quelquefois aussi de création) et vendeurs d'articles neufs, mais aussi ils ont boutique-atelier fixé dans un centre attractif et ils profitent toujours des avantages des migrations puisqu'ils font des tournées périodiques alentour. Les clients viennent à eux dans leur boutique et ils vont à la recherche des clients dans leurs déplacements fréquents mais limités. C'est toute une organisation de l'activité familiale à mettre au point pour tirer des bénéfices de l'artisanat, du commerce, du magasin fixe et des tournées ambulantes. Dans cet élargissement des activités, les Auvergnats sont passés maîtres, mais d'autres migrants traditionnels emploient les mêmes méthodes ; Pyrénéens ariégeois et de la Haute-Garonne, Alpains dauphinois ont souvent aussi fort bien réussi. Malgré la fixation apparente dans un centre d'affaires, la plupart de ces migrants n'oublent pas le village et beaucoup y reviennent terminer leurs jours. La migration pluri-annuelle ou viagère oblige à céder boutique-atelier et voiture à des parents, à des associés ou à des amis. Mais généralement les mêmes méthodes artisanales et commerciales continuent.

Dans ce passage de la migration traditionnelle à la migration de semi-fixation, il convient de bien distinguer deux nuances. Le comportement n'est pas le même dans la grande ville comme Paris et dans une petite ville de province. Si l'artisanat et le petit commerce apparaissent dans les deux cas, la continuation des migrations périodiques ou tournées est plus fréquente dans les petites agglomérations que dans les grandes.

A) Les types parisiens de migrants artisans-commerçants de fixation incertaine.

Nous avons vu qu'au XVIII^e siècle déjà, la ville et surtout Paris attire le migrant artisan, commerçant ou de service. Au XIX^e siècle, l'attrait de la capitale ne cesse de grandir, mais le rural provincial venu à Paris doit s'adapter

aux conditions nouvelles, changer parfois d'activité et transformer la forme de sa migration temporaire. Il est impossible de retenir tous les types de migrants temporaires qui ont dû évoluer. L'analyse de quelques uns permettra de mieux saisir les transformations.

a) L'exemple du porteur d'eau auvergnat devenu marchand de vin - charbonnier (le bougnat) ou marchand de vin - cordonnier.

Le migrant temporaire porteur d'eau à Paris que nous avons vu dans ses activités quotidiennes au XVIII^e siècle ne change guère d'aspect et de vie dans les premières décennies du XIX^e siècle, jusqu'au moment de l'installation des conduites d'eau dans les étages des immeubles, opération qui a lieu particulièrement sous le Second Empire. Ce porteur d'eau est surtout auvergnat, mais il y a aussi d'autres origines provinciales puisque certains viennent de la Mayenne ou de l'Yonne¹. La multiplication des fontaines à Paris a simplifié le travail du porteur d'eau. Mais avant même de voir l'emploi menacé par la distribution par canalisation, le migrant auvergnat a su ajouter une seconde activité qui deviendra vite une activité de remplacement : la vente et la livraison du charbon de terre qui est préféré de plus en plus au bois de chauffage dans la première moitié du XIX^e siècle. Cependant, si l'on en croit le publiciste La Bédollière², décrivant les porteurs d'eau vers 1842, les conditions de travail et de vie sont loin d'être bonnes pour beaucoup. Il précise que des femmes de porteurs d'eau sont « charbonnières ». Mais la migration continue à être temporaire : « Toujours préoccupés du souvenir de leurs montagnes, les porteurs d'eau y retournent le plus promptement possible. Souvent, l'impatience de revoir leur clocher les détermine à vendre leur fonds, sauf à en racheter ou créer un autre au retour. Ainsi, avant leur retraite définitive, qu'ils opèrent vers 50 ans, ils font plusieurs voyages au pays, y placent leurs capitaux en biens immobiliers... ». Et ce même observateur d'ajouter les dangers qui menacent les migrants temporaires auvergnats : « Qui croirait que cette industrie, si indispensable en apparence à Paris, peut ne pas tarder à disparaître ? Déjà, depuis plusieurs années, des administrations organisées pour la vente de l'eau clarifiée, chaude ou froide, font une concurrence aux monopoleurs auvergnats. On parle de distribuer, comme à Londres, au moyen de tuyaux, de l'eau dans toutes les maisons et à tous les étages. O porteurs d'eau ! en traçant votre portrait, aurions-nous donc écrit votre oraison funèbre ? »

Le passage de la condition de porteur d'eau à celle de marchand de vin-charbonnier apparaît assez nettement sous le Second Empire. Mais rares ont été les observateurs de l'époque qui ont su saisir tous les détails et toutes les nuances de cette évolution. Vers 1859, d'après Barberet³ chef de bureau au Ministère de l'Intérieur, le porteur d'eau auvergnat moyen (celui qu'on appelle « porteur au tonneau à bricolage » et qui pousse une voiture à bras ; au-dessus de lui est le porteur avec cheval, au-dessous se place le porteur à la sangle) peut gagner un bon salaire quotidien de 6 F, et mettre de côté 4 F. Or, si avant le milieu du XIX^e siècle, il pensait d'abord à rapporter dans sa province toutes ses économies, son comportement a changé. Devant l'évolution de la distribution d'eau et les dangers courus, il utilise maintenant ses premières économies à acheter ou à monter une boutique pour la vente du

bois et du charbon. Il montera encore les étages, mais le produit a changé ; il mise sur une consommation durable et accrue du charbon. La mutation professionnelle a parfois été difficile pour certains migrants. Un disciple de Le Play nous le fait sentir à la suite d'une enquête qui a lieu aussi vers 1858⁴. Le porteur d'eau cherche à utiliser les moments de liberté laissés par son emploi pour trouver des ressources complémentaires dans les travaux accessoires. Il devient provisoirement portefaix, commissionnaire, déménageur, scieur de bois, frotteur d'appartements. Il trouve facilement une clientèle et fait concurrence aux Savoyards. Ses relations sont nombreuses dans les immeubles où il transporte l'eau et il connaît plus particulièrement la domesticité qui peut l'introduire chez les bourgeois où l'on connaît sa force physique et son endurance. Dès qu'il a réussi à s'installer dans une boutique, il organise son « chantier » pour accroître ses gains. Très souvent le problème du mariage se pose alors, s'il ne s'est pas marié auparavant. Il peut facilement épouser une servante de maison bourgeoise car il en connaît un très grand nombre à la suite de ses montées d'eau ou de charbon dans les étages. Il préfère généralement suivre la tradition : épouser une « payse », qu'il est allé chercher en Auvergne lors d'un séjour. Il connaît les qualités de travail, de calcul et d'économie de ses compatriotes et pour lui, cela est indispensable afin de bien gérer le nouveau commerce qu'il entreprend. Ce mariage contribuera aussi à maintenir, par un ménage purement auvergnat, des traditions provinciales très fortes. E. Avalu, disciple de Le Play, que nous citons plus haut, insiste sur ce comportement qui n'a pas été modifié par le changement d'activité : « Contrairement à d'autres classes d'émigrants, ils ne prennent guère les mœurs des ouvriers de la capitale, et conservent au milieu d'eux une physionomie tout à fait distincte ; leurs relations se bornent à quelques parents et compatriotes. Leur défaut d'instruction, leurs goûts simples, les mœurs fermes qu'ils ont acquises au pays natal paraissent être les causes de l'isolement dans lequel ils se maintiennent volontiers ».

Une fois acquise la boutique (ou le fonds) qui permettra de passer de l'activité de service à une activité beaucoup plus commerciale, quel est le comportement du ménage migrant auvergnat ? Au départ, la vente et la livraison du bois et du charbon sont pour l'homme les occupations essentielles. Mais très vite il y ajoute le débit de vin car les commandes de combustibles sont l'occasion pour les clients de consommer des boissons. Non seulement le charbonnier ou « bougnat » (Charbournat en auvergnat) est en même temps un marchand de vin, mais sa femme peut aussi créer et développer d'autres activités : vente de fruits et de « produits d'Auvergne » (beurre, fromages, œufs et charcuterie). La boutique est alors divisée en deux parties distinctes : le débit de boissons et une annexe (en communication directe) pour les autres commerces. On voit là une évolution très ingénieuse pour profiter de plusieurs types de trafics ; cette polyvalence de l'activité mercantile permet à l'homme comme à la femme d'exercer leurs qualités propres. L'homme, porteur d'eau puis porteur de charbon peut profiter de ses forces physiques. La femme sait développer ses aptitudes commerciales ; il arrive même qu'elle ajoute un restaurant, un petit garni en se faisant aider par des servantes recrutées en Auvergne. Ainsi, l'ancien migrant de service est devenu un ménage d'artisans-commerçants maintenant beaucoup plus attaché

à la ville par de forts liens d'intérêts. Barberet ⁵, en 1889, a une sorte d'admiration pour cette habileté auvergnate : « Ils parviennent presque tous, par leur activité et leur esprit commercial, à réaliser des économies où d'autres mangeraient de l'argent ». Pourtant des échecs sont parfois signalés ⁶. Tel cet Auvergnat appartenant à une famille pauvre chargée de dettes qui exerce à Paris, avant le service militaire, l'activité de porteur d'eau ; au retour du service militaire il se marie au pays et entraîne sa femme à Paris où le jeune ménage fait l'acquisition prématurée d'un fonds de commerce de charbon. C'est l'échec car on ne peut rembourser les dettes et payer les charges. L'homme devient journalier au port à charbon puis reprend l'emploi de porteur d'eau laissé par son frère, tandis que la femme fait des ménages. Nous sommes alors en 1853, moment d'une rude concurrence. Le jeune couple de migrants temporaires peut repartir de zéro et mieux réussir en se libérant des dettes anciennes.

D'une manière générale, l'évolution du milieu social des porteurs d'eau auvergnats a été très favorable aux migrants. Ils ont gagné plus d'argent dans la nouvelle activité polyvalente que dans l'ancien service urbain. Ils ont passé de la condition ouvrière à la classe moyenne de la petite bourgeoisie des commerçants détaillants. Cette évolution a même précipité la disparition de la catégorie des porteurs d'eau. Beaucoup de jeunes migrants auvergnats ont voulu devenir « bougnats-marchands de vin » rapidement et ont déserté l'ancienne activité des porteurs d'eau. Barberet montre la décadence précipitée de 1879 à 1889. « Il y a dix ans, on comptait encore dans Paris 1.172 tonneaux de porteurs d'eau. Ce nombre est allé en diminuant d'année en année, et aujourd'hui ce matériel, qui a servi à faire la fortune de bon nombre d'Auvergnats, ne comprend plus guère qu'une centaine de tonneaux... Il en est resté cependant un certain nombre qui exercent leur profession dans les quartiers excentriques et dans quelques vieilles maisons du Marais, où l'eau ne va pas encore à domicile » ⁷.

Le succès des « bougnats » a été tel vers la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle que la migration a fait boule de neige. Ce ne sont pas seulement les originaires de l'ancienne Auvergne, descendants des traditionnels porteurs d'eau, qui sont attirés par les boutiques des marchands de vin-charbonniers. Des provinces, voisines de l'Auvergne, envoient désormais leurs contingents de migrants temporaires : Limousin, Bourbonnais, Rouergue, Haut-Languedoc. Au débit de vin sont annexées de nouvelles activités. Le marchand de charbon est parfois remplacé par le cordonnier. Des migrantes se spécialisent uniquement dans la vente au détail des « produits d'Auvergne ». Lors du recensement de 1911, on peut mesurer l'importance des « Auvergnats » (au sens très large) dans certains commerces du département de la Seine ⁸.

Dans la catégorie « débitant, restaurateur, hôtelier », les premières places sont tenues par les départements du Massif Central : 6.164 originaires de l'Aveyron (dont 5.279 à Paris), 3.320 (2.905 à Paris) du Cantal, 1.509 (1.294) de la Corrèze, 1.173 (1071) de la Lozère, 697 (563) du Puy-de-Dôme, 538 (440) de la Creuse, 529 (460) de l'Allier, 430 (366) de la Haute-Vienne, 335 (288) de la Haute-Loire. Ces neuf départements (soit le dixième des départements français) ont 35 % (14.695 sur 41.876) des tenanciers de la

Seine. Seuls les originaires de la Savoie font une faible concurrence : 1.532 (1.391) de Savoie et 965 (896) de Haute-Savoie. Ceux de Bourgogne et du Nivernais, qui ont commencé souvent comme garçons de café, constituent un contingent assez peu redoutable : 3.209 (dont 2.657 à Paris) ; Yonne : 941 (764), Nièvre : 919 (747), Saône-et-Loire : 790 (664) et Côte-d'Or : 559 (482).

Ainsi, le marchand de vin « bougnat auvergnat » est devenu un personnage très caractéristique parmi les migrants de l'agglomération parisienne de la seconde moitié du XIX^e siècle et du début du XX^e. Il est en contact avec le bourgeois à qui il livre du charbon et il reçoit dans sa boutique les nombreux migrants travailleurs dont beaucoup sont célibataires ou mariés et vivant loin de leur famille. Le « bougnat assure une véritable liaison entre les classes sociales et procure un lieu de refuge et d'hébergement, non seulement aux migrants venus du Massif Central, mais à d'autres, originaires des régions françaises les plus diverses ⁹.

Si l'on en croit Barberet, vers 1890 ¹⁰, l'Auvergnat charbonnier et marchand de vin a quelques difficultés dans son activité multiple, mais il sait profiter des circonstances les plus favorables. Il redoute à la fois le marchand de charbon en gros et le débitant de vin et de boissons s'occupant uniquement de cette vente au détail. Le premier cherche à vendre le charbon au détail et en gros. Le second, par l'action du syndicat professionnel, se plaint de la concurrence du « bougnat ». Barberet rapporte dans ses propos la raison qui aurait conduit le charbonnier à ajouter à son commerce la vente du vin (mais cette cause est-elle certaine ?) : « Il paraît que certains marchands de charbons en gros se sont mis à vendre au détail, et que les détaillants pour se compenser de la perte que cette pratique leur causait, ont ajouté une corde à leur arc : la vente du vin, et cette greffe sur leur commerce naturel a si bien poussé que maintenant, dit le « Bulletin commercial des débitants de boissons », « la valeur d'un fonds de marchand de charbons se juge absolument et exclusivement d'après le nombre des pièces de vin qu'il vend ». Ainsi, dans l'activité du migrant auvergnat, la vente du charbon est devenue un élément secondaire et le débit de vin prend la première place. L'homme de peine tend à disparaître derrière le petit commerçant détaillant. Mais l'habileté du bougnat apparaît nettement lorsqu'il s'agit de lutter contre les marchands de boissons, détaillants spécialisés ; il faut persuader le consommateur que le vin du bougnat a une origine plus sûre que celle des détaillants spécialisés. C'est encore Barberet qui nous renseigne dans ce domaine : « Quel est le motif du succès des charbonniers auprès des consommateurs ? C'est celui-ci, dit le rédacteur du « Bulletin commercial des débitants de boissons » : « Le public croit que les charbonniers achètent directement leurs vins aux propriétaires de vignes, et il quitte, pour la vente à emporter, les marchands de vin, parce qu'ils sont censés aller acheter à Bercy aux marchands de gros ».

L'évolution très lente qui fait passer le migrant temporaire auvergnat par trois activités successives et parfois simultanées (porteur d'eau, porteur et marchand de charbon, marchand de vin et restaurateur-logeur) s'accomplit au cours du XIX^e siècle. Cette évolution paraît dans la logique du caractère auvergnat : on commence souvent par un travail de force ou artisanal et l'on aboutit à une activité commerciale permettant de mettre à profit les qualités

auvergnates. Mais à côté de ces activités essentielles, il y a parfois des activités d'appoint, pour accroître les économies ou pour sortir d'une situation difficile. Tel « bougnat » se fera, le soir, allumeur de réverbère. Lorsque les forces physiques faiblissent, vers la cinquantaine et avant de regagner définitivement le village d'origine (surtout de l'Aubrac et de la Planèze de Saint-Flour), le « bougnat » abandonne la vente des combustibles et s'en tient à des activités moins pénibles : commerce de vins et liqueurs, cafés, boutique pour la vente de produits d'Auvergne (salaisons, fromages, etc...), hôtels meublés, etc...¹¹. Mais l'esprit d'entreprise et la solidarité entre migrants conduisent à des activités nouvelles et parfois complexes. De nombreux syndicats ou associations de « bougnats » et de petits commerçants du Massif Central se constituent pour la défense de leurs intérêts et pour des achats collectifs en évitant des intermédiaires. Certains « bougnats » ne se contentent pas d'exploiter un petit commerce, ils se font acheteurs de bouges qu'ils transforment en cafés ou en restaurants propres et attrayants ; ces établissements sont bientôt revendus avec un bénéfice important dès qu'une clientèle a été constituée. Cette opération, répétée plusieurs fois, permet alors l'achat de restaurants et d'hôtels très importants situés dans les quartiers et sur les voies parisiennes les mieux fréquentés. Il n'est pas rare au XXe siècle de voir d'anciens « bougnats » posséder et gérer de grands établissements des Champs-Élysées, de Montmartre ou de Montparnasse. Beaucoup ne meurent pas à Paris et savent se retirer au village ou au gros bourg du pays d'origine pour profiter des bénéfices accumulés. La migration ancienne s'allonge et devient viagère, mais le relais est assuré par des parents, des amis, des compatriotes qui gèrent ou acquièrent les établissements laissés par les migrants retirés des affaires. Au XXe siècle, les enquêtes montrent que les « bougnats » de type ancien (marchands de vin - charbonniers, - cordonniers, - débitants de salaisons et de fromages d'Auvergne) diminuent en nombre¹². Mais on ne tient pas compte des multiples activités exercées par les « bougnats » de type nouveau (cafés, hôtels, restaurants, marchands de produits d'Auvergne, etc...). L'ascension sociale qui accompagne la migration est un phénomène qui ne peut être oublié lorsqu'on cherche à faire une enquête sur un milieu déterminé. Les « bougnats » disparaissent moins vite qu'on ne l'affirme ; ils se diversifient par leurs activités et le niveau social s'est très fortement relevé depuis le début du XXe siècle.

b) Le migrant auvergnat brocanteur en boutique à Paris, malgré une certaine sédentarisation, conserve les liens avec le pays d'origine.

A propos des migrations temporaires artisanales et commerciales, nous avons noté comment certains ramoneurs auvergnats étaient devenus chiffonniers, ferrailleurs et brocanteurs dans les pays ruraux. Cette activité de ramassage et de vente de déchets et d'objets usagés, pour être vraiment productrice, ne peut rester purement rurale. La meilleure clientèle pour le brocanteur qui veut écouler sa marchandise avec un bénéfice intéressant se trouve dans les villes. Il est donc conduit tôt ou tard à séjourner et même à s'installer dans le milieu urbain. Mais sa situation est très particulière : le ramassage l'oblige à des migrations dans les campagnes et la « revente » en fait un semi-sédentaire ayant boutique pour stocker et présenter les objets de

brocante. Paris devient très vite au XIX^e siècle le lieu d'établissement des brocanteurs auvergnats.

Mais le terme de brocanteur à Paris prend vite un sens particulier, différent du sens donné en province et surtout en Auvergne. En province, le brocanteur est en même temps chineur, chiffonnier, ferrailleur et fait le ramassage de tout ce qui peut être commercialisé. A Paris, certaines opérations de base sont délaissées par les Auvergnats : les chiffonniers-bohèmes qui visitent les voies publiques quotidiennement et vendent chaque soir aux brocanteurs auvergnats les produits de leur ramassage. Ces brocanteurs, qui n'ont pas nécessairement une boutique, sont souvent installés dans les ruelles des quartiers excentriques ; ils possèdent des entrepôts pour trier et stocker. Ainsi, le brocanteur auvergnat est déjà une sorte de grossiste et un commerçant qui ne perd pas son temps au ramassage. Il y a pourtant une exception pour les peaux ; des migrants saisonniers auvergnats viennent l'hiver à Paris pour le ramassage des peaux et retournent chez eux durant la belle saison ¹³.

A Paris, au XIX^e siècle, le brocanteur est donc d'un niveau social plus élevé qu'en province ; c'est un négociant qui se sert d'auxiliaires pour se consacrer lui-même, complètement, au commerce des objets les plus divers : chiffons, vêtements, ferrailles, peaux, vieux ustensiles et vieux meubles, etc... Mais très vite une hiérarchie apparaît ; la « ligne de démarcation est tracée par la fortune » ¹⁴. La possession d'un local, d'un entrepôt, d'une boutique de vente est un élément essentiel pour marquer les divers degrés entre les catégories. L'Auvergnat migrant qui a choisi cette activité et qui commence comme simple journalier pour transporter et trier les objets, cherche à s'élever progressivement dans les fonctions et dans les acquisitions. Le dernier degré à atteindre est celui du brocanteur en boutique : « Parmi les ferrailleurs et fripiers, la seule supériorité est celle de l'argent, et les marchands en boutique occupent le premier rang. La possession des capitaux nécessaires à leur commerce les placent au-dessus des brocanteurs ambulants, dont l'industrie n'exige qu'une mise de fonds insignifiante... C'est au chiffre de la fortune que les brocanteurs mesurent le degré de considération qu'ils s'accordent entre eux ». Telles sont les observations d'enquêteurs en 1860 ¹⁴.

Le fait de posséder un entrepôt, une boutique ou des immeubles, contribue beaucoup à l'allongement de la durée de la migration qui court ainsi le risque de devenir parfois définitive. Le migrant temporaire auvergnat qui choisit l'activité de la brocante a, en effet, deux moyens de placer ses gains : l'achat de terres dans le pays d'origine (c'est l'ancien but de la migration et il n'est pas oublié) et le placement dans la ville d'installation. L'enquête menée en 1860 par Courteille et Gautier sur l'Auvergnat brocanteur en boutique de Paris montre bien ce désir de double placement et marque le changement de mentalité chez le migrant qui ne pense plus uniquement au village natal : « A Paris, il habite sa propre maison (immeuble de cinq étages acheté 45.000 F et où se trouve sa boutique). A Ivry, en banlieue, il a une maison de campagne (achetée 15.000 F) où il se rend à pied le dimanche pour s'occuper de son jardin et de ses arbres fruitiers ; il y a même un locataire... Il a fait une dot de 5.000 F à chacun de ses deux enfants... Quand le brocanteur a ramassé quelque argent, il le convertit en

marchandises ou bien il achète des terres dans son pays ». L'exemple ainsi analysé est celui d'un migrant âgé de 59 ans et originaire du Pouget (Puy-de-Dôme), tandis que sa femme est née à Sauvagnat (Puy-de-Dôme). Tous deux étaient illettrés lorsqu'ils ont quitté leur village ; lui a appris à lire et à écrire à 19 ans. Ce brocanteur appartient à une famille très pauvre de petits cultivateurs chargés d'enfants (huit ; il est le troisième). Ses frères ont été ramoneurs ambulants avec leur père en province avant d'exercer leur activité dans la capitale (en 1813). C'est grâce à un frère aîné qu'il peut gagner Paris, chaque année, pour faire les campagnes de ramonage (Paris et banlieue, d'octobre à mars et le reste de l'année il est domestique, journalier agricole ou gardien de troupeau en Auvergne). A 18 ans, il devient brocanteur ambulant avec un de ses frères. A 22 ans, il travaille pour son propre compte. A 28 ans, il se marie avec une fille de son pays qui est aussi brocanteuse. A 39 ans, il s'installe brocanteur en boutique près du Panthéon, avant de se fixer dans le vrai quartier de la brocante (près du Temple, dans le quartier de Sainte-Avoie, Troisième arrondissement). Par conséquent depuis vingt ans (1860 est le moment de l'enquête), le migrant auvergnat s'est fixé ; il a l'espoir d'aller terminer ses jours en Auvergne. Mais il considère que son travail est moins pénible qu'autrefois et qu'il peut encore le poursuivre : il achète chez les particuliers et aux brocanteurs ambulants, il revend au public et aux marchands en gros qui se chargent d'approvisionner les fabriques et les usines en matières premières, il emploie des journaliers auvergnats pour les travaux manuels et des femmes pour trier et laver les chiffons. La plupart des affaires se traitent chez le marchand de vin, un voisin compatriote. D'ailleurs, les brocanteurs et les marchands de vin constituent un milieu auvergnat très particulier du quartier, avec ses mœurs et sa mentalité.

Ainsi, le migrant brocanteur auvergnat en boutique à Paris peut être considéré comme un ancien migrant saisonnier devenu un migrant viager. Mais dans le terme final de l'évolution, on le voit sédentaire et comme immobilisé dans son quartier d'affaires. Il ne fait plus de migrations de ramassage et laisse le soin de cette opération aux chiffonniers des rues (rarement auvergnats) et aux brocanteurs ambulants (très souvent auvergnats) qui sont déjà des intermédiaires entre les chiffonniers et les brocanteurs en boutique. L'ascension sociale a modifié la migration temporaire. La possession de biens immobiliers dans l'agglomération parisienne est un facteur important pour retenir le migrant dans la capitale.

B) Les types provinciaux de migrants-artisans-commerçants installés dans les villes et les gros bourgs.

Pour les migrants temporaires artisans et commerçants qui tendent à s'installer dans les villes, la situation paraît différente de celle de Paris. Il y a beaucoup plus de méfiance de la part des artisans et commerçants sédentaires qui redoutent la concurrence et les migrants temporaires se sentent plus isolés que dans la capitale ; ils n'ont pas toujours la ressource du regroupement des compatriotes et ce manque de solidarité les rend plus vulnérables. Aussi l'installation dans les milieux urbains de province paraît plus tardive qu'à Paris ; elle n'apparaît souvent que vers la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle.

a) Les artisans-commerçants sédentaires des villes redoutent la concurrence et l'installation des migrants temporaires, surtout pendant la première moitié du XIXe siècle.

Lorsque commence le XIXe siècle, les aspects du commerce de détail sont des plus variés. Dans les villes et dans les gros bourgs, sont établis des commerçants détaillants sédentaires dont la clientèle est encore très limitée car la population rurale, formant la plus grande partie de la société française, achète peu et vit le plus possible sur ses propres productions ; aussi les villages n'ont guère d'épiciers-merciers à demeure. Mais il existe un petit commerce ambulant relativement important ; la loi du 1er Brumaire an VII (1798) distingue, à propos de ce dernier commerce, trois sortes de migrants : les colporteurs avec voiture (appelés aussi marchands forains), les colporteurs avec bête de somme et les colporteurs à balle. Ils parcourent les campagnes, même si les communications sont très mauvaises, et ne négligent pas les villes où la clientèle éventuelle est plus riche et dépense plus facilement. On comprend alors la lutte entre commerçants sédentaires et colporteurs. Les premiers redoutent particulièrement la venue des marchands forains dans les villes et une installation pour un temps plus ou moins long. Ils savent aussi que les colporteurs, qui visitent les milieux ruraux, vendent des articles que les gens des villages n'achètent pas dans les petites villes voisines les jours de marché. Ces vendeurs ambulants sont d'ailleurs souvent issus des milieux ruraux qu'ils connaissent bien et il s'y ajoute des marchands forains venus des villes et particulièrement de Paris.

Sous le Premier Empire, le gouvernement paraît soutenir les commerçants sédentaires dans leur lutte contre les marchands ambulants. L'exemple de l'Ille-et-Vilaine et la réponse du Ministre de l'Intérieur paraissent significatifs¹⁵. Le 7 mars 1806, dans une lettre adressée au sous-préfet, le maire de Saint-Malo fait part des plaintes des commerçants détaillants de sa ville : « Nul doute que les marchands forains et surtout une compagnie de juifs qui se relèvent tour à tour portent grand préjudice aux marchands de cette ville ; nul doute aussi que ces marchands étrangers trompent le public sur la qualité des marchandises qu'ils débitent ; et nul doute encore qu'en débitant, comme ils le font, toutes espèces de coupons, n'ayant ni tête ni queue, ils peuvent également faire la fraude impunément ; puisqu'il est impossible d'en constater l'origine ; par ces motifs, ce n'a jamais été sans répugnance que j'ai jusqu'ici permis aux marchands colporteurs de s'établir pendant quelques jours ou huit au plus ; mais ces marchands étant patentés, puis-je les admettre en aucune manière, comme le désirent les marchands de cette ville ? ... Nos concitoyens prétendent qu'à Nantes on ne souffre point les marchands étrangers, et surtout cette compagnie ambulante de juifs qui vendent à l'encan et infectent la France de mauvaises marchandises ; ils citent ensuite tel autre marchand venu dernièrement à Saint-Malo avec beaucoup de marchandises qu'il vendit à vil prix, les ayant soustraites à ses créanciers, avant de faire faillite ; un seul dit-on a emporté plus de 90.000 F de numéraire de cette ville dans un seul voyage. Toutes ces considérations méritent de fixer votre attention sur la pétition que je vous adresse ».

Cette lettre montre que dans l'Ouest de la France, les commerçants

sédentaires des villes sont très méfiants sur tout le commerce ambulante ou colportage et que pour lutter contre leurs concurrents, ils n'hésitent pas à employer toutes sortes d'arguments (mauvaise marchandise, fraude, vol, bandes de juifs, etc...) et à demander l'aide des pouvoirs publics. Le sous-préfet de Saint-Malo soutient ses administrés en accentuant l'antisémitisme et en demandant une réglementation contre tous les colporteurs : « Cette compagnie de juifs, qu'on dit être de trente à quarante et dont les individus qui la composent viennent successivement ici établir des magasins »... « Ils allèguent que ces différentes étoffes sont fabriquées, les unes au Mont de Piété et d'autres à Rouen et que comme ils les payent comptant, elles leur coûtent beaucoup moins cher et qu'ils peuvent les vendre à bien plus bas prix que les autres marchandises. S'il n'est pas possible d'extirper entièrement cette sorte de brigandage, attendu que ces juifs ont des patentes de colporteurs, je pense qu'au moins on peut en diminuer les effets : 1^o) En leur défendant de vendre aucune marchandise qui ne serait pas estampillée ou reconnue pour être de fabrication française. 2^o) En leur défendant d'ouvrir et de vendre en magasin et à l'encan et en les obligeant de sortir leurs marchandises sous le bras, dans les rues, comme cela s'est toujours pratiqué à l'égard des colporteurs ». Ce texte précise bien le comportement des commerçants détaillants sédentaires et de ceux qui les soutiennent : empêcher l'installation des colporteurs et des marchands ambulants et réglementer strictement leur activité limitée dans les villes.

Or, quelle attitude adoptent les pouvoirs publics à la suite de ces plaintes ? Le Ministère de l'Intérieur répond très favorablement le 6 juin 1806 au préfet de l'Ille-et-Vilaine Bonnaire : « Vous me demandez si les colporteurs ne pourraient être obligés à se renfermer dans les bornes de leur institution qui consiste à porter leurs marchandises de maison en maison, sans les étaler dans un magasin ouvert au public. Cette question, Monsieur le Préfet, ne peut souffrir de difficulté ; le nom seul de colporteur la décide pour l'affirmative. Toute exposition dans une boutique leur est interdite. Ils deviendraient alors des marchands domiciliés et devraient être soumis, soit à un droit plus fort de patente, soit à une imposition proportionnée à leurs loyers. C'est à la police à les empêcher de s'écarter de la ligne qui leur est tracée par leurs patentes mêmes et je pense que vous avez à cet égard toute l'autorité nécessaire ».

Le gouvernement du Premier Empire semble bien soutenir les commerçants détaillants sédentaires dans leurs revendications pour des raisons d'opportunité politique, car ils forment une petite bourgeoisie sur laquelle il faut compter. Mais ce soutien conduit les commerçants urbains à dénoncer de plus belle les pratiques du colportage sous toutes ses formes, les plus anciennes comme les plus modernes. Quelques mois après les réclamations venues de Saint-Malo, ce sont les plaintes formulées à Rennes où le monde du petit commerce est en effervescence, si l'on en croit le contenu d'une lettre d'un marchand de Rennes au commissaire de police de cette ville : « Nous voyons journellement arriver ici des marchands étrangers qui, par les feuilles publiques, par des billets imprimés qu'on distribue avec profusion dans les rues, sur les promenades publiques et même jusque dans les maisons, s'annoncent pour vendre leurs marchandises 35 et 30 pour cent au-dessous du

cours et dans ce moment on nous annonce l'arrivée prochaine, dans notre ville, d'une maison de Paris, actuellement en déballage à Nantes, où elle a enlevé beaucoup d'argent, ainsi qu'au Mans d'où l'on assure qu'elle a fait sortir plus de 80.000 F en espèces sonnantes. L'assortiment de ces maisons, comme vous le savez aussi bien que moi, se compose ordinairement de deux qualités de marchandises ; l'une, qui est le rebut de toutes les fabriques, paraît encore à bon compte aux yeux des personnes peu connaisseuruses ; l'autre, mais c'est la plus petite partie, est réellement de bonnes marchandises, qui souvent à la vérité est livrée au-dessous de son cours. Dans le premier cas, ces marchands trompent le public. Dans le second, ils font un tort infini aux fabricants, à toutes les maisons de commerce de la ville et à la ville elle-même... Déjà plusieurs fabricants ont réclamé contre la facilité avec laquelle on accordait dans les grandes villes, à des marchands qui n'y sont pas domiciliés, la permission d'y établir momentanément leurs magasins. Ces marchands ne vendent qu'au comptant et enlèvent ainsi à la circulation des sommes considérables en numéraire. Ils se gardent bien de convertir leurs écus en lettre de change ; ce sont des écus qu'ils emportent (lettre du 2 août 1806).

Les plaintes des commerçants urbains détaillants viendraient de nombreuses villes de l'Empire, si l'on en croit ce marchand rennais : « Le tort qu'ils font aux villes où ils s'établissent a déjà été senti par plusieurs maires. Celui de Douay défendit ces sortes de ventes dans son arrondissement le 2 Massidor an XII et avant lui ceux de Lille et de Gand avaient pris les mêmes arrêtés. Celui de Niort vient de défendre, dernièrement, à une maison de Paris, qui y venait pour y faire la vente au détail, d'y déballer. Ceux de Lorient et de Brest ont renvoyé Mr Montel (de Nantes), qui, de marchand en gros, voulait y faire le détail ». Pour terminer, ce marchand de Rennes invite le maire de la ville « à s'assurer de la moralité de tous les colporteurs et marchands étrangers à la ville et à prendre un arrêté qui leur interdise la vente au détail ». Ainsi, sont confondus les gros marchands ambulants venus de Paris et des villes françaises et les petits colporteurs sortis des campagnes pauvres ; on veut leur interdire la clientèle plus riche des villes et prévenir leur installation éventuelle plus durable. Le boutiquier se dresse contre le colporteur. De nouvelles pétitions des commerçants rennais sont présentées en décembre 1808 et en mars 1810, ce qui prouve combien l'hostilité est marquée envers les marchands ambulants. La pétition de 1810 est présentée par « les marchands de draps, soieries indiennes auxquels se joignent les marchands d'estampes, bijouterie, fayanciers et autres de la ville de Rennes ». Ce monde du commerce n'hésite pas à rappeler la réglementation qui remonte à l'Ancien Régime : « Les marchands sont intéressés à réclamer l'exécution des lois et anciens règlements relatifs aux marchands forains que la nouvelle législation avait maintenus, mais que les événements publics plus forts que les lois avaient laissé tomber dans un long oubli... Ils espèrent en effet que M. le Préfet, voyant qu'il ne s'agit point ici de renouveler les privilèges abrogés des anciennes corporations, mais au contraire d'une mesure générale de police qui a toujours été regardée comme absolument indépendante des statuts des jurandes et concourant efficacement au but solennellement manifesté par le gouvernement de détruire les abus qui déshonorent le commerce et en

arrêtent les heureux effets, voudra bien adopter le principe qui a dicté l'article 5 du règlement de police du 12 avril 1786, ce faisant ordonner l'exécution et par suite autoriser M. le Maire de Rennes d'enjoindre aux marchands forains, quels qu'ils soient, de ne vendre à Rennes qu'en foire ou aux marchands domiciliés ou du moins de n'ouvrir leurs magasins à autre que pendant trois jours au plus ».

Après la chute du Premier Empire, tout change. Les colporteurs retrouvent une liberté complète pour fréquenter les villes et les boutiquiers ne peuvent rien pour les empêcher de développer leur activité ¹⁶. Là encore des raisons politiques ont pu jouer ; les boutiquiers ont souvent des idées libérales qui sont mal vues du régime et il convient de ne pas soutenir cette petite bourgeoisie des commerçants sédentaires urbains. Le ton est donné par une lettre du Ministre de l'Intérieur (30 décembre 1816) adressée à tous les préfets, sur « la liberté du commerce pour les marchands patentés exerçant hors de leur domicile et pour les marchands forains patentés » : « Je suis informé que, dans plusieurs villes, l'autorité municipale met à l'industrie des marchands forains et des colporteurs des entraves et des restrictions arbitraires ; elle va même jusqu'à s'opposer à la liberté que la loi assure aux marchands ordinaires de vendre hors de leur domicile habituel, liberté dont peut jouir tout commerçant dûment patenté, et qui, étant en quelque sorte le patrimoine de tous, ne devrait exciter la jalousie de personne. Je crois devoir vous rappeler les règles existantes, persuadé que si l'on se permettait de s'en écarter dans quelque lieu de votre département, vous veilleriez avec soin à leur observation pour prévenir toute réclamation ultérieure » ¹⁷.

Le Ministre précise bien, dans tout le détail, la liberté du colportage et du commerce : « L'intention, louable d'ailleurs, de favoriser des concitoyens, ne doit pas prévaloir, dans l'esprit des autorités locales, contre des lois positives. Or, la liberté du commerce, formellement consacrée, ne peut se concilier avec la prétention qu'auraient les habitants d'une ville de fermer leur marché à ceux des autres villes. Les avantages attachés à la concurrence veulent que tous les commerçants puissent, sous la protection des lois, voyager, acheter, contracter et négocier leurs engagements partout où ils se trouvent. La faculté de vendre est expressément garantie par l'article 38 de la loi du 1er Brumaire an VII (1798), relatif aux patentés qui exposent leurs marchandises en vente hors de leur domicile. Cette disposition n'est qu'une conséquence de celle de l'article 27 où l'on trouve ces paroles expresses : « Tout citoyen muni d'une patente pourra exercer sa profession ou son industrie dans toute l'étendue de la France »... Le marchand peut d'autant moins être empêché dans son commerce, que, suivant l'article 24, nul n'étant obligé de prendre plus d'une patente, et celle qui est susceptible du plus fort droit suffisant pour exercer toute industrie d'un ordre inférieur, on ne peut refuser aux marchands la liberté que la loi assure aux colporteurs, puisque la patente des premiers est d'une classe supérieure ».

Le Ministre prend particulièrement la défense des colporteurs les plus modestes et en souligne l'utilité ; « Mais les colporteurs éprouvent des difficultés encore plus fréquentes et plus graves (que celles des marchands ambulants). Cependant leur profession est très expressément reconnue par les lois. Celle du 1er Brumaire a distingué les colporteurs avec voiture sous le

nom de marchands forains, les colporteurs avec bête de somme et les colporteurs à balle. Ces deux derniers sont dispensés (à l'article 6) de tout droit proportionnel, même dans leur domicile. L'intérêt qu'ont les manufactures à trouver le placement des produits de qualité inférieure et l'intérêt de la classe des consommateurs qui, par l'exiguité de leurs moyens, sont obligés de se contenter de ces produits, ont fait accorder une protection constante de cette profession ; et l'autorité supérieure doit veiller à ce qu'il ne soit porté aucune atteinte aux lois qui la protègent. La police réprime le vagabondage, la contrebande et le recèlement des effets volés ; les règlements qui émanent d'elle doivent pourvoir en outre à ce qui intéresse le bon ordre et les étalages, sous le rapport de la liberté de la voie publique. Mais les attributions confiées à l'administration municipale ne vont point au-delà ; elles ne confèrent pas le droit de repousser une profession légitime ni de la limiter arbitrairement. Cette administration doit soumettre les voyageurs aux règles de sûreté communes à tous les citoyens ; mais en les considérant comme marchands ou colporteurs, elle n'est fondée qu'à exiger l'exhibition d'une patente de classe suffisante pour leur industrie (article 38 de la loi d'octobre 1798). L'une des mesures arbitraires auxquelles je sais que les autorités locales se laissent le plus souvent entraîner, c'est de déterminer, pour les marchands étrangers, la durée de leur séjour, ou le temps pendant lequel ils peuvent vendre. Cette mesure a été constamment blâmée par les ministres et mérite de l'être. Rien, en effet, n'autorise cette limitation ; elle est, au contraire, opposée aux lois existantes et à la nature même des choses, puisque l'état de colporteur est de passer d'une ville à l'autre, sans avoir de domicile proprement dit où l'on puisse l'obliger à se retirer ». Cette dernière remarque montre bien que les fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur ne connaissent pas les origines et la vie de nombreux colporteurs migrants temporaires qui alternent occupations agricoles et activités commerciales, qui sont propriétaires terriens et domiciliés dans des communes rurales auxquelles ils sont fortement attachés. Sans doute, il peut exister aussi des colporteurs sans domicile fixe, mais ils ne forment qu'une petite catégorie. À côté des colporteurs liés au monde rural, il y a des colporteurs domiciliés dans les villes. Cette variété des migrants commerçants apparaît très nettement dans les registres que l'on établit en 1815-1816 d'après les livrets spéciaux obligatoires des colporteurs et marchands ambulants ¹⁸. À Rennes, le registre de 1816 ¹⁹ comporte 23 noms dont 13 sont de l'Est (Moselle, Meuse, Vosges) et 7 de l'Ille-et-Vilaine (Rennes, Fougères, Montours) ; selon les colporteurs, les articles vendus sont très divers : cantiques, mercerie, mouchoirs, couvertures, bas, bonneterie, indiennes, mousselines, couteaux, tabatières, verrerie, fayence, instruments.

Ainsi, à partir de 1816, les commerçants sédentaires des villes ne profitent plus de l'appui et de la bienveillance des pouvoirs publics pour gêner ou empêcher la concurrence des marchands ambulants et des colporteurs. Ces derniers ne trouvent pas encore des conditions favorables à leur installation prolongée ou définitive car les villes ont encore une population limitée. Les conditions d'installation seront meilleures à partir du milieu du XIX^e siècle, lorsque le phénomène urbain prendra de l'ampleur. Après 1816, les commerçants emploient d'autres moyens pour lutter contre la concurrence

des marchands ambulants et des colporteurs qu'ils jugent trop envahissants. Ainsi, en 1827 une affiche du maire de Rennes ²⁰ avertit les habitants du danger d'acheter aux colporteurs dont les marchandises sont douteuses ; on y lit particulièrement : « Le maire engage les marchands domiciliés à continuer de mériter la confiance des consommateurs, en ne vendant que des marchandises de bonne qualité et en se contentant d'un juste bénéfice. Il invite aussi les habitants de la ville à demeurer persuadés qu'il est bien rare qu'un marchand vende volontairement ses marchandises au-dessous du cours du commerce et que, par conséquent, ils ne doivent pas croire légèrement aux annonces faites par des étrangers qui ne présentent aucune garantie et qui ne veulent souvent qu'abuser de leur crédulité pour faire à leurs dépens un profit illégitime » (Le maire de Rennes : De Lorgeril). Ainsi, la lutte reste sourde entre boutiquiers urbains et colporteurs au moment où certains migrants marchands pensent à s'installer dans les villes d'une manière plus stable.

b) Le passage progressif des migrants artisans-commerçants de leur activité ambulante à la fixation dans les agglomérations urbaines durant la seconde moitié du XIXe siècle. L'exemple de Melun.

C'est seulement dans la seconde moitié du XIXe siècle que l'on constate une plus grande fixation des migrants temporaires ruraux, colporteurs et marchands, dans les agglomérations urbaines et les gros bourgs ; les conditions sont alors beaucoup plus favorables à l'installation dans une boutique ou dans un magasin : population accrue des villes et par conséquent clientèle suffisante, facilités de ravitaillement et de réapprovisionnement grâce aux voies ferrées, pouvoir d'achat des masses laborieuses urbaines et rurales très développé avec la progression des salaires et un désir de mieux-être, etc... Chez les migrants temporaires, surtout avec l'influence des femmes qui veulent éviter les fatigues des déplacements, on voit une nouvelle mentalité pour une installation dans un milieu urbain qui permettra aussi de mieux profiter des avantages et des distractions de la ville.

Sans doute, le phénomène de transformation de la migration de courte durée en une migration de longue durée est déjà ancien, mais il tend à l'emporter, alors qu'auparavant une minorité de migrants pensaient à cette installation dans les villes comme le notait déjà au début du XIXe siècle le préfet du Premier Empire Ladoucette dans les Hautes-Alpes ²¹ : « Avant 1789, un sixième des émigrants du Briançonnais et du Haut-Embrunais, composé de ceux qui avaient des bénéfices un peu considérables, continuaient sa profession ou son industrie dans les lieux où ils gagnaient le plus ; après avoir porté la balle, on avait un cheval, ensuite une petite boutique, enfin quelquefois un gros magasin. Il en est qui, à Livourne, à Gênes, à Cadix, etc... ont fait des fortunes très importantes ; le plus grand nombre, lorsqu'il avait économisé de 20 à 30.000 F, venait acheter une propriété dans ses montagnes, s'y marier et y finir sa carrière ».

Pour la seconde moitié du XIXe siècle, une analyse de l'installation des migrants temporaires artisans-commerçants dans les villes peut être faite à partir des listes de recensement de 1872 et de 1876. Ce sont en effet les deux seuls recensements du XIXe siècle qui permettent d'être renseigné sur le lieu de naissance et la profession de chaque recensé. Par la durée de la présence du

migrant (en remontant aux recensements qui ont précédé celui de 1872 : 1866, 1861, etc... ; en se reportant aux recensements qui ont suivi celui de 1872 : 1876, 1881, etc...), on peut dégager le phénomène d'installation en ville. Le lieu de naissance de chaque membre de la famille et celui des aides permettent de constater si la migration a été individuelle ou familiale, si l'installation a entraîné le déplacement de personnes étrangères à la famille. Les dates successives des naissances des enfants et les lieux de naissance permettent de suivre les étapes de la migration et le moment de l'installation dans la ville. Le mariage du migrant temporaire, avec une femme née dans la ville ou dans le département où se fait l'installation, est souvent un facteur important pour la transformation de la migration temporaire de courte durée (saisonnnière généralement) en une migration de longue durée.

Des exemples, pour la ville de Melun (Seine-et-Marne), paraissent intéressants pour montrer les nuances des migrations et de l'installation dans le milieu urbain ²².

En 1872, rue d'Abeilard, n° 6, vit Pierre Fougerat, 59 ans, brocanteur, né dans le Puy-de-Dôme. Or, sa femme, 60 ans, est née aussi dans le Puy-de-Dôme. Il s'agit bien d'un ménage de migrants auvergnats, mais qui a dû faire des migrations temporaires avant l'installation à Melun, car les deux enfants sont nés en des lieux différents. L'aîné, âgé de 28 ans en 1872, est né dans le Puy-de-Dôme (c'est-à-dire en 1844). La fille cadette, âgée de 20 ans en 1872, est née à Melun (naissance en 1852). Ainsi, l'installation à Melun et la transformation de la migration temporaire doivent se placer entre 1844 et 1852. Cette sorte de fixation remonte donc à 20-28 ans. L'activité reste la même, puisque le fils est brocanteur comme le père.

En 1872 et en 1876, rue de la Juiverie n° 21 vit et travaille le cordonnier Robert, né dans la Meuse et âgé de 39 ans en 1876. Sa femme, 31 ans en 1876, est née aussi dans la Meuse. Un fils aîné, âgé de 12 ans à ce même recensement, est également natif de la Meuse. Une fille de 4 ans en 1876 est née en Seine-et-Marne et n'est pas recensée en 1872. Quelles indications peut-on dégager pour le phénomène de migration ? On peut affirmer que l'installation est relativement récente et remonte à une période de 4 à 10 ans, car le ménage n'a pas été recensé à Melun en 1866, mais l'a été en 1872 et la naissance du dernier enfant à Melun (et non pas dans la Meuse comme pour le premier enfant) est un signe d'installation. Il se peut que jusqu'à l'âge de 29-30 ans, ce cordonnier soit migrant saisonnier en Seine-et-Marne (il y a de nombreux cordonniers meusiens pour plusieurs mois par an dans les villages, selon l'enquête du Premier Empire ²³) et qu'étant informé des possibilités de travail permanent à Melun, il décide de s'installer dans le chef-lieu du département avec sa famille. D'autres cordonniers natifs de la Meuse sont établis à Melun et ont sans doute passé de la migration saisonnière individuelle à la migration familiale de longue durée (cas de 1876 : 2, place de la Porte de Paris, Collet Ernest, 30 ans et sa femme, 30 ans, tous les deux nés dans la Meuse, tandis que leur fille, 3 ans est née à Melun).

En 1872, rue Jacques Amiot n° 9, habite Jean-François Dubois, cocher, 43 ans, né dans la Creuse. Sa femme, 34 ans est aussi née dans la Creuse. Mais leurs deux enfants (13 à 3 ans) sont nés à Melun. L'installation remonte à une quinzaine d'années. Or, si la Creuse est surtout le pays des migrants

temporaires travailleurs de bâtiment, elle est aussi secondairement le département des cochers, d'abord migrants temporaires de courte durée, puis de longue durée 24.

Dans les cas que nous venons de citer, l'installation en ville a été volontaire. Mais le mariage du migrant temporaire hors de la région d'origine peut être un facteur décisif pour passer à la migration de longue durée.

En 1872, vit et travaille, rue de l'Hôtel-de-Ville n° 17, Jean Lagarde, 44 ans, né dans le Cantal ; il est fabricant et marchand de parapluies (c'est une des grandes spécialisations du département de la Haute-Auvergne et des migrants continuent la tradition). Mais sa femme, 44 ans, est née en Seine-et-Marne. Le mariage a bien entraîné l'installation en Seine-et-Marne puisque les deux enfants (14 et 10 ans) sont nés à Melun. En 1876, la famille poursuit son activité, mais elle a changé de logement : elle vit dans la même rue, au n° 8. Les changements de domicile dans la même ville peuvent apporter des difficultés pour la recherche. Ainsi, en 1876, l'installation remonte au moins à 18 ans (l'aîné des enfants, né à Melun, est âgé de 18 ans). Le père, né en 1828, a dû cesser ses déplacements temporaires à 30-32 ans, vers 1856-1858.

Dans la même activité un migrant d'un département voisin du Cantal offre un autre exemple : En 1872, place Vendôme n° 1, est recensé Jean Delbos, marchand de parapluies, 42 ans, né en Corrèze. Sa femme, 31 ans, est née en Seine-et-Marne. Leurs deux enfants (9 et 6 ans) sont nés à Melun. L'installation est plus récente que dans le cas précédent et l'activité est uniquement commerciale au lieu d'être artisanale-commerciale. Mais le mariage du migrant à Melun est certainement un facteur de fixation.

Il en est de même pour un autre migrant d'une activité différente : En 1872, place Saint-Jean n° 19, vit et travaille un cordonnier, Antoine Roussy, 46 ans, né dans le Cantal. Mais sa femme, 43 ans, est née en Seine-et-Marne, ainsi que leur fille de 12 ans. La fixation paraît bien établie et l'entreprise assez importante puisque ce migrant emploie et loge trois ouvriers célibataires (28 ans né dans le Bas-Rhin ; 21 ans né dans le Loiret ; 24 ans né en Seine-et-Marne). En 1876, la famille habite une maison rue du Pont de Liesne n° 1.

L'analyse des listes de recensement permet aussi de constater la formation de véritables « colonies » de migrants originaires de mêmes régions et exerçant des activités semblables ou très voisines. L'appel de parents et d'amis peut expliquer de tels rassemblements, même dans une petite ville comme Melun. Mais pour certaines « colonies », on assiste à une forte tendance vers la fixation en 1872.

Ainsi, pour les originaires du Puy-de-Dôme recensés à Melun, on ne dénombre que 4 domestiques sur les 73 Auvergnats venus de ce département 25 ; les autres vivent presque tous de l'artisanat ou du commerce, très souvent des deux formes d'activités. Les brocanteurs-marchands de peaux de lapins y forment un groupe important et l'on peut penser qu'à partir de Melun où ils se sont installés, ils se déplacent dans un secteur géographique très large : Seine-et-Marne, mais aussi départements voisins (Seine-et-Oise, Loiret, Yonne et Aube) ; ils continuent en général à faire des migrations de très courte durée et de distance plus ou moins grande

à partir de leur nouveau domicile où reste la famille. En 1872, le quartier Saint-Etienne de Melun (l'île sur la Seine), avec ses rues étroites et ses taudis, les abrite en assez grand nombre. La rue d'Abeillard a une majorité d'Auvergnats (une quinzaine de personnes en comptant tous ceux qui vivent dans les familles) : au n° 4 vivent le brocanteur Margoil et sa femme, au n° 6 cohabitent sept personnes dont trois se déclarent brocanteurs (deux Fougerat et un Fillot) et un ramoneur (un Fillot, âgé de 13 ans) ; tous sont de la même famille. Au n° 3 sont domiciliés le scieur de long auvergnat Michel Pirol et trois membres de sa famille. Tout ce monde peut se retrouver chez le marchand de vin Jean Seguin (12, rue du Four, à proximité), né aussi dans le Puy-de-Dôme et tenant son débit avec sa famille. Dans cette même île (quartier Saint-Etienne), rue Saint-Sauveur n° 2 habite la famille (quatre personnes) du marchand de peaux auvergnat Courtenge Antoine (un autre Courtange - Martin -, de la même famille et aussi marchand de peaux, habite dans le quartier Saint-Aspais, au nord de la Seine). L'île abrite de nombreux migrants creusois travailleurs du bâtiment ; c'est dire que le quartier a un peuplement fortement marqué par les gens venus du Massif Central.

Le vieux quartier Saint-Aspais, au nord de la Seine, avec ses vieilles demeures insalubres est aussi le lieu de rassemblement des migrants temporaires qui cherchent à s'installer et à vivre d'une manière plus permanente dans le milieu urbain. Mais les activités et les origines géographiques des migrants sont plus diversifiées. La rue du Presbytère a vu l'installation de la famille d'un brocanteur venu du Puy-de-Dôme et celle d'un cordonnier originaire du Cantal. La rue du Lin, dans ce même recensement de 1872, abrite deux familles de marchands de peaux dont les membres sont nés dans le Puy-de-Dôme et une famille de marchands de chiffons émigrés des Côtes-du-Nord. Place Vendôme, un marchand de parapluies et sa famille viennent de la Corrèze. Rue de la Juiverie, un cordonnier et sa famille ont quitté la Meuse pour s'établir dans ce vieux quartier de Melun et logent un ouvrier cordonnier (né dans la Meuse) en 1872 et quatre en 1876 (de 17 à 34 ans et originaires de la Meuse, des Ardennes, de la Saône-et-Loire et du Loiret) ; c'est là une preuve que les affaires marchent bien depuis la fixation. Rue des Potiers, de ce même quartier Saint-Aspais, un marchand colporteur de l'Yonne s'installe avec sa famille entre 1872 et 1876, tandis que pendant cette même période un Auvergnat du Puy-de-Dôme organise une entreprise de fumisterie, place du Marché au Blé, après avoir séjourné pendant un temps dans le département de la Seine (où sa femme et sa fille sont nées) et sans perdre le contact avec son département d'origine (il a un jeune apprenti fumiste de 15 ans, né dans le Puy-de-Dôme). Par ce sondage (que l'on pourrait encore enrichir), on constate qu'au début de la Troisième République, la période est essentielle pour le choix d'une ville qui permettra une relative fixation du migrant temporaire artisan ou marchand. Certaines familles rurales, jusqu'alors, lorsqu'elles suivent le migrant, préfèrent l'installation dans une petite ville (Melun a 11.130 habitants en 1872) où elles s'adapteront mieux à la vie urbaine que dans un quartier peuplé de Paris.

La migration de longue durée fait parfois « boule de neige », car les premiers fixés en appellent d'autres. Nous avons déjà constaté plus haut que les artisans et commerçants déjà en place appellent de leur pays d'origine des

apprentis et des ouvriers qui finiront parfois par s'installer à leur propre compte. Ainsi, rue du Palais de Justice n° 10, une épicière Zélie Viallard, veuve de 28 ans originaire de la Corrèze, appelle pour l'aider dans son commerce un commis de 21 ans venu de ce même département, comme permet de le préciser le recensement de 1872. Parfois, ce sont les parents âgés qui rejoignent leurs enfants finalement fixés à la ville. Tel est le cas place Vendôme n° 2 où Dutron, né en Seine-et-Marne et déclaré marchand de peaux en 1872 puis marchand de chiffons en 1876, a épousé une femme née dans le Puy-de-Dôme, laquelle fait venir ses vieux parents du Puy-de-Dôme.

La fixation du migrant dans une ville conduit parfois très vite à des changements d'activité et à un début d'ascension sociale. Les enfants d'un cordonnier émigré de la Meuse depuis peu (quartier Saint-Etienne, rue Notre-Dame n° 4, en 1872 ; il a 47 ans et 7 enfants (âgés de 7 à 20 ans et tous nés dans la Meuse) ; certains commencent à travailler, mais ne reprennent pas le métier du père ; les deux aînés sont, l'un garçon épicier et l'autre employé à la recette principale. La Meuse (62 natifs à Melun en 1872 dont 3 domestiques seulement ; beaucoup plus que la Marne très proche : 37) fournit surtout des cordonniers à tous les quartiers et des aiguiseurs (rémouleurs), spécialités anciennes des migrants temporaires très connus des villages briards.

L'idée essentielle qui apparaît pour Melun en analysant les listes nominatives de 1872 et de 1876 est une sorte de renouvellement de la population dans certains secteurs d'activités, grâce aux apports de migrants venus de régions diverses et désirant se fixer pour une longue durée. Les professions les plus intéressées par ce renouvellement sont particulièrement celles de l'industrie du bâtiment et des travaux publics (analysées dans un chapitre précédent), de la domesticité ²⁶, de l'artisanat et du petit commerce. Cordonniers (de la Meuse, du Cantal, des Ardennes, de Saône-et-Loire, de l'Isère, du Loiret), rémouleurs (de la Meuse), chaudronniers (du Cantal), étameurs (de la Manche), fumistes (du Puy-de-Dôme, d'Italie), tailleurs (d'Italie, de Bade) scieurs de long (Puy-de-Dôme), tonneliers (Bas-Rhin), sabotiers (Yonne), bottiers et fabricants de chaussures (Puy-de-Dôme, Cantal), toliers (Puy-de-Dôme), brasseurs (Bas-Rhin, Haut-Rhin, Bavière), fabricants de parapluies (Cantal, Corrèze), limonadier (Puy-de-Dôme) sont les principaux artisans immigrés à Melun. Pour le commerce et les services, les activités sont aussi très variées : colporteurs (Cantal, Yonne, Seine-Inférieure), brocanteurs (Puy-de-Dôme), marchands de chiffons (Puy-de-Dôme, Côtes-du-Nord), marchands de peaux (Cantal, Puy-de-Dôme), marchands de parapluies (Cantal, Corrèze), marchands-cordonniers (Meuse), marchands de vin (Puy-de-Dôme, Yonne, Indre, Seine), épiciers (Corrèze), restaurateurs (Eure-et-Loir, Seine-et-Oise), hôteliers (Loiret), logeurs en garnis (Creuse, Drôme), tenanciers de maisons closes (Suisse, Yonne, Loiret), ramoneurs (Puy-de-Dôme), cochers (Creuse, Cantal, Puy-de-Dôme, Pyrénées-Orientales).

Ce bilan permet de voir quelles régions françaises ont contribué à renouveler et à entretenir l'artisanat et le petit commerce d'une petite ville du Bassin Parisien. Le Massif Central (surtout l'Auvergne) est la grande région de recrutement ; elle l'était déjà pour l'industrie du bâtiment et des grands travaux. Le Nord-Est (Alsace-Lorraine) tient une bonne place, mais c'est en

partie une conséquence de la guerre 1870-1871 avec l'arrivée de migrants refusant d'être annexés par l'Allemagne. Le Sud-Est du Bassin Parisien (Aube, Yonne, Nièvre, Loiret), très voisin et qui donne alors beaucoup de domestiques à Melun²⁶, ne fournit qu'assez peu d'artisans et de commerçants (sauf l'Yonne dans certaines spécialités). L'Ile-de-France n'est guère non plus une région de recrutement pour l'artisanat et le commerce (sauf la Seine-et-Marne, dont nous ne pouvons voir les communes de départ des migrants car les listes sont imprécises dans ce domaine) ; Paris attire sans doute trop, Melun se voit contrainte de recruter dans un horizon plus lointain. C'est là une différence essentielle entre cette ville proche de la capitale et une ville-chef-lieu de département plus éloignée qui peut aisément recruter dans son département une grande partie des artisans et des commerçants indispensables à la vie urbaine et économique.

c) Les migrants temporaires artisans-commerçants, vers la fin du XIXe siècle et au début du XXe, se sont de plus en plus installés dans les gros bourgs et les petites villes, en se dispersant et en devenant nettement commerçants.

Par l'exemple de Melun, nous avons constaté que les migrants temporaires, lorsqu'ils abandonnent leurs déplacements saisonniers pour s'installer dans un milieu urbain, continuent à pratiquer les mêmes activités. Très souvent, ils restent artisans-commerçants en espérant que l'activité de réparation des objets en partie usagés et la vente d'articles neufs permettront de mieux attirer la clientèle et de la conserver. Très rarement, vers 1872-1876, l'artisan se transforme en commerçant détaillant uniquement spécialisé dans la vente. Le marchand de parapluies d'origine cantalienne vend des articles neufs, mais se charge aussi de réparer les parapluies en usage. Il en est de même pour le marchand de chaussures, le fumiste ou le chaudronnier. Cela explique sans doute les très rares cas de migrants temporaires s'occupant des commerces d'alimentation. Au début de l'installation, l'Auvergnat ne se charge pas de gérer une épicerie où n'est pratiquée que la vente. Ce stade viendra plus tard. C'est en effet surtout vers la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle que le cordonnier d'origine lorraine ou auvergnat se fera complètement marchand de chaussures et que l'ancien chaudronnier pourra devenir quincailler. Mais très souvent, la transformation s'opère lors du passage d'une génération à une autre ; le père répare encore les chaussures parce que c'est là son ancien métier hérité du temps des migrations saisonnières, mais le fils ne s'y habitue pas et choisira la solution la plus facile, la moins pénible et souvent la plus rémunératrice : le simple commerce de détail.

Cette évolution ne peut pas toujours être suivie à partir de documents d'archives ; les enquêtes dans les familles d'anciens migrants temporaires peuvent très souvent seules apporter des informations sûres permettant de suivre les phases des migrations et les transformations successives des activités.

L'exemple de familles « auvergnates » fixées à Artemare (Ain) à la fin du XIXe siècle est digne d'être retenu²⁷. Le bourg d'Artemare, à la sortie du Valromey et dans la cluse des Hôpitaux (Ambérieu-Culoz, sur la grande ligne internationale Paris Italie par la Savoie), est de développement très récent (depuis la création des lignes ferrées) ; il atteint 1044 habitants en 1896. Le village rural en bordure d'une zone marécageuse, avant le chemin de fer, avait

du mal à se développer. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, artisans et commerçants viennent nombreux s'y installer et le caractère agricole fait place au caractère plus nettement urbain. C'est là un facteur essentiel pour attirer des migrations temporaires qui cherchent à s'installer et à se fixer. Vers 1890 arrive dans le gros bourg un cordonnier ambulant nommé Léger Rebeyre, né à Neuvic d'Ussel (Corrèze) en 1857 (il a donc 33 ans) ; sa femme est née en 1865 (elle a 25 ans) et le ménage a deux jeunes enfants (fille et garçon) nés à Neuvic. Le père a fait les migrations saisonnières pendant quelques années en séjournant durant plusieurs mois de l'année dans divers gros bourgs où il pouvait gagner sa vie et faire des économies. Mais sa femme n'admet plus la séparation temporaire du mari et de la famille et elle considère les déplacements comme trop fatigants. Dès lors l'ancien migrant saisonnier se décide à une installation et il choisit lui-même un bourg qu'il a connu autrefois dans ses voyages ; ce bourg lui paraît plein d'avenir car il est en plein développement et il y a encore relativement peu d'artisans et de commerçants. Très vite, le cordonnier est connu sous le nom de « l'Auvergnat », bien que son département d'origine soit la Corrèze, mais cette partie du Limousin est très voisine du Cantal et son activité l'apparente étroitement aux Auvergnats. Le décès de sa fille, dans les premières années de l'installation, a contribué sentimentalement (car elle est enterrée au cimetière communal) à fixer la famille à Artemare où très vite le cordonnier ouvre un magasin de chaussures et gagne plus à vendre qu'à réparer. Mais néanmoins durant toute sa vie, il sera à la fois artisan et commerçant détaillant et ne sera pas gêné par la concurrence. Ce n'est qu'après sa mort, entre les deux guerres mondiales, que son fils jugera la vente au magasin suffisante pour vivre et seul subsistera le marchand de chaussures.

Cette première installation et fixation d'une famille « auvergnate » devait rapidement en entraîner une autre. Peu de temps avant la fin du siècle, une famille compatriote et amie de celle du cordonnier, sur les conseils de ce dernier et en tenant compte de l'expérience vécue, venait elle aussi tenter sa chance à Artemare. Il s'agissait d'un jeune ménage de colporteurs, sans enfants : François Vallièrgues était né en 1870 à Palisse (petite commune de la Corrèze, du canton de Neuvic) et sa femme, née en 1876, était originaire de Neuvic, la commune natale du cordonnier qui les aide à s'installer. Avant de se fixer à Artemare, le colporteur avait porté la balle et vendu dans quelques régions françaises de la mercerie et des articles de nouveauté. Il jugeait préférable de profiter des circonstances favorables et d'acquérir une boutique, sans abandonner complètement les migrations de courte distance. Son magasin, voisin de celui du cordonnier (qui lui fournissait aide et conseils) était spécialisé dans la vente du drap, des articles de confection et de nouveauté ; la mercerie, rapportant trop peu était abandonnée. Mais tandis que la femme se chargeait des ventes au magasin (malgré la charge de trois enfants nés entre 1900 et 1904), le mari reprenait les ventes par migrations quotidiennes à courte distance autour d'Artemare pendant certaines périodes de l'année et cela avec une voiture à cheval. Malgré la fixation, les migrations temporaires n'étaient pas abandonnées et elles étaient considérées comme un complément indispensable du magasin, par les bénéfices qu'elles procuraient mais aussi par la publicité qu'elles assuraient auprès de la clientèle rurale. Lors

des recensements, ce commerçant migrant se déclarait « négociant ».

L'exemple d'Artemare montre qu'à la fin du XIXe siècle, les migrants temporaires « auvergnats » réussissent à se fixer et à s'adapter aux conditions les plus diverses. Ils n'hésitent pas à s'établir près de leurs concurrents, dans ce Bugey très voisin de la Savoie et du Dauphiné où sont pourtant de nombreux marchands ou colporteurs très habiles. Mais pour se fixer, les Auvergnats choisissent aussi les régions les plus lointaines comme les plus proches, les bourgs commerciaux comme les plus grandes agglomérations.

Un autre exemple étudié à Langogne (Lozère)²⁸ permet de constater que le migrant auvergnat ne néglige pas les possibilités d'installation dans le Massif Central, région pourtant moins attractive que les riches pays d'alentour. Il s'agit d'une petite ville de la Lozère où le développement urbain est rare ; la seconde agglomération après Mende, à une altitude de près de 1 000 mètres et qui est avant tout un gros marché rural en plein pays d'élevage, mais qui profite d'une ligne ferrée importante (Nîmes-Paris). A la fin du XIXe siècle, un migrant temporaire originaire de la Margeride auvergnate (limites du Cantal et de la Haute-Loire) s'y installe (il a deux frères migrants temporaires, l'un marchand de drap, l'autre marchand de nouveautés). Il choisit une activité qui s'adapte fort bien aux conditions économiques du pays qui pratique l'élevage ; il est hongreur ambulant. Marié à une bouchère de Langogne, il fait de cette ville un lieu de semi-fixation ; utilisant un tilbury très rapide permettant de passer dans les chemins les plus difficiles, il fait des migrations quotidiennes ou même hebdomadaires pouvant desservir les fermes et les villages d'un large secteur autour de Langogne s'étendant sur une partie de la Lozère, de la Haute-Loire et de l'Ardèche. Cet établissement dans une petite ville de haute montagne lui permet de rejoindre régulièrement sa famille et d'avoir des gains importants ; il finit par acheter un grand hôtel de l'agglomération et que sa fille gérera. (Les Bas-Languedociens y font des séjours d'été). On retrouve là les traditions auvergnates de la migration, d'un métier lié à l'élevage et d'une fructification des gains dans l'activité commerciale. La famille de cet ancien migrant temporaire finit par se fixer définitivement, mais par une sorte de transition et après deux générations.

Pourtant, le migrant temporaire originaire du Massif Central a toujours une tendance à descendre vers les villes et les gros bourgs des régions d'alentour. Il est particulièrement attiré par le Sud-Ouest aquitain qui a une réputation de richesse. Les déplacements saisonniers ont très souvent préparé, là aussi, l'installation dans un milieu urbain jugé favorable aux affaires. S'il n'est pas possible de constater cette fixation des artisans et commerçants migrants temporaires d'Auvergne et du Limousin à Périgueux (En Dordogne, les listes nominatives de 1872 et de 1876 ne comportent pas le lieu de naissance des recensés), il n'en est pas de même à Angoulême, en Charente²⁹. Divers sondages opérés dans certaines rues de la ville permettent d'affirmer que les migrants venus de la Corrèze et du Cantal ont fini par s'installer et la possession d'une boutique ou d'un magasin est un élément important pour prolonger la migration et aboutir souvent à une fixation durable. En 1872, rue de Périgueux n° 47, vit une marchande drapière, Gabrielle Flagel, née à Condat (chef-lieu de canton du Cantal, arrondissement

de Saint-Flour) ; elle est aidée par un autre migrant auvergnat, un commis marchand célibataire de 53 ans né aussi dans le Cantal, mais dans une région voisine : Riom (aujourd'hui Riom-es-Montagne, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Mauriac) ; les deux migrants sont donc originaires de deux gros bourgs (peuplés chacun de plus de 2.000 habitants) ayant des traditions commerciales solides et de nombreux migrants temporaires marchands, dans une zone rurale de vie difficile au nord du Cantal. De ce même département sont venus s'établir à Angoulême d'autres migrants fatigués par les déplacements saisonniers à travers la France, comme ce marchand de parapluies de la rue du Marché n° 12, Pierre Capel, 65 ans, né à Rouffiac (petite commune rurale du canton de Laroquebrou, autre terre classique des marchands ambulants), à la limite de la Corrèze où sa femme est née (à Soursac, canton de Lampleau). De ce département de la Corrèze, d'autres migrants viennent peupler Angoulême ; tel ce ménage marchand de parapluies rue d'Aguesseau n° 2 et qui s'est bien fixé puisque les deux enfants sont nés à Angoulême ; tel aussi ce scieur de long et sa femme (54 et 55 ans), habitant rue Basseau n° III, originaire de la Corrèze tandis que le fils âgé de 11 ans est né dans la ville de leur nouveau domicile. A Angoulême, tandis que les domestiques viennent plutôt de la Haute-Vienne, les petits commerçants détaillants et certains artisans sont très souvent originaires de l'Auvergne et de ses abords.

Pourtant, la fixation des migrants temporaires du Massif Central ne se fait pas dans n'importe quelle région française, même si celle-ci a été fréquentée par les migrants durant leurs déplacements saisonniers ou périodiques : Le cas de l'Ouest et surtout de la Bretagne paraît intéressant, bien que difficile à expliquer. En effet, une ville comme Rennes a attiré les colporteurs et les marchands ambulants au cours de la première moitié du XIX^e siècle et cela malgré les oppositions des commerçants et des artisans sédentaires³⁰. Or, les Lorrains, les Auvergnats et les Pyrénéens, migrants temporaires à la recherche d'un lieu favorable à leur établissement, n'ont guère choisi la capitale de la Bretagne. L'examen des listes nominatives de 1872 et de 1876 pour la ville de Rennes³¹ montre fort peu de commerçants détaillants et d'artisans originaires des régions classiques de migrants temporaires ; la plupart des nouveaux marchands qui s'installent en boutique appartiennent à l'Ille-et-Vilaine, parfois aux autres départements bretons et plus rarement aux autres provinces de l'Ouest (Normandie, Maine). Peut-on expliquer cette sorte d'indifférence des migrants temporaires n'appartenant pas à l'Ouest par les luttes des commerçants sédentaires rennais contre les colporteurs et les marchands ambulants pendant la première moitié du XIX^e siècle, comme nous l'avons constaté plus haut ? Ces migrants redoutent-ils une installation dans les bourgs et les villes de l'Ouest où la population, pourtant très dense, est plus casanière et plus difficile à attirer dans le domaine commercial ? Le niveau de vie de la région et le pouvoir d'achat peuvent aussi intervenir.

Certes, le problème du passage des migrations temporaires de courte durée (surtout saisonnières) aux migrations de longue durée (surtout viagères ou même définitives) avec établissement dans un milieu urbain ou semi-urbain, est un problème important, complexe, mouvant et souvent

difficile à saisir. Par les exemples analysés et qu'il conviendrait de multiplier par une recherche plus approfondie, on peut affirmer que cette installation des migrants temporaires avait sans doute déjà commencé avant le milieu du XIXe siècle, mais c'est surtout à partir de ce milieu de siècle que le phénomène prend de l'importance par suite de circonstances nouvelles (les migrations temporaires traditionnelles semblent périmées avec le développement industriel et les moyens de transport ferroviaires qui permettent de répandre les produits fabriqués et avec le développement des villes qui tendent à rassembler la majorité de la population). Plus on avance vers la fin du XIXe siècle et le début du XXe, plus les migrants temporaires ont tendance à se fixer. Les gros bourgs, les petites villes comme les grandes agglomérations, ont bénéficié beaucoup de cet apport de population traditionnellement migrante et venue des montagnes et des régions pauvres. C'est là un aspect non négligeable du large phénomène que l'on a appelé trop sommairement l'exode rural.

Mais certaines formes des migrations saisonnières ne pouvaient-elles pas servir l'économie moderne et particulièrement la grande industrie.

NOTES — TROISIEME PARTIE — Chapitre III

II - LES TRANSFORMATIONS PROGRESSIVES DES MIGRATIONS TEMPORAIRES DE L'ARTISANAT, DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES SERVICES.

10) LES MIGRANTS TEMPORAIRES ARTISANS OU PETITS COMMERÇANTS TENDENT DE PLUS EN PLUS A SE FIXER, PARTICULIEREMENT DANS LES VILLES, SANS ABANDONNER COMPLETEMENT LES DEPLACEMENTS PERIODIQUES.

1 A.N. F. 20/435 (Mayenne) et C. DEMAY : *Cahiers de doléans des paroisses du bailliage d'Auxerre* (Bull. Soc. des Sciences de l'Yonne, 1885, p. 62-76).

2 LA BEDOLLIERE (231), p. 55-56. Dans le même ouvrage (p. 211-216, cet auteur fait un tableau du charbonnier et marchand d'eau filtrée) auvergnat en 1842. Ces deux activités (porteur d'eau et charbonnier) sont encore séparées, mais le recrutement est le même. De là, le passage facile d'une activité à une autre.

3 BARBERET (24), p. 380-383.

4 E. AVALLE (192), p. 322 et G. JACQUEMET (230).

5 BARBERET (24), p. 283.

6 AVALLE (192), p. 323.

7 BARBERET (24), p. 382.

8 Résultats du recensement de 1911, Tome I, quatrième partie, p. 104-105.

9 P. MAZEROLLE (234), p. 80-81, en 1875, n'est pas tendre pour les marchands de vin et logeurs auvergnats, qu'il considère comme des exploiters dans leurs « assommoirs », tandis que leurs femmes servent aux clients une nourriture avariée.

10 J. BARBERET : *Le Travail en France. Monographie professionnelle*. Tome VII, 1890, Les débitants de boissons, p. 286.

11 A. DURAND (753), p. 389-390 et A. BONNEFOY (198), p. 114.

12 Cf. GANS (Jacques) : *Les cafés de Paris* (in « Tendances », n° 31, octobre 1964, dossier « Vie Sociale », 23 p.). Aussi : BLANCHE (Pierre) : *La fin des « Bougnats »* (journal « Le Monde » du 4 février 1971, p. 18).

13 J. BARBERET (25), tome III, p. 35-36.

14 COURTEILLE et GAUTIER (214), p. 377.

15 A.D. d'Ille-et-Vilaine : 48 M.I (Commerce, ventes publiques à l'encan. Colporteurs. An XIII-1842) et CHATELAIN (Abel) (69).

16 Boutiquiers et artisans sont surtout très inquiets en Alsace où les colporteurs et marchands ambulants sont presque toujours des étrangers, particulièrement allemands. Cf. LEUILLOT (335) p. 16 du tome II et son article : *L'artisanat en Alsace dans la première partie du XIXe siècle*, (VIIIe colloque d'Histoire sur l'Artisanat et l'Apprentissage Aix-en-Provence, 1964, p. 45-56).

- 17 Cette lettre imprimée (que l'on trouve dans le dossier 48 M./I des A.D. de l'Ille-et-Vilaine) du 30 décembre 1816 porte le n^o 157 du Bureau du Commerce (3^o division du Ministère de l'Intérieur).
- 18 Livrets et registres sont devenus obligatoires à la suite des ordres du Ministre de la Police (15 déc. 1815, 7 et 29 mars 1816). L'arrêté du préfet de l'Ille-et-Vilaine est du 4 avril 1816. Cf. A.D. d'Ille-et-Vilaine : 48 M./I.
- 19 Ce registre se trouve dans le dossier des A.D. : 48 M./I ; il comporte pour chaque colporteur : nom, prénoms, lieu de naissance, domicile habituel, marchandises transportées, date de délivrance du livret et autorité qui l'a délivré.
- 20 A.D. de l'Ille-et-Vilaine : 48 M.I ; l'affiche est datée du 16 juin 1827, avec pour titre : « Avis. Colporteurs ».
- 21 LADOUCKETTE (604), p. 124-125.
- 22 A.D. de Seine-et-Marne : 10 M. 235 (Melun, 1872) et 10 M. 265 (Melun, 1876).
- 23 A.D. de la Seine-et-Marne : 12 M (26) et Abel CHATELAIN (56).
- 24 Cf. DEFOURNOUX LA CHAZE (741), p. 4.
- 25 Abel CHATELAIN (67), p. 528 (tableau) et calcul fait à partir de la liste nominative de 1872.
- 26 Abel CHATELAIN (67).
- 27 Enquête personnelle faite à Artemare (familles des migrants et personnes qui les ont connues). Aussi, listes nominatives de cette commune à A.D. de l'Ain : série M, non répertoriée (Artemare, listes des recensements 1896, 1901, 1906, 1911).
- 28 Enquête personnelle auprès de personnes très âgées appartenant à la famille étudiée.
- 29 A.D. Charentes : listes nominatives pour la ville d'Angoulême : M. 929 (pour 1872) et M. 958 (pour 1876).
- 30 A.D. de l'Ille-et-Vilaine : 48 M.I. ; 10 M.b I et 10 M.b 2 (passeports d'Indigents : 1826-27 et 1864-81) ; 10 M.b 3 (Visas passeports et livrets) ; A. CHATELAIN (69).
- 31 Arch. Munic. Rennes : I F. 4 (29-34 pour 1872) et (35-39 pour 1876).

2^o) LES GRANDES ENTREPRISES, SAUF DANS CERTAINS CAS LIMITES, NE PEUVENT SE CONTENTER D'UNE MAIN-D'OEUVRE SAISONNIERE FOURNIE PAR LES MIGRANTS TEMPORAIRES.

Au début du XIX^e siècle, lorsque naît la grande industrie, on doit se demander si la mine, la grande usine, le grand entrepôt ne peuvent occuper temporairement cette main-d'œuvre rurale, désœuvrée partiellement à certaines saisons, se déplaçant facilement d'elle-même sans avoir besoin d'aller la recruter, peu exigeante sur le logement et la nourriture, se contentant de salaires très bas et ne faisant pas d'opposition à l'employeur éventuel. La réponse de l'industriel est pourtant souvent nettement défavorable : il faut à l'entreprise une main-d'œuvre qui offre un travail continu au cours de l'année car les investissements exigent des bénéfices importants et accrus, les commandes d'articles fabriqués obligent à une production industrielle régulière. Souvent le migrant rural n'a guère le choix : venir grossir le prolétariat industriel ou urbain en espérant que sa migration restera pluriannuelle ou viagère en profitant de ses biens ruraux durant la dernière partie de sa vie, ou bien il continuera à végéter en faisant des migrations saisonnières inadaptées à l'économie moderne mais qui lui permettront de s'occuper de ses petits biens ruraux aux revenus trop faibles.

Il y a pourtant des entreprises qui peuvent utiliser les avantages des migrations saisonnières et certains ruraux n'ont pas manqué d'être candidats à des emplois industriels pour quelques mois de l'année.

A) Les exemples de migrations saisonnières dans les grandes entreprises.

Les migrations saisonnières dans les grandes entreprises à caractères industriels ont certainement commencé avant le XIX^e siècle, particulièrement quand il s'agit d'une production agricole très saisonnière (ainsi pour l'huile d'olive, dans le Midi) ou pour obtenir des combustibles ou des matières premières minérales que l'on peut stocker facilement sans crainte de détérioration (charbon, minerais, produits de carrières). Le paysan-mineur, le paysan-carrier sont des types qui sont déjà très connus dans certaines régions comme le Massif Central ou les Pyrénées ; cette double activité, avec alternance au cours de l'année intéresse tantôt le sédentaire tantôt le migrant temporaire.

Cette combinaison du travail alterné dans l'agriculture et dans l'industrie est considérée comme normale et bienfaisante par les économistes beaucoup plus que par les chefs d'industrie ; cela vers la fin du XVIII^e siècle et dans la première moitié du XIX^e siècle. Il ne faut donc pas s'étonner que Karl Marx écrivant son « Manifeste du Parti Communiste », en 1847, en retienne le principe qui lui paraît essentiel, mais il veut l'appliquer aux ouvriers d'industrie comme aux paysans : « Travail obligatoire pour tous ; organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture. Combinaison du travail agricole et du travail industriel ; mesures tendant à faire graduellement disparaître la distinction entre la ville et la campagne », précise-t-il dans les mesures 8 et 9 à prendre aussitôt après la révolution ouvrière, pour les pays les plus avancés dans le domaine industriel ¹. Comme les mines et les usines ne peuvent être ouvertes et développées partout, cela

suppose des déplacements de main-d'œuvre et par conséquent des migrations temporaires, surtout saisonnières pour tenir compte des besoins agricoles. Un disciple allemand de Marx, Kautsky, à la fin du XIXe siècle, se penchera aussi sur le problème des migrations saisonnières des paysans dans les entreprises industrielles qu'on peut constater en régime capitaliste et il reconnaîtra que le paysan a tendance à rechercher les emplois industriels parce qu'ils sont mieux rémunérés : « Ce travail de nomade ne se limite pas à l'agriculture, la grande industrie... lui offre du travail mieux payé² ». Mais faut-il encore que ce migrant saisonnier venu du village ou du bourg soit accepté dans un travail industriel pour des activités temporaires.

Au XIXe siècle, des entreprises ont recruté des ruraux pour certaines saisons. Ce sont d'abord celles qui s'occupent de denrées périssables, surtout alimentaires. Elles recherchent une main-d'œuvre très souple pour une durée limitée.

a) Les migrantes saisonnières dans l'entreprise fromagère de Roquefort (Aveyron) : les cabanières.

L'exemple de Roquefort, dans une région pauvre, à l'horizon de travail très limité, est certainement un des plus intéressants pour l'analyse car il montre combien une concentration industrielle peut retenir la main-d'œuvre féminine dans une région qui serait rapidement gagnée par l'exode rural. Les migrations saisonnières d'hiver et de printemps, dans une zone géographique limitée, ont maintenu une vie originale dans un pays peu favorisé par la nature.

La production et l'affinage du fromage de lait de brebis sont des activités anciennes des Causses et de Roquefort ; dès le XIe siècle, les affineurs ou cabaniers de Roquefort sont connus. Mais cette production restera très artisanale jusque vers 1845. A partir de cette date, on assiste à une concentration industrielle à Roquefort et à une organisation progressive qui s'étend de 1845 à 1891³. De nombreuses causes interviennent : innovation dans la fabrication (pain-moisi), amélioration du réseau routier vicinal pour la concentration de la matière première, initiatives d'organisations industrielles avec des sociétés productrices, réseau ferré et compagnies de navigation pour l'écoulement lointain des produits affinés. La Société des Caves réunies, fondée en 1842, est certainement un élément essentiel pour arriver à la concentration industrielle et à l'emploi d'une main-d'œuvre permanente ou temporaire. En 1880, la Société des Caves réunies groupait les deux-tiers de la production de Roquefort.

C'est surtout avant 1873, date du début de l'emploi des machines qui suppléent en partie au travail féminin, que les migrantes temporaires ont été d'abord appelées en hiver et au printemps dans les caves d'affinage (qu'on appelle cabanes). Les cabanières sont des jeunes filles migrantes dont le travail est alors assez pénible. Les fromages apportés des laiteries sont d'abord salés sur leurs surfaces (surface supérieure et pourtour et trois jours après surface inférieure), nettoyés à la brosse deux jours après et piqués pour faciliter la fermentation spéciale. Puis viennent les opérations appelés « reviraisons » ; après un séjour de 15 à 20 jours, la cabanière racle la mousse qui s'est formée à la surface du fromage. Après cette première reviraison, une seconde du

même genre a lieu encore 15 ou 20 jours après. Normalement alors le fromage peut être consommé. Mais s'il séjourne encore en cave (selon les expéditions) d'autres reviraisons sont nécessaires. Durant la première moitié du XIX^e siècle, les reviraisons étaient nombreuses, le personnel très occupé et les déchets de fabrication atteignaient parfois 23 % du poids des fromages. Jusque vers 1873, une cabanière raclait de 300 à 400 fromages pendant une journée de huit heures. Ce travail s'étendait sur la moitié de l'année, de fin décembre à fin juillet ; l'activité maximale se plaçait au printemps, en avril-mai. Ces opérations assez pénibles de raclage à la main nécessitait un appel de main-d'œuvre endurante, exercée et souple. Jusque vers 1845 (période très artisanale), le personnel employé pour l'affinage dans les caves est encore très limité : 18 ouvriers (1.000 F de salaire annuel) vers 1830 et 23 (1.200 F) vers 1845 ; 100 ouvrières migrantes temporaires (420 F pour les six mois de travail) vers 1830 et 125 (630 F) vers 1845.

Mais les effectifs croissent entre 1845 et 1873 ; car la production ne cesse d'augmenter (250.000 kg en 1800 ; 300.000 kg en 1820 ; 800.000 kg en 1830 ; 1.000.000 kg en 1834 ; 1.025.000 kg en 1845 ; 1.400.000 kg en 1850 ; 4.000.000 kg en 1877). Vers le milieu du XIX^e siècle, 400 à 500 cabanières sont employées saisonnièrement aux caves, car alors le travail manuel est essentiel pour saler, racler, piquer puis finalement envelopper et expédier le fromage de 2 kg 5. Or, les femmes constituent 90 % du personnel employé. Pour mieux travailler dans des conditions de froid assez marquées, les cabanières de 1850-1860 sont chaussées de sabots avec des bas de laine très épais ; elles portent des jupons solides et chauds, des tabliers de protection en forte toile, des châles pour le dos ; elles sont coiffées d'un bonnet recouvert d'un foulard ou d'un tricot. Comme les communications entre l'usine et les communes de domicile sont encore difficiles ou très lentes (les fromages sont alors souvent transportés à dos de mulet), les jeunes filles employées sont logées et nourries pour la saison d'engagement. Des dortoirs-réfectoires ont été aménagés dans le dernier étage de l'usine et la surveillance est exercée par les cabanières les plus âgées et les plus habituées à la vie de l'entreprise.

Avec l'apparition des machines (brosseuses et piqueuses), les conditions de travail changent, mais les effectifs de cabanières n'évoluent guère car la production s'est considérablement accrue. A partir de 1873, on commence à faire les opérations les plus pénibles mécaniquement. Bientôt la brosseuse, qui demande trois femmes, traite un minimum de 4.000 fromages par journée, alors qu'auparavant ces trois femmes ne raclaient que 900 fromages (300 par femme). On pourrait craindre alors une forte diminution de main-d'œuvre. Mais c'est le moment où la création de nombreuses laiteries et des moyens de transport plus développés permettent d'affiner de grosses quantités de fromages tandis que la découverte du froid industriel vers 1885 assure facilement la conservation des fromages affinés. Vers 1888, les 500 cabanières employées à Roquefort ⁴ traitent 5.000.000 kg de fromage (provenant de 25 millions de litres de lait donnés par 450.000 brebis) ; le mouvement des affaires est alors de 22 millions de francs. La production atteindra 6.500.000 kg de fromage en 1900 et 7.000.000 en 1908. Au début du XX^e siècle, alors que le village de Roquefort n'a que 855 habitants, il ne peut

fournir qu'une petite partie du personnel demandé par les 34 caves de l'usine (dont 23 couvertes). Il faut rechercher dans la région autour de Roquefort la main-d'œuvre temporaire indispensable pour le fonctionnement de l'entreprise.

Le recrutement se fait parmi les filles des journaliers agricoles et des petits propriétaires qui, auparavant allaient souvent se placer comme domestiques dans le Bas-Languedoc. Une dizaine de communes autour de Roquefort fournissent l'essentiel de ces effectifs féminins ; elles sont situées dans les deux vallées du Cernon et de la Sorgue orientées en direction du Tarn, dans la partie occidentale du Causse du Larzac, entre la route nationale n° 9 (Millau-Le-Caylar) et Saint-Affrique. Selon les moments, le recrutement peut s'étendre assez loin, jusque dans la partie septentrionale du département de l'Hérault (région du Bousquet, dans la haute vallée de l'Orb). Comme la migration saisonnière se fait à la mauvaise saison et que les communications sont souvent difficiles, la jeune ouvrière ne peut guère rejoindre sa famille en fin de semaine. Pourtant pour les migrantes des communes les plus proches et pour les autres (surtout au printemps), la migration saisonnière se transforme en migration hebdomadaire avec départ le samedi à midi. La migration hebdomadaire tendra à l'emporter au début du XXe siècle, lorsque les moyens de transport seront mieux organisés.

Voici comment la vie de ces migrantes est décrite en 1909 par A. Boyer : « Roquefort n'étant pas un centre peuplé et étant éloigné d'agglomérations importantes, ces femmes sont recrutées dans la région environnante et dans un rayon assez étendu ; elles sont logées dans l'établissement industriel ; elles sont même nourries par leurs patrons ; ceux-ci s'entendent avec des traiteurs qui, moyennant un prix fixe pour chacune des pensionnaires, leur fournissent les repas du midi et du soir. Les cabaniers retournent dans leur famille le dimanche, et comme leur demeure est, le plus souvent éloignée de la fabrique, elles partent le samedi à midi. C'est ainsi que de toujours la question du repos du samedi a été résolue à Roquefort par la simple nécessité des choses⁵ ». Dans les renseignements qui nous sont apportés, notons des avantages importants pour les migrantes temporaires : journées de travail relativement courtes pour l'époque (8 à 9 heures) effort des industriels pour une organisation de la pension (ailleurs souvent les jeunes filles doivent préparer leur nourriture), régime très libre hors du travail et sans surveillance religieuse indiquée, repos de fin de semaine déjà important pour faciliter les migrations hebdomadaires qui prennent alors la première place. Mais nous sommes mal renseignés sur plusieurs problèmes : l'entreprise industrielle ne semble pas avoir organisé des transports spéciaux pour les fins de semaine car les communications sont difficiles en mauvaise saison dans ces pays de montagne peu peuplés (sans doute pour cela des migrations restent encore saisonnières et non hebdomadaires), combien d'années ces jeunes filles restent-elles dans l'entreprise et le mariage interrompt-il les migrations ? La concurrence des autres activités a pu jouer aussi : attrait des villes du Bas-Languedoc avec les emplois dans la domesticité et les plus grandes possibilités de mariage, travail dans la ganterie millavoise (1.200 gantières en 1885 et 1.500 en 1913)⁶, exode vers les grandes agglomérations et surtout vers Paris (en 1911, 40.818 originaires de l'Aveyron sont recensés dans la

Seine, dont 19.480 femmes ; 37 % des émigrés aveyronnais recensés en France le sont dans la Seine).

Les deux avantages pour les cabaniers de Roquefort sont de pouvoir rester dans la région d'origine et de voir maintenus les liens étroits et fréquents avec la famille. Mais du point de vue pécuniaire, les gains paraissent relativement modestes.

Les salaires semblent très inégaux selon la durée de la migration saisonnière. Certaines cabaniers ne travaillent que quatre mois, tandis que d'autres sont occupées pendant six à huit mois. Les salaires semestriels pour la première moitié du XIX^e siècle ⁷ paraissent assez élevés, mais sans doute retient-on sur ces gains les dépenses de pension. Vers la fin du XIX^e siècle, en 1888 la cabanier logée et nourrie reçoit 200 F pour huit mois ⁸. Vers 1906, le salaire perçu est de 2 F par jour de travail, ce qui fait près de 300 F pour six mois ⁹. Ce salaire paraît s'être accru à la veille de 1914 puisque l'on parle de 350 F. de gain annuel auquel s'ajoute un supplément de 35 F par mois pour les frais de pension ; les 770 F. pour l'année entière ne sont accordés qu'à une minorité puisque le personnel féminin est en grande partie employé saisonnièrement ¹⁰. Les migrantes se contentent de gains assez modestes car elles viennent presque toujours des plus petites communes des trois cantons de Saint-Affrique, de Cornus et de Camarès. Elles logent dans la partie supérieure des caves qui a été construite au-dessus du sol. En 1906 E. Marre parle de confort et de gaieté ¹¹ : « Les dortoirs des cabaniers sont assez confortables, assez vastes et bien aérés ; chaque cabanier possède un lit et une table, le long des murs courent des étagères où sont placés les menus objets de toilette, les vêtements et quelques quolibets... Jeunes, vives alertes pour la plupart, ces ouvrières ne paraissent pas souffrir de leur existence souterraine ; elles travaillent presque toujours en chantant et leur gaieté étonne le visiteur ». Cette vie sociale collective, en plein pays rural, reposant sur une alternance de vie familiale et de vie d'usine, apporte-t-elle une satisfaction suffisante ? Est-elle un frein à l'exode rural vers les grandes villes ? Tôt ou tard, ces migrantes s'aperçoivent des différences entre leur vie, leurs gains et l'existence variée, les possibilités d'ascension sociale dans les agglomérations urbaines des bas pays.

La solution de la migration saisonnière dans l'activité industrielle des Causses est certes intéressante mais bien fragile ¹².

b) Les migrants saisonniers dans les mines du Massif Central et de ses bordures.

Si les jeunes filles des Causses ont été entraînées dans des migrations saisonnières pour l'affinage des fromages dans les caves, c'est qu'un lien solide existait avec les activités de la terre (cultures et élevage) ; l'entreprise industrielle paraissait le complément utile de l'agriculture. Mais pour d'autres activités industrielles comme la mine ou l'usine métallurgique, le passage du rural serait-il aussi facile ? Le Massif Central, particulièrement, a été la première région française à développer des mines de charbon ; cela surtout à partir du XVIII^e siècle. Le migrant saisonnier cherchant du travail dans les gros travaux de surface (terrassment, construction de route, défonçage de terrains, défrichement, etc...) consentirait-il à descendre dans la mine et à y

apporter une aide temporaire ? Notons que nous sommes très mal informés sur cet apport intermittent des ruraux dans les mines. Les archives ne renseignent guère et c'est plutôt par de brèves indications très éparées que nous connaissons le phénomène, sans pouvoir pousser l'analyse. La recherche, dans ce domaine, paraît difficile ¹³.

Pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle et encore au XIX^e siècle mineurs et paysans ne se distinguent pas aisément les uns des autres, car le travailleur de la mine est à la fois l'un et l'autre. Mais on peut pourtant très vite apercevoir deux catégories très voisines : le paysan-mineur (pour qui le travail des champs est l'essentiel et le travail à la mine, en saison de repos, le complément) et le mineur-paysan (pour qui la mine apporte le gain vital et il y travaille 9 à 10 mois, tandis qu'il consacre deux ou trois mois, surtout au moment des récoltes, aux tâches agricoles). Ces deux catégories, pour trouver le travail de complément, sont souvent obligées de faire des déplacements saisonniers et deviennent ainsi des migrants temporaires. Le phénomène a existé dans le Massif Central.

Marcel Rouff, étudiant les mines de charbon en France durant la période qui précède la Révolution de 1789, a mis en relief les deux catégories : « Parmi ces ouvriers indigènes, il n'y avait pas que des ouvriers de grosse industrie, fidèles et réguliers. Il y avait des ouvriers-paysans, qui, aux mois où la terre ensemencée ne réclamait pas leurs soins, cherchaient à occuper les temps d'inaction, propriétaires terriens ou ouvriers agricoles. Ils gardaient des attaches paysannes ; ils ne rompaient pas ce qui les liait aux champs, et travailleurs accidentellement enfouis dans la mine, ils continuaient à rêver aux bons et grands labeurs de la glèbe... » A côté de ces ouvriers temporaires, sédentaires ou migrants, on constatait une majorité de travailleurs « permanents », mais en fait à la mine seulement les trois-quarts de l'année ; le dernier quart les voyait aux champs, tout comme les paysans-mineurs que nous venons de voir. Karl Marx pensait à eux lorsqu'il voulait imposer cette alternance du travail industriel et du travail agricole (Manifeste du Parti communiste). Marcel Rouff ¹⁴ précise que la presque totalité des mineurs prennent part aux travaux de récoltes : « Les ouvriers qui travaillent neuf mois de l'année dans ces mines abandonnent presque tous les ouvrages au moment où le besoin d'ouvriers pour les récoltes leur offre l'espoir de gagner quelques sols de plus ». Il n'y a pas sans doute que l'appât du gain, il y a aussi le besoin de grand air, de détente par un changement d'activité et d'atmosphère de travail.

Mais le même historien des mines insiste sur le phénomène de migrations saisonnières des paysans attirés par la mine. Il cite l'exemple des migrants du Massif Central travaillant en Languedoc : « Souvent ces paysans n'appartiennent pas à la région où ils s'embauchaient. Ainsi les Limousins et les Auvergnats, une fois leurs terres préparées, descendaient vers les mines du Languedoc ». Nous ne sommes pas surpris de rencontrer dans les entreprises minières, des migrants de deux provinces qui ont toujours donné de la grosse main-d'œuvre solide et endurante : terrassiers et défonceurs de terrains boisés ou en friche.

Ces migrants limousins et auvergnats ne partent pas dans leur province avec l'idée de travailler uniquement dans les mines languedociennes où l'on

demande de la main-d'œuvre. En fait, ils se mettent au service du plus offrant et pour eux la question du salaire et du gain est la seule qui compte ; aussi l'activité agricole ou l'activité minière peut les retenir alternativement durant leur migration temporaire. Un observateur de la fin du XVIII^e siècle, de Genssane ¹⁵, a fort bien décrit leur comportement : « Ces ouvriers, qui sont la plupart Limousins ou Auvergnats et qui, à ces époques, ne manquent jamais de descendre en Languedoc, sentent le besoin qu'on a d'eux, font les renchérissés, au point que j'en vis un jour une centaine attroupés au milieu de la place de Beaucaire, jurant qu'ils ne travailleraient pas si on ne leur donnait pas trois livres dix sous par jour et la nourriture, qui par parenthèse, ne va pas à moins de cinq à six repas dans la journée ; et il fallut toute l'autorité et les menaces du sieur Viguié, pour les engager à travailler au prix ordinaire ». C'est qu'en effet les travaux de grosse main-d'œuvre pour l'agriculture et la mine sont délaissés par les ruraux sédentaires du Midi languedocien : « Ajoutons à tout cela que les ouvriers du pays ne se voyant occupés à la campagne que par intervalles, préfèrent d'être employés aux manufactures, ou aux travaux publics, où, à la vérité, ils gagnent moins, mais dont le travail continu leur tourne bien plus à profit. Telle est, dans ce pays, la véritable cause du manque de bras pour la culture des terres. On remédierait en partie à ce défaut, si les particuliers qui ont des domaines assez considérables pour supporter un certain nombre de domestiques, avaient soin de s'en pourvoir et cela leur coûterait moins cher que les journaliers, et leurs terres en seraient mieux cultivées. Il faut cependant convenir qu'il serait toujours moralement impossible de se passer de journaliers dans le bas pays du Languedoc, parce qu'il y a peu d'habitants qui n'aient leur petit coin de vigne, de muriers ou d'oliviers ; et comme ces petites possessions ne suffisent pas pour occuper et entretenir une famille, les propriétaires sont obligés d'embrasser quelques professions, qu'ils vont exercer dans les bourgs ou dans les villes voisines, et sont forcés de faire cultiver à la journée le peu de terres qu'ils possèdent ». Ainsi, ces journaliers migrants temporaires limousins ou auvergnats, sont donc aussi recherchés par les propriétaires ruraux que par les chefs d'entreprises minières ; on comprend mieux alors leur instabilité dans le travail des mines.

Les difficultés pour trouver des ouvriers mineurs français ont conduit à faire appel très tôt à une main-d'œuvre étrangère, jugée très souvent plus sérieuse et plus apte. C'est encore de Genssane qui l'affirme et sans doute s'agit-il de migrants pluriannuels et non plus de travailleurs saisonniers comme les Limousins et les Auvergnats : « Il est de fait que, généralement parlant, nos Français ne s'adonnent pas volontiers aux travaux souterrains des mines ; ils préfèrent tout autre travail. Il y a plus : c'est que parmi ceux qui s'y prêtent, il y en a peu qui soient bons mineurs ; cela est si vrai, que dans toutes les Mines qu'on exploite dans le Royaume on n'y voit guère que des mineurs étrangers, la plupart Allemands... »

Les propriétaires ou les directeurs des mines ne sont pas toujours certains de pouvoir exploiter leur sous-sol (difficultés physiques, insuffisance du rendement, crises économiques, etc...) Aussi ne peuvent-ils pas engager des travailleurs étrangers. Ils doivent se contenter des ouvriers plus ou moins temporaires qui se présentent et qui viennent de régions françaises fournissant de la grosse main-d'œuvre. A la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e

comme le remarque Marcel Rouff le mineur reste un paysan¹⁶ : « Les mineurs sont pour une notable partie, des paysans qui emploient dans l'industrie les loisirs des champs. Souvent, même chez ceux qui ont abandonné définitivement l'agriculture et qui vivent uniquement de la mine, cet instinct de la terre subsiste ». Nous avons vu cette mentalité chez le mineur qui fait les migrations de récolte pendant deux ou trois mois. Certes, cette intermittence dans le travail minier est une gêne pour l'exploitation méthodique de la mine et les chefs d'entreprises ont tout fait pour lutter contre ce comportement et contre ces temps-morts. Marcel Rouff rappelle la réglementation qui a été prise, mais qui est très mal appliquée : « Ces paysans (surtout les Limousins et les Auvergnats migrants temporaires) formaient une classe de mineurs intermittents et dont l'irrégularité était gênante pour les concessionnaires. Ceux-ci s'en plaignaient souvent et demandaient que les ouvriers fussent astreints à donner leur congé six mois d'avance... Cet abandon (au moment des gros travaux et des récoltes) expose les extracteurs à des pertes considérables, vu que le défaut d'ouvriers empêche les travaux continuels pour l'épuisement des eaux. Dès lors les fosses se remplissent et il en coûte des sommes immenses pour les tarir. Il paraîtrait donc juste qu'un arrêt du Conseil ordonnât que ces ouvriers ne puissent pas quitter qu'en avertissant six mois d'avance. Cet arrêt a été rendu, mais il faudrait en maintenir l'exécution¹⁷ ». Ce texte prouve qu'il est difficile de recruter des mineurs et de les garder d'une manière permanente. Les migrations temporaires sont certes une gêne pour l'exploitation normale des mines, mais on ne peut faire autrement que de compter sur elles. Les dirigeants d'exploitations minières savent d'ailleurs très bien qu'il y a un rythme saisonnier qu'ils peuvent facilement noter et dont ils dépendent. L'application d'une réglementation stricte aurait pour effet de transformer la migration saisonnière en une migration de longue durée. Mais comme les migrants du Massif Central n'en veulent pas au XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle, ils leur resteraient alors la solution de changer d'activité pendant leur temps de migration et de ne plus servir la mine.

Le recrutement de la main-d'œuvre pour les mines est donc fortement lié aux activités agricoles et il faut chercher des travailleurs dans un large rayon. Les concessionnaires de mines se plaignent alors de la médiocrité de la main-d'œuvre française employée ; quand ils ont besoin de chefs d'équipes de travail (porions, contre-mâtres, chefs de chantiers), ils n'hésitent pas à choisir des étrangers (Allemands ou Belges) qui ont donné satisfaction et dont l'activité est plus permanente et parfois de longue durée. Lors de l'enquête du Premier Empire sur les migrations périodiques, le département du Nord (le seul minier alors dans cette région du Nord) signale la venue régulière de 300 mineurs belges pour les charbonnages ; le plus grand nombre des travailleurs sont originaires du département de Jemmapes, voisin du département du Nord, et lui-même très minier (arrondissements de Charleroy et de Mons) ; il peut ainsi fournir des gens expérimentés et entraînés. Il n'est donc pas surprenant que les équipes de mineurs soient dirigées par des Belges¹⁸.

Dans le Massif Central au XIX^e siècle on assiste non seulement à une grande instabilité des migrants auvergnats et limousins dans les mines de la bordure languedocienne, mais aussi à des changements rapides dans les

courants de migrations. Dès que les grands travaux urbains (modernisation des villes et constructions privées) et les grands travaux régionaux (routes, canaux, lignes ferrées, fortifications militaires, aménagement des ports, etc...) commencent, les terrassiers et travailleurs de force limousins et auvergnats abandonnent les mines du sud du Massif Central et du Languedoc pour se porter sur les chantiers, en particulier ceux ouverts dans les régions situées au nord du Massif Central. C'est alors que pour ces travailleurs, la moitié septentrionale de la France compte plus que la moitié méridionale ; le travail y est mieux assuré et les salaires plus élevés. Pour les mines du sud du Massif Central, et particulièrement pour les mines du bassin houiller d'Alès, la relève a été assurée par les montagnards paysans des Cévennes et du Vivarais, beaucoup plus proches de cette région d'appel que l'Auvergne et le Limousin ; ils ont d'abord offert leurs services durant la mauvaise saison avant d'allonger sans cesse leur migration que la construction de la ligne ferrée Paris-Nîmes favorisait ¹⁹.

Cependant, des Auvergnats n'ont pas abandonné l'idée de tirer profit du travail de la mine lorsque certaines conditions leur paraissaient favorables (salaires, proximité de leur pays d'origine, etc...). L'exemple des mines de Pontgibaud (Puy-de-Dôme) ²⁰ est particulièrement intéressant pour suivre le comportement. Il s'agit d'une mine de plomb argentifère située dans le canton de Pontgibaud, sur la route de Clermont-Ferrand à Aubusson et pays de migrants temporaires se dirigeant vers Paris ou Lyon. L'industrie minière est ici ancienne, mais elle a été rétablie après un temps d'arrêt, vers 1830. Dès lors, des migrants temporaires traditionnels ont considéré qu'ils pouvaient obtenir des gains intéressants dans la mine proche sans faire des migrations lointaines. Le concessionnaire de la mine a compris que l'exploitation ne pourrait survivre que si elle consentait des engagements spéciaux et momentanés. Il y a vers 1850, très peu de mineurs permanents ; la plupart des travailleurs ont signé un engagement pour une période déterminée (quelques mois de l'année et au plus, quelques années). La plupart de ces travailleurs considèrent que la mine est un moyen de faire une épargne pour acquérir des champs, pour compléter une propriété dont l'exploitation pourra assurer du travail et des gains suffisants sans être obligé de faire des migrations temporaires et de mener une vie isolée loin de la famille. La migration vers la mine est généralement saisonnière (durant la mauvaise saison) et des dortoirs et des cantines ont été prévus ; le mineur n'est pas très éloigné de sa famille, mais pour éviter les pertes de temps et des trajets difficiles en montagne, il préfère séjourner à la mine pendant une période de plusieurs mois. Des jeunes filles de la région sont aussi engagées pour les travaux de surface, mais en général elles font des migrations hebdomadaires car leurs familles sont assez proches, dortoirs et cantines ont été aussi organisés pour elles.

Des petits bassins houillers du Massif Central ont attiré aussi une main-d'œuvre saisonnière, locale ou régionale, mais on n'est guère renseigné sur les effectifs qui ont dû être très variables selon les périodes. Le petit bassin houiller de Brassac ²¹, dans la vallée de l'Allier en amont d'Issoire (canton de Jumeaux, Puy-de-Dôme), attire les migrants pendant l'hiver. Le bassin de Montceau-les-Mines joue encore ce même rôle saisonnier au début du XXe siècle pour les montagnards du Châlonnais en Saône-et-Loire ²².

Mais c'est sans doute le Bassin de Saint-Etienne qui a le plus attiré, du XVIII au XXe siècle. Il était entouré de montagnes pauvres, surtout au Sud et à l'Ouest, et le long chômage hivernal des montagnards devait conduire nécessairement à chercher du travail dans un bassin minier souvent insuffisamment pourvu de main-d'œuvre. Beaucoup de mineurs permanents venus de la Haute-Loire ou de l'Ardèche, ont d'abord été des migrants saisonniers. L'exemple de La Ricamarie (canton du Chambon-Feugerolles, Loire ; au Sud-Ouest de Saint-Etienne), passant de 2.921 habitants à 10.162 entre 1846 et 1936, est éloquent²³. Pour se développer, cette cité minière fait appel à la Haute-Loire et à la Haute-Ardèche à partir de 1850. Mais les migrations s'accélérent vers 1880-1890 pour atteindre un maximum au début du XXe siècle, avant 1914. Pour une grande partie des mineurs, la migration est restée longtemps saisonnière. En hiver, les jeunes, célibataires et souvent mariés, même les adultes et les vieux, allaient vers les « pereires » où ils étaient assurés d'un salaire régulier et de bénéficier du chauffage, tandis que les femmes, les enfants et les parents âgés se chargeaient de la garde du foyer et des soins au bétail. Ces montagnards vellaves et vivarois retrouvaient régulièrement dans les mines du Forez d'autres migrants saisonniers, mais moins nombreux, venus de l'Allier. Les sédentaires du pays noir distinguaient les migrants temporaires appartenant à des pays différents : les travailleurs originaires de la Haute-Loire et de l'Ardèche étaient surnommés « Les blancs » ou « cagnats » et ceux venus de l'Allier « les bleus ». Tous ces migrants saisonniers menaient une vie très modeste comme les autres migrants du Massif Central, Limousins et Auvergnats séjournant à Paris ou à Lyon ; ils vivaient dans une pension de famille, souvent tenue par la famille d'un camarade de travail, ils s'entassaient dans des chambres et couchaient à quatre ou cinq dans une pièce qui normalement en recevait la moitié moins. Cela rappelait les chambrées parisiennes des maçons limousins, mais avec un morcellement. Le travail à la mine était acharné et le migrant saisonnier recherchait les heures supplémentaires car il fallait gagner le plus possible. Vers 1895 à La Ricamarie, le mineur gagnait 120 à 130 F par mois sans faire d'heures supplémentaires ; le migrant saisonnier cherchait presque toujours à atteindre 140 F. La moitié du gain était économisé et au printemps le travailleur temporaire rapportait une moyenne de 400 F. Dans les parties les plus élevées de l'Ardèche et de la Haute-Loire où l'hiver est le plus marqué, la migration pouvait durer plus de la moitié de l'année (novembre à mai et les économies atteindre 500 F. Les plus hautes communes de l'Ardèche voyaient surtout migrer les fils de familles nombreuses et pauvres : au nord du Mézenc on se dirigeait vers le Bassin de Saint-Etienne au Sud on allait à celui d'Alès-Bessèges²⁴.

Dans le Bassin de Saint-Etienne, comme dans celui d'Alès, la migration saisonnière a conduit très souvent à la migration viagère ou à la migration définitive. Peu à peu, beaucoup de jeunes s'acclimatent à la vie industrielle et urbaine et cherchent à allonger la migration saisonnière en revenant au village pendant un temps très court (un ou deux mois pour aider aux gros travaux de récoltes). S'ils se marient dans leur pays d'origine, la tentation est grande d'emmener la jeune épouse à la ville où elle trouvera facilement du travail. Le ménage à la ville c'est très souvent la transformation de la migration

saisonnière en migration de longue durée. Les listes nominatives de 1906 et de 1911, comportant les lieux de naissance, et celles d'après la Première Guerre Mondiale, sont instructives à ce sujet. En 1946, à La Ricamarie, plus de 80 % de la population (surtout liée à la mine) est de souche paysanne et le cinquième des maisons sont la propriété de mineurs. La propriété matérielle est un grand facteur de fixation. Généralement les propriétés rurales ont été conservées par les migrants montagnards mais ces derniers ne se retirent pas toujours au village, à l'âge de la retraite, le prétexte de rester avec des enfants bien établis à la ville est souvent évoqué.

Ainsi, les migrants saisonniers ont pu être attirés par la mine, particulièrement dans le Massif Central, mais les exemples sont néanmoins limités. Des cas peuvent aussi se présenter dans les Pyrénées : sous la Monarchie censitaire, les paysans-mineurs de Rancié (Ariège) vont travailler saisonnièrement dans d'autres mines des Pyrénées ²⁵ au début du XXe siècle, vers 1912 ²⁶, du pays de Fenouillèdes et de Sornia (Pyrénées-Orientales) des ruraux partent aussi régulièrement pour « aller aux mines ». Dans les Alpes, les mines de La Mure (Isère) et de la Loire attirent saisonnièrement quelques montagnards de l'Oisans au XIXe siècle, mais les effectifs paraissent très limités ²⁷. Les migrants saisonniers venus offrir leurs services ne peuvent fournir qu'un appoint ; on leur préfère les migrants de plus longue durée ou ceux qui habitent à proximité et qui font des migrations quotidiennes. Peu à peu, au cours du XIXe siècle, le mineur n'est plus considéré comme un simple manœuvre, mais comme un ouvrier spécialisé qui s'attache à son métier et qui finit par se fixer. Comme le remarque Jean Brunhes ²⁸ à propos de la mine « On y naît ; on n'y vient pas ; on ne la quitte pas en général, mais on ne la recherche pas davantage ». On a parfois pensé orienter les migrants vers la mine, mais il y a eu des échecs ; après la catastrophe de Courrières (Pas-de-Calais, 1906), on a essayé de recruter des travailleurs en Bretagne en offrant des salaires relativement élevés, mais plus des trois quarts des engagés ont abandonné la mine avant trois mois d'activité. On explique mieux pourquoi on a cherché très tôt à recruter des étrangers, moins enclins à l'abandon. Nous avons vu qu'au XVIIIe siècle déjà on les préférait aux Français. Pendant le XIXe siècle, aux Allemands et aux Belges viennent s'ajouter des Italiens d'abord migrants pluriannuels. Mais leur recrutement, dans les mines, comme sur les chantiers de chemins de fer, amène des conflits avec les travailleurs français. En août 1868 et en juillet 1869, des troubles graves ont lieu à Montceau-les-Mines par suite de l'emploi d'ouvriers piémontais ²⁹. Dans ses enquêtes, Raoul Blanchard a pu noter la place tenue par les Alpes piémontaises au XIXe siècle pour le recrutement de mineurs travaillant en hiver, puis pour de plus longues périodes, dans les mines de charbon et de fer en France (particulièrement les migrants de Drusacco et Vidraco, en Piémont) ³⁰. Comme pour les industries du bâtiment et des travaux publics, les mines voient sans cesse grossir les effectifs de migrants étrangers.

c) Les grandes usines ont attiré modérément les migrants saisonniers.

Les grandes usines, encore plus que les mines, n'ont pas exercé sur les migrants saisonniers une attraction que l'on aurait pu prévoir importante.

Quand la grande industrie commence en France, les migrants temporaires traditionnels exercent des activités dans l'agriculture, l'artisanat, les transports, le commerce et les services. On pouvait s'attendre à une sorte de transfert de main-d'œuvre, particulièrement pour l'artisanat ; ce transfert a été très faible. Les migrants saisonniers n'ont guère recherché les usines reposant sur le travail de masse car ils demeuraient très individualistes ; c'est tout juste si certains admettaient une activité de groupes formés de personnes en nombre très limité. D'autre part, les industriels voyaient très souvent d'un très mauvais œil des travailleurs qui n'offraient leur aide que pour quelques mois, alors que l'usine exigeait un fonctionnement continu. En dehors d'usines ayant une activité intermittente (ainsi les sucreries et des entreprises transformant des produits agricoles alimentaires), le problème de l'emploi des migrants saisonniers ruraux était difficile à résoudre.

Aussi, les exemples de migrants saisonniers travaillant en usines sont assez rares. L'enquête du Premier Empire ne signale aucun cas net. Dans l'enquête de 1848 sur les conditions du travail agricole et industriel, le canton d'Uzès (Gard) fait état de la présence de migrants saisonniers venus de l'Ardèche pour la filature (à moins qu'il s'agisse du travail dans les magnaneries) : « A l'époque de la filature de cocons, les ouvriers du pays ne suffisent pas, de telle sorte que les ouvriers et les ouvrières du Vivarais nous viennent en aide pour quatre mois seulement de l'année » ³¹. L'emploi des migrants saisonniers dans les filatures pour la soie est confirmé, pour le Languedoc, par Audiganne en 1860 ³² : « Les ouvriers de la soie sont pris pour la plupart sur les lieux de la production ou à une très petite distance. Dans les filatures seulement, comme la population locale ne suffirait pas toujours aux exigences du travail précité, on recrute des bras dans les montagnes du Nord du Languedoc. Les filles de cette région aride et pauvre descendent par essaims vers les basses Cévennes pour se louer temporairement ». A la même époque, mais en Provence cette fois, des usines attirent saisonnièrement les migrants des Alpes qui trouvent à s'occuper dans les fabriques de garance à Avignon et dans les huileries d'Aix et de Marseille. C'est encore Audiganne ³³ qui nous renseigne vers 1860 : « Les manufactures de garance sont en activité durant sept à huit mois chaque année, à partir de la mi-octobre. Les travailleurs qu'elles emploient, elles les empruntent à l'agriculture, mais ce ne sont pas d'ordinaire les cultivateurs des plaines qui suivent leurs produits jusque dans la fabrique ; comme ils répugnent à ce dur travail, on est obligé d'aller dans les montagnes chercher des ouvriers qui consentent à quitter l'hiver leurs régions glacées, sauf à y remonter au temps de la moisson. Les ateliers marchent jour et nuit ; la tâche nocturne de chaque homme revient deux ou trois fois par semaine. Les ouvriers logent ou plutôt campent dans les fabriques, où ils sont toujours à la disposition de leurs chefs. Ils gagnent en moyenne 70 à 80 F par mois, sur laquelle la moitié suffit à leurs besoins. Une campagne de sept mois peut donc leur valoir 250 F à 280 F d'économie ». Mais reconnaissons que le travail est si pénible et si dangereux qu'il est facilement laissé par les sédentaires aux migrants temporaires moins difficiles alors sur le choix des activités : « La tâche des ouvriers est très pénible, soit à cause de la chaleur des salles où ils sont renfermés et de la poussière ténue qui les remplit, soit à cause du déploiement

de force musculaire qu'exigent certaines opérations, surtout celle que l'on appelle l'entamage. Un produit tiré de la même plante réclame des manipulations plus compliquées, je veux parler de la garance, dans laquelle on est parvenu à concentrer sous un moindre volume, au moyen d'acide sulfurique, la propriété tinctoriale renfermée dans les alizaris ». Comme à la mine, force physique et mépris du danger sont deux qualités utilisées chez le migrant saisonnier.

Si à Aix-en-Provence, les huileries qui emploient des montagnards ont conservé encore un caractère artisanal qui convient fort bien à des travailleurs ruraux, il n'en est pas de même à Marseille où l'on a déjà de véritables usines traitant des graines oléagineuses en grandes masses ; le rythme du travail ne permet pas toujours de rester longtemps dans la fabrique : « Les huileries marseillaises sont montées sur un très grand pied et pourvues des appareils mécaniques les plus perfectionnés. Ce ne sont plus, comme à Aix pour les huiles d'olives, des ateliers temporaires. Quoique les ouvriers qui viennent en partie du Piémont aient l'habitude de retourner chez eux passer quelques semaines, les huileries n'arrêtent jamais leur mouvement, elles suppléent, au besoin, à leurs auxiliaires absents, par quelques travailleurs inoccupés de la soude ou du savon. Du reste, la population des huileries se renouvelle fréquemment. Au bout de quelques années de leur dur métier, qui leur vaut une moyenne de 2,25 F par jour, les manœuvres venus des campagnes rentrent définitivement sous leurs chaumières ». D'après Audiganne, l'usine n'a pas changé le comportement traditionnel de ces migrants temporaires : « Ils conservent intacte leur physionomie originelle. Instruments passifs d'industries très monotones, ils se résignent, sans songer à s'en plaindre, à un rôle temporairement accepté ; mais le travail des champs reste leur préoccupation préférée... A la fin de la campagne industrielle, les travailleurs descendus des montagnes regagnent avec une joie indicible leur village à peine débarrassé des neiges ».

Dans cette seconde moitié du XIX^e siècle, ce ne sont pas seulement les montagnards qui migrent temporairement à l'usine qui les accepte, ce sont aussi parfois les paysans de la plaine, même lorsqu'elle est riche, comme le met en relief Etienne Juillard pour l'Alsace ³⁴ : « La nécessité où se trouvaient beaucoup de petits paysans de se procurer un fonds de roulement pour leurs exploitations en plaçant pendant quelques années l'un de leurs fils à l'usine », est un moyen de résoudre le problème financier. Mais en Alsace on a beaucoup plus recours à la migration pluriannuelle si l'on est loin de l'usine ou à la migration quotidienne si l'on est près ou si les communications et les moyens de transport le permettent. La migration saisonnière qu'aurait préféré le paysan, en pensant au chômage ou au ralentissement hivernal, ne convient guère aux activités industrielles alsaciennes.

Mais cependant dans diverses régions, le paysan qui veut à tout prix trouver une activité temporaire mais fragile dans les entreprises industrielles ou dans les transports annexes finit par se faire engager. Au début du XX^e siècle, le montagnard alpin qui ne réussit pas à se faire embaucher aux mines de La Mure qui reçoivent trop de demandes en hiver, est satisfait quand il est accepté aux gares voisines pour charger le charbon ³⁵ : « Depuis que l'économie industrielle a fait son apparition (dans le bassin inférieur de la

Romanche, département de l'Isère), les cultivateurs s'emploient volontiers l'hiver à tous les travaux qui s'offrent ; à la gare de Saint-Georges-de-Commiers pour transborder le charbon de La Mure..., enfin dans toutes les usines de la région, qui parfois ont de la peine à trouver de la main-d'œuvre en été, mais en ont plus qu'il ne faut pendant la saison froide. Ainsi s'est généralisée, mais aussi limitée à de plus courtes distances, la pratique de l'émigration saisonnière que l'on entrevoit au début du XVIII^e siècle dans un petit nombre de communes de la région ». Cette migration saisonnière paysanne au service de l'industrie, elle apparaît aussi à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle dans le Grésivaudan, au nord de Grenoble ³⁶.

Le comportement du montagnard est le même dans les Cévennes (Haute-Ardèche) ³⁷ ; avec le travail dans les mines, ce sont les industries chimiques les plus pénibles et les plus salissantes qui attirent car le migrant saisonnier est plus certain de s'y faire engager temporairement puisque beaucoup d'ouvriers sédentaires évitent de telles activités. Au cours du XIX^e siècle, les Cévenols allaient déjà aux salines d'Aigues-Mortes ; vers la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, ils se rendent régulièrement en hiver aux usines de chaux de la vallée du Rhône (Cras, Frayol, Lafarge). Ils y retrouvent déjà des migrants étrangers qui acceptent aussi les mêmes conditions de travail.

Mais c'est l'industrie textile, particulièrement pour les jeunes filles, qui peut provoquer des migrations saisonnières de ruraux les plus développées, surtout dans certaines régions. La région Lyonnaise, au sens le plus large, donne les exemples les plus nombreux et les plus curieux. Le phénomène des migrations saisonnières féminines vers les usines textiles autour de Lyon semble bien avoir été déclenché par le transfert des fabriques lyonnaises de soieries dans les régions rurales après les révoltes ouvrières de 1831 et de 1834 dans la cité rhodanienne. Mais l'initiative ne vient pas toujours de la main-d'œuvre rurale ; elle paraît bien provenir de certains industriels. Sans doute, quand une fabrique s'installe dans un gros bourg, les travailleurs sédentaires se présentent nombreux. Mais les ruraux trop éloignés hésitent car pour eux les problèmes de déplacements, d'hébergement, de repas sont difficiles à résoudre ou entraînent trop de dépenses. Si l'industriel favorise la migration temporaire, alors la concentration ouvrière est possible et profitable aux ruraux comme à l'industriel. On peut même affirmer que cette politique peut être un frein à l'exode rural vers la grande agglomération, que les industriels redoutent à cause des révoltes ouvrières toujours possibles ³⁸.

Un des premiers exemples de fabrique-internat féminin pour l'industrie textile est certainement celui de Jujurieux (canton de Poncin, Ain ; à la limite des montagnes du Bugey) ³⁹. Ancien ouvrier soyeux, lyonnais, mais originaire de Jujurieux, l'industriel Bonnet monte une petite fabrique avec un recrutement local, puis régional. Il recrute ses jeunes ouvrières dans les montagnes du Bugey et de la Savoie, puis en Auvergne et en Forez, pays de population rurale « résignée, plus docile, moins exigeante que celle des plaines. L'enfance y est à la fois plus rude et mieux surveillée ; on y voit moins d'exemples d'une dépravation précoce, cette lutte contre les rigueurs de la nature donne aux âmes une trempe plus solide et les préserve en les

éprouvant » (Louis Reybaud). Pour la formation technique, il engage quelques ouvrières bien choisies et bien rétribuées venues des ateliers de l'Isère, de la Drôme et de l'Ardèche. Mais la nouveauté du système est certainement dans l'organisation d'un internat d'usine par des religieuses qui surveillent les ateliers, les dortoirs et toutes les parties de l'établissement. C'est une véritable association entre l'industriel et le clergé pour maintenir la population féminine rurale hors des villes, l'occuper, la surveiller dans son éducation et sa conduite et pour certains observateurs, l'exploiter dans son travail. Les familles rurales contactées sont d'ailleurs pour une telle organisation, car elles redoutent l'attraction de Lyon où les jeunes filles sont non seulement exploitées dans leur travail, mais où elles risquent de se perdre moralement. L'œuvre de Jujurieux a donc souvent été considérée comme une œuvre bienfaisante et l'on comprend ce comportement si l'on retient le passé économique et social de Lyon. Les conditions de fonctionnement de l'établissement de Jujurieux ne peuvent qu'admettre des migrations temporaires saisonnières ou pluriannuelles ; les jeunes montagnardes ont la possibilité d'aider les parents dans leurs travaux de belle saison, mais pour constituer la dot remise au départ définitif il est indispensable de faire des séjours de plusieurs années. Les jeunes filles présentes dans l'usine-couvent ont généralement de 13 à 25 ans. Beaucoup de mariages de pensionnaires dans la région de Jujurieux, avec des cultivateurs ou des artisans ruraux, ont été facilités par les responsables de l'usine-internat. Malgré une certaine sévérité des sœurs de Saint-Joseph chargées de la surveillance, l'entente entre industriels et clergé semble avoir régné et l'établissement continue une vie normale, puisque Leroy-Beaulieu en 1872 ⁴⁰, le définit comme un « cloître industriel ». Cet exemple original de Jujurieux a pu servir de modèle pour d'autres établissements créés autour de Lyon. Mais pour notre analyse des migrations temporaires dans les activités industrielles, nous voyons une différence essentielle entre l'usine-internat de Jujurieux et celles de Tarare (Rhône), de La Séauve (Haute-Loire), du Bas-Dauphiné, du Buguey et de l'Ardèche : la migration saisonnière (et parfois la migration pluriannuelle, très dure pour les jeunes filles ainsi longuement séparées de leur famille) fait place à la migration hebdomadaire plus humaine et plus supportable pour les jeunes ouvrières à demi séparées de leur milieu familial et rural. Nous y reviendrons à propos des migrations hebdomadaires. La migration saisonnière dans les usines-internats du Sud-Est de la France subsisteront lorsque les ouvrières seront trop éloignées du domicile de leurs parents ; ce sera le cas pour les migrantes venues de Maurienne, de Tarentaise ou d'Italie et employées dans les usines textiles du Bas-Dauphiné.

Pourtant, une activité très spéciale et de caractère très saisonnier, apparaîtra et se développera de plus en plus vers la fin du XIXe siècle et au début du XXe, l'industrie touristique provoquera des migrations saisonnières dans certaines régions. Bien qu'il ne s'agisse plus d'usines et de grandes entreprises, elles méritent d'être signalées à propos du développement de la civilisation urbaine ⁴¹. L'habitude prise par les citadins aisés de séjourner régulièrement durant l'été à la mer ou à la montagne provoque la formation de migrations saisonnières, particulièrement des déplacements de femmes rurales qui fournissent la grosse main-d'œuvre et les serveuses dans les hôtels

et les pensions. Le phénomène est constaté à la fin du XIXe siècle et au début du XXe, en Savoie, en Auvergne, en Bretagne, en Normandie, dans les Pyrénées, mais beaucoup moins sur la Côte d'Azur où le personnel est très spécialisé et migre saisonnièrement de la Côte méditerranéenne vers la Suisse, la Savoie et d'autres régions où sont établis des hôtels de luxe ouverts temporairement. Parmi les ruraux qui font les « saisons » (deux ou trois mois durant l'été) ; il y a beaucoup de laveuses, d'aides de cuisine, de femmes de ménage pour les gros nettoyages, de serveuses qui n'ont guère eu d'apprentissage et qui se contentent de salaires relativement bas ; cette dernière condition les fait rechercher. En Bretagne, beaucoup de ces migrantes saisonnières viennent des pays pauvres de l'intérieur ; leur travail temporaire dans les hôtels et pensions de la côte les mettent parfois en relation avec des Parisiens en vacances qui cherchent à les engager et la migration saisonnière locale se transforme parfois en migration de plus longue durée lorsque la Bretonne part comme domestique à Paris. En 1901, l'Abbé Cadic ⁴² n'écrivait-il pas : « C'est, depuis quelques années, une mode de voyager en Bretagne. C'est une mode aussi de s'en revenir avec une domestique bretonne ». Mais c'est surtout après la première guerre mondiale que la migration saisonnière des ruraux pour l'industrie touristique prendra plus d'ampleur.

Pendant, il faut bien reconnaître que la migration saisonnière, avec l'apparition et le développement de la grande industrie et des multiples activités liées à la ville, n'a plus dans la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe siècle, l'importance qu'elle avait auparavant. La mine, l'usine, l'entreprise commerciale ont maintenant presque toujours besoin d'un personnel permanent pour produire et fonctionner normalement. La vieille migration saisonnière traditionnelle n'est plus de mode. Elle doit de plus en plus laisser place à d'autres types de migrations temporaires si l'on veut éviter la migration définitive. Pour certains, la migration pluriannuelle et la migration viagère sont préférables, car elles ont déjà fait leurs preuves avant le milieu du XIXe siècle ; le migrant maçon de la Creuse en a tiré grand profit. Pour d'autres ruraux, beaucoup plus attachés à leur famille, à leurs biens, à leur milieu villageois, il faut essayer d'autres modes de déplacement et d'absence que l'économie et la civilisation modernes peuvent offrir. Si certains envisagent déjà de faire des migrations quotidiennes alternantes pour se rendre à leur travail tout en conservant un domicile rural, d'autres pensent que la migration hebdomadaire est préférable, parce que moins fatigante et plus facile. Le choix des nouvelles migrations temporaires de courte durée est d'ailleurs souvent dicté par la plus ou moins grande proximité du lieu de travail, mais surtout par l'existence de moyens de transport faciles et peu coûteux.

B) L'expérience des migrations hebdomadaires a été prématurée et limitée dans le temps et dans l'espace.

Au moment où la grande industrie tend à se développer en France, pendant le second quart du XIXe siècle, on assiste à deux phénomènes simultanés : l'apparition d'usines concentrées en certains lieux favorables et la disparition du petit artisanat familial et rural. La réaction des travailleurs,

dispersés et menacés par les nouvelles usines a été très diverse : abandonner l'ancienne activité artisanale qui n'était pour certains qu'un complément de ressources, migrer définitivement et devenir ouvriers d'usine, enfin une solution se présentait, mais souvent difficile à appliquer : travailler dans l'usine la plus proche, sans pour cela abandonner le domicile familial, les biens ruraux et le milieu rural traditionnel. Il ne fallait pas trop songer aux déplacements quotidiens car les moyens de communication d'alors ne le permettaient guère. Il restait alors la migration hebdomadaire si l'on ne voulait pas avoir recours à la migration saisonnière mal vue généralement des industriels et des chefs d'entreprises.

Or, cette migration hebdomadaire a mis assez longtemps à s'organiser et finalement elle ne semble apparaître que dans certaines régions françaises et dans des activités industrielles limitées, durant la seconde moitié du XIX^e siècle. Le retard peut s'expliquer par la difficulté d'adaptation de l'ancien artisan ; celui-ci n'est pas un ancien migrant temporaire et l'habitude des déplacements ne lui est pas familière. D'autre part, il lui faudrait organiser une autre vie laborieuse et familiale avec des séparations pénibles dans la famille. On comprend alors que dans cette Picardie jadis très pénétrée d'activités artisanales familiales, les migrations hebdomadaires de travail vers les usines n'apparaissent pas. Le rural n'y semble guère porté et sans doute aussi l'industriel, strictement occupé par ses soucis de fabrication ne tient pas à organiser son usine pour héberger et nourrir un personnel ouvrier. Pour lui, la main-d'œuvre qui se présente est suffisante, sans être obligé de faire un appel à des réserves trop lointaines et qui deviendraient même encombrantes par la présence, non seulement durant les heures de travail, mais hors des ateliers et à longueur de semaine. Les migrations hebdomadaires de travail paraissent donc absentes de la Picardie et aussi généralement de la Normandie, du Maine et de la Bretagne où pourtant les petites activités artisanales étaient nombreuses dans les villages, très souvent occupés par les métiers textiles. Mais il n'en va pas de même dans le Sud-Est de la France et particulièrement dans la région autour de Lyon.

a) Les exemples du Sud-Est de la France et particulièrement de la Région lyonnaise : les usines-internats.

Nous avons déjà vu, à propos des migrations saisonnières dans les usines, le curieux exemple d'usine-internat de Jujurieux (Ain)⁴³ ; il serait préférable de parler de « fabrique-couvent » ou de « cloître industriel », comme l'ont fait certains contemporains, tant la discipline est sévère, la vie religieuse est prédominante et l'établissement reste très fermé. Et pourtant cette première tentative pour retenir les jeunes rurales loin de la grande ville dangereuse a servi de modèle pour d'autres usines-internats. Mais la discipline est désormais plus libérale et la migration hebdomadaire des ouvrières donne aux nouveaux établissements un caractère qui les distingue nettement des autres usines rurales ou urbaines. Cependant toutes les branches de l'industrie du Sud-Est n'ont pas été gagnées par le nouveau système de recrutement de la main-d'œuvre. Seules les industries textiles et les industries papetières ont connu les migrations hebdomadaires du travail. Encore faut-il remarquer que les femmes y sont beaucoup plus favorables que les hommes ; cela sans doute

à cause des tâches matérielles (préparation des repas, nettoyage des cuisines et des dortoirs) presque toujours laissés aux intéressés, en surcharge des longues journées de travail.

Dans l'industrie textile, les exemples les plus intéressants et qui ont retenu l'attention des contemporains pendant la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe siècle sont dans les départements du Rhône, de la Haute-Loire, de l'Isère, de l'Ain et de l'Ardèche.

L'usine-internat de Tarare (Rhône), nous dit Louis Reybaud en 1858 ⁴⁴, est de création toute récente, elle date en effet du début du Second Empire. Le fondateur est J.B. Martin. L'établissement reçoit alors 400 jeunes filles venues de régions proches ; « elles descendent presque toutes de la contrée pastorale qui sépare le bassin du Rhône du bassin de la Loire ». A la différence de l'usine-couvent de Jujurieux, l'usine-internat de Tarare n'a pas étendu son recrutement dans des montagnes éloignées et cela permet alors de faire des migrations hebdomadaires de distance relativement courte. En 1858, Louis Reybaud précise que l'établissement doublera son effectif lorsqu'il sera achevé. Il s'agit donc bien là d'une usine déjà importante et non pas d'un simple atelier où tout le personnel se connaît. Malgré la direction et la surveillance religieuse, on a admis la présence de travailleurs groupés dans le voisinage des secteurs de l'usine où les jeunes migrantes sont employées. En fait, cette usine est déjà très complexe et comprend trois éléments distincts : aux 400 apprenties (les jeunes migrantes hebdomadaires) s'ajoutent 500 ouvriers et ouvrières sédentaires. L'élément féminin constitue la grande majorité. Comme dans toutes les usines de cette époque, la journée de travail est très longue (12 heures pour les apprenties, que séparent les repas en commun et les récréations se déroulant dans de vastes préaux sans grandes commodités). Mais, après le travail, un enseignement est organisé à partir de la seconde année et porte sur des notions élémentaires (lecture, écriture, calcul) ; on a ainsi le souci du développement intellectuel. Les apprenties migrantes, comme les femmes ouvrières de l'usine constatent facilement qu'on leur confie des tâches inférieures en leur donnant des salaires très bas. Alors que les hommes sont bien rétribués (3 à 5 F par jour pour les bons ouvriers, 2,25 F à 2,50 F pour les ouvriers ordinaires), les femmes perçoivent 1,50 F à 2 F ; les migrantes hebdomadaires sont donc au bas de l'échelle. On réserve aux hommes les secteurs essentiels et délicats de la fabrication (filature et surtout tissage) et pour les femmes restent les activités les plus modestes (préparation des soies). L'horizon de travail de la jeune fille migrante est très limité et l'on constate qu'il n'y a guère de possibilité d'ascension professionnelle ; le départ pour la grande ville pourrait offrir plus d'avenir dans les gains comme dans l'élévation professionnelle et sociale avec un choix plus grand d'activités. Mais Louis Reybaud voit dans l'établissement de Tarare deux dangers qui n'apparaissent pas dans la « fabrique-couvent » de Jujurieux : « Cette population (ensemble des ouvriers, des ouvrières sédentaires et des apprenties migrantes) est trop voisine de Lyon pour demeurer à l'abri de ses influences... On y constate les mêmes mœurs, la même prétention et le même esprit de turbulence... ». Après l'influence lyonnaise jugée néfaste, il y a le contact et la crainte jalouse des ouvriers redoutant la concurrence du travail féminin au rabais : « Les ouvriers ne

voyaient pas sans jalousie ce travail nouveau d'où ils étaient exclus, et qui ressemblait à un empiètement et à une menace. On commençait par la préparation des soies ; qui sait si plus tard on n'en arriverait pas jusqu'au tissage ? ». Pour L. Reybaud, l'atmosphère qui règne dans l'usine-internat de Tarare est beaucoup moins bonne que celle observée dans la fabrique-couvent de Jujurieux. Le travail à la tâche, avec primes, au lieu du salaire à la journée (à Jujurieux) peut aussi conduire à une plus grande fatigue des ouvrières migrantes.

Les usines-internats de la Haute-Loire et de la Loire présentent encore des caractères différents de ceux de Jujurieux et de Tarare et sont considérées par Louis Reybaud comme des établissements très améliorés dans le domaine du travail, dans celui de la vie quotidienne et par l'atmosphère qui y règne. D'abord l'installation en montagne, en des lieux éloignés des milieux urbains, apporte une tranquillité qui n'est pas sans rappeler celle que recherchaient les moines du Moyen-Age. La Séauve (aujourd'hui La Séauve-sur-Semène, canton de Saint-Didier-en-Velay, Haute-Loire) et Bourg-Argental (chef-lieu de canton, Loire ; entre Saint-Etienne et Annonay) sont des lieux d'implantation idéaux pour occuper et maintenir une population rurale par des migrations hebdomadaires ; on ne pouvait trouver mieux en plein milieu campagnard favorable (pays très catholique redoutant les influences urbaines). Le choix de La Séauve enchante visiblement L. Reybaud : « Quand un pareil choix est possible, tout le monde s'en trouve bien : le manufacturier, qui a sous sa main des agents et à bas prix ; les populations, qui arrivent à plus d'aisance par un supplément de main-d'œuvre ; le pays, qui s'enrichit par le mouvement des capitaux, la circulation des produits et la distribution des salaires ». Et il insiste sur les avantages de la manufacture rurale servie par des migrations hebdomadaires, établissement bien préférable, selon lui, au traditionnel travail dispersé à domicile : « Si du travail disséminé dans les campagnes on ne peut attendre que l'imperfection, il en est autrement du travail qui se concentre dans une manufacture rurale ; on y peut réunir le double avantage des bons procédés et d'une économie dans le prix de façons. La Séauve en est un exemple. L'établissement ne vise pas, il est vrai, plus haut que la fabrication courante, mais le ruban qui sort de ses métiers a tous les mérites du ruban fabriqué à la main ».

L'organisation de l'usine-internat de La Séauve a été précisée par L. Reybaud en 1858 et par P. Leroy-Beaulieu en 1872 ⁴⁵. Tous les deux sont d'accord sur la vie relativement libérale et familiale constatée dans l'établissement, vie qui a été progressivement améliorée si l'on retient les observations du second enquêteur. En 1858, la direction religieuse est déjà très souple : « C'est encore un gouvernement religieux que nous retrouvons à La Séauve ; aucune population n'y était mieux disposée, et l'esprit des fondateurs y inclinait de la manière la plus sincère. Aussi l'autorité des sœurs y a-t-elle été établie sans peine et se maintient-elle sans embarras. Un règlement très sage fixe les droits et les devoirs de chacun, assigne des limites aux attributions, trace des plans de conduite, et par des mesures de prévoyances empêchent les empiètements » (L. Reybaud). La vie collective des rurales migrantes hebdomadaires est de beaucoup meilleure à celle qu'elles ont connue dans leur village : « Une ouvrière admise à La Séauve y

trouve plutôt une famille qu'un atelier, et l'existence qu'elle y mène est assurément plus douce, moins précaire, moins rude surtout que celle du foyer paternel. Aux travaux de la montagne succède un travail dont les heures sont réglées, et qui n'expose ni aux intempéries, ni aux souffrances de la vie en plein air. La nourriture est également meilleure, les soins du corps sont mieux entendus et plus suivis ; l'intelligence est mieux cultivée. En somme, la condition est améliorée sensiblement ». Beaucoup plus qu'à Tarare et surtout qu'à Jujurieux, on se soucie à La Séauve de donner non seulement du travail et une éducation morale et religieuse, mais aussi une culture intellectuelle, une formation pour la vie pratique (cuisine, travaux à l'aiguille, notions d'économie domestique). Cela apparaît plus nettement en 1872 : « La rubanerie de La Séauve, dirigée par M. Colcombet, atteint par des modifications récentes un haut degré de perfection. C'est aussi un internat de jeunes filles surveillées par des religieuses... On met à la disposition des ouvrières des fournaux économiques où elles préparent elles-mêmes leurs aliments. Les jeunes filles sont ainsi mieux initiées à l'économie domestique et préparées à tenir elles-mêmes leur ménage... La durée du travail est moins grande à La Séauve qu'à Jujurieux ; l'on profite des heures libres pour donner quelque instruction scolaire et pour enseigner les travaux d'aiguille » (P. Leroy-Beaulieu). La question du salaire paraît assez complexe ; le gain est très inégal selon les ouvrières mais tout de même avantageux pour les plus travailleuses et les plus habiles. En 1858, « pour exciter l'émulation des apprenties, un classement a lieu tous les mois et les gages sont en rapport avec le rang qu'elles obtiennent. Ce gage peut s'élever jusqu'à 250 F ; il est plus réduit pour les ouvrières moins habiles, et presque nul pour celles qui commencent. La moyenne varie de 140 à 150 F ». En 1872, Leroy-Beaulieu constate des salaires moyens à peine supérieurs à ceux de 1858 : « On y a supprimé les salaires à la journée et les primes arbitraires, on y a introduit le travail aux pièces ; la production s'est accrue, ainsi que les salaires, qui flottent entre 15 et 18 F par semaine ».

Comparée aux deux autres établissements (Jujurieux et Tarare), La Séauve apparaît aux yeux des contemporains comme une expérience minutieusement mise au point, après les essais précédents dont on a tiré des enseignements ⁴⁶. On est parvenu à maintenir la jeune rurale dans son milieu d'origine en assurant des relations suivies et hebdomadaires avec les familles (migrations de fin de semaine). On s'efforce d'habituer les ouvrières à une vie matérielle, morale et intellectuelle nouvelle et d'un niveau très supérieur à celui qu'elles connaissaient jusqu'alors. On a cherché à fournir un travail qui permette une émulation et des gains relativement élevés et assurés. Si l'on retient le jugement de Leroy-Beaulieu, on voit plus loin que l'usine-internat ; il s'agit de « développer le caractère et l'intelligence des jeunes filles », de « les préparer aux luttes de la vie ». Matériellement, les gains de La Séauve sont très supérieurs à ceux de Tarare ; les 15 F gagnés par semaine en 1872 font contraste avec les 9-10 F de Tarare. Sans doute, sur ce salaire faut-il retirer les frais d'internat et les réserves pour les temps de crise dont nous entretenit Reybaud. Mais ce dernier fait aussi ressortir les avantages de La Séauve pour un ravitaillement alimentaire moins coûteux : « Il doit y avoir, pour La Séauve, un avantage dans les dépenses alimentaires, à raison de la zone

d'approvisionnement... Les frais de nourriture, estimés ordinairement à 40 centimes par jour et par tête, sont plus bas dans les montagnes de la France centrale ». Mais les dépenses d'entretien et les sommes mises en réserve paraissent les mêmes que dans les établissements examinés auparavant. Il peut donc rester à La Séauve 50-80 centimes par jour pour chaque ouvrière (300 jours ouvrables ; bénéfice net annuel : 150 à 240 F). Pour la plupart de ces jeunes filles, la migration hebdomadaire et l'usine-internat permettent la constitution d'une dot qui facilite grandement le mariage et l'installation en ménage. Ainsi la migration temporaire de courte distance dure plusieurs années (en moyenne de l'âge de 15 ans à 20-25 ans) ; elle s'opère dans un cadre local et assez loin de l'influence urbaine. C'est bien là le type de la migration strictement montagnarde dans un milieu catholique traditionnel, mais qui ne refuse pas une adaptation aux conditions modernes de travail et de vie. Dans ce même milieu rural, à Bourg-Argental (Loire) fonctionne aussi une usine-internat identique à celle de La Séauve, mais l'organisation y paraît encore plus libérale qu'à La Séauve, car les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, très tolérantes, y ont remplacé les sœurs de Saint-Joseph, chargées des trois premiers établissements.

Très différentes sont les usines-internats développées ultérieurement dans l'Isère, l'Ain et l'Ardèche. Si la migration hebdomadaire est maintenue et sert de base à la vie familiale et de travail, l'atmosphère n'est plus la même que dans les établissements montagnards. On assiste à une sorte de relâchement de la direction et de la surveillance religieuse. Les industriels ont des comportements très divers ; ils peuvent aider les ouvrières dans leurs déplacements, comme ils peuvent se désintéresser de la vie matérielle des migrantes pensionnaires à l'intérieur de l'usine. Ce relâchement dans l'organisation a des conséquences dangereuses pour le développement des usines-internats dans la Région lyonnaise. L'industrie de la soie autour de Lyon repose sur le travail confié à deux sortes d'usines et les usines employant des ouvriers urbains sédentaires (généralement des ruraux déracinés) risquent de l'emporter sur les usines-internats employant des rurales migrantes hebdomadaires. Les conséquences démographiques, par un exode rural intense, peuvent alors s'aggraver. La mentalité dans les bas pays du couloir rhodanien n'est pas la même que celle observée dans les montagnes bugistes, lyonnaises ou vellaves ; on y est plus indépendant, moins soumis aux directives de l'Eglise et plus influencé par les villes.

Le Bas-Dauphiné est certainement le pays qui a le mieux connu les migrations hebdomadaires de travail et les usines-internats. C'est ici que les recherches pourraient être le plus poussées à partir des bases que nous pouvons retenir. Or, au départ, vers le milieu du XIX^e siècle, les observateurs reconnaissent que le Bas-Dauphiné a des conditions très favorables du point de vue humain. En 1858, Louis Reybaud les met bien en relief : « Les ateliers du Dauphiné, où la soie se tisse par des procédés mécaniques, ne tiennent pas leurs apprenties dans cet assujettissement (du régime conventuel), et la liberté dont elles jouissent n'y est accompagnée que de rares abus. Il est vrai que dans cette province, le fond des mœurs est excellent, et qu'à l'esprit d'indépendance, qui en tout temps l'a caractérisée, elle a su allier des vertus naturelles, un sentiment des convenances et une honnêteté dans les rapports,

qui sont de tradition locale, et que les influences du siècle n'ont pas encore altérés d'une manière sensible ». En 1872, P. Leroy-Baulieu fera ressortir cet esprit d'indépendance qui n'admet guère la prédominance des religieuses dans les ateliers, mais les accepte assez bien pour la surveillance des réfectoires et des dortoirs.

Dans ce Bas-Dauphiné et pendant la seconde moitié du XIX^e siècle ⁴⁷ on assiste d'abord à la décadence progressive du petit métier familial pour la fabrication de la toile. La soie l'emporte de plus en plus et au lieu du métier à bras, ce sont des métiers mécaniques qui fonctionnent dans des usines moyennes et relativement dispersées, établies dans de petits centres au milieu de régions rurales où se recrute une main-d'œuvre féminine devant nécessairement faire des migrations hebdomadaires. L'usine-internat ou l'usine-pensionnat devient alors un élément de l'organisation industriel du Bas-Dauphiné et même de certaines zones du Haut-Dauphiné. La jeune rurale qui ne peut plus compter sur le métier familial traditionnel en pleine décadence doit rechercher dans ces usines-internats un travail indispensable, à moins qu'elle ne gagne la grande ville.

En trente ans, de 1870 à 1900, la modernisation et la concentration limitée s'opèrent en Bas-Dauphiné. Un grand nombre de petites usines fonctionnant mécaniquement sont installées. En 1894, on dénombre 73 établissements groupant un total de 12.438 métiers. La moyenne par usine est ainsi de 178 métiers mécaniques. Ce sont ces petites usines dispersées en des lieux favorables de régions rurales qui fonctionnent avec un internat de main-d'œuvre. On les trouve plus particulièrement dans la région de Voiron : à Voiron-même, à Saint-Nicolas-de-Macherin (canton de Voiron), à Renage (canton de Rives), à Saint-Geoire-en-Valdaine (chef-lieu de canton), à Saint-Siméon-de-Bressieux (canton de Saint-Etienne-de-Saint-Geoire). Mais d'autres régions ont aussi des usines-internats : celles de Pont-de-Beauvoisin, de Bourgoin et de la basse Isère. Le nombre des établissements et des métiers ne cesse de se développer à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. En 1913, on compte 143 établissements avec 14.221 métiers mécaniques, soit une centaine de métiers par usine en moyenne. Mais il arrive souvent qu'une ouvrière dirige deux métiers. L'établissement de moyenne importance est celui qui fonctionne le mieux en adjoignant un internat pour la main-d'œuvre. Ils sont plus recherchés par les ouvrières rurales que les grandes usines avec leurs bâtiments sévères de quatre à cinq étages et leurs immenses dortoirs. Le problème du recrutement de la main-d'œuvre s'est posé très vite : les sédentaires des villes et des gros bourgs, les migrants hebdomadaires ruraux ne suffisent plus vers la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e ; il faut alors faire appel aux régions plus lointaines. La région de la basse Isère emploie des jeunes filles du Vivarais qui regagnent leur pays à la fin de chaque semaine. La région de Pont-de-Beauvoisin, sur les limites de la Savoie, a dû recruter en Tarentaise et en Maurienne et comme la migration hebdomadaire n'était guère possible, on a eu recours à la migration saisonnière avec une présence à l'usine pendant six mois et plus ⁴⁸. Puis ce fut le recrutement en Italie avec la même condition de migration saisonnière. On constate ainsi que le problème de la main-d'œuvre est complexe ; le maintien de l'usine textile en milieu rural en dépend essentiellement.

La vie de travail et de pensionnat s'est organisée tant bien que mal et les industriels n'ont pas toujours fait l'effort nécessaire pour l'améliorer et pour la rendre plus confortable et plus acceptable. Les déplacements hebdomadaires (samedi soir et lundi matin), pour permettre aux jeunes ouvrières de retrouver régulièrement un peu de la vie de famille, sont d'abord laissés à l'initiative de chacun. Puis progressivement, pour retenir une main-d'œuvre qui peut devenir plus rare et plus exigeante et aussi pour éviter la concurrence entre usines voisines, des moyens de transport ont été organisés par les industriels. De grandes voitures traînées par des chevaux font de véritables circuits le samedi et le lundi pour desservir certains villages où la main-d'œuvre est abondante. Parfois il y a une association entre les transports sur route et les transports ferroviaires ; les immenses voitures des usines conduisent les ouvrières aux gares éloignées ou vont les chercher. Mais souvent il reste de longs trajets à faire à pied pour certaines jeunes filles des communes isolées où la main-d'œuvre industrielle est rare. En 1896, Ardouin-Dumazet nous décrit ces déplacements autour de Voiron et particulièrement au nord de cette ville : « L'usine de Charavines est un tissage de soierie appartenant à la maison Couturier... La Fure fait mouvoir 290 métiers produisant chaque année un million de mètres d'étoffes de soie. On peut d'ailleurs considérer la vallée de la Fure comme le centre, avec Voiron, de la fabrication des soieries, ou tout au moins, comme la plus importante par la masse des produits... Une partie de la population de Charavines travaille dans les usines. L'usine de soierie, comme toutes celles que nous allons rencontrer dans la vallée et à Voiron est remplie par des femmes et des jeunes filles : une partie seulement sont originaires du pays ; si populeux que soit celui-ci, il n'aurait pu donner les 2.800 ouvrières de la Fure et les 8.000 de Voiron. Il a donc fallu faire appel aux régions avoisinantes ; chaque semaine, le lundi, d'immenses voitures ou des trains spéciaux vont chercher les ouvrières. L'usine de M. Permezel, à Voiron, emploie à elle-seule quarante de ces voitures ». Ce même informateur en 1896, insiste sur l'évolution des déplacements hebdomadaires, car dans la période précédente, la main-d'œuvre venait du département de l'Ardèche : « Jadis, on allait chercher les ouvrières jusque dans les montagnes du Vivarais ; des trains spéciaux, venant de Privas et d'Annonay, amenaient des milliers de femmes dans les plaines et les vallées dauphinoises. Ces curieuses coutumes n'ont pas encore entièrement disparu »⁴⁹. Certes, il y a bien des variantes, dans ces déplacements. Des jeunes filles redoutant les migrations longues, pénibles et difficiles, ne vont dans leur famille que tous les mois et non chaque fin de semaine⁵⁰. Des industriels ont même une tendance à réduire le temps d'absence dans l'usine ; dans la manufacture Montessuy, à Renage (canton de Rives), les jeunes ouvrières doivent rejoindre l'internat dès le dimanche soir pour commencer très tôt le travail le lundi matin⁵¹.

La vie d'internat est sommairement organisée et paraît plus mauvaise, du point de vue matériel, que la vie dans les manufactures-couverts et les usines-pensionnats religieux que nous avons vue à Jujurieux, Tarare, La Séauve ou Bourg-Argental. En effet, dans ces derniers établissements, bien qu'on soit loin d'une vie normale, le ravitaillement alimentaire n'incombait pas aux ouvrières ; les religieuses se chargeaient de l'assurer, comme dans un pensionnat d'élèves. Dans le Bas-Dauphiné, les systèmes de ravitaillement

paraissent très variés, mais ne donnent guère satisfaction. Si parfois, industriels et religieuses s'en chargent, le plus souvent, par souci d'indépendance pour les employeurs et les employés, il est laissé aux ouvrières qui doivent prendre des initiatives individuelles. Aussi on voit l'étonnement d'Ardouin-Dumazet, en 1896, devant le spectacle de l'arrivée d'ouvrières migrantes chargées de paniers à provision, comme si elles se rendaient au marché. Ces coutumes très rurales montrent une mentalité traditionnelle très paysanne ; il faut vivre à tout prix sur les productions de la ferme et dépenser le moins possible pendant le temps de la migration. C'était aussi le comportement des migrants saisonniers, qu'ils soient de la Creuse ou de la Savoie. L'organisation du ravitaillement est alors très élémentaire et fait penser au « casse-croûte » du maçon sur le chantier, Ardouin-Dumazet, le note pour la région de Voiron : « Les ouvrières apportent de grands paniers contenant leurs vivres pour la semaine, lard ou légumes que l'on fait cuire à l'usine lorsque celle-ci n'a pas organisé des fourneaux alimentaires. Dans le réfectoire, chaque ouvrière possède un « casier aux vivres » où elle enferme ses provisions »⁵¹. Ce mode assez primitif de ravitaillement et de conservation (surtout en belle saison, au moment des fortes chaleurs) prouve à quel point la migration hebdomadaire peut être mal organisée. Les « fourneaux alimentaires » dont parle notre informateur sont des cantines d'usine laissant beaucoup à désirer. De toute façon, l'ouvrière doit fournir, en plus de son travail en atelier, une aide qui augmente sa fatigue. Dans certaines usines, pourtant, une surveillante appointée par l'établissement se chargera de surveiller l'immense cuisinière pendant que les ouvrières sont à leurs métiers⁵². Frais de cuisson et frais de surveillance, voilà à quoi se réduit trop souvent l'aide apportée par les industriels aux rurales migrantes pour une alimentation insuffisante qui ne répond guère à une longue journée de travail. Les dortoirs inconfortables (lits à deux places, serrés les uns contre les autres dans de grandes pièces nues) comme les réfectoires sont surveillés par les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, assez tolérantes. Cette présence des religieuses est surtout importante pour les parents qui sont ainsi plus rassurés sur le milieu social dans lequel vivent leurs filles, bien que ce milieu soit très mêlé et parfois douteux, comme nous le verrons par la suite.

L'organisation que nous venons de voir dans le Bas-Dauphiné a fait tache d'huile en gagnant le Haut-Dauphiné. Mais nous n'y trouvons jamais le grand développement de la région de Voiron. Nous constatons une adaptation des migrations aux difficultés rencontrées en montagne. Les exemples les plus caractéristiques se situent à Vizille ; à Bourg-d'Oisans et à Briançon. A Vizille⁵⁴, jusque vers 1910, près de la moitié des ouvrières en soierie occupées dans la ville sont des jeunes filles ou des jeunes femmes résidant dans les communes agricoles du canton. Comme la distance à parcourir est généralement inférieure à deux heures de marche, certaines ouvrières, surtout à la belle saison, font des migrations quotidiennes, mais pourtant à cause de la longue journée de travail et des fatigues, beaucoup préfèrent les migrations hebdomadaires. Plus on s'éloigne de Vizille en allant vers l'Oisans et le Drac et plus les ouvrières et une minorité d'ouvriers font les déplacements hebdomadaires. Si les hommes logent en ville dans des chambres louées à plusieurs pour une seule pièce et prennent leurs repas dans des pensions bon

marché ; il n'en est pas de même pour les femmes qui sont logées à l'usine. Pour ces dernières on donne la préférence à celles qui travaillent durant toute l'année, car en été les travaux agricoles qui retiennent une partie de la main-d'œuvre constituent une gêne pour l'usine. Dans ce pays de montagne, l'internat est considéré, malgré ses défauts, comme rendant un très grand service ; il permet d'économiser beaucoup sur le salaire, sans être obligé de prendre pension en ville, comme le font les hommes venus des communes éloignées. Il est vrai que les salaires masculins sont généralement plus élevés que les salaires féminins. Allix précise d'ailleurs qu'au début du XXe siècle, on ne peut se passer du logement à l'usine : « On a essayé de fermer, dans les usines, les dortoirs d'ouvrières ; la conséquence a été la dispersion de la plus grande partie de la main-d'œuvre, et il a fallu les rétablir ». Ainsi, l'usine doit accepter de fournir des dortoirs si elle veut conserver sa main-d'œuvre rurale bon marché. Sans eux, l'exode rural vers la grande ville l'emporte. A Vizille, vers 1890 les salaires féminins (2,50 F par jour, 15 F par semaine ; hommes : 3,50 F et 21 F), sont comparables à ceux constatés à La Séauve (Haute-Loire). Au Bourg-d'Oisans⁵⁵ dans un pays pourtant isolé, l'usine-internat féminine se développe à partir de 1884 et la longue saison hivernale oblige les ouvrières des villages assez proches à l'utiliser. Le climat rude est ici un facteur essentiel pour développer la migration hebdomadaire, sinon la migration saisonnière.

A Briançon⁵⁶, à 1.400 mètres d'altitude, le facteur climatique est encore plus impératif dans le choix d'un type de migration. L'usine de schappe a été fondée en 1842 par une famille briançonnaise qui voulait profiter de l'Italie voisine (matière première et main-d'œuvre). En fait, l'établissement industriel a attiré d'abord et surtout les montagnards de la région et particulièrement les femmes. Mais là encore, ce n'est pas seulement la distance qui intervient pour déterminer le type de migration temporaire, c'est surtout le climat qui accroît les difficultés pendant une grande partie de l'année. Aussi les formes de déplacement sont très variées selon les saisons. La migration quotidienne apparaît en été. Les migrations hebdomadaires et saisonnières sont préférées pendant le reste de l'année. Pendant les cinq mois d'enneigement les hommes vivent en chambrées (quatre ou cinq ouvriers par petite pièce) chez des particuliers. Les femmes rejoignent les Italiennes logées dans l'internat de l'usine et doivent alors se soumettre à une certaine discipline jusqu'aux beaux jours où elles retrouveront plus d'indépendance, mais aussi plus de fatigue. Dans ce Briançonnais qui a connu pendant des siècles de multiples migrations saisonnières masculines, la migration hebdomadaire est une nouveauté qui présente bien des avantages : hommes et femmes en profitent sans être obligés de gagner des pays très lointains ; l'usine-internat apporte ici un progrès et les liens familiaux des migrants sont fortement maintenus.

Très différentes sont les migrations hebdomadaires d'une autre région montagneuse moins élevée et moins rude de climat ; le Vivarais se rapprocherait plutôt du Bas-Dauphiné par la masse des jeunes rurales qui font des déplacements. Mais la faiblesse de l'organisation des usines-internats a pour résultat une grande misère et des situations pénibles. De tous les pays de la Région lyonnaise connaissant les migrations hebdomadaires du travail,

l'Ardèche est certainement celui qui montre l'exploitation la plus poussée d'un prolétariat féminin sans défense. Les conséquences en seront très graves.

En Vivarais, la femme avait déjà l'habitude de faire des migrations temporaires avant le milieu du XIXe siècle, comme nous l'avons vu à propos de l'élevage du ver à soie dans les plaines du Couloir rhodanien. La transformation des anciennes migrations saisonnières en migrations hebdomadaires est due surtout à une crise dans l'élevage du ver à soie ; en 1857, la maladie de la fièvre est considérée comme une catastrophe qui touche plusieurs catégories sociales (particulièrement les propriétaires éleveurs et les migrants saisonniers qui apportent leur aide). Refusant l'exode à Lyon ou en Afrique du Nord, des petits propriétaires ruraux préfèrent rechercher encore un appoint de ressources dans d'autres activités, surtout industrielles, reposant sur des déplacements réguliers. Ce sont donc des filles de petits paysans qui viennent grossir les contingents d'ouvrières travaillant dans les usines-internats ⁵⁷. Pour elles les migrations hebdomadaires ne sont souvent qu'un remède temporaire à la crise, en attendant une meilleure solution. Pour les industriels, il s'agit de profiter d'une main-d'œuvre rurale bon marché qui accepte n'importe quelles conditions de travail et d'hébergement. Or, le pays est peuplé, mais on ne peut installer les usines partout et les communications sont souvent malaisées. Cependant vers la fin du XIXe siècle, en 1897 lorsque le publiciste Ardouin-Dumazet visite le pays, l'Ardèche a surtout de petites usines (moulinage, filature) mues par l'eau ou par la vapeur et la main-d'œuvre féminine est presque seule employée dans les industries textiles (15.750 femmes et seulement 950 hommes dans le département). Ce sont surtout les petites vallées qui abritent les établissements tandis que la main-d'œuvre est montagnarde. Aussi, les distances à parcourir sont parfois considérables par des chemins sinueux et difficiles. Les jeunes filles de Lachamp-Raphaël (canton d'Antraigues) ont trente kilomètres à parcourir pour atteindre l'usine du chef-lieu de canton. Celles de Saint-Agrève (canton à plus de 1000 mètres d'altitude) ont encore des trajets plus longs et plus pénibles pour travailler dans les moulins du canton de Saint-Pierre-ville et de la vallée de l'Eyrieux, du Coiron ou de la région de Privas ⁵⁸.

La vie à l'usine-internat n'est pas un élément d'attraction ; c'est par nécessité que les jeunes vivaroises viennent travailler dans les ateliers sommairement organisés avec des logements de fortune. Beaucoup de problèmes se posent alors et que l'observateur E. Reynier a bien mis en relief : « Les diverses industries de la soie trouvaient en Vivarais un personnel nombreux, et pour qui le moindre salaire était un appoint appréciable dans l'ensemble des gains familiaux... Très tôt, il a fallu loger dans l'usine une partie de ces ouvrières, trop éloignées pour s'en aller chaque soir, et ces déplacements, ces exodes hebdomadaires sont une des caractéristiques de la vie industrielle vivaroise. Ainsi se compliquaient les questions posées par l'existence même de l'usine : salaire, durée de la journée de travail modifiée par le départ du samedi, hygiène dans l'atelier et dans le dortoir, nourriture apportée de la maison pour six jours, influence de la vie en commun sur les mœurs individuelles de l'ouvrière et les mœurs du village » ⁵⁹. Tout laisse à désirer dans cette usine-internat : les conditions de travail, la mauvaise nourriture, le logement lamentable. E. Reynier insiste sur le labeur pénible :

« A l'atelier, (on note) l'atmosphère chaude et humide de la filature et du moulinage, la position fatigante soit de la fileuse, de guingois entre la bassine et l'asple, soit de la « fabriqueuse » toujours debout, souvent penchée en avant. Avec cela une journée de travail presque illimitée : dans la filature, de l'aube à la nuit, courte en hiver, de 17 h à 18 heures en été ; dans le moulinage, de 4 heures du matin à 8 heures du soir, avec des fraudes qui allongent d'une heure ou deux. Les enfants sont soumis au même travail, et beaucoup ont de 8 à 12 ans, quelques uns ont moins de huit ans... Tout cela pour des salaires dérisoires, 15 à 20 F par mois au moulinage, 20 à 25 F dans la filature ; avant 1914, de 1,25 F à 1,50 par jour ». Ici, les filles paraissent engagées beaucoup plus tôt que dans le Bas-Dauphiné et le moulinage (dévidage des cocons) et la filature sont des opérations plus pénibles que le tissage mécanique dans l'Isère.

La vie matérielle et morale, hors des ateliers, est fortement critiquée. Dans les cuisines sombres et malsaines, les repas sont rapidement préparés. La nourriture est peu variée, peu substantielle et très insuffisante par suite de l'absence (ou presque) de viande. C'est une nourriture de paysan très pauvre. Qu'on en juge par les provisions apportées, chaque lundi, de la maison familiale : pour six jours de travail, 6 à 7 kg de pain de seigle, 5 kg de pommes de terre, des légumes (surtout des choux), un peu de lard et de fromage. Ardouin-Dumazet ne cachera pas sa surprise, en 1897, lorsqu'il constate le faible ravitaillement d'une ouvrière : « En gare de Vogüé, du train de Teil descendent en grand nombre, des jeunes filles portant des sacs et des paniers remplis de provisions. C'est lundi aujourd'hui ; les ouvrières des filatures et des moulinaages rentrent à l'usine... Ces Vivaraises sont maigres, petites mais pétulantes.... Un panier est tombé à terre, les vivres s'échappent. J'y vois peu de choses substantielles : des asperges, de la salade, des tomates et une botte de roses. La Vivaraise vivra-t-elle une semaine là-dessus ? »⁶⁰ Les dortoirs ne valent pas mieux que les cuisines-réfectoires. Ils sont petits et malpropres. Les lits sont entassés, trop rapprochés et servent chacun pour deux ou trois jeunes filles ; la contagion des maladies et l'immoralité trouvent dans ces dortoirs des terrains très favorables. La surveillance, en fait, n'existe pas et les sorties nocturnes, clandestines ou non, sont fréquentes et ont des conséquences pour les naissances illégitimes. Beaucoup de ces jeunes Vivaraises portent les traces de cette vie laborieuse et inconfortable : « Nul doute qu'il faille attribuer à ce régime tant de bustes voûtés et déjetés, de teints chlorotiques, une résistance physiologique moindre aux maladies et à la fatigue », remarque E. Reynier qui a pu enquêter et observer les faits au début du XXe siècle⁶¹.

Les patrons des usines-internats remarquent qu'ils font déjà beaucoup pour permettre aux populations montagnardes de bénéficier des ressources offertes par l'industrie. Les déplacements hebdomadaires des ouvrières sont considérés comme une charge importante : « De toute la région des soies, les patrons, pour assurer le recrutement de leur personnel, doivent envoyer les ouvrières, à leurs frais, par le chemin de fer ou des voitures, passer le dimanche chez elles ; elles reviennent le lundi⁶² ». Aux frais de transport, à la réduction de la semaine de travail (durée abrégée le samedi à cause des départs ; mise en train de l'usine retardée par suite de la rentrée du lundi matin), les industriels se disent qu'ils ne peuvent faire plus, surtout pour les

cuisines et les dortoirs. Il faut d'ailleurs constater que les familles ne se plaignent pas ; une sorte de résignation s'explique par l'apport de numéraire dans les villages. H. Baudrillart ⁶³ vers 1893, rappelait la satisfaction paysanne de voir entrer dans le foyer des gains tirés de l'usine quand éclate la crise agricole. L'usine-internat des régions rurales, malgré ses défauts criants, est considérée souvent par les milieux montagnards pauvres comme une sécurité économique et sociale pour les moments difficiles de l'agriculture. On comprend alors l'importance des migrations hebdomadaires dans certaines communes ardéchoises. La consultation des listes nominatives du recensement de 1911 ⁶⁴ est instructive dans ce domaine. A Saint-Andéol-de-Vals (canton d'Antraigues, arrondissement de Privas), à Arcens (canton de Saint-Martin-de-Valamas, arrondissement de Tournon) et à Saint-Pierre-du-Colombier (canton de Burzet, arrondissement de Largentière), on constate deux ou trois ouvrières migrantes par famille. Dans la dernière commune, l'usine occupe 144 personnes sur 908, soit presque un sixième. Dix ans après le début de la crise séricicole due à la fièvre, c'est-à-dire en 1867, le Vivarais comptait 15.000 salariés vivant de l'industrie de la soie (sur les 24.000 salariés du département). Cet effectif s'est maintenu comme nous l'avons vu (16.700 vers 1897) ; cela grâce à l'importance des migrations hebdomadaires.

Si les deux départements de l'Isère et de l'Ardèche offrent les exemples les plus nombreux d'usines-internats ; d'autres départements permettent de constater des adaptations variées. L'Ain, département pionnier avec l'usine-couvent de Jujurieu a connu aussi le type dauphinois à Tenay, dans la cluse des Hôpitaux (Ambérieu-Culoz). Les rurales montagnardes bugistes venues des communes surplombant la cluse, travaillent et logent dans l'usine-internat. Les migrations hebdomadaires sont facilitées par la ligne ferrée Lyon-Genève, mais les ouvrières doivent souvent effectuer de longues marches à pied entre leur village et la gare ⁶⁵. Une nouvelle adaptation apparaît vers la fin du XIXe siècle, particulièrement à Artemare (canton de Champagne-en-Valromey ; sur la ligne ferrée Lyon-Genève), où une petite usine-internat fonctionne, dirigée par trois religieuses. Les listes nominatives de recensement de 1896 ⁶⁶, pour cette commune d'un millier d'habitants, nous montrent plusieurs types de migrantes ouvrières. A côté des migrantes hebdomadaires logeant à l'usine-internat, il y a des ouvrières migrantes qui ne sont pas pensionnaires de l'établissement ; elles sont pensionnaires chez des particuliers et ce sont généralement des familles de cultivateurs ou d'artisans qui les hébergent. Parmi ces dernières sont des Italiennes. Aussi peut-on distinguer nettement trois types d'ouvrières migrantes : les saisonnières italiennes, les migrantes hebdomadaires pensionnaires à l'usine et les migrantes hebdomadaires indépendantes et logeant dans des familles. Cette dernière catégorie se rapproche de celle des ouvriers migrants travaillant dans les usines dauphinoises. L'hébergement dans des familles, système plus coûteux, mais procurant plus d'indépendance et sans doute aussi une nourriture meilleure et un logement plus agréable, a l'avantage social de placer l'ouvrière migrante dans un milieu familial et de créer des relations dont les conséquences peuvent être importantes (mariages possibles, liens entre familles de pays différents).

Ainsi, nous constatons combien variés sont les aspects des migrations hebdomadaires du travail, presque toujours liées aux usines-internats. L'industrie textile et plus particulièrement la soierie dans la Région lyonnaise, constitue l'activité type qui a su utiliser les déplacements hebdomadaires de main-d'œuvre féminine rurale. Les autres industries ne semblent guère avoir prêté attention à cette forme de migration. Nous avons vu pourtant que des industries alimentaires saisonnières comme celle de l'affinage des fromages à Roquefort y sont parvenues progressivement et partiellement ; certaines ouvrières faisant les migrations hebdomadaires, d'autres s'en tenant aux migrations saisonnières traditionnelles. Une autre industrie, appartenant aux industries chimiques, a aussi parfois usé du système inauguré par l'industrie textile ; la papeterie, activité industrielle restée encore très rurale, a cherché à employer une main-d'œuvre qui ne serait pas complètement détachée des campagnes. Là encore, le Sud-Est de la France donne quelques exemples intéressants, mais limités. Dans l'Ardèche, encore, département qui paraît avoir connu les migrations hebdomadaires avec une grande intensité, la papeterie de Vidalon-lès-Annonay ⁶⁷ est une usine avec double internat : l'un pour les filles (admisses après la première communion) et l'autre pour les garçons. C'est là une originalité que nous n'avons pas rencontrée dans l'industrie textile. La répartition du travail est bien réglée : aux jeunes gens la fabrication proprement dite, aux jeunes filles les travaux plus délicats de finissage (satinage, glaçage, collage, pliage, réglure). La vie hebdomadaire et quotidienne rappelle celle que nous avons vue dans l'activité textile : mêmes déplacements de fin de semaine chez les parents montagnards, même organisation sommaire de l'internat, avec cependant le rôle des contre-maîtresses. Pour les filles, l'alimentation est laissée au compte des ouvrières ; elles doivent préparer leurs repas et sont réparties en petites chambrées, moins monotones que les grands dortoirs classiques, avec trois à six lits par pièce ; cela sous l'autorité d'une contremaîtresse. Leroy-Beaulieu, qui nous donne ces détails, cite encore d'autres établissements appartenant à la même activité industrielle : Pont-de-Claix (Isère), Blancs (Drôme) et Fontenay (Côte-d'Or).

L'analyse des manufactures-couvents et des usines-internats nous a permis de constater bien des aspects divers, que certains observateurs ont admirés tandis que d'autres ne ménageaient pas leurs critiques. Bien qu'il soit parfois difficile de porter un jugement d'ensemble, tant que les recherches n'ont pas été plus poussées, il est utile de se demander, cependant, quels sont les avantages, les inconvénients et les critiques qui ont pu être mis en relief pendant les trois-quarts de siècle d'expériences. Le système a vécu jusqu'à 1914 et il en restera encore quelques traces après la première guerre mondiale. Mais les nouveaux modes de déplacement (bicyclettes, autobus et cars) qui favorisent les migrations quotidiennes et l'emploi de la force motrice électrique qui redonne vie au travail à domicile, sont les causes premières de l'affaiblissement des migrations hebdomadaires.

b) Avantages, inconvénients et critiques concernant les usines-internats.

Deux catégories d'observateurs et de chercheurs se sont penchés sur les problèmes des manufactures-couvents et des usines-internats : les économistes

et les géographes. Remarquons l'apport très réduit des historiens. Or, la complexité de l'expérience tentée dans le Sud-Est de la France permet de porter des jugements très divers, souvent opposés. Tout dépend des idéologies auxquelles se rattachent les observateurs et de leur domaine de spécialisation. Il est bien certain que dans le domaine démographique, le système des migrations hebdomadaires et des internats d'établissements industriels est une tentative, peut-être prématurée, mais intéressante pour mettre un frein à l'exode rural qui sévit fortement durant la seconde moitié du XIX^e siècle et au début du XX^e. Dans le domaine économique, le bienfait peut être certain ; c'est un moyen de maintenir l'activité industrielle des campagnes ou de ranimer des pays ruraux décadents, au moment où les villes tendent à diriger l'économie. Du point de vue social, on peut faire valoir les efforts pour sauver la société rurale d'un affaiblissement dangereux et pour maintenir la cellule familiale villageoise. Mais dans ce même domaine, les critiques n'ont cessé de s'accumuler, particulièrement l'évolution vers la prolétarianisation des ruraux et surtout des femmes, qui tombent sous la dépendance des industriels, souvent aidés par l'Eglise. C'est surtout dans le domaine moral, que les critiques ont été les plus violentes : esclavage industriel poussé à l'extrême par un travail sans limite, vie privée matérielle et morale très fortement réduite, contacts moraux dangereux, promiscuité regrettable.

Rares ont été les grands observateurs et les écrivains connus qui se sont penchés sur les situations créées par les migrations hebdomadaires. On note l'intervention de deux économistes libéraux du XIX^e siècle, Louis Reybaud (1799-1879) et Paul Leroy-Beaulieu (1843-1916), mais guère de Le Play et de ses disciples, qui pourtant ont cherché à sauver les populations rurales par des moyens libéraux. Au début du XX^e siècle, les critiques d'un futur ministre du travail, Justin Godart (1871-1956)⁶⁸ sont les plus précises et les plus judicieuses.

Du point de vue démographique, il est indéniable que la migration hebdomadaire pouvait freiner ou même parfois empêcher les migrations définitives ou de longue durée dans les grandes villes. Les jeunes hommes et les jeunes filles, enfants et petits propriétaires aux revenus fonciers insuffisants, avaient là un moyen de profiter des avantages apportés par la grande industrie sans être obligés d'abandonner la famille, le village et la terre. Le type du paysan-ouvrier ou de la famille paysanne-ouvrière (des membres de la famille travaillant temporairement à l'usine tandis que d'autres se consacrent complètement à la terre) apparaît nettement. Sans doute, les formes sont variées : l'homme prenant pension, avec des dépenses modestes, chez des particuliers près de l'usine ; la femme, moins bien rétribuée, se voyant souvent obligée de vivre dans l'internat de l'établissement. Le système, du point de vue purement démographique, est valable ; il annonce le système des migrations quotidiennes du XX^e siècle. Il dépend, pour s'implanter et se développer, non pas des paysans eux-mêmes, mais d'une catégorie sociale extérieure à leur milieu. Ce sont en effet des bourgeois de l'activité industrielle qui en prennent l'initiative. L'Etat reste alors indifférent ou favorise plutôt (comme sous le Second Empire) la concentration industrielle urbaine. En fait, et l'exemple de la région lyonnaise le prouve, l'industriel provoque presque inconsciemment des migrations hebdomadaires parce qu'il

a des motifs politiques (crainte des soulèvements ouvriers dans les villes) et des intérêts économiques (sources d'énergie et main-d'œuvre bon marché). Il reste à savoir si des soulèvements ouvriers, comme ceux de 1831 et de 1834 à Lyon, dans d'autres villes françaises, auraient eu les mêmes conséquences démographiques sur les campagnes environnantes.

Dans le domaine économique, les avantages ont été mis en relief par l'économiste et publiciste libéral Louis Reybaud, ce « bourgeois conquérant », selon l'expression de Moraze reprise par Pierre Villard⁶⁹. Il admire la manufacture qui fabrique « des articles de bon marché et de bon usage ». Or, il constate qu'un régime économique ancien est en train de disparaître et que l'artisan ou l'ouvrier isolé ne peut plus lutter contre la manufacture conquérante. L'évolution économique du XIX^e siècle pousse les ouvriers ruraux et aussi les cultivateurs à venir travailler dans des manufactures, ce fait est inéluctable pour L. Reybaud. Le complément de ressources que l'on trouvait jusqu'alors dans le travail industriel à domicile, il est désormais reporté dans les manufactures. Le seul moyen pour les ruraux de suivre le progrès est de bénéficier des usines établies en milieu campagnard, même s'il y a des sacrifices à faire. Dans son ouvrage sur le régime des manufactures « Conditions des ouvriers en soie » (1859), L. Reybaud est un des rares économistes du XIX^e siècle à mettre l'accent sur cette sorte de décentralisation industrielle favorable aux milieux ruraux, en freinant la trop forte industrialisation des villes. Il peut alors apparaître comme un traditionaliste retardataire, en fait, il est un novateur à qui l'avenir (au XX^e siècle) donnera raison. Manufactures en pays rural (les « usines vertes » des Suisses) et migrations hebdomadaires qui leur sont liées, voilà une idée qui se dégage des écrits de L. Reybaud à la suite des enquêtes proposées par l'Académie des Sciences morales et politiques⁷⁰.

Mais les critiques commencent quand on aborde le domaine social. Reybaud est alors moins à son aise pour défendre le nouveau système ; il fait d'ailleurs des concessions dans ses analyses sur les manufactures-couvents. Paul Leroy-Beaulieu ira plus loin encore dans la critique. Mais la charge la plus marquée vient du radical Justin Godart.

Louis Reybaud est un défenseur des patrons plus que des ouvriers, migrants ou non. Il reconnaît des devoirs à l'industriel responsable d'une usine-internat mais ce patron n'est jamais tenu de donner aux travailleurs plus que leur dû. Le paternalisme est, pour cet économiste, bienfaisant mais il a des limites. Si les frais qu'entraîne l'usine rurale (transport des migrants hebdomadaires, entretien de l'internat d'usine) sont trop élevés, il n'y a plus d'intérêt d'un établissement à la campagne pour le patron. Il faut donc une sorte de partage des charges pour que l'usine rurale puisse subsister. Le patron a d'ailleurs trouvé une sorte d'intermédiaire entre lui et les rurales engagées, c'est l'Eglise avec l'aide des religieuses. Les aspects sociaux des migrations hebdomadaires ne montrent pas seulement deux classes en présence, mais trois. Cette intervention des ecclésiastiques dans le domaine social est bien dans la ligne des penseurs économistes catholiques. L'usine-couvent est présentée comme un pensionnat qui forme des apprentis, pensionnat comparable à celui qui reçoit des élèves pour la formation intellectuelle. On assimile ainsi, la formation professionnelle à la formation intellectuelle. Dès

lors classes laborieuses et classes bourgeoises sont placées sur le même plan. Le bon patron et les bonnes sœurs, pour L. Reybaud, ont donc un rôle éducatif et cette nouveauté de l'enseignement technique en faveur des ruraux est à retenir : « Les jeunes apprenties de Jujurieux sont de véritables pensionnaires qui, arrivées avec un trousseau, sont nourries, logées, et en partie entretenues dans l'établissement. Au lieu de salaire, elles reçoivent un gage qui varie entre 80 F à 150 F par an, suivant la nature du travail et les degrés de l'apprentissage. Quelques primes sont en outre attachées à la bonne confection de la besogne, et se distribuent à la suite d'un classement qui se fait chaque mois ». Ainsi, tout rappelle le pensionnat scolaire : rythme de vie, classement, primes ou prix, etc... Pour la bourgeoisie et la paysannerie de l'époque, cet internat bien discipliné paraît normal ; la formation des individus en dépend. Mais la classe ouvrière d'alors ne voit pas l'aspect social de la même manière et L. Reybaud le reconnaît lorsqu'il rapporte les propos des travailleurs cherchant à contrecarrer les migrations hebdomadaires des jeunes apprenties à Tarare ⁷¹. Les ouvriers ont eu peur de cette concurrence des « esclaves industrielles » que sont les jeunes rurales des « manufactures-couvents » ; ils veulent s'opposer à ce « bagne de la nouvelle société industrielle » : « quelques uns (des ouvriers de Tarare) se portèrent à leur rencontre (jeunes migrantes et leurs familles), au pied de la montagne, afin de passer une sorte d'inspection du personnel dont se composait le nouvel établissement. Apercevaient-ils une famille en marche pour cette destination, ils l'accostaient, s'assuraient du fait et cherchaient à la détourner de son dessein : « Quoi ! vous allez mettre votre enfant dans cette Cayenne ! » disaient-ils (c'est sous ce nom qu'ils désignaient le moulinage). Puis ils entraient dans le détail des prétendues misères qui attendaient l'apprentie et chargeaient le tableau de couleurs si sombres que des hommes moins solides eussent rebroussé chemin à l'instant. Mais un campagnard ne s'ébranle pas aisément ; il est invariablement sur ses gardes et arrive où il s'est proposé d'arriver. Les ouvriers en étaient pour leurs frais et peu leur importait ; ils avaient satisfait leurs rancunes, accommodé les légumes à leur façon et dit leur mot sur ce cloître industriel ». Et le défenseur des manufactures et des migrations hebdomadaires ajoutait : « Avec un peu de bon sens, ils auraient fait le calcul contraire ; ces ateliers préparatoires devenaient la garantie d'un travail plus certain et plus continu, ces soies qu'ouvraient ces jeunes filles étaient pour eux un aliment et un gage d'activité ; l'industrie allait prendre une meilleure assiette ». Pour L. Reybaud, les inconvénients des manufactures-couvents de Jujurieux et de Tarare pouvaient être corrigés car ce n'était que les premières expériences ; sa satisfaction paraît complète devant le nouvel établissement de La Séauve (Haute-Loire). Il admire cette combinaison de l'enseignement professionnel et de la culture intellectuelle (temps accordé à l'instruction élémentaire), sans oublier la formation de la future maîtresse de maison et de la mère de famille (éléments d'économie domestique). De son côté et plus tardivement, Paul Leroy-Beaulieu reconnaîtra les bienfaits de cette nouvelle institution pour la formation sociale de masses rurales trop négligées jusqu'alors : « Elles (les manufactures-pensionnats) ont des combinaisons plus propres à développer le caractère et l'intelligence des jeunes filles, à les stimuler au travail, et à les

préparer aux luttes de la vie » ⁷². Naturellement, lorsque ces institutions dégénèrent comme cela se produit en Bas-Dauphiné et en Vivarais, où l'on retient surtout le travail industriel en oubliant la formation éducative, les économistes libéraux et catholiques ne sont plus d'accord. Pour survivre, la manufacture-pensionnat doit avoir des buts variés, culturels et sociaux et pas seulement professionnels et économiques.

Aussi, Justin Godart, au début du XXe siècle a connu surtout les aspects dégradés du système de l'usine-pensionnat, devenue l'usine-internat dans un sens très péjoratif. Pour lui, l'aspect social est essentiel : on a exploité les jeunes filles rurales dans une période opportune. Que ces jeunes filles soient servantes chez des particuliers ou apprenties-ouvrières dans les usines-internats, il y a toujours domestication ; les rurales sont corvéables à merci. En 1909 (donc très tardivement, quand le système est déjà décrié), il retrace l'évolution ⁷³ : « La soierie s'est démocratisée ; il a fallu lutter et répondre aux demandes de bon marché. Pour cela, la main-d'œuvre peu coûteuse était nécessaire ; on l'a trouvée à la campagne dans l'emploi des jeunes filles réunies dans les usines-internats. Celles-ci, sous des apparences philanthropiques, me semblent cacher une organisation sur laquelle l'attention du législateur doit être appelée, afin de couper court aux abus qu'elle favorise ». Mais pour lui il n'y a pas que l'exploitation économique de jeunes sans défense, il y a aussi une formation sociale douteuse : « Ainsi internées, quelle est la vie des ouvrières ? Ce sont pour la plupart des enfants. Privées des soins qu'elles trouveraient dans leur intérieur, elles ignorent ce qu'est la vie de famille. Au son de la cloche ou au hurlement de la sirène, elles vont au travail et elles le quittent. Pour toute intimité éducative, elles ont celle de leurs compagnes de labeur. Et délivrées, en sortant de l'atelier, de la direction des contremaîtresses, elles tombent sous la surveillance des religieuses qui sont chargées du réfectoire et du dortoir ». Pour le futur ministre du travail, c'est une population chétive que l'on prépare : « Au réfectoire, moyennant finances, les sœurs débilitent la soupe et un plat du jour. Par économie, beaucoup d'ouvrières ne recourent pas à ce menu. Comme le samedi après-midi, l'usinier leur donne congé, elles s'en vont chez elles ; certaines maisons ont un personnel de ce genre si nombreux, que des wagons spéciaux lui sont réservés dans les trains du soir ; d'autres le disséminent dans les campagnes avec de grands omnibus. Le lundi matin, trains et omnibus ramènent les ouvrières chargées de paniers ; elles ont fait à la ferme ou au village leur provision de la semaine : le pain épais qui ne sèche pas et que la mère a pétri, du lard, du fromage, un petit pot de beurre, des fruits, voilà ce qui alimentera toute une semaine ces jeunes filles astreintes à dix heures de travail journalier dans un milieu confiné. Le réfectoire est morne ; le repas est vite pris. Et quelles femmes de ménage feront, une fois mariées, ces ouvrières qui ont vécu en pension jusqu'au jour de leurs noces ! » ⁷⁴. Pour cet observateur lyonnais, la nouvelle migration hebdomadaire de ces jeunes filles rurales appartenant à des milieux campagnards qui étaient jusque là sédentaires, aboutit à une prolétarianisation qui peut avoir des conséquences sociales dangereuses ; elles préparent des populations souffrantes et mal éduquées pour aborder la vie d'adulte.

Lié au domaine social, le domaine moral a certainement attiré les plus

violentes critiques. C'est là, à propos des usines-internats et des migrations féminines hebdomadaires que s'opposent les prises de position du libéral L. Reybaud et les jugements du radical-socialiste J. Godart. Pour Reybaud, la bonne morale chrétienne est sauve dans les établissements placés sous l'autorité du patron paternaliste et des religieuses ; pour lui, il faut une stricte morale voulue par les familles rurales et une vie sévère et bien réglée consacrée au labeur et à l'épargne. Si autrefois, dans le travail à domicile « la fille est sous les yeux de sa mère et la jeune femme sous les yeux du mari » ⁷⁵, maintenant, avec la manufacture assez loin du foyer familial, la chose n'est plus possible ; le transfert de surveillance s'est fait au bon patron et aux bonnes sœurs. Mais la responsabilité morale revient surtout à ces dernières. L'industriel doit alors comprendre que l'entente avec l'Eglise est une condition de succès des manufactures-internats : « Une fois dans leurs mains (il s'agit des religieuses de l'établissement de Jujurieux, Tarare, La Séauve et Bourg-Argental), un manufacturier ne s'appartient pas entièrement, et il est à craindre qu'il ne s'élève tôt ou tard des conflits d'attribution. Non seulement les sœurs ont la direction des âmes, mais une partie de la comptabilité leur est dévolue... Ce mélange de pouvoirs n'est pas sans dangers ; il suppose un invariable esprit de conduite et une harmonie parfaite... Il faut que l'entrepreneur se résigne à voir, dans son établissement, autre chose qu'une œuvre industrielle et que les sœurs, de leur côté, ne s'exagèrent pas les devoirs de leur mission religieuse. C'est une route entre deux écueils, et d'autant plus difficile, que les sœurs obéissent à une autorité extérieure, devant laquelle sont portés, en dernier ressort, les cas de conscience, et qui peut, au moindre ombrage, briser ou du moins compromettre cette existence dépourvue d'unité » ⁷⁶. Finalement L. Reybaud reconnaît l'autorité de l'Eglise dans ce domaine moral. Mais si plus tard, J. Godart attaque l'institution, ce n'est pas tant pour le rôle que l'Eglise joue, c'est surtout parce que les usines-internats, avec ou sans religieuses, lui paraissent physiquement et moralement très dangereuses.

J. Godart ⁷⁷ s'attaque particulièrement aux conditions qui créent l'immoralité : « Dans les usines-internats, une incroyable promiscuité s'impose douloureusement. Le dernier rapport de l'inspection du travail constate pour notre région que, sur 20.000 ouvrières, logées dans ces établissements, 16.000 couchent deux par lit, 4.000 au plus, ayant des lits individuels. Il y a là quelque chose de révoltant. Non seulement les dortoirs sont encombrés, mal aérés, insuffisants, non seulement la tuberculose y exerce ses ravages en souveraine, mais encore, sans aucun souci de propreté physique et morale, les usiniers, par le couchage à deux, exposent les jeunes filles qu'ils emploient à toutes les contagions ». Des géographes ⁷⁸, à propos de l'Ardèche, viendront encore ajouter à ce bilan physique et moral lourdement chargé : « Ce travail éreintant a contribué à accroître la mortalité ; les taux de mortalité excèdent souvent 30 et même 40 % dans les communes où la jeunesse était soumise à des conditions déplorables... La promiscuité des ateliers et des dortoirs, la chaleur humide des fabriques, le travail et les sorties nocturnes ont de fâcheux effets moraux, et, vers 1840, on compte, en certaines localités, presque autant d'enfants naturels que de légitimes ». Ainsi, l'Ardèche, pour l'immoralité dans les usines-internats, se

place au premier rang et la première dans le temps ; les situations semblent très opposées entre ce département et le département voisin de la Haute-Loire cité comme exemplaire par L. Reybaud (à propos de La Séauve).

Or, l'Inspection du travail est venue trop tard pour apporter des remèdes⁷⁹. Le préfet, souvent admirateur des manufactures-couvents catholiques⁸⁰, n'a pas de moyens pour appliquer la loi de 1841 sur le travail des enfants et ne peut contrôler les établissements industriels. Et même à partir de 1874, lorsque la loi crée un corps de fonctionnaires-inspecteurs, la surveillance n'est guère faite, puisque ce sont les conseils généraux (qui manquent souvent de fonds) qui doivent faire la mise en place. Il faut attendre la loi de 1892 pour voir les inspecteurs du travail dépendre directement de l'Etat, et encore ils ne sont pas assez nombreux pour exercer un contrôle sérieux. Lorsqu'en 1909, J. Godart dénonce les méfaits, les inspections sont déjà plus nombreuses et plus sérieuses.

Finalement, à la veille de 1914, les usines-internats (grand espoir de certains économistes libéraux catholiques du XIXe siècle pour sauver les populations rurales) ont évolué vers une véritable décadence. Les migrations hebdomadaires ont constitué un frein prématuré pour l'exode rural. Le succès aurait été plus certain si l'organisation matérielle des déplacements et des séjours à l'usine avait été mieux faite (moyens de transport plus nombreux, cantines et dortoirs confortables assurés par les industriels), si l'intervention de l'Eglise n'avait donné une teinte trop cléricale à l'entreprise, si les industriels n'avaient fait passer leurs bénéfices avant l'aide à apporter. Aussi, on comprend mieux le succès des attaques de J. Godart contre une institution qui s'est largement étendue dans la Région lyonnaise : « Il y a bien, me dira-t-on, l'influence de l'enseignement religieux, qui y est imposé. Aumôniers et sœurs rivalisent de zèle pour éduquer les ouvrières. J'estime que les efforts sont vains lorsque la contrainte et la violation de la liberté de conscience sont à la base de l'éducation et que les conditions matérielles de la vie sont inférieures. D'autre part, au point de vue économique, une concurrence réalisée par de tels moyens ne peut qu'être néfaste ; elle déséquilibre la production normale et donne au nom d'ouvrière tout ce qu'il y a d'impie, suivant l'expression de Jules Simon. Il importe qu'une sévère réglementation intervienne pour placer sous le contrôle de l'Inspection du Travail, en plus des ateliers, les réfectoires et les dortoirs. Il faut qu'un règlement clair, formel et précis interdise le couchage à deux, assure un cube d'air et une surface déterminée par lit, proclame l'éducation ménagère obligatoire pour toutes les jeunes filles internées à l'usine. Et cela obtenu, il y aura encore beaucoup à demander pour la protection de l'ouvrière »⁸¹.

Dès ce moment, les demandes du militant radical inquiètent les « usiniers » (comme les appelle J. Godart) ; ils sont prêts à abandonner les internats d'établissement et à trouver d'autres moyens pour maintenir les usines. L'après-guerre devait les aider ; bicyclettes et autobus permettaient les migrations quotidiennes et l'abandon des migrations hebdomadaires et des internats.

NOTES – TROISIEME PARTIE – Chapitre III

II – LES TRANSFORMATIONS PROGRESSIVES DES MIGRATIONS TEMPORAIRES DE L'ARTISANAT, DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES SERVICES.

2^o) Les grandes entreprises, sauf dans certains cas limités, ne peuvent se contenter d'une main-d'œuvre saisonnière fournie par les migrants temporaires.

1 Karl MARX : *Le Manifeste du Parti Communiste* (in : textes de K. Marx, Paris Editions sociales, 1966, p. 64).

2 K. KAUTSKY (121) p. 289.

3 Cf. Sur le travail artisanal avant le XIXe siècle : A.D. Aveyron : Q, Biens nationaux, Saint-Affrique (Etat des biens de l'ordre de Malte) ; A.D. Aveyron : Q, Saint-Affrique, reg. 380 (St-Jean-d'Alcapiès). Voir les études de E. MARRE : *Le Roquefort* (Rodez, 1906, 200 p) p. 166 ; G. TELLIER ; *L'industrie fromagère de Roquefort* (Thèse de Droit, Montpellier, 1926, 181 p.) p. 86 ; MARRES (789) p. 127 191, 252. Aussi A.D. Aveyron, série O, rapport du préfet au Conseil général, 1845, p. 225.

4 Outre les études déjà indiquées, retenir : Paul JOANNE (116) tome 6, (de 1902), p. 3946 et A. BOYER : *L'industrie fromagère à Roquefort* (Paris, 1909, th. de Droit, 140 p.)

5 A. BOYER, ouvrage cité, p. 34-35.

6 MARRES (789) p. 271.

7 Cf. Rapport du Préfet de l'Aveyron au Conseil général en 1845, notice sur les caves et fromages de Roquefort (Exposition universelle 1867), MARRES (789) p. 127.

8 G. TELLIER, ouvr. cité p. 154 (825).

9 E. MARRE, ouvr. cité, p. 141 (788).

10 G. TELLIER, ouvr. cité, p. 154. (825).

11 E. MARRE, ouvr. cité, p. 141-142 (788).

12 En dehors de Roquefort, d'autres caves moins importantes des Causses seraient à étudier ; voir la carte dressée par MARRES (789) p. 275.

13 Les archives des entreprises minières du Nord ont été détruites (Guerres).

14 Marcel ROUFF : *Les mines de charbon en France au XVIIIe siècle (1744-1791)* (Paris, 1922, 624 p.)

15 M. de GENSSANE : *Histoire naturelle de la province du Languedoc* (Montpellier, 1775-1779, 5 vol.). Voir le vol. III, p. 2-5 et p. 8 : « Discours préliminaire sur l'art d'exploiter les Mines et sur les avantages de leur exploitation ».

16 Marcel ROUFF, ouvr. cité, p. 319 et 289 (161).

17 A.N. : F. 14 bis / 7.603 et F. 14 bis / 7.893. Voir aussi M. ROUFF, ouvr. cité p. 289. (161).

- 18 A.N. : F. 20 / 434 (Nord).
- 19 D. FAUCHER (93) tome I, p. 34. A. BOYER (722) p. 599.
- 20 E. LANDSBERG (776) p. 151 et 156.
- 21 L. GACHON (765) p. 408-409 et enquête 1912 (11), p. 330.
- 22 *Enquête de 1912 sur les salaires agricoles* (11), p. 376.
- 23 Marius CHALENDARD : *Une enquête sur l'habitat ouvrier et la propriété du logement* (Rev. « Economie et Humanisme, 1945, p. 657-663), p. 658-659.
- 24 P. BOZON (724) p. 141. Dans l'enquête de 1929, pour la Haute-Loire (Monographie agricole de la Haute-Loire publiée en 1937, 236 p.), p. 183, on signale que les départs saisonniers « à la marre », c'est-à-dire pour trimer pendant l'hiver dans les mines du bassin de St Etienne, intéressent surtout les parties rurales du Nord et de l'Est du département.
- 25 M. CHEVALIER (498) p. 680.
- 26 *Enquête sur les salaires agricoles de 1912* (11) p. 356-357.
- 27 R. BLANCHARD (545) p. 326 du tome III.
- 28 J. BRUNHES (43) p. 575 du tome II.
- 29 A.N. : BB 18 / 1776.
- 30 R. BLANCHARD (545) p. 329 et 340 du tome VI.
- 31 A.N. : C. 953 (Gard).
- 32 AUDIGANNE (21) p. 161 du tome II.
- 33 AUDIGANNE (21) p. 241-242 et 257 du tome II.
- 34 E. JUILLARD : *La vie rurale dans la plaine de Basse-Alsace* (Strasbourg, 1952, 582 p. 311).
- 35 A. ALLIX : *Vizille et le bassin de la Romanche* (Rev. Géogr. Alp., 1917, p. 129, p. 311, p. 327, p. 249).
- 36 R. BLANCHARD (545) tome II, p. 435-436 et 443 et suiv.
- 37 P. BOZON (724) p. 141 et A. BOYER (722) p. 599.
- 38 Abel CHATELAIN (428).
- 39 Louis REYBAUD : *Condition morale, intellectuelle et matérielle des ouvriers vivant de la soie* (Journal des économistes, janv.-mai 1858), aussi dans : *Etudes sur le régime des manufactures. Condition des ouvriers en soie* (Paris, 1859, 396 p.)
- 40 Paul LEROY-BEAULIEU : *Les ouvrières de fabrique autrefois et aujourd'hui* (Rev. des Deux Mondes, 1er fev. 1872, p. 630-657), p. 651.
- 41 MIEGE (Jean) : *La vie touristique en Savoie* (Rev. Géogr. Alp., 1934, p. 5-213) p. 30 et suiv. R. BLANCHARD (545) passim, surtout tome I, p. 52, 57, 87, etc... Aussi GAUTIER : *L'hôtellerie* (Paris, 1931, Th. Droit), p. 314-316. A. CHATELAIN (60).

- 42 Abbé CADIC : L'émigration bretonne vers Paris (Aurillac, 1901) et Abbé GAUTIER (465) p. 149, vol. "un siècle d'indigence".
- 43 Abel CHATELAIN (428). Cet article permet une analyse plus poussée des usines-internats.
- 44 Louis REYBAUD (452) p. 204-208.
- 45 Paul LEROY-BEAULIEU (136) p. 651-652.
- 46 Pourtant d'anciennes ouvrières de La Séauve (Haute-Loire) ont décrié la vie et le travail de cet établissement lorsqu'elles sont devenues très âgées (Renseignement communiqué par P. COUTIN, Directeur d'Etudes à la sixième Section de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, Paris).
- 47 Joseph JOUANNY : *Le tissage de la soie dans le Bas-Dauphiné* (Thèse, Lettres, Grenoble, 1931, 146 p.), p. 48-52 et 56.
- 48 ARDOUIN-DUMAZET (19) tome IX, p. 10-18 et J. JOUANNY (440) p. 52-54.
- 49 ARDOUIN-DUMAZET (19) tome IX, p. 10-11.
- 50 J. MOREAU (450) p. 617.
- 51 P. LEON (445), p. 760.
- 52 ARDOUIN-DUMAZET (19) tome 9, p. 11.
- 53 J. MOREAU (450) p. 617.
- 54 A. ALLIX (535) p. 309.
- 55 A. ALLIX (534) p. 717-718.
- 56 R. BLANCHARD : *L'usine de Schappe* (« Les Alpes économiques », mai 1920) et Henri PETIOT *Briançon, esquisse de géographie urbaine* (Rev. Géogr. Alp. 1921, p. 341-356), p. 437.
- 57 E. REYNIER (820) p. 222 et suiv. ; (821). ARDOUIN-DUMAZET (19) tome II, p. 150-167 ; H. BAUDRILLART : *les populations de l'Ardèche* (Ac. des Sc. mor. et pol. fév. 1893, p. 201-231 et 331-370).
- 58 A.D. de l'Ardèche : Fonds Mazon 37 bis et P. BOZON (724) p. 145.
- 59 E. REYNIER (820) p. 222-223.
- 60 ARDOUIN-DUMAZET (19) tome II, p. 167.
- 61 E. REYNIER (820) p. 223.
- 62 ARDOUIN-DUMAZET (19) tome II, p. 167.
- 63 H. BAUDRILLART, ouvr. cité, p. 358.
- 64 Cf. P. BOZON (724) p. 145.
- 65 A. CHATELAIN (428) d'après des enquêtes personnelles auprès des vieillards.
- 66 A.D. de l'Ain : série M : recensements 1896-1911 pour Artemare.

67 P. LEROY-BEAULIEU (136) p. 652.

68 Justin GODART, avocat à Lyon puis à Paris, historien, adjoint au maire de Lyon en 1904, député radical du Rhône (1906-1927) sénateur du Rhône (1927-1940), sous-secrétaire d'Etat du service de santé militaire en 1915, Ministre du Travail en 1924, Ministre de la Santé en 1934, Membre de l'Académie de Médecine.

69 Pierre VILLARD : *Les idées économiques et sociales de Louis REYBAUD* (Public. Fac. Lettres, Aix-en-Provence, 1967, 254 p., ronéotées), p. 238.

70 L. REYBAUD (452) P. VILLARD n'a pas attaché d'importance à l'idée de REYBAUD sur les manufactures dans les campagnes. C'est pourtant un problème essentiel qui intéresse la classe sociale majoritaire alors.

71 L. REYBAUD (452) p. 208.

72 P. LEROY-BEAULIEU (136) p. 651.

73 J. GODART (437) p. 200-201.

74 J. GODART (437) p. 201-202 et renseignements directs transmis par cet auteur, lors d'un entretien sur les problèmes des migrations hebdomadaires.

75 L. REYBAUD, *Journal des Economistes*, 1858, p. 19 à propos de la soie.

76 L. REYBAUD (452) p. 200.

77 J. GODART (437) p. 202.

78 P. BOZON (725) p. 192 et E. REYNIER (820).

79 J. BLAISE : *Réglementation du travail et de l'emploi* (tome III, p. 378-380, du traité du Droit au Travail,).

80 L. REYBAUD (452) p. 345, à propos du préfet de la Haute-Loire.

81 J. GODART (437) p. 202-203. Les géographes ont des jugements très divers sur le régime des usines-internats. Germaine VEYRET-VERNER : *L'industrie des Alpes françaises* (Grenoble, 1948, 371 p.), p. 257, parle d'« ouvrières encasernées » – Par contre P. BOZON : *L'industrie du seuil de Rives* (Rev. Géogr. Alpine, 1943 ; p. 215-247 et 271-317), insiste sur les bienfaits des patrons : « Services sociaux très poussés » (écoles, orphelinat, bains-douches, médecin et médicaments gratuits, caisses de retraites, primes annuelles proportionnées à la production, dot des 20 ans pour l'ouvrière en place depuis l'âge de 13 ans).

30) LA SOLUTION DE L'AVENIR AVEC LES MIGRATIONS QUOTIDIENNES ALTERNANTES APPARAÎT LOCALEMENT AVANT 1914.

Les migrations journalières du travail dans les campagnes françaises existent certainement depuis fort longtemps. Le paysan, qui perd beaucoup de temps chaque jour pour se rendre dans ses champs souvent très éloignés, n'hésite pas à faire aussi de longues marches à pied pour atteindre un lieu de travail qui lui procurera quelques ressources complémentaires tirées d'une activité non agricole. Le temps et la fatigue ne semblent pas compter pour le rural, pourvu qu'un peu de numéraire soit rapporté au foyer. On est surpris parfois des distances parcourues pour aller et revenir du travail et faire des journées laborieuses très longues et très pénibles. Deux heures de marche le matin et deux heures le soir (huit à dix kilomètres chaque fois) sont des temps admis par le rural habitué aux marches par de mauvais chemins ou par des sentiers connus ; le XIX^e siècle a vu se continuer pendant longtemps des migrations courtes de travail dans un espace géographique très limité, mais qui ont pourtant beaucoup compté dans la vie des campagnes pour élargir les horizons d'activités et pour établir des relations économiques et sociales.

Les exemples de ces migrations quotidiennes alternantes pédestres sont très nombreux dans diverses régions françaises. Mais il n'y a pas d'analyse poussée et on les connaît surtout par allusion. C'est généralement autour d'une carrière, d'une mine, d'un chantier de grands travaux, d'un gros bourg possédant des activités économiques variées, qu'ont lieu ces déplacements de courte distance et de courte durée. Le migrant juge qu'il n'a pas à coucher sur le lieu de travail et préfère mener une vie laborieuse fatigante (souvent d'ailleurs saisonnière, l'hiver particulièrement) et profiter pleinement de sa vie familiale tout en surveillant ses biens et son exploitation jugée insuffisante.

Le Massif Central, région la plus typique pour toutes les migrations temporaires, connaît ces déplacements quotidiens de main-d'œuvre qui ont moins retenu l'attention que les migrations à plus longue distance et de plus longue durée. Voici, parmi les nombreux petits bassins houillers du plateau central, celui de Lalevade (canton de Thuets, Ardèche), à proximité et en amont d'Aubenas ; cinq communes fournissent des ouvriers migrants quotidiens : « Cette main-d'œuvre est entièrement autochtone. On a même pas aux mines, ce qui se rencontre fréquemment dans les moulinsages de la région, de pensionnaires logés la semaine et allant passer le « week-end » dans les villages environnants. Tous les ouvriers sont de petits propriétaires de la région, qui habitent les divers villages des cinq communes du bassin... Ils alternent le travail industriel salarié et le travail agricole sur leurs fonds » ¹. Les 250 ouvriers (effectif moyen) sont des paysans-ouvriers, généralement migrants quotidiens ; ils sont à la mine de 6 heures à 14 heures et le reste de la journée dans leur petite exploitation. Ce type se rencontre souvent aussi dans les petits bassins houillers de la bordure aquitaine (Decazeville, Carmaux) ou même des Alpes (La Mure). Les industries locales des petites villes situées en plein pays rural contribuent également à provoquer des migrations quotidiennes qui prennent une grande importance au XIX^e siècle. Des villes de la laine comme Castres et Mazamet occupent alors beaucoup de

paysans ouvriers des alentours. Le travailleur de Mazamet est toujours resté un semi paysan qui cultive ses champs lors du chômage saisonnier dû aux basses eaux d'été. En temps ordinaire, il fait ses courtes migrations à l'usine ; le « peleur » ou le « sabreur » (celui qui utilise le sabre de bois pour le premier nettoyage des peaux) ne traite chaque jour qu'un nombre limité de peaux et peut revenir chez lui l'après-midi pour faire ses travaux agricoles ².

Ce type de paysan-ouvrier migrant journalier n'a guère été aidé dans ses déplacements fatigants au XIXe siècle. Lorsque la bicyclette commence à être mieux utilisée, au début du XXe siècle, elle a permis des déplacements plus rapides aux anciens migrants quotidiens, mais aussi elle a élargi la zone de recrutement (rayon de 25-30 km, au lieu de 8-10 km). Cependant, dans certaines régions qui bénéficient de lignes ferrées bien adaptées, des migrations journalières peuvent naître et les distances parcourues s'accroissent alors beaucoup plus. Dans cette évolution, on peut noter deux faits importants : le rôle essentiel des moyens de transport (que nous étudierons plus en détail) et le passage direct et sans transition de l'état sédentaire du travailleur à l'état de migrant quotidien ; ce dernier utilisant les transports ferroviaires. L'exemple de la Région du Nord permet de saisir l'importance des migrations journalières de travail pour certaines régions favorisées.

a) L'exemple Picardie-Région du Nord.

La France paraît moins avoir utilisé les transports ferroviaires que la Belgique pour la formation de migrations quotidiennes de ruraux ayant choisi les activités industrielles. Aussi, la région Picardie-Nord de la France, par les nouvelles habitudes développées à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, se rapproche beaucoup du genre de vie belge. D'autres régions frontalières, comme l'Alsace et la Franche-Comté, semblent avoir suivi l'exemple de pays étrangers voisins.

En Picardie et dans les pays du Nord de la France (Flandre, Artois, Cambrésis), au cours du XIXe siècle, les travailleurs des communes rurales qui vivaient à la fois de l'agriculture et de l'industrie artisanale familiale (tissage surtout), ont eu un grave choix à faire pour leur avenir. La concurrence de la grande industrie et des villes les obligeait à abandonner leurs petites activités industrielles qui étaient une ressource complémentaire indispensable. Pour beaucoup, la solution adoptée est l'exode à la ville pour profiter pleinement des activités économiques variées et des hauts salaires. Mais néanmoins, des ruraux vivant à proximité des bassins houillers, des zones industrielles et des villes actives ont préféré ne pas abandonner leur village ou leur bourg, leurs petits avoirs, leur vie campagnarde. Ils ont pensé tirer profit des nouvelles conditions économiques sans habiter la ville ou la zone industrielle ; cela en pratiquant les migrations quotidiennes, lorsque les moyens de transport le permettaient. Pour ces ruraux qui n'avaient jamais pratiqué de migrations temporaires, la survie sur la terre à laquelle ils étaient attachés ne pouvait être possible qu'avec des déplacements journaliers organisés. Ainsi, la nouvelle migration temporaire devenait bien un frein à l'exode rural.

Au début du XXe siècle, la Flandre française ³ nous montre ces ouvriers qui se rendent chaque jour dans le bassin houiller du Pas-de-Calais. Tous ne sont pas des ruraux qui ne trouveraient pas de l'emploi dans l'industrie textile

locale. L'attrait du bassin houiller provient surtout des hauts salaires offerts : 4 à 5 F. dans les mines et seulement 2,50 F. dans le tissage. Selon la distance à parcourir, les déplacements journaliers se font à pied, en tramway ou en train. Ainsi, Steenbecque (canton d'Hazebrouck-sud, Nord) envoie quotidiennement une cinquantaine de travailleurs aux charbonnages et aux aciéries d'Isbergues (canton de Norrent-Fontes, Pas-de-Calais). Hazebrouck voit partir chaque matin un train de 300 mineurs occupés aux mines de Béthune et de Berguette (canton de Norrent-Fontes, Pas-de-Calais). Aux courants flamands de migrants journaliers français s'ajoutent les courants venus de Belgique en direction des mines et des usines françaises (particulièrement des régions belges de Roulers et de Thourout). Et Raoul Blanchard, vers 1905, de mettre en relief cet intense phénomène de migration laborieuse : « Ainsi, tous les matins, de tous les points de la Flandre intérieure, des hommes se mettent en route vers les grandes villes, les usines et les mines ; la circonférence qui limite l'attraction d'un foyer urbain ou industriel est tangente aux circonférences qui entourent les autres... De partout, sans souci de l'écrasante fatigue, on se hâte vers les gros salaires ». Les paysans-ouvriers tiennent à rester des migrants quotidiens pour pouvoir aider le plus possible à la petite exploitation agricole laissée à la femme et aux enfants. Quand ils sont obligés d'être des migrants hebdomadaires (dortoirs et cantines organisés par les entreprises), le temps consacré aux petits champs est bien court et insuffisant, en fin de semaine.

Dans les régions voisines (Picardie, Artois, Cambrésis), les migrations quotidiennes se sont inégalement développées avec le recul des industries familiales traditionnelles⁴. En 1905, autour d'Amiens, les métiers à domicile sont absents car l'attraction journalière des travailleurs dans la capitale picarde est trop forte ; les tissages des villages ont fini par disparaître lorsque les moyens de transport ont permis de se rendre chaque matin dans les ateliers et usines d'Amiens. Il en est de même pour l'attraction d'Arras ou de Cambrai. Ainsi, au début du XXe siècle, une cinquantaine de travailleurs de Beaumetz-les-Loges (à 11 km au sud-ouest d'Arras) se rendaient quotidiennement dans la capitale de l'Artois dans les activités les plus diverses (bâtiment, menuiserie, serrurerie). A la même époque, Cambrai reçoit chaque jour des travailleurs venus de Cuvillers (6 km au nord), Abancourt (10 km au nord) et Bantigny (8 km au nord) ; toutes, petites communes rurales. Les migrations quotidiennes sont ici conditionnées non seulement par la proximité et les moyens de transport, mais aussi par le coût et la rapidité des déplacements. Les villages dont nous venons de parler ne sont pourtant pas très loin du bassin houiller (Aniche, Denain), mais les ruraux jugent que la migration vers Cambrai est préférable, même si elle rapporte moins ; d'autres facteurs comme l'entretien des petits champs compte beaucoup. Albert Demangeon insiste sur cet attachement à la terre, au foyer et au village : « Toutes les fois que l'ouvrier peut trouver du travail au dehors du village sans abandonner sa chaumière et son jardin, il se déplace périodiquement ; la besogne terminée, il revient au foyer ». Sans doute les migrations saisonnières agricoles plus lointaines comptent, mais les déplacements quotidiens présentent certainement beaucoup plus d'avantages économiques, familiaux et moraux.

Les mines et les usines liées aux bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais ont été pour les régions rurales d'alentour un facteur essentiel pour provoquer des migrations quotidiennes, car jusqu'à 1914, les mines surtout ont toujours demandé de la main-d'œuvre. Cependant, dans les villages formant ceinture autour des bassins houillers, il faut bien distinguer deux types de migrants journaliers : les anciens ruraux bien attachés au sol et formant la véritable catégorie des paysans-ouvriers, et les nouveaux venus trouvant un logement moins cher à la campagne et d'autres avantages, mais constituant une population très changeante quittant facilement un village pour un autre ou pour une banlieue urbaine ⁵.

L'exemple des entreprises industrielles de Denain (Nord) permet de mesurer l'importance de ces migrations quotidiennes en 1905 ⁶. Une petite ligne ferrée part de Denain vers les campagnes du sud et permet de drainer les travailleurs des communes rurales situées entre Cambrai et Solesmes (Avesnes-le-Sec, Villers-en-Cauchies, Saint-Aubert, Saint-Vaast, Saint-Hilaire). Sur une quinzaine de kilomètres, le train d'hiver de cinq heures du matin amène à Denain des effectifs nombreux (Avesnes-le-Sec en fournit 90, Saint-Aubert 80). Mais à cause des travaux agricoles, les effectifs diminuent pendant la belle saison. La migration de travail a donc ici un double caractère pour beaucoup de ruraux : elle est quotidienne et saisonnière ; c'est une migration journalière hivernale. Or, tous ces villages fournisseurs de main-d'œuvre n'étaient dans la première moitié du XIXe siècle peuplés que de tisseurs sédentaires. L'évolution économique moderne a transformé les sédentaires en migrants temporaires. C'est là une preuve que la grande industrialisation du XIXe siècle, qui a contribué à faire disparaître des migrations saisonnières traditionnelles, pouvait en faire naître de nouvelles mieux adaptées aux besoins industriels.

Les usines installées en plein pays rural, condition favorable au recrutement de la main-d'œuvre, et à proximité d'un bassin houiller, ont souvent dans la région du Nord, des effectifs importants de travailleurs migrants quotidiens. Le cas des usines métallurgiques de Biache-Saint-Vaast et de Roeux (deux communes du canton de Vitry-en-Artois, Pas-de-Calais ; sur la Scarpe, entre Arras et Douai) montre les avantages d'un choix dans une campagne encore très agricole en 1905. Toutes les communes rurales, situées surtout au sud de ces deux cités industrielles, fournissent des travailleurs migrants non détachés de la terre : Etaing, Fresnes-les-Montauban, Hamblain-les-Près, Monchy-le-Preux, Pelvès, Plouvain, Vitry-en-Artois (toutes ces communes font partie du même canton : Vitry-en-Artois). Les distances ici sont encore faibles pour atteindre l'usine (moins de 10 km) ; les déplacements à pied, mais aussi déjà à bicyclette, sont facilement acceptés par ces ruraux habitués aux fatigues.

Au début du XXe siècle, la migration quotidienne est si bien implantée dans les villages du Nord et du Pas-de-Calais, qu'elle est considérée comme un phénomène utile aux populations rurales comme au monde de l'industrie. En 1904, lors d'une exposition à Arras, la Compagnie de Lens envoie un tableau précis et détaillé (par commune) des villages qui fournissent des ouvriers aux mines de Lens ⁷ ; 90 communes donnent un effectif total de 13.300 ouvriers. C'est dire l'importance des déplacements. Les trains ouvriers vont chercher

assez loin la main-d'œuvre urbaine ou rurale, jusqu'au sud d'Arras (Agny : 20 ouvriers, Beaurains : 18) à plus de 20 km, jusqu'à proximité de l'agglomération lilloise (Wavrin : 119 ouvriers, Seclin : 1) et d'Armentières (Laventie : 6). C'est la facilité des communications et leur rapidité qui conditionnent la répartition du recrutement. La concurrence entre les entreprises industrielles oblige parfois à aller chercher assez loin une main-d'œuvre très demandée. De forts contingents viennent de Wingles (Pas-de-Calais ; 606 ouvriers) et de La Bassée (Nord : 223 ouvriers). En 1904, le recrutement de la Compagnie de Lens s'étend sur huit cantons du Pas-de-Calais (Lens-Est, Lens-Ouest, Vimy, Vitry-en-Artois, Arras-Sud, Arras-Nord, Cambrin, Laventie) et quatre du Nord (La Bassée, Haubourdin, Seclin, Lille-Ouest). Le secteur d'embauche s'allonge du nord au sud, perpendiculairement aux bassins houillers car il faut atteindre le plus possible les régions rurales de part et d'autre de la zone industrialisée. Un canton très voisin de Lens, comme Carvin, ne donne pas de travailleurs à Lens, car toute la main-d'œuvre est gardée pour ce canton industrialisé et un recrutement se fait aussi pour les mines et usines de ce canton, dans les pays ruraux marginaux. Ainsi, les migrations quotidiennes deviennent, pour les mines et les usines, un moyen indispensable permettant de résoudre les problèmes de main-d'œuvre. Ces migrations facilitent aussi le maintien d'une partie de la population dans les communes rurales et les font vivre. Malgré les fatigues des déplacements, de la mine ou de l'usine, le rural n'oublie pas les champs : « Le repos de ces ouvriers, c'est de travailler la terre », dit Demangeon. Ces paysans-ouvriers ont parfois cédé à la fatigue et à l'attraction de la ville. Mais les retours au village démontrent le fort attachement de certains ruraux du Nord et du Pas-de-Calais à leur milieu économique et social campagnard. A Thélus (canton de Vimy, Pas-de-Calais), petite commune rurale à mi-chemin entre Lens et Arras, d'où partent 89 migrants quotidiens pour les mines de Lens en 1904, un assez grand nombre de travailleurs avait d'abord émigré dans les tristes corons de Lens, mais très vite ils sont revenus dans leur village sans abandonner l'aide à la mine.

L'habitude des déplacements quotidiens semble donc bien prise dans toute la Région du Nord au début du XX^e siècle. La mine et les usines établies sur les bassins houillers ou à proximité en ont d'abord profité. Mais d'autres activités économiques ont dans leur personnel des ruraux qui font des déplacements journaliers assez importants. Les tissages de la Flandre intérieure, les papeteries de la vallée de l'Aa, les usines de ciment du Boulonnais offrent des exemples moins importants que celui de Lens, mais néanmoins significatifs du désir de la population rurale de profiter des avantages de l'usine sans être obligée de migrer définitivement à la ville. La Région du Nord apparaît donc comme une région-pilote, une région d'avant-garde dans l'évolution des migrations ; elle le doit beaucoup aux possibilités industrielles et aux moyens de transport denses et bien organisés pour faciliter les déplacements.

Il n'en est pas de même de certaines petites régions minières disposant de main-d'œuvre rurale, mais aux moyens de transport limités ou incommodes. Le bassin alpestre d'anthracite de La Mure (Isère) est très anciennement exploité (dès le Moyen-Age), mais les difficultés sont toujours

venues des problèmes de transport, pour la vente du charbon (mauvais chemins) et pour le rassemblement des mineurs qui appartiennent au milieu paysan⁸. Encore en 1830, les 10.000 tonnes d'anthracite sont péniblement tirées de la mine et exportées grâce à l'aide de familles rurales qui fournissent des mineurs-paysans et des paysans-mineurs de père en fils⁹. En effet, on distingue bien deux catégories de travailleurs : des sédentaires qui habitent à La Motte et à La Mure, pour qui la mine est l'essentiel tandis que les terres cultivées apportent un appoint non négligeable, les migrants quotidiens saisonniers des communes d'alentour qui sont, avant tout, des paysans apportant une aide pendant plus de la moitié de l'année (longue mauvaise saison) et faisant des déplacements importants à pied (deux heures aller très tôt le matin et deux heures retour au début de l'après-midi, de manière à pouvoir soigner le bétail pendant le reste de la journée). C'est dans un rayon de huit à dix kilomètres au plus qu'ont lieu les migrations, qui s'arrêtent dans la période des gros travaux de l'été. Les déplacements sont surtout le fait des plus jeunes hommes ; on en trouve un ou deux dans chaque famille, tandis que les hommes plus âgés, les femmes et les enfants s'occupent complètement de l'exploitation agricole. Si la production s'accroît de 1830 à 1845 (elle passe de 10.000 tonnes à 40.000), cela est dû à l'amélioration des routes pour la vente et au fait que le recrutement de la main-d'œuvre devient très varié (mineurs sédentaires, paysans-mineurs migrants quotidiens des alentours, paysans-mineurs migrants hebdomadaires venus des vallées et des montagnes voisines, Italiens migrants saisonniers ou pluriannuels). En effet, le chemin de fer apparaît tardivement pour favoriser le développement de la mine (seulement en 1878 pour la ligne Grenoble-Veynes et en 1888 pour le rail sur le carreau de la mine). D'ailleurs, les migrants quotidiens, très dispersés dans les communes montagnardes ne peuvent guère faire les déplacements en train, car les horaires ne sont pas aménagés. Pour abandonner les migrations journalières à pied, il faudra attendre l'emploi de la bicyclette au début du XXe siècle. Or, la production des mines a passé de 40.000 tonnes par an en 1845 à 138.000 tonnes en 1880 et à 306.000 tonnes en 1910. C'est un contingent de 2.500 travailleurs qu'il faut occuper. Les trois cités minières (La Motte, La Mure et Susville) abritent des ouvriers sédentaires (souvent anciens paysans ou fils de paysans) mais aussi des migrants hebdomadaires ou saisonniers. Le courant des migrations journalières s'est renforcé ; les paysans-mineurs « gardent leurs maisons et leurs champs qu'ils continuent à cultiver tant bien que mal. L'été, il n'est pas rare de voir les femmes faner ou moissonner pendant que les hommes besognent à la mine. Ce genre de vie mixte est particulièrement développé dans le vallon de Vaulx (au nord de La Motte) où quelques mineurs demandent, chaque année, de mai à octobre, un congé pour les gros travaux des champs », car « ce ne sont pas des « déracinés », « le paysan n'abandonne sa terre qu'une partie de la journée pour aller chercher à la mine un complément à ses maigres ressources » (Angelier). Après la première guerre mondiale, les transports par cars vont renforcer et développer cette migration journalière ancienne qui a fait ses preuves. Aussi le problème des transports reste essentiel dans la migration quotidienne.

b) Les migrations temporaires transformées par les transports : le rôle des transports ferroviaires et de la bicyclette.

Tant que la migration journalière reposait sur les déplacements à pied, elle restait très limitée. En France, peu de régions ont usé du transport à dos d'animal (âne, mulet, cheval) pour faire les migrations quotidiennes du travail. Des exemples du Midi méditerranéen (en Corse particulièrement) montrent l'intérêt de ce mode de transport qui permet d'atténuer une grande fatigue, surtout en montagne. Les populations rurales établies dans des villages perchés sont souvent obligées de descendre quotidiennement dans les fonds de vallées et dans les plaines où se sont développées les entreprises artisanales ou industrielles ; il en résulte des migrations alternantes accomplies à dos d'animal. L'entretien de ces animaux rustiques est peu coûteux dans certains pays comme la Corse ; cela explique son emploi facile.

Pour remplacer les migrations journalières pédestres, deux moyens nouveaux sont apparus durant la seconde moitié du XIX^e siècle et au début du XX : le transport ferroviaire par trains ouvriers et la bicyclette.

L'apparition du chemin de fer dans les régions rurales a eu une double conséquence : néfaste par la disparition de la petite industrie sédentaire et des paysans-artisans qui ne pouvaient résister à la concurrence de la grande industrie, bienfaisante par les nouvelles possibilités offertes aux ruraux pour profiter des usines par des déplacements journaliers ou hebdomadaires sans abandonner la commune rurale ¹⁰. Mais il faut bien reconnaître qu'en France, la seconde conséquence a été plus faiblement développée que la première ; aussi l'exode rural l'a-t-il emporté à partir de 1850. C'est que le réseau ferroviaire français a été trop lentement construit, trop peu dense dans des régions où l'on avait l'habitude des déplacements temporaires (comme le Massif Central ou les Alpes). Lorsque les lignes du Massif Central sont terminées, il y a déjà un temps que les ruraux ont émigré vers les villes et les déplacements quotidiens pour le travail ne peuvent profiter qu'à une petite minorité. D'autre part, les grandes compagnies de chemins de fer n'ont pas fait assez tôt et assez complètement des efforts pour organiser des « trains ouvriers » aux horaires adaptés aux conditions de travail. A la différence de la Belgique où les abonnements ouvriers apparaissent dès 1869 et ont joué un rôle décisif, la France reste très en retard pour favoriser les migrations quotidiennes du travail avec des trains aux horaires commodes et des tarifs réduits. Seuls les grands réseaux ont d'abord tenté une organisation de trains ouvriers autour de certaines villes ou de quelques grandes zones industrielles. Mais là où ces trains auraient pu avoir le plus d'attrait sur les ruraux, l'effort n'a pas été fait ; les petits chemins de fer départementaux ont des tarifs et des horaires qui découragent les migrants quotidiens éventuels. Seules quelques régions, telle la région du Nord comparable à la Belgique, ont pu profiter du nouveau moyen de transport mis au service des travailleurs. Dans la Région parisienne, où les migrations alternantes ont pris une grande importance entre Paris et la banlieue (comptage à partir du recensement de 1906), il est difficile de savoir la place prise par les ruraux dans ces déplacements de migrants quotidiens (en 1906 : 19.000 résidents de Seine-et-Oise travaillent à Paris et 7.000 en Seine-banlieue ; 2.000 résidents de Seine-et-Marne travaillent à Paris ¹¹. Dans le Massif-Central, où des ruraux pouvaient éviter les départs

pour les grandes villes, les migrations alternantes auraient pu jouer leur rôle ¹². En fait, les déplacements quotidiens n'interviennent qu'autour de certains centres industriels, par suite de « la faiblesse et de la nature de l'industrie du Massif » (Caralp). Les industries artisanales n'attirent pas et de grandes usines retiennent la population dans des cités ouvrières construites par les entreprises, si bien que les migrations journalières sont réduites. Mais une ville donne pourtant un exemple de déplacements relativement importants : Saint-Etienne. Cette cité industrielle a toujours eu un problème de logement difficile à résoudre, aussi les mines et les usines acceptent facilement la main-d'œuvre rurale qui accomplit des migrations saisonnières ou hebdomadaires, comme nous l'avons vu. Elles accepteront encore mieux les migrants quotidiens qui ne posent pas de problème d'hébergement. Les cartes d'abonnements pour les ouvriers intéressent, au XXe siècle, plusieurs lignes qui desservent Saint-Etienne : jusqu'à Saint-Bonnet-le-Château (ligne Saint-Etienne-Craponne-Sambadel), Retournac (ligne de Saint-Etienne au Puy), Dunières (ligne Saint-Etienne à Bourg-Argental), Balbigny (ligne de Saint-Etienne à Roanne), Boën (ligne Saint-Etienne – Thiers). Ruraux des plaines du Forez et surtout montagnards du nord du département de la Haute-Loire peuvent ainsi profiter des plus hauts salaires de la zone industrielle stéphanoise. Il est d'ailleurs difficile d'établir des statistiques car les migrations journalières ont une durée variable au cours de l'année et atteignent leur maximum au milieu de la mauvaise saison agricole.

D'autres petits bassins du Massif Central ont bénéficié, mais d'une manière très limitée, des apports de main-d'œuvre grâce aux migrations quotidiennes alternantes. Le bassin de La Grand-Combe (Gard) reçoit les montagnards des Cévennes de Chamborigaud (sur la ligne ferrée Nîmes-Clermont) et ceux du département de la Lozère qui peuvent alors utiliser le chemin de fer à voie étroite de Sainte-Cécile d'Andorge (sur la ligne normale Nîmes-Clermont) à Florac. Ces migrants quotidiens viennent rejoindre à La Grand-Combe ou à Alès les migrants saisonniers descendus de la Haute-Loire et de la Haute Ardèche. Le petit bassin de Brassac, en Auvergne, doit se contenter des paysans-mineurs des communes voisines desservies par le rail : Le Breuil et Le Broc au nord (sur la ligne de Clermont), Blesle et Massiac (sur la ligne d'Aurillac) et les villages situés entre Brassac et Brioude au sud ; il est vrai que les migrations journalières à pied (et au début du XXe siècle, parfois en bicyclette) continuent pour les communes mal desservies et proches (Auzun, Jumeaux). Mais souvent, l'Auvergnat préfère d'autres activités et d'autres migrations et ne va ni à la mine, ni à l'usine.

Ainsi, le rail, peu ou prou, a conduit généralement le rural à dissocier son lieu de travail de son lieu de résidence ; il a pu alors non seulement accroître ses gains, mais établir des relations sociales avec d'autres milieux, profiter des échanges dans de nombreux domaines, matériels et moraux ; cela sans s'implanter dans une agglomération urbaine. On a souvent insisté sur l'influence du rail dans le monde ouvrier urbain ; le travailleur des villes pouvant choisir à son grès un domicile hors des limites urbaines et même à la campagne, dans la grande banlieue ¹³. Il devient alors une sorte de nouveau rural qui a conservé son lieu de travail dans le milieu urbain et rejoint le migrant journalier campagnard qui, lui, n'a jamais abandonné son milieu

d'origine. Le rail semble ainsi rétablir une situation ancienne en l'améliorant.

Mais malheureusement les transports ferroviaires manquent de souplesse et ne desservent que des zones privilégiées. Or, au début du XXe siècle, un autre moyen de déplacement, qui paraît bien modeste, vient donner plus de souplesse et même plus d'ampleur aux migrations quotidiennes du travail ; la bicyclette, dont les historiens ont peu parlé, a conduit à une petite révolution dans les possibilités de travail pour les ruraux jusqu'alors assez défavorisés.

Après bien des tâtonnements et des améliorations au cours du XIXe siècle, la bicyclette ne devient un moyen de déplacement très pratique qu'à partir de 1891¹⁴. A ce moment là, les deux roues égales, les pneumatiques inventés par Dunlop et la direction à douille permettent une conduite et un déplacement faciles. Mais la bicyclette reste chère ; elle est surtout considérée comme un moyen de loisirs pour les citadins. Pourtant, peu à peu, on reconnaît son utilisation pratique dans la vie laborieuse et à partir de 1900 la fabrication en série permet un prix de revient moins élevé (particulièrement avec des maisons spécialisées comme Peugeot). Le nombre de bicyclettes qui était en France de 483.414 en 1898 passe à 1.150.098 en 1905 et à 2.244.598 en 1908 (d'après le payement de la taxe). Si l'on tient compte des fraudes en ce qui concerne les déclarations, on peut estimer à plus de deux millions et demi l'ensemble des bicyclettes circulant en France vers 1910.

Par divers témoignages, nous savons que les ouvriers des villes comme des campagnes ont vu dans le nouveau moyen de transport un auxiliaire très utile pour diminuer les fatigues, gagner du temps et accroître les distances à parcourir dans une journée. Pourtant, en 1891, Pierre Giffard¹⁵ ne pensait guère à l'emploi de la bicyclette par le monde ouvrier ; l'engin encore très cher devait être réservé aux professions ayant besoin de se déplacer dans leurs fonctions : médecins, notaires, huissiers, curés, horlogers, commis-voyageurs, marchands de journaux, agents d'assurances, etc... C'est tout juste si l'on pense ajouter à ces catégories bourgeoises, le simple facteur rural qui parcourt à pied, chaque jour, des distances considérables : « Plus que les agents-voyers encore, les facteurs ruraux devraient être pourvus de vélocipèdes... On se demande pourquoi le grand postmaster de France M. de Selves n'a pas encore songé à doter de vélocipèdes les facteurs ruraux qui ont de grandes tournées à faire ». Ces remarques montrent assez bien qu'en 1891, la bicyclette est encore un objet de luxe, que le simple ouvrier urbain ou rural ne peut encore acheter. Dès ce moment, d'ailleurs, on pense à mettre un impôt sur ce nouveau véhicule, comme pour les voitures ; il sera établi en 1893 (déjà en 1892, obligation d'un permis de conduire les vélocipèdes à Paris) et constituera un nouvel obstacle pour répandre la bicyclette dans le monde ouvrier.

Après une dizaine d'années (1890-1900) d'essais d'un engin enfin mis au point (1891 : Ed. Michelin imagine un pneu aisément démontable ; 1898 : Villadène réalise le frein à patins ; 1900 : emploi de la roue libre), le travailleur peut faire son calcul : même chère (150 F. vers 1905) et grevée d'un impôt considéré comme très lourd (6 F.), la bicyclette est moins coûteuse que le train, peut être employée là où il n'y a pas de ligne ferrée, peut rendre des services hors du travail et son amortissement est assez rapide

si l'on considère la différence entre les salaires agricoles et les salaires industriels dont peut mieux profiter le rural qui fait des migrations quotidiennes.

Ainsi, à l'aube du XXe siècle, un moyen de transport très modeste et sur lequel les historiens ont fort peu insisté, vient apporter une solution possible et valable aux migrations quotidiennes du rural vers la ville et les zones industrielles, et inversement du citadin qui veut habiter la grande banlieue ou la campagne tout en conservant son travail dans l'agglomération urbaine. Nous avons le témoignage d'un médecin de Toulouse en 1905, sur les nombreux avantages qu'apporte la bicyclette au monde ouvrier¹⁶. Le docteur J. Basset se place d'abord au point de vue médical (la bicyclette permet de lutter contre la tuberculose en rendant possible la vie au grand air), mais il soulève en même temps le problème social et démographique. Il nous montre que le nouveau moyen de transport a bien pénétré dans le monde ouvrier obligé de faire des déplacements quotidiens : « A l'heure où les ouvriers quittent leurs chantiers, vers 6 heures du soir en été, vers 4 heures 1/2 en hiver, vous voyez la plupart monter sur leur bicyclette, qui regagnent la banlieue dans toutes les directions pour rentrer à leur domicile. Au lieu de loger dans de mauvais taudis sans air, sans lumière solaire, dans des maisons sales et puantes, qui ne sont que trop nombreuses dans les vieux quartiers de la ville, où grouilleraient des nichées d'enfants vivant dans les plus détestables conditions hygiéniques, ils habitent à la campagne, des petites maisonnettes, il est vrai, à un rez-de-chaussée, entouré d'un petit jardin qu'ils travaillent, récoltant leurs légumes. Ils ont un air salubre. L'influence microbicide du soleil est un avantage considérable pour les prédisposés ou les candidats à la tuberculose ». Ce médecin considère que la bicyclette a une heureuse influence sanitaire ; à Toulouse où plus de 8.000 bicyclettes déclarées permettent une vie plus rurale, la mortalité par tuberculose a baissé de 13 %. Il met en relief les migrations quotidiennes ville-campagne, mais ne pense pas à l'exode rural freiné par les migrations quotidiennes campagne-ville¹⁷.

Pour développer les déplacements journaliers de population laborieuse, le docteur Basset fait, en 1905, une véritable campagne contre l'impôt sur les bicyclettes qui ralentit le développement du nouveau moyen de transport. Il calcule que l'automobile, réservée alors à une petite minorité de privilégiés ne paye que 200 F. d'impôt, soit 1 %, pour un capital d'achat de 20.000 F., alors que la bicyclette achetée 150 F. paye 6 F. de taxe, soit 4 % de l'intérêt du capital engagé. Avec l'aide de Ballif, président du Touring-Club de France et Lucien Vitry (rédacteur au journal « Le Petit Parisien »), le docteur Basset demande d'abord la réduction de la taxe à 3 F. pour les travailleurs, puis la disparition de cet impôt anti-social. Il fait valoir divers arguments qui montrent l'intérêt de la bicyclette dans les migrations laborieuses : « Encourageons par tous les moyens l'usage de la bicyclette dans le peuple pour faciliter son domicile dans la banlieue plutôt qu'à l'intérieur d'une grande ville... et vous obtiendrez comme à Toulouse la diminution de la tuberculose... Pour les ouvriers, artisans et employés des grandes villes, c'est non seulement une question d'économie de temps et de fatigue, c'est aussi un problème de moralité en supprimant à la sortie des chantiers, des ateliers ou

des bureaux l'occasion du cabaret ». On favorise aussi la vie de famille par une meilleure hygiène : « De l'air..., quelques rayons de soleil. C'est presque la solution d'une des plus graves questions sociales. Nous réclamons la suppression totale de l'impôt... C'est l'impôt le plus anti-démocratique et le plus anti-social ».

Ainsi, pour certains observateurs du début du XXe siècle, l'importance économique et sociale de la bicyclette leur paraît indiscutable, bien qu'ils n'aperçoivent pas tous les aspects. Ils se placent plus dans le milieu urbain que dans le milieu rural. Nous pensons qu'il faut ajouter l'intérêt démographique : la bicyclette, par la pratique plus facile des migrations quotidiennes, est un moyen plus efficace que l'usine-internat et la migration hebdomadaire pour freiner l'exode rural vers les villes et retenir les ruraux dans leurs villages et leurs bourgs. C'est en quelque sorte le moyen modeste du pauvre pour profiter de l'usine, de la ville et de ses activités, cela en attendant que l'automobile soit démocratisée, phénomène plus tardif qui apparaîtra vers le milieu du XXe siècle pour les classes laborieuses des campagnes françaises.

Malgré ses avantages, la bicyclette présente aussi pour le rural des inconvénients qui ne peuvent échapper et que des mémoires font ressortir. Laurent Naves¹⁸ a décrit dans ses « Souvenirs » le passage du village isolé de Rosières (Tarn, canton de Carmaux) à une vie ouverte, grâce aux migrations quotidiennes vers les mines : « Rosières est un vieux village, aux portes de Carmaux, à l'écart de toute grande voie de communication... Vers la fin du siècle dernier (fin XIXe siècle), la population était encore composée, et depuis un temps immémorial, des mêmes familles..., vieille race de paysans qui vivait à l'ombre du château une existence fruste, silencieuse et résignée. Lorsque se développa à Carmaux l'exploitation houillère, la plupart de ces paysans besogneux allèrent s'embaucher à la mine. Ils gardaient toutefois le goût de la terre. Presque tous avaient conservé un bout de champ ou de vigne qu'ils travaillaient, autant par vocation ancestrale que par nécessité, après leur dure journée au fond des galeries... Ils se rendaient à la mine par petits groupes, à pied la musette à l'épaule, le quignon sous le bras. Les uns travaillaient au puits de la Grillatié, à trois kilomètres, les autres à la Tronquié ou à Sainte-Marie, plus éloignée. Tous revenaient sans s'attarder à Carmaux, vers le milieu de l'après-midi, exténués. Ils mangeaient une soupe, prenaient un instant de repos et retrouvaient assez de force pour aller piocher leur vigne ou labourer leur champ ». Mais si les migrations à pied sont devenues peu à peu des migrations à bicyclette au début du XXe siècle, les circonstances obligent parfois à des déplacements longs et dangereux : « Pour être embauché à la mine, la recommandation d'un prêtre ou de quelque notable lié à la Direction était alors le plus souvent nécessaire. C'est ainsi que mon camarade d'école Aurélien Couderc, dont le père était inscrit à la section socialiste, venait d'être refusé. Comme aucune autre possibilité de travail ne s'offrait sur place, il s'adressa aux mines d'Albi où il fut accepté. Mais pour gagner 32 sous, cet enfant dut effectuer, tous les jours et en toute saison, sur un vieux vélo, un trajet aller et retour de vingt-cinq kilomètres, par des chemins accidentés et raboteux. Effort exténuant pour cet âge et qui s'ajoutait à la fatigue d'une longue journée de travail. L'hiver, il rentrait sous la pluie, trempé jusqu'aux os, abattu, épuisé, lamentable... Il tomba malade, se remit incomplètement...

Il mourut prématurément ».

Ces détails montrent que les migrations journalières en bicyclette étaient souvent dangereuses pour la santé du travailleur et que les routes d'alors n'étaient pas adaptées à ces déplacements, qui se faisaient parfois dans des conditions difficiles dues aussi aux intempéries. Le nouveau frein à l'exode rural était loin d'être accepté par tous les ruraux qui recherchaient hors de chez eux des ressources complémentaires. Les migrants quotidiens y trouvaient des avantages (frais de déplacement très réduits après amortissement de la bicyclette, véhicule facile à garer, possibilité du porte à porte, souplesse pour le choix des parcours, etc...), mais tous n'acceptaient pas facilement les inconvénients.

Aussi, quand ils le pouvaient, des travailleurs cherchaient à associer dans les migrations quotidiennes les deux moyens de transport : le train et la bicyclette. C'est en Alsace que ce système est signalé comme intéressant ¹⁹ : « Comme dans toutes les régions de faible relief, la bicyclette s'est répandue de façon prodigieuse... Le système de la « carte de bicyclette » permet de combiner le cycle avec le train en portant et cherchant soi-même son engin au fourgon, ce qui hâte les opérations. Ainsi, de plus en plus de ruraux ont leur lieu de travail loin de leur commune de résidence et, de ce fait, des modes d'existence très divers sont apparus ». Si l'amélioration des moyens de transport n'apparaît nettement qu'au début du XXe siècle, on peut dire qu'en Alsace le besoin de migrations quotidiennes pour le travailleur rural se fait sentir fortement dès la seconde moitié du XIXe siècle : « Ce développement de la profession industrielle dans les campagnes suppose des migrations quotidiennes de travail qui n'auraient pu prendre cette ampleur sans le perfectionnement des moyens de transport. Le temps n'est plus (l'auteur parle au XXe siècle) où le surpeuplement rural amenait certains villageois à faire à pied une ou deux heures de trajet pour se rendre à l'usine, comme il arrivait au XIXe siècle... C'est vers la fin du XIXe siècle que se place la rupture d'équilibre entre les salaires industriels et les prix agricoles. Désormais, c'est à la ville ou au centre industriel semi-urbain que va se rendre le rural que la terre ne peut nourrir complètement. Le XIXe siècle voit s'épanouir une nouvelle série de genres de vie mixtes dont le point commun est la migration quotidienne de travail ».

Cette vie mixte, mi-rurale mi-urbaine, du paysan-ouvrier migrant quotidien est donc déjà bien organisée lorsque commence le XXe siècle. Elle prendra encore plus d'importance au fur et à mesure qu'on avance dans le siècle, cela grâce à l'automobile démocratisée (cars de ramassage, mais surtout voitures individuelles) qui rendra plus supportables les déplacements. Mais au début du XXe siècle, nous sommes dans la période difficile, presque héroïque, des migrations alternantes journalières. On ne peut en effet passer sous silence toutes les critiques qui ont été adressées à un tel système de travail et de vie. Si les déplacements sont déjà pénibles en plaine, ils le sont encore plus en montagne. Dans les Alpes, les migrants quotidiens de la région des mines de La Mure (Isère) ont à lutter pendant la mauvaise saison ²⁰ : « Longtemps, les ruraux se sont rendus à la mine par leurs propres moyens ; malgré les rampes assez sévères, bicyclettes, puis motocyclettes ont permis d'étendre le recrutement jusqu'à 15 km... ; presque toujours accompli de nuit, le trajet est

difficile en hiver sur des routes encombrées de congères ». Le paysan ou même le rural non paysan accepte n'importe quelle tâche, car il n'a pas fait d'apprentissage professionnel. Aussi est-il mineur, terrassier ou manœuvre et accomplit-il de grosses tâches pénibles et souvent mal rémunérées. Au bassin minier de La Mure, un agriculteur sur cinq travailleurs a un emploi, mais ce n'est pas toujours la mine : « Les paysans recherchent surtout des tâches de surveillance, de transport ou d'entretien, laissant aux véritables spécialistes le travail d'abattage ».

Beaucoup de géographes ont fortement critiqué l'emploi des migrants quotidiens paysans-ouvriers. Raoul Blanchard ²¹, pour les Alpes, n'est pas favorable au système de travail et de vie : « Solution ingénieuse, mais bâtarde, et qui a suscité de dures critiques ; nuisible à l'agriculture, qu'elle étiole ; funeste à l'industrie, où l'ouvrier-paysan, fatigué par ses besognes rurales, assure un médiocre rendement, où il pratique l'absentéisme au moment où on aurait le plus besoin de ses services, où il témoigne peu d'intérêt à sa besogne manufacturière parce que ses gains agricoles seuls le passionnent... ». Même si la mécanisation croissante a permis d'offrir aux ruraux des tâches plus faciles qui leur conviennent (surveillance ou guidage de machines), R. Blanchard n'est toujours pas favorable, car une évolution apparaît tôt ou tard : « De plus en plus conscient de la supériorité du salaire ouvrier sur les profits agricoles, ce travailleur mixte s'intéresse plus à sa besogne, devient plus ponctuel, en fait, il opte pour l'usine, devient un ouvrier qui vit à la campagne et conserve avec la terre quelques liens dont il tire de petits bénéfices. La solution reste bâtarde : constatons pourtant que les intéressés, employeurs comme employés, s'en satisfont ». Ainsi, le géographe grenoblois semble reprendre son idée habituelle (la migration temporaire conduit inévitablement à la migration définitive), mais en la nuancant : la migration quotidienne du paysan-ouvrier conduit inévitablement à une mutation professionnelle définitive (le paysan-ouvrier devient un ouvrier-paysan).

Ce n'est pas seulement la migration quotidienne dans les pays de montagne qui attire les critiques. Etienne Juillard ²², à propos de la plaine de Basse-Alsace, reste pessimiste : « Humainement parlant, on ne peut s'empêcher d'être effrayé par la dureté de l'existence des ouvriers-paysans. La vie véritablement trépidante de certains d'entre eux a déjà été notée. Mais n'est-ce pas payer trop cher l'acquisition d'un niveau de vie qui n'a absolument rien d'excessif ? L'ampleur croissante des migrations quotidiennes de travail, qui résulte de la concentration industrielle, vient ajouter des fatigues supplémentaires à celles que comporte chaque occupation proprement dite. Le temps perdu dans les trajets, sans parler de leur coût, dépasse parfois les limites du raisonnable... L'état sanitaire, les qualités de travail de la main-d'œuvre sont affectés par la longueur des trajets... Il y a plus. La façon dont les petites entreprises dispersées profitent de cette situation pour pratiquer des salaires inférieurs à quelque chose de choquant, et l'ardeur que mettent leurs dirigeants à prôner l'attachement à la terre n'est pas sans arrière-pensée. Et n'y a-t-il pas quelque abaissement de la personne humaine dans le fait que l'ouvrier-paysan, individu hybride, est hors d'état de prendre conscience de sa classe et de défendre ses intérêts professionnels ? ».

Pourtant malgré tous les inconvénients (agriculture négligée, grande

fatigue née des trajets et du double travail, mauvais rendement industriel, exploitation des paysans-ouvriers par les industriels, manque d'esprit syndicaliste et de désir d'amélioration professionnelle ou d'ascension sociale, etc...), d'autres géographes reconnaissent de grands avantages. Jean Miège ²³, pour le sillón alpin, zone industrielle la plus active et la plus riche des Alpes, écrit : « Le travail à la mine (de La Mure) comporte, entre autres avantages,... la transmission de l'emploi d'ouvrier à l'un des enfants (du paysan migrant quotidien). Un renouvellement continu affecte ainsi une population stable enracinée au sol, très proche d'ailleurs de ses intérêts. C'est un élément fixe, très différent par sa mentalité, de la population migratrice (migration définitive à la mine des Alpes et des travailleurs venus de l'extérieur) des véritables ouvriers, beaucoup moins attachés au pays et à une tâche héréditaire. La mine associée à une région pastorale représente une heureuse formule mixte, parce qu'elle laisse les femmes aux tâches domestiques et les hommes âgés à une besogne de complément ; elle joue localement un rôle aussi intéressant que l'Inscription Maritime sur les côtes bretonnes... Les ouvriers-paysans constituent donc une catégorie originale de petits propriétaires qui demandent à une deuxième journée de travail en usine un revenu annuel égal à celui d'environ 5 hectares de terres cultivées. Cette association explique la survie depuis un demi-siècle de microfundiums condamnés à disparaître par la médiocrité de leurs ressources. Les activités industrielles complémentaires rétablissent, en effet, l'équilibre financier des exploitations agricoles déficitaires ; mieux même, elles introduisent une aisance relative dans les trésoreries en fournissant des revenus réguliers ; elles légitiment ainsi une des formes de l'agriculture vivrière ».

EN CONCLUSION : *Les migrations quotidiennes des ruraux vers les lieux ou les zones d'activité industrielle ou urbaine ont évolué rapidement en un siècle* ; faites à pied au XIXe siècle, elles reposent sur des moyens de déplacement plus rapides et plus commodes dès le début du XXe siècle avec la bicyclette ; les engins motorisés rendront la migration acceptable pour les hommes, puis pour les femmes. Malgré les nombreuses critiques, ces migrations journalières apparaissent vite comme la solution de l'avenir. C'est au XXe siècle le meilleur frein à l'exode rural (migrations viagères et migrations définitives vers les villes). C'est une solution certainement meilleure que celle des migrations hebdomadaires et des usines-internats. La preuve nous en est fournie par l'abandon rapide des migrations hebdomadaires par les femmes dauphinoises ou vivaroises, dès qu'elles ont pu utiliser les transports automobiles qui permettaient les migrations journalières. Outre cet avantage démographique de maintenir la population au village, on peut dire que la migration quotidienne a été un grand bienfait économique, social et moral. Elle fait entrer du numéraire dans les communes rurales, elle permet le relèvement du niveau social et elle met en contact des populations très diverses qui échangent des idées. Grâce aux migrations journalières on tend vers un équilibre villes-campagnes et à un brassage des populations et des mentalités ²⁴.

NOTES - TROISIEME PARTIE – Chapitre III

II - LES TRANSFORMATIONS PROGRESSIVES DES MIGRATIONS TEMPORAIRES DE L'ARTISANAT, DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES SERVICES

30) La solution de l'avenir avec les migrations quotidiennes alternantes apparaît localement avant 1914.

1 A.E. MITARD : *Le Bassin houiller de Lalevade (Ardèche)* (Rev. Géogr. Alpine, 1927, p. 279-303), p. 293.

2 P. ARQUE (345), p. 170-171.

3 R. BLANCHARD (314), p. 510-511.

4 A. DEMANGEON (273), p. 410-411.

5 F. BECU (313), p. 62.

6 A. DEMANGEON (273), p. 411.

7 Le tableau statistique a été reproduit dans A. DEMANGEON (273), p. 411-412.

8 ANGELIER (Clovis-Henri) : *Le Bassin houiller de La Mure* (Rev. Géogr. Alpine, 1940, p. 248-346), p. 300 et 337-339 ; R. BLANCHARD (545), tome II, p. 573-580.

9 Nous marquons bien la nuance, établie au milieu du XXe siècle, entre mineurs-paysans (ils se sont établis près de la mine qui leur donne les revenus essentiels ; ceux de l'agriculture étant secondaires) et paysans-mineurs (qui restent sur leurs terres ; la mine étant secondaire).

10 R. CAPOT-REY (47), p. 261. Pour comparer avec la Belgique, voir : M. LEFEVRE : *L'habitat rural en Belgique* (Liège, 1926, E. MAHAIN : *Les abonnements ouvriers sur les chemins de fer belges et leurs effets sociaux* (Cité par Capot-Rey).

11 J. BASTIE : *La croissance de la banlieue parisienne* (Paris, 1964, 624 p.), p. 498.

12 R. CARALP (729), p. 340-342.

13 R. CLOZIER : *La gare du Nord* (Paris, 1940, 294 p.), p. 252.

14 Louis BAUDRY DE SAUNIER, Charles DOLLFUS et Edgard GEOFFROY : *Histoire de la locomotion terrestre* (Paris, 1936, 447 p.), p. 169-190 ; C.M. THOMAS : *Histoire de la bicyclette* (Cannes, 1953, 24 p.).

15 Pierre GIFFARD : *La Reine bicyclette. Histoire du vélocipède* (Paris, 1891, 79 p.).

16 Docteur J. BASSET : *De l'influence de la bicyclette sur la diminution de la tuberculose à Toulouse* (Toulouse, 1905, 13 p.).

17 G. DESERT : *Aperçu sur la vélocipédie dans le Calvados en 1894* (Annales de Normandie, 1967, p. 253-264), ne dit rien du rôle de la bicyclette pour les migrations quotidiennes.

18 Laurent NAVES : *Mon chemin* (Paris, Edit. sociales, 1968, 269 p., coll. « Souvenirs »), p. 13-14, 62.

19 Etienne JUILLARD (331), p. 400-401.

20 J. MIEGE (622), p. 276.

21 R. BLANCHARD (545), tome VII, p. 397.

22 E. JUILLARD (331), p. 412-413.

23 J. MIEGE (622), p. 276-277.

24 A. CHATELAIN (66).

40°) LA MIGRATION VIAGERE A PRIS DE PLUS EN PLUS DE DEVELOPPEMENT ET APPARAÎT COMME UN SIGNE DU RURAL VOULANT EVITER LA MIGRATION DEFINITIVE.

Lorsque le rural est obligé de rechercher hors de sa commune d'origine des ressources complémentaires ou même les ressources essentielles pour subsister, sans abandonner définitivement son village ou son bourg, il peut avoir recours à divers types de migrations temporaires. Les migrations saisonnières ou pluriannuelles ont été préférées avant le XIXe siècle et pendant la plus grande partie de ce siècle. Puis, avec la grande industrie et le développement des manufactures et des usines, les migrations hebdomadaires ou quotidiennes ont permis pendant la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe de maintenir dans les campagnes des ruraux dont beaucoup étaient sur le point de quitter leur milieu économique et social. Enfin si ces migrations temporaires de moyenne ou de courte durée ne paraissaient plus valables, il restait la ressource des migrations viagères. On a d'ailleurs englobé cette migration temporaire de longue durée avec la migration définitive et l'on a alors parlé d'exode rural sans établir des nuances.

La migration viagère est de tous les temps. Elle existait avant le XIXe siècle, mais elle paraît avoir pris de plus en plus d'importance au cours des XIXe et XXe siècles. Quitter son village à 20 ans (quelquefois plus tôt) et revenir après une vie active de plus ou moins longue durée (entre 20 et 40 ans d'absence), tel est ce phénomène démographique qui n'a pas assez retenu l'attention des chercheurs¹. Sans doute l'étude statistique d'une telle migration est difficile. Très tardivement les listes nominatives de recensement permettent de retrouver les migrants viagers (telle personne n'est plus portée sur la liste et son nom réapparaît trente ou quarante ans après, tandis que ce nom a été maintenu sur la matrice cadastrale). Des témoignages contemporains permettent souvent de noter l'existence de cette migration temporaire de très longue durée². Ce qui déroute dans ce type de migration, c'est la longue absence et une sédentarisation provisoire dans une ville ou dans un pays, alors que généralement la migration temporaire est faite d'une grande mobilité.

L'importance grandissante de la migration viagère au cours du XIXe siècle et au XXe siècle s'explique aisément. Les migrants temporaires ruraux constatent l'énorme différence de possibilités de gains entre les campagnes d'une part et les villes et les régions industrielles d'autre part. Ils sont donc de plus en plus tentés de séjourner longuement dans les milieux urbains choisis pour mieux profiter des gains et de la vie plus facile, plus confortable et plus variée des villes. Ils font « carrière » et ne s'arrêteront que lorsque l'âge et les fatigues pèseront. D'ailleurs le choix de certaines professions oblige presque à la migration viagère car il faut une présence continue et de longue durée pour bénéficier des améliorations de salaires et de la retraite finale, tels sont les fonctions administratives, publiques et militaires et les emplois dans les grandes compagnies comme celles des chemins de fer. Ce sont justement ces fonctions et ces emplois qui sont recherchés par les ruraux car sans être bien rémunérés, ils offrent pourtant une certaine sécurité pour l'avenir : traitement, solde ou salaire assurés, possibilité d'avancement dans la hiérarchie, pension de retraite entre 55 et 65 ans selon les emplois.

Auparavant, le migrant temporaire n'était pas sûr de l'avenir et il cherchait à résoudre lui-même le problème de la sécurité : il achetait chez lui des biens-fonds avec ses gains de migrations acquis dans les campagnes riches et dans les villes, mais il ne se fixait pas facilement dans ces lieux où l'argent était dépensé facilement. A partir du moment où le migrant est devenu viager, son comportement change car il y a un progrès notable au point de vue de la sécurité : il conserve ses biens au village, les accroît par ses économies, améliore l'habitation pour le retour plus ou moins lointain et n'a pas le souci de trouver des moyens de vivre pour ses vieux jours puisque la pension de retraite y pourvoit. Ainsi, la migration viagère apparaît pour certains ruraux comme le rythme idéal de l'existence : jeunesse et vieillesse dans les milieux ruraux, âge adulte dans les villes ou les milieux économiques développés pour y dépenser la plus grande activité et en tirer les meilleurs profits, tout en bénéficiant d'un mode de vie plus varié, plus confortable et permettant de mieux alterner travail et loisirs. Ce schéma de l'existence n'a pas été seulement celui du rural appartenant aux milieux qui ont traditionnellement pratiqué les migrations saisonnières et pluriannuelles (comme les Limousins, les Auvergnats et les Savoyards), c'est aussi, très souvent, celui des ruraux jusqu'alors sédentaires et qui se voient contraints de quitter le village par suite des circonstances et des nouvelles conditions économiques détruisant les moyens de vie traditionnels (cas de nombreux ruraux du Bassin Parisien ou de l'Ouest qui font les migrations viagères particulièrement à Paris).

En fait, la migration viagère est devenue plus complexe au fur et à mesure qu'on avançait dans le XIXe siècle et le XXe siècle. Elle a été associée aux migrations saisonnières de loisirs et l'on pourrait dire aussi d'entretien. Le migrant viager, qui a au village des parents, des amis, des biens propres, cherche à y retourner régulièrement pour ne pas perdre le lien avec une communauté qui lui est chère et qu'il retrouvera tôt ou tard. Il apparaît donc dans sa commune d'origine, chaque année ou tous les deux ans. Les transports ferroviaires ont facilité ces contacts et les ont même parfois développés. Le migrant viager profite de ses séjours intermittents pour entretenir ses biens et aménager la maison de retraite selon ses possibilités. Il s'agit donc d'une migration viagère du travail, combinée avec des migrations saisonnières inversées de loisirs et de détente.

Parmi les régions françaises qui ont plus particulièrement pratiqué cette migration devenue complexe, la Corse mérite d'être analysée.

a) L'exemple corse de migration viagère dans les services.

La Corse, pays de bergers et de petits cultivateurs montagnards n'a pas cherché à exploiter ses ressources maritimes et industrielles pour trouver des revenus complémentaires indispensables. Ce comportement a été souvent mis en relief et l'on a parfois invoqué différentes causes : répugnance pour le travail manuel, une sorte d'indifférence pour l'exploitation commerciale, un manque de capitaux et d'initiatives, etc... L'horizon des possibilités de ressources complémentaires et des activités acceptées est limité : servir dans des fonctions militaires ou civiles, mais non dans des fonctions domestiques privées. Le Corse veut bien être un soldat ou un fonctionnaire, mais pas un valet ou un domestique. Il y a dans le choix une certaine fierté de l'individu.

Ce montagnard méditerranéen restera dans son émigration temporaire un homme qui ne connaîtra guère les activités du port, du commerce ou de l'usine, mais qui recherchera le bureau, la caserne, les fonctions de surveillance, les postes qui apportent un prestige même élémentaire comme ceux de la colonisation d'outre-mer. Horizon qui paraît bien limité, puisque les activités proprement économiques (agriculture, industrie, commerce) n'intéressent que très peu ce migrant temporaire qui consent à quitter son village déshérité pour une période très longue de son existence. Aussi, n'hésitera-t-il pas à accepter des emplois très loin de son île pour satisfaire ses goûts ; la grande dispersion, en France et outre-mer, caractérise la migration viagère corse. Ce phénomène paraît déjà ancien, mais il n'a eu son plein développement qu'au XIX^e siècle : ce siècle a débloqué la Corse en dérangeant les genres de vie, en affaiblissant une économie traditionnelle, en obligeant les Corses à rechercher hors de leur île des ressources vitales et en introduisant l'instruction et par suite le moyen d'améliorer la migration et d'élever l'individu socialement et intellectuellement.

Avant l'annexion à la France, la Corse a pratiqué la migration temporaire de caractère militaire. On préférerait aller servir dans les armées mercenaires italiennes et confier les gros travaux agricoles, forestiers ou routiers aux migrants italiens qui prennent l'habitude de venir temporairement dans l'île. Au XVII^e siècle, il y a une Garde Corse du Pape, comme il y a une Garde Suisse recrutée dans les cantons catholiques helvétiques ; deux peuples montagnards pauvres paraissent avoir le même comportement dans la migration temporaire. Cependant, en 1662, après une rixe entre Français de Rome et soldats corses, Louis XIV exige le licenciement de la Garde Corse. Mais des mercenaires corses viennent assez nombreux en France pour former le « Royal-Corse » sous l'Ancien Régime. Une célèbre famille de militaires corses, la famille d'Ornano, a servi la France dès le XVI^e siècle. Le premier membre de cette famille, Sampière d'Ornano ou Sampièro Corso (1501-1567) est un migrant temporaire militaire au service des Médicis avant de venir servir la France. Comme pour les mercenaires suisses, les mercenaires corses passent facilement d'un pays à un autre pour continuer leurs migrations pluriannuelles ou viagères dans les activités militaires. Les deux peuples montagnards, bien qu'ayant leurs caractères propres, ont au moins ce caractère commun du service des armes dans les pays étrangers. Aussi, il y a parfois des contacts, comme le prouve le mariage de l'officier suisse Fesch (au service de Gênes, en Corse) avec la grand-mère de Napoléon I^{er}.

Comment expliquer ce comportement des Corses pour ces migrations temporaires militaires ? Le problème paraît complexe, mais quelques facteurs peuvent être dégagés. Les Corses, pendant des siècles, ont défendu leur île contre de nombreux envahisseurs et ils ont toujours été des militaires exercés, des soldats prêts à servir. Un an après l'annexion de la Corse à la France, un ingénieur de la Marine³ décrit ainsi cette sorte d'atavisme : « Les forces militaires de la Corse consistent principalement dans une milice pleine de courage et de résolution. On met entre les mains de chaque Corse un fusil, aussitôt qu'il est en état de le porter ; et comme il règne toujours parmi eux beaucoup d'émulation pour tirer au blanc, ils deviennent excellents tireurs et ils pourraient atteindre avec une seule balle le plus petit but à une distance

très éloignée ». Comme les Suisses contre les Autrichiens dominateurs, les Corses ont fait leur expérience contre les envahisseurs et aussi à la chasse, passe-temps favori chez un peuple peu enclin aux travaux manuels. Le même observateur de 1769, que nous venons de citer, insiste aussi sur cette paresse : « La paresse est un de leurs vices dominants : ils sont si fainéants, qu'ils ne se donnent aucun mouvement, soit pour la culture des terres, soit pour les sciences, les arts libéraux et mécaniques, soit enfin pour le négoce. Ce sont des étrangers qui travaillent pour eux, comme les Luquois ou les Sardes ; ces gens-là viennent, tous les ans, faire en Corse les travaux les plus pénibles ; ils vendent les bois, labourent les terres, taillent les pierres et scient les planches. Les Corses sont sobres, pourvu qu'un ménage, quelque nombreux qu'il soit, ait en sa propriété six châtaigniers et autant de chèvres, il ne pensera pas à cultiver d'autres productions, ni à faire le commerce en aucune façon ».

On comprend mieux, avec un tel caractère, que le Corse ait cherché à quitter temporairement son île, pour tromper l'ennui sans travailler plus, et cela en suivant la trace de familles corses qui ont bien réussi (les Ornano, les Bonaparte). Il y a certainement une sorte de contagion dans ce mouvement de migrations vers « le continent » et dans les colonies d'outre-mer. La solution proposée ironiquement par le patriote Pascal Paoli (1725-1807) de détruire les châtaigniers pour obliger les Corses à travailler ⁴ aurait sans doute eu pour effet d'accroître encore les migrations temporaires, car dès le XVIII^e siècle, on considère dans l'île que les vrais moyens pour se procurer le numéraire sont sur « le continent ». Aussi peut-on être très surpris de trouver que quelques traces de ces migrations périodiques traditionnelles dans les rapports préfectoraux du Premier Empire, lors de la grande enquête (1807-1813) sur les déplacements inter-départementaux. Il est vrai qu'il est rarement question des migrations à caractères militaires (engagés, remplaçants) qui intéressent aussi d'autres départements (d'Alsace et de Lorraine par exemple) ; si l'on peut penser que cette enquête avait pour but de rechercher les insoumis et les déserteurs, ces migrations n'avaient pas à retenir beaucoup l'attention aux yeux des préfets. Par contre, les Italiens venus chaque année pour les travaux agricoles et forestiers ne sont pas oubliés ⁵. Les 2.000 Italiens (Génois, Lucquois, Toscans, Parmesans) travaillent surtout dans la partie septentrionale de l'île (département du Golo) car le préfet du Liamone (Sud de la Corse) signale que le cinquième seulement de l'effectif passe dans son département. Ce même préfet affirme, sans penser choquer les observateurs, que « la Corse manque de bras » ; c'est d'ailleurs l'opinion des Corses qui considèrent que les travaux manuels pénibles sont réservés aux femmes et aux étrangers ⁶.

Après le Premier Empire, il semble que la migration pluriannuelle ou viagère se diversifie dans les activités. A côté des militaires, les emplois civils de fonctionnaires sont beaucoup plus recherchés. Mais un obstacle apparaît, que les Corses vont chercher à faire disparaître : le peu d'instruction répandue dans l'île. Déjà au XVIII^e siècle, l'instruction était faible et même les ecclésiastiques avaient une renommée d'ignorance : « Cette île fourmille de prêtres et de moines, pour lesquels les Corses ont une vénération qui va jusqu'à l'idolâtrie, quoiqu'ils soient d'une ignorance crasse et peu réguliers dans leur conduite » ⁷. La suppression des couvents en 1793 amène une

situation scolaire difficile : pour répandre une instruction élémentaire très médiocre, il n'y a alors que quelques prêtres, des laïques et des anciens militaires. On se contente de bribes de latin et de notions d'arithmétique, de lecture et d'écriture. Il n'y a pas d'école et l'on enseigne dans des locaux variant selon les saisons (églises, fours, en plein air) ; cela de décembre à juin. Le français n'est guère parlé. Pour toute la Corse, avant 1830, il n'y a que 65 à 70 écoles primaires publiques (dont 4 de filles), groupant 3.200 élèves⁸. Tout change sous la Monarchie de Juillet avec la loi Guizot de 1833 : l'enseignement régulier de la langue française est un facteur essentiel pour le futur migrant qui désirera obtenir un emploi sur « le continent ». Avant 1830, les familles aisées ou qui ont des appuis auprès des gouvernants, préfèrent envoyer leurs enfants s'instruire hors de l'île, comme ne manquent pas de le signaler les rapports préfectoraux du Premier Empire sur les migrations périodiques. Après 1833, les Corses sont avides d'instruction et leur paresse pour les travaux manuels n'existe plus lorsqu'il s'agit de fournir un effort intellectuel ; l'abbé de Lemps⁹, en 1844, le remarque justement : « Chose étrange ! le Corse, si passionné pour le repos et qui trouve tant de bonheur dans le *far niente*, est cependant avide d'instruction... Les élèves des écoles, même les plus jeunes, sont très studieux et appliqués à tous leurs devoirs. Rien ne peut les rebuter, et l'on voit des enfants de dix ans pâlir à la recherche de la solution d'un problème de mathématique ». Or, les enquêteurs et les statisticiens manquent de données chiffrées pour préciser cet effort dans l'instruction, après une ignorance remarquable, Dupin, dans sa carte de 1827¹⁰, oublie la Corse. D'Angeville, dans celle de 1836 (nombre d'ignorants sur 100 recrues des classes de 1830 à 1833 ; Corse 44 ; département français moyen : 49), paraît très douteux¹¹. Maggiolo¹² s'abstient pour la période 1830-1833 et ne donne des précisions que pour la période 1871-1875 (Corse dans la catégorie 50-59 % des conjoints des deux sexes qui savent signer). Un sondage de 1887¹³, alors qu'on reconnaît les progrès considérables, indique que 24 % des Corses examinés sont illettrés (quatre départements français seulement sont pires).

Le développement de l'instruction en Corse à partir de 1833 ne fait vraiment sentir ses effets que sous le Second Empire. C'est dans cette période que l'on constate une arrivée massive de migrants pluriannuels et surtout viagers, non seulement dans l'armée qui en demande beaucoup, mais aussi dans l'administration, qui recherche des gens très dévoués au régime. C'est le moment où les départs sont très nombreux, ce qui inquiète certains Corses restés au pays natal. Tel ce Sylla Michelesi qui en 1861 adresse une brochure virulente (intitulée « Le manque de bras en Corse ») à son compatriote le préfet Gavini (Alpes-Maritimes) pour dénoncer les défauts des Corses (ce qui est rare de la part d'un insulaire) et l'exode dangereux¹⁴. Il croit le mal incurable et pourtant il propose des remèdes dictatoriaux : « Notre malheureuse île... ne serait pas le moins riche et le moins fortuné des départements français si l'on pouvait remédier à un mal qui l'affaiblit depuis plusieurs années déjà et qui par les ravages qu'il exerce tous les jours devient de plus en plus incurable... Je ne parlerai pas de tous ceux qui embrassent différentes carrières, telles que les postes, le télégraphe, l'administration des pénitenciers agricoles, les domaines, etc... L'armée, il faut l'avouer aussi, nous

ravit en partie bon nombre d'hommes. Les uns s'enrôlent volontairement, attirés qu'ils sont par l'appât d'une épaulette, les autres pour voir le monde et parce qu'ils ne savent quelle carrière entreprendre, ceux-ci sont à louage, ceux-là sont à l'encan... Il n'est peut-être pas de département où le gouvernement trouve à acheter autant d'hommes qu'en Corse... Hélas ! puis-je comprimer un sursaut d'indignation et de juste colère en voyant ce robuste laboureur embrasser une carrière qu'il déteste peut-être de toutes les forces de son âme, et cela pour un vil métal, pour 2.000 F ... ». L'auteur dénonce non seulement ceux qui partent, mais aussi tous les nombreux oisifs qui restent : propriétaires, « joueurs de cartes », vagabonds, membres des « caravanes » qui vont flâner dans les villes, etc... et il ajoute : « Sait-on les suites plus que funestes de cette espèce de léthargie qui nous assoupit ? ... Supposons pour un instant que les Italiens qui viennent tous les ans travailler chez nous trouvaient chez eux leur pain de chaque jour, car au bout du compte les Etats italiens s'organisent de jour en jour, et les affaires marchent à grands pas dans le chemin du progrès. Et alors que devient la Corse privée de ces bras étrangers qui viennent défricher ses terres ? Elle tombe dans un état de décadence et d'anéantissement irréparables ». Les remèdes proposés par ce Corse exaspéré sont autoritaires : « Punir très sévèrement le vagabondage... Défendre à toute la famille de quitter son pays sans une permission du Préfet..., fixer dans les séminaires un nombre de prêtres ne dépassant pas les besoins du pays..., rendre les examens aux divers titres, littéraires et scientifiques, plus rigoureux et fixer tous les ans le nombre de brevets de capacité qui doivent être accordés..., diminuer le nombre des admissions à l'Ecole Normale Primaire si elles dépassent les besoins du département..., obliger par une amende, chaque propriétaire, à la plantation d'un certain nombre fixé d'arbres fruitiers et donner les plus grands encouragements à l'agriculture, au commerce et à l'industrie..., enfin diminuer le payement fait aux engagés de 2.000 F à 1.000 F et laisser ainsi ses bras à l'agriculture en rendant les engagements moins nombreux ».

Les idées de ce Corse convaincu se retrouvent aussi dans les enquêtes officielles, à côté d'affirmations surprenantes. En 1848 ¹⁵, si le canton de San-Nicolao (arrondissement de Bastia) affirme que parmi les causes de décadence de l'agriculture il y a « surtout les engagements volontaires que contractent les jeunes gens », ailleurs on fait le silence sur les raisons du « manque de bras » et l'on écrit (rapports généraux des arrondissements d'Ajaccio et de Bastia) : « très peu d'habitants émigrent ». « Il n'y a pas d'émigration dans l'arrondissement ». Que signifient ces affirmations, sinon qu'il n'y a pas de départs définitifs ? Pour les Corses partis sur « le continent en migrations pluriannuelles ou viagères, c'est une absence temporaire et il n'y a pas d'émigration. Le canton de Serraggio (arrondissement de Corte), qui emploie saisonnièrement 200 travailleurs italiens, dit ne pas en avoir assez ; « il en serait occupé beaucoup aux défrichements si le numéraire n'était pas comme il est, extrêmement rare » et sans doute pense-t-on que le nombre de Corses partis « sur le continent » n'est pas encore assez élevé pour trouver ce numéraire, car les sédentaires se refusent à défricher eux-mêmes. Lors de l'enquête de 1866 ¹⁶, les mêmes idées sont exprimées : « Les terres incultes peuvent être attribuées au manque de bras » (un propriétaire à Bastia), « la

cause d'émigration : les engagements militaires » (arrondissement de Sartène), « l'émigration est causée par la poursuite, sur le continent, d'emplois de toute nature et par les engagements auxquels l'exonération a donné lieu » (rapport de l'arrondissement de Bastia).

En ce milieu du XIX^e siècle, les migrants pluriannuels et viagers gagnent surtout le Midi de la France. Les femmes tiennent encore peu de place dans les déplacements temporaires ; elles sont seulement entraînées dans le mouvement lorsque le migrant corse revient au village natal pour y épouser une compatriote qui gagnera à son tour « le continent ». Si le Corse se refuse à servir comme domestique privé, la jeune fille corse, par contre, peut entrer en service domestique dans des conditions particulières : lorsqu'elle part avec des parents qui l'entraînent et chez lesquels elle vit en famille, mais aussi en esclave, car sa condition subordonnée n'a pas changé par rapport à celle qu'on lui réservait en Corse même.

Dans les courants de migrations temporaires, il y a de rares exceptions vers l'étranger et dans des activités commerciales. Des communes du Cap corse ont prouvé que le migrant pouvait faire un commerçant et non pas seulement un militaire ou un fonctionnaire. Sous la Monarchie de Juillet, les marins-commerçants constituent un petit groupe qui s'en tient aussi à la migration viagère ¹⁷ : « Le Cap corse mérite une mention particulière », nous dit un observateur de 1840, « les habitants placés dans un promontoire entre ce qu'ils appellent les deux mers, y deviennent dès l'enfance des marins habiles et intrépides, et de cabotage en cabotage, ils vont souvent jusqu'en Amérique. De là, ils reviennent millionnaires et vont fonder des maisons de commerce ou de banque à Livourne et dans d'autres villes d'Italie. Honneur à ceux qui rentrent trouver leurs charmantes vallées de Luri ou d'Herba-Longa, et qui consacrent à l'amélioration de leur pays la fortune qu'ils ont acquise en s'en éloignant ».

Combien de Corses font ces migrations pluriannuelles et viagères ? Si l'on s'en tient aux recensements, il est impossible d'obtenir des données statistiques sûres. D'ailleurs, les résultats des dénombremments de la population sont continuellement faussés par ces migrations temporaires et par les comportements des Corses au moment des opérations de recensement. Dans toute famille corse, au sens très large de la communauté familiale, on considère que les absents qui vivent « sur le continent » ou dans les pays d'outre-mer, ont conservé tous leurs droits (vie dans la famille, propriétés, inscription sur la liste électorale, etc...) et font encore partie de la population du village. Leur absence étant très temporaire, ils doivent continuer à figurer sur la liste nominative de recensement, comme ils figurent sur la liste électorale. Les réglemments officiels des dénombremments ne peuvent rien changer dans ce comportement (que l'on constate d'ailleurs aussi dans d'autres départements comme en Creuse).

C'est par d'autres méthodes que l'on peut obtenir, tardivement, des renseignements statistiques plus proches de la réalité. D'abord le recensement des Corses hors de l'île : en 1891, 1901 et 1911, des statistiques ont été établies dans chaque département. Ensuite, les données fournies, par exemple, par l'administration des finances sur les pensions versées à des Corses.

En 1891 ¹⁸, 45.240 personnes nées en Corse sont recensées dans les

départements français, hors de l'île. Si l'on tient compte de l'important effectif de Corses vivants alors outre-mer et surtout dans les colonies (ils sont nombreux en Afrique du Nord et ailleurs : fonctionnaires, armée), c'est plus de 50.000 natifs de Corses qui sont en très grande partie des migrants temporaires voyageurs, qu'il faut retenir. Les concentrations les plus remarquables sont dans le Midi méditerranéen : Bouches-du-Rhône (24.504, soit 54 % des Corses vivant dans les départements « continentaux »), Var (3.969), Alpes-Maritimes (2.193), Hérault (859), Gard (742), Pyrénées-Orientales (297), Vaucluse (140) et Aude (96). Les huit départements du Midi méditerranéen rassemblent ainsi 32.800 Corses, soit 72 % des Corses recensés dans les départements français. De plus petites concentrations apparaissent dans la Région parisienne (4.940 pour les trois départements de la Seine, de la Seine-et-Oise et de la Seine-et-Marne), la Région lyonnaise (1.557 pour les quatre départements du Rhône, de la Loire, de l'Isère et de l'Ain), et le long de la frontière Nord-Est où sont des militaires (796 pour les départements échelonnés du territoire de Belfort au Nord). Le reste des Corses recensés (5.147, soit 11 %) se trouve dispersé dans tous les départements du fait de la fonction publique recherchée, mais avec une plus grande densité dans le Sud-Est, à proximité de la Corse pour les retours de congés ou de « permissions » assez fréquents avant la retraite.

Vingt ans plus tard, en 1911¹⁹, les migrations ont encore progressé : 52.679, soit un accroissement de 7.439 personnes. Si le Midi méditerranéen attire toujours fortement (36.779, soit un accroissement de 3.979), le taux de concentration a diminué (69 % des Corses du « continent », au lieu de 72 % vingt ans plus tôt). Il y a moins de Corses dans les Bouches-du-Rhône (22.099 ; diminution : 2.405) et beaucoup plus dans le Var (8.792 ; augmentation : 4.823, sans doute par suite des emplois militaires et maritimes, mais aussi de l'arsenal) et les Alpes-Maritimes (3.627 ; augmentation : 1.434). Les Corses se dispersent beaucoup plus en France du fait des emplois civils et militaires, mais la concentration s'accroît dans la Région Parisienne (7.614 ; accroissement : 2.674) et surtout à Paris (5.645). Le recensement de 1911 permet de préciser l'importance des hommes et des femmes et le degré d'activité de chaque sexe : généralement, la proportion d'hommes exerçant une profession est très grande car il y a beaucoup de jeunes célibataires et par contre il y a assez peu de femmes déclarant une profession. L'exemple des Corses des Bouches-du-Rhône est caractéristique : sur 11.506 hommes recensés (enfants, adultes, vieillards), 9.965 ont une profession (soit 86 %) ; sur 10.593 femmes recensées, 3.251 seulement ont une profession (soit 30 %). La forte proportion d'hommes actifs peut provenir aussi de l'habitude, pour les jeunes ménages, de laisser leurs enfants en Corse chez les parents. Le phénomène est encore plus accentué dans le Var : 4.570 hommes actifs sur 5.078 recensés (soit 90 %) et seulement 1.032 femmes actives sur 3.714 (soit 27 %). Dans la ville de Paris, les hommes actifs maintiennent un taux toujours élevé (3.346 actifs sur 3.698 recensés, soit 90 %), mais les femmes actives sont plus nombreuses (799 sur 1.947 recensés, soit 41 %) car les offres d'emplois sont plus grandes pour elles. Il se confirme que les migrants voyageurs sont, soit des célibataires, soit des ménages qui confient le plus souvent leurs enfants aux parents restés en Corse.

Plus on avance dans le XIXe siècle et le début du XXe siècle et plus variées apparaissent les activités. Certes, l'instruction est très recherchée pour mieux choisir une profession et pour s'élever socialement, mais on constate aussi que le Corse, paresseux chez lui, finit par accepter des tâches manuelles très pénibles pour mieux obtenir ensuite un emploi plus tranquille. Dans des enquêtes personnelles faites dans les villages corses, auprès de vieux retraités ayant quitté le village à la fin du XIXe siècle, nous avons recueilli des réponses surprenantes : les migrants reconnaissent que chez eux, par orgueil, indépendance ou liberté, ils sont pour une oisiveté volontaire et un refus du travail manuel (qu'ils laissent aux femmes et aux « Luquois »), mais « sur le continent » le travail manuel le plus dur est admis s'il permet de parvenir aux meilleures situations. Tel migrant viager, parti à 23 ans en 1899, après son service militaire fait à Bastia, avec sa femme et deux jeunes enfants, à Lyon, dit avoir accepté un très pénible labeur manuel de nuit sur les voies de chemin de fer (souvent dans des tunnels humides) pour obtenir après quelques années un emploi de bureau à la Compagnie P.L.M. ; cela en préparant un concours. Aussi, à propos du migrant viager corse peut-on parler d'un dédoublement de la personnalité. Il y a un type corse au village et un autre très différent sur « le continent » ; ce problème psychologique est essentiel et nous y reviendrons.

Nous avons vu que l'instruction est très recherchée par le migrant ou le futur migrant. Bien rares sont les migrants temporaires de province qui attachent autant d'importance à ce facteur de réussite. Le Corse a d'abord été fortement gêné par sa difficulté à acquérir la langue française (qu'on se souvienne du migrant Napoléon Bonaparte, avant la Révolution) et cette difficulté subsiste jusqu'en plein XIXe siècle. L'instruction est nulle ou très faible avant la loi de 1833 ²⁰. Elle se développe avec l'école publique bien organisée par l'Etat ; d'Angeville, en 1836 ²¹, pouvait écrire avec raison : « Aucun département ne montre plus de zèle pour l'exécution de la loi du 28 juin 1833 ». Aussi, dans la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe, les progrès sont considérables, particulièrement pour les hommes, car ce sont surtout ceux-ci qui ont besoin d'instruction pour leur migration. Entre 1870 et 1875, 70 à 80 % des conscrits corses savent lire et écrire et 80 à 90 % entre 1910 et 1914. Obtenir le certificat d'études primaires (au village ou à l'armée) est considéré comme le moyen le plus sûr pour pouvoir entrer dans une administration. Aussi, la différence est très grande entre le niveau d'instruction des migrants et celui des sédentaires restés au village. Au recensement de 1891, la Corse était parmi les départements qui comptaient le plus d'illettrés, car il s'agissait surtout de ceux qui n'étaient pas partis, c'est-à-dire les plus ignorants (237 illettrés sur 1000 personnes de plus de 15 ans pour les hommes, 444 pour les femmes) ²².

Si les recensements de population n'apportent pas toujours des données suffisantes sur les migrations corses, on peut chercher à utiliser d'autres sources de documentation. A la veille de 1914, le ministère des finances payent 4.000 pensions à des Corses retraités dans l'île, mais il faut y ajouter les nombreux retraités domiciliés dans le Midi méditerranéen et qui ne passent que la belle saison dans le village corse d'origine. Le même informateur, A. Quantin ²³, note qu'à ce moment, « l'annuaire militaire compte 850

officiers corses, cinq fois plus que ne le comporterait le contingent de la population de l'île. La proportion des sous-officiers rengagés est plus grande ; la gendarmerie seule en possède 400 ». En 1909, a été fondée à Paris l'Union générale des Corses, société très fréquentée car le migrant corse cherche les relations et les appuis efficaces de ses compatriotes pour trouver place et avancement ; dès 1912, on annonçait 40.000 adhérents dans les 120 sections organisées dans tous les départements. Dans toutes les familles corses, il y a des migrants sur « le continent » et les recensements, comme ils sont compris par les Corses, ne permettent pas de dégager des données valables. C'est donc hors de l'île que l'on peut établir des contingents plus sûrs. Les 52.679 migrants recensés en 1911 et les 40.000 adhérents de l'Union générale des Corses permettent de mieux mesurer l'importance des déplacements.

Aussi est-il téméraire de parler d'émigration en Corse²⁴, car sous ce terme on veut désigner ceux qui partent sans retour. Or, presque tous les Corses quittant l'île ne partent qu'avec l'idée de revenir après un temps plus ou moins long. Il s'agit bien de migrations temporaires aux nuances très variées (particulièrement la migration viagère avec des retours saisonniers assez réguliers). Sans doute, des Corses partis migrants voyageurs se transforment en migrants définitifs, mais c'est là une petite minorité difficile à préciser ; des signes permettent pourtant dans le village d'origine de les distinguer (vente des biens, radiation sur la liste électorale, fin des séjours en Corse, fin des correspondances familiales, retrait des associations corses, etc...). De plus en plus, dans la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe, la migration viagère devient complexe : le retraité (parfois à 40 ans pour celui qui a servi aux colonies et dans l'armée) a double résidence. Il vit durant l'hiver sur le littoral du Midi méditerranéen où il trouve occupations, distractions et plus de confort et de vie facile qu'au village d'origine. Mais dès que la belle saison commence, les retours dans l'île deviennent une habitude et le migrant réapparaît dans la communauté corse où il est attendu. Cette forme de vie de retraité est surtout le fait de ceux qui se sont habitués à la ville du « continent », mais on la remarque plus particulièrement lorsque le migrant corse a épousé une « continentale » qui ne peut s'habituer à l'existence difficile, inconfortable et isolée de la commune montagnarde de l'île. Cette influence de l'épouse continentale sur le comportement du migrant corse se fait aussi souvent sentir lorsque la migration viagère se transforme en migration définitive. Ainsi, il y a une grande différence entre la migration viagère assez simple de la première moitié du XIXe siècle et la migration complexe et nuancée qui se développe à partir du milieu du XIXe siècle et surtout au début du XXe siècle. En 1914, les conditions ne sont plus celles d'avant 1850, lorsque « les frais de voyage, les difficultés de transports étaient tels qu'ils (les conscrits corses et les migrants) ne pouvaient qu'exceptionnellement, comme bien d'autres émigrants continentaux, revenir régulièrement dans leurs pays d'origine »²⁵.

Dans le développement des migrations temporaires corses, il semble bien que les facteurs externes l'ont emporté sur les facteurs internes. Sans doute la forte natalité de la première moitié du XIXe siècle, les crises de productions agricoles (céréales, vigne) de la seconde moitié du XIXe siècle ont pu avoir une influence sur l'augmentation des départs. Mais les facteurs qui jouent le plus sont certainement l'organisation des moyens de transport

(maritimes et ferroviaires), les offres de l'armée, les possibilités d'emplois administratifs, la colonisation, les avantages accordés aux Corses par certains régimes politiques (surtout Second Empire et début de la Troisième République).

Cependant, il y a des éléments permanents qui appartiennent à la psychologie corse sur lesquels nous devons insister et qui expliquent le choix de la migration viagère dans certaines activités. Albert Quantin ²⁶, en 1914, après l'enquête Clémenceau de 1908 qui avait fait quelque bruit, a été l'un des meilleurs observateurs de la mentalité corse. Il cite divers auteurs, corses ou non, qui depuis le XVI^e siècle admettent la paresse des insulaires chez eux. Il y ajoute des réflexions d'habitants de l'île au début du XX^e siècle : « nous sommes pasteurs de père en fils, et les pasteurs ne travaillent pas », l'énergie est une vertu d'exportation, elle n'est pas à sa place en Corse ». Mais la paresse, très apparente dans l'île, disparaît à partir du moment où le migrant a gagné « le continent ». « En effet, ces hommes qui refusent de piocher leurs terres, peinent à Marseille pour gagner un faible salaire,... Acceptant de travailler pour autrui sur le continent, ils s'y refusent en Corse ». Pour Quantin ce double comportement, variable selon les lieux, s'explique par une psychologie très particulière : « Ils savent que partout il faut se donner du mal pour réussir, et ils s'en donnent sans compter, hors de Corse, quand ils ont calculé les chances du succès. Ce n'est pas la paresse qui les éloigne de la terre ; plutôt un orgueil mal placé. Chaque Corse, propriétaire d'une partie du sol de sa patrie, se sent quelqu'un. Il a une conscience exagérée de son importance et craint de la diminuer. A ses yeux, les idées d'indépendance et de liberté se traduisent par une oisiveté volontaire. Peiner, c'est déchoir ». Ainsi, comme nous l'avons déjà indiqué, il y a pour le Corse migrant un dédoublement de la personnalité : l'oisif est dans l'île, le travailleur apparaît souvent dès qu'il a quitté l'île. Cependant, il faut remarquer que certains migrants recherchent encore les activités peu fatigantes qui peuvent aller jusqu'aux occupations immorales (proxénétisme, prostitution), ainsi que nous l'avons vu. Avant de partir pour la migration et après le retour, l'oisif aime se mettre en relief. Le retraité corse, ancien migrant viager, est le personnage le plus curieux de la Corse de la Belle Epoque et que Quantin a su observer justement : « Avec sa pension de retraite, dont la moyenne dépasse 900 F (en 1914 pour les sous-officiers et 1.100 F pour les adjudants), il dispose d'argent liquide, il est riche. Le Gouvernement paie dans les 4.000 pensions à des Corses habitant la Corse. De petites communes reçoivent 50.000 F et plus de mandats pour leurs retraités, la plupart dans la force de l'âge. Il est des retraites opulentes, au maximum de 6.000 F des pensions civiles. Les porteurs sont des demi-dieux, considérés avec admiration. En Corse, on dit retraité, *pensionnata*, comme en France, on dit millionnaire, avec une nuance dans le ton. Il n'y a pas d'ironie latente, mais tout respect ».

Ainsi, la Corse apparaît bien comme le pays-type des migrants voyageurs. Cela conduit à une grande circulation d'hommes et de numéraire. La migration viagère des Corses amène le développement des migrations de travailleurs italiens, indispensables pour l'agriculture, l'exploitation de la forêt, l'artisanat et les grands travaux publics. L'argent rapporté ou touché par les migrants voyageurs corses sert à payer ces migrants saisonniers ou

pluriannuels italiens. Le numéraire entre dans l'île et une partie finalement passe en Italie. Ce curieux système économique et social explique en grande partie la stagnation ou le recul économique, car les migrants italiens ne font qu'un minimum du travail et les améliorations possibles sont oubliées. Il y a loin entre le migrant corse revenu au village et le migrant creusois qui reprend lui-même la culture des terres anciennement possédées ou acquises. Chez le Corse, guère de soucis d'acquérir des champs ; c'est tout juste s'il pense à améliorer son habitation pour mieux profiter de son repos et faire ressortir sa richesse. Le migrant viager creusois reste un paysan, le migrant corse retraité est un bourgeois que Quantin a si bien décrit : « Il n'est pas douteux que la vie soit en Corse (en 1914) à meilleur marché qu'en France (continentale). En somme, avec 2.000 F de revenu, un ménage vit convenablement en Corse ; avec 3.000 F il est à son aise. Entendons un ménage d'habitudes bourgeoises ».

b) Les liens maintenus du migrant viager avec le pays d'origine. L'inégale répartition régionale des migrations viagères.

Si la Corse offre le meilleur exemple de migration viagère, d'autres régions françaises ont retenu aussi cette forme de déplacement et de vie, mais avec des nuances plus complexes. Parfois, une lente évolution a conduit le migrant saisonnier à abandonner les « campagnes annuelles » et à passer des migrations de courte durée (huit à neuf mois) aux migrations temporaires de longue durée (pluriannuelles et viagères) ; c'est le cas de nombreux travailleurs du bâtiment de la Creuse, mais c'est aussi celui du porteur d'eau auvergnat devenu marchand de vin et de charbon. Ainsi, le XIX^e siècle a dérangé le système traditionnel des migrations saisonnières en développant celui des migrations viagères mieux adapté aux nouvelles conditions économiques et sociales. Cependant, toutes les régions connaissant au début du XX^e siècle les migrations viagères n'ont pas nécessairement pratiqué d'abord les migrations saisonnières ; à côté de la Corse, d'autres pays ont adopté très tôt le système de l'absence pour la longue durée de la vie active (de 20 à 50-60 ans d'âge) : Gascogne et Bourgogne paraissent se distinguer particulièrement dans ce domaine.

Quelle que soit l'évolution qui conduit aux migrations viagères, des signes apparaissent très vite, marquant le lien solide entre le migrant et son pays d'origine. La longue durée de l'absence aurait pu rompre ce lien, mais si le migrant parti à vingt ans tient à revenir vivre dans son village de jeunesse, c'est qu'il y a des attaches durables et profondes.

Le premier facteur qui justifie le choix de la migration viagère et le retour pour une « retraite » au pays natal est d'abord matériel : le long séjour en un lieu plus ou moins éloigné doit assurer des revenus pour la vie entière, mais les biens possédés au village (terres et maison) constituent une sorte de réserve pour la sécurité des vieux jours. Naturellement, pendant la période active du migrant les terres (souvent louées à des parents) sont entretenues et la maison de retraite est rendue plus confortable. Si la maison familiale est revenue à un frère ou une sœur resté au pays, le futur retraité achètera lui-même une maison rurale ou fera construire une nouvelle habitation selon ses goûts. Mais la psychologie du migrant viager est celle du rural resté

sédentaire : placer une partie des économies dans des biens matériels. Une différence pourtant apparaît : rarement, les biens fonds sont agrandis, car le retraité n'est souvent qu'un très petit exploitant qui possède d'autres revenus pour ses vieux jours. Et c'est dans ce domaine des revenus assurés que l'on peut voir le caractère nouveau de la migration viagère au XIX^e siècle : artisanat, commerce et activité industrielle ne procurent pas une pension de retraite que donnent, au contraire, les administrations publiques ou l'armée. Cette recherche de l'emploi procurant finalement une pension de retraite conduit le rural au choix d'une migration viagère. Ce qui a été noté pour le paysan breton des Côtes-du-Nord ²⁷ est vrai aussi pour les paysans et les ruraux d'autres régions françaises : « Depuis longtemps (texte écrit en 1950), le titre de fonctionnaire, et plus encore la retraite qui y est attachée, fascine les gens de la terre. « Que de places de cantonniers, de balayeurs, de facteurs, d'employés de chemin de fer sont recherchées par les jeunes cultivateurs ! », remarquait la « Réforme Sociale » en 1909 ».

Mais une région proche de Paris et ayant de bonnes communications avec la capitale, a surtout procuré des migrants voyageurs devenus fonctionnaires : la Bourgogne. Le très petit propriétaire, qui ne peut vivre de ses biens, n'hésite pas au XIX^e siècle et au début du XX^e à rechercher la fonction publique. L'exemple de Rogny (canton de Bléneau, Yonne ; dans la vallée du Loing, à 150 km de Paris) est significatif : « L'exode rural s'est fait sentir d'autant plus que la proximité de Paris est plus grande : les tramways parisiens, les autobus, la police absorbent toute la population jeune. Les enfants, dans leur jeune âge, employés aux travaux agricoles quittent irrémédiablement la terre lorsqu'ils atteignent une vingtaine d'années, un certain nombre avant et tous après leur service militaire ». En 1933, lorsque R. Jaupitre ²⁸ rédige ce mémoire, il constate qu'au moins le sixième des maisons de cette commune sont « occupées par des retraités ou des employés parisiens originaires de Rogny ». Or, ces retraités ont commencé leur migration viagère à la fin du XIX^e siècle ; le maximum de population se place en 1881 et l'exode rural devient massif après cette date. Dans ce même département de l'Yonne beaucoup de communes rurales apportent des exemples identiques. A Asnières-sous-Bois (canton de Vézelay) ²⁹, la chute de population s'opère entre 1861 (666 habitants) et 1911 (383 habitants). Les départs ne sont pas dus à une pression démographique, « car les décès l'ont toujours emporté sur les naissances ». Pour J. Tricart, ce sont les facteurs sociaux qui interviennent : « C'est la conséquence de la structure foncière, qui concentre les richesses entre les mains de gros propriétaires incapables d'organiser rationnellement la mise en valeur de leurs domaines tandis qu'elle prive de moyens d'existence un prolétariat rural famélique, prêt à quitter le village ». Pour ces candidats au départ, il y a une chance qui va valoriser la migration : la commune possède 242 hectares de bois communaux dont on tire d'importants revenus permettant de développer l'instruction publique ; la plupart des migrants partent avec le certificat d'études primaires. Faut-il s'étonner des activités choisies ? La plupart des migrants voyageurs deviennent des fonctionnaires ou des employés de services publics : agents de police, des chemins de fer, des postes ; certains ont réussi à poursuivre leurs études et des migrants deviennent instituteurs ou ecclésiastiques. Les

ressources étant assurées pour la vie active et la retraite, les migrants ont généralement conservé la maison familiale et J. Tricart note pour la première moitié du XXe siècle : « Une grande part des excédents d'immigration est constituée par les vieux qui ont gardé leur maison ».

Le problème de la maison a beaucoup compté, en effet, pour les migrants voyageurs. Or, des cas délicats se sont posés : si la maison familiale revient à l'enfant qui reste au village, celui ou ceux qui migrent peuvent partir avec l'intention de revenir au moment de la retraite dans une maison rurale achetée ou dans une maison neuve à construire. Mais trente ans et plus de migration dérangent souvent bien des projets et l'on voit plus d'un migrant finir par construire sa maison, non pas au village d'origine, mais sur le lieu de travail pour pouvoir en profiter durant la période d'activité et au moment de la retraite ; la migration viagère se transforme alors en migration définitive. Pourtant, d'autres facteurs jouent souvent pour maintenir la migration viagère, comme le note M. Perrin³⁰ à propos de Saint-Etienne et des pays environnants : « Beaucoup de retraités sans doute restent dans la région industrielle ; ils y ont leurs habitudes, leurs souvenirs, leurs enfants. Les passementiers, par exemple, restent volontiers avec eux : ils sont souvent propriétaires de leur maison, assez grande pour deux ménages ; ils s'y rendent utiles soit en surveillant le métier, soit en s'occupant du jardin et du lopin de terre qui entoure la maison. Mais pour les autres corps de métier, la situation est différente : mineurs, ouvriers d'usines ou de manufactures ont été, pour la plupart, locataires pendant toute leur vie dans un logement souvent peu confortable et qui devient cher. Leurs enfants habitent parfois dans la même ville, mais pas sous le même toit ; comme ils n'ont pas leur travail à la maison, les vieux ne peuvent guère rendre de services directs. D'un autre point de vue, leur retraite, souvent légère pour continuer à vivre en ville, est suffisante pour la campagne. Aussi, beaucoup parmi ceux qui ont conservé des attaches dans le village de leur jeunesse, aiment à venir s'y réfugier, et ce fait devient plus fréquent à mesure que l'existence devient plus chère et les communications plus faciles ». Ainsi, les problèmes de la maison, à la campagne et à la ville, interviennent grandement dans le maintien ou l'abandon de la migration viagère, mais ils sont liés à d'autres facteurs matériels (ainsi le coût de la vie quotidienne) ou psychologiques (attachement aux enfants installés). La conséquence de cette complexité est la difficulté d'établir des données statistiques valables, car le choix lors de la retraite d'une migration viagère ou d'une migration définitive est très variable selon les conditions économiques ; M. Perrin ne manque pas de le mettre en relief : « Il est naturellement impossible de chiffrer l'importance de ces courants, qui doivent varier, d'ailleurs, avec les époques et les conditions économiques ». Mais le migrant saisonnier, mineur ou ouvrier d'usine, venu de la Haute-Loire (que nous avons étudié plus haut), se transforme assez facilement en migrant viager (9 % de la population de Saint-Etienne est originaire de la Haute-Loire en 1911) ; pour sa retraite, il préfère une maison montagnarde à la demeure noire de la zone industrielle stéphanoise. D'autre part, si le coût de la vie est moins élevé, il sait aussi les possibilités de jardinage et de culture dans sa commune d'origine ; ce sont des facteurs qui comptent beaucoup pour lui.

Les nuances dans la migration viagère apparaissent aussi lorsque l'é

retraité choisit dans son pays le lieu de sa maison achetée ou construite. Pour des raisons matérielles, le village d'origine considéré comme trop isolé et sans commodité est délaissé au profit du gros bourg voisin ou du chef-lieu de canton, ayant commerçants, moyens de transport et un certain confort (comme la distribution d'eau dans les maisons). A la ville, le migrant s'est habitué à certaines commodités et pour lui, le gros bourg ou la petite ville proche de son village permet de concilier deux désirs : le retour au pays d'origine et le maintien des habitudes acquises à la ville. Ainsi, des régions de montagne ont leurs petites cités de retraités permettant de réunir les anciens migrants viagers des communes environnantes. Certaines petites villes de montagne ont été sauvées de la décadence grâce, en partie, aux retraités de la région. Les exemples les plus caractéristiques pour la fin du XIXe siècle et le début du XXe sont certainement ceux des Préalpes du Sud : Nyons (Drôme) et Digne (Basses-Alpes) ³¹. Pour cette dernière petite ville, le climat, le calme, les nombreux services commerciaux, les possibilités de s'échapper facilement vers Marseille ou Nice par le train, expliquent pourquoi de nombreux anciens fonctionnaires originaires de la montagne s'y sont installés pour profiter plus facilement de leur pension de retraite ; « une ville où des ruraux ne se sentent pas dépaysés », dit Raoul Blanchard. Bien que le géographe grenoblois décrive souvent ces retours de migrants dans le pays d'origine, il ne cherche pas à les replacer dans une typologie de migrants ; pourtant, ils ont tenu une place non négligeable dans certaines communes rurales comme dans les petites agglomérations semi-urbaines. Les « Américains », revenus à Aiguilles (Hautes-Alpes) ou à Barcelonnette (Basses-Alpes), passent une grande partie de l'année dans leurs confortables maisons neuves et parfois somptueuses. Ce sont des migrants viagers pour la plupart, mais ils ajoutent pendant leur temps de retraite une migration hivernale de loisirs à Nice ou à Paris.

Si le facteur matériel (avec les revenus assurés, les biens-fonds conservés et la maison de retraite rendue confortable) compte beaucoup, un autre facteur plus difficile à saisir et à analyser intervient aussi parfois grandement : le facteur psychologique ou sentimental. En effet, certains migrants obligés de quitter leur pays d'origine pendant toute la période de vie active n'abandonnent jamais l'idée d'un retour là où leur famille a toujours vécu, et où ils sont nés et où s'est déroulée leur jeunesse. Il existe donc des liens sentimentaux très forts qui conduisent à la migration viagère. Il s'agit de retrouver un milieu familial, une communauté villageoise, une mentalité, une ambiance, un paysage humanisé particulier. Le migrant qui n'a rien au départ, ni biens-fonds, ni maison, rien qui puisse créer des attaches matérielles, a néanmoins encore un lien sentimental et social. Le Breton, fils de métayer ou de fermier, est souvent dans ce cas lorsqu'il gagne Paris pour une longue et modeste carrière ; il assure le maintien de ce lien par des contacts fréquents avec ses compatriotes grâce aux sociétés parisiennes de Bretons et aussi grâce aux séjours de congés plus ou moins réguliers dans sa famille bretonne, en attendant l'achat ou la construction d'une maisonnette de vacances et surtout de retraite sur la côte armoricaine ou dans une petite agglomération semi-urbaine de l'intérieur de la Bretagne. En 1885, Henri Baudrillart ³² insiste sur cet attachement du Breton à son pays d'origine : « Combien n'a-t-on pas parlé de l'amour du jeune Breton pour son pays natal ! Il

dégénérerait facilement en nostalgie, comme on le remarquait chez les marins, les militaires, les domestiques ». La migration viagère du Breton, décidée au départ, se maintient au cours de la partie active de la vie grâce au développement du tourisme durant la seconde moitié du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, car le Breton de Paris, du Havre ou d'Angers revient régulièrement chaque été sur une plage de la côte, prend l'habitude des citadins et se prépare ainsi à venir s'installer pour la retraite dans une demeure qu'il pourra préparer et aménager selon ses désirs. En fait, on parle beaucoup de Bretons partis définitivement sans penser à leur retour et à leur réinstallation non loin du village d'origine et généralement dans la zone côtière, lors de la retraite. Certains ont même prévu une demeure plus grande que celle nécessaire à leurs besoins pour pouvoir louer saisonnièrement des chambres aux touristes et augmenter ainsi une modeste pension de retraite correspondant à un emploi peu élevé dans l'échelle sociale. Mais l'essentiel pour ces migrants viagers n'est-il pas de retrouver le milieu breton, physique et humain ? Certes, le retour ne se fait pas nécessairement dans la commune d'origine, mais dans la zone côtière et vivante de la Bretagne. Ces migrants viagers ne sont guère des ruraux du littoral qui ont plus de ressources pour vivre sans migrer ; ce sont des paysans de l'intérieur, que les communes déshéritées ne pourront guère récupérer. Il ne semble pas que Choleau ³³, en 1912, ait bien analysé le phénomène des migrations viagères lorsqu'il écrit : « rares sont les Bretons de Paris qui retournent au pays après fortune faite ». Le problème est complexe et l'analyse ne doit pas s'en tenir aux communes d'origine. De même, les migrants viagers bretons sont très dispersés dans le monde (beaucoup vivent en Amérique du Nord) et dans des activités très diverses (comme pour les Corses l'armée coloniale les a attirés, mais aussi la marine, le commerce).

L'exemple de Roudouallec (canton de Gourin, Morbihan ; dans les montagnes noires et l'arrondissement de Pontivy) est significatif ³⁴. En 1885, au moment du surpeuplement breton, un paysan nommé Legran quitte sa commune isolée et pauvre avec 300 F et un mauvais français acquis au service militaire ; après cinq ans en Amérique du Nord, il revient quelques semaines au pays et entraîne quatorze compatriotes dans sa migration. Dès lors Canada et Etats-Unis attirent des migrants du canton de Gourin jusqu'à la crise de 1929 ; 6.000 départs du seul chef-lieu de canton qui a conservé autant de population. Si une partie des migrants sont restés en Amérique, beaucoup aussi sont revenus définitivement au pays d'origine après des séjours de vingt ou trente ans dans le Nouveau Monde où ils ont acquis une certaine aisance particulièrement dans l'hôtellerie et la restauration. Ces migrants viagers, les « Américains », ont fait construire de belles maisons au chef-lieu de canton pour profiter de leur « retraite » dans leur milieu social traditionnel, auquel ils tiennent beaucoup. Si les villes et gros bourgs de l'intérieur de la Bretagne attirent moins les migrants viagers que la zone littorale, il est pourtant des exceptions et le canton de Gourin en est une preuve.

Très différentes apparaissent les migrations viagères des régions du Sud-Ouest de la France (Aquitaine et bordure pyrénéenne) : alors que les Bretons migrants sont peu instruits et se contentent très souvent d'emplois modestes et subalternes, il n'en est pas de même dans le Sud-Ouest où l'on

assiste à la fin du XIXe siècle et au début du XXe à une course aux diplômes (certificat d'études, mais aussi brevet élémentaire et baccalauréat). Les places les plus recherchées sont dans certaines administrations, des postes et des finances plus particulièrement ; ce qui entraîne temporairement le migrant loin de sa région et en fait très souvent un migrant viager. L'Aquitaine et ses bordures ont été des pépinières de fonctionnaires pour une grande partie de la France, car les emplois dans l'industrie et le commerce étaient en nombre limité dans le Sud-Ouest de la France. L'humble certificat d'études primaires a joué « un rôle quasi révolutionnaire »³⁵ ; non seulement il a transformé les migrations temporaires, auparavant très manuelles et prolétariennes, en migrations de qualité, mais il a entraîné la jeune fille dans le mouvement et lui a même donné une place essentielle pour décider du départ. Michel Chevalier, à propos de l'Ariège, note que très tôt (avant 1914), la jeune rurale « cherche un époux à la ville ou dans une commune d'aval... ; lorsque le mariage se fait sur place, très souvent la condition imposée au jeune homme est le départ vers la ville comme fonctionnaire ou salarié ». Les diplômes acquis sont alors utilisés au mieux. Mais on ne perd pas l'espoir de revenir dans une petite ville du pays d'origine et de s'y retirer. Les attaches sentimentales subsistent, même si l'on méprise les activités agricoles laissées de plus en plus à des étrangers au pays. Le contraste est très net entre une Aquitaine pourvoyeuse de fonctionnaires et surtout de « dames des P.T.T. » vers la fin du XIXe siècle et au XXe siècle et le phénomène démographique du passé, quand la maîtresse de maison maintenait avec autorité l'activité de la famille et l'héritage, tandis que les cadets tentaient leurs migrations lointaines pour faire fortune. On a parlé de dépopulation des campagnes d'Aquitaine dès le recensement de 1831 et encore plus à partir de 1851 ; à la faible natalité (le « pays des fils uniques »), il faut ajouter les départs des migrants, aînés comme cadets, filles comme garçons, et que ne compense pas l'arrivée de Vendéens, d'Aveyronnais, d'Espagnols, bien avant la venue de Bretons et d'Italiens. Mais si les campagnes du Bassin d'Aquitaine voyaient fondre leurs populations rurales, les petites villes pouvaient maintenir leurs effectifs grâce à cet apport des « retraités », migrants viagers ayant passé leur vie active dans la moitié septentrionale de la France. Là encore les petites villes, jadis actives par le négoce et l'artisanat, pouvaient rapidement tomber en décadence en subissant les conséquences du dépeuplement rural ; ce qui les sauve, c'est l'apport régulier des fonctionnaires, des retraités migrants viagers revenus une trentaine d'années après leur départ dans leur région d'origine et des rentiers (qui disparaîtront après 1914). Presque toutes les villes aquitaines ont une faible natalité, une forte mortalité et pourtant, elles croissent lentement, comme Agen qui passe de 14.987 habitants à 22.482 entre 1842 et 1901³⁶. Les avantages que trouve le migrant viager retraité dans ces villes ne sont pas négligeables : le calme provincial, le logement facile (prix abordable de nombreuses maisons à vendre), le ravitaillement varié, aisé et relativement peu coûteux, une grande sociabilité que le migrant n'a pas oublié durant ses longues années d'absence et qu'il recherche. La multiplicité des petites villes et des gros bourgs offre un choix que d'autres régions françaises n'ont guère. Remarquons cependant que l'arrivée régulière de ces migrants viagers et de ces

rentiers âgés, sans cesse renouvelés, n'apporte pas beaucoup d'activité à ces cités qui vivent. Comme en Corse, les « budgétivores » revenus au pays dans le voisinage de leur village natal dépeuplé ou envahi par des non-aquitains n'apportent généralement que du numéraire. Ainsi, une partie du peuplement des petites villes d'Aquitaine peut provenir des régions rurales d'alentour, mais par deux voies très différentes : l'une est la voie directe avec le travailleur des campagnes qui vient chercher une activité à la ville, l'autre est la voie indirecte avec le migrant viager parti comme fonctionnaire dans une région plus ou moins lointaine avant de revenir prendre sa retraite dans un milieu urbain proche de son lieu d'origine. Pour ce dernier, il n'est plus guère question d'activité économique laborieuse et lucrative. La vie urbaine dans une des nombreuses bastides de l'Aquitaine, avec son atmosphère particulière et ses marchés hebdomadaires, est un facteur psychologique et social qui a certainement joué pour ramener l'Aquitain dans son milieu traditionnel.

C'est tardivement ³⁷ que l'on peut parvenir à dégager quantitativement les départements aquitains et de bordure qui ont connu les migrations viagères au début du XXe siècle ; cela grâce au fichier électoral qui permet vers 1950 de constater le retour des retraités en Aquitaine de migrants partis vers 20 ans et 35 ou 40 ans plus tôt (l'âge de la retraite étant généralement de 55 à 60 ans pour beaucoup de fonctionnaires). Une très vaste zone, à cheval sur l'Aquitaine, les Pyrénées centrales et occidentales et la partie occidentale du Massif Central, apparaît et couvre une quinzaine de départements. Les départements proches de l'Atlantique (Charente-Inférieure, Gironde, Lot-et-Garonne, Landes) semblent peu intéressés par les migrations viagères. Par contre, Vienne, Charentes, Dordogne, Lot, Tarn, comme le Limousin et l'Aveyron paraissent le plus gagnés (généralement pour les deux sexes). Plus au sud, Tarn-et-Garonne, Haute-Garonne, Gers (tous les trois, surtout pour les hommes), Ariège, Hautes-Pyrénées, Basses-Pyrénées (tous les trois pour les deux sexes), complètent la demi-couronne qui va du Poitou au Pays Basque. Cette grande zone aquitaine de migration viagère est aussi vaste que celle qui s'étend de la Sarthe à la Haute-Savoie en passant par les pays de la Loire et de la Bourgogne et qui comprend également une quinzaine de départements³⁸.

L'exemple de la Dordogne permet de mieux saisir l'importance des migrations viagères. En 1911, on recense dans le département de la Seine 14.138 originaires de la Dordogne qui exercent une profession sur 19.476 recensés nés dans ce département, soit un taux élevé de population active (72 %), du fait des nombreuses femmes ayant une profession (5.638 sur les 14.138 actifs, soit 40 %, alors que pour les femmes corses actives dans la Seine le taux est de 19 %). Quarante ans plus tard, le fichier électoral (1950-1952) permet de voir le retour des migrants viagers dans leur département d'origine : alors que les deux premières tranches d'âge sont négatives (départs de la Dordogne pour les 21-29 ans et les 30-44 ans), les deux dernières sont positives (arrivées pour les tranches 45-59 ans et 60 ans et plus). La balance des migrations s'établit ainsi : ³⁹

	21-29 ans	30-44 ans	45-59 ans	60 ans et plus
Hommes :	-360	-134	+176	+78
Femmes :	-319	-183	+125	+99
Total :	-679	-317	+301	+177

Sans doute est-il difficile de savoir si tous les migrants qui arrivent en Dordogne après 45 ans d'âge sont des migrants voyageurs de retour après une longue vie de travail passée loin de leur département, mais certainement il y a parmi eux une forte proportion de migrants voyageurs.

Les résultats du recensement dans la Seine en 1911 ⁴⁰ permettent de constater l'importance des originaires de l'Aquitaine et de ses bordures dans l'administration des Postes-Télégraphes-Téléphones. Ces résultats ne sont donnés que pour les hommes, mais le classement des départements français place aux premiers rangs : la Corrèze (736), le Lot (565), l'Aveyron (553), la Haute-Garonne (517), la Dordogne (412). Puis après la Corse (405), viennent les Hautes-Pyrénées (354). Sans doute, pour les femmes le classement prioritaire serait encore plus prononcé. La migration voyageuse « administrative » caractérise bien la démographie du Sud-Ouest.

En plus des deux facteurs, matériel et sentimental, que nous avons retenus, il est une condition essentielle pour le maintien de la migration voyageuse décidée au départ du migrant, c'est le rôle de la famille. Il y a là un phénomène complexe qui intervient souvent, pour ou contre la migration. La tradition familiale joue beaucoup dans certaines régions françaises : fils parti pour faire carrière ailleurs et qui, marié, envoie ses enfants jeunes aux grands parents vivant à la campagne, en attendant la retraite qui lui permettra de s'installer dans la maison familiale et de prendre le relais des parents disparus. Ce lien familial, fait d'intérêts privés très matériels et d'affections, peut encore être renforcé lorsque le migrant voyageur épouse une femme de son pays qui le suit dans la migration ; ce n'est plus une famille qui rattache le migrant au pays d'origine, mais deux. Combien de ruraux, isolés en ville, reviennent au pays dans de courts séjours pour prendre femme ? Combien d'autres fréquentent les sociétés provinciales (ainsi Bretons de Paris, Auvergnats de Paris) en vue d'un mariage avec une « paysanne », parfois du même canton que le migrant ?

Les migrations voyageuses des Auvergnats marchands de vin-charbonniers ont souvent été décrites dans leur rythme familial traditionnel ⁴¹ : parti à 15-16 ans de son village natal, le futur « bougnat » revient chez lui saisonnièrement (l'été) jusqu'au moment où il épouse une femme de son pays. C'est alors que le mariage conduit le couple auvergnat à Paris où il s'installe pour une migration voyageuse. « Le Planézard y reste jusqu'à 55-60 ans, puis prend la retraite au pays, reprend la ferme des parents morts et louée parfois en attendant le retour ». Mais les vieux parents (très souvent anciens migrants voyageurs) ont élevé les « enfants de Paris », c'est-à-dire leurs petits-enfants qui conservent ainsi le lien entre le lieu d'origine familiale et le lieu d'activité migrante. Et A. Durand ajoute : « De la sorte, l'émigration ne devient que rarement définitive ». Mariages, enfants, parents ; tout est étroitement lié au pays d'origine par des liens familiaux solides.

Assez différente se présente la migration voyageuse des pays aquitains et des zones marginales du Massif Central et des Pyrénées. Ici, c'est souvent le métier qui conduit au mariage et au renforcement de la migration voyageuse. Hommes et femmes, partis presque toujours très jeunes et célibataires, se connaissent dans leur activité administrative et les relations sont faciles entre migrants de la même administration, de la même région de recrutement, de

même langage et de même mentalité. Les couples d'employés des P.T.T., originaires de Corrèze ou du Lot, sont nombreux à Paris ou ailleurs. Mais les mêmes constatations peuvent être faites dans d'autres secteurs administratifs et parfois dans les emplois les plus modestes ; tels les couples d'agents de lycées (administration de l'Éducation nationale) à Paris, originaires de Corrèze ou du pays basque. Pour tous ces couples, le retour au pays d'origine est facile au moment de la retraite.

Ce retour est beaucoup plus malaisé lorsque les conjoints sont d'origines géographiques très différentes ; dans ce cas, la migration viagère bien préparée peut être compromise. Si les deux conjoints ont des attaches provinciales très marquées, un véritable conflit apparaît alors pour le choix du lieu de retraite ; l'un finit par l'emporter sur l'autre, mais il arrive aussi qu'un troisième lieu soit préféré, très différent des pays d'origine des conjoints (banlieue de ville, région de repos du troisième âge comme la Provence ou la Côte d'Azur).

La migration viagère avortée ou faussée apparaît nettement lorsqu'un Corse épouse une « continentale ». Celle-ci accepte encore facilement de séjourner dans l'île pendant la belle saison, si le village a un minimum de commodités et de confort, mais elle s'y refuse presque toujours pour une résidence continue et définitive. Aussi, la solution, qui paraît être une sorte de compromis, est la retraite à proximité de la Corse, en Provence ou sur la Côte d'Azur ; dès lors les séjours et les voyages dans l'île sont facilités. Cette solution explique en partie la forte densité des retraités corses dans les villes, petites ou grandes, du littoral méditerranéen. Aussi, la migration viagère corse finit par présenter divers aspects, depuis la migration viagère la plus marquée, avec retraite au village d'origine, jusqu'à la semi-migration viagère lorsque la mauvaise saison se déroule dans une ville corse (où les retraités fonctionnaires sont très nombreux dès la fin du XIX^e siècle)⁴² ou sur le littoral méditerranéen du continent. Généralement, les migrants corses qui ont exercé leur activité sur le littoral provençal ou niçois, même lorsque l'épouse est d'origine corse, font construire une maison qu'ils habitent avant la retraite et qu'ils continueront à occuper lorsqu'ils cesseront leur activité ; de là l'évolution de la migration viagère prévue au départ en une semi-migration viagère, puisque le migrant retraité ne séjourne au village corse que l'été.

Un sondage dans une commune corse, fait par un retraité⁴³ en 1946 pour la période 1900-1946, permet de dégager quelques données significatives. Croce (canton de la Porta) est une commune de 456 habitants (1936 ; mais le recensement est douteux car en hiver, seulement présence de la moitié des « recensés ») à 24 km de la station ferroviaire la plus proche. En 1946, on dénombrait 64 personnes ayant migré (période 1900-1946) et alors encore vivantes ; 28 étaient déjà revenues au village comme « retraités » avec leurs femmes et leurs enfants l'effectif atteignait 60 personnes. La migration viagère représente donc un taux de 44 %. Sur les 28 migrants voyageurs de retour, 5 ont épousé des femmes de la commune, 14 des femmes corses hors de la commune et 9 sont restés célibataires. Parmi les 36 migrants, 10 ne reviendront pas définitivement au village car ils sont établis à Bastia ou sur le continent (particulièrement à Nice, Toulon, Marseille), mais ils font des séjours d'été dans leur commune d'origine. Les 26 autres sont encore en activité et plus de la moitié pensent revenir définitivement au village d'origine,

à la retraite, si bien que plus de la moitié des partants (pour la période considérée) peuvent être classés comme des migrants voyageurs. Sur les 64, 20 ont choisi l'armée, 5 la gendarmerie, soit 25 pour l'activité militaire, 11 à l'arsenal de Toulon, 9 dans les transports (chemins de fer, transports urbains), 8 dans le commerce (employés d'entreprises ou de banques), 4 dans les douanes et octrois, 2 dans l'enseignement (instituteurs), 5 autres fonctionnaires (P.T.T., ministères, contributions). La plus grande partie dépend de l'Etat. Si l'on met à part les 25 militaires qui n'ont pas eu de domicile continu durant leur temps de migration, les autres ont passé leur vie active à Toulon (12), à Marseille (9), dans les colonies (6), à Lyon (5), à Paris (4), à Nice (2), à Montpellier, à Orange. La dizaine de retraités qui ne reviennent au village que l'été ont épousé des « continentales » pour la plupart et résident habituellement à Nice, Toulon, Marseille et Lyon. Mais ces semi-migrants voyageurs, comme les migrants voyageurs revenus au village, ont entretenu et réparé la maison familiale qui sert d'ailleurs à un grand nombre de ménages de la même famille, comme cela se pratique traditionnellement en Corse. Cette commune de Croce est dans la Castagniccia (Châtaigneraie) et par conséquent dans une région relativement riche et agréable. Aussi, durant l'été le village est très peuplé car tous les types de migrants s'y retrouvent. Mais les migrants voyageurs, retraités ou en activité, mariés à des Corses ou à des « continentales », vivent alors dans une communauté villageoise qui est en fait une véritable communauté familiale, tant les familles sont alliées les unes aux autres par des mariages proches ou lointains. Cet attrait de la famille (au sens le plus large) compte certainement pour entretenir la migration viagère, car l'émigré est sûr d'être bien reçu au village, même après une très longue absence, comme cela se produit pour les « coloniaux ». Quelques noms de familles « cousines » prédominent : Mattéi, Agostini, Andréani, Nicolai, Franzini, Libérati. L'entraide et l'esprit de solidarité jouent au village et hors de Corse, quand il s'agit de trouver un emploi pour le nouveau migrant et de l'héberger provisoirement pour faciliter son installation.

Ainsi, la migration viagère est parmi les migrations temporaires une des plus complexes et des plus fragiles ; elle est très souvent difficile à observer et à saisir. C'est sans doute pour cela que les données quantitatives apparaissent rarement et qu'il faut trop souvent se contenter de noter le phénomène et d'en marquer les nuances.

Si des facteurs matériels, psychologiques et familiaux interviennent avec plus ou moins d'intensité selon les régions, des signes certains permettent aussi de repérer les migrants voyageurs dès leur départ et pendant leur longue absence : le refus de vendre la maison familiale et les biens-fonds, l'entretien et l'amélioration de l'habitation en vue de la retraite, parfois la construction ou l'achat d'une demeure plus confortable et mieux située dans un gros bourg ou une petite ville à proximité du village natal, les visites et les séjours auprès des parents restés au pays, le choix d'une épouse dans la région d'origine, parfois le maintien sur la liste électorale de la commune rurale et l'intérêt porté aux questions municipales locales, la fréquentation des compatriotes et des sociétés provinciales dans le lieu où se fait la migration viagère, etc...

Mais comme nous l'avons déjà noté, la migration viagère n'a pas été

choisie par toutes les régions françaises ; certaines seulement l'ont préférée. La carte dressée au milieu du XIX^e siècle à partir du Fichier électoral ⁴⁴ permet, faute de mieux, de connaître les retours au département d'origine de migrants partis trente ou quarante ans plus tôt, c'est-à-dire avant et après la première guerre mondiale. Cette carte, par département, montre deux grandes zones et des zones secondaires. La première s'étend de la Sarthe à la Franche-Comté et à la Savoie en traversant les pays de la Loire au sud de la Région parisienne, le Bourbonnais, le Nivernais, la Bourgogne et les pays de l'Ain ; ces 16 départements forment une grande région continue entre les deux agglomérations parisienne et lyonnaise qui ont certainement attiré les migrants viagers ruraux et des petites villes. Les deux lignes ferrées de la Bourgogne et du Bourbonnais ont sans doute beaucoup contribué à développer cette orientation par des voyages faciles et fréquents durant la migration viagère. La seconde grande zone est celle que nous avons montrée en bordure de l'Aquitaine, des Pyrénées et du Massif Central : de la Vienne aux Basses-Pyrénées en passant par le Périgord, le Limousin, le Quercy et le Languedoc aquitain, soit 15 départements. Si des migrants viagers de cette zone vont à Bordeaux, Toulouse et Montpellier, le plus grand nombre est attiré dans la France septentrionale (nord de la Loire) et surtout dans la Région parisienne. Quant aux zones secondaires (par l'étendue), elles sont en Bretagne-Normandie (particulièrement Finistère, Morbihan, Côtes-du-Nord et Manche), en Picardie-Artois (Aisne, Somme et Pas-de-Calais), dans l'Est lorrain-alsacien (surtout pour les hommes, Meuse, Vosges et Bas-Rhin), dans le Sud-Est rhodanien-alpin (Ardèche, Drôme, Hautes et Basses-Alpes), en Corse (les statistiques ne montrent que les retours féminins, mais recensement de la population et fichier électoral sont ici complètement faussés par des habitudes que nous avons déjà signalées). On remarque que certaines zones semblent ignorer les migrations viagères car elles ont un excédent d'émigration à tous les groupes d'âge (adultes et vieillards) : Bocages de l'Ouest (Ille-et-Vilaine, Mayenne, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres), Auvergne-Velay (Cantal, Puy-de-Dôme, Haute-Loire, Lozère), Champagne (Marne et Haute-Marne), Nord, Indre et Aude. Après des migrations viagères marquées au XIX^e siècle, les Auvergnats paraissent moins attirés par leur pays d'origine sur leurs vieux jours, au début du XX^e siècle. Mais encore faut-il tenir compte des catégories sociales et professionnelles.

Sans doute dans les statistiques qui ont servi à établir les zones de migration viagère, il intervient aussi les migrations de retraités non originaires de la région choisie pour terminer une existence. Ainsi, dans l'Yonne où nous avons constaté de nombreux migrants viagers, des retraités parisiens viennent se confondre avec ces derniers. Pour bien distinguer les uns et les autres, il faudrait faire un long travail de recherche dans les listes nominatives de recensement et dans l'état-civil.

La même complexité des statistiques apparaît aussi lorsque Turquan ⁴⁵, en 1898-1899, publie son essai de recensement des fonctionnaires et des pensionnaires de l'Etat. A côté des migrants viagers retraités et « pensionnés par l'Etat », nous voyons des retraités qui sont toujours restés sédentaires et n'ont jamais quitté leur département d'origine ; il s'y ajoute des « pensionnés » venus des autres départements. Néanmoins, nous retrouvons

dans les tableaux statistiques et les cartes de Turquan certains départements types considérés comme lieux de recrutement des migrants voyageurs : les Basses-Alpes (1.879 pensionnés, soit 1.535 pour 100.000 habitants), la Corse (3.865, soit 1.360 pour 100.000 h. ; les pensions civiles atteignent 1.108), le Finistère (11.531, soit 1.615 pour 100.000 h. ; mais les marins inscrits maritimes tiennent une grande place), le Morbihan (7.066, soit 1.310 pour 100.000 h.), la Manche (6.094, soit 1.190 pour 100.000 h.) ; tous ces départements se placent aux premiers rangs des départements français pour les taux. Les départements bourguignons et aquitains sont mieux mis en relief dans les statistiques des seules pensions civiles. Beaucoup de facteurs ont joué à partir du milieu du XIX^e siècle pour accroître le nombre des retraités de l'Etat et développer les migrations viagères. La loi de 1853 charge l'Etat de gérer les anciennes caisses de retraites tandis que le nombre des fonctionnaires s'accroît et les pensions s'améliorent. En 1855, ce sont les pensions militaires qui deviennent plus élevées et cette amélioration attire certainement beaucoup de migrants voyageurs. Dans la même période, le développement du réseau ferré oblige à un recrutement intense d'employés. Pour les pensionnés civils et militaires de l'Etat, Turquan montre les progrès très considérables de la seconde moitié du XIX^e siècle : 85.505 en 1852 (avant la loi de 1853), 149.766 en 1869, 202.301 en 1883 et 244.452 en 1896. On constate de nombreux migrants voyageurs parmi les militaires de carrière, les fonctionnaires (surtout douaniers, employés des P.T.T., enseignants, fonctionnaires des finances), les employés municipaux et des grandes compagnies de services publics (surtout chemins de fer). Il faut remarquer cependant que les migrations viagères ont été parfois dérangées par la formation de grandes banlieues urbaines qui attirent les retraités. Encore très proches de la ville où ils ont travaillé et qui leur offre de multiples avantages, mais déjà dans une campagne à peine gagnée par l'urbanisation, les retraités peu attachés à leur pays d'origine ont souvent fait le choix.

NOTES - TROISIEME PARTIE - Chapitre III

II - LES TRANSFORMATIONS PROGRESSIVES DES MIGRATIONS TEMPORAIRES DE L'ARTISANAT, DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES SERVICES.

40) LA MIGRATION VIAGERE A PRIS DE PLUS EN PLUS DE DEVELOPPEMENT ET APPARAÎT COMME UN SIGNE DU RURAL VOULANT EVITER LA MIGRATION DEFINITIVE.

- 1 Cf. Abel CHATELAIN (53). J.P. POUSSOU et P. GUILLAUME (103) n'ont pas cru devoir faire une place aux migrations viagères. Il est vrai que leur typologie des migrations est bien sommaire.
- 2 Le plus bel exemple est certainement donné par le migrant viager Cincinnatus Blottière (1801-1887), de Mézy (Seine-et-Oise) à Paris : J. BLOTTIERE (250).
- 3 BELLIN : *Description géographique et historique de l'Isle de Corse* (Paris, 1769, 232 p.).
- 4 Cf. Docteur F. LETELLIER : *Mémoire statique sur la Corse* (Paris, 1840, 16 p.), p. 13.
- 5 A.N. : F. 20/434 (départements du Golo et du Liamone) et F. 10/250 (Rapport du préfet du Golo, en 1808, sur les Italiens employés en Corse). MAUCO (144) a fait des erreurs sur les effectifs (4.000 au lieu de 2.000).
- 6 BELLIN (ouvr. cité) dit : « Les femmes ne sont aux yeux de leurs maris que de viles esclaves », p. 54.
- 7 BELLIN (ouvr. cité), p. 60.
- 8 Grande Encyclopédie (fin XIXe s.), tome 12, p. 1106.
- 9 Abbé de LEMPS : *Panorama de la Corse* (Paris, 1844, 177 p.), p. 129-130.
- 10 Baron Charles DUPIN : *Forces productives et commerciales de la France* (Paris, 1827, 2 vol. et carte hors texte), p. 249 et suiv. ; carte par département, sans la Corse.
- 11 A. d'ANGEVILLE : *Essai sur la Statistique de la population française* (Bourg, 1936), réédition en 1969 par E. Le Roy Ladurie ; carte n° 9.
- 12 Voir « Population » (1957, p. 71-92, article de Michel FLEURY et Pierre VALMARY.
- 13 Grande Encyclopédie, tome 12, p. 1106.
- 14 Sylla MICHELESI : *Le manque de bras en Corse. Ouvrage dédié à M. Gavini, préfet des Alpes-Maritimes* (Ajaccio, 1861, 20 p.).
- 15 A.N. : C. 949 (Corse).
- 16 Enquête de 1866 : vol. 28 des enquêtes départementales, p. 46, 139, 153.
- 17 Docteur F. LETELLIER, ouvr. cité, p. 4-5.
- 18 Résultats du recensement de 1891, p. 482-485.

- 19 Résultats du recensement de 1911, tome I, 4^o partie, p. 32-33 et 40-98.
- 20 Nous avons déjà insisté plus haut sur cette faiblesse et sur la prudence de Charles DUPIN, lors de l'établissement de sa carte de 1827 (la Corse n'est pas représentée). Certains documents de la Seconde Restauration restent très douteux : carte du Musée de l'Enseignement donnant seulement 25 % d'illettrés (Cf. Coquerelle et Genet : manuel d'histoire de 3^o, Paris, Hatier, 1966 ; reproduction p. 281).
- 21 D'ANGEVILLE, ouvr. cité, p. 172.
- 22 Résultats du recensement de 1891, tome I, p. 48.
- 23 Albert QUANTIN (528), p. 240 et 286-287.
- 24 Des démographes et des géographes veulent ignorer les migrations viagères et la complexité des migrations. Leurs taux de migrations définitives sont douteux aussi par suite des recensements équivoques. Cf. Antoine ALBITRECCIA (520), p. 207.
- 25 J. VIDALENC (174), p. 255.
- 26 A. QUANTIN (528), p. 236-239.
- 27 Abbé E. GAUTIER (465), p. 154 du vol. « Un siècle d'indigence ».
- 28 R. JAUPITRE : *Monographie du domaine de la Métairie-Haute, à Rogny*, manuscrit de 1933 cité par J.P. MOREAU (301), p. 287.
- 29 J. TRICART (312), p. 495-510.
- 30 M. PERRIN (812), p. 374.
- 31 R. BLANCHARD (545), tome IV, p. 793-798.
- 32 H. BAUDRILLART (26), p. 448 du tome I.
- 33 J. CHOLEAU : *L'expansion bretonne* (Réforme sociale, 1912), p. 374.
- 34 J. LE DINGOU (470), p. 358 et journal « Le Monde » du 11 août 1970.
- 35 M. CHEVALIER (498), p. 743-748. Voir plus particulièrement : Hubert LAGARDELLE : *Sud-Ouest. Une région française*. Ce syndicaliste accuse l'école primaire, les écoles préparatoires aux administrations, les politiciens qui favorisent leur clientèle et « démoralisent le pays ». L'ouvrage (Paris, 1929, 191 p.) montre la situation antérieure.
- 36 P. DEFFONTAINES (349), p. 135-136, 82-83, 101-102, 108.
- 37 A. CHATELAIN (61). Cet essai pour dégager les régions de migrants viagers repose sur les statistiques officielles : *bull. mensuel de Statis de l'I.N.S.E.E.*, suppl. av. - juin 1955, juil. - sept. 1955, janv. - mars 1956. Particulièrement le tableau par tranche d'âge paru à cette dernière date.
- 38 A. CHATELAIN (61), p. 191 : carte par département des migrations viagères actives et des retraités (migrations positives au-delà de 44 ans d'âge).
- 39 Supplément trimestriel du Bull. mensuel I.N.S.E.E. (cité) : juil.-sept. 1955, p. 10.
- 40 Recensement 1911, tome I, 4^o partie, p. 108-109.
- 41 A. DURAND (753), p. 390.

42 Y. KOLODNY : Géographie urbaine de la Corse (Paris, 1962, 334 p.).

43 Henri ANDREANI (1877-1962), né à Croce, mort à Villeurbanne ; retraité cheminot, séjours d'été dans son village natal. A épousé successivement une Corse, une Lyonnaise, une Bugiste.

44 A. CHATELAIN (61 bis), p. 209.

45 V. TURQUAN (171), 1er févr. 1899, p. 203-213, cartes p. 211 et 214.

CONCLUSION : COMPLEXITE DES MIGRATIONS TEMPORAIRES DE PLUS EN PLUS GRANDE AVANT 1914.

Les migrations temporaires traditionnelles jusque vers le milieu du XIXe siècle ont été très variées dans leurs activités, mais en général elles gardaient une grande simplicité de rythme : le rural s'absentait pour quelques semaines ou quelques mois, plus rarement pour quelques années. En fait la migration saisonnière ou « campagne de travail » prédominait.

A partir du milieu du XIXe siècle, une plus grande complexité succède à une relative simplicité. La migration saisonnière est de moins en moins pratiquée et tend même à disparaître. Aussi cette évolution a conduit des observateurs à affirmer que les migrations temporaires dans leur ensemble étaient anachroniques et n'avaient plus leur place dans l'économie et la société moderne. En fait, les migrations saisonnières ont de plus en plus fait place à d'autres types de migrations temporaires complexes et parfois difficiles à vivre et à saisir : migrations temporaires de longue durée (pluriannuelles ou viagères) ou migrations temporaires de très courte durée (hebdomadaires ou quotidiennes). Certes, l'évolution a été très variable selon les activités. Ainsi, les migrations saisonnières se sont beaucoup plus prolongées dans l'agriculture parce qu'elles correspondaient mieux au rythme climatique des travaux saisonniers. Par contre, dans les secteurs non-agricoles, l'abandon des migrations saisonnières a été généralement rapide. L'artisanat, l'industrie, le commerce, les activités de service ont préféré un recrutement de travailleurs plus permanents et dès lors, les anciens migrants saisonniers et les nouveaux venus ont dû adapter leurs séjours temporaires selon un nouveau rythme. Les migrations pluriannuelles et viagères ont été d'abord préférées. Puis avec de nouveaux moyens de transport (chemin de fer, bicyclettes, plus tard automobiles), le rural a envisagé de demeurer dans son lieu d'origine en se livrant à des déplacements hebdomadaires ou journaliers. On assiste donc au début du XXe siècle à la pratique de migrations temporaires très variées et très complexes ; des travailleurs préfèrent les migrations de longue durée, tandis que d'autres trouvent de multiples avantages à faire des déplacements de durée très brèves. Pourtant, la migration saisonnière ancienne n'a pas complètement disparu, mais elle est le fait des travailleurs étrangers qui viennent en France temporairement. Le plâtrier italien rappelle ainsi le maçon creusois qui, un siècle plus tôt, faisait sa « campagne saisonnière » à Paris ou à Lyon.

Certes, les migrations temporaires de longue durée et aussi parfois les migrations de très courte durée peuvent conduire beaucoup plus que les migrations saisonnières aux migrations définitives. Ce danger est apparu nettement à partir du milieu du XIXe siècle et il se fera sentir pendant un siècle, avant que de nouvelles conditions techniques, économiques, sociales et psychologiques favorables ne donnent aux migrations quotidiennes des ruraux une grande importance.

QUATRIEME PARTIE

**LES CONSEQUENCES DES MIGRATIONS
TEMPORAIRES DES RURAUX
SE FONT SENTIR DANS DE NOMBREUX DOMAINES**

CHAPITRE PREMIER

LES CONSEQUENCES DEMOGRAPHIQUES APPARAISSENT SUR LES DENSITES, LE MOUVEMENT NATUREL ET LES STRUCTURES DES POPULATIONS

Avant le XIX^e siècle, la population rurale est généralement considérée comme fixée à un secteur géographique limité et sans beaucoup de liaisons avec les secteurs voisins. Les mariages se font à l'intérieur de la paroisse ou dans les paroisses communes, proches, plus rarement avec les communautés éloignées. On vit et l'on meurt dans son propre pays. Le mouvement de la population (natalité, nuptialité, mortalité) est beaucoup plus réglé par les événements (paix ou guerre), les facteurs économiques (prospérité due aux bonnes récoltes, famines dues aux intempéries) et les conditions sanitaires (maladies, épidémies) que par les déplacements importants des individus. Tel est le schéma sommaire que retiennent de nombreux historiens.

Or, ce schéma doit être fortement corrigé pour de nombreuses régions françaises qui ont connu les migrations temporaires, particulièrement pour les régions montagneuses. Nous avons affaire à des populations rurales, surtout pour la catégorie masculine, qui se déplacent régulièrement et qui sont en relation avec des pays très éloignés. Ces déplacements, ces absences doivent avoir nécessairement des conséquences sur les aspects démographiques. La démographie d'une population rurale « ambulante » n'est pas la même que celle d'une population strictement sédentaire et casanière.

De multiples problèmes se posent pour les ruraux migrants temporaires. Problème de densité et de peuplement d'abord : peut-on compter sur les déplacements périodiques pour maintenir ou développer les effectifs de population ? Problèmes de mouvement naturel ensuite : ces migrations temporaires auront-elles des effets bienfaisants ou néfastes sur l'importance des naissances, des décès et des mariages et ces derniers changeront-ils de caractères ? Problèmes de structure de la population rurale enfin : cette société rurale, en partie migrante, est-elle dérangée dans la répartition des âges, des sexes et des professions ? Nous n'abordons pas ici l'important problème des conséquences des migrations temporaires sur l'exode et le dépeuplement des campagnes. C'est en effet le problème essentiel de l'évolution générale des migrations françaises. et des liens qui unissent migrations temporaires et migrations définitives. Nous traiterons des dernières questions dans notre conclusion finale, car elles permettront de mieux mettre en relief la complexité des phénomènes de déplacements dans le temps et dans l'espace.

Il est bien évident que les conséquences démographiques des migrations temporaires ne peuvent être recherchées que dans des analyses régionales minutieuses. Nous ne pouvons donc ici que dégager des idées essentielles permettant de bien marquer les liens entre phénomènes démographiques.

**I - DANS LES REGIONS DESHERITEES
ET PARTICULIEREMENT DE MONTAGNE
LES MIGRATIONS SAISONNIERES ONT PERMIS DE MAINTENIR
DES DENSITES RELATIVEMENT ELEVEES.**

**10°) LE TYPE DE MIGRATION TEMPORAIRE EST ESSENTIEL POUR
DETERMINER L'IMPORTANCE DES DENSITES HUMAINES.**

Les migrations temporaires de courte durée (absence inférieure à une année) ont pour effet de maintenir la population dans le pays d'origine, car les déplacements réguliers étant brefs, les personnes reviennent dans leur famille, dans leurs biens et dans leur communauté. Le recensement ne peut donc se faire qu'au lieu d'attache. La migration saisonnière traditionnelle et plus tard les migrations pendulaires hebdomadaires et journalières sont donc des types de migrations qui permettent de maintenir ou de développer des densités humaines ; elles apportent des ressources extérieures et sont ainsi sources de peuplement.

Il n'en est pas de même des migrations temporaires de longue durée (migrations pluri-annuelles et migrations viagères). Ces migrations sont dangereuses pour le peuplement car elles risquent d'entraîner la famille dans les déplacements et les migrations individuelles peuvent facilement devenir migrations de groupes ou migrations collectives. Même si les retours définitifs se font à partir d'un certain âge (50 ou 60 ans), la population de la région d'origine est fortement diminuée dans la catégorie adulte et aussi en partie dans celle de la jeunesse (les moins de 20 ans). Pour ces migrations de longue durée, les recensements du XIXe siècle enregistrent généralement les individus dans les lieux d'accueil et non plus dans les lieux de départ, sauf rares exceptions comme en Creuse ou en Corse.

Selon les périodes de prédominance du type de migration temporaire de courte durée ou du type de longue durée, les densités humaines des pays de départ seront relativement élevées et maintenues ou au contraire en décroissance. Aussi, pendant la première moitié du XIXe siècle, les départements vivant des migrations saisonnières des ruraux ont connu un peuplement assez remarquable. Pour eux, la transformation progressive des migrations saisonnières en migrations de longue durée à partir du milieu du XIXe siècle a été une cause essentielle de l'affaiblissement des migrations rurales. Sans doute, des ressources continuent à être apportées dans les pays de départ par les migrants temporaires, mais en fait il y a perte de substance humaine et les densités faiblissent.

Ces oppositions dans les densités apparaissent nettement dans les différentes cartes par département dressées à partir des résultats des recensements ¹. Ainsi, dans le Massif Central, la Creuse a une densité de 39 habitants au km² en 1801 ; elle atteint 47,6 au km² en 1831 et 51,5 au km² en 1851 (densité la plus forte pour les XIXe et XXe siècles). Or, le département voisin de l'Indre (dans le sud du Bassin parisien et connaissant assez peu les migrations temporaires) a des densités inférieures et moins croissantes : 30 en 1801 ; 36,2 en 1831 et 39,9 en 1851 (maximum plus tardif, en 1886 : 43,4 au km²). En un demi-siècle le gain a été de 12,5 au km² pour la Creuse et seulement de 9,9 au km² pour l'Indre. Sans doute,

beaucoup de facteurs interviennent dans cette croissance inégale des densités. Mais il est certain que la Creuse a pu maintenir et développer son peuplement grâce aux retours réguliers des migrants, surtout saisonniers, et aux apports d'argent procurés par l'industrie du bâtiment. Si l'Indre imite la Creuse dans ces migrations des travailleurs du bâtiment, ce sera plus tardif, plus faible et les déplacements ne sont plus guère saisonniers.

Après 1851, la densité de la Creuse se maintient à 50-51 au km² pendant un demi-siècle (1851-1901). C'est la période où migrations saisonnières et migrations de longue durée coexistent pour les travailleurs creusois et l'exode par les migrations définitives est encore très limité. Il n'en est plus de même au début du XXe siècle : la densité tombe au-dessous de 50 au km² (1901 : 49,5). Le changement dans le choix du type de migration se traduit bien dans l'évolution de la densité : 51,5 au km² en 1851, 50 en 1881, 47,5 en 1911. Mais la Creuse, au sol plus pauvre que celui de l'Indre, a encore une densité plus forte que celle de sa voisine grâce aux migrations temporaires qui font vivre une partie importante de la population (l'Indre a une densité de 41,1 au km² en 1911, Creuse : 47,5) ².

Sans doute, ne peut-on pas étendre à tout le Limousin, l'évolution caractéristique de la Creuse. En Haute-Vienne, les migrations temporaires, encore importantes au début du XIXe siècle, faiblissent progressivement et une certaine industrialisation du département permet un développement des densités pendant tout le XIXe siècle. Ce n'est qu'à la veille de 1914 que l'exode commence à faire sentir ses effets sur la densité de population. La Haute-Vienne, en un peu plus d'un siècle, passe ainsi de 44 au km² en 1801 à 51,8 en 1831, à 57,8 en 1851, à 63,3 en 1881 (maximum : 69,5 en 1906), à 69,2 en 1911. Le gain de densité de la Haute-Vienne, grâce à l'industrialisation, pendant la première moitié du XIXe siècle (13,8 au km² de 1801 à 1851) n'est guère plus important que celui de la Creuse avec les migrations temporaires (12,5 au km² de 1801 à 1851). Mais la différence apparaît nettement pour la seconde moitié du XIXe siècle : la densité de la Haute-Vienne continue à s'accroître (10,9 au km² de 1851 à 1901) tandis que celle de la Creuse commence à faiblir (baisse de 2,00 au km² de 1851 à 1901).

Le troisième département limousin, la Corrèze, a des densités qui suivent celles de la Creuse dans leur évolution. Or il s'agit aussi d'un département rural guère touché par l'industrialisation et qui a fortement utilisé les migrations temporaires pour trouver des ressources utiles au maintien du peuplement. Les densités augmentent entre 1801 et 1851 : 42 en 1801 ; 50,2 en 1831 ; 57,7 en 1851 (maximum comme en Creuse), mais le gain est plus important qu'en Creuse (15,7 au km² au lieu de 12,5). Pourtant durant la seconde moitié du XIXe siècle, la Corrèze maintient sa densité pendant un certain temps et finit par une chute plus prononcée que celle de la Creuse avant 1914 : 57,7 au km² en 1851 ; 54 en 1881 ; 54,1 en 1901 ; 52,6 en 1911 (baisse de densité de 5,1 de 1851 à 1911 ; Creuse : 4). Les migrations temporaires de la Corrèze, beaucoup plus variées que celles de la Creuse, ont peut-être conduit plus rapidement et plus intensément à l'exode rural.

Ainsi, ce sondage sommaire de quatre départements du centre de la France montre l'évolution différente des densités de population. Les deux

départements (Creuse et Corrèze) qui connaissent d'importantes migrations temporaires dans une région montagneuse peu favorisée par la nature ont réussi à maintenir en très grande partie le gain de densité acquis au XIX^e siècle (Creuse : densité de 39 en 1801, de 47,5 en 1911, gain : 8,5 au km² ; Corrèze : densité de 42 en 1801, de 52,6 en 1911, gain : 10,6 au km²). Ces gains, finalement, ne sont pas très éloignés de celui de l'Indre, département de plaine plus favorisé par la nature et bénéficiant assez peu des migrations temporaires (densité de 30 en 1801, de 41,1 en 1911, gain : 11,1 au km²). La Haute-Vienne, en développant son agriculture, son élevage et son industrie a mieux réussi à accroître et à maintenir sa densité (44 en 1801, 69,2 en 1911, gain : 25,2 km²). En un espace géographique réduit, on a ici une image de la variété des densités et des facteurs d'intervention dans des départements restés très ruraux.

Une carte de la diminution de la population rurale de 1801 à 1850 ³ montre combien les migrations saisonnières interviennent dans certains départements montagnards de la moitié méridionale de la France (au sud de la Loire) : cette diminution est fortement atténuée grâce aux ressources apportées par les déplacements réguliers de la main-d'œuvre rurale. Pendant un demi-siècle, les populations rurales du Limousin ou de l'Auvergne ont pu fréquenter la ville et en tirer des ressources en évitant les dangers de l'attraction définitive ou durable. La migration saisonnière a eu longtemps le gros avantage de maintenir ou de développer le peuplement rural avec des densités humaines remarquables pour des pays peu favorisés par la nature.

2°) L'INEGALE INFLUENCE DES MIGRATIONS TEMPORAIRES SUR LES DENSITES DE POPULATION

Si des différences de densités départementales apparaissent et peuvent s'expliquer en partie par les ressources des migrations saisonnières (comme dans certaines régions de plaine par les apports de l'artisanat rural), il faut pourtant être prudent. En fait, l'influence des migrations saisonnières est très inégale et ne semble jouer considérablement que dans certains secteurs géographiques.

Les exemples des montagnes jurassiennes ⁴ paraissent assez significatifs. L'artisanat rural familial a toujours eu plus de faveur que les migrations saisonnières dans ces montagnes au climat rude et aux hivers longuement enneigés. Les types de migrations temporaires y sont rares et très localisés. Mais certains seulement semblent avoir contribué à maintenir et même à accroître les densités humaines.

R. Lebeau a mis en relief les différences de peuplement entre les hauts plateaux et la haute chaîne comtoise (secteurs géographiques situés dans le département du Jura) et le Haut-Bugey (arrondissement de Nantua du XIX^e siècle, dans le département de l'Ain). Dans la partie montagnarde comtoise retenue, entre le XVII^e siècle et le début du XIX^e siècle, les densités de population ont peu augmenté et restent faibles : on passe de 19 à 30 au km² d'une part (plateaux) et de 20 à 35 d'autre part (montagnes). Par contre, dans le Haut-Bugey, ces densités s'élèvent de 20 à 50 et dépassent même 60 au km² dans deux cantons (Nantua et Chatillon-de-Michaille). L'arrondissement de Nantua a une densité de 57 en 1806. Or, la partie élevée comtoise connaît

peu les migrations saisonnières (la plus importante est celle des Grandvalliers, mais elle est très localisée avec des effectifs réduits) ; les ressources complémentaires viennent des activités artisanales familiales sédentaires. Il n'est pas de même pour le Haut-Bugey avec ses nombreuses bandes de migrants peigneurs de chanvre (plus de 5.000 migrants au début du XIXe siècle). Comme le rendement tiré du sol ne varie guère, ce sont les revenus tirés des déplacements qui permettent aux populations trop denses de tenir et de rester dans la région d'origine. Nous pensons que les migrations saisonnières sont à la fois causes et conséquences des fortes densités : on part temporairement pour trouver des ressources, mais ces ressources permettent aussi d'entretenir plus de monde et de supporter des densités en croissance. Le géographe R. Lebeau ne voit qu'un aspect lorsqu'il écrit : « Le Jura méridional est une montagne très peuplée,... une montagne surpeuplée même qui doit chercher dans l'émigration temporaire un supplément indispensable de ressource, alors que le Jura comtois, dont la pression démographique est moins forte (sauf sur la lisière occidentale) a rarement eu besoin d'y recourir ». Cet auteur oublie ainsi les conséquences des migrations sur le maintien et l'accroissement des densités et néglige les apports de l'industrie artisanale familiale pour le Jura comtois.

Les deux cantons haut-bugistes de Brénod et d'Izernore vivent particulièrement des migrations saisonnières des peigneurs de chanvre durant la première moitié du XIXe siècle ⁵. Or tant que les déplacements temporaires s'opèrent, il n'y a pas de craintes à voir baisser les densités ; elles commencent à faiblir à partir du moment où ils se font plus rares (vers 1850-1860). Le canton de Brénod a une densité de 37 en 1806, de 36 en 1851 (signe d'un remarquable maintien de la population dans un pays difficile), mais en 1866, cette densité tombe à 32, puis à 29 (1891), à 27 (1901) et à 25 (1911). Même évolution dans le canton d'Izernore : 46 en 1806, 47 en 1851 (période de migrations saisonnières rentables : jusqu'au milieu du siècle), 40 en 1866, 34 en 1891, 31 en 1901, 26 en 1911. L'affaiblissement progressif des densités après 1851, est la preuve que la forêt et l'élevage ne suffisent pas pour maintenir la population montagnarde dans ses effectifs de jadis. Le canton voisin d'Oyonnax qui a pu développer une petite industrie locale échappe à l'affaiblissement : pendant la première moitié du XIXe siècle, il passe de 55 au km² (1806) à 71 (1851) et parvient à la plus forte densité du Haut-Bugey avec 69 en 1866, 71 en 1891, 81 en 1901 et 105 en 1911. Mais les cantons de Brénod et d'Izernore n'ont pas réussi à remplacer les migrations saisonnières par des activités industrielles locales sédentaires. Il ne restait donc pour les anciennes populations habituées aux migrations saisonnières que la solution de l'exode rural avec les migrations de longue durée (migrations viagères et migrations définitives) dans les villes et surtout à Lyon.

Ce passage des migrations de courte durée aux migrations de longue durée se traduit nettement dans les courbes de l'évolution des densités. Mais il est très variable dans le temps et il ne dépend pas toujours du milieu de départ des migrants. Dans le cas du Haut-Bugey, les transformations du travail industriel du chanvre ont ainsi eu des répercussions sur les densités de certains cantons, gros fournisseurs de migrants peigneurs de chanvre. La période du Second Empire est ici capitale pour marquer la coupure dans l'évolution de la

densité rurale de population.

Dans d'autres pays de montagne où les migrations saisonnières ont aussi une grande importance, le sommet de la courbe de densité peut se placer avant le milieu du XIXe siècle, ou bien après ce milieu de siècle. Tout dépend des activités des migrants temporaires, des lieux fréquentés et du comportement des hommes en déplacement. Cette variation des courbes de densités est souvent parallèle à l'évolution des migrations saisonnières.

Un exemple caractéristique de la précocité de l'affaiblissement des densités est donné par les Alpes du Sud et particulièrement par le département des Basses-Alpes. Alors que la plupart des départements ruraux français ont leur maximum de peuplement vers le milieu du siècle (1846-1856), les Basses-Alpes atteignent le sommet de la courbe des densités en 1836 (23,2 habitants au km²). Cette densité n'avait d'ailleurs que peu augmenté depuis le début du siècle (19,2 en 1801 ; 20,8 en 1806). Malgré la faiblesse de cette densité, on sent une sorte de saturation du peuplement et les nombreuses migrations saisonnières qui procurent des ressources indispensables ont certainement contribué au cours du XVIIIe siècle à faire croître cette densité qui devait être très faible auparavant. A partir du moment où les ressources procurées par les migrations temporaires échappent, ces densités ne cessent de faiblir : 23,2 en 1836 (maximum) ; 21,9 en 1851 ; 19 en 1881 ; 16,5 en 1901 ; 15,3 en 1911. Ainsi, le peuplement est bien plus faible au début du XXe siècle qu'au début du XIXe ; les migrants saisonniers ont été les premiers à se transformer en migrants voyageurs ou définitifs.

Analysant les Préalpes, Raoul Blanchard ⁶ a été le premier à souligner la précocité de l'affaiblissement des Préalpes du Sud, malgré l'importance des migrations saisonnières qui auraient pu maintenir les densités de population à leur niveau du début du XIXe siècle. Etendues sur 11.280 km², ces montagnes déshéritées n'ont que 255.000 habitants en 1806 (densité : 22,6). Elles atteignent péniblement 295.830 habitants en 1836 (densité : 26,2), soit 16 % de gain en 30 ans (1.300 habitants de plus par an, ce qui est faible). C'est pendant une période de la Restauration (1821-1831) que la plus grande partie du gain a été réalisée (24.700 sur les 40.830) : 2.500 par an. A partir de 1836, une descente vertigineuse commence ; en 1911, les Préalpes du sud n'ont plus que 201 habitants (densité : 17,8) et la perte a été de 32 % en 75 ans. C'est la période de disparition des migrations temporaires. Les migrations saisonnières ont été salutaires pour la fin du XVIIIe siècle et le début du XIXe. Raoul Blanchard, devant une évolution aussi précoce, fait un commentaire qui paraît valable : « Un sujet de surprise est la précocité de cette date du maximum du XIXe siècle. Les Alpes du Nord ne nous ont pas habitués à tant de hâte ; à travers presque toutes leurs régions rurales, la population a continué à s'accroître jusqu'en 1846-1848 ; ici dès 1831 la saturation était près d'être atteinte. L'indication nous paraît préciser le contraste entre les ressources du Sud et celles du Nord. Il ne convient pas d'ailleurs d'estimer que le modeste flux qui achève sa montée en 1836 ne l'ait étalée qu'en 30 ans ; il datait à coup sûr de la fin du XVIIIe siècle. Toutes les fois que nous avons pu avoir connaissance des évaluations d'un dénombrement de 1790, leurs résultats globaux sont inférieurs à ceux de 1806. Les recensements de familles dont nous avons eu communication pour

la Drôme nous ont indiqué, pour la fin de la Monarchie, une croissance renversant le mouvement de baisse constaté dans le reste du XVIII^e siècle. Il est ainsi possible que la montée qui se termine en 1836 représente la fin de 50 à 60 années de progrès ». Nous pensons que ce progrès est dû à un accroissement de la natalité, que les migrations saisonnières profitables permettaient de supporter jusqu'à une certaine limite.

Ainsi, ces quelques analyses rapides permettent de mieux mettre en relief le lien qui peut exister entre densités de population et déplacements périodiques de populations rurales pauvres. On a trop tendance, dans l'étude historique de l'économie des milieux ruraux de ne retenir que les ressources tirées du sol ou celles des sédentaires comme les artisans. On néglige trop les profits venus de l'extérieur parce qu'ils sont difficilement contrôlables ; ils ont pourtant certainement joué pour de nombreuses populations montagnardes et quelquefois pour celles des plaines pauvres. Mais la vitalité de ces milieux ruraux ne s'exprime pas seulement par des migrations temporaires intenses, elle apparaît aussi dans le mouvement naturel par une natalité généralement très soutenue.

II — LE MOUVEMENT NATUREL DES MILIEUX RURAUX A SUBI DES CONSEQUENCES TRES DIVERSES

1°) LA MORTALITE A SOUVENT ETE ACCENTUEE DU FAIT DES MIGRATIONS PERIODIQUES.

Les rapports d'enquêtes, faits d'ailleurs souvent par des sédentaires peu favorables aux migrants, ont tendance à mettre en relief les effets néfastes des déplacements temporaires sur les santés des ruraux. Les observateurs contemporains apportent aussi des renseignements qui vont dans le même sens. Il s'agit tantôt d'accidents du travail dans des activités dangereuses (ainsi pour l'industrie du bâtiment), tantôt de maladies contractées par suite de mauvaises conditions d'hébergement (cas des bûcherons et des scieurs de long couchant dans des lieux humides) ou d'alimentation (cas des ramoneurs). Mais les migrations temporaires sont parfois aussi à l'origine de l'extension de maladies contagieuses et de graves épidémies. Les migrants ne reviennent pas au village seulement avec du numéraire, ils rapportent des germes de maladies qui trouvent un milieu favorable pour se développer quand il s'agit de populations rurales pauvres, sous-alimentées, vivant dans des conditions d'hygiène déplorables. Il y a parfois un drame des migrations temporaires qui accentuent la mortalité. Les villages de sédentaires isolés ne courent pas toujours ce risque.

Dès l'enquête du Premier Empire, des plaintes se font entendre ⁷. Dans l'Indre, le canton de Saint-Benoît a des craintes lorsqu'il voit revenir ces 150 maçons travaillant à Paris ; certains « rapportent des maux vénériens et contaminent le pays », danger qui se fait alors sentir sur la conscription. Dans le département de l'Ain, on emploie des pionniers-terrassiers dans les Dombes malsaines et ces migrants venus de la Haute-Loire, du Puy-de-Dôme, de la Creuse et de la Corrèze, ainsi que des moissonneurs prélevés dans le Bugey et la Bresse, emportent chez eux les germes du paludisme : ils « rentrent dans leurs foyers, sur la fin de l'automne, et y rapportent avec le produit de leur travail, le germe des fièvres intermittentes qui se déclarent dans cette saison ». Les migrants peigneurs de chanvre du Bugey (Ain) et du Limousin ont une activité dangereuse pour les voies respiratoires et la tuberculose se développe parmi eux et dans les milieux fréquentés et d'origine. Le département du Cher, où travaillent ces migrants, ne manque pas de signaler ce « travail malsain en raison des émanations du chanvre battu ». L'alcoolisme prend plus d'importance chez certains migrants qui profitent de leurs gains et qui ont l'occasion de consommer des boissons vendues meilleur marché ; on le constate pour les portefaix auvergnats et haut-gascons travaillant à Paris et pour les colporteurs débauchés de Moselle, « exemple pernicieux pour la jeunesse ».

Qu'une épidémie se déclare et les migrants quittent rapidement leur lieu de séjour pour fuir le mal ; très souvent ils sont déjà atteints et contaminent les régions traversées et leur pays d'origine lorsqu'ils sont de retour chez eux. L'exemple du choléra de 1832, raconté par Martin Nadaud ⁸ travaillant à Paris, est significatif : « J'arrivai un soir au garni et j'y trouvai un grand nombre de nos amis qui se sauvaient dans la Creuse, et dans ce nombre se trouvait mon père, qui voulait que je le suive. Je m'obstinaï à rester... Le

lendemain de notre arrivée dans ce chantier, celui qui nous avait embauchés fut soudainement enlevé par l'affreuse maladie. Nous finissions par être déconcertés... Paris était lugubre à voir. Cette fuite des migrants maçons et sans doute aussi des autres migrants temporaires comme les porteurs d'eau auvergnats paraît avoir des conséquences sur l'extension de l'épidémie. Si l'on calcule, par département, la différence de décès entre les années 1831 (année de décès normaux) et 1832 (année de l'épidémie de choléra), on constate que la moitié septentrionale de la France a un fort accroissement de mortalité, mais que la plupart des départements du Massif Central (d'où viennent un grand nombre de migrants temporaires) ont aussi un surcroît de décès : Allier : +892 (12 % par rapport à 1831) ; Nièvre : +1811 (20 %) ; Puy-de-Dôme : +2382 (18 %) ; Cantal : +744 (13 %) ; Loire : +1308 (12 %) ; Haute-Loire : +602 (9 %) ; Creuse : +656 (12 %) ; Haute-Vienne : +721 (9 %) ; Corrèze : +1874 (28 %). Des départements ayant peu de migrants temporaires à Paris ne sont guère touchés : Aveyron : +103 (1 %) ; Tarn : -503. Entre le Bassin Aquitain et le Couloir rhodanien relativement peu atteints par l'épidémie de 1832, le Massif Central forme une zone de contagion qui avance vers le sud. Des migrants temporaires atteints et fuyant Paris ont ainsi pu répandre le mal. Des décès de personnes en déplacement sont signalés entre Paris et le Massif Central.

Mais les épidémies ne sont que des exceptions dans ce XIX^e siècle. Par contre les accidents et les maladies professionnelles sont pour certains migrants temporaires des dangers presque permanents et qui augmentent la mortalité des ruraux dans les pays de départ.

Dans ses Mémoires, Martin Nadaud a toujours la crainte d'être victime d'un accident. Lui-même est accidenté deux fois sur les chantiers. Mais Lyon, plus que Paris, sans doute à cause de la grande hauteur des immeubles, a la réputation de chantiers très dangereux qui font beaucoup de victimes. Martin Nadaud y perd trois de ses camarades du village natal : « ils trouvèrent une mort prématurée et des plus affligeantes dans les chantiers de Lyon, ce qui est trop souvent, hélas ! le lot des pauvres parias de la Creuse »⁹. Ces allusions aux décès accidentels des migrants sur les chantiers de construction ou sur les chantiers de grands travaux, laissent présager une mortalité importante qu'il est difficile de chiffrer car les migrants sont presque toujours très dispersés. D'après Marcel Blanchard¹⁰, plus de 50 ouvriers migrants ont péri durant les travaux de construction de la route du Mont-Cenis au début du Premier Empire (1803-1806).

Parmi les migrants travailleurs du bâtiment, les couvreurs sont certainement les plus en danger et la mortalité par accident doit y être élevée. Or, la plupart viennent de la même région de l'Ouest : la Basse-Normandie (Manche et Calvados). Devant le refus des sociétés de secours mutuels parisiennes d'accepter l'adhésion des couvreurs, par crainte des trop nombreux accidents du travail qui pourraient ruiner les caisses, les couvreurs ont dû organiser eux-mêmes dès 1802 et 1815 leurs sociétés particulières. C'est là un signe des nombreux accidents graves ou mortels dans cette activité des migrants couvreurs normands¹¹.

Cette mortalité élevée des migrants travailleurs du bâtiment a sans doute été accentuée par le développement de l'alcoolisme dans des métiers

très pénibles comme le constate Pierre Larousse vers la fin du Second Empire : « L'état de maçon est en somme un état dangereux, qui exige du calme, du sang froid, une sobriété absolue. Le sang froid ne leur fait guère défaut ; mais la sobriété, malheureusement, laisse quelquefois à désirer. Beaucoup de cruels accidents qui désolent des familles entières ont leur première origine sur le comptoir d'un marchand de vin » ¹².

Au début du XXe siècle, le docteur Louis Bonnet ¹³ insistera sur la forte mortalité des migrants maçons limousins à Paris. Pour lui, les accidents du travail font pourtant relativement peu de victimes à côté de l'alcoolisme très développé et des maladies professionnelles qui sont deux causes du grand danger de la tuberculose. Les conditions de vie et de travail du migrant expliquent l'importance des décès : « l'hygiène déplorable... l'absence de nourriture réconfortable et de soins,... les taudis,... l'action des « poussières vulnérantes », silicates et oxydes de calcium que les maçons et les tailleurs de pierre sont contraints de respirer ».

Que l'on soit à la ville ou en pleine nature, on constate que trop souvent, les migrants temporaires ont des activités laborieuses et une vie matérielle qui prédisposent à une mortalité plus élevée que celle de leurs villages d'origine. Lors de l'enquête de 1848 sur les conditions du travail, les cantons du Puy-de-Dôme ont beaucoup insisté sur ce problème des maladies contractées durant les déplacements saisonniers et surtout sur la vie des migrants forestiers (bûcherons, scieurs de long), comme nous l'avons déjà vu à propos des Auvergnats travaillant dans les forêts humides ¹⁴. Phtisie pulmonaire, affections de la moelle épinière sont signalées par les médecins des cantons du Puy-de-Dôme comme des dangers très graves résultant des migrations temporaires pratiquées dans le Livradois.

Ainsi dans ce XIXe siècle, beaucoup de déplacements périodiques des ruraux apparaissent comme des facteurs de maladies et d'accidents pouvant accroître la mortalité dans les campagnes les plus pauvres. On cherchait à éviter la misère physiologique et le dépréssiment par les ressources des migrations et l'on trouve la mort. Il est difficile de connaître l'effectif qui a péri sur les routes et dans les lieux d'activités.

20) LA NATALITE EST GENERALEMENT BONNE AVEC LES MIGRATIONS SAISONNIERES, MAIS FAIBLIT LORSQUE LES MIGRATIONS DE LONGUE DUREE SE DEVELOPPENT.

Tant que durent les migrations saisonnières, les mariages des migrants se font presque toujours au village avec une fille du pays ou des contrées voisines ; dans ce domaine, la vie rurale traditionnelle n'est guère dérangée. Pourtant, quelques rares cas de mariages entre migrants périodiques et jeunes filles sédentaires sont signalés. Ainsi, lors de l'enquête du Premier Empire, le préfet du Liamone, en Corse ¹⁵ note à propos des travailleurs temporaires italiens fréquentant l'île : « la population gagne encore en quelque manière par leur séjour, car il est rare qu'il se passe une campagne sans que quelques uns d'entre eux ne se marient avec des filles corses ». Mais nous ne savons pas si les migrants italiens s'installent en Corse ou si la jeune fille corse quitte l'île. Il y a tout lieu de penser que le premier cas est le plus fréquent. La famille de Napoléon Bonaparte en donne deux exemples connus : la grand'mère de

Napoléon a épousé un militaire suisse au service de Gênes et la fille de celle-là a épousé un Italien en Toscane. Malgré l'hostilité traditionnelle des Corses envers les Italiens, des mariages ont lieu. Dans les autres départements français, les préfets du Premier Empire ne signalent guère de ces alliances entre migrants périodiques et filles sédentaires. Des mariages peuvent sans doute avoir lieu dans les villes, par exemple entre domestiques filles et garçons, mais il s'agit alors de la formation de couples de migrants. Les alliances paraissent plus rares entre un migrant périodique et une fille sédentaire. Il existe presque une tradition, dans certaines régions, du choix de leur future épouse par les migrants temporaires, dans leur pays. Cette tradition a même été précisée dans des contrats pour les migrants auvergnats qui se rendent en Espagne ; avant les guerres de la Révolution et de l'Empire, il est interdit aux migrants associés de se marier en Espagne ¹⁶. Dans la première moitié du XIXe siècle, les habitudes ne changent guère. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les Mémoires de Martin Nadaud ¹⁷. Lorsqu'il est question de mariage pour le jeune migrant saisonnier, la seule solution envisagée est un choix dans le pays d'origine. Un mariage dans les pays de séjour et de travail pourrait conduire à une migration définitive, que l'on ne recherche pas. Même lorsque la durée de la migration s'allonge (migration pluri-annuelle et migration viagère), le comportement subsiste longtemps.

Ainsi, le mariage du migrant temporaire, par ses caractères, n'est pas différent de celui du rural sédentaire et les déplacements périodiques ne sont guère l'occasion de nouvelles alliances comme l'on pourrait le supposer. Ce mariage du migrant paraît aussi fécond que celui du sédentaire, tout au moins au XVIIIe siècle et dans la première moitié du XIXe.

En effet, déjà au XVIIIe siècle, l'intendant d'Auvergne Ballainvilliers ¹⁸ notait dans son Mémoire de 1765 : « le plus grand nombre (des migrants) revient tous les ans porter à sa famille de quoi payer l'imposition à laquelle elle est taxée, et repart en laissant sa femme enceinte ». Pour la période 1770-1786, Legrand d'Aussy ¹⁹ relève, année par année, pour l'Auvergne, les excédents des naissances sur les décès et montre la grande fécondité des campagnes.

Mais c'est surtout après 1815, dans une période de paix que la fécondité apparaît le mieux dans les régions rurales vivant en partie des ressources des migrations périodiques. Elle se traduit par l'excédent annuel constant (ou presque) des naissances sur les décès dans des départements où les migrations temporaires ont une grande importance. Dans le département des migrants maçons, la Creuse, la moyenne annuelle de cet excédent par période de cinq ans est sans doute irrégulière mais toujours assez élevée : 3.052 (de 1816 à 1820), 1.308 (1821-25), 1.815 (1826-30), 2.162 (1831-35), 1.353 (1836-40), 3.017 (1841-45), 1.730 (1846-50) ²⁰. Les migrations saisonnières et pluriannuelles ne semblent donc pas affaiblir la natalité ; au contraire, elles apportent des ressources qui permettent aux familles nombreuses, pauvres en terres, de mieux supporter cette surcharge familiale. Il n'est donc pas surprenant que les départs temporaires pour les villes et surtout pour Paris augmentent sans cesse ; cela tient à l'appel des chantiers, mais aussi aux excédents démographiques.

En Auvergne, ces excédents ont les mêmes caractères, compte tenu des

différences de l'effectif de population de chaque département. Le Puy-de-Dôme a un excédent moyen annuel élevé pour chaque période quinquennale : 3.172 (de 1816 à 1820), 2.960 (1821-25), 2.933 (1826-30), 2.744 (1831-35), 2.895 (1836-40), 3.206 (1841-45), 1.297 (1846-50). Non seulement les migrations saisonnières n'ont pas gêné la natalité, mais il y a, avec ces excédents réguliers importants, des réserves de main-d'œuvre pour les migrations à venir. Il en est de même dans le Cantal, bien que les excédents moyens soient moins élevés (le département est aussi moins peuplé) : 1.023 (1816-20), 1.688 (1821-25), 1.783 (1826-30), 817 (1831-35), 1.241 (1836-40), 1.546 (1841-45), 775 (1846-50).

Si nous retenons une année-type pour comparer les taux de natalité (pour 1000 habitants) et les taux d'excédent de naissances (pour 1000 habitants) des trois départements pris comme exemples, nous avons pour 1821 : Creuse : 31,3 ‰ et 9,3 ‰ ; Puy-de-Dôme : 30,1 ‰ et 7 ‰ ; Cantal : 27,2 ‰ et 5,9 ‰²¹. Ainsi, la Creuse a une natalité plus forte et un excédent de naissances plus élevés que ceux des deux autres départements auvergnats. Il y a là une vitalité que ne semblent pas déranger les migrations temporaires traditionnelles et que l'on peut même retenir comme une conséquence des déplacements périodiques profitables.

Pourtant si les taux sont encore relativement élevés pendant la première moitié du XIX^e siècle, ils baissent rapidement durant la seconde moitié. Une cause intervient : le changement de caractère de la migration. Ce ne sont plus des départs isolés de jeunes et d'adultes pour des migrations généralement saisonnières. Mais les jeunes ménages sont de plus en plus nombreux à partir et les naissances issues de ces couples ne sont plus enregistrées dans les villages d'origine mais dans les lieux d'accueil et de séjour des migrants ; ces derniers étant de plus en plus des migrants de longue durée (viagers ou définitifs). Tandis que les jeunes ménages partent, certains migrants âgés, pluriannuels ou viagers, reviennent terminer leurs vieux jours au village. Ainsi, la population vieillit et faiblit. Les taux de natalité ont baissé en même temps que diminuait la population.

Une analyse minutieuse, dans un espace géographique limité, comme celle de Durand²² pour les massifs volcaniques du Cantal, montre bien les effets des changements de types de migrations sur la natalité : « Dans la région d'Aurillac, les naissances ont diminué régulièrement et très rapidement depuis 1813. Toutefois, de 1825 environ à 1865, le fléchissement a été très faible. De 2.494 naissances en 1813-28, le nombre tombe à 2.103 en 1843, à 1.788 en 1873, à 954 en 1919-23, à 792 en 1933-43. Dans l'ensemble, le déficit atteint 68,4 % mais il convient de remarquer que, dans le même temps, le nombre d'habitants a grandement diminué. Le graphique met en lumière le remarquable parallélisme entre la courbe de la population et celle des naissances. Cette dernière, depuis 1873, fléchit même un peu plus que la précédente. C'est dire que le taux de natalité primitif ne s'est pas maintenu au chiffre qu'il atteignait en 1842 ; il était alors de 22,65 ‰ ; il passe à 19,75 ‰ en 1885 et recule à 18,59 ‰ en 1936 ».

Le passage de la migration individuelle à la migration du jeune ménage a conduit à la migration féminine intense. A partir du moment où la femme migre, la natalité en subit les conséquences. Or, rares sont les enquêtes, avant

1914, sur l'importance des migrations des jeunes ménages ruraux. En 1913, dans la partie aveyronnaise de l'Aubrac (pays de migrations temporaires traditionnelles, puis de migrations de longue durée) une enquête ²³ montre que parmi les jeunes ménages, la proportion de migrants est de 53 % à Saint-Chély, 60 % à Prades, 80 % au Cayrol et 90 % et plus au Bousquet (Montpeyroux) et à Saint-Urcize où l'on part presque toujours pour Paris.

Hors du Massif Central, d'autres exemples montrent la même évolution et les mêmes conséquences sur la natalité. Nous avons vu plus haut, à propos des densités, le Haut-Bugey pays des migrants peigneurs de chanvre. La natalité de cette région (arrondissement de Nantua) suit l'évolution générale des migrations : naissances nombreuses dans la période des migrations saisonnières, affaiblissement avec le passage aux migrations de longue durée. R. Lebeau marque bien les moments de son analyse ²⁴ : « L'arrondissement de Nantua, pendant la première moitié du siècle, s'accroît régulièrement par un substantiel excédent des naissances : 786 par lustre entre 1806 et 1826 ; 1108 entre 1826 et 1841. Pour une population de 52 ou 53.000 habitants, égale au tiers de la population totale du Jura Méridional, il fournit 58 % de l'excédent de naissances sur les décès. C'est le principal pourvoyeur d'hommes de tout le pays. Pourtant, le taux de natalité générale est moyen, 29 pour 1000, en 1806 ; 28 entre 1826 et 1831, inférieur de peu à la moyenne de la France (respectivement 32 et 31), de même que le taux de nuptialité (7,3 pour 1826-31, contre 8). Mais le taux de mortalité générale est plus bas, 27 en 1806 ; 23 entre 1826 et 31, inférieur lui aussi à la moyenne française (28 et 24). Après 1850, l'excédent des naissances baissera, en même temps que le taux de natalité, la balance restant positive. A partir de 1880, et jusqu'à la première guerre mondiale, des années déficitaires apparaissent, alternant avec des années excédentaires, mais de peu : - 181 entre 1891 et 1896 ; +161 entre 1896 et 1901 ; +10 entre 1901 et 1906. Naissances et décès s'équilibrent à peu près, les décès l'emportant de 40 par lustre en moyenne ». Notons que cet auteur met en relief, pour la première moitié du XIX^e siècle, moment des importantes migrations saisonnières des peigneurs de chanvre, le rôle du Haut-Bugey, « pourvoyeur d'hommes », grâce à la natalité ; c'est la preuve que la migration temporaire peut aider à accroître le nombre des naissances.

Mais, comme nous l'avons déjà vu à propos des Alpes du Sud pour le lien entre migrations et densités de population, toutes les régions de migrations saisonnières n'ont pas suivi le même rythme dans l'évolution. Les Alpes du Sud ont passé plus tôt des migrations saisonnières aux migrations de longue durée. Aussi, les conséquences apparaissent rapidement : baisse des densités de population et baisse de la natalité et des excédents dus à la natalité. Alors que la natalité des Basses-Alpes avait un taux de 39,8 ‰ en 1801, ce taux tombe à 34,1 ‰ en 1821 ²⁵. Sans doute, la natalité est encore élevée, mais elle faiblit progressivement et beaucoup plus précocement qu'ailleurs. L'excédent des naissances sur les décès passe de 11,9 ‰ en 1801 à 8,2 ‰ en 1821. Les moyennes annuelles d'excédent par période de cinq ans montrent une chute, surtout après 1830 (le maximum de population pour les Basses-Alpes est en 1836) : 1004 (période 1816-1820) ; 764 (1821-25) ; 855 (1826-30) ; 203 (1831-35) ; 346 (1836-40) ; 214 (1841-45) ;

enfin les décès l'emportent avec un excédent : - 52 (1846-50). Ainsi au milieu du siècle, les Basses-Alpes voient non seulement les migrants partir pour des migrations temporaires de longue durée ou pour des migrations définitives, mais les départs de jeunes ménages ont commencé très tôt et la bonne natalité du début du siècle a disparu.

Là encore, Raoul Blanchard en analysant cette natalité pour la partie la plus déshéritée des Alpes du Sud, les Préalpes, constate une courbe rapidement descendante pour tout le siècle, alors que la courbe des décès est plus horizontale ²⁶. L'excédent des décès sur les naissances, pour les Préalpes apparaît à partir de 1841.

Ainsi, les migrations saisonnières n'ont pu maintenir des taux élevés de natalité que pendant une partie du XIXe siècle.

III — LES POPULATIONS RURALES VIVANT DES MIGRATIONS TEMPORAIRES ONT GÉNÉRALEMENT DES STRUCTURES ÉQUILIBRÉES ET VARIÉES

Si nous pouvons, par des sondages, constater les liens entre migrations temporaires d'une part et densités du peuplement et mouvement naturel d'autre part, il est plus malaisé de voir les conséquences des déplacements sur les structures (âge, professions) des populations rurales. Les listes nominatives comportant âges et activités complexes sont tardives dans le XIX^e siècle et les renseignements que l'on recherche dans ce domaine des structures sont très imprécis. Pour une même commune, il faudrait en effet connaître ceux qui font des migrations et ceux qui restent toujours sédentaires. Et parmi ceux qui se déplacent périodiquement, il conviendrait de savoir les activités complexes. Tel migrant saisonnier peut simplement être inscrit comme cultivateur si l'on ne retient que l'activité principale. Tel autre sera considéré comme un cultivateur-colporteur si la moitié de l'année est occupée par un petit trafic ambulante. Mais cette double activité est bien rarement précisée, car on ne tient pas toujours à la faire connaître. Des professions ne sont jamais avouées, comme celle de mendiant. En marge des listes nominatives, il est parfois possible de compléter les indications trop vagues des recensements ; cela par les registres de passeports intérieurs ou de livrets ouvriers (quand ils ont pu être conservés) ou par les matrices cadastrales (ainsi dans la Meuse, à Rupt-aux-Nonains, pour les migrants cultivateurs-aiguiseurs). Mais malgré la quête de renseignements de sources très diverses, il est difficile d'avoir une image suffisante de la structure socio-professionnelle de telle commune de migrants temporaires, tant sont imprécises les données fournies et tant sont complexes et même changeantes les activités exercées hors du lieu de résidence.

Il faut donc se contenter souvent de poser des problèmes et de retenir quelques idées essentielles qui en découlent. Lorsque les migrations saisonnières traditionnelles prédominent, la structure par âge n'est pas très différente de celle que l'on rencontre dans une commune de sédentaires ; les absences n'étant que de courte durée, les migrants sont recensés régulièrement dans leur commune d'origine comme s'ils étaient des sédentaires. Lorsque les migrations temporaires s'allongent en migrations pluriannuelles et en migrations viagères, la structure par âge risque d'être fortement perturbée. Les jeunes adultes (célibataires, hommes et femmes, couples mariés depuis peu) partent pour longtemps et ne sont plus recensés au pays d'origine, puis c'est la catégorie des enfants qui finalement est atteinte (naissances issues des jeunes ménages partis sont enregistrées et recensées ailleurs). Dès lors, un véritable déséquilibre apparaît dans la structure par âge de la commune des migrants temporaires : les catégories de gens âgés (retours de migrants pour une retraite définitive) l'emportent tandis que celles des enfants et des adultes sont déficientes.

Quand il est possible d'établir, avec une certaine sûreté, la pyramide des âges pendant la période de prédominance des migrations saisonnières et de pouvoir la comparer avec celle qui résulte de l'évolution des migrations de courte durée vers des migrations de longue durée, on peut alors dégager plus facilement les avantages des migrations saisonnières pour le maintien d'un équilibre de la structure par âge et par sexe. L'exemple d'Albiez-le-Vieux en Maurienne est digne d'être retenu et vient appuyer le schéma établi 27. Il s'agit d'une commune élevée (altitude moyenne : 1.850 mètres) où le climat, le relief et le sol limitent les ressources naturelles. Au XVIII^e siècle, « dans les années de disette, les paysans sont réduits à disputer aux animaux l'herbe des pâturages. D'autres émigrent pour mendier leur pain et le numéraire destiné à couvrir l'impôt ». Ainsi, les migrations temporaires, surtout saisonnières, sont devenues une nécessité et procurent des ressources indispensables. En 1848, la commune a 974 habitants (son maximum se place en 1806-1810 : 1044 habitants). La vitalité de la population est maintenue (solde naissances-décès toujours positif de 1800 à 1913 ; maxima du solde : 11,4 ‰ pour la période décennale 1794-1803, 9,8 ‰ pour 1804-1813, 9,3 ‰ pour 1834-43 ; minima du solde : 2,1 ‰ pour 1844-53 et 0,2 ‰ pour 1904-13). Au milieu du XIX^e siècle, la migration saisonnière traditionnelle continue : il part pour la mauvaise saison une centaine de personnes au moins, soit plus du dixième de la population. Ainsi, durant l'hiver 1847-48, 36 % des ménages ont été disloqués, 38 chefs d'exploitation sont partis en France et le cinquième seulement des hommes mariés ont été accompagnés par leurs épouses, tandis que 16 hommes emmenaient un ou plusieurs de leurs enfants avec eux. Dans ce départ de 1847-48, toutes les catégories d'âge sont représentées, mais avec une majorité de migrants ayant 20-50 ans : moins de 20 ans : 25 % ; de 20 à 50 ans : 60,5 % ; plus de 50 ans : 14,5 %. Les hommes constituent plus des quatre cinquièmes (80,7 %) et les gens mariés (des deux sexes) plus des deux cinquièmes (40,5 %).

Or, comment apparaît la pyramide des âges en 1848 ? La base est très large pour la jeunesse de 0 à 20 ans :

Age	Hommes	Femmes	Total	%
0-9	92	100	192	19,8
10-19	<u>92</u>	<u>104</u>	<u>196</u>	<u>20,2</u>
	184	204	388	40%

La pyramide est régulière pour les adultes en pleine force de l'âge, sauf une chute plus marquée après 50 ans :

20-29	84	96	180	18,4 %
30-39	78	60	138	14,2
40-49	61	46	107	10,9
50-59	<u>27</u>	<u>39</u>	<u>66</u>	<u>6,8</u>
	250	241	491	50,3 %

La pyramide devient plus réduite pour les vieillards :

60-69	33	35	68	6,9 %
70-79	12	11	23	2,4
80-89	<u>3</u>	<u>1</u>	<u>4</u>	<u>0,4</u>
	48	47	95	9,7%

Sans doute un exemple isolé ne permet pas une généralisation. Mais on

peut néanmoins remarquer combien les migrations saisonnières ne gênent guère la natalité, combien les fatigues des déplacements, des activités et des privations n'empêchent une assez longue vieillesse pour certains. Les hommes, plus nombreux que les femmes à faire les migrations saisonnières, constituent finalement des effectifs plus importants que ceux des femmes ; les déplacements réguliers ne semblent donc pas toujours altérer les santés.

Très différente est la pyramide de 1901, lorsque les migrations temporaires de longue durée et les migrations définitives commencent fortement à faire sentir leurs effets sur les structures par âge de la population de la commune.

La jeunesse est nettement moins importante qu'un demi-siècle plus tôt, car il y a eu dépeuplement (796 habitants en 1901, dont 412 hommes et 384 femmes au lieu de 974 en 1848, dont 482 hommes et 492 femmes) et de jeunes ménages sont partis en réduisant la possibilité de naissances :

Age	Hommes	Femmes	Total	%
0-9	69	62	131	16,4
10-19	<u>90</u>	<u>64</u>	<u>154</u>	<u>19,4</u>
	159	126	285	35,8%

(au lieu de 40% en 1848)

Bien qu'on assiste à une diminution des adultes actifs, la proportion a augmenté en un demi-siècle ; or, il ne s'agit pas encore de sédentaires car les migrants saisonniers ne veulent pas perdre des ressources :

20-29	59	57	116	14,5 %
30-39	58	55	113	14,2
40-49	55	49	104	13,0
50-59	<u>35</u>	<u>47</u>	<u>82</u>	<u>10,3</u>
	207	208	415	52,0%

(au lieu de 50,3% en 1848)

Le nombre et la proportion des vieillards se sont légèrement accrus avec le retour des migrants voyageurs et l'allongement de la vie dû à de meilleures conditions médicales, alimentaires et d'hygiène :

60-69	29	30	59	7,5 %
70-79	13	18	31	3,9
80-89	<u>4</u>	<u>2</u>	<u>6</u>	<u>0,8</u>
	46	50	96	12,2%

(au lieu de 9,7% en 1848)

L'évolution amorcée durant la seconde moitié du XIX^e siècle se poursuit au XX^e siècle et la population tombe à 373 habitants (182 hommes et 191 femmes) en 1958. Les taux pour chaque catégorie d'âge montrent la plus grande importance de la vieillesse : 32,9 % (0-19 ans) ; 50,4 % (20-59 ans) ; 16,7 % (60 ans et plus).

Si la structure par âge est intéressante, la structure par activité ne l'est pas moins. Mais comme nous l'avons indiqué, il n'est pas toujours facile de connaître exactement les doubles activités (cultivateurs-marchands, cultivateurs-ramoneurs, etc...)

Assez voisin du recensement de 1847-48, le schéma de la structure d'Albiez-le-Vieux en 1851 ²⁸ permet de constater une certaine diversité dans les activités : sur la centaine de migrants saisonniers (plus du dixième de la

population et plus du tiers des ménages), 39 % sont cultivateurs-marchands, 30 % sont cultivateurs-journaliers (font tous les gros travaux dans leurs migrations), 22 % sont cultivateurs-ramoneurs. Ainsi, trois activités essentielles (91 % des migrants saisonniers) viennent s'ajouter, pour la mauvaise saison, aux activités agricoles de belle saison dans la commune. Les deux cinquièmes des foyers paraissent ainsi avoir au moins une personne (mariée ou célibataire) qui rapporte des ressources tirées de cette migration. Dans ce compte n'interviennent pas les migrants pluriannuels et les migrants viagers, dont il est difficile d'établir le nombre à partir des passeports délivrés. Mais d'après le calcul fait à partir de l'état-civil et des résultats des recensements (naissances, décès, émigration), la moyenne annuelle des départs de migrants de longue durée (temporaires et définitifs) s'établit à 14. Ainsi, ce milieu du siècle est marqué par la coexistence des divers types de migration et par le passage de plus en plus net des migrations saisonnières aux migrations de longue durée, lesquelles conduisent nécessairement à la dépopulation.

En 1901, la structure générale ne paraît pas avoir trop changé bien que les départs des migrants de longue durée soient de plus en plus nombreux. L'instituteur note que plus de 100 personnes (la commune a 795 habitants en 1901) partent durant la mauvaise saison (octobre-avril) pour faire le petit commerce ambulant (mercerie, tissus transportés avec une voiture, à mulet), dans le Couloir Rhône-Saône et ses abords (de la Haute-Saône à la Drôme et à l'Ardèche). Il y a moins de variété dans les activités et le commerce surtout est maintenant choisi. La structure, d'après les activités, est alors simplifiée : les cultivateurs-éleveurs sédentaires et les cultivateurs-éleveurs-marchands migrants saisonniers. Une sorte d'équilibre semble s'établir entre les deux catégories si l'on s'en tient aux foyers ; une moitié de ceux-ci bénéficient des ressources tirées des déplacements saisonniers. Mais ce schéma, s'il est valable jusqu'en 1914, sera périmé après la Première Guerre Mondiale.

Ainsi, l'exemple de cette haute commune savoyarde est plus complexe que ceux du Massif Central en général. Tout en pratiquant les migrations de longue durée, les montagnards d'Albiez-le-Vieux continuent à tirer profit des migrations saisonnières traditionnelles et c'est cette prolongation du vieux système qui permet une structure encore diversifiée d'après les activités exercées. En 1914, trois catégories de personnes apparaissent : les cultivateurs-éleveurs sédentaires, les cultivateurs-marchands migrants et les retraités anciens migrants pluriannuels et viagers. Bien que moins peuplée, la commune survit et les ressources extérieures comptent beaucoup, comme par le passé.

NOTES – QUATRIEME PARTIE – Chapitre I

- 1 Comité National de Géographie : *Atlas de France* (planche 76 : six cartes de densité ; planche 77 : quatre cartes de variation ; établies par G. MAUCO, 1933).
- 2 Graphique de la densité de la Creuse (1801-1931) établi par G. MAUCO, planche 76 de l'*Atlas de France* (cité dans note précédente).
- 3 Carte 4, p. 145 de la Géographie universelle Larousse (tome I, 1958) : *La France* par P. Deffontaines et J.F. Gravier.
- 4 Cf. R. LEBEAU (687) p. 221-227 et 235-251 ; A. CHATELAIN (676).
- 5 Voir particulièrement nos cartes : A. CHATELAIN (673) p. 171 et A. CHATELAIN (676) p. 46-49 et tableau statist. p. 45.
- 6 R. BLANCHARD (545) p. 476-497 du tome IV avec cartes et graphiques. Citation p. 477-478.
- 7 A.N. : F. 20/434 (pour l'Ain, le Cher, l'Indre et la Moselle). Déjà LEGRAND D'AUSSY (779), tome I, p. 81-82, signalait le mal à la veille de la Révolution.
- 8 M. NADAUD (801) p. 62. On ne peut oublier aussi le manque d'hygiène dans les auberges de relais sur les routes p. 31-32.
- 9 M. NADAUD (801) p. 27.
- 10 M. BLANCHARD (30) p. 256.
- 11 DESCAMPS (217).
- 12 P. LAROUSSE (125) tome 10, p. 877.
- 13 L. BONNET (199) et A. CHATELAIN (209). Aussi Dr VILLARD (831) et H. CLEMENT (733).
- 14 A.N. : C. 962 (Puy-de-Dôme), particulièrement les cantons de St-Amand et St-Germain l'Herm.
- 15 A.N. : F. 20/434 (Liamone).
- 16 DURAND (753) p. 394.
- 17 M. NADAUD (801) p. 161 et suiv. Parents et filles à marier préfèrent des migrants qui ont gains assurés. Cf. Archives M.G. Vincennes n° 1256 (Guéret) 1842-49.
- 18 BALLAINVILLIERS : *Etat de l'Auvergne en 1765* (Clermont-Ferrand, 1846) Tablettes historiques de l'Auvergne tome 7, p. 32.
- 19 LEGRAND D'AUSSY (779) p. 286 du vol. III.
- 20 Calculs faits à partir des données de la *Statistique de la France* : tome 3 (Paris, 1837) p. 287-358 et 2° série, tome 2 (1855), p. 302.
- 21 Taux de natalité : A. ARMENGAUD : Cartes, Rev. d'Hist. Moderne, 1970, p. 25.
- 22 A. DURAND (753) p. 361.
- 23 Concours de monographies par le Journal « La Solidarité aveyronnaise » (Bull. Janv. 1913).

24 R. LEBEAU (687) p. 227-228.

25 Cf. A. ARMENGAUD (déjà cité plus haut) et Atlas de France (1933) planche n° 77.

26 R. BLANCHARD (545) p. 517 et suiv. du tome IV, surtout graphiques p. 518.

27 R. RAMBAUD (647) p. 118 (citation) p. 166 (tableau statist.) p. 167 (pyramide).

28 Les données statistiques sont tirées de P. RAMBAUD (647) p.196-197. Cet auteur a utilisé les archives communales.

CHAPITRE SECOND

LES CONSEQUENCES ECONOMIQUES ET MATERIELLES SUR LE DEPLACEMENT ET L'UTILISATION DU NUMERAIRE ET SUR LE DEVELOPPEMENT DES DIVERS DOMAINES ECONOMIQUES

Nous avons vu, en recherchant les causes des migrations temporaires, que les causes économiques étaient essentielles. A l'origine, beaucoup de ruraux de régions déshéritées font des déplacements périodiques pour acquérir un peu de numéraire pour pouvoir payer les impôts, pour éteindre des dettes, pour acheter des lopins de terre, pour se procurer des produits que la seule économie rurale trop limitée ne peut donner. Le numéraire est très rare à la campagne avant 1789 et souvent aussi après. La vente des produits agricoles et des articles de l'artisanat rural se fait souvent très mal et le numéraire qu'on en tire est insuffisant pour répondre aux besoins essentiels des ruraux. Il faut donc aller le chercher ailleurs, par des migrations et en utilisant des moyens très divers que l'imagination paysanne sait trouver. Mais les premiers besoins étant satisfaits, comme l'acquittement des impôts et des dettes, ce numéraire est de plus en plus recherché pour satisfaire de nouveaux besoins et c'est alors qu'on se rend mieux compte de l'immense portée des migrations temporaires pour sans cesse améliorer la vie matérielle, la propriété foncière, immobilière et mobilière, pour faire progresser les divers domaines de la production agricole, artisanale, industrielle et commerciale.

Les migrations temporaires, grâce au numéraire acquis, n'ont pas seulement pour conséquences directes de donner au monde rural défavorisé par la nature ou par l'abondance des effectifs humains, un niveau de vie matérielle meilleur. Mais le fait de séjourner dans des pays très divers et plus développés est, pour le migrant temporaire, souvent une occasion d'observer, de réfléchir, de copier et d'introduire dans le pays d'origine, de nouvelles productions, de nouvelles techniques, de nouveaux moyens de vivre. A l'apport du numéraire, de capitaux, s'ajoute l'apport intellectuel qui transforme progressivement les aspects matériels (habitat, vêtement, nourriture, etc...) et économiques (on cherche à dépasser l'agriculture et l'artisanat traditionnels). Beaucoup de montagnards n'ont jamais connu l'école, mais ont appris énormément à l'école de la vie, surtout lorsque cette vie est nomade et montre des aspects variés, des civilisations parvenues à des niveaux divers. Faut-il croire Jules Michelet¹ lorsqu'il écrit, dans son « Tableau de la France » en 1875 à propos des Auvergnats : « Ils ont beau émigrer tous les ans des montagnes, ils rapportent quelque argent, mais peu d'idées » ? L'historien du « Peuple » a-t-il vu juste ? Nous ne le pensons pas. Pourtant Michelet a écrit ailleurs : « Mon enquête sur le vif m'apprit beaucoup de choses qui ne sont point dans les statistiques »². Cette enquête n'a pas été faite par lui sur les conséquences des migrations temporaires.

I - LE NUMERAIRE ACQUIS DANS LES MIGRATIONS ET LA VIE MATERIELLE FAMILIALE

1°) LES BIENFAITS APPORTES SONT NOMBREUX.

En général, le rural migrant temporaire est un homme sérieux qui ne fait pas de longs déplacements et des séjours laborieux pour gaspiller l'argent gagné. La mentalité est celle du paysan âpre au gain, économe jusqu'à la privation et à l'avarice. Le numéraire rapporté de la campagne saisonnière ou pluriannuelle a toujours un ou plusieurs buts, variables selon les individus et selon les familles et variables selon les époques.

Le paiement de l'impôt a pu se faire régulièrement dans les pays les plus pauvres du Massif Central grâce aux migrations périodiques ; cette conséquence fiscale des déplacements est surtout valable pour l'Ancien Régime et l'on en parle encore, lors de l'Enquête du Premier Empire (1807-1813). Mais il faut reconnaître que les charges paysannes ont progressivement diminué après la Révolution et que les plaintes se font moins sentir dans ce domaine. Dans les Mémoires de Martin Nadaud qui ont trait surtout à la période 1830-1852, il n'est guère parlé des impôts trop lourds à payer et les migrations laborieuses des maçons creusois ne sont pas faites spécialement pour l'acquittement des charges fiscales. Mais cependant ce sont les circonstances exceptionnelles qui montrent combien la migration peut être indispensable pour faire face à une charge fiscale exceptionnelle : un décès amenant des droits de mutation considérés comme élevés, un mauvais tirage au sort lors de la conscription qui oblige à payer un remplaçant pour éviter l'impôt du sang et pour accepter l'impôt en espèces. Combien faudra-t-il de temps au jeune migrant maçon limousin, malchanceux au conseil de révision, pour s'acquitter de la charge militaire en prélevant sur ses gains de migration ? Par leurs déplacements réguliers, les travailleurs migrants du bâtiment du Limousin et de la Marche, gens peu portés vers les choses militaires, ont conservé une liberté qui leur est chère.

Le paiement des dettes est certainement au XIX^e siècle une des plus heureuses conséquences des migrations périodiques des ruraux. C'est là un des grands leitmotivs des Mémoires de Martin Nadaud : payer les dettes anciennes de la famille qui finissent par dépasser 10.000 Francs-or en 1833 ³ alors que l'intérêt usuraire d'un emprunt en Creuse peut atteindre 30 % et que les économies rapportées par Martin Nadaud et son père, pour une année, (1838) s'élèvent à 1100 F. Mais les exemples de la Creuse ne sont pas exceptionnels et la grande enquête économique de 1866 montre que l'endettement paysan et l'exploitation des usuriers sont des phénomènes très fréquents dans de nombreux départements ⁴. Aussi, le rural fait souvent des migrations saisonnières pour payer ses dettes et éviter la saisie de ses biens. Ainsi l'indépendance paysanne envers l'usurier a été acquise par des migrations laborieuses en ville ou sur les chantiers des chemins de fer.

Les arrangements financiers à l'intérieur des familles sont très souvent facilités par les gains des migrations temporaires. C'est particulièrement aux moments des partages d'héritages et des constitutions de dots des filles qu'apparaissent les avantages.

En montagne et surtout dans le Massif Central (Auvergne, Limousin), il

s'agit de concilier la coutume et la loi révolutionnaire du partage entre tous les enfants. Or, la coutume est de conserver le domaine agricole dans sa totalité aux mains d'un seul enfant, car en montagne la propriété péniblement constituée doit être assez considérable pour faire vivre une famille ; il faut donc éviter le morcellement qui ne pourrait guère profiter à chacun des héritiers⁵. L'enfant qui reçoit le domaine a droit à une double part (la part normale et une autre représentant l'entretien des parents sur leurs vieux jours). Pour le reste, il doit dédommager les autres enfants par des versements en argent. Et c'est là que l'on aperçoit les avantages des migrations : l'enfant qui reste sur le domaine peut faire face à ses obligations pécuniaires en ajoutant à la dot de sa femme des gains tirés des déplacements saisonniers ; les autres enfants trouvent aussi dans les migrations, des métiers ou des activités qui leur permettent d'acquérir éventuellement des biens au pays ou dans les alentours pour y vivre normalement tôt ou tard⁶.

Le problème des dots des filles est souvent résolu aussi grâce aux profits des migrations. Si la fille se marie avant le règlement de la succession, la dot est constituée par le père ou les frères qui prélèvent sur leurs gains des campagnes saisonnières. Si elle se marie après le partage de l'héritage, sa dot est alors formée par sa part d'argent reçu et remise par l'héritier du domaine intégralement conservé. Dans les deux cas, presque toujours les migrations apportent leur aide. Là encore, un exemple pris sur le vif permet de mieux comprendre combien la migration est un moyen efficace de sortir des situations familiales les plus difficiles. Martin Nadaud⁷, pour le mariage de sa sœur, fait revivre une atmosphère qu'on ne peut oublier : « C'est cette même année 1833, que ma sœur nous fut demandée en mariage par un très honnête homme, Louis Soumis, qui devait la rendre si heureuse pendant plus de cinquante ans. On eut de la peine à se mettre d'accord sur la dot ; les Soumis demandaient 1.500 francs, mon père ne voulait en donner que 1.200 et payables par 300 francs, tous les deux ans. Enfin, de guerre lasse, Soumis accepta ces conditions. Malheureusement nous étions sans argent ; nous n'en avions même pas pour faire face aux premières dépenses nécessitées par le mariage... Trois ou quatre jours après ce mariage, j'allai emprunter 60 francs à un de mes oncles..., je filai vers Paris recommencer une nouvelle campagne ».

Ce n'est pas seulement dans la Marche et le Limousin que les gains de migrations deviennent essentiels pour régler les affaires d'intérêts dans les familles paysannes, c'est aussi en Auvergne où la complexité des coutumes domine encore complètement en plein milieu XIX^e siècle : « Comprenant mieux les véritables lois de la propriété rurale qu'on ne le fait ordinairement dans le Nord de la France, la population de cette partie de l'Auvergne a su, jusqu'à présent se garantir des principaux inconvénients qui s'attachent au morcellement indéfini du sol. Cet état de stabilité... est maintenu jusqu'à nos jours avec ténacité par les familles rurales qui habitent les montagnes du Cantal. Il faut que la maison fume. On institue un héritier, celui qui a tous les biens matériels (maison, mobilier, bêtes, terres), aîné ou cadet, fille ou garçon. Dans tous les cas, le père reçoit une dot avec la fille qui épouse son héritier ; et cette dot jointe aux épargnes faites pendant l'émigration, sert à désintéresser les autres enfants. Avec ce capital argent, les garçons émigrent et cherchent fortune. Les filles apportent à leurs maris le moyen d'augmenter les

affaires ou de devenir maîtres. L'habitude de l'émigration (pris dans le sens migrations temporaires) et les profits qui en découlent pour qui veut travailler et épargner font que souvent les enfants préfèrent une dot à la propriété de l'« aîné », héritier du bien. Celui-ci se trouve en effet dans une position moins bonne pour commercer ; il n'a pas reçu de capital argent, et celui qui lui vient de sa femme doit être successivement remis aux frères et sœurs qui s'établissent. La condition est acceptée néanmoins à titre de devoir, même lorsqu'elle est désavantageuse. Le père reçoit la dot apportée par la femme de l'héritier ; il en dispose selon les intérêts de la maison dont il reste le chef. C'est la vie en commun avec plusieurs générations sous le même toit. Le père a pleine autorité »⁸. Ainsi, nous avons là un système financier familial complexe où sont étroitement mêlés dot, épargnes de migrations temporaires, capitaux pour le commerce ambulant, coutumes et autorité paternelle indiscutée. Mais la migration est au centre des intérêts et l'on va jusqu'à préférer les bénéfices du commerce ambulant aux profits d'une terre qui est pourtant un capital de sécurité. Curieuse conséquence économique des déplacements périodiques !

Mais que l'habitation rurale soit celle des ancêtres ou une maison achetée avec les bénéfices des migrations, on constate presque toujours une conséquence heureuse des déplacements : c'est l'amélioration de l'habitat et les migrants ont souvent beaucoup retenu de ce qu'ils ont pu voir dans d'autres régions plus favorisées par la richesse. Très tôt, cette amélioration apparaît, puisque Martin Nadaud⁹ parle des transformations de la maison familiale opérée au début du XIXe siècle avec des gains de migrations : « C'est seulement en 1808 que la baraque des (migrants) chiffonniers (mes ancêtres) fut transformée par mon grand-père et mon père. Ce dernier m'en a donné souvent la description : ...La porte d'entrée existe encore dans son état primitif ; tout passait par cette ouverture : les personnes et les animaux ; ces derniers tournaient à gauche ; une simple cloison les séparait de la pièce qui servait de chambre à coucher et de cuisine à la famille qui, pêle-mêle, couchait sur de misérables grabats. Mais ce n'était pas là le plus grand des inconvénients ; on faisait la pâture des bestiaux sur le lambris que recouvrait un plancher disjoint de la chambre d'habitation. Il en résultait que les graines de foin, des brins de paille tombaient à chaque instant sur la table où on prenait les repas ». L'amélioration a été capitale : nette séparation des hommes et des animaux, pièces d'habitation avec cloisons et plafonds solides et sans fissure.

Plus on avance dans le XIXe siècle et plus certaines catégories de migrants utilisent une partie de leurs gains et de leurs bénéfices à moderniser l'habitat, à la rendre plus confortable comme celui des villes ; des maisons neuves, des quartiers entiers, des bourgs surgissent et sont mis en relief par des noms évocateurs : les résidences des « Parisiens », des « Lyonnais », des « Américains ». On les voit en Auvergne, dans les vallées alpestres ou dans le pays basque ; signe certain du bienfait des migrations temporaires et de la réussite économique et sociale. En Auvergne, des bourgs comme Marcenat et Condat-en-Feniers (Cantal) ont été rajeunis par les migrations des marchands de toile ; un aspect presque urbain apparaît avec les nombreuses et belles maisons neuves et les cafés très fréquentés. Dans les Alpes, à Barcelonnette et

à Jausiers (Basses-Alpes), à Aiguilles (Hautes-Alpes), les somptueuses villas des « Américains » enrichis à la fin du XIXe siècle et au début du XXe sont alors de belles résidences d'été. Mais les comportements sont très différents selon les migrants temporaires ; tel fera construire sa villa à côté de la maison paternelle comme pour marquer nettement le progrès, tel autre se contentera de moderniser et d'embellir la demeure des ancêtres et tiendra à respecter l'apport familial du passé ¹⁰.

Cependant, pour les migrants temporaires les plus modestes et qui n'ont jamais réussi à acquérir une fortune dans les déplacements, la plus simple économie tirée de l'extérieur doit être placée le plus sûrement possible et doit fructifier. Améliorer un habitat, c'est bien ; acheter de la terre, c'est mieux encore. Mais presque toujours, le migrant temporaire est rebelle au placement chez le notaire, dans une banque, dans un organisme d'épargne et il se méfie des valeurs mobilières de l'Etat. Est-ce là une conséquence de la crise financière de la Révolution et de la perte des assignats ? Le vieux réflexe de l'Ancien Régime se retrouve au XIXe siècle. Legrand d'Aussy ¹¹ écrivait à la veille de la Révolution : « Ceux qui sont revenus avec un pécule n'osent le garder, de peur d'être volés. Ils s'empressent d'acquérir un pré, un champ, une propriété quelconque ». En 1860, Baudet-Lafarge ¹² notait aussi : « Le numéraire arrive dans ces communes avec le retour de ces voyageurs (il s'agit du Puy-de-Dôme), pour s'immobiliser dans la terre, dont la valeur vénale atteint ainsi un prix élevé, malgré la médiocrité de sa puissance productive ». En 1864, Félix Esquirou de Parieu ¹³, spécialiste des problèmes financiers, semble contester cette manière de voir et pense que les Cantaliens, sous le Second Empire, sont beaucoup portés vers les placements mobiliers et les dépôts dans les Caisses d'épargne ; il affirme même : « L'habitant du Cantal, économe par nature, n'achète plus, il place ». Il cite des données tirées d'une délibération de la Chambre des Notaires d'Aurillac, adressée en 1864 à la Commission du Conseil d'Etat chargée d'une enquête sur l'intérêt de l'argent. Qu'une première évolution des comportements ruraux se fasse sentir, cela paraît normal. Mais beaucoup de textes de la fin du XIXe siècle et du début du XXe affirment que généralement la mentalité ancienne se maintient, avec certaines nuances. D'après les enquêtes de Paul Roux ¹⁴, en 1912, sur le montagnard auvergnat, les migrants temporaires du commerce continuent à acheter des terres : le simple colporteur de la région d'Egliseneuve, de Condat ou de Marcenat place ses gains dans des domaines plus ou moins grands (ainsi en montagne pour l'élevage) et les importants marchands de toile (ayant nombreux commis) font de même ; « ceux-ci n'ont pas acheté des domaines pour s'y fixer et s'y livrer à l'agriculture ; ils l'ont fait un peu par vanité, un peu comme placement, mais ils continuent leur commerce et afferment leurs biens. A cet égard, le fermage s'est répandu aux dépens du faire-valoir direct ». Ainsi, nous arrivons au moment où l'ancien rural migrant devient un commerçant capitaliste qui exploite toutes les possibilités de placement (domaines agricoles, maisons de campagne, immeubles urbains, placements mobiliers, etc...).

Dans certains départements, les bénéfices des migrations temporaires sont devenus tellement importants à partir du Second Empire qu'ils tiennent une des premières places et qu'il devient nécessaire de les répartir dans des

secteurs économiques très divers. D'après le Baron de Nervo (spécialiste des problèmes financiers) ¹⁵, en 1860, le département du Cantal a des revenus de l'émigration (4.800.000 F.) qui dépassent les revenus tirés de l'élevage des bestiaux (3.332.000 F.) ; ils représentent le tiers des revenus territoriaux (14.389.000 F.).

Cette soif de terre, même si elle s'est atténuée avec le passage des migrations saisonnières aux migrations de longue durée, existe dans de nombreux pays de migrations temporaires, mais avec des formes très diverses. En Auvergne, toutes les formes apparaissent, du plus petit achat de lopins de terre au grand domaine de montagne permettant d'élever des centaines d'animaux. En Creuse, les migrants travailleurs du bâtiment sont modestes : les lopins de terre sont des sortes de réserves pour une sécurité sociale de la famille et des vieux jours. En 1818, dans un rapport de police du préfet de la Creuse ¹⁶, la tradition est bien précisée : « Dans les bonnes années les ouvriers rapportent au moins deux millions en numéraire dans le département. Jamais cet argent n'est placé à intérêt ; les habitants des campagnes surtout ont singulièrement l'amour de la propriété et leurs économies sont toujours destinées à l'acquisition de propriétés et à l'amélioration de celles qu'ils possèdent déjà ». Cent ans plus tard, dans un autre département limousin, la Corrèze, lors de l'enquête sur les salaires agricoles de 1912, le même comportement se retrouve : « Certains salariés agricoles quittent momentanément la campagne et retournent ensuite dans leur pays pour acheter un petit bien ou agrandir celui qu'ils ont déjà » ¹⁷. En Creuse, à la fin du XIXe siècle, Defournoux la Chaze ¹⁸ remarque que le migrant fréquentant les villes n'a guère rapporté le goût de la spéculation, ni sur les valeurs, ni même sur les terres qu'il achète. Pour lui cette terre est un placement, une sécurité pour l'avenir, un moyen d'être estimé et d'obtenir une place dans une municipalité ; ce sont des buts traditionnels. La division des grands biens de l'aristocratie ou de la bourgeoisie, au moment des ventes, permet au migrant d'avoir l'occasion d'acheter. Mais il arrive aussi que de grandes propriétés soient conservées intactes et grâce aux bénéfices de certains migrants privilégiés (tels les entrepreneurs du bâtiment et des grands travaux), elles sont transformées et améliorées : « La grande propriété est difficile à faire valoir dans la Creuse ; les vieilles familles de propriétaires terriens disparaissent et sont remplacées par les gros émigrants enrichis ; ceux-ci sont plus solides parce qu'ils apportent avec eux des capitaux pour les soutenir », nous dit Defournoux la Chaze analysant les liens entre migrations et propriété terrienne.

Dans les Alpes, le même désir d'acheter de la terre apparaît dans la plupart des pays qui connaissent les migrations temporaires. On dirait même que ce désir est plus accentué chez le migrant que chez le sédentaire, car pour le premier la possibilité de gain durant les déplacements conduit à une mentalité particulière que n'a pas le second qui reste modeste et relativement satisfait de son sort. Cette conséquence des migrations se fait surtout sentir chez les montagnards qui habitent les lieux les plus retirés et les plus déshérités. Ainsi, dans la vallée des Villards, en Maurienne, ramoneurs et colporteurs préfèrent acheter une pauvre terre dans leur pays d'origine plutôt qu'une parcelle fertile dans la vallée ou la plaine : « Non seulement

l'émigration a permis à la vallée de subsister, mais encore elle lui apportait une certaine aisance, et les marchands surtout étaient réputés pour avoir de l'argent, qu'ils employaient à accroître leur domaine, et leur soif de terre faisait monter les prix à des taux astronomiques pour des terrains abandonnés aujourd'hui (1943) aux chamois. Une terre bien placée, d'une superficie d'un quart d'hectare, se vendait en 1880 jusqu'à 1.200 francs-or. Aussi l'émigration hivernale était-elle, au siècle dernier, l'élément capital de la vie villarínche, comme elle l'avait sans doute toujours été »¹⁹. On peut même dire que cette acquisition de la terre renforçait alors la migration, car c'était à la fois un but et une obligation de retours réguliers.

Il ne faut pourtant généraliser ce désir de posséder de la terre. Il est très poussé chez certains migrants, mais beaucoup moins chez d'autres. Ainsi, en Corse, on parle peu d'acheter un bien foncier car le migrant fait partie d'une sorte de communauté qui est propriétaire des terrains cultivés ou boisés et au retour d'une migration, le Corse sait qu'il aura sa part de produits tirés du sol sans beaucoup de travail. Par contre, le migrant corse attache plus d'importance aux revenus pécuniaires versés régulièrement par l'Etat ou un service public ; la pension de retraite prend plus de valeur que les lopins de terre achetés. On saisit ainsi les différences de mentalité et de comportement sur l'avenir d'une vieillesse. L'ancien militaire ou fonctionnaire corse, migrant viager de retour dans l'île, ne tient pas à fournir l'effort pour faire fructifier un champ acquis. Par contre le maçon creusois ou le colporteur auvergnat ou alpin font leur « retraite » en devenant propriétaire d'un bien foncier dont on tirera profit par le travail que l'on ne redoute pas. Ces derniers sont restés paysans dans l'âme alors que le Corse mène déjà une vie plus bourgeoise, plus urbaine. Ils ont plus confiance dans la terre que dans l'Etat pour leur sécurité sociale personnelle et familiale. Même les organisations de secours mutuels les laissent indifférents et les tentatives de retraite ouvrière avec versements réguliers ne retiennent pas leur attention. Ainsi, nous saisissons mieux la mentalité paysanne traditionnelle qui se prolonge dans ce XIX^e siècle et ce début du XX^e siècle, en analysant le comportement du migrant temporaire devant le problème de la propriété foncière. L'abbé Parinet, en 1885²⁰, en suivant un migrant maçon creusois, en arrive à cette conclusion que l'homme est encore un terrien malgré ses multiples déplacements périodiques : « Léonard ne fait partie d'aucune société de secours mutuels. Parvenu à une certaine aisance, il réalise chaque année quelques bénéfices qui dans un court espace de temps éteindront ses dettes... En cas de chômage et de maladie, il aura la ressource de se retirer dans sa propriété dont les revenus suffiraient à le faire vivre ».

Ainsi, nous venons d'examiner les domaines essentiels où l'apport de numéraire issu des migrations temporaires s'est nettement fait sentir. Nous retrouvons là les grands soucis des paysans, qu'ils soient sédentaires ou migrants : impôts à payer, dettes à éteindre, héritages à régler, dots à constituer, habitation à entretenir et à améliorer, terres à acheter et à arrondir. Pourtant, si généralement cet apport de numéraire est bienfaisant, il arrive aussi qu'il ait des côtés néfastes et dangereux, sans que les migrants s'en rendent bien compte. Mais cela va se faire sentir sur certaines parties de l'économie rurale. Cependant bien des aspects de la vie matérielle quotidienne

des campagnes ont été lentement modifiés, en bien ou en mal, par ces allées et venues des ruraux obligés de se déplacer pour vivre.

2°) LES INCONVENIENTS DE CERTAINES UTILISATIONS DE NUMÉRAIRE.

Si certains observateurs ont admiré l'esprit de prévoyance des migrants temporaires et leur amour de la terre, rappelons-nous les mots de Michelet : « L'Alsacien, pour avoir de la terre dans sept ans, vend sa vie, va mourir en Afrique ». D'autres, au contraire, plus économistes et techniciens, ont fortement critiqué les résultats dangereux d'un numéraire souvent acquis péniblement. On reproche aux migrants de contribuer à accroître le morcellement de la propriété paysanne, d'aboutir à des exploitations qui ne peuvent guère vivre et de limiter des rendements déjà très bas. Pour ces derniers observateurs, le mal du système « migration-placement terrien » l'emporte de beaucoup sur le bien. La petite démocratie paysanne accentuée par les apports des migrants est un phénomène dangereux par ses effets économiques.

Mais une autre critique vient s'ajouter : la forte demande de terre par les migrants fait hausser les prix en certaines périodes ; les parcelles sont payées beaucoup trop cher et l'acquéreur se fait illusion sur la valeur de son capital et sur le revenu qu'il peut en tirer. En fait, le migrant perd ainsi une partie de ses gains, même s'il fait un placement de sécurité. D'autre part, avec cette hausse des prix de la terre, les agriculteurs sédentaires ne peuvent lutter : leurs faibles bénéfices ne leur permettent pas d'acheter. Ils sont ainsi victimes d'une concurrence qui finalement contribue à affaiblir l'agriculture des pays de migrations temporaires.

Ces problèmes ont été particulièrement étudiés pour la Creuse, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e ; les économistes ont fini par être sceptiques sur les conséquences finales de l'apport de numéraire des migrants.

Defournoux la Chaze²¹, en 1900, écrit à propos de la propriété terrienne au pays des maçons migrants : « La valeur vénale y est supérieure à la valeur absolue, hors de proportion avec le revenu... Le sol, qui est pauvre, est très recherché. Achetée, la terre rapporte à peine 2 % (France : 3,3 %)... Dans la Creuse, le sol a une valeur marchande hors de proportion avec la richesse apparente du pays, et cela est surtout vrai des terres labourables. La hausse est exagérée surtout sur les petits domaines ». L'auteur en recherche la cause dans les migrations. Les 45.000 travailleurs qui s'absentent 8 à 9 mois rapportent des économies se montant vers 1900 à 5 ou 6 millions de francs. Ainsi, le stock monétaire est renouvelé chaque année et constitue « une permanence de numéraire dans le pays ». On peut presque parler d'une inflation de numéraire dans une région qui autrefois en manquait. La conséquence se fait alors sentir : « Devant cette poussée d'or, le sol hausse toujours. C'est presque lui seul qui profite de cette monnaie, c'est vers lui que vont toutes les fortunes ». Mais de plus en plus, la mentalité est celle du « placement-sécurité » et non du « placement-revenu » ; d'ailleurs le migrant est de moins en moins attiré par l'activité agricole : « Le Creusois -étrange anomalie !-, que n'attire point la profession agricole, se passionne pour la terre et lui donne ses économies. Le placement est facile ». Même lorsque

dans certains cantons les migrants maçons reviennent à la terre après avoir cessé leurs déplacements, ils ne sont pas totalement des paysans comme le remarque Defournoux la Chaze : « une population d'ouvriers ne peut être qu'une population de demi-paysans ».

D'ailleurs, tous les migrants temporaires ne réussissent pas à faire des économies et un certain contingent d'entre eux tombe parfois dans l'indigence et à leur retour au village d'origine doivent se contenter des maigres biens familiaux. Dès lors, le contraste apparaît entre les migrants et la migration devient un facteur d'inégalité dans la possession du numéraire et des propriétés terriennes.

Mais quel que soit le résultat du point de vue de la propriété terrienne, positif ou négatif, les plaintes des économistes agronomes se font surtout sentir dans le domaine de la pratique de l'agriculture. Les migrants temporaires et les anciens migrants retirés au village sont généralement de mauvais agriculteurs.

Il est curieux de noter qu'en 1866, dans certains départements comme le Loiret où passent régulièrement les migrants maçons creusois, on se fasse des illusions sur les seuls bienfaits agricoles des déplacements : « Une grande partie de l'argent dépensé à Paris pour cet objet (les grands travaux) a passé entre les mains d'habitants de l'Auvergne, du Limousin et de la Creuse, qui l'ont employé à l'acquisition de terres dans leur pays et à l'amélioration du sol et de l'agriculture, en sorte qu'on peut dire que l'argent employé dans les grands travaux de la ville de Paris a relevé la valeur territoriale de la propriété dans une partie du pays et qu'il a vivifié l'agriculture dans des contrées jusqu'alors pauvres et sans ressource »²². La même idée est exprimée (peut-être est-ce celle d'une même personne influente ?) dans l'Yonne voisine : « Venus de la campagne, il a été établi que ces ouvriers (migrants, pour les grands travaux de Paris) étaient au nombre de 75.000, venant principalement de l'Auvergne et de la Creuse et qu'ils retournaient dans leur pays après avoir amassé à Paris un certain pécule avec lequel ils achetaient un petit lot de terre, et qu'ainsi ils devenaient cultivateurs en accédant à la propriété. L'argent gagné à Paris retourne donc, en grande partie, à l'agriculture même »²³.

Malheureusement la réalité paraît tout autre dans les pays d'origine des migrants et l'accession à la propriété terrienne ne conduit pas nécessairement à une bonne pratique agricole. Il faut d'abord remarquer que la migration essentielle limousine et marchoise (celle des maçons) est une migration saisonnière d'été ou de belle saison. Curieux comportement de ce « paysan » qui déserte ses champs au moment où les travaux agricoles ont besoin de lui. Peut-il être un bon agriculteur quand il cessera ses « campagnes » laborieuses en ville ou dans diverses régions françaises ?²⁴ En pleine force de l'âge (de 15 ans à 50 ans), il a choisi l'activité (non agricole) qui rapporte le plus. Vers 1866, une campagne de migrant maçon permettait de faire entrer dans la famille au moins 300 francs alors qu'une famille paysanne modeste du Massif Central (Limousin, Livradois) vivait avec moins de 600 francs par an. Arrivé à un âge assez avancé (vers la cinquantaine), ce migrant maçon devenu paysan sédentaire pourra-t-il encore maintenir et surtout améliorer l'agriculture ? On peut en douter quand on retient les opinions des observateurs avertis de

l'époque.

En 1869, Adolphe Joanne ²⁵ est pessimiste sur l'état de l'agriculture de la Creuse et sur les difficiles améliorations, car les migrations apportent de l'argent mais guère de progrès : « L'agriculture est encore très arriérée dans la Creuse, soit à cause de la nature granitique du sol, soit à cause de l'imperfection des méthodes agricoles qui ne permet pas d'améliorer en grand, soit surtout à cause de l'émigration qui enlève chaque année la plus grande partie des travailleurs ruraux. Comment l'agriculture prospérerait-elle dans un pays où l'araire est le seul instrument que le paysan emploie pour cultiver sa terre ; où près d'un sixième du sol, 87.677 hectares, consiste en biens communaux, c'est-à-dire en pacages, marais et bruyères, dont le mode de jouissance rend l'amélioration impossible ; où enfin sur 274.057 habitants on compte 75.372 propriétaires, dont 1.541 seulement payent une cote foncière supérieure à 100 F et 33.452 émigrants qui rentrent trois mois à peine, chaque année, dans leurs foyers, quand même ils ne quittent pas le pays sans esprit de retour. Aujourd'hui, l'émigration entraîne hors de la Creuse près de 35.000 individus par an, c'est-à-dire tous les hommes valides au-dessus de 14 ans ; autrefois ils revenaient toujours dans leur patrie, maintenant le nombre de ceux qui n'y reviennent pas augmente tous les jours ». Ainsi, les migrations non seulement n'ont pas permis de remédier aux défauts de l'agriculture, mais ont accentué le mal. L'agriculture ne peut guère s'améliorer lorsqu'elle reste de plus en plus aux mains des femmes, des enfants et des gens âgés.

C'est aussi ce que fait ressortir en 1877 le spécialiste de l'économie rurale Léonce de Lavergne ²⁶ en élargissant encore le domaine économique pour montrer les dangers des migrations : « ... La moitié seulement de la population virile restait au logis (en Creuse, première moitié du XIXe siècle), avec les femmes, les enfants et les vieillards. Les émigrations rapportaient tous les ans 4 ou 5 millions d'économies ; et il faut bien que l'ensemble du pays en ait profité puisqu'il a fait dans ces trente ans quelques progrès ; mais en même temps qu'il gagnait un peu par ce moyen, il s'appauvissait d'un autre côté, en ce que l'agriculture et l'industrie ne pouvaient s'y développer, faute de bras ; un tiers du sol est encore inculte et la seule ville industrielle, Aubusson, n'a que 6.000 âmes ». Il est en effet curieux que les capitaux accumulés dans le département ne soient placés que dans des buts strictement personnels et non dans une perspective économique plus générale. Les entrepreneurs creusois, qui ont souvent si bien réussi à Paris et dans les grandes villes, ont pourtant eu des initiatives et des horizons limités. Ils auraient pu utiliser capitaux et main-d'œuvre dans leur département d'origine. Mais ils jugent sans doute que les conditions économiques sont insuffisantes pour une bonne réussite.

S'attachant plus particulièrement au problème agricole de la Creuse, Léonce de Lavergne cherche à prouver que les conditions ne sont pas si mauvaises et que les migrants auraient pu contribuer au progrès. Pour cela, les migrations auraient dû être limitées et plus diversifiées pour permettre aux hommes valides de prendre part aux travaux agricoles d'été. C'est le choix de l'activité de migration qui est à l'origine d'une agriculture trop négligée. La comparaison entre la Creuse et le Cantal en serait une preuve : « Il y a d'importantes distinctions à faire entre l'émigration de l'Auvergne et celle de la Marche. Le nombre, d'abord qui n'est pas une petite considération ; d'un

côté la moitié, de l'autre la vingtième partie seulement des travailleurs. En second lieu, l'époque choisie : les Auvergnats s'en vont en hiver c'est-à-dire au moment où ils n'ont rien à faire chez eux, et reviennent en été ; les maçons de la Creuse sont forcés, au contraire, par la nature de leur industrie, de quitter leur pays l'été, dans la saison des travaux des champs, et d'y retourner en hiver. En fait, la Creuse est plus pauvre que le Cantal, disproportion d'autant plus fâcheuse que la presque totalité du sol est cultivable, tandis que la moitié de la haute Auvergne ne l'est pas ». Pour Léonce de Lavergne, le numéraire est rapporté inégalement selon les périodes et la propriété rurale dans la Creuse souffre des comportements des migrants et des crises : « Ces fils de villageois voulaient être tous propriétaires comme leurs pères, et l'argent obtenu par l'émigration passait tout entier en achats de terres. Ce qui restait de domaines agglomérés allait en se dépeçant ; les petits patrimoines eux-mêmes se divisaient sans cesse par des partages. Les frais de justice, les dettes usuraires absorbaient le plus clair des faibles produits, et malgré leurs efforts, beaucoup de ces malheureux finissaient par voir cette propriété si chèrement acquise s'échapper de leurs mains. Quand est venue la crise de 1848, un mouvement en sens contraire s'est déclaré ; non seulement les paysans n'achètent plus, mais ils seraient disposés à vendre, et quand les travaux extraordinaires de la capitale sont venus leur ouvrir un nouveau débouché, toute cette multitude s'y est précipitée. Les émigrants, qui revenaient si fidèlement autrefois, ne reviennent plus quand ils le peuvent ; et sans le lien de la propriété qui les retient, ils seraient tous partis. La population a été brusquement ramenée au même point qu'en 1790 ».

A l'aube du XXe siècle, Defournoux la Chaze ²⁷ émet un jugement plus nuancé sur les conséquences agricoles néfastes des migrations : « Avec la hausse des salaires, l'émigration a éclairci les rangs des ouvriers valides de la campagne... Si l'émigration apporte un bel appoint au numéraire du département (de la Creuse), elle ne laisse pas aussi d'un autre côté de l'entamer quelque peu. Beaucoup d'émigrants au lieu d'apporter de l'argent l'exporte... La migration rapporte-t-elle mieux que l'agriculture ? Il est difficile de répondre ». Pour cet auteur, la moyenne propriété avec faire-valoir direct progresse au début du XXe siècle et peut être un remède au recul agricole : « La moyenne propriété semble avancer et grandir d'importance dans le département. Progression qui paraît coïncider assez à propos avec le mouvement migratoire. C'est la classe la moins fortunée qui fournit à ce mouvement son contingent le plus touffu, celle qui possède peu de terres et veut les étendre, celle qui vise surtout à s'arrondir. On émigra donc jusqu'à ce que les années s'ajoutant aux années et les économies aux économies, on ait atteint la somme qui réalisera cet agrandissement du patrimoine. C'est alors qu'on se fixe au pays, et c'est le moment précis où la petite propriété devient une moyenne propriété... D'une manière générale, on peut dire : l'émigration tend à diminuer le nombre des exploitations et à augmenter leur superficie... La moyenne propriété n'est fructueuse qu'autant qu'elle est liée au faire-valoir ; or, l'émigration pousse à l'amodiation. Et quant aux grands propriétaires, nés de l'émigration, quelle impulsion peuvent-ils donner à l'agriculture après une vie presque écoulée en entier dans les usines ou sur les chantiers, loin de toute expérience et de toute préoccupation agricoles ? ».

On peut pourtant se demander si cette moyenne propriété, retenue comme un remède intéressant, sera améliorée dans ses techniques et ses productions et si elle sera rentable ? Sinon, tôt ou tard, elle conduira à une migration qui risque d'être définitive.

Ainsi, l'exemple de la Creuse nous montre avec quelle prudence il faut examiner les problèmes de l'apport de numéraire résultant des migrations temporaires. En fait, malgré une soif de terres en certaines périodes, l'agriculture n'a guère profité de l'aide des migrants ; elle a plutôt souffert des déplacements périodiques des propriétaires et de la main-d'œuvre. Sans doute, la Creuse offre l'exemple d'un cas de migration saisonnière de belle saison. Les dangers apparaissent moins graves lorsque l'absence se place à la mauvaise saison. C'est le cas le plus fréquent dans les Alpes et dans une partie du Massif Central. Cependant, le migrant temporaire d'hiver peut souvent vite constater que ses déplacements finissent par lui rapporter plus que ses terres et il est alors tenté de prolonger sans cesse son absence pour accroître ses gains, en laissant aux membres de sa famille les soins de l'exploitation agricole. Dès lors, on retombe dans le cas des maçons de la Creuse et l'agriculture devient secondaire pour le migrant. Ainsi, en comparant les activités traditionnelles et les possibilités d'activités nouvelles sans cesse élargies, le migrant temporaire modifie progressivement son comportement et son genre de vie ; de migrant saisonnier de mauvaise saison, il devient un migrant pluri-saisonnier et bientôt pluriannuel, en attendant un retour définitif lorsque la fatigue se fera sentir.

II - LES DOMAINES ECONOMIQUES DES PAYS D'ORIGINE ONT RELATIVEMENT PEU PROFITE DES MIGRATIONS

Les migrations temporaires des ruraux des campagnes françaises ont-elles été aussi profitables aux pays de départ qu'aux pays d'accueil ? Nous avons vu que l'aide apportée par les migrants dans les divers secteurs économiques des pays d'accueil a été considérable. Sans elle, jamais des régions agricoles spécialisées dans la production de blé, de vin ou de betteraves sucrières n'auraient pu se développer. Jamais aussi des villes comme Paris ou Lyon n'auraient pu être construites et transformées ; elles doivent aux migrants la plupart des services les plus élémentaires et les plus indispensables (eau, combustible, nettoyage, etc...). Les réseaux de transport et les services de transport des régions françaises leur doivent beaucoup : construction et aide saisonnière. En retour, que rapportent chez eux les migrants pour développer les divers secteurs de leur économie ? Le numéraire ne suffit pas, comme nous venons de le voir. Il faut aussi des initiatives venues de gens entreprenants. Notons combien les ruraux migrants restent prudents dans ce domaine. C'est ce qui explique sans doute l'influence assez faible des déplacements périodiques sur les divers secteurs économiques des pays de départ.

Dans le secteur agricole, les migrants ont pourtant contribué à introduire des cultures nouvelles. Dès la fin du XVIII^e siècle, des colporteurs auvergnats répandaient la pomme de terre en Limousin, sans propagande tapageuse, comme le remarque Jean Brunhes²⁸ : « Voici comment la pomme de terre fut introduite dans une petite paroisse du Limousin, à la Roche-l'Abeille : c'était à la fin du dix-huitième siècle ; des colporteurs auvergnats venaient chaque hiver pour « rétamé » les ustensiles de cuisine ; ils logeaient dans la métairie des Rébeyrolle ; or il advint qu'ils apportèrent dans leur sac quelques pommes de terre ; pour remercier leurs logeurs, ils leur donnèrent des tubercules à planter en disant que c'était bien meilleur que les topinambours. Les plants se multiplièrent, on en passa aux voisins, et longtemps les pommes de terre furent appelées dans la région « les topinambours de l'Auvergnat ». La culture de la pomme de terre fut encore bien plus sûrement propagée par tous ces modestes nomades inconnus qui parcouraient nos campagnes que par les expériences d'un Parmentier ou les encouragements d'un Turgot ! ».

C'est aussi la vie de relations inter-rurales dues aux migrants temporaires qui explique l'extension des prairies artificielles dans certains pays du Bassin parisien. A la fin du XVIII^e siècle, le pays d'Othe (aujourd'hui à cheval sur les départements de l'Yonne et de l'Aube) avait des migrants saisonniers charbonniers qui fréquentaient les forêts de la Brie et vendaient leurs produits à Paris. Or, ces humbles, ruraux ne rapportaient pas que de l'argent ; des idées sont aussi répandues²⁹ : les prairies artificielles de la Brie retiennent l'attention des migrants et la nouvelle pratique est introduite à Vénisy (Yonne) pour faciliter l'élevage des chevaux, utilisés en grand nombre pour les transports du bois et du charbon qui en est tiré. Les prairies naturelles ne donnant qu'une quantité insuffisante de fourrage, ces paysans trouvent dans leurs migrations saisonnières le moyen de bien nourrir leurs bêtes et

d'améliorer leur agriculture : « C'est dans la Brie, et en faisant leur commerce, qu'ils ont pris des connaissances économiques et le désir de les mettre en pratique dans leur pays... Ils ont donné l'exemple d'ensemencer une prairie de jachère en plantes propres à fournir aux bestiaux la nourriture fraîche en hiver, ou à engraisser la terre en les enfouissant, et ils se livrent tous les ans, avec le plus grand zèle, à faire de nouvelles expériences pour l'amélioration de l'agriculture. Nombre de ces expériences réussissent, et quelques unes sont déjà imitées par leurs voisins. Ce germe peut produire de grands biens... Au XIXe siècle, trèfle, luzerne et sainfoin se répandirent dans le pays », nous précise P. Fromont qui admire cet esprit d'initiative né de l'ancienne migration saisonnière.

Sans doute, à côté de cas précis d'introduction de plantes nouvelles par des migrants en déplacement, existe-t-il d'autres exemples que les observateurs ou enquêteurs n'ont pu noter. Les migrants saisonniers des campagnes françaises ne sont pas les seuls à être les propagandistes ou les expérimentateurs rendant service au monde rural, souvent très casanier en matière de cultures. Des étrangers comme les Belges ont pu jouer ce rôle.

Deux exemples d'apport belge peuvent être retenus pour la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle : le développement de la chicorée dans la région de Cambrai et celui de l'endive en Seine-et-Marne. La racine torréfiée de chicorée ou « faux-café » venait surtout de Belgique avant 1895 ; le relèvement des droits de douane par la France, à la suite de la crise agricole, conduisit les industriels de la région de Cambrai à faire cultiver la matière première autour de leurs usines et ce sont des migrants temporaires belges qui introduisent ainsi les pratiques culturelles spéciales et délicates que des paysans français finiront peu à peu par adopter³⁰. Pour l'endive, l'introduction en Brie est plus tardive, mais elle est due aussi aux travailleurs temporaires belges : ce sont des ouvriers agricoles ou de petits fermiers qui donnent l'exemple pour la culture, l'installation du forçage et l'obtention du nouveau légume d'hiver qui sera vite demandé dans l'agglomération parisienne proche. Ce développement de la culture de l'endive à la suite du séjour de nombreux Belges apparaît aussi dans le département de l'Aisne³¹. Venus pour les moissons et pour la betterave sucrière, les migrants belges réussissent par implanter cette nouvelle production qui intéresse moyens et petits exploitants, à côté des grands fermiers spécialisés dans les cultures de céréales et de betteraves sucrières. Ainsi, la migration temporaire apporte un élément de diversification du monde agricole du Bassin parisien.

Si des cultures nouvelles paraissent relativement limitées avec les apports des migrants, peut-on cependant espérer pouvoir écouler certaines productions grâce aux déplacements périodiques. Ainsi, surtout dans les pays de montagne, des denrées alimentaires tirées de l'élevage et produites en abondance ne trouvent pas toujours preneurs sur les marchés locaux ; par contre, transportées dans les régions voisines ou plus ou moins lointaines, elles acquièrent de la valeur et s'écoulent facilement. Dès lors les migrations temporaires deviennent un moyen assez simple pour vendre les productions agricoles et développer cultures et élevage. Mais cependant il faut bien constater que là encore, relativement peu de migrants se sont chargés de vendre au loin des produits du pays d'origine ; on vend plus facilement son

travail que ses productions agricoles. De nombreuses régions de France ont d'excellents fromages et des charcuteries fines de fabrication familiale. Or, combien ont cherché à les écouler par des migrations saisonnières ? Le bilan paraît assez réduit : des Auvergnats profitent du marché parisien (fromages et salaisons), des Grandvalliers transportent leur « gruyère » à Lyon, des Hauts-Alpins fréquentent Avignon, Marseille et Toulon (fromages bleus), des Hauts-Pyrénéens font de même pour les villes du Bassin aquitain, tandis que dans la France du Nord, le fromage de Marolles paraît être le seul vendu avec le Gournais, par commerce ambulant au XIX^e siècle. Encore est-il difficile de savoir si la vente est assurée par le producteur devenu migrant-marchand ou par un intermédiaire. De toutes manières, certaines régions agricoles ou d'élevage profitent de cette propagande et ce trafic qui permet de pousser quelque peu la production, bien qu'ils s'agissent parfois de produits de faible conservation.

La vente d'animaux par des éleveurs-migrants devenus maquignons-migrants temporaires est un moyen de tirer profit d'une activité d'élevage. Sans les déplacements périodiques, des régions trop isolées n'auraient pu obtenir du numéraire. Les bêtes de transport et de travail (cheval, mulet, boeuf de labour) sont surtout recherchées pour leur robustesse et leur endurance acquises dans les rudes pays de montagne. La conséquence des migrations temporaires de vente est bien d'avoir développé un élevage spéculatif. L'Auvergne, le Velay, le Gévaudan et le Haut-Vivaraïs ont trouvé dans l'élevage du mulet (acheté jeune ou né dans le pays) une activité liée aux déplacements saisonniers. Au début du XX^e siècle, le préfet Jerphanion ³² précise, pour la Lozère, l'intérêt de cet élevage : « Les habitants achètent des mulets dans les ci-devant provinces du Poitou et d'Auvergne, dont ils achèvent l'éducation, et les revendent ensuite aux habitants des départements environnants, principalement à ceux du Midi ; un grand nombre passe en Espagne. Il serait difficile d'établir ; même par un calcul approximatif, le produit qui résulte de cette industrie ; mais il est certain qu'il n'est pas très considérable, et qu'en procurant quelques ressources aux cultivateurs, il ne les dédommage pas de la stérilité de leur sol ». En fait, pour ce cas de la Lozère, la migration de spéculation commerciale sur l'élevage semble avoir précédé la migration temporaire d'écoulement des productions d'élevage. Mais le résultat est atteint : l'élevage devient intéressant et l'on peut gagner sur les bêtes grâce aux déplacements périodiques pour mettre en contact éleveurs-producteurs et acheteurs-utilisateurs. Dans d'autres régions montagneuses, ce sont les migrations de transport qui permettent d'écouler plus facilement les animaux de trait élevés par les migrants-rouliers. La vente des attelages en fin de migration est un moyen de gagner non seulement sur le roulage, mais aussi sur l'élevage. La pratique est courante durant la première moitié du XIX^e siècle chez les Grand-Valliers du Jura central ; ils sont autant éleveurs de chevaux que rouliers migrants temporaires et ont toujours le souci de vendre à l'extérieur, durant leurs déplacements, les produits locaux de chez eux (bois, fromages, chevaux, outils et ustensiles en bois, etc...). La migration temporaire a bien eu ici une conséquence heureuse, en permettant la vente lointaine des produits tirés du sol et valorisés par l'activité artisanale et ambulante ³³. Avec moins d'intensité, mais avec des soucis identiques, les

migrants-charroyeurs du Morvan et particulièrement de Lormes trouvaient aussi le moyen de vendre dans les bas-pays les articles de bois (pelles, jougs, sabots) et finalement les paires de bœufs ayant permis le transport facile et peu coûteux ³⁴. Cette ingéniosité paysanne ne se rencontre pourtant pas dans tous les pays de migrants temporaires ayant connu un élevage intense mais d'intérêt très limité puisque l'on se plaint de ne pouvoir écouler les productions animales locales. Il ne vient pas, à l'esprit du maçon limousin, de partir avec son propre attelage qui serait utile pour les transports de matériaux de construction autour des chantiers ; il aurait pourtant là un moyen de tirer profit de son élevage et de vendre ses bêtes régulièrement. La mentalité du migrant-maçon, limousin, paraît ainsi plus éloignée de la mentalité paysanne que celle des migrants-rouliers du Jura ou du Morvan.

Pourtant si l'agriculture et l'élevage ont relativement peu bénéficié des apports des migrations temporaires ³⁵, il semble que certaines formes d'artisanat rural en aient profité beaucoup plus. Même de petites industries rurales ont pu parfois se développer grâce aux perspectives d'écoulement des produits offertes par les déplacements périodiques. Il se trouve aussi que la matière première des ateliers soit fournie par les migrants locaux.

En Auvergne, terre classique des migrants temporaires, des industries sont nées ou ont été entretenues grâce aux déplacements périodiques des ruraux. Les papeteries d'Ambert, dans le Livradois doivent beaucoup aux migrants-chiffonniers, fournisseurs de matière première par le ramassage (aller « à la peille ») dans de nombreux départements. La chaudronnerie d'Aurillac a compté sur les migrants colporteurs d'ustensiles ; leur rôle étant d'échanger des produits neufs contre de vieux cuivres usagés. Les fabriques de parapluies et d'ombrelles de la capitale de la Haute-Auvergne sont peut-être nées de la forte demande des colporteurs auvergnats. Même dans l'industrie alimentaire, de nouvelles fabrications seraient dues aux migrations temporaires : « depuis 1860 de nouveaux fromages sont apparus et aussi de nouvelles formes d'exploitation. Des Suisses que, semble-t-il, des émigrants auvergnats avaient instruits des richesses laitières du pays natal, y ont introduit le gruyère » ³⁶. Dans les pays voisins du Forez et du Velay, l'industrie féminine sédentaire de la dentelle pouvait écouler ses productions au début du XIX^e siècle, grâce aux ventes de colporteurs marchands de dentelles parcourant la France de l'Est et du Midi. Ceux de la commune d'Usson ³⁷, au nombre de 150, contribuaient ainsi au maintien ou au développement d'une activité vivant dans des conditions difficiles (isolement géographique, travail peu rémunérateur) ; les colporteurs de cette commune élevée de la Loire (à plus de 900 mètres ; canton de Saint-Bonnet-le-Château) ont ainsi fait une publicité importante pour une production de qualité.

Hors du Massif Central, les migrations temporaires ont aidé fortement à soutenir un artisanat de montagne (et parfois de plaine) qui luttait péniblement et qui aurait périclité sans elles. Grâce au travail permanent du tricotage des femmes et à la vente des bas tricotés par les hommes migrant saisonnièrement, les laines des pays montagnards des Pyrénées-Orientales sont ainsi valorisées ; on en tire le plus de profits possibles. Les déplacements deviennent le stimulant de l'activité textile ; c'est ce que mettent en relief les deux enquêtes du Premier Empire et de 1848 ³⁸. A cette dernière date, le

canton de Mont-Louis note : « Lorsque les filles sont en état de tenir l'aiguille à tricoter, elles commencent à travailler... Les agriculteurs, pendant l'hiver sont obligés de quitter le canton pour subvenir aux besoins de leur famille ». Celui de Saillagousse fait de même : « Les filles, dès l'âge de 8 à 9 ans commencent à tricoter des bas... Les femmes font des bas à l'aiguille... A la fin de septembre, il part à peu près de notre canton les deux tiers des hommes, attendu que pendant les neuf mois de l'année ils ne trouveraient point d'ouvrage pour gagner leur vie et celle de leur famille ». Ainsi sont associées trois formes complémentaires d'activités : agriculture, tricotage, migration ; mais cette dernière occupe les hommes pendant les trois quarts de l'année et permet aux femmes de mener une vie active sédentaire. Cette organisation complexe de l'économie rurale montagnarde a été mise au point pour obtenir le maximum de profits d'une agriculture pauvre, d'un élevage peu rémunérateur, d'un artisanat féminin très accaparent, d'un chômage masculin que l'on veut éviter. Ainsi l'artisanat familial a été maintenu et renforcé par les migrations de colportage.

Pourtant, les autres régions pyrénéennes n'offrent guère d'exemple d'un petit artisanat durable entretenu par des migrations temporaires de vente. Les colporteurs d'articles de verre de Tourtouse (Ariège, canton de Sainte-Croix), avec leurs grands paniers remplis d'objets de leur fabrication, disparaissent au début du XIXe siècle³⁹. Ceux du Mas-d'Azil (Ariège), vendant leurs peignes de bois confectionnés dans leur pays, n'ont guère duré non plus⁴⁰. Très vite, ces colporteurs constatent que les objets de leur petite industrie sont souvent plus difficiles à placer que les articles achetés dans d'autres pays. Les colporteurs-producteurs font rapidement place aux colporteurs-trafiquants qui se contentent d'acheter et de revendre. La migration temporaire n'est donc plus entretenue par l'économie du pays d'origine et le lien avec l'artisanat local disparaît. Les déplacements périodiques ne sont plus un stimulant pour l'industrie des pays d'origine.

Ce phénomène se constate aussi très souvent dans les Alpes. André Allix⁴¹, pour l'Oisans, en marque bien l'évolution : « Au début du XVIIIe siècle... les hommes vont vendre à coup sûr le surplus des fabrications locales de lainages et de toiles de chanvre, peut-être des instruments aratoires sortis des taillanderies d'Oisans, et la vaisselle de bois fabriquée d'abord au Villard-Reymond ». A partir du début du XIXe siècle, tout est changé : « Quand les industries locales viendront soit à périlcliter, soit à se concentrer dans des usines qui ont leurs services de vente, le colporteur continuera par habitude et pour hausser son niveau d'existence. Il vendra toujours les mêmes marchandises que l'industrie paysanne d'Oisans fournissait autrefois, mais il ne se le rappelle plus. Il fera sa balle aux usines locales, à celles du Briançonnais, plus tard encore à celle de la France entière, qui finiront par envoyer jusqu'au fond des montagnes leurs commis-voyageurs en quête de commande ». Ainsi, la migration temporaire n'a pas toujours réussi à être et à demeurer un auxiliaire de l'artisanat ou de l'industrie du pays d'origine. Les conséquences économiques des déplacements périodiques sont alors limitées dans ce domaine de la fabrication.

Mais si au lieu de se placer sur le plan local, on passe au plan régional ou national, les migrations temporaires interviennent pour écouler certaines

productions. A partir du milieu du XIXe siècle, les marchands ambulants de textiles et de quincailleries, qu'ils soient auvergnats, pyrénéens ou alpins, sont des auxiliaires d'usines qui atteignent les campagnes les plus reculées pour faire connaître et vendre certains articles qui finissent par être très demandés grâce à eux. Malgré un anachronisme de vente souvent dénoncé, ces migrations temporaires sont encore utiles et leurs conséquences industrielles ne sont pas négligeables. Les marchands de toile auvergnats du début du XXe siècle ont contribué aux fabrications régulières des usines de Roubaix, Voiron, Vienne, Mazamet ou Lavelanet **42**.

III - LES CONSEQUENCES DES MIGRATIONS SUR LA VIE QUOTIDIENNE

Si les migrants temporaires du XIX^e siècle ont plus exporté leur travail que leurs produits et s'ils ont rapporté plus d'argent que d'idées sur l'amélioration de leur économie locale, il faut pourtant reconnaître que des influences s'exercent lentement, mais progressivement. Elles se font d'abord sentir dans un domaine matériel immédiat : la vie quotidienne est sensiblement transformée par des changements dans les habitations, dans la nourriture, dans le vêtement et dans les loisirs.

Déjà au début du XIX^e siècle, J.M. Lequinio⁴³ comparant son Finistère natal très casanier au Jura avec ses populations actives, notait les conséquences heureuses des migrations grandvallières : aisance et confort des habitations de Grandvaux, recherche dans les costumes. La comparaison des sédentaires et des migrants lui paraissait frappante.

Pour Martin Nadaud⁴⁴, les migrants maçons revenant régulièrement au village natal apportent des habitudes de vie acquises à la ville. Les bourgeois notables de la Creuse peuvent ironiser, mais ils constatent les conséquences des déplacements périodiques sur l'évolution des vêtements : « Voilà nos députés d'hiver qui arrivent avec de plus beaux vêtements que les nôtres ! ». Au lieu de la blouse traditionnelle ou du mauvais costume de droguet, les habits de confection pénètrent dans les villages des migrants bien avant que les marchands ambulants ou sédentaires en commencent la vente. Les migrants sont plus sensibles à montrer les vêtements d'origine urbaine qu'à répandre le moindre confort et les embellissements à l'intérieur des habitations ; cette mentalité est bien mise en relief par Martin Nadaud : « C'était alors un grand honneur pour nous (début de la Monarchie de Juillet), que de nous montrer à nos parents et à nos voisins, bien nippés et bien cravatés. Les modes amenées par la variété des draps et des étoffes que commençaient à produire et à livrer au public, nos usines et nos manufactures naissantes, s'emparaient de l'esprit des ouvriers. C'était bien naturel, nous n'avions jamais connu que le droguet qui faisait de nous des êtres lourds et pesants, se remuant gauchement et se tournant avec difficulté ». Mais l'aspect matériel du vêtement n'est pas le seul élément à intervenir, il y a aussi l'aspect psychologique : « Nous tenions à cette toilette, à un autre point de vue, c'est que le public nous voyant bien habillés nous prenait pour des jeunes gens de goût et de bonne conduite ».

Si le vêtement dans les campagnes creusoises subit l'influence des migrations très tôt, c'est qu'il est relativement peu coûteux (beaucoup de costumes sont achetés d'occasion dans le quartier parisien du Temple par les maçons) et durable, tout en étant personnel. Il n'en est pas de même de la nourriture et des intérieurs d'habitation qui intéressent des collectivités familiales. C'est beaucoup plus tard que des transformations apparaissent pour ces derniers domaines. Vers 1885, l'abbé Parinet⁴⁵ note qu'aux améliorations vestimentaires s'ajoutent une meilleure alimentation et des loisirs très variés. Plus tard, au début du XX^e siècle, à la veille de 1914, J.B. Perchaud⁴⁶ parlera de « maisons coquettes » des migrants retirés dans leur village des monts de la Marche et du Limousin (parties de la Haute-Vienne qui

touchent la Creuse et à la Corrèze).

La consommation de vin, très répandue dans les montagnes françaises où les migrations temporaires ont été importantes, ne s'expliquerait-elle pas par les déplacements périodiques des travailleurs ? J. Brunhes ⁴⁷ a dressé une carte montrant des régions non productrices de vin mais consommatrices d'une manière quotidienne (Massif Central, Alpes, Pyrénées). Dans le cas du Massif Central, des migrants saisonniers fréquentant régulièrement les vignobles du midi aquitain et languedocien ou du Couloir Rhône-Saône ont pu prendre l'habitude de la consommation durant leurs séjours de travail tandis que certains rapportaient même une provision de vin chez eux. Mais il faut aussi tenir compte de l'influence des villes où travaillent les migrants maçons ou porteurs d'eau ; à Paris et à Lyon, le marchand de vin (lui-même migrant temporaire) attire ces travailleurs et l'habitude de la consommation quotidienne est vite prise. Les conséquences des déplacements ne se font pas seulement sentir sur l'alimentation, mais aussi sur le développement de l'alcoolisme, comme nous l'avons vu. En Limousin, si le cidre ou l'eau ont fait place peu à peu au vin, comme boisson courante, il faut pourtant remarquer que les migrations temporaires dans les villes ne semblent pas avoir habituer les travailleurs revenus chez eux à consommer plus de viande. Martin Nadaud marque bien le contraste entre l'alimentation solide des migrants à Paris et celle, faible et monotone, consommée dans la famille lors des repos d'hiver.

L'influence des migrations temporaires sur le changement de boissons apparaît aussi dans un pays breton, celui de Roscoff, qui pourtant a fait des déplacements saisonniers assez tardivement. Les marchands d'oignons fréquentant la Grande-Bretagne ont pris l'habitude de consommer du thé, phénomène rare dans les campagnes bretonnes ; aux environs de Roscoff et de Saint-Paul-de-Léon, au début du XX^e siècle, la consommation devient courante. En même temps que les achats de thé, ces migrants introduisent dans leur intérieur breton divers objets rapportés d'Angleterre (ainsi des chromolithographies), ce qui donne une teinte britannique à la vie domestique, que l'on disait pourtant autrefois très formée et casanière ⁴⁸.

Certains observateurs du XIX^e siècle, peu favorables aux migrations temporaires qu'ils jugent plus dangereuses qu'utiles, disent que l'influence des déplacements n'est que superficielle et ne modifie pas matériellement les aspects anciens. Le Comte du Authier, à propos d'une petite commune rurale de la Creuse, en 1885 ⁴⁹, s'inquiète plus des conséquences morales que des changements matériels : « pauvres jeunes gens, de 12, 15, 18 ans qui vont s'exposer à la corruption et à tous les dangers des villes, à la propagande des francs-maçons, des libres-penseurs ! Quelques uns réalisent quelques économies, le plus grand nombre dissipe le fruit de leur travail ; ils reviennent le gousset vide mais revêtus d'habits bourgeois, dans lesquels ils grelottent l'hiver, achetés chez le fripier en échange de leurs vêtements solides et chauds faits avec la laine du pays. Ces pauvres enfants reviennent transformés au physique comme au moral ; au lieu de ces allures familières et respectueuses, ils rapportent cet air frondeur, cet esprit irrégulier de l'ouvrier des villes ».

Un autre observateur creusois, l'avocat Henry Clément ⁵⁰ insiste sur le fait que les migrants temporaires du bâtiment dans les villes ne connaissent généralement que les taudis, les mauvais logements, des conditions

hygiéniques lamentables ; comment alors peuvent-ils apporter chez eux des idées nouvelles pour rendre l'habitation plus gaie et plus confortable ? Ils reviennent au contraire avec des maladies (tuberculose) et des vices (alcoolisme). Les jugements de H. Clément en 1885 sont très proches de ceux du docteur Louis Bonnet émis en 1912 ⁵¹. Certes, des nuances sont à établir selon les activités des migrants, les milieux fréquentés et les caractères des individus.

Les marchands de toile ambulants du Cézalier (Auvergne) ⁵² sont ainsi très différents des maçons creusois. Au début du XXe siècle, ils ont apporté le goût de l'aisance, du confort et de la gaieté dans leurs nouvelles habitations : « Ils donnent aux chefs-lieux des communes, où ils tendent à se concentrer, une allure citadine qu'accentue l'aspect des maisons, batisses neuves et cossues, toutes blanches, couvertes d'ardoises... C'est là d'ailleurs que se borne la transformation du pays. Les émigrants rapportent du dehors le goût de leurs aises, celui de la propreté et celui de la belle apparence ; mais ils ne font pas pour autant progresser la vie locale ni l'économie agricole ».

La fréquentation des villes et des régions plus riches finissent par transformer lentement les mentalités rurales. Les migrants sont beaucoup plus portés à la dépense pour les loisirs. Ainsi, ils vont beaucoup plus souvent au café et entraînent les sédentaires dans ces habitudes nouvelles. Les distractions à la campagne étant assez limitées, ils se contentent ainsi de réunions amicales pour discuter et échanger des idées. Les migrations temporaires ont ainsi rendu la vie rurale moins casanière et moins monotone. Arbos ⁵³ pour le Cézalier, ne peut s'empêcher de remarquer combien les migrants temporaires, marchands de toile, ont fait apparaître de nombreux cafés dans les gros bourgs de condat-en-Feniers et de Marcenat (Cantal, canton de Condat, arrondissement de Saint-Flour). Le contraste est très marqué au début du XXe siècle entre les communes de migrants temporaires et les vieilles petites cités de sédentaires ; on peut opposer le bourg animé de Condat et la ville endormie de Besse.

La vie rurale domestique a été parfois aussi progressivement transformée par les nourrices et les servantes qui ont fait des séjours dans les familles bourgeoises urbaines. Le fait a été plus particulièrement observé dans le Morvan pour le XIXe siècle et le début du XXe siècle ⁵⁴. La nourrice sur lieu, morvandelle, a connu la vie agréable, confortable et variée des familles aisées parisiennes ; elle s'y habitue et son désir, à son retour dans le Morvan, est d'imiter tant bien que mal, cette vie bourgeoise enviée, dans la maison neuve et gaie qu'elle a réussi à faire construire avec les gains de ses « campagnes de nourriture ». Et c'est ainsi que l'influence parisienne pénètre dans les communes les plus reculées de la Nièvre et de la Saône-et-Loire, là c'est dans le costume, ici, c'est dans le foyer familial. Mais plus d'une ancienne nourrice ayant prolongé ses migrations temporaires en se faisant engager comme servante et cuisinière a réussi à se perfectionner dans l'art culinaire et, à son retour dans sa commune natale, introduit une nouvelle alimentation et des recettes pour mieux utiliser les produits alimentaires régionaux. Cette influence, difficile à saisir et rarement notée dans ses détails, a dû s'exercer aussi dans maintes régions françaises ⁵⁵. Nous avons pu noter des exemples dans la région lyonnaise (Dombes, Bresse, Bugey, Savoie,

Dauphiné, Monts du Lyonnais) de rurales ayant servi plusieurs années dans des familles bourgeoises lyonnaises et qui ont ainsi enrichi leurs connaissances culinaires pour le plus grand bien de leur famille restée au village.

Il est vrai que l'influence des migrations temporaires sur la manière de préparer et de valoriser les aliments s'exerce dans les deux sens : la ville peut éduquer la campagne, mais l'inverse apparaît aussi et permet de constater que des femmes rurales, par des séjours pluri-annuels ou une migration viagère, peuvent apporter aux milieux urbains un art qui conduit à transformer l'alimentation. Pour le début du XXe siècle, l'exemple de cette paysanne de la Creuse, Madame Génot, célèbre à Paris ⁵⁶, suffit à montrer combien les échanges campagne-ville, peuvent se faire dans les plus petits détails de la vie alimentaire quotidienne. Les conséquences des déplacements périodiques se font sentir ici, non seulement dans le domaine de la nourriture, mais aussi dans celui des loisirs, ceux de la bonne table.

La vie quotidienne des campagnes françaises connaissant les migrants temporaires, comme celle des villes accueillant ces mêmes migrants, a certainement subi les conséquences des allées et venues des ruraux se déplaçant sans cesse. Peu d'observateurs ont cherché à noter les changements survenus et à les expliquer par les migrations. Pourtant, le plus modeste rural migrant peut exercer son influence sur l'alimentation : marchand de fromages et de salaisons, domestique-cuisinière, éduquée dans la cuisine bourgeoise, charcutier saisonnier exerçant dans les villes, etc... Les modes vestimentaires, les manières de construire les habitations, les aménagements des intérieurs domestiques, les manières de vivre et les loisirs peuvent évoluer avec les apports, volontaires ou non, des migrants.

NOTES – QUATRIEME PARTIE – Chapitre II

- 1 J. MICHELET : *Tableau de la France. Géographie physique, politique et morale* (Paris, 1875, 84 p.), p. 25.
- 2 J. MICHELET : *Le Peuple* (1844), 6e édition, 1885, p. IV.
- 3 M. NADAUD (801) p. 77-78 et 161. La dette est lentement éteinte.
- 4 Aussi dans l'enquête de 1848 (décret du 25 mai) sur les conditions du travail : A.N. : C.943-C.969. Un exemple dans le Bugey (Ain, C.943, canton Champagne-en-Valromey). Cf. A.CHATELAIN (674) p. 158.
- 5 P. ROUX (824) p. 13-14.
- 6 L. BANDY DE NALECHE (708) p. 21-23.
- 7 M. NADAUD (801) p. 77-79.
- 8 E. LANDSBERG (776) p. 163-164 ; l'enquête date de 1850.
- 9 M. NADAUD (801) p. 8-9. Plus tard, lors de l'enquête de 1848, dans le Cantal (ANC 948) le Canton de Chaudes-Aigues notera, à propos des migrations : « C'est par l'argent qui en provient que beaucoup de maisons se conservent ».
- 10 E. CHABRAND (563) p. 410. Voir aussi : R. BLANCHARD (547) p. 161 pour Aiguilles et P. ROUX (824) p. 98-102 pour l'Auvergne.
- 11 LEGRAND D'AUSSY (779) p. 295, vol. III.
- 12 BAUDET-LAFARGE (710) p.19
- 13 F. ESQUIROU DE PARIEU (805) p. 108 et 163-164.
- 14 P. ROUX (824) p. 99-100.
- 15 Cité par ESQUIROU DE PARIEU (805) p. 164.
- 16 Reproduit par FAVONE (761) p. 48-50.
- 17 Enquête 1912 (11) p. 108.
- 18 DEFOURNOUX LA CHAZE (741) p. 21 et 25.
- 19 P. BOZON (724) p. 124.
- 20 E. PARINET (806) p. 243.
- 21 DEFOURNOUX LA CHAZE (741) p. 16-20. Déjà avant la Révolution LEGRAND D'AUSSY (779) p. 295 du vol. III signalait pour l'Auvergne la hausse des prix des terres, du fait des migrations "malgré leur peu de rapport, il y a tel canton des Monts Dore et des Monts Cantal, où les terres sont aussi chères que dans les meilleurs et les plus fertiles départements de la France".
- 22 *Enquête 1866*, vol. II, des enquêtes départementales, p. 91 (Loiret).
- 23 Id^o, p. 393, (Yonne).
- 24 A. FEL, (762) p. 151-152.

- 25 A. JOANNE : *Dictionnaire de la France* (2^o édit., 2 vol. 1869), p. 655-656, du vol. I.
- 26 L. DE LAVERGNE : *Economie rurale de la France depuis 1789* (1^o édit. 1860), 4^o édit. 1877, 477 p. ; p. 380-382.
- 27 DEFOURNOUX LA CHAZE (741) p. 46-47 et 66-68.
- 28 J. BRUNHES (43) p. 452 du tome 2.
- 29 POREE : *Cahiers de doléances du bailliage de Sens pour les Etats Généraux de 1789* (Auxerre, 1908), p. 452. Aussi P. FROMONT (289) p. 207.
- 30 HITIER (109) p. 434-440.
- 31 A. FIETTE : *Le département de l'Aisne* (Paris, 1960) p. 192.
- 32 G. J. JERPHANION (771) p. 30
- 33 Abbé L. MAILLET-GUY (689), P. DEFFONTAINES (682), S. DAVEAU (679) p. 204.
- 34 LEVAINVILLE (781) p. 274-275.
- 35 Nous avons pourtant analysé le cas breton de Roscoff où légumes et fruits ont été écoulés grâce aux migrations temporaires.
- 36 ARBOS (698) p. 73.
- 37 M. J. DUPLESSY (752) p. 171.
- 38 A.N. : F. 20 / 435 pour le Premier Empire et A.D. des Pyrénées-Orientales : M. 3123 pour l'enquête de 1848 (25 mai).
- 39 M. CHEVALIER (498) p. 681.
- 40 Id^o.
- 41 A. ALLIX (534) p. 763-765.
- 42 A. DURAND (753) p. 384-386.
- 43 J.M. LEQUINIO (688) tome I, p. 260 et suiv.
- 44 M. NADAUD (801) p. 66-67 (1^o édit.).
- 45 E. PARINET (806) p. 240-242.
- 46 J.B. PERCHAUD (808) p. 80.
- 47 J. BRUNHES (43) p. 469 du tome 2.
- 48 C. VALLAUX (482) p. 189.
- 49 In « Abeille de la Creuse » du 21.2.1886.
- 50 H. CLEMENT (733) p. 356 et suiv.
- 51 L. BONNET (199) et A. CHATELAIN (209).
- 52 Ph. ARBOS (701) p. 596.

53 Ph. ARBOS (698) p. 192.

54 LEVAINVILLE (781) p. 277.

55 Un exemple du désir de la domestique de se perfectionner : SAUGET-MOUILLOIN (240).

56 R.J. COURTINE : *La gastronomie* (Paris, 1970) p. 69-70.

CHAPITRE TROISIEME

LES CONSEQUENCES SOCIALES SUR LES MILIEUX DE DEPART ET SUR LES MILIEUX D'ACCUEIL

Une société rurale établie dans un milieu naturel peu favorable à une vie active sédentaire permanente ou vivant de ressources locales insuffisantes a été, durant des siècles, obligée de faire des déplacements périodiques pour survivre, en refusant l'exode définitif. Une telle société, dans des conditions de vie particulières reposant sur des relations humaines intenses, ne peut qu'évoluer. A l'inverse d'une société rurale complètement sédentaire, casanière et refermée sur elle-même, cette société ouverte subit les conséquences des migrations. Toutes les classes, pratiquant ou non les déplacements, finissent par ressentir les effets de cette vie de relations. On peut donc opposer, jusqu'au milieu du XIXe siècle, deux types de société rurale française : le type casanier et figé (que l'on peut trouver dans des pays de l'Ouest et du Bassin parisien) et le type mobile et évoluant sans cesse (c'est généralement celui des pays de montagne, mais des régions de faible altitude le connaissent aussi). Les historiens ont ignoré cette opposition et ont donné une image faussée de la société d'Ancien Régime ; pour eux c'est la monotonie de la vie rurale cloisonnée : « Les campagnards vivent enfermés dans leurs villages, d'une vie médiocre et sans confort, toujours la même depuis des siècles, rudes travailleurs, âpres au gain, à peu près sans contact avec le dehors »¹ ; « Les sociétés rurales ont été, durant des siècles, de petits mondes clos juxtaposés, n'ayant de relations avec l'extérieur que par l'intermédiaire d'un pouvoir civil et religieux — plus ou moins oppresseur — qui les gouvernait »².

Il ne s'agit pas seulement de connaître les effets des migrations temporaires sur l'évolution de la vie rurale et sur les classes sociales des milieux de départ, il faut aussi chercher à saisir les conséquences des déplacements sur la vie sociale et sur les classes sociales des lieux d'accueil et de séjour des migrants, que ces lieux soient urbains ou ruraux.

Or, des historiens ont été surtout frappés par les conséquences des migrations sur les milieux urbains et n'ont ainsi retenu qu'une partie du phénomène large et complexe qui conduit une société rurale à vivre temporairement en ville. Louis Chevalier³ a eu le mérite de mettre en relief, à propos de Paris pendant la première moitié du XIXe siècle, les difficultés et l'inadaptation de classes sociales laborieuses que l'on finit par considérer comme dangereuses. Mais il s'agit de savoir si ce malaise ou cette maladie sociale est propre à la première moitié du XIXe siècle ou si le phénomène n'a pas une plus longue durée, avant et après ce demi-siècle, si l'inadaptation n'accompagne pas les migrations temporaires intenses qui se maintiennent ou se développent dans la grande ville attractive. Lorsque les migrations de longue durée remplaceront les migrations saisonnières et pluri-annuelles, la population d'origine rurale plus stable et moins inquiète s'intégrera beaucoup mieux.

I - LES MIGRATIONS TEMPORAIRES ONT ATTENUÉ LA MISÈRE DE CERTAINES CAMPAGNES

Sans doute au point de vue social toutes les migrations temporaires n'ont pas eu un résultat toujours positif et un succès certain. Les retours de migrants montrent les conséquences inégales et parfois opposées : certains sont satisfaits et apportent des gains appréciables, d'autres reviennent les poches vides et doivent même compter avec les secours accordés aux indigents. Le même travailleur sérieux et économe fera une bonne « campagne », laquelle sera suivie d'années très mauvaises permettant tout juste d'acquitter les dépenses de séjours et les frais de route. Il faut en effet compter avec les possibilités plus ou moins grandes de travail, avec les offres des entrepreneurs et des employeurs, avec la clientèle ; en un mot avec la conjoncture favorable ou défavorable. Dans ses *Mémoires de Léonard*, Martin Nadaud nous a fait sentir les aléas et les possibilités de la migration temporaire du rural. Des parents qui attendent le retour du fils, lequel ne peut rien rapporter : « Ma mère, ma chère mère, vous allez être bien mécontente de moi, et mon père aussi. Vous pouvez croire que ma conduite a été celle d'un enfant libertin, ingrat, qui a oublié tout ce que vous avez été pour lui ; mais je n'ai pas d'argent, cherchez dans ma poche vous n'y trouverez pas cent francs. N'oubliez pas que j'ai eu à payer mon médecin, mon boulanger et ma logeuse, et qu'à la suite de ma chute, je suis resté trois mois sans travailler ». Alors elle se mit à verser d'abondantes larmes. Tout en sanglotant, elle me fit le récit de l'embarras où nous nous trouvions »... 4.

Cette mauvaise année de 1833 est suivie de meilleures « campagnes » particulièrement celle de 1838 : « Cette campagne de 1838, pour mon père et pour moi, devait être assez fructueuse. J'avais travaillé sans relâche, fêtes et dimanches, sans perdre de temps, au prix de 4 francs par jour. Puis, c'est cette même année que j'ouvris l'école... et j'en retirai plus de 300 francs. Un moment, j'avais cru que ce long travail qui commençait à 5 heures du matin, et ne se terminait qu'à 11 heures du soir serait au-dessus de mes forces... Enfin, je remis 700 francs à mon père, il en avait économisé 400, nous fîmes un paiement de 1000 francs » 5.

Les dépôts d'Archives départementales ont souvent conservé les états des secours de route versés aux indigents en déplacement (loi du 13 juin 1790 accordant 3 sols par lieue, puis 30 centimes par myriamètre ; 30 km en moyenne entre les gîtes) 6. Dans les listes des secourus, il est assez facile de reconnaître des migrants temporaires ruraux. Mais on ne peut se fier à ces listes pour connaître l'importance des migrants temporaires indigents, car certains très pauvres évitent de demander ces secours tandis que des migrants plus à l'aise cherchent à en profiter le plus possible. Il faut donc tenir compte de certaines mentalités : les maçons creusois demandent rarement des secours et préfèrent l'auberge connue au gîte d'étape contrôlé par l'administration ; par contre les colporteurs pyrénéens en usent beaucoup plus 7.

De toutes façons, il semble bien qu'en général le contingent de migrants temporaires revenus comme indigents soit assez faible par rapport aux troupes nombreuses de partants. Le rural migrant qui a mal réussi dans ses déplacements sait pourtant utiliser toutes les activités et n'hésite pas à

mendier s'il y a nécessité ; il préfère même employer ce procédé plutôt que les secours de route pour indigents qu'on lui offre. La mendicité professionnelle n'est-elle pas d'ailleurs une activité normale pour certains Auvergnats ou Francs-Comtois ? Avoir obtenu sa nourriture hors de sa région d'origine, même si l'on ne rapporte pas d'argent au retour de la migration, n'est-ce pas déjà avoir un bénéfice ?

Aussi, on peut finalement admettre qu'une des conséquences importantes des migrations temporaires dans le domaine social est d'avoir atténué la misère de certaines régions. Que seraient devenues les populations pauvres d'Auvergne, du Limousin, du Morvan, du Vivarais, de Savoie, du Dauphiné, de la Haute-Provence, du Comté de Nice, d'une grande partie des Pyrénées, de la Basse-Normandie, du Maine, de la Basse-Bourgogne et de la Lorraine, si elles n'avaient pu fuir temporairement leur région aux ressources insuffisantes ? Les migrations temporaires ont certainement réduit une mortalité provoquée par la faim et la misère.

A cet aspect que l'on pourrait trouver faiblement positif, s'en ajoutent d'autres et que les rapports préfectoraux ont souvent mis en relief : les déplacements périodiques assurent une vie économique et sociale normale pour de nombreuses communes. Mieux encore, ils permettent une évolution vers le mieux-être social et ouvrent des horizons vers une ascension sociale possible. Ainsi, par les migrations, les habitants des montagnes les plus deshéritées ont, au XIX^e siècle, beaucoup plus d'avenir que les ruraux sédentaires des communes aux terroirs les plus riches. Ils peuvent choisir des activités qui permettent le passage dans des catégories sociales privilégiées ; ils ne sont pas rivés à une société rurale figée et l'esprit d'entreprise est beaucoup plus développé chez eux que dans les milieux ruraux de sédentaires.

Aussi, certaines régions de migrants temporaires comme la Savoie, le Dauphiné, l'Auvergne et le Limousin n'ont pas manqué de faire ressortir l'importance des compatriotes qui « ont réussi » des listes de gens connus et estimés ont été dressées par des chercheurs locaux ou régionaux⁸.

Dans cette réussite et dans cette ascension sociale, les qualités personnelles, l'expérience et l'habileté dans une activité préférée comptent le plus et les migrants temporaires ont porté inégalement un intérêt à l'instruction. Sans doute, une instruction élémentaire peut être utile, mais on ne cherche pas toujours à la développer d'une génération à une autre. Le Breton Le Quinio⁹, admirant les migrants jurassiens de Grandvaux, met en relief leur instruction mais pense surtout à l'intérêt politique : « Toutes ces tribus voyageuses de Saint-Laurent et des alentours savent très bien lire, écrire et calculer. La soif des papiers-nouvelles (journaux) est une de leurs jouissances ». Dans les Hautes-Alpes, ce ne sont pas les migrants les plus instruits qui réussissent le mieux ; les migrants-instituteurs sont moins aisés et estimés que les colporteurs. Le journaliste et littérateur Eitenne Jouy¹⁰ en 1819, rapporte les propos d'un colporteur s'adressant à un instituteur : « Cessez donc d'attacher tant d'importance à un vain savoir qui rapporte si peu ».

Mais c'est plus particulièrement dans le Massif Central qu'on attache assez peu de valeur à l'instruction et que l'on accorde plus de confiance à l'expérience. Les marchands de toile auvergnats, même enrichis, ne font guère

instruire leurs enfants. Ceux-ci suivent l'école, au début du XXe siècle, jusqu'à l'âge de 13-14 ans puis font l'apprentissage des affaires avec les parents durant les migrations. Rares sont alors ceux qui reçoivent une instruction plus soignée dans l'enseignement secondaire. Si l'instruction était plus poussée, la tentation serait grande d'abandonner le métier familial et les déplacements. Or, la tradition des activités est ici respectée ¹¹. L'activité reste matérielle : « L'idéal est tout matériel : faire fortune le plus rapidement possible. Ces montagnards, lorsqu'ils échappent aux influences traditionnelles, quelles que soient leurs aptitudes à réussir dans les affaires matérielles, se montrent incapables de remplir leur fonction normale d'éducateurs de leurs enfants. Le besoin d'instruction plus développé apparaît parfois lorsque la migration saisonnière fait place à une migration de plus longue durée. On sent alors mieux le besoin de s'intégrer dans la classe bourgeoise qui attache de l'importance à une éducation poussée.

Dans le Limousin voisin, les migrants maçons ne sont pas plus instruits que les Auvergnats, même lorsqu'ils parviennent à faire une certaine ascension sociale. La migration a rarement pour conséquence de permettre l'acquisition d'une instruction utile. Martin Nadaud ¹² cite, dans ses *Mémoires*, des maîtres compagnons, des appareilleurs travaillant avec les meilleurs architectes et entrepreneurs et ne possédant aucune instruction : « Ils avaient appris seulement à signer leurs noms sans connaître les lettres de l'alphabet. Ces vaillants et énergiques Creusois suppléaient à leur manque d'instruction, par des qualités naturelles de premier ordre, un grand amour du travail, et en surmenant leur riche mémoire ». Le migrant député-maçon va même plus loin, il cite des entrepreneurs célèbres qui s'occupèrent des travaux du Louvre et qui, anciens maçons, étaient illettrés. Pourtant, certains migrants maçons, et c'est le cas de Martin Nadaud, ont cherché à s'instruire durant leur temps de migration, en portant l'effort non seulement sur l'instruction générale mais aussi sur l'éducation professionnelle et technique. Ils furent, sans doute, au XIXe siècle une minorité et peuvent être considérés comme des précurseurs de l'enseignement technique.

On a parfois reproché au système des migrations périodiques de conduire à négliger l'instruction des enfants ¹³, car le père étant absent durant une bonne partie de l'année, toutes les charges de l'exploitation agricole retombent sur les femmes et les enfants et ces derniers très occupés ne peuvent fréquenter une école. Quand arrive l'âge de 13-14 ans, les garçons suivent le père dans la migration et partent ainsi sans instruction ou avec un très faible bagage intellectuel. Peut-être est-ce là une des graves conséquences des migrations temporaires, système de vie difficile à concilier avec une école rendue obligatoire.

Pourtant, même avant la seconde moitié du XIXe siècle où l'on voit un effort d'instruction avec le passage aux migrations de longue durée, des exemples peuvent être cités de migrations temporaires conduisant à un développement intellectuel. Ce sont les petits ramoneurs savoyards ou auvergnats bénéficiant à Paris dès le XVIIIe siècle de l'instruction élémentaire répandue par l'œuvre charitable « Les petits Savoyards » de l'abbé de Pontbriand, puis de l'abbé de Fénelon ¹⁴. En Alsace et en Lorraine, au début du XIXe siècle ¹⁵, des migrations d'enfants se développent entre les deux

provinces de l'Est, pas seulement pour de petits travaux agricoles (comme la garde de petits troupeaux), mais pour permettre d'apprendre plus facilement une seconde langue (l'allemand en Alsace pour les Lorrains et le français en Lorraine pour les Alsaciens). La même conséquence intellectuelle des migrations est aussi signalée en Bretagne ¹⁶, « avant la vulgarisation de l'instruction primaire, les bretonnants de Bubry (canton de Plouay, Morbihan) et du pays envoyaient leurs enfants comme pâtres chez les fermiers de la partie gallaise voisine pour les familiariser avec la langue française ». Des Bretons du Pays de Léon et du Nord-Finistère fréquentant régulièrement la Grande Bretagne pour vendre leurs produits agricoles (oignons, fraises) finiront par connaître la langue anglaise au début du XXe siècle. C. Vallaux ¹⁷, en 1905, insiste sur les bienfaits intellectuels et sociaux de ces déplacements saisonniers de la Bretagne vers l'Angleterre : « Tous ces vendeurs savent l'anglais un peu ou fort bien, sont communicatifs, déliés, souples ».

Lorsque dans la seconde moitié du XIXe siècle, les migrations saisonnières ou pluriannuelles feront place à des migrations de plus longue durée (migrations viagères particulièrement), le rural ne pourra plus se contenter de ses qualités physiques et manuelles, de son expérience ; il devra acquérir plus d'instruction avant ou pendant la migration pour s'élever socialement. Nous avons vu le cas des Corses, mais bien d'autres migrants ont dû s'adapter. Dans le Limousin, un inspecteur primaire ¹⁸ observant la Haute-Vienne à la veille de 1914 écrit : « L'émigrant est presque toujours un homme de progrès et d'initiative... recherchant ardemment l'instruction à cause des avantages qu'elle procure dans la lutte pour la vie ; les cantons où l'on émigre sont ceux où, depuis longtemps, on ne trouve plus d'illettrés ». Cette dernière affirmation est sans doute discutable, mais il est bien certain que beaucoup de migrants ont senti le besoin d'une instruction plus développée ; cela pour la femme comme pour l'homme. Le rural sédentaire dont l'avenir est assuré sur place, dans sa commune, éprouve peut-être moins ce besoin que le candidat au départ qui fera carrière ailleurs sans être un déraciné du village ou du bourg. En ce sens, la migration est un stimulant à l'instruction et par conséquent les effets s'en font sentir du point de vue social : il ne s'agit plus seulement d'atténuer la misère et les insuffisances, il faut parvenir à un niveau social élevé et à des activités qui marquent des progrès. Désormais, la migration est préparée minutieusement, elle est allongée dans sa durée pour en tirer pleinement des avantages économiques et sociaux. Désormais le migrant maçon sérieux peut devenir plus facilement un entrepreneur expérimenté et instruit, le colporteur s'élever au rang de marchand spéculateur, le marchand-boutiquier, ne plus se contenter du débit de vin mais organiser et diriger restaurant et hôtel, le soldat engagé parvenir à être sous-officier et même officier. Les conséquences sociales des migrations nouvelles étayées par l'instruction deviennent dès lors importantes au début du XXe siècle.

Ainsi, les migrations temporaires, sous leurs diverses formes, ont eu des conséquences très différentes sur la société rurale de départ : atténuer la misère, enrichir l'expérience et développer les qualités permettant un relèvement de niveau de vie et une gamme plus variée de catégories sociales,

finalement encourager l'instruction lorsque les migrations s'allongent en durée car il arrive un moment où la qualification manuelle et l'expérience ne permettent plus de lutter et d'atteindre les meilleures situations sociales. Mais désormais les migrants, portés à un niveau plus élevé de la société et absents pour une longue durée, échappent en grande partie à la société rurale qui se trouve ainsi déséquilibrée et affaiblie. L'exode rural a une grave conséquence sur cette société rurale ; il la prive de ses meilleurs éléments et lorsque ces derniers reviennent au pays d'origine sur la fin de leur vie, ils n'ont plus la même activité et leur action est limitée. Les cas de migrations saisonnières mercantiles qui ont pu être maintenues (Auvergne, Corrèze, Savoie) au début du XXe siècle montrent alors combien la société rurale qui en découle reste diversifiée et dès lors l'opposition est très nette avec les communes où prédominent les migrations pluriannuelles ou viagères. De toutes manières, on ne pouvait guère demander aux migrants temporaires qui ont toujours regardé vers l'extérieur et qui ont toujours vécu des ressources de l'extérieur, d'installer dans leur pays d'origine des activités qui y maintiendraient la population et permettraient des classes sociales diverses. Les insuffisances constatées pour l'agriculture aux mains des migrants temporaires apparaissent aussi dans les autres domaines économiques. La société rurale a pu bénéficier des déplacements périodiques, mais elle en a aussi souffert.

II - LA SOCIÉTÉ URBAINE A SENTI LE POIDS DES MIGRANTS TEMPORAIRES INADAPTES ET VIVANT EN MARGE

Sans doute, les migrants temporaires fréquentant les régions rurales françaises n'ont guère dérangé la société rurale qui demande leurs services et ne les voit que passer. Si l'on met à part les arrivées massives de moissonneurs et de vendangeurs qui peuvent parfois troubler l'ordre, les autres migrants se présentent individuellement ou par petits groupes. Quelques fixations plus durables, mais assez rares durant la première moitié du XIX^e siècle, viennent apporter plus de diversité sociale dans un milieu rural très stable en général.

Par contre, les séjours des migrants dans les milieux urbains et surtout dans les grandes villes peuvent avoir des conséquences sociales graves. Il s'agit en fait, d'une société non urbaine qui vit au milieu de la société urbaine sédentaire sans toujours s'intégrer, s'adapter, puisque ces migrants savent très bien qu'ils ne sont dans la ville que provisoirement, pour en profiter, et qu'ils rejoindront leur milieu social d'origine. C'est donc une société marginale qui se contente d'un genre de vie très sommaire : vie dans des chambrées, des garnis, sinon dans des refuges ou des taudis, fréquentation des débits de vin et des lieux d'embauche, travail dispersé et presque toujours au grand air. La rue est pour le migrant temporaire un refuge, parfois un lieu d'activité, un lieu d'échange d'idées et de contacts humains. Comme les hommes constituent la presque totalité de cette société marginale temporairement dans la ville, il se pose des problèmes de déséquilibre sexuel, psychique et sociologique. Le manque de présence de la famille, de la femme, des enfants, a des conséquences graves sur la vie et sur le comportement du migrant temporaire. La mentalité du rural transplanté provisoirement à Paris au XIX^e siècle n'est pas très éloignée de celle de l'étranger ou du Nord-Africain du XX^e siècle séjournant temporairement.

Il s'agit de savoir si ce malaise social, cette inadaptation presque volontaire, cette vie marginale qui ont conduit les citadins sédentaires à considérer cette société vivant provisoirement dans la ville comme dangereuse, bien que laborieuse et indispensable au monde urbain, constituent un phénomène propre à la première moitié du XIX^e siècle ou si nous avons là une conséquence sociale des migrations qui apparaît bien plus largement dans le temps. Louis Chevalier s'en tient au demi-siècle indiqué pour faire son analyse. Mais Fernand Braudel ¹⁹ pense qu'il y a là un danger à vouloir trop limiter l'étude dans le temps : « Je m'étonne que le Paris de la Restauration et de la Monarchie de Juillet n'ait pas été plus minutieusement comparé aux Paris qui l'ont précédé et suivi... J'ai, pour ma part, l'impression que l'aventure parisienne qui nous est contée par L. Chevalier n'est malheureusement pas aussi exceptionnelle qu'il le croit et, par exemple, qu'à côté du Paris du XVI^e siècle et de Louis XIII, les horreurs du premier XIX^e ne sont qu'eau de rose... » De son côté, Jacques Rougerie ²⁰ pense qu'il faut aller au-delà de 1850 pour constater l'importance de la maladie dont souffre Paris, du fait de la croissance démographique rapide due aux migrations : « Si je diverge pour ma part d'avec L. Chevalier, c'est qu'il me paraît que cette maladie qu'il dit (momentanément) guérie après 1850, ne l'est pas encore en réalité... La ville

continue de grandir exagérément, et c'est sous le second Empire qu'elle a connu ses croissances les plus rapides ».

Pour nous, le malaise social ou la maladie de Paris ne vient pas tant de la croissance rapide, mais des types de migrants qui arrivent dans l'agglomération. La mentalité du migrant n'est pas la même si le séjour est prévu comme temporaire ou s'il doit devenir définitif. Le migrant se contente de peu et pense surtout à économiser, mais il mène une vie quelque peu anormale, loin de sa famille, de ses biens, de sa communauté et de son milieu physique et humain habituel. Sa psychologie se ressent des absences et du milieu différent dans lequel il vit, mais il ne fait pas effort pour s'intégrer puisqu'il sait qu'il ne vivra pas toujours dans ce milieu. La mentalité du migrant définitif est très différente, car ce nouveau Parisien cherchera à se mieux loger, à se mieux nourrir et à organiser sa vie en utilisant tous ses gains ; il n'a pas le souci d'économiser pour le retour de migration. Le désir d'adaptation et d'intégration apparaît chez le second et ce fait est important pour une évolution rapide. Mais c'est aussi la vie de famille à Paris qui lui donne une vie normale. La vie de « célibataire » même pour les gens mariés, est pour le migrant temporaire un facteur de libertés, de loisirs, de violences, de débauches, de dangers. Or, de nombreux migrants ruraux viennent d'abord à Paris en « célibataire » même lorsqu'ils sont mariés ; ils y prennent des habitudes de vie qui ne disparaissent guère facilement lorsqu'ils se marient ou lorsqu'ils font venir femmes et enfants à Paris. Le tableau que donne le docteur Louis Bonnet des migrants creusois en 1912 à Paris est des plus significatifs ²¹ : taudis, débauche, alcoolisme, familles désorganisées, éducation des enfants négligée, etc... Il y a là des séquelles des migrations temporaires anciennes et le malaise social s'est largement et profondément étendu. Il atteint désormais femmes et enfants et non plus les seuls hommes comme dans la première moitié du XIXe siècle ; les femmes doivent chercher du travail et en même temps élever leur famille tandis que les hommes mènent une vie anarchique et sont souvent une charge et un danger. Les enfants sont livrés à eux-mêmes et cette enfance malheureuse née des migrations croissantes permet de mieux saisir le paroxysme d'une maladie sociale urbaine.

Ainsi, les conséquences sociales des migrations des ruraux dans les villes n'ont pas toujours des aspects bienfaisants. Si la fréquentation des milieux urbains a permis parfois un relèvement du niveau de vie, des possibilités d'ascension sociale, elle a aussi conduit à des situations sociales lamentables.

La vie marginale, incertaine et sommairement organisée des migrants ruraux venus à Paris ou dans d'autres grandes villes françaises comme Lyon, apparaît d'une manière constante dans les documents et dans les écrits littéraires. Avant la Révolution, au XVIIIe siècle, comme à la veille de 1914, ce sont les mêmes entassements incommodes et dangereux dans les chambrées, les refuges, les bouges et les taudis ; au XXe siècle, le relais sera assuré par les masses de migrants temporaires étrangers, eux aussi victimes des « marchands de sommeil ». Une constante apparaît ainsi : la migration temporaire dans le milieu urbain assure le recrutement des masses mal logées, exploitées et non intégrées dans la société urbaine normale.

Au XVIIIe siècle, les taudis des ramoneurs et des décrotteurs séjournant

à Paris semblent plus avoir frappé les étrangers sensibles à cette vie misérable que les sédentaires parisiens habitués à de tels spectacles, même lorsqu'il s'agit d'ecclésiastiques charitables qui pensent surtout aux secours religieux plus que matériels et sociaux. L'entassement dans les logis-bouges malsains des quartiers du cloître Saint-Merry, de la Montagne Sainte-Geneviève, de Saint-Marceau est tel que la santé physique et morale est toujours compromise ; cela d'autant plus que les maîtres-ramoneurs sont très durs, cupides, exploiters de toutes les situations. Tel observateur ²² réussissant à pénétrer dans un logement de ramoneurs savoyards ne trouve que certains termes pour exprimer son dégoût et son indignation : « misérable caverne », « entrée remplie d'ordures », « pièce noircie de fumée et salie de tous côtés », « grabats de paille hachée » et encore s'en tient-il aux aspects purement matériels en évitant des jugements sur le problème social.

Cent ans plus tard, les taudis non seulement subsistent pour les migrants temporaires mais ils se sont multipliés et on les voit très dispersés. Les maçons limousins continueront au cours du XIXe siècle à loger dans les garnis des immeubles délabrés, humides et sans confort où l'entassement est de règle ²³. Cette vie collective des garnis, du soir et de la nuit fait suite à une autre vie collective sur les chantiers et chez les marchands de vin : labeur, repas, moments de détente intéressent toujours la communauté. Rares sont les moments où la vie sociale du migrant temporaire prend une forme individuelle. Certes, le migrant n'est pas un isolé dans la ville puisqu'il vit dans un groupe de compatriotes, mais néanmoins il ne vit pas la vie du citadin fixé dans la cité et en ce sens il est considéré comme vivant en marge du milieu proprement urbain. Aussi cette vie sociale particulière conduit le bourgeois ou l'artisan sédentaire à une sorte de méfiance : le migrant temporaire est encore un rural, un inadapté, un révolté en puissance dont il faut se garder dans les périodes de crises et de difficultés : Ne trouve-t-on pas ces migrants parmi les acteurs des révolutions du XIXe siècle ?

NOTES — QUATRIEME PARTIE — Chapitre III

- 1 E. COORNAERT, in « L'Information historique », 1952, p. 209-210.
- 2 M. FAURE : *Les paysans dans la société française* (Paris, 1966, 344 p.) p. 194.
- 3 L. CHEVALIER (211).
- 4 M. NADAUD (801) p. 72 (1^e édition).
- 5 Id^o, p. 161.
- 6 A. LAUNAY (127).
- 7 Voir particulièrement A.D. Ille-et-Vilaine : 10 Mb 1 et 10 Mb 2 (1826-27 ; 1864-81).
- 8 Particulièrement en Savoie : F. MIQUET (623 à 631) en Auvergne : A. BONNEFOY.
- 9 Cité par L. FEBVRE (684) p. 248.
- 10 E. JOUY (120) p. 236 du tome 10.
- 11 P. ROUX (824) p. 101-102.
- 12 M. NADAUD (801) p. 111-115 de la 1^e édit.
- 13 G. DERENNES (746) p. 99, pour la Creuse.
- 14 M. GUILLOT (228).
- 15 MARQUIS (339) p. 138.
- 16 J. CHOLEAU (460) p. 31.
- 17 C. VALLAUX (482) p. 189. Même en Creuse, la langue française est apprise dans les migrations et l'on parle le patois au village. Cf. VIDALENC (174), p. 319. On voit le rôle des migrations pour répandre le français.
- 18 J.B. PERCHAUD (808) p. 80.
- 19 L. CHEVALIER (211) F. BRAUDEL : *Ecrits sur l'Histoire* (Paris, Flammarion, 1969, p. 233) et Annales E.S.C., mai-juin 1960.
- 20 Jacques ROUGERIE : *Paris libre 1871* (Paris, 1971, 286 p.), p. 15.
- 21 L. BONNET (199) et A. CHATELAIN (209).
- 22 J.G. VILLE cité par M. PITSCH (239) p. 77.
- 23 Il suffit de reprendre les nombreuses descriptions particulièrement de Martin NADAUD (801) et de H. CLEMENT (733).

CHAPITRE QUATRIEME

LES CONSEQUENCES MORALES ET RELIGIEUSES DIFFICILES A SAISIR ONT ETE NOMBREUSES

Les déplacements rythmés des ruraux dans des pays plus ou moins éloignés et dans les villes ont fini par laisser des traces dans les mœurs et dans les comportements religieux, mais très inégalement selon les milieux de départ. L'évolution des habitudes, de la morale et de la pratique religieuse est généralement très lente et de ce fait difficile à saisir. Les jugements sur l'influence des migrations sont portés très souvent par des personnes peu favorables aux déplacements (notables, ecclésiastiques) et par conséquent pas toujours objectifs. Les administrateurs eux-mêmes se laissent influencer par ces personnes et les enquêtes ne sont parfois que le reflet des opinions des notables et des « personnes bien pensantes ». Aussi, les documents, dans les domaines moral et religieux, doivent être utilisés avec prudence ; ils montrent autant les mentalités des sédentaires que des migrants.

Deux remarques peuvent être faites au départ : les hommes ayant surtout pratiqués presque seuls les déplacements périodiques, l'élément féminin généralement plus fidèle aux traditions et aux idées reçues est moins touché directement ; des milieux ruraux de migrants sont plus imperméables que d'autres aux influences venues de l'extérieur (les Savoyards et les Bretons peuvent ainsi être opposés aux Limousins et aux Morvandiaux et Bas-Bourguignons). La réceptivité des idées nouvelles est donc très inégale et très variable d'une région à l'autre, parfois d'un village à l'autre. Il faut aussi tenir compte du genre d'activité du migrant, s'il fait sa migration individuellement ou en groupe. Il est bien certain que l'entraînement collectif joue parfois d'une manière considérable et les vendanges ou les moissons sont des réunions de travail qui dérangent considérablement les mœurs. De même, l'activité exercée en ville conduit plus facilement le migrant à changer ses habitudes, ses comportements que l'activité maintenue dans d'autres milieux ruraux. Aussi, les craintes d'une évolution trop rapide des mœurs et de la pratique religieuse sont surtout celles qui sont adressées aux migrants revenus des milieux urbains. La ville est presque toujours, pour le curé du village ou pour le notable, un lieu de perdition, un foyer d'idées dangereuses dont il faut se protéger. Bien avant le développement de l'instruction et de la presse, les régions de migrations temporaires ont été gagnées par de nouvelles mœurs et de nouvelles attitudes envers la religion. La propagande orale, pendant la première moitié du XIXe siècle surtout, a joué beaucoup plus dans les villages de migrants que l'influence du livre ou du journal.

Cette influence sur les mœurs et la pratique religieuse par les migrations s'exerce d'ailleurs de deux manières : sur la famille et sur la communauté villageoise ; elle peut ainsi être assez limitée ou au contraire de plus en plus étendue. Elle fera sentir aussi ses effets dans le domaine politique, que nous analyserons à part.

I - LES MIGRATIONS TEMPORAIRES ONT SOUVENT TROUBLE LA VIE FAMILIALE ET CONJUGALE

La migration temporaire conduit généralement à diviser provisoirement la famille : le mari est séparé de sa femme, le père s'éloigne de ses enfants, les jeunes fils et plus tard les jeunes filles ne sont plus surveillés par les parents. Les conséquences d'une telle situation, même temporaire, sont néfastes car les liens familiaux ont tendance à se relâcher et les occasions ne manquent pas d'infidélité et d'oubli des devoirs les plus élémentaires.

Déjà à la veille de la Révolution, Legrand d'Aussy ¹ insistait sur l'inconduite des migrants, maris et pères de famille : « Malheureusement, il en est beaucoup qui rapportent dans leurs foyers les germes de maladies infâmes, qu'ils ont prises dans leurs caravanes, et par eux sont infectées des épouses honnêtes, qui bientôt languissent, ou périssent, comme eux des suites d'un mal qu'elles ignorent... Des maris même, et en assez grand nombre, adoptent également une patrie moins malheureuse, et abandonnent pour jamais leurs femmes et leurs enfants ». Ces observations faites en Auvergne au XVIII^e siècle reviennent encore au XIX^e siècle. Abel Hugo ², à propos du Cantal en 1834, oppose la moralité des femmes et une certaine immoralité des hommes. « Dans les campagnes, les mariages sont chastes. Les femmes, privées de leurs maris pendant des années entières ont une conduite austère et pudique : c'est un témoignage unanime qu'on leur rend. Les maris aussi, tant qu'ils vivent dans leurs ménages, mènent une vie sévère et pure. Cependant, il faut le reconnaître, les mœurs des hommes souffrent de ces émigrations qu'ils font fréquemment dans le reste de la France ». Ce que l'on observe dans le Cantal se voit aussi dans le Puy-de-Dôme, nous dit ce même auteur.

Le Limousin voisin connaît aussi les mauvais effets des déplacements périodiques sur les mœurs conjugales et familiales. Sans insister beaucoup, Martin Nadaud ³ nous fait sentir les situations pénibles lorsqu'il rapporte les propos d'un voisin méchant : « Les maçons de Paris ne se gênent pas pour abandonner leurs femmes et vivre avec des coquines ».

Les affirmations des observateurs et des témoins correspondent aux résultats de certaines enquêtes officielles. Mais rares sont les préfets qui cherchent à s'étendre sur ce sujet délicat et dont les données pourraient blesser l'amour propre de certaines populations rurales. Pourtant sous le Premier Empire, le préfet du Cantal ⁴, très hostile aux migrations temporaires, n'hésite pas à pousser l'analyse des conséquences morales néfastes. Pour lui, le relâchement de la vie familiale remonte au manque d'éducation des enfants, qui sont entraînés trop tôt dans les déplacements et ne reconnaissent pas les devoirs les plus élémentaires : « Ceux de ces enfants qui tombent entre des mains moins mauvaises (maîtres mauvais qui apprennent à mendier et à voler), quittant la maison paternelle sans avoir aucun principe moral ni religieux, vivent et s'élèvent comme des brutes, dans une ignorance absolue de leurs devoirs, à peine se souviennent-ils de leurs parents. De retour chez eux, ils ne reconnaissent plus leur autorité. Les liens de la famille se relâchent... » Devenu adulte, colporteur-mercier ou cordonnier ambulant, marié et chargé de famille, ce migrant auvergnat subit les conséquences de ses

déplacements précoces : « Il n'est pas surprenant après cela, que l'on voit souvent des hommes devenus époux et père, oublier, abandonner pour toujours leur famille pour se livrer au libertinage dans des pays lointains. Dans une petite commune des environs d'Aurillac ayant à peine une population de 700 personnes, l'administration vérifia, il y a quelques années, que 11 chefs de famille avaient ainsi abandonné leurs femmes et leurs enfants sans qu'on sut ce qu'ils étaient devenus ». Ce dernier exemple montre cependant que les conséquences néfastes des migrations sur les mœurs ne touchent que de petites minorités. Mais il met aussi en relief un des grands dangers des déplacements périodiques : la menace qui pèse sur la famille restée sédentaire.

Les plaintes sur la vie conjugale et familiale dérangée par les migrations sont surtout de la première moitié du XIXe siècle, dans le Massif Central particulièrement. Elles deviennent beaucoup plus rares après le milieu du XIXe siècle. Cela peut s'expliquer par les habitudes nouvelles : l'épouse suit de plus en plus le mari dans sa migration, parfois avec les enfants et aussi sans eux, lorsque les grands-parents peuvent les garder et les élever jusqu'à l'âge de 12-14 ans, moment où ils commencent les déplacements périodiques. Les migrations du couple est donc, en fait, un moyen d'éviter la conséquence fâcheuse des déplacements traditionnels conduisant souvent à l'infidélité du mari. Notons que cette immoralité est plus répandue chez les migrants du Massif Central que chez ceux des autres régions françaises.

C'est encore dans le Massif Central, en Morvan, que l'immoralité se développe par suite des migrations féminines des « nourrices sur lieu » à Paris, preuve que les hommes ne sont pas les seuls responsables, par leurs déplacements périodiques, d'avoir dérangé les bonnes mœurs des mariages et de la vie conjugale et familiale⁵. Pendant la première moitié du XIXe siècle, la migration reste limitée et les conséquences morales n'apparaissent que pour une classe très réduite de gens très pauvres. Mais après l'ouverture des communications (routes du Morvan : 1838-1850 ; voie ferrée Paris-Tonnerre : 1849) le nombre des nourrices s'accroît considérablement et les conséquences morales s'aggravent : séparation des couples, santé du nouveau-né compromise par les voyages fatigants, enfants confiés aux grands-parents, vie séparée des époux et laisser-aller du mari (ivresse, débauche, paresse) multiplication des filles-mères et mariage de celles-ci pour des raisons de profits, négligence des soins pour les enfants et forte mortalité, etc... Le scandale des migrations du Morvan a fini par prendre des formes très diverses : filles se faisant engrosser pour profiter de la migration et trouvant facilement à se marier grâce au profit escompté ou rapporté ; trafic de nouveaux-nés pour une présentation aux employeurs parisiens et obtenir ainsi de meilleurs places ; comportements des époux séparés montrant vie libre et confortable de la femme et vie déséparée du mari resté au village (paresse, ivrognerie, débauche, même suicide) ou faisant des migrations régionales (par dépit, ou recherche de loisirs ou de plaisirs). Certes toutes les migrations de nourrices n'ont pas eu que des conséquences morales néfastes car beaucoup de femmes sérieuses et économes ont fait des économies pour la construction d'une maison nouvelle et confortable et pour la mise en ménage avec des habitudes heureuses acquises en migration. Mais le mal l'a souvent emporté dans certains villages où les rurales avaient une morale élémentaire facile, une mentalité ancienne

prédisposait à profiter de tous les moyens et de toutes les occasions sans tenir compte de principes religieux reçus.

Cette mentalité apparaît aussi dans la région voisine de Basse-Bourgogne où pourtant les migrations des nourrices n'ont pas eu les mêmes conséquences immorales qu'en Morvan. Mais c'est dans un autre domaine que l'immoralité s'est développée : les migrations de moisson en Brie et dans les environs de Paris poussent les filles et les femmes à la débauche et à la prostitution ⁶. On retrouve là une vaste zone de faible pratique religieuse s'étendant sur la Seine-et-Marne, l'Yonne et la Nièvre. Et aux dires du sous-préfet de Clamecy (Nièvre) en 1859 ⁷, Marlière, les communes les plus isolées, et dont les mœurs sont restées pures durant longtemps sont aussi gagnées par les migrations temporaires et l'immoralité : « On remarque que les rapports fréquents des montagnards avec la capitale porte atteinte aux principes moraux et religieux de cette population jusqu'aujourd'hui paisible, et qui naguère encore avait des mœurs, pour ainsi dire, patriarcales », affirme le sous-préfet à propos de Chalaux (canton de Lormes), commune de recrutement de nourrices pour Paris.

Heureusement, les conséquences immorales des migrations de nourrices signalées dans certains secteurs du Morvan n'apparaissent pas dans d'autres régions françaises qui pratiquent des déplacements identiques : Bretagne et Normandie (pour Paris), Ardèche, et Haute-Loire (pour Lyon), Ariège (pour Toulouse). Des courants de nourrices étrangères (ainsi italiennes à Toulon) ne semblent pas apporter de perturbations morales. De plus en plus, dans de nombreux cas, les femmes mariées devenues nourrices sur lieu font rapidement venir leur mari dans le lieu de séjour en lui procurant un emploi ou une activité temporaire et ainsi la vie conjugale a moins à souffrir des déplacements ⁸.

Mais le danger pour la vie conjugale et familiale dans les migrations temporaires n'a pas échappé à certains milieux ecclésiastiques et des prêtres ont poussé parfois la bourgeoisie industrielle à créer des emplois pour éviter les départs vers les villes, particulièrement fin XIX^e siècle et début XX^e. Des exemples sont donnés pour la Savoie (Maurienne) ⁹ et pour l'Anjou (Mauges et Choletais) ¹⁰ pour cette dernière province, industries textiles et de la chaussure ont joué un grand rôle.

Mais là où les migrations temporaires sont anciennes, il est bien difficile de lutter contre leurs effets parfois déplorables. La vie familiale peut être atteinte pas seulement par le relâchement des liens conjugaux et une certaine indifférence envers les enfants que l'on n'éduque guère. Elle est aussi touchée par des habitudes de dépenses, de gaspillage et d'intempérance rapportées de la ville au village. En Limousin, particulièrement, les plaintes ont toujours été nombreuses. Durant la première moitié du XIX^e siècle, les préfets ne manquent pas de mettre en relief le revers de la médaille : « le plus grand nombre (des migrants) engloutit dans les cabarets cet argent qui tend ainsi plutôt à les corrompre qu'à les rendre heureux. C'est dans les villes que les ouvriers contractent facilement les vices qui atteignent plus rarement l'habitant de la campagne. Les mœurs en sont considérablement atteintes. C'est le mauvais côté de l'émigration ; elle donne un champ trop libre aux mauvais penchants » ¹¹. Là encore le contraste est net entre les migrants du

Massif Central qui se laisseraient assez facilement gagner par les vices urbains et les migrants des montagnes orientales de la France (Alpes, Jura) qui semblent mieux conserver leurs qualités d'épargne et de sobriété.

La corruption des mœurs familiales et villageoises paraît atteindre son maximum en Auvergne et il semble bien que les déplacements périodiques ont contribué, à la suite des bénéfices obtenus, à développer outre mesure une immoralité qui pouvait exister au départ avec le trafic local des foires et marchés. Non seulement le simple colporteur ou le mendiant isolé cherche à tromper son client ou son bienfaiteur éventuel, mais c'est toute la famille qui est dressée, au mépris de la morale, pour vendre par tous les moyens et jusqu'à l'escroquerie ; les exemples des marchands de toile dupant même des ecclésiastiques bienfaiteurs montrent jusqu'où peuvent conduire les migrations, utiles pour s'échapper et se cacher facilement. L'organisation par village (canton de Saint-Dier) de la mendicité professionnelle, avec de faux papiers et parfois avec la connivence du curé, est un autre aspect de l'immoralité amplifiée par les migrations temporaires. Ce n'est pas seulement la famille qui retient l'immoralité comme base de profits, c'est toute la communauté villageoise qui est atteinte par le mal et celui qui devrait normalement servir de guide moral (le curé) devient un complice, sinon un acteur ¹².

Il existe aussi des conséquences morales graves que les familles de migrants n'aperçoivent pas toujours et les déplacements périodiques créent des mœurs acceptées presque inconsciemment. L'exemple des petits ramoneurs de Savoie et des comportements familiaux peut dérouter le chercheur. La nécessité oblige les parents pauvres à envoyer leurs enfants en migration (garçons au ramonage à Paris et dans les régions françaises ; filles à Lyon dans le tissage ou la domesticité). Mais les effets moraux sont lamentables, à l'insu ou avec parfois la connivence des parents : enfants exploités, malades et aigris devenant des souffre-douleur, des mendiants professionnels, des insociables, marqués par une sorte d'indifférence des parents et par des privations, des travaux inhumains et dangereux, un esclavage que la société paraît admettre pour cette enfance malheureuse. Sous prétexte d'un apprentissage du métier de colporteur pratiqué « à la dure », l'exploitation de l'enfance devient une hypocrisie.

Ainsi, les conséquences des migrations sur les mœurs et les mentalités ont pris des formes très diverses selon les régions. Les effets peuvent apparaître parfois comme très heureux : avec l'apport d'argent, le migrant revient aussi avec une éducation ou une expérience morale acquise en ville ou dans des milieux plus élevés que le sien. Mais cela est souvent affaire de caractère et de chance quand le migrant est en contact avec de bons employeurs. Ainsi, des ruraux vivant dans des ménages ont réussi à faire, en ville, pendant quelques années, une bonne éducation pratique et morale en servant comme domestique dans des maisons bourgeoises. Par contre, des migrations restées rurales pour éviter les dangers moraux de la ville ont parfois abouti aux conséquences les plus graves ; tels ces migrants hebdomadaires de la Région lyonnaise travaillant dans les usines-internats et qui finissent par connaître le vice, la débauche et parfois la prostitution ¹³. On a reproché souvent à la ville d'attirer les ruraux et de les perdre moralement. Or, les

migrations dans les milieux les plus campagnards peuvent avoir les effets les plus nuisibles sur les mœurs. Les migrations de vendanges dans les plaines languedociennes sont souvent considérées comme dangereuses pour les filles et les femmes descendues du sud du Massif Central ; elles sont facilement entraînées dans les bals, les fêtes et une semi-débauche et certaines reviennent au village d'origine engrossées ou évitent de reparaître immédiatement de peur d'être mal jugées de l'opinion publique. Comme pour les migrations de moisson dans la Brie et les environs de Paris où les Bourguignonnes glissent dans la prostitution, les filles du Haut-Languedoc ou du Haut-Roussillon ont là des occasions de passer dans un milieu de vie facile, mais dangereux. Le mal deviendra si flagrant que beaucoup de montagnardes finiront par abandonner les migrations saisonnières de vendanges ¹⁴.

II. LES CRAINTES DU CLERGE SUR LA PRATIQUE RELIGIEUSE DES MIGRANTS

S'il est un domaine où les migrations temporaires ont eu un effet facile à saisir, c'est bien celui de la religion et plus particulièrement de la pratique religieuse. Les déplacements périodiques conduisent les ruraux à porter leur attention sur les intérêts matériels et dès lors les problèmes religieux passent au second plan ou sont oubliés. Sans doute faut-il encore établir des nuances régionales. Mais les inquiétudes des curés ruraux sont toujours très grandes quand ils voient leurs fidèles faire leurs migrations, car ces derniers ne sont plus surveillés, conseillés et «tenus». On comprend mieux alors le désir de certains ecclésiastiques de suivre leurs paroissiens jusque dans leurs lieux de migration. Des curés savoyards viennent visiter leurs fidèles à Paris. Mais l'organisation a parfois été poussée très loin en créant des «paroisses» pour migrants. Ainsi la «paroisse bretonne de Paris» et les prêtres missionnaires des Flamands séjournant saisonnièrement dans les campagnes du Bassin parisien sont des exemples montrant l'importance que l'Eglise a attaché aux problèmes religieux liés aux phénomènes de migrations.

Parmi les migrants, ceux du Massif Central paraissent au XIXe siècle les plus touchés par l'irrégion ou par une indifférence en matière de foi.

Le Limousin et particulièrement la Creuse, a toujours par le passé, montré une indépendance et même une hostilité envers l'Eglise ; aussi n'est-ce pas étonnant que les déplacements périodiques aient encore accentué ce comportement. Les Mémoires de Martin Nadaud ne manquent pas de mettre en relief la mentalité peu favorable au clergé¹⁵ et cela dès le début (page 6) : « Il y avait quelque chose de vrai dans le récit des revenants ; c'étaient de malheureuses victimes de charlatanisme des prêtres qui envoyaient celles-ci, à la suite de leur confession, faire pénitence à une heure très avancée de la nuit, au pied d'une croix ou à la jonction de plusieurs chemins... « On eût cru avoir des malheurs de famille toute l'année, tels que perte des moissons, maladie des bestiaux, si on eût manqué de se signer devant une croix, et chose à peine croyable ! les prêtres dans leurs prônes du dimanche, au lieu de s'élever contre ces turpitudes, prenaient un malin plaisir à les confirmer, chaque fois qu'ils en avaient l'occasion. Il n'était pas de date récente, cet enseignement ahurissant et abrutissant, il avait pour lui la consécration des siècles, et pourtant on ose encore de nos jours vanter les bienfaits civilisateurs de la religion catholique, et ceux de la royauté ». Que le migrant maçon soit chez lui ou à Paris, il reste anti-clérical, même si, comme Martin Nadaud, il a reçu dans son enfance une éducation religieuse. Les exceptions paraissent rares ; tel ce maçon Léonard Lamone¹⁶ qui en 1826 n'oublie pas de faire remettre de Paris une somme d'argent au curé de son village. Par contre, Martin Nadaud est un admirateur de Lamennais et du protestant Guizot pour son œuvre scolaire.

En Auvergne, les traditions religieuses sont plus solides qu'en Limousin, mais les migrations temporaires finissent par affaiblir la pratique religieuse au cours du XIXe siècle. Les migrants cantaliens qui partaient pour l'Espagne confiaient leurs enfants à des prêtres auvergnats, signe d'une confiance absolue envers les ecclésiastiques¹⁷. Puis l'éducation religieuse devient plus négligée. Les disciples de Le Play, lors de leurs enquêtes durant la seconde

moitié du XIX^e siècle, signalent souvent le fait. En 1860 ¹⁸, à propos d'une famille de brocanteur en boutique, vivant dans le quartier parisien du Temple, on note : « le chef de famille n'a pas perdu, au contact des mœurs des grandes villes, ses principes religieux. Mais absorbé par la surveillance de ces intérêts matériels, il s'affranchit aujourd'hui presque complètement des prescriptions du culte chrétien... Les femmes ont conservé des sentiments pieux ». Les mêmes observateurs font remarquer que l'affaiblissement des pratiques religieuses est inégal selon les catégories de migrants. L'évolution religieuse est beaucoup plus rapide quand il s'agit d'ouvriers : « Chez un grand nombre d'ouvriers de la capitale, on voit apparaître l'indifférence, à laquelle succèdent bientôt le scepticisme et même le mépris des croyances ». Dans la famille de brocanteurs qui constitue un monde assez fermé, ayant surtout des contacts avec des compatriotes, les sentiments religieux paraissent seulement en sommeil : « Sans doute, à l'âge de la vieillesse, lorsque le migrant brocanteur sentira le besoin du repos et qu'il ne sera pas détourné par les occupations incessantes de son commerce, il reviendra plein de foi, à la pratique des devoirs qu'il néglige aujourd'hui... La femme du brocanteur et sa sœur ont conservé les sentiments pieux qu'elles doivent à leur éducation. La première va régulièrement à la messe le dimanche ; c'est la seule pratique religieuse qu'elle concilie avec ses occupations ; sa sœur plus retenue encore par les besoins du commerce, s'y rend cependant quelquefois. A défaut des exemples et des exhortations de l'Eglise, l'esprit de famille et l'influence des principes religieux conservent la pureté des mœurs dans les habitudes journalières de la vie ». Elargissant leur jugement, les observateurs du milieu du Second Empire tirent une conclusion qui marque des nuances sur les comportements religieux nés des migrations : « En résumé, la religion est dans cette famille ce qu'elle est à peu près dans tous les ménages parisiens, avec cette différence toutefois que chez un grand nombre d'ouvriers de la capitale, à l'indifférence se joignent le scepticisme et même le mépris des croyances » ¹⁹.

Dans cette même période du Second Empire, une autre enquête faite en 1858 ²⁰, nous montre le porteur d'eau auvergnat séjournant à Paris ; malgré les nombreux contacts avec le public parisien, il conserve ses sentiments religieux reçus au village : « Les idées religieuses maintiennent un bon esprit pendant les longues absences. Le désir d'amasser ne laisse, ni le temps, ni les moyens de chercher les distractions dangereuses. Les pratiques religieuses sont strictement observées au retour ». L'auteur insiste sur le mode de vie isolée du migrant ; cela permet de se garantir des dangers : « L'Auvergnat vit isolé au milieu des populations qu'il parcourt, n'ayant de relations que pour les affaires de son commerce, restant sobre malgré les tentations d'une vie plus sensuelle, travailleur malgré les exemples de mollesse, simple dans ses vêtements, malgré le luxe qu'il connaît ».

Mais l'évolution a été rapide vers la fin du XIX^e siècle et les enquêtes sur les comportements religieux des migrants auvergnats au début du XX^e siècle sont pessimistes. Lors du Congrès diocésain d'Aurillac, les 18-20 octobre 1908, le rapport du chanoine Trioullier ²¹ sur l'émigration cantalienne est un constat de l'affaiblissement du sentiment et de la pratique religieuse chez les migrants : « L'émigré, notre compatriote, ayant mal aiguillé

son train de vie, perdra dans l'émigration et le peu qu'il possédait, et sa robuste santé, et surtout les principes religieux dont il se débarasse, hélas ! avec une facilité et un mauvais goût déplorable. Ainsi comprise et pratiquée, l'émigration est un grand mal social et religieux ». Ce ne sont pas seulement les migrants séjournant longuement hors de leur pays qui sont atteints. Les migrants de retour, pour profiter de leur vieillesse, ne reprennent pas leurs habitudes religieuses anciennes et cela est considéré comme grave, pour la communauté religieuse de la paroisse : « Il suffit d'avoir vu nos émigrés ailleurs et chez nous, quand les circonstances les ramènent au village ou quand ils y reprennent racine pour s'y fixer, il suffit, dis-je de les voir déséquilibrés au physique et au moral, pour dire bien haut : ces corps et ces cœurs ont été ravagés par le mal désastreux de l'émigration ». Pour cet ecclésiastique, le « fléau », c'est l'émigration vers Paris ; le recrutement se fait surtout dans l'arrondissement de Saint-Flour et « cette plaie dévore également les cantons voisins », jusque dans le nord de l'arrondissement d'Aurillac. Plus les migrations se développent en Auvergne et plus le fossé s'élargit entre les ecclésiastiques sédentaires et les migrants temporaires de moins en moins fidèles à la foi des ancêtres ; aussi les lamentations ne manquent pas dans la Haute-Auvergne : « la diminution de l'esprit religieux, l'affaiblissement de la morale, la loi de l'instinct animal, étouffant dans les consciences l'esprit de sacrifice et la filiale soumission à la divine Providence, sont le motif le plus impulsif de l'émigration en général et seul, le retour à la foi ancestrale, serait le remède radical à ce grand mal... Qui de nous n'a été témoin attristé des ravages de l'impiété, résultant de l'oubli de toute pratique religieuse, des ravages de l'immoralité, résultant du milieu où se passe la vie chez nos émigrés au retour au pays ». Mais pour le curé auvergnat, le fait le plus scandaleux est l'enterrement civil développé par les migrants : « Presque tous les enterrements civils de nos paroisses accusent un émigré qui a puisé dans la vie des villes, les germes morbides de son infection morale, devenue une contagion et un fléau de scandale public ».

Le clergé auvergnat regrette l'ancienne migration en direction de l'Espagne ; ces déplacements périodiques avaient aussi leur danger, mais moins grave que celui présenté par les villes françaises attractives : « Au point de vue religieux, en Espagne, notre Auvergnat est comme partout ailleurs très travailleur et très oublieux de ses devoirs chrétiens. Il lui semble qu'il ne peut mener de front les affaires et les obligations de la conscience. Au retour au pays, il s'améliore généralement, mais on observe qu'il retient de l'Espagne le côté extérieur des principes religieux et délaisse facilement la solidité des principes de la foi chrétienne ». Ainsi l'Espagne aurait influencé l'Auvergnat en le portant plus vers le culte que vers la foi proprement dite ; le jugement est de valeur, venant d'un ecclésiastique.

Devant tous ces dangers, comment le Congrès diocésain d'Aurillac de 1908 envisage-t-il les remèdes ? Les expériences de régions très catholiques comme la Bretagne, l'Anjou et la Savoie peuvent être très utiles. En fait, trois moyens peuvent être envisagés : freiner les migrations en demandant aux industriels catholiques de créer des ateliers de village et des usines locales pour retenir la main-d'œuvre (méthode pratiquée en Anjou et en Savoie), assurer une liaison constante entre le clergé du pays d'origine et les colonies de

migrants (visites nombreuses et régulières) (méthode parfois utilisée en Savoie), enfin organiser dans les lieux de séjour des migrants des œuvres de missions et d'entraide (les « petites paroisses », comme la petite paroisse bretonne née à Paris en 1897). Mais les migrants auvergnats paraissent déjà bien atteints par les dangers de l'indifférence et de l'irrégularité ; aussi il ne semble pas que pratiquement l'action de clergé auvergnat soit efficace avant 1914.

Pour les migrants savoyards, on peut dire que le soutien religieux est venu d'horizons très divers. Nous avons vu que dès le XVIII^e siècle, les œuvres charitables parisiennes s'efforcent de maintenir et de développer les sentiments chrétiens chez un peuple très docile, c'est l'œuvre des « Petits Savoyards » qui subsistera jusque vers 1880²². Mais les curés des villages de migrants ont cru devoir suivre leurs paroissiens et leur rendre visite régulièrement, comme pour les fortifier et les soutenir dans leur foi ; certains ecclésiastiques arrivent à Paris pour Noël, fête religieuse qui permet de mieux attirer et de mieux réunir les migrants. Ainsi, des migrations religieuses d'ecclésiastiques accompagnent des migrations laborieuses de ruraux. Entre les visites, le contact est maintenu par une presse catholique spécialement destinée aux migrants : des nouvelles du pays sont données et en même temps des entretiens religieux sont développés. Ces méthodes sont employées en Savoie, mais aussi dans le pays voisin de langue française : le Val d'Aoste²³ où l'abbé Auguste Petigax (on écrit aussi Petigat) lance en 1913 le périodique « L'Echo de la Vallée d'Aoste », imprimé à Paris et organe des migrants valdotains séjournant ou vivant à l'étranger et surtout en France. Plus tard, la publication devint « Le Peuple valdôtain » et de nombreux cercles furent créés à Paris et dans d'autres centres de migrations.

Malgré les précautions prises par le clergé savoyard et valdôtain, les migrants ne suivent pas tous fidèlement les directives de l'Eglise et là encore, comme en Auvergne, des anticléricaux et des francs-maçons apparaissent dans les villages savoyards les plus reculés au début du XX^e siècle. En Maurienne et en Tarentaise²⁴, les exemples ne manquent pas. Dans la traditionnelle Tarentaise, la commune de Peisey (canton d'Aime) a connu après l'annexion de la Savoie à la France un accroissement de migrations pour Paris, à la suite de la fermeture des mines de plomb argentifères. Lors des retours des migrants voyageurs (1900-1914) l'aisance apparaît au village (belles maisons neuves ou rajeunies), mais aussi des comportements religieux significatifs d'une influence urbaine : nombreux abandons de la pratique religieuse et même attitudes anticléricales (surtout lors de la procession de la fête-Dieu). Cette évolution a des conséquences au moment des élections (vote à gauche après 1900).

Pour les migrations bretonnes, beaucoup plus tardives vers l'extérieur, il est vrai, l'influence de l'Eglise s'est mieux maintenue que pour les migrants savoyards. A cela on peut apporter deux raisons : la mentalité très religieuse et presque superstitieuse du Breton qui recherche loin de chez lui le groupe de compatriotes de même mentalité, enfin une organisation systématique et très poussée de la « paroisse bretonne » qui permet de maintenir la mentalité, l'éducation et la pratique religieuse en même temps que des coutumes particulières par des fêtes religieuses bretonnes. Le clergé breton s'est montré

très actif pour suivre les migrants partout où ils forment des groupes assez importants, particulièrement vers la fin du XIXe siècle en Anjou, en basse Seine et dans la Région parisienne. En Anjou dès 1880, un vicaire breton dépendant de l'évêché de Saint-Brieuc et nommé Durand ²⁵ est adjoint au curé de Trélazé, capitale de l'ardoise. Il rassemble facilement les nombreux ardoisiers venus de Basse-Bretagne et travaillant à Trélazé, car ses sermons se font en dialecte breton. Ainsi, il constitue une paroisse particulière et presque fermée, à l'intérieur de la paroisse de Trélazé ; cela au grand mécontentement du curé angevin qui en prend ombrage. Mais cette organisation religieuse dure cependant au moins huit ans (1880-1888) et s'explique par une sorte d'entente entre les industriels et le vicaire breton, appelé par les administrateurs des ardoisières et pouvant exercer une influence morale et même politique sur les migrants travailleurs bretons. Dans la Région parisienne, de plus en plus attractive pour les Bretons, les initiatives individuelles aboutissent en 1897 à la naissance de la « Petite Paroisse bretonne » de Paris, organisation indépendante du clergé parisien, ayant ses aumôniers, ses lieux de rassemblement, ses œuvres propres, son « Bulletin de la Paroisse Bretonne de Paris ». Le fondateur de cette « paroisse » est l'abbé Cadic ²⁶, qui occupait un poste de choix pour étudier les migrations bretonnes dans la capitale. L'influence de l'Eglise est tellement importante sur les colonies bretonnes vivant hors de Bretagne que les événements de la lutte entre Etat et Eglise (surtout au moment de la séparation de 1905) ont des répercussions sur l'orientation des migrations. Déjà en 1888, en Anjou, le vicaire breton Durand s'était vengé de son curé angevin en déclenchant une migration des Bretons de Trélazé en Argentine ²⁷. En 1901-1902, devant les menaces de séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'abbé Le Floc (ancien recteur dans les Côtes-du-Nord) fonde une paroisse au Canada (Saint-Brieuc Saskatchewan) ; ils attirent les Bretons grâce au clergé de Bretagne, mais aussi des migrants vivant jusque là dans l'agglomération parisienne. La paroisse bretonne de Paris, lui apporte son aide et montre ainsi l'influence qu'elle peut exercer sur la colonie bretonne de la Capitale ²⁸. Ces exemples paraissent prouver que les migrants bretons (surtout ceux de Basse-Bretagne) restent fidèles, avant 1914, à leurs principes religieux et à leur clergé qui ne les perd pas de vue et auquel ils obéissent.

Pourtant, lors de la création de la « Paroisse bretonne de Paris », le clergé ne semble pas envisager l'avenir avec un complet optimisme. Au Congrès ecclésiastique de Reims de 1896 ²⁹, aux côtés de l'abbé Lemire (député), l'abbé Cadic (alors professeur rue de Madrid) semble très actif et c'est sans doute lui qui précise dans les compte rendu du Congrès, les observations sur les migrants bretons de Paris : « Une œuvre a été fondée sous ce titre : *La Bretagne*, pour venir en aide au point de vue religieux, moral et matériel aux nombreux Bretons qui émigrent à Paris. D'après le dernier recensement, il y en a 80.000 à Paris, 150.000 peut-être en comptant ceux qui habitent la banlieue. Or, ils y perdent la foi ; pauvres généralement, ce sont des parias, des hommes de peine, et ils gagnent fort peu. Et puis comme ils sont timides, enfants ! Ils ont peu d'énergie et cessent facilement de pratiquer leur religion. Leur pauvreté les oblige à confier leurs enfants à des maîtres athées et ces enfants ont bientôt perdu la foi ». On comprend alors,

qu'en 1897, l'abbé Cadic se consacre entièrement à l'œuvre religieuse et sociale créée sous le nom de « Paroisse bretonne de Paris ». Le personnage est d'humble origine ³⁰ : né dans une famille de cultivateurs bretons à Noyal-Pontivy (canton de Pontivy ; Morbihan) en 1864, il devient licencié d'histoire et enseigne à Paris où il étudie le milieu breton avant d'établir en mars 1897 la paroisse bretonne sur la paroisse parisienne de Notre-Dame-des-Champs. Grâce à des dons de dames patronnesses et à une faible cotisation des domestiques et ouvriers bretons, il organise des réunions religieuses et des œuvres sociales qui finissent par attirer une partie de la colonie bretonne de Paris. Ce n'est pas seulement dans le quartier de Montparnasse que les assemblées ont lieu, mais aussi très vite dans d'autres quartiers ou communes de l'agglomération parisienne. En avril 1899 est lancé le bulletin : « La Paroisse bretonne » ³¹, « organe mensuel des Bretons de Paris ». En tête du premier bulletin, on peut lire : « La Paroisse bretonne est ennemie de l'émigration. Elle ne s'occupe que des Bretons déjà installée à Paris ». Sa devise est significative : « Fraternité à l'ombre du clocher paroissial ». Au cours des années 1899-1900, le bulletin publie une série d'articles sur « les émigrés bretons à Paris », signé par l'abbé Cadic. En juillet 1899, l'auteur titre son article : « Comment les émigrés bretons laissent leurs pratiques religieuses. Quelle est leur misère ». En septembre 1899, la Paroisse fait connaître qu'elle se charge de placer des domestiques déjà à Paris, mais « elle veut savoir chez qui ». Il semble bien que l'effort ait été considérable pour retenir les Bretons émigrés dans la pratique religieuse ou les y ramener et que les résultats soient finalement importants, comparés à ceux obtenus pour les autres colonies de migrants provinciaux.

Paris a mieux retenu l'attention pour regrouper les migrants séjournant dans les grandes villes, mais d'autres cités ont certainement connu une activité des ecclésiastiques organisant des petites « paroisses de migrants ». Quelques échos sont rapportés au Congrès de Reims dont nous venons de parler (1896) ³² : « Dans les grandes villes, à côté des paroisses ouvrières, il faut des œuvres spéciales pour certaines catégories d'habitants. On signale à Lille l'œuvre des Flamands. Le prêtre parle leur langue, prêche leurs dévotions, encourage leurs pratiques traditionnelles. Cet exemple rappelle celui que nous avons rencontré à Angers. Les procédés employés (emploi du dialecte) favorise le regroupement, mais n'est pas sans danger car il est un frein à l'assimilation et à la fusion des migrants venus en ville. Il peut pourtant être un facteur du maintien prolongé des migrations temporaires.

Les pays du Nord de la France et de la Belgique (pour les travailleurs qui viennent en France) ont toujours fait un effort pour maintenir des principes religieux et une pratique religieuse parmi les migrants saisonniers et les autres migrants séjournant dans la moitié septentrionale de la France (moissonneurs et betteraviers). Dans le Cambrésis ³³, l'abbé François crée en 1905 une association à la fois économique et religieuse : « Les émigrants du Nord de la France ». Elle a pourtant un but économique plus apparent que le but religieux : aider les migrants pour les contrats, l'amélioration des conditions de travail et de séjour, les secours mutuels et la caisse de vieillesse. On parle de la vie morale et religieuse sans trop insister. Est-ce prudence des ecclésiastiques dans un milieu de migrants travailleurs difficiles à guider et

que l'on peut gagner aux pratiques religieuses en mettant d'abord en œuvre des bienfaits matériels ? Est-ce prudence aussi envers des employeurs méfiants et pas toujours favorables à l'action catholique soutenant des migrants ouvriers ? Les mêmes problèmes se posent lorsqu'il s'agit des Flamands belges venus travailler en France et groupés dans une association créée en 1900 sous les auspices de Mgr Stillemans (évêque de Gand) : « Le comité de protection des émigrants de la Frande Orientale »³⁴ Là encore, les travailleurs pensent plus aux avantages matériels qu'ils pourraient tirer de cette organisation qu'aux bienfaits religieux. En Belgique, comme dans le Nord de la France, l'influence de la « Démocratie chrétienne » se fait sentir pour développer une action sociale catholique et créer ainsi un climat favorable aux œuvres purement religieuses. Le comité belge de protection des émigrants de la Flandre orientale, créé en 1900, devient dans les années suivantes une organisation lourde à gérer ; elle est finalement divisée en trois branches (Le comité conserve la direction des intérêts moraux et religieux des migrants belges travaillant en France ; les mutuelles professionnelles pour les secours et l'entraide ; les syndicats pour la défense des intérêts matériels). On sait que toute cette action religieuse, sociale et matérielle a été très mal vue des fermiers du Bassin Parisien qui ont fait venir des Polonais pour éviter ces groupes de pression. Il est difficile de savoir quelles sont les conséquences de l'action religieuse sur les Belges saisonniers, pluriannuels ou même définitifs qui travaillent nombreux dans les campagnes autour de Paris. Mais nos enquêtes auprès d'anciens migrants âgés semblent prouver que l'influence religieuse a été très limitée et que la pratique religieuse est très affaiblie, particulièrement dans des régions d'indifférence religieuse comme la Brie.

Ainsi, les conséquences morales et religieuses des migrations de ruraux sont variées et très diverses selon les régions de départ et selon les initiatives des membres du clergé. L'action de l'Eglise paraît faible et insuffisante quand il s'agit du Limousin, de l'Auvergne ou même de la Savoie ; quelques prêtres agissant personnellement ne peuvent guère obtenir de résultats. Par contre, des liaisons bien assurées entre les pays de départ et les colonies de migrants, avec l'aide des dignitaires de l'Eglise et une action continue d'ecclésiastiques, peuvent donner des résultats importants ; l'exemple des Bretons groupés dans leurs paroisses urbaines loin de la Bretagne le prouve. Mais le succès n'est pas toujours obtenu, car des difficultés peuvent se présenter : les migrants travailleurs agricoles du Nord de la France et de la Belgique sont trop dispersés dans les campagnes du Bassin parisien pour être maintenus dans une pratique religieuse. Les expériences religieuses faites avant 1914 seront très utiles pour le clergé qui agira après 1918. L'exemple de la paroisse aveyronnaise (première ébauche en 1952)³⁵ de Paris est significatif.

NOTES — QUATRIEME PARTIE — Chapitre IV

- 1 LEGRAND D'AUSSY (779) p. 81 du tome I.
- 2 A. HUGO (110) p. 234.
- 3 M. NADAUD (801) p. 139 (1^e édit.).
- 4 A.N. : F. 20/434 (Cantal).
- 5 Voir particulièrement : A. ARNENGAUD (704), LEVAINVILLE (781) p. 276, BAUDIAU (711) p. 53 du tome I, Dr MONOT (798), ARDOUIN-DUMAZET (19) p. 30 du vol. I.
- 6 PARENT-DUCHATELET (238) tome I, p. 186-187.
- 7 MARLIERE (787) p. 373.
- 8 SERRE (403) p. 649 pour le cas de Toulon. Mais des migrations d'époux faisant suite à des migrations de nourrices existe aussi pour le Morvan.
- 9 H. ONDE (634) p. 290.
- 10 Enquête personnelle et Abbé L. GALLARD : Bul. Soc. d'Hist. Mod. n° 2 1971.
- 11 Cité par J. VIDALENC (174) tome I, p. 316.
- 12 Cf. A. ACHARD (694) et les exemples, fin XVIII^e siècle : A.D. Puy-de-Dôme : C. 1197 et C. 1122.
- 13 A. CHATELAIN (428).
- 14 Le danger pour les filles des migrations saisonnières en Bas-Languedoc est ancien ; il est signalé souvent sous l'Ancien Régime, Cf. P. MARRES (789) p. 400 du tome II. Les migrations pour les olives et les vers à soie ont souvent les mêmes conséquences.
- 15 M. NADAUD (801) 1^e édit., p. 6, 7, 13, 14, 99, 100, 106, 109, etc...
- 16 L. LAMONE in CHATREIX (731).
- 17 A. DURAND (753) p. 394.
- 18 COURTEILLE et GAUTIER (214) p. 374-375.
- 19 F. GAUTIER (226) p. 286.
- 20 E. AVALLE (192) p. 357.
- 21 Chanoine TRIOULLIER (830) p. 6, 8 et 18-20.
- 22 M. GUILLOT (228) p. 63.
- 23 Sur l'abbé PETIGAX (1885-1958), « père de l'émigrant valdotain » : journal « Le Monde » du 7 mai 1958. Son journal : « Le peuple valdotain » a eu des prédécesseurs : « La Vallée d'Aoste à l'étranger » (1891), « l'Echo de la vallée d'Aoste » (1913). Cf. revue valdotaine : « Augusta Praetoria » janv. 1951, p. 58 et 60.
- 24 S. HUGONNIER (601) p. 59-61.
- 25 A.D. du Maine-et-Loire : 51 M 16 et A. CHATELAIN (457).

26 Chanoine TRIOULLIER (830) p. 20.

27 CHATELAIN (457).

28 CHOLEAU (460) p. 156-158.

29 Abbé LEMIRE : Congrès ecclésiastique de Reims, compte rendu (Paris, s, d, 548 p.), p. 405.

30 Dict. biographie franç. de Prévot-Roman d'Amat, tome 7, p. 797.

31 B.N. :

32 Ouvrage cité plus haut : Abbé LEMIRE, p. 405.

33 A. JOPPE (318) p. 274 et suiv.

34 DE BOISSIEU (35) p. 346-347.

35 R. BETEILLE (196).

CHAPITRE CINQUIEME

LES CONSEQUENCES POLITIQUES ONT ETE MARQUEES DANS CERTAINES REGIONS FRANÇAISES.

Les migrants temporaires, en troupes nombreuses, ont circulé de région en région et du village vers la ville. Nous venons de constater que ces déplacements d'hommes ont réussi à modifier les idées religieuses et les comportements moraux et spirituels. Or, c'est sans doute dans le domaine politique que les conséquences sont les plus marquées : les hommes circulent, mais aussi les idées nouvelles et surtout les idées révolutionnaires, en un temps où les révolutions politiques se succèdent, où le suffrage universel se prépare ou s'établit, en une période où l'instruction élémentaire est encore relativement peu répandue tandis que l'action de la presse est limitée. Dès lors, des hommes ignorants mais observateurs et réfléchis peuvent colporter des idées de la ville vers le village et exercer une influence considérable sur leur milieu rural. L'historien n'a guère retenu cette action des obscurs sur les campagnes françaises, que l'on considère trop comme figées et conservatrices. Et lorsque l'instruction élémentaire se répand, cette action des migrants temporaires s'accroît, car aux discussions des travailleurs en déplacement s'ajoute l'apport de journaux, de brochures, de livres qui font connaître des idées nouvelles et sans cesse renouvelées ¹.

Pourtant cette influence politique des migrations a été très inégale selon les régions. Très marquée dans le Morvan et ses bordures et dans le Limousin, elle paraît déjà moins intense en Auvergne et en Savoie. Lorsque les mouvements de migration sont plus récents, comme en Bretagne, les conséquences politiques n'ont guère eu le temps de se développer. Mais il ne suffit pas de constater les influences politiques urbaines sur les milieux ruraux d'origine, il faut aussi tenir compte des conséquences sur les pays de séjour des migrants. Une masse de travailleurs venus de régions très différentes et avec des idées très diverses peut facilement subir l'influence de quelques migrants actifs. Dans le temps des moissons ou des vendanges, sur les chantiers de construction des lignes ferrées, une véritable propagande difficile à saisir, peut exercer si les conditions matérielles sont mauvaises ou s'aggravent. Les manifestations des conséquences politiques des migrations prennent souvent des formes très diverses : troubles et émeutes, grèves, résultats électoraux, etc...

Malheureusement, les archives ou les publications n'ont consigné qu'une partie de cette influence des déplacements ; rapports de police ou de magistrats, articles de journaux, lettres de famille, souvenirs de témoins ou de participants, etc... Le plus difficile est souvent de connaître par quelles voies et par qui sont arrivées les idées nouvelles qui ont amené les émeutes, les troubles et les changements dans les résultats électoraux. Des sondages et des analyses prouvent l'importance de ces conséquences politiques des migrations temporaires.

I - L'EXEMPLE NIVERNAIS DE LA REGION DE CLAMECY ET LES INSURRECTIONS.

Les bordures nivernaises du Morvan sont en contact avec Paris depuis plusieurs siècles lorsque commence le XIX^e siècle et les déplacements périodiques ont rapidement fait évoluer les idées de ce milieu rural. Les migrations locales des bûcherons et des floteurs mettent en relations constantes avec les conducteurs de trains de bois qui ravitaillent la capitale, tandis que des migrants saisonniers (journaliers, manœuvres, jardiniers, terrassiers, travailleurs des chantiers parisiens du bois, carriers, maçons, etc...) fréquentent régulièrement Paris et sa banlieue. Souvent le moindre village nivernais connaît les idées parisiennes et particulièrement aux XVIII^e et XIX^e siècles, les conceptions parisiennes les plus révolutionnaires pénètrent et se répandent en même temps que les mœurs changent. La région de Clamecy est certainement plus en contact avec la capitale que certains pays proches de Paris comme la Brie ou la Beauce ; on croirait presque que l'on a affaire à une proche banlieue.

Dans sa description de l'arrondissement de Clamecy, le sous-préfet Marlière 2, en 1859, note, en effet, le côté très urbain de la civilisation et les idées dangereuses importées : « Depuis un demi-siècle, les mœurs de ce pays se sont considérablement modifiées ; le caractère et les habitudes de ses habitants s'améliorent chaque jour au contact d'une civilisation qui ne leur est plus étrangère, grâce aux nombreuses voies de communications... Les modes et les mœurs polies de la capitale s'y montrent... Le caractère de ces ouvriers (les floteurs du bois) varie selon les circonstances, et présente un assemblage étrange de douceur et de brutalité, de dévouement et de haine. Sous l'influence d'un tempérament impressionnable, ils sont faciles à égarer ; quand la tête se monte sur un sujet qu'ils supposent de nature à blesser leurs intérêts ou ce qu'ils appellent leurs droits, ils deviennent d'une violence extrême ; un faux bruit, une mesure administrative mal comprise, un changement insignifiant dans leurs tarifs, suffisent pour faire naître une grève, quelquefois une insurrection. La vie et le travail en commun, auquel ils sont soumis, leurs voyages fréquents et périodiques à Paris, ont entretenu, chez eux, au milieu des rudes fatigues, une gaieté inaltérable, le goût des sensualités et l'insouciance de l'avenir... »

Le sous-préfet Marlière cherche à mettre en relief les causes très complexes des troubles et des insurrections qui reviennent régulièrement : 1709, 1763, 1824, 1835, 1837 et surtout 1851. Il insiste sur les fautes de la Compagnie des transports des bois, sur la cupidité des entrepreneurs, sur la concurrence dangereuse du charbon de terre de plus en plus consommé à Paris. Mais d'un autre côté, il parle du mauvais caractère des travailleurs et de la propagande venue de Paris : « Les insurrections de 1837 et de 1851... n'avaient pour mobile que les sourdes menées de la propagande socialiste ».

L'insurrection de 1851 à Clamecy a été déclenchée et soutenue, non seulement par les travailleurs de la ville, mais aussi par des ruraux des villages environnants. Presque toujours ces villages connaissent d'anciennes migrations périodiques et la mentalité révolutionnaire a été formée par les déplacements qui permettent l'apport d'idées nouvelles. Dans ses notices communales,

Marlière insiste sur les liaisons entre migrations et aide à l'insurrection³. Voici le village de Brèves (à une dizaine de kilomètres de Clamecy, en amont sur la rive droite de l'Yonne), peuplé de 729 habitants et dénombant 30 migrants périodiques fréquentant surtout Paris : « Après la révolution de 1848, les affiliés aux sociétés secrètes firent beaucoup de mal dans cette commune, qui fournit son contingent de socialistes à l'insurrection de Clamecy », affirme l'autorité officielle du Second Empire. Plus près de Clamecy (à 8 km), Dorcenay (1150 habitants, 40 migrants périodiques) est jugé sévèrement : « En décembre 1851, les socialistes de cette commune se rendirent en grand nombre à Clamecy ; ils avaient pris le nom de faucheurs, parce que la plupart d'entre eux étaient armés de faux. Depuis longtemps Dorcenay était devenu le siège des sociétés secrètes où l'on déblatérât contre les nobles, les bourgeois et les prêtres, prêchant la guerre civile et le partage des biens. La confiance de ces révolutionnaires était si grande, qu'en prévision des événements, ils avaient organisé une administration municipale toute prête à fonctionner après le succès. Le chef-lieu d'arrondissement devait être supprimé. Il était convenu que l'on ferait soi-même les affaires de la Commune. A cet effet, on créait dans le village une justice de paix, une inspection des forêts, un commissariat de police, des gardes champêtres et forestiers. Ces fonctions revenaient de droit aux plus exaltés, qui se les étaient partagées à l'avance ». Et les notables conservateurs du lieu, renseignant le sous-préfet, ont eu grand'peur pour leur vie et leurs biens : « A titre de récompense nationale, la république démocratique et sociale devait donner à ces élus de la démagogie, des maisons et des terres provenant de ceux qui avaient fait une opposition constante aux doctrines socialistes — d'après les dossiers du Conseil de Guerre —. Quelle aberration et comment les honnêtes gens, qui partout sont en majorité, avaient-ils la faiblesse de laisser prêcher impunément de semblables doctrines ? » Toujours sur les rives de l'Yonne, mais en aval de Clamecy et au voisinage de la limite départementale Nièvre-Yonne, les communes de Pousseaux (482 habitants, 25 migrants périodiques) et de Surgy (885 habitants et 27 migrants périodiques) ont connu aussi les journées révolutionnaires que les notables ne sont pas prêts d'oublier : « En décembre 1851, au moment où la démagogie cherchait à relever son drapeau et à s'emparer du pouvoir, la commune de Pousseaux fournit son contingent à l'insurrection de Clamecy ; les flotteurs se firent remarquer par leur déplorable égarement ; le sang coula dans ces jours néfastes, et les habitants de Pousseaux assistèrent avec effroi au spectacle d'un horrible assassinat ». Pour Surgy, même atmosphère révolutionnaire en pays rural : « La commune a fourni son contingent de socialistes à l'insurrection de Clamecy en 1852 (sic). La mairie fut envahie, les armes pillées, on sonna le tocsin et la générale fut battue dans les rues du village, afin de rassembler tous les insurgés, qui se dirigèrent sur le chef-lieu d'arrondissement ». D'autres villages prennent part à l'insurrection de Clamecy : Trucy-l'Orgueilleux, Villiers-sur-Yonne, Corvol-l'Orgueilleux, Entrains, etc... Mais dans certaines communes, deux clans opposés se formèrent. A Corvol-l'Orgueilleux, « en 1851, quelques habitants de cette commune marchèrent sur Clamecy et prirent part à l'insurrection du 5 décembre. Cependant les ouvriers de la papeterie de Vilette ne se laissèrent pas entraîner et se félicitèrent plus tard de

leur conduite honorable ». A Entrains, si l'on en croit l'auteur de la notice, la pression des révolutionnaires sur les indécis fut excessive : « La ville d'Entrains fournit son contingent à l'insurrection qui eut lieu à Clamecy le 5 décembre 1851. Les chefs socialistes livrèrent aux insurgés la poudre qu'ils avaient fabriquée clandestinement et forcèrent un grand nombre d'hommes valides à marcher aux barricades, sous peine d'être fusillés ».

Sans doute les migrations périodiques dans la capitale ont joué pour développer les idées révolutionnaires parmi les floteurs exploités, mais les conditions économiques et sociales étaient difficiles et la propagande parisienne trouvait là un milieu très favorable. Par contre, dans le Morvan où les migrations sont aussi importantes dans l'agglomération parisienne (comme le canton de Lormes), pas d'influences des déplacements sur le comportement politique ; les conditions locales sont différentes de celles de la région de Clamecy. Les conséquences morales et religieuses sont seulement signalées, par exemple pour Chalaux (canton de Lormes) : « On remarque que les rapports fréquents des montagnards avec la capitale portent atteinte aux principes moraux et religieux de cette population jusqu'aujourd'hui paisible, et qui, naguère encore, avait des mœurs, pour ainsi dire, patriarcales » ⁴.

Mais après Marlières qui publie son ouvrage en 1859, l'abbé Baudiau est très pessimiste sur les conséquences des migrations ⁵. Dans sa nouvelle édition sur le Morvan, parue en 1867, il laisse présager une orientation dangereuse dans les comportements des montagnards : « Il résulte de ces diverses émigrations un relâchement déplorable dans la morale chrétienne et un affaiblissement sensible de la foi qui, tôt ou tard, auront un fatal résultat pour le pays ». Vers la fin du siècle, en 1887, des grèves éclatent parmi les bûcherons nivernais et morvandiaux et des violences apparaissent ⁶. Pourtant l'évolution des migrations et l'exode des éléments révolutionnaires peuvent freiner les changements des mentalités. Ainsi, en 1909, Levainville constate que Clamecy la révolutionnaire est devenue calme et réactionnaire avec l'arrivée des montagnards non gagnés aux idées nouvelles ⁷.

II - UN DEPARTEMENT FORTEMENT MARQUE PAR LES INFLUENCES POLITIQUES DES MIGRATIONS : LA CREUSE.

L'ancienne Marche devenue le département de la Creuse et quelques bordures limousines et auvergnates constituent une zone qui connaît les migrations depuis des siècles et en même temps qui a toujours montré un esprit avancé. Si bien qu'il est difficile de se prononcer sur l'influence exacte des migrations temporaires : celles-ci ont-elles introduit cet esprit avancé ou existait-il déjà auparavant et les déplacements réguliers l'ont fortement développé ? Toujours est-il qu'au XIX^e siècle la Creuse a la réputation d'un département qui est à la tête des trois mouvements qui se succèdent : le libéralisme, le républicanisme et le socialisme. Plus les contingents de migrants du bâtiment se développent et plus les mouvements politiques prennent de l'ampleur.

Avant 1848, la génération des adultes qui a connu la Révolution et l'Empire est généralement libérale et aussi parfois porté vers le bonapartisme, comme le montre l'exemple du père de Martin Nadaud. Mais les apprentis et les jeunes compagnons qui vont régulièrement à Paris ou à Lyon passent rapidement à l'idée républicaine, puis à l'idée socialiste. La vie politique de Martin Nadaud sous la Monarchie de Juillet et la Seconde République marque bien des étapes essentielles. Parti au début de la Monarchie de Juillet pour Paris, il entre dès 1834 à la Société des Droits de l'Homme et, en 1842, il est classé comme « homme dangereux » sur les fiches de la police parisienne⁸. Très vite, le migrant enthousiaste se laisse gagner par le socialisme utopique : il devient le disciple de Cabet, il lit « le Populaire » et songe même à aller rejoindre le maître dans sa cité modèle en Amérique. Mais la Révolution de 1848 ramène les migrants à une réalité immédiate : l'application du suffrage universel en Creuse. Les migrants temporaires marchois, acteurs à Paris, redoublent leur propagande et agissent dans leurs villages et dans les bourgs. Ils ont conscience de leur importance, puisqu'ils décident d'arrêter à Paris même une liste de candidats aux élections de l'Assemblée nationale constituante dans la Creuse. Mais dans la première élection, ils échouent ; sans doute, manque de temps et d'organisation pour pousser la propagande. Le succès vient aux élections du 13 mai 1849 : Martin Nadaud arrive au quatrième rang des six représentants à l'Assemblée Législative (15.240 voix sur 39.471 votants, alors que le nombre des inscrits est de 73.014). Au mois de mai, les chantiers parisiens sont encore peu actifs mais beaucoup de migrants maçons creusois n'ont pu faire le déplacement chez eux ; malgré cela, le candidat maçon est élu et s'inscrit à la « Montagne », dans le groupe des républicains socialistes. Pour la première fois, les migrants temporaires travaillent ont un représentant pour les défendre et cela prouve la place importante tenue par les migrations temporaires laborieuses dans la Creuse.

Les résultats de l'élection de 1849 semblent démontrer qu'à côté de la propagande républicaine faite par les migrants lors de leurs séjours hivernaux ou lors de leur retour définitif vers la cinquantaine, il existe aussi une propagande plus avancée à tendance socialiste dont certains migrants ont reçu des principes à Paris ou à Lyon. L'administration modérée de la Seconde

République sait combien les liaisons politiques sont établies entre les villages marchois et les deux grandes cités des bords de la Seine et du Rhône. Une lettre du sous-préfet de Bourganeuf (arrondissement qui donne une des plus grosses masses de migrants) au préfet de la Creuse, (lettre postérieure aux événements de 1848) est significative : le sous-préfet note l'importance des effectifs de migrants et insiste sur les nombreux extrémistes. Pour lui, les années qui ont précédé 1848 ont été marquées par l'influence néfaste des grandes villes, « où ils (les migrants) puisent ces doctrines subversives du socialisme dont la mise en pratique conduirait à la destruction de tout gouvernement régulier »⁹.

Faut-il voir dans les événements révolutionnaires de Felletin, en 1840, une influence des migrants creusois fréquentant régulièrement l'agglomération lyonnaise et particulièrement la Croix-Rousse ? En 1840, des ouvriers sédentaires de Felletin se soulèvent, mais échouent. Or, dans la nuit du 16 avril 1840, des affiches significatives sont apposées sur les murs de la ville : « On vient d'emprisonner plusieurs braves gens qui se sont montrés dignes d'un grand caractère et d'une grande énergie en voulant soutenir leurs droits... Vivre en travaillant, mourir en combattant, telle est la juste devise »¹⁰. Ainsi, la devise des canuts de la Croix-Rousse réapparaît en Creuse. Les migrants temporaires, très nombreux à fréquenter Lyon, ont dû parler beaucoup chez eux des révoltes lyonnaises de 1831 et de 1834 ; l'influence des migrants a certainement joué sur les ouvriers sédentaires. Ce n'est pas seulement par une propagande orale directe que se marque cette influence ; des journaux, des brochures rapportées circulent et leur contenu est largement commenté. Dans les lettres de famille, on termine souvent par la formule : « Vive la République démocratique et sociale ! »¹¹.

Or, un problème se pose devant ce comportement du migrant comme du sédentaire : le petit propriétaire qui cherche à augmenter ses lopins de terre par ses déplacements ne semble pas hésiter à accepter des théories socialistes guère favorables à la propriété individuelle. Il faut d'abord retenir l'atmosphère d'enthousiasme de 1848 qui cache d'abord les réalités. Une lettre du sous-préfet de Bourganeuf au préfet de la Creuse, en date du 12 février 1849¹², met en relief l'idée que le désir d'accroître la propriété personnelle est une sorte de frein au développement des propagandes socialistes : « Leur désir de devenir propriétaires à force d'économie passionnée neutralise l'effet d'utopies qu'ils ont presque toujours adoptées par entraînement et sans les comprendre ». L'affaire des « 45 centimes » illustre assez bien le problème de l'option. L'application de cet impôt sera difficile dans la Creuse, car le migrant temporaire-proprétaire en fera souvent les frais et il y aura refus de payer¹³. Néanmoins, on retrouve de nombreux migrants temporaires creusois dans les ateliers nationaux et parmi les combattants des journées de juin¹⁴. Dans les mois qui suivirent ces journées, on constate que beaucoup de déportés sont originaires de la Creuse : « Le département de la Creuse a encore fourni son triste contingent dans la liste des 547 individus condamnés à la transportation, qui ont été dirigés sur le Havre, dans la nuit du 23 au 24 septembre dernier », fera connaître aux Creusois, le 8 octobre 1848, le journal local : « Le National de la Creuse ». Mais la crise financière et économique et le chômage qui en résulte ont obligé

la plupart des migrants temporaires à revenir au pays pour de longs mois en attendant des jours meilleurs. On voit là un avantage des migrations temporaires sur les migrations définitives. Cependant ce long séjour anormal des migrants au pays d'origine rend la bourgeoisie creusoise très inquiète, car la propagande peut redoubler dans les villages et dans les bourgs, souvent dominés par ces ouvriers « égarés par les fanatiques prédications des clubs »¹⁵. Le succès de Martin Nadaud aux élections de 1849 pour la Législative peut s'expliquer en partie par cette situation très complexe.

Le comportement du député-maçon à la Législative est conforme aux tendances de l'émigration creusoise. Avant d'écrire ses « Mémoires de Léonard », Martin Nadaud a réuni dans un ouvrage, l'essentiel de ses interventions en faveur des migrants ruraux travaillant à Paris, et plus généralement du monde laborieux en général¹⁶. Il insiste plus particulièrement sur l'importance de l'urbanisme parisien, qui par des lois appropriées doit permettre les grands travaux assurant du travail aux ouvriers parisiens et à ceux qui viennent régulièrement dans la capitale. Du point de vue social, il défend les associations ouvrières et les cabarets, lieux de refuge des travailleurs et particulièrement pour ceux de l'industrie du bâtiment. Il s'attaque à la loi sur les livrets ouvriers, « loi d'humiliation, d'immoralité, de despotisme et de tyrannie ». Le coup d'Etat du 2 décembre 1851 devait mettre fin à cette activité parlementaire pro-ouvrière de Martin Nadaud, tandis que le député-maçon partait pour un long exil en Angleterre (en fait la durée du Second Empire) ; les idées de l'ancien représentant républicain-socialiste allaient évoluer rapidement vers des tendances plus modérées.

Déçus et très éprouvés par les répressions qui ont suivi les journées de juin et le Coup d'Etat du 2 décembre, les migrants creusois du bâtiment semblent désemparés. Les déceptions, nées des « 45 centimes » et du chômage, expliquent en grande partie le succès de Louis-Napoléon Bonaparte pour l'élection à la présidence ; en Creuse 50.222 voix sur 53.124 votants approuvent le prince-président. Cependant durant tout le Second Empire, le gouvernement restera très méfiant envers le département de la Creuse. A Paris, comme dans la Marche, les migrants ou anciens migrants sont surveillés, traqués et des mesures de répression les atteignent. Lors du Coup d'Etat du 2 décembre 1851, au moment où Martin Nadaud doit quitter la France, d'autres Creusois sont fortement condamnés. Tel ce maçon, migrant temporaire, père de cinq enfants, habitant Monteil, qui sera déporté en Algérie¹⁷. L'auteur populaire de « la chanson des maçons de la Creuse », Jean Petit, ancien migrant tailleur de pierre devenu entrepreneur, futur propagandiste de la Ligue de l'Enseignement, sera traqué pendant toute l'année 1852¹⁸. Dans la période de l'attentat d'Orsini (1858), la surveillance redouble¹⁹. Avant l'attentat, le bruit de cet attentat est répandu par les maçons de la Creuse revenant dans leur pays. Des perquisitions ont lieu à Felletin. Une lettre du procureur général de Limoges au Garde des Sceaux (20 janvier 1858) demande des enquêtes plus approfondies sur les migrants : « Dans la Creuse, on devrait obtenir quelques renseignements précieux, en s'informant avec le plus grand soin, dans chaque commune, des nouvelles transmises par les émigrants, pour donner, dans ce sens, les

instructions les plus précises, à mes substituts de ce département ». Certains maires renseignent l'administration sur les bruits colportés à partir de Paris ou de Lyon. Dans une lettre du 5 février 1858, le procureur général de Limoges résume la situation qui existait selon lui à la veille de l'attentat : « Tous les renseignements qui arrivent de la Creuse indiquent que dès les premiers jours de janvier, la population était informée par les émigrants venus de Paris, d'un événement grave qu'on présentait comme imminent. Il est hors de doute que les maçons de ce département avaient acquis la connaissance des projets ourdis contre l'Empereur dans les ateliers de Paris, et, dès lors, il est certain que la population ouvrière de la capitale ne pouvait pas ignorer complètement les desseins des conspirateurs... Presque partout, dans cette contrée, dans les quelques jours qui ont précédé le 14 janvier, on se préoccupa de savoir si on n'avait pas tiré sur sa Majesté, on s'attendait à quelque chose, on était plus ou moins instruit, et on avait le pressentiment d'un événement prochain et grave ». Cette atmosphère décrite par l'administration judiciaire du Limousin montre combien les migrations ont fini par créer des liaisons politiques entre les villes et les villages creusois les plus reculés.

Le Second Empire représente pour les migrants creusois, de plus en plus pluriannuels ou viagers, une période de prospérité et de gains, mais aussi une lente progression vers les tendances républicaines et socialistes. Lorsque la Commune de 1871 éclate, on retrouve, comme en 1848, un grand nombre de migrants creusois parmi les insurgés²⁰. Lorsqu'en 1872-1873, les premières libérations des insurgés les moins condamnés ont lieu, on peut, d'après les passeports délivrés (passeports d'indigents avec secours de route), voir l'origine des prisonniers (profession, âge, lieu de naissance, lieu de retour après libération). A la prison centrale de Rennes, qui en a reçu des contingents assez importants²¹, les « condamnés insurrectionnels » sont souvent des travailleurs du bâtiment et parmi ceux-ci, il y a des migrants du Limousin et surtout de la Creuse qui regagnent leur village ou leur bourg, mais certains aussi vont directement à Paris où ils espèrent retrouver un chantier rapidement.

Sous la Troisième République, les tendances politiques de la Creuse continuent à subir l'influence des villes et surtout de Paris, bien que les migrations de travailleurs changent de caractères (moins de retours au lieu d'origine). On retrouve à la fois les tendances républicaines et les tendances socialistes. Martin Nadaud revenu en France dès la chute du régime impérial est nommé préfet de la Creuse et se trouve éloigné des événements qui préparent le soulèvement de la Commune de 1871 (septembre 1870 – février 1871). Déjà en 1869, il avait décliné la candidature démocratique dans la Seine, alors qu'il collaborait au « Réveil » de Delescluze. Il échoue aux élections pour l'Assemblée nationale en 1871 ; dans son département, où il se présente comme candidat républicain radical, il n'obtient que 10.464 voix sur 50.111 votants²². Il parvient à retrouver son mandat de député le 20 février 1876 dans l'arrondissement de Bourgneuf comme républicain (4.083 voix sur 8.002 votants). Vieilli, Martin Nadaud abandonne peu à peu son esprit révolutionnaire combatif. Dans cette évolution, on peut faire intervenir le découragement, mais aussi un changement de la situation matérielle qui s'accompagne souvent d'un changement d'idéologie, conséquence d'une vue

différente des problèmes de la vie quotidienne. Député de la Creuse, de 1876 à 1889, il devient questeur de la Chambre. Malgré le changement de tendance, les électeurs creusois sont restés fidèles à l'ancien républicain socialiste ; bel exemple du personnage représentatif qui fait longtemps illusion en conservant son prestige du passé.

Pourtant la Creuse, par ses migrants temporaires, devient de plus en plus socialiste. La preuve en est apportée par l'élection en 1893 d'un autre maçon migrant : Antonin Desfarges, qui s'inscrit comme républicain socialiste. Il restera député de la Creuse de 1893 à 1910. C'est un paysan marchois, à la fois cultivateur et maçon à Paris et qui deviendra petit entrepreneur. Dans la capitale, il devient entre 1867 et 1871 un membre actif des groupements ouvriers, il combat pour la Commune de 1871, prend part à l'agitation pour l'amnistie de Communards, puis représente la corporation des maçons dans divers congrès et devient président du Conseil du bâtiment à Paris. Très connu à Paris et dans la Creuse, il devient député républicain au second tour de scrutin de 1893 dans l'arrondissement de Bourgneuf, comme Martin Nadaud dans le passé (4.476 voix sur 7.432 votants)²³. Ce député maçon fut pourtant moins connu et moins populaire que Martin Nadaud ; il créa en 1895 un journal hebdomadaire, « La jeune Creuse » qui permit une propagande plus large grâce au développement de l'instruction élémentaire. A la Chambre des députés, il présenta divers projets montrant non seulement son activité en faveur des travailleurs (Caisse de retraite pour les vieux travailleurs, indemnisation pour les accidents du travail, etc...), mais aussi sa défense des migrants. En 1894, il propose un système de vote par correspondance pour les élections législatives afin que les travailleurs migrants ne soient pas lésés dans leurs droits électoraux et puissent ainsi prendre part aux élections dans leur pays d'origine ; projet d'avenir sans doute, mais qui n'est pas accepté alors.

Ainsi, entre 1848 et 1914, la Creuse a eu deux députés maçons migrants temporaires. C'est là un signe de l'importance des migrations laborieuses. Mais les tendances socialistes, conséquence des déplacements réguliers de la main d'œuvre rurale, dans un milieu de petits propriétaires terriens n'apparaissent pas contradictoires. Le socialisme de la fin du XIXe siècle et du début du XXe finit par proclamer son désir de maintenir et de défendre la petite propriété rurale où le travailleur est à la fois propriétaire et exploitant. Le migrant temporaire prolétaire sur les chantiers urbains peut sans crainte développer sa petite propriété pour le retour. Il peut aller au socialisme, libre de toute inquiétude, quant à sa propriété. D'ailleurs ce migrant temporaire, à la fois ouvrier de la ville et petit propriétaire exploitant au village, est doublement attiré par les doctrines politiques avancées, car il est prolétaire urbain et souvent paysan malheureux par suite de l'infertilité du sol et de la vie rurale difficile. Le socialisme lui apparaît comme une doctrine de libération sociale ou tout au moins de promesse d'amélioration de son sort.

L'influence politique des mouvements migratoires semble donc avoir bien marqué la Creuse en lui donnant une nuance de pays rural d'avant-garde. Des régions voisines ont parfois suivi la même évolution. Ainsi, la Combraille auvergnate, pays aussi de migrants maçons, est souvent plus « rouge » que d'autres régions auvergnates de migrations. Les notables y redoutent la

propagande révolutionnaire des migrants. Le journal « Le Moniteur du Puy-de-Dôme » du 13 janvier 1871 parle de ces « Lyonnais » qui « donnent aux gens du village des leçons de politique à la façon de la Guillotière ». L'influence socialiste de Lyon est redoutée par les conservateurs²⁴. Par contre, il est assez curieux de constater que dans la Haute-Vienne, les pays qui ont fourni le plus grand nombre de migrants temporaires maçons sont ceux qui sont venus le plus tardivement au socialisme et aux idées d'avant-garde²⁵.

III - PARMi LES AUTRES REGIONS FRANÇAISES DE MIGRATIONS TEMPORAIRES, LA SAVOIE OFFRE L'EXEMPLE D'UNE INFLUENCE POLITIQUE LIMITEE DES MIGRANTS

Les deux exemples que nous venons d'analyser, Nivernais et Marche, nous montrent une nette influence politique des migrations temporaires. Mais il faut remarquer qu'il s'agit de migrants prolétaires qui travaillent collectivement sur des chantiers (chantiers pour le bois, chantiers pour la construction), aux ordres de patrons qui surveillent et payent selon la qualité du travail. Une mentalité collective de défense et de revendications apparaît vite et les comportements politiques ne peuvent être que ceux de la revendication.

Il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit de migrants temporaires ayant une activité beaucoup plus indépendante : artisans-commerçants, colporteurs et marchands ambulants. Aussi, l'Auvergne sera beaucoup moins influencée par les migrants que la Creuse. Le porteur d'eau, le marchand de vin, le marchand de charbon sont des migrants qui ne s'occupent guère de politique, à Paris puis au village. Quand le migrant est parvenu à une certaine aisance (marchand de vin devenu hôtelier, marchand de toile de l'Auvergne), les idées modérées ou même très conservatrices l'emportent.

Ces anciens migrants temporaires ou même pour les marchands de toile auvergnats qui continuent les déplacements rythmés, la position de notable au village ou au bourg est recherchée et donne un certain prestige.

Or, la Savoie offre un curieux mélange des deux influences politiques des migrations temporaires : les ouvriers travaillant à Lyon ont donné d'actifs révolutionnaires (tels les « Voraces ») et les marchands de graines ont fini par alimenter la catégorie des notables conservateurs.

La Savoie, avant 1848, a connu un courant important de migrants prolétariés fréquentant Lyon. Les conservateurs savoyards « blâmaient l'expatriation, et y voyaient une manière de punition du ciel pour les idées subversives que rapportaient dans leur foyer les ouvriers » ²⁶. Dans une lettre écrite par un bourgeois de la Commission d'enquête de 1849 chargée de connaître les besoins de la province, ce Savoyard bien pensant souhaite voir « discontinuer ces voyages lointains et aventureux auxquels les habitants de la campagne se livrent et par suite desquels ils se mettent en contact avec les démagogues des pays étrangers, dont ils savourent les doctrines avec d'autant plus d'avidité, que la vie aventureuse à laquelle ils se livrent, les prédispose davantage aux idées subversives de l'ordre et de la morale religieuse. Plus dociles à la voix du clergé, dont plusieurs d'entre eux méprisent maintenant les leçons, on les verrait rentrer dans la vie paisible des champs... » ²⁷. Les migrants temporaires savoyards travaillant à Lyon sont devenus plus nombreux à partir de la fin de la Seconde Restauration, par suite d'une grande activité industrielle. Mais ils ne cherchent pas à avoir des liens étroits avec le milieu familial traditionnel des ateliers. Ils tiennent au contraire et de plus en plus, à se rendre indépendants en dehors du temps de travail. Cette liberté se traduit par le non logement chez le patron, qui normalement les hébergeait. Ils vivent en garnis ou dans des chambres à plusieurs lits. Dès lors,

ils mènent une vie où loisirs, jouissances et réunions politiques tiennent une place essentielle. Ils sont surtout attirés par les groupes qui se forment dans les cabarets ; les sujets abordés sont politiques et on y discute sur les théories socialistes. Mais ils se laissent facilement impressionnés dans les moments de difficultés, quand il y a baisse des prix de façon dans leur activité laborieuse²⁸. Le climat politique lyonnais de ce milieu social des migrants travailleurs savoyards est favorable à la formation et au recrutement des sociétés secrètes.

A la veille des grands événements de 1848, on connaît, en fait, cette atmosphère de préparation à l'agitation. Le procureur général de Lyon, dans un rapport du 1^{er} mars 1848, s'inquiète de ces migrants temporaires savoyards gagnés aux idées révolutionnaires. « Un des faubourgs les plus populeux de Lyon, le faubourg de la Croix-Rousse, inspire de très vives inquiétudes. Ce n'est pas la population indigène que l'on redoute, elle se fait remarquer en général par un excellent esprit ; mais elle est mêlée d'une partie moins paisible, moins morale, laquelle se compose d'étrangers, et surtout de communistes exaltés, entreprenants »²⁹.

Tandis qu'à Paris, les migrants temporaires savoyards en chômage se font rapatrier par l'ambassade sarde et diverses organisations d'entraide et de bienfaisance, comme la « Société philanthropique savoisiennne » fondée par Royer-Collard en 1833, il n'en est pas de même à Lyon où les migrants chômeurs se préparent à une grave agitation.

L'expédition des « Voraces » contre le duché (avril 1848) se prépare à Lyon où les migrants savoyards y trouvent des conditions favorables. Le jeune et inexpérimenté Emmanuel Arago, commissaire extraordinaire de la République, est faible devant l'agitation et se laisse vite déborder par ces ouvriers extrémistes armés et organisés en bandes. Ces révolutionnaires savoyards appartiennent souvent à la société secrète des « Horaces » dont le nom se transforme en « Voraces »³⁰. Il y a non seulement complicité avec le Commissaire de la République à Lyon, mais aussi avec Anselme Petitin (Savoyard Francisé) Commissaire de la République dans le Jura et l'Ain où il favorisera le passage aux révolutionnaires pour gagner la Savoie. La bande de chômeurs savoyards (dont les autorités lyonnaises cherchent aussi l'éloignement) se grossit de Français, d'Italiens et de Polonais. Quand cette bande quitte Lyon pour s'engager dans la cluse d'Ambérieu et gagner Belley et le passage de Pierre Châtel, elle est inorganisée et l'on compte au plus 80 fusils et des centaines de migrants n'ayant que des armes blanches et des bâtons. Le Commissaire Petitin est à Belley pour faciliter le passage. Aussitôt rentrés en Savoie, beaucoup de migrants temporaires non convaincus abandonnent la bande et rentrent dans leur village savoyard. Les autres, très fatigués, parlementent avec les notabilités municipales de Chambéry, tandis que les autorités et l'armée sarde se sont repliées en Maurienne. La ville de Chambéry est occupée sans résistance. Mais les chefs révolutionnaires sont incapables d'organiser un gouvernement et de s'imposer. Dès lors, l'Eglise, la bourgeoisie et la population rurale conservatrice des environs de la ville se concertent et chassent facilement les « Voraces » de la ville et beaucoup seront massacrés dans les campagnes d'alentour. L'expédition se termine donc par une lutte à mort entre migrants temporaires révolutionnaires et classes

possédantes (bourgeoisie, paysannerie conservatrice). S'il y eut peu de victimes du côté des modérés, il n'en fut pas de même chez les « Voraces » : 13 massacrés, 70 disparus, 67 blessés et 900 prisonniers.

L'affaire des « Voraces » entraîne une grande peur dans toute la Savoie et parmi les sédentaires, on considère les migrants temporaires avec prudence. Les migrants pensent plus désormais à acquérir de la propriété foncière qu'à développer une propagande politique et sociale. Cependant, il y aura encore des convaincus et s'ils ne réussissent pas à gagner les Savoyards, certains chercheront à gagner le Nouveau Monde pour se faire une nouvelle vie ou par dépit. Cet esprit d'aventure, mêlé de politique et de socialisme est un phénomène assez curieux. Déjà en 1848, lors de l'affaire des « Voraces », on a retrouvé parmi les objets abandonnés, un engagement, signé par trois Savoyards travaillant à Lyon, pour l'Icarie, la colonie socialiste de Cabet. Ces trois migrants apportaient non seulement leurs outils de travail, mais aussi leur avoir ; l'un d'eux parle de 3.000 francs à tirer de la succession de son père ³¹.

Durant la seconde moitié du XIXe siècle et le début du XXe, l'influence des migrants temporaires, avant et après l'annexion, se fait très diversement sentir. Le catholicisme est resté très vivace dans les montagnes d'où partent de nombreux migrants temporaires. Et pourtant, ces derniers apportent les idées nouvelles ou décrivent les progrès de la Gauche. Par amour de la terre, leurs convictions finissent par être très prudentes et modérées. La Droite catholique finit par l'emporter dans de très nombreux villages de migrants.

Le jugement de P. Guichonnet ³² est très nuancé : « C'est le réflexe inné d'une paysannerie cramponnée à sa terre et qui est systématiquement hostile à tout ce qu'on lui représente comme ennemi de la propriété. C'est dire que la Droite groupe, au fond, avec les descendants des familles nobles et bourgeoises du temps sarde, presque toute la population rurale ». Et le même auteur de marquer les exceptions, particulièrement dans la région du Giffre : « Depuis longtemps, les habitants ont vu du pays, se sont même enracinés en terre lointaine. Cet éparpillement ancien a créé l'état d'esprit favorable aux idées venues des Cluses et renforcé l'humeur égalitaire née de la non-possession du sol. Samoëns, petite bourgade administrative, a été le foyer d'une migration saisonnière de maçons qui ont bâti Genève. Il y a encore un rapport entre la fréquentation de ce centre, qui a marqué si profondément la vie publique des pays au nord de l'Arve et l'attachement du Giffre à la Gauche ». Au XXe siècle, des oppositions apparaissent entre régions par suite des influences politiques des migrants temporaires : « L'émigration moderne, en Chablais et en Bornes, crée le type du « Parisien » enrichi, qui ne se signale pas par des opinions non conformes à celles du pays, lorsqu'il y revient, après fortune faite. Il devient même souvent un actif militant de la politique locale de droite. Dans le Giffre, il semble bien qu'il se produise l'inverse. Le chauffeur de chauffage central ou le marchand de vin de Miesuy, s'il rentre à la maison natale, rapporte de Paris des idées de gauche ».

Les marchands de graines de la Côte d'Arbroz ³³, village perché à 1.120 mètres d'altitude, (Faucigny), offre un autre exemple d'une migration temporaire qui renforce les idées conservatrices traditionnelles :

« L'émigration des marchands de graines apparaît comme un mouvement bien enraciné, hautement spécialisé et très rémunérateur, qui est une cause de prospérité pour la commune. Contrairement à ce qui s'observe lorsqu'il s'agit de formes d'émigration prolétarienne, qui propagent des idées avancées, les grainetiers, élément riche et actif de la politique locale, sont parmi les tenants les plus solides des opinions modérées et du catholicisme, qui caractérise si nettement la Côte d'Arbroz ».

NOTES - QUATRIEME PARTIE - Chapitre V

- 1 A. CHATELAIN ((58).
- 2 A. MARLIERE (787), p. 26-27, 85-86 et dans les diverses notices communales.
- 3 MARLIERE (787), notices communales : Brèves, p. 178 ; Dorceny, p. 183 ; Pousseaux, p. 191 ; Surgy, p. 195.
- 4 MARLIERE (787), notice, p. 373 (pour Chalaux), p. 214 (Corvol), p. 225 (Entrains).
- 5 Abbé BAUDIAU : Le Morvan (Edit. 1867, 3 vol.) vol. I, p. 53.
- 6 ARDOIN-DUMAZET (19), vol. 25 (1901), p. 22-23.
- 7 LEVAINVILLE (781)), p. 278.
- 8 FAVONE (761), p. 277.
- 9 A.D. Creuse, série M. Lettre du 12 février 1849.
- 10 A.N. : BB 18, 1382 et FAVONE (761), p. 132.
- 11 SEIGNOBOS : *La Révolution de 1848, le Second Empire* (Tome 6 de la Coll. E. Lavis : *Histoire de la France contemporaine*), p. 175. Aussi : *La Seconde République en Creuse (1848-1852)* (in : Mémoires Soc. des Sciences nat. et arch. Creuse, tome 29, 1945-1946, p. 693-751).
- 12 A.D. Creuse, série M.
- 13 Cf. J. LEVRON : *Une révolte de contribuables en 1848* (in : « Le Messager de la Creuse » nov. - déc. 1936 et janv. - févr. 1937).
- 14 FAVONE (761), p. 308.
- 15 La II^e République dans la Creuse, art. cité, p. 717.
- 16 M. NADAUD (802).
- 17 Cf. *La II^e République en Creuse*, art. cité, p. 743.
- 18 H. GERMOUTY (767).
- 19 A.N. : BB 30/440, n^o 377 à 451.
- 20 FAVONE (761), p. 308.
- 21 A.D. de l'Ille-et-Vilaine : 10 M b2 (Passeports pour indigents, 1864-1881).
- 22 Dictionnaire des parlementaires français par A. ROBERT, E. BOURLOTON, G. COUGNY, Tome 3, p. 466-467 (Paris, 1890).
- 23 Cf. J. JOLLY : *Dictionnaire des parlementaires français de 1889 à 1940*, tome IV, 1966, p. 1411-1412.
- 24 Cité par P. ESTIENNE (757), p. 314.
- 25 Renseignements communiqués par A. PERRIER, professeur à Limoges.
- 26 P. GUICHONNET (588), p. 21.

27 P. GUICHONNET (588) cite ce texte, p. 21, sans en donner la source dans les archives.

28 E. PARISSET : *Histoire de la Fabrique lyonnaise* (Lyon, 1901), p. 277.

29 A.N. : BB 30, 361, 1er mars 1848.

30 P. GUICHONNET (590).

31 Cf. P. BERNARD, in « Mémoires et Documents publiés par la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie, tome LXXXV (1939-1946), séance du 7 mai 1940. Voir aussi P. GUICHONNET (590), p. 6.

32 P. GUICHONNET (590 bis).

33 P. GUICHONNET (591), p. 82.

EN CONCLUSION, dans le domaine politique il est difficile de prévoir dans quel sens s'exercera l'influence des migrants temporaires sur les régions rurales d'origine. En général, les activités urbaines industrielles ou de transport (bâtiment, transports des bois) conduisent à une prolétarianisation et aux idées avancées. Par contre, les activités commerciales avec profit individuel développent les idées modérées. Mais domaine politique et domaine religieux sont souvent étroitement liés. Aussi, les régions très catholiques résistent à l'influence des militants cherchant à introduire les idées avancées. Nous avons vu le cas de la Savoie, mais on peut aussi retenir le sud du Massif Central (Aveyron et Lozère très catholiques) où les migrants temporaires fréquentant le Bas-Languedoc révolutionnaire n'ont guère changé les aspects religieux et politiques de cette région restée très traditionaliste.

Lorsque la Gauche l'emporte, les résultats peuvent être temporairement décevants avec des échecs de révolte (cas de Clamecy) ou d'expédition révolutionnaire (cas de Chambéry). Mais la voie légale (cas de la Creuse par les élections) est plus fructueuse.

CONCLUSION GENERALE

RAPPORTS ENTRE MIGRATIONS TEMPORAIRES ET MIGRATIONS DEFINITIVES ET PLACE DES MIGRATIONS TEMPORAIRES DANS L'EVOLUTION DES MIGRATIONS FRANÇAISES

Au terme de cette longue et difficile analyse des migrations temporaires françaises pendant plus d'un siècle, nous sommes amenés à constater combien la documentation qualitative et surtout quantitative est insuffisante, fragmentaire et inégale. Cela tient à la complexité des phénomènes, mais aussi au manque d'attention et d'intérêt de nombreux observateurs et administrateurs pour des ruraux trop humbles et considérés trop souvent comme des êtres insignifiants. L'histoire des classes sociales les plus modestes aura toujours à souffrir des comportements passés.

Pourtant, l'exploitation d'une documentation imparfaite permet néanmoins de saisir l'évolution des phénomènes migratoires français sur une très longue durée historique. Deux idées essentielles peuvent être mises en relief : l'existence et le lien permanent entre migrations temporaires et migrations définitives avant comme après le XIX^e siècle, la concurrence entre les deux types de déplacement et de migration conduisant à une sorte de lutte et à une alternance de prédominance de l'un ou l'autre type.

1°) COEXISTENCE ET LIEN CONSTANT ENTRE MIGRATIONS TEMPORAIRES ET MIGRATIONS DEFINITIVES DEPUIS PLUSIEURS SIECLES.

La sédentarisation des ruraux français a toujours été relative, inégale et souvent fragile. Sans doute, le paysan est attaché à la terre lorsqu'il possède suffisamment de biens-fonds. Mais le problème de la propriété n'est pas le seul facteur à déterminer son comportement. Le problème des temps morts dans le travail agricole saisonnier et ceux du besoin de gagner plus par toutes sortes d'activités, du besoin de bouger et de connaître d'autres pays et d'autres milieux économiques et sociaux, ont souvent conduit le rural à une mobilité périodique et très rythmée. Tout un monde de migrants temporaires ruraux, montagnards ou non, apparaît bien avant le XIX^e siècle et se maintient au cours des XIX^e et XX^e siècles, en apportant dans la durée des déplacements et des absences une très grande variété d'aspects.

En même temps que ce phénomène de mobilité rurale reposant sur des types de migrations temporaires des montagnards pauvres ou aisés et toujours envieux, vers les plaines riches et de vie plus facile au pied des montagnes, est phénomène démographique historique. Mais les déplacements définitifs n'intéressent pas que les ruraux montagnards, on les constate tout autant dans les pays de faible altitude ; des paysans espèrent toujours trouver mieux dans des régions voisines réputées et saisissent les occasions pour s'y installer. Si des campagnes ont été attractives, les villes l'ont été beaucoup plus et cela bien avant le XIX^e siècle. Déjà Jean-Jacques Rousseau, en 1762 dans *l'Emile* (Livre I, p. 36) résumait un fait ancien lorsqu'il écrivait : « Les villes sont le

gouffre de l'espèce humaine. Au bout de quelques générations, les races périssent ou dégénèrent, il faut les renouveler et c'est toujours la campagne qui fournit à ce renouvellement ».

La coexistence, en un même pays de départ, des deux types de migration, est notée très souvent, à chaque siècle, pour maintes régions comme les Alpes, le Massif Central ou les Pyrénées. Raoul Blanchard¹ rencontre les deux sortes de migrations dans la plupart des pays alpestres et cela dès la fin du Moyen-Age si l'on se fie aux documents : « Les plus vieux textes dont nous disposons à propos des déplacements saisonniers nous montrent les départs définitifs escortant les absences temporaires ». Et le géographe grenoblois, qui s'est penché plus d'un demi-siècle sur ce problème ajoute : « Mais ce lien entre absences temporaires et départs définitifs apparaît d'autant plus serré que joints dans le temps ils coïncident aussi dans l'espace. Les asiles où s'établissent les déserteurs sont les localités que visitent les hirondelles d'hiver ou d'été ». Nous ne retiendrons d'abord que la coexistence des deux types de migrations et leur lien étroit ; ceux qui partent définitivement ont souvent dans le passé pratiqué des migrations temporaires qui les ont habitués à ne plus voir le pays d'origine et à se passer de ses ressources. Mais des exemples prouvent aussi que les chemins suivis par les migrants définitifs ne sont pas nécessairement ceux empruntés durant les migrations temporaires ; les migrants définitifs bugistes se fixant à Lyon ont abandonné les destinations de l'Est de la France que les peigneurs de chanvre bugistes choisissaient traditionnellement. Plus d'un maçon creusois migrant temporairement dans les Charentes riches a pris la direction de l'agglomération parisienne pour s'y fixer définitivement parce que la richesse a changé de région. Mais, peu ou prou, la migration temporaire a toujours laissé derrière elle un contingent de « déserteurs » qu'on ne reverra plus au pays d'origine.

Ainsi, une sorte de règle apparaît dans l'histoire des migrations intérieures françaises : la migration temporaire est accompagnée d'une migration définitive et le lien entre l'une et l'autre est étroit et permanent.

2°) UNE SORTE DE CONCURRENCE S'ETABLIT ENTRE LES DEUX TYPES DE MIGRATION MAIS IL S'AGIT DE SAVOIR LEQUEL L'EMPORTE.

C'est particulièrement pendant la première moitié du XXe siècle que les géographes-historiens ont soulevé le problème de la concurrence entre la migration temporaire et la migration définitive, mais aussi le double problème du lien entre les deux types et de la prédominance finale de l'une de ces migrations.

Deux écoles ou deux tendances apparaissent peu à peu : celle de Girardin-Allix qui met en relief les bienfaits des migrations temporaires, surtout saisonnières et celle de Raoul Blanchard qui cherche à prouver les méfaits des déplacements périodiques. Avant 1914, des géographes soutiennent que les migrations temporaires sont un frein aux expatriations définitives. Jules Sion², non à propos d'un pays de montagne comme on pourrait s'y attendre, mais au sujet de la Haute-Normandie constate en 1909 que « beaucoup de communes seraient encore plus désertées si quelques uns de leurs habitants n'allaient chercher ailleurs, soit chaque été un supplément de ressources, soit chaque jour un emploi régulier pour leur activité ». Ainsi,

en plaine, migrations de courte durée (saisonnières ou quotidiennes) sont des remèdes au mal de l'exode. En 1910, Girardin, à propos des Alpes, fait une communication au Congrès de Saint-Gall (Suisse) des sociétés suisses de géographie en élargissant le phénomène du frein des migrations temporaires sur les migrations définitives³. Un autre géographe, H. Cavallès⁴ ajoute en 1912 l'exemple des Pyrénées ariégeoises où la dépopulation est moins marquée par suite de l'importance des migrations saisonnières. On peut donc constater qu'avant 1914, les géographes ont déjà dégagé une première observation pour leur période historique et aussi pour le XIX^e siècle qui vient de s'achever. Mais la tendance adverse ne manque pas de donner son jugement. C'est encore dans les pays de l'Ouest que l'analyse des populations du Bas-Maine permet à R. Musset⁵ d'écrire en 1917 : « l'émigration temporaire à long terme a frayé ici la voie à l'émigration définitive ». Ainsi, les pessimistes viennent s'opposer aux optimistes. En marge des géographes, des économistes-sociologues de l'école de Le Play se hasardent à émettre des jugements tirés de l'observation des faits et ils se rapprochent alors de l'opinion formulée par R. Musset. Ainsi, H. de Boissieu en 1909⁶ à propos des migrants saisonniers belges travaillant en Brie, observe : « Quelquefois, l'émigration temporaire belge tend à devenir semi-définitive ou définitive, l'émigrant trouvant du travail permanent en France, et y attirant peu à peu les siens ».

On peut dire qu'entre 1909 et 1922, les géographes ont émis des jugements d'une manière accidentelle et timide ; ils ne mettent aucun acharnement à défendre leurs positions. Il n'en est pas de même dans la période d'entre-deux-guerres où Raoul Blanchard précise son opinion défavorable aux migrations temporaires tandis qu'André Allix, son élève, devient le grand défenseur des migrations temporaires salutaires. Les deux géographes se font de véritables historiens des migrations montagnardes pour renforcer leurs positions et autour de chacun des chefs de file, d'autres géographes-historiens apportent des exemples. Il n'y a pas là une futile querelle entre géographes, mais un débat essentiel sur les liens entre migrations ; problème que malheureusement les historiens des populations rurales ont alors trop négligé ou ignoré.

Raoul Blanchard⁷ dès 1915 et 1922, cherche à préciser sa position. Mais après bien des recherches et des enquêtes à travers les Alpes, il affirme très nettement son opinion définitive dans sa grande synthèse sur les Alpes occidentales. En 1943, il écrit : « l'émigration totale sort du déplacement temporaire, avec ou sans transition de l'absence de longue durée. Le déracinement est plus aisé à ces hommes entraînés à courir chaque année les routes, qui ont fréquenté le monde extérieur, en appréciant les ressources, s'y sont déjà créé des habitudes, des relations. Ils connaissent les pays de vie facile, savent ce qu'on peut en tirer ; la tentation est grande, surtout lorsque le besoin d'argent paraît plus pressant, d'aller exploiter à fond ces possibilités... » Et il nuance l'évolution des liens entre les deux types de migrations, la migration définitive progressant sans cesse : « le ruisseau de l'émigration définitive s'est alimenté au large courant de la migration saisonnière ».

André Allix, lors de sa soutenance de thèse sur l'Oisans, en 1929⁸

analyse le rôle des migrations temporaires et tire une conclusion qui s'oppose à celle de R. Blanchard : « La migration temporaire préserve de recourir à la solution désespérée de l'émigration définitive », c'est « la soupe de sûreté ». Il précise bien la coexistence des deux formes de déplacement et nuance les relations entre elles : « l'émigration n'est pas le propre des montagnes. Elle décongestionne les pays pauvres, ou plus exactement les pays qui, à une époque donnée, semblent pauvres, comparés à leurs voisins ; ceux qui, selon l'étalon de vie correspondant au degré de civilisation, sont surchargés de consommateurs par rapport aux ressources du moment... L'Oisans a toujours connu le phénomène sous ses deux formes, l'émigration temporaire et l'émigration définitive. Souvent, on les considère comme liées, l'une conduisant à l'autre ; le contraire plutôt me semble vrai... Grâce à l'émigration temporaire, grâce au complément de ressource qu'elle apporte, voire simplement grâce à l'économie qu'elle fait réaliser sur place pendant la mauvaise saison, on peut sans mourir de faim conserver le patrimoine ; elle ramène l'homme et maintient la famille, quand l'émigration évacue tout. A la vérité, il arrive qu'un émigrant temporaire, après plusieurs années de va et vient, trouve une occasion, se fixe et appelle les siens, mais l'émigration définitive ainsi produite par le nomadisme d'hiver est un fait anormal ; j'ai pu pour une époque récente, en Oisans, en évaluer l'importance à environ 5 % des départs définitifs ».

Si les Alpes ont servi de terrain de recherches et d'enquêtes pour renforcer l'une ou l'autre théorie, d'autres régions et d'autres observateurs apportent des exemples. Arbos⁹ a souvent insisté, dans ses analyses sur l'Auvergne, sur le rôle de la migration temporaire, « sorte de frein à l'émigration définitive » ; il appuie le point de vue d'André Allix. Par contre, nous avons vu que R. Musset se range aux côtés de Raoul Blanchard à propos des migrations du Maine.

Beaucoup de chercheurs, pourtant, ont été fort embarrassés devant la complexité des problèmes durant la longue durée historique. Michel Chevalier¹⁰, à propos des Pyrénées ariégeoises, constate pour la première moitié du XIXe siècle : « Si ces migrations (saisonnières) étaient interrompues, ce serait le chômage et la misère, et bientôt l'obligation de s'expatrier pour toujours » ; il donne ainsi raison à la théorie d'Allix. Mais plus loin, quand il s'agit de la seconde moitié du XIXe siècle, il admet les conséquences néfastes des migrations temporaires avec le développement de l'exode définitif : « la durée de l'absence est de plus en plus longue... alors il y a rupture avec la vie rurale et fixation ». Même comportement de Pierre Estienne¹¹ analysant la population de la Combraille auvergnate : « Oui, le grand remède trouvé par tous ces ruraux semble bien avoir été l'émigration temporaire » ; cela pour éviter la misère et les départs définitifs au XVIIIe siècle et au début du XIXe siècle. Mais pour la fin du XIXe siècle, le jugement se modifie : « Il y a eu, à la fois des émigrants temporaires et des expatriés viagers ou définitifs, et tout nous autorise à croire que cette coexistence des deux types d'émigration est aussi ancienne que le phénomène lui-même ; les proportions seulement ont changé... Ce n'est que peu à peu que la fixation définitive l'a emporté sur les allées et venues annuelles ».

On sent dès lors que les positions de Raoul Blanchard et d'André Allix

ne tiennent pas assez compte de l'évolution dans le temps et que l'historien doit l'emporter sur le géographe. Il est indispensable de savoir si la migration temporaire ne l'a pas emporté durant certaines périodes et si la migration définitive n'a pas joué le rôle essentiel pendant d'autres périodes.

30°) LE SCHEMA DE L'EVOLUTION DES MIGRATIONS FRANÇAISES CARACTERISEE PAR L'ALTERNANCE DE LA PREDOMINANCE DE L'UNE OU L'AUTRE MIGRATION.

Nous pensons que les géographes ont grandement débarrassé le terrain de la recherche et facilité le travail des historiens penchés sur les complexes problèmes des migrations rurales. En fait, Allix a raison pour les siècles passés, avant le milieu du XIXe siècle ; la migration temporaire a freiné les départs définitifs et maintenu dans les régions déshéritées un peuplement relativement élevé. Les conditions économiques dans les régions d'accueil et les villes ne permettaient pas d'ailleurs, pendant cette période ancienne, de recevoir définitivement la masse des migrants temporaires et de leurs familles. Mais avec les nouvelles conditions nées de la grande industrie, des moyens de transports modernes et de l'urbanisation, la migration temporaire traditionnelle représentée surtout par la migration saisonnière faiblit ; dès lors, à partir du milieu du XIXe siècle la migration de longue durée (viagère ou définitive) l'emporte et l'exode rural bat son plein pendant un siècle (vers le milieu du XIXe siècle, vers le milieu du XXe siècle). Les nouvelles migrations temporaires de courte durée (hebdomadaires, quotidiennes) pendant ce siècle de déracinement de la population rurale, n'arrivent pas à freiner le courant intense car les moyens de transports motorisés sont insuffisants et les populations rurales laborieuses n'en profitent guère. Il faudra attendre le milieu du XXe siècle, avec les transports automobiles très vulgarisés pour constater un renversement du courant et une nouvelle prédominance des migrations temporaires (quotidiennes cette fois) sur les migrations de longue durée et d'exode (migrations viagères et définitives). Ainsi Allix paraît avoir raison avant le milieu du XIXe siècle et après le milieu du XXe siècle tandis que l'opinion de Blanchard l'emporte durant un siècle (milieu XIXe siècle, milieu XXe siècle).

Le schéma simplifié peut alors être établi : 12

- Avant le milieu du XIXe siècle : les migrations saisonnières freinent l'exode.
- Milieu XIXe siècle – milieu XXe siècle : les migrations ne peuvent rien contre l'exode.
- Vers le milieu du XXe siècle : les migrations temporaires quotidiennes jouent le rôle de frein sur l'exode rural.

Sans doute, faut-il tenir compte aussi des multiples nuances régionales et de différences d'activités choisies par les migrants.

Ainsi, les migrants peigneurs de chanvre du Jura méridional (Haut-Bugey) ont cessé leurs déplacements saisonniers avant le milieu du XIXe siècle pour choisir les migrations de longue durée (viagères ou définitives) ¹³. Pour les maçons de la Creuse, c'est après 1860 ¹⁴ que les migrations d'exode paraissent l'emporter et que le déracinement s'accroît. Pour la Bretagne ¹⁵, il faut attendre la fin du XIXe siècle et le début du XXe pour constater que la migration définitive devient prédominante. Le milieu du

XIXe siècle n'est donc qu'un point de repère commode pour marquer le tournant dans l'évolution des migrations françaises.

Les nuances des activités jouent aussi certainement pour avancer ou retarder cette évolution et marquer le passage d'une migration temporaire à une migration définitive. Le colporteur ou le marchand ambulant (avec voiture) a prolongé beaucoup plus sa migration temporaire que le peigneur de chanvre ou le batteur en grange. Les migrants vendangeurs ont moins subi l'évolution que les migrants moissonneurs.

Le passage, parfois laborieux, de la migration temporaire à la migration définitive peut aussi être avancé ou retardé par le comportement de la femme qui joue un grand rôle dans la famille et dans les décisions prises. H. Onde ¹⁶ ne manque pas de le mettre en relief pour la Maurienne et la Tarentaise.

Ainsi, malgré les insuffisances de la documentation quantitative et la très grande dispersion de la documentation qualitative, nous avons cherché à défricher ce domaine complexe et parfois secret du monde rural se livrant aux migrations temporaires pendant le XIXe siècle et le début du XXe siècle. La période à analyser peut paraître trop large à l'historien habitué à restreindre l'espace chronologique pour pousser la recherche en profondeur. En fait, on ne comprend bien l'évolution des migrations que si l'on considère l'histoire sur une très longue durée et ici, il faudrait retenir trois siècles (XVIIIe-XXe siècles). Nous avons choisi la période du passage des migrations temporaires aux migrations définitives et ainsi les problèmes essentiels ont pu être mieux dégagés.

Que l'on considère les migrations temporaires anciennes (surtout saisonnières) comme le prélude ou la préface à l'exode rural, c'est voir seulement un côté de l'analyse des migrations françaises. On peut dire tout autant que les migrations temporaires (saisonnières hier, quotidiennes aujourd'hui) sont un frein ou un remède à l'exode rural.

On ne peut comprendre l'exode rural si l'on ne fait pas une analyse de toutes les migrations françaises temporaires et définitives.

Pour faire cet essai, on pourra nous reprocher de n'être pas resté strictement dans le XIXe siècle et le début du XXe. Nous avons en effet débordé sur le XVIIIe siècle et sur une partie du XXe, au-delà de 1914. Cela devenait indispensable car on ne peut saisir les phénomènes de civilisation que sur une longue durée historique ; les évolutions étant souvent très lentes.

Cette analyse ne permet pas seulement de dégager des périodes propres aux migrations, elle fait mieux comprendre et elle tire de l'oubli toute une partie de l'histoire des populations rurales françaises. Les historiens ont mis en relief l'artisanat rural et les industries familiales qui apportent des ressources complémentaires indispensables aux ruraux, mais ils ont négligé les migrations temporaires des régions les plus pauvres. Ces migrations sont le pendant de l'artisanat et des industries familiales, pour les montagnes particulièrement. Or, ces déplacements réguliers n'ont pas seulement rapporté des ressources complémentaires ils ont fait plus, ils ont enrichi l'expérience et mis les ruraux en relation avec le monde extérieur. Aussi, le montagnard n'est pas un casanier comme le sédentaire de la plaine.

NOTES

- 1 R. BLANCHARD (545) tome VII, p. 557-558.
- 2 J. SION (310) p. 458.
- 3 Communication citée par R. BLANCHARD (547) p. 140.
- 4 H. CAVAILLES (496) p. 127.
- 5 R. MUSSET (475) p. 450. Cet auteur suit peut-être le jugement de R. BLANCHARD émis dans le « Recueil des Travaux de l'Institut de Géographie alpine », 1915, p. 401.
- 6 H. DE BOISSIEU (35) p. 345.
- 7 Raoul BLANCHARD (547) p. 140 et (545) p. 330 du tome III, 1^e vol.
- 8 André ALLIX (534) p. 759-760.
- 9 Ph. ARBOS (698) p. 93.
- 10 Michel CHEVALIER (498) p. 674 et 686.
- 11 Pierre ESTIENNE (758) p. 309 et 328-329.
- 12 A. CHATELAIN (210) Dans les deux articles parus en 1970 nous avons longuement insisté sur ce schéma.
- 13 A. CHATELAIN (673).
- 14 M. A. CARRON (730) p. 289.
- 15 Abbé E. GAUTIER (465).
- 16 H. ONDE (634) p. 303.

BIBLIOGRAPHIE

ARCHIVES

Archives Nationales - BP - MT Roulages, AD XI n° 6 et n° 60 (Les Migrations de voituriers transporteurs de bois de la Thiérache dans la partie orientale du BP au 18ème siècle. Cf. Fromageot, p. 224.

Paris, A.N. : AF IV, 1535-1536, Rapports du secrétaire général de la Préfecture de Police (1er Empire et Consulat) s/entrées-sorties MT - Cf. Tulard, Paris, Consulat, Empire p. 24.

Généralités, M.T. mendiants - *Archives Nationales* BB 18 (972), Instructions données aux tribunaux pour la poursuite de mendiants étrangers venant en France à cause de la rareté des subsistances (mars-sept. 1817)

Généralités, *Archives Nationales* : BB - Papiers de justice : subdivision criminelle - BB 18 (990-1104) - 1814-1830 : stt BB 18 (990-995-1004-1005-1008-1010-1011-1087-1089-1104) - Cf. Bourgin.

A.N. - Généralités Oise - M. Moissons mentalités. *Archives Nationales* BB 18 (1225) - Juillet-Août 1834. Coalition d'ouvriers moissonneurs dans l'arrondissement de Senlis (Oise). Nb migrants.

A.N. Généralités Var, Etrangers. *Archives Nationales* BB 18 (1228) Rixe à Saint-Vallier (Var) entre des ouvriers piémontais et des jeunes gens, déc. 1834.

A.N. Généralités Aisne. *Archives Nationales* BB 18 (1264) Scènes de désordre à Concevreux Roncy et autres communes de l'arrondissement de Laon, parmi les ouvriers travaillant à la canalisation de la rivière d'Aisne, oct. nov. 1839.

A.N. Généralités Puy-de-Dôme, MT et armée. *Archives Nationales* BB 18 (1276) Difficultés de recrutement dans le Puy-de-Dôme où l'on compte 900 retardataires et 150 déserteurs, juillet 1824.

Archives Nationales - Généralités - Etrangers, Bouches-du-Rhône. *Archives Nationales* BB 18 (1381). Mesures de surveillance, dans les Bouches-du-Rhône, à l'égard des chaudronniers calabrais et napolitains qui s'introduisent en France. fév. avril 1840.

A.N. Limousin-Marche, comportements politiques. *Archives Nationales* BB 18 - 1382. Désordres à Felletin, 1840.

A.N. Généralités - MT moissons - Haute-Marne. *Archives Nationales* BB 18 (1385). Désordres causés à Montier en Der (Haute-Marne) par des ouvriers qui s'y étaient rendus pour les travaux de la moisson, juillet-août 1840.

A.N. Généralités - Migrants Amérique, B. Pyr. + B. Alpes MT et armée. Archives Nationales BB 18, 1392. Sur arrestation d'un capitaine de navire transportant Basques vers Amérique, 15 oct. 1842.

A.N. Généralités M.T. moissons Côte d'Or. Archives Nationales BB 18 (1424). Coalition d'ouvriers moissonneurs à Mont-Saint-Jean (Côte d'Or), août 1844.

A.N. Généralités, Maçon, mentalités et idées politiques. Archives Nationales BB 18 (1462). Lettre Parquet Cour d'Appel de Limoges à propos des troubles du département de la Creuse sur les 45 c. - chômage des migrants maçons, 12 juillet 1848.

A.N. Généralités - maçons, Creuse, idées politiques, Rhône. Archives Nationales BB 18 (1479), Arrestation de maçons dans banlieue Lyon pour coalition, - un parent supposé de Nadaud, 23 nov. 1850.

A.N. Comportements politiques, Creuse. *Archives Nationales* BB 30 : 361 et 378, seconde république 1849. 361 (candidature Nadaud), 378 (les veilles : Charles) Cf. J. Bouillon p. 479, Derve sur p. 1357.

A.N. Généralités, rôle des MT dans idées politiques. *Archives Nationales* série BB 30 (370 à 389), Rapports politiques adressés au Garde des sceaux (généralement tous les trimestres) par les procureurs généraux de Cours d'appel (1851-1870), surtout 386 (Ahun), 378 (Nadaud) Cf. Duveau p. 357.

A.N. Limousin, MT et idées politiques. *Archives Nationales* BB 30, 440 n° 377 à 451, Cour de Limoges, Second Empire stt. 1858. 401 Creuse : 1 cahier, procès-verbal de la Commission Mixte (déc. 1851). Cf. Manissadjian p. 738.

Archives Nationales - Généralités - *Archives Nationales* C. 943 à C. 969. Enquête sur la question du travail agricole et industriel (décret du 25 mai 1848), voir aussi série M des archives départ.

A.N. Généralités, Maçon Puy-de-Dôme, Crise 1848 (les 45^c). Archives Nationales C. 2240 - 668, Lettres de la Commune d'Espinasse (Puy-de-Dôme) à Ass. Nat. en 1848 - pour demander du travail (migrants maçons) et suppression des 45^c.

A.N. Creuse, Compts politiques. *Archives Nationales*. F. 1, C. III, Creuse 5. CR du Commissaire Guisard au Min. de l'Int. 29 avril 1848. Etat opinion Creuse 1848-1852. Cf. Mémoire soc. Sc. Nat. et archéol. Creuse, 1945-1946, p. 696.

Paris, prostitution. A.N. : F. 7, 3134 (prostitution) Cf. Tulard : Paris, L'Empire. p. 269.

A.N. Généralités MT et armée. stt. MC. *Archives Nationales*. F. 7, 3584-3615.

Conscription : série départementale (au XII, 1815).

A.N. Généralités - Creuse + HV + Corrèze, Armée et MT dans Limousin. *Archives Nationales* : F. 7, 3591 - Correspondance des préfets de la Creuse (s/conscription (1804-1815)) F. 7, 3614 : pour Haute-Vienne, F. 7 3590, pour Corrèze, F. 7, 3610 : Réfractaires et déserteurs arrêtés à PARIS. Cf. Tulard : Paris Empire p. 411.

A.N. Généralités - *Archives Nationales*, F. 7, Papiers de la police et l'Adm. départementale, Bull. de police généraux F. 7 : 3732, 3745 minutes (janv. 1814, déc. 1821) 3782-3798 : Bull. (janv. 1814 déc. 1829), Cf. Bourgin 1815-30.

A.N. Généralités - *Archives Nationales* F. 7 - Rapports de gendarmerie F. 7 3900 - 4215/2 = au IX - 1859, 9906 - 9908 = 1815 - 1817, Cf. Bourgin 1815-30.

Paris - A.N. F. 7, 3835 (crise et chômage, dans bâtiment en 1811). Cf. Tulard, Paris 1er Emp. p. 944.

A.N. Généralités - Paris, *Archives Nationales*, F. 7 Bulletins de Police pour Paris 1814-1830, F. 7/3836-3837 : 1814 à 1817 - 6861 (dossier 4737) : 1815 à 1819 - 3874 à 3884 : 1819-1830., 3858 à 386 : 1815 à 1818., 3866 à 3873 : 1825-1827 - Cf. Bourgin 1815-30.

A.N. Paris - sous série F. 7 - Bulletins de Paris (quotidiens) F. 7, 3884, à F. 7 3893 (1830 à 1846) Préfecture de Police de Paris, Cf. Jean Tulard, Préf. de Police et Inventaire M. JT. (Monarchie Juillet).

A.N. Généralités - *Archives Nationales*, Police Générale Objets généraux des Affaires politiques F. 7/6678-6784 (1815-1838), Inventaire et table par Jacqueline Chaumié (Paris, 1954, 484 p.), (B.N. : L. 36 (salle des imprimés) Consultation, catalogue. F. 7/6783 (p. 344, Rassemblement d'ouvriers moissonneurs à Aulnay en Seine & Oise), etc...

A.N. Généralités, *Archives Nationales* F. 7, Papiers de la police et de l'administration départementale. Affaires politiques, F. 7/6921 - dr. 8752 (1823), 6960 dr. 12.029 (1824). Cf. Bourgin 1815-30.

A.N. Généralités, *Archives Nationales*, F. 7 Papiers de la police et de l'Administration départementale - affaires administratives : F. 7, 9302-9339 (Rest. Mon. Jt) F. 7, 9749-9806 (Rest.), F. 7, 9807-9823 (1814-30) Cf. Bourgin 1815-30.

A.N. Généralités - *Archives Nationales* F. 7 Bull. de police généraux série des affaires administratives (1814-1830) - F. 7/8970-9301 - 1814 à 1818. 9340-9441 (série A) - 1819 à 1823, 9442-9584 (série A 2) - 1824 à 1830, 9627-9712 - 1815 à 1830.

Cf. Bourgin 1815-1830.

A.N. Généralités - *Archives Nationales*, F. 7 F. 7 12.160-62 ordonnances de police par le Premier Empire. Cf. Bourgin 1815-30.

A.N. - Passeports M.T. des mendiants. *Archives Nationales* série F. VII.

F. VII - 3495-3580 Période révol. (documents, passeports).

F. VII - 10.868-11.228 (Périodes consulaire et impériale documents).

F. VII - 11.885-11.921 (période 1826-1833 - passeports d'indigents).

F. VII - 11.925-11.927 - généralités - Cf. d'Harloy (et Adrien Sée).

A.N. Généralités Corse. *Archives Nationales*. F. 10 - 250 Italiens employés en Corse en 1808.

A.N. (Ariège) - *Archives Nationales*. série F. - F. 10/434 (Colporteurs, début 19ème siècle Mas d'Azil fab. peignes) Cf. Thèse Chevalier p. 681.

A.N. Généralités. M.T. moissons - *Archives Nationales* F. 10 - 451 - Etat des moissonneurs qui sont partis du district de Quillan - an II. Cf. Festy agric. Rev. I p. 326.

A.N. M.T. moisson (Rev.) Côte d'Or, S. et L. *Archives Nationales* F. 11, 451. (Réquisition de M.T. moissonneurs et résistances à l'application de maximum sur les salaires - 12 jt. 1794 ou 24 messidor an II). (Région Arnay pour moissons et recrutement régions Beaune, Châlon et Autun). Cf. Marion : Bull. d'hist. écon. de la Rev/ Gal. Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie écon. de la Rev. - année 1817-19 p. 382 - Cf. extraits collection Chaulanges - Textes hist. (Delagrave 1959), 1789-99 p. 102-103.

A.N. Généralités - *Archives Nationales* F. 12 et F. 12 * Papiers concernant les affaires commerciales et industrielles (cf. Inventaire Ch. Schmidt). F. 12 502, 504, 505, 509, 510, 512, 514, 518, 519, 520 (A, B, C,) 523, 524, 526.

F. 12 - 95045, 95113, 95135, 95136, 95140, 95159, 95232, 15.267, 95.270.

F. 12 - 124.195, 124.221, 124.281, 124.346b, 124.375, 124.380, 124.396.

A.N. Généralités Paris, *Archives Nationales* F. 12 - 502 Statistiques des ouvriers de Paris pour ce qui concerne les arts mécaniques en 1807. Rapport du préfet de Police au Ministre de l'Intérieur - (Propension au vol chez maçons et couvreurs) Cf. Tulard, Paris 1er Emp. p. 268) Cf. publié par G. Vauthier, les ouvriers de Paris sous l'Empire - Rev. Nap. 1913, t. II, p. 426 - Cf. Textes Chaulanges 1799-1815, p. 62 aussi Angot des Rotours.

A.N. Morvan - M.T. de domestiques - *Archives Nationales* F. 12, 1265, sous louées de domestiques « les bêtes à pain ». Cf. Thèse Levainville p. 193.

A.N. (Ariège) M.T. Forêts. *Archives Nationales*, F. 12 1383, (1785 - charbonniers région AX Esp. J - (Cf. Thèse Chevalier p. 681).

Généralités A.N. Basses Pyrénées - *Archives Nationales* F. 12 - 4880 - Agences d'Emigration 1850-1890 - stt. Basses Pyrénées.

A.N. Salaires M.T. - *Archives Nationales* - série F. F. 12 - 95.176 - 1839 : évaluation salaires, grandes villes et Auvergne. Cf. Levasseur Hist. des cl. ouvr. t. II, 1830-70, p. 255.

Paris, A.N. F. 13 206, Rapport du 8 juin 1806, (appréciation s/grèves s/ les chantiers). Cf. Tulard, Paris 1er Emp. p. 102.

A.N. Nièvre et S. & L., Côte d'Or, Migr forestr. *Archives Nationales* F. 14 - 607, (sur cause de MT locales forestières dans Morvan). Thèse Levainville (Morvan) p. 121.

A.N. Généralités, *Archives Nationales* F. 14, 1269-1270 1271, Enquête sur le roulage 1811-1812, Rapports des préfets sur l'enquête de 1811 au sujet du roulage, Cf. Deffontaine s/ Granvilliers, Rambaud (Alpes, Albig.,) Canailles : La route, p. 241.

Paris - A.N. : F. 15, 2877 (Etat des ouvriers sans ouvrage à Paris en 1811), Cf. Tulard, Paris 1er Emp. p. 344.

Paris, A.N., F. 20, 34, (Rapport préf. Police, renseignements sur porteurs d'eau). Cf. Tulard, Paris 1er Empire, p. 93.

Paris, A.N. F. 20, 134 (sur changement d'activité des M.T., selon saison) cf. Tulard, Paris 1er Empire, p. 270.

A.N. - Ariège, *Archives Nationales* série F.- F. 20, 164, manuscrit : Dardenne (P) Essai sur la statistique du département de l'Ariège composé en 1805, 345 p. manuscrites. Cf. Thèse Chevalier p. 679.

A.N. Doubs, (Jura), *Archives Nationales* : F. 20 - 182 2 - Doubs (sur Grandvalliers) F. 20 - 202-2 Jura sur Migr. de récolte) Cf. S. Daveau p. 490, p. 206.

A.N. Généralités - *Archives Nationales* F. 20, 434 et F. 20, 435, Renseignements fournis par les préfets relativement à l'émigration et à l'immigration d'ouvriers 1807-1812 : 434 : Ain à Nord, 435 : Oise à Yonne plus les départements étrangers F. 20 : 437-438 (sur maladies vénériennes et ivrognerie des ouvriers b. réform.) Cf. Tulard, Paris 1er Empire, p. 100.

A.N. Auvergne , *Archives Nationales* G. 7, 101 à 111. Rapports des intendants M. de Baubourg, et M. d'Albleiges, Cf. Thèse Durand, p. 378.

A.N. - *Archives Nationales* G. 7, 345 Emigrants de Bourgneuf en 1685. Cf. Maucou, p. 18.

Picardie, Artois et Flandre, *Archives Nationales*, H. 1 - 48 (sur Migr. Temp. de Picards en Artois et en Flandre - début 17 s). Cf. Thèse Demangeon p. 414, note 1.

A.N. - Pr. Pyr. Ariège. *Archives Nationales*, H. 1588 (35) mémoire de 1699, (M.T. de moisson et Huguenots) Cf. Th. Michel Chevalier, p. 676).

MC - A.N. - *Archives Nationales* J.J. 206 pièce n° 11 (Document le plus ancien sur Emigr. en Esp. - 1478). Cf. Bondet.

A.N. (Limousin) *Archives Nationales* série K. K. 906, 37, (MT des maçons en Limousin : Terres mal travaillées), fin 185. Cf. Demangeon - Probl. de géogr. human. p. 257.

A.N. (Ariège) M.T. forêt. *Archives Nationales*. K. 909, sur crise, forêt et MT 1764. Cf. Thèse Chevalier p. 681).

A.N. Alpes. *Archives Nationales* KK 1184-1209, Procès verbaux de la Révision des feux du Dauphiné, 18ème siècle, Allix, Thèse p. 760, stt. oisans, KK 1186.

Archives Nationales - Archives Ministère de la Guerre, Midi + MC, *Dépôt de la Guerre* vol. 1707, p. 332, sur lettres 8 juin 1703, armée accompagnant Migr. pastor. dans région soulèvement protestant - publiée - Hist. du Languedoc, col. 1756, Cf. Sorre, Travolum (Bas Languedoc, p. 18).

MC Creuse - *Archives du Ministère de la guerre*, Vincennes, Dossier n° 1256, (feuille Gueret, 1842-49) salaires payés au personnel recruté sur place). Sur salaires de Creuse et de Paris, Cf. MA Carron (article Rev. hist. e et s).

Alpes - *Bibliothèque Nationale*, fonds français, Manuscrit 8359, Mémoires généraux sur les productions et le commerce du Dauphiné par l'Intendant FONTANIEU (1730). Ce manuscrit a été édité par G. Dubois sous le titre : Un manuscrit de l'Intendant dauphinois Fontassieu dans « Bull. soc. scient. du Dauphiné, 1933, texte intégral. Seuls quelques tableaux ont été abrégés) (cf. Crubellin G.A. 1948, p. 259) voir Fichier : Dubois s/ Fontanieu : E. Esmonin - Les Intendants du Dauphiné des origines à la Révol. (Annales de l'Univ. de Grenoble 1923).

Archives de Turin, utiles pour les Alpes Maritimes. *Archives d'Etat de Turin*, Rapport de l'Intendant, Général Joanni - 1753. Cf. sur Résultat de l'enquête - sources de l'histoire du Comté de Nice aux archives d'Etat de Turin - Introd. à l'Inventaire sommaire du fonds.

« Citta e Comtado di Nizza, p. XV. - Cf. Léon Imbert, p. 66.

ARCHIVES DEPARTEMENTALES

A.D. - *Archives départementales*, série C, sur M.T. avant Révolution donc migrations traditionnelles - nb. renseignements épars dans :

- enquêtes
- rôles et procès-verbaux d'impositions
- archives des dépôts de mendicité. Grande richesse de détails.

A.D. - *Archives départementales*, série 4 - Documents sur administrations de département, de district et de canton (1790 au VIII) stt. MT à propos de levées de troupes - Difficultés.

A.D. - *Archives départementales*, série M (19ème s., stt. problème de popul.) - se méfier des *registres de passeports* des communes rurales car beaucoup de MT se passent de sauf-conduits).

- les *livrets ouvriers* du second Empire sont très précieux pour itinéraires et habitudes des MT.
- listes nominatives de démembrement très inégales.

A.D. - *Archives départementales*, série R. (Guerre et affaires militaires, 19ème siècle) stt. MT à propos des procès-verbaux de recrutement.

Couloir R.S. et Jura - A.D. Ain - *Archives départementales de l'Ain*. Série M - M. 86 (matériaux de la « statistique » du Premier Empire - Bossi) Cf. Thèse complémentaire de Marcel Blanchard s/ sources Route Alpine - Bossi - un prête-nom - en fait tout le travail est exécuté par les bureaux de la Préfecture.

A.D. Ain - MT - peigneurs de chanvre, la moisson. *Archives départementales de l'Ain* - manuscrit 8 (F. 1). Journal et mémoire de *Claude-Antoine Bellod* : cultivateur du grand Abergement : sur les événements révolutionnaires (1752-1834) XVIII - XIX siècles - papiers 331 p.

A.D. Basses Alpes - *série C* - C. 77 (sur le surpeuplement des non propriétaires en Ubaye) en 1789 - Cf. Thèse Veyret p. 353. C. 36 et 37, (cadets de famille dans migr. pastor.) Cf. Blanchard T. IV, p. 342.

A.D. Basses Alpes - *série M* - M. 12/2 : au IX - surpeuplement des non propriétaires dans canton de Seyne - chômage hivernal cf. thèse Veyret p. 353, aussi Blanchard T. IV, p. 510.

M. 13/40 - (sur migrations pastorales - 1864 : interdiction de certaines routes) cf. Veyret (article conflits).

Arbos - Thèse.

M. 12/7 (Migr. d'hiver) cf. Blanchard T. IV, p. 510.

M. 12/art. 2 - Rapport de l'an II (sur colporteurs droguistes de Saint-Etienne - Les Orgues) cf. Colette Laffond R.G.A., 1945, p. 90).

A.D. Hautes Alpes - *Archives départementales des Hautes Alpes* - série C - art. 2 à 12 (Réponses élection Gap. Commission intermédiaire des Etats du

Dauphiné cf. Guillaume) 1789.

Cf. Guillaume (Paul) - Inventaire sommaire des A.D. des Hautes Alpes - Archives civiles t. I, Gap 1887, série C p. 2 à 29.

Aussi C. 14 (1788-1790), C 20 (id.), C. 25 (1787), C. 37 (1744-1789), C. 39 (1553-1775)

Cf. Inv. A.D. Hautes Alpes par Guillaume 1887 série ABC 1ère partie, p. 30-45.

Alpes - A.D. Hautes Alpes - Migr. pastor. *Archives départementales des Hautes Alpes - série E.* - E. 131 (sur droit de pulvérisage - droit de fumature). Cf. Veyret, article sur conflits p. 472.

Hautes Alpes - *GUILLAUME* (Abbé) - Archives dép. des Hautes Alpes - Inventaire - Archives civiles - série ABC - 1ère partie (1887) (stt. p. 29 et suiv. Agriculture) nb. renseignements - cf. topos.

Alpes - A.D. Hautes Alpes - *Archives départementales des Hautes Alpes* - série E. Archives communales - Archives de la vallée du Queyras - E. 358-407, (stt. E. 377, 380, 381) - Aussi E. 536, 537, 539, 543, 545 (Papiers famille Berthelot) Cf. 1 texte extrait (1659) dans R.G.A. 1948, p. 366 et 369.

Alpes - A.D. Hautes Alpes - *Archives départementales des Hautes Alpes*, série L, L-401 - (sur MT sous Ancien Régime 18ème siècle - Cf. Crubellier R.G.A. 1948, p. 276.

A.D. *Hautes Alpes - série L* - Fonds Roman L-1 (1788, subdelegatide Gap sur le chômage hivernal) - Cf. Thèse Veyret p. 353.

Alpes - A.D. Hautes Alpes - *Archives départementales* série M - Dénombrements de population (on y signale parfois les absents temporaires) - 257 M (Conflits à propos des migrations pastorales). Cf. Thèse Veyret p. 356, Cf. article Veyret sur conflits séd. et transh.

Midi - A.M. - Bibliothèque de Nice - *Archives départementales* - Bibliothèque de Nice - FODERE (F.E.) : statistique du département des Alpes Maritimes - Nice, 1803, in-folio manuscrit, B.M. de Nice - (Cf. R. Blanchard, T. 5, p. 503) - (d'après G. Imbert p. 39)

Midi - A.M. - Bibliothèque de Nice Municipale ou A.D. *BONIFASSI* (J.) - Documenti .. per illustrazione della storia di Nizza et suo contado (Nice, *manuscrit*, in-4 9 vol. 1828-1830) - Cf. R. Blanchard T. V, mais où se trouve le manuscrit ? A.D. ou Bibliothèque ?

M.C. - A.D. Ardèche - *Archives dép. Ardèche - série C.*

C. 79 (M. Moisson - midi lang.)

C. 979 (M. Pastorales - 1764-1765).

C. 18 (M. pastorales - 1763) - 308 pieds - vérif. biens incultes, Etat des compoix, valeurs terrains cultivés) Cf. Bozon.

M.C. - A.D. Ardèche - *Archives dép. Ardèche, série L* L 914 - (M. moisson fenaïson an III)

L 599 id. an II

L 1020 et 1031 (demande de passeport MT cult. midi)

L 1192 (id chanvre : peigner sur Révol.)

L 800 (M. pastorales et engrais)

Cf. Bozon.

M.C. - A.D. Ardèche - *Archives départ. Ardèche - série M.*

M II - 607 (M. moisson en 1813)

M I - 73 (M. achat agneaux 1822)

M II - 608 (M. pastorales 1811)

Statistiques agricoles 1852 (Cf. Boyer)

Cf. Bozon.

M.C. - A.D. Ardèche - *Archives départementales Ardèche* J. de Laroque - statistiques du département de l'Ardèche 1808 - Copie d'un mémoire de la B.N. tome XXIV, fol. 1-48. Cf. Bozon.

M.C. - A.D. Ardèche - *Archives départementales de l'Ardèche* - Fonds Mazon 6 - (Migr. temp. des charbonniers) 19ème siècle ?

Cf. Bozon.

Ardèche A.D. - *Fonds Regnier* - Agriculture (s/MT, élevage) cf. Bozon p. 100-101.

Pyrénées - A.D. Ariège - *Archives départementales série C.* - C. 159 s/crise et MT forêt 1764 (Cf. thèse Chevalier p. 681). C. 165 - Colporteurs 1785 en Esp. (id. p. 682-683).

Pyrénées - A.D. Ariège - *Archives départementales Ariège - série M.* - 9 M 4 Saurat 1832 (Cf. Michel Chevalier, Thèse p. 674)

10 M. 40 (1) - Préfet - M. Inter. 1857, MT moisson en Algérie (id. p. 678).

Pyrénées A.D. Ariège - *Archives départementales Ariège série M.*

10 M. 35 - Etat des émigrants (1864-1903)

10 M. 36 (1) - Liste des émigrants (1855-1876) passeports

10 M. 36 (2) - Statut des émigrants (1875-1922)

10 M. 37 - Renseignements sur l'émigration

10 M. 40 - Etat des émigrants en Algérie (1846-1860)

Cf. Thèse Chevalier p. 14-15.

Pyrénées - A.D. Ariège - *Archives départementales, série M.*

10 M. 36 - Délivrance passeports - 1855-61 Dossiers émigrants - Thèse Chevalier p. 684 - stt. Colporteurs Etr.

13 M. 119 (sur MT mendiants) Cf. Thèse Chevalier p. 699.

Pyrénées - A.D. Ariège - *Archives départementales Ariège série M.*

10 M. 11 - série des dénombrements quinquennaux de la popul. - liste nominative la plus ancienne conservée aux Archives - 1906, (cf. Thèse Chevalier p. 15)

16 M. 25 (enquête 1848) (Cf. Thèse Chevalier p. 668).

Pyrénées - A.D. Ariège - *Archives départementales* - série O - *Ariège* - O_e - Président Synd. montagnes - sous préfet 1865 (Cf. 14 Chevalier Thèse p. 674). 20128 - maire de Conflans 1852 (id. p. 677) M.T. moisson

A.D. des Bouches-du-Rhône - Migr. pastor. - *Archives départementales des Bouches-du-Rhône* C. 95 f^o 268 et C. 271 (Parlement Aix - 21 juillet 1783 Règlement sur tracés des carraïres) - Cf. Thèse Georges, p. 359.

Midi inédit - Bouches-du-Rhône - *A.D. des Bouches-du-Rhône* - L. 1070 - Registre des hôtels et garnis de la ville de Marseille (1791-1793). Cf. Nouvelle - Annales de Démogr. hist. 1968, p. 111.

M.C. - A.D. Cantal - *Archives départementales du Cantal* série C. C 431 (1788 - Ass. élection Mauriac) (1787-88 : id. Aurillac).

Série C. 1 - observations des contrôleurs du 10ème et du 20ème en dressant rôles d'impositions (C. 130 et C. 308).

Série C. 1 - Cf. Esynes fin ancien Reg.

Cf. Thèse Durand.

C. 432 - Cf. Thèse Meynier p. 329 sur causes M.T.

A.D. Cantal - *Archives départementales du Cantal* - série E. E. 600 (1676 : inventaire d'un marchand chaudronnier d'Auvergne) Cf. Thèse Durand, p. 381.

M.C. - A.D. Cantal - *Archives départementales Cantal* série M. 11.

Meynier (Thèse p. 330-331) signale SSC (sans côte) des statistiques pour début 19ème siècle et milieu 19ème siècle (p. Esp.)

M.C. - A.D. Creuse avant 19ème siècle. *Archives départementales de la Creuse* - Inventaire sommaire des archives départ. antérieures à 1790 - série C (Paris, 1885). Introd. XI p. par F. AUTORDE (p. I et II, sur PMT).

M.C. - A.D. Creuse - Documents avant 19ème siècle *Archives départementales Creuse* - série C.

Antoine Thomas : papiers manuscrit inédits (stt. 1 document de 1285 : Creusois et cathedral d'Upsal).

C. 339 : Mémoire de l'intendant La Voyer, annoté par Cousturier de Fournoué subdélégué - 1695.

C. 360 : observations sur la province et 361 de la Marche (1763). (1).

C. 363 : Mémoire d'un citoïen (s.d.)

H. 223 : Abbaye de N.D. d'Aubepierre (1636).

H. 1058 : Prieuré des Ternes (dettes 1676).

Cf. Carron, article de 1966 (Rev. H. e. et s.) aussi dans Mémoi. soc. nat. et

arch. Creuse.

(1) Cité par Demangeon, probl. géog. p. 253

M.C. - A.D. Creuse - MT maçons - *Archives départementales de la Creuse* - série E. Notaires - Minutier déposé par Me Baret d'Auvieille, notaire à Abrun (contrat apprentissage de 1647)

Cf. Mémoire soc. sc. Nat et Archiv. Creuse tome 27, p. 300-301.

E. 1244 : (Assoc. maçons, 1607) Carron, p. 293.

M.C. A.D. Creuse - M.T. maçons - *Archives départementales* - série H. H. 223, Abbaye, N.D. d'Aubepierre (1582 - 18ème siècle), 1636 (observations sur M.T.)

Cf. Carron p. 291.

M.C. - A.D. Creuse - sur routes et sentiers des MT. *Archives départementales de la Creuse* . Répertoire numérique Série S. (travaux publics) par J. Levron (Guéret 1932) stt. Introduction : les routes de la Haute-Marche et des pays circumvoisins au 18ème siècle - XIV pages stt. p. VII, route de Paris.

M.C. A.D. Creuse - Documents XIX et XXème siècles - *Archives département Creuse* - série M : Emigration

B. 13 - M.1

B. 13 - M.2

B. 13 - M.3

Dossier Emigration : Congrès de Guéret sur l'émigration, 18ème siècle, 19 septembre 1910.

Série M. Correspond 1848-52 (Cf. Manissadjian p. 724). Cf. Carron Rev. H.E. et S. - 1965.

M.C. - A.D. Creuse - comportement polit. début 2ème Empire. *Archives départementales Creuse* - série T. Liasse 1848-52 (condamnés - Commission mixte Creuse - 1851-52).

M.C. - Archives Communales Creuse - *Archives communales de Saint-Maurice* (canton de La Souterraine) - Passeports (Registre des années 1832, 1833, 1838).

A.D. Doubs - Archives départementales Doubs - 136 M. 5 (Bureau de bienfaisance de Mouthe 1854, Migr. - Paris) Cf. S. Daveau, p. 207.

Doubs - *Bibliothèque de Besançon* - Manuscrit Droz n° 22. Manuscrit Dunaud n° 32

ts/ sur M.T. de transports - Cf. Thèse Daveau p. 204.

Alpes - A.D. Drôme - sit. 1789. *Archives départementales de la Drôme* - Réponses à l'enquête de la Commission intermédiaire des Etats du Dauphiné - 1789. Cité par Estienne Combrailles p. 306.

Alpes - A.D. Drôme - *Archives départementales de la Drôme*, série C - C. 8 (Rapport de 1790, MT d'hivers - Provence) mendiant - Cf. Blanchard T. IV, p. 463, G. Faucher, p. 308.

Alpes A.D. Drôme - *Archives départementales de la Drôme*, série M.
39 M 3 (Montlaur) Enquête 1801 - M.T. - Provence.
Cf. Synthèse Alpes - Blanchard t. 4 (*) p. 467.

Pyrénées - A.D. Haute Garonne - *Archives départementales Haute Garonne* - C. 1982 - Colporteurs en 1695. C. 1925 - id. en 1744 (thèse Chevalier p. 681).

Pyrénées - A.D. Haute Garonne - *Archives départementales Haute Garonne* - série P p. 381 - Seix 1817 (Cf. Michel Chevalier Thèse p. 674).
P. 382 = M.T. forêt - de Saurat dans forêt du Donezau (id. p. 680).
p. 334 (id. p. 680).
p. 374 - forêts Gouher marque de bois (sous Dralet début XIXème siècle)... à M.T. - Cf. Chevalier p. 537.

A.D. Haute Garonne - Migr. forest. *Archives Dép. Haute Garonne* - T.M. - Panier Q. 27 - lettre 1667 - Montels (M.T. dues au manque de bois de chauffage en montagne - 17ème siècle) Cf. Chevalier - Thèse p. 538).

A.D. Gironde - M.T. portefaix - *Archives départementales Gironde* - 12 B 376. (15 mars 1785 - enquête de police - M.T. d'un portefaix agenais à la foire de Bordeaux).
Cf. article Pousson - Recherche Immigr. quinqu. de Bordeaux.

Pyrénées - A.D. Haute Garonne - *Archives départementales de Haute Garonne* - Mémoire de B. Dupac monographies communales de 1886 - (sur passage MT → MD colporteurs)
(cf. Chevalier Thèse p. 736).
(s. prospérité) p. 688.
(B. Dupac : Portet d'Aspet, instituteur).

A.D. Hérault - Lozère - Hérault) *Archives départementales de l'Hérault* - série B. B. Ordinaires - Aniane, 392 (18ème s. Déclar. grossesse M.T. olives et vers à soie - Lozère : Hérault).
Cf. Thèse Marres p. 400.

M.C. et Midi - A.D. Hérault - *Archives départementales de l'Hérault* - série c. C. 47, migr. pastorales (Cf. Sorre, transh. reg. Montpellier, p. 17, 20, 21, 25).
C. 2845 (du 28.6.1709, ordonnances, décharges droits de migr. pastor.)

M.C. et Midi - A.D. Hérault - *Archives départementales de l'Hérault* - série C. C. 2875 - (M.de transports mulets, Ardèche) Inventaire 1678-1734.
C. 2293 (1768 - mémoire sur les soyes du contrôleur général, M.T. des magnandiers (cf. Boyer, p. 577).
C. 3156 - mémoire, présenté aux Etats en 1752, (draille : cf. Thèse Marrès,

p. 97).

Cf. Bozon.

A.D. Hérault - Migr. past. - *Archives départementales de l'Hérault* - Délibérations des Etats de la province de Languedoc - 1779-1780 Registre in folio p. 464-465. (au sujet conflits entre migrants pastoraux et sédent.) Cf. Sorre - article sur région Montpellier p. 19).

A.D. Hérault - M.T. vignes - *Archives départementales de l'Hérault* - série M. M. 11 - 134 - Réponse de la Chambre de commerce de Montpellier (mévente : vin - Enquête parlementaire de 1901). Cf. Tudez p. 277

Alpes - Isère - *Archives départementales de l'Isère* - série B.

B. 2736 - folios 290-293 (en 1434)

B. 2750 (folio 146 en 1459).

Cf. Blanchard : Aiguilles sur M.T.

B. 2736 : folios 5-19 (en 1443 à Monétin)

(Cf. Blanchard, tome V, p. 743).

Alpes - A.D. Isère - *Archives départementales de l'Isère, série C.* - C. 235 et 236. (M.T. de charbonniers quittant chaque année canton d'Allevard dès 1701 séschilienne St-Barthélémy : Montchaband La Batre d'Arbillard en Savoie.

Cf. Blanchard T. 2 p. 340.

Alpes - Isère - *Archives départementales de l'Isère, série C.*

II C. 310-394. Doléances - Procès-verbaux de la révision des feux du Dauphiné 1700 (Cf. Thèse Allix p. 760).

I C 83 tome 17, p. 282

Cf. Blanchard : p. 139 Aiguilles (p. 17ème siècle : M.T.)

C. 247 et 249 (1699, Procès-verbaux Révision des faux - à la Salle et à Saint Chaffrey (H.A.)

Cf. Blanchard tome V. p. 744.

Alpes - Isère - *Archives départementales de l'Isère, série E.* E. IV, n° 114, (1 cas de MT féminine d'Oisans, l'institutrice nomade, sous Ancien Régime)

Cf. Thèse Allix p. 769.

Alpes - Isère - *Archives départementales de l'Isère* - série L.

L. 305 n° 5 à 22 - observ. du Villard N.D. au IX (Réquisition - danger pour M.T.)

Cf. Thèse Allix p. 764.

L. 262 - pièces : 20 à 22 (colporteurs de l'Oisans)

Cf. Thèse Allix p. 766.

Alpes - Isère - *Archives départementales de l'Isère* - Série S. S. 4 - 1894, cours d'eau Veneon - nb. absents au Conseil municipal Venosc pour délibérer sur travaux).

Thèse Allix p. 762.

Alpes - Isère - *Archives départementales de l'Isère - série M. Dossier : Emigrants pour 1874, 75, 76, 77 (Cf. Allix - anciennes migrations dauph.)*

M.T. de charbonniers (canton d'Allevard en 1811)

Cf. Blanchard T. II, p. 340.

Alpes, Isère, *Bibliothèque municipale de Grenoble* Jullien, observations sur les montagnes d'Oisans août 1802, M.S. en 1802 T. 4003, 12 ff. (s/migr. Oisans Fce)

Cf. Thèse Allix, p. 766).

Alpes, Isère (M.T. Instituteurs) *Bibliothèque municipale de Grenoble* - Dossier R. 7718 en 1889 (Pour centenaire Rev. 1789, notices s/Instituteurs MT de l'Oisans) Cf. Thèse Allix.

Alpes, Isère, *Archives municipales* de Besse et de la Garde (Oisans) Talons de passeports - 1816 (Cf. Thèse Allix, p. 765).

Jura - Archives ou Biblioth. Besançon - Manuscrit Droz n° 28 (sur Grandvalliers) Cf. S. Daveau p. 204.

Jura - Archives communales - Archives communales de : - Fort du Plasse : Registres de délivrance de passeports (période de la Révolution et de l'Empire) - Saint-Laurent : 1er registre de passeports délivrés début 19ème siècle.

Cf. Moullit-Guy.

Jura - Bibliothèque de Besançon - Manuscrit, Durand n° 32 (sur Grandvalliers) cf. S. Daveau, p. 490.

A.D. Ille-et-Vilaine - Cf. Topos - note I₁ p. 18.

A.D. Haute-Loire - MT et conscription - *A.D. Hte Loire* R. 590 (lettre du sous-préfet d'Ysingaux au préfet de la Haute Loire 12 fév. 1811) donne liste de département de refuge de MT.

M.C. - A.D. Lot - Archives départementales *Lot*. C. 18 Migr. d'hiver dans Bassin houiller - 18 S. (Ségas + Auvergnats) Cf. Thèse Meynier p. 329.

A.D. Lot et Garonne - B.A. - *Archives départementales* Lot-et-Garonne - L. 676 à 688 - (Charbonniers dans forges et verreries 18ème siècle)

Cf. Deffontaines « Paysan bois » de Belves p. 154.

B.A. - Lot-et-Garonne - *Archives Municipales d'Agen* : F.F. 58 et 103 - Registre de 1757. (déclaration aux aubergistes des étrangers de passage) - Cf. thèse Deffontaines p. 405.

A.D. Lozère - M.C. Midi, migr. pastor. - *Archives départementales de la Lozère* - série C - C. 480 - Enquête sur les drailles. Cf. Marres Thèse p. 50, carte p. 95.

A.D. du Nord - M.S. des cult. - aussi servantes. *Archives départementales du Nord* - M. 547 enquête industrielle de 1848. 176, 2-3-4, recensement des étrangers 1951, rôle des Belges dans travaux cantons Roubaix, Tourcoing milieu XIXème siècle - M. 473-17 : recensement 1851 (1er décompte population étrang.), Cf. Lentaker - Ouvriers belges mahin 18ème siècle, p. 9.

A.D. Oise - sur Indemnités au MT indigents. *Archives départementales de l'Oise*, série III, n. 17 (années 1802 et suivantes) renseignements au milieu de pièces de comptabilité départementales classées par liasses annuelles. Cf. Launay - Bull. soc. d'El. de la R.P., octobre 1956.

M.C. - A.D. Puy-de-Dôme - *Archives départementales du Puy-de-Dôme*, IV C. 1307, Canton de Pontgibaud (1381) 93-105, Combrailles (collecte 1788) (134, canton Pontaumur en 1788 Landogue, Cf. Estienne Combrailles p.306-407).

IV C. 1724, Canton Pontgibaud, IV, C. 101 - Cezallier : Espinhal, 18ème siècle - C. 1162 (lettres Min. à Intendant d'Auv. 1777, sur mendiants, la pique) s/inséré et MT (maçon). Arbos (Cezallier p. 594), Achard La Pique p. 147.

Thèse Gachon p. 410.

9 I C/1714 (Combrailles 18ème siècle) cf. Deslaspre Poitrineau.

4 C. 95-100 (Arteux 18ème siècle)

4 C. 138, f. 35

id.

C. 1718-1719 (passeports)

M.C. A.D. Puy-de-Dôme - *Archives départementales du Puy-de-Dôme, série C*, C. 1116 et 1009 (en 1768, les mendiants cf. subdelegué Thiers), 1143, 1197, 1122, 1115, 1197 (en 1787, id^oC. 3282 (1786 : 15.000 Auvergnats à Paris, Durand Thèse p. 402, et Thèse Gachon p. 410.

C. 3073 (Rapport intendant 1786) d^o

C. 5308 (Procès-Verbaux tirage au sort milice dans Généralités, 1783 Cf. Achard La Pique p. 150.

M.C. - A.D. Puy-de-Dôme - *Archives départementales du Puy-de-Dôme, série C* - C. 5260 (requête pour que tirage au sort milice soit différé dans cert. paroisses du Livradois 1765 (Gachon Thèse p. 410)

C. 927 (stt. scieurs long en 1775 à Aix la Fayette)

C. 5, 185, C5 187, C5 230, C5 252, MT et recrut. milit. (Arbos, Rapport Ramond, p. 98) 18ème siècle.

C. 6 260 (Lettre 6 octobre 1768, de l'ingénieur Decaze).

Cf. Delaspre et Poitrineau.

M.C. - A.D. Puy-de-Dôme - *Archives départementales du Puy-de-Dôme* série K (bois, ordonnances, arrêtés) K 08, registre de corresp. n^o 63, lettre n^o 3023 (enquête min. sur émigr. sais. 1er février 1808).

M.C. - A.D. Puy-de-Dôme - *Archives départementales du Puy-de-Dôme* série L - L. 1503, (en 1793, canton de Bourglastic, levée milit) - L. 1509 (id.

Saint-Priest des Champs) - Cf. Estienne : Combrailles p. 314.

M.C. - A.D. Puy-de-Dôme - *Archives départementales du Puy-de-Dôme, série M.*

M. 777 (canton Pontaugur - 1848 Enquête)

M. 0327 (en 1867)

M. 0750 (canton Saint Dier) Cf. Gachon

M. 725 et M. 777 enquête sur la question du travail agric. et industr. (25 mai 1848 (Arbos, Rapport Ramond p. 92) stt. second Empire - statistiques annuelles).

Cf. Estienne, Combrailles p. 911, 914.

M. 0728 - Migr. de vendanges - cf. Thèse Derruau p. 213.

M.C. Puy-de-Dôme (Archives Cour Riom). (*Archives de la Cour de Riom*) - Tribunal criminel vol. VI - dossier 1486 procès : 28 frimaire VII (s. piqueur et faussaire).

Cf. Achard, La pique, p. 153-159.

M.C. - P. de D. - *Bibliothèque de Clermont-Ferrand - Manuscrit 530*. Abbé ordinaire : essai sur le département du Puy-de-Dôme, sc. (du XI) ; f° 40-42 : notions de caractère général en partie classées par arrondissement.

- *Manuscrit 668* (1860 ou 61) Dr. Marel, topographie du canton d'Ambert. Cf. Arbos, Rapport Ramond, p. 92.

M.C. P. de D. - *Bibliothèque de Clermont-Ferrand* - A. 10.788 mémoire pour les créanciers de Dumergue, originaire de la Commune de Valbelex... (s.l.n.d.) (vers 1807-1808).

Cf. Arbos, un rapport du Préfet Ramond sur l'émigr. saisonnière.

A.D. du *Bas-Rhin* - *Archives départementales du Bas-Rhin Série N* : conseil d'arrondissement - 10 août 1829 (MT de moissons, mendiants)

série M : douanes - aff. générale an VIII - 1820) (Pétition contre colporteurs en 1814) Cf. Thèse Leulliot p. 16.

Haut-Rhin - *Archives Municipales de Colmar* - 211-60 (Pétition contre MT bâtiment du Tyrol - 1819) Cf. Thèse Leulliot p. 16.

Rhône A.D. (*Archives départementales du Rhône*) M. 82 M. 92 : listes nominatives de recensement depuis 1836.

A.D. Rhône - *Archives départementales du Rhône* - série M 112 M (MT canton de Neuville sur Saône, 1852)

Alpes Savoie - *Archives département de Savoie* - série C C. 606 : dénombrement propr. 1780 (Cholley-thèse)

Alpes - A.D. Savoie - *Archives départementales de la Savoie* série L. *Registres des passeports*

1°) série L. (Fonds départ. Mont-Blanc 1792-1815, 1885, 1920, 2032, 2033,

2314)

20) F.S. (Fonds sarde) 68.

L. 1920 : registre des passeports délivrés par la municipalité Arc depuis Vendémiaire an III

L. 463 (migr. quittant dpt. du Mont-Blanc, an XII.

Cf. Rambaud - Vincienne, p. 252.

Rambaud (Albiez) p. 193-194.

L. 10/2 - Cadastre de 1807 - Albiez-le-Vieux (indications sur les MT).

Alpes A.D. Savoie - Archives départementales de la *Savoie* série L (Fonds du département du Mont-Blanc, 1792-1815) *Tableau des émigrations et immigrations par communes* (dép. Mont-Blanc, en 1789 et en l'an IX. série L./463.

Cf. Rambaud, Vincienne, p. 252.

Alpes A.D. Savoie - *Archives départementales de la Savoie* série L (Fonds du département du Mont-Blanc 1792-1815) Passeports (1792-1815) série L/439, 440, 443, 463 (1818, 4000 MT de Maurienne) L./1885, 1920, 2032, 2033, 2314.

Rambaud (Albiez) p. 194.

Cf. Rambaud - Vincienne, p. 252 - p. 47

Alpes - A.D. Savoie - Archives départementales de la *Savoie Recensement F.S.* - de 1858 (F.S. Fonds sarde) : 668

Pr. Tarentaise : F.S. 588 et 594 (Cf. Rambaud (Albiez) p. 194) - Cf. Onde)

Dénombrements F.S. 297 (1820-1839) par Tarentaise (Cf. Onde - bibliogr.)

F.S. 783 (pr. 1848) Cf. Onde p. 297.

Cf. Rambaud - Vincienne p. 252.

F.S. 594 - Rapport statist. sur la Tarentaise, 1821 (Cf. Onde p. 310-327)

F.S. 68 - Registre des passeports (1792-1860) (Cf. Rambaud Vincienne p. 252, p. 47).

A.D. Savoie - I.T. Intendance de Tarentaise 297 (1819) et 303 (1851) (1838) Emigration s/ MT mendiants Cf. Onde p. 127, 289, 297, 300, 309, 316, 320, 325. IM. Intendance Maurienne (id.).

Alpes, Savoie - *Archives départementales de la Savoie*, série M.(recensement français de 1861, par commune et par hameau) - Cf. Thèse Cholley).

Alpes - Archives municipales, - Savoie - Saint-Jean-de-Maurienne - *Archives municipales de Saint-Jean-de-Maurienne* (Savoie) - F. 45, livret d'ouvriers (1829-1881) Cf. Rambaud Vincienne p. 253.

Savoie - *Archives départementales de la Savoie* - série L.

L. 72 (an VI, pour autor. délivr. passeports aux dispenses MT - maçons).

L. 383 (M.T. 1812 - Arâches - Cf. F. Guichonnet - Emigr. Faucigny 1783-1860, p. 511).

Savoie - *Archives d'Etat de Turin* - 1ère section - Duché de Savoie, mémoire

de 1743 (s/migr. 1er paquet d'additions n° 2, n° 10, n° 16, n° 8, n° 17.
2ème section (s/misère) 38-42
Cf. Letonnellier p. 570, p. 573.

Savoie - *Archives municipales d'Aix les Bains* - 10 M (action du Conseil sarde Dunoyer en 1854 pour émigr. en Argentine) Cf. Exertier, p. 492.

Savoie - *Archives communales d'Albiez-le-Vieux* - Recensement du 10 mai 1848, (S/mT et esprit de retour) - Cf. Rambaud p. 195.

Savoie - *Archives paroissiales d'Albiez-le-Vieux* - n° 8, n° 9, Etat des âmes et description des familles faite en 1838 par le Recteur (S. absents en migration s/décès dans migration). Cf. Rambaud, p. 194.

Savoie - *Archives paroissiales de Bessans* Consignation des personnes et bestiaux de la paroisse de Bessans - 1734 (M.T. voituriers). Cf. Rambaud - Vincienne - Maurienne p. 45.

A.D. Haute Savoie - *Archives départementales de Haute-Savoie* série C -
I – Civ. 48 - liasse 1768-84, Mémoire de l'Intendant de Passier
V – C. 15 et 16 - Notice sur les communes de l'Intendance de Genevois en 1756.
Cf. Châtelain ER 1954, p. 104 Thèse Cholley.

A.D. Haute-Savoie - *Archives départementales de Haute-Savoie - série C.*
IV C. 77 et 78 - Consigne des mâles 1726 - déclin mT - All. - début MT - Paris.
Cf. Guichonnet Perez p. 83
IV C. 89 - marasme en 1776 (Enquête stat. du Faucigny ! id. p. 87 -
Cf. Cholley Thèse.
I. C. IV 48, pièce 5 p. pr. 18ème siècle.
C. 7 - Pièce 24.
C. 53 pièce 131 (Cf. Letonnellier p. 570
V C. 15 et C. 16 - Notice s/communes Intendance Genevois en 1756 (MS -
Genève) - Cf. Cholley p. 657)
I - C. IV n° 178 pièce n° 8 (Etat comparatif des prod. de la province de
Genevois pour 1789 ainsi qu'avec le relevé du dénombrement de ses habitants
cf. Cholley Thèse).
I. C. IV, n° 7 - pièce 24 - 53, pièce 131.
Remarques sur l'émigration écrite au 18ème siècle par un habitant du
Genevois (Cf. Thèse Cholley).
I. C. IV n° 48, pièce 1 (Enquête sur l'émigration des filles (id. Cholley)
1768).
C. 7 pièce 24 (projet d'installation dans la sémine de fab. de tuiles pour
empêcher l'émigr. des habitants (Cf. Cholley) (déjà + habt.)

Haute Savoie - *Archives départementales des Hautes Savoie* série E - IV E. 290
- actes de décès des Sardes du Faucigny décédés à l'étranger - 1833-37)
Cf. Guichonnet - Emigr. Faucigny 1783-1860 p. 497.

Alpes - Haute Savoie - série G - b. rég. n° 103-106 (visites pastorales de Mgr. Bïord 185) (Cf. Cholley Bibli. Thèse).

Alpes - Haute Savoie - *Archives départementales de la Haute Savoie*, série L. 15 L (7-15) (correspond. du sous préfet de Bonneville - fragments enquête MT 1er Empire s/département du Mont-Blanc (perdu)

15 L. 45 (lettre du 15 pt 1808 : MT vallée du Bonnot) p. 491-520.

15 L. 41 (délivr. passeports 1809-11) p. 492

p. 488 Cf. Guichonnet Faucigny 1783-1860

15 L. 39 (vallée Giffre) (id. p. 511)

Araches 1812 519)

(Val Chamonix 1812)

15. L. 47 (1812 - sillon alpin MT pour Paris) id. p. 518.

15. L. 44 - 40 - 72 (M. bâtiment - Guichonnet p. 509).

Alpes - Haute Savoie - *Archives départementales Haute Savoie* série M - (recensement fs. depuis 1861 - détail par commune et par hameau) cf. Thèse Cholley

— statut agrc. commerce, indus. liasse 1812-19

— Brouillon d'un rapport de l'Intendant général de Sav. du 15 nov. 1819 - mss. de 165 p. (S/ MT et conscription Cf. Thèse Cholley p. 662. m. (fonds sarde) statistiques et passeports - Cf. Guichonnet Faucigny Emp. p. 532 ; 1783-1863).

Savoie (Hte) - *Archives d'Etat de la République de Genève* Fonds de l'Ancien département du Léman - A.D. L. VII - Collections de passeports - Cf. Guichonnet - émigr. en Faucigny 1783-1860 p. 532, 487, 491.

Savoie - (Hte) *Archives communales de Bonneville* - Arrêté du préfet du Léman - 10 fructidor an XII - MT pour Paris : visa du préfet en personne pour passeport - sect. 44 (919-923) déserteurs 1803-08

— police (non classé) circul. police n° 145

Cf. Guichonnet - Emigr. G. Faucigny 1783-1860 p. 491-492

—, Passeports (section 40 (788-791 an XIII)

Haute-Savoie - *Bibliothèque municipale de Bonneville* - la glaneuse du Faucigny - Liasses de documents imprimés et manuscrits sur le Faucigny à la fin du 18ème siècle et au début du XIXème siècle (non côté)

p. 494 - Cf. Guichonnet - Emigr. Faucigny 1783-1860 p. 532.

Savoie (Hte) - *Archives communales de Cluse* - I 2 n° 11 commandant militaire du Faucigny, circulaire pour empêcher l'émigr. (Cf. Letonnelier p. 579, I 2 (12) (10 mars 1847). Intendant Faucigny être migr. - ann. du IXème (Guichonnet Faucigny 1783-1860, p. 494)

Collection : Bull. soc. Philanthropique savoisiennne (sur les Savoyards de Paris).

Hte Savoie - Archives communales des Contamines - Passy Taninges - Saint Nicolas de Véronce - Cf. Guichonnet Emigr. Faucigny 1783-1860, p. 532.

Paris et W. MT du bâtiment - *A.D. de la Seine* - DM 5 liste du Conseil municipal d'Aubervilliers en 1860 - (un entrepreneur du Bâtiment né dans Calvados) Cf. Chevalier formation prof. Paris, p. 253.

Seine Inférieure - *A.D., Série M.* Mouvement périodique des ouvriers - Premier Empire (Enquête du 1811) Cf. Dubuc.

A.D. Seine et Marne - nbre types de MT. *Archives départementales de Seine et Marne* - 12 M (26) Emigration et immigration d'ouvriers 1809 - Cf. Grande enquête du Premier Empire 1er article.

B.P. Migr. des milit. suisse - Migr. de maçon limousin - Archives départ. Seine et Oise (Yvelines) G.C. 14 Registres paroissiaux - Cf. Introd. et Inv. Levron, Registres paroissiaux t. 1, fasc. II, canton de maisons-Laffitte et de Marly le Roi (1964, Versailles, 136 p.)

A.D. Seine et Marne - MT → MD Belges ou F.^s 3.1
Archives départementales de Seine et Marne - série M. Recensement 1872 et 1876 stt. Listes nominatives avec lieu de naissance.

A.D. Seine et Marne - MT agric. 1848 - *Archives département de Seine et Marne* 14 M. 69 - Enquête industrielle et agricole (décret 25 mai 1848).

A.D. Seine et Marne - MT Polonais - *Archives départementales de Seine et Marne* - série M. 13 M Enquête sur l'immigration des ouvriers agricoles polonais antri chiens en 1910 ; 1 article.

M.T. Ancien régime 17 et 18ème siècles -
MT et MV -
MV et MD

(suiesses + nourrissons maçons limousins
AD de Seine et Oise ou des Yvelines - GG 14 - (1678-1680) Registres paroissiaux Maisons Laffitte, Marly le Roi et Argenteuil) Cf. Levron (fichier).

B.P. - A.D. et Seine et Oise - *A.D. de Seine et Oise et des Yvelines*, série M - fascicule 3 - série 9 M (dénombrement de population) listes nominatives - Cf. Dupâquier (fichier).

A.D. Tarn - MT forest - *Archives départementales du Tarn* E 3298 - Colonie de Forestiers vosgiens dans Forêts de Grésigne en 1770) Cf. P. Deffontaine forêt de Gresigné p. 435.

MC - A.D. Haute Vienne - *Archives départementales de la Haute-Vienne* - série B - B 166, 173, 174, 181, 193, 290, 300, 306, 387 (M.S. au 17ème siècle France et Etranger) Demangeon - Probl. géogr. p. 253. B. 445 (cahiers de doléances) Cf. Delord p. 58 (Limousin)

A.D. Yonne - MT Charbonniers - *archives dép. Yonne* - C. 68. Description de

la paroisse de Venizy - cité par Porée, Cahiers de doléances du Bailliage de Sens par les généraux 1789 p. 452 (Auxerre) 1908 - Cf. Fromont - Forêt d'Othe p. 207.

A.D. Yonne - MT (moisson, vendange, roulage, Paris, nourrices) *Archives départementales de l'Yonne* - série M. FORESTIER (Henri) L'Yonne au XIXème siècle (1830-1848) choix d'extraits relatifs à l'histoire et à la sit. politique et écon. du département.

1ère partie - 2 tomes : 4 LK⁴ 4227 (1, I)

Auxerre (1959, p. 1959 ; 986 p.) (1, II)

2ème partie : 1 tome : 4 LK⁴ 4227 (2)

Auxerre, 1963 ; 654 p.

D'après documents et inventaires des archives du département de l'Yonne - Index.

B.P. A.D. Yonne - *Archives départementales de l'Yonne* série L. - L. 295 7 messidor an II.

L. 782, f^o 60 (Moissons en Brie)

L. 61, f^o 49 réquisition des moissonneurs pour la Brie 1794

Cf. Moreau - A.G. 1950 p. 350.

Aussi thèse p. 324.

B.P. - A.D. Yonne - Yonne - *Archives départementales de l'Yonne* - série M ; - enquêtes agric. 1853-1862 - Cf. Thèse Moreau p. 324.

B.P. - Yonne (*Archives communales de Brienon sur Armançon*) Registre de délibérations du Conseil Général de la Commune puis du Conseil municipal, depuis 1790 jusqu'à mi XIXème siècle (stt. 9 Thermidor an II) Cf. Moreau, AG, 1950, p. 350.

Etrangers en France - Suisse - Archives de Fribourg - Registre des passeports livres auxil. n^o 121 (1753-74) n^o 85 (1782-97) - n^o 38

Registre des arrondissements de Gruyère et de Corbière (1804-1814)

Registres généraux n^o 1 a (1810-14) - n^o 1 b (1815-1926).

Cf. S. Daveau, p. 164.

SOURCES ET DOCUMENTS IMPRIMES

STATISTIQUES

— Enquête agricole 1847 (4 vol. in 4°)

- 1 - *Statistique générale de la France* - Enquête agricole de 1852, (2 vol. in 4. Paris, 1858) statistiques
- 2 - *statistique générale de la France*, Enquête agricole de 1862, (1 vol. in 4°) stt. p. 205-207.
- 3 - *Ministère de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics* - Enquête économique (de 1866) (36 vol. en 4 séries, table publiée en 1872) dt. 28 volumes d'enquêtes départementales 2ème série (Paris, Impr. Imper. ou Nationale in 4).
- 4 - *Ministère de l'Agriculture* - Statistique agricole de la France - Résultats généraux de l'Enquête décennale de 1882 - (Nancy, 1887).
- 5 - Enquête parlementaire sur la crise industrielle de 1883-84 (Fol. journal officiel, 1 vol. à part. fin 1884, 402 p.)
- 6 - *Statistique générale de la France* - Résultats statistiques du dénombrement de 1891 in 8 (2 vol.)
- *Statistique générale de la France* - Résultats statistiques du dénombrement de 1891 - Tome 1 (publié en 1894) p. 481-495.
- 7 - *Ministère de l'agriculture* - statistique agricole de la France - Résultats généraux de l'Enquête décennale de 1892.
- 8 - *Statistique générale de la France* - Recensement 1901 (paru en 1906) vol. IV.
- 9 - Album graphique - Recensement 1901.
- 10 - *Statistique générale de la France* - Résultats statistiques du recensement général de la popul. effectué le 5 mars 1911 - T. 1 - 4ème partie. (Paris, Impr. Nati. 1917).
- 11 - *Ministère de l'Agriculture office de Renseignements agricoles* - Enquête sur les salaires agricoles (Paris, 1912, 495, p.).
- 12 - *Ministère de l'Agriculture* - *Enquête agricole de 1929* - *Statistique agricole de la France* Minist. de l'Agriculture - Résultats généraux de l'enquête de 1929. Paris, Impr. Nat. 1936, 803 p. 1 vol. de statistique.
Institut National de statistique : statistique des travailleurs frontaliers au 30.11.1929 (Bull. trim. Bur. stat. génér., sept. 1930) Recensement

général du 30.4.1946 des frontaliers allant travailler en France (Bull. stat.
n° 8, août 1946).

ETUDES GENERALES

DOCUMENTS D'EPOQUE - Enquêtes - témoignages

ETUDES POSTERIEURES

- 13 - *ALLEM* (Maurice) - La vie quotidienne sous le second Empire (Hachette, Paris, 1948, 287 p.)
 - *ALLO* (R.P.) - Enquête sur la mobilité des familles paysannes (Bull. de la soc. française d'Economie rurale no 1, fév. 1949, p. 2-6)
- 14 - *ANGOT DES ROTOURS* (Baron J.) - Nos migrations provinciales hier et aujourd'hui (Réf. sociale 1909, p. 447, 461).
- 15 - *ANGOT DES ROTOURS* (Baron J.) - L'exode montagnoux - Causes physiques, culturelles, les remèdes (Voir Bull. géogr. hist. et descript. n° 1 et 2 - 1908).
- 16 - *ANGOT DES ROTOURS* (Baron J.) - L'évasion contemporaine des montagnards français (Ann. soc. agron. franç. et étrang. janv. 1911).
- 17 - *ARBOS* (Philippe) - l'émigration temporaire en montagne et ses causes (Communication au Congrès des soc. sav. Journal officiel 14 av. 1931, p. 4163, CR Travaux hist. et sc. - Bull. section géogr. Paris, 1931).
 - *ARBOS* (Philippe) : migrations ouvrières en France au début du XIXème siècle (Rev. géogr. Alp. 1932, p. 614-618).
 - *ARBOS* (Philippe) L'homme et la montagne (Rev. géogr. Alp. 1934 p.)
- 18 - *ARBOS* (Philippe) - L'émigration temporaire (Commissariat général au plan Monnet - Commission « vie rurale en montagne, mars 1950, 9 pages ronéotypées).
- 19 - *ARDOIN-DUMAZET* (Victor-Eugène) Voyages en France (1852-1940). (60 vol. à partir de 1893).
- 20 - *ARIES* (Philippe) Histoire des populations françaises et de leurs attitudes devant la vie depuis le XVIIIème siècle (Paris, 1948, 573 p.)
 - *ARMENGAUD* (André), démographie et société (Paris, stock, 1966, 212 p.)
- 21 - *AUDIGANNE* (A.) Les populations ouvrières et les industries de la France (2ème édition, Paris, Capelle 1860, 2 vol. in 8°, t. I, 104 p. t. II, 430 p.)
- 22 - *AUGE-LARIBE* (Michel) - La politique agricole de la France de 1880 à 1940, (Paris, P.U.F., 1950, 483 p.)
- 23 - *BABEAU* (Albert) - La vie rurale dans l'ancienne France (Paris, 1883,

353 p.)

- 24 - *BARBERET* (J.) - La Bohême au travail (Paris, 1889, 388 p.)
- 25 - *BARBERET* (J.) - Le travail en France : monographies professionnelles (particulièrement T. III, 1883, T. VII, 1890 (les débits de boissons p. 286).
- 26 - *BAUDRILLART* (Henri) - Les populations agricoles de la France (3 vol., Paris, 1885-1893).
- 27 - *BETEILLE* (Roger) - Les migrations saisonnières en France sous le Premier Empire - essai de synthèse (colloque Napoléon - La France à l'époque napoléonienne - Rev. d'histoire mod. et contemp. juillet 1970 p. 424, 441 1 carte).
- 28 - *BERTILLON* - Migrations françaises (Annales de démographie Internationale, 1877).
- 28 - *BLACHE* (Jules) - L'homme et la montagne (Paris, Gallimard, Coll. géogr. humaine - *Deffontaines*, 1934, in 8^o 192 p. 40 pl hors texte - Préface de Raoul Blanchard)
- 29 - *BLANCHARD* (Marcel) - L'enquête de 1811 sur le roulage (Rev. de géogr. alp. 1920, p. 585-626).
- 30 - *BLANCHARD* (Marcel) Les routes des Alpes occidentales à l'époque napoléonienne (Thèse doct. es-Lettres, 1920 Paris, 415 p. Grenoble).
- *BLANCHARD* (Marcel) Bibliographie critique de l'histoire des routes des Alpes occidentales sous l'Etat de Piémont Savoie : 17ème et 18ème siècles et à l'époque napoléonienne (1796-1815) (Grenoble, 1920, in 8, 120 p.).
- 31 - *BLANCHARD* (Raoul) La vie humaine en montagne (Rev. Géogr. Lyon, 1952, t. XXVII, p. 211-218)
- 32 - *BLANQUI* (Adolphe) Tableau des populations rurales de la France en 1850. (C.R. Ac. des sc. mor. et pol. 1850 et 1851) journal des Economistes 15.1.1851 (p. 9-26) et 15.9.1851 (p. 1-15)
Le Bassin de Saint-Etienne, Paris, 1850, 24 p.
- 33 - *BLOCH* (Marc) - Les caractères originaux de l'histoire rurale française (2ème édition, Paris, 1952, 266 p. + planches).
- 34 - (Nuria Sales de) *BOHIGAS* - « Marchands d'hommes » et sociétés d'assurances contre le service militaire au 19ème siècle (Rev. d'hist. écon. et soc. 1968, p. 339 et 380).

- 35 - *BOISSIEU* (H. de) - L'émigration temporaire agricole, ses causes, ses modes, ses effets (Réf. sociale, 1er septembre 1909, p. 333-354) in vol. II de l'ouvrage suivant : La désertion des campagnes (congrès 1909 soc. d'écon. sociale 3 vol. 189 p. + 366 p. + 123p).
- 36 - *BONNEFF* (Léon et Maurice) La classe ouvrière (public. de la guerre sociale, Paris (1911), 398 p.)
- 37 - *BONNEFOY* (A.) Place aux femmes ! Les carrières administratives et libérales (Paris, s.d., 383 p.) écrit sans doute entre 1912 et 1914.
- 38 - *BONTE* (Pierre) - Bonjour M. le Maire (résumé d'interview pour Radio d'Europe I) 16 Z 8239 (109, I : 1967-279 p. - II- III : 1969-400 p.)
- 39 - *BORIE* (Fernand) - L'ouvrier maçon (Biblioth. sociale des métiers in - 16° Paris, 1924, 379 p.)
- 40 - *BOURGIN* (Georges et Hubert) - Le régime de l'Industrie en France de 1814 à 1830 (Recueil de textes publiés pour la soc. d'histoire contemporaine, Paris, A. Picard 3 vol.
 T. I : mai 1814 - mai 1821 (1912, 383 p.)
 T. II : mai 1821 - déc. 1824 (1921, 333 p.)
 T. III : déc. 1824 - juillet 1830 (1941, 357 p.)
- 41 - *BRAME* (Jules) de l'émigration des campagnes (1859, Lille 176 p. in - 16°).
- 42 - *BRUNHES* (Jean) La géographie humaine (3 vol. grand in 8° 4ème édition Paris 1934).
- 43 - *BRUNHES* (Jean) et *DEFFONTAINES* (Pierre) Géographie humaine de la France (Coll. de histoire de la nation française) 2 vol. in 4°, Paris, Plon 1920 et 1926). stt. Tome II, chapitre XXXVI, p. 595-616 et passim.
 - *BUNLE* (Henri) Mouvements migratoires entre la France et l'étranger (Publications du service national des statistiques - Paris 1943).
- 44 - *BURNAND* (R.) La vie quotidienne en France en 1830 (255 p. Paris, Hachette, 1943).
 - *BURNAND* (R.) - La vie quotidienne de 1870 à 1900 (Paris, Hachette, 1948, 303 p.).
- 46 - *CAILLARD* (Charles, Francis) Les migrations temporaires dans les campagnes françaises (Thèse Droit, Paris 1912, in 8°, 160 p.)
- 47 - *CAPOT REY* (Robert), Géographie de la circulation (Coll. géogr. humaine, de Deffontaines, NRF. Paris, 1946, 296 p.)
- 48 - *CAVAILLES* (Henri) : la route française - son histoire - sa fonction

(Paris, A. Colin, 1946, 400 p.)

- 49 - *CHABERT* (Alexandre) - Essai sur les mouvements des revenus et de l'activité écon. en France de 1798 à 1820 (Paris, 1949, 490 p.) cité par Tulard, Paris sous Consulat P.E. p. 90.
- 50 - *CHATELAIN* (Abel) Les migrations temporaires françaises au XIXème - Problèmes - Méthodes - Documentation (Annales de démogr. hist. 1967, p. 9-28).
- 51 - *CHATELAIN* (Abel) Progrès et difficultés de la démographie historique au carrefour des sciences humaines (Rev. hist. écon. et soc. 1971, p. 117 et 128)
- 52 - *CHATELAIN* (Abel) Problèmes de méthodes - Les migrations de la population (Rev. écon. janvier 1963, p. 1-17).
- 53 - *CHATELAIN* (Abel) - Un type de migration temporaire actuelle. La migration viagère (Annales E.S.C. 1947 p. 411-416).
- 54 - *CHATELAIN* (Abel) De la géographie psychologique à la géographie du travail (Rôle de la femme dans l'activité humaine - dans les migrations (cahiers internationaux de sociologie vol. V, 1948, p. 158-164).
- 55 - *CHATELAIN* (Abel), Les migrations françaises vers le Nouveau monde au XIXème siècle et XXème siècle (Annales E.S.C., 1947, p. 53-70).
- 56 - *CHATELAIN* (Abel) La valeur et les faiblesses d'une source classique : l'enquête des préfets sur les migrations périodiques (1807-1813) - L'exemple du département de la Seine et Marne.
- 57 - *CHATELAIN* (Abel) Démographie du grand tronc ferré Sud-Est (Paris-Lyon-Méditerranée) 1866-1936 (Rev. géogr. Lyon, 1947, p. 35-82 18 fig. 4 tableau.)
- 58 - *CHATELAIN* (Abel) - Les migrations temporaires et la propagation des idées révolutionnaires en France au XIXème siècle (Soc. de 1848, Rev. des Révol. contemp. mai 1951, p. 6-18).
- 59 - *CHATELAIN* (Abel) Dans les campagnes françaises au XIXème siècle : la lente progression de la faux (Annales E.S.C. 1956, p. 495-499).
- 60 - *CHATELAIN* (Abel) - Les migrations temporaires touristiques et les milieux ruraux (Etudes Rhod. Rev. géog. Lyon 1952, p. 169-172).
- 61 - *CHATELAIN* (Abel) - Des migrations viagères aux migrations définitives au milieu du XXème siècle, d'après le fichier électoral (Rev. géogr. Lyon, 1957, p. 187-200, 5 fig. et cartes).

- 61 bis - A. *CHATELAIN* - Une source nouvelle sur les migrations intérieures françaises. Le fichier électoral (Annales E.S.C., 1956, p. 205-212).
- 62 - *CHATELAIN* (Abel) - La main-d'œuvre et la construction des chemins de fer au XIX^{ème} siècle (Annales E.S.C., 1953, p. 502-506).
- 63 - *CHATELAIN* (Abel) - La main-d'œuvre dans l'industrie française du bâtiment aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles (Technique, Art, science - Rev. de l'enseignement technique, oct. 1956 p. 35-42).
- 64 - *CHATELAIN* (Abel) - Une grande industrie motrice française attardée : le bâtiment (Annales E.S.C., Juillet-Septembre 1958, p.)
- 65 - *CHATELAIN* (Abel) Le Monde paysan et le livret ouvrier (soc. d'Hist. de la Révol. de 1848, études 1953, p. 64-71).
- 66 - *CHATELAIN* (Abel) - Les migrations quotidiennes du travail dans les régions françaises hors de l'agglomération parisienne (1945-1963). (Rev. Econ. sept. 1963 p. 559-694, 2^{ème} édition en 1963 avec bibliogr., 46 p.).
- 67 - *CHATELAIN* (Abel) - Migrations et domesticité féminine urbaine en France, XVIII^{ème} siècle, XX^{ème} siècle (Rev. d'Histoire économique et sociale H - 1969, p. 506-528, 2 cartes, 1 tableau stat.)
- 68 - *CHATELAIN* (Abel) - Les grandes régions de migrations temporaires en France sous le Premier Empire (à paraître).
- 69 - *CHATELAIN* (Abel) - Lutte entre colporteurs et boutiquiers en France, pendant la première moitié du XIX^{ème} siècle (Rev. d'Hist. écon. et soc., 1971) p. 963.
- 70 - *CHATELAIN* (Abel) - Les migrations selon les départements de naissance en 1891, au profit des trois plus grandes agglomérations françaises : PARIS, LYON, MARSEILLE (Annales de Démogr. hist. 1971).
- 71 - *CHATELAIN* (Abel) Résistance à la conscription et migrations temporaires sous le Premier Empire (à paraître).
- 72 - *CHEVALIER* (Louis) Démographie générale (Paris 1951, 599 p.)
- 73 - *CHEVALIER* (Louis) l'émigration française au XIX^{ème} siècle (soc. d'hist. moderne - Etudes d'Hist. mod. et contem. T. 1, Paris 1947, p. 127-171).
- 74 - *CHEVALIER* (Louis) La dépopulation spontanée et provoquée dans les montagnes françaises à la fin du XIX^{ème} siècle (Rev. « Population » n^o 2, 1947, p. 366).

- 75 - Valeur des apports littéraires - *CHEVALIER* (Louis) - La Comédie humaine - document d'histoire. (Rev. historique juillet 1964, p. 27-58).
- 76 - *CLAVE* (Jules) - Etudes d'économie forestière (Rev. des 2 Mondes, 1859, p. 923-947) : Etudes sur l'économie forestière (Paris, Guillaumin, S. 25.171, 1862, in-12 IV 377 p.
- 77 - *CLAVE* (Jules) La situation agricole de la France. (Rev. des Deux Mondes 15 janv. 1880, p. 373-413, 1er février 1880, p. 610-649).
- 78 - *CLEMENT (P.) et VIEILLE (P.)* - L'exode rural au XIXème siècle (in « Etudes de comptabilité nationale », Av. 1960, p. 57-130).
- 79 - *COUPAN* (G.) La crise de la main-d'œuvre rurale et la culture mécanique (Extrait des « Annales de la science agronomique française et étrangère » - Nancy, 1914, 29 p. photos - Conférence Congrès Ingen. agron. Paris, févr. 1913)
CROZE (M.) Un instrument d'étude des migrations intérieures : les migrations d'électeurs (Population, 1956, p. 235-260).
CRUVEILHIER (V.) Retour de la grande ville (« Hygiène générale et appliquée - mai 1908).
- 80 - *DAUZAT (Albert)* - Les argots de métiers franco-provençaux (Paris, Bibliogr. Ecole Pratique des Hautes Etudes, Sciences histor. fasc. 223, 1917). - Les argots caractères, évolution, influences (Paris, 8ème édit. 1939).
- 81 - *DEFFONTAINES* (Pierre) (L'homme et la forêt, Paris 1933, 188 p.)
- 82 - *DELBET* (E.) Des ouvriers nomades rassemblés pour les grands travaux (in Le Play - ouvr. des 2 Mondes, 1ère série, 1er vol., p. 100-106 - Paris 1856).
- 83 et 83 bis - *DEMANGEON* (Albert) France économique et humaine (géogr. universelle - T. VI, 2ème partie 1er vol. Paris A. COLIN, 1946 stt. chapt. II, p. 27-44 - 2ème volume 1948, en tout 900 p. bis Belgique, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg (id., 1927, 250 p.) pour M.T. I p. 5 (2 cartes) p. 38-40 (1 carte non datée) II.
- 84 - *DEMOLINS* (Edmond) *DAMAS d'ANLEZY* (Cte) *DESCAMPS* (P.) et *BOYER* (A.) : Les populations forestières (La science du Centre de la France sociale, fasc. 40, 1907, 86 p.)
- 85 - *DEMOLINS* (Edmond) Les Français d'aujourd'hui (Paris, 1898, 465 p.)
- 86 - *DESCAMPS* (Paul) Les populations viticoles (Sciences sociales, 1907, 78 p.)

- 87 - *DUBIEFF* (Fernand : La question du vagabondage Paris, 1911, 338 p.)
- 88 et 89 - *DUHAMEL de MONCEAU* - 1/ Les Eléments d'agriculture (2 vol) 2/ De l'exploitation des bois (Paris, 1784, 2 vol. en 1 sol. 706 p.).
- 90 - *DUVEAU* (Georges) La vie ouvrière en France sous le Second Empire (Paris, Gallimard, 1946, 605 p.)
- 91 - *EGRON* (A.) - Livre de l'ouvrier, ses devoirs envers la société, la famille et lui-même (Paris, 1844, 407 p.)
 - *ESTIENNE* (Pierre) L'étude de la dépopulation en montagne et ses enseignements récents. (Rev. géogr. Alp., 1947, p. 367-378).
 - *FABRE* (L.A.) Communes mortes et parcs nationaux en haute montagne (Paris, 1913) -
 - *FABRE* (L.A.) L'Etat de la dépopulation montagnaise en France (Rev. Internat. de sociologie Paris 1909)
- 93 - *FAUCHER* (Daniel) et divers : La France - Géographie, Tourisme (2 vol. 544 p + 584 p.) Paris Larousse, 1951 et 1952.
- 94 - *FAUCHER* (Daniel) : le paysan et la machine (Paris, Ed. de Minuit, 1954 278 p.)
- 95 - *FESTY* (Octave) L'agriculture pendant la Révolution française I. Les conditions de production et de récolte des céréales (Coll. « Paysans et la Terre » Paris, 1947, 463 p.)
- 96 - *FLOUR de SAINT GENIS* (E.) La propriété rurale en France (Paris, A. Colin, 1902).
- 97 - *FOHLEN* (Claude) et *BEDARIDA* (François) Histoire générale du travail - tome III - L'ère des Révolutions 1765-1914 (Paris 1960, 404 p.)
- 98 - *FREGIER* (H.A.) Des classes dangereuses de la population dans les grandes villes et des moyens de les rendre meilleures (2 vol. 1840, Paris, 435 p. et 527 p.)
- 99 - *FRIEDMANN* (Georges) et divers - villes et campagnes ; civilisation urbaine et civilisation rurale en France (C.R. de la seconde semaine sociologique) (Paris A. Colin, 1953, 480 p.).
 - *GACHON* (Lucien) L'étude de la dépopulation en montagne et ses enseignements récents (Rev. géogr. alp. 1947, p. 571-575).
- 100 - *GAROLA* (C.A.) Les céréales (Paris, 1894, in-16, 815 p.)
 - *GEMAEHLING* (P.) - Les migrations intérieures et leurs répercussions sur la vie démographique française (Soc. de statis. de Paris, 15 fév. 1950).
 - *GOREUX* (L.M.) Les migrations agricoles en France depuis un siècle et

leur relation avec cert. fact. écon. (Etudes et conjonctures, avril 1956, p. 327-376).

101 - *Grande Encyclopédie* (fin 19ème siècle) T. 9, p. 103-105.

102 - GUEIT (Etienne) Exode rural et main-d'œuvre saisonnière (Rapport présenté au nom de la commission de la main-d'œuvre agricole - Comité du retour à la Terre et office agricole du Var (Draguignan, 1924, 21 p.)

103 - GUILLAUME (Pierre) - POUSSOU (Jean-Pierre) Démographie historique (Paris, 1970, 415 p.) stt. p. 1416, 197-234, 276-295.

104 - GUILLOU (Jean) Etude de l'économie rurale et sociale : L'émigration des campagnes vers la ville et ses conséquences écon. et soc. (Thèse droit Caen, Paris 1905, in-8°, X-596 p.)
- GUTTON (J.P.) - La mendicité au XVIIIème siècle (L'information historique) mars 1969, p. 81-82

105 - GUYOT (Dr. Jules) Etude des vignobles de la France (3 vol. Paris, 1868). Réunions des rapports faits dans les années avant 1868 à la suite des missions ordonnées par le ministre de l'Agriculture. I p. 111, 120, 124, 125, 126, 127.

105 bis - GUYOT (Dr. Jules) : Sur la viticulture du Sud-Ouest de la France (Rapport au Ministre de l'Agricult. 248 p. Paris 1862). B.N.

106 - HARTOY (Maurice d') Histoire du passeport français depuis l'antiquité jusqu'à nos jours (Paris, 1937, 148 p.)

107 - HEUZE (G.) La pratique de l'Agriculture (Paris 1889, in 8°, t. II)

107 bis - HEUZE (Gustave) La France agricole - région sud (1868-264 p. Région SW)

108 - HELIOT Le sucre de betterave en France de 1800 à 1900 (220 p. Paris) p. 721.

109 - HITIER (Henri) Plantes industrielles (Paris, 1905, 548 p.)

110 - HUGO (Abel) La France pittoresque - Paris, 1835, 3 vol. tome 1.

111 - HUSSON (François) - Artisans français tome III - Les maçons et les tailleurs de pierre (Paris, 1903, in-12) Marchal et Billard fig. - Yves Durand
Les Charpentiers 1903
Les couvreurs et les plombiers 1903
Les Maçons et tailleurs de pierre 1903
Les menuisiers, 1902

Les miroitiers, 1904
 Les peintres en bâtiments, doreurs et vitriers, 1905
 Les selliers carrossiers et les bourreliers, 1906
 Les serruriers 1902
 Les tapissiers 1905

- 112 - *Imbart de la Tour* La crise agricole en France et à l'étranger (Nevers, 1901)
- 113 - *Jacquet* (Joseph) Les cheminots dans l'histoire sociale de la France (Paris, Editions sociales, 1967, 318 p.)
- 114 - *JAUBERT* (Abbé Pierre) : Dictionnaire raisonné universel des Arts et Métiers (Paris, 1773, 4 vol. in 8^o, - édit. 1793-1801 ; même auteur : Des causes de la dépopulation et des moyens d'y remédier (Paris 1767, XII - 298 p.) Dans dictionnaire nombreux renseignements sur probl. de l'eau à Paris dans article « Porteur d'eau ».
- 115 et 116 - *JOANNE* (Adolphe) Dictionnaire des communes de France (1864) 2ème édition 2 vol., 1869, *JOANNE* (Paul) Dictionnaire géographique et administratif de la France (7 vol. 1891-1902)
- 117 - *JOIGNEAUX* (P.) Le livre de la Ferme Paris, 1860, 65 - 2 vol. in 4^o)
- 118 - *JOLLIVET* (M.) et *MENDRAS* (H.) - Les collectivités rurales françaises (Tome I, A. Colin, 1971, 223 p.) Groupe sociologie rurale du C.N.R.S.).
- 119 - *JOLY* (Henry) - La France criminelle (Paris, 1889, 431 p.).
- 120 - *JOUY* (Victor-Joseph, Etienne dit de) œuvres complètes (Paris, in 8^o)
 Tomes I-XIII : Essais sur les mœurs - 1823
 Tome XV : Essai sur les mœurs - 1823
 Tomes XXV-XXVI : Essai sur les mœurs - 1826-27
- 121 - *KAUTSKY* (K.) La question agraire (traduit de l'allemand, Paris 1900, 463 p. Bibliothèque socialiste internat. II).
 - *LAGNEAU* (Dr Gustave) De l'émigration en France (Paris 1884).
- 122 - *LALLEMAND* (Léon) De l'assistance des classes rurales au XIXème siècle (Paris 1889, in 8^o)
- 123 - *LANDRY* (A.) Traité de démographie - (Paris, 1945, 651 p.)
- 124 - *LARBALETRIER* (A.) - *MALPEAUX* (A.) Culture de la betterave en France (in Rev. générale des sciences, 1896) 633-650 et 675-683)
- 125 - *LAROUSSE* (Pierre) : Grand dictionnaire Universel Encyclopédique du XIXème siècle (Paris, 1866-76) 15 vol. et 2 vol. suppl. 1878 et 1890.

- 126 - *LATERRIERE* (Jean de) De l'émigration des ouvriers agricoles vers les villes (Paris, 1864, 63 p.)
- 127 - *LAUNAY* (Albert) : Voyages à pied des « indigents » d'autrefois (de passage dans l'Oise, 1ère moitié XIXème siècle) (Bull. soc. d'études hist. et géogr. de la Région paris. octobre 1956, p. 21-26).
- 128 et 129 - *LAVERGNE* (Léonce de) - L'agriculture, les produits et les machines agricoles à l'exposition (Rev. des Deux Mondes - 1855 IV, p. 82-114).
- L'Economie rurale de la France depuis 1789 (1ère édition 1860, 4ème en 1877, 477 p.)
- 130 - *LAVERGNE* (Léonce de) - L'agriculture et la population (2ème édition, 1855, Paris) - B.N.
- 131 - *LEGOYT*, du progrès des agglomérations urbaines et de l'émigration rurale en Europe et particulièrement en France (Marseille, 1867, 280 p.)
- 132 - *LE PLAY* (Frédéric) Les ouvriers européens (2ème édition 1877-79, Tours, Mame et fils, 6 vol. in 8°)
- 133 - *LE PLAY* (Frédéric) - Les ouvriers des deux mondes (1ère série : 5 vol. in 8° 1857-85 — 2ème série : 5 vol. in 8° 1885-1900 — 3ème série : 2 vol. in 8° 1900-1913).
- 134 - *LERAT DE MAGNITOT* (Albin) De l'assistance et de l'extinction de la mendicité (Paris, 1856, in 8° XI - 492 p.)
- 135 - *LERAT DE MAGNITOT* (Albin) De l'assistance en province (5 années de pratique) (Paris, 1861, in 8°, XVI - 304 p.)
- 136 - *LEROY-BEAULIEU* (Paul) Les ouvrières de fabrique autrefois et aujourd'hui (Rev. des Deux Mondes, 1er février 1872, p. 630-657).
- 137 - *LETACONNOUX* (J.) Les transports en France au 18ème siècle (Rev. hist. mod. et contemp. XI, 1908-09 p. 97-114 et 269-292).
- 138 - *LEVAINVILLE* (J.) L'industrie du fer en France (Paris, A. Colin, 1922, 211 p.)
- 139 - *LEVASSEUR* Histoire des classes ouvrières en France avant 1789 (2 vol. 1901).
- 140 - *LEVASSEUR* (Emile) Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France de 1789 à 1870.
- 141 - *LEVASSEUR* (Emile) La population française (3 vol. Paris, Arthur

Rousseau 1889-1892) passim - stt. vol. 1.

- 142 - *LUCOTTE* (J.R.) - L'art de la maçonnerie (Paris, 1783, in Fol.) p. 35-36, aussi dans Encyclopédie « maçon et maçonnerie ».
- 143 - *MANDROU* (Robert) - Introduction à la France moderne (1500-1640) - Essai de Psychologie historique Evol. de l'Humanité (Paris 1961, 400 p.)
- 144 - *MAUCO* (Georges) Les migrations ouvrières en France au début du XIXème siècle d'après les rapports des préfets de l'Empire, de 1808 à 1813 (Thèse compl. doctorat es-Lettres, Paris 1932, 74 p.)
- 145 - *MENON (P.L.) - LECOTTE (R.)* - Au village de France - La vie traditionnelle des paysans (Paris, Bourrelier, 1946, 210 p. en 16°)
- 146 - *MERLIN* (Pierre) L'exode rural - (cahier INED n° 59, Paris P.U.F., 1971, 228 p. bibliogr. Tableau stat. fig.)
- 147 - *MEUVRET* (Jean) La moisson dans l'ancienne économie rurale (Bull. soc. d'hist. Moderne, janv.-juin 1946, p. 2).
- 148 - 149 - 150 - *MICHELET* (Jules) Le peuple (1ère éd. 1844) Tableau de la France - géographique, physique, politique et morale (1875, 84 p.) Notre France, sa géographie, son histoire (1886, 319 p.)
- 151 - *MILHAU (Jules) et MONTAGNE (Roger)* L'agriculture aujourd'hui et demain (Paris, P.U.F. 1961, 378 p.)
- *MOLL et GAYOT* - Encyclopédie pratique de l'agriculture (13 vol., 1879, in 8° Paris)
- 152 - *A. MONTEIL* (A.A.) Histoire des Français des divers états (Tome V, 18ème siècle, Paris 1853, 4ème éd. 583 p., 1ère édition 1840).
- *MONTEIL* (A.) Histoire des Français des divers états. Tome V, 18ème siècle - Paris 1853, 583 p. - 4ème éd.
- *MOUCHEZ* (Philippe), Démographie (Paris, P.U.F., 1964, 260 p., coll. Themis (migrations et turbulence p. 58-62).
- *NUMELIN* (E.) Les migrations humaines - Etudes de l'esprit migratoire (trad. de l'allemand, Paris, 1939, 378 p.)
- 153 - *PINCHEMEL* (Philippe) : Les listes nominatives des recensements de population (Rev. du Nd. Avril 1954. p. 419-431) C.R. Annales de Démog. hist. 1968, p. 287.
- 154 - *POUSSOU* (Jean-Pierre) Les mouvements migratoires en France et à partir de la fin du XVème siècle au début du XIXème siècle - Approches pour une synthèse (Annales démogr. hist. 1970, p. 11-78)
- *POUSSOU* (J.P.) et *GUILLAUME* (P.) - Démographie historique (Paris, 1970, 286 p. - avant propos de G. Dujoux), p. 1021.

- 155 - *POUTHAS* (C.H.) - La population française pendant la première moitié du XIX^{ème} siècle - Paris INED, 1956, 225 p.
- 156 - *REGNIER* (P.) L'ouvrier agricole (Biblioth. sociale des Métiers Paris, 1924, 280 p.)
- 157 - *REINHARD* (Marcel) Histoire de la population mondiale de 1700 à 1948 (Paris, édit. Domat. Montchrétien 1949, 795 p. Préface d'Alfred Sauvy et 2 autres édit.)
 - *REINHARD* (Marcel R.), *ARMENGAUD* (André), *DUPAQUIER* (Jacques) Histoire générale de la pop. mondiale (Paris, 1968, 708 p. nombre fig.) Préface A. Sauvy, p. 328-339 et 340.
 - *RENARD* (Georges), *DULAC* (Albert) L'évolution industrielle et agricole depuis 150 ans (Histoire Universelle du Travail, Paris, 1912, 458 p.)
 - *RENOUL* (J.C.) Mouvement comparé de la population des villes et des campagnes en France (Nantes, 1850, 36 p. in 8^o)
- 158 - *RINGELMANN* (M.) Les machines agricoles (Paris, 1887, tome I, in 16^o - Le matériel agricole à l'exposition de 1900 (1901 in « La mécanique à l'Exposition de 1900 » - 14^{ème} liv. 1901, 224 p.) Rapport sur le concours inter. d'arracheuses de betteraves de Cambrai (Bulletin Ministère Agriculture 1896, 5 p.)
- 159 - *RINGELMANN* (M.) *LAGORSSE* (de) - Compte-rendu des travaux du Congrès de mécanique agricole (22-23 février 1911) (Soc. Nat. d'encouragement à l'agricult. Paris, 1911, 376 p.)
- 160 - *ROBLIN* (L.H.) - Les bûcherons du Cher et de la Nièvre, leurs syndicats (Paris, édit. du « Mouvement social », 1903, in 8, 352 p. cartes) Thèse droit.
- 161 - *ROUFF* (Marcel) Les mines de charbon en France au XVIII^{ème} siècle (1744-1761) (Paris, 1922, 624 p.)
- 162 - *SAVARY des BRUSLONS* (Jacques) Dictionnaire universel de commerce, d'histoire naturelle et des Arts et Métiers, divisé en 5 vol. (Copenhague in fol. t. III, 1761, aussi édit. 1748 (3 vol.) T. II, p. 255)
 - *SARAZIN* (T.) et *BOCQUIER* (E.) *La désertion des campagnes* (Mem. soc. des agricult. de France n^o 12, 1911).
- 163 - *SCHNAPPER* (Bernard) Le remplacement militaire en France, quelques aspects politiques, écon. et soc. du recrutement au 19^{ème} siècle (Paris, SEVPEN, 1968, 326 p.) CR, Bull. soc. HH 1/69, Rev. Hist. écon. et soc. 1/70) p. 687, 689, 690.
- 164 - *SEE* (Adrien) : Le passeport en France (Thèse Droit, 1907, Paris, Chartres, 108 p.)

- 165 - *SEE* (Henri) Histoire économique de la France (2 vol. 1939, 453 p., 1942, 492 p. Paris A. Colin)
- 166 - *SORLIN* (Pierre) La société française (1840-1914) (Artaud, 1969, 310 p.), p. 91-94, p. 70, p. 68-71, p. 699, 702.
- 167 - *SORRE* (Max.) Les fondements de la géogr. humaine T. II : les fondements techniques. T. I : Les techniques de la vie sociale - les techniques et la géographie de l'énergie - La conquête de l'espace (Paris, 1948, 608 p.) stt. p. 266, 558-559.
- 168 - *SOUCHON* (A.) La crise de la main-d'œuvre agricole en France (Paris, 1914, 553 p.)
- 169 - *TRESCA* (A.) Le matériel agricole moderne (Paris, 1893, t. I, in 8°).
- *TUGAULT* (Yves) La mobilité géographique en France depuis un siècle : une étude par générations (Population 1970, n° 5, p. 1019-1036).
- 170 - *TURQUAN* (Victor) - Les mouvements intérieurs de la population française (Réforme sociale) 16 janv. 1895, p. 150-169, le 16 fév. 1895, p. 308-322, 1er mars 1896, p. 392-409.
- 171 - *TURQUAN* (V.) - Essai de recensement des fonctionnaires et des pensionnaires de l'Etat.
- 172 - *VANDERVELDE* (E.) L'exode rural et le retour aux champs (Paris, 1903, 2ème édition) p. 752, 753, 756, 758.
- *VEYRET-VERNER* (Germaine) - Le problème de l'équilibre démographique en montagne (Rev. géogr. Alp. 1949, p. 331-342).
- 173 - *VIDAL DE LA BLACHE* (P.) Tableau géographique de la France (Tome I de l'Histoire de France d'E. Lavisse - 1903, Paris 3ème édit. 1908) p. 325-326 (Bocage normand) p. 458, 489.
- 174 - *VIDALENC* (Jean) - La société française de 1815 à 1848 - Le peuple des campagnes (Tome I, Paris 1969, 402 p.)
- 175 - *VIDALENC* (Jean) Une source d'histoire écon. et soc. - Les passeports - Problèmes d'utilisation, limites et lacunes (V. Bull. Sect. Hist. Mond. et Contemp. Comité des travaux hist. et scientif. fasc. 8 - Paris 1971 p. 187-202).
- *ZABOROWSKI* - Nomade (art. in Grande Encyclopédie vol. 24, p. 1182-1184)
- 176 - *ZOLLA* (D.) La condition des salariés agricoles et l'exode rural (Rev. des Deux Mondes 1er octobre 1912, (5), p. 634-664).
- Etudes d'écon. rurale (Paris, 1896)
- La crise agricole (Paris, 1903)

ETRANGERS EN FRANCE

- 177 - *ACHER* (Gilbert) Les migrations italiennes à travers les Alpes (1851-1953) (Annales de géogr., 1955, p. 340-358).
 - *BATTESTI* (L.M.) Une main-d'œuvre temporaire en voie de disparition - Les travailleurs saisonniers belges (Inf. géogr. 1966 - 5 p. 218-223, 3 fig.)
 - *BATTESTI* (L.M.) Les travailleurs étrangers saisonniers en France (L'Information géographique, janv.-févr. 1969).
 - *BAUDHUIN* (F.) La main-d'œuvre belge en France (Bull. Inform. et doc. Banque Nationale Belgique, 1932).
 - *BAUVIR* (Louis) Les travailleurs frontaliers des régions wallonnes - Synthèse historique, juridique et statistique. Analyse d'une enquête socio économique (Liège, Conseil économique wallon, 1967, 24 cm., 302 p. cartes, tableaux) Cf. Rev. « Population », cité 1968.
- 178 - *BERTOQUY* (Pierre) Un type d'émigration alpine italienne : l'émigration bergamasque (Rev. de Géogr. Alp. 1934, p. 415-469).
- 179 - *BLANCHARD* (Emile) La main-d'œuvre étrangère dans l'agriculture française (Paris, 1913).
- 180 - *BOUTRY* (L.) La population de l'Ardenne (belge) (Annales de géographie, 1920, p. 199-210).
 - *CHASSEVENT* (L.) Appel de la main-d'œuvre étrangère pour l'agriculture française (Thèse, Paris, 1919).
- 181 - *DEMAIN* (H.) Les migrations ouvrières à travers la Belgique (Louvain, 1919) Cf. Demangeon G.U. Belgique p. 143.
 - *DEMANGEON* (Albert) - Belgique Pays-Bas et Luxembourg, (Géogr. Univ., T. II, 1927, 250 p.)
 - *DEMANGEON* (Albert) - *MAUCO* (Georges) Documents pour servir à l'étude des étrangers dans l'agriculture française (Paris, 1939).
- 182 - *DUCKETIAUX* (Edouard) - Causes du paupérisme dans les Flandres et moyens d'y remédier (Prix Ac. des sc. lettres et arts de Belgique).
VILLERME, LUCAS (Ch.) *FAUCHER* et *PASSY* - La situation économique des deux Flandres belges - Discussion du Rapport Ducpétiaux (Rev. de l'Ac. des Sc. mor. et pol. 1851) Résumé dans Journal des Economistes, 15 mars 1851 p. 271-276.
- 183 - *EYLENBOSCH* (G.) Les ouvriers belges en France (Annuaire de la ligue démocratique belge, 1899, Gand, het-volk, 20 p.) Cf. Thèse Blanchard p. 514.
- 184 - *FAIDUTTI-RUDOLPH* (Anne-Marie), L'immigration italienne dans le Sud-Est de la France, étude géogr. (Thèse, 2 vol. in 4^o, Gap. 1964, cartes 401 p. + 227 p.) C.R. Inf. géogr. 1965, p. 176-182 Population, 1965, p. 719-720.

- *GIRARD* (Albert) L'émigration espagnole (Annales de géogr., 1912, p. 418-425).
- *GIRARD* (Alain) *STOETZEL* (Jean) Français et Immigrés. L'attitude française. L'adaptation des Italiens et des Polonais. (Cahiers n° 19 de l'INED, Paris, P.U.F. 1953, 531 p.)
- *GIRARD* (Alain) et *STOETZEL* (Jean) et *Divers auteurs et équipes*. Français et Immigrés. Nouveaux documents sur l'adaptation - Algériens, Italiens, Polonais. Le service social d'aide aux émigrants (Cahiers n° 20 de l'INED, Paris, P.U.F. 1954, 293 p. Importante bibliographie publications de 1900 à 1953).
- 185 - *GRUNNE* (Ch. de) - Les ouvriers agricoles belges en France (Rev. générale Agron. de Louvain 1899, p. 127-133, 145-157).
- 186 - *JACQUEMINS* (G.) Histoire de la crise économique des Flandres (1845-1850) (Mém. Ac. Roy. Belgique XXVI-1, 1929 in 8°, 472 p.)
- 187 - *LAIR* Les ouvriers étrangers dans l'agriculture française (Rev. écon. Internat. - mars 1907)
- *LENTACKER* (Firmin) Un type de main-d'œuvre agricole en régression dans la France d'aujourd'hui : les saisonniers belges (Rev. d'hist. écon. et soc. XXIX, 1, p. 26-31).
- 188 - *MATHOREZ* (J.) Histoire de la formation de la population française : les étrangers en France sous l'Ancien régime.
Tome I : Causes, les Orientaux et les extra-européens (439 p.)
Tome II : Les Allemands, les Hollandais et les Scandinaves (448 p., 1921).
- 189 - *MAUCO* (Georges) Les étrangers en France. Leur rôle dans l'activité économique (Paris, A.Colin, 1932, 602 p. 100 cartes ou graph. 16 planches, photos).
- *PERRIN* La main-d'œuvre étrangère dans le bâtiment et les travaux publics (Paris 1925).
- 190 - *RONSE* (E.) L'émigration saisonnière belge (Gand, 1913).
Cf. GU. Demangeon : Belgique p. 115.
- *RONSE* (E.) La situation actuelle de l'émigration saisonnière belge (Le progrès social, Bruxelles, Mai 1930). Cf. Lentaker. Rev. d'hist. écon. et soc. 1951).
- 191 - *RUTTEN* - La population belge depuis 1830 (Louvain, 1895). Les industries à domicile en Belgique (Bruxelles, 1899, 1904, 7 vol.)
Cf. Demangeon GU. Belgique p. 143.
- *VLIEBERGH* (Emile) *ULLENS* (Robert) - L'exode rural en Belgique (Réforme sociale, 1er juin 1910).

PARIS

- *AUDIGANNE* (Les migrants temporaires passementiers foreziens à Paris sous le Second Empire) (In Les popul. ouv. et les industries de la France dans le mouvement social au 19ème siècle - Paris, 1860, 2 vol. in 8°, 2 vol. p. 103-106).
- 192 - *AVALLE* (E.) Le porteur d'eau Auvergnat - de Paris. (In Le Play - Ouvriers des 2 Mondes T. II, 1ère série p. 321 350 - Monographie n° 17-1858).
- 193 - *AVALLE* (E.) *FOCILLON* (A.) Carrier (surtout temporaire) des environs de Paris (in Le Play - Ouvr. des 2 Mondes vol. II p. 63-104 monographie).
- 194 - *BERTILLON* (Dr. Jacques) Origine des habitants de Paris en 1833 et en 1891 (Paris, 1895, in 8, 31 p.)
- 195 - *BERRY* (Georges) Les petits Martyrs mendiants et prostituées (préface de Jules Simon, Paris, 1892, in-18, 36 p.). Enquêtes directes d'un député du 9ème arrondissement.
- 196 - *BETEILLE* (Roger) Les Rouergats à PARIS (19ème-20ème siècles) Un phénomène socio-religieux mal connu : le rôle du clergé dans l'émigration (Etudes Région parisienne 1971 et 1972).
- 197 - *BLANCHE* (Pierre) : La fin des « *Bougnats* » journal Le Monde 4 fév. 1971 p. 8).
- 197 bis - *BONNEFF* (M.) - Didier, homme du Peuple (Paris, 1914, 300 p.)
- 198 - *BONNEFOY* (A.) Les Auvergnats à Paris (Paris, Lib. de la Bastille, 1933).
- 199 - *BONNET* (Louis) L'émigration limousine et creusoise à Paris (Rapport présenté à la section d'hygiène du Congrès de l'arbre et de l'eau - 20 juillet 1912) (Limoges, 1913 32 p.)
- 200 - *BUISSOUD* (A.) Les Savoyards à Paris (Paris, 1910, in 8°).
- 201 - *CADIC* (Abbé), L'émigration bretonne à PARIS. Aurillac, 1901.
- 202 - *CADIC* (Abbé), L'émigration bretonne vers Paris (Aurillac, 1901) - « La Paroisse bretonne » n° 1 - avril 1899. Cf. Thèse E. Gautier - Un siècle d'indigence.
- 203 - *CAFFE* (P.L.B.) Paris vu dans ses causes (in Nouveau Tableau de Paris au XIXème siècle, tome 7, Paris 1835, p. 345, 367).

- 204 - *CAHEN* (Léon) La population parisienne du XVIIIème siècle (Rev. de Paris, sept. 1919, p. 146-170).
- 205 - *CHALE* (T.) - Notes - sur les Emigrants périodiques exécutant certains travaux de la banlieue de Paris (in article sur : Débardeur et piocheur de craie dans la banlieue de Paris - Monographie, in Le Play - Ouvriers des 2 Mondes, 1ère série, T. II, 1858 note p. 484-486).
- 206 et 207 - (206 : 47-48 ; 207 : 1860) - *CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS* 2 enquêtes sur les industries de Paris - statistique de l'Industrie à Paris - 1847-48 (Paris, Guillaumin, 1851, in 4° 1008 p.)
- 1860 (Paris, 1864, Chambre de Commerce, 2 place de la Bourse, éd. in fol. 1086 p.).
- 206 bis - *SAY* (Horace) Enquête sur l'industrie à Paris pour les années 1847 et 1848 (Journal des Economistes, 15 déc. 1851, p. 305-331).
- 208 - *CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS* - Enquêtes sur les conditions du travail en France pendant l'année 1872.
- (1 vol. - Département de la Seine, 1875, in 4°, 323 p.)
- Rapport de Ducarre, député du Rhône à l'Ass. Nationale, Paris, Gauillaumin et Lyon, Evrard, 1877, petit in 8° - 342 p.
- Journal Officiel nov. 1875 :
16 nov. p. 9369-9372
17 nov. p. 9396-9402
18 nov. p. 9425-9435
19 nov. p. 9465-9467
20 nov. p. 9483-9497
21 nov. p. 9519-9524
Cf. Biblio ; *CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS*
- 209 - *CHATELAIN* (Abel) La vie des migrants maçons limousins dans le 5ème arrondissement de Paris au début du XXème siècle (d'après le docteur Louis Bonnet, 1912) (Etudes de la Région parisienne juillet 1969, p. 32-45) p. 887, 890, 892, 929, 1058, 1088, 1097.
- 210 - *CHATELAIN* (Abel) (A propos d'un ouvrage récent) Complexité des migrations temporaires et définitives à Paris et dans le Bassin parisien (18-20ème siècle) (Etudes de la Région parisienne, Janvier 1970, p. 1-10 et juillet 1970, p. 27-39).
- 211 - *CHEVALIER* (Louis) Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la 1ère moitié XIX siècle (1958, Paris, Plon, in-16, XXVIII - 567 p., nouvelle réimpression 1969).
- 212 - *CHEVALIER* (Louis) La formation de la population parisienne au XIXème siècle (I.N.E.D., Paris, 1950, 312 p. Cahier n° 12, P.U.F., in 8°).
- *CHEVALIER* (Michel) - Journal des débats, 7 juillet 1852 - Utilisation

- enquêtes Ch. de Commerce 1847-48
 - *CLEMENT* - Emigrants du Centre à Paris (Réforme sociale, 1885, p. 481).
 - *COCHIN* (Augustin) Conditions des ouvriers français. (Paris, Donniol, 1862, in 8° - 48 p.)
 - *COCHIN* (Augustin) Paris, sa population, son industrie (Mémoire Ac. Sciences 18-25, juin 1864, Paris 1864, in-8)
- 213 - *A. COCHIN, E. LANDSBERG et F. LE PLAY* - Chiffonnier de Paris (Ouvriers europ. T. 6 p. 257-326)
 - *COUCHET* (H.) L'émigration vers Paris et les associations provinciales - (in 16°, Reims, Action populaire, Gabalda).
- 214 - *COURTEILLE - GAUTHIER* (J.) L'Auvergnat brocanteur (en boutique) de Paris (Enquête vers 1860) - in *Le Play - Ouvriers europ. T. 6, 1878, p. 372-386* (in *Ouvriers des 2 Mondes vol. IV, 1ère série n°34, p. 283-330*).
- 215 - *DAUVERGNE* (Robert) Paris, foyer d'émigration au cours des âges (Voir Bull. soc. d'études hist. et géogr. de la Région Parisienne juillet 1961, p. 1-7 et Bull. soc. d'hist. mod. et contemp. I, 1963, p. 6-7).
- 216 - *DELVAU* (Alfred) Les heures parisiennes (Paris, 1866, 207 p.)
- 217 - *DESCAMPS* - Sur les couvreurs et sur une société de secours mutuels qu'ils forment dans la ville de Paris (Annales d'Hygiène publique et de médecine légale) juillet 1834, p. 81-89.
 - *DELAIRE* Les variations des salaires dans l'industrie du bâtiment depuis 1830 - Paris, sd. in 8°)
- 218 - *DUBECH* (L.) *d'ESPEZEL* (P.) - Histoire de Paris (2 vol. 1931, surtout Tome 2).
- 219 - *DU CAMP* (*Maxime*) La charité privée à Paris (Paris, Hachette, 1885, in 8°, III - 608 p.) - Paris bienfaisant (Paris, Hachette, 1888, in 8, 546 p.) Paris, ses organes, ses fonctions et sa vie dans la seconde moitié du XIXème siècle (Paris, Hachette 1869-1875, 6 vol. in 8).
- 220 - *DURAND* (nom ajouté au crayon par BN) De la condition des ouvriers de Paris, de 1789 jusqu'en 1841 avec quelques idées sur la possibilité de l'améliorer, 1841, 288 p., in 8°, Paris, J.B. Gros.
- 221 - *DURAND* (Yves) Recherches sur les salaires des maçons à Paris au 18ème siècle (Rev. d'hist. écon. et soc. 1966, p. 468-480, 2 fig.)
- 222 - *DURIEU* (Joseph) Les parisiens d'aujourd'hui (Paris, 1910, 612 p.)
- 223 - *FAUCHER* (Léon) La colonie des Savoyards à Paris (Rev. des 2 Mondes, 1834).

- 224 - **FLEURY** (Michel) L'intérêt du fonds des faillites aux Archives de la Seine comme source des études sur la mobilité sociale au XIXème (Bull. soc. d'hist. Mod. janvier février 1955, p. 10-14).
FOURNIER (Pierre-Léon) *Le second Empire et la législation ouvrière* (Thèse Droit, Paris, 1911, 351 p. in 8°)
FREGIER (H.A.) Des classes dangereuses de la population dans les grandes villes et des moyens de les rendre meilleures (Paris, 1840, 2 vol. in 8°)
- 225 - **GANS** (Jacques) : Les cafés de Paris (Tendances - oct. 1964, n° 31, n° 16 de Vie Sociale - cahier de 24 pages (illust. statist.)
GARNIER (Edmond) L'agriculture dans le département de la Seine et le marché parisien du point de vue ravitaillement alimentaire (1939, 283 p.)
- 226 - **GAUTIER** (F.) - Auvergnat brocanteur en boutique à Paris (Ouvriers des 2 Mondes, vol. IV, n° 34, p. 283-330)
F. GAUTIER - **COUVREUR** (L.) Les originaires de Bretagne dans l'agglomération parisienne (Bull. soc. d'Etudes hist. et géogr. de la Région parisienne n° 76, juillet-septembre 1952, p. 1-8).
- 227 - **GAXOTTE** (Pierre) Paris au XVIIIème siècle (Paris, 1968, 377 p.)
GENSAC (Gilbert) Le Paris des Provinciaux - (Midi Libre, 31 août 1966 et suiv.)
- 228 - **GUILLLOT** (Michel) : Une œuvre ouvrière au XVIIIème siècle - les petits Savoyards (Bull. La Montagne Sainte-Geneviève et ses abords - juin 1970, p. 57-63)
- 229 - **HUETTE** (Dr. Charles) : Recherches sur l'importation, la transmission et la propagation du choléra en province par les nourrissons de Paris et sur les moyens propres à empêcher la transmission (observations recueillies dans l'arrondissement de Montargis en 1854, 65-66) (Montargis, 1867, 22 p., 2 cartes hors texte sur la marche de l'épidémie).
- 230 - **JACQUEMET** (Gérard) : Les porteurs d'eau de Paris (Etude de Région parisienne : janvier 1971 p. 1-4, avril 1971, p. 11-1) Juillet 1971 : p. 8 à 17, décembre 1971 : pp. .
JOANNE (Paul) Paris, (in dict. géog. et adm. de la France, tome 5, p. 3161 - 3408 - 1895).
JOUY (Victor, Joseph ETIENNE dit de) - L'Hermitte de la Chaussée d'Antin en observation sur les mœurs et les usages parisiens au commencement du XIXème siècle (seconde édit. Paris, 1813-1814, 5 vol.).
- 231 - **LA BEDOLLIÈRE** (Emile de) Les Industriels - Métiers et Professions en France (avec cent dessins par Henri Monnier) (Paris, Lib. Vve Louis Jouet Janet, 1842, in-12, 231 p.)
LA VOLLEE (Charles) statistiques industr. de Paris (Rev. des 2 Mondes

15-2-1865).

- 232 - *LECOUR* (C.J.) - La prostitution à Paris et à Lourdes (Paris, 1870, 372 p.)
 - *LEMOINE* (Henri) Colons parisiens en Algérie 1848-51. (Bull. sec. d'Histoire de Paris, fasc. II, 1931).
- 233 - *MASSON et BRUCKER* - Le maçon, mœurs populaires roman.
 - paru en 1828, 4 tomes Paris - sous les noms Michel Rougemon
 - réédition 1844
 Résumé dans Larousse : Grand dictionnaire du XIX^{ème} siècle (terme : maçon).
- 234 - *MAZEROLLE* (Pierre) La misère de Paris, les mauvais gîtes. (Paris, Lib. Sartorins, 1875, in 12, 324 p.)
- 235 - *MERCIER* (Louis-Sébastien) : Tableau de Paris (Amsterdam, 1782-83, 8 tomes en 4 vol. - in-12) (Nouvelle édition corrigée et augm. Amsterdam, 1782-88 - 12 vol. in 8^o).
- 236 - *NUSSAC* (de) Les associations provinciales à Paris (Réforme sociale, 1909, 2^o vol. p. 139-142).
- 237 - *OTHENIN D'HAUSSONVILLE* - La misère à Paris II - La population nomade (Rev. des 2 Mondes, 1^{er} oct. 1881, p. 611-651).
- 238 - *PARENT DUCHATELET* (A.J.B. à) De la prostitution dans la ville de Paris (1836, 2 vol. 624 p. et 580 p. 3^{ème} édit., 1857).
- 239 - *PITSCH* (Marguerite) La vie populaire à Paris au XVIII^{ème} siècle d'après les textes contemporains et les estampes. (Préface de A. Van . Gennep - 1949, 2 vol. dt. 1 de planches, Paris A. et J. Picard - 107 p. + 411 planches)
- 240 - *SAUGET* (Juliette) et *MOUILLON* (J.M.) Domestique de la Belle époque à Paris (1904-1912) (Etudes Région Parisienne juillet 1970, p. 1-9). p. 1089.
 PARIS - *SAY* (Horace) : L'Enquête sur l'industrie de Paris pour les années 1847-1848. (Journal des Economistes 15 déc. 1851)
 - *TROLLOPE* (Mme Anthony) Paris et les Parisiens en 1835 (Paris, 1856, 3 vol. in 8, trad. de M.J. Cohen d'après Quérand)
- 241 - *TULARD* (Jean) : Nouvelle histoire de Paris : le Consulat et l'Empire, 1800-1815) (Paris, 1970, 486 p.)
- 242 - *TULARD* (Jean) La Préfecture de Police sous la Monarchie de juillet (Paris, 1964, 180 p.)
 - *VAUDOYER* (Albert) Le cercle d'ouvriers maçons et tailleurs de pierre

(de Paris) (Réforme sociale, 1er juillet 1899, p. 78-81).

- 243 - *VAUTHIER* (G.) Les ouvriers de Paris sous l'Empire. (Revue des et. napoléoniennes, 1913, t. II, p. 426)
- 244 - *VILLERME* (Louis-René) Note sur ravages du choléra dans les maisons garnies de Paris depuis le 29 mai jusqu'au 1er août 1831 (Annales d'hygiène publique et de médecine légale. Paris, t. XI, p. 385, 1834, avril, p. 385-409).
- 245 - X : Entretiens sur l'établissement en faveur des jeunes ramoneurs pour les arracher à l'oisiveté, au vagabondage, à la mendicité (Institution philanthropique, Paris, 1828, IV + 92 p.)
Sans doute brochure écrite ou influencée par le Baron Charles Dupin.
- 246 - X : Recherches statistiques sur la Ville de Paris et le département de la Seine - 6 vol.
I - publiée en 1821 (2ème édit. 1839) (préfet Cte de Chabrol) travaux dirigés par Villot)
II - 1823 (id)
III- 1826 (id)
IV - 1829 (id)
V - 1844 (Préfet Rambuteau + Villot)
VI - 1860 (Préfet Haussmann)
Dictionnaire Larousse sur Paris - Renseignements sur porteurs d'eau...

BASSIN PARISIEN

- 247 - *BAILHACHE* (Dr. J.) La grande culture en Beauce (La Science sociale, Paris, 1912, 92 p.)
- 248 - *BARIVE* (de) Bordier - émigrant du Laonnais (enquête 1848-1850 - document) (Ouvriers europ. Le Play T. 6 p. 84-142)
- 249 - *BERNARD* (Philippe) Economie et sociologie de la Seine et Marne (1850-1950) (Doct. en Droit - Paris, 1953, 300 p.)
 - *BERTHET* (Cécile) La culture et le travail de l'osier dans la vallée du Lozon de 1850 à 1914 (Annales de Normandie, mars 1970, p. 41-57)
 - *BLAYO* (Yves), La mobilité dans un village de la Brie vers le milieu du XIXème siècle (Population, 3, 1970, p. 573 605).
- 250 - *BLOTTIERE* (Jean) : Cincinnatus ou le fils de la Révolution (Migrant viager de Mézy (Seine et Oise) à Paris - C. Blottière 1801-1887). (Mém. soc. hist. et archéol. de Pontoise, du Val d'Oise et du Vexin, 1969, p. 41-53).
- 251 - *BOISSIEU* (H. de La ferme de la Trousse (Lizy sur Ourcq - Seine et Marne) in tome 1, p. 166-171 : La désertion des compagnies - Congrès de 1909 - Société d'Economie sociale, Réforme sociale).
- 252 - *BRANDIN* - Une enquête démographique dans une commune rurale (Réau, Seine et Marne) (Réforme sociale, nov. 1898, p. 778-780).
- 253 - *BRAYEYER* (J.B) Statistiques du département de l'Aisne (Laon, 1824, 2 vol.)
- 254 - *BRUNET* (Pierre) Structure agraire et économie rurale des plateaux tertiaires entre la Seine et l'Oise (Thèse Doct. es-Lettres, Paris, 1960, 552 p.) 4° L1 K - 890 (A.)
- 255 - *BRUNET* (Pierre) - Le problème des migrations saisonnières agricoles dans les plaines orientales de l'Île de France. (Bull. Assoc. géogr. fs. mars avril 1951, p. 86-92, 2 fig.) I. p. 173, 213.
- 256 - *CHANTRIOT* (E.) La Champagne (Paris, 1906).
 - *CHATELAIN* (Abel) - La valeur et les faiblesses d'une source classique : L'Enquête des préfets sur les migrations périodiques (1807-1813) - L'exemple de la Seine et Marne.
- 257 - *CHATELAIN* (Abel) - Brie, terre de passage (Annales E.S.C. 1949, p. 159-166).
- 258 - *CHATELAIN* (Abel) Migrations temporaires et grandes cultures dans le Bassin Parisien : les débuts difficiles des migrations temporaires de travailleurs polonais pour l'agriculture en Seine et Marne (1909-1910)

(Etudes de la Région parisienne, octobre 1969, p. 22-30).

- 259 - *COCHON* - Description générale du département de la Vienne (Paris, an X, in 8).
- 260 - *CREVEAUX* (Eugène) Les cultivateurs du Laonnais (Sciences sociales, nov. 1911, 87ème fascicule - 70 p.)
 - *CREVEAUX* (Eugène) Le type thiérachien (Science sociale, janv. 1909, 72 p. fasc. 54).
- 271 - *J.CURE* Les jardiniers de Paris et leur culture à travers les siècles (Paris 1900, IV, + 459 p.)
- 272 - *DECOTTIGNIES* (Gérard) La betterave et l'industrie sucrière dans l'Aisne, de ses débuts à nos jours (Soissons, 1950, in 8°, 115 p. - carte - Univ. Paris. Fac. Droit)
 - *DELBET* (E.) Le manœuvre agriculteur de la Champagne pouilleuse (in Le Play - ouvriers des 2 Mondes t. 1, 1858, p. 69-106)
- 273 - *DEMANGEON* (Albert), La Picardie (Thèse doct. es-Lettres Paris 1905)
- 274 et 275 - *DESERT* (G.) La population de la Plaine de Caen et la crise de 1846-47 (Annales de Normandie, oct. 1951, p. 252-265).
 - Migrations ouvrières au XIXème siècle (Annales de Normandie, 1952, n° 2, p. 180-181).
 C.R. Annales de Démogr. hist. 1966, p. 329-330.
- 275bis - *G. DESERT* - Une société rurale au XIXème siècle. Les paysans du Calvados (Thèse Doct. es-Lettres, 1971, Résumé des Annales de Normandie, juin 1971, p. 123, 136).
 - *DOIN* (Paul), La dépopulation dans le département de l'Yonne (Réforme sociale - 1908, p. 617-628 et p. 58-60)
- 276 - *DROUOT* (Henri) Migrations saisonnières au temps du Premier Empire (surtout en Basse Bourgogne)
 (Annales de Bourgogne, 1951, janv.-mars, p. 55-58).
- 277 - *DOMMANGET* (Maurice) Les grèves de moissonneurs du Valois sous la Révolution (Annales historiques de la Révolution française, 1924, p. 507-544).
- 278-279-280 - *DUBUC* (André) - Immigrations ouvrières en Seine Inférieure sous le Premier empire (Enquête 1811)
 (Annales de Normandie, oct. 1951, n° 3, p. 247-251)
 - Note supplémentaire sur les immigrations ouvrières en Seine Inférieure (Annales de Normandie - 1952, n° 2, p. 179-180)
 - Les migrations temporaires d'ouvriers dans les départements normands (Annales de Normandie, 1954, n° 2, p. 167-174)

C.R. des Annales de Démog. hist. 1966, p. 330, 331.

- 281 - *DUPAQUIER* (Jacques), Répertoire numérique de la série M., fascicule 3, sous-série 9 M - Dénombrement de la population (Versailles, 1965, 103 p.)
- 282 - *FERRY* (J.), L'évolution économique d'une commune rurale depuis 150 ans : Veslud. (Laon , 99 p.)
- 283 B.P. - *FERRY* (J.) La population de l'Aisne, ses mouvements l'exode rural, Essai de démographie locale (Laon, 1945, in 8°, 60 p., cartes, fig. : Préface de René Blondelle, Note d'A. Coquery).
- 284 - *FIETTE* (André) : le département de l'Aisne (Paris, 1960, 315 p.)
- 285 - *FORESTIER* (Henri) L'Yonne au 19ème siècle - 1800-1830 - 1830-1848 - 2 vol. (1959 et 1962).
- 286 - *FORESTIER* (Henri) Migration de moissonneurs par réquisition en 1794. (Yonne pour la Seine et Marne) - (Annales de Bourgogne, 1952, 1 - p. 61-62).
- 287 et 288 - *FROMAGEOT* (J.) Le commerce des bois et le flottage pour Paris sur l'Yonne et ses affluents (D.E.S. résumé - Bull. soc. des Sc. Hist. et Nat. de l'Yonne, 1924)
- id - L'approvisionnement de Paris en combustibles (1750-1850) - D.E.S. Paris 1924.
- 289 - *FROMONT* (Pierre) : le pays d'Othe sa vie économique. (Thèse Fac. Droit Paris, Nancy - 1923, 218 p. Bibliog. 1 carte).
- *GIRARD* (Alain) *STOETZEL* (Jean) ouvriers agricoles polonais dans l'Aisne (in : Français et Immigrés, tome I, cahier in 9°, INED, Paris, P.U.F., 1953, p. 379-444).
- *GUENEAU* (L.) La disette de 1816-1817, dans une région productrice de blé, la Brie, (Rev. Hist. mod. 1929, p. 18-46, 81-95).
- 290 - *GUERIN* (Urbain) Les journaliers agriculteurs (migrants bourguignons temporaires) de Deuil (Seine et Oise) (Enquête de 1885) (in Le Play, ouvriers des 2 Mondes, 2e série, vol. 1, n° 51, p. 268-271)
(Aussi discussion : Réforme sociale 1886 janv.-juin p. 34-53).
- 291 - *HEUZE* (Gustave) - La culture du blé dans la Région du N.W. (Soc. Nat. d'Agric. de France, séance du 11 août 1886 - Paris, 1886, 19 p.)
- 292 - *HITIER* (H.) La culture intensive et les conditions de la main-d'œuvre agricole dans les fermes industrielles de l'Île de France (Réf. sociale, 1909, II, p. 29-31 et 316-332).

- 293 - *HUGUES* (A.) Statistique du mouvement de population de Seine et Marne - Melun - 2 brochures 1808-1896 (1897, 57 p.) 1896-1901 (1902, 32 p.)
- 294 - *JESSAINT* (Bourgeois, Jessaint) Description topographique du département de la Marne, rédigée par la société d'agric. commerce, sciences et arts du département approuvée par B.J. préfet) (Paris, an X, in 8, 129 p.)
 - *LARUE* (Pierre) - La dépopulation des campagnes dans l'Yonne (Bull. sect. sc. écon. et soc. du Comité des travaux hist. et sc., 1923-1925, p. 227).
 - *LANTAUD* (C.) Les étrangers en Maine-et-Loire, 1870-1875 (Province d'Anjou, mai 1937, p. 125-138).
 - *LEFEBVRE* (R. Frédéric) Enquête sur la désertion des campagnes - Commune de Blainville - Crevon (Seine Inf.) (Réf. sociale, 16 fév. 1910, p. 254-266).
 - *LEPELLETIER* (F.) La désertion des campagnes dans un département de l'Ouest (Calvados) (Réf. sociale - 1er mars 1912 p. 363-364).
- 295 - *LEROUX* (Rh.) et *LENGLEN* - L'agriculture dans l'Oise (Paris, 1909, 496 p.)
- 296 - *LEVAINVILLE* (J.) Rouen, étude d'une agglomération urbaine - (Paris, A. Colin 1913, 418 p.)
- 297 - *LEVRON* (Jacques) Inventaire sommaire des Archives communales - Registres paroissiaux - Tome I
 Fascicule 1 - canton *Argenteuil* (Versailles, 1957, 90 p.)
 Fascicule 2 - cantons *Maisons Laffitte et Marly-le-Roy* (Versailles, 1964, 136 p.)
- 298 - *LEVY* (Claude) Les paysans de l'Yonne en 1848 - (Annales de Bourgogne 1951, p. 180-190).
 - *MARC* (Jean) L'immigration agricole dans l'Aisne (Paris 1926).
- 299 - *MARECHAL* (P.) - La culture de la betterave à sucre en Seine et Marne (Bull. soc. d'Et. H. et G. de la Région parisienne mars 1930, p. 4-9, 2 fig.)
- 300 - *MOREAU* (Frédéric) Histoire du flottage en trains - Jean Rouvet et les principaux floteurs anciens et modernes (Paris, 1843, 128 p.)
- 301 - *MOREAU* (Jean-Paul) La vie rurale dans le Sud-Est du Bassin parisien entre les vallées de l'Armaçon et de la Loire (Inf. hist. - 1. 1955, p. 24-28 et Thèse droit, es-Lettres, Paris, 1954, 340 p.)
- 302 - *MOREAU* (Jean-Paul) Questions agricoles en Basse Bourgogne au XVIIIème siècle

- (Annales de géogr., nov. 1950, p. 346-353).
 - *PARRAIN* (A.) Les étrangers dans l'agriculture à Courdimanche, Boisémont, Menucourt, Piusoux, Pontoise (Seine et Oise).
 (Bull. soc. d'Et. Hb. de la Rég. paris. n°46, Avril 1938, p. 16-23)
- 303 - *PEDELABORDE* (Pierre) L'agriculture dans les plaines alluviales de la presqu'île de Saint-Germain en Laye (Paris, 1961, 376 p. + photos)
- 304 - *PHLIPPONNEAU* (Michel) La vie rurale de la banlieue parisienne (Centre d'Etudes Econ. Paris, A. Colin 1956, 593 p.)
- 305 - *PHLIPPONNEAU* (Michel) Les caractères originaux de la vie rurale de banlieue (Annales de géogr. mai 1952, p. 200-211)
- 306 - *PINCHEMEL* (Philippe) - Structures sociales et dépopulation rurale dans les campagnes picardes de 1836 à 1936 (Paris, A. Colin, 1957, 232 p.)
- 307 - *POREE* Cahiers de doléances du bailliage de Sens (Auxerre, 1908).
- 308 - *RAULIN* (H.) Les carriers et les tailleurs de grès de la région paris. (Arts et tradit. pop. juillet 1961, p. 193-249).
 - *RETHORE* Les gardes suisses à Argenteuil et leur influence sociale (Bull. : « Le Vieil Argenteuil », 1950-51, p. 34-35).
- 309 - *REVERT* (E.) La forêt de Perseigne (Annales de géographie, 1920, p. 206-310).
- 310 - *SION* (Jules) Les paysans de la Normandie orientale (Thèse doctorat de Es-Lettres, Paris 1909, in 8°, 544 p.)
- 311 - *TRICARD* (J.) La culture fruitière dans la région de Paris (Th. compl. doct. es-Lettres, Paris 1951, 150 p. C.N.R.S.)
- 312 - *TRICARD* (J.) Exemple d'évolution sociale rurale en « milieu répulsif » Asnières sous Bois (Yonne) (Rev. population, juillet 1949, p. 495-510).
 - *VENDEL* (Henri) Les étrangers à Chalons-sur-Marne sous l'Ancien Régime (Nouv. Rev. Champagne, 1924, t. 2, p. 186-189).

REGION DU NORD

- 313 - *BECU* (F.) Le travail agricole et la condition des ouvriers agricoles dans le Pas-de-Calais (1907, 203 p.)
- 314 - *BLANCHARD* (Raoul) La Flandre (Thèse Doct. es Lettres, 1906, Lille, Paris).
 - *CALONNE* (A. de) La vie agricole sous l'Ancien Régime dans le Nord de la France) 1887.
 - *CORDIER* (J.) Mémoire sur l'agriculture de la Flandre française et sur l'économie rurale (Paris, 1823, LXVI + 553 p.)
 - *DAVID* (Ph) Les travailleurs nord africains dans le département du Nord. Attitude de l'Adm. départ. devant un problème social et les initiatives qu'il a suscitées (Mémoire de stage E.N.A., 1951, 27 p. ronéo).
- 315 - *DESCAMPS* (P.) Les populations rurales de la Flandre française (Science sociale, fasc. 79, 1911)
 - *DIEUDONNE* (Préfet) Statistiques du département du Nord (1863).
 - *DUCAMP* (Dr.) Démographie (Lille et la Région du Nord en 1909 (Ass. française pour l'avancement des sciences 1909, p. 848-910 tome 1).
- 316 - *FOURDINIER* (Jules) Enquête sur l'exode rural Harlinghem et sa population (Pas-de-Calais)
 (Réforme sociale 1er mai 1910. p. 581-584).
 - *FOURNOUX* (G.) - La main-d'œuvre agricole étrangère dans le Nord (Rapport au 5e Congrès de la natalité - Marseille, 1925).
- 317 - *FRANCOIS* (J.) Les ouvriers agricoles émigrants du Nord (in-16, Reims, Action populaire, 4ème série, n° 92, Gabalda, 1905, 31 p.)
 - *GIRARD* (Alain) Les Polonais dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais (in Français et Immigrés, cahier n° 20 de l'INED, Paris P.U.F., 1954, p. 183-216).
- 318 - *JOPPE* (A.) Conditions de salaire et de travail des ouvriers agricoles dans le département du Nord (Thèse Doct. Droit 1910, 297 p.)
 - *LANDE* (F.) Les classes rurales en Artois à la fin de l'ancien Régime (1760-1789) (1914, 300 p.)
- 319 - *LANTE* (E.) Les groupes provinciaux du Nord à Paris (Réforme sociale, 1 sept 1904, p. 439-442).
- 320 - *LEFEBVRE* (Georges) Les paysans du Nord pendant la Révolution française (Thèse Doct. es-Lettres, Lille, 1924).
- 321 - *LENTACKER* (Firmin), les ouvriers belges dans le département du Nord au milieu du 19ème siècle (Rev. du Nord n° 149, janv. mars, 1956, p. 5-14) C.R. Dans An. démogr. hist. 1966, p. 286, p. 723, 724.
 - *LENTACKER* (Firmin), les frontaliers de la région du Nord (Rev. polit.

et part. mai 1959, p. 467-479).

- *LENTACKER* (Firmin), les frontaliers belges travaillant en France : caractères et fluctuations d'un courant de main-d'œuvre (Rev. du Nord, avril 1950, p. 130-144).

C.R. Ann. de démogr. hist. 1966, p. 286.

- *PLASSE* (J.) - Les betteraviers d'Iuvuy (Bull. soc. géogr. Lille, 1928).

- *POIGNANT* (Raymond) L'immigration polonaise dans le Pas-de-Calais (Paris, Mémoire stage E.N.A., 107 p. ronéo, 1948).

- *SEVRIN* (René) Les travailleurs frontaliers dans le Hainaut occidental (Bull. Ass. géogr. fs. 1947 p. 106-114).

- *SEVRIN* (René) Les échanges de population à la frontière entre la France et le Tournaisis (Annales de géogr. 1949, p. 237-244)

- *SORRE* (Max) L'immigration étrangère en France spécialement dans la région du Nord (Bull. soc. de géogr. Lille 1927).

- *SORRE* (Max) Les ressources, l'outillage et la production de la Région du Nord (t. II, Lille, 1929).

322 - *TRIBONDEAU* - Le Pas-de-Calais au XIXème siècle T. IV, l'agriculture (1900, 474 p. autres éditions, 1904, 1927).

323 - *VEZIN* (Ch.) *VANDAMME* (P.) L'agriculture dans le département du Nord (Lille, 1938, 398 p.).

324 - *VANDAMME* (P.), L'Agriculture dans le Pas-de-Calais, (1951, 401 p.)

EST DE LA FRANCE

- *BARBE* (Jean-Julien) Les Polonais à Metz (après 1830) (Pays lorrain, 1925, t. 17, p. 69-75).
 - *BARTHELME* (G.) Les Alsaciens et les Lorrains en Normandie (au Havre, entre 1840 et 1870). (Alsace française, 1930, p. 4-8).
 - *BODNER* (Walter), L'immigration suisse dans le Comté de Hanau, Lichtenberg au 17ème siècle (in-8, VI + 136 p., cartes, Strasbourg, 1930). C.R.G. Zeller (Bibliographie als. 28-30, t. 4, p. 198-199).
 - *BONNET* (Serge), *SANTINI* (Charles), *BARTHELEMY* (Hubert) Les Italiens dans l'arrondissement de Briey avant 1914 (Annales de l'Est, 1962, n° 1, p. 1-92, cartes, tableaux, appendices)
C.R. Annales de Démogr. hist. 1966, p. 294.
 - *BOSSU* (Louis) Les Lorrains en Corse, la colonie des Porettes (in-8°, 20 p., Paris Picard, 1927).
 - *BOSSU* (Louis) Essai de colonisation lorraine en Corse au 18ème siècle (Ann. soc. Lorraine, 1927, t. 36, p. 31-48).
 - *CLERC VIVENOT* (Colette) Le recrutement ouvrier des usines du pays de Montbéliard et ses répercussions sur la vie de 4 villages de la vallée du Scey (Annales de l'Est, 1955 n° 1, p. 73-83, carte, graphiques) - C.R. Annales de Démogr. hist. 1966, p. 294.
- 325 - *COLCHEN* (C^{eu}, préfet) Mémoire statistique du département de la Moselle (Paris, an XI, in foll. 196 p.
 - 326 - *GAIN* (André) La Lorraine allemande, foyer d'émigration au début du XIXème siècle (Pays lorrain, mai-juin 1926, t. XVIII, p. 193-205 et 259-266).
 - 327 - *GAIN* (André) Départ d'émigrants lorrains en 1770 (de la région de Sarreguemines, surtout pour la Hongrie) (Mém. soc. archéol. lorraine 1926-1927, t. LXVII, p. 265-275).
 - 328 - *GASS* (Chanoine J.) Colons alsaciens et lorrains en Hongrie et en Russie (Rev. Cath. Alsace, 1926, t. 41, p. 329-338).
 - 329 - *GIGOT* (J.G.) Fondateurs de cloches du Bassigny en Roussillon - (C.E.R.C.A., 1962, n° 17 p. 239-263).
 - 330 - *HECHT* (L.) Les colonies lorraines et alsaciennes en Hongrie. (Extraits, Mémoires de l'Académie de Stanislas Nancy, 1879, p. 219-269).
 - 331 - *JUILLARD* (Etienne) La vie rurale dans la plaine de la Basse Alsace - Essai de géogr. sociale (Thèse Lettres, Strasbourg, 1952 - Strasbourg, 1953, 583 p.)
 - 332 - *KAHAN-RABECQ* (M.M.) Réponse du département du Haut-Rhin à l'enquête faite en 1848 par l'Assemblée Nationale sur les conditions du travail indus. et agricole (Thèse complém. Doct. es-Lettres Paris 1939 -

- 276 p.)
 - *KASSEL* (Auguste) : L'immigration française à Grassendorf aux 17 et 18ème siècles (Rev. d'Alsace, 1953 p. 150-154).
 C.R. Annales Démogr. hist. 1966, p. 301.
 - *KLIPFFEL* (Commandant L.) La dépopulation et l'émigration dans le pays messin au 17ème siècle (Pays lorrain, 1927, t. 19, p. 329-332).
 - *KOHOUT* (J.) Un village lorrain en Moravi au 18ème siècle (Tcheitch.) (Pays lorrain, 1925, t. 17, p. 329-330).
 - *LAMOTHE* (H. de) Les Alsaciens Lorrains en Algérie (Rev. alsacienne, oct. 1878).
 - *LAUFENBURGER* (Henry) - Les migrations dans le textile d'Alsace (Vie en Alsace, 1926, p. 197-200).
- 333 - *LEVILLIOT* (Paul) L'émigration alsacienne sous l'Empire et au début de la Restauration (Rev. Historique, 1930, p. 254).
- 334 - *LEUILLIOT* (Paul) Les migrations saisonnières dans la France de l'Est au temps du Premier Empire (soc. sav. d'Alsace et des Régions de l'Est : Lorraine, Alsace, Franche-Comté, 1957, p. 77-85).
- 335 - *LEUILLIOT* (Paul) L'Alsace au début du XIXème siècle (1815-1830) 3 tomes surtout t. II : Les transformations écon. (1959, Paris SEVPEN, 505 p.)
 t III - Importante Bibliogr.
- 336 - *LEUILLIOT* (Paul) L'artisanat en Alsace dans la première partie du XIXème siècle (VIIIème colloque d'Histoire sur l'artisanat, Aix-en-Provence, 1964, publié en 1965, Annales Fac. Lettres Aix, p. 45-56).
- 337 - *LOBEROT* (G.) Fondateurs de cloches d'Huilecourt (Les cahiers Hauts-Marnais, 1953, p. 163-169).
 - *LOUISLANDE* (L.) Alsaciens-Lorrains en Algérie et la société de protection (Rev. des 2 Mondes, 1 sept. 1875).
- 338 - *LOEWENBRUCK* (P.) Contribution à l'histoire des colonies lorraines de Hongrie (Doc. 18ème siècle) (Pays lorrain, 1925, p. 49-59).
 C.R. R. Parisot - (Bibliogr. Lorraine, 1927, t. 8, p. 14-15).
 - *LUXEMBOURG* (M.) Les Alsaciens dans les départements du Gers et des Landes (Rev. géogr. des Pyr. et du S.W., Toulouse, 1940, p. 23-38).
- 339 - *MARQUIS*, préfet, Mémoire statistique du département de la Meurthe (an XIII, Paris, 232 p.)
 - *MATHOREZ* (Jules)
 - Les réfugiés messinois en France en 1678.
 (Bull. Comité Géogr. 1920, t. 35, p. 126-132).
 - *METZ* (Friedrich) - Die Auswanderung aus Elsass Lothringen nach der

Donauländern. (Elsass lothring. jb. 1930, p. 254-278).

- 340 - *MEYER* (A.) L'émigration alsacienne en Corse au XIXème siècle (Rev. d'Alsace, 1949, fasc. 3-4, sept. déc. 1949, p. 236, 239) (Paru en 1951).
C.R. Annales Démogr. hist. 1966 p. 303.
- 341 - *NEYMARCK* (Pierre) La liberté d'émigrer des habitants de Strasbourg (surtout au 18ème siècle) (Journal soc. statist. 1921, p. 240-242).
- *OBERREINER* (C.) Les familles de la région belfortaise établies à Cernay (Ht-Rhin) (Bull. soc. Belfort, 1929, t. 43, p. 177, 184).
- *PERRIN* (Edmond) Le droit de bourgeoisie et l'immigration rurale à Metz au 13ème siècle (Ann. soc. Lorraine, 1921, t. 30, p. 513-639, 1924, p. 148-152, carte).
- *PONTEIL* (Félix) Une tentative de colonisation (alsacienne en Corse sous la Monarchie de juillet (Grenoble, 1926, 15 p.)
(id. Rev. de la Corse, n° 36 à 38, janv. avr. 1926) Cf. thèse Albitreccia, p. 197.
- *REYNAUD* (V.) La colonie italienne d'Homécourt (Paris, 1901).
- 342 - *ROSAMBERT* (André) Les colonies lorraines du Banat Yougoslavie (Rev. Lorraine anthropol. 1929-30, p. 139-166, à part. in 8°, 30 p. Nancy, C. André 1931).
- 343 - *SCHOELL* (Franck L.) Colonies alsaciennes dans la Prairie américaine (Rev. de Paris, 1922, t. 1, p. 168-190)
- *SCHWALLER* (J.) Lothringer Ansiedler im Banat (Elsass Land, 1929, p. 136-139, 172-178).
- *THIRRY-MIEG* (Ch.) Les Alsaciens Lorrains en Algérie (Rev. Als. Janvier 1888).
- *THOUVENIN* (Monique) Neuves - Maisons, Pont-Saint-Vincent, Chaligny - Evolution de 1836 à nos jours (Annales de l'Est, 1959, n° 2, p. 110-127, carte, graphiques)
C.R. Annales de démogr. hist. 1966, p. 298.
- 344 - *VAUSSARD* (Maurice) La tragique odyssée des « Français du Banat » (Lorrains et Alsaciens émigrés).
(« Le Monde, 14 fév. 1948).
- *ZELIGSON* (L.) Trois villages lorrains en Yougoslavie (Saint-Hubert, Charleville, Soltour)
(Cahiers lorrains, 1929, p. 25-30).
- *ZERR* (Ant.) Einwanderungsgeschichte der Familie Zerr in Russland (Odessa, 1914, 122 p. in 8°)
- *X* Un passeport d'émigrant à Parroy (Meurthe et Moselle) en 1770 (Cahiers lorrains, 1929, p. 126-127)
- Les frontaliers mosellans travaillant en Sarre, 1966, Cantons de Sierck, Metzeweisse, Bouzonville, Boulay, Faulquemont, Saint-Avold (Metz, Centre d'informations et d'études d'écon. hum. en Lorraine, 1967, 87 p. Tabl. fig. cartes).
C.R. « Popul. » p. 189, 1968.

BASSIN AQUITAIN

345 - *ARQUE* (Paul) Géographie du Midi aquitain (Paris, 1939, 269 p.)

- *BERNARD* (H) Ländenbanzonen, ländliche Entvölkerung und landwirtschaftliche Einwanderung in Frankreich, mit besonder Berücksichtigung der Schweizerischen Ansiedlung in Südwestfrankreich (Berne, 1927).

- *BOURRACHOT* (L.) Le minutier des notaires de Figeac et l'histoire locale : l'émigr. figeacoise vers l'Espagne (Bull. soc. des Etudes du Lot, oct. déc. 1954) 18ème siècle.

- *BOUTRUCHE* Les courants de peuplement dans l'Entre-Deux-Mers, Etude sur le brassage de la population rurale (Annales d'Histoire économique et sociale, 1935).

- *BOYER MONTEGUT* (R. de) L'immigration italienne dans le Sud-Ouest de la France (Dossier de l'Action populaire, n° 20, Paris, Spes, 1926, 40 p.).

346 - *BOYREAU* (Jean) *Profits et salaire dans la viticulture de la Gironde* (Thèse Doct. Droit, Bordeaux, in-8, 1921, 150 p.)

347 - *COCKS* (Ch.) *FERET* (Ed.) Bordeaux et ses vins (Bordeaux, 1949, 11ème édition, 1134 p.)

348 - *COPPOLANI* (Jean) Toulouse, étude de géogr. urbaine (Toulouse, 1954, 416).

- *DABRIN* L'Immigration de la main-d'œuvre polonaise dans le Sud-Ouest (Comité de travaux hist. et scientif.) Bull. section des sciences économiques et sociales 1933, p. 100-112).

349 - *DEFFONTAINES* (Pierre) Les hommes et leurs travaux dans les pays de la Moyenne Garonne (Thèse doct. es-Lettres, Lille 1932).

350 - *DEFFONTAINES* (Pierre) La Gersigne (Annales de Géogr. 1924, p. 430-442).

351 - *DEFFONTAINES* (Pierre) Le « Pays au bois » de Belvès, étude de géographie humaine (Annales de Géographie, 1930, p. 147-158).

- *DUBARAT* (Chanoine V.) Des laboureurs angoumois en Béarn au 16ème siècle (Bull. soc. Pau, 1924, t. 47, p. 20-27)

- *DUJARRIC-DESCOMBES* (A.) Aventure de deux colporteurs angoumois en 1724 (Bull. soc. Charente, 1921, t. 12, p. CVII - CIX).

- *FONTANA* L'émigratione italiana nel S.W. de la Francia (Riv. di politica economica, 1928, p. 494, 505).

352 - *GAY* (L.) - *GROMAS* (R.) Monographie agricole du département du

- Lot (Min. Agric. - Annexe de l'Enquête de 1929, 299 p., 1937).
 - *GIRARD (Alain)* - *STOETZEL (Jean)* Cultivateurs italiens dans le Lot et Garonne (in : Français et Immigrés - Tome I, cahier n° 19 INED, Paris, P.U.F., 1953, p. 317, 378).
 - *HAURION* L'immigration italienne dans le Sud-Ouest (Année polit. française et étrangère, 1928, p. 197)

353 - *HIGOUNET* (Direction de) - Histoire de Bordeaux.
 - *JAMES (E.)* L'immigration italienne dans le Sud-Ouest (Rev. des Et. Cooper, oct. nov. 1927)

354 - *LAFFORGUE (G.)* - *THIERY (Paul)* La culture de la vigne dans le Bordelais (1929, 96 p.)

355 - *LARROQUETTE* (Albert) Les Landes de Gascogne et la forêt landaise (1924 et 1935, 478 p., Mont de Marsan).
 - *LUXEMBOURG (M.)* Les Alsaciens dans les départements du Gers et des Landes (Rev. géogr. des Pyr. et du S.W. Toulouse 1940, p. 23-38).
 - *MARCEL-REMOND (G.)* L'immigration italienne dans le Sud-Ouest (Thèse Doct. Droit, Paris 1928, Dalloz, in 8°, 213 p.)
 - *MASSIP (Lucien)* Emigration de Rouergats en Agenais à la fin du XVème siècle et au commencement du XVIème siècle. (Rev. Agenais, 1909, p. 308-334 et 395-413).

356 - *MEVELLEC (F.)* Les Bretons d'Aquitaine (Imp. « France Nouvelle », Nantes, 1948, 142 p.) (Préface de Budes de Guebriant).
 - *MUGICA (Serapio)* Los Gascones en Guipuzcoa (Homenaje Echegaray 1928, p. 1-29).
 - *OLIE* Un département frances colonizado por los espanoles (Bull. réal. soc. géogr. Madrid 1913, p. 336-344).
 - *PEYRET* L'immigration de la main-d'œuvre agricole italienne en Gascogne (Thèse doct. droit, Bordeaux, 1928, 211 p.).

357 - *PAPY (Louis)*, Les immigrants de l'Entre-Deux-Mers du Moyen-Age à nos jours (Annales de géogr. 1937, p. 304-306).

358 - *PARISET* : Economie rurale, industries, mœurs et usages de la Montagne Noire, Aude et Tarn (Paris, 1882, 358 p.) p. 462.

359 - *PINEDE (Christiane)* Les migrations temporaires en Quercy (Rev. géogr. des Pyr. et du S.W. 1956, p. 122-134) I. p. 234-510.

360 - *PINEDE (Christiane)* L'émigration bretonne en Aquitaine (Rev. géogr. des Pyr. et du S.W. mars 1960, p. 5-43, juin 1960 p. 181-196).

361 - *PINEDE (Christiane)* Une émigration de survivance, les vendéens en Aquitaine (Rev. Géogr. des Pyr. et du S.W. 1960, p. 399-423).
 - *PINEDE (Christiane)* Migrations récentes entre l'Aquitaine et l'Afrique

du Nord (Rev. géogr. Pyr. et S.W., 1958, p. 301-324).

- 362 - *PINEDE* (Christiane) L'émigration des habitants du Lot en Amérique du Sud à la fin du 19ème siècle (Rev. géogr. Pyr. et S.W. 1954, p. 277-292)
- 363 - *PLEGAT* (Mle M.T.) L'évolution démographique d'une ville française au XIXème siècle : l'exemple de Toulouse (Annales du Midi, nouv. série, LXIV - 1952, p. 227-248, 1 carte, 2 fig.)
 - *POUSSOU* (Jean-Pierre) Les structures sociales et démographiques (de Bordeaux au 18ème siècle) (in Hist. de Bordeaux t. V, Bordeaux au 18ème siècle, 1968, un chapitre).
- 364 - *POUSSOU* (Jean-Pierre) Aspects de l'immigration limousine vers Bordeaux au XVIIIème siècle (dans « Le Bas-Limousin - Histoire et Econ. Tulle, 1966, p. 163-182).
- 365 - *POUSSOU* (Jean-Pierre) L'émigration foyenne et ses relations avec Bordeaux, au 18ème siècle (Actes du XIXème congrès - Etudes régionales - Fede : Hist. du S.W. Ste Foy la Grande).
- 366 - *POUSSOU* (Jean-Pierre) Aspects de l'immigration pyr. à Bordeaux au milieu et à la fin du 18ème siècle (Bull. soc. des sc. Lettres et arts de Pau, 1966, t. I, p. 99-116).
- 367 - *POUSSOU* (Jean-Pierre) Recherches sur l'immigration quercycoise à Bordeaux au milieu et fin du XVIIIème siècle (1737-42) et (1782-86) à Bordeaux au milieu et à la fin du XVIIIème siècle (1737-42) et (1782-86) (in : Actes du XVIIIe Congrès d'études régionales - Figeac 1967, Soc. des Etudes du Lot 13 p.).
 - *REYMOND*, L'immigration italienne dans le Sud-Ouest de la France (Paris, 1928, 213 p.).
- 368 - *SALANIE* (Gilbert) Un ancien mouvement de main-d'œuvre saisonnière : la moisson dans le Causse (Bull. soc. des Etudes du Lot, 1967, p. 156-161).
 - *SERVAT* L'immigration italienne dans le S.W. depuis 1928, (Bull. section sc. écon. et soc. - Comité des travaux hist. et sc. 1933, p. 179).
 - *Centre Catholique des Intellectuels Français section de Toulouse* Les Italiens dans le département de la Haute-Garonne (in : Français et Immigrés t. 2 - Cahier n° 20 de l'INED - PUF, 1954, Paris, p. 153-182).

MIDI MEDITERRANEEN

- *AGNEW* (SWANZIE) The vine in Bas-Languedoc (Geographical Review janv. 1946, p. 66-79)
- 369 - *ARBOS* (Ph.) La transhumance savoyarde en Provence (Rev. géogr. alpine, 1920, p. 665) - La plaine du Roussillon - (A.G., 1910, p. 150-168).
- 370 - *AUGE LARRIBE* Le problème agraire du socialisme : la viticulture industrielle du Midi de la France (Thèse Doct. en Droit, 1907).
- 371 - *AZEAU* (Jean) Les étrangers dans le département des Pyrénées orientales (Bull. soc. Languedoc de Geogr. Montpellier, 1936, p. 16-30).
- 372 - *BARRE* (H.) L'immigration Française dans les Bouches du Rhône (Bull. de géogr. hist. et descript. n° 1 1909).
 - *BONIFASSI* (J.) Documenti... per illustrazione della storia di Nizza e suo contado (Nice, manuscrit in 4^o, 9 vol. 1828-1830).
 - *CARLOTTI* (J.) Répercussions de la guerre sur l'agric. provençale (Thèse, Aix en Provence, 1920).
 - *CARRIERE* (Pierre) - *FERRAS* (Robert) Migration saisonnière des vendangeurs espagnols en Languedoc - Roussillon (Rev. Population, 1968, p. 129-134, 4 fig.) Les travailleurs saisonniers espagnols en Languedoc (Bull. soc. Languedocienne de geogr. oct. déc. 1968).
- 373 - *CHATELAIN* (Abel) Influence de l'apport étranger sur les densités de population du Midi médit. (Etudes Rhod. Lyon, 1946, p. 5-32).
- 374 - *CHATELAIN* (Abel) - *VOVELLE* (Michel) Migrants temporaires et population flottante à Marseille sous la Révolution française (Annales Demogr. hist. 1970, p. 426-437).
- 375 - *DARLUC* Histoire naturelle de la Provence (Avignon, in-12, 1782, t. I, p. 129-135, 250-252).
- 375 bis - *DAVID* (A.) La Montagne Noire (Carcassonne 1925), p. 462.
- 376 - *ESTRANGIN* (E.) L'agriculture dans les Bouches du Rhône (t. VII, 908 p., 1928, de l'Encyclopédie départementale des Bouches du Rhône par Masson) I., p. 147, 226, 241, 246, 453.
- 377 - *FAUCHET* (Joseph, Jean, Antoine) Description abrégée du département du Var (Paris, an IX, in 8, 121 p. tableaux).
- 378 - *FODERE* (F.E.) Voyage aux Alpes maritimes (Paris, Levrault, 1821, in-8, 2vol., 376 et 432 p.)

- 379 - *FONCIN* (M.) Mle P ? *FONCIN*. Les Maures et l'Estérel (Paris, A. Colin, 1910, 171 p.)
- 380 - *FONCIN* (M.) Mle. La culture et le commerce des fleurs et primeurs sur la côte d'Azur (A.G., 1916, p. 241-262).
- 381 - *FOURNIER* (J.) Les chemins de la transhumance en Provence et Dauphiné d'après les journaux de routes des conducteurs de troupeaux au XVIIIème siècle (Bull de géogr. hist. et description du Comité des trav. hist. et sc. 1900, p. 237-262).
- *GALTIER* (G.) Le vignoble du Languedoc médit. et du Roussillon (Thèse Doct. ès-Lettres, Montpellier, 1958).
- 382 - *GENIEYS* (Pierre) La crise viticole méridionale (Toulouse, 1905, 317 p.)
- 383 - *GEORGE* (Pierre) La région du Bas Rhône étude de géogr. régionale (Paris, 1935, 692 p.)
- 384 - *GERVAIS* (Henry) La rémunération du travail dans la viticulture méridionale (Thèse doct. Droit Paris 1908, in 8, 247 p.)
- 385 - *GREC* (Jules) Monographie d'une commune rurale - Vence (Alpes marit.) (Réf. sociale 16 fév. 1905, p. 298-317 - 16 mars 1905, p. 457-480 - 16 avril 1905, p. 625-648).
- 386 - *GUIOT* (L.) Les forêts et les pâturages du Comté de Nice (Paris, 1875, in-8, 267 p.).
- 387 - *GUIOT* (L.) Les droits de « bandites » (1884).
- *HONORE* (Louis) Les Bohémiens en Basse Provence du XVème siècle au XVIIIème siècle (Bull. Commission Hist. 1924 p. 143-160).
- 388 - *IMBERT* (Gaston) : A la découverte d'une population - Etude démographique des Alpes Maritimes (Comité d'expansion des Alpes maritimes - Chambre de Commerce de Nice, Aix en Provence, 198 p. ronéotées, (1958).
- 389 - *IMBERT* (Léon) L'émigration temporaire dans l'ancien Comté de Nice (Nice historique, 1946, p. 66-73).
- 390 - *KAYSER* (B.) Campagnes et villes de la Côte d'Azur (Thèse Doct. es Lettres, Paris, 1959).
- *LE BLOND* (M.) La crise du Midi (Paris, 1907, in-12, 458 p.)
- 391 - *LEROY-BEAULIEU* (Paul) La situation dans le Midi (Ref. sociale, 1908, p. 137-158, 232-244).

- 392 - *LETUAIRE* (P.) Les cahiers de P. Letuaire (1796-1884) notes et souvenirs sur la vie toulonnaise, recueillis et arrangés par L. HENSELING. (Toulon, 1914, gd in 8, croquis).
- 393 - *MARRES* (Paul) L'évolution de la viticulture dans le Bas-Languedoc (Bull. soc. Langued. de géogr. 1935, p. 26-60).
- 394 - *MASSON* (Encyclopédie départementale des Bouches du Rhône, tome XIII : la population, 1921).
- 395 - *MICHEL* (J.E.) Observations sur le commerce des bêtes à laine dans les départements des Bouches du Rhône, des Basses Alpes et du Var (Aix, 1790).
 - *MILHAUD* (Jules) La coopération dans une commune viticole (Mandel-Gard).
 - *MILHAUD* (Jules) La main-d'œuvre saisonnière des vendanges (Rev. du Min. de l'Agric. - Etudes et Monographies nov. 1951, p. 293-307).
- 396 - *Dr MIREUR* (H.) La prostitution à Marseille (Paris, 1882, 404 p.).
- 397 - *MISTRAL* (Frédéric) Mémoires et Récits (1906). p. 546.
- 398 - *NOYON* (C.N.) Statistique du département du Var par... chef de division à la préfecture du Var (Draguignan, 1838, in 8, IV, 576 p., tableaux ; 2ème édition, 1846 VII plus 676 p. tableaux).
- 399 - *PASQUET* Monographie agricole du département de l'Hérault (Ministère de l'Agriculture statistique agricole de la France, annexe à l'Enquête de 1929).
- 400 - *PAZZIS* (Maxime de) Mémoire statistique sur le département de Vaucluse (Carpentras, 1808, in 4°).
- 401 - *PLANDE* (Romain) Géographie et Histoire du département de l'Aude (Grenoble, 1944, 207 p.)
 - *PRADO* (E. de) La migration saisonnière espagnole des vendanges (L'économie méridionale, Avril, Juin, 1966, p. 1-14 tableau). C.R. Population 1967, p. 163.
 - *PRATO* (Gius) La vita economica in Piemonte a mezzo il secolo XVIII (Documenti finanziari degli stati della monarchia piemontese série I vol. II, Torino 1908, in 4°, XXVII plus 470 p.).
- 402 - *RAYNAL* Histoire de la population de la Commune de Bessan (Hérault) (1851-1937) (Journal de la soc. de statist. de Paris, 1946, p. 286-291).
 - *ROSTAND* (E.) L'immigration et la concurrence non indigène de main-d'œuvre à Marseille (Bull. Comité des travaux hist. et sc. section des sc. écon. et soc. 1888, p. 101, 111).
 - *ROUSSY* (Marcel) Evolution démographique et écon. des populations

du Gard (Thèse droit, 1949, Montpellier dactylographiée).

- 403 - *SERRE* (M.) Problèmes démographiques d'hier et d'aujourd'hui - Notes sur l'immigration italienne à Toulon et dans le Var (Rev. géogr. alpine, 1952 p. 643-668, 1 fig.) 2 enquêtes avant 1914, en 1946.
- 404 - *SION* (Jules) La France méditerranéenne (Paris, A. Colin, 1934, 219 p.).
- 405 - *SORRE* (Max) Etude sur la transhumance dans la région montpellieraine (Bull. soc. Languedoc de géogr. 1912, p. 1-40).
- *TEKEIAN* Marseille, la Provence et les Arméniens (Marseille, 1929).
- 406 - *THOMAS* (J.L.) L'émigration temporaire dans le Bas-Languedoc et le Roussillon au commencement du XIXème siècle (Bull. soc. Languedoc de géogr. 1910, p. 301-308).
- 407 - *TUDEZ* (Maurice) Le développement de la vigne dans la région de Montpellier du XVIIIème siècle à nos jours (Thèse doct. Droit, Montpellier 1934, 321 p.).
- 408 - *VIDAL* (J.) Monographie de la ville d'Aimargues (Gard) (Paris, in 8, 1906, 324 p.).
- 409 - *VIDALENC* (Jean) Les migrations de travailleurs dans les départements provençaux sous l'Empire mars (Provence Historique, 1955, p. 73-86).
- 410 - *VIDALENC* (Jean) La vie économique des départements méditerranéens pendant l'Empire (Rev. d'Hist. mod. et contemp. 1954, p. 165-198).
- 411 - *VIGOUROUX* (J.) Essai sur le fonctionnement de quelques très grandes exploitations viticoles dans la Camargue et le Bas-Languedoc (Thèse Doct. Droit Montpellier, 1906, in 8, 156 p.).
- 412 - *VILLENEUVE* (de) Statistique du département des Bouches du Rhône (1829, 8 vol. in 4).
- 413 - *VOVELLE* (Michel) : Le prolétariat flottant à Marseille sous la Révolution française (Annales de démographie historique 1968, p. 111-138, cartes, graphiques et tableaux statistique et complément, id. 1970).
X. L'emploi de la main-d'œuvre africaine dans la région marseillaise (Bull. d'Inf. et de doc. professionnelles Paris, Min. du Travail, nov. 1951, p. 43-46).
Monographie agricole des Alpes maritimes - Enquête 1929 (1937-400 p.).

COULOIR RHONE-SAONE

- *ARDOUIN DUMAZET* Voyages en France - La Haute Bourgogne (vol. 24, Paris, Nancy, 1901).
- *ARMINJON* (V.) La popul. du département du Rhône son évolution depuis le début du XIXème siècle (Thèse Droit Lyon 1940, 196 p.).
- *BAROUIN* (Henri) La main-d'œuvre étrangère dans la région lyonnaise (Thèse Droit, Lyon, 1935, 260 p.).
- 414 - *BARRAL* (Pierre) : Le département de l'Isère sous la 3ème Rép. (1870-1940) Histoire sociale et écon. (Thèse Lettres, Paris, 1962, 598 p.)
- 415 - *BERNARD* (Simone) L'immigration saisonnière et les vendanges en Beaujolais (Etudes Rhodaniennes, Lyon, 1943, p. 151-160, 1 fig.)
- 416 - *BOISSIEU* (Henri de) Une pépinière d'émigration vers les villes (côtière Dambes) (Soc. d'Econ. politique de Lyon, 1904, 53 p.).
- 417 - *BOISSIEU* (Henri de) L'exode des campagnes vers les villes dans le département de l'Ain (Réforme sociale, 1 déc. 1904, p. 833-847).
- 418 - *BOUZERAND* (Léon) : Etat de l'agriculture dans la Côte d'Or (Bull. soc. des Agricult. de France - Janv. Juin 1912 : p. 63-68, 159-163, Juillet Déc. 1912 : p. 194-200 et 216-224).
- 419 - *BOZON* (Pierre) L'industrie du seuil de Rives (Bas Dauphiné) (R.G.A. - 1943, p. 215-247, 271-317).
- *BURLAT* (H.M.) Les éléments de la population étrangère à Lyon et dans quelques centres de la région (Bull. section de géogr. - Comité des Travaux hist. et sc. Mins. de l'E.N., 1935, p. 145-149).
- *CALMETTE* (Joseph) Emigrants lyonnais à Barcelone en 1789 (Annales du Midi, t. XXXIII, 1925-26 p. 431-433).
- 420 - *CLAMETTE (J.) - DROUOT (H.)* La Bourgogne, choix de textes (Bull. Provinces françaises 1912).
- 421 - *CHABOT* (Georges) La Bourgogne (Paris, A. Colin, 1941, 224 p.) 113-114.
- 422 - *CHATELAIN* (Abel) La formation de la population lyonnaise : Apports savoyards au XVIIIème siècle (Rev. géogr. de Lyon Etudes Rhod. 1951, p. 345, 350).
- 423 - *CHATELAIN* (Abel) La formation de la population lyonnaise : l'apport d'origine montagnarde (XVIIIème - XXème siècles) (Rev. de géogr. de Lyon, 1954, p. 91, 116, 2 fig. 1 tableau).
- 424 - *CHATELAIN* (Abel) Les migrations temporaires anciennes à Lyon et

dans les pays environnants (particulièrement sous le Premier Empire) (Etudes Rhodaniennes, Lyon, 1949, Rev. de géogr. de Lyon, 2 fig. 1 tableau, p. 37-50).

425 - *CHATELAIN* (Abel) Les ouvriers migrants temporaires en Côte d'Or au XIX^{ème} siècle (Annales de Bourgogne, oct. déc. 1951, p. 267-281).

426 - *CHATELAIN* (Abel) La formation de la population lyonnaise l'apport italien (seconde moitié du XIX^{ème} siècle début XX^{ème} siècle) (Rev. de géogr. de Lyon, Etudes Rhod., 1952, p. 317-326).

427 - *CHATELAIN* (Abel) Exemples de densités linéaires et volumétriques sur certaines rues de Lyon (1872-1936) (Livre Jubilaire Maurice Zimmermann, Lyon, 1949, p. 83-102).

428 - *CHATELAIN* (Abel) Les usines internats et les migrations féminines dans la région lyonnaise (seconde moitié XIX^{ème} siècle et début XX^{ème} siècle) (Rev. d'Hist. écon. et soc. 1970, p. 373-94).

- *CHATELAIN* (Abel) Les étrangers dans l'agglomération Lyonnaise en 1934 (D.E.S. Lyon 1934 mémoire déposé à l'INED à Paris et à l'Institut des Etudes Rhod. à Lyon).

- *CHATELAIN* (Abel) Méthodes d'enquêtes démogéogr. les recherches sur les étrangers dans la région lyonnaise (Etudes Rhod., 1948, p. 121-126).

- *CLEMENT* (Jean) - *LAVIS* (Roger) Les étrangers à Pont de Cheruy, Charvieu (Evocations, 1945, n^o 1, p. 11-12 n^o 2 et 3, p. 7-8, n^o 4, p. 13-14, n^o 5, p. 17-18, n^o 9-10 p. 25).

- *CORCELLE* (Joseph) Les ouvriers émigrants de Paris dans l'Ain (1789-1792) (Bugey, 1920, n^o 14, p. 222-224).

429 - *CUNISSET-CARNOT* La vie à la campagne (en Bourgogne) (particulièrement 2^{ème} série, 1909, Paris, 300 p., 3^{ème} série).

- *DANGUY* (R.) - *AUBERTIN* (Ch.) Les grands vins de Bourgogne (1892).

430 - *DELACROIX* Essai sur la statistique de la Drôme 1817 (Valence in 8 et in 4^o) 1835.

- *DUTACQ* (F.) Histoire politique de Lyon pendant la Révolution de 1848, (Thèse Doct. es Lettres - Lyon, 1910, 46 p.).

431 - *FARCY* (Henri de) Paysans du Lyonnais (Lyon, 1950, 169 p.).

432 - *FAUCHER* (Daniel) Plaines et Bassins du Rhône moyen, entre Bas-Dauphiné et Provence (Thèse Doct. es Lettres, Paris, A. Colin, 1927, 474 p. fig. bibliogr.).

- *GARAVEL* (Joseph) Les paysans de Morette - un siècle de vie rurale dans une commune du Dauphiné (Paris, A. Colin, 1948, in 8, 124 p., n^o 2, Cahier Fond. nat. des sciences polit.).

- 433 et 434 - *GARDEN* (Maurice) Lyon et les Lyonnais au XVIIIème siècle - contribution à l'histoire des sociétés urbaines au XVIIIème siècle (Thèse Lettres, Lyon, Paris, 1970, 772 p.).
L'attraction de Lyon à la fin de l'ancien régime (Annales dem. hist. 1970, p. 205, 216).
- 435 - *GINET* (J.) La main-d'œuvre agricole saisonnière en Dauphiné (Revue de géogr. alp. 1933, p. 337-345).
- 436 et 437 - *GODART* (Justin) L'ouvrier en soie (in 8° Lyon 1899) - Travailleurs et métiers lyonnais (Lyon, 1909, 414 p.).
- 438 - *GUIOT* (Paul) Thurins, Démogéographie d'une commune rurale de l'Ouest lyonnais (par A. Colin, 1949, 170, p. fig. n° 10, coll. cahiers de Fond. Nat. des sc. polit.).
- *FABRE* (Lucien - Albert) Préludes à l'immigration de la main-d'œuvre polonaise en Bourgogne (Besançon, Extrait du Bull. de la soc. forest. de Franche-Comté et Belfort n° 1 - mars 1909, 3 p.).
- 439 - *HELLY* (A.) Enquête monographique sur la désertion des campagnes - le département de l'Isère (Réforme sociale 1-16 oct. 1909, p. 467-431).
- *JEANTON* (Gabriel) Vignerons maconnais en Roumanie au 18ème siècle (Ac. Macon, 1924-25 3ème série, t. XXIV, p. 129-132).
- 440 et 441 - *JOUANNY* (Joseph) Le tissage de la soie dans le Bas-Dauphiné (Thèse Lettres Grenoble 1931, 146 p.).
Voiron étude de géogr. humaine (R.G.A., 1927, p. 171-248).
- 442 et 443 - *LAURENT* (R.) L'agriculture en Côte d'Or pendant la première moitié du XIXème (Dijon, 1931, 216 p.).
R. LAURENT : Les vignerons de la Côte d'Or au XIXème siècle (2 vol. Paris, 1959).
- 444 - *LAVALLE* (Dr) Histoire et statistique de la vigne et des vins en Côte d'Or (Paris, 1855).
- 445 - *LEON* (Pierre) : La naissance de la grande industrie en Dauphiné - fin 17ème siècle - 1869 (Paris, Grenoble, 1954, 2 vol., 966 p.).
- 446 - *MARTIN* (G.) - *MARTENOT* (P.) La Côte d'Or, étude d'économie rurale (Rev. bourguignonne - Université de Dijon, 1909).
- 447 - *MEJEAN* (Paul), Une région de la monoculture fruitière - La vallée de l'Erieux (Ardèche) (R.G.A. 1939, p. 193-207).
- 448 - *MENITRIEUX* (Louis) La vie marinière du Rhône (Annonay, 1911, 81 p.).

- 449 - *MORELOT* (Dr) Statistiques de la vigne dans le département de la Côte d'Or (Dijon, Paris, 1831, 286 p.).
- 450 - *J. MOREAU*, L'Industrie de la soierie dans le département de l'Isère (R.G.A., 1927, p. 615-625).
- 451 et 451 bis - *POTTON* (F.F.A.)
- De la prostitution et de ses conséquences dans les grandes villes, dans la ville de Lyon en particulier (Lyon, 1842, XVI, 291 p.)
 - Histoire statistique et médicale de la prostitution dans la ville de Lyon (in Parent Duchatelet : De la prostitution dans la ville de Paris, p. 436-461, tome 2, Paris, 1857).
 - *PARISET* Histoire de la fabrique lyonnaise.
- 452 - *REYBAUD* (Louis) Etudes sur le régime des manufactures - Conditions des ouvriers en soie (Paris, 1859, 396 p.).
- 453 - *THIERVOZ* (Michel) L'industrie en Valdaine et ses répercussions démographiques sociales et électorales (R.G.A., 1954, p. 81-105).

MASSIF ARMORICAIN

- 454 - *ANGOT* (Abbé A.)
 - Dictionnaire historique, topogr. et biogr. de la Mayenne (Laval, 1900 et suiv. 3 vol. plus 1 supplém.)
 - La Mayenne, hist. en chemin de fer (Laval, 1905, in-12).
 - *BERNARD* (Lysiane). L'émigration « américaine » de la région de Gourin et ses conséquences démographiques (Norois, 1962, p. 185-195). C.R. Annales de Démogr. hist. 1966, p. 322.
 - *BRANCHE* (Pierre) Le premier congrès mondial des Bretons dispersés. (Le Monde - 11.8.1970).
 - *CADIC* (Abbé) La colonisation bretonne en Algérie et Tunisie. (Réf. sociale, 1 juillet 1903, p. 80-81).
- 455 - *CAMBRY* (Jacques) Voyage dans le Finistère ou Etat du département en 1794 et 1795. (an VIII, 2e édit. Brest 1836, XIII, plus 480 p.).
- 456 - *CHATAIGNEAU* (Yves) L'émigration vendéenne (Annales de Géogr. 1917, p. 423-438).
- 457 - *CHATELAIN* (Abel) Archives et Démographie : Initiative individuelle et migration (à propos de l'émigration bretonne en Argentine) - (Annales d'Histoire sociale, 1945, p. 138-140).
- 458 - *CHATELAIN* (Abel) Les leçons d'un dénombrement : 1846 en Anjou (Annales ESC, 1946, p. 61-66).
- 459 - *CHATELAIN* (Abel) Les Bretons en Anjou (Annales de Géogr. 1947 - p. 139-142).
 - *C.J.* Nos paysans finistériens en Dordogne (« Le Progrès du Finistère » - 10 sept 1921).
 - *CHENON* (Emile) Les Bretons en Bas-Berry (Rennes, Catel, 1884).
- 460 - *CHOLEAU* (Jean) L'expansion bretonne au XXe S. (Paris, 1922, 234 p.).
 - Même titre (Réforme sociale, oct. 1912, p. 367-380, 445-452, 499-504, 569-576).
- 461 - *CHOLEAU* (Jean) Condition actuelle des serviteurs ruraux bretons. Domestiques à gages et journaliers agricoles (Paris, 1907, 204 p.).
- 462 - *CHOLEAU* (Jean) L'exode rural en Bretagne (Réforme sociale, 16 janv. 1910, p. 123-129).
 - *COURCY* (de) De l'émigration bretonne (Bretened, Paris, oct. 1909).
 - *DELACOMMUNE* (C.) L'exode rural et l'association en Vendée. (Thèse 1944, in 8°, Giard et Brière).
 - *DOBLE* (G. H.) Les relations durant les âges entre la Bretagne et le Cornwall (immigration de Bretons en Armorique et réciproquement) -

- (Bull. dioc. Quimper, 1924, p. 203-211 et 277-295).
 - *FAUVE* (Abbé V) Les saisonniers bretons (Cahiers du Clergé rural, mars, avril, mai 1952).
- 463 - *FELICE* (de) La Basse-Normandie (Thèse Lettres, Paris, 1907, Bibliogr.).
- 464 - *LE ROY* (FLORIAN) Les pilloteux et les nourrices de Ploenc. (in « Bretagne », mai 1932, p. 141-142, n° 172).
- 465 - *GAUTIER* (Abbé Elie) Pourquoi les Bretons s'en vont...
 I - Un siècle d'indigence (19e S.)
 II - La dure existence des paysans et des paysannes (20e S) (1949, Thèse Doct. ès-Lettres, Paris).
- 466 - *GAUTIER* (Marcel) La Bretagne centrale (Thèse Doct. ès-Lettres, 1947, 453 p.).
 - *GUELLEC* (Yves) Le retour de l'oncle d'Amérique (Gourin) (Le Monde 12.8.1971). 12.8.1971).
 - *INIZAN* La colonisation bretonne en Périgord (Rev. polit. des Idées - 30 août 1934, p. 707-714).
- 467 - *KUNTZ* (Jean) Monographie agricole du département du Morbihan (Statistique générale de la France - Annexe à l'Enquête de 1929, 1937, 360 p.).
- 468 - *LAMAGDELAINE* Préfet (Joseph, Victor, Alex). Description abrégée du département de l'Orne rédigée par le Lycée d'Alençon sur la demande du Cte Lamagdelaine, préfet (Paris, an IX, 54 p.)
 - Mémoire statistique du département de l'Orne (544 p. manuscrites, 1802 - Archives dép. Orne).
- 469 - *LE BAIL* (G.) L'émigration rurale et les migrations temporaires dans le Finistère. (Thèse Doct. Droit, Paris, in 8°, 1913, 107 p. Giard et Brière).
 - *LE BIHAN* (J.) Notes sur les migrations saisonnières de travail en provenance de la Bretagne (Economie rurale, 1963).
 - *LE CLECH* (G.)
 - Un problème d'actualité : l'émigration bretonne (Penn ou Bed - 1953, n° 2, p. 6-16 - série ancienne).
 - Naissance d'un courant d'émigration vers les Etats-Unis (id. 1953, n° 3, p. 12-26).
 - Images des 10.000 Bretons de New-York (id. Nouvelle série - n° 1 p. 36-42).
 - Sur la piste des 25.000 Bretons des Etats-Unis (id. - 1954 - n° 2, p. 2-5).
 - Bretagne, France, Canada. Un courant d'émigration essentiellement catholique (id. - 1954 - n° 3 - p. 9-15 ; n° 4-5, p. 36-39).
 - *LE COZ* (J.) Un exemple d'attraction de main-d'œuvre maritime et rurale par la ville : l'agglomération lorientaise (Norois, 1963, n° 38,

p. 178-184).

C.R. Annales de Démogr. hist., 1966, p. 323.

470 - *LE DINGOU* (Jean) Manque d'hommes... ou de découvreurs d'hommes ? L'exemple de l'émigration bretonne (« Economie et Humanisme, 1947, p. 352-372).

- *LE GUEN* (G.)

- L'évolution récente de la population en Bretagne (Norois, 1964, n° 41, p. 17-38).

- Types régionaux d'évolution démographique en Bretagne (Norois, 1960, n° 28, p. 389-405, Bibliogr.)

- *LE GUEN* (G.) Les zones d'attraction de main-d'œuvre de Nantes et de Saint-Nazaire. (Norois, 1960 - n° 25, p. 33-43).

- Les migrations bretonnes récentes (1954-1962) (Norois, 1965, n° 47, p. 277-295).

- Les migrations bretonnes vues au travers des migrations d'électeurs. (Penn ar Bed, n° 27, p. 113-116) C.R. - Annales Démogr. hist. 1966, p. 324.

471 - *LE LANNOU* (Maurice) Géographie de la Bretagne - Tome II (Rennes, 1952, 464 p.). L'émigration bretonne.

472 - *LEMOINE* (J.) L'émigration bretonne à Paris et aux environs (Science sociale, 1892, et 1912).

- *LEPELLETIER* (F.) La colonisation bretonne en Dordogne. (Réf. sociale - 1927, p. 521-523).

- *LOSSOUARN* (Olivier Vincent) Les Bretons dans le Monde. (Paris, Editions John Didier - 1969 - 240 p. Photos, bibliogr.). Le Monde 11.8.70.

- *LOTH* (Joseph) Quelques notes sur l'émigration bretonne en Armorique (Bull. Soc. Finistère, 1924, t. 51, p. 68-70)

- *MARCILLAC* (M. de) L'immigration de la main-d'œuvre bretonne en Périgord (C.R. Acad. d'Agric., 7 Fév. 1923, p. 125).

473 - *MEVELLEC* (F.) Les Bretons d'Aquitaine (Impr. « France Nouvelle », Nantes, 1948, 142 p. - Préface de Budes de Galbrionet).

- *MEVELLEC* (Chanoine F.) Complexe d'émigration chez les Bretons d'Aquitaine - (S. l.n.d. - Thèse de doctorat d'Université, Fac. des Lettres et Sciences humaines de Paris, 3 vol. ronéotés, 480 p.).

I N E D - Populations, p. 371.

- *MEYNIER* (André) Les déplacements de la population vers la Bretagne, 1939-40 - (Travaux du Laboratoire de Géogr. Rennes, n° 14 Annales de Bretagne, 1947).

474 - *MINISTERE DE LA GUERRE* Comité d'Action écon. de la Xe Région : le développement des Côtes du Nord (St Brieuc, 1919, 304 p.)

475 - *MUSSET* (René) Le Bas-Maine, étude géographique (Paris, A. Colin,

- 1917, 496 p.).
 - *MUSSET* (R.) La population et l'émigration bretonnes. (Annales de géogr. 1923, p. 185-188).
 C.R. de Choleau - l'expansion bret. au XXe s.
- 476 - *MUSSET* (R.) La Bretagne (Coll. A. Colin, Paris, 1937).
 - *PINEDE* (Christiane) L'émigration bretonne en Aquitaine. (Rev. géogr. des Pyr. et du SW, mars 1960, p. 5-43 ; juin 1960, p. 181-196).
 - *PINEDE* (Christiane) Une émigration de survivance, les Vendéens en Aquitaine (Rev. géogr. des Pyr. et du SW, 1960, p. 399-423).
- 477 - *POTET* (E.) L'immigration vendéenne dans le Bassin Aquitain (Annales de Géogr. 1912, p. 265-268).
- 478 - *SAUVAGE* Histoire du Canton de Couptrain et de ses Communes (Mayenne, 1865, in 4).
- 479 - *THOMAS* (Max - Hervé) L'émigration dans la Mayenne au XXe S. (Annales de Bretagne, Chronique géogr. des pays celtés, 1943, p. 32-35).
- 480 - *TREGOAT* (A.) Dr - L'immigration bretonne à Paris son importance, ses causes, ses conséquences au point de vue médical (Thèse Doct. Médecine, Paris, in 8, 1900, 50 p.).
- 481 - *TURQUAN* De l'émigration des Bretons en France - (Congrès National des Soc. Franç. de géogr., Lorient, 1896, C.R. des travaux, p. 391-398).
- 482 - *VALLAUX* (Camille) La Basse-Bretagne (Thèse Doct. ès-Lettres, Paris, 1905, 312 p.).
- 483 - *VIDALENC* (Jean) La petite métallurgie rurale en Haute-Normandie sous l'Ancien Régime (Paris, Domat - Mont-Chrestien, 1946).
- 484 - *VIDALENC* (Jean) Les habitants de l'Orne au début de la Monarchie de Juillet. (Annales de Normandie, 1965, n° 4, p. 567-589). C.R. Annales de Démogr. hist. 1966.
- 485 - *VILLEROIS-MAREUIL* (Baron de) Enquête monographique sur la désertion des campagnes, commune de La Ferrière de Flée (M. et L.) - (Réforme sociale, 1909, IIe vol. p. 365-372).

PYRENEES

- 486 - *ARBOS* (Philippe) - Le déclin des migrations saisonnières dans une vallée des Pyrénées médit. (Livre jubilaire Maurice Zimmermann, Lyon, 1949, p. 151-154).
- 487 - *ARQUE* (Paul) - Géographie des Pyrénées françaises (Coll. La France, Paris, PUF, 1943, 210 p.).
- 488 - *BARBEREN* (Pierre) - Emigration basco-béarnaise (Pau, 1886, 18 p.).
- 489 - *BARRERE* (Bernard) - Emigration (basque) à Montevideo et à Buesnos-Aires (Pau, 1842, in 8^o, 51 p.).
- 490 - *BLADE* (J.F.) - Essai sur l'histoire de la transhumance dans les Pyrénées françaises (Comité des travaux hist. et scientif. - Bull. de Géogr. hist. et descriptive - 1892, p. 301).
- 491 - *BLEY* (L.) - Le passé et l'avenir de l'émigration basque (La grande Revue, t. LXXVIII, 25 mars 1913, p. 360-372).
- Pyrénées C. (Ariège) - *BRESSOLE* (Mme P.) - La Bellongue (D E S - Toulouse, 1951).
- 492 - *CABANNES* (H.) - Les chemins de transhumance dans le Couserans - (Comité des travaux hist. et scientif. - Bull. de Géogr. hist. et descriptive - 1899, p. 185-200).
- 493 - *CAMPAGNE* (A.) - Les forêts pyrénéennes (1912, 190 p.).
- 494 - *CAMPAGNE* (A.) - La conservation du bien de famille chez les Basques français (Paris, 1911, 206 p.).
- 495 - *CAVAILLES* (Henri) - La vie pastorale et agricole dans les Pyrénées des Gaves, de l'Adour et des Nestes (Paris, 1931).
- 496 - *CAVAILLES* (Henri) - La région montagneuse du Pays de Foix (Haute et Moyenne Ariège) (Annales de Géogr., 1912, p. 118-129).
- 497 - *CAVAILLES* (Henri) - La transhumance pyrénéenne et la circulation des troupeaux dans les plaines de Gascogne (Paris, 1931).
- *CAVAILLES* (Henri) - Une fédération pyrénéenne sous l'ancien régime - Les traités de lies et passeries (Rev. hist., CV, 1910).
- *CAVAILLES* (Henri) - L'association pastorale dans les Pyrénées (Le Musée social - Mémoires et Documents, mars 1910).
- *CAVAILLES* (Henri) - L'économie pastorale des Pyrénées (Rev. Gle, Sc., 15 sept. 1905).
- 498 - *CHEVALIER* (Michel) - La vie humaine dans les Pyrénées ariégeoises (Paris, 1956, 1061p.).

- *CHEVALIER* (Marcel) - La transhumance et la vie pastorale dans les vallées d'Andorre (Rev. des Pyr. - 1906, p. 604-618).
- 499 - *COLA y GOITI* (José) - L'émigration vasco-navarroise (trad. de l'Espagnol, Pau, 1886, 153 p. - Préface d'Adrien Planté).
- 500 - *DAIREAUX* (Emile) - La colonie française de Buenos-Aires, (Rev. des 2 Mondes, 15 oct. 1884, p. 879-907).
- 501 - *DARDENNE* (P.) - Essai sur la statistique du département de l'Ariège (Composé en 1805, 345 p. manuscrites).
- *DEMOLINS* (Edmond) - (Migrations temporaires dans les Pyrénées W. : Vallée d'Ossau) (in : « Les Français d'aujourd'hui, Paris, 1898, p. 26-29).
- *DENGERMA* - Suc et Senterrac (1939, 232 p.).
- 502 - *DRALET* - Description des Pyrénées (Paris, 1813, 2 vol. in 8°).
- 503 - *DUCLOS* (Abbé) - Histoire des Ariégeois (1881-1887, 7 vol.).
- *DUMONT* (Arsène) - La natalité des Basques de Baigorwy (Assoc. Fse pour l'Avancement des Sciences, XXIe session Pau, 1892, II, p. 597-612).
- *DUMOULIN* (Max) - L'émigration des Basques vers « Les Amériques » s'intensifie (Journal Le Monde, 11 janv. 1952, p. 7).
- 504 - *ETCHEVERRY* (Louis) - L'émigration des Basques en Amérique (Réf. sociale, 2ème série, 1886, p. 490-514).
- 505 - *ETCHEVERRY* (Louis) - L'émigration des Basses Pyrénées pendant 60 ans (Mémoire XXIe session. Assoc. pour l'Avancement des Sciences, Pau 1892).
- *ETCHEVERRY* (Louis) - L'expansion familiale d'après l'exemple basque (Réf. sociale - 1er déc. 1903 - p. 798-808).
- *ETCHEVERRY* (Louis) - Les coutumes successorales en Pays Basque au XIXe s. (in. : La Tradition au Pays Basque - Paris, 1899, n° 21, p. 180).
- 506 - *FAURESSE* (V.) - L'émigration dans les collines pré-pyrénéennes de la Haute-Garonne (Bull. Section Géogr. Min. I.P., 1933, p. 73-79). Comité Travaux hist. et scientif.
- *FRIBOURG* (A.) - La transhumance en Espagne (Annales de Géographie, 1910, p. 231-244).
- 507 - *FUSTER* - Du progrès de l'émigration dans les Basses-Pyrénées (Congrès scientif. de France - 39e session - Pau, t. II, 1873, p. 619-629).
- 508 - *GADRAT* (Fr.) - Le mouvement de la population en Ariège de l'an X à 1936 (Rev. géogr. des Pyr. et du SW, 1938, p. 5-45).
- *GENEVRAY* (P.) - Ouvriers allemands et concurrence allemande dans les Pyrénées ariégeoises, il y a cent ans. (Annales du Midi, 1920, t. XXXI-XXXII, p. 401-426).

- 509 - *GORON* (L.) - Les migrations saisonnières dans les départements pyrénéens au début du XIXe siècle (Rev. Géogr. des Pyr. et du SW - 1933 - p. 230-272).
 - *GOROSTARZN* (M. de) - Les Bohémiens en Labourd (1776). (Gureherria, 1925, p. 70-77).
- 510 - *LAFOND* (Georges) - La France en Amérique latine (Paris, Plon, 1922).
- 511 - *LEFEBVRE* (Théodore) - Les modes de vie dans les Pyrénées atlantiques orientales. (Thèse Doctorat ès-Lettres, Paris, 1933, 778 p., XXXIV planches de cartes - A. Colin) - C.R. par Arbos - R.G.A. XXII, p. 555-560.
- 512 - *LEFEBVRE* (Théodore) - La transhumance dans les Basses-Pyrénées (Annales de Géographie, 1928; p. 35-60).
- 513 - *LHANDE* (P.) - L'émigration basque, histoire, économie, psychologie (Paris, 1910, in 12°, 350 p.).
- 514 - *LHANDE* (Pierre - prêtre) - La France rayonnante - Argentine - Chili - Uruguay (Paris, 1931, 142 p.).
 - *MARTIN de MOUSSY* - Description de la Confédération argentine (3 vol., Paris, 1860-64).
- 515 - *MAUREILLE* - La vallée de Massat (Rev. Géogr. des Pyr. et du SW, 1932, p. 415-465).
 - *MICHEL* (Francisque) - Le pays basque, sa population, sa langue, ses mœurs, sa littérature et sa musique. (1857, Paris, Didot).
- 516 - *MORERE* (Ph.) - Notes sur l'Ariège avant le régime démocratique.
 I - Le paysan, 1912, p. 87-97.
 II - L'ouvrier mineur de Raucil 1915, p. 353-374.
 III - Les forgerons, 1915, p. 201-223
 (in Bull. Soc. Ariég. des Lettres, Sc. et Arts et Soc. des Etudes du Conserans).
- 517 - *PLANTE* (Adrien) - De l'émigration des pays basques (21e session. Ass. Fse pour l'Avancement des Sciences, 1892 (1) Paris, p. 359-360).
- 518 - *RECLUS* (Elisée) - Les Basques - Un peuple qui s'en va. (Rev. des 2 Mondes, 15 mars 1867, p. 313-340).
 - *SAINT-MACARY* (Jacques) - La désertion de la terre en Béarn et dans le pays basque (Thèse).
 - *TAILLEFER* (F.) - Le Vicdessos (Rev. Géogr. Pyrén. et SW, 1939, p. 161-268).
- 519 - *SERVIEZ* (Général, Préfet) - Statistiques du département des Basses Pyrénées (Paris, an X, 140 p.).

CORSE

- *ALBITRECCIA* (Antoine) - La situation économique de la Corse (Bull. Assoc. des Géogr. franç. 1933).
- 520 - *ALBRITRECCIA* (Antoine) - La Corse, son évolution au XIXe s. et au début du XXe s. (Paris, PUF, 1942, 296 p.).
- *ANFOSSI* (G.) - Recherches sur la distribution de la population en Corse (Recueil Travaux Inst. Géogr. Alp. VI, 1918, p. 71-135).
- *BATTESTI* (J.) - Un village corse de l'intérieur : Azzana (L'information géogr. déc. 1937, p. 80-81).
- 521 - *BELLIN* - Description géographique et historique de l'Isle de Corse (Paris, 1769, 232 p.).
- 522 - *BLANCHARD* (Raoul) - La Corse (Grenoble, Rey, 1926, in 4^o, 150 p., 190 photos, Coll. « Les Beaux Pays »).
- *BLANCHARD* (Raoul) - Le tourisme en Corse (Rev. mens. Touring-Club Fr., 1914, t. XXIV, janv. p. 2-7, photos).
- *BLANCHARD* (Raoul) - Les genres de vie en Corse et leur évolution (Rev. géogr. Alp. 1914, t. II, p. 187-238).
- *BLANCHARD* (Raoul) - La population en Corse d'après G. Anfossi (Annales de Géogr. 1918, p. 376-378).
- *COPPOLANI* (Jean) - Corgèse : Essai sur la géographie humaine d'un village corse (Rev. géogr. Alp. 1949, p. 71-108).
- 523 - *KOLODNY* (Y) - La géographie urbaine de la Corse (Paris, 1962).
- 524 - Abbé de *LEMPES* - Panorama de la Corse (Paris, 1844, 177 p.).
- 525 - *LEPELLETIER* (F.) - Les Italiens en Corse (Réf. sociale, 1er déc. 1903, p. 849-850).
- 526 - Dr *LETELLIER* (F.) - Mémoire statistique sur la Corse (Paris, 1840, 16 p.).
- 527 - *MICHELESI* (Sylla) - Le manque de bras en Corse - Ouvrage dédié à M. Gavini, Préfet des Alpes Maritimes (Ajaccio, 1861, 20 p.).
- *NEYER* (A.) - L'émigration alsacienne en Corse au XIXe s. (Rev. d'Alsace, 1949, fasc. 3-4, sept. déc. 1949, p. 236-239). (Paru en 1951).
- *PONTEIL* (Félix) - Une tentative de colonisation (alsacienne) en Corse sous la Monarchie de juillet (Grenoble, 1926, 15 p.) (aussi : Rev. de la Corse, n^o 36 à 38, janv. avr. 1926).
- 528 - *QUANTIN* (Albert) - La Corse, la nature, les hommes, le présent, l'avenir (Paris, 1914, 436 p.).
- 529 - *RONDEAU* (P.) - La Corse (Paris, A.Colin : coll. 1964).

- 530 - *TURQUAN* (V.) - Emigration des Corses en France et immigration des Français en Corse (Ass. franç. pour l'Avancement des Sc. 30e session - Ajaccio, 1901, 2ème partie, p. 1014).
- *TROJANI* - Una colonia italiana in Corsica (à Asco) - (Rev. Corse, 1922, t. III, p. 30-32, 63-64, 95-96).
- *VILLAT* (L.) - Histoire de Corse (Paris, 1916).
- *VANUTBERGHE* (H.) - La Corse, étude de géographie humaine (Annales de géographie, 1904, p. 334-347).

ALPES

- *AGATI* (E.) - L'émigration des Vaudois de Freissinières en Algérie (1881 - 1891 - 1920) - (Public. des Annales de la Faculté des Lettres - Aix en Provence - Série : Travaux et Mémoires, n° 111).
- 531 - *ALBERT* (Curé Ant.) - Histoire géographique, naturelle, ecclésiastique et civile du diocèse d'Embrum (1783, in 8°, 2 vol., 562 p. et 501 p.).
- 532 - *ALBERT* (Aristide) - Le pays briançonnais. Les Queyrassins négociants (Bull. Soc. d'Etudes des Htes Alpes, VIII, 1889, p. 313-331).
 - *ALBRIER* (Albert) - Les naturalisés de Savoie en Bourgogne - 1508 - 1769 (Chambéry, sd. in 8°) (Mém. Soc. Sav. d'Hist. et d'Archéol. t. XIII - 1872, p. 198-254).
- 533 - *ALBRIER* (Albert) - Les naturalisés de Savoie en France, de 1814 à 1848 (Mémoires et Documents - Soc. savoisienne d'Hist. et d'Archéol. Chambéry, 1878, p. 247-478, XVII, p. 245-468).
- 534 - *ALLIX* (André) - L'Oisans, un pays de haute-montagne - Etude géographique (Thèse Doct. ès-Lettres, 1929, Paris, A. Colin).
- 535 - *ALLIX* (André) - Vizille et le bassin infer. de la Romanche. Essai de monographie régionale (RGA, 1917, p. 129-325).
 - *ALLIX* (André) - L'émigration du département de l'Isère après la guerre de 1870 (Bull. Soc. Stat. de l'Isère) XLV, 1924, p. 432).
- 536 - *ALLIX* (André) - L'Oisans au Moyen-Age (Thèse compl. Doc. ès-Lettres, Paris, 1929, 255 p.).
- 537 - *ALLIX* (André) - Anciennes émigrations dauphinoises (Rev. géogr. alp., 1932, p. 119-126).
- 538 - *ALLIX* (André) - *ROBERT-MULLER* (C.) - Un type d'émigration alpine, Les Colporteurs de l'Oisans (Rev. Géogr. Alpine, XI, 1923, p. 585-634).
 - *AMMANN* (Hector) - Zür Gerchichte der West-Schweiz in savoyischer zeit (Separatdruck aus zeitschrift für Schweizerische Geschichte t. XXI, 1941, fasc. 1, 57 p.).
- 539 - *ANGELIER* (Clovis Henri) - Le Bassin houiller de la Mure (RGA, 1940, p. 248-346).
- 540 - *ARBOS* (Philippe) - La vie pastorale dans les Alpes françaises (Thèse Doct. ès-Lettres, Paris, 1922).
 - *ARMINJON* (P.) *FONCLARE* (G. de) - L'immigration italienne dans la Région des Alpes françaises (Rev. écon. internat. mai 1929, in 8° - Recueil Sirey) (Alpes écon. 1929, p. 477-493).

- 541 - *ARNAUD* (François) Notaire - Les Barcelonnettes au Mexique (Extrait des « Documents et notions hist. sur la vallée de Barcelonnette » - in 8° - 73 p. - Digne - 1891).
- aussi même Titre (Bull. Soc. Scient. et Littér. des Basses-Alpes, V, 1891-1892, p. 107-135, 137-165).
- 542 - *ARNAUD* (François) - Les Alpes françaises - La vallée de Barcelonnette (Grenoble, Gratier, 1900, in 8°, 122 p. 79 fig.)
- Vie rurale dans Valromey.
- 543 - *ARBOS* (Philippe) - La vie pastorale dans les Alpes françaises, Etudes de géogr. humaine (Paris, 1922, 718 p.).
- *BENEVENT* (E.) - Géogr. humaine de la Provence (in : Visages de la Provence, Horizons de France, Paris, 1950, 210 p.).
- *BERMOND* (J.) - Une ancienne famille de Lagrand : les Hugues (Bull. Soc. d'Etudes des Htes Alpes, t. LI, 1932, p. 389-409).
- *BIGALLET* (Aimée) - La vie d'hiver dans le Haut-Verdon (R G A, X, 1922, p. 625-634).
- 544 - *BLACHE* (Jules) : Les Massifs de la Grande Chartreuse et du Vercors. (t. II - Géographie humaine, Grenoble, 1931, 514 p.).
- *BLANCHARD* (Marcel) - Les routes des Alpes occidentales à l'époque napoléonienne (1796-1815) (Paris, 1920, 415 p.). Bibliogr. 120 p.
- 545 - *BLANCHARD* (Raoul) - Les Alpes occidentales (Tours puis Grenoble, 1938-1956, 7 tomes en 12 vol.).
- 546 - *BLANCHARD* (Raoul) - Migrations alpines (Annales de Géogr. 1922, p. 308-312).
- 547 - *BLANCHARD* (Raoul) - Aiguilles, p. 127-165.
- 548 - *BLANCHARD* (Raoul) - L'usine de Schappe (« Les Alpes écon. » mai 1920).
- 549 - *BLANCHARD* (Raoul) - Les migrations saisonnières dans les Préalpes du Sud (Bull. Soc. Scientif. Dauphine, 1946, t. LXI, p. 666-668).
- *BLANCHARD* (Raoul) - Les colporteurs de l'Oisans d'après C. Robert Müller et A. Allix (R. Géogr. alp., 1925, t. XIII, p. 776-777).
- 550 - *BLANCHARD* (Raoul) - Les Alpes françaises (Coll. A. Colin, Paris, 1925).
- 551 - *BLANCHARD* (Raoul) - Les Alpes et leur destin (Paris, Fayard, 1958, 285 p.).
- *De la BLOTTIERE* - Mémoire sur la frontière des Alpes (Bull. Soc. E.H.A., t. I, p. 39-42). (RGA - Htes Alpes - 1948, p. 367).

- 552 - **BONNAIRE** (Citoyen - Préfet des H.A.) - Mémoire s/ la statistique du département des Hautes-Alpes (Gap. an IX).
- 553 - **BORLET** (C.) - Le type savoyard : Le pays de Tarentaise (Science sociale, 1907, n° 34, p. 8-33).
- 554 - **BORREL** (Antoine) - Le dépeuplement de la Savoie, ses causes, ses effets, ses remèdes (Rec. Trav. Inst. de géogr. alpine, t. VII, 1919, fasc. III, p. 563-588).
- 555 - **BOUVARD** (Andrée) - Le Bassin de Buis-les-Baronnes (Rev. géogr. alp., 1946, p. 103-169, et p. 333-446).
- 556 - **BOZON** (P.) - L'émigration dans la vallée des Villards (Maurienne) (Rev. de Géogr. alp. XXXI, 1943, p. 119-136, 1 fig.).
 - **BRAVARD** (M.) - L'émigration récente en France de quelques hautes communes du Briançonnais (Rev. géogr. alp., 1947, p. 747-758).
 - **BRAVARD** (Yves) - L'arrêt du dépeuplement des Alpes du Sud (Rev. géogr. alp., 1956, p. 355-369).
 - **BRAVARD** (Yves) - Sondages à propos de l'émigration dans les Alpes du Nord (Rev. géogr. alp., 1957, p. 91-112).
 - **BRAVARD** (Yves) - Le dépeuplement des hautes vallées des Alpes maritimes, ses caractères et ses conséquences démographiques, économiques et sociales (Thèse du 3ème cycle - Grenoble, 1960) - (Grenoble, Impr. Allier, 1961, 155 p.) (Rev. géogr. alp., p. 5-129, 1961).
- 557 - **BRUCHET** (M.) - Notes sur l'émigration des Savoyards (Revue savoisiennne - Annecy, t. XXXV, 1894, p. 241-258).
- 558 - **BRUCHET** (M.) - L'émigration des Savoyards originaires du Faucigny au XVIIIe s. (Bull. hist. et philolog. du Comité des travaux hist. et scient., XI, 1896, p. 815-831), p. 644, 832.
- 559 - **BRUN** (Clément) - Trois plumes au chapeau ou l'Instituteur d'autrefois (Grenoble, Arthaud, 1950, in 16°, 117 p.).
 - **BUET** (Ch.) - Les Savoyards au cœur de l'Afrique : Alex Vaudey, Ambroise et Jules Poncet (Paris, 1887, in 12°).
- 560 - **BUFFAULT** (Pierre) - Le Briançonnais forestier et pastoral - Essai de Monographie (Paris, 1913, 232 p.)
- 561 - **BUGNOT** (C.F.) - Les petits Savoyards ou Exploitation de l'Enfant par l'Homme (Chalon-sur-Saône, 1863, 54 p.).
- 562 - **BUGNOT** (C.F.) - Les petits Savoyards ramoneurs : dangers physiques et moraux auxquels ils sont exposés ; mesures prises pour les protéger efficacement, deux grands abus à réprimer (Annecy, 1864, 47 p.).
 - **BUISSOUD** (A.) - Les Savoyards à Paris (Paris, 1910, in 8°) cf. Thèse Cholley.

- 563 - *CHABRAND* (Emile) - De Barcelonnette au Mexique, Inde, Birmanie, Chine, Japon, Etats-Unis... (Paris, 1892, in 18^o, 472 p.)
- 563 bis - *CHABRAND* (Emile) - Les Barcelonnettes au Mexique (Paris, 1897, in 8^o, 32 p.).
- 564 - *CHAIX* (B.) - Préoccupations statistiques, géogr. pittoresques et synoptiques du département des Hautes-Alpes. (Grenoble, 1845).
- 565 - *Savoie* - *CHOLLEY* (André) - Les préalpes de Savoie et leur avant-pays (Genevois et Bauges) (Thèse Doct. ès-Lettres, Paris, 1925, in 8^o, 111, 756 p.).
- 566 - *CORTES* (L.) - Les aventures de deux marchands de fleurs en Amérique (1849-59). (Bull. Soc. dauphin. d'Ethnol. XXVI, 1929, p. 17-22).
- 567 - *CRUBELLIER* (Maurice) - Le Briançonnais à la fin de l'Ancien Régime (notes de géogr. historique) (R.G.A., 1948, p. 259-299, p. 335-371).
- 568 - *DECHAVASSINE* (Chanoine Marcel) - Rôle des agences d'émigration dans l'exode savoyard, au XIX^e s. (85^e Congrès Soc. savantes, Chambéry-Annecy, 1961 (1960), p. 475-90, Paris).
- 569 - *DECHAVASSINE* (Chanoine Marcel) - L'émigration des Faucignerands en Franche-Comté, (M. Doc. Acad. Faucigny 1960-61, t. XII, p. 45-61).
- 570 - *DECHAVASSINE* (Chanoine Marcel) - L'émigration des Faucignerands en Bavière et en Autriche (Mém. Doc. Acad. Faucigny 1962-1963, t. XIII, p. 31-67).
- 571 - *DECHAVASSINE* (Chanoine Marcel) - L'émigration savoyarde au Canada (Rev. Savoisienne, 1959, 1-2, p. 27-82).
- 572 - *DEPOISIER* - Etudes statistiques sur les émigrations de la Savoie depuis 1783 jusqu'en 1847 (L'Investigateur, Paris 1858, p. 33-49, 69-80).
- 573 - *DEVUN* (M.) - Les dénombrements de la monarchie sarde, modèles de précocité et de perfection démographiques (Assoc. française pour l'Avenir des sciences, Congrès de Cannes, sept. 1952, Nice, 1952 - Ronéoté).
- 574 - *DUBOIS* (G.) - Un manuscrit de l'Intendant dauphinois Fontanieu (1730) (Bull. soc. Scientif. du Dauphiné 1933).
- 575 - *EBRARD* (P.) - Les Mexicains de l'Ubaye (1821-1948) (thèse doct. droit, dactyl. Fac. d'Aix, 1949).
- 576 - *EMPRIN* - Emigrants de Tarentaise aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles

(Rev. savoisienne, Annecy, t. LX, 1919, p. 114-115).

- 577 - *ESCALIER* (E.) - La foire aux maîtres d'Ecoles briançonnais au temps jadis (Bull. soc. d'Et. des Hautes Alpes, 1953, p. 11-17).
 - La Foire aux maîtres d'école briançonnais sous l'Ancien Régime (Actes du 77ème Congrès des soc. savantes, Grenoble, 1952, p. 11).
- 578 - *ESMONIN* - La révision des feux du Dauphiné en 1697-1706. (Ann. Univ. Grenoble, Lettres, Droit, I, 1924, p. 177-202).
- 579 - *EXERTIER* (Odette) - La population rurale du Val du Bourget au cours des 200 dernières années (Rev. géogr. Alp., 1944, p. 493-498, 1 fig.).
- 580 - *FAVRE* (C.) Abbé - Les ramoneurs de Maurienne (Travaux de la soc. d'Hist. et d'Archéol. de Maurienne, 1954, p. 65-77).
 - *FAUCHER* (Léon) - La colonie des Savoyards à Paris (Rev. des Deux Mondes, 1834, p. 313-328).
 - *FAURE* aîné - Statistique rurale et industrielle de l'arrondissement de Briançon (Gap, 1823).
- 581 - *GENIN* (Auguste)
 - Les Français au Mexique du XVIème s. à nos jours (Paris, 1933, XXIII, in 4°, 545 p.).
 Notes sur le Mexique :
 - Les Français au Mexique (Mexico, 1908-10, in fol. XVIII, 308 p.).
 (1) Cf. Blanchard T V 2 - sur Barcelonnettes.
- 582 - *GENOUX* (Claude) - Mémoires d'un enfant de la Savoie (Paris, Le Chevalier, 1870, 431 p.).
- 583 - *GERMOUTY* - La Maurienne (Préface et vue d'ensemble par...) Notices historiques et géographiques par les instituteurs de la circonscription de Saint-Jean de Maurienne (2 vol. Saint-Jean de M., 1904, 602 p., 259 p.).
- 584 - *GIRARDIN* (Paul) - L'économie alpestre dans le Queyras (Communication au XVIème Congrès des soc. suisses de géogr. St-Gall, Juillet 1910, tiré à part 6 p.).
 - *GROS* (A.) - Une émigration en Espagne (Travaux soc. d'hist. de Maurienne, 2ème série, V, 1ère partie 1911, p. 128-134).
- 585 - *GUICHONNET* (Paul) - L'émigration alpine vers les pays de langue allemande (Rev. géogr. alp., 1948, p. 533-576).
- 586 - *GUICHONNET* (Paul) - Quelques aspects de l'émigration des Savoyards et des Valdotains dans les pays alémaniques (Augusta Praetoria, Aoste, janv. - mars, 1951, p. 11-18).

- 587 - *GUICHONNET* (A. Paul) - L'émigration saisonnière en Faucigny pendant la première moitié du XIXème siècle (Rev. géogr. alp., 1945, p. 465-534).
- 588 - *GUICHONNET* (Paul) - Le Faucigny en 1848 - (Académie du Faucigny Bonneville - Genève 1949, 118 p.).
- 589 - *GUICHONNET* (Paul) - Un document sur l'émigration des Faucignerands au 19ème siècle (Mémoires et Documents Académie du Faucigny, Bonneville, V, 1943, p. 41-43).
- 590 - *GUICHONNET* (Paul) - L'affaire des « Voraces » en avril 1848 (Inst. par la storia del Rissorgimento italiano (Miscellanea del centenario Torino, 1949, 52 p.).
- 590 bis - *GUICHONNET* (Paul) - La géographie et le tempérament politique dans les montagnes de la Hte Savoie (R.G.A., 1943, p. 39-85).
- 591 - *GUICHONNET* (Paul) - Deux types d'émigration préalpines : Les marchands de graines de la côte d'Arboz et les chauffeurs de chauffage central de Mieussy (Bull. sect. géogr. du Comité des tx hist. et scient. 1952, p. 73-96).
- 592 - *GUICHONNET* (Paul) - La population de la Haute-Savoie en 1952 et l'évolution démographique depuis 1848. (R.G.A. 1953, 11 fig. p. 223-250).
- 593 - *GUICHONNET* (Paul) - Histoire de la Savoie (Annecy, s.d. postérieure à 1950, 100 p.).
- 594 - *GUICHONNET* (Paul) - *PENZ* (Adrien) - L'émigration dans la vallée de Montjoie (Rév. de Savoie IV, 1944, p. 75-90 1 pl.).
- 595 - *GUILLAUME* (Paul, Abbé) - Recueil des réponses faites par les communautés de l'élection de Gap au questionnaire envoyé par la commission intermédiaire des Etats du Dauphiné (coll. de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française). (Paris, Impr. Nat. 1908, in 8°, XVII plus 609 p.).
- 596 - *GUILLAUME* (Paul, Abbé) - Le Champsaur et le Valgandmar en 1789, d'après le recueil des réponses au questionnaire envoyé par la Commission intermédiaire des Etats du Dauphiné (Bull. soc. d'Etudes Hautes Alpes, 1896 et 1912).
 - *GUILLAUME* (Paul, Abbé) - Election de Grenoble (partie comprise dans le département des Hautes Alpes) Le Champsaur et le Valgandmar en 1789 (Gap, 1912, in 8°, 135 p.) (Extrait Bull. soc. d'Etudes H.A. 1912).
 - *GUILLAUME* (Paul, Abbé) - Contrat d'apprentissage entre les frères

- Chauvet et un étameur pour lui apprendre le métier de colporteur 1488 (Bull. soc. d'Etudes Hautes Alpes 1883, II, p. 241).
- 597 - *GUILLAUME* (Paul, Abbé) - Situation écon. du département des Hautes Alpes en 1801 (Gap, in 8°, 85 p.) (Extrait Bull. soc. d'Etudes Hautes Alpes 1913).
- 598 - *GUILLAUME* (Paul, Abbé) - Mouvement de la pop. du département des Hautes Alpes au XIXème siècle (Gap. 1908, in 8°, paginé 203-217 tableau) Extrait Bull. soc. d'Etudes Hautes Alpes 1908.
- 599 - *Le Savoyard émigré (Le Savoyard de Paris) 27 Juillet 1918.*
- *HELLY* - Désertion des campagnes dans l'Isère (Réforme sociale, 1909, II, p. 466).
- 600 - *HERAN* - (F.C.N. d') et *DARBIER* - Du Duché de Savoie ou Etat de ce pays en 1833 (Paris, 1833, 355 p.).
- 601 - *HUGONNIER* (Simone) - Tempérament polit. et géogr. électorale dans les deux grandes vallées intra-alpines du Nord : Maurienne et Tarentaise (R.G.A. - 1954 p. 45-80).
- *JOUANNY* (Joseph) - Le tissage de la soie dans le Bas Dauphiné (Thèse Lettres, Grenoble, 1931, 146 p.).
- 602 - *JOUANNY* - Les origines de la population dans l'agglomération grenobloise (Grenoble, Didier et Richard, 1931, 47 p.).
- 603 - *KLUBER* (Karl Werner) - Die Frengel, eine süddentsche Bauernfamilie aus Savoyen (Archiv für Sippenforschung, 1937, p. 207).
- 604 - *LADOUCETTE* (Jean-Charles, François, baron de) (préfet des Hautes Alpes en 1802)
Topographie, histoire, antiquités, usages, dialectes des Hautes Alpes (1ère édition 1820, CLX-208 p. - Paris).
(2ème édition : 1834 XVI - 664 p.) (3ème édition : 1848, XV - 806 p.) id. B plus Atlas.
- 605 - *LAFFOND* (Colette) - Les gradins de Forcalquier (Rev. géogr. alp. 1944, p. 519-554 - 1945, p. 239-282).
- 606 - *LEFRANÇOIS* (M.) - Les étrangers dans la partie montagneuse de l'Isère. (Rev. de géogr. alp., 1923, p. 465-482 1 carte).
- 607 - *LESBROS* - L'argot des moissonneurs de Montmorin (Hautes Alpes) (Bull. soc. d'Etudes des Hautes Alpes, t. II - 1883, p. 233-235).
- 608 - *LETONNELIER* (G.) - L'émigration des Savoyards (Rev. Géogr. Alp., VIII, 1920, p. 541-584) (Bull. soc. stat. des sc. nat. et des arts indust. de

l'Isère, 1920, 48 p., t. XXXIV, XLI).

609 - **LETONNELIER** (G.) - Les étrangers dans le département de l'Isère (Rev. géogr. Alp. 1928, p. 697-743).

610 - **LEVANVILLE** (J.) - La vallée de Barcelonnette. Notes de géogr. humaine (Annales de géogr. 1907, p. 223-244).

611 - **LIZAMBERT** (A.) - Notes sommaires sur les anciens marchands de plantes de l'Oisans (Bull. soc. Dauph. ethnol. et d'anthrop. - Grenoble 1921, t. XXII, p. 96-97).

612 - **MAGNIN** (J.) - Etude sur les causes d'émigration dans la Haute Savoie (Le cyclamen, 6ème année, n° 59 sept-oct. 1897, p. 1136-1141 et 1174-1180).

613 - **MARGOT-DUCLOT** (Abbé) - L'émigration des Hauts Alps en France et à l'étranger (La Réforme sociale, 5ème série, t. X, 1905, p. 763-735).

614 - **MARTEAUX** (Ch.) - L'émigration savoyarde à la fin du XVIIème siècle (Rev. Savoisiennne, 71ème année, 1930, p. 9-10).

615 - **MARTEL** (Pierre) - Etude sociologique sur Simiane (Préalpes Basse Dur.) (Bull. soc. scientif. et littér. des Basses Alpes, juin 1956, p. 78-98).

616 - **MARTIN** (Karl) - Die Einwanderung aus Savoyen nach Südbaden - Ein Beitrag zur Erforschung der blutmas zigen Zusammenetzung unserer Bevölkerung. (Schau ins Land. t. LXV/LXVI, 1938-1939 - Fribourg en Brisgau p. 1-118, 1 carte) (Table alphabétique des familles d'émigrants savoyards).

617 - **MARTIN** (Karl) - Die savoyische Einwanderung in das alemannische süddeutschland. (Sonderabdruck aus Deutsches Archiv für Laudes und Volksforschung, t. VI, fasc. 4, 1942, p. 647-658).

- **MARTIN** Karl - Die Einwanderung aus Savoyen in das Allgäu und in entferntere alemannische und bayerische Orte (Manuscrit 1945)

(à paraître ou paru) : Revue « Historischer Weren Allgäu à Kempten.

Table alphabétique des familles d'émigrants alpins.

Voir aussi s/ Martin : Dechavassine - 1960 -

618 - **MARULLAZ** (Abbé François) - Hommes et choses de Morzine, simples glanes (Thonon, 1912, 236 p.).

619 - **MASSEPORT** (Jean) - Le comportement politique du Diois (Grenoble 1959, 175 p. nombreux croquis et cartes).

620 - **MEJEAN** (P.) - Phénomène démogr. dans le Diois (Rev. géogr. alp. XXVI, p. 195-206, 1 fig.).

- 621 - *MERLIN* (Pierre) - La dépopulation des plateaux de la moyenne Durance (Valensole, Forcalquier, Saint Christol) La part respective du mouvement naturel et de l'émigration (Annales de géogr. juillet 1965, p. 430-446). Résumé de l'étude (même titre) 3 vol. (I.G.N., Paris 1962).
- 622 - *Alpes - MQ - MIEGE* (Jean) - La vie rurale du sillon alpin. (Paris, 1961, 678 p.).
- 623 - *MIQUET* (Fr.) - Un émigrant chablaisien : Jean-Claude Hudry (1774-1832) (Rev. savoisienne, Annecy, 1887, p. 316-319).
- 624 - *MIQUET* (Fr.) - Recherches sur quelques fonctionnaires savoyards fixés en France avant 1860 et leurs familles (Rev. savoisienne, 1905, p. 54-57).
- 625 - *MIQUET* (Fr.) - Recherches sur quelques Savoyards fixés en France avant 1860 (Annecy, Abry, 1907, in 8°, 39 p.).
- 626 - *MIQUET* (Fr.) - Recherches sur les familles des émigrés savoyards fixés en France avant 1860 (Annecy, Abry, 1910, in 8°, 104 p. - Revue savoisienne 1909 - 1910).
- 627 - *MIQUET* (Fr.) - Note sur l'émigration des Savoyards en Franche-Comté au XVIIème siècle (Rev. savoisienne Annecy, t. LVI, 1915, p. 89-96).
- 628 - *MIQUET* (Fr.) - Les brevets d'invention pris par les Savoyards en France entre 1815 et 1830. (Rev. savoisienne, 1915, p. 54-57).
- 629 - *MIQUET* (Fr.) - L'émigration des Savoyards originaires du Faucigny au XIXème siècle (Rev. savoisienne, 1916, p. 248-251).
- 630 - *MIQUET* (Fr.) - Nouvelles recherches sur les familles des émigrants savoyards fixés en France avant 1860. (Rev. savoisienne, t. LXI - 1920, p. 114-130, 179-182 ; t. LXII, 1921 p. 30-36).
- 631 - *MIQUET* (Fr.) - Recherches sur quelques familles d'émigrants savoyards fixés à l'étranger (Rev. savoisienne t. LXII, 1921, p. 100-106).
- 632 - *MOISSON* (P.) - Mouvement de la population du département des Hautes Alpes au XIXème siècle (La géographie XX, 1909, p. 111-116).
- 633 - *MOURALIS* (D.) - L'émigration alpine en France (Rev. géogr. alp. 1923, p. 227-240).
- *NOACK* (Friedrich) - Die frauzösische Einwanderung in Freibùrg in Breisgau (1677-1698) (Vierteljahrschrift für sozial und Wirtschaftsgeschichte, t. XXIII, Heft, 3, p. 324, 341).
- 634 - *ONDE* (H.) - L'occupation humaine dans les grands massifs savoyards internes (Grenoble, 1942, 359 p.).

- 635 - *ONDE* (H.) - L'exode montagnard en Maurienne et en Tarentaise (Rev. géogr. Alp. XXX, 1942, p. 487-567, 7 fig. 1 pl.).
- 636 - *ONDE* (H.) - L'émigration en Maurienne et en Tarentaise (Bull. soc. scientif. du Dauphiné, t. LX, 1942, p. 1-57, 2 fig.).
- 637 - *ONDE* (H.) - Le petit ramoneur (Rev. de Savoie, 1942, no 3, p. 188-191).
- 638 - *PASCALEIN* (E.) - Histoire de la Tarentaise depuis 1792 (Moutiers, 1887, 73 p.).
- 639 - *PELLOUX* (L.) - Un chapitre d'histoire de Saint-Etienne les Orgues herboristes et droguistes (Rev. de Marseille et de la Provence, Marseille, avril 1888, p. 164-170). - p. 495.
- 640 - *PELLOUX* (L.) - Etude sur la population de l'arrondissement de Forcalquier (Forcalquier, 1891). - p. 495.
- 641 - *PERRIAUX* - L'agonie et la mort des Alpes niçoises (Bull. Assoc. Georges FS n° 75, janv. 1934, p. 6-7).
- 642 - *PERRIN* (A.) - Histoire de la vallée et du Prieuré de Chamonix (Chambéry, 1887, 355 p.).
- 643 - *PETIOT* (Henry) - Briançon, esquisse de géogr. urbaine (R.G.A., 1921 p. 341-456).
- 644 - *PLANTAZ* (Abbé E.) - Monographie d'Arâches (Mémoires et Documents publiés par l'Académie Salésienne, t. VII, p. 205, 270).
- 645 - *PILOT de THOREY* (Jean, Joseph, Antoine) - Usages, fêtes et coutumes existant ou ayant existé en Dauphiné (Grenoble, 1885, 2 vol. in 16°, Biblioth. hist. du Dauphiné).
- 646 - *PONCIER* (J.) - Le type savoyard : Le pays des Bauges (science sociale, 1907, n° 34, p. 34-65).
- *PREAU* P. - (R.G.A., 1963, p. 251-286, 7 fig.).
- 647 - *RAMBAUD* (Placide) - Economie et sociologie de la montagne - Albez-Le-Vieux en Maurienne (EPHE, C.E.E. n° 50, Paris Colin, 1962, 292 p.).
- 648 - *RAMBAUD* (Placide) et *VINCIENNE* (Monique) - La transformation d'une société rurale - La Maurienne (1561-1962) (EHEP - C.E.E. n° 59, Paris, A.Colin, 280 p., 1964).
- 649 - *REPARAZ* (A. de) - Quelques données sur l'immigration bas-alpine en

- Algérie dans les débuts de la colonisation (Provence historique, 1961, p. 354-363).
 - *REYNIER* (Elie) - Un canton qui décline. Le Lauzet (Basses Alpes). (R.G.A. - XXV, p. 225-233, 1 fig.).
- 650 - *REYNIER* (Elie) - L'origine « topographique » des élèves-maîtres de l'Ecole Normale de Privas (1883-1937). (Rev. géo. Alp., 1945, p. 109-117)
 s/Reynier : Une belle figure vivaroise - Elie Reynier (1875-1953) - (Aubenas 1967, 76 p.).
- 651 - *REYNIER* (E.) *ABRIAL* (L.) - Les écoles normales primaires de l'Ardèche (Privas, 1945, instituteurs originaires des Hautes Alpes).
- 652 - *ROBERT-MULLER* (C.) - Questionnaire d'enquête sur l'émigration dans les Alpes françaises (Rev. géogr. Alp. XI, 1923, p. 577-584).
 - *ROBERT MULLER* (C.) et *ALLIX* (André) - Un type d'émigration alpine, Les colporteurs de l'Oisans, (Rev. Géogr. Alp. XI, 1923, p. 585-634). Enquêtes 1911 et 1921.
- 653 - *ROBERT MULLER* (C.) et *PEGUY* (Ch. P.) - Etude humaine des Alpes briançonnaises (Rev. Géogr. Alp., 1944).
- 654 - *ROSTOLLAND* - Névache et la vallée de la Haute Clarée (Gap, 1930, 320 p.).
- 654 bis - *ROUSSEAU* (Raymond) - La population de la Savoie jusqu'en 1861 (Paris, 1960, 264 p.).
 - *ROUX* (E.) - L'émigration récente en France des communes du Haut-Embrunais (Rev. géogr. Alp., 1950, p. 679-688).
- 655 - *SAUSSAY* (Préfet) - Statistique du département du Mont-Blanc (au IX - 125 p.).
 - *SCLAFERT* (Thérèse) - Le Haut Dauphiné au Moyen Age (Thèse, Paris 1925).
- 656 - *SEVRY* (André) - Farouches et indépendants tels au cours de l'histoire apparaissent les Tignards (« Le Monde » - 13 mars 1952).
 - *SOUCHON* (L.) - Dépeuplement et économie d'une région de la Haute-Provence : le pays d'Asse (Bull. soc. de géogr. et d'études coloniales de Marseille, t. LVIII, 1937, p. 33-63, 4 fig.).
- 657 - *TRILLON de la BIGOTTIERE* (Charles) - Mémoire touchant la condition actuelle des Petits Savoyards (Le cyclamen, fév. 1897, p. 908).
 - *TAVERNIER* (Hippolyte) - Histoire de Samoëns (Mém. et Doc. publiés par la Soc. savoisienne d'Hist. et d'Archéol., t. XXVI, 1892, p. 1-291).
 - *TAVERNIER* (Hippolyte) - La famille Puthon en Autriche (Rev. Savoie, 1893, p. 270-275).

- 658 - *TRUCHOT* (H.) - Les troupeaux transhumants du Sud-Est de la France. Leur vie. Leur histoire. (Voir Bull. soc. scient. et litt. des Basses Alpes, 1937, p. 161-193), p. 381.
- 659 - *VAN GENNEP* (Arnold) - Le Folklore des Hautes Alpes - Etude descriptive et comparée de Psychologie populaire, t. I, 432 p. (t. II : Paris, 1948, 321 p.).
- 660 - *VERMALE* (F.) - Les classes rurales en Savoie au XVIIIème siècle (Thèse Lettres, Lyon, Paris, 1911, 327 p.).
- 661 - *VERNEILH* (F. de) - Statistique générale de la France - Département du Mont-Blanc (Paris, Testu, 1807, 550 p.).
- 662 - *VEYRET* (Paul) - Les pays de la Moyenne Durance alpestre (Thèse Doct. ès-Lettres, Grenoble, 1945).
- 663 - *VEYRET* (Paul) - Sédentaires et transhumants (à propos) de la moyenne Durance alpestre (in : France médit. et Pays ibériques Mélanges géogr. offerts à M. Daniel Fauclier, Toulouse 1948, in 8°, p. 467-477).
- *VEYRET* (Paul) - Un type de commune alpestre : Crevoux (Hautes Alpes) (L'Inf. géogr. 1947, p. 152-153).
- 664 - *VEYRET-VERNER* (Germaine) et *VINCENT* (Paulette) - Etude démographique du Haut-Dauphiné septentrional au XIXème siècle (R.G.A., 1946, p. 333-354).
- 665 - *VEYRET-VERNER* (Germaine) - L'industrie des Alpes françaises (Grenoble, 1948, 371 p.).
- L'industrie de la soie dans les Alpes du Nord (R.G.A. XXX, 1942, p. 125-152).
- L'industrie textile dans le département des Hautes Alpes (id. XXVII, p. 625-646, 1939).
- 666 - *VERNEILH* (F. de) - Statistique générale de la France - Département du Mont-Blanc (Paris, 1807, 550 p.).
- 667 - *VIDALENC* (Jean) - La situation écon. et soc. des Basses Alpes en 1848 (Et. soc. 1848, XVI, p. 124-140, 1954).
- 668 - *VIGIER* (Philippe) - La seconde République dans la Région alpine - Etude politique et sociale :
I - Les notables (vers 1845 fin 1848) 333 p.
II - Les paysans (1849-1852) 527 p. (2 vol. Paris, PUF, 1963).
- 669 - *VILLENEUVE-BARGEMONT* (C. de) - Voyage dans la vallée de Barcelonnette, Départ. des Basses Alpes (Agen, 1815, in 8°, 164 p.). Cf.

Blanchard t. V.

- 570 - YACONO (Melle Danielle) - Les « Mexicains » à Barcelonnette, leur rôle dans la vie économique et sociale de la ville (Paris, Bibl. nat., 1966, in 8°, p. 69-161, fig. pl., plan. Extrait du : Comité des travaux histor. Bull. de la section de géographie t. LXXVIII, 1965).
- X. Nachrichten über die Savoyarden, ihre Auswanderin gen und Gebräuche (Freiburger Wochenblatt, 1817, n° 76 et 77).
 - X. Dictionnaire historique et bibliographique de la Suisse (Neufchâtel, 8 vol. in 4° 1921-1931). Guichonnet (R.G.A. 1948, p. 574).

JURA

- 671 - *BOSSI* - Statistiques générales du département de l'Ain (Paris, 1808).
- 672 - *BRIOT* (Charles) - Enquête sur la désertion des campagnes - Le département du Doubs (Réforme sociale, 1er déc. 1909, p. 671-680).
- 673 - *CHATELAIN* (Abel) - L'émigration temporaire des peigneurs de chanvre du Jura méridional avant les transformations des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles. (Etudes Rhod., Procès-verbaux du Centre d'Etudes géogr. n° 6, p. 166-178, 2 fig., 1940).
- 674 - *CHATELAIN* (Abel) - Problèmes ruraux en Bugey au milieu du XIX^{ème} siècle (Rev. géog. Lyon, 1952, p. 155-163).
- 675 - *CHATELAIN* (Abel) - Les migrants temporaires viticulteurs de Belmont (Bas Valromey - Ain) (Etudes Rhod. Rev. géogr. Lyon, 1951, p. 43-44).
- 676 - *CHATELAIN* (Abel) - Les densités de population dans le Jura méridional (Rev. géog. Lyon, 1942, p. 41-60), p. 1052-1053.
- 677 - *CORCELLE* (J.) - Etude sur la population du département de l'Ain (in 8°), 100 p. 1897.
- 678 - *CORCELLE* (J.) - Les émigrants du Bugey - Les peigneurs de chanvre et leur langue mystérieuse (Le Bugey, Belley, 1912, p. 405-412).
- *DAGENAIS* - Le Petit Bugey - (Rev. de géogr. Alpine, 1939, p. 746).
- 679 - *DAVEAU* (Suzanne) - Les régions frontalières de la montagne jurassienne - Etude de géogr. humaine (Trévoux, 1959, 571 p. Thèse doct. ès-Lettres Paris, 1956).
- 680 - *DAVEAU* (Suzanne) - Une communauté jurassienne au XVIII^{ème} siècle : Les Foncines - (Etudes Rhod. Rev. Géogr. Lyon, p. 117-130).
- 681 - *DEBRY* (Jean) - Préfet - Mémoire statistique du département du Doubs... (Paris, au XII, 116 p.).
- 682 - *DEFFONTAINES* (Pierre) - Les rouliers de Grandvaux (Annales de Géogr., 1934, p. 421-427).
- 683 - *DESROIS* (Abel) - Les étrangers dans le département de l'Ain, leur rôle dans l'activité écon. - Contribution à l'étude du problème de l'immigration (Thèse Lettres, Paris, in 8°, 1939, Bellegarde, 254 p.).
- *DORT* (B.) - La condition des Nord-Africains dans le pays de Montbéliard (Paris, Mémoire de stage E.N.A., 1951, 31 p. ronéo).
- 684 - *FEBVRE* (Lucien) - Histoire de la Franche-Comté (Paris, 1912, 260 p.).

- 685 - *GARAPON* (L.) - Monographie départementale du Doubs (Min. Agric. Enquête agricole de 1929, 403 p. 1937).
- 686 - *GERMAIN* (Léon) - Les « tuneurs » (mendiants - vagabonds) de Bretny (Mém. soc. Doubs, 1929, 9ème série, t. IX, p. 11-34).
 - *HUGON* (Henri) - Emigrants étrangers en Franche-Comté au XVIIème siècle (Bull. Acad. Besançon, 1927, p. 76-81).
- 687 - *LEBEAU* (René) - La vie rurale dans les montagnes du Jura méridional (Institut des Etudes Rhod., Lyon, 1955, 604 p.).
- 688 - *LEQUINIO* (J.M.) - Voyage dans le Jura pittoresque et physico-écon. (Paris, an IX, évol. in 8o).
 - *MAGNIN* (N.) - Les étrangers en Franche-Comté et dans le territoire de Belfort (Besançon, 1927).
- 689 - *MAILLET-GUY* (Abbé Luc) - Histoire du Grandvaux (Voiteur, 1933, 574 p., 54 fig.).
- 690 - *MICHAT* (Hippolyte) - Etudes sur le Bellod (parler des migrants peigneurs de chanvre) (Bull. soc. Gorini Bourg en Bresse, 1905, p. 65-80 et 289-308).
 - *PROST* (A.) - L'immigration en Franche-Comté (Paris, 1929, Thèse, Droit, Lyon, 190 p.).
- 691 - *PUVIS* (M.A.) - Notice statistique sur le département de l'Ain en 1828 (Bourg, 1828, 256 p.).
- 692 - *ROUSSET* - Dictionnaire géographique, historique et statistique des communes de la Franche-Comté (Besançon 1855, 1858, 6 vol., 595 p.) (département du Jura).
- 693 - *TISSOT* - Les Fourgs et accessoirement les environs, 3 vol. :
 I - Les événements
 II - Les lieux
 III - Les mœurs (Besançon 1870).

MASSIF CENTRAL

- *Mémoires de la société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse*
- nombreux petits articles et notes.

694 - *ACHARD* (A.) La pique (Rev. d'Auvergne, XXXIII, 1916, p. 145-165).

695 - *ACHARD* (A.) Emigrants auvergnats en Normandie (Rev. d'Auvergne, XXIV, 1907).

696 - *AFFRE* (H.) Dictionnaire des Institutions, mœurs et coutumes du Rouergue (In-8°, 1903, 468 p. Rodez).

697 - *AGREL* (H.) Mle. Le Causse de Sauveterre (Bull. soc. Langued. de géogr. 1919, p. 105).

- *ALBENQUE* - L'émigration aveyronnaise (Journal de l'Aveyron, 8 fév. 1931).

- *ALBERT-PETIT* (A.) Le problème de la population (Journal de l'Aveyron 27 avril 1924).

- *ALFARIC* (Prosper) (sous pseudonyme de Jean FORESTIER) L'émigration aveyronnaise à la fin du 18^{ème} siècle.

(Bull. de la solidarité aveyronnaise - Avril-Juin et déc. 1913).

- *ALVERNHE* (Marcel) L'émigration et la décentralisation aveyronnaises (L'Aveyron républicain 22 oct. 1912).

698 - *ARBOS* (Philippe) - L'Auvergne (Coll. A. Colin, Paris, 1940, 223 p.)

- *ARBOS* (Philippe) L'émigration temporaire en Auvergne.

699 - *ARBOS* (Philippe) L'émigration temporaire sous le Premier Empire (Almanach de Brioude, 1933, p. 9-18)

700 - *ARBOS* (Philippe) Un rapport du Préfet Ramond sur l'émigration saisonnière dans le département du Puy-de-Dôme - 1808 (Rev. d'Auvergne, 1934, p. 89-102).

701 - *ARBOS* (Philippe) Le Massif du Cézallier (Rev. géogr. alp. 1926, p. 573-599).

702 - *ARBOS* (Philippe) - L'Arteuse (Rev. géog. Alp. 1932, p. 277-300).

703 - *ARCHER* (E.) Les migrations hivernales des scieurs de long auvergnats. Un exemple typique du passé (Bull. techn. d'Inform. des s. ingénieurs des services agricoles, n° 38 mars 1949, p. 167-171).

- *ARDOUIN-DUMAZET* Les maçons de la Creuse (in voyages en France, 27^{ème} série Chap. XIV, p. 206-230, 1903).

704 - *ARMENGAUD* (André) : Histoire rurale et démographie les nourrices

du Morvan au XIX^{ème} siècle (Etudes et chronique de démographie historique, 1964 p.)

705 - *AUTORDE* L'échauffourée des habitants d'Ajain (Bull. de corresp. de la soc. des sc. de la Creuse, n° 5, p. 14-17).

- *AVALLE* (E.) Le porteur d'eau (Auvergnat) de Paris (in Le Play - Ouvrier des Deux Mondes - Tome II, 1^{ère} série p. 321-350. Monographie n° 17, 1858).

706 - *AYMAR* (L.) L'émigration à Ladinhac de 1816 à 1861. Examen des passeports de la commune de 1816 à 1861. (Rev. Haute Auvergne, 1914, p. 171-175).

707 - *AYRINHAC* (Dr Joseph) L'expansion aveyronnaise. (V. Bull. de la solidarité aveyronnaise, juillet 1922, et journal de l'Aveyron, 20 août 1922).

708 - *BANDY DE LA NALECHE* (L.) - Les maçons de la Creuse (in 8^o, Paris, Dentu 1859, 96 p.)

709 - *BASSERRE* Le Cantal (Aurillac, 1928)

710 - *BAUDET-LAFARGE* (J.A.) L'agriculture du département du Puy-de-Dôme (292 p. 1860)

711 - *BAUDIAU* - Le Morvan (1867, 3 vol.)

- *BEIS* (Gabriel) Transformation de l'économie rurale dans les plateaux limousins du Sud-Est (Annales de géogr. juillet 1946, p. 164-177).

712 - *BETEILLE* (R.) Emigration et propr. foncière dans l'Aveyron (Rev. géogr. Pyr. SW 1966, p. 389-406 2 fig.)

- *BETEILLE* (Roger) Résidences secondaires en milieu rural : l'exemple du bassin rouergat du Vaur (Rev. géogr. des Pyr. et du S.W., Avril 1970, p. 159-176).

- *BLIN* - La dépopulation dans la commune de Sugères (Puy-de-Dôme). (Bull. sect. sc. écon. et soc., 1921-1925 p. 39).

713 - *BONNAUD* (Pierre) Les problèmes du peuplement du Massif Central, vu par un géographe (Institut de géogr. de Clermont-Ferrand, Extrait rev. d'Auvergne, tome 83, n° 1, 1969 p. 1-38).

- *BONNEFOY* (Antoine) Les Auvergnats à Paris (Paris Libr. de la Bastille, 1933, 174 p.)

- *BONNET* (René)

1^o - Enfance limousine (Paris, 1954, 125 p.)

2^o - A l'école de la vie (Paris, 1945, 166 p.)

Préface de L. Gachon

Souvenirs d'un ouvrier charpentier appartenant à une famille de migrants limousins.

- *BORIES* (Pierre) Situation démographique dans le département de l'Aveyron. (Bull. soc. des amis de Villefranche et du Bas-Rouergue, 1942 - nouvelle série n° 2, Villefranche du Rouergue, Salingardes, 1941).
 - *BORNES* (Maximilien) Une cité aveyronnaise en Argentine (Journal de l'Aveyron) 20 janv. 1935.
- 714 - *BOSCARY* (Gabriel) Evolution agricole et conditions des cultivateurs en Aveyron pendant le XIXème siècle
(Thèse Droit, Montpellier, 1909, 320 p.)
- 715 - *BOUDARD* (René) L'agitation politique dans le département de la Creuse au début de la seconde Restauration.
(Cahier d'Histoire - Clermont, Lyon, Gren. 3 - 1968, p. 303-326).
- *BOUDET* (Marcellin) Deux auvergnats de Vic et de Comblat émigrés en Espagne sous le règne de Louis XI
(Rev. de Hte Auvergne, 1910, p. 270-275)
(Bull. hispanique, juillet-sept. 1910, p. 367-369).
- 716 - *BOUILLON* (Jacques) Les élections législatives du 13 mai 1849 en Limousin (étude politique et sociale)
(Bull. soc. Archéol. et histor. du Limousin, Tome L XXXIV, 1954, p. 467-498).
- 717 - *BOULE* (N.) *FARGES* (L.) Le Cantal, Guide du touriste, du naturaliste et de l'Archéologie.
(Paris, s.d. (1898), 316 p.)
- 718 - *BOULOC* (Enée) Enquête sur la désertion des campagnes. Le département de l'Aveyron (Ref. sociale, 1 nov. 1909, p. 575-585).
(id. Aveyron Republicain 12 nov. 1909 et suiv.)
- 719 - *BOURGOIN* (A.), *FOROT* (Victor), *PIFFAULT* (A.) Le Bas-Limousin, Lectures sur l'histoire et la géographie de la Corrèze (Ussel, 1912, 297 p.).
- 720 - *BOUYSSOU* (Mle) Etude sur la vie rurale en Haute Auvergne. La région d'Aurillac au XVème siècle (Rev. Haute-Auvergne, 1934, 144)
- 721 - *A. BOYER*, L'industrie fromagère à Roquefort (Paris, 1904, Th. Droit, 140 p.)
- 722 - *BOYER* (Arnaud) Les migrations saisonnières dans la Cévenne vivaroise (Rev. de géogr. alp. 1934, p. 571, 610).
- 723 - *BOYER* (Armand) Migrations saisonnières dans le Canton de Burget (Ardèche)
(Rev. de géogr. alp. 1932, p. 341-360)

- 724 - **BOZON** (Pierre) La vie rurale en Vivarais (ét. géogr.) Thèse d'Etat, Clermont-Ferrand 1961, Valence, 1961, 641 p.
- 725 - **BOZON** (Pierre) Histoire du peuple vivarois (Valence) 1966, 280 p.
- 726 - **BUSSEUIL** (Jean-Baptiste) L'émigration en Auvergne. Les diverses catégories d'émigrants (canton de Besse) P. de D. (La réforme sociale, 15 août 1883, Puy-de-Dôme, p. 225-232).
(Aussi : Mémoire Ac. de Clermont 1883, p. 66-78).
- 727 - **BUSSIÈRE** (Francis) L'émigration des maçons creusois (in F. Bussière, et Jehan Pacifique, La gerbe creusoise, Guéret, 1934, p. 137-172).
- 728 - **BYASSON** (Dr. Louis) De l'émigration dans la Creuse. (15 p. Guéret, 1881, in-8)
Carron (Rev. d'histoire économique et sociale, 1966, p. 303).
- **CADOUL** (Dr.) La mortalité chez les nourrissons de la colonie aveyronnaise de Paris, ses causes (Bull. solidarité aveyronnaise, fév. 1909).
- **CALLON** (G.) Le mouvement de la population dans le département de l'Aveyron au cours de la période 1821-1920 et depuis la fin de cette période (Mémoires de la soc. des Lettres, sciences et Arts de l'Aveyron, T. XXIII, 1935).
- **CALLON** (G.) Le mouvement de la population dans la Creuse (Mémoires de la soc. des sciences nat. de la Creuse, tome 24).
- **CAMBONIE** (L.) Il faut moderniser le village (Journal de l'Aveyron - 18 janv. 1925).
- **CANIVEG** (A.) L'émigration des ségalis vers la moyenne Garonne (« Centre Presse », 11 janv. 1967).
- 729 - **CARALPE-LANDON** (R.) - Les chemins de fer dans le Massif Central. (Thèse de Doctorat es-Lettres, Paris, A. Colin, 1959, 464 p. cartes, fig. photos, bibliographie).
- **CARNUS** (Marcel) et **CABANETTES** (Emile) Stt. Come d'Olt, son histoire (Edit. Subervie, Rodez, 1966, in-4 p. 262, et suiv. sur l'Amicale des enfants de St Côme).
- **CARRERE** (Pierre) Aveyronnais en Afrique (s/Rev. du Rouergue n° 56, oct. déc. 1960).
- 730 - **CARRON** (Marie-Antoinette) Prélude à l'exode rural en France. Les migrations anciennes des travailleurs creusois (Rev. d'Hist. écon. et soc. 1965, p. 289-320, 7 fig. dont 6 cartes)
Résumé « Popul. » 1966 (4).
- **CARRON** (Marie-Antoinette) Evolution démographique récente des trois cantons de la Montagne Limousine (Bull. Assoc. géogr. 1960, n° 294-295, p. 169 et 185).

- 731 - *CHATREIX* (René) - Monographie de la Commune de Saint-Maurice de la Souterraine (Mémoire de la soc. des sc. nat. et arch. de la Creuse - Tome 27 - 1938-40) p. 106-111.
- 732 - *CHEVALLIER* (Jacques) *RAFFIGNON* (G.) La forêt de Tronçois (Limoges, 1913, 71 p.)
 - *CLAMENS* (Paul) Pourquoi les jeunes filles désertent les campagnes dans l'Aveyron (Bull. de la solidarité Aveyronnaise, juin 1911).
- 733 - *CLEMENT* (Henry) Les émigrants du Centre de la France (La Réforme sociale, 1 déc. 1885 p. 481-490 et 1886 : p. 200-206, 285-292, 354-361, 425-433) (Compléments) : 1909, p. 201.
- 734 - *CLEMENT* (Henry) Les mouvements de population dans la Creuse (Réforme sociale - 1908 p. 60-61 et 260-279).
- 735 - *CLEMENT* (Henry) La désertion des campagnes en pays limousin - Enquête monographique (Communes de St Oradoux et de Mérinchal) (Réforme sociale - 1er août 1909 p. 201-218).
- 736 - *CORTAT* (R.) L'Auvergne chez elle et à travers le Monde (Aurillac, U.S.H.A. - 1938).
 - *COURTEILLE* - *GAUTHIER* (J.) L'Auvergnat - brocanteur (en boutique) de Paris (enquête vers 1860)
 (in Ouvriers europ. de Le Play T. 6, 1878, p. 372-386).
 (in ouvriers des 2 Mondes, vol. IV, 1ère série, n° 34 p. 283-330).
 - *COURTIAL* (G.) La colonie aveyronnaise de Pigüé Clément Cabanettes (Le Rouergue, 10 sept. et 1er octobre 1910).
- 737 - *COUTIN* (Pierre) La moisson en Limagne (le mois d'ethnographie française mars 1950, p. 21-24).
- 738 - *COUTURIER de FOURNOUE* (Abdon - René) Coutumes de la province et comte-pairie de la Marche (Clermont Ferrand, 1744, in-4°)
- 740 - *D. Comte de* - Les Auvergnats porteurs de chaizes (Rev. Hte Auvergne, 1909, p. 319-321).
 - *DALZON* (Pierre) - Le mouvement de la population dans l'Aveyron (Journal de l'Aveyron - 19 et 26 mai 1900).
 - *DAMAS d'ANLEZY* (Cte), *DESCAMPS* (Paul), Les populations forest. du centre de la France - Le Morvan (science sociale 40ème fascicule - 1907, p. 2-33).
- 741 - *DEFOURNOUX LA CHAZE* (G.) Des effets de l'émigration sur la propriété territoriale dans le département de la Creuse (Thèse Droit, Paris 1900, in-8, 77 p.).
 - *DEGUIRAL* (Dr. René) L'Aveyron et l'émigration aveyronnaise - (Journal de l'Aveyron, 3 au 31 janv. 1942 - Tirage à part. 27 p. Rodez P.,

Carrère in-8°)

- 742 - *DELASPRE-PARQUET* (Suzanne) L'émigration temporaire en Basse Auvergne au XVIIIème jusqu'à la veille de la Révolution (D.E.S., 1948 Clermont-Ferrand)
(Rev. d'Auvergne, T. 68, n° 1-2, 1954, 57 p. carte, bibliogr.)
- 743 - *DELBET (E.) (Notes) Sur les mœurs, l'organisation agricole et le régime* d'émigration des montagnes de l'Auvergne (Ouvr. des 2 Mondes, de Le Play 1ère série, T. II, 1859, p. 351-360).
- *DELOR* (Adrien) Enquête monographique sur la désertion des campagnes - commune du Vigen (Hte-Vienne) (Réf. soc. 1909/II p. 359-365).
- 744 - *DELORD* (Jeanne-Marie) La famille rurale dans l'économie du Limousin (1769-1939).
(Thèse de Droit, Poitiers, Limoges, 1940, 179 p.)
- 745 - *DEMANGEON* (Albert) : La montagne dans le Limousin Etude de géogr. humaine (A.G. : 1911 - et in « Problèmes p. 316-337 de géogr. humaine » 1942, p. 239-260).
- 746 - *DERENNES (G.) DELORME (C.)* Géographie du département de la Creuse, (Guéret, 1888, 167 p.)
- 747 - *DERIBIER du CHATELET* - Dictionnaire - statistique du département du Cantal (Aurillac, 1852-57 6 vol.)
- 748 - *DERRUAU* (Max) La grande Limagne auvergnate et bourbonnaise
(Thèse doct. es-Lettres, 1949, 541 p.)
- 749 - *DERRUAU-BONNIOL (S.)* Le département de la Creuse - structure sociale et évolution politique (Rev. française des sc. polit. janv. mars 1957 p. 38-66).
- 750 - *DERRUAU-BONNIOL* (Simone) et *FEL* (André) Le Massif Central (Que Sais-je ? P.U.F. Paris, 1965, 2ème édit., 128 p.)
- *DESSALLES (P.)* - Monographie agricole du département de la Haute-Vienne (statist. agric. de la France. Enquête 1929, 488 p. 1937). Monographie de la Haute-Vienne (1947, 494 p.) stt. p. 364-365.
- 751 - *DUGENEST* (Annuaire) 1827 (5ème année) p. 168-183 - 1828 (6ème année) p. 196. 1865 (relevé des départs 1863)
1865- mémoire soc. sc. nat. Archéol. Creuse 1938.
- 752 - *DUPLESSY (M.J.)* Essai statistique sur le département de la Loire (Montbrison, 1818, 599 p.)

- 753 - *DURAND* (Alfred) La vie rurale dans les Massifs volcaniques des Dorez, du Cezallier, du Cantal et de l'Aubrac (Thèse doct. es-Lettres, Aurillac, 1946, 530 p.)
- 754 - *DURIF* (Henri) Guide historique, archéologique statistique et pittoresque du voyageur dans le département du Cantal (ancienne Auvergne) - (648 p., in-12, 1861).
- 755 - *EPINAT* - Le mouvement de la population dans l'arrondissement de Montbrison de 1921 à 1926.
(Rev. Géogr. Alp., 1929, p. 659-746).
- *E.S.* - (Migrations de la Creuse)
(in La Grande Encyclopédie - 19ème siècle tome 13ème p. 348 : Creuse - public. après 1891).
- 756 - *ESQUER* (G.) - La Haute Auvergne à la fin de l'Ancien Régime (Rev. Hte Auvergne, 1905, 1906, 1907)
- 757 - *ESTIENNE* (Pierre) Les problèmes du surpeuplement rural : l'exemple de la Combraille (Rev. géogr. alpine 1950, p. 301-334, 2 fig.)
- 758 - *ESTIENNE* (Pierre) Les populations de la Combraille
(Rev. Géogr. alp. sept. 1955 p. 757-791).
- 759 - *ESTIENNE* (Pierre) Un demi-siècle de dépeuplement rural dans le Massif Central (Rev. de géogr. alp., 1956, p. 463-494).
- *ESTIENNE* (Pierre) L'émigration contemporaine dans la montagne auvergnate et Vellave (Rev. géogr. alp. 1958, p. 463-494).
- 760 - *FABRE* - L'émigration à Saint-Chély d'Aubrac (Bull. de la solidarité aveyronnaise fév. 1912, et journal de l'Aveyron, 31 mars-5 mai 1912).
- *FABREGUES* (A. de) Le cercle aveyronnais de Marseille (in « L'Aveyron-journal 4 août 1912).
- *FAU* (Pierre) La question agraire dans l'Aveyron (L'Union catholique, 8 février-17 mars 1911).
- 761 - *FAVONE* (Histoire de la Marche) - (Paris, 354 p. s.d., (1938)).
- 762 - *FEL* (André) - Les Hautes terres du Massif Central français (tradition paysanne et écon. agric.)
Thèse d'Etat - Clermont-Ferrand 1962. p. 1076.
- 763 - *FONTANE* (Louis) Les Parisiens et la vallée du Lot
(Bull. de la solidarité aveyronnaise, mai 1914, p. 159 et suiv.)
- 764 - *FOURNIER* - Enquête sur l'émigration dans la commune du Cayrol
(Bull. solidarité aveyronnaise déc. 1913, fév. 1914).
- *GABY* - Les Aveyronnais dans l'Hérault (Journal de l'Aveyron, 31 août

1930).

- 765 - *GACHON* (Lucien) Les Limagnes du Sud et leurs bordures montagneuses (Thèse Doct. es-Lettres, 1939)
- 766 et 766 bis - *GACHON* (Lucien) Le Bassin de Saint-Dier d'Auvergne (Rev. géogr. alp., 1926, p. 357-445).
L. GACHON et *A. RICHARD* : Le Massif du Livradois (A.G. 1924, p. 30-45).
 - *GACHON* (Lucien) La capacité d'humanisation rurale du Massif Central français (Information histor., n° 2, 1950, p. 49-52).
- 767 - *GERMOUTY* (H.) La chanson des maçons de la Creuse et son auteur (Mémoire de la soc. des sc. nat. et archéol. de la Creuse, tome 27, 1938-1940, p. 436-455).
 - *GIRERD* - Les Foréziens aux colonies (St-Etienne, 1904).
- 768 - *GOBIN* (Léon) Essai sur la géographie de l'Auvergne (1896, 413 p.)
 Stt. chapitre XVI, L'émigration. T. 1 p. 35, 90, 288.
- 769 - *GRENIER* (F.) L'industrie dans le Cantal (1836, 175 p. St-Flour)
 - *GROS* (Camille) : De l'abandon des campagnes et du meilleur moyen d'y remédier (Rodez, E. Carrère, 1908 et journal de l'Aveyron) 10 mai-28 juin 1908).
 - *GROSDIDIER DE MATONS* (Marcel) La méthode de la géographie humaine - Essai d'application à la Haute-Auvergne (Aurillac, s.d., 48 p. (1920-21)
- 770 - *GROSDIDIER DE MATONS* (Marcel) La châtaigneraie cantalienne (R.G.A. 1927, p.. 149-277)
 - *H.B.* - Emigration cantalienne en Espagne (Aurillac « Auvergne Républicaine », 19 oct. 1924).
 - *HUGUES* - Cahiers de doléances d'Affieux et de Saint Sornin Lavolps (Bull. soc. Lettres Corrèze 1888 p. 123 et 552-553).
 - *HURET* (Jules) Les Aveyronnais en Argentine (Journal de l'Aveyron 2 nov. 1930).
 - *HURET* (Jules) De la Plata à la Cordillère des Andes (Paris, 1911, in-18).
 - *HILD* (Joseph) Aux amicales aveyronnaises de France, des colonies et de l'étranger - Pour le relèvement de nos forces morales (Journal de l'Aveyron - 1er sept. 1935).
 - *JANDON* (Henri) - Chronique sur l'émigration et la repopulation (Journal des Débats 9 mars 1922 et Journal de l'Aveyron 12 mars 1922).
- 771 - *JERPHANION* (G.J.) préfet - statistique du département de la Lozère (an X, 7 9 p.)
 - *JOANNE* (Adolphe) (L'émigration dans la Creuse, Cantal) (in Dictionnaire de la France - 2ème édition 2 vol. 1869)

1er vol. - Creuse, Cantal.

- *JOULLIETTON* - Histoire de la Marche (2 vol., 1814-1815).

772 - *JUILLARD* (Marcel) Les émigrants dans les montagnes d'Auvergne au XVIIIème siècle. (Bull. hist. et sc. de l'Auvergne 1924, p. 116-121, 133-139).

- *JURQUET* (G.) La vie rurale dans la Région de Rodez (D.E.S. géogr. 1946, Faculté des Lettres de Toulouse).

- *L.C.* - Le paysan du Réquistanaïs émigré en Moyenne Garonne où son travail fait merveille (Centre Presse, décembre 1966).

773 - *LAFARGE* (René) L'agriculture en Limousin au 18ème siècle et l'intendance de Turgot (Thèse Droit, Paris 1902, 281 p.)

774 - *LAFORCE* (Ed. de) Essai sur la statistique du département du Cantal (Aurillac, 1836, 248 p.) Presque mêm texte reproduit en 1858.

775 - *LAFORCE* (Ed. de) Mœurs et coutumes (du Cantal) (in Dérubier du Chatelet - Dictionnaire statistique du Cantal - 6 vol. Aurillac, 1852-57) Surtout T. II (1858) p. 123-141.

776 - *LANDSBERG* (E.) Mineur des filons argentifères de Pontgibaud (Auvergne Puy-de-Dôme) (Enquête, vers 1850).
(In Le Play - Ouvriers européens) Tome 5, 1878, p. 150-191.

777 - *LAPRADELLE* (Jean de) Une variété du type auvergnat. La variété de la Haute Auvergne occidentale. (Science sociale 1899, p. 20-56).

778 - *LAUR* (Francis) Le Plateau du Larzac. (Dépopulation : p. 145-174).

(Thèse Doct. Droit, in-8, Montpellier, Impr. de la Charité, 1929).

- *LAVERGNE* (Léonce de) Economie rurale de la France depuis 1789.

1ère édit. : 1860

4ème édit. : 1877, 477 p.

779 - *LEGRAND d'AUSSY* - Voyage fait en 1787 et 1788 dans la ci-devant Haute et Basse Auvergne (Paris, an III, in-8° - 3 vol.)

780 - *LEROUX* (Alfred) Le Massif Central, Histoire d'une région de la France (3 vol. 1898)

781 - *LEVAINVILLE* (J.) Le Morvan, Etude de géographie humaine (Thèse Doct. es-Lettres, Paris, 1909).

782 - *LE VAYER* - Mémoire de la généralité de Moulins (1698) (Publié en 1906, par P. Flament 214 p.)

(déjà publié dans Mem. soc. sc. Nat. Creuse, 1847, p. 27)

- 783 - *LEVRON* (Jacques) La presse creusoise au 19ème siècle (Limoges, 1931)
- 784 - *LEVRON* (Jacques) Une révolte de contribuables en 1848.
(in « Le Messager de la Creuse » nov. déc. 1936 et janv. fév. 1937).
(Limoges, 1936).
- *LONGY* (A.) Le canton d'Eygurande (Bull. soc. Lettres 1891, p. 433 et suiv.)
- 785 - *LUES* (Pierre) L'émigration des marchands de vin de Meynac, Corrèze
(Rev. de géogr. alp. 1936, p. 925-942).
- 786 - « X » (*MANISSADJIAN*) La seconde République en Creuse
(1848-1852)
(par un pensionnaire du sanatorium des instituteurs de Ste Feyre, Creuse)
(Guéret, Impr. Lecante, 61 p. in-8°)
(Mémoire soc. des sc. nat. et archéol. de la Creuse, T. 29, 1945, p. 693-751).
CR in « 1848 » - 1950 no 185 p. 93-95.
- 787 - *MARLIÈRE* (A.) sous préfet - Statistique de l'arrondissement de Clamecy, département de la Nièvre. (492, p. 1859, in-4°)
- 788 - *E. MARRE* - Le Roquefort (Rodez, 1906, 200 p.)
- 789 - *MARRES* (Paul) Les grands Causses, étude de géographie physique et humaine - T. II, Le labeur humain (Thèse Doct. es-Lettres, Tours 1935, 445 p.) - stt. p. 399-410.
- 790 - *MARRES* (Paul) Les Lodévois (Bull. soc. Languedoc. de géogr. 1924) p. 396.
- 791 - *MARRES* (Paul) L'émigration caussenarde (soc. languedoc. de géogr. Montpellier, série I, 1930, fasc. 1, p. 41-51).
- *MARTIN* (François) Peut-on enrayer la dépopulation des campagnes (Le Rouergue, 28 déc. 1929).
- *MARTIN* (Frédéric) La dépopulation en Haute Auvergne (Réforme sociale, 1932, p. 59-65).
- *MASSIP* (Lucien) Emigration des Rouergats en Agenais à la fin du 15ème siècle et au commencement du 16ème siècle (Revue de l'Agenais, 1909, p. 308-334 et 395-413).
- *MATHIEU* (A.) Le département de la Creuse (1925)
- 792 - *MAZIERES* (Chanoine) Arsène Vermeuouse, 1850-1910 (Paris, 1965, 2 vol. 504 + 581 p. Thèse d'Etat)
surtout vol. 1 : p.109-162.
- 793 - *MAZON* (A.)

Lés muletiers du Vivarais et du Velay (Lyon, 1888)

- 794 - *MERLIER* (André) Types d'émigration limousine (Etudes Rhodaniennes, Lyon, 1934, p. 215-242).
 - *MESNIL* (J.) Journées d'émigrants (Limoges, 1910, 84 p.)
- 795 - *MEYNIER* (André) A travers le Massif Central Ségalas, Levezou, Chataigneraie (Thèse Doct. es-Lettres Aurillac, 1931, XIX + 490 p.)
- 796 - *MEYNIER* (André) Géographie du Massif Central (Paris, A. Colin, 1935, 240 p. fig. bibliogr.)
 - *MICHEL* (Henri) Pour le retour à la terre (Journal de l'Aveyron, 15 déc. 1929).
- 797 - *MITARD* (A.E.) Le Bassin Houiller de Lalevade (Ardèche) (R.G.A. - 1927 p. 279-303).
- 798 - *MONOT* (Dr.) De l'industrie des nourrices et de la mortalité des petits enfants (Paris, 1867).
- 799 - *MONTEIL* (A.A.) Description du département de l'Aveyron (an X, 2 vol.)
 surtout T. II.
- 800 - *MURAUD* (M. du) Les scieurs de long (dans la Creuse) (Enquête + Folklore - Mémoire soc. des sc. nat. et archéol. de la Creuse - Tome 29 1946, p. 752-760).
- 801 - *NADAUD* (Martin) Mémoires de Léonard, ancien garçon-maçon.
 - Bourgameuf, Duboneix, 1895, in-8°, 508 p.
 - édition abrégée : Paris, Egloff, 1948, 284 p.
 2ème édition : Extraits annotés et avant-propos de H. Germouty (Paris, 1912, 240 p.)
- 802 - *NADAUD* (Martin) : - Discours et conférences - 2 vol. Tome 1, 1884, Paris, XIX + 492 p.
 - tome 2, 1889, Guéret, 500 p. : préf. F. Guéret - Conseil Munic. Paris.
NADAUD (Martin)
 - Le citoyen Nadaud aux électeurs de la Creuse (Paris)
 - Profession de foi de M. Nadaud, ouvrier maçon (Aubusson)
 - *NAUDEAU* (Ludovic) : Enquête sur la dépopulation de la France : Le département de l'Aveyron (L'illustration 4 mai 1929, et journal de l'Aveyron 26 mai 7 juillet 1929) id. p. 69-86, de l'ouvrage : La France se regarde. Le problème de la natalité . (Paris, Hachette, s.d. (1931).
- 803 - *NEULAT* Géographie du Puy-de-Dôme (Clermont-Ferrand, 1846, 194 p.)

- NOUAILLAC** (J.) Histoire du Limousin et de la Marche (s.d. (1937), Paris, in-16, 275 p.)
- 804 - **NUSBAUMER** (Antoine) La population de l'Aveyron depuis 50 ans - Examen de ses variations (Rodez, Vde Virenque, 1897, in-16, 47 p. - Extrait du « Courrier de l'Aveyron »).
 - **OJARDIAS** (Albert) Paris capitale héréditaire de l'Auvergne (Mém. soc. de l'Hist. de France et de l'Île de France, 1925, t. 48, p. 301-326).
 - **PALOC** (Odile) Recherches démographiques et sociales sur Millau au 18ème siècle (Inédit. Manuscrit, D.E.S. dactyl. 221 p.)
- 805 - **PARIEU** (Félix Esquirou de) Essai sur la statistique agricole du Cantal - (2ème édit., 1864, 176 p. Aurillac).
- 806 - **PARINET** (Abbé Em.) Paysan et maçon émigrant de la Marche (Creuse (in Le Play Ouvr. des Deux Mondes - 2ème série, vol. II, p. 229-244, monographie 1885).
- 807 - **PARTOUNEAUX** (de) De l'émigration des ouvriers agricoles de la Creuse (Annuaire de la Creuse, 1827, p. 168-183).
 - **PECHO** (Dr. J.) La vie française observée dans les quatre cantons de Villefranche (Aveyron) Dénombrements, naissances mortalité (Villefranche, C. Salengardes, 1924, in-8, 34 p.)
- 808 - **PERCHAUD** (J.B.) Géographie de la Haute-Vienne (Paris, 1917, 92 p.) stt. p. 78-81.
- 809 - **PERREL** (Jean) Les Limousins en Esp. aux XVIème, XVIIème et XVIIIème siècle : Les émigrants (B. soc. Lettres sc. Corrèze, 1964, t. 68, p. 31-40)
- Id. L'émigration Bas-Limousine en Espagne aux XVIIème XVIIIème siècle (actes 88ème Congrès Nat. des Soc. Savantes, Clermont-Ferrand, 1963, p. 709, 729).
- 810 - **PERREL** (Jean) Introduction à une étude sur l'émigration corrèzienne vers l'Espagne sous l'Ancien Régime (B. soc. Lettres sc. Corrèze, 1963, livraison 3-4 p. 92-101).
 Id une région d'émigration vers l'Espagne au 17-18ème siècles : le plateau de Roche de Vic (Corrèze) in : (Le Bas Limousin : hist. et écon. Tulle, 1966, p. 183-198).
- 811 - **PERREL** (Jean) : L'émigration bas-limousine en Espagne aux XVIIème et XVIIIème siècle (Acte du 88ème Congrès national des sociétés savantes Clermont-Ferrand 1963, section d'hist. mod. et contem. Paris, 1964, p. 709-729) - C.R. Annales de Démog. hist. 1965, p. 269.

- 812 - *PERRIN* (Maxime) Saint-Etienne et sa région écon. Un type de vie industrielle en France (Tours, 1937, 5-6 p.) Stt. p. 372-385).
 - *PEZEUN* (P.) Combien y a-t-il d'Aveyronnais à Paris (Journal de l'Aveyron, 24 oct. 1937).
 - *PLAGNARD* (Ernest) L'émigration et les biens communaux (Journal de l'Aveyron, 23 juin 1912).
 - *PLAGNARD* (Ernest) L'émigration dans l'Aveyron (Bull. de la solidarité Aveyronnaise juin 1912).
 - *PLAGNARD* (Ernest) L'émigration dans la commune de Prades d'Aubrac (Rodez, E. Carrère, 1914, in-16, XII + 106 p.)
 - *PLAGNARD* (Ernest) Dépopulation et émigration (Journal de l'Aveyron, 11 mai-29 juin 1924).
 - *PLAGNARD* (Ernest) : Documents sur l'histoire de Prades d'Aubrac, St Geniez, d'Olt, Mandailles Castelnau, St-Chely, d'Aubrac, etc... (sur l'émigration de certaines familles dans la région parisienne et l'Ile Maurice)
 (Villefranche de Rouergue, Impr. Salingardes, gd in-4° 1 1960).
- 813 - *PLANTADIS* : L'émigration limousine (« Le Limousin de Paris » - 26 mai et 16 juin 1907).
- 814 - *POITRINEAU* (Abel) La vie rurale en Basse Auvergne au XVIIIème siècle (Paris, PUF, 1966, 2 vol. T. II, Atlas.
- 816 - *POITRINEAU* (Abel) Les Auvergnats et le commerce français en Espagne, d'après les papiers de la commission impériale des indemnités 1809-1810.
 (Rev. d'Auvergne, 1969, p. 135-143).
- 817 - *POL de CORBIER* - Les feullardiers du Limousin et leurs syndicats. (Thèse droit Paris, 1907, 183 p.)
- 818 - *POURRAT* (Henri) Ceux d'Auvergne, types et coutumes (Paris, 1928, 134 p.)
 - *POUSSOU* (J.P.) Cf. B.A.
 - *PRINET* (Max) Meurtre d'un émigrant marchois (Antoine Laurent, maître-maçon à Gevigney, Haute-Saône, en 1701)
 (Mém. soc. Creuse, 1928-1929 t. 24, p. XLII-XLIII).
- 819 - *RAYMOND* (J.) La Haute Vienne 1896, 17 p.)
 - *RAYNAL* (F.P.) Les Auvergnats de Paris (L'Auvergne littér. artist. et hist., 1936, n° 86, p. 3-53).
 - *RAYNALDY* (Eugène) L'Algérie et les Aveyronnais (Journal de l'Aveyron, 27 avril et 4-11 mai 1938)
 - *RETUREAU* (Pierre) (H.E.C.)
 Un réseau de vente méconnu - Les négociants voyageurs du Massif Central (au milieu XXème siècle)
 (Lille, Thèse 3ème cycle, Fac. Droit et sc. écon., 1968, 96 p. dactyl.)

(Dir. de recherche : Prof. Wolf.)

- 820 - *REYNIER* (E.) Les industries de la soie en Vivarais (Rev. géogr. alpine - X-IX, p. 173-227, 1921). La soie en Vivarais (Largentière, 1921).
- 821 - *REYNIER* (E.) Le pays du Vivarais (1934, 282 p. Valence)
- 822 - *RIVIERE* (S.) Monographie agricole de la Creuse (Enquête 1929-32, 203 p. 1935)
- 823 - Une enquête sur l'émigration aveyronnaise (Réforme sociale, 16 mars 1913, p. 421-426).
- *ROQUEPLO* (Paul) La dépopulation dans les arrondissements de Mende et de Marvejols (intéressé également la région d'Espalion) (Thèse doct. en Droit, Rodez, Carrère 1914, in-8°)
- 824 - *ROUX* (Paul) Le Montagnard auvergnat (Bibliothèque sc. sociale fév. 1914, 113ème fasc. 110 p.)
- 825 - *TELLIER* : L'industrie fromagère de Roquefort (Thèse Droit, Montpellier, 1926, 181 p.)
- 826 - *TEXIER-OLIVIER* (L.) Statistique générale de la France : département de la Haute-Vienne (1808, 560 p. in-4°)
- *THOMAS* (A.) Emigrants auvergnats en Espagne sous Charles VII (1449)
(Extraits de : El Homenaje à Menendez Pidal - T. III, Madrid, 1925, 4 p.)
- 827 - *THUILLIER* (Guy) Aspect de l'économie nivernaise au XIXème siècle (Paris, A. Colin, 1966, 550 p.)
stt. p. 102.
- *TOUZERY* (Dr. Y.) Une visite à la colonie Rouergate de Pigüe, première colonie française en Amérique du Sud (Rev. du Rouergue, janv-mars 1952, p. 31-60)
id. - Clément Cabanettes et Pigüe (id. avril-juin 1960)
id. : Aveyronnais en Amérique (id. - janv-mars 1961 p. 50 et suiv.)
- 828 - *TRENARD* (Louis) Images d'Espagne au temps de l'émigration auvergnate (actes 88ème Congrès Nat. des soc. savantes, Clermont-Ferrand, 1963, p. 731-761).
- 829 - *TRILLAT* (M.) L'émigration de la Haute-Auvergne vers l'Espagne. (Rev. de la Haute Auvergne, 1954-1955, p. 257-294).
- 830 - *TRIOULLIER* (Chanoine) Rapport sur l'émigration cantalienne (Aurillac, Impr. moderne 1908, in-8°, 35 p.) - C.R. du Congrès diocésain de 1908.
C.R. revue de Haute Auvergne, 1909, p. 94.

- *VALADY* (Ch. de) Les châteaux de l'Ancien Régime - T. III (concerne l'émigration de la famille de La Tour de St Igent à l'Ile Maurice) (Millau, Imp. Maury, 1961, p. 412 et suiv.)

- *VALIERE* (Laurent) Paris, colonie Rouergate, (Le Rouergue, 3 juillet 1920).

- *VAYRANC* (J.A.) (pseudonyme collectif de AYRIGNAC (Dr. J.) et abbé FRANC (Pierre) A propos de l'émigration (Bull. de la solidarité Aveyronnaise fév. 1914, p. 73-76).

- *VAYSSE* (Pierre) Le Rouergue à Paris (L'Aveyron Republicain, 28 déc. 1907, et journal de l'Aveyron, 29 déc. 1907).

id. : L'émigration Aveyronnaise (Le Rouergue, 16-23 avril et 7 mai 1910).

- *VERGE* (H.) Le Rouergue, pays de colonisation (Bull. de la solidarité Aveyronnaise 1920, n° 4-5).

- *VIALLET* (Dr. Louis) : Etudes sur l'émigration des campagnes vers les villes, sur les dangers que court la société et sur les moyens de l'enrayer (Rev. religieuse de Rodez 1872 et 1873). (1 tirage à part incomplet, sf. 2 derniers chapitres - Rodez-Carrère s.d. - 1873 - in-8)

(Les 2 derniers articles ont paru dans « Le Congrès scientifiques de France » Rodez- 1874).

- id - Aux lecteurs de la Revue religieuse de Rodez (Rodez, Rattery, 1873, in-8, 8 p.)

- *VIGARE* (Emile) : Enquête générale sur le passé du département et sur sa situation actuelle (Rodez, Carrère, 1905, in-4°)

- id - : Esquisse sur le passé et sur la situation actuelle du département de l'Aveyron.

(Journal de l'Aveyron, 14 mars 20 oct. 1911).

- *VIGOUROUX* - La tuberculose et l'émigration (Bull. de la solidarité Aveyronnaise avril 1914, p. 131 et suiv.)

831 - *VILLARD* (Docteur) L'émigration des ouvriers creusois considérée au point de vue hygiénique et sanitaire (brochure in-8°, chez Masson, édit., 1882).

- *X* : Les Aveyronnais à Paris, en France et dans le Monde - Annuaire d'information (dû en particulier à Agostini Fraval).

(Rodez, éditions de la Cité, 1958, Gd in-4).

- *X* : L'émigration aveyronnaise (Bull. de la solidarité aveyronnaise 1911, 1912, 1913, et 1914)

(Le Rouergue, 1910)

(Le journal de l'Aveyron, 20 mai 1923 et suiv.)

- *X* : Une colonie aveyronnaise en Argentine (Journal de l'Aveyron 10 mai 1914).






- *X* : Clément Cabanettes, fondateur de la ville de Pigüe (Le Rouergue, 8 mai 1937)

- La colonie rouergate de Pigüe (Le Rouergue, 10 avril 1937, et Journal de l'Aveyron 18 av. 1937).

- *X* : 25 années de l'Aveyronnaise en Tunisie (Impr. J. Alvecis, Tunis 1935, in-8, 125 p.)

CARTES

**MIGRATIONS TEMPORAIRES
PAR PERIODES**

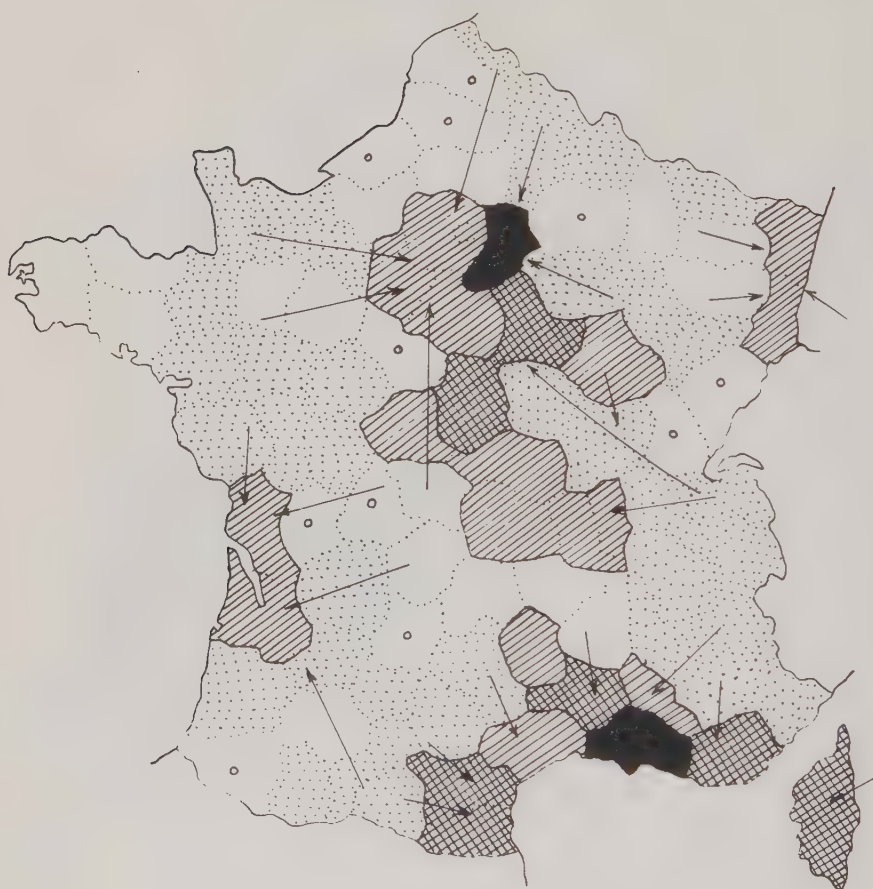
0	SANS DE STATISTIQUES
	PLUS DE 5000
	DE 3.000 A 5.000
	DE 1.000 A 3.000
	MOINS DE 1.000
	NEANT



I-1

EMIGRATIONS TEMPORAIRES SOUS LE PREMIER EMPIRE (1808-1813)
DEPARTS PAR DEPARTEMENTS

○	PAS DE STATISTIQUES
■	PLUS DE 5000
▨	DE 3000 A 5000
▧	DE 1000 A 3000
░	MOINS DE 1000
	NEANT



I-2

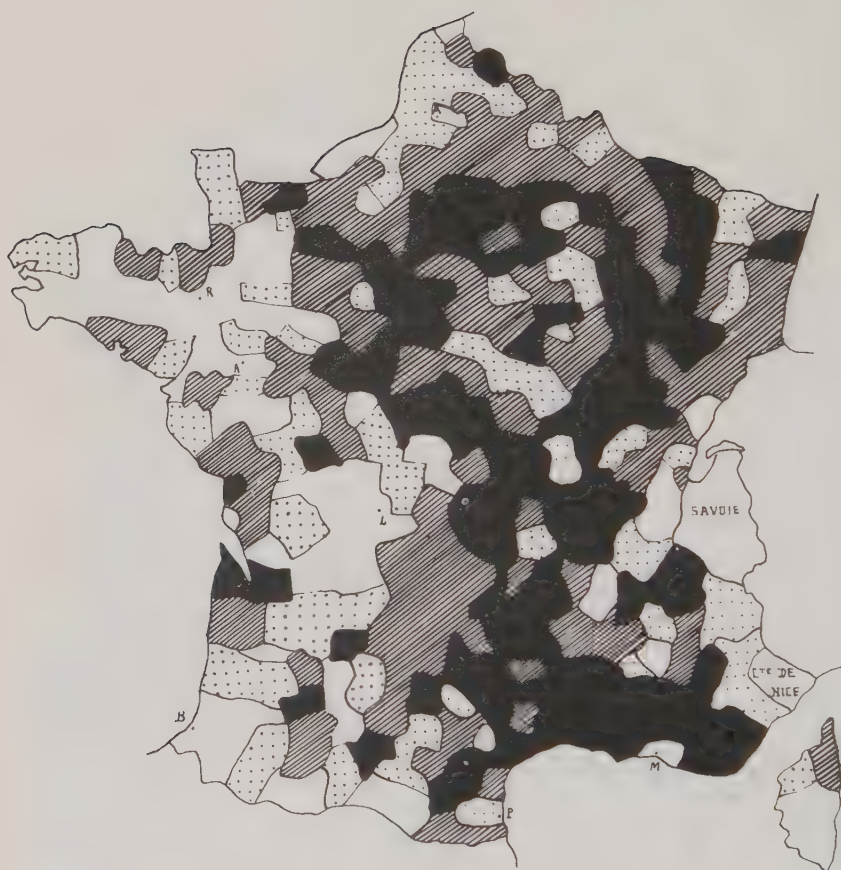
IMMIGRATIONS TEMPORAIRES SOUS LE PREMIER EMPIRE (1808-1813)
ENTREES PAR DEPARTEMENTS

	GAINS
	PERTES
	RENSEIGNEMENTS INSUFFISANTS



I-3

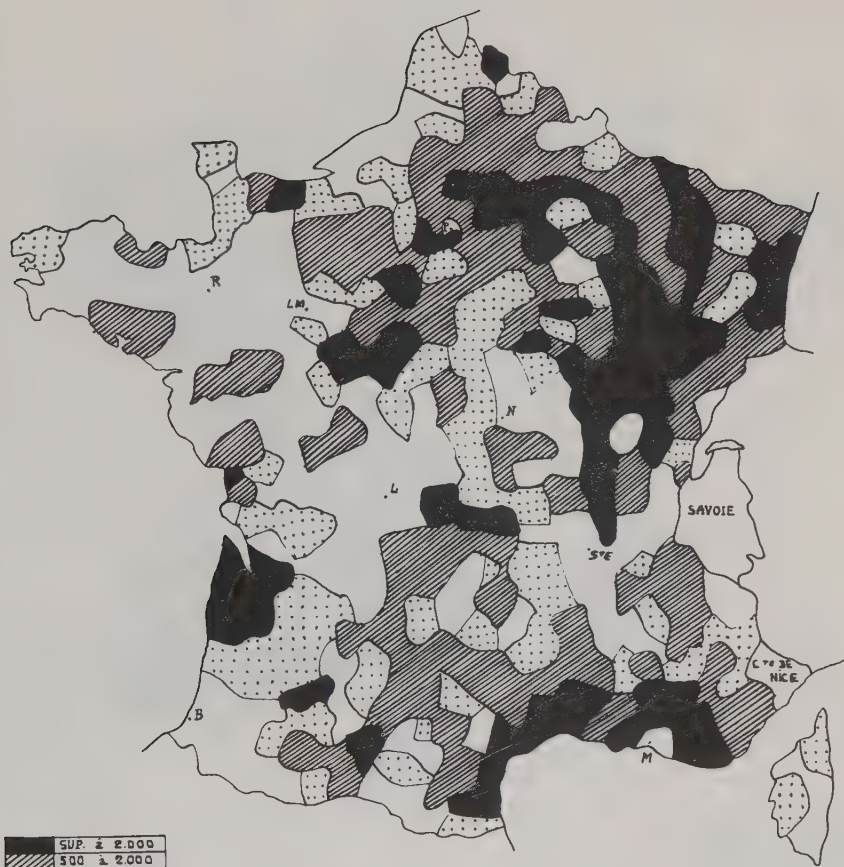
GAINS OU PERTES DE NUMERAIRES DUS AUX MIGRANTS TEMPORAIRES
D'APRES LES ESTIMATIONS DES PREFETS DU PREMIER EMPIRE (1808-1813)



	SUP. à 2 000
	500 à 2 000
	100 à 500
	INF. à 100

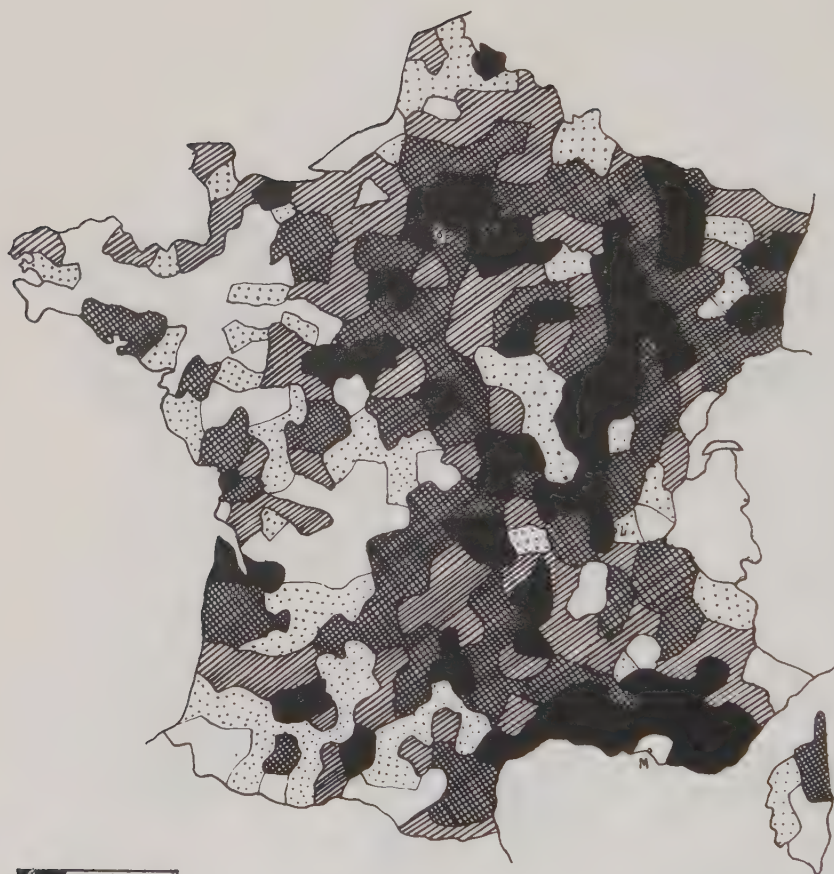
1-4

OUVRIERS AGRICOLES SAISONNIERS VENUS DU DEHORS POUR FAIRE LES RECOLTES
(PARTICULIEREMENT MOISSONS ET VENDANGES - PAR ARRONDISSEMENTS)
HOMMES - 1852



1-5

OUVRIERES AGRICOLES SAISONNIERES VENUES DU DEHORS POUR FAIRE LES RECOLTES
(PARTICULIEREMENT MOISSONS ET VENDANGES - PAR ARRONDISSEMENTS - 1852)

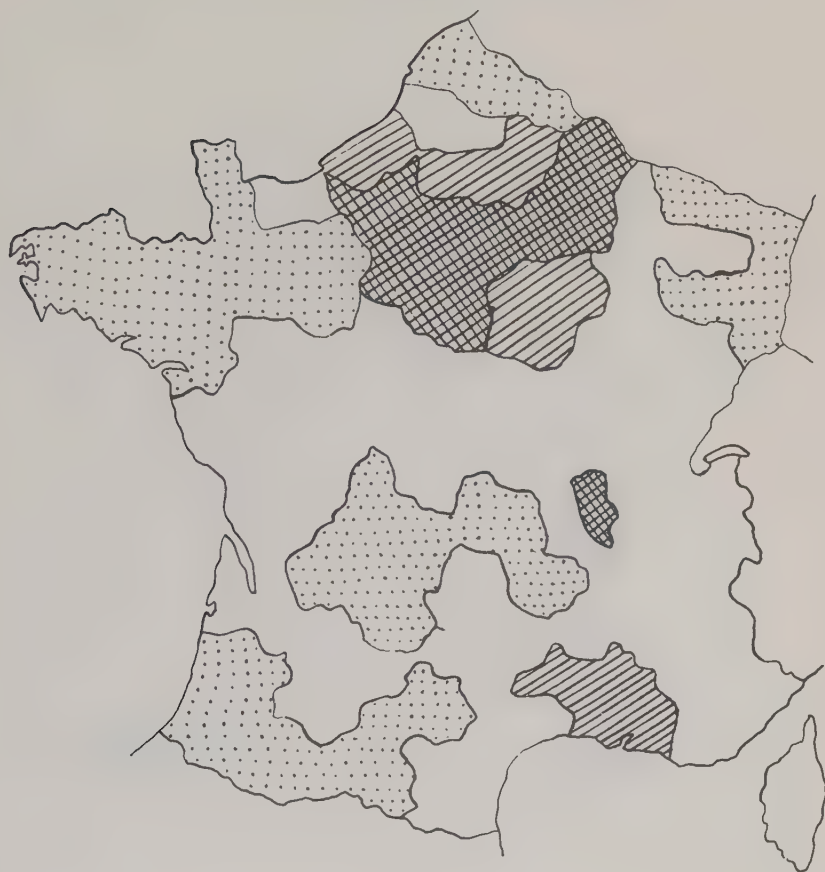


	507 à 5.000
	2.000 - 5.000
	500 - 2.000
	200 - 500
	100 à 100

1-6

OUVRIERS AGRICOLES (HOMMES ET FEMMES) VENUS DU DEHORS POUR LES TRAVAUX
DE RECOLTES (PARTICULIEREMENT MOISSONS ET VENDANGES) - EN 1852
PAR ARRONDISSEMENTS

**ZONES DE SALAIRES DES OUVRIERS AGRICOLES NOURRIS (EN 1852)
PENDANT LES PERIODES DE RECOLTES (MOISSONS PARTICULIEREMENT)**



1-7

SALAIRE MOYEN DEPARTEMENTAL JOURNALIER

.....	INFÉRIEUR A 1 ^F	////	DE 1 ^F 40 A 1 ^F 50
	DE 1 ^F A 1 ^F 40	XXXX	SUPÉRIEUR A 1 ^F 50

ZONE DES SALAIRES EN PERIODE ORDINAIRE DES OUVRIERS AGRICOLES NOURRIS
EN 1862



1-8

MOYENNES DEPARTEMENTALES DU SALAIRE JOURNALIER

.....	INFÉRIEUR A 1 ^F	////	1 ^F ,30 A 1 ^F ,50
DE 1 ^F A 1 ^F ,30		XXXX	SUPÉRIEUR A 1 ^F ,50

LES FLECHES INDIQUENT LES MIGRATIONS IMPORTANTES
EN DEHORS DES MOMENTS DE RECOLTES

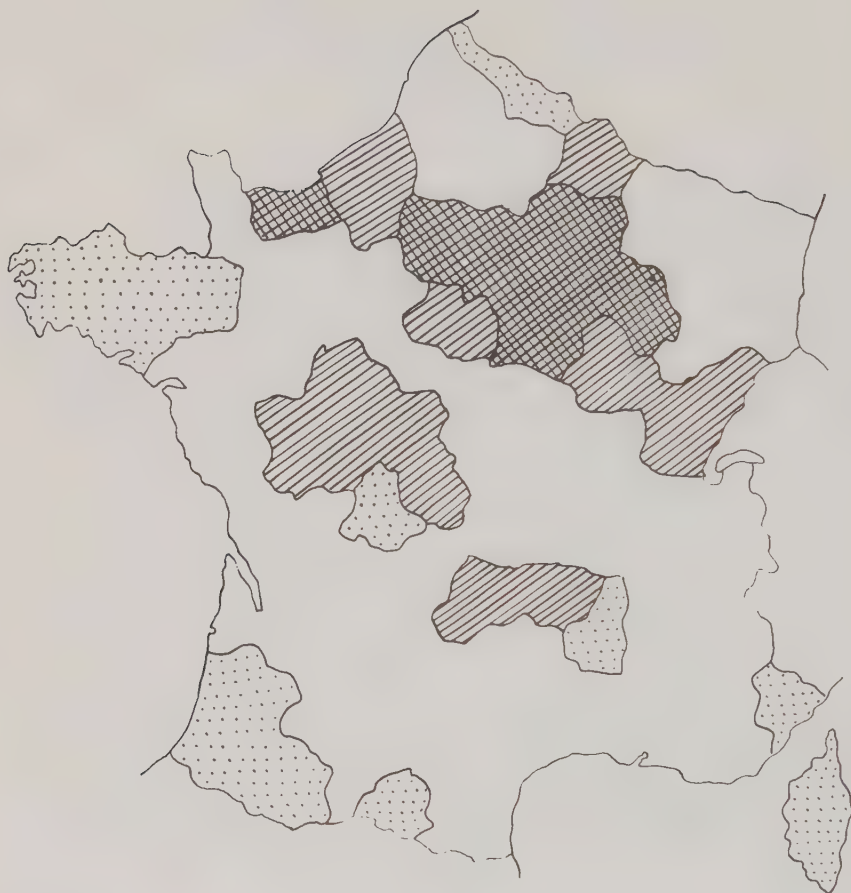
MOYENNES DEPARTEMENTALES DU SALAIRE JOURNALIER

.....	INFERIEUR A 1F50	////	DE 2F A 2F50
.....	DE 2F50 A 2F		SUPERIEUR A 2F50



1-9

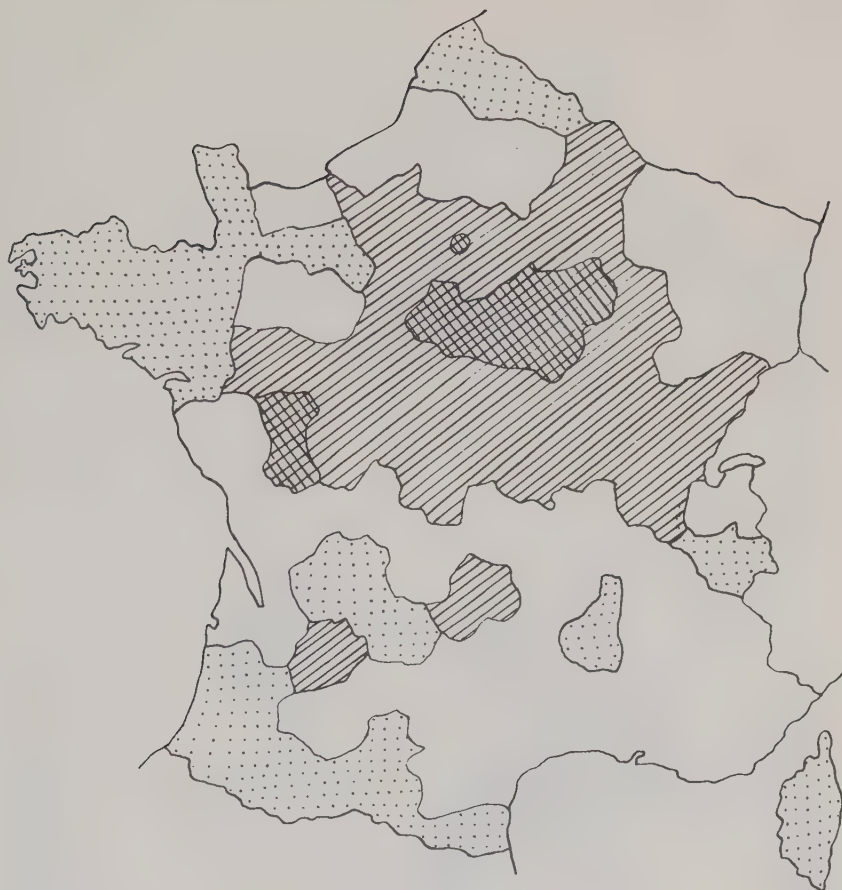
ZONES DE SALAIRES DES OUVRIERS AGRICOLES NOURRIS (EN 1862)
 PENDANT LES PERIODES DE RECOLTES (MOISSONS PARTICULIEREMENT)
 LES FLECHES INDIQUENT LES MIGRATIONS IMPORTANTES DE RECOLTES



I-10

.....	INFÉRIEUR A 2 F 50	////	DE 3 F 50 A 4 F
	DE 2 F 50 A 3 F 50		SUPÉRIEUR A 4 F

SALAIRES AGRICOLES JOURNALIERS D'ÉTÉ EN 1882
OUVRIERS NON NOURRIS



I-11

.....	INFÉRIEUR A 1,50	////	DE 2 F A 2 F 50
////	DE 1 F 50 A 2 F	XXXX	SUPÉRIEUR A 2 F 50

SALAIRES AGRICOLES JOURNALIERS D'ÉTÉ EN 1892
OUVRIERS NOURRIS

MIGRATIONS TEMPORAIRES AGRICOLES EN 1912

GRANDES MIGRATIONS






MIGRATIONS REDUITES

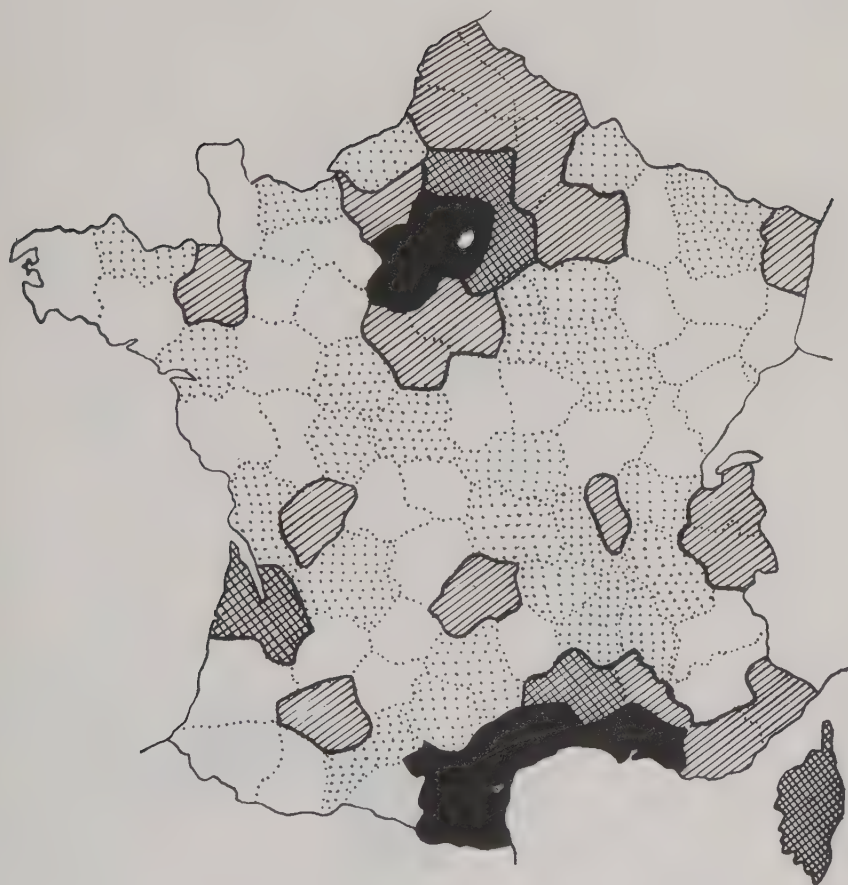


BELGES		CAMERLOTS		BRETONS		ESPAGNOLS		ITALIENS	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
TRAVAUX		VIGNE		FAUCHAGES		BETTERAVES			
1		2		3		4			
5		6		7		8			

1-12

SOURCE : ENQUETE SUR LES SALAIRES AGRICOLES

	SUP. A 5.000
	2.000 A 5.000
	500 A 2.000
	100 A 500
	INF. A 100

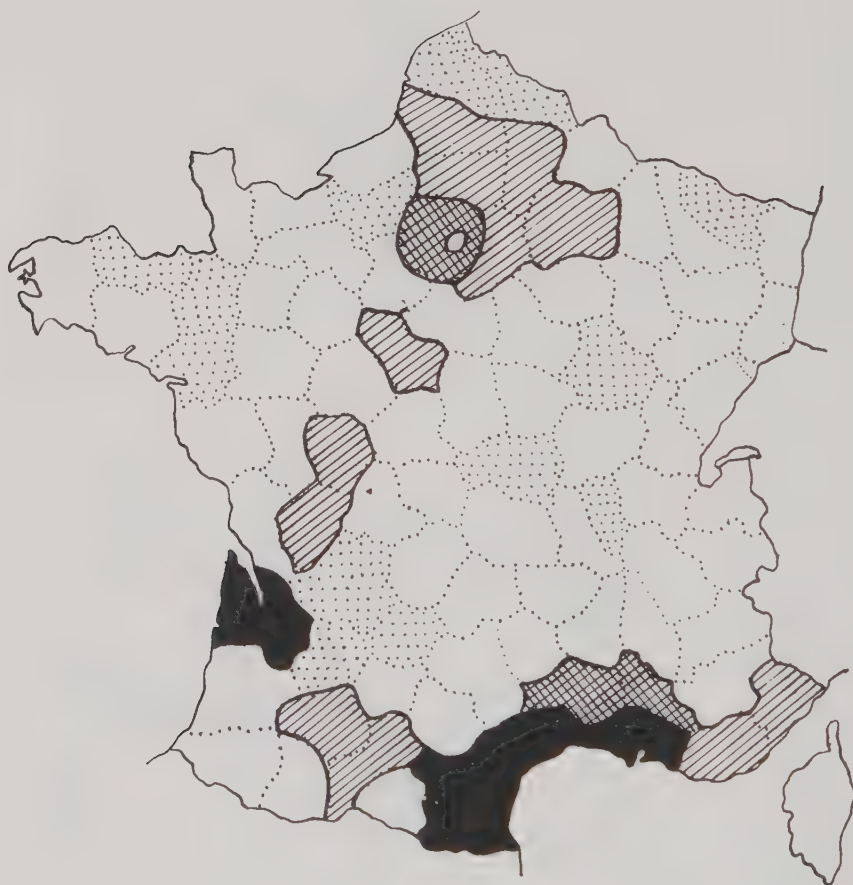


I-13

1925

MAIN-D'OEUVRE TEMPORAIRE MASCULINE, DE 15 A 50 ANS, UTILISEE DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET VITICOLES ET VENANT DES AUTRES REGIONS DE FRANCE ET DE L'ETRANGER






SUP. A 5.000
2.000 A 5.000
500 A 2.000
100 A 500
INF. A 100

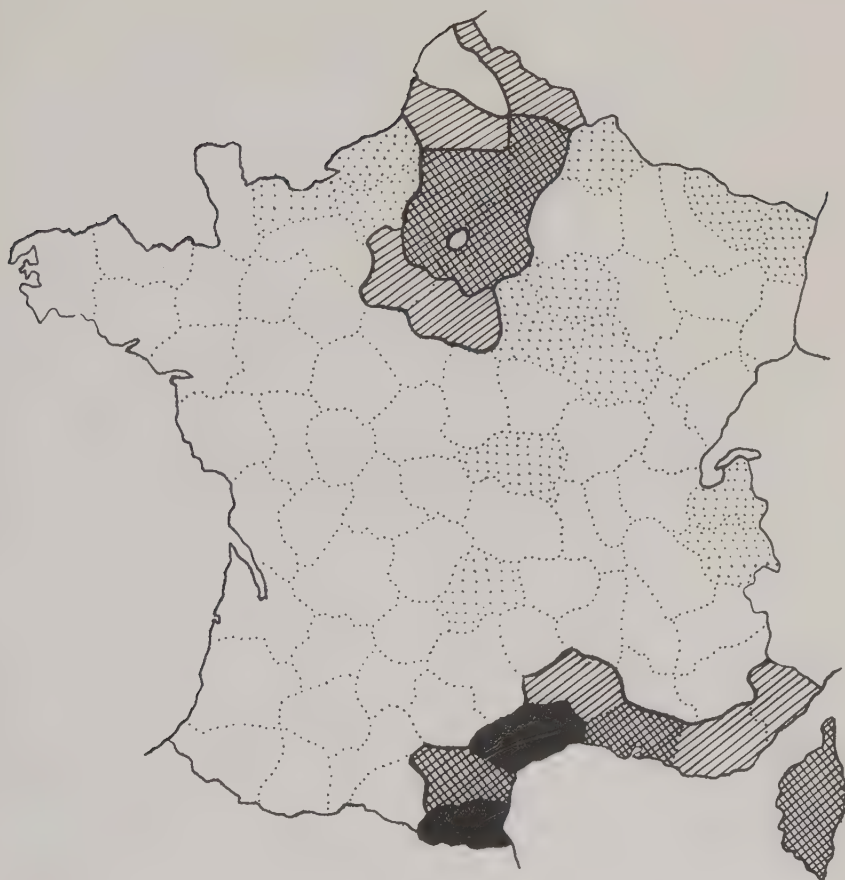


I-14

1929

MAIN-D'OEUVRE TEMPORAIRE FEMININE, DE 15 A 50 ANS, UTILISEE DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET VITICOLES ET VENANT DES AUTRES REGIONS DE FRANCE ET DE L'ETRANGER

	SUP. A 5.000
	2.000 A 5.000
	500 A 2.000
	100 A 500
	INF A 100



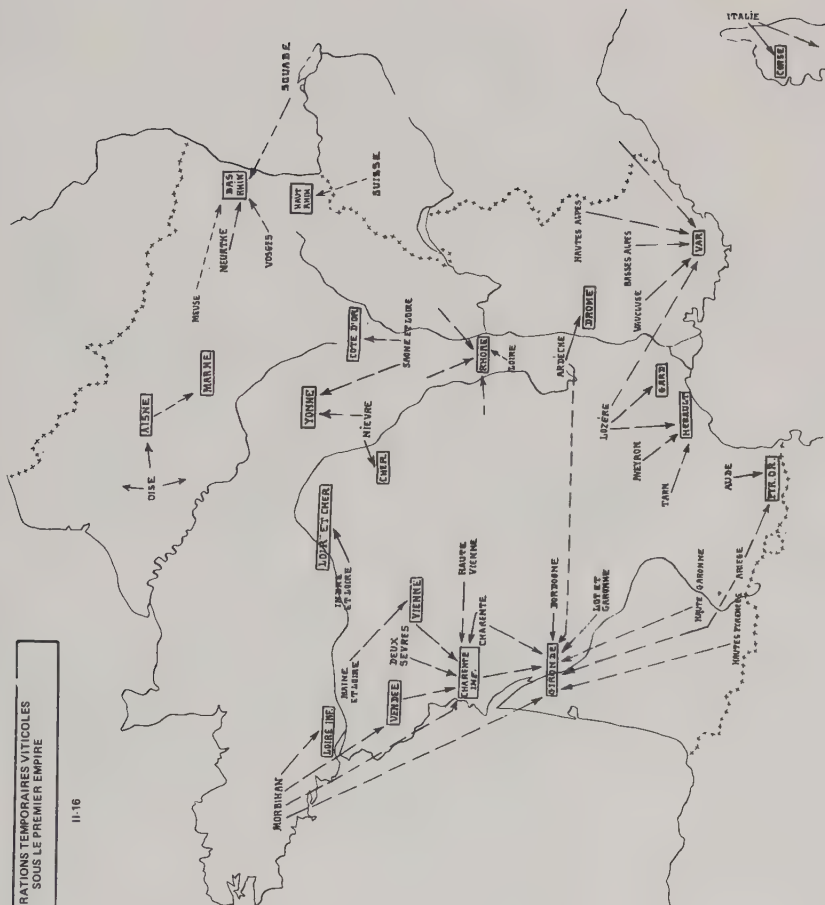
I-15

1929

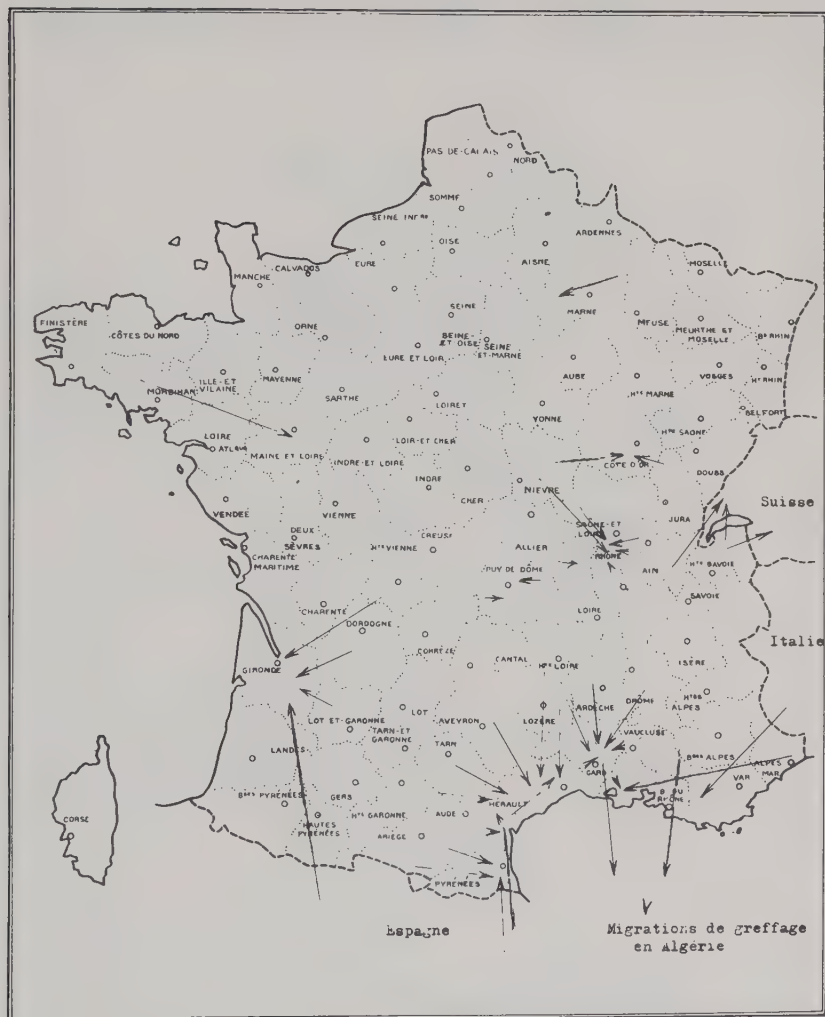
MAIN-D'OEUVRE TEMPORAIRE ETRANGERE, DE 15 A 50 ANS, EMPLOYEE DANS LES
EXPLOITATIONS AGRICOLES ET VITICOLES

CARTES

**MIGRATIONS TEMPORAIRES
PAR PROFESSIONS**



2. Les migrations temporaires viticoles après la crise phylloxérique (après 1875).

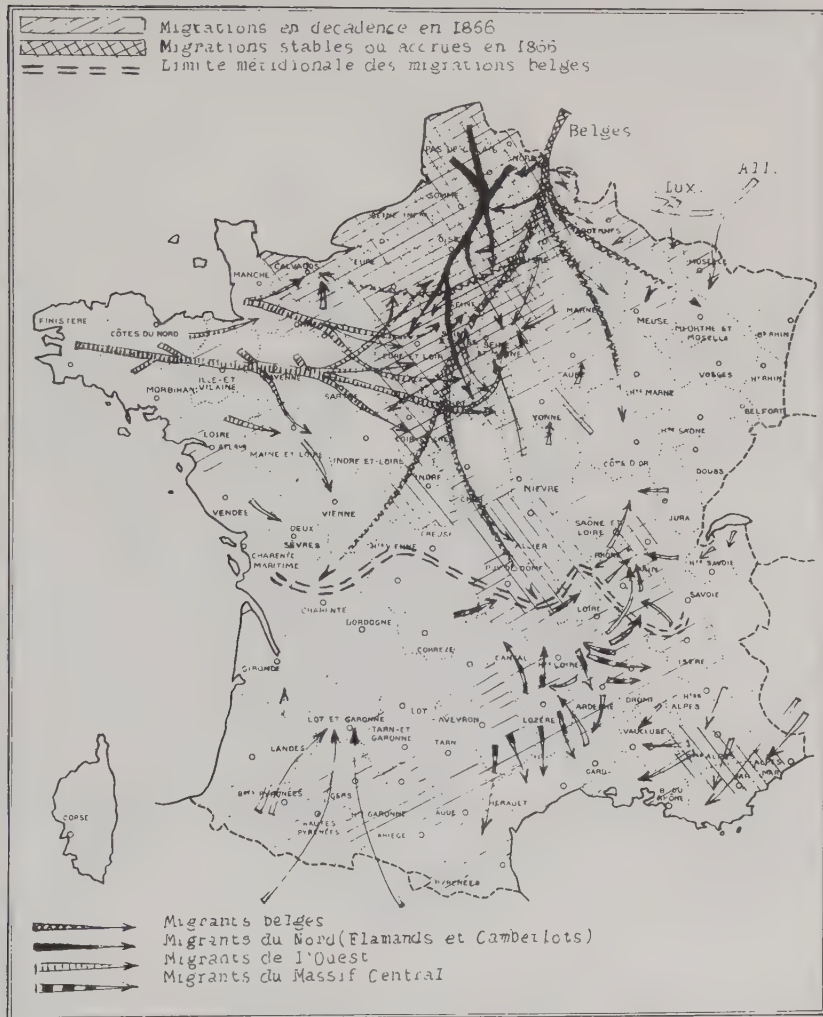


MIGRATION DES MOISSONNEURS – PREMIER EMPIRE – 1807-1812



MIGRATIONS DE MOISSONNEURS

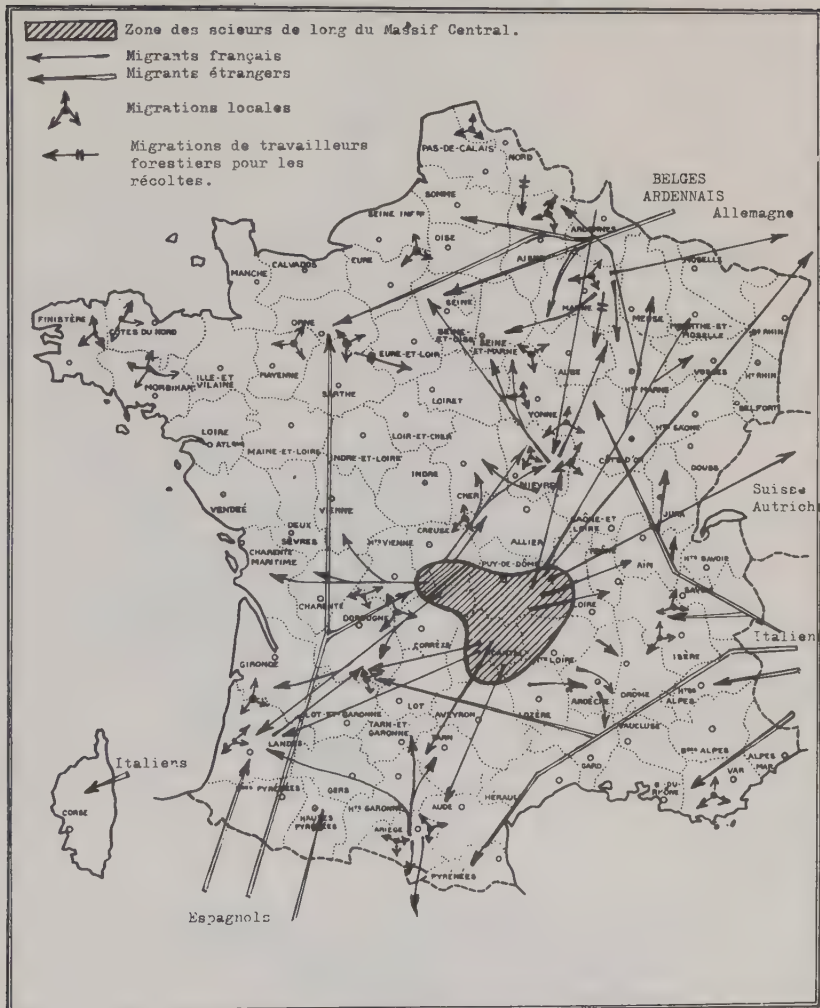
Seconde Moitié du XIX^e siècle – Début du XX^e siècle



MIGRATIONS TEMPORAIRES DES TRAVAILLEURS DE LA FORET SOUS LE PREMIER EMPIRE



MIGRATIONS TEMPORAIRES DE TRAVAILLEURS FORESTIERS : MILIEU XIX^e S. - DEBUT XX^e S.



MIGRATIONS DES COLPORTEURS ET DES MARCHANDS AMBULANTS (1807-1812)



11-23

	DEPARTEMENTS ALIMENTANT LES MIGRATIONS
	LES MIGRANTS VONT DANS TOUT L'EMPIRE
	PRINCIPAUX COURANTS SIGNALES
	MIGRANTS BRETONS
	MIGRANTS LORRAINS

MIGRANTS TEMPORAIRES DU "BATIMENT"
SOUS LE PREMIER EMPIRE (1807-18012)



II-24

EN HACHURES LES DEPARTEMENTS D'ORIGINE

MIGRATIONS TEMPORAIRES
DUES AUX TRAVAUX DES
INDUSTRIES TEXTILES
AU DEBUT DU XIX^e S.

11-25

ЗАКЛЮЧЕНИЕ

2105

PISSAGE

GATHE (TUNDEURS et CARDEURS)

CHANGEMENT INTERIEURS
AU DÉPARTEMENT
OU SANS PRÉCISION
DE DÉSTINATION



Migrations temporaires de grosse main-d'oeuvre (première moitié XIXe s) avant les chantiers
du rail

T:terraessiers,baradiers ou "marraires". -P: pionniers. -D:didricheurs. -B:piocheurs et
bêcheurs.



LES MIGRATIONS DE TRANSPORT AVANT LES CHEMINS DE FER



CARTES

**MIGRATIONS TEMPORAIRES
PAR REGIONS**

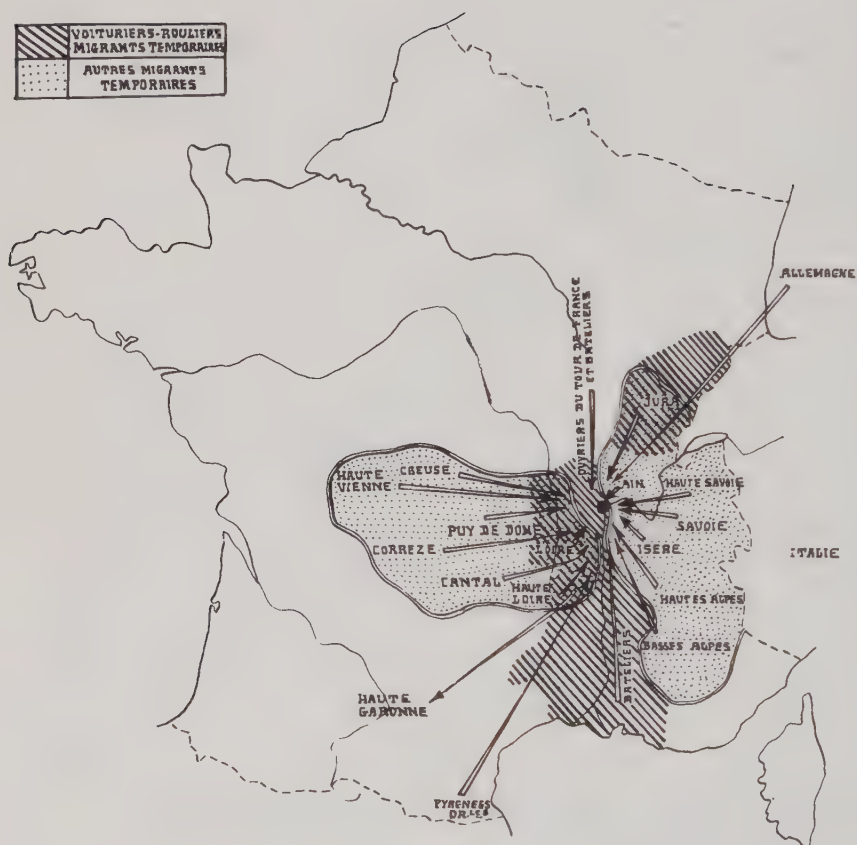


III-28

	TRAVAILLEURS DU BATIMENT
	TRANSPORTEURS
	GAGNE-PETIT ET AUTRES

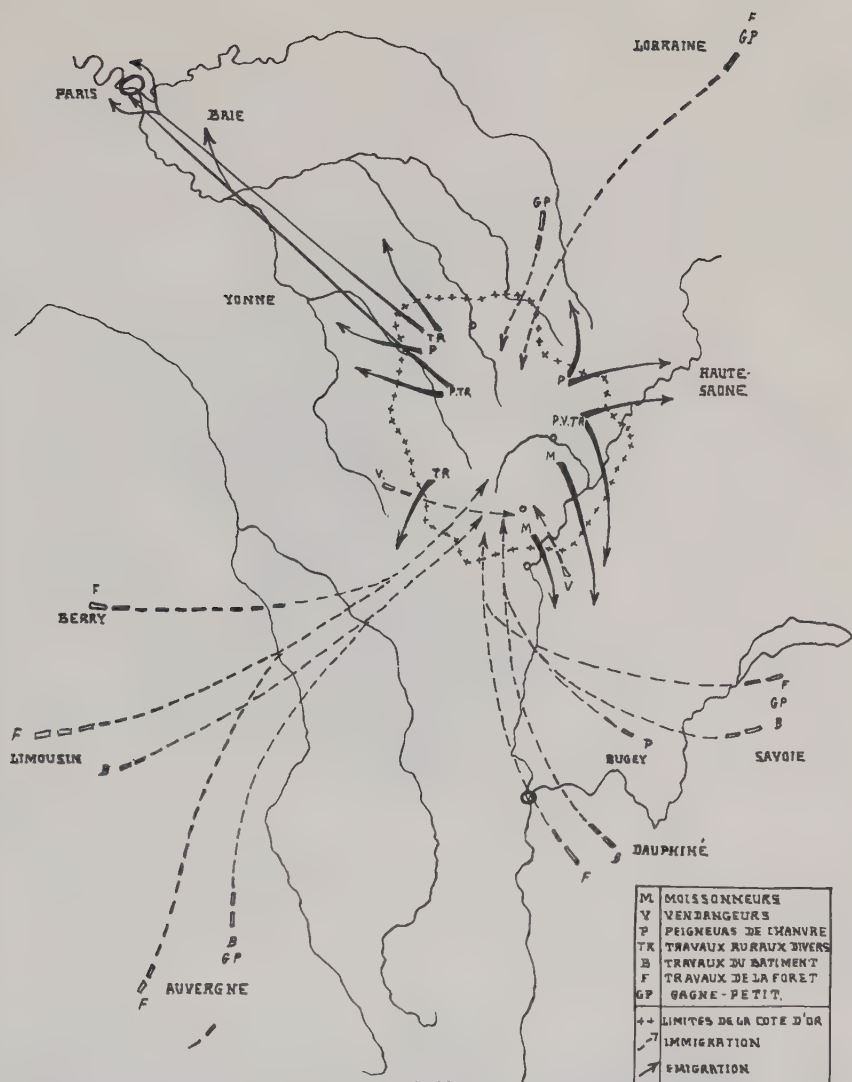
MIGRANTS TEMPORAIRES A PARIS
PENDANT LE PREMIER EMPIRE

	VOLONTIERS-ROULIERS MIGRANTS TEMPORAIRES
	AUTRES MIGRANTS TEMPORAIRES



III-29

MIGRATIONS TEMPORAIRES VERS LYON
(DEBUT DU XIX^e SIECLE)



III-30

EMIGRATIONS ET IMMIGRATIONS TEMPORAIRES EN CÔTE D'OR AU DEBUT DU XIX^e SIECLE



III-31



ZONES DES MIGRANTS
AU DEBUT DU XIX^e S.

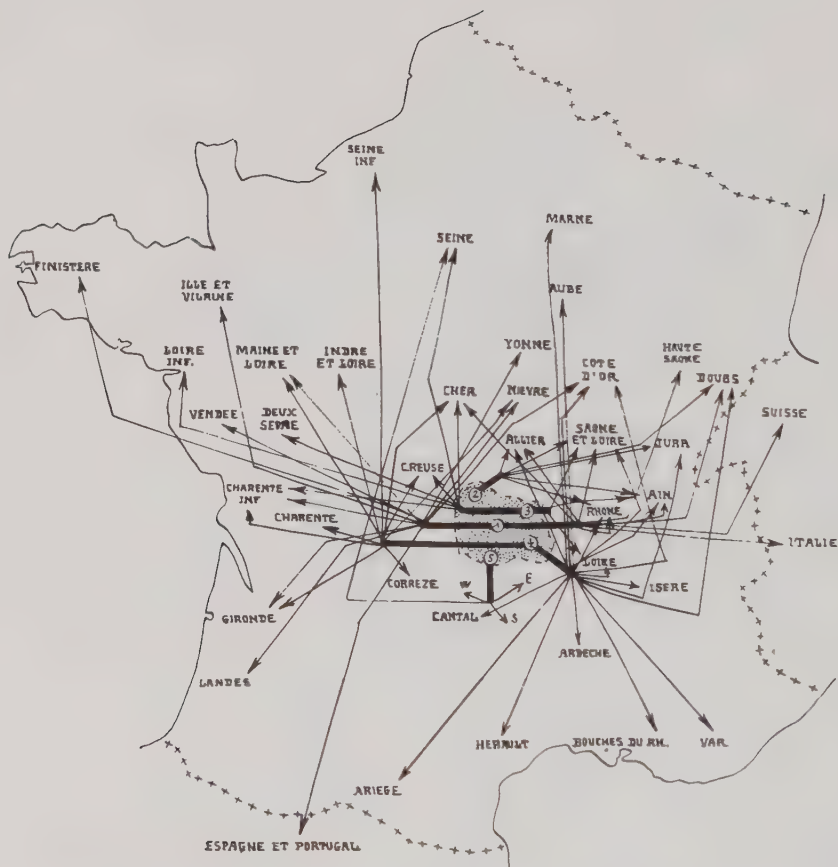


ZONES DES MIGRANTS
FIN XIX^e S. ET DEBUT XX^e S.



XX^e S.

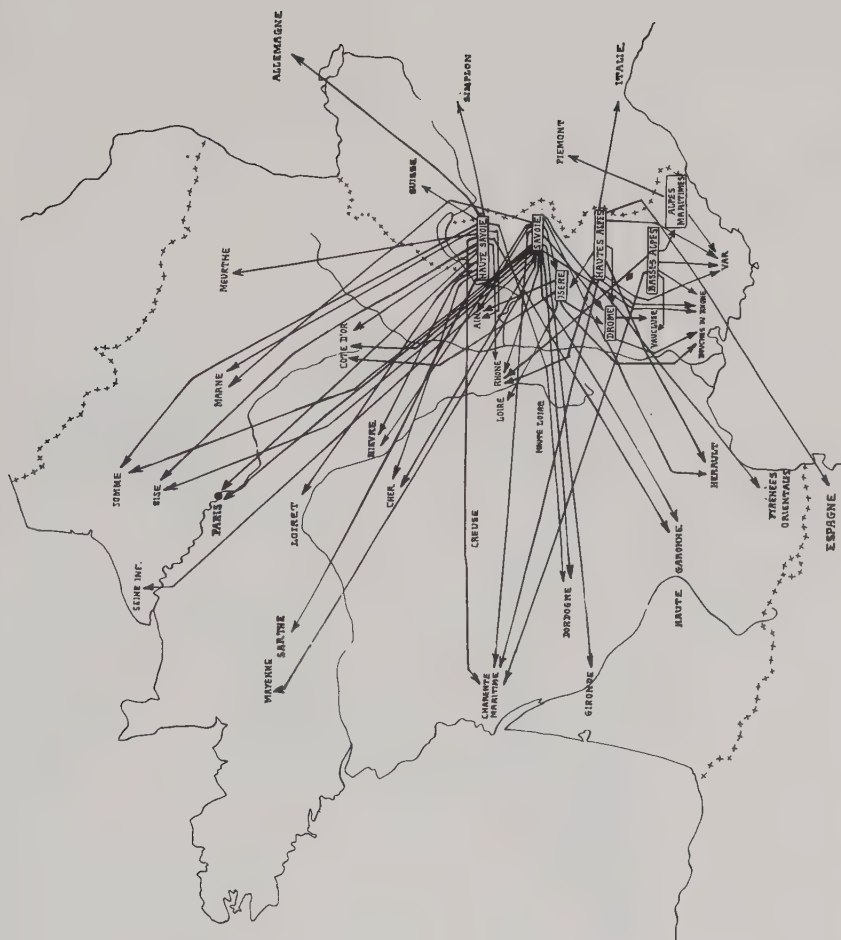
LES MIGRATIONS TEMPORAIRES VERS LA SEINE ET MARNE (BRIE EN PARTICULIER)
AUX XIX^e ET XX^e SIECLES



111-33

MIGRATIONS TEMPORAIRES DES ARRONDISSEMENTS DU PUY-DE-DÔME PENDANT
LE PREMIER EMPIRE (1808-1813)

— 1 : CLERMONT-FERRAND — 2 : RIOM — 3 : THIERS — 4 : AMBERT — 5 : ISSOIRE —

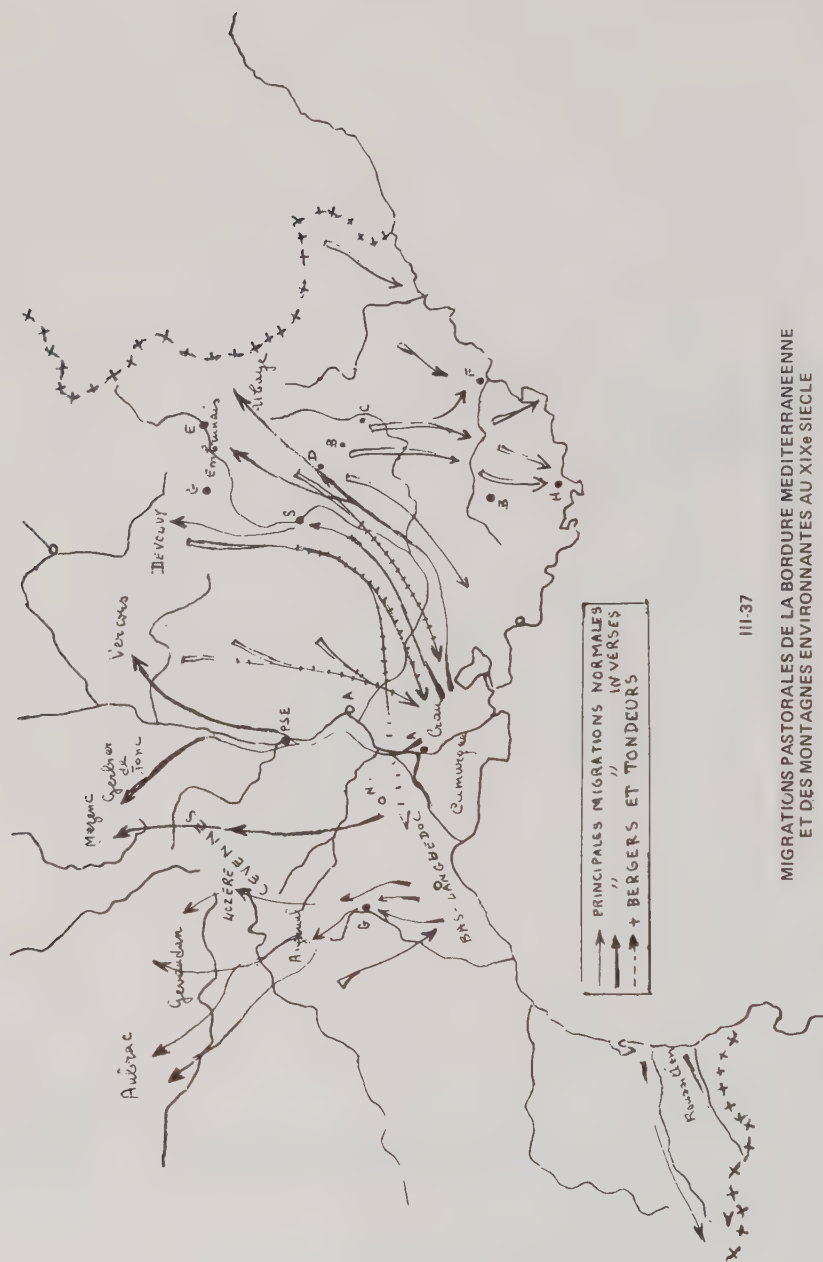


[illegible]



III-36

MIGRATIONS TEMPORAIRES DU MASSIF ARMORICAIN A LA FIN DU
XIX^e SIECLE ET AU DEBUT DU XX^e SIECLE

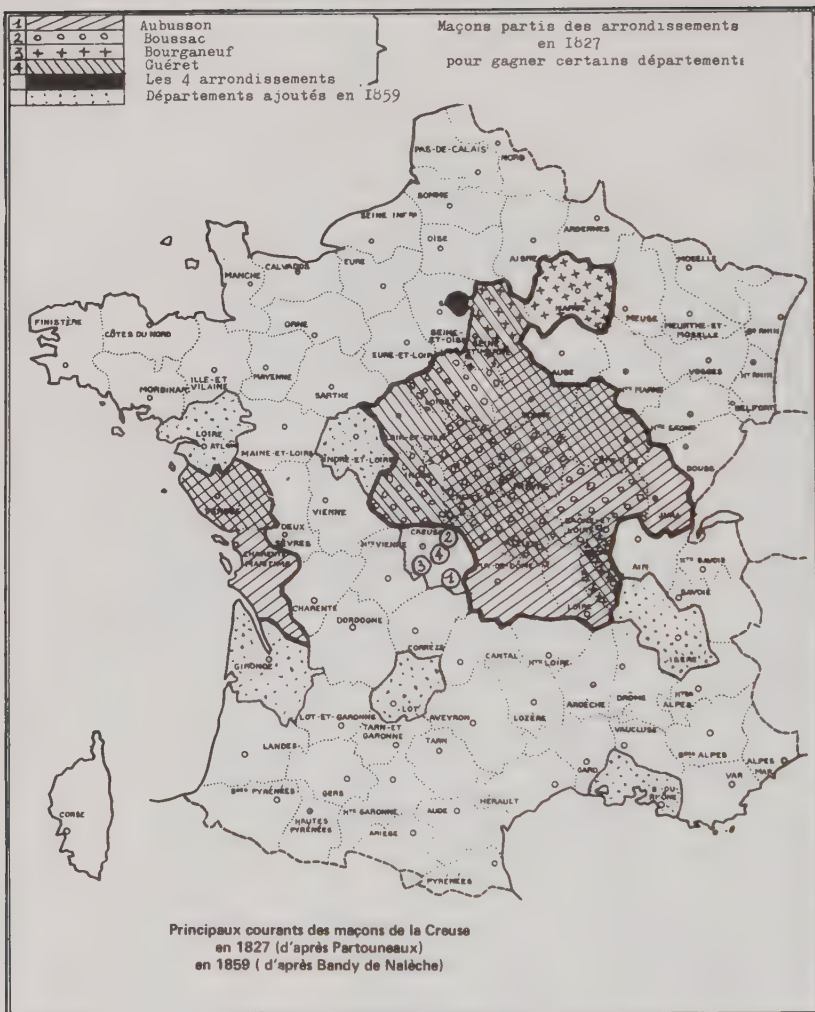


MIGRANTS TEMPORAIRES DU "BATIMENT" ORIGINAIRES DE LA CREUSE
SOUS LE PREMIER EMPIRE (1807-1812)



III-38

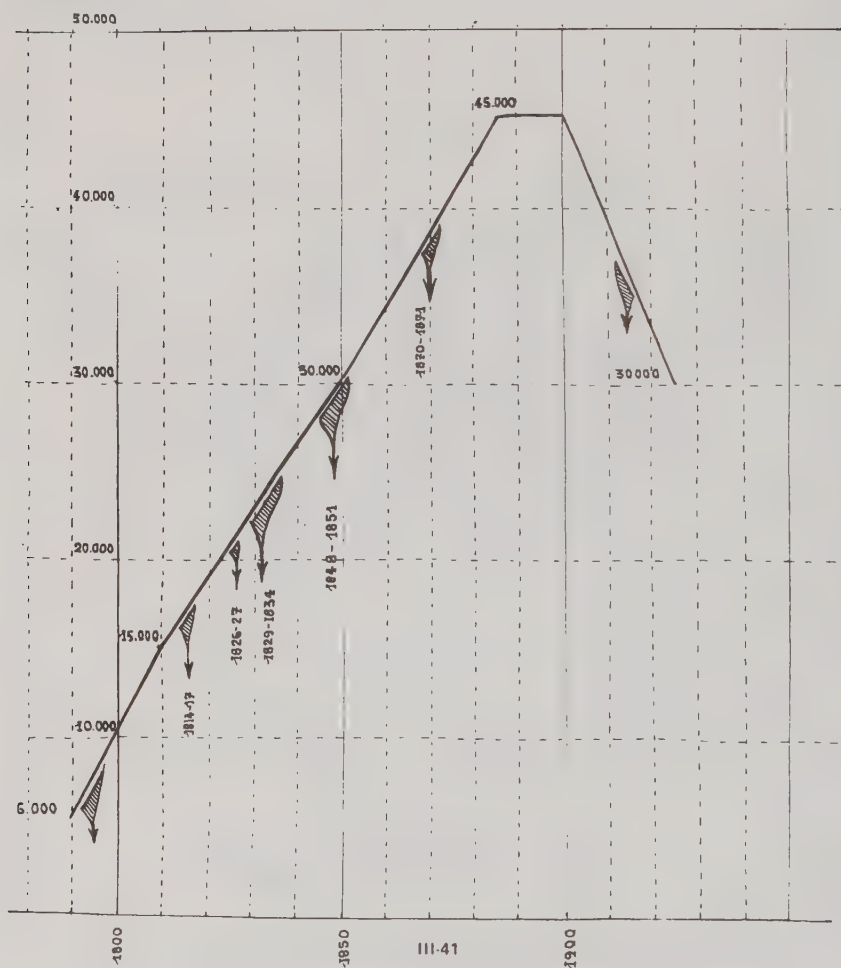
EN HACHURES LES DEPARTEMENTS QUI LES EMPLOIENT

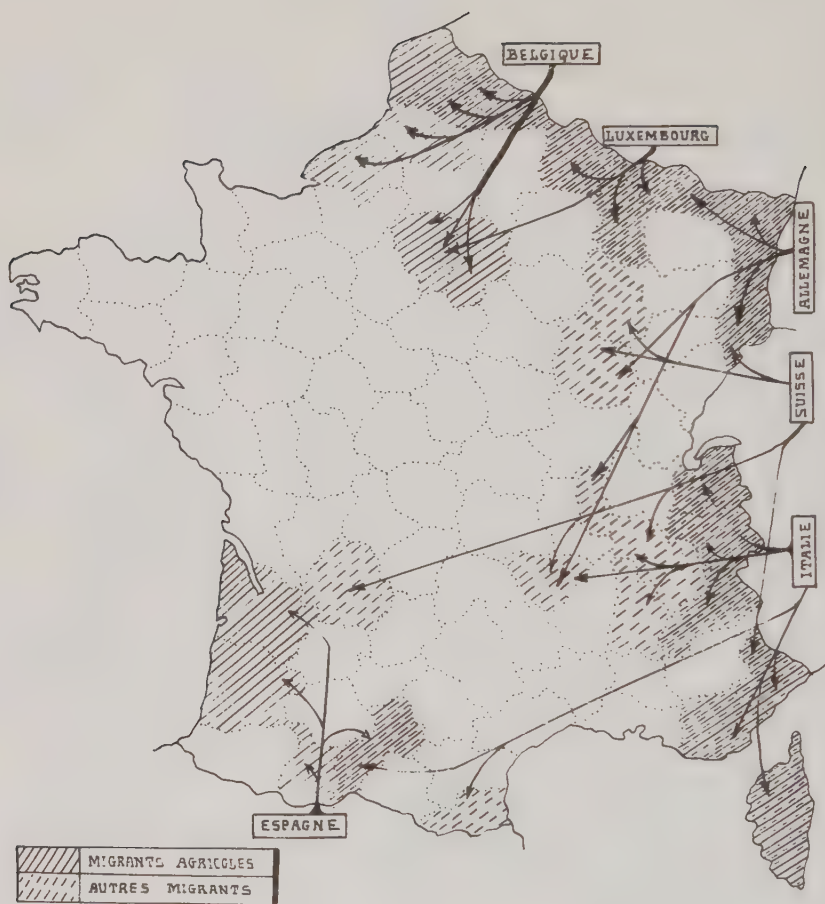




PROGRESSION DES MIGRATIONS TEMPORAIRES DE LA CREUSE
 PARTICULIEREMENT MACONS
 LES FLECHES INDIQUENT LES MOMENTS DE DEPRESSION
 A PARIS

NUMBRE DE
 MIGRANTS





III-43

MIGRATIONS TEMPORAIRES D'ETRANGERS VERS LES REGIONS RURALES FRANCAISES
DEBUT DU XIX^e SIECLE

TABLE DES MATIERES

<i>AVANT-PROPOS</i>	13
<i>INTRODUCTION</i>	15
PREMIERE PARTIE :	
<i>Les bases de l'histoire des migrations temporaires.</i>	
CHAPITRE I :	
<i>Les bases documentaires : Archives et Enquêtes</i>	23
1. La documentation officielle	23
2. La documentation privée	33
3. Conclusion	39
CHAPITRE II :	
<i>Les bases statistiques : Importance numérique des migrations</i>	41
1. Les données nationales	41
2. Les données régionales	44
CHAPITRE III :	
<i>Les bases sociologiques : Types et structure sociale</i>	53
1. Les types de migrations	53
2. Structures sociales des migrations temporaires	56
DEUXIEME PARTIE :	
<i>Evolution des migrations anciennes au XIXe S.</i>	
CHAPITRE I :	
<i>Les causes des migrations anciennes</i>	71
1. La pauvreté naturelle	71
2. L'insuffisance des ressources complémentaires locales	78
3. La recherche du numéraire et le paiement des impôts	83
4. L'accroissement de la population et le surpeuplement	92
5. Multiplicité et complexité des facteurs de migrations temporaires	96
CHAPITRE II :	
<i>Les migrations agricoles</i>	107
1. Les migrations viticoles	107
2. Les migrations de moissons	155
CHAPITRE III :	
<i>Les migrations temporaires d'activités non proprement agricoles mais s'effectuant dans les milieux ruraux</i>	247
1. Les migrations forestières	249
2. Les migrations temporaires pastorales	337
3. Les nombreuses migrations temporaires de petite activité artisanale, commerciale ou de service, allant jusqu'à la mendicité	377

CHAPITRE IV :

<i>Les migrations temporaires dans les villes avant le XIXe siècle et au début de ce siècle restent limitées</i>	547
1. Les catégories de migrants temporaires peu nombreuses sont pourtant dans tous les secteurs d'activité	548
2. La vie précaire et difficile des ruraux dans les villes du XVIIIe siècle : l'inadaptation et le milieu social méfiant.	564

TROISIEME PARTIE :

Les migrations temporaires fortement développées ou nées avec les progrès de la civilisation industrielle et urbaine du XIXe Siècle.

CHAPITRE I :

<i>Les facteurs nouveaux de développement ou de déclenchement des migrations temporaires</i>	581
1. Les causes économiques : la ville est de plus en plus attractive.	583
2. Les autres causes agissant inégalement : politiques, législatives et psychologiques.	639
3. Un problème difficile à résoudre : le rôle des moyens de transport dans l'accentuation ou dans le déclenchement des migrations.	663

CHAPITRE II :

<i>Les nouvelles migrations agricoles</i>	669
1. Les migrations pour les cultures industrielles.	670
2. Les migrations pour les cultures délicates spéculatives (surtout fruits et légumes)	733

CHAPITRE III :

<i>Les migrations essentielles des ruraux vers les villes</i>	775
1. Les migrations du bâtiment et des grands travaux publics	776
2. Les transformations progressives des migrations temporaires de l'artisanat, du commerce, de l'industrie et des services.	895

QUATRIEME PARTIE :

Les conséquences des migrations temporaires des ruraux se font sentir dans de nombreux domaines.

CHAPITRE I :

<i>Les conséquences démographiques apparaissent sur les densités, le mouvement naturel et les structures des populations</i>	1009
1. Dans les régions déshéritées et particulièrement de montagne les migrations saisonnières ont permis de maintenir des densités relativement élevées.	1010
2. Le mouvement naturel des milieux ruraux a subi des conséquences très diverses	1016

3. Les populations rurales vivant des migrations temporaires ont généralement des structures équilibrées et variées	1023
CHAPITRE II :	
<i>Les conséquences économiques et matérielles sur le déplacement et l'utilisation du numéraire et sur le développement des divers domaines économiques</i>	1029
1. Le numéraire acquis dans les migrations et la vie matérielle familiale	1030
2. Les domaines économiques des pays d'origine ont relativement peu profité des migrations	1041
3. Les conséquences des migrations sur la vie quotidienne	1047
CHAPITRE III :	
<i>Les conséquences sociales sur les milieux de départ et sur les milieux d'accueil</i>	1055
1. Les migrations temporaires ont atténué la misère de certaines campagnes	1056
2. La société urbaine a senti le poids des migrants temporaires inadaptés et vivant en marge	1061
CHAPITRE IV :	
<i>Les conséquences morales et religieuses difficiles à saisir ont été nombreuses</i>	1067
1. Les migrations temporaires ont souvent troublé la vie familiale et conjugale	1068
2. Les craintes du clergé sur la pratique religieuse des migrants	1073
CHAPITRE V :	
<i>Les conséquences politiques ont été marquées dans certaines régions françaises</i>	1083
1. L'exemple nivernais de la région de Clamecy et les insurrections	1084
2. Un département fortement marqué par les influences politiques des migrations : la Creuse	1087
3. Parmi les autres régions françaises de migrations temporaires, la Savoie offre l'exemple d'une influence politique limitée des migrants	1093
CONCLUSION GENERALE :	
<i>Rapports entre migrations temporaires et migrations définitives, et place des migrations temporaires dans l'évolution des migrations françaises</i>	1101
BIBLIOGRAPHIE	
Sources archivistes	1109
Sources et documents imprimés	1131
Etudes Générales, Documents d'époque	
Etudes postérieures	1133

Etrangers en France	1147
CARTES	1215

TABLE DES CARTES

I. Migrations temporaires par périodes :

Premier Empire :

- 1) Départs par départements
- 2) Entrées par départements
- 3) Gains ou pertes de numéraire

1852 :

- 4) Départs, hommes par arrondissements
- 5) Départs, femmes par arrondissements
- 6) Arrivée, hommes et femmes par arrondissements
- 7) Zones de salaires des ouvriers agricoles nourris pendant les périodes de récoltes

1862 :

- 8) Zones de salaires des ouvriers agricoles nourris : période ordinaire
- 9) Zones de salaires des ouvriers agricoles nourris pendant les périodes de récoltes

1882 :

- 10) Salaires agricoles journaliers d'été (ouvriers non nourris)

1892 :

- 11) Salaires agricoles journaliers d'été (ouvriers nourris)

1912 :

- 12) Migrations temporaires agricoles

1929 :

- 13) Main-d'œuvre temporaire agricole masculine venant des autres régions de France et de l'étranger
- 14) Main-d'œuvre temporaire agricole féminine venant des autres régions de France et de l'étranger
- 15) Main-d'œuvre temporaire agricole étrangère.

II. Migrations temporaires par professions :

- 16) Viticoles sous le Premier Empire
- 17) Viticoles avant la crise phylloxérique
- 18) Viticoles après la crise phylloxérique
- 19) Moissons sous le Premier Empire
- 20) Moissons : seconde moitié du XIXe et début XXe siècle
- 21) Forestières, sous le Premier Empire
- 22) Forestières, seconde moitié du XIXe et début XXe siècle
- 23) Colporteurs et marchands ambulants, Premier Empire
- 24) Bâtiment, Premier Empire
- 25) Textiles, début XIXe siècle
- 26) Grosse main-d'œuvre avant les chantiers du rail
- 27) Transports avant les chemins de fer.

III. Migrations temporaires par régions :

- 28) Paris. Premier Empire
- 29) Lyon. Début XIXe siècle

- 30) Côte d'Or, Début XIXe siècle
- 31) Brie : XIXe et XXe siècles
- 32) Morvan XIXe siècle et début XXe siècle
- 33) Puy-de-Dôme : Premier Empire
- 34) Alpes : Premier Empire
- 35) Massif Armoricain : Premier Empire
- 36) Massif Armoricain : fin XIXe et début XXe siècle
- 37) Bordure méditerranéenne XIXe siècle
- 38) Creuse : Premier Empire
- 39) Creuse : 1827
- 40) Creuse : 1890
- 41) Creuse : 1790-1925
- 42) Vers l'étranger : début XIXe siècle
- 43) De l'étranger : début XIXe siècle.

P.U.L.
S.P. 18 — 59650 Villeneuve-d'Ascq

SERIE «ETUDES HISTORIQUES»

●OUVRAGES DEJA PARUS

M. Gillet, *L'homme, la vie et la mort dans le Nord au XIXe siècle.*

H. Adam, Y.M. Hilaire, A. Legrand, B. Ménager, R. Vandenbussche, *Atlas de géographie électorale dans la région Nord—Pas-de-Calais en 1876-1936* (N°1)

Y.M. Hilaire, A. Legrand, B. Ménager, R. Vandenbussche, *Atlas de Géographie électorale dans la région Nord—Pas-de-Calais en 1946-1972.* (N°2)

M. Carrez, J.P. Chrétien, P. Colonge, S. Deyon, C. d'Haussey, C. Lepelley, L. Trénard, *Christianisme et pouvoirs politiques* (N°1)

C. Langlois, A. Encrevé, G. Cholvy, J. Beauverot, J.M. Mayeur, *Christianisme et pouvoirs politiques, de Napoléon à Adenauer* (N°2).

A. Salah, *La communauté algériennne dans le département du Nord.*

P. Deyon, *Le temps des prisons.*

M. Gillet, *La qualité de la vie.*

G. Bellart, P. Bougard, C. Rollet, *Paroisses et communes de France, Dictionnaire administratif et démographique, Pas-de-Calais.*

A. Lottin, J.R. Machuelle, S. Malolepsy, K. Pasquier, G. Savelon, *La désunion du couple sous l'Ancien Régime — L'exemple du Nord.*

F.P. Codaccioni, *De l'inégalité sociale dans une grande ville industrielle. Le drame de Lille de 1850 à 1914.*

Communications au Colloque tenu au CIRSH les 30 et 31 mai 1975, *Une région en mutation : Le Nord—Pas-de-Calais*

F. Fischbach, *L'évolution politique de Bertolt Brecht, de 1913 à 1933.*

●OUVRAGE A PARAITRE

G. Sivery, *Structures agraires et vie rurale dans le Hainaut à la fin du Moyen-Age.*

SERIE « ETUDES ARCHEOLOGIQUES »

● OUVRAGES DEJA PARUS

○ *Etudes sur l'Egypte et le Soudan anciens.*

Tome 1 : J. Vercoutter, L. Limme, B. Menu, B. Gratien, B. Boyaval.

Tome 2 : J. Vercoutter, C. Venot, B. Gratien, A. Minault et F. Thill, F. Geus et Y. Labre, B. Menu et I. Harari, F. Baratte et B. Boyaval.

Tome 3 : J. Vercoutter, F. Geus, J. Reinold, B. Gratien, A. Minault, F. Thill, M. Azim, A. Fouquet, B. Menu, B. Boyaval.

Etudes Bavaisiennes, Mélanges offerts au Chanoine Biévelet.

● OUVRAGE A PARAITRE

B. Boyaval, *Corpus des Etiquettes de Momies grecques.*

ACHEVE D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES DE L'UNIVERSITE DE LILLE III

Dépôt légal : 4ème trimestre 1976

